HAL
open science

Actes de la conférence " Aux frontières de l'urbain. Petites villes du monde : émergence, croissance, rôle économique et social, intégration territoriale, gouvernance " Conference Proceedings "At the Frontiers of Urban Space. Small towns of the world: emergence, growth, economic and social role, territorial integration, governance"

François Moriconi Ebrard, Catherine Chatel, Julien Bordagi

▶ **To cite this version:**

François Moriconi Ebrard, Catherine Chatel, Julien Bordagi. Actes de la conférence " Aux frontières de l'urbain. Petites villes du monde : émergence, croissance, rôle économique et social, intégration territoriale, gouvernance " Conference Proceedings "At the Frontiers of Urban Space. Small towns of the world: emergence, growth, economic and social role, territorial integration, governance". 2014, 746 p. halshs-00958799

HAL Id: halshs-00958799

https://shs.hal.science/halshs-00958799

Submitted on 13 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Aux frontières de l'urbain / At the frontiers of Urban Space

22-23-24 JAN. 2014

Actes de la conférence / Conference Proceedings

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Création N. Blachet - UMR 7300 ESPACE du CNRS - Janvier 2014

Petites villes du monde :
émergence, croissance, rôle économique et social, intégration territoriale, gouvernance

Small towns of the world:
emergence, growth, economic and social role, territorial integration, governance

Avant-propos

La conférence internationale « Aux frontières de l'urbain. Petites villes du monde : émergence, croissance, rôle économique et social, intégration territoriale, gouvernance » s'est déroulée à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse du 22 au 24 janvier 2014. Elle a été organisée à l'initiative d'un groupe de chercheurs de l'UMR 7300 ESPACE spécialistes de la ville et des dynamiques d'urbanisation dans le monde. Travaillant à partir de la base de données mondiale *e-Geopolis* décrivant l'évolution de la population des agglomérations urbaines à l'époque contemporaine et développée depuis les années 1980 par F. Moriconi-Ebrard, directeur de recherche au CNRS, les résultats des analyses fondées sur ces données ont souligné l'importance des enjeux des petites villes dans les dynamiques territoriales contemporaines, et ce partout dans le monde.

L'objectif de la conférence était de présenter ces résultats et de les confronter à d'autres recherches privilégiant d'autres approches ou prenant part à d'autres disciplines afin d'éclairer ces travaux issus de la géographie quantitative. La conférence se distingue ainsi par une grande diversité, alors que l'équipe de recherche à l'origine de cet évènement est animée par la conviction que diversité et pluralité fondent la réflexion et la science.

La volonté de laisser une trace de la conférence est à l'origine de cette publication. Celle-ci permet en outre de promouvoir les travaux inédits des chercheurs qui ont participé à l'évènement.

La structure des Actes correspond à l'organisation des communications lors de la conférence. Les Actes distinguent d'abord les textes des conférences et ceux issus des sessions en ateliers. Ces derniers sont répartis en 18 chapitres correspondant aux 18 ateliers organisés. Néanmoins, tous les papiers présentés lors de la conférence ne figurent pas dans ce recueil, certains ne nous ayant pas été transmis sous forme d'articles complets. Nous précisons que les articles complets n'ont pas été relus et sont publiés ici en l'état.

Nous remercions chaleureusement l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, l'UMR 7300 ESPACE, le CNRS, l'entreprise Renault et l'association e-*Geopolis* qui ont soutenu cet évènement. Nous exprimons aussi toute notre reconnaissance aux membres du comité scientifique pour leur expertise dans la sélection des articles et leur accompagnement dans la mise en place de la manifestation. Enfin, nous adressons toute notre gratitude aux membres du comité d'organisation qui se sont entièrement dévoués à la préparation de la conférence et à l'édition de ces Actes durant plusieurs semaines. Sans leur aide, leur efficacité et leur volonté, l'organisation de la conférence « Aux frontières de l'urbain » à Avignon et la publication des Actes n'auraient pu se dérouler dans un esprit solidaire et stimulant.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Foreword

The international conference "At the Frontiers of Urban Space. Small towns of the world: emergence, growth, economic and social role, territorial integration, governance" was initiated by a group of researchers at UMR 7300 ESPACE, specialists of cities and urbanization dynamics in the world. Using the international database *e-Geopolis*, which describes the evolution of the urban agglomerations population during the contemporary era and is developed since the 1980's by F. Moriconi-Ebrard, research director at CNRS, the analyzes results highlighted the challenges of small towns in contemporary territorial dynamics anywhere in the world.

The aim of the conference was to present those results and compare them to other research focusing alternative approaches or taking part in other disciplines to highlight the work from quantitative geography. The conference is therefore distinguished by great diversity, while the research team behind this event is driven by the belief that diversity and plurality are the base of thinking and science.

The desire to leave a trace of the conference is the origin of this publication. It also helps to promote the original work of researchers who participated to this event.

The structure of Acts corresponds to the organization papers at the conference. Acts distinguish the plenary conferences from the workshop sessions. These are divided into 18 chapters corresponding to the 18 workshops. However, all the papers presented at the conference are not included in this collection, some of them not having been sent as full papers. We note that these articles were not reviewed and are published as we received them.

We thank the University of Avignon, the UMR 7300 ESPACE, the CNRS, the Renault firm and the *e-Geopolis* association who supported this event. We also express our gratitude to the members of the scientific committee for their expertise in the selection of papers and their support in the implementation of the event. Finally, we express our appreciation to the members of the organisation committee who were fully dedicated to the preparation of the conference and to the publication of these Acts for several weeks. Without their help, efficiency and will, the organisation of the conference and the publication of the proceedings would not have taken place in a stimulating spirit of solidarity.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Présentation de la conférence

Lorsqu'on évoque « la » ville, l'attention des médias, des chercheurs et des institutions se concentre traditionnellement sur quelques métropoles mondiales. Or, en réalité, **la moitié de la population urbaine de la planète vit dans des villes petites et moyennes** qui se comptent en milliers (Moriconi-Ebrard, 1994).

Ces agglomérations ont **un rôle moteur dans la croissance, tandis qu'elles présentent des profils et des dynamiques hétérogènes qui s'écartent de ce que l'on observe dans les métropoles** (Denis, 2012). Dès lors leur étude vient enrichir et approfondir le concept d'urbain.

Chercher à définir ces villes, c'est aussi éprouver les catégories d'espace et aller au-delà d'une simple dichotomie urbain/rural de plus en plus remise en cause. Quels critères permettraient de définir un seuil entre ces espaces ? Peut-on parler de territoire de l'entre-deux ? En termes de processus, **les petites villes questionnent ainsi les différentes étapes de la croissance urbaine : genèse, développement, mutation, régression.**

Sur le terrain, l'observation est confrontée à **l'arbitraire des définitions officielles de l'urbain** qui diffèrent d'un pays à l'autre, contribuant à renforcer **le flou des limites objectives entre « petite ville » et « village »**. Le changement de statut des villes peut entrainer un changement de la fiscalité, de règles environnementales et d'urbanisme : **l'accès au statut urbain constitue ainsi un enjeu majeur pour le développement d'une localité et du territoire** (Giraut, 2005). Quel est l'impact des politiques publiques urbaines sur ces villes ? Suffit-il de déclarer une localité « urbaine » pour qu'elle le soit ? Les petites et moyennes villes posent-elles des problèmes de gouvernance particuliers ou bien sont-elles à l'origine de propositions originales en matière d'aménagement du territoire ?

Dans un marché globalisé où les économies d'agglomération sont mises en avant, les métropoles semblent constituer les seuls espaces compétitifs. Or, les petites villes ont souvent été **des lieux d'innovation capables de s'insérer directement dans des réseaux mondiaux** (Bairoch, 1984). Quels sont leurs atouts face aux grandes mégapoles ? Comment se positionnement-elles face aux enjeux territoriaux majeurs de nos sociétés : mobilité, accès à la terre, compétition foncière, exploitation des ressources locales, approvisionnement, protection de l'environnement. Ces enjeux dépendant clairement des formes d'organisation spatiale qui sont le résultat de processus de concentration plus ou moins intenses : clusters, corridors urbains, semis dispersés représentent-ils des types d'organisations spécifiques à ces villes de l'entre-deux ?

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Conference presentation

When we speak of cities, the attention of researchers, the media, and institutions is traditionally focused on large metropoles. Yet in reality, **half the urban population of the world lives in hundreds of small and medium-sized cities** (Moriconi-Ebrard, 1994).

These agglomerations play a **key role in urban growth**. They have **heterogeneous dynamics and profiles that diverge from what is observed in metro cities**. Therefore, studies of the base of the urban hierarchy enrich and deepen the urban concept as a whole.

Defining these agglomerations also requires the testing of categories of space which go beyond a simple, and increasingly problematic, urban-rural dichotomy. What criteria should define the threshold between these spaces? Can we speak of an "in-between" territory? In terms of process, **small cities highlight the different stages of urban growth: genesis, development, mutation, and regression.**

In the context of fieldwork, researchers' observations are faced with the **arbitrary official definition of urban areas**, which differ from one country to the next. This contributes to the **fuzziness of objective boundaries between "small towns" and villages**. The change of the status of small agglomerations can lead to modifications in fiscal, environmental and urban rules. **Access to urban status is a major issue for the development of a locality and territory** (Giraut, 2005). What is the impact of urban policies on such towns? Is it enough to proclaim that a locality is "urban"? Are there specific governance issues that come with the small and medium town? Are these issues at the basis of original proposals concerning country planning?

In a global marketplace, where agglomeration economies are prioritized, metro cities seem to be the only competitive spaces. In reality however, small towns are often **spaces of innovation capable of taking their own place in wider global networks** (Bairoch, 1984). What are the major assets of such towns compared with larger metro cities? How do they face the major spatial issues of a society: mobility, land access and competition, exploitation of local resources, procurement, and environmental protection? These issues are dependent on forms of spatial organisation, which are themselves the result of intense processes of concentration and dispersion. Do clusters, urban corridors and dispersed settlements represent specific organisational types of such intermediary, "in-between" spaces?

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Comités / Comittees

Scientifique

- Julien Bordagi
  Doctorant, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, UMR 7300 ESPACE et Institut Français de Pondichéry
- Cathy Chatel
  Docteur en Géographie, e-Geopolis, UMR 7300 ESPACE
- Eric Denis
  Chercheur CNRS, UMR Géographie-cités
- Michel Dimou
  Professeur en Économie, Université du Sud Toulon-Var
- Marie-Eve Fererol
  Docteur en Géographie urbaine, Université de Clermont Ferrand
- Hervé Gazel
  Maître de conférences en Géographie, Université Lyon III
- Frédéric Girault
  Professeur en Géographie, Université de Genève (Suisse)
- Dominique Harre-Rogers
  Consultante, Docteur en socio-économie, e-Geopolis
- Philipp Heinrigs
  Économiste, OCDE, SWAC
- Jean-Paul Hubert
  Directeur de recherche, IFSTTAR
- Jacques Imbernon
  Chargé de recherche, CIRAD
- Kamala Marius
  Maître de conférences, HDR en Géographie, Université de Bordeaux III
- Jordi Marti-Henneberg
  Professeur en Géographie, Université de Lleida (Espagne)
- François Moriconi-Ebrard
  Directeur de Recherche CNRS, UMR 7300 ESPACE
- Thierry Rebour
  Maître de conférences en Géographie, Université d'Amiens
- Mounir Redjimi
  Maître de conférences en Géographie, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, UMR 7300 ESPACE
- Alexandra Schaffar
  Maître de conférences en Économie, Université du Sud Toulon-Var

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Organisation

- Julien Bordagi
  Doctorant, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse,
  UMR 7300 ESPACE et Institut Français de Pondichéry
- Nathalie Brachet
  Technicienne PAO, CNRS, UMR 7300 ESPACE
- Cathy Chatel
  Docteur en Géographie, e-Geopolis, UMR 7300 ESPACE
- Loïc Grasland
  Professeur Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse,
  Directeur Adjoint de l'UMR 7300 ESPACE
- Michel Guerin
  Secrétaire-gestionnaire, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse,
  UMR 7300 ESPACE
- François Moriconi-Ebrard
  Directeur de Recherche CNRS, UMR 7300 ESPACE
- Mounir Redjimi
  Maître de conférences Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse,
  UMR 7300 ESPACE

Avec le soutien des étudiants de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse :

- Sébastien De Jong
- Benoît Douzon
- Mickaël Ferri
- Alexandre Granié
- Clara Léonard
- Alexis Marcon
- Delphine Soula
- El Mostafa Tiguenatine

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Sommaire / Contents

CONFERENCES 11

ATELIER 1 / WORKSHOP 1 51

Faut-il mailler l'ensemble du territoire de petites villes ?
Should distribute small towns through the whole territory?

ATELIER 3 / WORKSHOP 3 90

La décentralisation créatrice de quelles petites villes ?
What kind of small towns decentralization is creating?

ATELIER 4 / WORKSHOP 4 130

Entre urbain et rural. Villages, bourgs ou petites villes ?
Between urban and rural. Villages, small towns or small cities?

ATELIER 5 / WORKSHOP 5 191

Une société des petites villes ?
A small town society?

ATELIER 6 / WORKSHOP 6 262

Session spéciale / Special session
Suburbin (Subaltern urbanisation in India)

ATELIER 7 / WORKSHOP 7 300

Les temps de la petite ville : inertie ou changement ?
Small towns times: inertia or change?

ATELIER 8 / WORKSHOP 8 360

L'économie des petites villes en local et mondial : le grand écart ?
The economy of small towns between local and global: the splits?

ATELIER 9 / WORKSHOP 9 426

L'urbain : aux frontières de la mobilité ?
Urban space: at the frontiers of mobility?

ATELIER 10 / WORKSHOP 10 488

Aux frontières des métropoles : le périurbain ?
At the frontiers of the metropolises: the periurban space?

ATELIER 11 / WORKSHOP 11 508

La fabrique des hiérarchies urbaines. Les pouvoirs publics, chefs d'orchestre ?
The factory of urban hierarchies. Public policies, conductors?

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 13 / WORKSHOP 13 552

Les petites villes au risque de l'aménagement du territoire
Small towns at risk of town and country planning

ATELIER 14 / WORKSHOP 14 576

La mise en mouvement des hiérarchies urbaines : l'économie des petites villes comme moteur
Urban Hierarchies in movement: the economics of small towns as a dynamic

ATELIER 15 / WORKSHOP 15 614

Session spéciale / Special session
ESPON : Small and medium-sized town in Europe: the ESPON TOWN project

ATELIER 16 / WORKSHOP 16 644

Habiter la petite ville : l'urbanisme en réponse
Living in the small towns: urbanism in reply

ATELIER 17 / WORKSHOP 17 693

Le tiers espace existe-t-il ?
Does third space exist?

ATELIER 18 / WORKSHOP 18 712

L'État-providence : quand les petites villes jouent dans la cour des grandes
Welfare state: when small towns plays with the big league

Aucun article ne nous a été rendu pour les Ateliers 2 et 12.

We don't received any paper for the Workshops 2 and 12.

• ATELIER 2 / WORKSHOP 2

Les petites villes des Suds : un modèle pour tous ?

Small towns of southern countries: a model for all?

• ATELIER 12 / WORKSHOP 12

Session spéciale / Special session

ESPON : Small and medium-sized town in Europe: the ESPON TOWN project

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

CONFERENCES

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

[Conferences]

Les petites villes : le nombre fait-il le poids ?

François Moriconi-Ebrard
UMR 7300 ESPACE
CNRS, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, France
francois.moriconi@univ-avignon.fr

Résumé

L'article décrit d'abord la cacophonie des définitions statistiques qui, à l'échelle mondiale, ne permettent pas de cerner la notion de « petites villes ». La conclusion de ce tour d'horizon est paradoxale : les « petites villes » sont en fait celles qui ne sont citées nulle part, non localisées. C'est un bataillon de chiffres au service d'un indicateur populaire qui permet aux Etats de se comparer entre eux. La deuxième partie s'intéresse aux aspects théoriques des distributions, montrant que l'approche systémique cantonne le discours sur les villes dans la relativité. Fort de ces conclusions, la dernière partie livre quelques résultats fondés sur une tentative d'harmonisation mondiale des statistiques : la base de données e-Geopolis. Sont abordés les thèmes de l'émergence et de la disparition des petites villes, de leur poids face aux grandes métropoles et finalement de leur place dans le processus d'urbanisation. Une place qui n'est peut-être liée qu'à un « moment » particulier de l'Histoire de l'humanité, même si ce dernier peut durer des siècles…

Mot-clefs

Petites villes, statistiques urbaines, hiérarchie urbaine, métropolisation, systèmes urbains

1 1. La cacophonie des définitions statistiques

Les statistiques sont « nationales » par définition. Par nature, elles ne pré-voient pas de comparaisons internationales. Bien au contraire, l'un de leur rôle fondamental et historique consiste davantage à brouiller les pistes possibles dans ce domaine, afin de masquer la continuité des phénomènes qu'elles représentent dans un espace géographique clos par des frontières internationales inamovibles et sacrées, et à l'intérieur desquelles prospère un peuple élu : celui de la Nation. Il faut donc affirmer et réaffirmer fortement ceci : il n'existe pas, scientifiquement et juridiquement parlant, de « statistique internationale ». Les bureaux statistiques des Nations-Unies, organisme multilatéral, ne font que rassembler et reproduire les chiffres et les catégories que leur envoient les Etats. Les recueils de statistiques dits « internationaux » sont en réalité des recueils internationaux de statistiques nationales.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1.1 Définition statistique de la ville

Pour ce qui concerne notre problématique, il n'existe aucun moyen pour comparer à l'échelle transnationale, aucune donnée, aucun indicateur statistique urbain, lorsqu'on se base sur les statistiques nationales officielles.

Aucun consensus n'existe ni sur la notion de « ville », ni sur la façon de poser leurs limites territoriales, ni sur de quelconques seuils statistiques. Ainsi, en France, la définition s'appuie sur la notion morphologique d'agglomération mais cette notion n'est pas reconnue en Allemagne, en Italie et en Espagne, qui sont pourtant des voisins directs. En Allemagne, la base de la définition est fondée sur le statut juridique de la commune, tandis qu'en Argentine ou au Ghana, il n'existe pas de « communes » : en province[1], seule, la notion d'agglomération (localidad, settlement) prévaut.

Ceci rend les comparaisons absurdes. Par exemple, au Danemark et dans les pays Scandinaves, toute agglomération de plus de 200 habitants est considérée comme urbaine, tandis qu'en Allemagne, on compte 334 communes non urbaines de plus de 10 000 habitants, tandis que 6 villes (*Städte*) ont moins de 1 000 habitants et 31 de moins de 2 000 habitants. Et que faire également des catégories intermédiaires qu'utilisent certains Etats ? Doit on classer le « semi-urbain » dans le rural ou dans l'urbain ?

De plus, les définitions nationales elles-mêmes évoluent dans le temps, de sorte que les séries statistiques ne sont pas comparables dans le temps. Certes, il convient d'adapter les définitions aux changements que connaissent nos sociétés. Cependant, changer de définition entre deux périodes n'est-il pas le moyen le plus radical pour empêcher d'évaluer le changement réel qui s'opère dans l'objet de l'étude ?

Les chercheurs qui citent les données publiées par les Nations-Unies omettent de citer la note qui précise qu'ils ne garantissent aucune fiabilité quant à l'exactitude des données fournies par chaque pays. Il faut ici rappeler que les services statistiques de l'ONU n'ont pas l'autorisation de changer ne serait-ce qu'une virgule dans les tableaux, quand bien même on y trouverait des erreurs manifestes.

Parmi les organismes internationaux, seule la FAO commence à s'intéresser à ce qui se passe à l'intérieur des Etats[2]. Cependant, organisme à vocation agricole, la FAO ne s'intéresse pas aux villes…

Les bases de données internationales officielles sont donc utilisées à contre-emploi lorsqu'elles servent de base à une comparaison internationale concernant les chiffres de l'urbanisation. Même un usage superficiel n'est scientifiquement pas acceptable.

[1] Ou « en région », pour reprendre la terminologie française qui a officiellement aboli l'usage de l'expression « la province » (par opposition à « la capitale »).

[2] Voir le nouveau projet « CountryStat »

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1.2 Définition statistique de la « petite » ville

La cacophonie qui règne dans les définitions de l'urbain, est encore pire en ce qui concerne la saisie statistique de la notion de « petite ville ».

S'appuyant sur World Urban Prospects (WUP) publié tous les deux ans par le département Population de l'UN-ESA de New York, le rapport de l'ONU-Habitat qualifie plusieurs fois de « petites villes », celles qui ont moins de… 500 000 habitants[3]. Il est significatif de noter que la base de données des WUP, qui ne cite que les villes de plus de 500 000 habitants, laisse donc dans l'ombre de l'anonymat toutes les autres. Les Annuaires Démographiques, quant à eux, descendent au seuil de 100 000 habitants. Selon ce critère, par exemple, seul une trentaine de villes et une cinquantaine d'agglomérations sont citées à l'échelle d'un pays comme la France. Localement, il arrive que des chercheurs qualifient au contraire de « grandes villes » des villes de quelques millers d'habitants. Ainsi on trouve dans la présentation de MoGREPo[4], la phrase suivante : « Alors que les grandes villes du Luxembourg disposent de systèmes ultramodernes de gestion du stockage… ».

Lors d'un séminaire auquel je participais, Philippe Julien, architecte de la définition du zonage en « aires urbaines » de l'INSEE, répondait à une question précise concernant le seuil de 40% choisi pour définir l'appartenance (ou non) d'une commune au zonage[5]. Sa réponse est riche d'enseignement : « Selon la direction de l'INSEE, la France étant un pays européen de sorte, je devais aboutir au final à un niveau national d'urbanisation de l'ordre de 75% » En fait, le niveau de 75% aurait été atteint avec un seuil de 41,8% de pendulaires sortants, mais pour des raisons esthétiques, ce dernier a été arrondi à 40%, de sorte que le niveau d'urbanisation de la France s'établissait finalement à 72,8% en 1990.

Les publications internationales sont ainsi une sorte arène de papier où se mesurent et se comparent les nations entre elles à coup d'indicateurs et de nombres. La « ville » – grande ou petite – n'est qu'une sorte d'ustensile, un objet qui passe ici au second plan. C'est un accessoire statistique qui, parmi d'autres, sert à mettre en scène l'action de l'Etat, au même titre que le taux de chômage, les émissions de carbone ou la superficie des terres irriguées.

Dans cette cacophonie ambiante, surnage cependant une idée : les « petites villes » sont de fait celles qui sont plongées dans l'anonymat. Ce sont celles que les bases de données internationales ne nomment pas, que l'on ne situe pas sur une carte, que l'on ne sait parfois même pas localiser dans une grande division administrative…

[3] UN Habitat, Annual Report, Nairobi, 2008

[4] Modèle de gestion des réseaux d'eau potable (MoGREPo. Voir : Public Research Centre Henri Tudor, http://www.tudor.lu/fr/projets/mogrepo

[5] « Une aire urbaine(…) est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. »
http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/aire-urbaine.htm

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1.3 Redonner une identité aux « petites » villes

La démarche qui est celle d'*e-Geopolis* prend le contrepied des précédentes. Elle ne consiste pas seulement à harmoniser des données statistiques pour autoriser des comparaisons : elle inverse le principe de construction de l'indicateur, qui se construit par le bas (*bottom up*), et non pas guidé par le haut depuis une institution (*top down*).

La démarche utilisée dans *e-Geopolis* consiste à partir du niveau micro-local : celui des constructions. Celles-ci sont réunies en « agglomérations » pourvu que la distance entre elles n'excède pas 200 mètres. Après avoir calculé leur effectif de population en croisant les morphologies obtenues avec les résultats des recensements, les agglomérations comptant plus de 10 000 habitants sont retenues comme « urbaines » dans la base de données. La somme de toutes les agglomérations urbaines donne finalement la population « urbaine » d'un territoire donné. Et non l'inverse.

Pour construire ce corpus de données, un nombre sans précédent de documents de première main a pu être réuni. Ces données ont pu être puis arrangées de manière à satisfaire les conditions d'une nouvelle démarche expérimentale visant à modéliser la distribution de l'ensemble des lieux habités, et non plus seulement la partie supérieure de leur distribution statistique, les agglomérations de 10 000 habitants et plus. C'est donc sur des données morphologiques complétées par des données concernant toutes les localités que peuvent désormais s'appuyer les nouvelles recherches.

Qu'il s'agisse d'indicateurs globaux ou de population de villes, les données et indicateurs obtenus sont donc affranchis des pressions nationales, même si une certaine dépendance subsiste en raison des niveaux d'agrégation spatiale sur lesquels sont publiées les données des recensements. Ces niveaux spatiaux d'agrégation sont appelés « unités locales » et leur gabarit varie en effet considérablement d'un pays voire d'une région à l'autre. D'un autre côté, comme il s'agit d'unités sociales et politiques souvent dotées d'une forte identité, ces niveaux reflètent en même temps la façon dont les sociétés s'arrangent localement dans l'espace géographique. Cathy Chatel a montré comment les découpages territoriaux, d'essence abstraite, influent à leur tour les dynamiques matérielles du peuplement[6].

Au final, la démarche permet d'aborder la question de la définition des « petites villes » sans postuler l'existence de seuils qui les distinguerait *a priori* des « grands villes ».

[6] Chatel Cathy, « Dynamiques de peuplement et transformations institutionnelles. Une mesure de l'urbanisation en Europe de 1800 à 2010 », Thèse de Doctorat, Université Paris-Diderot - Paris VII (30/06/2012), François Moriconi-Ebrard (Dir.)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2 Les petites agglomérations dans la hiérarchie des systèmes de peuplement : considérations théoriques

De nombreuses études empiriques ont montré que l'on peut distinguer statistiquement et sans hésitation les « métropoles » des « villes » banales (Moriconi-Ebard, 1993, 1998, 2001). Il suffit en effet de classer par ordre de population l'ensemble des agglomérations d'un système urbain donné pour voir apparaître un saut dans le continuum, et qui peut être interprété comme une discontinuité qualitative entre deux objets : « métropoles » et « villes ».

A l'autre bout de la définition, peut-on de la même façon identifier un seuil qui marquerait une différence significative entre agglomérations rurales et urbaines ? Par contraste avec les études sur la distribution rang-taille, il existe très peu de travaux dans ce domaine[7]. C'est que, travailler sur ce thème revient en quelque sorte à scier la branche sur laquelle est assise la géographie urbaine théorique et quantitative. En effet, contrairement à la distribution rang-taille des « villes », celle de l'ensemble des lieux habités ne se range jamais selon une distribution linéaire, mais selon une courbe en « S » (graphique 1).

2.1 La distribution statistique de tous les lieux habités

La documentation du programme e-Geopolis a permis d'acquérir systématiquement les données des recensements recueillies au niveau de résolution le plus fin qu'autorisent les publications. Ce niveau est appelé « unité locale ». Il s'agit, selon les pays, de « communes », « hameaux » et « écarts », de « paroisses », de « settlements », de « naselje » et autres nomenclatures nationales qui ne sont souvent qu'approximativement traduisibles en français.

Avec ces échantillons, le problème de l'hétérogénéité se pose à nouveau, mais seulement au niveau international. En effet, la plupart des échantillons nationaux sont relativement homogènes à cette échelle, tant il est vrai que ce rôle unificateur est l'une des missions fondamentales de la statistique d'Etat. La seule modification qu'il est indispensable d'apporter, le cas échéant, consiste à agréger les unités locales qui sont agglomérées entre elles, afin de reconstituer un continuum d'établissements homogène du plus petit au plus grand. Cette précaution est quasi superflue dans nombre de pays peu urbanisés et peu denses (Burkina Faso, Tchad, Niger, Mongolie, Honduras…). En revanche, elle peut significativement modifier la hiérarchie des lieux habités dans d'autres pays. C'est par exemple le cas de l'Iran (55 600 unités) ou du Mexique (140 000 unités) où certaines « villes » de plusieurs dizaines de milliers d'habitants ne sont, morphologiquement parlant, que des banlieues.

En dépit de ces précautions, de nombreux fichiers nationaux ne sont pas exploitables pour la présente expérimentation. Ainsi, des fichiers récents de l'Allemagne : à partir de 1970, les réformes territoriales ont abouti à la fusion de communes entre elles, de sorte qu'aujourd'hui, la plupart des villes et des

[7] Voir les travaux de Baker sur les établissements de la Beauce dans les années 1930-50 (Baker, 1969) ainsi que les tests menés par France Guerin-Pace sur la France.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

communes de ce pays ne sont que des regroupements administratifs arbitraires comptant plusieurs agglomérations distinctes. En revanche, dans ce pays, les fichiers des recensements du XIXe siècle et du début du XXe siècle restent opérationnels[8].

Même en excluant les échantillons de données qui ne présentent pas les conditions suffisantes pour tester la distribution rang-taille de l'ensemble des lieux habités, la documentation amont du programme e-Geopolis offre finalement un nombre de cas largement suffisant pour démontrer la thèse de la non-linéarité de la distribution statistique des lieux habités[9].

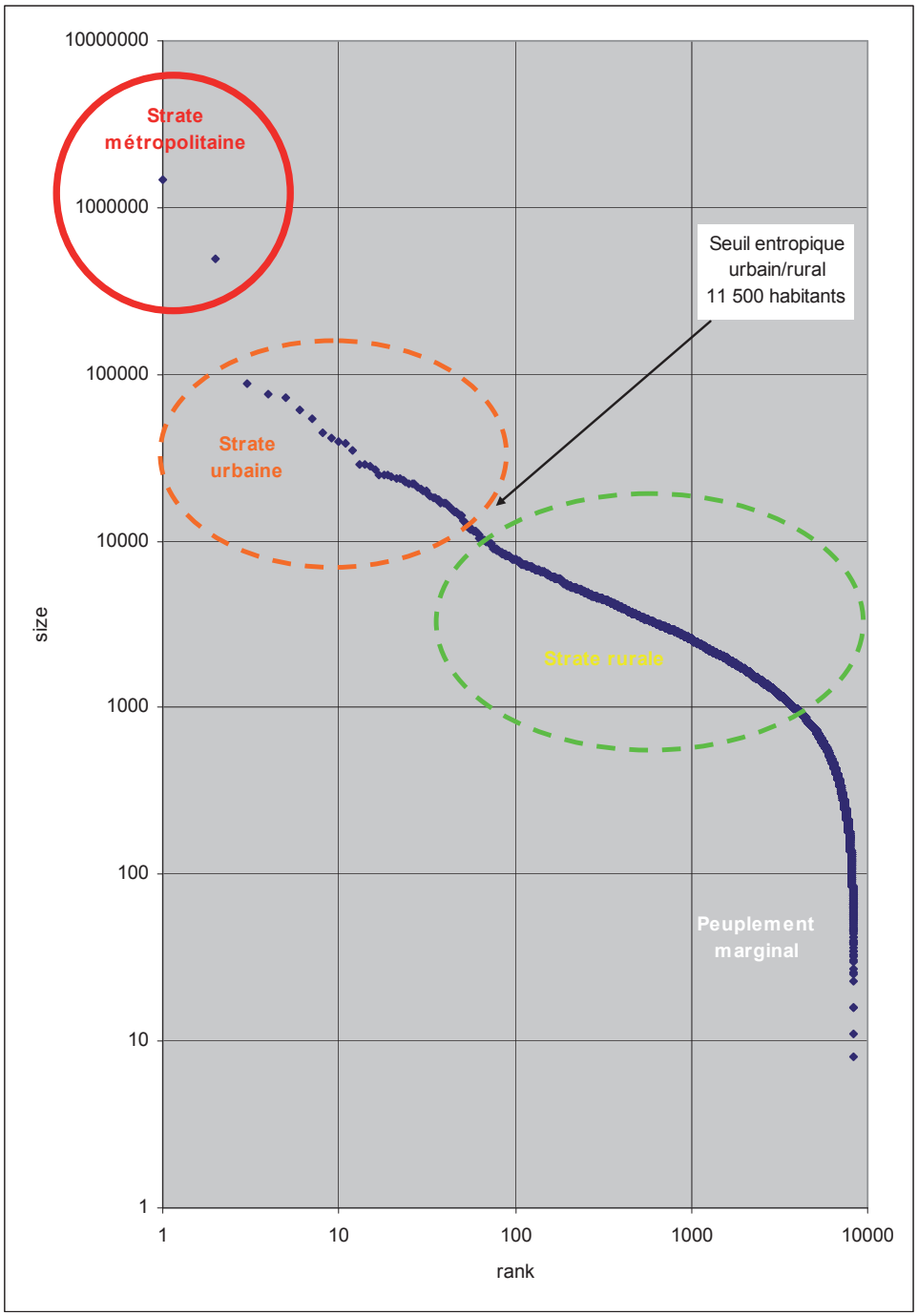
Le modèle qui est représenté ici par le Burkina Faso (Graphique 1) s'appuie sur l'observation directe de faits, à savoir de plusieurs dizaines de distributions nationales, prises sur tous les continents entre 1800 et 2010. Les modalités de la distribution permettent d'identifier quatre ensembles de lieux typiques.

[8] Il y avait 77 000 villes, villages et hameaux en 1900, 66 000 en 1910, mais 13 000 en 2011)

[9] Cf. note méthodologique en fin d'article

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Graphique 1 - Distribution rang-taille des lieux habités du Burkina Faso (2006)



Echelle de représentation bi-logaritmique. Source : voir tableau 1

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau 1 - Les quatre strates du peuplement au Burkina Faso(2006)

	Nombre d'unités		Population	
		%		%
Strate métropolitaine	2	ε	1 966 422	14,0%
Strate urbaine	57	0,7%	1 426 416	10,2%
Strate rurale	4 524	54,3%	8 938 223	63,8%
Peuplement marginal	3 756	45,0%	1 686 817	12,0%
Ensemble	8 339	100,0%	14 017 878	100,00%

Source : Institut National de la Statistique et de la Demographie (INSD), Ouagadougou, Répertoire des villages. Recensement de la population du 12 décembre 2006.

a) Les « métropoles ».

L'effectif de population des agglomérations de cette strate les situe très au-dessus du reste du nuage de points. Dans 85% des cas la strate est représentée par une seule ville que l'on considère, sur le versant des sciences humaines, comme la métropole (ville-mère), la capitale (ville de la « tête ») politique et/ou économique (Moriconi-Ebrard, 1994). Par exemple, l'agglomération parisienne est de 6 à 7 fois plus peuplée que la seconde agglomération française, Lyon ou Marseille, depuis le milieu du 19e siècle. La bipolarité du Burkina s'explique par le fait que ce pays enclavé n'était relié au port d'Abidjan que par Bobo-Dioulasso, située au bout de la ligne de chemin de fer dès 1934. C'est seulement en 1954, que la ligne fut rallongée jusqu'à Ouagadougou qui, promue capitale et a pris les pas sur sa rivale. On observe quelques configurations bipolaires, voire tripolaires sur tous les continents (Espagne, Equateur, Australie…).

Les « métropoles » sont des synapses entre le système étatique plus ou moins centralisé du territoire et l'extérieur de ce système. Le surplus de population de l'agglomération concernée s'explique par cette double position à l'interface de deux systèmes national et international.

b) Les « villes ».

Le deuxième groupe est constitué par une strate d'établissements classiquement considérés comme les « villes » en sciences humaines. Au Burkina, le haut de la distribution présente un relatif étagement, évoquant davantage le modèle de Davis (1972) que celui de Zipf (1949), les deux modèles ayant souvent été comparés et discutés (Rebour, 2009). Cet étagement, quoique fréquent, n'est toutefois pas repérable dans tous les pays. En revanche, ce qui caractérise cet ensemble, c'est la valeur élevée de la « pente », autrement dit : de l'indice de hiérarchie. Le modèle théorique de Zipf prévoit que cette pente (K) est de -1, et c'est bien ce qui a été empiriquement observé en moyenne (Moriconi-Ebrard, 1993)[10].

[10] Rappelons que la loi rang-taille est formalisée par l'équation :

$$p = K.r + Q$$

où *p* et *r* sont le logarithme, respectivement, de la population et du rang,

K et Q sont des constantes où K représente la « pente » de la droite et Q le logarithme de la population de la plus grande ville.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

c) Les « villages ».

Ce troisième groupe se caractérise par l'aspect extrêmement lisse du continuum et surtout par une faible pente (K) : celle-ci est de l'ordre de -0,7 à -0,4 selon les pays. Dépendant de l'ancienneté et des formes du peuplement de la région, ainsi que des modes d'organisation territoriale, la pente du groupe des « villages » est plus faible dans les anciens mondes (Eurasie, Sahel…) que dans les nouveaux (Chili, Australie…).

Le fait que la hiérarchie soit moins prononcée dans cette strate semble s'expliquer par l'importance des échanges qui prévalent entre les villes, par comparaison aux établissements ruraux, plus agricoles, et donc relativement plus autarciques. Tous les systèmes urbains sont hiérarchisés, alors que la hiérarchie n'est pas indispensable dans un ensemble d'établissements ruraux.

d) Les « établissements marginaux ».

Ils correspondent à des établissements de très petites tailles, voire inhabités. Pour comprendre cette strate dans le champ des sciences humaines, il faut se souvenir que la représentation statistique de la hiérarchie d'un système de peuplement est un instantané saisi au moment d'un recensement d'un système en constant mouvement. Au moment où la distribution est saisie, cette strate procède de deux principes inverses : elle englobe, d'une part, des fronts pionniers où la population s'installait au moment du recensement, d'autre part, au contraire, des lieux en voie d'abandon. La distribution de cette strate prend toujours la forme d'une queue, en dépit du très grand nombre d'observations que comporte toujours ce sous-échantillon.

Pour le cas du Burkina Faso, le résultat est reporté dans le tableau 1. On voit que la strate rurale domine largement, avec 63,76% et plus de la moitié des établissements habités.

2.2 Quatre sous ensembles, trois seuils, une distribution

Les trois « seuils »

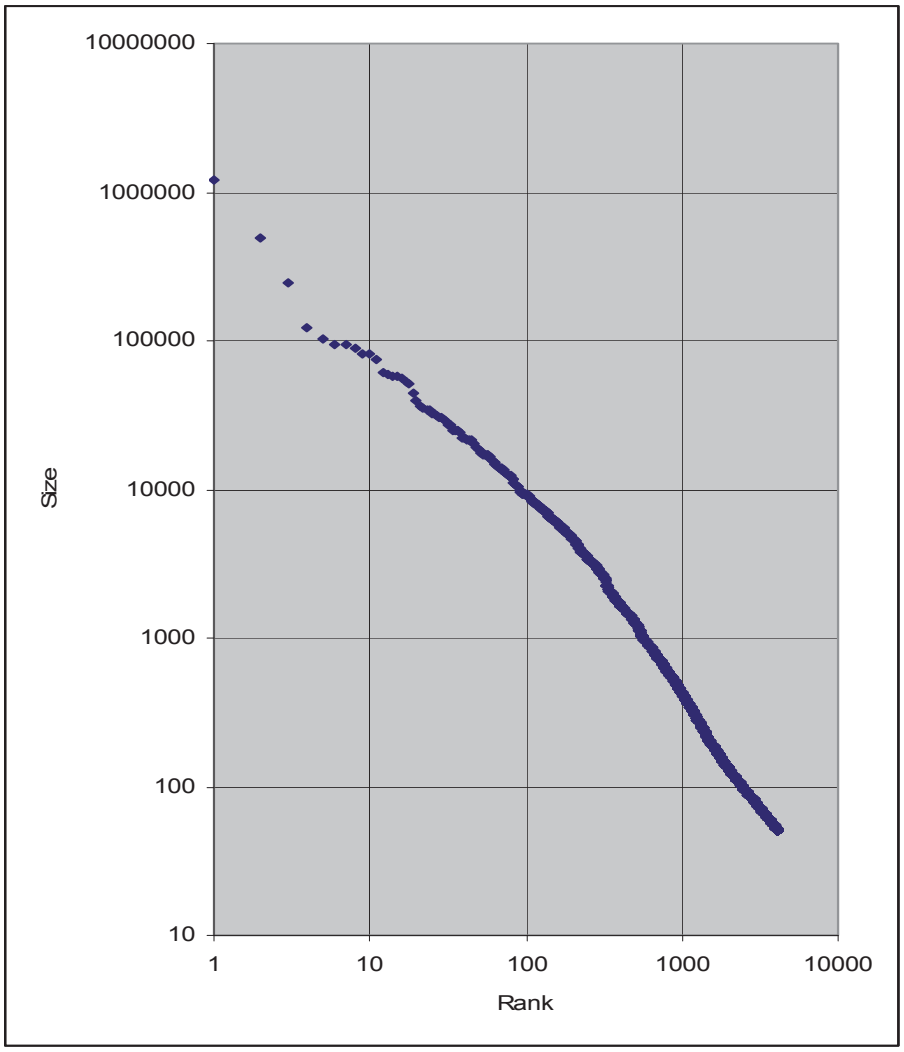
Alors que les sciences sociales sont intarissables sur la césure « urbain » rural », il apparaît systématiquement que le seuil le plus évident est toujours celui qui sépare les « métropoles » des « villes », et non celui qui distingue les « villes » des « villages ».

Entre l'urbain et le rural, en revanche, on ne peut pas parler de seuil, mais d'inflexion dans la pente de la courbe, qui pourrait se mesurer comme un angle. Cette inflexion semble être de moins en moins nette dans les pays développé, comme en Suède, l'un des pays les plus développés de la Planète depuis plusieurs décennies (graphique 2), où elle était pourtant encore bien visible jusqu'au recensement de 1930. Ceci conforte l'idée selon laquelle, dans les pays développés, l'urbain se diluerait dans le rural, alors que s'affirme au contraire de plus en plus la césure métropolitaine à l'autre bout de la distribution.

De même, il n'y a pas de césure précise entre les strates « rurales » et « marginales », mais une inflexion progressive de la pente. En fait, le seuil inférieur de la strate rural ne se « voit » pas : il se calcule par minimisation des résidus. L'ajustement linéaire de la distribution des établissements ruraux se dégrade à un certain niveau.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Graphique 2 - Distribution rang-taille des *orter* de Suède (2000)



Source : Folkmängd per småort efter region och tid et Folkmängd per tätort efter region och tid. NB : les « tätort » et les "småort » sont définis suivant un critère morphologique identique à celui utilisé dans e-Geopolis. Ils ne sont cependant identifiés que jusqu'au seuil minimum de 50 habitants. C'est pourquoi la « queue » de la distribution, correspondant aux établissements marginaux, n'apparaît pas sur le graphique.

L'unité de la distribution

Comment justifier l'unité de l'ensemble de la distribution ?

Comme fondement théorique de la loi rang-taille, on doit d'abord rappeler que *toute distribution est relative à une échelle et à une seule*. Cela signifie par exemple que l'agglomération de Luxembourg (150 000 habitants selon la définition *e-Geopolis*), « petite » à l'échelle européenne où elle se situe au 326ème rang, apparaît en revanche comme la métropole incontestée de son pays. De son côté, Limoges, métropole incontestée de la région Limousin et du département de la Haute-Vienne avec une agglomération de 184 000 habitants, ne l'est pas au plan national… comme l'indique le verbe « limoger », inventé en 1914.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

La meilleure échelle pour définir l'ontologie d'un système reste toutefois celle de l'Etat. En effet, si l'on assimile le territoire à un système, tout concoure à ce que la somme de tous les échanges d'énergie qui s'opèrent à l'intérieur de ses frontières soit infiniment supérieure aux échanges qu'il nourrit avec l'extérieur. Ceci s'explique par une convergence de facteurs : frontières internationales sacralisées par l'allégeance obligatoire des Etats à la charte de l'ONU (1948), monnaie unifiée facilitant les échanges internes par comparaison avec les échanges extérieurs (appelés exportations et importations), obligation pour les ressortissants de détenir des papiers d'identités « nationaux », unité linguistique, des systèmes d'éducation et de diplômes, collecte centralisée d'impôts et de taxes, charte électorale, système juridique unifié et normalisé… La globalisation, la construction d'entités supranationales (Union Européenne, ALENA…) et une forte politique de régionalisation introduisent certes de nouvelles échelles dans les échanges, mais leur influence est encore très récente par rapport aux forces qui ont façonné les systèmes urbains de la Planète.

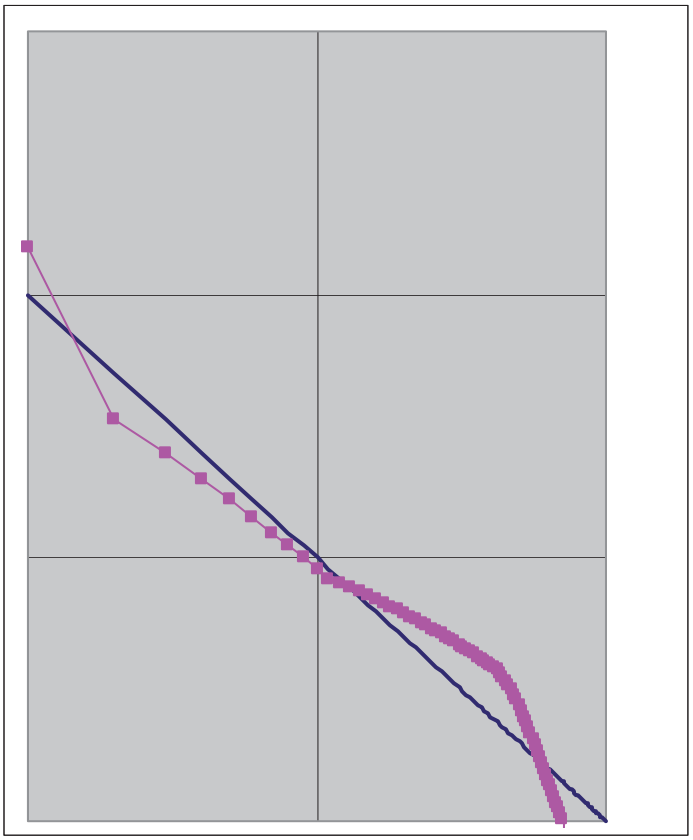
Le deuxième point à discuter concerne la forme en « S » de la courbe. Suivant Philippe Martin et *al.*, si l'on accepte la thèse de la linéarité, la torsion des deux extrémités est encore logiquement une affaire d'échelles spatiales.

Pour comprendre sommairement cette explication, il convient de rappeler que l'échelle parétienne est logarithmique. Il en résulte que, partant du plus peuplé, le nombre d'établissements augmente mécaniquement de manière exponentielle au fur et à mesure que l'on descend dans le classement. Or, tandis que le nombre d'établissement n'a pas de limite supérieure, la superficie du territoire est au contraire par définition délimitée. Prenons par exemple le cas de la France, dont la plus grande agglomération, Paris, atteint 10 millions d'habitants vers 2004. Si la distribution était purement linéaire, l'unité la moins peuplé, avec 1 habitant, serait la dix-millionième. Or, il est physiquement impossible de caser 10 000 000 de localités sur un territoire de 543 000 km^2.

Si l'on considère qu'avec une pente de -1, la moitié des établissements humains auraient moins de deux habitants force est de constater qu'il existe des formes de regroupement qui relèvent d'autres échelles : celle du ménage pour la reproduction de l'espèce, du village, de la ville, etc.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Graphique 3 - Distribution d'un système de peuplement observée empiriquement comparée à une droite parfaite de pente -1



2.3 Les conséquences de la relativité

La courbe en « S » apparaît comme l'expression de ces contraintes scalaires : le « surplus » de concentration au sommet compense en quelque sorte le « manque » de la base. La queue de la distribution est le pendant de la discontinuité métropolitaine. Tout se passe, pour ainsi dire, comme si la distribution était fixée aux deux bouts, la « droite » se comportant comme une corde en vibration.

Assignée à une échelle et à une seule, la question de la distribution hiérarchique des lieux habités permet de répondre au problème de la définition des « villes »… mais seulement de manière relative. Ainsi, la « rupture de pente » que l'on dit significative d'une césure entre établissements urbains et ruraux apparaît à des niveaux forts différents selon les pays (tableau 2).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau 2. Les strates de peuplements de quelques pays

Iran (2006)

Catégorie	Nombre	%	Borne inférieure	Population totale	%
Métropole	1	ε	11 000 000	11 437 964	16.5%
Urbain	671	1.2%	6 300	36 066 140	52.1%
Rural	11 904	21.6%	500	15 129 384	21.8%
Marginal	42 559	77.2%	1	6 656 925	9.6%

Honduras (2001)

Catégorie	Nombre	%	Borne inférieure	Population Totale	%
Métropole	2	ε	439 000	1 208 147	19.9%
Urbain	68	1.8%	6 500	1 383 156	22.8%
Rural	1391	37.3%	850	2 525 714	41.6%
Marginal	2264	60.8%	1	959 869	15.8%

République Centrafricaine (1988)

Catégorie	Nombre	%	Borne inférieure	Population totale	%
Métropole	1	ε	460 000	462 441	19.0%
Urbain	58	0.79%	2 400	606 870	25.0%
Rural	4021	55.05%	100	1 178 152	48.5%
Marginal	3224	44.14%	1	183 429	7.5%

Source : recensements de la population, archives e-Geopolis. NB. A comparer avec le tableau précédent.

L'approche systémique reste prisonnière du paradigme galiléo-newtonien qui irrigue toutes les sciences modernes depuis plus de trois siècles. Le modèle, nécessairement platonicienne, suffit à prédire mais non à « expliquer » (Thom).

On a vu que le concept de « métropole » est aisément définissable d'un point de vue statistique, mais qu'il dépend de l'échelle d'observation. Le même problème va donc logiquement se poser lorsqu'on tente de définir les « petites » villes.

Empiriquement, on observe que les seuils minimum de l' « urbain » varient de quelques centaines d'habitants à plusieurs milliers selon les pays. De plus, à l'échelle d'un territoire donné, ils changent avec les époques, sans rapport avec la croissance démographique globale. En effet, à stock de population égale, la corde « vibre » différemment selon les milieux, les sociétés et les époques. Ainsi, avec 60 millions d'habitants, la courbe prend une forme différente selon que l'on considère l'Ethiopie dans les années 1990, l'Italie en 2010, la Thaïlande en 2000, ou encore les Etats-Unis en 1890.

En l'état des recherches dans ce domaine, la démarche systémique ne peut aboutir qu'à une typologie descriptive classique. Au delà d'une simple description, elle permet également de comprendre comment fonctionne la « tension » de la corde des distributions.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3 Quelques résultats empiriques

Comme il n'existe pas de « seuil » caractéristique absolu d'une opposition entre établissements urbains et ruraux à l'échelle planétaire, force est de reprendre ici la définition *e-Geopolis*, seule disponible à l'échelle mondiale.

3.1 Un échantillon en perpétuel mouvement

Les Politiques, tout comme beaucoup de chercheurs, voudraient pouvoir concevoir les « villes » comme un ensemble de lieux immuables dans le temps et dans l'espace. Cette vision rassurante est mise à mal par les faits, y compris en Europe.

Un test rapide sur ce « vieux continent », qui est le mieux documenté du point de vue historique, montre qu'en 2010, on trouve 7 977 agglomérations (hors ex-URSS et Turquie). Pourtant, en 5 496 agglomérations seulement dépassent les 10 000 habitants en 2010 : près d'un tiers sont des agglomérations qui ont existé au moins une fois mais qui, soit sont repassées sous ce seuil, soit on été absorbées par une agglomération plus grosse.

Les « shrinking cities »

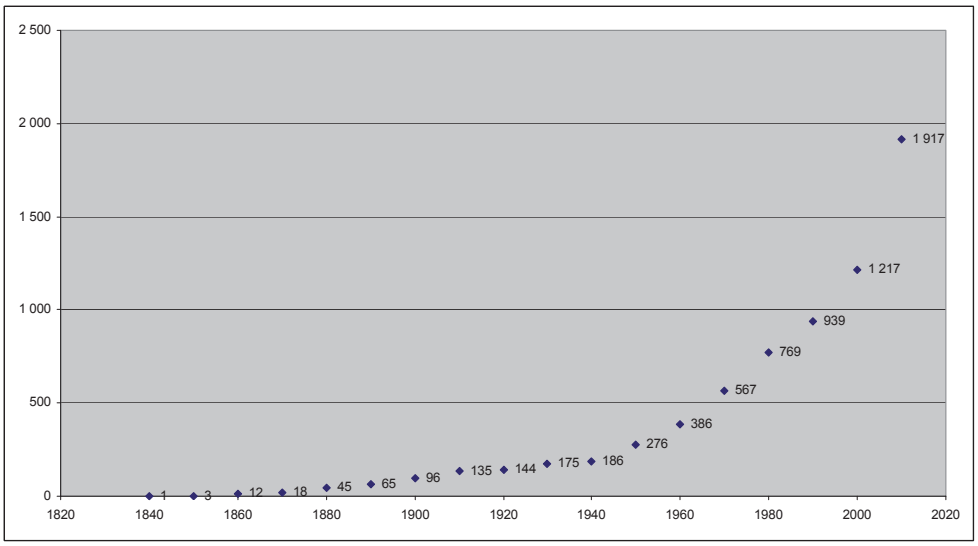
502 agglomérations qui avaient dépassé les 10 000 habitants entre 1800 et 2000, n'atteignent plus ce seuil en 2010 (carte 1). En moyenne, ces agglomérations ont perdu à cette date 42% de leur population par rapport à leur apogée. En Europe, le record est détenu par la ville minière (graffite) tchèque de Kryštofovy Hamry, dont la population, estimée en 1900 à 10 729 habitants, est tombée à 70 en 2010. Le cas de la ville minière (charbon) de Bessèges est également intéressant. En 1880, sa population atteignait 11 178 habitants contenus dans une seule commune. En 2010, bien que l'agglomération se soit étalée sur 3 communes, elle compte moins de 4 600 habitants : même l'étalement n'a pas suffi à compenser les pertes démographiques. Dans cette catégorie, ne figurent pas seulement des villes minières. De nombreuses agglomérations de l'intérieur des régions méditerranéennes en Europe (Sicile, Apennins, Balkans), du Mid-West et des plaines nord-américaines après 1930, les vallées de l'intérieur du Japon après 1950-60, et de la Corée du Sud après 1960 sont touchées. Au 21e siècle, ce phénomène concernera massivement la Chine.

Les disparitions par fusion

Encore plus spectaculaire, 1 917 agglomérations européennes ont disparu par fusion ou absorption par une plus grande. Si l'on fait abstraction d'une poignée de grandes agglomérations, qui participent aujourd'hui à des conurbations encore plus vastes (Cologne, Rotterdam, Liverpool, Bradford…), force est de constater qu'il s'agit là du processus le plus actif expliquant une disparition des petites villes qui est de plus en plus rapide malgré la relative stagnation démographique (graphique 4). Ce phénomène suggère deux remarques.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Graphique 4 - Europe : Nombre d'agglomérations disparues par fusion ou absorption de 1800 à 2010



Source : e-Geopolis/EUROpolis, F. Moriconi-Ebrard/C. Chatel

Petites agglomérations ou futurs banlieues ?

Premièrement, une proportion considérable des « petites agglomérations » que l'on observe à un temps « t » ne seraient en réalité que des formations temporaires, sortes d'avant-postes, de projections spatiales de futures conurbations. Melun, Mantes-la Jolie, Marignane, par exemple, sont devenues des « banlieues », tout comme, un siècle plus tôt, Saint-Denis ou Saint-Maur-des-Fossés. La différence avec ces dernières est la distance au centre, toujours plus grande, et une baisse significative des densités au seuil d'inclusion (carte 1).

Cette question rejoint un problème d'échelle, qui n'est plus seulement celui de l'espace, mais du temps.

Le nombre de petites villes condamné à diminuer ?

La deuxième remarque rejoint et accrédite l'approche théorique proposée précédemment : plus la population augmente, plus l'emprise au sol des agglomérations augmente. De ce fait, plus le nombre d'établissements tend à diminuer. Il faut en effet rappeler que ce ne sont pas seulement des agglomérations déjà urbaines qui sont absorbées par l'étalement, mais toutes sortes d'établissements : villages, hameaux, fermes isolées.

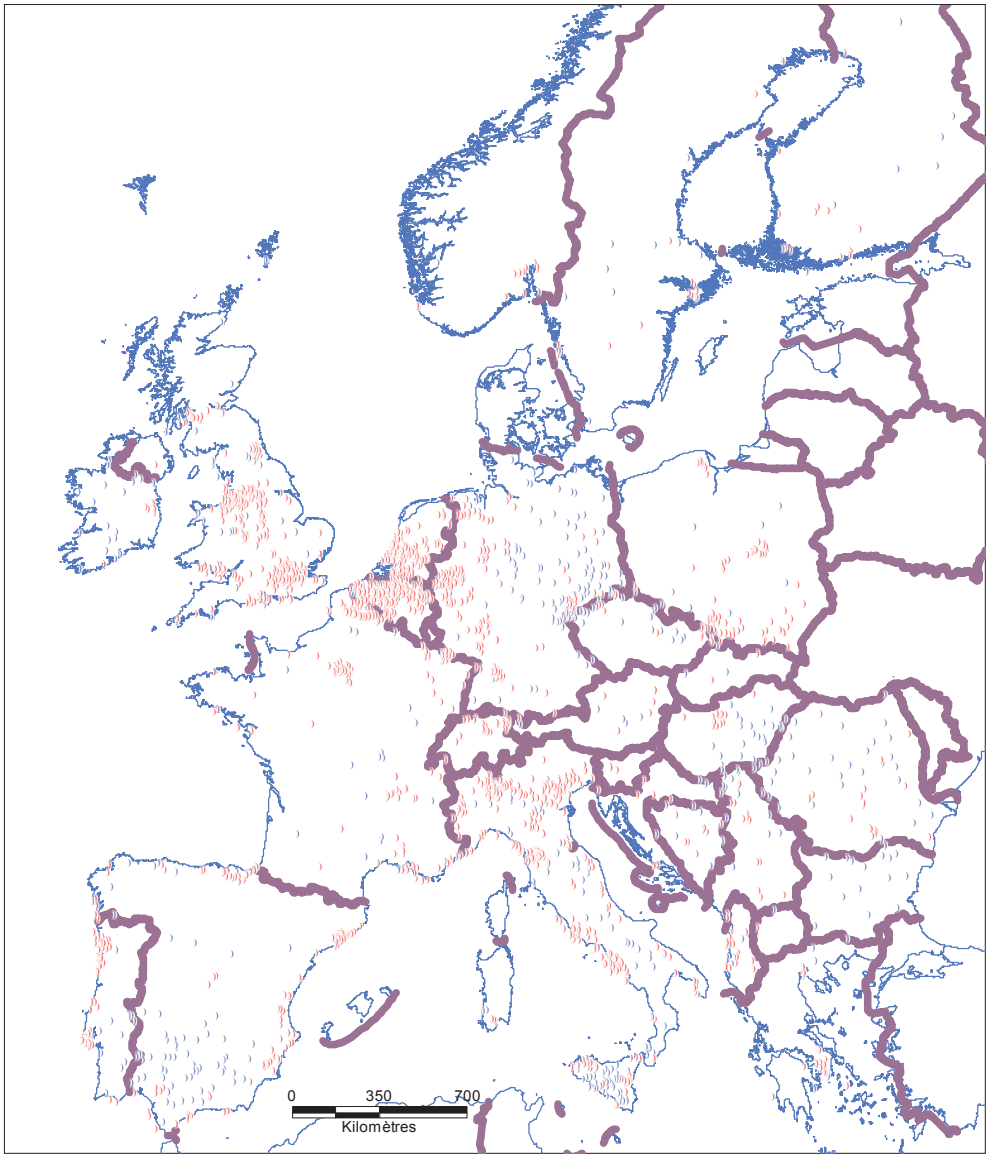
Ce phénomène ne concerne pas uniquement les pays du Nord, où il peut être considéré comme une conséquence de la périurbanisation, mais, plus généralement, les régions les plus densément peuplées de la Planète. Ceci est confirmé par mes différentes études régionales du programme e-Geopolis. Les rapports AFRICApolis[11] soulignent l'émergence spectaculaire de ce phénomène dans le

[11] A paraître AFD / OCDE

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

delta du Niger (Nigéria) et sur les Hauts-Plateaux du Kenya. INDIApolis[12] lz confirme également avec l'apparition de la gigantesque conurbation du Kerala dans le sud-ouest de la péninsule. En Egypte, le même processus est à l'œuvre dans le haut du delta du Nil[13]. A l'évidence, il se produit également à Java, dans le Delta du Mékong au Viêtnam, sur l'île de Luçon aux Philippines...

Carte 1 - Agglomérations déclassées et agglomérations fusionnées en Europe entre 1800 et 2010



En bleu : agglomérations qui n'atteignent plus 10 000 habitants. En rouge : agglomérations supprimées par fusion ou par absorption. Source : e-Geopolis / EUROpolis program, 2014, (C. Chatel/F. Moriconi-Ebrard)

[12] http://www.ifpindia.org/Indiapolis-Workshop-Urbanization-in-India.html

[13] Voir : http://e-geopolis.eu/menapolis/Tableau_bord_Egypte_final.pdf

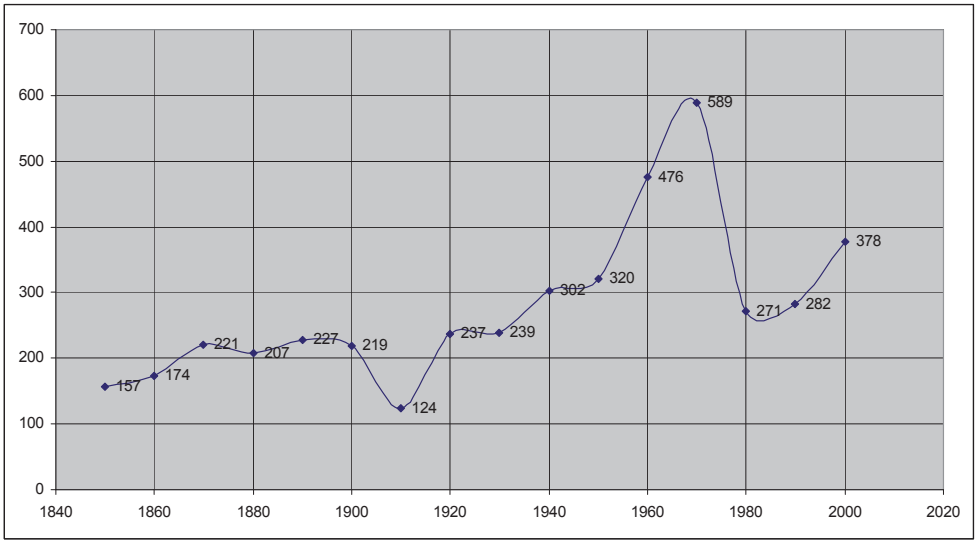
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

L'émergence des petites villes s'essouffle

Pendant des siècles, les géographes ont été habitués à voir le nombre de villes augmenter. Aujourd'hui, des contrastes considérables prévalent. Si le nombre des petites agglomérations continue à proliférer dans certaines régions d'Afrique et d'Inde, à augmenter, quoique plus lentement, en Amérique latine, il baisse au contraire dans de nombreux pays du nord. Ceci ne tardera pas à se produire en Egypte, en Chine et en Indonésie pour d'autres raison, car deux causes peuvent expliquer cet épuisement : la crise démographique et l'étalement des grandes agglomérations.

En Europe, le nombre de nouvelles « villes » émergentes se tasse, après avoir le pic des années 1960-1970, au cours desquelles 1 065 nouvelles agglomérations, que l'on peut quasi exclusivement assimiler à de « petites villes » franchirent le seuil de 10 000 habitants. Ces chiffres sont à comparer avec le nombre total d'agglomérations qui existaient dans la même aire en 1800 : 462. Cette période de création intense, propre aux « Trente Glorieuses » à l'Ouest, et à l'ère communiste à l'Est, est désormais terminée : seulement 553 agglomérations ont émergées au cours des deux décennies suivantes, et cette baisse est à rapporter à un stock beaucoup plus important :il n'y avait que 3 976 agglomérations au début des années 1970, si bien que la croissance du nombre d'agglomération était de +15%. En 2000, on en comptait 5 118, de sorte que la croissance n'a été que de 7% au cours de la décennie suivante (graphique 5).

Graphique 5 - Nombre de nouvelles agglomérations qui ont émergé au cours de la décennie suivante, de 1850 à 2000



Source : e-Geopolis / EUROpolis program, 2014, (C. Chatel/F. Moriconi-Ebrard)

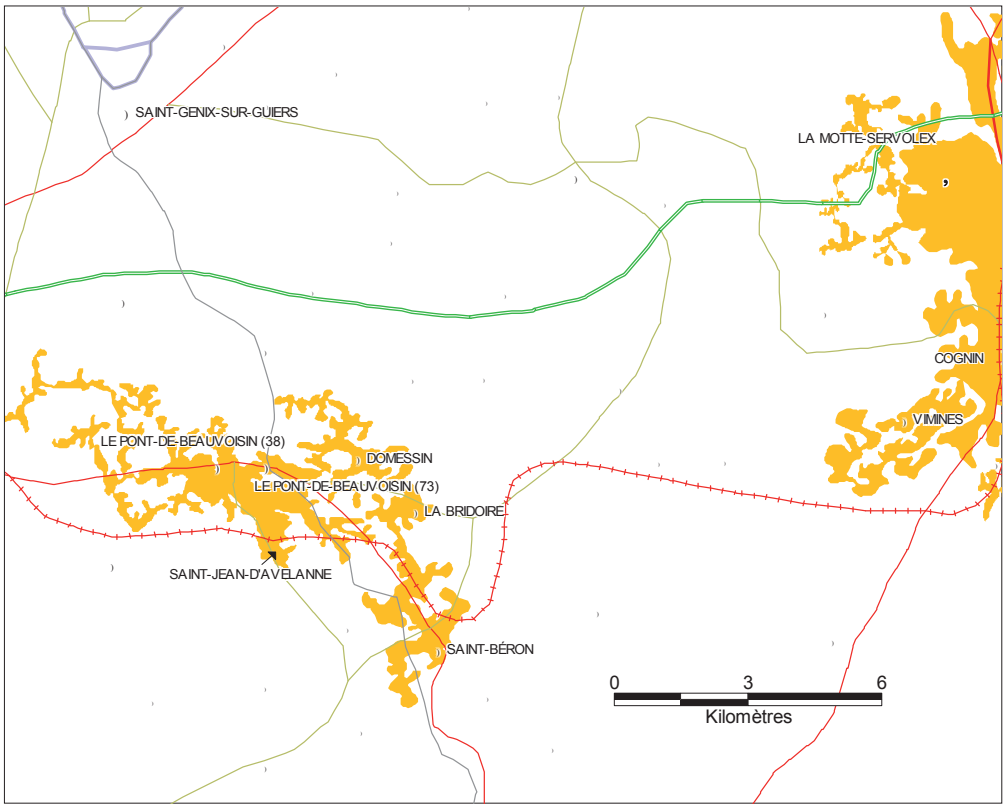
Malgré le léger sursaut que l'on note après 2000, il apparaît que la périurbanisation crée donc moins de « petites villes » que la période de forte croissance de l'économie productive des années 1960-1970. A l'Ouest comme à l'Est, l'industrie prospérait, tandis que les années 1980-2000 sont une période de délocalisation hors d'Europe à l'Ouest, et de restructuration radicale à l'Est. Ces résultats accréditent la thèse de Th. Rebour (2009), selon laquelle le mouvement de concentration

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

urbaine est fortement corrélé à la concentration de la population active par les industries. La périurbanisation, s'inscrivant dans un contexte de désindustrialisation est avant tout un mouvement de dispersion qui ne créé qu'accidentellement des morphologies d'agglomération dépassant le seuil statistique minimum de l' « urbain » utilisé dans *e-Geopolis*. La méthode purement morphologique employée pour la construction de la base de données trouve là ses limites.

Ainsi, dans les pays où la maille des unités locales est très fine, comme Suisse, la France, la République Tchèque ou la Croatie, voit-on émerger, nourries par les mouvements centrifuges de migrations résidentielles, des agglomérations dépassant les 10 000 habitants, mais qui apparaissent davantage comme des agrégats de gros villages résidentielles, par contraste avec les petites villes industrielles des Trente Glorieuses.

Carte 2 - Une agglomération issue de la péri-urbanisation : le Pont-de-Beauvoisin (11 000 habitants, 6 communes en 2010)



Nombre d'habitants (2010)

0 -	500
500 -	1 000
1 000 -	2 000
2 000 -	5 000
5 000 -	10 000
10 000 -	20 000

Source : e-Geopolis/EUROpolis (2013). F. Moriconi-Ebrard

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3.2 Prolifération ou disparition des petites agglomérations ?

Emergeant du monde rural, les petites agglomérations ne prolifèrent à une vitesse considérable que dans les régions encore sous-urbanisées. Ces dernières sont devenues rares à l'échelle planétaire en 2010, et ne s'étendent guère au-delà des zones tropicales africaines et asiatiques. En effet, en Amérique du Sud, les niveaux d'urbanisation sont déjà très élevés et les taux d'accroissements démographiques ne cessent de baisser. La tendance est certes à l'augmentation de la population urbaine et du nombre d'agglomérations, mais elle reste très raisonnable. La plupart des pays du Moyen-Orient sont également dans ce cas, avec des taux d'urbanisation de l'ordre de 80% à 90%, des taux d'accroissement démographique largement positifs, mais un écoumène saturé qui exige la mise en valeur planifiée de nouvelles zones de peuplement, notamment dans les déserts, sous peine de voir le nombre d'agglomérations diminuer par fusions dans de vastes conurbations[14].

L'Argentine fournit un exemple caractéristique de cette augmentation modérée, avec un niveau d'urbanisation de 80% atteint en 1991, et qui a encore augmenté, passant à 84% en 2010. Comme la population globale du pays augmente d'environ 1% par an et que la densité démographique reste très faible (14 habitants/km^2), le nombre d'agglomérations est passé de 239 à 325 en 20 ans.

L'exemple d'un autre pays d'Amérique Latine, le Guatemala (110 000 km^2), où les séries démographiques sont plus anciennes que dans les pays d'Afrique, permet de synthétiser l'ensemble des remarques. Pendant longtemps, la vie urbaine s'y résume à sa capitale et métropole, ville-mère qui porte le même nom que le pays.

Le décollage est d'abord lent, tant sur le plan démographique qu'économique, mais l'effet conjugué de la transition démographique et de la transition urbaine produit l'effet d'une croissance exponentielle de la population urbaine de 1930 à 2010.

Si la population de l'agglomération métropolitaine, qui s'étale aujourd'hui sur 11 *municipios*, a été multipliée par 50, celle de la population urbaine l'a été par 116 durant la même période (1870-2010). Or, cette différence s'explique par la prolifération du nombre d'agglomérations secondaires. La première, Quetzaltenango ne dépasse les 10 000 habitants qu'en 1890, mais en 2010, 118 agglomérations sont dans ce cas (tableau 2).

Ce processus n'empêche pas la primatie nationale d'osciller à des niveaux vertigineux : 7,5 fois plus peuplée que la deuxième agglomération du pays, la capitale nationale reste plus que jamais « la » métropole. Ceci n'empêche pas la population de l'ensemble des villes secondaires de la surpasser celle en 2010, pour la première fois dans l'histoire du pays. Les villes secondaires font le poids, et leur réseau est un tissu de petites villes : 114 d'entre elles ont moins de 86 000 habitants tandis que la plus peuplée, qui est toujours Quetzaltenango n'atteint 337 000 habitants que parce qu'elle est le centre d'une conurbation extensive couvrant pas moins de 12 *municipios*.

Illustrant nos propos précédents, on peut aussi interroger la localisation de ces « nouvelles » petites agglomérations. Lorsqu'elles émergent dans la périphérie de la capitale, ne font-elles pas que renforcer la centralisation du peuplement, apparaissant comme des avant-postes de son agglomération ? Déjà, 4

[14]Cf. note précédente

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

agglomérations ont été absorbées en 2010, peu après avoir dépassé 10 000 habitants…

C'est que, comme il a été souligné dans la première partie, le nombre d'agglomérations – et donc de « petites villes » - ne saurait croître à l'infini. En effet, l'on constate que la quasi-totalité des petites agglomérations du pays correspondent à un chef-lieu de *municipio*. Comme dans tous les pays d'Amérique Latine, la maille municipale est très extensive, de sorte qu'il n'y a que 333 communes au Guatemala. D'un autre côté, même si les municipalités sont certes très étendues, le peuplement ne cesse de se densifier : en 2010, 17 agglomérations englobent plusieurs municipios, si bien que les 119 agglomérations de plus de 10 000 habitants du pays occupent déjà 159 municipalités.

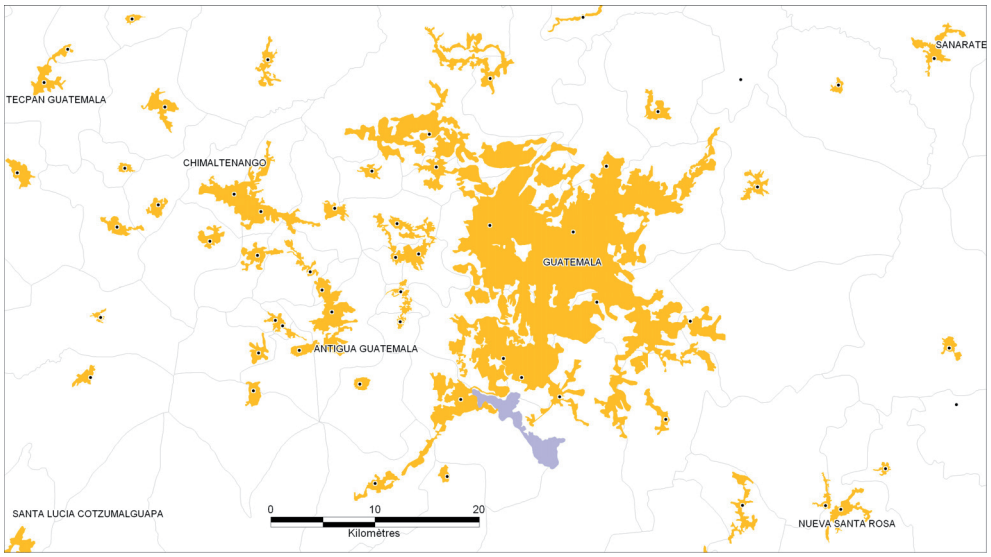
On revient donc à la fois à un problème scalaire, et au principe de réalité de l'occupation de l'espace. Bien que le nombre de petites agglomérations ait explosé depuis quelques décennies, ce phénomène ne pourra plus, mécaniquement, se prolonger dans l'avenir. Il se pourrait même, à terme, qu'il diminue sans jamais avoir franchi la barre des 200 agglomérations.

Tableau 3 – Croissance urbaine au Guatemala : quelques indicateurs (1870-2010)

Année	1870	1890	1910	1930	1950	1970	1990	2010	
Population de la métropole	50	70	94	150	284	685	978	2520	x 50
Population urbaine	50	82	110	171	349	987	1635	5811	x116
Poids des villes "normales"	0.0%	14.6 %	14.5 %	12.4 %	18.6 %	30.6 %	40.2 %	56.6 %	
Nombre d'agglomérations	1	2	2	2	5	19	32	119	x119
Niveau d'urbanisation	4%	6%	6%	8%	13%	21%	22%	40%	x 10
Primatie		5.8	5.9	7.1	10.3	15.0	12.1	7.5	
Densité (h/km2)	11	12	18	20	26	43	69	132	x 12

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Carte 3 – Emprise des petites agglomérations autour de la ville de Guatemala



Source : e-Geopolis/AMERICApolis program 2013 – F. Moriconi-Ebrard

3.3 Les « petites villes » font-elles le poids ?

Cette question, qui était davantage un prétexte pour faire le point sur une question assez peu abordée d'un point de vue statistique, reste somme toute intéressante, malgré les limites de la posture relativiste de l'approche systémique. Comme on l'a vu, le poids des petites villes, relativement aux grandes, est étroitement lié à l'échelle d'observation. Il n'en demeure pas moins que l'on peut dégager certaines caractéristiques absolues, assortie d'une critique de la posture relativiste.

Depuis 15 ans, la Loi de la Métropolisation (Moriconi-Ebrard, 1998, 2000) montre que le poids des métropoles dans la population urbaine totale décroît au fur et à mesure que la population urbaine augmente.

Cette relation mathématique est décrite par l'équation :

$$P_m = 6{,}55 \,.\, P_u^{0.815}$$

Où P_m représente l'effectif de population métropolitaine et P_u celui de la population urbaine.

On peut déduire directement de cette relation l'effectif de population « non-métropolitaine », soit $P_u - P_m$. La loi de la Métropolisation permet ainsi de comprendre les différents stades de développement des systèmes urbains. Plus celui-ci est avancé, plus les villes non-métropoles occupent une place importante.

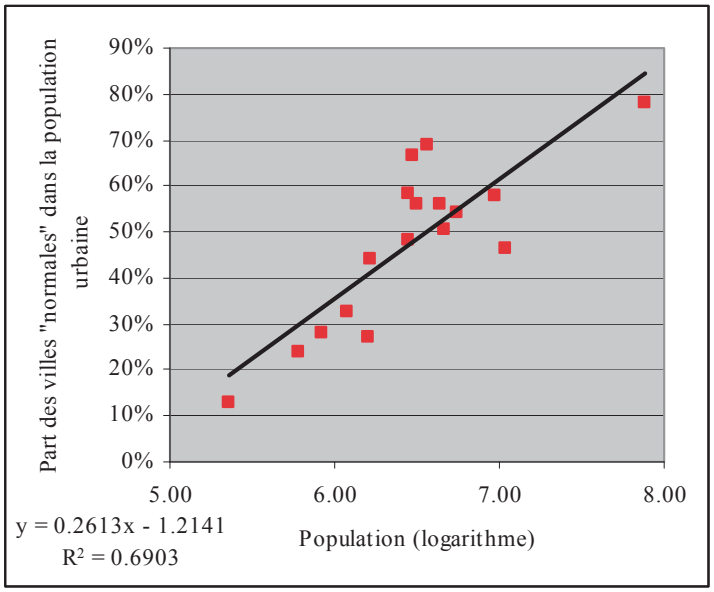
Comme on l'a vu dans le cas du Guatemala, cette loi s'applique à un même territoire : elle permet de comprendre le rôle fondamental des petites villes dans l'émergence d'un système urbain, depuis la fondation de sa métropole, saisie ici au sens fondamental de *ville-mère*. Elle explique par exemple la totalité des résultats présentés ci-dessus sur le Guatemala.

La Loi de la métropolisation permet également, à un temps donné, de saisir les différents stades de développement des systèmes urbains. Le graphique 5 montre ainsi, la corrélation positive et significative qui existe entre effectif de population

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

urbaine et poids des villes secondaires en Afrique de l'Ouest. Le réseau des petites villes est le moins développé dans les petits pays, ceux qui ont une faible population ou encore ceux où le niveau d'urbanisation est faible. La vie urbaine y est écrasée par la métropole.

Graphique 6 – Corrélation entre le poids des villes normales et l'effectif de population urbaine dans les pays de l'Afrique de l'Ouest (2010)



Source : e-Geopolis/AFRICApolis program 2013 – F. Moriconi-Ebrard. Echantillon : pays de la CEDEAO + Tchad.

Les villes normales étant majoritairement constituées par des petites villes, l'importance de ces dernières est donc fonction de la balkanisation de la région et du niveau d'urbanisation, lui-même fortement corrélé au niveau de développement économique. La population de l'ensemble des villes secondaires ne suffit même pas à atteindre celui de la métropole au Costa Rica, en Uruguay, à Haïti, dans la moitié des pays d'Afrique et la quasi-totalité des îles d'Océanie.

Néanmoins, le fait intéressant est que si la Loi de la Métropolisation décrit différents stades, il semble qu'elle ne soit elle-même que l'expression d'un stade de développement de notre civilisation.

Testée sur des centaines de systèmes urbaines et à différentes époques (Moriconi-Ebrard, 1993, 1998, 2001), cette loi ne peut toutefois l'être… que lorsque des données fiables existent sur la répartition de la population. Hervé Le Bras rappelait que les recensements modernes sont nés avec l'invention de la Démocratie : pour additionner les Hommes, il était indispensable de les considérer comme des sujets égaux. La rançon de la méthode que nous proposons est donc qu'un recensement moderne ne peut mesurer que l'action de la modernité, c'est-à-dire un ensemble de conditions dans lequel il est né. Ainsi, la loi de la métropolisation ne peut pas être testée sur un échantillon de données datant de l'Antiquité ou de l'Ancien Régime, car les données indispensables n'existent pas.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

De la même façon, on peut avancer qu'à un stade avancé des systèmes urbain achevé, il est possible que les petites villes disparaissent, tout simplement parce que la frontière entre ville et campagne n'existerait plus : fin de la frontière morphologique avec la dilution des agglomérations urbaines dans le rural, fin de la frontière sociologique avec la périurbanisation, fin de la frontière économique avec la désindustrialisation.

On peut observer sur la Terre quelques cas limites, avec Hong Kong, Singapour, Monaco… Le cas de la Belgique ne préfigure-t-il pas ce stade ? Au nombre de 15 en 1800, les agglomérations de plus de 10 000 habitants étaient 180 en 1970, mais seulement 74 en 2010 par suite de l'étalement incontrôlé du bâti et de leur fusion dans une immense conurbation qui court de Lille en France à la frontière néerlandaise. Le même phénomène s'opère aux Pays-Bas (Randstad Holland), dans la Plaine du Pô entre Milan et Venise ainsi que, comme nous l'avons vu dans les régions les plus denses des pays du Sud. Pour pouvoir continuer à fonder un discours théorique opposant « villes » et « métropoles », il faudrait pouvoir différencier les limites matérielles de ces objets.

De manière très générale, il semble que l'on puisse finalement distinguer trois grands stades de développement des systèmes urbains, qui ne sont pas sans rappeler les catégories que proposent Jean-Paul Ferrier :

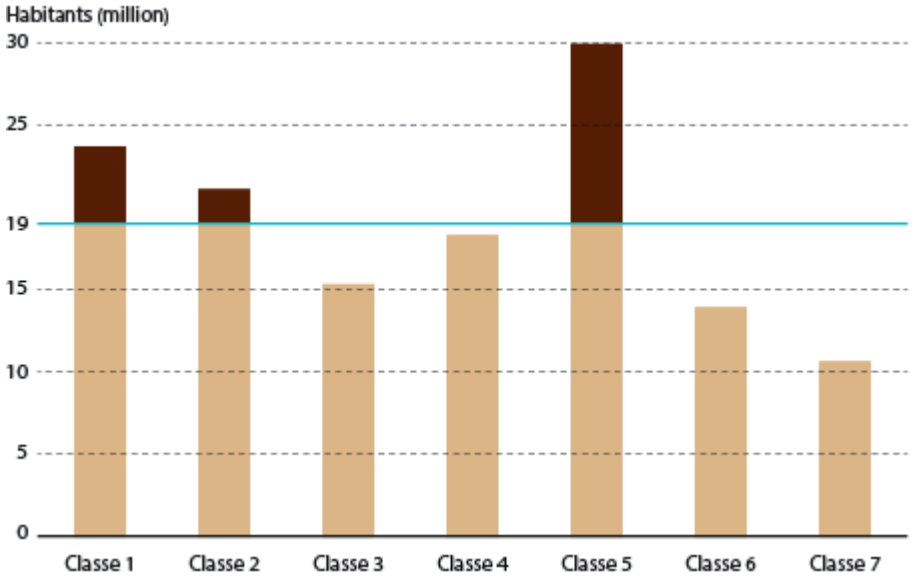
- à un stade « pré-moderne », incluant l'Antiquité et l'Ancien Régime, les « villes » se confondaient avec les « métropoles ». Ce qui correspondrait aujourd'hui aux « petites villes » et qui en a souvent été le ferment, étaient davantage de gros bourgs, des marchés locaux que de véritables entités urbaines. Les « métropoles », pour leur part, entretenaient des relations avec le reste du Monde, avec des échanges portant sur de petites quantités de biens à forte valeur ajoutée. Ainsi, l'antique Ebla, où l'on a découvert des *lapis* provenant vraisemblablement d'Afghanistan, devrait davantage être considérée comme une « métropole » que comme une « ville » car en 2500 av. JC, elle animait déjà un système-monde s'étendant des portes du Monde indien à la Méditerranée. Il devrait en être de même des villes de foire, de la Hanse, des routes de la Soie et des Epices, des villes Fatimides, etc.

- à un stade « moderne », les frontières se sont rigidifiées, les administrations hiérarchisées et centralisées sur un mode militaire. C'est à ce moment, que, coupées du monde extérieur aux frontières nationales, se sont développées une cinquantaine de milliers de « petites villes ». L'émergence de ces petites agglomérations était fortement liée à l'industrialisation dans les pays du Nord, explicitement dans les régimes communistes qui étaient hostiles aux grandes villes. Elles sont partout l'instrument de la mise en place d'une administration territoriale hiérarchisée. Le processus d'émergence des petites villes procède encore en partie de ce double phénomène dans les pays émergents encore peu urbanisés comme l'Inde, tandis qu'en Afrique, leur prolifération reste très liée aux activités d'un monde rural qui peine à se transformer en l'absence d'industrialisation. C'est pourquoi la strate des petites agglomérations africaines se caractérise non pas par des taux de croissances démographiques individuels démesurés, mais par le nombre impressionnant de petites agglomérations reclassées chaque année. Ces gros bourgs qui ont grossi sur place, ont franchi le seuil de l'urbain sans même que l'exode rural ne soit nécessaire.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

- à un stade « postmoderne », on voit simultanément les frontières redevenir poreuses, et la population urbaine se diluer dans les campagnes suivant des dynamiques centrifuges, et non plus centripètes. Or, comment une « ville » pourrait-elle se former par mouvement centrifuge ? A défaut de concentration, ce stade pourrait être celui de l'émergence des petites villes en réseaux, ces derniers formant désormais une toile serrée. Ce serait oublier qu'entretemps, la population de la Planète a dépassé les 7 milliards et que la distinction entre urbain et rural n'est déjà plus possible en maints endroits : héritage de réseaux de « petites villes » très dense, dilution centrifuge du peuplement urbain dans les campagnes, pression démographique et densités démographiques extrêmes ont peu à peu raison de la frontière entre urbain et rural.

Graphique 7 - Répartition des habitants urbains par classes de taille des agglomérations en Afrique de l'Ouest en 2010 : sur-représentation des métropoles et des petites villes



Classe	Classe (en habitants)	Nombre d'agglomérations
1	10 000 à 31 622	1,384
2	31 623 à 99 999	404
3	100 000 à 316 227	93
4	316 228 à 999 999	36
5	1 000 000 à 3 162 277	18
6	3 162 278 à 9 999 999	3
7	10 000 000 à 31 622 777	1

Source : e-Geopolis/AFRICApolis, 2013, D. Harre

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

4 Une « frontière de l'urbain » menacée ?

Si la frontière de l'urbain est menacée, on peut également s'interroger sur les fondements politiques de ses origines.

En Europe, dans les Nouveaux-Monde qu'elle a enfantés, dans le Monde arabe, en Inde du Nord et dans une grande partie de l'Afrique, cette notion fait profondément sens dans la culture. Même si la frontière est brouillée par la périurbanisation et le mitage des campagnes, les centres urbains restent encore repérables. Aux Etats-Unis même, où l'on dénonce le caractère extensif des agglomérations et le déplacement sur leurs bords des centres commerciaux et de l'emploi (*edge cities*), les taches urbaines continuent à trancher nettement dans le paysage, face aux immensités vides de la nature ou des terres agricoles. En revanche, cela n'est pas le cas dans certaines cultures, où milieux urbain et rural sont soigneusement intriqués. (image 1, 2 et 3).

Sur l'image 1, le peuplement se déploie le long des canaux, reliant entre elles quasiment toutes les agglomérations sur des centaines de kilomètres. Les habitations sont très serrées – souvent plus que dans la plupart des lotissements des pays occidentaux - et chacune présente, pour ainsi dire une interface urbaine, tournée vers les voies de communication et une interface agricole, tournée vers les lanières des champs. « Ville » et « campagne » ne s'opposent pas et seules les statuts et des limites administratives posées dans ce continuum pour les besoins de l'administration moderne arbitraires permettent de distinguer des entités urbaines ou non. Affirmer qu'on est en présence d'un milieu « rural » ou « urbain » consiste à ranger ce genre de milieu dans des catégories qui ne correspondent pas nécessairement à une façon de penser locale.

L'image 2 révèle une autre façon de mélanger ce que l'Occident appelle « rural » et « urbain ». Ici c'et la géométrie des parcelles agricoles qui organise le peuplement suivant un damier rectangulaire, à peine densifié aux abords d'une usine comme à droite sur l'image. La densité générale est de l'ordre de 700 habitants au kilomètre carré, supérieure à celle de nombreuses petites villes d'Amérique ou d'Europe du Nord. Et ce milieu concerne quelque 350 millions d'habitants, entre Shanghai et Beijing… Si des agglomérations, bien repérables par leur densité, sont relativement peu nombreuses, c'est qu'elles appartiennent davantage et depuis très longtemps à la catégorie des « métropoles » qu'aux simples « villes ».

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Image 1 - Peuplement dans la région de Can Tho (Viêtnam)

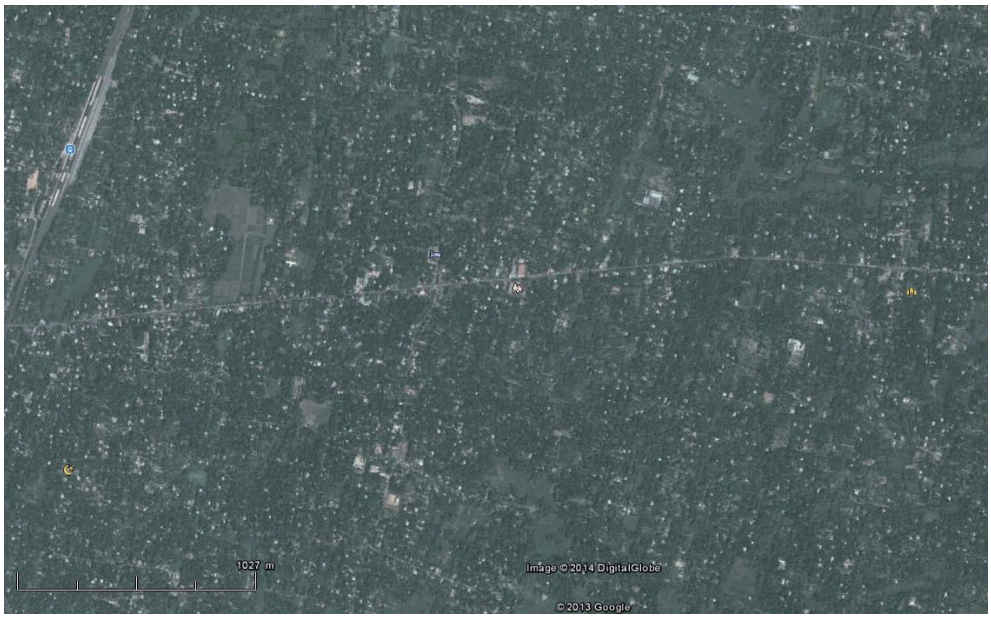
Source : GoogleEarth, 2013

Image 2 - Peuplement dans le Jiangsu (Chine)

Source : GoogleEarth, 2013

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Image 3 - Peuplement dans le Kerala (Inde)



Source : GoogleEarth, 2013

En Ethiopie centrale, dans le sud-est du Nigeria, sur les hautes terres du Kenya, de l'Ouganda, du Burundi et du Rwanda, les mondes ruraux « pleins » pourraient basculer d'un bloc dans la catégorie « métropoles » sans jamais être passé par le « stade » petite ville, à condition que l'économie se développe. A l'exemple du Kerala (image 3), c'est l'extrême mitage des campagnes qui transforme intensément le paysage, l'économie et les mobilités de ces secteurs. Les « villes », au sens où on l'entend dans notre culture, n'ont jamais joué un rôle prépondérant, sauf si on les considère comme des « métropoles ». Soit que ces régions aient raté l'épisode « moderne » de la concentration industrielle capitaliste libérale, soit que les modes de vie et d'organisation des sociétés le refusent, appuyées ou représentées par des mouvements politiques *ad hoc*. A l'instar de Gandhi, qui affirmait que « l'âme de l'Inde réside dans ses villages », le refus de la ville, grande ou petite, est caractéristique des régimes post-coloniaux de la Guinée de Sékou Touré, du Cambodge de Pol Pot, du Parti Communiste Indien majoritaire au Bihar et au Kerala, du concept *ujamaa* de la Tanzanie de Nyerere, du FDRPE d'Ethiopie...

On peut certes, continuer à qualifier de « petite ville » Baltimore[15], Rungis[16] ou encore la capitale du Sichuan, Chengdu, avec son agglomération de 10 millions d'habitants. Ceci nous rappelle le caractère encore opérationnel de la relativité de cette notion. On peut également conserver un regard nostalgique sur les campagnes du Kerala où les Hauts-Plateaux du Kenya, refusant d'y voir émerger les vastes conurbations du 21e siècle. Toutefois, pour fonder un discours rationnel sur ce sujet, il apparaît tout aussi indispensable de s'intéresser aux processus généraux, à

[15] Cf. Guide Bleu « Etats-Unis », Editions Hachette

[16] Association des Petites Villes de France

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

la fois dans la longue durée de l'Histoire, et à l'échelle de la Planète. Une échelle qui reste, au moins encore pour quelques décennie, la dernière et seule frontière que l'on ne peut pas déplacer. C'est pourquoi, il est intéressant de tenter d'embrasser les « petites villes » à cette échelle, l'échelle mondiale, malgré la difficulté particulière que pose l'accès aux données à ce niveau d'observation.

Références bibliographiques

Auerbach F., 1913, Das Gesetz der Bevölkerungskonzentration. *Petermann's Geographische Mitteilungen* 59, 74–76

Baker A.R.H., 1969, « reversal of rank size rule: some 19th century rural settlements size in France", *The Professional geographer*, vol.21, n°6, pp.386-392

Davis K., 1969, 1972, *World Urbanization 1950-1970*, Institute of International Studies

Ferrier, Jean-Paul; Guieysse, Jean-Albert and Rebour, Thierry, 2012, *L'Etalement urbain dans les pays développés*, Ed. Universitaires Européennes

Guerin-Pace, France, 1992, *Deux cents ans de croissance urbaine*, Economica, Collection Ville, Paris http://www.erudit.org/livre/aidelf/1990/000937co.pdf

Moriconi-Ebrard François, 1993, *L'urbanisation du Monde depuis 1950*, Economica, Collection Ville, Paris

Moriconi-Ebrard François, 2000, pp. 65-75 « La loi de la métropolisation et la notion de système urbain », Acte du Colloque GéoPonts, Sion http://cyberato.pu-pm.univ-fcomte.fr/sites/default/files/cyberato/colloques/geopont_2000/8_geoponts_moriconi.pdf

Moriconi-Ebrard François, 2001, *De Babylone à Tokyo*, Ophrys, Paris

Moriconi-Ebrard François, *Geopolis, pour comparer les villes du Monde*, Economica, Collection Ville, Paris

Martin et al., Groupe Espaces d'Echelles (G2E),
http://espaces-dechelles.org/Publications.htm

Pumain Denise, 1982, *La dynamique des villes*, Economica, Paris, 231 p.

Sassen Saskia, 1994, *Cities in a World Economy*. Thousand Oaks, Calif.: Pine Forge Press. 1st ed. Sassen Saskia, 1991, *The Global City: New York, London, Tokyo*. Princeton: Princeton University Press

Van Caenegem, R.C., 2002, European Law in the Past and the Future. University and diversity over Two Millennia, Cambridge University Press

Zipf G.K., 1949. *Human Behavior and the Principle of Least Effort.* Cambridge, Massachussetts: Addison-Wesley.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Note d'appui documentaire

• De nombreux exemples de distributions nationales peuvent être consultés à partir du site internet : *http://e-geopolis.eu*. Les graphiques et tableaux sont publiés dans les documents intitulés « fiche pays », sous les rubriques des programmes AFRICApolis, financés par l'Agence Française de Développement (AFD). Les pays suivants ont été testés : Gabon (1993), Tchad (1993, 2009), Niger (1988), Burkina (1975, 1985, 1996, 2006), Benin (1979, 1992, 2002), Côte d'Ivoire (1998), Mali (1976, 1987, 1998), Mauritanie (1976, 2000), Sénégal (1988, 2002), Guinée (1996), Tanzanie (2002), Ethiopie (1994)

• Les distributions statistiques de l'ensemble des lieux habités ont été testées sur les pays suivants : Mexique (1990, 2000 et 2010), Honduras (1988), Argentine (1991, 2000, 2010), Arménie (2001), Ukraine (2001), Bulgarie (9 séries : 1935-2011), Croatie (1857-2011), Macédoine (1948-2002), Slovaquie (1869-2011), Suède (1810, 1930, 2000), Yémen (2004), Kazakhstan (2001), Danemark (1769-1960), Roumanie (1992), Iran (2006).

• Les résultats peuvent être facilement vérifiés en téléchargeant les fichiers (.txt, .csv, .xls…) à partir de la plupart des sites internet des services statistiques des pays ci-dessus, à condition de prendre soin de regrouper auparavant les unités locales qui font partie d'une même agglomération.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

[Conférences]

La petite ville comme objet ambivalent

Jean-Luc Roques
Université de Perpignan Via Domitia

Résumé

C'est à partir de mes divers travaux et publications que je porterais un regard sur les petites villes. Dans cette communication d'orientation sociologique, j'aborderai trois points qui suivent une petite introduction classique sur l'oubli des petites villes. Le premier point reviendra sur l'ambiguïté des discours (littéraires, journalistiques, scientifiques …) et leurs causes, et la manière de contourner cela en tentant de définir les PV à partir de trois entrées (situation, acteurs, codes). Le second point traitera des multiples pressions exogènes qui s'exercent sur les PV, mais surtout les réactions oscillatoires des PV. Le troisième point abordera ce que j'appelle la « petite ville hybride », jonglant entre modernité et archaïsme local avec des conséquences parfois redoutables (tant en termes sociaux qu'environnementaux).

Mot-clefs

Petites villes, pressions, ambivalence, hybridation.

Je suis très heureux d'être ici aujourd'hui pour deux raisons : La première est d'avoir été invité et je remercie les organisateurs et notamment Madame Chatel. La seconde est de voir que l'objet petite ville sur lequel je travaille depuis prêt de 20 ans est revisité et peut faire l'objet de recherches aussi fructueuses que celles qui sont présentées lors de ce colloque. Même si je regrette que mes collègues sociologues si intéresse si peu.

Le titre que je vous propose sera "La petite ville comme objet ambivalent". Pour introduire mon propos, je dirais que les chercheurs en science humaines et sociales, les acteurs politiques et économiques, les commentateurs portent un regard légitime sur les grandes villes ou sur les mégapoles, tant celles-ci ont actuellement une place prépondérante. Ils abordent les transformations, pointent ici les éléments innovants, là plutôt les problèmes sociaux, de santé, de déviance, ou de pollution.

Or, en se focalisant sur ce type de ville ils oublient des pans entiers de la réalité sociale. Ils oublient l'ensemble des petites entités urbaines, qui sont en fait si présentes dans le monde. Sans nul doute, les petites villes en tant qu'objet d'étude sont négligées au bénéfice des grands ensembles. Elles étaient autrefois des lieux centraux. Elles ont été par la suite renvoyées soit à leur environnement rural, soit phagocytées par des unités urbaines plus grandes, soit sont mortes. Puis pour de multiples raisons, l'aspect local est réapparu, et avec lui l'intérêt porté aux petites unités urbaines, ce qui semble plutôt logique puisqu'une partie importante de la population ne vit ni dans des villages, ni dans de grandes métropoles, mais habite dans de petites villes. Dans le cas de la France, le nombre de petites villes est en progression. Beaucoup d'entre elles n'étaient que des petits villages à l'orée des années 1960. Actuellement, la croissance démographique est de deux à quatre fois plus rapide que celle des grandes villes. En ce début du XXIe siècle, plus de vingt millions de Français vivent dans des petites villes, soit le tiers de la population du pays. Aux Etats-Unis, ce *boomtown* depuis 1990, transfigure ces villes. De manière

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

générale, les nouveaux arrivants sont de jeunes ménages ou des retraités. Les raisons peuvent être économiques dans la recherche de prix de terrains moins onéreux, esthétique (pourrait-on dire) en quête d'une plus grande qualité de vie, mais aussi sécuritaire loin des affres des grandes villes.

Après cette courte entrée en matière mêlant agacement et interrogations j'aborderai trois points. Le premier point reviendra sur l'ambiguïté des discours (littéraires, journalistiques, scientifiques) et leurs causes, et la manière de contourner cela en tentant de définir les PV à partir de trois entrées (situation, acteurs, codes). Le second point traitera des multiples pressions exogènes qui s'exercent sur les PV, mais surtout les réactions oscillatoires des PV. Le troisième point abordera ce que j'appelle la « petite ville hybride » (même si ce terme d'hybridation est utilisée à bien de sauces), jonglant entre modernité et archaïsme local, mais avec des conséquences parfois redoutables (tant en termes sociaux qu'environnementaux).

1 L'ambiguité des discours sur les petites villes

Abordons le premier point, et notamment l'ambiguïté des discours sur les petites villes.

Le premier type d'appréciation donne l'image d'un univers épuisé, un monde de souffrance et d'ennui. Dans ces espaces urbains, l'hypocrisie, les rumeurs et le clientélisme régneraient en maître. C'est un monde archaïque qui ne peut pas s'adapter aux mutations et aux changements.

La littérature a, pour partie, véhiculé ces représentations. La Bruyère écrivait : « Il y a une chose que l'on n'a point vue dans le ciel et que selon toutes les apparences on ne verra jamais, c'est une petite ville qui n'est divisée en aucuns partis, d'où l'on a banni les caquets, le mensonge et la médisance ». Les petites villes semblent porter toute la tristesse du monde, lorsque Balzac dans ses portraits fige l'esprit provincial, la mélancolie et le regard pâle des personnes immobiles. Palante au début du XXe siècle en faisait une peinture tragique et se souvenait d'un ami qui était isolé dans de petites villes méchantes, entouré de petites haines et de ragots imbéciles. D'autres auteurs plus récents parlent de méfiance et de mesquinerie qui pourrissent les rapports quotidiens. Le discours journalistique n'est pas plus loquace. Les petites villes ne sortent guère du périmètre régional, ou communal. Elles sont remplis de faits divers qui n'intéressent pas les médias nationaux ou parisiens. La sociologie dénigre pour sa part cet objet, et cette constatation n'est pas l'apanage de la France. Il en est de même au Canada, aux USA, où les études se sont concentrées sur quelques petites villes et ont oublié celles des aires métropolitaines. Souvent, les petites villes sont renvoyées à un simple espace rural. Les sociologues manquent de vigilance et préfère plutôt les grands mouvements, les émeutes dans les banlieues (Cela fait parler et vendre).

Ainsi, dans ce mode d'appréhension, on peut comprendre que ce monde se sente perdu. Le romancier grec Hadzis écrivait : « les années passent, les gens vieillissent, d'année en année les remparts se délabrent, tout change et l'on ne s'aperçoit de rien ». L'étude classique d'Edgar Morin sur un petit village de Bretagne est un cas d'école. Pour l'ensemble des habitants, tout s'effondre, ne laissant plus apparaître que des tensions, des ennuis, des souffrances.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

En revanche, dans un second type d'appréciation, les petites villes sont attirantes et attrayantes. C'est ici un univers de stabilité et le théâtre de sociabilités fortes. Ce petit est monde valorisé, il faut en quelques sorte le protéger.

Dans le champ littéraire et depuis l'Antiquité, elles ont d'ailleurs été vantées. Platon préconisait dans les *Lois* de maintenir un ordre quasi stationnaire de taille réduite dans sa Cité idéale. Quelques siècles plus tard, Thomas More présentait chaque cité d'*Utopia* comme devant être composée de 6 000 familles. Rousseau voyait dans les petites unités un véritable espoir politique de démocratie participative. Dans le courant du XIX et du XX siècle, face à l'avènement des monstres urbains, l'alternative était de revenir sur de petites structures. Fourier pensait pour ses phalanges à 1 600 personnes. Considérant admettait que l' « alvéole de la grande ruche sociale » serait suffisante avec 1 800 individus. Owen, Garnier, ou Howard insistaient sur des unités à échelle humaine. Le discours journalistique pour sa part s'enflamme parfois pour les petites villes (lors d'un événement politique, lors d'une catastrophe environnementale, lors d'un fait divers particulier). Elles franchissent la porte médiatique lorsqu'un phénomène retentissant les met sur le devant de la scène. Pendant quelques jours, les commentateurs les propulsent dans une notoriété imprévue. Dans le domaine de la sociologie, les petites villes peuvent devenir un objet d'étude cohérent. Les études anglaises ont montré qu'elles avaient un rôle éminent et une véritable importance culturelle. Les travaux français ont démontré qu'elles étaient un maillon territorial. On peut remarquer aussi qu'elles ont fait malgré tout l'objet de travaux fructueux aux Etats-Unis concernant les dynamiques qui s'en dégageaient. Ces entités résistent en définitive aux forces qui tentent de les transformer.

Ainsi, dans ce mode d'appréciation, il existe une véritable attirance pour le *Small is beautiful*. Simplement de 1992 à 2002, les petites villes françaises ont accueilli 1,4 million de nouveaux foyers fiscaux et les créations d'entreprises sont de l'ordre du tiers de celles du territoire français.

Mais alors, on peut se demander pourquoi les appréciations divergent-elles autant ? On peut envisager trois causes.

La première cause est culturelle. Nous sommes dans une véritable culture moderne de l'ambivalence, puisque tous les contraires sont en présence, et tout est brouillé. Cette culture a envahi le monde jusqu'à son plus petit interstice. Les petites villes entrées dans la modernité subissent de plein fouet ces diverses supputations. Elles passent d'une position centrale à une marginalisation périphérique, pour revenir à une considération de l'espace local. L'ambiguïté des discours sur les petites villes est vivace.

La seconde cause est psychosociale. Nous construisons des catégories de sens qui s'élaborent à partir d'opposés. Les petites villes ne sont pas en reste dans cette catégorisation. On perçoit entre les habitants une ressemblance, puis il y a de multiples différences, et une infinie diversité des individus. Tout dépend de l'angle de vue que l'on prend. L'unité de pensée propre à la petite ville peut paraître fonctionnelle et intégrative, comme oppressante et inhibitrice.

La troisième cause renvoie aux interprétations sociologiques.La sociologie fille de la modernité construit inexorablement des opposés. Dans ce schéma, une antinomie classique met en lumière d'un côté la communauté et d'un autre côté la société. La difficulté est grande de placer ces petites entités dans l'un ou l'autre de ces cadres.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Une question se pose alors : si les discours sur les petites villes sont ambivalents, comment arriver à contourner cet obstacle pour tenter de définir cet objet ?

Les chercheurs qui portent un regard sur la petite ville sont confrontés à cette même difficulté de circonscrire cet objet. Afin de définir une petite ville, les critères administratifs et comptables semblent *a priori* les plus objectifs. Or, on sait que tout seuil pose des problèmes. Disons simplement qu'en France, une petite ville est une unité urbaine dont la population est comprise entre 3 000 et 20 000 habitants. Toutefois, on peut se demander si ces seuls critères suffisent. On peut en douter et une petite ville n'est pas que cela. N'est-elle pas aussi un vecteur de culture et d'identités locales qu'elle soit isolée ou adossée à une grande ville ? C'est à partir de trois dimensions que nous définirons la petite ville.

Tout d'abord, la culture renvoie à un ensemble de valeurs communes à une grande partie des habitants. En termes d'hypothèse, deux éléments paraissent susceptibles de composer cette culture locale : le territoire et l'histoire. Chaque petite ville dispose d'un territoire propre, définit en termes de superficie et situé géographiquement. Chacune a une configuration typique qui a sans nul doute une influence sur les modes de vie. Le territoire permet de délimiter une frontière et de distinguer ce qui est de l'ordre de l'intérieur et ce qui est de l'ordre de l'extérieur. Chaque petite ville marque son territoire et le défend, au détriment de ses voisines. De plus, qu'une commune soit en déclin ou en période de renouveau, qu'elle fasse référence à des évènements récents ou plus lointains, l'histoire est bien présente et raconte des croyances, des pratiques communes, des solidarités, des combats. Mais cette volonté de revisiter l'histoire ne se maintient pas seulement par la simple oralité portée par quelques rentiers de la mémoire. On la retrouve dans le succès croissant des sociétés historiques locales qui se proposent de relire le passé. En fait, une petite ville tente de reconstruire sa propre histoire même si cela ne va pas de soi. Ainsi, par le biais du territoire et de l'histoire, la culture locale devient à la fois l'expression de l'identité et le moyen d'identification dans un jeu de différenciations locales. Actuellement, malgré de nombreux changements, il paraît plausible de dire que la dynamique identitaire reste vivace dans les petites villes, comme d'ailleurs dans des structures métropolitaines plus vastes.

Ensuite, les acteurs susceptibles de constituer, d'entretenir cette culture des lieux sont l'élite culturelle et certaines familles enracinées. L'élite culturelle s'inscrit dans la défense des valeurs locales. Si les grands notables avaient un rapport d'autorité sur les habitants, ce règne disparaît au bénéfice de petits notables appartenant à une parentèle locale dominante, mais aussi à certains réseaux professionnels, religieux ou centrés sur des affinités électives. Leurs caractéristiques sont de tout convertir en propriété privée, et de contrôler un espace qui puisse leur appartenir. Ils entendent reconstruire la symbolique d'une communauté originelle en privilégiant des formes culturelles, comme la mise en scène de l'histoire, les thèmes de la protection ou de la conversion du patrimoine, le maintien de traditions festives ou la mise en place d'institutions spécialisées. Les familles locales pour leurs parts revendiquent l'appartenance directe au sol et à l'histoire des lieux. Le sentiment d'appartenance est territorial et généalogique. Certes, depuis quelques décennies, la mobilité géographique a affecté les groupes familiaux, mais ces familles jouent encore quelques partitions dans la constitution et le contrôle de la culture locale.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Enfin, les villes sont longtemps restées encloses à l'intérieur de leurs enceintes qui étaient des filtres matérialisés. Si ces remparts ont disparu, il semble qu'ils existent encore dans leur symbolique. Il faut pour accéder à la culture des lieux trouver les portes, leurs serrures et leurs clefs. Les autochtones font partie de la petite ville, de ses rues, de ses réseaux de personnes, et inversement, la petite ville, avec ses maisons, ses habitants ou ses associations, leur appartient. Ils sont intégrés car ils connaissent tout le monde et possèdent les clefs de ce monde. Les nouveaux arrivants en revanche sont dans une situation de transition. Ils ont des références qui ne sont pas adaptées aux situations locales. Ils doivent décrypter certains codes pour s'orienter dans cet espace. L'intégration dans ce nouveau contexte est laborieuse. Quatre portes accès sont possibles mais posent problèmes. L'accès à la propriété devrait permettre d'intégrer la culture des lieux. Or, cela n'implique en rien une intégration sociale réussie. Le loisir, peut permettre de rencontrer quelques individus relais, mais il subsiste une nette ségrégation. Trouver un emploi est difficile, et pour obtenir un contrat de travail, il faut connaître quelqu'un qui appartient aux groupes culturels ou familiaux. L'école est un lieu de rencontre qui dépasse les particularismes. Or, il subsiste un lien étroit entre l'école et son territoire, et un établissement scolaire n'a pas la même signification selon que l'on soit un autochtone ou un individu nouvellement arrivé. En conséquence, il existe des codes qu'il faut arriver à trouver et à saisir. Pour passer cette muraille, il faut disposer de portes d'accès, dont les individus devront garder ou trouver les clefs. Pour intégrer cette culture, les individus sont amenés soit à conserver en mémoire certains codes, soit à décrypter les éléments qui constituent cette mémoire locale.

2 Pressions et logiques oscillatoires

Après avoir vu les discours ambivalents et les difficultés pour définir cet objet, venons-en maintenant à notre second point, concernant les pressions qui s'exercent sur les petites villes et les logiques qui en découlent.

On peut partir de l'idée que les petites villes subissent de fortes pressions, qu'elles soient idéologiques, foncières, économiques, politiques, démographiques ou urbaines, et bien d'autres. Prenons-en quelques unes.

Premièrement, les pressions politiques. En France, depuis que l'Assemblée constituante du 4 août 1789 proposa de supprimer le droit à la différence des territoires et que Napoléon mit en place une conception radicale de la souveraineté nationale, les petites villes ont été suspectées de conservatisme. Les politiques publiques s'en sont donc peu intéressées. Si certaines ont bénéficié du mouvement de décentralisation, elles le doivent à leur marché du travail plus qu'à une politique volontaire de l'État. Depuis les textes de 1970 en passant par ceux de 1995, ces petites entités se sont vues reconnues comme des cellules de base du maillage territorial. Toutefois, cette reconquête les cantonne dans une logique essentiellement rurale, doublée d'un développement incertain. Du fait du pouvoir exorbitant des grandes métropoles régionales et de leur poids politique, les petites villes sont rejetées en périphérie, dans lesquelles sont supprimés l'hôpital, le tribunal ou l'établissement scolaire. Comme dans d'autres pays que la France, à l'agonie des campagnes profondes, succédera celle des petites villes.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Deuxièmement, des pressions urbanistiques. Mumford mettait en évidence les appétits de puissance de la métropole. Relayé par le pouvoir étatique, ce monstre tente de dissoudre les petits ensembles en imposant une nouvelle rationalisation de l'espace. Par imitation aux plus grandes villes quelle petite ville n'a pas sa ceinture de lotissement, quelle petite ville ne tente pas de rénover son centre urbain. Avec comme résultat des rues vides, au même titre que les *Main streets* des Etats-Unis, où les zones piétonnes en dehors des heures d'ouverture des commerces sont totalement désertées.

Troisièmement, des pressions économiques. Poussée par des logiques de rentabilité et d'efficacité depuis un certain nombre d'années, chaque ville adopte des stratégies économiques concurrentielles vis-à-vis de ses voisines. Elles développent des logiques d'agressivité à l'égard des autres. Chacune adopte son style marketing pour promouvoir son image à grand renfort de publicité, mais tente en même temps de dénigrer les autres afin d'obtenir l'implantation d'une entreprise, la construction d'un centre de loisirs, la mise en place d'une infrastructure publique. Ainsi, comme l'écrivait Brunet : « les comportements d'isolat, voire d'hostilité à l'égard des voisins sont loin d'être effacés et parfois s'exacerbent ». Cette personnalisation excessive engendre des pathologies territoriales nettes. Pensons à la défiscalisation de certaines zones, où des entreprises viennent chasser les primes ou réaliser des investissements douteux, comme ce fut le cas dans de petites villes de Norvège.

Quatrièmement, des pressions culturelles. Les petites villes et leurs habitants sont entraînés vers des formes de vie standardisées. La mobilité devient par exemple synonyme de modernité. Le phénomène de la vitesse, lié aux nouvelles infrastructures routières et autoroutières favorisent les déplacements. Les NTIC s'implante dans chaque petite entité. Les contacts interpersonnels tendent à s'affaiblir et la connaissance réciproque des habitants aussi. En tant que système social, les petites villes ne sont-elles pas en phase de dissolution, et à terme, cela ne débouchera-t-il pas sur la destruction des modèles culturels originaux. Ces diverses mutations se réalisent au bénéfice d'une sociabilité qui se rapproche de la mouvance urbaine.

Face à ces multiples compressions, les petites villes sont en proie à de véritables contradictions entre des types de logiques opposées.

Dans une première logique, les petites villes paraissent captivées par ces pressions exogènes. Il existe une indéniable urbanisation des comportements, une aspiration à la modernité, une appétence pour la mobilité géographique, une curiosité pour les nouvelles technologies de l'information et de la communication qui ouvrent sur le monde extérieur. Elles veulent alors s'agrandir, elles désirent s'inscrire dans une culture plus communicative, elles souhaitent être dans le flux et le mouvement, et aspirent à dégager leurs portes et leurs accès. En effet, elles sont attirées par ce qui est massif, par ce qui a trait à l'universel, par la mobilité et par l'ouverture.

Mais dans une seconde logique de manière symétriquement opposée, par crainte ou par fierté, il existe une véritable volonté de se protéger contre ses pressions. Elles désirent rester petites, veulent conserver leur caractère spécifique, valorisent l'enracinement et referment leurs barrières. Elles sont attirées par l'aspect intime, par le relatif, par les racines et par l'entre-soi.

Or, dans le paroxysme du grand ou à l'inverse dans l'exacerbation du petit, bien des risques pèsent sur ces petites entités urbaines. Soit il peut y avoir des formes

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

d'hypertrophie qui engendre de la désintégration comme dans le cas de la petite ville du Wyoming « Gillette ». Elle qui a vu sa population croître d'un coup mais aussi la criminalité, se dégrader de la santé mentale, s'affaiblir les liens sociaux et communautaires, et augmenter le coût de la vie de façon anormale. Soit il peut y avoir des formes d'atrophie qui engendre de la rétraction. Cette situation se retrouve par exemple à Basiglio en Italie dans laquelle 6 500 habitants vivent protégés de l'extérieur. Ainsi, quel que soit le chemin emprunté, l'avenir de ce type d'espace se retrouve bien trouble.

On constate, en fin de compte, que l'appareil historique et philosophique qui entoure l'idée de la modernité ne permet pas de déceler les priorités qu'il faut se fixer. A vouloir faire trop moderne, les territoires en général, et les petites villes en particulier, sont souvent pris dans des contradictions difficiles à dépasser.

En conséquence, les petites villes ne s'inscrivent pas dans un vide structurel et subissent de nombreuses pressions. Elles sont attirées par ces divers aspects qui riment souvent avec confort, mobilité, ouverture sur le monde. Mais ces puissances exogènes peuvent être source de craintes et de résistances. Mais alors, comment les petites villes peuvent-elles évacuer cette dissonance ?

3 Des petites hybrides

C'est à cette dernière question que nous répondrons lors de notre troisième point. Nous partirons de l'hypothèse d'un avènement de petites villes hybrides, qui jonglent avec diverses logiques, afin de maintenir un équilibre quasi stationnaire, et déjouer les contradictions. Elles intègrent des éléments de la modernité souvent par imitation aux grands ensemble urbains, et en même temps, elles mobilisent des symboliques archaïques qui mettent en scène des dynamiques collectives fantasmatiques.

Dans un premier temps, elles intègrent des pans de modernité. Chaque petite ville veut montrer qu'elle peut devenir le nœud de réseaux de relations économiques et culturelles, et avoir une place privilégiée dans la nouvelle hiérarchie urbaine régionale. Chacune veut montrer qu'elle peut être amenée à jouer un rôle articulatoire important. Ainsi, l'aspiration est grande d'entrer dans le flux des échanges, de se désenclaver grâce à l'ouverture d'une bretelle d'autoroute ou d'une ligne TGV, de mobiliser un ensemble d'acteurs, de consolider des entreprises, puis de se spécialiser vers de nouvelles filières, et montrer que la ville « poursuit sa croissance ». Il est aussi important pour les PV de développer des événements, des festivals qui s'ancrent dans une culture supra-territoriale. Quelle petite ville n'a pas son site internet pour être connectée au monde ? De plus, comme l'image du patrimoine commun à toute l'humanité ou du développement durable traversent les discours, de nombreuses petites villes s'inscrivent dans cette mouvance, comme celles qui veulent devenir « un modèle dans la lutte contre le réchauffement climatique », ou entrer dans la catégorie des « éco-villes ». Ainsi, tout ce qui lie rationalisation, technique et écologie ne peut qu'être mis en exergue, quand le maire d'une commune écrivait : « Deux grands chantiers ont vu le jour cette année, l'un dans la sphère de la modernité, l'autre dans celle des technologies urbaines. C'est l'adoption d'un nouveau système révolutionnaire et à la pointe de la modernité. »

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Mais dans un second temps, elles remobilisent des valeurs archaïques, des symboliques collectives. On sait d'après plusieurs études classiques que malgré les crises, il existe un maintien d'habitudes locales. Malgré les diverses crises qu'elles vivent, il subsiste des forces de résistance qui proviennent de groupes dont nous avons déjà parlé. Ces groupes locaux tentent surtout de maintenir un véritable système culturel autonome, par le biais de mémoires sélectives. En revisitant des mythes et des lieux, en faisant référence à un personnage local et en tentant de reconstruire une identité collective centrée sur un âge d'or empli de nostalgie. Tout cela dans le but d'éviter une dilution de la communauté ou d'envisager la constitution d'un nouvel esprit local.

Mais cela n'engendre-t-il pas encore des conséquences redoutables ?

Tout d'abord des conséquences environnementales. L'implantation d'entreprises, la mobilisation d'acteurs, l'introduction de nouvelles technologies, le désenclavement routier, peuvent être des atouts importants pour les petites villes. En revanche, tout cela peut parfois se transformer en véritable cauchemar. En 1976, l'explosion d'un réacteur chimique entraine un nuage de dioxine qui se repend dans la ville de Seveso au Nord de l'Italie. De là on évacue les habitants, on rase des bâtiments et on abat des animaux. En 2010, la rupture d'un barrage de retenue d'effluent d'une usine d'aluminium engendre un torrent de boue qui envahit la petite bourgade de Kolontar en Hongrie, fait sept morts, plus de 160 blessés par brûlures, pollue les terres et la nappe phréatique. Les lieux d'exploitation des terres rares de minerais, en Chine notamment, paradoxalement indispensables aux industries vertes (éoliennes) et au capitalisme vert, deviennent des déversoirs toxiques et provoquent des désastres environnementaux pour les petites villes à proximité. Chaque petite ville en appelle aux ZAE qui dévorent des espaces entiers, par bétonnage ou goudronnage. Or, se sont souvent des entreprises locales qui s'implantent sans faire émerger de nouveaux secteurs d'emploi et certaines restent totalement désertées. Ainsi, des zones entières restent totalement abandonnées alors qu'elles ont été fortement subventionnées pour voir le jour. Le tourisme perçu comme la panacée universelle pour ces petites entités entraîne souvent plus de déchets, plus de pollution, plus de consommation d'eau pour des résultats parfois très décevants. Mais inversement des associations locales montent au créneau pour empêcher par exemple la construction d'éoliennes sous couvert de préoccupations écologiques. Or, les revendications portent plus sur des intérêts catégoriels, que sur de véritables préoccupations environnementales. Les représentants locaux sont surtout soucieux de leur patrimoine et de leurs électeurs, avec derrière des tractations foncières fortes. Les bourgeoisies en Europe n'ont d'ailleurs pas déserté le centre des petites villes, surtout celles qui ont un fort potentiel historique ou architectural. Ainsi, ces catégories sociales ont toujours la capacité de repousser à la périphérie ce qui ne leur plait pas, et surtout vers d'autres petites villes plus faibles.

Enfin des conséquences sociales. Une petite ville est un lieu d'interrelations structurées, qui développe, entretient ou maintient une identité culturelle. Elle construit des images et des souvenirs du passé, qu'ils soient lointains ou plus récents. Ces espaces sont un refuge sécurisant qui favorise l'épanouissement de la personnalité contre l'anonymat des grandes villes. Ces lieux ont une dimension rassurante et deviennent une possibilité de faire un retour nostalgique vers une

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

petite patrie. Toutefois, dans les moments de doutes, il n'est pas étonnant de voir réapparaître des constructions de frontières. Et la rhétorique de l'enracinement prévaut à nouveau dans la fabrication des identités locales. On sait que la plupart des groupes sociaux doivent leur cohésion à leur capacité de mise à distance, c'est-à-dire à ce sentiment de différence qui est attaché à ceux qui ne sont pas « nous ». Ainsi, les petites villes reconstruisent de nouveaux remparts, de nouvelles clôtures, des barrières symboliques qui maintiennent l'autre en lisière de la cité, ou le confine dans un labyrinthe dans lequel il lui est difficile de se retrouver. L'autre devient alors un des vecteurs de la construction de l'identité collective du groupe. Il a une fonction de cristallisation de celle-ci, définissant l'*in-group* et l'*out-group*. L'identité du dedans met alors à distance cet autre, qu'il se trouve à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire concerné. Le « nous » et l'« autre » sont alors deux éléments dialectiques qui structurent ce qui fait référence à l'intérieur et à l'extérieur. La commune de Prato en Italie a trouvé un bouc émissaire idéal pour faire passer ses aigreurs locales, dans la personne des ouvriers chinois qui travaillent dans la confection et font de l'ombre aux entreprises de la ville. Cette crainte pourrait provenir de situations fragilisées, de déstabilisations, de crises, qui sont nettement mises en avant. Mais l'histoire est malheureusement remplie de faits similaires. Aujourd'hui, ce schéma tend à se cristalliser dans de nombreux pays de l'Europe de l'Ouest. Certains exacerbent les résistances en exploitant le ressentiment, la dénonciation, en encourageant le repli. Pensons ici aux petites villes de la région de Vénétie, et notamment à la commune de Citadella dans le Nord-Est de l'Italie, qui défrayèrent la chronique en 2007. De nombreux maires, valorisant le sentiment d'appartenance, avaient déclaré officiellement dans leur commune une guerre aux étrangers. Par effet de résonance, le dimanche 25 novembre 2007 à Citadella, petite cité proche de Padoue, plus d'un millier de manifestants vinrent soutenir le premier magistrat de la ville qui était poursuivi par la justice pour avoir pris cette forme d'arrêté discriminatoire. Toutefois, cette mise à distance des nouveaux n'est pas spécifique aux populations étrangères, puisqu'on le voit dans le cas de la petite ville de Coubron, où cette peur se concentre vers de nouveaux habitants venant (ou qui pourraient venir) de la commune voisine.L'exacerbation du sentiment d'appartenance entraîne des formes de rétraction identitaire et une recherche évidente de demeurer replié dans un entre soi. Ainsi, les nouveaux arrivants représentent un risque potentiel de contre-pouvoir dont il faut se préserver. La tendance s'inscrit dès lors dans l'immobilisme et demeure fréquemment présente afin de ralentir toute mutation. Cela permet indirectement d'éviter tout changement de pouvoir, processus en contradiction avec l'idée de démocratie.

Pour conclure s'il est possible de conclure

Nous dirons que sous les coups de boutoirs de la modernité envahissante, les petites villes possèdent encore des dynamiques typiques et tentent de reconstruire malgré toutes ces pressions ce qui peut leur rester, notamment une certaine culture locale. Certes cela se réalise parfois dans une sorte de nostalgie et d'illusion d'un retour vers un passé et un âge d'or mythifiés, mais partout il subsiste quelques formes de résistances réelles ou symboliques. Les discours sur les petites villes

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

sont contrastés, entraînant des manières particulières d'aborder ce type d'espace. Les causes sont multiples, mais renvoient pour une bonne part au contexte culturel de la modernité.

Toutefois, elles tentent d'utiliser plusieurs registres qui ne sont pas toujours du même ordre, et l'on pourrait parler de petite ville hybride. D'une part, elles incorporent progressivement des éléments de modernité, mais aussi elles les filtrent, en utilisant puis en jonglant entre des formes de rationalisation et des dimensions symboliques. D'autre part, elles tentent de maintenir un certain équilibre quasi stationnaire en jouant sur le registre de l'inclusion mais aussi sur celui de l'exclusion.

Or, par-delà la petite ville en tant qu'archétype urbain, n'existe-t-il pas d'autres éléments à prendre en compte ? N'y a-t-il pas derrière de nets enjeux de reterritorialisation en action de nos jours ? En effet, les discours sont actuellement saturés par des terminologies qui se centrent sur la mondialisation, sur la globalisation. Tout semble connecté et en interaction, tout semble contrôlé. Malgré quelques divergences, tout semble identique, uniforme ou global. Or, ne va-t-on pas trop vite en besogne ? On peut constater que les individus, les groupes vivent au quotidien non pas sur un immense espace où le temps n'existe plus, mais sur des territoires limités et tentent de se les approprier ou de se les réapproprier, tout cela pour le meilleur ou pour le pire. C'est en cela peut-être que les petites villes et leur dynamique peuvent nous en apprendre plus sur l'état actuel des choses.

Je vous remercie de votre attention.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 1 / WORKSHOP 1

Faut-il mailler l'ensemble du territoire de petites villes ?

Should distribute small towns through the whole territory?

Valoriser les petites villes des espaces interstitiels : une priorité absolue

Marie-Eve Férérol
Docteur ès Géographie (Clermont II), qualifiée maître de conférences
62 Rue Cohadon Lacoste 63150 La Bourboule
mefererol@wanadoo.fr

Résumé

Trois ans après celui de Tours, le colloque « Au-delà des frontières de l'urbain - petites villes du monde » met en lumière un objet géographique qui était, jusqu'à ces dernières années, un « *échelon peu travaillé, mais ô combien fondamental dans la hiérarchie urbaine* » (VANIER, 2010 : 10). Partageant son avis, nous y avons consacré notre doctorat. Comme terrain d'étude, nous avions choisi les espaces interstitiels (Massif central méridional et Nord-Ouest de la Meseta espagnole) car nous estimions, à l'instar de S. DUVILLARD que c'est dans les espaces intermédiaires (ni métropolisés, ni campagnes vivantes) que la petite ville garde tout son sens.
Ce colloque, à la portée comparative et internationale, nous donne l'occasion de revenir sur les principaux résultats de notre doctorat (réactualisés en l'occurrence), en sachant que notre hypothèse centrale était de récuser le pessimisme ambiant qui concernait les petites villes situées dans les espaces interstitiels. Dans cette communication, nous nous demanderons si, dans le contexte actuel de mondialisation et de métropolisation, la vitalité démographique et économique de ces unités urbaines n'est pas sous-estimée et nous nous interrogerons sur le rôle qu'elles peuvent jouer dans le cadre d'une urbanisation raisonnée du territoire.

Mot-clefs

Petites villes, aménagement du territoire, développement territorial, Massif Central, Meseta espagnole.

Abstract

Three years after the Tours conference, "At the Frontiers of Urban Space. Small towns of the world: emergence, growth, economic and social role, territorial integration, governance" highlights a geographical object that was, up until a few years ago, a "*scale rarely studied, but oh so fundamental in the urban hierarchy*" (VANIER, 2010: 10). Since we share these opinions, we dedicated a thesis to them. As our field of study we chose interstitial spaces (Southern Massif Central in France and Northwest of the Spanish Meseta Central) as we believe, like S. DUVILLARD that it is in these intermediate spaces (neither metropolises nor living rural areas) that the term small town derives its true meaning.
This conference, with its comparative and international scope, offers an opportunity to review the main results of our thesis (updated for the occasion), knowing that our central hypothesis consisted in rejecting the pessimistic mood regarding small towns located in interstitial spaces. In this paper we ask whether, in the current context of globalization and metropolitanisation, the demographic and economic vitality of these urban units is not underestimated and we question the role they can play in reasoned urbanisation of a region.

Key-words

Small towns, land management, territorial development, Massif Central, Spanish Meseta.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Le colloque « Au-delà des frontières de l'urbain - petites villes du monde » met en lumière un objet géographique qui était, jusqu'à ces dernières années, un « *échelon peu travaillé, mais ô combien fondamental dans la hiérarchie urbaine* » (VANIER, 2010 : 10).

Partageant son avis, nous y avons consacré notre doctorat. (FÉRÉROL, 2010). Comme terrain d'étude, nous avions choisi les espaces interstitiels car nous estimions, à l'instar de S. DUVILLARD (2001 : 9), que « *c'est dans les espaces intermédiaires (ni métropolisés, ni campagnes vivantes) que la petite ville garde tout son sens* ». Situés entre les grandes villes, les espaces interstitiels sont peu peuplés et voient leur population baisser et vieillir. Les activités s'y raréfient ; le nombre d'équipements publics, de services et de commerces s'y réduit. Ces critères caractérisent nos deux supports spatiaux de recherche : le Massif central méridional et le Nord-Ouest de la Meseta espagnole (provinces de Salamanque, Avila en Castille et de Cáceres en Estrémadure). Ces espaces, tous deux de 41000 km², abondent de petites villes, respectivement 85% et 93% des noyaux urbains.

Ce colloque, à la portée comparative et internationale, nous donne l'occasion de revenir sur les principaux résultats de notre doctorat, dont l'hypothèse centrale était de récuser le pessimisme ambiant qui concernait les entités urbaines des espaces interstitiels. Dans les lignes qui vont suivre, nous nous demanderons si, dans le contexte actuel de mondialisation et de métropolisation, la vitalité démographique et économique des petites villes n'est pas sous-estimée et nous nous interrogerons sur le rôle qu'elles peuvent jouer dans le cadre d'une urbanisation raisonnée.

Nos propos s'appuieront sur des sources classiques et variées (statistiques, enquêtes directes et indirectes) et concerneront un échantillon de villes que nous avons délibérément voulu large, avec des seuils allant de 2000 à 20000 habitants. Cette méthode consiste à rassembler un certain nombre de villes sur des critères relatifs de taille, puis à décrire comment ces villes participent d'un point de vue fonctionnel à l'organisation de l'espace. Il faut toutefois être conscient que l'approche des petites villes avec un seuil strict d'habitants n'est valable que pour certains pays.

1 Les petites villes : des îlots de bonne santé démographique

Pour l'analyse démographique des petites villes, nous ne nous sommes pas contentée du support communal, bien dépassé aujourd'hui. La mobilité généralisée et le développement de nouveaux besoins ont conduit à la diversification et à la dissociation des usages de l'espace. L'espace vécu de la petite ville, comme de toutes les autres villes d'ailleurs, s'est étendu et il faut en prendre acte. De ce fait, le préalable à une recherche sur les petites villes a été de les recomposer, c'est-à-dire adjoindre à l'unité urbaine de l'INSEE, fondée sur la continuité du bâti, des communes de banlieue[1]. D'une manière globale, c'est près de 150000 personnes supplémentaires qui ont été comptabilisées comme urbaines dans le sud Massif central. L'enquête qualitative a eu pour effet de renforcer ce chiffre puisque les

[1] Identifiées comme telles après application de plusieurs critères prenant en compte la distance au centre, le taux de migrations pendulaires, le niveau d'équipement tertiaire. J.C. Edouard (2001) a été le premier à Clermont Fd à recomposer les petites villes selon ces critères.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

habitants des banlieues identifiées se sont eux-mêmes reconnus comme urbains, appartenant à la petite ville proche, et ce à près de 60% (source : enquête postale).

Nous aurions pu utiliser les aires urbaines de l'INSEE. Mais avec ce concept, certaines petites villes disparaissent des statistiques urbaines en étant cataloguées comme pôles d'emploi de l'espace rural (MAINET, 2008). Enfin, signalons que ce besoin de recomposer les agglomérations s'est uniquement fait sentir dans le sud Massif central car le phénomène d'étalement est encore rare en Castille/Estrémadure.

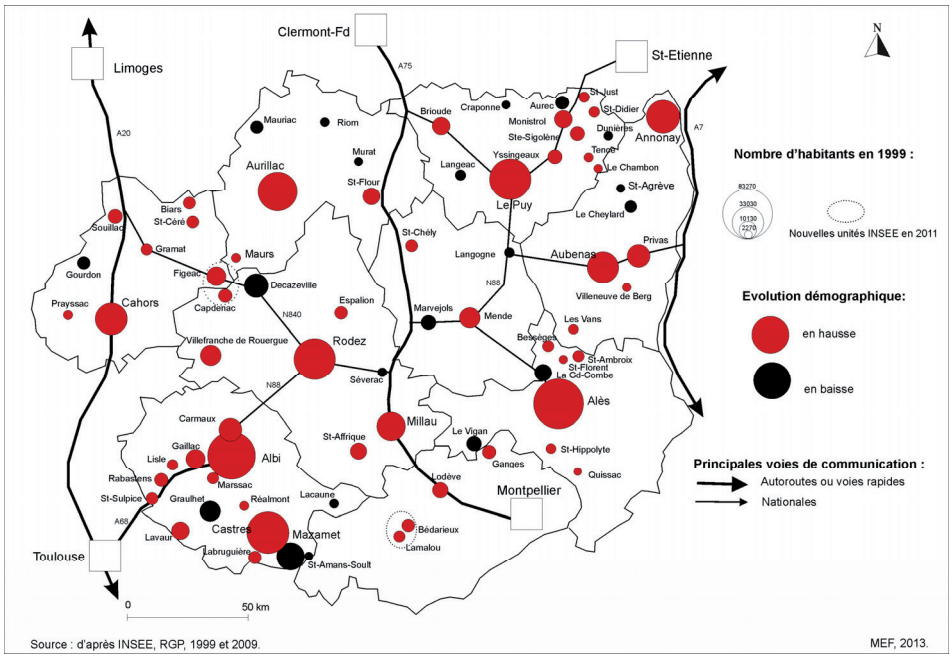
1.1 Une majorité de petites villes en croissance démographique

Le Massif central méridional n'est pas resté à l'écart du double processus qui s'est généralisé en France à partir des années 50 : amenuisement des populations des communes rurales et croissance des populations urbaines, cette concentration urbaine s'étant traduite par la suite par un étalement autour des villes-centres.

Une toute autre géographie du Massif central, loin des clichés négatifs se dessine alors. Il ressort que 62% des villes ont gagné des habitants entre 1975 et 1999. Cette vitalité démographique se confirme en 2009 puisque 73% sont en hausse (tab. 1). Les quelques unités urbaines en déclin correspondent aux villes de vieilles industries (Mazamet, Decazeville, Graulhet, la Grand Combe) et aux villes de territoires isolés (hautes terres cantaliennes, Vivarais, etc)… (fig. 1).

Comme lors de la précédente période intercensitaire, le déclin frappe davantage les villes au fur et à mesure que leur taille diminue (tab 1). Si les petites villes de 10000 à 20000 habitants sont plutôt épargnées (seules 3 sur 12 sont en baisse), les plus petites des villes voient un tiers de leur groupe subir une baisse démographique.

Fig 1 : Evolution démographique des unités urbaines recomposées du Massif central méridional entre 1999 et 2009



[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tab 1 : Evolution démographique des villes du Massif central méridional (1999-2009) et des provinces de Salamanque, Cáceres et Avila (2001-2011)

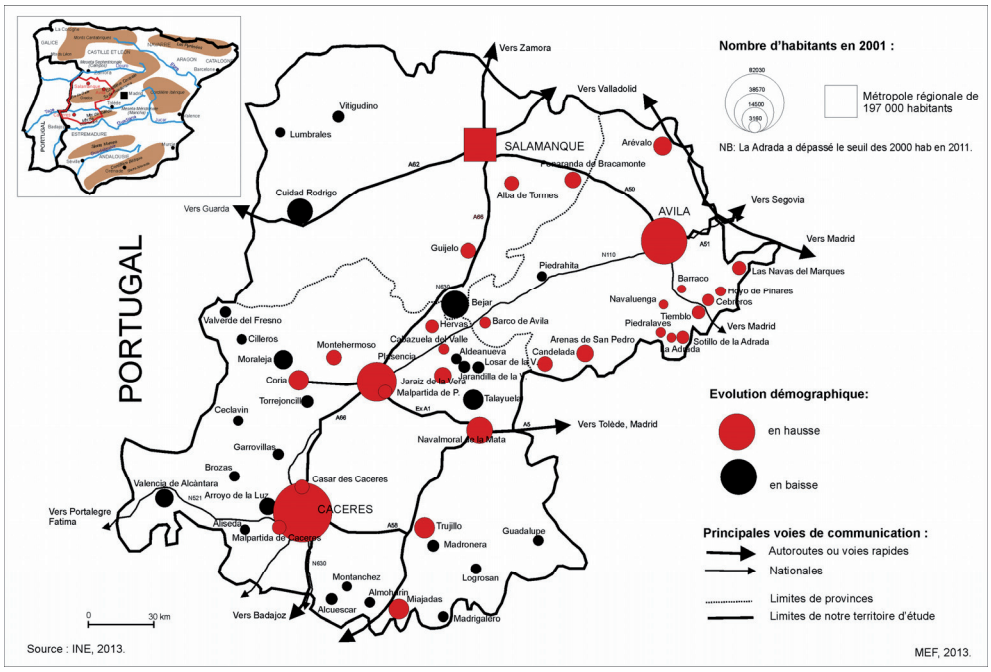
	Taille des villes en 1999	Villes moyennes	Villes de 10000 à 20000 habitants	Villes de 5000 à 10000 habitants	Villes de 2000 à 5000 habitants	Ensemble des villes
France	en hausse	10 (91%)	9 (75%)	13 (68%)	21 (68%)	53 (73%)
	en baisse	1 (9%)	3 (25%)	6 (32%)	10 (32%)	20 (27%)
Espagne	en hausse	3 (100%)	2 (40%)	9 (75%)	15 (43%)	29 (53%)
	en baisse	0 (0%)	3 (60%)	3 (25%)	20 (57%)	26 (47%)

Source : Calculs personnels, d'après INSEE, RGP 1999 et 2009 ; INE, censos 2001 et 2011.
NB : nous aurions pu prendre une date plus récente pour les données françaises mais nous souhaitions un espace-temps de comparaison (10 ans) équivalent pour les deux observations.

En Espagne, dans les provinces de Salamanque, Cáceres et Avila, la désertification est beaucoup plus accentuée. Les bourgs-centres sont quasiment "morts". Une métropolisation démographique, encore plus intense, s'est produite. Si entre 1996 et 2001, les dynamiques démographiques n'étaient guère favorables aux villes (uniquement 27% d'entre elles en hausse), entre 2001 et 2011, un changement de situation s'amorce : 53% progressent numériquement (tab 1). Comme en France, ce phénomène est circonscrit aux villes moyennes et aux petites villes les plus importantes (fig 2). Cependant, la catégorie des 10000-20000 hab. bouleverse un peu la donne puisque 3 sur 5, soit 60%, connaissent une baisse de leur population. Bejar, par exemple, continue de subir la crise de son activité textile ; et le tournant touristique, vu comme un choc salutaire par l'ancienne municipalité, n'a pas donné entière satisfaction.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Fig 2 : Evolution démographique des villes du Nord-Ouest de la Meseta entre 2001 et 2011



1.2 Des petites villes au vieillissement relatif

Outre l'embellie démographique, les petites villes présentent une autre caractéristique positive. Elles se révèlent en effet bien plus "jeunes" que leurs espaces environnants. Elles affichent en l'occurrence une part de plus de 60 ans avoisinant les 30%, taux très inférieur à celui des communes rurales. Depuis le dernier recensement, un léger vieillissement se fait sentir mais il reste raisonnable, suivant les normes nationales. Par ailleurs, il peut représenter une chance pour les petites villes : « *Le vieillissement peut s'avérer favorable au développement d'une économie résidentielle adaptée (développement de services ou commerces destinés aux besoins de ces populations) mais aussi au maintien d'une bonne fréquentation des commerces et services locaux en raison d'une moindre mobilité* » (EDOUARD, 2008 : 9).

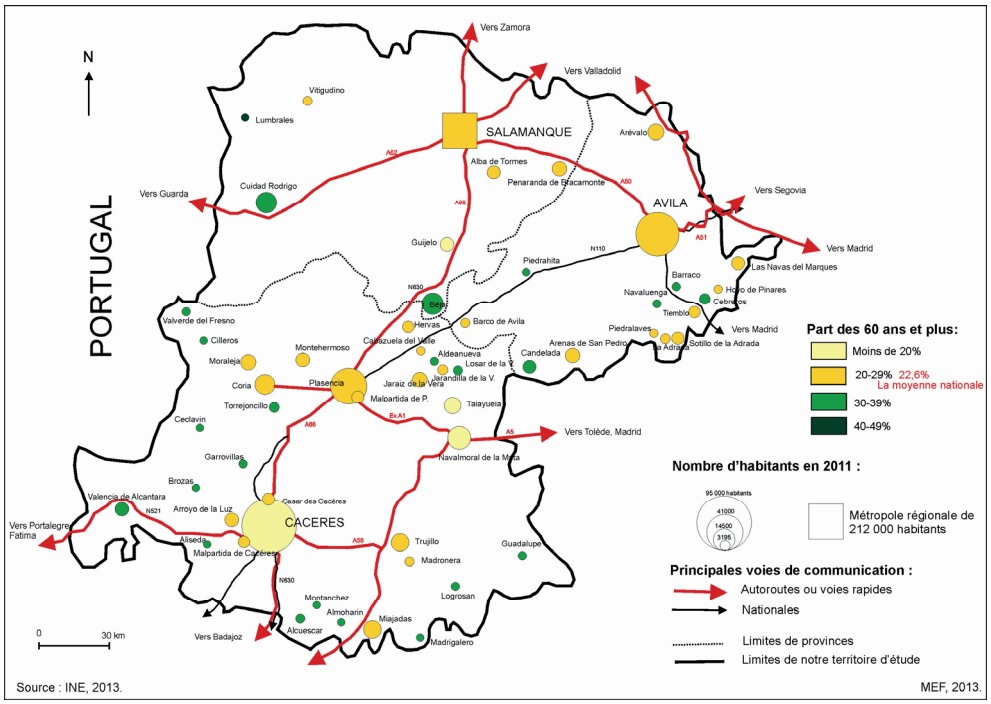
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tab 2 : Le poids des 60 ans et plus dans les villes du sud Massif central (2010) et de Castille/Haute-Estrémadure (2011)

	Part des 60 ans et + en France en 2010	Part des 60 ans et + en Espagne en 2011
Villes moyennes	29,2%	20,7%
Villes de 10000 à 20000 habitants	30%	24%
Villes de 5000 à 10000 habitants	28,5%	25,5%
Villes de moins de 5000 hab	33,2%	30,2%
Ensemble des petites villes	**31,4%**	**28,5%**
Moyenne nationale (métropole)	23%	22,6%

Source : INE, 2013 et INSEE, 2010 (unités urbaines non recomposées).

Fig 3 : Part des 60 et plus dans les villes du Nord-Ouest de la Meseta en 2011



En France comme en Espagne, et contrairement au dernier recensement, le phénomène dégressif avec un vieillissement au fur et à mesure que la taille de la ville diminue est moins net (tab 2). Toutefois, il est clair que ce vieillissement est plus accentué dans les toutes petites villes (fig 3) ; elles se rapprochent en cela de l'espace rural.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

En revanche, les villes de Castille/Haute-Estrémadure possèdent une part de plus de 60 ans moins importante que les villes du sud Massif central. En Espagne, le poids des seniors est minoré par la part des actifs. Ces derniers ne rechignent pas en effet à vivre en ville contrairement aux jeunes actifs français qui avouent leur préférence pour le périurbain comme lieu de résidence.

Loin des images de décadence et de monde perdu, les petites villes, notamment celles du sud Massif central, affichent une bonne santé démographique. Cette attractivité n'est pas exceptionnelle et concerne l'ensemble des petites villes françaises. « *Au terme d'une évolution de trente-cinq ans, de nombreuses petites villes demeurent attractives. Cette attractivité ne se fonde plus sur les mêmes critères et leurs offres d'emploi l'expliquent de moins en moins. Pourtant, elles sont nombreuses à retrouver une attractivité perdue, mais cette attractivité nouvelle se construit essentiellement sur leurs atouts résidentiels et sur un argument bien connu que les nouveaux modes de vie valorisent : small is beautiful* » (J-P. LABORIE, 2005 : 2).

2 Un dynamisme économique et une spécificité industrielle des petites villes toujours affirmée

Jusque dans les années 1970, l'emprise de l'industrie sur le marché d'emplois des petites villes est réelle et imposante. P. BARRERE et M. CASSOU-MOUNAT n'hésitent alors pas à dire que « *l'industrie est une raison essentielle de leur existence* » (1980 : 101). A cette époque, « *les petites villes constituent des sites privilégiés pour la localisation d'industries à faible valeur ajoutée employant une main d'œuvre peu qualifiée, leur industrie y étant fréquemment en position de mono-industrie, soit avec un seul établissement régnant sur le marché local de l'emploi, soit avec de multiples établissements de petite taille spécialisés dans une industrie traditionnelle* » (LABORIE, 2009 : 245). Qu'en est-il 40 ans après, après des décennies de difficultés pour l'industrie (internationalisation des grandes entreprises, concurrence des pays à bas salaires, automatisation, …) et à l'heure où les investissements productifs se dirigent en majorité vers les zones métropolitaines les plus riches ?

2.1 Un nombre d'emplois en hausse ces dernières années[2]

Entre 1999 et 2008[3], et malgré un contexte économique tendu, l'évolution des emplois urbains suit la pente positive de la démographie : une hausse de 15%, soit

[2] L'INE ne fournissant pas de statistiques sur les emplois, nous n'étudierons que la situation dans le Massif central.

[3] Avec la nouvelle méthode du recensement, il nous est désormais impossible de prendre en compte le nombre d'emplois dans des unités urbaines recomposées car, sous prétexte de l'anonymat des recensés, l'INSEE ne fournit plus les données pour les communes de moins de 2000 emplois. Nous ne pouvons même plus suivre l'évolution de certaines communes qui étaient urbaines en 1999, comme St-Florent sur Auzonnet.

De plus, pour effectuer une comparaison temporelle, nous avons choisi l'année 2008 et non une date plus récente car, entre temps, le périmètre des unités urbaines a été modifié (l'unité urbaine de Lodève recouvre par ex. désormais 8 communes au lieu d'1 ; Capdenac appartient à celle de Figeac ; etc).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

54000 postes supplémentaires (dont un peu plus de la moitié dans les villes moyennes). Ce contexte euphorique se retrouve dans l'ensemble des villes. 86% des unités urbaines du sud Massif central et 84% des petites villes sont donc dynamiques sur le plan de l'emploi (tab 3). La dizaine de villes fonctionnellement perdantes correspondent aux bassins industriels en crise (Decazeville, la Gd Combe) et aux petites villes isolées comme Murat et Maurs. Pertes fonctionnelles et pertes démographiques sont donc corrélées, ce qui n'est pas sans poser problème au niveau aménagemental.

Tab 3: Part des villes du Massif central méridional touchées par le déclin économique entre 1999 et 2008 selon leur taille démographique

	Villes de + 20000 hab	10000-20000 hab	5000-10000 hab	- de 5000 hab	Total des villes
Part des villes touchées par une baisse des emplois	0% (0/11)	22% (2/9)	18% (3/17)	14% (5/36)	14% (10/73)

Source : INSEE, RGP 1999-2008 (UU non recomposées).

L'embellie économique constatée entre 1999 et 2008 contraste avec la morosité des années précédentes. Entre 1975 et 1999, 63% des villes pâtissaient d'une diminution des emplois ; 9% des emplois urbains avaient disparu. Toutes les catégories de villes étaient touchées, avec comme toujours des pertes moindres (en valeurs relatives) au fur et à mesure que la ville croissait. Spatialement, c'étaient les villes des bordures du Massif central, dont certaines à proximité des métropoles, qui avaient le plus souffert (par ex, toutes les villes tarnaises). L'isolement avait donc, à cette période, protégé les petites villes de l'intérieur (par ex, St-Flour, Marvejols, Villefranche de Rouergue). Deux secteurs ont été responsables de la baisse du nombre d'emplois dans les petites villes entre 1975 et 1999 : l'agriculture et l'industrie. Pour cette dernière, les pertes les plus faibles ont été enregistrées dans les plus petites des villes, ce qui explique leur côté industriel prononcé encore de nos jours (FÉRÉROL, 2014).

2.2 Des petites villes à la base industrielle encore solide

2.2.1 Davantage de petites villes françaises industrialisées mais un poids de l'industrie en baisse

En 2010, un nombre conséquent de petites villes du sud Massif central sont industrialisées, pour reprendre la terminologie de J. Charles EDOUARD (2001) qui considère qu'une ville se définit comme telle si le pourcentage d'emplois secondaires se situe au-dessus de la moyenne nationale. Désormais, 65% des petites villes affichent une moyenne supérieure à 20,5%, soit une part encore plus importante qu'en 1999 (53%).

Certaines de nos villes possèdent des taux très élevés d'emplois industriels : sept se caractérisent par un taux supérieur à 40%, dont deux supérieur à 50%, tout en sachant que ce taux est majoré par la part du secteur de la construction. Mais si nous écartons celle-ci des calculs, ne prenant en compte que les emplois industriels

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

stricto sensu, les mêmes villes ressortent : St-Just 59%, Ste-Sigolène 47%, le Cheylard 41%, Dunières 39%, Biars 38%, St-Didier 36% et Lacaune 34%. La majeure partie des villes industrialisées se localise dans le nord-est de la Haute-Loire et dans l'axe Biars/Figeac/Rodez, formant respectivement les SPL de l'Yssingelais-Sigolénois et de la *Mecanic Valley*. A la fin des années 90, comme nous le rappelle F. TAULELLE (2010), une centaine de SPL labellisés par la DATAR avaient concerné les petites villes (plasturgie autour d'Oyonnax, textile dans le Choletais).

Tab 4 : Part des emplois secondaires dans les villes du Massif central méridional en 2010

	en 2010
Villes moyennes	20,1%
Villes de 10000 à 20000 hab	24,7%
Villes de 5000 à 10000 hab	25,7%
Villes de 2000 à 5000 hab	28,9%
Moyenne nationale	20,5%

Source : INSEE, 2010 (UU non recomposées).

Le tab 4 montre une décroissance de la part des emplois du secteur secondaire avec l'augmentation du nombre d'habitants. Ainsi, les villes de plus de 20000 personnes comportent 20% d'emplois secondaires dans le total de leurs emplois contre 29% pour les plus petites des villes. Enfin, soulignons que le recul de l'industrie est beaucoup moins prononcé qu'au niveau national (-3,91 points), d'où un caractère industriel encore bien réel.

2.2.2 Des productions diversifiées et souvent haut de gamme

La base industrielle des petites villes repose incontestablement sur les industries des biens intermédiaires ("métallurgie-travail des métaux", "chimie-caoutchouc-plastique" et "textile"), mais cela n'exclut pas la présence d'autres industries, parfois même de renom. Dans l'aéronautique, nous pouvons citer *Ratier*, premier hélicier européen à Figeac, dans l'industrie agroalimentaire le confiturier *Andros* à Biars et le producteur de foie gras *Valette* à Gourdon…

Nombre d'articles régionaux ou nationaux se font pourtant l'écho des difficultés des entreprises des petites villes du Massif central. L'exemple le plus dramatique est sans conteste celui de *Jalatte* à St-Hippolyte du Fort avec le suicide du fondateur à 89 ans à l'annonce de la délocalisation. Nonobstant, la situation n'est pas partout catastrophique. Beaucoup de PMI s'en sortent bien, travaillant pour des grandes marques grâce à leur savoir-faire de qualité : *Fleurus* à St-Flour[4] producteur d'écrins et de bracelets de montre en cuir, *Le Tanneur* à Bort dans la

[4] Au printemps 2013, annonce de la création d'un atelier de 1000 m².

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

maroquinerie, *Pivaudran* à Souillac fournisseur des parfumeurs de luxe (*Fendi*, *Chanel en 2013*, etc)… Preuve en est que les petites villes recèlent encore des éléments d'attraction et qu'elles ne s'en sortiront qu'en privilégiant la qualité. « *Il est crucial que le tissu d'établissements compétitifs répartis dans les villes moyennes et petites survive, se consolide et se développe. Mais il ne pourra le faire qu'en se renouvelant, au prix de restructurations et de montées en gamme qui seront souvent douloureuses en termes d'emploi* » (Veltz, 2008 : 119).

2.2.3 Des petites villes espagnoles moins industrialisées et une hégémonie des IAA

Pour l'Espagne, le dernier recensement s'est achevé en mai 2012 et n'est pas totalement dépouillé. En conséquence, les résultats qui vont suivre correspondent à l'année 2001, soit bien avant la crise qui frappe l'Espagne actuellement. En outre, comme nous l'avons déjà signalé en note de bas de page, l'INE ne fournit pas de données sur l'emploi, mais sur la population active. Cependant, comme beaucoup d'habitants (plus de 70% pour la moitié des cas) travaillent dans le lieu où ils résident, nous pouvons aisément comparer les données espagnoles avec les françaises. Enfin, il faut savoir que les contextes nationaux divergent. L'Espagne est restée à la marge de la Révolution Industrielle[5] (VILA VALENTI, 1968). Ses mutations sont donc récentes, résultat d'une politique d'industrialisation instituée pendant la phase de *Desarrollo* (1959-1973). Cette politique s'est cependant avérée discriminatoire au profit de régions bien ciblées (Pays Basque et Catalogne), laissant de côté nos provinces de Castille/Estrémadure.

Tab 5 : Part des actifs du secondaire dans le total des actifs des villes de la Castille/Haute-Estrémadure en 2001

	Part des actifs dans l'industrie en Castille/Hte Estrémadure
Villes moyennes (sans Salamanque)	21%
Villes de 10 000 à 20 000 hab	28,5%
Villes de 5 000 à 10 000 hab	35,2%
Villes de 2 000 à 5 000 hab	32,2%
Ensemble des petites villes	32,5%

Source : INE, 2001.

[5] Il faut rajouter d'autres freins à l'industrialisation : « *des structures sociales impropres et une organisation économique défectueuse dans laquelle les possibilités d'investissements sont limitées. On a parlé du capitalisme pauvre de la Péninsule Ibérique, avec son manque de compétences, son marché assuré par l'existence de monopoles et de protection commerciale et l'absence d'initiative pour entreprendre de nouvelles activités*. » (VILA VALENTI, 1968 : 205).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

En Castille/Hte-Estrémadure, plus de la moitié des petites villes sont industrialisées. Parmi celles-ci, une dizaine possèdent une proportion d'actifs dans l'industrie qui dépasse les 40% (Guijuelo, Arroyo de la Luz, Torrejoncillo…). Un cinquième des centres urbains sont donc très fortement dépendants de l'activité industrielle. Mais à la différence du sud Massif central, la filière industrielle est ici encore plus fortement majorée par le poids prépondérant du secteur de la construction qui bénéficiait avant la crise d'une très bonne dynamique. Nous ne pouvons donc plus tout à fait parler de petites villes industrialisées. Cette terminologie ne vaut que pour cinq cas : Guijuelo avec 51% d'actifs dans l'industrie "pure", Béjar avec 26%, Navalmoral 22%, Peñaranda de Bracamonte et Hervàs 21%. Quoiqu'il en soit, nous retrouvons un phénomène dégressif qui veut que plus les villes sont petites, plus la part des actifs industriels est importante (tab 5).

Contrairement au sud Massif central, le constat qui prévaut en Castille/Haute-Estrémadure est un manque de diversification de l'industrie. La cause en incombe à l'absence d'industries héritées. L'industrie prépondérante est de loin l'agroalimentaire (dans 10 cas, son poids dans le secondaire dépasse les 20%[6]). Dans la plupart des espaces fertiles castillans et *extremeños*, les petites villes abritent des IAA spécialisées en fonction de la production agricole. La plupart du temps, il s'agit de produits de qualité, souvent AOC ou IGP. Cette recherche de la qualité se retrouve aussi bien dans le domaine des légumes (haricots de la Sierra de Gredos) que dans celui de la viande (SPL autour du jambon à Guijuelo). Dans le Nord-ouest de la Meseta, des cas très ponctuels de villes abritant une autre industrie se repèrent également, se développant ici ou là au gré des opportunités. Chaque petite ville se dédie à un domaine spécifique, d'où une dépendance exagérée aux aléas structurels (Béjar par ex).

Au final, si la désindustrialisation est bien réelle, plusieurs exemples témoignent encore de la vigueur industrielle des petites villes des espaces interstitiels. « *Le destin des espaces périphériques ne semble pas exclusivement lié à leur capacité à capter une richesse produite ailleurs. La France des périphéries est aussi une France qui produit* ! » (GUILLAUME, 2008 : 13). Mais beaucoup de villes souhaitent tenter une autre aventure qui se résume en deux mots : le tourisme et le résidentiel. Pourtant, nous partageons sans faille l'avis de P. VELTZ. « *L'industrie reste un élément très important d'innovation et un élément de stabilité économique. On ne bouge pas les usines aussi facilement que des officines avec quelques ordinateurs, fussent-elles high tech !* […] *Une industrie forte est indispensable pour créer dans la durée des ancrages économiques et technologiques. Le schéma d'une France provinciale où il n'y aurait plus que des retraités avec des dépenses de loisirs et d'une économie extravertie purement métropolitaine pose problème* » (2004 : 49). L'industrie ne représente peut-être qu'une partie des emplois mais elle en induit beaucoup d'autres, comme ceux du commerce.

[6] Guijuelo, Miajadas, Valverde del Fresno, Almoharin, Montanchez, Losar de la Vera, Trujillo, Barco, Moraleja, Aldeanueva.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3 Le rôle indispensable des petites villes dans la structuration des territoires

La pérennité fonctionnelle des petites villes n'est pas plus contestable que la pérennité démographique, sauf peut-être dans le cas des villes satellisées par de grandes agglomérations. Ce point doit être confronté avec leur rôle dans le commandement de l'espace. C'est ainsi que nous avons étudié l'évolution de leur masse commerciale et de leur zone d'influence. Cette analyse nous a ensuite permis de vérifier si la théorie de Christaller, avec un territoire représenté par une image pyramidale avec des villes qui vivent en symbiose avec leur arrière-pays, restait pertinente. Enfin, nous nous sommes demandé si les recompositions territoriales, comme la constitution de pays, permettaient aux petites villes de garantir leur position en tant que pivots de l'organisation des territoires.

3.1 Le rôle des petites villes dans la desserte commerciale des espaces interstitiels

3.1.1 Les grandes surfaces : locomotives du commerce des petites villes

Durant ces dernières décennies, la situation commerciale des petites villes du Massif central méridional et du Nord-Ouest de la Meseta a été mitigée (FÉRÉROL, 2010). Certes, pour les unités françaises notamment, le nombre de commerces[7] a diminué entre 1987 et 2004 (dans 72% des cas) mais parallèlement le nombre d'emplois urbains dans ce secteur a progressé (+8% entre 1975 et 1999). Loin d'être totalement désastreuse, la situation commerciale des petites villes des espaces interstitiels évoque, plutôt qu'une adaptation sévère au déclin du volume de chalands, une adaptation à des besoins plus actuels des populations desservies. En outre, les petites villes, françaises comme espagnoles, ont vu apparaître de nouvelles formes commerciales : les grandes surfaces. « *L'essor de la grande distribution a permis aux petites villes de s'insérer dans les réseaux commerciaux métropolitains et de s'ancrer dans la mondialisation des échanges* » (CHAZE, 2008 : 41). Le processus descendant, qui a déjà eu cours en France, se produit ces dernières années en Espagne : implantation d'abord dans les villes-capitales (Salamanque en 1984, Cáceres en 1993), ensuite dans les villes moyennes (Plasencia en 1998) pour finir dans les petites villes de niveau supérieur (Navalmoral de la Mata en 2001). Le hard-discount commence aussi à percer (un Lidl à Navalmoral par ex). La résistance commerciale des petites villes s'explique donc par une offre nouvelle et plus diversifiée. A cela s'ajoute un facteur sentimental : « *On constate que la bonne santé relative des commerces des chefs-lieux de département ne peut s'expliquer sans faire référence à l'affectif, au symbolique. Par exemple, non loin de Toulouse, nous avons pu mesurer que des habitants continuent à faire leurs achats de la semaine dans le supermarché proche de la petite ville… tout en fréquentant, parfois le même jour, la grande surface très attractive d'un hypermarché toulousain* » (LABORIE, 2005 : 7). Fortes de ces caractéristiques, les petites villes peuvent prétendre à un rayonnement certain.

[7] Source : le fichier SIRENE.

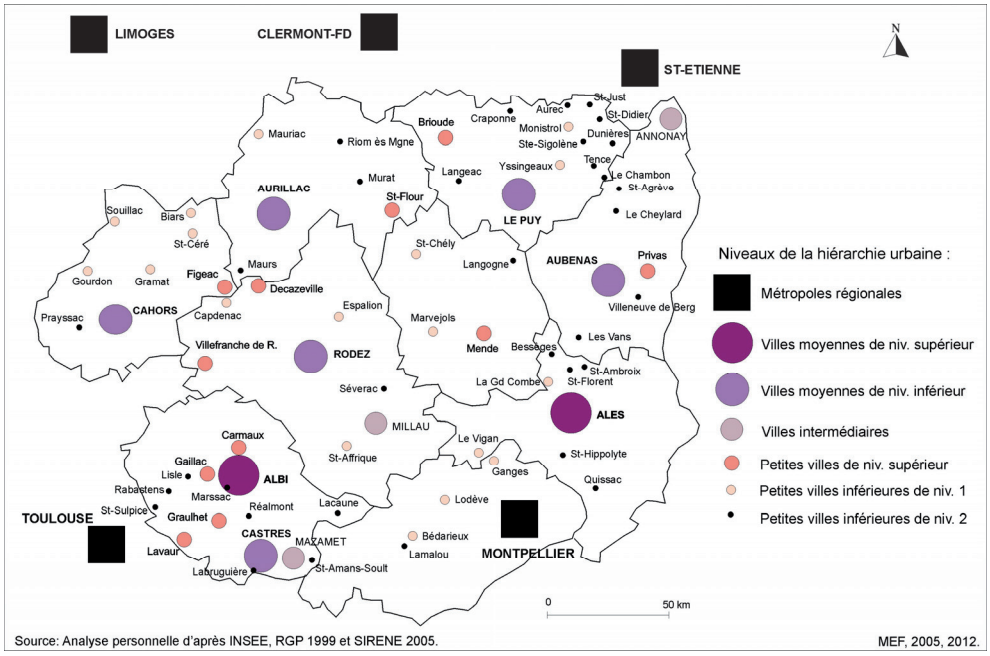
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3.1.2 Une organisation christallérienne de l'espace

Méthodologie

Qui dit structuration de l'espace, dit pôle de centralité. Ces pôles de centralité se décrivent comme l'accumulation, en des lieux précis, de commerces, services et emplois. Pour analyser les zones de chalandise, nous avons donc tout d'abord défini des niveaux urbains selon la méthode classique (hiérarchie par le poids démographique et celui des équipements) et ce, pour les deux terrains de recherche. Il apparaît premièrement que le sud Massif central vit au rythme d'unités urbaines nombreuses, appartenant à tous les types de niveaux urbains (fig 4). Ils sont présents de manière cohérente puisque décroissant des villes moyennes aux cellules de base. Toutefois, la carence en petites villes de niveau supérieur (9000 – 20000 hab) est frappante. Deuxièmement, sur le plan de la répartition spatiale, si les villes moyennes sont localisées en fonction du cadre administratif et les petites villes inférieures largement disséminées à travers le territoire (la multitude de cellules de base ayant entravé le développement de villes plus importantes), force est de constater que les petites villes supérieures sont très mal réparties. Ici ressort un des handicaps du sud Massif central.

Fig 4 : Hiérarchie des centres urbains du Massif central méridional



La hiérarchie urbaine qui articule la Castille/Haute-Estrémadure[8] est un peu différente de celle qui structure le sud Massif central (fig 5). L'ouest de la Meseta semble manquer de villes moyennes, comparé au cas français. Or cette impression vient du fait que les deux territoires d'étude, d'une même superficie, ne recouvrent

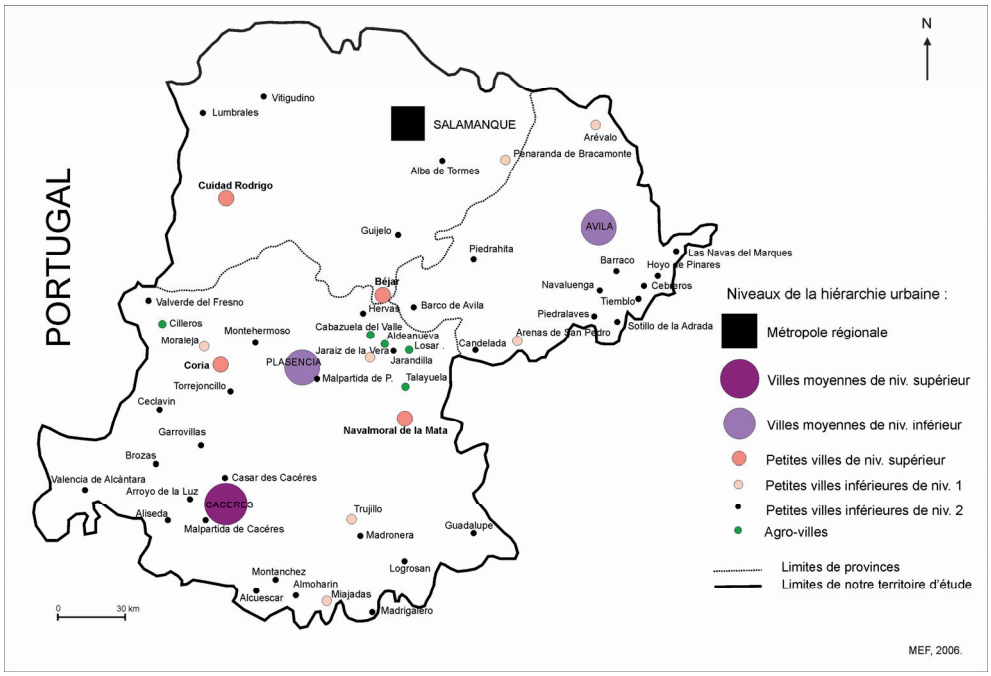
[8] Pour vérifier la validité de nos résultats, nous les avons comparés avec ceux des spécialistes espagnols (LOPEZ TRIGAL L et CAMPESINO FERNANDEZ A.)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

pas le même nombre de départements ou de provinces. En Espagne, les provinces sont beaucoup plus étendues que nos circonscriptions administratives. En conséquence, le nombre de 3 villes moyennes (Salamanque faisant office de ville moyenne) associées à Plasencia est tout à fait convenable. De plus, le nombre de petites villes supérieures est encore plus limité 4 *vs* 11 dans le Massif central), en lien avec les faibles densités et l'absence de vie industrielle.

En revanche, dans les deux cas, la primauté des petits organismes urbains est patente. Aussi bien en France qu'en Espagne, un semis dense de lieux urbains de moins de 6000 personnes (en Castille/Estrémadure) ou de 4500 (dans le sud Massif central) quadrille le terrain. Ces petites villes de niveau inférieur 2 constituent 75% de l'échantillon urbain dans le premier cas contre 45% dans le deuxième. Or cette pléthore de très petites villes est-elle capable de structurer convenablement le territoire ?

Fig 5 : Hiérarchie des centres urbains dans le Nord-Ouest de la Meseta



Enfin, les zones d'influence ont été déterminées après une enquête Piatier (2005) et réactualisées avec l'aide des CCI[9] à l'automne 2012 dans le cadre d'un article à paraître. En Espagne, l'appréhension des aires d'attraction commerciale a reposé sur trois sources majeures : les entretiens avec les élus et les agents de développement, l'annuaire de la *Caïxa* qui classe chaque année les pôles urbains en "*areas et en subareas comerciales*" en fonction de leur rayonnement et l'étude

[9] Seule la CCI du Tarn n'a pas trouvé du temps pour nous répondre. Globalement, les zones d'influence commerciale ne se sont guère modifiées depuis nos recherches doctorales. Les principaux changements concernent le Cheylard qui a élargi son emprise en Ardèche et Cahors qui pâtit de plus en plus de la concurrence de Fumel.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

datant de 2001 du cabinet consultant *Arenal Clave* (en collaboration avec des géographes-urbanistes) sur le système de villes d'Estrémadure.

Analyse des zones de chalandise

Conformément à la logique, il existe bien une hiérarchie des rapports entre niveaux urbains. Eu égard à leur équipement tertiaire, plus limité quantitativement et qualitativement, les petites villes s'adressent nécessairement au centre urbain supérieur pour les biens et services plus rares. Sur le terrain, les zones secondaires des villes moyennes englobent bien les zones principales des petites villes supérieures. St Flour, Brioude, Villefranche, Lavaur sont respectivement sous l'influence secondaire d'Aurillac, du Puy, de Rodez et de Toulouse. Mende, elle, est tiraillée entre le Puy et Alès. En revanche, du fait de la carence en petites villes supérieures, il est difficile de montrer un emboîtement systématique des zones d'influence des petites villes inférieures dans celles des petites villes supérieures. De rares cas illustrent ce phénomène : Capdenac s'inscrivant dans l'aire de Decazeville et de Figeac ; Murat, inscrite dans l'aire de St-Flour, alors que Langeac s'incorpore dans celle de Brioude.

Un emboîtement net des zones d'influence s'observe aussi dans la Meseta nord-occidentale. Le phénomène est surtout patent pour l'Estrémadure : Coria, Navalmoral, petites villes de niveau supérieur, parviennent à rayonner spatialement sur un bon tiers nord de la province pour des produits courants. Mais pour les services et les commerces plus spécifiques, elles-mêmes et leur aire de chalandise respective s'inscrivent distinctement dans l'aire de Plasencia. En Castille, l'organisation territoriale fonctionne avec la même régularité : « *Le partage de l'espace par les villes des régions de Salamanque et de Zamora est des plus classiques avec un emboîtement des aires d'attraction digne d'une belle organisation christallérienne* » (JAMOT, EDOUARD, 2001 : 234).

Depuis les années 60 et 70, les espaces commandés par les villes du Massif central semblent imperméables aux mutations économiques (FÉRÉROL, 2010). La relative stabilité spatiale des zones d'influence commerciale témoigne donc de la résistance des petites villes. Ce constat est partagé par J-P. LABORIE : « *En 35 ans, aucune profonde modification de l'attractivité des petites villes, mesurée par la dimension de leurs aires de chalandise, ne peut être constatée. Comme si leur attractivité économique perdurait dans une inertie apparente alors même que les crises économiques ont porté des atteintes profondes à leur potentiel productif* » (2005 : 6).

Au final, et en dépit de leur image de ruralité, il ressort que le Massif central et le l'ouest de la Meseta espagnole présentent une belle organisation christallérienne de leur réseau urbain, avec la présence de tous les niveaux urbains et un emboîtement des zones d'influence. En conséquence, nous partageons les propos de P. BRUYELLE : « *La notion de réseau urbain conserve une partie de sa valeur, en termes conceptuels ou comme outils d'analyse régionale, même si des mutations en cours remettent en cause une partie de son contenu et de ses composantes* » (1996 : 26). Il nous faut en effet admettre une adaptation du schéma christallérien aux territoires à faible densité. Les petites villes vivent dorénavant essentiellement sur

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

leurs propres forces démographiques, la majeure partie de leur arrière-pays s'étant dépeuplée. Le danger est alors un trop grand amaigrissement de ces zones périphériques et surtout, un dépérissement de leur propre masse de population, notion centrale du système spatial qui gravite autour d'elles. Il est donc impératif d'aider ces petites villes à se maintenir économiquement.

3.2 Les pays : l'occasion manquée de soutenir la centralité économique des petites villes

Dans leur lutte pour conserver un réel rôle dans l'aménagement du territoire, les petites villes ont besoin de s'appuyer sur les autres collectivités et sur des réseaux d'acteurs endogènes. Un exemple de ces collaborations est la signature de contrat de pays[10]. La notion de pays est salutaire pour gommer l'émiettement gestionnaire du territoire français et voir se substituer une logique de projet à celle de guichet. Sa seconde vertu est de dépasser le paradigme espace rural/espace urbain en créant une entité où les deux mondes vivraient en parfaite harmonie, solidaires, sans opposition l'un envers l'autre. A l'instar de R. MARCONIS, nous sommes donc en faveur des pays : « *Dans un cadre législatif souple, bien adapté à la diversité de l'espace français, les pays apparaissent comme de bons outils pour accompagner les recompositions territoriales* » (2006 : 48). En outre, plus qu'une marque de solidarité, un pays c'est un centre (la petite ville) et son territoire (sa zone d'influence). Or c'est la base même du schéma christallérien simplifié. Et ceci, les Espagnols l'ont bien compris.

Un bouillonnement institutionnel et administratif intense s'est en effet produit dans l'Espagne de l'après Franco. De ce bouillonnement est née une nouvelle recomposition territoriale, avec notamment la création de comarcas institutionnelles[11] : « *regroupement de communes dans chaque province*. *Art 141 de la Constitution de 1978* » (GABRIEL-OYHAMBURO, 2000 : 27). La Constitution est cependant restée assez vague quant à leurs attributions et toutes les régions ne l'ont pas encore institutionnalisée. Actuellement, seules la Catalogne, la Galice et l'Aragon ont terminé leur processus de comarcalisation. Pour l'Estrémadure, certains chercheurs, comme SANCHEZ ZABALA, se sont uniquement penchés sur le processus de comarcalisation dans le cadre d'articles ou de livres.

Cette *comarca* institutionnelle, dont le principe de continuité territoriale est intangible, possède des limites décidées au niveau local. « *La Région impulse la réforme administrative mais attend du niveau local qu'il prenne ensuite le relais, se structure lui-même en comarca* » (CLARIMONT, 2006 : 36). Elle est dotée d'un conseil *comarcal*, chargé d'élaborer une charte de territoire. Une fois mises en place, les *comarcas* se voient transférer un choix de compétences de la part des régions.

[10] Les pays sont des espaces informels de rencontre, de dialogue et de projet entre urbains, périurbains et ruraux créés par la loi Pasqua de 1995 et confirmés par la loi Voynet de 1999. Territoire présentant, officiellement, une cohésion géographique, culturelle, économique ou sociale, à l'échelle d'un bassin de vie ou d'emploi, le pays exprime, selon la loi, la communauté d'intérêts économiques, culturels et sociaux de ses membres.

[11] A ne pas confondre avec les comarcas historiques.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

La *comarca* fonctionnelle est intéressante dans le sens où le schéma christallérien n'est pas remis en cause : *« Ils [pays et comarcas] correspondent très largement à une conception christallérienne de l'espace et répondent au souci de dépasser la vieille dichotomie ville/campagne »* (CLARIMONT, 2006 : 35). Bien au contraire, la *comarca* fonctionnelle ne peut que le soutenir puisqu'elle agit en faveur des petites villes. En Catalogne, la quasi-totalité des *comarcas* s'organise ainsi autour de villes petites ou moyennes (VERGNAUD, 2007).

Si les *comarcas* et les pays présentent de nombreux points communs : homogénéité de l'unité territoriale, élaboration d'une charte de territoire, etc (CLARIMONT, 2006 et VERGNAUD, 2007), ils se distinguent aussi par un certain nombre de divergences, très enrichissantes pour faire avancer le débat français. D'une part, la *comarca* est un espace de souveraineté, un échelon administratif ; d'autre part, une fois la *comarca* établie, les anciennes communautés de communes (les *mancomunidades*) sont appelées à disparaître, leur personnel passant au service de la *comarca*. Or en France, les communautés de communes persistent, entravant la réflexion autour de projets pertinents et entraînant une nouvelle fois un gaspillage d'argent public.

Les Espagnols ont eu l'intelligence de se baser sur les bassins de vie pour instituer un nouveau périmètre d'intervention et de planification. Les administrations sont ainsi implantées dans les petites villes vers lesquelles se dirigent le plus intensément les flux de personnes. Par ailleurs, ils ont eu conscience que la polarisation est LA solution aux gaspillages de l'argent public et surtout un rempart contre la désertification. V. BIELZA DE ORY l'affirme clairement en 1998 : « *Celle-ci* [la polarisation] *devrait provoquer un développement économique qui, en fixant la population dans les campagnes, assure la présence du meilleur facteur de protection des agro-systèmes écologiques, c'est-à-dire les paysans eux-mêmes.* » (p 197).

Pour l'instant, cette politique n'a pas cours en France ; les faits le démontrent : des structures intercommunales (pays ou intercommunalités) discordant avec le territoire fonctionnel des petites villes, une centralité des petites villes supérieures bafouée par la suppression d'équipements publics et des subventions octroyées par les Conseils Régionaux s'adressant en priorité à l'espace rural. Ces dysfonctionnements sont tout à fait dommageables car nous considérons, à l'instar de G. DORÉ que « *le pays peut redonner toute sa place à la petite ville, et la petite ville peut être confortée dans son rôle d'identifiant du pays, dès lors qu'il ne peut y avoir de pays viable sans pôle urbain fort* » (2005 : 33). Les pays trouvent également grâce aux yeux des techniciens. Le DGS de la ville de St-Jean de Luz, S. BUSSONE (2011), affirme en effet sans ambiguïté dans la *Gazette des Communes* : « *Nous sommes favorables, au Syndicat National des Directeurs Généraux des Collectivités Territoriales, à ce que les territoires de projet – les pays en particulier- soient retenus comme périmètres des futures intercos* ».

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

4 Vers une urbanisation raisonnée du territoire

A l'issue de cet exposé, nous souhaiterions évoquer les perspectives qui s'ouvrent aux petites villes et lancer un débat sur l'urbanisation actuelle et le développement soutenable du territoire notamment en France.

4.1 Les petites villes : une alternative à l'urbanisation massive

Notre position est claire : les petites villes sont une alternative à l'urbanisation massive. Et ce n'est pas être anti-urbain que de soutenir celles-ci. Bien au contraire ! Une urbanisation réfléchie est une urbanisation durable dans le sens où elle décongestionnerait les plus grands centres urbains (LEVY, 1994) et où l'environnement et les citoyens seraient au cœur des préoccupations.

En 1994, et malheureusement, sans concrétisation réelle, la Revue *Urbanisme* (1994 : 10) mettait tous ses espoirs dans les petites villes avec un titre percutant : *Les petites villes viennent au secours de l'aménagement du territoire*, et de détailler leurs missions éventuelles comme celle de contribuer au rééquilibrage de la population et des activités, particulièrement à travers l'offre de logements. Quinze plus tard, et davantage placée dans l'optique du développement durable, la vision d'une ville à taille plus humaine se profile de nouveau. Les urbanistes, comme B. LENSEL du Grand Lyon et président d'Urbanistes des Territoires, y travaillent : « *Plus que centraliser de plus en plus (agglomération grandissante), nous pensons qu'il vaut mieux rechercher l'équilibre ville-campagne et structurer le territoire que de le laisser filer. Offrir des loisirs, de la culture, des trajets domicile-travail plus courts correspond mieux aux objectifs du développement durable* » (2010 : 9). Or quoi de mieux que les petites villes pour répondre à ce souhait ? L'Union Européenne est déjà sensibilisée à la question d'une urbanisation raisonnée via un rapport de l'ASBL « *Dans un contexte de baisse des moyens publics, de métropolisation frénétique, de changement climatique et de transition énergétique, l'échelle de la petite ville correspond potentiellement à une échelle stratégique pour l'aménagement du territoire. La petite ville peut, à la croisée des contraintes globales, développer des solutions innovantes, sources d'inspiration, complémentaires avec les dynamiques métropolitaines* » (2012 : 3). Par ailleurs, comme nous l'avons vu précédemment, les petites villes, dans le cadre de structures comme les pays, sont les plus à mêmes de maintenir une cohésion territoriale et sociale.

Mais avant d'aboutir à une urbanisation raisonnée, deux préalables sont nécessaires : une politique volontariste d'aménagement et un renforcement des Régions. Dans cet article, nous discuterons uniquement du premier préalable.

4.2 Oser une politique de sélection

L'idée d'une politique volontariste d'aménagement n'est pas nouvelle ; nous la retrouvons en effet dans les écrits de R. DUGRAND, en 1963. Ce dernier préconisait une politique de sélection des centres urbains afin de lutter contre des concurrences sans lendemain et *in fine* renforcer l'armature urbaine de base. Malgré la longueur de la citation, nous tenons à mettre en valeur ses propos tant ils

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

sont encore d'actualité. « *Diminuer l'intensité des concurrences intercitadines est indispensables, mais cela suppose nécessairement dans un pays où il y a pléthore de villes, que certaines d'entre elles rétrogradent dans l'échelon de la hiérarchie urbaine.* […] *Moins d'agglomérations intermédiaires sans doute, mais à condition que les autres aient leurs infrastructures complétées et même renforcées, et que l'armature urbaine faite de centres hiérarchiques relayant les capitales régionales soit encore plus fortement établie. Naturellement cette intervention dans les mécanismes de la vie économique est particulièrement délicate. Elle ne peut en effet manquer de léser certains intérêts privés et ne doit dans ces conditions se justifier qu'au nom de l'intérêt général.*» (DUGRAND, 1963 : 543).

Tout au long de cette communication, nous avons montré que certaines villes résistaient avec une hausse démographique, des emplois en progression et une solide zone de commandement. A l'inverse, certaines unités, quelquefois à proximité de villes plus importantes, et sans influence marquante, sont vraiment à leur crépuscule. Vu leur état, celles-ci doivent-elles être aidées ? Nous comprenons fort bien que ces propos peuvent choquer mais il en va de la survie des autres petites villes et de l'ensemble des espaces interstitiels. Bien entendu, ce choix de renforcer les pôles les plus à même de tenir l'espace ne se fera qu'après des études approfondies, comme le suggère le Professeur CAPEL : « *es oportuno realizar estudios generales con el fin de identificar las ciudades pequeñas y medias más dinámicas, para concentrar en ellas las inversiones y obtener efectos multiplicadores* » (CAPEL, 2009 : 11). Il ne s'agit pas de vider les campagnes mais d'en renforcer les principales portes d'entrées. Il faut admettre la nécessité d'une polarisation pour fixer la population dans ces espaces. « *Disperser les équipements n'est pas forcément les rendre plus proches, plus efficaces pour tous. Il faudrait, dans nos contrées latines, cesser d'avoir la hantise d'un exode rural (largement révolu !) amenant inéluctablement à la peur du vide humain relatif (la désertification). Ce sont des visions passéistes, reposant sur des principes religieux et moraux de la recherche du paradis rural perdu, amplifiées par la crise identitaire de notre société, qui nient la réalité et refusent viscéralement l'idée même de ville, assimilée au mal et à la destruction des valeurs traditionnelles.* » (JAMOT, ODOUARD, 1999 : 183). Certains politiques sont déjà conscients de la nécessité d'une politique cohérente d'équipements : « *La défense des services publics est absolument indispensable mais pas les services publics tels qu'ils sont organisés aujourd'hui.* […] *Est-ce raisonnable de maintenir un collège d'une centaine d'élèves* ? » (SAVY, ancien président PS du Conseil Régional Limousin interrogé par *La Montagne*, 24/11/09).

Dans les espaces à faible densité, les aménageurs devraient réactiver un schéma christallérien. Le maintien du niveau urbain "petite ville supérieure", voire le renforcement, après sélection, de certaines petites villes inférieures (celles de + de 4500 hab), éviterait le dépeuplement rural et servirait à faire de ces dernières une véritable interface entre le milieu rural et des villes plus importantes.

Une prise de conscience du rôle des petites villes semble poindre dans les plus hautes sphères de l'Etat. Dès 2009, la DIACT énonce « *Si les métropoles apparaissent aujourd'hui comme le moteur de la croissance nationale, il faut veiller à ce que leur compétitivité renforcée profite à l'ensemble du territoire. Pour*

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

atteindre cet équilibre, le rôle des petites villes qui ne bénéficieraient pas des effets d'entraînement des métropoles, mérite d'être conforté. Ces pôles urbains remplissent des fonctions diverses et inégalement réparties (fonctions productives, touristiques, de services, etc), sur lesquelles peut s'appuyer, au sein des territoires cohérents, le développement des espaces environnants » (DIACT, 2009 : 54). Dernièrement, c'est au tour de J-Y. BECHER, commissaire du Massif central, d'insister sur les efforts plus marqués à mener pour accompagner les villes moyennes et petites dans le cadre du plan Massif 2014-2020 (*la Montagne*, 24/10/12)

5 Conclusion

Ne soyons pas naïve et d'un optimisme béat. Dans ce monde dominé par la mondialisation des systèmes de production, de gestion, et par une métropolisation accrue des activités, les petites villes souffrent. Leur marché du travail est incapable d'absorber les crises et la plupart des salariés concernés ne sont pas assez mobiles géographiquement et professionnellement. Les petites villes multiplient les handicaps : manque de personnels qualifiés, de services aux entreprises, déficience des infrastructures… La fermeture des services publics (hôpitaux, tribunaux, etc) fragilise également leur système économique. Cependant, malgré les soubresauts qu'elles connaissent, nous pensons qu'il faut arrêter de jouer les Cassandre, les données précédentes faisant ressortir une certaine durabilité. Les petites villes sont des pivots dans la structuration des territoires. Leur rôle est fondamental, tant dans l'approvisionnement commercial que dans l'offre d'emplois ou l'encadrement scolaire et hospitalier (FÉRÉROL, 2010).

Dans les territoires de faibles densités où les très petites unités urbaines sont surabondantes et en dépit d'une injustice apparente, nous soutenons l'idée d'une sélection des centres urbains. Cette sélection a déjà été menée dans certaines communautés autonomes espagnoles. Des villes, petites ou moyennes, ont été choisies pour être à la tête d'une *comarca* institutionnelle et sont ainsi devenues les lieux privilégiés d'implantation de services publics. Pourquoi ne pas tenter cette expérience en France, d'autant plus qu'un schéma christallérien existe encore, avec des niveaux urbains bien identifiés ?

Références bibliographiques

ASBL – INSTITUT J. DESTREE, 2012, *La petite ville européenne en 2050*, Bruxelles : Union Européenne, 39 p.

BARRERE P., CASSOU-MOUNAT M., 1980, *Les villes françaises*, Paris : Masson, 255 p.

BIELZA de ORY V., 1998, « Le rôle des petites villes dans l'aménagement du territoire en Espagne : le cas de l'Aragon », in Laborie JP. et Renard J. (dir), *Bourgs et petites villes, Actes du Colloque de Nantes de 1995*, Toulouse : PUM, pp 185-198.

BRUYELLE P., 1996, « Réseaux urbains, réseaux de villes : des notions encore pertinentes », in WACKERMANN G. (dir), *Nouveaux espaces et systèmes urbains,* Paris : SEDES, pp 17-26.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

CAPEL H., 2009, « Las pequeñas ciudades en la urbanización generalizada y ante la crisis global », *Investigaciones Geograficas*, n°70, consulté en nov. 2013, URL : http://www.sielo.org.mx/scielo.php?pid=S0188-46112009000300002&script=sci_arttext.

CHAZE M., 2008, « Petites villes et réseaux de distribution », *BAGF*, n°1, pp 33-42.

CLARIMONT S., 2006, « Les recompositions territoriales face à la faible densité : comparaison des pays aquitains et des comarcas aragonaises », *AG,* n°647, pp 26-48.

DIACT, 2009, Une nouvelle ambition pour l'aménagement du territoire, Paris : La Documentation Française, 81 p.

DORÉ G., 2005, « Des petites villes indispensables à la vitalité des pays », in Association des Petites Villes Françaises, *Les petites villes et le développement économique*, Paris : APVF-CDC, pp 31-35.

DUGRAND R., 1963, *Villes et campagnes en Bas-Languedoc*, Thèse de géographie, Paris : PUF, 638 p.

DUVILLARD S., 2001, De l'appropriation foncière à « la ville-territoire » : les processus de territorialisation par la propriété foncière dans deux petites villes des montagnes méditerranéennes (Nyons et Aubenas), Thèse de géographie, Grenoble I, 315 p.

EDOUARD J-Ch., 2008, « La petite ville : contexte scientifique et enjeux de développement/aménagement », *BAGF*, n°1, pp 3-12.

EDOUARD J-Ch., 2001, Organisation et dynamique urbaine de la bordure septentrionale du Massif Central, Thèse de géographie, Clermont-Fd II, 590 p.

FÉRÉROL ME., 2014, Les petites villes des espaces interstitiels et l'industrie : un couple indissociable ?, *TEM*, n° 23-24.

FÉRÉROL ME., 2010, Les petites villes des espaces interstitiels : comparaison entre le sud Massif central et l'Espagne Nord-Occidentale (provinces de Salamanque, Cáceres et Avila), Thèse de géographie, Clermont-Fd II, 895 p.

GABRIEL-OYHAMBURU K., 2000, « La recomposition territoriale de l'Espagne et la mémoire de ses territoires », *RGA*, n°1, pp 17-34.

GUILLAUME R., 2008, « L'évolution de l'emploi industriel en France 1994-2004 », *Mappemonde*, vol, 90, n°2, 26 p, URL : http://mappemonde.mgm.fr/num18/articles/art08201.pdf.

JAMOT C., EDOUARD J-C., 2001, « Commerces et services des petites villes en Vieille Castille », in Collectif, *Commerces et services dans les campagnes fragiles*, CERAMAC, n°15, Clermont-Fd : PUBP, pp 163-234.

JAMOT C., ODOUARD A., 1999, « Viseu, une ville de taille moyenne de l'intérieur du Portugal », *Cadernos de geografia*, n°18, pp 159-184.

LABORIE J-P., 2009, « Les petites villes face aux fermetures des services publics », in JEAN Y. et VANIER M., *La France : Aménager les territoires*, Paris : Colin, pp 239-255.

LABORIE J-P., 2005, « Les petites villes face à la métropolisation : la perte d'une spécificité », 8 p, consulté le 22/02/10, URL : http://www.adbdp.asso.fr/spip.php?article434.

LENSEL B., 2010, *La Gazette des Communes*, spécial Vers la ville post-carbone, 31/05/2010, p 9.

LEVY J., 1994, « Oser le Désert », *Sciences Humaines*, HS n°4, pp 6-9.

MAINET H., 2008, « Qu'est-ce qu'une petite ville ? », *BAGF*, n°1, pp 13-22.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

MARCONIS R., 2009, « La population de la France en 2006 », *Historiens et Géographes*, n°408, pp 297-303.

SANCHEZ ZABALA, R., 1992, *Comarcalización funcional y ordenación del territorio en Extremadura*, Cáceres : universidad de Extremadura, 338 p.

TAULELLE F., 2010, « La France des villes petites et moyennes », in Vanier, M., *La France, une géographie urbaine*, Paris : Colin, pp 149-166.

VANIER M., 2010, Introduction de *La France, une Géographie urbaine,* Paris : Colin, pp. 7-12.

VELTZ P., 2008, *La grande transition*, La Tour d'Aigues : L'Aube poche essai, 157 p.

VELTZ P., 2004, « Penser l'attractivité dans une économie résidentielle », *Pouvoirs Locaux*, n°61, pp 44-51 p.

VERGNAUD, G., 2007, « Relations villes-campagnes et recompositions territoriales : regard géographique sur les ambiguïtés des structures intercommunales en France et en Espagne », in Collectif, *Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales,* Paris : INRA Editions, pp 182-199.

VILA VALENTI J., 1968, *La Péninsule Ibérique*, Paris : PUF, 290 p.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Regional Development Around a New Profile of Emerging Mid-Sized Cities. The Case of Níjar (Andalusia, Spain)

Luis Miguel Sánchez Escolano
University of Granada/ Research Fellow Department of Regional Geographical Analysis and Physical Geography – Campus de Cartuja S/N, 18071 - Granada, Spain
lmsescolano@ugr.es

Abstract

Andalusia is a land of ancient and important settlements, and this urban history has now left us a city system perfectly nested and evenly spread throughout the territory. Currently, in a social and economically difficult moment for territorial development, in which inequalities are accentuated and traditional territorial balances are disappearing due to postmodern society and fierce capitalism, the peculiarities of the Andalusian city system, its structure and organization of their components –with many mid-sized cities-, appear as positive factors in reaching regional development in this space.

In this case, we propose to approach the situation of Níjar, in the southeastern tip of Spain, an emerging mid-sized city born after the meteoric success of the intensive agriculture and the tourism which, because of its strategic position in the Iberian Peninsula, is also passing zone and location for logistical and energetic infrastructure.

First of all, we update geographical discourse about mid-sized cities in Andalusia, their unique historical roles and their current role in the articulation of regional space. Secondly, we limit our work to the analysis of a mid-sized city particularly -Níjar-, a case study which will explore the peculiarities of this urban phenomenon and its current and potential problems for regional development. Likewise, we will approach the phenomenon of Andalusian Agrotown, fully urban entities whose economic profile is based on the agricultural sector, of which Níjar is an excellent example. Finally, we analyze what planning says about the role that the andalusian mid-sized cities have under the current Welfare State and in the territorial cohesion of Andalusia.

Keywords

Mid-Sized Cities, Regional Development, Territorial Management, Agro-town, Andalusia

Résumé

L'Andalousie est un territoire de peuplement ancien et important, et son histoire urbaine nous a légué un système de villes parfaitement hièrarchisé et réparti dans toute la région. Actuellement, dans un contexte social économiquement difficile pour le développement territorial, dans lequel les inégalités s'accentuent et les équilibres territoriaux disparaissent dû à la montée d'un capitalisme post-moderne et féroce, les particularités du système urbain andalou, sa structure et l'entité de ses composantes - avec une prédominance des villes moyennes- apparaissent comme un facteur positif pour l'obtention du développement régional dans cet espace.

Dans ce cas, nous nous intéresserons au cas de Níjar, au sud-est de l'Espagne, une ville moyennement émergente, née suite au succès de l'agriculture intensive et du tourisme, qui, par sa position stratègique dans la Péninsule Ibérique est en plus une

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

zone de passage et de localisation des infrastructures énergétiques et logistiques. En premier lieu, nous actualiserons le discours géographique sur les moyennes villes andalouses, leur rôle historique particulier et leur rôle actuel dans l'articulation de l'espace régional. En second lieu, nous voudrions délimiter notre travail à l'analyse d'une ville moyennement particulière -Níjar-, à l'extrême sud-oriental de l'Andalousie, comme cas d'étude valide pour connaître un grand nombre des particularités de ce phénomène urbain, ses problématiques actuelles et ses potentialités pour le développement régional. Nous nous intéresserons également de cette manière au phénomène de agroville andalouse, entités pleinement urbaines mais qui disposent d'un profil économique fondamentalement basé sur le secteur agricole, dont Níjar est un excellent exemple. Pour finir, nous analyserons ce que dit la planification quant au rôle des villes moyennes andalouses dans le cadre de l'actuel "Etat de Bien-être" et dans la cohésion de l'Andalousie.

Mots-Clefs

Villes Moyennes, Développement Régional, Aménagement du Territoire, Agroville, Andalousie

1 Introduction

Andalusia, the most populous and southernmost region of the Iberian Peninsula, is a land of ancient and important settlements, which has resulted a brilliant and complex urban history. Beyond its spectacular cities and their importance and evolution over the centuries, this urban history has now left us a dynamic urban system, perfectly nested and evenly spread throughout the territory. Currently, in a socially and economically difficult moment for territorial development, in which inequalities are accentuated and traditional territorial balances are disappearing due to postmodern society and fierce capitalism, the peculiarities of the Andalusian city system, its structure and organization of its components appear as positive factors in reaching regional development in this space (RODRÍGUEZ *et al*, 2010), and they are essential components for the creation of regional cooperative networks that articulate and give cohesion to the territories outside the large urban agglomerations (BOIX, 2004 ; HERRSCHEL, 2009), all aimed at achieving balanced regional development (PIKE *et al*, 2006).

In this sense, the regional network of medium-sized cities (urban entities between 10,000 and 100,000 inhabitants), appears fully in place and in expansion, and is recognized and enhanced by territorial planning developed by the regional government (JUNTA DE ANDALUCÍA, 2006). This network of cities is now one of the strengths of regional balance, and is the essential link that connects the capitals' thriving urban areas (large metropolitan areas and cities in their regions, such as Seville, Malaga - Costa del Sol, Cordova or Granada), which are centres of economic activity, political power, knowledge and research, with rural areas, which since the 1970's have entered a difficult situation characterized by depopulation, the loss of competitiveness and in many cases are at serious risk of decomposition and disappearance. The medium cities are, in short, the hubs between the extremes of the regional urban system, and appear in the geographic literature as guarantors to urban and regional balance, and they are an urban alternative to the serious problems of congestion, pollution, loss of quality of life, etc., associated with large cities of our time (LABORDE, 1996; BELLET *et al*, 2004; CARAVACA *et al*, 2007; INTELI, 2011).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

In this particular case, we propose to approach the reality of Níjar, in the southeastern tip of Andalusia, an emerging mid-sized city born after the meteoric success of the intensive agriculture in greenhouses, the "sun and beach" and ecological tourism, and which, because of its strategic position in the Iberian Peninsula, is also passing zone and location for logistical and energy infrastructure (MedGaz), and a internationally important highway (E-15). Its unique urban personality (as a polynuclear entity distributed in the largest municipality in Andalusia), its particular socioeconomic profile (it is a modern city where the main activity is agriculture, a strange concept in the twenty-first century), its commitment to practice alternative tourism as feasible economic activity (a huge part of their municipal area is a Biosphere Reserve and Maritime - Terrestrial Natural Park), in addition to its previously mentioned strategic importance in occupying the extreme SE of the Iberian Peninsula, make this case spatially interesting for geographic analysis, and allows us to address in a single instance many of the common problems in the geographical discourse and current planning.

In this paper we, first of all, update the geographical discourse about mid-sized cities in Andalusia, their unique historical roles and their current role in the unification of regional space. Secondly, we limit our work to the analysis of an average city, Níjar, in particular, in the extreme southeast of Andalucia, a case study which will explore the peculiarities of this urban phenomenon and its current and potential problems for regional development. In order to tackle this phenomenon in the various social, economic, demographic and territorial aspects of its reality, we delimit their true importance and thus get a better understanding of their role in the territorial development processes that take place around this mid-sized city. Likewise, we will approach the phenomenon of Andalusian Agrotown, fully urban entities whose economic profile is based on the agricultural sector, of which Níjar is an excellent example. Also, we intend to address and analyze what regional and subregional planning developed by the public authorities in the last decades says about these cities in general and the particular case of Níjar, what policies are being undertaken to support this urban phenomenon, the role that it has under the current Welfare State and, from a territorial point of view, in the territorial unification of Andalusia. Finally, we summarize our work in brief conclusions that integrate the major contributions made in the preceding paragraphs and will allow us to obtain a comprehensive and holistic picture of the phenomenon discussed in this paper.

2 A new mid-sized city

2.1 Territorial and demographic evolution

Níjar is a mid-sized Andalusian city in the southeastern corner of the region of Andalusia (Map 1). It has huge territorial features that have shaped its current structure and personality, has become a vibrant city, fully integrated into regional networks and has a territorial structure of a polynuclear urban centre, which, as we shall see, is one of its principal values and advantages in relation to the territorial development processes taking place in its environment.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Map 1: Position of Níjar municipality in the extreme SE of Spain.

Source: Wikipedia.

The history of this town centre developed through the twentieth century in a similar way as many other towns and villages of Andalusia did: in a backward and underdeveloped region, with large structural problems, economic -backwardness and lack of investment-, political -lack of freedom- and social -poverty and emigration-, Níjar and Andalusia as a whole could not find a way to break free from a dynamic that led to stagnation and lack of expectations about the future. Agriculture and livestock farming in their traditional forms, which have left us today with a beautiful landscape full of heritage and environmental value that has studied extensively (TORO, 2009), were the only activities capable of being developed in an arid environment that was poorly connected and isolated from the rest of Spain, and proved not to be sufficient to respond to the needs of a population with huge issues that defined a low quality of living.

In the 40s and 50s of last century, the government of the dictatorship began to develop agricultural colonization projects in various depressed areas of Spain with the intention of creating new, irrigated areas and thus promote processes of social and territorial development (in the way in which was understood in those years in a conservative dictatorship). This government intervention not only included irrigation, but also designed and created new territories focused on more profitable and business-oriented forms of production, where before there was only aridity and misery. New towns, highways and roads were created from scratch, parcel and land ownership was restructured and settlers from depressed rural counties were brought in to settle in these new places, irrigated with groundwater from wells. A great

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

example, albeit rudimentary and local, of integrated territorial planning. Níjar and its enormous municipality, the largest municipal area in Andalusia, was the scene of one of the most important interventions in this new policy, with the creation of four new colonization villages and irrigation of the adjacent land, which forever changed the appearance, structure and territorial dimension of this city (Table 1, Figure 1). From social and economical stagnation, whose population never exceeded 12,000 inhabitants due to constant emigration, to a timid recovery in the 80s and 90s - until the present day with strong and continued growth (doubling its population in the last 20 years) until almost 30,000 inhabitants.

Table 1. Population in Níjar, 1950-2012.

Year	1950	1960	1970	1981	1991	2001	2012
Population	10,557	11,709	11,213	11,023	12,554	17,824	29,465

Source: Censos de Población, 1950-2001. Padrón Municipal de Habitantes, 2013.

Of course, such a spectacular growth came hand in hand with an immigration flow that makes Níjar be today a cultural melting pot, with 12,492 foreigners residing in the city in 2013, accounting for 42.4% of the total population (mainly Moroccans, but also Senegalese, Romanians, Ecuadorians and Lithuanian) (JUNTA DE ANDALUCÍA, 2013).

In addition, there is the peculiarity that Níjar is a polynuclear urban centre historically comprised of many small villages scattered in its surrounding land -the Níjar Fields-, which today, with the productive and economic change registered and growing shape of the new town, have increased in population dramatically in recent years and form an interdependent network with the village of Níjar, the traditional centre of power in the municipality and the location of city hall. Thus, we can say that Níjar reached the statistical category of mid-sized city thanks to the growth and increasing interconnectedness of villages included in its huge municipality. It is ultimately a city composed of small towns that have a common administrative and economic base. This scenario is due to, on the one hand, historic rural settlements in an arid area, spread around a stony field with limited water resources that favored intensive use in specific zones, forcing the population to be distributed around single points where there was available groundwater. This trend was reinforced well into the twentieth century with the coming of state intervention in the search for water and incorporating technological advancements, because the state acted by imposing a model settlement that favored the distribution of the population in the territory, creating small groups of new centres spread by irrigated fields in Níjar and not concentrating the population in the main centre of municipality, which was separate from the new expansion of irrigated areas.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 1: Campohermoso (8,878 inhab. in 2012), Colonization Settlement in the Níjar Fields, 1961.

Source: Fernández del Amo Arquitectos.

Therefore, we can say that Níjar has reached its present personality and regional importance from and thanks to polycentricity (Table 2), a fact not sufficiently valued or used in subregional planning - a fact that is missing in Andalusia due to excessive municipalism on its analysis scale.

Today, after many years of improved infrastructure and heavy investment by national and European public administrations, Níjar and its agricultural production system is fully inserted into the main routes of transportation, communication and energy of southeastern Spain and is a strategic area that, beyond its agricultural and commercial importance, is a transit point and logistical district and business location of transnational importance, which translates into countless opportunities for trade and business expansion which results in its importance to the regional development of this part of Spain in the coming years.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Table 2. Population by Urban Centres in Níjar, 2012.

Urban Centre	Population
AGUA AMARGA	452
ALBARICOQUES	245
ATOCHARES (Colonization Settlement, C.S.)	627
CAMPOHERMOSO (C.S.)	8,878
EL BARRANQUETE	1,034
EL NAZARENO	153
EL VISO	650
FERNAN PEREZ	369
HORNILLO	162
HORTICHUELAS	104
HUEBRO	29
LA ISLETA	235
LAS NEGRAS	374
LOS NIETOS	772
POZO DE LOS FRAILES	512
PUEBLO BLANCO (C.S)	1,238
PUJAIRE	563
RODALQUILAR	192
RUESCAS	468
SALADAR Y LECHE	1,259
SAN ISIDRO DE NÍJAR (C.S.)	6,850
SAN JOSE	1,032
TRISTANES	10
VENTA DEL POBRE	213
VILLE OF NÍJAR (Administrative Centre)	3,044
TOTAL NÍJAR	**29,465**

Source: Padrón Municipal de Habitantes, 2013.

2.2 Socioeconomic evolution. A special configuration of a new city

If we analyze the socioeconomic evolution of Níjar in recent decades we can see how the importance of agriculture has always been elevated, first in a remarkably rural and backward society with strong structural problems (Table 3, 1950 data), and currently under a democratic and modern society with a fully developed welfare state, from a high tech and enormous agricultural yields (Table 3, 2001 and 2011 data). Currently, about half of the population of Níjar -over 47%- work in jobs directly related to agricultural activity, something absolutely exceptional in Spain today. The secondary sector - industry and construction- has been erratic and has not always constituted an important sector, though in the beginning of the technological and territorial change brought by state intervention, this sector experienced a significant increase, though not to the level of other coastal cities in the Mediterranean Andalusia (since mass tourism and urbanization processes associated with coastal Andalusia have not been significant in a protected coast like Níjar). The service sector has steadily increased in relevance but, as opposed to what occurs in other urban areas in Europe today, only just exceeds 40% of the employed population. A huge part of this tertiary activity is directly related to business services and agricultural production (transport, logistics, business advice).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

The proximity to the city of Almería, the provincial capital, makes many specialized services prefer to locate themselves in the capital and not in Níjar, leaving the town with a markedly more agroindustrial character.

Table 3: Employment Rate (%) by Economic Sector, 1950-2011.

Census Year	Primary	Secondary	Tertiary
1950	74'9	5'2	15'3
1981	57'7	22'8	19'6
1991	48'2	26'8	25'0
2001	59'9	13'8	26'3
2011	47'2	12'6	40'3

Source: Censos de Población y Vivienda, 1950-2011.

The agricultural colonization of the second half of the twentieth century in Níjar coincided with the start of the development of a new type of agriculture born from the experience of traditional culture in the coastal plains of the Andalusian Mediterranean. Cultivations with sandy soil, manure and ashes, which later incorporated the use of plastic, resulted that in an already warm area with some of earliest agricultural harvests in Spain, the production of fruits, vegetables and flowers advanced and improved. Over the years, the success of this agricultural model, backed by the guarantee of groundwater that allowed watering fields until then were barren and arid, caused a multitude of companies and industrial activities to grow flourish thanks to the success of the new agricultural model (seeds, chemicals, plastics, packaging, new modes of production, logistics, warehousing, etc.). This is where the enormous weight of agricultural activity is explained in the city of Níjar, it is a form of agriculture based in industrial processes, which in turn cause a huge need for labor of different skills and generate wealth steadily in time.

Moreover, with the improvement of land and air communications of this part of the Iberian Peninsula (Almería airport opened in 1968 and the motorway to France was completed in 1992) and tour operators from Europe's discovery of its peculiar and important environmental value, Níjar has established a tourism brand of great national and international importance, focused around its beaches and natural areas (Cabo de Gata Natural Park, with almost 50,000 hectares of Biosphere Reserve included in Níjar's municipality) and its historical heritage (especially related to water management in arid environments), which has generated a high-quality offer in terms of tourism and residence in this unique natural area of Europe, which gives this city a profitable activity that is sustainable and complementary to the greenhouse agriculture.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 2. San Isidro de Níjar actually, after the urban reform in the end of the 1990s.

Source: http://conociendonijar.blogspot.com.es.

All of this allows us to assert that Níjar is what we have called a "new agrotown": a fully urban centre in its territorial role as a mid-sized city and in its demographic and social dimension -with more than 10,000 inhabitants and erected in a centre which provides goods and services is its area of influence-, but has an economic focus in agriculture and agribusiness associated with it. This case is very peculiar, because in the XXI century is unusual to find cities or urban structures where agriculture is the bulk of their economic activity. Although in this case, we are not talking of just any agriculture, even considering what is taking place in the rest of the region of Andalucia, but rather the most technical and industrial agricultural economy, generating thousands of direct and indirect jobs in the coastal plains of the Andalusian Mediterranean coast, reliant on the latest technology which has led to the biggest and most innovative agro-industrial cluster in Spain (PÉREZ, 2009).

3 Níjar and the Agrotowns in Andalusia

One of the oldest and most traditional concepts in the field of Andalusian urban geography is the agrotown, also described as "agro-village" or "town-village". They are characterized by Niemeyer in the early twentieth century (known as "city-town", stadft-dorf, or "town village", dorfstadt), as result of his notes on the cities and towns of inland Andalucia, and were established definitely in scientific language by Manuel de Terán in the geographical context of southern Andalusia, which comprehensively described and characterized Andalusia in its social, urban and regional context (TERÁN, 1936: 54). These contributions marked, especially

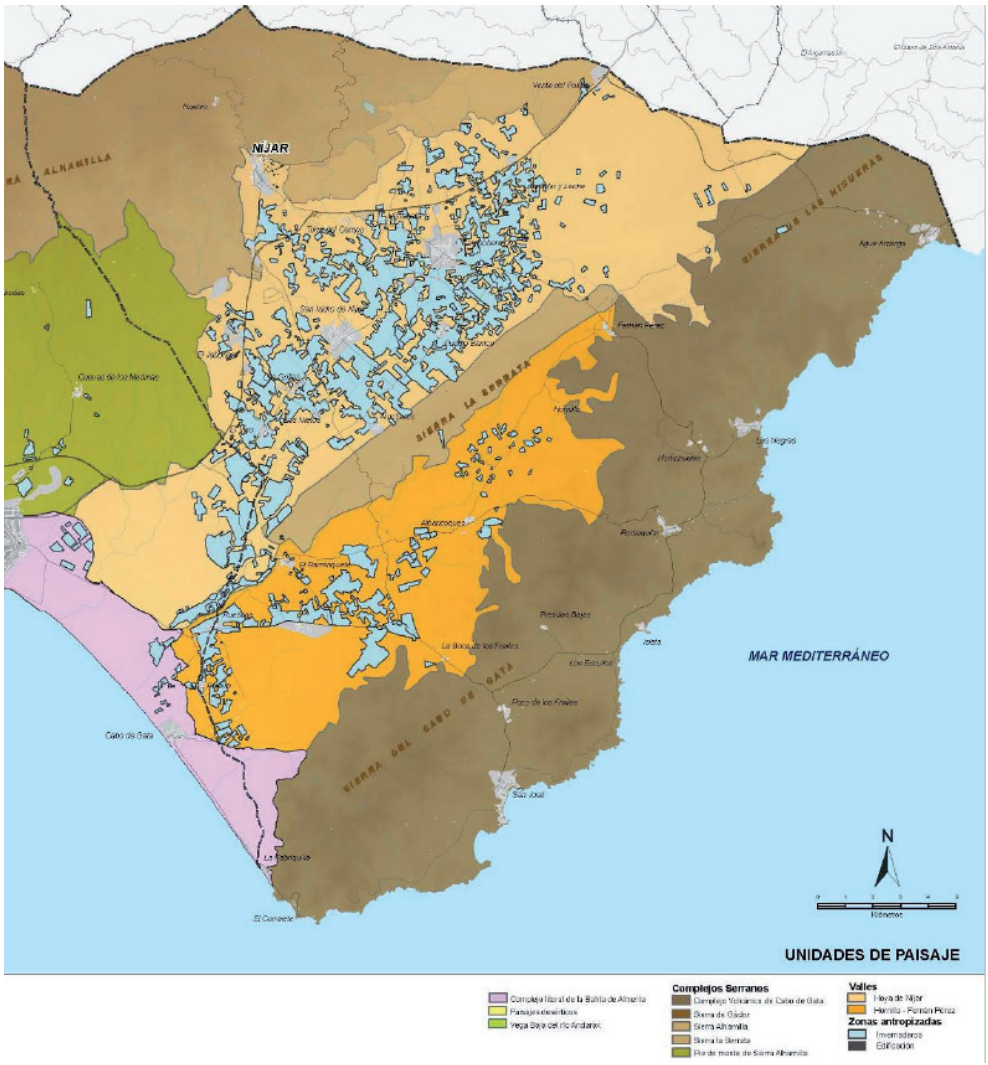
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

in the case of agrotown -the most successful among the items included in this work-, the establishment of a concept in the scientific discourse that identified the major yet difficult to define elements of the intermediate Andalusian urban system: large towns, strategic centres in the organization of space outside the major provincial capitals (in some cases with urban dimensions built up over time as centres of local and sub-provincial power. These urban centres included, among other services and equipment, courts, schools, granarys, a city hall, and they were the home to enterprising bourgeoisie and the landed aristocracy of each area. However, these territorial power centres lived outside any modern industrial development capable of transforming their secular economic structure and were just huge concentrations of people stalled in their peculiar urban structure, absolutely dependent on the agricultural environment around them (DRAIN, 1989; LÓPEZ, 1994).

In the case of Níjar, this concept has been applied by the development in the last decades of very productive and commercial agriculture, which took this area out of stagnation and historical isolation in order to achieve, through population growth and economical development sustained for several decade and complemented by a definite improvement of the internal network of this region, its current status as a mid-sized -agrotown- city. And it creates, as we saw earlier, now in a new version of the traditional concept, -which is our main contribution in this field- a completely urban centre massively dependent on agriculture and related activities, with high technical skills and innovative production processes, fully industrialized in its business model, and which has attained global importance in recent years (Map 2).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Map 2: Land Use in Níjar. The ville (NW), the plastic fields (centre) and the Natural Park and the coast (SW to NE).



Source: Plan de Ordenación del Territorio de la Aglomeración Urbana de Almería.

4 The role of planning

In the last 35 years in Spain, with the development and consolidation of a democratic framework of coexistence, the definitive consolidation of planning policies and territorial management has also taken place. The municipalities kept the exclusive responsibility for urban planning in their own municipality, and autonomous regions with the exclusive responsibility of territorial management. In recent decades we've studied the uneven development (depending on the Spanish region in question), of this legal and planning framework, which has gradually created one of the most complete, updated and modern legal frameworks in

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

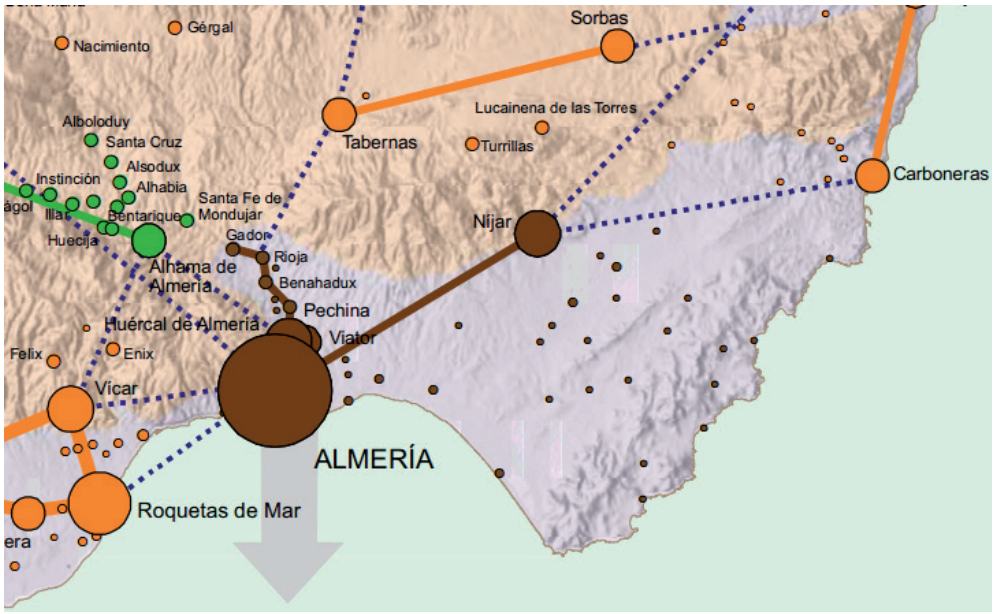
territorial management in the world. But their affirmation does not prevent Spain, in general, and Andalusia, in particular, having been the scenario of many urban aberrations and catastrophic processes of speculation, especially in the last fifteen years, coinciding with the prosperous democratic stage when there have been more and better laws to protect and manage the territory, and in fact, is when most violations and attacks against the territory have been committed in our history.

Specifying our attention on the Andalusian mid-sized cities, the successive regional laws in territorial management (1994) and urban organization (2003 and reformulated in 2010 and 2012), which were mirrored at the Plan of Territorial Management of Andalusia of 2006 and sub-regional plans developed by groups of municipalities in 2002, which in turn satisfied and incorporated all indications of major European spatial planning documents, were a fundamental part of the recognition and implementation of mechanisms for protection and support of Andalusian medium-sized towns by official planning (their urban identity, territorial and functional role and cultural heritage). Overwhelmed by their low administrative importance in the nineteenth and twentieth centuries compared to the official provincial capitals where all existing urban functions were concentrated at that time, the advent of political autonomy for Andalusia in 1981 and under the model development of the welfare state in the late twentieth century reconstituted these cities' historical importance as market and administrative centres and ultimately, as suppliers of educational, cultural, legal, and health services to other smaller mid-sized cities and to the adjacent rural areas. These cities have become an integral and fundamental part of the structure of the Andalusian city system, perfectly hierarchized in the territory, where there are no huge cities (with more than one million inhabitants), there are a few large cities (Malaga and Sevilla over 500,000), many mid-sized cities (139 in 2012) and hundreds of small towns and rural villages (JUNTA DE ANDALUCÍA, 2013).

But, along with the recognition of mid-sized cities and their territorial role, the biggest change in the system of regional cities in recent years has been the emergence of large metropolitan areas that began to emerge in the 80s and 90s of last century around the major cities of the region. With the consolidation of this scenario, with large growing cities on the one hand, and the rural world almost totally disappearing because of depopulation on the other, it was clear that the role of Andalusian medium-sized cities should be addressed in planning: they were the necessary connection, the indispensable link in a chain that allowed territorial connection and diffusion of territorial development of information, knowledge, goods and services, from major metropolitan centres to the secondary and small ones (LABORDE, 1996). We understand that planning in recent years, in its many forms, has acknowledged that the mid-sized cities have become the key part to ensure the survival of the characteristics of hierarchy, scale and traditional organization of the regional urban system, ensuring that territorial development radiates from the main centres. And all in a scenario in which the speculative capitalism when applied to the territory and its dynamics tends to concentrate activity and population in very specific places unraveling and wiping out the traditional hierarchy and management of the city system in Andalusia, which in turn causes loss of the region's heritage, value and strength, which are important to stimulate development processes and reach territorial balance within the region.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Map 3: Níjar and the Andalusian City-System: in the Almería´s Aglomeration.



Source: Plan de Ordenación del Territorio de Andalucía, 2006.

In the case of Níjar, we must emphasize that regional and sub-regional official planning has decided, on the one hand, to recognize Níjar as a mid-sized city inside the Andalusian network of mid-sized cities. In recent years considerable investment effort has been made in the urban centres that make up the city to allow them to acquire and provide the services of a town of this size (JUNTA DE ANDALUCÍA, 2006). This has reinforced its importance, has provided support to the existing economic and territorial processes and has made Níjar a major urban reference in the Southeast region of Spain. Furthermore, within the subregional organization of Andalusia, this midsized city was officially included in the Urban Agglomeration of the city of Almería (JUNTA DE ANDALUCÍA, 2012) (Map 3). Its physical and commercial proximity to the provincial capital and the fact that the municipality furnishes most of the area for trade, logistics, residential and infrastructural expansion of this newly created agglomeration, was a key factor in this. In fact, Níjar and the municipality appears today in the subregional Plan classified as high yielding agricultural area, preferred tourist area and logistics expansion area of the agglomeration of Almería, an association which sets the tone to a space with incipiently metropolitan character that includes Níjar in their core processes and dynamics (JUNTA DE ANDALUCÍA, 2012: 33, 34).

In recent years, Níjar and its surroundings have been the subject of decisive actions by the various public authorities (European, national and regional), a process that culminates with the arrival of major roads, energy and technological infrastructures: A-7 speedway (E-15), the gas pipeline from Algeria (MedGaz), the establishment of 610 hectares of new logistics and business areas, the creation of the Science and Technology Park of Almería (PITA, in the Spanish acronym) on the road linking the city of Níjar with the capital, etc., which were essential to bolster the achievements made in agriculture, industrial and trade in previous decades and avoid loss of competitiveness.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

5 Conclusions

Níjar, as a polynuclear urban entity, has grown in recent decades spectacularly, becoming an economic and social representation of a modern urban centre of the XXI century in Andalusia. And with that, we do not refer exclusively to its population size or its obvious economic success, we refer to their social and ethnic diversity, its constitution as an urban centre with a high quality of life and its successful integration into the national and European transport and communication networks that pass through this part of Spain.

Social and economic changes in a short space of time, driven by state planning and the continued efforts of its inhabitants-past, current and future-have allowed the radical transformation of a territory historically poor cohesiveness, unstructured socially and spatially, and with serious problems like unemployment, lack of entrepreneurship, and emigration. Everything changed with the state intervention combined with local talent to make the most of the climate conditions applied to agriculture, which led to a new agricultural model, first operated by the State and later free from public interventions, which all triggered a set of common processes on the Andalusian Mediterranean coast area: new crops, new towns, new roads, a new society and a new economic system that changed the face of this area forever.

This brilliant success follows Níjar as a mid-sized city with a promising future, recognized by current official planning and inserted in some of the major networks and urban structures in the region today. It has changed from a disjointed urban entity poorly communicated with the outside, to become today a focus of regional development and economic growth. From a strictly urban view, particularly its role as a polynuclear urban centre, the traditional settlement was only strengthened by the social and economic change triggered by the state planning. Furthermore, it is an area of huge growth expectations in the near future, in relation to logistical, industrial and demographic development of the municipality (local potential) and its proximity to the expansion area of the city of Almería and conurbation, in addition to being a transit area of the Mediterranean transport Arc-already approved by the European Commission-, which crosses its municipality.

Before the start of the processes of territorial change driven by the State in the second half of the twentieth century, Níjar did not have enough to become the central services provider for an area that was beyond its own town and immediate surroundings. It was a rural, poor and stagnated core that did not participate in positive growth and territorial dynamics. The success of the state planning initiative allowed the creation of new urban centres to organize and occupy abandoned fields, now dedicated to successful and thriving businesses that have developed an innovative and important adjacent industrial sector. From this special economic and social configuration derives the fact that today we consider Níjar as a new agrotown -not understood in its Andalusian classical sense, related to social and demographic stagnation-, a new version, innovative and technologically advance, globally competitive and highly productive, which has become the focus of development in this environment.

Regional authorities, through planning and territorial development policies in Andalusia, support this kind of urban centre within the regional hierarchy, and recognize in official territorial planning documents their role, their remarkable

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

value as a hierarchical element in the urban system, and their importance as essential nodes for urban and regional balance in Andalusia. The government promotes the processes of territorial development around these cities, which have been consolidated as an essential link in the system of settlements between major cities and their regional metropolitan areas and rural areas. Níjar, as a particular example of this type of urban centre, participates in this recognition and in recent decades has shown a reinforcement of its territorial role and regional importance as a centre of services for a wide surrounding area, and as the development focus of a large part of southeastern Andalusia.

References

Bellet, C.; Llop Torné, J.M., 2004, "Ciudades intermedias: entre territorios concretos y espacios globales", *Ciudad y Territorio: estudios territoriales*, vol. XXXVI, Nº 141-142, pp. 569-581.

Boix, R., 2004, "Redes de ciudades y externalidades". *Investigaciones Regionales*, Nº4, pp. 5-27.

Caravaca, I., González, G. y Mendoza, A., 2007, "Indicadores de dinamismo, innovación y desarrollo. Su aplicación en ciudades pequeñas y medias de Andalucía". *Boletín de la Asociación de Geógrafos Españoles*, Nº43, pp. 131-154.

Drain, M., 1989, "Relación entre agrociudad y su entorno en España y Portugal". En López-Casero Olmedo, F. *La agrociudad mediterránea*, Madrid: Ministerio de Agricultura Pesca y Alimentación, pp. 233-258.

Herrschel, T., 2009, "City regions, polycentricity and the construction of peripheralities through governance", *Urban Research and Practice*, vol.2, Nº3, November 2009, pp. 240-250.

Instituto Nacional de Estadística, 1950-2011, *Censos de Población y Vivienda.* Madrid: INE.

Inteli, 2011, *Creative- based strategies in small and medium-sized cities guidelines for local authorities,* Óbidos Municipality (Portugal): European Union. Urb- Act, INTELI, Creative Clusters, 125 p.

Junta de Andalucía, 2012a, *Plan de Ordenación del Territorio de la Aglomeración Urbana de Almería (POTAUA),* Sevilla: Consejería de Obras Públicas y Transportes, Secretaría de Ordenación del Territorio, 180 p.

Junta de Andalucía, 2013, *Padrón Municipal de Habitantes*. Sevilla: SIMA.

Junta de Andalucía, 2006, *Plan de Ordenación del Territorio de Andalucía (POTA)*, Sevilla: Consejería de Obras Públicas y Transportes, Secretaría de Ordenación del Territorio, 198 p.

Laborde, P., 1996, "Dinámica de las ciudades medias y su papel de reequilibrio territorial". López Trigal, L. *Ciudad y alfoz. Jornadas de estudio y debates urbanos*, León: Universidad de León, pp. 11-24.

López, A., 1994, "La agrociudad andaluza: caracterización, estructura y problemática", *Revista de Estudios Regionales*, Nº39, pp. 59-91.

Pérez, J.C., 2009, "Multinacionales y difusión de tecnología en clústeres agroindustriales: el caso almeriense", *Revista de Estudios Regionales*, Nº86, pp. 155-180.

Pike, A., Rodríguez-Pose, A., Tomaney, J., 2006, *Local and Regional Development*, New York: Routledge, 338 p.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Rodríguez, F. y Sánchez, L.M., 2010, "Cambios en el sistema urbano intermedio de Andalucía: significado geográfico y nueva funcionalidad urbana", *en* Delgado, C.; Juaristi, J.; Tomé, S. eds., *Ciudades y paisajes urbanos en el siglo XXI,* Santander: Stvdio, pp. 369-382.

Terán, M., 1936, edición de 2004, *Ciudades españolas. Estudios de geografía urbana,* Madrid: Real Academia de la Historia, 401 p.

Toro, F.J., 2009, "El uso del agua en Níjar: implicaciones ambientales del modelo actual de gestión", *Revista de Estudios Regionales*, Nº83, pp. 145-176.

Web sites:

http:// es.wikipedia.org, consulted on 12/11/2013

http:// conociendonijar.blogspot.com.es, consulted on 9/11/2013

http://www.juntadeandalucia.es/temas/vivienda-consumo/urbanismo/ordenacion.html, consulted on 12/12/2013

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 3 / WORKSHOP 3

La décentralisation créatrice de quelles petites villes ?

What kind of small towns decentralization is creating?

Migration maraîchère et enjeux fonciers à la frontière de la ville de Yaoundé (Cameroun)

Abdoulay Mfewou,
Enseignant- Chercheur, Université de Dschang, Cameroun, mfewou@yahoo.fr

Ibrahim Nchoutnji
Chercheur, Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD), Cameroun, nt_ibrahim@yahoo.fr

Résumé

Le présent document est le résultat des travaux de terrain menés pendant 08 mois à la frontière de la ville de Yaoundé (Cameroun) sur les migrations maraichères et les enjeux fonciers. La première étape a consisté à réaliser une revue de la littérature scientifique traitant de l'agriculture dans la zone de forêts denses humides à pluviométrie bimodale du Cameroun, des migrations internes, d'occupation foncière, et de la gestion des produits agricoles dans son grand ensemble. Les données ont été collectées dans la zone périurbaine de Yaoundé (Obala, Bafia, Bantoum), auprès de 116 chefs de ménage : des autochtones et des migrants venus de la région de l'Ouest et du Nord-Ouest Cameroun, soit 278 membres de familles sélectionnés de manière aléatoire. Ces différents acteurs spécialisés dans a culture maraichère pour seule activité ont répondu à un questionnaire lié à la problématique de leur activité principale. Il ressort de leur différentes déclarations que l'accompagnement qu'ils reçoivent des pouvoirs publics dans cette activité pourtant rémunérateur et pourvoyeur d'emploi est faible. Les démarches et les prises de décision de la communauté migratoire abandonnée à elle-même est pleine d'initiatives improvisées. Cette absence dans l'organisation de l'activité maraichère, face à l'accroissement des populations urbaines, développent des conflits fonciers entre différents acteurs et pourraient à moyen terme causer des préjudices à la production, et par conséquence, freiner sensiblement l'approvisionnement de la métropole en produits frais. Or la zone d'étude est vide démographiquement.

L'on note également le détournement des terres par des héritiers locaux par un système de marchandisation traditionnelle qui s'appuie sur le slogan « terre de nos ancêtres ». A cause du retard pris sur le processus de décentralisation du pouvoir, les autorités municipales sont impuissantes face aux détournements fonciers récurrents qui sont une embûche à l'éclosion de cette activité prometteuse aux environs de la ville capitale du Cameroun et crée un lien d'interdépendance entre la zone périurbaine et urbaine grâce aux produits agricoles frais.

Selon les acteurs interrogés, la volonté politique des pouvoirs publics pourrait faire de leur activité une florissante pouvant leur garantir un bien-être. D'après nos études, planter un hectare de tomate, il faut semer entre 150 et 200 g de graines sur 250m² de lit de semis. Une boîte de semence « lindo » 50 g coûtant 23 500 FCFA, il faut prévoir 23 500 x 4 FCFA pour un hectare soit 94 000 FCFA. A la récolte de la première cueillette qui suit 2 à 3 mois après l'ensemencement, le rendement est de 40-60 t/ha. Au cours d'une campagne, on procède entre 4 à 15 cueillettes. Pour le gombo qui est un des aliments les plus appréciés par les citadins de la ville se Yaoundé, les paysans enquêtés, dans l'ensemble, préfèrent la variété « paysanne de gombo » dont les 100g de semences coûtent 3500 FCFA. Le rendement moyen enregistré est de 8t/ha avec 3graines /poquet. Il faut 10 g de semence pour couvrir un hectare.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Mots-clefs

Foncier, Frontière, Maraichère, Migration, Ville, Yaoundé

Abstract

The present article or paper is a result of the field works did during eight months at the frontier of Yaoundé town (Cameroon) on the truck farmer migrations and the take businesses. The first step had meant to realized the scientific literature revue concerning the forestall humid huge zones at the bimodal pluviometric of Cameroon and which is treated of the agriculture, the internal migrations, the stake business occupation and at lat of the management of the agricultural products in all its aspects. The data had been collected in the peri-urban zones of Yaoundé(Obala, Bafia, Bantoum), closed to one hundred sixteen heads of the compounds: the native and the migrants who came from the West and the North West regions of Cameroon at least two hundred seventy eight members of the family selected haphazard . The different actors whose principal activities are the truck farmer had answered to the questionnaires. Our results show that the help of the public officers in that very activity I weak whereas the revenue is important and therefore offer jobs or employment.

The method and the decision taking of that spontaneous migration are operated by a young migrant himself That feeble implication of the truck farmer has as consequence the development certain types of conflicts between different actors which can becoming a limited factor in term of the fresh products providing in the long term towards the increasing of the urban populations. But, the studied zone is empty demographically. It can be noted also that the embezzlement of the lands by the local successors in the very deep traditional merchandizing by highlighting a slogan 'the *land belongs to our ancestors'*. It can also be noted that the lateness of the effective decentralization towards the local authorities. That absence of the public power amplified the embezzlement of the stake business whereas that special economy still stay emergent at the frontier of Yaoundé town (Cameroon), which is a ink or a connection in between the peri-urban and the urban zones in term of the fresh products.

To plant the hectare of tomato, you need to plant one hundred fifty and two hundred grams of seeds on two hundred and fifty m2 of the plant area A box of seed " LINDO" for example of fifty grams cot ninety four thousand CFA francs, thus you must provide 23500x 4FCFA for an hectare as 94000 FCFA. At the harverest we have registered for the two –three first months after the planting the amount of 40 to 60 tone / hectare. During a campaign it needs four to fifteen harverest. For the "GOMBo", for example, a product like by the consuming inhabitants of Yaoundé, the farmers questioned preferred the "peasant Gombo"in general with 100g of seeds cost 3500FCFA. The mid term income registered is to 8 tones/hectare with three seed/packet. We need 10 g ram of seed to cover a hectare.

Keywords

City, Frontier, Land, Migration, Truck farmer, Yaoundé

Introduction

Dans l'économie spatiale, les courants migratoires internes venus spontanément des régions de l'Ouest et du Nord-Ouest Cameroun, non encadrés, ont progressivement et librement occupé la frontière nord de la ville de Yaoundé. Ce phénomène a été accéléré par les émeutes sur la cherté de la vie survenu au Cameroun en février 2008.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Cette crise avait poussé de nombreux jeunes désœuvrés à se déplacer dans les environs de la capitale pour se lancer dans la culture maraîchère en vue d'approvisionner la ville de Yaoundé (carte 1 et 2).

Avec une croissance démographique de 2 millions d'habitants/an et un taux d'urbanisation qui est passé de 37,9% à 48,8% entre 1987 et 2005 *(INSC, 2010),* la capitale camerounaise est aujourd'hui assujettie à une insécurité alimentaire et à un taux de chômage national élevé (13,10%) (*INSC, 2013).*

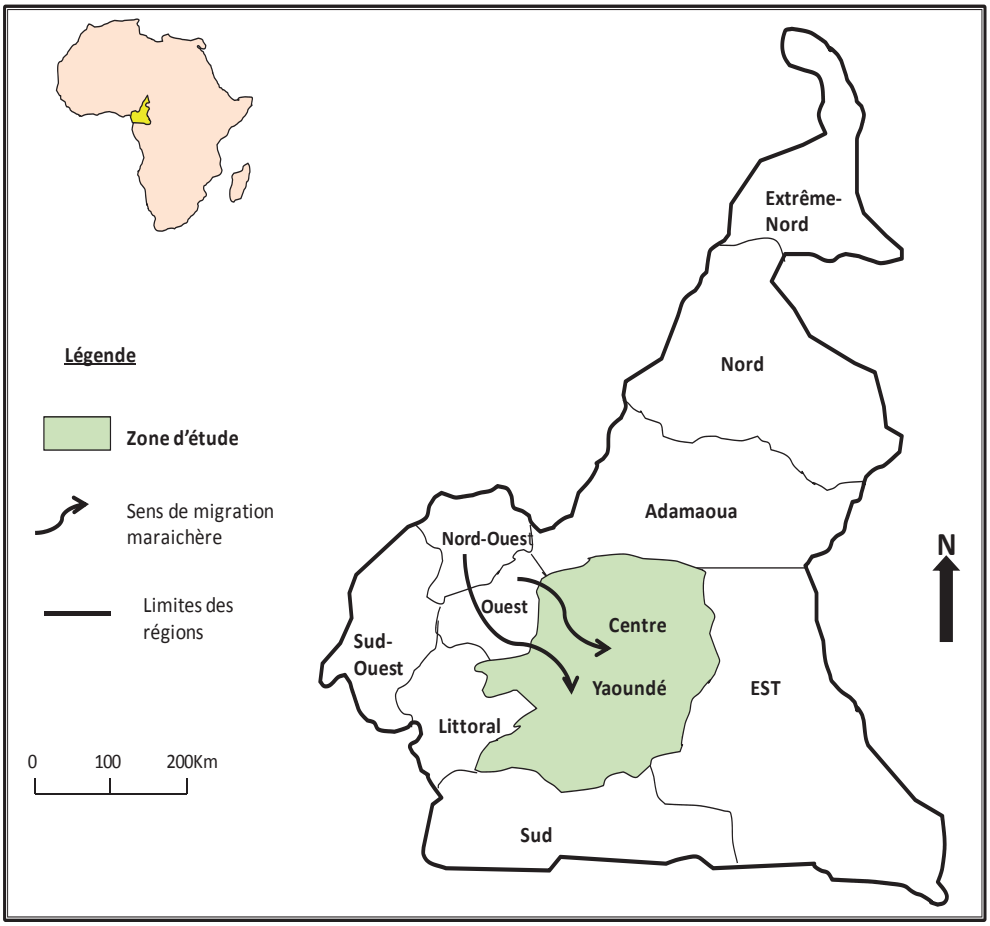
L'agriculture à la frontière de Yaoundé, une activité en plein essor *(De Bon H., Ducelier D., Hernandez S., et Temple L., 1998),* semble être une solution alternative pour résorber une partie du chômage et de fournir des aliments frais à la ville. Les migrants en compétition foncière choisissent les plaines à proximité des cours d'eau pour produire et approvisionner les marchés *(Moustier P.et al., 1999 ; David O., et al., 2008)* de la ville de Yaoundé en produits maraichers (tomate, salade, gombo, piment, pastèque…). Toutefois, l'espace valorisé par ces migrants appartient économiquement aux héritiers des familles autochtones dans un « détournement » foncier alors que politiquement, la terre marécageuse et les cours d'eau appartiennent à l'Etat camerounais. Parfois les migrants, à cause de leur arrivée spontanée, rencontrent une forte concurrence foncière et remettent en cause le droit de propriété des familles autochtones.

En effet, plusieurs autres contraintes sont observées dans cette activité migratoire, tels que les enjeux d'occupation foncière au premier plan entre les différents acteurs eux-mêmes opérant dans les bas fonds, les espaces marécageux pour le maraîcher, les plaines non inondées et les pentes pour faire avancer la céréaliculture (maïs, riz). L'on observe aussi le désordre dans la transaction foncière à travers la multiplication des ventes anarchiques des terres aux migrants. Les spécificités de chaque localité, relatives à la contrainte foncière deviennent un enjeu monétaire sans aucun titre de droit de propriété. Ce genre de vente provoque des tensions foncières qui finissent parfois dans les tribunaux des affaires domaniales *(Tchapmegni R., 2008).*

L'objectif de cette étude est de déterminer les flux migratoires d'ordre économique vers la frontière de Yaoundé, localiser l'espace des systèmes d'approvisionnement (zones de production, systèmes de culture, lieux d'échanges, flux de produits de la production à la consommation, les typologies des conflits fonciers et d'exploitations et les systèmes de médiation dans les conflits fonciers) et le rôle de l'Administration dans le système.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

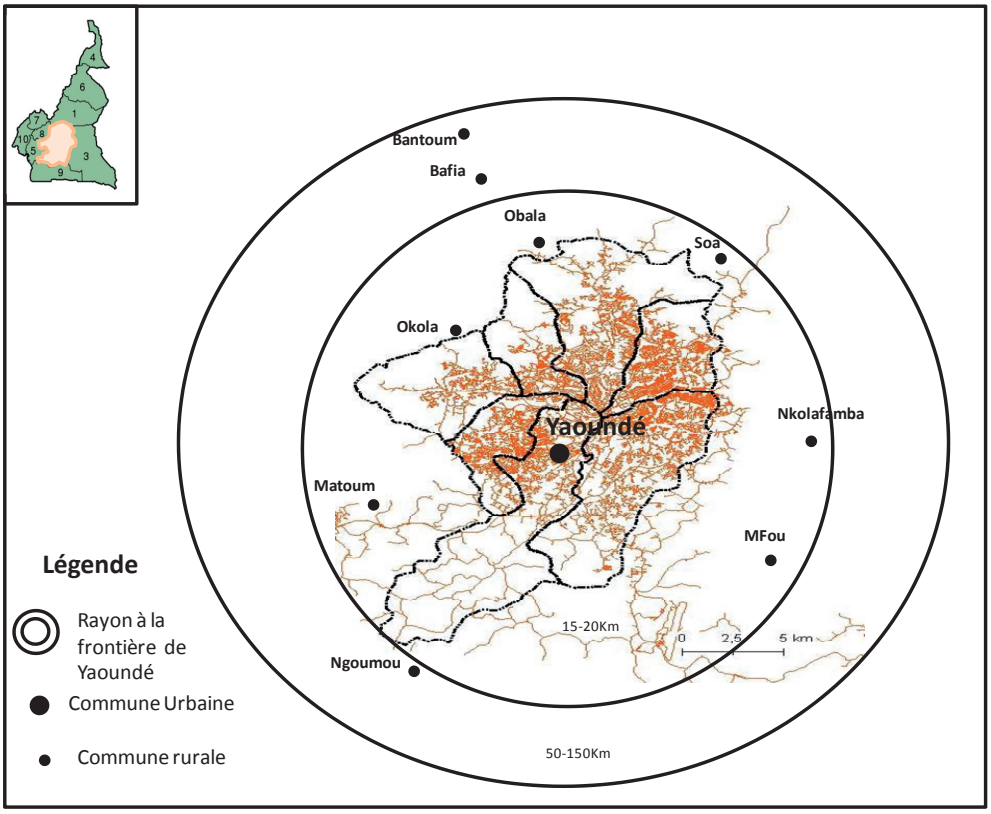
Carte 1 : Sens de mobilité maraichère à la frontière de Yaoundé



***Source** : Mfewou A., (2013)*

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Carte 2 : Enjeux foncier à la frontière de la ville de Yaoundé



Source: *Mfewou A., 2013*

1 Les Caractéristiques climatiques de Yaoundé

Yaoundé, capitale politique du Cameroun est située légèrement au dessus de l'Equateur entre 3°47 '- 3°56 ' de latitude Nord et 11°10'-11°45' de longitude Est. C'est une ville subéquatoriale qui enregistre une pluviométrie d'une moyenne de 1600mm/an avec une température moyenne de 23°C. Le climat comporte quatre saisons : deux saisons de pluies caractérisées par des précipitations plus légères entre mars et juin, qui s'intensifient entre septembre et novembre ; et deux saisons sèches qui vont de décembre à février, et de juillet à août (figure 1). On note par ailleurs une différenciation de précipitations avec baisse des pluies lorsqu'on monte vers la région de l'Ouest-Cameroun (1481mm). Les sols sont de type ferralitique rouge en général, mais qui présentent des variances : sols ferralitiques évolués sur plateaux, colluvions et alluvions dans les vallées. La végétation caractéristique de Yaoundé est une végétation de transition arbustive.

Le type de culture maraichère pratiquée (tomate, piment, condiment, légumes…) est fonction des saisons. Les pluies occasionnent parfois des inondations dans les plaines valorisées par les producteurs, favorisant ainsi le développement des parasites (champignons et bactéries) nuisibles aux cultures. Le maraichage est plus développé pendant la saison sèche avec l'arrosage manuel ou l'irrigation par

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

canalisation prés des cours d'eau (Nkolongo, Nkolédouma, Nkolvé, mbam, Gah, Nguen, Njim, Nyamongo, Bayomen…).

Pendant cette saison, une grande partie de la saisonnalité de l'approvisionnement urbaine en produit maraîcher fait la rareté de légume et fait bonne rentabilité commerciale des paysans (10000Fcfa/cageot de tomate).

Régime foncier et domanial du Cameroun

Pour comprendre les enjeux sur la question foncière entre différents acteurs dans la zone d'étude, il convient d'abord de faire un rappel de l'histoire locale du développement foncier. Il est à noter que le Cameroun sous la colonisation Allemande (1868) avait prévu un système de livres fonciers sur lesquels chaque terrain est répertorié. La France va modifier à son tour (1932) en instaurant un système de transcription. Les terres « vacantes et sans maître ». Le droit sur le bien matériel va être changé de forme après les indépendances marquées par la revendication d'un retour vers la souveraineté des « terres » (*Tchapmegni 2007* cité par *Dauvergne, S. 2010)*.

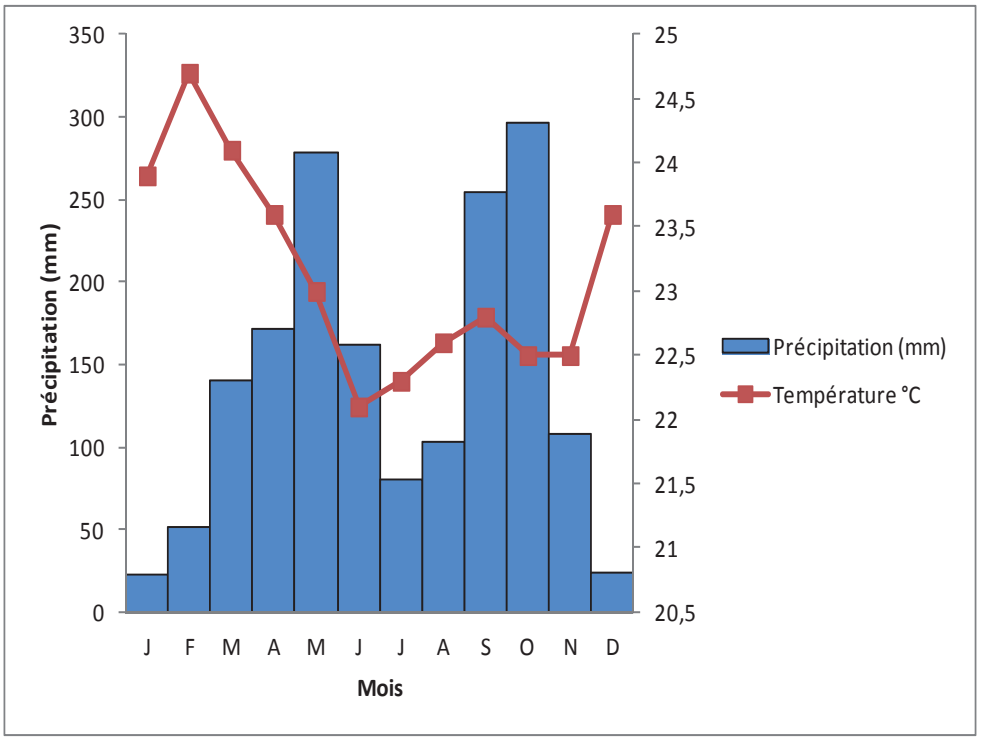
Ainsi la loi de 1959 confirme les droits coutumiers et s'insurge contre la «notion anti-africaine de terres vacantes et sans maître». En 1963, l'accès à la propriété foncière individuelle est réformé. A l'occasion de cette réforme, plus d'un tiers des terres collectives sont rattachées au patrimoine national. La première loi foncière encore valable au Cameroun date du 6 juillet 1974.

La terre camerounaise est soumise à trois régimes fonciers : le domaine public (routes, marécages, eau, etc.), le domaine privé qui peut appartenir à des particuliers ou à l'Etat et le domaine national lui-même divisé en deux catégories, les terres occupées avant 1974 (première catégorie) et les terres inoccupées en 1974 (deuxième catégorie).

Cette loi dispose que, l'Etat est le « gardien de toutes les terres. Il peut à ce titre intervenir en vue d'en assurer un usage rationnel ou pour tenir compte des impératifs de la défense ou des options économiques de la nation » *(Régime foncier et domanial 2005)*.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 1 : Courbe Ombrothermique de la région du Centre (Yaoundé)



Source *: Mfewou A., (2013)*

1.1 Méthodologie de recherche

La première étape de notre étude a consisté à réaliser une revue de la littérature scientifique concernant la zone de forêts denses humides à pluviométrie bimodale du Cameroun et traitant de l'agriculture, des migrations internes, de l'occupation foncière, et de la gestion des produits agricoles. Au cours de ces lectures, l'attention a été portée sur les spécificités de la région du centre (Yaoundé) concernant le foncier, le rôle du ministère de l'agriculture dans les politiques des cultures maraichères, le rôle des autorités administratives et des autorités traditionnelles sur l'occupation foncière des différents acteurs (migrants et autochtones), qui pose la question des modalités de la gestion foncière.

La deuxième a consisté à la collecte des données dans les ménages à la frontière de la ville de Yaoundé (Obala, Bafia, Bantoum), jugés dans l'économie spatiale comme zones d'accueil des migrants spontanés venus du Nord-Ouest et de l'Ouest Cameroun pour la culture maraichère, et de proximité au flux commercial des produits en relation avec la ville de Yaoundé.

Les données ont été collectées dans la zone périurbaine de Yaoundé (Obala, Bafia, Bantoum), au mois de mars-octobre 2013 auprès de 116 chefs de ménage (migrants et autochtones) et 278 membres de familles sélectionnés de manière aléatoire. Les différents acteurs ayant pour activité principale la culture maraichère ont répondu au questionnaire.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Les variables observées étaient : La région d'origine du chef de ménage enquêté, l'âge et son statut matrimonial, la taille de famille, la taille de l'exploitation et le statut du foncier, les typologies foncières, la nature de la main-d'œuvre, le niveau du capital, le mode de commercialisation, le recours à l'achat d'intrants (semences, engrais, pesticides), types de semences, le mode d'arrosage (manuel à partir des puits et à partir de pompage et de tuyaux), le type d'engrais minéral apporté, le type de culture maraichère pratiqué (tomate de cycle court (moins de six mois), piments , légumes africains), la disponibilité et l'appui technique du ministère de l'agriculture.

L'analyse des données a été effectuée à l'aide des logiciels Excel et XLSTAT pour la taille de la population étudiée et les données quantitatives. Une corrélation a été faite entre les variables représentant le statut foncier des zones étudiées et le rôle joué par l'Administration.

2 Migrants, Autochtones et les politiques publiques dans la culture maraichère

Dans le souci de réduire une partie du coût de transport, les migrants venus de la région de l'Ouest et du Nord-Ouest, dans une migration non organisée, se sont installés à la frontière Nord de la ville de Yaoundé. Ces acteurs valorisent les bas-fonds à proximité des cours d'eau, avec l'aide des familles héritières fonciers et plus ou moins dans une politique de l'agriculture périurbaine. Nous observons une absence de code rural qui laisse les agriculteurs dans un statut de droit d'usage. Cette absence de code entrave aussi une compétition foncière entre différents acteurs qui s'explique par la marchandisation et les baux fonciers qui font la rente foncière des autochtones.

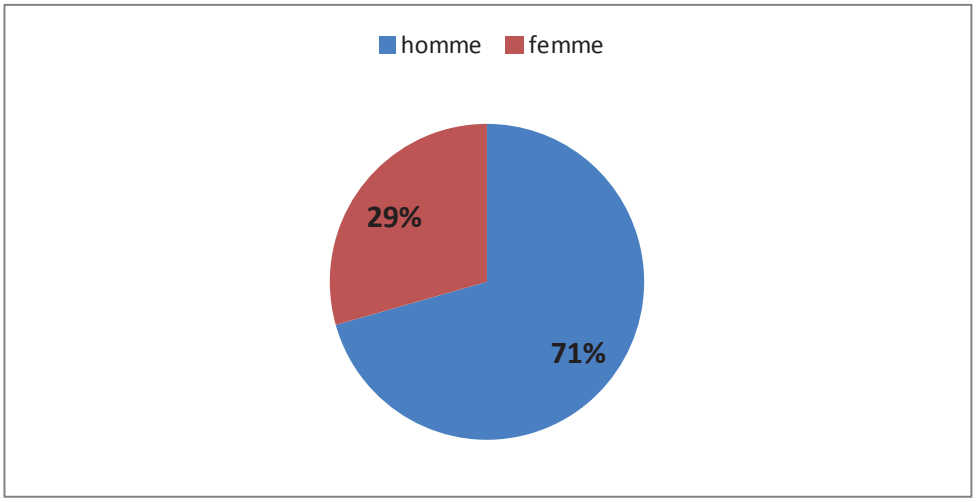
Tableau 1 : chefs d'exploitations enquêtées dans trois zones d'études

	Homme %	**Femme %**	**Ensemble %**
migrants	56,62	10,30	66,91
autochtones	13.97	19,12	33,08
Ensemble de chefs de ménages	**70,58**	**29,41**	**100**

Source *: enquête menée dans trois zones d'étude :Obala, Bafia Bantoum (Mfewou A., 2013)*

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 2 : Taille des chefs d'exploitation enquêtés dans les trois zones d'étude



Source : enquête menée dans trois zones d'études :Obala, Bafia, Bantoum (Mfewou A., 2013)

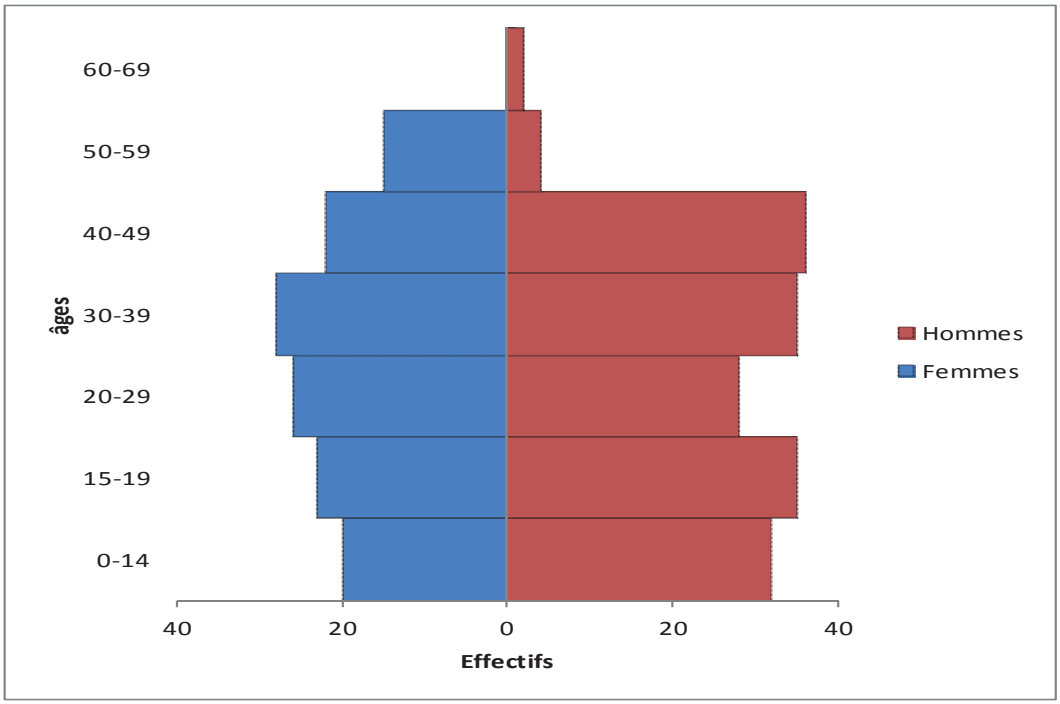
Il ressort du tableau 1 matérialisé par la figure 1 que le taux d'acteurs pratiquant la culture maraichère est de 67% pour les migrants contre 30% pour les autochtones. Dans l'ensemble les femmes occupent seulement 29% de terres contre 71% chez les hommes. Ce qui crée une discrimination spatiale ; l'homme ayant plus de chance d'occuper un terrain par rapport à la femme qui ne peut devenir chef de ménage qu'après la mort de son époux. Il faut noter que les espaces exploités par les migrants ne sont pas protégés ; ils peuvent par conséquent perdre la parcelle à la prochaine campagne agricole. En effet, une mise en œuvre de la politique de planification, avec la participation de tous les acteurs à un projet collectif pourrait aboutir à un développement plus équitable.

3 L'âge et le statut matrimonial de la population enquêtée

Ces paramètres sont déterminants dans la production maraîchère. Dans notre zone d'étude, 75% de chefs de ménages vivent en couple (marié). Il faut noter que dans une famille nombreuse (2 à 5 enfants), les membres participent au désherbage et aux récoltes. L'âge du chef de ménage varie entre 20-40 ans dans l'ensemble. Cette pyramide des âges présente une base presque égale du côté des hommes et du coté des femmes. Elle se rétrécit très rapidement au fur et à mesure que l'on progresse vers les âges élevés (50 ans et plus) de la population. En effet, les moyennes d'âge par zone cachent des disparités importantes à l'intérieur des villages étudiés (Obala, Bafia, Batoum).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figue 3 : Pyramide des âges de la population enquêtée



Source : enquête menée dans trois zones d'études :Obala, Bafia, Bantoum (Mfewou A., 2013)

Faiblement représentée, les femmes entre 60 ans et plus sont presque absentes de la population enquêtée. L'âge moyen des migrants est de 30 ans. Ce dernier fait le déplacement avec sa famille. La nouvelle génération migrante cherche très rapidement à devenir chef d'exploitation. Ce changement de statut social conduit au développement des conflits de conquêtes foncières dans la zone.

Un vide démographique est observé dans certains espaces vierges (Obala, Bafia, Batoum), n'ayant jamais reçu l'activité agricole. La ville de Yaoundé regorge d'une main d'œuvre importante du fait, notamment d'un fort taux de chômage et de la présence d'employés, principalement des fonctionnaires.

4 Origine et superficies exploitées (%) par la population enquêtée

Dans la zone d'étude le mode prédominant d'accès au foncier reste le droit d'usage et parfois la location ou la vente définitive pratiquée par les autochtones. Le mode marchand d'accès à la terre est ainsi imposé par les héritiers fonciers développant souvent des tensions entre les acteurs.

La concurrence pour le foncier est accentuée dans les zones marécageuses. On assiste à un détournement du droit constitutionnel par le droit coutumier. Le chef de village est toujours au courant de la présence d'un nouveau migrant dans la zone, parfois il bénéficie d'un pot de vin après l'installation de ce dernier.

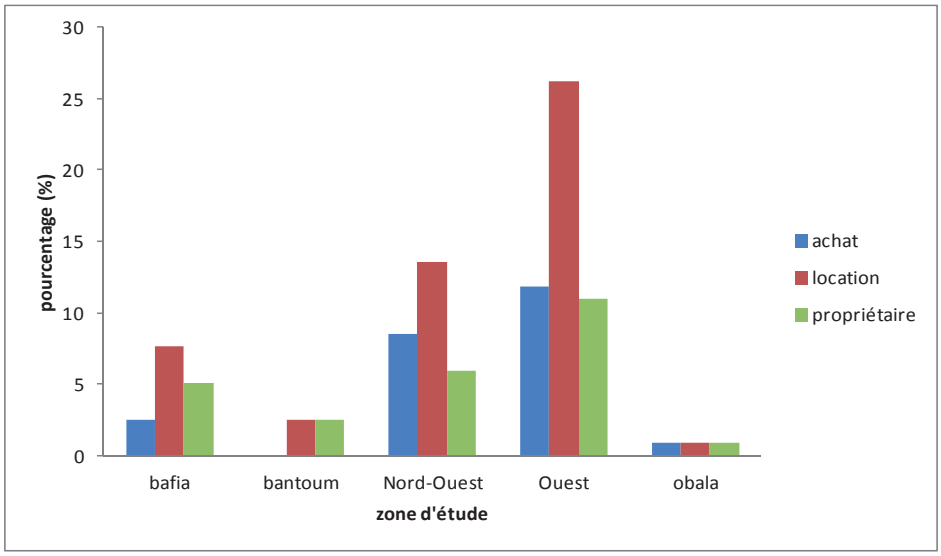
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau 2 : origine et superficies exploitées (%) par population enquêtée

Zones	Achat (%)	Location (%)	Propriétaire (%)	Ensemble (%)
Bafia	2,54	7,62	5,08	15,25
Bantoum	0	2,54	2,54	5,084
Obala	0,847	0,847	0,84745	2,54
Nord-Ouest	8,47	13,55	5,93	27,96
Ouest	11,86	26,27	11,02	49,15
Ensemble	**23,72**	**50,84**	**25,42**	**100**

Source : enquête menée dans trois zones d'études : Obala, Bafia, Bantoum (Mfewou A., 2013)

Figure 4 : Origine et superficie exploitée



***Source** : enquête menée dans trois zones d'études :* Obala, Bafia, Bantoum (Mfewou A., 2013)

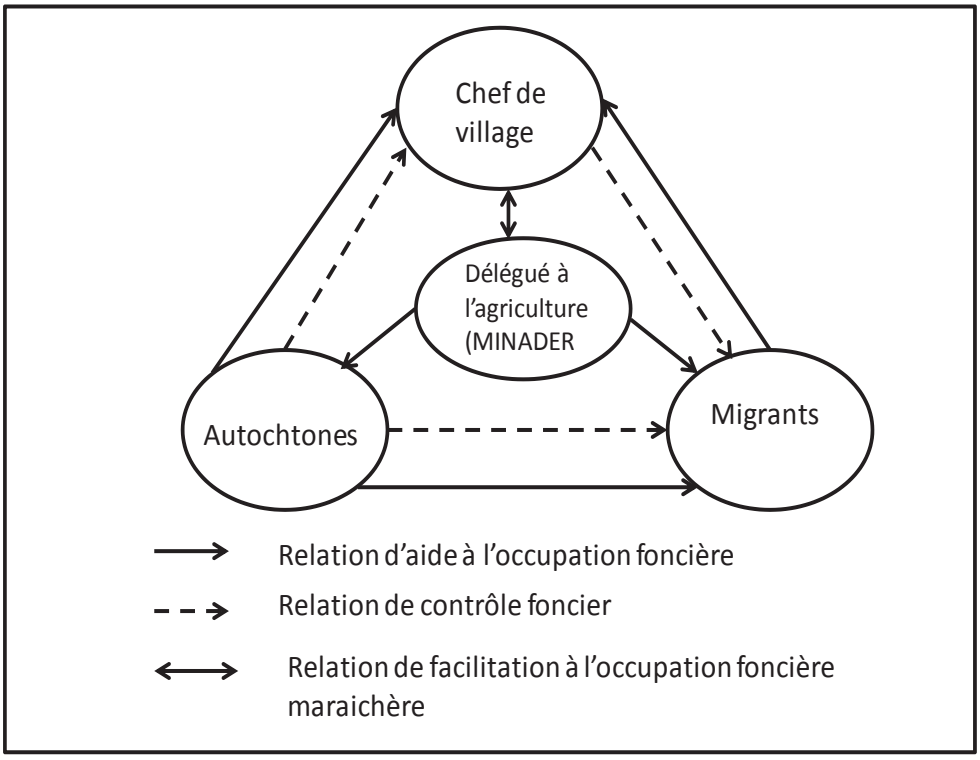
Il ressort du tableau 2 matérialisé par la figure 4 que la majorité de chef d'exploitation valorisant l'espace vient de la région de l'Ouest et occupe 49% de terres exploitées. La plupart des terres (50%) sont louées. Certains paysans disent qu'ils sont là temporairement et comptent retourner dans leur village d'origine. D'autres préfèrent plutôt acheter le terrain dans la ville de Yaoundé pour préparer leur retraite. Ils considèrent le périurbain comme zone d'activité maraichère. Il est aussi à noter que la dynamique d'évolution de cette activité périurbaine de Yaoundé n'est pas linéaire. Les migrants, parfois renseignés par un ancien migrant, tout en tenant compte de leur sécurité foncière, s'installent dans la localité de leur choix en fonction de la distance du lieu de production à la zone d'approvisionnement.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

5 L'occupation foncière maraichère et le rôle de l'administration dans le système

Nous avons observé que les organismes de développement (MINADER[1]) public accompagnent les acteurs seulement sur le plan des techniques agricoles. Il revient au paysan lui-même d'acheter ses semences et ses produits phytosanitaires dans le marché local. Les problématiques foncières exprimées par les acteurs ne sont pas prises en compte par les décideurs, si oui, pour tisser une corrélation entre les héritiers fonciers et le délégué d'agriculture dans une corruption foncière contre le migrant dans un espace appartenant à l'Etat. La politique de décentralisation trainant le pas, La municipalité est rarement et n'intervient que dans l'opération d'immatriculation dans une zone urbaine.

Figure 5 : Relation d'aide à l'occupation foncière-maraichère dans la zone d'étude



***Source** : Mfewou A., 2013*

Il ressort de cette figure que l'intervention du pouvoir public est indirecte dans l'occupation foncière. Elle est directe dans l'accompagnement des grands investissements (culture de rente). Ainsi, les paysans migrants traitent directement avec les héritiers fonciers ou bien le chef de village tout en restant sous leurs contrôles dans un détournement foncier de l'espace Etatique. Le pouvoir public (MINADER) intervient seulement en cas de conflit foncier, juste pour jouer la médiation et très faiblement en amont dans l'accompagnement et l'installation des migrants.

[1] Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

L'installation d'un migrant étant parfois sans procédure préalable, nous avons enregistré trois cas d'expulsion à Obala, dans un espace déjà mis en valeur par d'autres acteurs. Dans une complicité foncière, le chef traditionnel est intervenu pour attribuer le même espace aux fils du village de retour de la ville et pourvu de gros moyens financiers. Le retard de la décentralisation à la municipalité renforce le pouvoir foncier des autochtones et des chefferies traditionnelles, une situation qui laisse parfois le migrant dans la précarité foncière.

6 Statut foncier des différents acteurs enquêtés

Ce statut est diffèrent de celui des paysans du périmètre irrigué de Lagdo (Nord-Cameroun), où ceux-ci n'ont que le droit d'usage (usufruitier) *(Mfewou A., 2010).* Certains paysans-migrants (25%) dans la zone périurbaine de la ville de Yaoundé, à très long terme, sont devenus propriétaires, en tant qu'héritiers fonciers (la terre de nos ancêtres), à travers un papier établit lors de la vente (tableau 3, figures 6,7 et 8). Ce papier est respecté parfois par tous. 70% de ces migrants ont le droit d'exploitation foncière à travers un papier de location qui les protège en cas de conflit. Mais la location foncière a une durée dans le temps (2-4ans), les migrants pouvant devenir propriétaires définitifs après marchandisation. Les papiers établis après vente sur un espace non marécageux peuvent servir d'éléments juridiques lors de l'établissement du titre foncier.

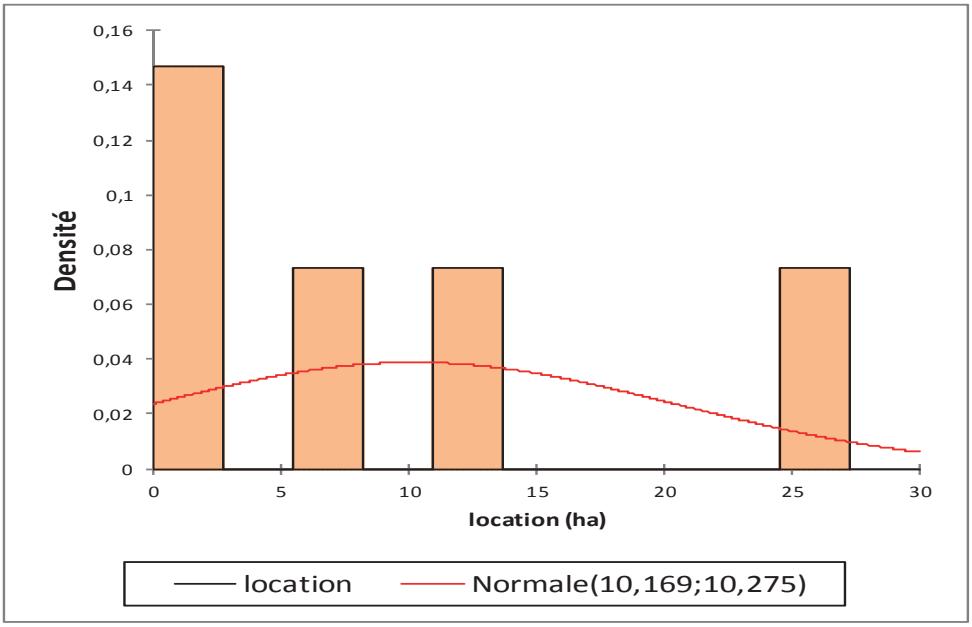
Tableau 3 : Indicateur au niveau de terrain exploité (ha)

Variable	Moyenne	Ecart-type	D	p-value
achat	04,75	5,17	0,26	0,81
location	10,17	10,27	0,19	0,97
propriétaire	05,08	3,88	0,21	0,95

Source : enquête menée dans trois zones d'étude :Obala, Bafia, Bantoum (Mfewou A., 2013)

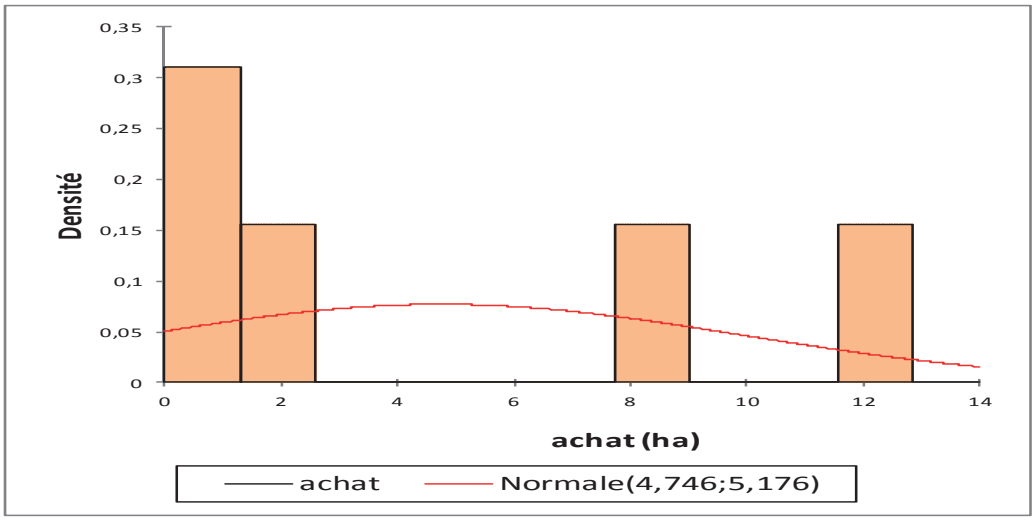
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 6 : Superficies de terre louées (ha) par la population enquêtée



Source : enquête menée dans trois zones d'études : Obala, Bafia, Bantoum (Mfewou A., 2013)

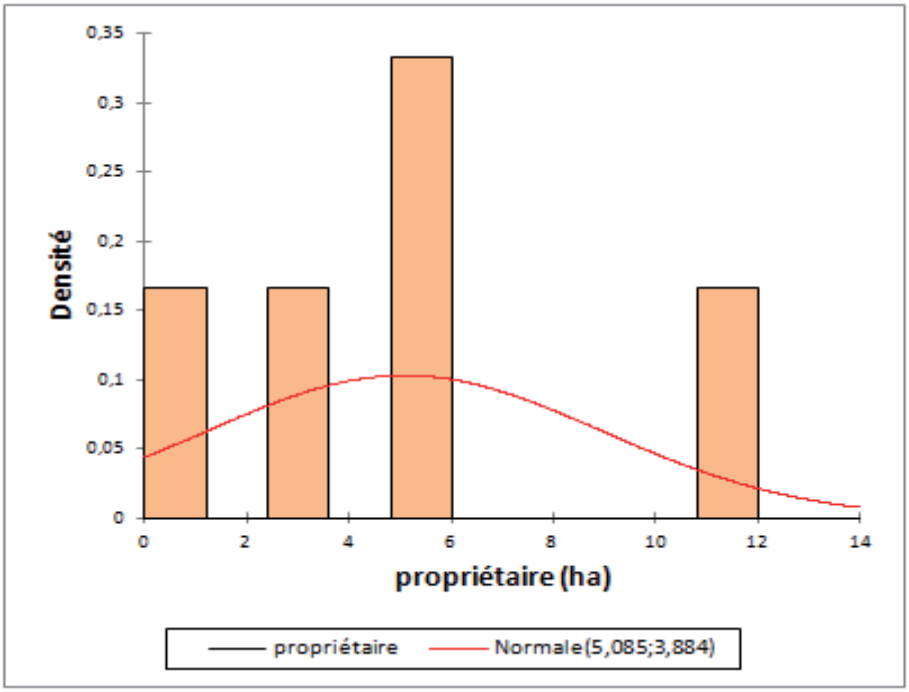
Figue 7 : Superficies de terre achetées (ha) par la population étudiée



Source : enquête menée dans trois zones d'études : Obala, Bafia, Bantoum (Mfewou A., 2013)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 8 : Superficies de terre (ha) appartenant aux paysans propriétaires



Source : enquête menée dans trois zones d'études : Obala, Bafia, Bantoum (Mfewou A., 2013)

Faute de moyens d'investissement, les superficies maraîchères restent faibles alors que cette activité permet de résoudre certaines questions sociales en tant que facteur d'intégration nationale (migration maraîchère, chômage…).

7 Les typologies des conflits fonciers entre les acteurs dans la zone d'étude (Obala, Bafia, Bantoum)

La concurrence dans l'activité maraichère périurbaine de Yaoundé développe plusieurs conflits entre différents acteurs.

7.1 Conflit foncier entre migrants et autochtones dans la zone d'étude

Dans un détournement foncier des zones marécageuses, les autochtones multiplient les ventes sur du papier n'ayant aucun caractère juridique. Nous avons enregistré le cas d'un paysan qui s'est vu retirer sa parcelle située à proximité du fleuve Mbam au profit de son concurrent qui a proposé une somme de location supérieure (50 000Fcfa/an). Dans cette situation conflictuelle, le migrant expulsé s'est tourné vers la grande juridiction compétente mais, l'affaire est restée pendante.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

7.2 Conflit foncier entre héritiers et chef traditionnel dans la zone d'étude

Le retard effectif de la décentralisation continue à renforcer le pouvoir foncier des locaux et provoque une compétition foncière entre différents acteurs. Un espace vierge est parfois l'objet d'une dispute entre les héritiers et les chefferies traditionnelles lorsque l'intérêt de marchandisation foncière se présente. On l'a vu dans zone d'obala, où le chef est en conflit avec les héritiers d'une famille pour le contrôle d'un espace très sollicité par les migrants dans l'activité agricole. Pour maintenir la paix sociale, le tribunal a interdit l'exploitation de cette zone litigieuse.

7.3 Conflit foncier entre migrants et chef de village dans la zone d'étude

Ce type de conflit est considéré comme mode transitoire d'utilisation foncière (Moustier et Pagés, 1997). Nous avons enregistré que le chef de village Bantoum a récupéré sans indemnisation, une parcelle à proximité de la route nationale, exploitée auparavant par un ancien migrant. Le chef veut y faire construire la maison de son fils. Dans cette injustice spatiale, le paysan se trouve contraint de quitter les lieux pour s'installer dans la zone d'Obala, plus proche de la ville de Yaoundé.

7.4 Conflit entre migrant-migrant dans la zone d'étude

La compétition foncière est observée un peu partout dans les espaces situés à proximité des cours d'eau et jugés fertiles (Obala, Bafia, Batoum). Les paysans disposant d'une main d'œuvre importante défrichent à la main des espaces forestiers pour faire avancer la culture maraîchère. Le conflit récurrent est observé pendant la saison sèche pour l'utilisation de l'eau. Dans la zone d'Obala, l'irrigation des cultures est parfois faite de manière excessive. Les paysans situés en aval des cours d'eau se plaignent du manque d'eau pendant que ceux en amont l'exploitent intensément.

7.5 Conflit foncier entre les héritiers des familles autochtones

Notre étude partage les travaux de Nandjou (2009). Avec le retour du multipartisme, les chefs traditionnels ont refait surface dans cette partie du pays. Mais le pouvoir décisionnaire sur la répartition des terres est parfois aux mains des chefs de famille, donc à un échelon très petit. La répartition de la rente foncière est assez atomisée. Lorsque les conflits surviennent entre les membres de la famille après la vente de terrains, ils se règlent à l'intérieur de cette même famille, soit entre frères et dans le cas contraire, au tribunal. Nous avons observé un cas de conflit dans une très grande famille à Bafia où, après la vente de terrain à un migrant, les membres de la même famille se sont déchirés lors du partage des revenus et se sont retrouvés au tribunal domanial.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

8 Spécificité de production maraîchère dans la zone d'étude

En réponse à une grande demande d'approvisionnement en produits maraîchers par la ville de Yaoundé et, pour se faire de l'argent rapide, les paysans-migrants s'intéressent aux cultures de cycles courts nécessitant de faibles capitaux (tomate, légumes…). Pour cette étude nous n'avons pas pris en compte l'élevage et nous sommes limités à la culture maraîchère. Par exemple : Pour planter un hectare de tomate, il faut semer entre 150 et 200 g de graines sur 250m² de lit de semis. Une boîte de semence « lindo » par exemple, 50 g coûte 23 500 FCFA, donc il faut prévoir 23 500 x 4 FCFA pour un hectare soit 94 000 FCFA. A la récolte nous avons enregistré la première cueillette 2 à 3 mois après l'ensemencement, le rendement est de 40-60 t/ha. Au cours d'une campagne, il faut entre 4 à 15 cueillettes.

Pour le gombo par exemple, l'aliment très apprécié par les consommateurs de Yaoundé, les paysans enquêtés préfèrent la variété « paysanne de gombo » dans l'ensemble dont 100g de semences coûtent 3500 FCFA. Le rendement moyen enregistré est de 8t/ha avec 3graines /poquet. Il faut 10 g de semence pour couvrir un hectare.

9 Problème de source de financement et le recours à l'achat d'intrant

Notre étude montre que le Projet d'appui au développement de la Micro Finance Rurale (PADMIR) du ministère de l'agriculture intervient plus dans la Compétitivité des filières riz et oignon que dans l'activité de culture maraichère. Les paysans sont contraints de compter sur leurs propres ressources ou de solliciter un crédit auprès d'une banque d'épargne locale. Le taux d'intérêt appliqué est de 12%, parfois avec un échéancier de remboursement ne tenant pas toujours compte du calendrier des revenus des cultures maraîchères aussi souvent menacées par des ravageurs et maladies. Certains paysans tirent leurs capitaux des autres activités du commerce informel. Dans l'ensemble, la situation d'implantation est très difficile au début pour un jeune migrant agricole.

L'achat du matériel agricole (machette, houe, etc.) et l'approvisionnement en intrants se font individuellement en fonction de l'objectif visé. Ils achètent ces intrants dans les marchés locaux (NPK ; Vertimec, pirimor, bravo, cuprofix, karate Zeon…). Parfois la matière organique utilisée provient des divers types de déchets (déchet de ménage, fiente de volaille, drêches de brasserie).

9.1 La nature de la main-d'œuvre des paysans enquêtés

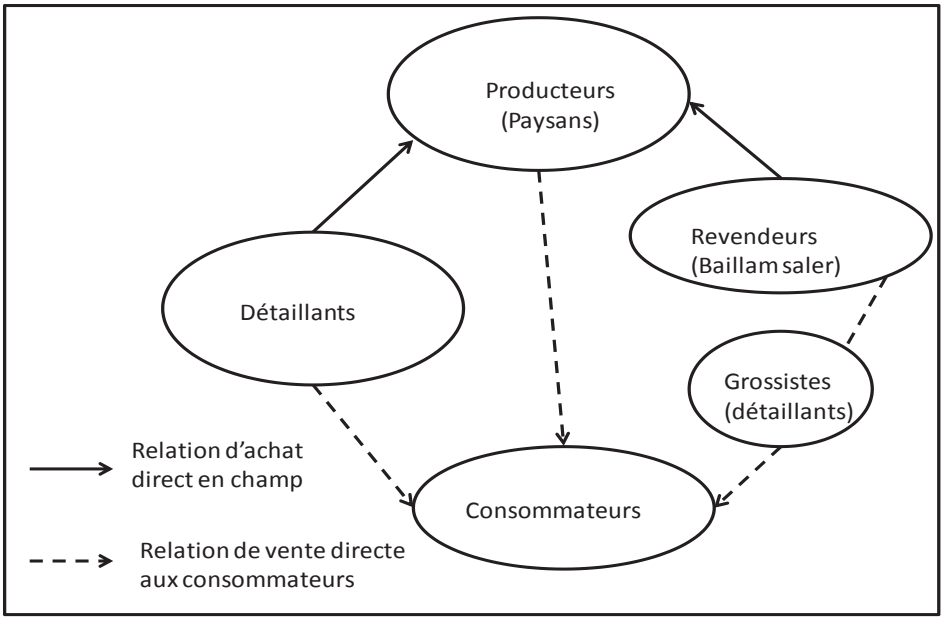
Au regard du dynamisme agricole de chaque chef d'exploitation, la main d'œuvre vient en majorité de la région du Nord-Ouest. Elle intervient dans le défrichage des arbustes (50000FCFA/ha) et l'implantation des parcelles maraichères avec formation des billions en bandes surélevées (100 000FCFA/ha). La main d'œuvre familiale non payante intervient surtout pendant le désherbage et la récolte.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

10 Le mode de commercialisation et Prix des produits

Le mode de commercialisation des produits de récolte a changé dans le temps. Les transactions commerciales se font en dehors du lieu de marché. La vente peut se faire sur pieds et dans ce cas, il revient aux revendeurs de s'occuper de la récolte et du transport vers la ville de Yaoundé pour revendre aux consommateurs via des grossistes (figure 9 et tableau 4).

Figure 9 : Circuit de vente de produit maraicher dans la ville de Yaoundé



Source : Mfewou A., 2013

Tableau 4 : Prix variables des produits maraichers en saison sèche dans les lieux de production (Obala, Bafia, Batoum)

Produit maraîchère	Quantité (cageot ou sac)	Prix FCFA
Tomate	1 cageot	6500
Gombo	1 cageot	3000
salade	1 cageot	2500
Poivron	1 sac	7000
Pastèque	1sac	8000

Source : enquête menée dans trois zones de productions : Obala, Bafia, Bantoum (Mfewou A., 2013)

Parfois la chaîne d'approvisionnement vers les consommateurs de Yaoundé suit le circuit de détaillants en champ ou bien directement par les femmes, des producteurs au détail vers les consommateurs au marché Mokolo ou au marché de Mfoundi. Les prix d'achat varient en fonction de la saison et de la qualité du produit. Les prix de revente tiennent compte de tous ces paramètres pour maximiser le profit. La forte demande des consommateurs facilite l'écoulement des produits, mais le problème se pose souvent en amont quand les producteurs sont confrontés aux conflits et à la tension foncière.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Conclusion

Ce travail à la frontière Nord de la ville de Yaoundé (Cameroun) vise à répondre à un ensemble de questions concernant : les migrations maraîchères périurbaines et les enjeux de la question foncière. Il est observé que cette activité périurbaine et pourvoyeur d'emplois, ne correspondent pas à un dispositif d'accompagnement politique par la migration maraichère d'acteurs, ni à un dispositif foncier juridique précis. Ce sont des démarches volontaires agricoles prises à l'initiative des paysans eux-mêmes avec des mesures matérielles limitées (financières et outils agricoles).

Les médias font écho des séries de détournements fonciers qui se traduisent par la marchandisation du domaine national faite par des héritiers locaux et la violation de droits fonciers étatiques au prétexte de propriété communautaire.

Ce détournement foncier par les héritiers autochtones à la frontière de la ville de Yaoundé s'explique aussi par le retard de la décentralisation effective devant octroyer des pouvoirs aux communes. On observe un manque de protection du foncier qui se traduit par la transaction foncière et crée de conflits entre différents acteurs.

Cette absence de prise de contrôle du foncier et le manque de programme de politique maraichère semblent constituer un frein au levier stratégique pour augmenter la capacité d'offre en légumes dans la ville capitale Yaoundé. Or le maraicher a un rôle social sur plusieurs aspects : satisfaction du consommateur en produits frais, lutte contre le chômage, émancipation des femmes et des jeunes acteurs (accès aux revenus agricole).

Référence bibliographique

BOPDA A., 2003. Yaoundé et le défi camerounais de l'intégration : à quoi sert une capitale d'Afrique tropicale? - CNRS: Coll. Espaces et milieux, Paris, 422 p.

BOPDA A., 2008. A century of urban agriculture in Yaoundé (1895-2005) - dans l'Agricultures et développement urbain en Afrique subsaharienne. Gouvernance et approvisionnement des villes, L'Harmattan, p. 29-37.

DAUVERGNE, S., 2010. Dynamique des agricultures périurbaines en Afrique Sub-Saharienne et statuts fonciers le cas des villes d'Accra et Yaoundé .In novation and Sustainable Development in Agriculture and Food.

DAVID O., KAMDEM C. B., MVOGO C. et KAMGNIA D. B., 2008. Analyse des filières maraîchères à Yaoundé - dans Agricultures et développement urbain en Afrique subsaharienne. Gouvernance et approvisionnement des villes, L'Harmattan: Coll. Ethique économique, p. 167-178.

DE BON H., DUCELIER D., HERNANDEZ S., et TEMPLE L., 1998. Appui aux productions maraîchères et fruitières périurbaines de Yaoundé. Atelier CIRAD-CORAF, 1998-04-20/1998-04-24, (Montpellier, France).

DE BON H., et PAGES J., 1997. Les cultures maraîchères en Afrique de l'Ouest : un développement ininterrompu. Montpellier : CIRAD, p. 129-133. Séminaire sur les Succès et Limites des Révolutions Vertes, 1995-09-06, Montpellier, France.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

DE BON H., FAYE F., et PAGES J. 1991. La production d'oignon dans le Gandiolais, Sénégal. Montpellier : CIRAD. 5-7 p.

HURIOT J. M., 1994. Von Thünen : économie et espace. Paris, France, Ecomica. 352p.

KOUEMO F., 2002. Synthèse des travaux de recherche développement sur l'agriculture urbaine et périurbaine à Yaoundé - CORAF, 31 p.

MFEWOU A., 2011. Migrations, Dynamiques Agricoles et Problèmes fonciers dans Le Nord-Cameroun : Le périmètre de Lagdo (Ed. Harmattan). 210p.

MOUSTIER P., MBAYE A., DE BON H., GUERIN H., et PAGES J., 1999. Atelier international sur l'agriculture périurbaine en Afrique subsaharienne, Montpellier : CIRAD, 271 p. France.

MOUSTIER, P., et PAGES, J., 1997. Le péri-urbain en Afrique: une agriculture en marge? *Economie rurale*, *241*(1), 48-55.

NANDJOU, J. Y., 2006. Le peuple béti du Cameroun, extrait de http://jedafcablog. solidairesdumonde. org/, le 04/11/09. National Development Planning Commission (2006). *Growth and Poverty Reduction Strategy (GPRS II)*.

NGUEGANG A. P., 2008. L'agriculture urbaine et périurbaine à Yaoundé: analyse multifonctionnelle d'une activité montante en économie de survie – Thèse.

PAGES J., 1995. Les systèmes de culture maraîchers dans la vallée du fleuve Sénégal. Pratiques paysannes, évolution. p. 171-187. Paris : ORSTOM.

SARAH D., 2011. Les espaces urbains et périurbains à usage agricoles dans les villes d'Afrique Subsaharienne (Yaoundé et Accra) : Une approche de l'intermédiarité en Géographie. Thèse, ENS de Lyon. 390P.

SECK P.A., et MOUSTIER P., 1998. *Agriculture périurbaine en Afrique subsaharienne* Montpellier : CIRAD. Atelier CIRAD-CORAF, 1998-04-20/1998-04-24, (Montpellier, France).

TABUTIN D., et SCHOUMAKER B., 2004. « La démographie de l'Afrique au sud du Sahara des années 1950 aux années 2000 », Population 3/2004 (Vol. 59), p. 521-622.

TCHAPMEGNI R., 2008. - Le contentieux de la propriété foncière au Cameroun thèse, Université de Nantes, 532 p.

TEMPLE L. et MOUSTIER P., 2004. Les fonctions et contraintes de l'agriculture périurbaine de quelques villes africaines (Yaoundé, Cotonou, Dakar). Volume 13, Numéro 1, Janvier-Février 2004 - L'alimentation des villes.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Globalisation, dynamiques agricoles régionales et nouvelles fonctions urbaines : l'émergence des villes de l'intérieur du Paraguay

Luis Kevin Goetz
Université de Toulouse II, Le Mirail – 5, allée Antonio Machado – 31058 Toulouse Cedex
kevin_goetz50@hotmail.com

Résumé

Au Paraguay, l'approche géographique des phénomènes territoriaux fait cruellement défaut et ce, malgré d'intenses transformations de la société et des territoires. Or, un nouveau scénario économique et social modifie progressivement l'ancienne configuration spatiale des activités, notamment agricoles, et des populations. L'espace central de la région Orientale du pays, auparavant marginalisé dans les processus de développement économique, s'intègre désormais à de nouvelles dynamiques agricoles liées à l'essor de filières tournées vers des débouchés internationaux. Un intense phénomène d'agro-urbanisation se met en place et s'accompagne de nouvelles ambitions urbaines de la part de la population : il en résulte un regain de vitalité de certains centres urbains et une activation inédite d'un réseau urbain dans un espace faiblement urbanisé.

Mot-clefs

Villes émergentes, transformations, réseau urbain, agriculture, sociétés.

1 Introduction

Avec plus de 6 500 000 habitants en 2012, le poids démographique du Paraguay est plutôt faible par rapport à ses pays voisins (l'Argentine, le Brésil et la Bolivie). Cependant, les dynamiques démographiques que connait le pays sont intenses de par l'important accroissement de la population[1], de par les intenses mouvements de redistribution spatiale et de par la poursuite d'un processus d'urbanisation initié dans les années 1980 mais qui concerne désormais de nouvelles villes et de nouveaux espaces. En outre, le Paraguay est engagé, depuis les années 1960 seulement, dans un véritable processus d'occupation et de territorialisation de sa région Orientale, qui concentre 97% de la population du pays, mais très inégalement répartie. La vaste région Occidentale (qui constitue la deuxième et dernière région administrative), où s'étend le Chaco paraguayen, reste donc très faiblement peuplée.

Au sein de la région Orientale, l'agglomération qui se développe autour de la capitale Asunción concentre près de 40% de la population totale du pays. Cette organisation urbaine macro céphalique était d'autant plus importante jusqu'à une période très récente. Jusqu'au début de la deuxième moitié du XXe siècle, ce

[1] La population totale du Paraguay a été multipliée par quatre au cours des cinquante dernières années.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

déséquilibre dans la structure urbaine du pays était poussé à l'extrême puisque nous avions littéralement affaire à une absence de villes, un tant soit peu importantes, en dehors d'Asunción. Jusqu'à cette période, hormis la capitale et les villes de son aire d'influence, trois petits centres urbains (Concepción, Villarrica et Encarnación), d'une vingtaine de milliers d'habitants chacune, constituaient le plus haut niveau de la hiérarchie urbaine. Nous avions ensuite la présence de villages ou de bourgades au rythme de vie somnolent et sans perspective de croissance urbaine. Des villages comme San Estanislao, Curuguaty, Horqueta ou San Juan Nepomuceno constituaient des villages anciennement constitués mais dont l'aspect et le rythme de vie se confondait à celui de l'espace rural.

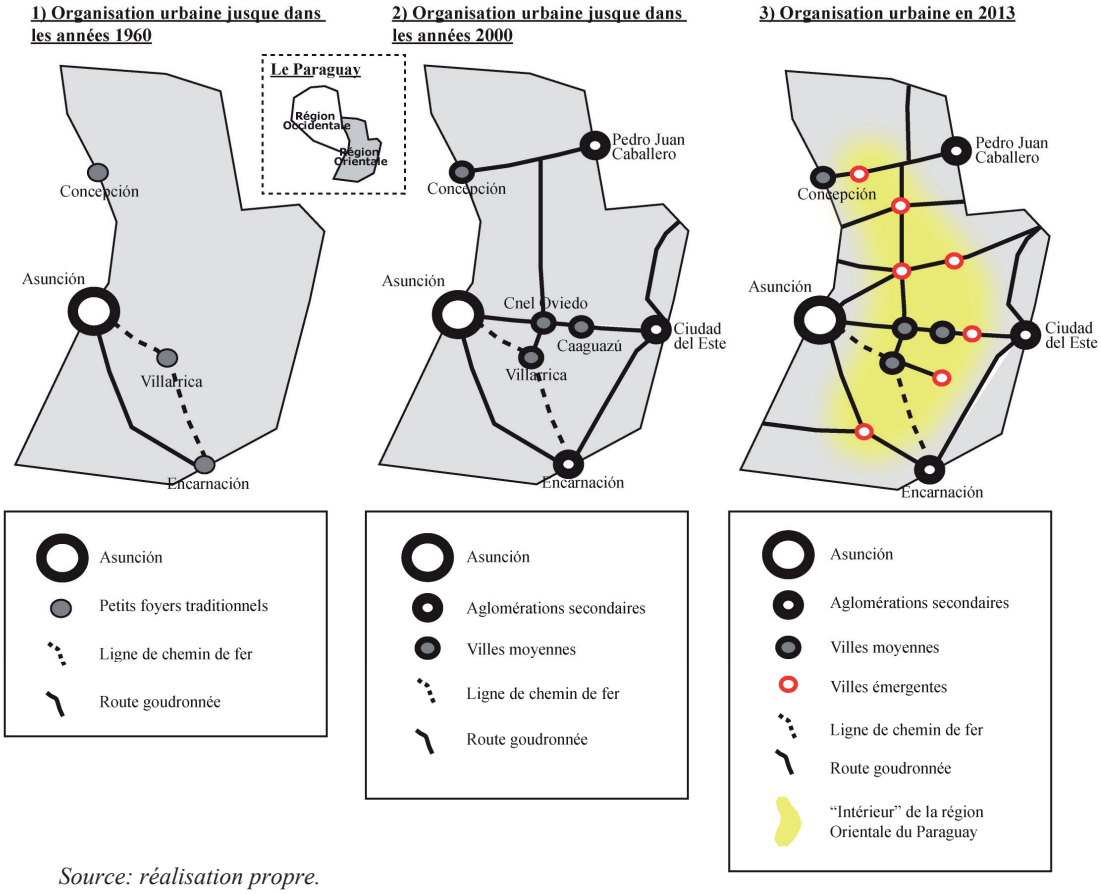
A partir des années 1970, les mouvements de population se font de plus en plus intenses : s'ils alimentent la croissance de l'agglomération d'Asunción, ils conduisent aussi au développement de nouveaux centres urbains, dont la disposition ne conduit pourtant pas à un maillage équilibré de l'espace. La ville frontalière de Ciudad del Este, dont la naissance et la croissance ont été spectaculaires, est la ville qui tire le plus de profit de ces mouvements de population[2]. Elle devient, en quelques décennies, la deuxième ville du Pays et compte plus de 220.000 habitants en 2002. Précisons qu'en cette fin de XXe siècle, les dynamiques frontalières ont joué un rôle moteur dans l'urbanisation du Paraguay, à tel point que de nos jours, trois des plus grandes agglomérations se situent sur les frontières internationales avec le Brésil et l'Argentine, l'essentiel de leur dynamisme reposant sur l'activité commerciale. Malgré la croissance spontanée de deux centres urbains dans « l'intérieur géographique » de la région Orientale (voir figure nº1), celle-ci n'a pas connu de modification substantielle de sa pauvre organisation urbaine. Si Coronel Oviedo et Caaguazú ont connu un fort développement de par leur situation stratégique sur l'axe reliant Asunción et Ciudad del Este, elles sont devenues entièrement dépendantes de l'activité de passage et ne sont jamais parvenues à devenir des pôles structurants pour leurs régions voisines. Pour leur part, deux petites villes traditionnelles, Villarrica et Concepción, traversaient une profonde période de crise.

Force est de constater que, jusqu'à la fin du XXe siècle, les freins au développement des villes étaient loin d'être levés : la précarité de l'économie paraguayenne et sa faible dotation en infrastructures de communication ne pouvait activer les villes dans leur rôle d'organisateurs de l'espace régional.

[2] Cette agglomération est issue d'une stratégie géopolitique d'ouverture sur le Brésil, qui s'est notamment matérialisée par la mise en place conjointe de grands projets d'infrastructures, comme le barrage d'Itaipú sur le fleuve Paraná, la route goudronnée qui relie Ciudad del Este à Asunción, ainsi que le « Pont de l'Amitié », construit en 1974, et qui constitue le premier pont entre le Paraguay et le Brésil.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 1 : Phases d'urbanisation de la région Orientale du Paraguay de 1960 à 2013



Source: réalisation propre.

Depuis le début des années 2000, les nouvelles dynamiques territoriales sont intenses au Paraguay, non seulement par l'ampleur des reconfigurations régionales mais aussi et surtout parce que les territoires qui subissent ces transformations structurelles étaient jusqu'alors éloignés des principales dynamiques de développement. Tel est le cas du centre de la région Orientale, tout comme du Chaco paraguayen, qui se trouvent désormais impulsés dans une toute nouvelle phase de leur histoire : d'« espace marginalisé » pour le premier et de « périphérie oubliée » pour le second, ils deviennent des territoires « intégrés », tant à l'économie nationale comme au monde globalisé. De fortes reconfigurations de l'économie agricole agissent comme les moteurs du dynamisme régional et s'accompagnent d'une diversification progressive des secteurs d'activité. En parallèle à la recomposition de l'activité agricole, nous voyons se développer un secteur commercial et de services dans les centres urbains. Nous assistons également au surgissement d'un petit secteur secondaire, qui joue d'ores et déjà un rôle décisif dans la construction des nouvelles configurations productives. Ces changements économiques majeurs s'accompagnent aussi de fortes transformations sociales, en particulier par l'irruption des modes de vie occidentaux (consommation, services à la personne, accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, etc.). Ainsi, les mutations économiques et

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

sociales en question s'accompagnent, depuis une dizaine d'années, d'un intense phénomène d'urbanisation qui renforce et active, de manière inédite, certains points de l'armature urbaine. En suivant une trame régulière, plusieurs centres urbains connaissent un développement très rapide : leur niveau de centralité se voit renforcé et ces villes acquièrent un nouveau rôle dans l'organisation régionale. C'est bien la première fois que nous assistons à la structuration de l'espace central de la région Orientale par un réseau de villes. Il en résulte également que le rapport de dépendance que cette vaste région centrale entretenait vis-à-vis de la Capitale jusqu'à une période très récente (début des années 2000) est complètement remis en question : le renforcement d'une dizaine de petites villes se traduit par la constitution de nouveaux pôles de services, qui font contrepoids face à la macrocéphalie d'Asunción et qui concurrencent l'effet d'attraction d'un nombre limité de villes moyennes (Coronel Oviedo, Caaguazú, Villarrica et Concepción). Notre territoire d'analyse se limitera à ce que nous appelons « l'intérieur » de la région Orientale (voir figure nº1) où, nous l'avons compris, les villes ne jouaient jusqu'à présent qu'un rôle dérisoire dans la structuration de l'espace. Soit dit en passant, le Chaco paraguayen, qui s'étend sur la région Occidentale du pays, connaît lui aussi un processus d'urbanisation, mais qui diffère sensiblement de celui qu'on observe en région Orientale.

Au-delà de l'étude du développement des villes, c'est surtout l'émergence du fait urbain qui attirera notre attention et de ce fait, nous ne pouvons pas nous contenter d'une analyse des villes comme objets ponctuels. L'intérêt est donc bien de considérer les interrelations que les espaces urbains entretiennent avec leurs espaces d'influence, aussi bien proches que lointains. Il s'agit donc d'identifier les facteurs du développement urbain en inscrivant les villes dans des contextes régionaux d'échelle variable, ceux-là même où s'organisent les flux de capitaux, de personnes, de biens et de services qui sont à l'origine d'un processus inédit d'accumulation urbaine et de renforcement des villes en tant que pôles : il se trouve que l'organisation régionale est en pleine mutation et ses centralités aussi. Les concepts théoriques centraux sur lesquels nous nous appuierons sont donc ceux « d'espace », de « région », de « territoire », de « ville », de « réseau urbain ». L'urbanisation étant le produit d'un nouveau rapport à l'espace, de nouvelles représentations et de nouvelles pratiques de la part de la population, il est indispensable de mobiliser plusieurs approches de la géographie sociale. En effet, la manière dont les populations pratiquent et perçoivent la ville constitue une entrée fondamentale pour comprendre une toute nouvelle société urbaine : l'intérêt sera de la caractériser et d'identifier ses motivations, ses expressions socio-spatiales ainsi que ses points de tension. *Comme la société devient de plus en plus urbanisée, la « ville » en tant que telle perd de son intérêt comme objet privilégié d'analyse, et c'est la « société urbaine » en général qui devient l'élément principal des réflexions théoriques et de l'intervention publique*[3].

[3] *"As society becomes more urbanized, the city disappears as the distinct object of enquiry and practice, and urban society overall becomes the object of scientific enquiry and policy action"*. The dictionary of human geography, Wiley-Blackwell, 2009.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

En passant par l'analyse d'une phase inédite de développement urbain au Paraguay, nous aborderons l'émergence de plusieurs villes situées au centre de la région Orientale du pays et qui modifient substantiellement un réseau urbain paraguayen déséquilibré et très peu structuré. Plusieurs questions motiveront notre analyse : quel rôle jouent ces centres urbains émergents dans la phase récente d'évolution de la société et de l'économie paraguayennes ? Comment ces villes reconfigurent-elles le réseau et l'organisation urbaine au Paraguay ? Ou encore : comment témoignent-elles de l'irruption d'une nouvelle société urbaine ?

2 Définition et caractérisation des centres urbains à l'étude

Si nous mettons à part la catégorie particulière des villes frontalières (dont toutes les agglomérations du pays font partie[4]) nous pouvons affirmer qu'Asunción est la seule ville à jouer un « rôle de premier ordre » dans le réseau urbain paraguayen. En effet, celle-ci incarne la macrocéphalie de l'organisation urbaine et aucune autre ville n'est aussi attractive. Hormis les villes frontalières, plus tournées vers l'extérieur que vers leur région proche, qu'elles n'articulent que trop faiblement, il n'y a pas de villes qui jouent un « rôle de second ordre » et qui articuleraient des espaces régionaux plus ou moins vastes. C'est donc à ce niveau de l'armature urbaine qu'un véritable manque se présente, particulièrement à l'intérieur de la région Orientale. Entre les agglomérations du pays (où l'on pourrait avoir, Asunción, Ciudad del Este, Encarnación et Pedro Juan Caballero) et les petites villes dont l'influence ne dépasse pas le niveau local, nous devrions avoir des villes dont la vocation est de portée régionale : c'est donc cette catégorie de villes qui fait défaut, mais qui expérimente de profondes transformations. A l'intérieur de la région Orientale, même les villes les plus peuplées ne semblent remplir un véritable rôle articulateur de leurs espaces régionaux et la hiérarchie entre les villes est très peu lisible : il en résulte donc un réseau urbain très faiblement structuré où les villes d'un éventuel « deuxième niveau de la hiérarchie urbaine » ont beaucoup de mal à s'affirmer. C'est ce niveau de villes qui est reconfiguré par un nouveau phénomène d'urbanisation et nous verrons que les villes qui se développent ne sont pas forcément celles qui comptent le plus lourd poids démographique.

2.1 L'intérieur de la région Orientale : un espace dépourvu d'organisation urbaine

Jusqu'au début des années 2000, les villes de l'intérieur, en mal d'équipements et d'un marché du travail suffisamment diversifié, ne faisaient peser qu'un rayonnement très restreint : leurs fonctions de centralité et leur capacité d'être organisatrices de leur espace régional étaient limitées. Cette faiblesse relative du fait urbain s'explique par différents facteurs qui, pendant des décennies, ne permettaient pas d'initier un indispensable processus d'accumulation urbaine. De ce fait, les plus petites villes ne pouvaient pas dépasser leur stade initial de simples bourgades au rythme de vie villageois et les villes moyennes avaient du mal à s'affirmer durablement. A titre d'illustration, les villes « moyennes » de

[4] Asunción est physiquement une ville frontalière, mais certainement pas d'un point de vue fonctionnel.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Concepción et de Villarrica ont connu leur plus forte phase de croissance au cours de la première moitié du XXe siècle : en se constituant comme des petites villes (entre 10.000 et 15.000) au cours de cette première moitié du siècle dernier, elles articulaient de toutes petites régions isolées, sans avoir connu par la suite de phase de développement, faute des conditions essentielles d'accumulation urbaine. Pour leur part, les « villes route », qui ont réussi à bénéficier des nouveaux flux générés par la mise en place de l'axe principal de la vie nationale paraguayenne, reliant Asunción et Ciudad del Este, ont connu un essor significatif au cours des années 1970 et 1980. Coronel Oviedo et Caaguazú sont issues de ce mode particulier de développement urbain, qui en faisaient des villes monofonctionnelles liées à l'activité de passage et dont le poids démographique (qui atteint les 50.000 habitants en 2002) n'assurait pas un niveau d'équipements suffisant, ni un marché du travail suffisamment dynamique.

Une économie de subsistance, une absence relative d'activité industrielle (sous forme artisanale dans le meilleur des cas) et une absence préoccupante d'infrastructures de communication, sont quelques-uns des facteurs qui maintenaient l'intérieur de la Région Orientale dans le sous-développement structurel où il était plongé. Encore aujourd'hui, l'absence de villes structurantes de « second ordre » (par rapport aux agglomérations), est un élément préoccupant : dans les années 1960, Romain Gaignard (GAIGNARD, 1960) indiquait déjà que le manque d'organisation régionale pesait lourdement sur le sous-développement de la région Orientale. La présence de villes aurait effectivement traduit la présence d'une économie et d'un marché du travail plus diversifiés. D'autre part, des équipements et des services plus complets auraient permis à ces villes d'attirer les intenses flux migratoires qui se sont exclusivement tournés vers Asunción, la seule « vraie ville » du pays, vers Ciudad del Este par la suite, puis vers l'étranger. Dans le cadre de sa thèse sur les pionniers brésiliens au Paraguay, Sylvain Souchaud affirmait que *«tout au long de son histoire, le Paraguay avait généré certains 'foyers' urbains tels que Encarnación, Concepción, Villarrica, Pedro Juan Caballero ou Coronel Oviedo, dont l'essor a toujours été provisoire et de faible ampleur : ces villes se présentent souvent comme des espaces inachevés où les impressions de décadence et de croissance se confondent »* (SOUCHAUD, 2002).

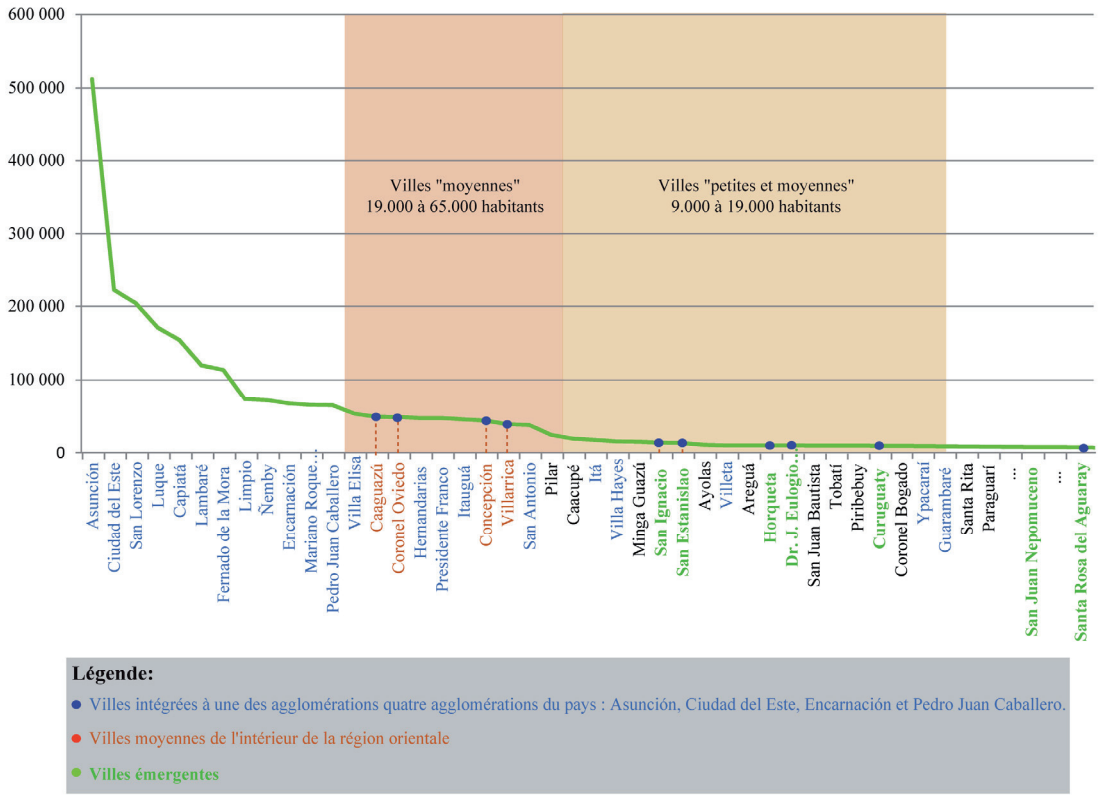
C'est dans ce contexte qu'à partir du milieu des années 2000 se développent plusieurs villes au centre de la région Orientale, installant ainsi les bases d'une nouvelle structuration urbaine de l'espace (voir Figure nº1).

2.2 Un développement qui favorise des points spécifiques de l'armature urbaine

Le graphique ci-dessous nous montre que si nous nous limitons aux critères statistiques, seules les villes de Caaguazú, de Coronel Oviedo, de Concepción et de Villarrica peuvent être considérées comme des « villes moyennes » dans une éventuelle typologie urbaine paraguayenne. Le reste de nos villes d'étude, qui sont paradoxalement celles qui connaissent le dynamisme le plus marqué, se confondent parmi les villes de faible poids démographique.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 2 : Populations urbaines des différentes villes du Paraguay, classées par ordre décroissant, en 2002



Légende:

- Villes intégrées à une des agglomérations quatre agglomérations du pays : Asunción, Ciudad del Este, Encarnación et Pedro Juan Caballero.
- Villes moyennes de l'intérieur de la région orientale
- Villes émergentes

Source: réalisation propre.

Depuis le milieu des années 2000, plusieurs centres urbains situés au centre de la région Orientale connaissent un développement accéléré de leurs services et de leurs fonctions, ce qui constitue la principale expression de leur nouveau dynamisme. Dans ces petites villes, la diversification des services se manifeste par l'apparition et la multiplication de banques, d'universités, de services à la personne, de services à la production, mais aussi de commerces très divers : il s'agit d'une offre commerciale et de services destinée aux populations et au secteur agricole. C'est donc la très rapide diversification des activités urbaines qui attire toute notre attention et qui nous conduit à identifier un groupe de villes que nous qualifierons « d'émergentes » : San Ignacio, San Juan Nepomuceno, Juan Eulogio Estigarribia, San Estanislao, Curuguaty, Santa Rosa, Horqueta. Comme nous montre le tableau nº1, il s'agit de petites villes, dont la population ne dépasse pas les 15 000 habitants en 2002. Sur ce point, il faut savoir que la variable démographique n'intervient aucunement dans le procéssus de développement des activités urbaines : bien plus structurante est la situation des villes au sein, d'une part, des réseaux de communication et, d'autre part, des nouvelles régions productives. Ainsi, à l'intérieur de la région Orientale, nous trouvons des centres urbains de taille démographique comparable à celle des « villes émergentes », mais qui présentent un aspect figé et somnolent.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau n°1: Population des « villes moyennes » et des « villes émergentes » (*) de l'intérieur de la région Orientale du Paraguay

District	1982	1992	2002
Coronel Oviedo	22 190	38 316	48 773
Caaguazú	19 592	38 220	48 941
Concepción	22 957	35 276	43 955
Villarrica	21420	27 818	38 961
Pilar	13 084	19 121	24 658
Horqueta (*)	4 504	8 252	9 946
San Estanislao (*)	5 544	9 132	13 202
San Ignacio (*)	7 071	11 580	13 716
San Juan Nepomuceno (*)	3 299	4 382	6 937
Dr. J. E. Estigarribia (*)	2 679	5 755	9 921
Curuguaty (*)	2 316	6 264	9 493
Sta Rosa del Aguaray (*)	inexistante	inexistante	1 412

Source : Dirección General de Encuestas, Estadísticas y Censos, Asunción, Paraguay.

Les villes du haut du tableau sont d'avantage peuplées que les « villes émergentes » : elles ont connu des phases intermitentes de développement urbain, tout au long du siècle dernier. Pour leur part, les « villes émergentes » expérimentent un procéssus soutenu de développement urbain pour la première fois de leur histoire et ce procéssus d'urbanisation diffère sensiblement de celui qu'ont pu connaître les « villes moyennes ». En effet, c'est bien dans un tout autre contexte économique et social que se développent les petites villes en question : en l'espace d'une décennie, les « villes émergentes » deviennent des sortes de points nodaux très attractifs et ce, dans un contexte de fortes mutations des économies régionales et de la société paraguayenne. Nous emettons donc l'hypothèse selon laquelle les centralités que peuvent faire peser les villes émergentes est différente à celle que font peser les villes moyennes. En effet, si ces dernières sont tout aussi bien touchées par la diffusion des nouvelles composantes de la société paraguayenne (monétarisation de l'économie, augmentation de la consommation, nouvelles aspirations « urbaines », etc.), elles ne bénéficient pas pour autant des effets générés par les nouvelles dynamiques productives de l'agriculture. Effectivement, ces villes moyennes que sont Coronel Oviedo, Concepción, Caaguazú, Villarrica, ou Pilar sont situées dans des « poches » pas tout à fait intégrées aux nouvelles dynamiques de développement de l'activité agricole.

C'est ainsi que les villes moyennes expérimentent une croissance plus mesurée, ou du moins pas aussi perceptible que chez les petites villes émergentes, où la croissance est plus spectaculaire parce qu'elle a lieu sur fond de faible dynamisme urbain. Malgré ces observations, nous avons fait le choix d'intégrer ces villes moyennes à nos réflexions pour deux raisons. La première raison est qu'elles se situent dans l'espace géographique support des petites villes émergentes (l'intérieur de la région Orientale), et la deuxième raison est que, de ce fait, elles font partie intégrante du réseau urbain, qui fait parfois système : à titre d'illustration, la réorganisation du réseau de routes profite à San Estanislao au détriment de Coronel Oviedo.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3 Une entrée par les fonctions urbaines

Du procéssus de développement urbain en cours, il en résulte que des petites villes d'une dizaine de milliers d'habitants peuvent compter sur un niveau de services plus complet que des villes bien plus importantes d'un point de vue démographique : c'est ce qu'illustre le tableau ci-dessous. Les fortes différences démographiques semblent donc s'estomper quand nous analysons brièvement le nombre de quelques-uns des services emblématiques qui se multiplient dans les villes émergentes. Dans le classement, des villes comme Curuguaty, San Estanislao ou San Ignacio, sont mieux placées que des villes bien plus peuplées, telles que Caaguazú, Villarrica, Pilar ou Caacupé. Une ville comme Santa Rosa del Aguaray, de moins de 2.000 habitants en 2002 compte un niveau de commerces et de services presque aussi complet que celui de Caacupé (20.000 habitants) ou de Villarrica 38.000 habitants). Nous l'avons compris, le réseau urbain que nous abordons à partir du critère démographique est donc à déconstruire pour définir un réseau urbain dont les « forces de gravité » sont exercées par des centres urbains dont la taille démographique est complètement aléatoire. Ceci remet directement en question le postulat selon lequel le poids des fonctions d'une ville est directement liée à sa taille et justifie d'avantage une entrée par les fonctions urbaines plutôt que par leur poids démographique.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

District	Population urbaine en 2002	Banques et agences (1)	Etablissements de formation supérieure (2)	Hotels (3)	Commerces	Pondération commerces	(1) + (2) + (3)
Coronel Oviedo (*)	48 773	7	13	19	150	15	54
Concepción (*)	43 661	6	9	20	68	10	45
Curuguaty	9 493	7	6	15	73	10	38
San Estanislao	13 202	8	9	10	69	10	37
San Ignacio	13 716	8	7	17	44	5	37
Santa Rita	8 572	11	6	8	84	10	35
Caaguazú	48 941	8	10	12	43	5	35
Pilar (*)	24 300	5	5	12	76	10	32
Maria Auxiliadora	5 004	8	3	9	67	10	30
Villarrica (*)	38 961	7	7	5	90	10	29
Caacupé (*)	19 131	6	5	8	77	10	29
San Juan N.	6 937	5	4	9	59	10	28
Salto del Guairá (*)	6 653	5	3	13	45	5	26
Sta Rosa del A.	1 412	7	3	11	41	5	26
J.E. Estigarribia	9 921	7	0	8	69	10	25
Carapeguá	5 421	7	4	3	75	10	24
Ayolas	10 851	1	3	13	27	5	22
San Pedro (*)	7 927	4	6	5	29	5	20
Villa Hayes (*)	15 394	1	3	0	127	15	19
San Juan Bautista (*)	9 822	3	4	2	53	10	19
Paraguarí (*)	8 307	3	5	2	31	5	15
Horqueta	9 946	3	3	2	49	5	13
Caazapá	5 990	3	3	3	38	5	12

Sources: Dirección General de encuestas, Estadísticas y Censos (DGEEC), 2002; Données préliminaires du recensement général de la population de 2012.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

4 Les recompositions économiques et sociales du centre de la région Orientale du Paraguay : vecteurs essentiels d'une nouvelle organisation urbaine

4.1 Les nouvelles dynamiques économiques régionales

Dans la région Orientale, les différences de développement des trois grandes sous-régions fonctionnelles s'estompent : le vaste espace central, situé entre l'aire urbaine d'Asunción et l'extrême Est du pays, connait désormais d'importantes mutations économiques. Ces intenses transformations, qui ouvrent la voie à de

nouvelles dynamiques de développement, ne concernent plus seulement l'extrême Est de la région Orientale, où l'arrivée de colons brésiliens dans les années 1970 avait ouvert la voie au développement d'une agriculture intensive et mécanisée, très compétitive. C'est à partir du début des années 2000 que le centre de la région Orientale connait donc les premiers signes d'une transformation intense, qui se manifestent par l'installation progressive du modèle capitaliste de production agricole.

Si cela peut paraître surprenant de parler d'intensification du capitalisme dans les champs, il faut avoir à l'esprit les intenses mutations que peut connaître ce secteur d'activité et le nouveau contexte international, dont la demande conduit à activer de nouvelles niches de marché. Certains auteurs n'hésitent pas à affirmer que nous assistons à une véritable révolution du secteur agricole *« qui incorpore désormais les principaux paradigmes de la production et de la consommation globalisées »* (ELIAS, 2010). Par ailleurs, *« la diffusion de nouveaux systèmes techniques agricoles, fortement alimentés par la science, les technologies et l'information, contribue à une restructuration productive du secteur, qui conduit à des transformations significatives des éléments techniques et sociaux de la structure agricole »* (ibidem, 2010). En effet, certains secteurs productifs agricoles incorporent progressivement les mêmes logiques qui caractérisent les autres secteurs de l'économie (productivité, intrants, technologies, information, etc.) : il en résulte donc une certaine division économique et spatiale du travail et un tout nouveau système de relations sociales. En effet, l'agriculture entrepreneuriale et de gestion a besoin d'établir de nouveaux rapports sociaux entre acteurs (petits agriculteurs, techniciens des multinationales agricoles, prestataires de services, industriels, exportateurs, acteurs du commerce international, etc.). Au centre de la région Orientale, nous assistons à l'arrivée de nouveaux marchés qui amènent avec eux de toutes nouvelles logiques productives. Plusieurs modèles de production contribuent à mettre en place un tout nouveau contexte économique dans cette région auparavant marginalisée.

Nous avons tout d'abord le passage progressif d'une agriculture de subsistance à une agriculture, toujours « d'échelle familiale », mais désormais intégrée à des marchés productifs : ceci apparaît comme un fait inédit dans une région où l'agriculture de subsistance prédominait largement il y a encore moins d'une décennie. Ainsi, des produits traditionnels de « l'agriculture familiale » comme le manioc ou la canne à sucre sont intégrés à de nouveaux marchés. De cette manière, les petits agriculteurs se voient intégrés dans des chaînes productives dont la production est destinée aux nouveaux et très exigeants marchés internationaux (sésame, sucre bio, stévia), ainsi qu'aux marchés d'échelle continentale ou nationale (ananas, banane, fruit de la passion, riz, amidon de manioc, etc.). Si ces productions ne subissent pas toutes de transformation industrielle, elles répondent toutes à des cahiers des charges exigeants, qui sont imposés par de tout nouveaux acteurs, les « collecteurs » (entreprises multinationales), ainsi que par les industries agro-alimentaires, qui répondent à des normes strictes de qualité. Ensuite, nous voyons se développer une activité d'élevage, qui devient de plus en plus compétitive, le Paraguay devenant le 9ème exportateur mondial de viande bovine. Finalement, certaines zones sont concernées par l'avancement de la frontière agricole des productions intensives de l'Est du pays, qui se déploie de manière diffuse vers l'intérieur de la région Orientale. Cette progression de la frontière

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

agricole s'accompagne souvent du peuplement de zones interstitielles (SOUCHAUD, VAZQUEZ, 2009) et les villes qui en bénéficient constituent des espaces de rencontre entre une multitude d'acteurs agricoles issus de modèles productifs très différents : dans ces villes[5] plus qu'ailleurs (Curuguaty, J. E. Estigarribia), de gros producteurs de soja, de maïs ou de blé cohabitent avec des éleveurs ou bien des petits agriculteurs. En outre, ces villes constituent aussi des lieux de rencontre entre des cultures différentes, puisque la majorité des producteurs de l'agriculture intensive sont descendants de colons brésiliens de l'Est du pays. Soit dit en passant, l'arrivée d'investisseurs étrangers est un phénomène très répandu, et ceux-ci s'installent de plus en plus à l'intérieur de la région Orientale : au Paraguay, dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, 25% des terres considérées comme productives appartiennent à des entrepreneurs étrangers. L'arrivée de ces acteurs (descendants de colons ou bien étrangers) est bien perceptible dans la plupart de nos villes d'étude, particulièrement à Curuguaty, Juan Eulogio Estigarribia, San Estanislao, Santa Rosa del Aguaray et San Juan Nepomuceno.

Quoi qu'il en soit, l'arrivée de nouveaux marchés agricoles s'accompagne de l'installation d'une économie de marché dans un espace qui en était quasiment exclu jusqu'au début des années 2000. Jusqu'à ce moment-là, le contexte se caractérisait par la prédominance d'une agriculture de subsistance dont la seule source de revenus était la production de coton, dont les prix, en chute libre au cours des années 1990 et 2000 assuraient de maigres revenus, uniquement pendant la période de récolte. Désormais, aux côtés des nouveaux investisseurs, aux revenus plutôt élevés, les petits producteurs voient s'accroître leurs revenus : eux aussi deviennent de nouveaux acteurs économiques dans un espace jusqu'alors très faiblement monétarisé.

Ainsi, les territoires centraux de la région Orientale revitalisent leur économie par l'intermédiaire de processus d'intégration productive et commerciale. Il s'agit donc de l'intégration dans la mondialisation d'espaces marginalisés, qui assistent actuellement au repérage de ressources productives (génériques ou construites). Au cœur de la région de l'agriculture familiale, apparaissent aussi des espaces "d'agriculture familiale mondialisée", qui s'inscrivent donc dans des processus commerciaux d'envergure nationale et internationale.

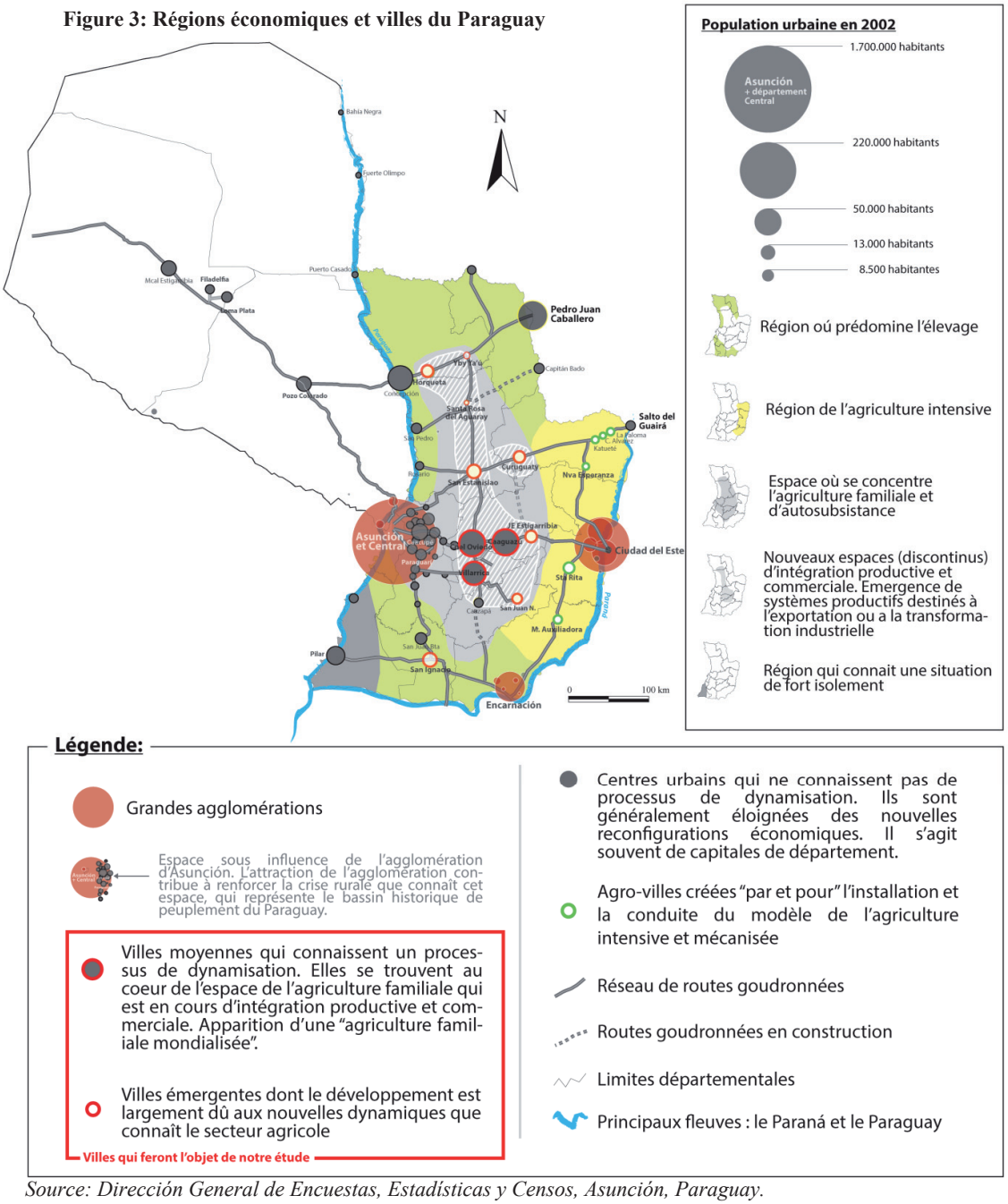
D'autre part, nous assistons à l'installation inédite de nouveaux « systèmes d'objets » : l'apparition de nouvelles infrastructures de transport, de nouveaux moyens de communication numérique, de villes, d'équipements liés à l'activité agricole -stockage, irrigation, industries-, sont autant d'éléments que l'on pourrait ramener à une première forme d'aménagement privé de l'espace, qui n'est évidemment pas impulsé par les pouvoirs publics. Cet équipement dote l'espace central de la région Orientale d'une certaine fluidité, qui installe les conditions essentielles qui permettent le développement des investissements économiques. Ce système d'objets est bien le signe d'une certaine hausse de la compétitivité du secteur agricole : *« les années 2000 marquent une forte transition dans l'évolution*

[5] Tout particulièrement Curuguaty, Juan Eulogio Estigarribia et San Juan Nepomuceno.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

de la région Orientale et apparaissent les premiers signes d'une atténuation des différences de développement entre les trois vastes régions fonctionnelles (Asunción et aire d'influence, extrême Est de la région Orientale et centre de la région Orientale) qui se distinguaient par la nature de leurs activités économiques et par leurs rythmes de développement » (VAZQUEZ, 2011).

Figure 3: Régions économiques et villes du Paraguay



Source: Dirección General de Encuestas, Estadísticas y Censos, Asunción, Paraguay.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Cette insertion dans les logiques de la globalisation est donc portée par l'agriculture commerciale, dont les acteurs passent par les centres urbains pour leurs activités de commandement, de pilotage, de gestion et de communication. Ainsi, l'activation des économies régionales, très largement liées au secteur agricole, constitue le facteur premier de l'émergence urbaine. Les nouvelles logiques productives qui guident le développement économique ne peuvent plus se passer des centres urbains qui deviennent de véritables plateformes logistiques. L'agriculture et l'élevage adoptant de plus en plus un mode de gestion entrepreneurial, ils exigent d'avantage d'intrants (matériel agricole, machines, outils, fertilisants, produits vétérinaires, etc.) et de nouveaux services (financiers, juridiques, notarial, expertise environnementale, topographie, imagerie satellite, etc.), ce qui exige une nouvelle organisation, qui profite aux espaces urbains. De ce fait, *« de nouvelles relations s'établissent entre l'espace agricole et l'espace urbain, alimentées par de nouvelles demandes {…) de produits et de services spécialisés, ce qui intensifie la consommation productive » (Santos, 1988).*

D'autre part, nous voyons s'accroître les relations entre les différentes régions de l'Orient paraguayen, qui expérimente un processus d'intégration régionale, permis notamment par un réseau routier qui passe d'une logique de connexion vers l'extérieur (vers l'Argentine et le Brésil) à une logique de connexion intra régionale : ceci nous amène à percevoir plus amplement au Paraguay les signes de ce que Santos appelait la « contraction espace-temps » (SANTOS, 2006). Le nouveau réseau de routes goudronnées permet donc un développement des échanges qui rend possibles de nouvelles complémentarités productives. Ainsi, nous constatons que les chaînes de production se déploient sur des espaces beaucoup plus vastes, les produits terminant souvent à l'autre bout du monde. Par ailleurs, la réorganisation du réseau de routes provoque une réorganisation des centralités et certains espaces urbains se retrouvent favorisés par leur nouvelle situation au sein du réseau.

Toutefois, outre les effets du redéploiement des infrastructures de communication, c'est toute une transformation de la valeur des liens entre les lieux, les personnes, les groupes ou les entités géographiques qu'il s'agit d'identifier. Dans un contexte de mutations économiques où les investissements se multiplient dans un espace jusqu'alors marginalisé, nous assistons à la rencontre de groupes sociaux qui n'entraient pas forcément en contact les uns avec les autres : les petits producteurs voient se multiplier leurs voisins qui sont aussi bien des éleveurs, des acteurs de l'agriculture intensive, ou des multinationales. La réorganisation des flux de personnes et de marchandises s'accompagne aussi d'une diffusion de modes de vie mondialisés : c'est un tout nouveau système de valeurs qui fait irruption, les populations exprimant désormais de toutes nouvelles ambitions.

4.2 Les villes émergentes : des laboratoires d'observation de l'intégration progressive des valeurs urbaines dans la société paraguayenne

Si de fortes restructurations productives du secteur agricole contribuent à renforcer le rôle des villes dans les nouveaux circuits de production, une transition sociale qui semble s'affirmer dans la société paraguayenne est elle aussi responsable du renforcement des espaces urbains, cette fois-ci, comme lieux de vie. Ainsi, nous

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

avons l'apparition de nouvelles ambitions urbaines de la part des populations : un véritable « désir de ville » se fait sentir. En témoigne notamment le pari fait par les jeunes de se lancer dans des études supérieures, dont l'offre se développe dans les centres urbains émergents. Les villes se développent donc autant comme des nœuds dans les nouvelles logiques productives du secteur agricole que comme de nouveaux espaces de vie : la centralité urbaine s'en voit profondément renforcée. Force est de constater que l'augmentation massive de l'utilisation des moyens de déplacements motorisés, le développement du marché du travail, la salarisation des emplois ainsi que le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, qui véhiculent les modes de vie urbains, sont autant d'éléments qui installent les conditions d'un processus inédit d'accumulation et de concentration urbaine. Dans ce contexte, les villes se présentent comme les portes d'entrées privilégiées à la modernité et aux nouvelles opportunités et ce, aussi bien pour les populations « urbaines » que pour les populations « rurales ». Au fond, c'est toute une société traditionnellement rurale qui se retrouve bouleversée, ce qui a un impact indéniable sur les modèles de reproduction sociale et sur les modes de vie.

Ainsi, la société paraguayenne, traditionnellement tournée vers l'espace rural, intègre les formes d'un tout nouveau rapport à l'espace qui est l'urbanité : outre l'émergence de villes, nous avons surtout le développement d'une société urbaine. Les villes ne constituent donc pas seulement les plateformes où se rencontrent une diversité de groupes sociaux, elles se présentent aussi comme les nouveaux lieux où se réalisent des activités très variées (achats, accès aux services, rencontres professionnelles, travail, études, divertissement, etc.). Depuis les années 1980, cette société urbaine se développe autour des aires urbaines les plus importantes alors que depuis le milieu des années 2000, un tout nouveau phénomène urbain est perceptible, et il concerne cette fois des centres urbains de « l'intérieur » du pays, au centre de la région Orientale. Cette émergence urbaine vient donc confirmer l'entrée de cette région dans une toute nouvelle étape de son évolution.

D'autre part, les villes émergentes constituent de véritables espaces de rencontre entre des groupes sociaux très hétérogènes. Les populations qui entrent désormais en contact ont des origines sociales et géographiques très différentes. Dans nos villes d'étude, nous voyons s'installer des éleveurs et des agriculteurs, plutôt aisés, qui habitent en ville tout en travaillant dans l'espace rural. A San Estanislao par exemple, la multiplication de maisons et de logements plutôt « haut de gamme » est clairement perceptible dans l'espace urbain. Ces nouveaux habitants contribuent à une diversification et à un développement de la « bourgeoisie urbaine » plus dynamique dans ses investissements. En même temps, nous voyons s'installer en ville des populations de classe moyenne et basse, qui sont attirées par un marché du travail très spécialisé dans le secteur des services. Sur ce point, l'apparition de quartiers précaires est un indicateur qui rend compte que « l'accès à la ville » et à ses opportunités est loin d'être garanti. Jean-Paul Lacaze rappelle bien que *« toute ville économiquement et socialement active ne cesse de sécréter de la différenciation, de générer des tensions, de susciter des tendances ségrégatives »* (LACAZE, 1995), constat qui traduit un aspect inhérent à la notion même de ville. Nous sommes donc amenés à nous questionner au sujet de la nouvelle structure sociale des villes : comment se compose-t-elle ? Quelles sont ses représentations de la ville ? Comment les différents groupes sociaux pratiquent-t-ils l'espace urbain ? Quelles empreintes socio-spatiales la structure sociale construit-elle ? Autant de

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

questions qui interrogent une nouvelle société urbaine constituée aussi de « citadins ruraux », qui pratiquent la ville au quotidien, mais qui n'y habitent pas forcément.

Par « citadins ruraux » nous entendons les habitants des zones rurales qui se rendent en ville pour suivre leurs études, pour effectuer leurs achats, pour accéder aux équipements (santé, éducation,…) et aux services, etc. Désormais, les villes s'alimentent de ces déplacements pendulaires qui sont de plus en plus intenses et qui nous obligent à dépasser une conception statique de l'objet ville, qui est celle de l'institut national des études statistiques (DGEEC, sous ses sigles paraguayennes). En effet, il n'existe au Paraguay aucun outil de mesure du fait urbain dans son acception mobile et dans ses relations avec l'espace rural plus ou moins proche. Ainsi, le processus d'urbanisation auquel nous assistons à l'intérieur de la région Orientale nous oblige à remettre en question les rapports entre espaces urbains et espaces ruraux. Il nous exige également de redéfinir et de reconsidérer les représentations que nous avons de la « ruralité paraguayenne », qui interagit désormais de plus en plus étroitement avec les villes.

5 Conclusion

Le processus de développement urbain qui a lieu sous nos yeux se manifeste par une forte densification des noyaux urbains et par un renforcement des centres où s'exprime la très claire diversification des activités urbaines, qui sont exclusivement tournées vers le secteur tertiaire. La principale question est de savoir dans quelle mesure les villes acquièrent une fonction organisatrice et motrice dans l'espace géographique. Nous nous trouvons face à un système d'interdépendances économiques et sociales entre, d'une part les espaces urbains et d'autre part, l'échelle régionale : en même temps que la région fait la ville, la ville fait aussi la région.

S'il faut absolument avoir à l'esprit le rôle moteur de l'activité agricole, il faut cependant comprendre que l'expression du dynamisme urbain dépasse largement une éventuelle fonction spécialisée dans les services agricoles, qui ne ferait des villes émergentes que des maillons supplémentaires de la chaine de production agricole. L'activité agricole joue effectivement un rôle moteur dans la dynamisation des espaces urbains : de plus en plus, les villes captent la rente de la production agricole, qui est dépensée dans les produits et services de consommation courante, mais aussi dans de nouveaux investissements immobiliers ou commerciaux. Dans un tout premier temps, la rente générée dans les espaces ruraux est à l'origine de l'installation des premières agences bancaires et services à la production. Les nouvelles embauches et la salarisation de l'emploi généré par le développement des activités tertiaires se traduisent par l'augmentation des revenus des ménages, ce qui s'accompagne aussitôt d'une nouvelle propension à consommer des biens, et à accéder à des services. Ainsi, une part de plus en plus importante de la population travaille dans le secteur des services et perçoit des revenus réguliers, qui sont constamment réinjectés en ville. De manière simultanée, nous assistons au développement de toute une gamme d'activités tertiaires, comme le commerce, les services à la personne, la restauration, l'immobilier, l'hôtellerie, etc. Il faut préciser que parmi les acteurs qui sont à l'origine de ces nouveaux investissements urbains, nous avons aussi des notables ou bien même des anciens

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

immigrés revenus au pays qui perçoivent un climat favorable pour investir dans ces villes : supermarchés, restaurants, et boutiques de toutes sortes apparaissent ainsi. Nous pouvons donc émettre l'hypothèse suivante : l'augmentation de la rente agricole et l'apparition de nouveaux besoins et aspirations de la part des populations agissent de manière simultanée dans l'émergence des centres urbains.

D'autre part, l'installation de nouvelles écoles, de nouvelles cliniques (publiques ou privées), de nouvelles universités (elles sont essentiellement privées) s'accompagne de tout un cortège de professeurs, de médecins, d'infirmiers et d'autres employés, qui sont eux aussi consommateurs et demandeurs de services urbains. La question à se poser ici est donc de savoir où en sont les villes dans leur « émancipation » par rapport à la rente issue du monde rural. Un seuil de population doit-il être dépassé ? Même si cette émancipation n'est pas une fin en soi, il s'agit de connaître quels sont les mécanismes du dynamisme urbain : quelque chose est certain, le secteur des services (publics et privés) joue un rôle de plus en plus fort au sein des petites villes émergentes.

Toutefois, un coup d'arrêt de l'activité agricole pourrait se traduire par une répercussion sensible sur le dynamisme urbain : les villes émergentes ne compteraient donc pas tout à fait sur leurs propres forces pour se développer. Si diversification des activités urbaines il y a, il y a aussi une indéniable spécialisation tertiaire, et les risques de la spécialisation fonctionnelle sont bien connus. Précisons que la diversification des activités tertiaires est une chose, et la diversification des secteurs économiques en est une autre.

Références

AYDALOT P., 1985, *Economie régionale et urbaine*, Paris : Economica, 487 pp.

BAUDELLE G., GUY C., 2003, *Le polycentrisme, un projet pour l'Europe*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 306 pp.

BOLAY J.C., RABINOVICH A., "Ciudades intermedias: ¿una nueva oportunidad para un desarrollo regional coherente en América Latina?", Lausanne: Laboratoire de Sociologie Urbaine (LASUR), 42 pp. En ligne et consulté le 04 04 2013, URL : *nccr-ns.epfl.ch/public_pdf/ciudades_intermedias_bolay_rabinovich.pdf*

BRUNET R., *Les villes européennes*, Paris : DATAR/La Documentation Française, 179 pp.

CLAVAL F., 1981, *La logique des villes. Essai d'urbanologie*, Paris : Litec, 633 pp.

COMMERÇON, N. ; 1984, « Mobilité et mutations sociales en ville moyenne : essai méthodologique », *Revue de géographie de Lyon*, Vol. 59, Nº 3, pp 197-214.

COMMERÇON N., 1986, « Les changements socio-spatiaux en ville moyenne », *Espace, populations, sociétés*, vol. 4, Nº 2, pp 283-291.

DEMAZIERE C., 2012, « Villes petites et moyennes », *Revue Norois* Nº223, 136 pp.

ELIAS D., 2011, « Agronegócio e Novas Regionalizaçoes no Brasil », *Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais (ANPUR)*, vol. 13, pp 153-170.

ELIAS D., 2003, *Globalizaçao e agricultura*, Sao Paulo: EDUSP, 480 pp.

GAIGNARD R., 1972, « Les villes du sous-développement: le cas du Paraguay », *Revue Géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, vol. 43, Nº 4, pp 399-426.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

GAIGNARD R., 1973, « Sous-développement et déséquilibres régionaux au Paraguay », *Revista Geográfica*, Nº 69, pp 29-73.

GORENSTEIN S., LANDISCRINI G., HERNANDEZ, J., (dir), 2012, *Economía urbana y ciudades intermedias. Trayectorias pampeanas y norpatagónicas*, Buenos Aires: CICCUS, 288 p.

KAYSER, B., 1972, « Les petites villes françaises », *Revue de géographie alpine*, vol. 60, Nº 60-2, pp 269-284.

KLEINPENNING, J., 2011, *Paraguay 1515-1870: una geografía temática de su desarrollo*, Asunción: Editorial Tiempo de Historia, 848 p.

LABORIE, J.P., 1997, *Bourgs et petites villes*, Toulouse : Presses Universtaires du Mirail, 471 p.

LUSSAULT, M., 2007, *L'Homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*, Paris : La couleur des idées, 363 p.

MENDEZ, R., 2006, "Del distrito industrial al desarrollo territorial: estrategias de innovación en ciudades intermedias", *Desenvolvimento en questiao*, vol. 4 nº7, pp 9-46.

MERLIN, P., 2002, *L'aménagement du territoire*, Paris : Presses Universitaires de France, 441 p.

MORINIGO, J., CESPEDES, R., (dir), 1984, "El proceso de urbanización en el Paraguay: de la quietud al dinamismo (1870-1982)", in MORINIGO, J., CESPEDES, R., (dir), *Ciudad y vivienda en el Paraguay*, Asunción, SAEP, 306 p.

PUMAIN D., 2001, « Système de villes et niveaux d'organisation », in BOURGINE P., LESNE A., *Morphogénèse. L'origine des formes*, Paris: Belin, pp 239-263.

PUMAIN D., 2001, « Villes, agents et acteurs en géographie », *Revue européenne des sciences sociales*, Nº121, pp 81-93.

PUMAIN D., 2006, « Villes et système de villes dans l'économie », *Revue d'Economie financière*, Nº86, pp 29-46.

PUMAIN D., OFFNER J.M., (dir), 1996, *Réseaux et territoires – significations croisées*, Paris : Editions de l'Aube, La tour d'Aigues.

PUMAIN D., PAQUOT T., (dir), 2006, Dictionnaire, la ville et l'urbain, Paris : Economica, 320 pp.

REYNAUD A., 1981, *Société, espace et justice*, Paris : Presses Universitaires de France, 264 pp.

ROZENBLAT C., CICILLE P., 2003, *Les villes européennes. Analyse comparative*, Paris : La Documentation Française, 94 pp.

SANTAMARIA F., 1999, *Les villes moyennes françaises : entre hiérarchie et réseaux*, Lille : Presses Universitaires du Septentrion, 513 pp.

SANTOS M., 1986, « Circuitos espaciais da produçao: um comentario », *in* SOUZA M., SANTOS M., (dir), *A construçao do espaço*, sao Paulo: NOBEL.

SANTOS M., 1993, « Los espacios de la globalización », *Anales de geografía de la Universidad complutense*, Nº13, pp 69-77.

SANTOS M., 1994, Técnica, espaço, tempo: globalizaçao e meio técnico-científico informacional, Sao Paulo : HUCITEC, 190 pages.

SANTOS M., 2008, *Espaço e método*, Sao Paulo : EDUSP, 120 pp.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

SANTOS M., 2008, *Metamorfosis do espaço habitado*, Sao Paulo : EDUSP, 170 pp.

SOUCHAUD S., 2002, *Pionniers brésiliens au Paraguay*, Paris : Karthala, 406 pp.

TAULELLE F., 2010, « La France des villes petites et moyennes », *in* CAILLY L., et VANIER M., (dir), *La France : une géographie urbaine*, Paris : Armand Colin, pp 138-154.

VAZQUEZ F., 2006, *Territorio y población. Nuevas dinámicas regionales en el Paraguay*, Asunción: ADEPO, 201 pp.

VELTZ P., 1999, *Mondialisation, villes et territoires. L'économie d'archipel,* Paris : PUF, 262 pp.

VON THUNEN J., 1851, *Recherches sur l'influence que le prix des grains, la richesse du sol et les impôts exercent sur les systèmes de culture*, Paris, 290 pp.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 4 / WORKSHOP 4

Entre urbain et rural. Villages, bourgs ou petites villes ?

Between urban and rural. Villages, small towns or small cities?

Une nouvelle génération de villes, les villes-villages : cas de la Kabylie (Algérie)

Naima Agharmiou-Rahmoun
Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, UMMTO, Algérie
rahmounaima@yahoo.fr

Résumé

En Kabylie1, le développement urbain de ces cinquante dernières années s'est fait de manière concomitante avec celui des villages. Malgré leur pérennité à travers l'histoire, ces villages de montagne ont subitement accepté de devenir des villes. L'armature villageoise séculaire a jusque-là constitué une sorte de «barrage» pour l'émergence des villes. Celles-ci ne sont apparues qu'avec la conquête française, plusieurs hypothèses expliquent leur venue tardive. La wilaya de Tizi-Ouzou qui présente à la fois une diversité spatiale et une homogénéité sociale et culturelle illustre cette interaction ville/village. La permanence du peuplement n'a pas résisté à de nouvelles formes d'agglomération. Ce ne sont plus les seuls chefs-lieux de communes qui sont touchés, mais l'ensemble des villages et hameaux. Ni urbaine, au sens universel du terme, ni franchement rurale avec ses propres spécificités, la ville en Kabylie serait un « mixage » de villages et des prémisses de villes. Nous assistons à l'émergence d'un réseau de « nouvelles » villes en construction, les villes-villages. Une nouvelle forme urbaine, dépassant la notion de village et celle de ville, ce qui nous invite à un renouveau sur la question urbaine. Si la ville de Tizi-Ouzou connait une « inflation urbaine », le reste de la région illustre une « conurbation » de villages où la route devient un porteur du peuplement et des activités économiques. Est-ce le résultat des expériences de développement vécues par le pays depuis l'indépendance du pays ou l'aboutissement d'un long processus historique bien plus lointain que les conquêtes coloniales ? Comment expliquer cette urbanisation envahissante au moment de la mise en place de nouveaux instruments de planification urbaine? Des enquêtes auprès des collectivités locales étayeront nos propos.

Mots-clefs

villes, planification urbaine, villages, densités, agglomérations.

1 Introduction

La ville, née d'un besoin d'action (Aydalot, 1985), traduit à travers ses fonctions et ses formes, les bouleversements économiques et sociaux vécus par les hommes. Objet complexe, la ville est une notion relative et évolutive (Huriot-Lepage, 2009 ; Polèse-Scheamur, 2009) mais aussi un sujet multidisciplinaire. En Algérie, les critères officiels de définition de la ville se sont certes enrichis au fil des

[1] La Kabylie n'a jamais été un territoire clairement défini. Nous nous intéressons pour notre part à la Kabylie du Djurdjura correspondant en gros à la wilaya de Tizi-Ouzou.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

recensements[2], pourtant, beaucoup d'autres aspects de la ville et de l'urbain restent à défricher. Le recensement général de la population et de l'habitat de 2008, par exemple, en privilégiant le critère poids démographique n'a pas révélé cette interaction entre les villes et les villages et les rapports dynamiques et permanent qu'ils entretiennent, un phénomène pourtant fortement présent dans les régions de montagne, telle la wilaya de Tizi-Ouzou. Les villes définies sont en réalité, souvent une agglomération de villages avec des densités démographiques très élevées (Larbaa-Nath-Irathen 738 habitants au km2 ; Souk-El-Tenine 701 ; Mechtras 708 etc.). N'étant pas le produit d'une évolution historique évolutive (Bairoch, 1985) ni d'un processus cumulatif d'agglomération (R. Camagni, 1996), la ville est un fait nouveau dans la région étudiée d'où cet enchevêtrement entre la ville et le village. Une situation, qui va échapper à la planification urbaine en vigueur en Algérie, notamment les derniers instruments, les PDAU[3]. N'ayant pas toujours été une priorité pour les pouvoirs publics algériens, la planification urbaine ne va pas se faire de façon concomitante avec la planification économique nationale. Les plans de développement économiques allaient métamorphoser les villes et les villages mais aussi se faire en dehors d'eux.

2 Le village traditionnel comme socle de l'urbanisation

Pour comprendre le processus de l'urbanisation de la Kabylie on doit recourir à l'histoire afin de repérer les permanences ou les ruptures ayant caractérisé la région jusqu'à ce début du 21ème siècle. La wilaya de Tizi-Ouzou est « un des môles de peuplement les plus importants et les plus anciens du Maghreb… » (J. Fontaine, 1983 : 79), ce peuplement dense va marquer les territoires de la wilaya par de multiples villes et villages dont la croissance physique va se faire de manière spectaculaire.

2.1 Un peuplement ancien et une venue tardive des villes

La région Kabyle a subi de multiples conquêtes aux empreintes spatiales différentiées (Ch. A. Julien, 1994 ; E. Masqueray, 1983 ; A. Mahé, 2001 ; M. Dahmani, 1993,...). De la civilisation matérielle romaine créatrice de villes, en passant par la conquête arabe peu estampillée, puis turque, plus féodale, c'est la colonisation française qui donnera le coup de fouet urbain à une région, demeurée longtemps rurale. Une colonisation qui allait mettre en place une armature urbaine, face à une armature villageoise séculaire. Celle-ci, ne sera pas évincée, au contraire, elle survivra à travers de nouvelles formes qu'elle cherchera au gré des étapes de développement du pays, en puisant dans l'urbain et l'urbanité sans en sacrifier l'essence du terroir, le village et l'appartenance locale.

L'importance des densités démographiques n'est pas un fait nouveau en Kabylie. Les historiens et géographes rapportent l'importance du peuplement (Hannoteau et

[2]« Armature urbaine de 2008 », *in* « Collections Statistiques », n° 163/2011, ONS.

[3] Plan Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme régi par la loi 90/25, mis en place dès les débuts des années 90 pour encadrer la libéralisation du marché foncier (loi 90/29).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

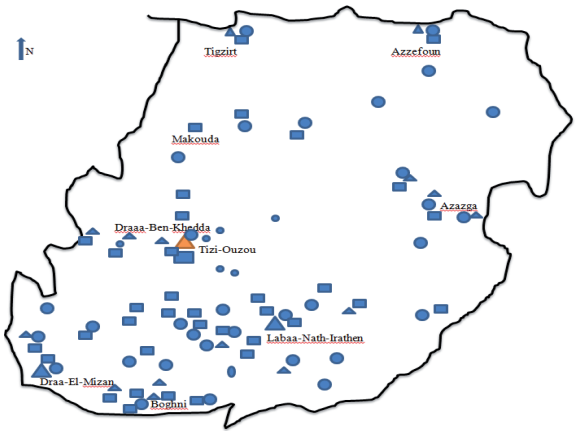
Letourneux, 2003 ; Mahé, 2001 ; Dahmani, 1993 ; Masqueray, 1983…) depuis les temps les plus reculés. La permanence caractérisant la région étudiée est la constance du peuplement villageois (Agharmiou-Rahmoun N., 2011). D'essence rurale, il est organisé, jusqu'à la conquête coloniale, en villages à l'allure urbaine (Mahé, 2001 ; J. Fontaine, 1983) mais cela n'a pas permis la formation de villes, de cités pouvant générer des traditions et une histoire urbaine. Plusieurs hypothèses sont avancées (C. Lacoste-Dujardin, 1988 ; Dahmani 1993) pour expliquer cette venue tardive des villes en Kabylie du Djurdjura.

Une accumulation du capital faible freinant la création des richesses mais aussi la présence d'un pouvoir central et la proximité des vieilles cités urbaines telles Alger, Dellys ou Bejaia ; l'organisation sociale horizontale ; une configuration géographique hostile (montagne, absence de fleuves et de traditions maritimes,..) ; une agriculture peu développée n'ayant pas permis la réalisation de surplus et le développement de moyens de transports ; la vitalité de fonctions économiques (artisanat, souk, mosquée) assurées par le village ne justifiant pas la présence de la ville (P. Peillon, 1981)... Autant de facteurs ayant en quelque sorte entretenue ce besoin de survie et de se ressourcer en permanence, loin de ce qui a trait à « l'étranger » et à l'inconnu. Cette constance séculaire des villages, une distribution du peuplement en petits groupements, et en dépit de son caractère industrieux (E. Carette,1853 ; Mahé, 2001) et de la structure de son habitat (Camille Lacoste Dujardin, 1988) n'a pas permis l'émergence de villes. Une société agraire d'une « cohésion exceptionnelle » (J. Fontaine, 1983 : 22). Seule, la colonisation française va être « urbanisante » (Bairoch P., 1985) avec la création de nouveaux villages qui se sont développés dans des conditions particulières voire exceptionnelles mais ne modifieront pas foncièrement la structure socio-économique en place (J. Fontaine, 1983, p25). Près d'une vingtaine[4] de centres sont créés entre 1857 et 1889 (Bellahcene, 2006) destinés au peuplement des colons agriculteurs. Ces villages coloniaux vont devenir, pour la plupart d'entre eux, les futures villes de la wilaya, comme on peut le voir sur la figure 1.

[4] Il s'agit des centres crées dans la wilaya de Tizi-Ouzou avec ses limites actuelles. Dix-sept deviendront des petites villes : Larbaa-Nath Irathen, Tizi-Ouzou, Draa-El-Mizan, Boukhalfa, . Ain-.Zaoua, Tizi-.Ghenif, Draa-Ben-Khedda, Boghni, Tadmait, Azzeffoun, Tamda, Fréha, Mekla, Azazga, Ain-El-Hammam, Yakourene, Tigzirt. Les autres vont péricliter quelques années après leur édification.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 1 Esquisse de la genèse des villes dans la wilaya de Tizi-Ouzou



1. Période précoloniale (avant 1830)

Villages traditionnels

Smala turques

2. Période coloniale

Villages coloniaux créés entre 1857 et 1858 (Larbaa-Nath-Irathen, Tizi-Ouzou, Draa-El-Mizan)

Villages coloniaux créés entre 1875 et 1889

3. Période récente

Agglomérations classées urbaines en 1966 (Tizi-Ouzou)

Agglomérations classées urbaines en 2008

L'implantation de ces centres est suivie de celles des équipements et favorisée par l'ouverture des routes et le chemin de fer[5] lequel va conforter l'urbanisation dès la fin du 19ème siècle (J. de Creszenzo, 2010). Des petites villes sont créées ex-nihilo. Cette trame coloniale va enrichir la « trame traditionnelle » endogène ancrée loin dans l'histoire (J. Fontaine, 1983 : 48-57). Elles sont bâties comme on aurait bâti une fabrique ou une usine, édifiées près des villages traditionnels, de forts militaires ou de Bordj, le plus souvent sur des axes importants de communication par souci de contrôle des populations autochtones. Le processus cumulatif d'agglomération est précipité par des facteurs autres qu'économiques : une volonté coloniale de créer un poste stratégique tirant avantage d'une centralité établie depuis l'ère turque. L'urbanisation amorcée par la colonisation va constituer une première rupture à travers un nouveau mode de production et d'échange il en résultera une dichotomie entre des centres urbains modernes pour les colons et à leur périphérie des cités recasement pour les populations algériennes. Deux entités duales qui cohabiteront mais ne se mêleront pas. Le village traditionnel demeurant un pendant actif aux nouveaux centres urbains, un gisement de main d'œuvre et de consommateurs.

Après l'indépendance du pays (1962), c'est le début d'une deuxième rupture. Les villes changent de physionomie en quelques décennies et les transformations qui en résulteront vont excéder celles produites par l'histoire séculaire. Fait significatif à relever, les villes sont prises d'assaut mais les villages gardent toujours leur

[5] La ligne Alger –Tizi-Ouzou est ouverte en 1888.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

vitalité. Paradoxalement, la planification urbaine encore imprécise et n'étant pas encore une priorité dans la politique nationale de développement, va ignorer les mutations en marche.

2.2 Les prémisses de villes à travers les villages

Alors que la densité démographique[6] est des plus élevées du pays (M. Cote, 1996) ce qui est un facteur favorable à la formation des villes, la Kabylie est restée jusqu'à l'indépendance la région qui a vu émerger peu de ville en son sein. Le tableau 1 (en annexe) nous montre que près de six communes sur dix sont en montagne alors qu'un quart est dans la vallée du Sébaou et la dépression de Draa-El-Mizan. L'urbanisation est « intériorisée » au cœur de la wilaya, là où les densités démographiques sont historiquement les plus élevées. A l'inverse, le littoral[7] est faiblement occupé (16% des communes).

Ainsi, la mobilité accrue des personnes (mouvements pendulaires de l'emploi), le développement du réseau routier, les retombées de l'émigration, vont précipiter cet engouement pour les constructions individuelles partout où le foncier le permet, souvent sur des terrains de nature juridique privée, c'est-à-dire dans les villages[8]. Le développement urbain va se faire de manière concomitante avec celui des villages, la montagne ne s'est pas dépeuplée avec l'essor de l'urbanisation. J Fontaine (1983, p. 30) le soulignait déjà pour la wilaya de Béjaia avec un taux de population agglomérée fort élevé. Chaque chef-lieu de commune, classé urbain ou pas est entouré d'une cohorte de villages, dépassant les 2000 habitants (Agharmiou-Rahmoun, 2011). Les gros villages sont parfois une agglomération de plusieurs hameaux et non des villages compacts, comme nous avons pu le constater sur le terrain.

Si la proportion de la population urbaine est l'une des plus basses du pays (43% en 2008, 66% au niveau national), l'essor des villes est indéniable depuis cinquante ans. Le nombre de villes passe de 1 en 1966 à 33 en 2008, ramenant le taux de la population urbaine de 8% à 43%, il est multiplié par plus de 5 en une quarantaine d'années, comme on peut le voir dans le tableau 2.

[6]Les densités démographiques concernent les communes

[7]La plupart des villageois du littoral Kabyle ayant subi les affres de l'armée coloniale française ont fui les villages pour se réfugier ailleurs, notamment à Alger. Leur réoccupation et reconstruction fût très lente. Pendant la décennie 90 la région côtière va être la plus sinistrée. Mais, il y a depuis le début des années 2000 un regain d'intérêt pour ces villes côtières.

[8] La wilaya de Tizi-Ouzou enregistre la plus grande proportion de détenteurs de titres de propriété de logement, 84.2% contre 64.9% au niveau national (48.3% dans la wilaya d'Alger).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau 2 Évolution du nombre des agglomérations depuis 1966 pour la wilaya de Tizi-Ouzou

RGPH	1966	1977	1987	1998	2008
Total des agglomérations	233	262	394	389	382
Nb d'agglomérations urbaines	1	5	16	27	33
Taux national de la population urbaine (%)	31.43	40	50	58.3	66
Taux de la pop. urbaine de la wilaya (%)	8	15	23.4	35.4	43

Source : Nos regroupements à partir des différents tableaux Excel sur les RGPH, l'armature urbaine de 1998 et de 2008, ONS.

Cependant, il s'agit le plus souvent d'agglomération de villages. Maatkas, Boudjima, Bouzeguene sont des exemples édifiants où l'effet de fusion des agglomérations secondaires au dernier recensement, donne des entités statistiques, dites urbaines avec des taux d'accroissement de la population très élevés (plus de 7% pour Boudjima !), comme on peut le lire sur le tableau 3 (en annexe). Ce qui diminue l'intérêt et le sens de ces données. D'autres agglomérations secondaires sont classées urbaines en 2008, Rédjaouna (commune de Tizi-Ouzou), Beni Mendes (commune de Boghni) et Djema-Saharidj (commune de Mekla) en dépit de leur caractère fortement rural et leur sous-équipement frappant. Ce regroupement « statistique » fausse l'appréciation et l'analyse sur les tailles réelles des villages et des villes. Notons aussi que la wilaya de Tizi-Ouzou enregistre le plus grand nombre d'agglomérations en Algérie depuis les premiers recensements : 382 sur les 4562 que compte le pays en 2008 (Béjaia 248, Alger 116, Boumerdès 149…). De même qu'elle a le plus grand nombre de communes (67 sur les 1541 du pays). La vigueur du village semble bien avérée à travers l'importance du nombre d'agglomérations déterminant l'organisation spatiale en dépit de l'émergence de nouveaux chefs-lieux de. Près des trois quart des chefs-lieux de communes ont moins de 10 000 habitants. C'est ce qui explique deux éléments intéressants : une croissance équilibrée au sein du réseau urbain régional au profit des petits centres et un frein à l'explosion de chef-lieu de wilaya (la ville de Tizi-Ouzou) et à celui de la prolifération des bidonvilles autour des grands centres urbains, Draa-Ben-Khedda, Azazga, etc. L'urbanisation de la wilaya de Tizi-Ouzou a produit trois ruptures spatiales :

- La création ex nihilo de villages coloniaux qui vont devenir les germes urbains, les futures villes. Il n'y a pas réellement une rupture avec l'ancien tissu villageois (qui s'est toujours calqué aux confédérations tribales ayant caractérisé la région).
- A la veille et au lendemain de l'indépendance nationale avec l'extension des villages coloniaux, l'exode rural massif vers les villes. La montagne ne s'est pas dépeuplée pour autant.
- Les années 90 et 2000 repli sur les villes pour des raisons sécuritaires[9] mais aussi un engouement unique pour les constructions individuelles, partout où il

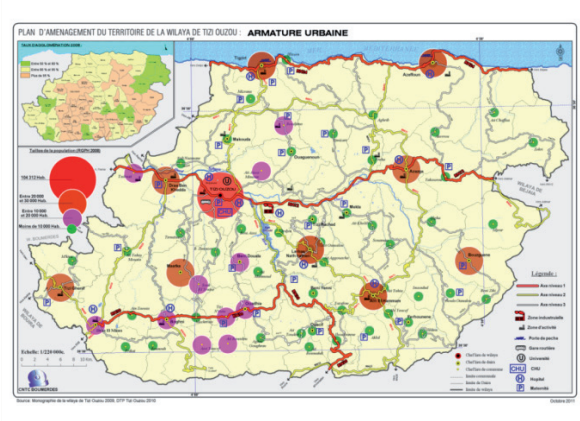
[9] La décennie 90 a été marquée par l'insécurité ce qui a accentué l'exode vers les villes…

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

y a terre à prendre, avec la libéralisation du marché foncier. Il y a un renouvellement et une revitalisation des villages.

La figure 2 fait ressortir la dissémination du fait urbain à travers l'ensemble de la wilaya.

Figure 2 le réseau urbain de la wilaya de Tizi-Ouzou en 2008



Source : Plan d'aménagement du territoire de la wilaya (PATW) de Tizi-Ouzou, phase 1, 2012

Plus accentuée au cœur même de la zone, la montagne et la vallée du Sébaou, l'urbanisation illustre aussi la primatie de la ville de Tizi-Ouzou, les villages et les petites agglomérations demeurant ainsi des satellites, produisant à leur tour des venelles prêtes à l'urbanisation. Deux éléments peuvent être soulignés. D'abord un paysage urbain composé essentiellement d'une « conurbation » de villages, un phénomène échappant, à priori, à tout contrôle. Pourtant, il permet de relativiser, d'une certaine manière l'ampleur du phénomène de l'urbanisation. Ensuite, même si la ville de Tizi-Ouzou a, depuis sa formation, accueillie beaucoup d'habitants, les autres agglomérations de la wilaya ont continué à jouer leurs rôles de retenues et de fixation des populations.

3 Une dynamique urbaine sans précédent est observée depuis un demi-siècle

L'urbanisation de l'espace Kabyle de par son ampleur ces vingt dernières années semble être exceptionnelle par le fait qu'elle est partout, là où il y a une route ou un axe en voie de le devenir (piste agricole, sentier,…). Alors que la population et l'habitat sont fortement agglomérés, les villes sont peu nombreuses.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3.1 Une dynamique urbaine spectaculaire ancrée dans les villages.

Les découpages administratifs[10] que le pays a connus depuis l'indépendance vont favoriser le développement des centres urbains, certains sont créés ex-nihilo. La figure 2 nous illustre bien la dissémination des petites agglomérations à travers tout le territoire de la wilaya. Par ailleurs, l'extension du réseau routier laisse conjecturer l'ampleur de l'urbanisation. Le réseau routier[11] représente en 2010 un linéaire de 4 805 km dont près des trois quarts en chemins communaux avec une densité moyenne de 1.436 km par km^2. C'est dire combien le territoire de la wilaya est devenu une toile de routes, si de plus l'urbanisation s'y invite tout au long de ces axes nous devinons aisément la diffusion spectaculaire des petits bourgs. La route devient déterminante pour les nouvelles constructions lesquelles ne sont plus entravées par les lieux abrupts de la montagne. La prolifération d'une urbanisation linéaire va produire, à terme, une grande toile d'araignée, dont le centre serait la ville de Tizi-Ouzou. Ce faisceau d'axes urbanisés diffuse les villes et les villages aggravant ainsi la gestion urbaine, la dégradation des paysages et de l'environnement mais aussi un coût élevé en infrastructures. On peut dire que tous les territoires sont en transition vers une méga-conurbation des villes et des villages. Quelques exemples de ces lignes urbanisées illustrent nos propos :

- La montagne du Djurdjura : Illilten ; Iferhounene ; Abi-Youcef ; Yatafene ; Illoula-Oumalou ; Iboudrarène ; Ouacifs ; Agouni-Gueghrane ; Assi-Youcef ; Frikat ; Bounouh,…
- Les vallées : Sébaou d'Azazga jusqu'à Tadmait, Dellys ; Draa-El-Mizan ; Tizi-Ghenif ; Boghni ; Ouadhias,…
- Les oliveraies : Mechtras ; Boghni, les piemonts,…
- Les vergers et figueraies : Tizi-Rached ; Oued-Aissi, Tala-Amara, Tamda,…
- Les crêtes et massif central : Maatkas ; Iflissen ; Larbaa-Nath-Irathen ; Aghribs,…
- Le littoral : Mizrana ; Tigzirt ; Azeffoun ; Ait-Chafaa,…

Les petites agglomérations de moins de 10 000 habitants sont localisées plus au sud de la wilaya, c'est-à-dire en zone de montagne et dans la dépression de Draa-El-Mizan. C'est « la région la plus anciennement et la plus densément peuplée qui a le réseau de centres le plus élaboré » (Fontaine, 1983 : 225). Celles, plus grosses, sont plus présentes dans la vallée du Sébaou. Le réseau urbain ne traduit pas seulement la division administrative représentée par les 67 communes et les 21 daïras, mais un groupe plus étoffé d'agglomérations dont la grande partie est de petite taille avec pour origine le village ancestral, comme on peut le voir dans le tableau 4.

[10] En 1956 le pays est divisé en 15 départements dont celui de Tizi-Ouzou. En 1963, c'est le même nombre qui est reconduit. En 1974 on a 31 wilayas (départements) et 704 communes et en 1984, le territoire algérien est divisé en 48 wilayas et 1541 communes.

[11] « Rapport d'activité de la wilaya durant l'année 2010 », wilaya de Tizi-Ouzou, secrétariat général, service de la synthèse, Mars 2011

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

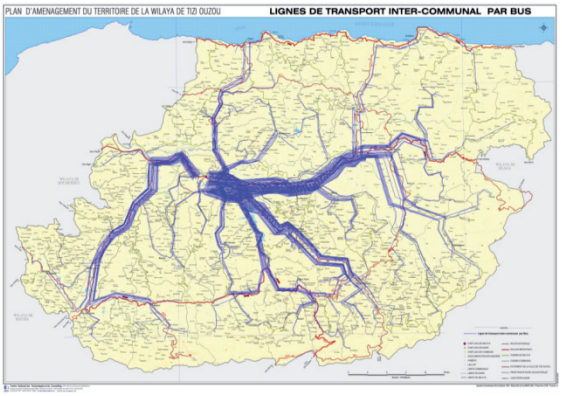
Tableau 4 Évolution du nombre des agglomérations au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou (en milliers d'habitants), selon la taille, depuis 1987

Pop. (en millier d'habitants)	1987	1998	2008
Moins de 5	366	351	340
5 à inférieur à 10	22	23	25
10 à inférieur à 20	5	11	11
20 à inférieur à 50	0	3	5
50 à inférieur à 100	1	1	0
100 et plus	0	0	1
Total	392	389	382

Source : ONS, 2012

Ces petites agglomérations ne reflètent pas nécessairement un équipement conséquent. Hormis les équipements de base, école primaires, commerces de proximité, parfois maternité, les petites agglomérations sont souvent sous-équipées. Ce qui renforce leur dépendance vis-à-vis des plus grosses bourgades, souvent des chefs-lieux de daïra mais, surtout, le chef-lieu de wilaya. Seule la ville de Tizi-Ouzou est relativement bien équipée, avec des fonctions urbaines et de commandement (Dahmani, 1993 ; Zenboudji, 2003). C'est la seule ville par exemple à avoir une gare routière, un théâtre, une zone industrielle. Les zones d'activité, quand elles sont fonctionnelles, ne sont pas présentes partout. Ce qui explique les flux massifs de personnes vers la ville de Tizi-Ouzou dont la population diurne double ou même triple (Dahmani, 1993) donnant à la ville de Tizi-Ouzou le statut d'une très grande ville, le temps d'une journée. La figure 3 illustre bien la suprématie de la ville sur le reste de l'hinterland à travers les flux de transports intercommunaux.

Figure 3 L'attraction de la ville de Tizi-Ouzou à travers les flux de transport intercommunal



Source : Plan d'aménagement du territoire de la wilaya (PATW) de Tizi-Ouzou, phase 1, 2012

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

La figure précédente nous donne un couloir central foisonnant en activités et en flux humains renforçant le caractère primatial de la ville de Tizi-Ouzou

Même si les petits centres urbains sont sous-équipés, leur dynamisme est soutenu par la venue progressive du confort urbain partout (taux d'électrification 95%, taux de raccordement à l'eau potable 98%, à l'assainissement 85%, au gaz 37%, instruction, ouverture de routes, infrastructures de base, possession de véhicules, ouverture sur le monde extérieur par l'accès à la télévision satellitaire,…). Ce qui a permis d'instaurer un genre de vie urbain à travers une « montée de la civilisation de loisirs » (JM. Miossec, 1985). Un mode de consommation urbain adopté par les nouveaux occupants de la ville, favorisant ainsi des importations[12] de plus en plus importantes notamment avec l'essor de l'économie libérale dès les débuts des années 90. De ce fait, il devient difficile de délimiter les frontières entre la vie rurale et la vie urbaine, la trame villageoise demeurant le soubassement de l'organisation de l'espace. Par ailleurs, l'absence de grandes villes dans la région serait peut-être une sorte de « bénédiction », à l'heure où les grandes villes de par le monde souffrent de congestion et de pollution. Rappelons qu'au niveau national, l'urbanisation est dominée par le développement et la croissance des petites agglomérations (Bouchemal S, 2008 ; Mohamed Chadli et Ali Hadjiedj 2008.) près d'un demi-siècle après l'indépendance.

Si les villes ne sont pas apparues tôt en Kabylie, elles se sont par contre imposées en très peu de temps. Le village originel, le village Kabyle, dépeuplé, a pratiquement disparu. C'est souvent sur ses vestiges que se bâtiront de nouveaux villages aux allures de ville tant les nouveaux rythmes de l'urbanisation ont été rapides et non contrôlés. Demeurant certes le creuset des solidarités traditionnelles et le haut lieu des liens sociaux du fait de sa taille, le village Kabyle va connaitre de nouvelles mutations pour produire de nouvelles entités urbaines. Les trois formes de peuplement opposées de par l'histoire (villages traditionnels, centres de colonisation, cités antiques) vont « fusionner » vers une forme unifiée donnant pêlemêle des villes-villes, des villes-villages, des villages-villes ou des villages-villages en ce début du 21ème siècle.

3.2 Une urbanisation diffuse à travers les villages

L'urbanisation observée se traduit par un renouvellement général de l'habitat. Une impression de paysages bétonnés et mités, sans règlementation ni esthétique architecturale. Le village traditionnel secrété par une économie rurale bien ancré à l'espace, a disparu. Il a laissé place à l'émergence d'agglomérations linéaires, économiquement sans attache. L'étude des formes urbaines d'un échantillon de dix

[12]Les importations de l'Algérie sont estimées à plus de 50 milliards de dollars chaque année

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

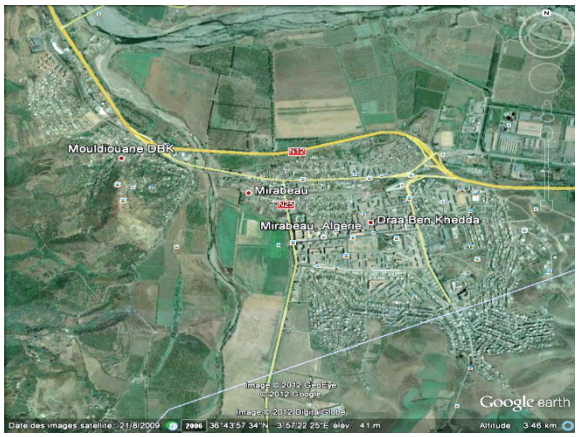
agglomérations[13] nous a conduits à dégager trois types de linéarités : une forme linéaire pure, une forme en toile d'araignée et une forme tentaculaire s'étirant dans tous les sens, comme on peut le voir sur les figures 4 à 9. Dans tous les cas de figure, on observe une linéarité « hiérarchisée » :

- Le cas des villes de forme traditionnelle, concentrique ou presque, exemple de la ville de Tizi-Ouzou (figure 4) et de Draa-Ben-Kheda (figure 5)

Figure 4 la ville de Tizi-Ouzou, un nœud de communication

Source: Google Earth

Figure 5 la ville de Draa-Ben-Khedda, de la forme concentrique à l'éclatement



Source: Google Earth

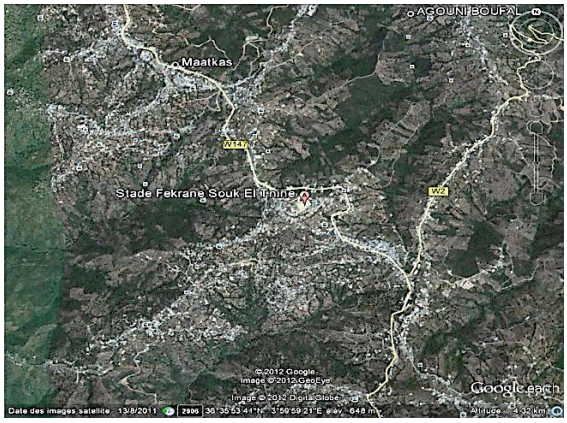
[13]Notre étude a porté sur un échantillon de dix agglomérations localisées dans trois types de communes, telles que définies par le dernier recensement de 2008. Il s'agit :

- des communes classées communes à prépondérance urbaine (PU) comme Tizi-Ouzou, Draa-Ben-Khedda, Maatkas, Fréha ou Azazga et dont le taux d'urbanisation est souvent très élevé (supérieur à 76% sauf pour Fréha avec 33%).
- des communes classées communes à prédominance rurale (PR) comme Azzefoun, Makouda et Mékla dont le taux d'urbanisation n'excède pas les 36%).
- des communes classées communes mixtes (MI) comme Draa-El Mizan et Beni-Douala.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

- Le cas des villes de montagne, constituant plus une agglomération ou une conurbation de villages le cas de Maatkas et Souk-El-Tnine (figure 6), Beni-Douala (figure 7)

Figure 6 les agglomérations de Maatkas et Souk-El-Tnine, la conurbation de villages



Source : Google Earth

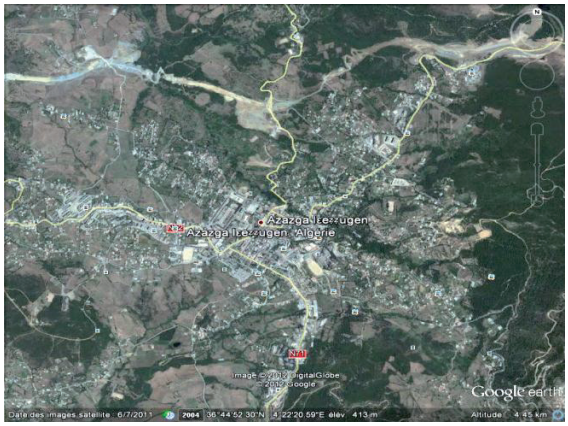
Figure 7 Beni-Douala, l'agglomération de villages le long des crêtes

Source: Google Earth

- Le cas des villes mixtes, éclatées, à partir de leur vieux centres urbains et s'accolant aux villages environnants, le cas d'Azazga (figure 8)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

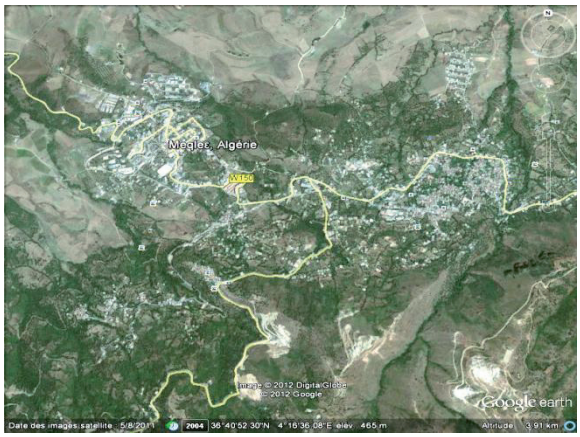
Figure 8 la ville d'Azazga, une extension en étoile



Source: Google Earth

- Le cas de villes conjuguant les deux situations, les villes « bicéphales » avec deux pôles l'un traditionnel et l'autre urbain (un ancien centre colonial à trame urbaine), exemple de Mekla-Djemaa-Saharidj (Figure 9)

Figure 9 Mékla –Djemaa, l'agglomération bicéphale



Source: Google Earth

La forme concentrique, quand elle existe, est en mutation. Nous sommes plutôt en face de physionomies de villes nouvelles assises sur les vestiges des anciens centres de colonisation le plus souvent mais dont l'éclatement a rompu l'aire contenue, ramassée de la ville traditionnelle. A l'inverse, l'agglomération en montagne s'impose comme un conglomérat de gros bourgs dépendant fortement des spécificités physiques locales. Toutes les formes observées redonnent à la route un autre rôle que celui de vecteur de communication et de liaison. C'est le lieu de prédilection pour la localisation des établissements humains et de leurs

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

activités économiques, des « zones d'activité routières informelles » avec des spécialisations territoriales. Ce qui engendre de nouvelles voies d'urbanisation[14] :

- RN 25 (Draa-Ben-Khedda - Tirmitine) : la « casse-auto »
- RN 12 (Oued-Aissi Taboukert) : matériaux de construction
- RN 71 (Tamda – Fréha) : aliments de bétail
- RN 12 (Azazga – Yakourene) : carrière de pierres taillées
- RN 24 (Tigzirt – Azzefoun) : tourisme et loisirs
- RN 68 (Draa-El-Mizan -Tizi-Ghenif – Chabet) : agriculture

Etc.

Conséquence, une urbanisation qui estompe les limites entre les villages et les villes en confondant leurs extensions. Si la linéarité urbaine produit des nouvelles « zones » résidentielles et économiques, elle est aussi génératrice d'économies externes négatives : coûts additionnels de réalisation des réseaux collectifs (eau, assainissement, entretien, hygiène,…), gaspillage du foncier agricole, distance à parcourir de plus en plus longue,… De plus, la production urbaine est souvent informelle (Belguidoum Said, 2010). En fait, si les villages traditionnels n'existent presque plus dans leurs formes primaires aujourd'hui, ils vont revivre à travers des agglomérations aux formes nouvelles. Ce qui semble conforter la thèse du primat de la forme du village sur celle de la ville. Ainsi, quel que soit son origine, les villes vont converger vers des entités uniformes, standard, empiétant sur des caractéristiques urbaines sans réellement se détacher des spécificités rurales, villageoises. Ces espaces urbains dépendent de la rente pétrolière (infrastructure, ZHUN, services publics, auto construction, transferts sociaux, des activités commerciales banales, des transferts de l'émigration (auto constructions familiales informelles,…). Il s'agit en gros, de villes ou de villages qui ne produisent pas ce qu'ils consomment (Jacobs J., 1992) mais engendrent des déséconomies, sont dépourvus d'espaces de loisirs, de détente et de récréativité à l'exception des cafés et de quelques restaurants. Toutes ces agglomérations deviennent des villes malgré elles.

4 Une urbanisation linéaire et une conurbation de villages échappant à la planification urbaine

L'urbanisation a dévoré les villages en ne laissant presque rien du substrat traditionnel[15]. Avec une permanence et une continuité du peuplement marquée par des densités démographiques des plus élevées dans tout le pays, la wilaya de Tizi-Ouzou ne souffre pas de bouleversements dans sa trame villageoise contrairement à d'autres wilayas. Les contraintes topographiques, la rareté du foncier urbanisable,

[14] De nos observations, nous remarquons que toutes les bâtisses érigées aux abords des routes, et parfois à l'intérieur des terres consacrent le premier niveau de l'habitation aux activités commerciales ou autres donnant parfois des « lignes » de garages de plusieurs kilomètres. Exemple le CW174 depuis le pont de Bougie vers Ath-Aissa-Mimoun, une agglomération longiligne d'une dizaine de kilomètres se forme, elle est doublée d'une activité foisonnante de commerces et de services. Dans le haut Sébaou, sur la RN 12, la ville d'Azazga est longue d'une dizaine de km à l'Est du vieux centre urbain et de plusieurs autres km jusqu'à l'hôpital.

[15] Souvent en lieu et place de la maison traditionnelle, on érige une maison « moderne » à plusieurs niveaux, sans lien aucun avec le tissu traditionnel originel.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

les couts élevés de viabilisation, le site accidenté,…n'ont pas empêché la formation progressive d'une véritable armature urbaine régionale grâce au développement des moyens de transport, le désenclavement des zones rurales,… mais aussi grâce aux apports extérieurs (emplois, émigration, transferts sociaux,…)

L'analyse d'une trentaine de PDAU de la wilaya nous a permis de voir que, combien même l'arsenal juridique est là, cela n'a pas empêché le chaos urbain. Loin de toute approche manichéenne, opposant un échec ou un succès de ces instruments, nous préconisons un nouveau regard à partir des expériences de cette planification, qui dès le départ s'est voulue imposée par le pouvoir central et non une réponse exprimée par les premiers gestionnaires locaux, comme notre enquête[16] l'a montré.

4.1 L'urbanisation, une somme de manifestations individuelles et non le produit d'un plan de développement cohérent

Les PDAU mis en place en 1990 succèdent à un ensemble d'instruments expérimentés depuis les années 70, PUP (plan d'urbanisme directeur) ; PUD (plan d'urbanisme directeur) ; PMU (plan de modernisation urbaine) (Salah Bouchemal, 2006).

L'examen des documents en question, les enquêtes et entrevues que nous avons réalisées avec des responsables locaux de communes et de la direction de l'urbanisme de la wilaya mettent à nu un outil fort ambitieux mais non adapté, imposé aux communes de manière hâtive dans une conjoncture économique peu propice, les années 90. Notre enquête a révélé que sur l'ensemble des trente communes enquêtées, le nombre de constructions réalisées sans permis de construire[17] est très élevé. De même, quand il y a infraction (construction non conforme aux règles urbanistiques, nombre de niveaux,…) il est rare que les pouvoirs locaux recourent à la justice, la police urbaine est souvent entravée dans l'exercice de ses fonctions. Résultat : on laisse faire. Les nouveaux PDAU, en révision, revoient souvent les périmètres d'urbanisation en fonction des excroissances induites par l'habitat informel (exemple de Draa-Ben-Khedda, Draa-El-Mizan,…). Ainsi, toutes les lignes urbanisées semblent plus traduire une somme de manifestations individuelles plutôt qu'un choix de développement véhiculé par les instruments d'urbanisme.

La force des instruments d'urbanisme en vigueur est certes la concertation, aspect vivement apprécié par les responsables locaux, mais cela ne s'est pas fait de manière progressive. Elle ne s'est pas faite en amont de l'étude, avec tous les acteurs de la ville ou du village dans le cadre d'un plan de développement

[16] Nous avons réalisé une enquête par questionnaire au printemps 2011auprès de 30 communes. L'enquête a touché tous les espaces de la wilaya (littoral, vallées piémonts, montagne). L'objectif principal était d'avoir l'avis des responsables locaux sur l'opportunité et l'opérationnalité d'un tel instrument mais aussi leur vision sur la question de l'organisation spatiale de leurs territoires, l'ampleur de l'urbanisation linéaire,...

[17] A propos des constructions des maisons kabyles sans permis de construire, en fait, il s'agit ici d'un problème de culture ancestrale. La reconnaissance d'un lieu qu'on possède est sociale et non administrative ! Un problème qui subsiste partout ailleurs en Algérie à cause du problème de propriété, de l'inexistence de cadastre ou des difficultés sociopolitiques à en établir. Par ailleurs, le PC est obligatoire dans toutes les zones couvertes par le PDAU faute de quoi, l'infrastructure est considérée comme illicite. Les zones éparses échappent à cette règlementation.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

communal en identifiant les portefeuilles fonciers, des objectifs de développement de la commune, les attentes des citoyens… Par ailleurs, la grande fragilité du PDAU, c'est sa conception standard pour des communes urbaines ou rurales. La spécificité des territoires ciblés n'est pas définie, ce qui, pour la Kabylie de montagne, pose véritablement problème quand on devine, par exemple, les coûts de terrassement pour la réalisation d'un projet en site accidenté. Les analyses territoriales sont peu développées et insuffisamment recherchées. L'analyse des différents PDAU étudiés révèlent que la partie diagnostic[18], par exemple, fait juste un constat. Aucune recherche approfondie n'est menée sur l'histoire, la sociologie et l'économie de la ville ou des villages. De même, les objectifs de la collectivité locale, ses atouts, ses blocages et ses particularités sont souvent décrits de manière sommaire. Les bureaux d'études privilégient les aspects techniques et urbanistiques et se soucient peu de l'intérêt d'une approche théorique, multidisciplinaire, pour cerner le développement et l'aménagement urbain. Quand le bureau d'étude réalise plusieurs PDAU, nous retrouvons la même analyse, les mêmes propositions pour des communes différentes aussi bien dans leurs potentialités que dans leurs problèmes de développement. Une ville (Draa-Ben-Khedda, Tizi-Ouzou, Azazga) est étudiée de la même manière qu'un autre chef-lieu de commune qui peut être un village ou une agglomération de villages (Makouda, Sidi-Naamane, Beni-Douala, Maatkas). Par ailleurs, et en dépit de la présence d'une université[19] dans la ville de Tizi-Ouzou, on ne se réfère pas à la production scientifique (thèses de doctorat, de Magister, rapports de recherches, articles de revue, ouvrages sur l'histoire et l'anthropologie de la région, colloques, séminaires). Pourtant, beaucoup de travaux (sur le développement local et régional, l'économie urbaine et rurale, les ressources territoriales,..) apportent des idées nouvelles, des propositions, des réflexions… les trois cas de PDAU que nous avons analysé de manière plus fine (Tizi-Ouzou, Mekla, Draa-Ben-Khedda) nous donnent des situations controversées. La ville de Tizi-Ouzou[20] (figure 4), de création récente dans une région demeurée longtemps rurale, passe d'un simple bourg (en contrebas du village Amraoua) au stade de grande ville (107 465 habitants en 2010) en un siècle et demi. Sa transition du stade urbain inférieur au stade urbain supérieur[21] n'a pas éclipsé la survivance du mode de vie villageois. Le PDAU préconise un projet urbain à travers la grande ville que la Kabylie a peiné à avoir, le projet de la nouvelle ville de Oued-Falli. Or, la ville de Tizi-Ouzou n'est pas le produit d'une évolution historique ayant permis le développement urbain des grandes villes du monde. Elle n'a pas d'histoire urbaine. Sa survenue, brusque, en tant que grande ville dans un environnement fortement rural, n'a pas empêché la forte interaction avec l'hinterland. Dans l'espace urbain intra-muros, toutes les incohérences urbanistiques et les désarticulations traduisent

[18] Le PDAU comporte trois phases : la phase 1diagnostic qui décrit et analyse les différentes potentialités de la commune, ses forces, ses faiblesses ainsi que le profil et les orientations de développement ; la phase 2 aménagement et orientations du développement et une phase 3 règlement.

[19] L'université de Tizi-Ouzou abrite dans ses trois campus 9 facultés (dont une de sciences économiques et de gestion, une faculté d'architecture et d'urbanisme et une faculté d'anthropologie) et de nombreux laboratoires.

[20] Centre colonial créé en 1858 avec 200-400 habitants

[21] Au RGPH de 1966 la ville de Tizi-Ouzou est classée comme une ville, elle est classée dans la strate de l'urbain supérieur à partir de 1998.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ce passé proche, de village de montagne. Pourtant le plan de développement ne traite pas cette dimension. Les deux autres PDAU analysés, Mékla et Draa-Ben-Khedda ne traduisent pas la forte interaction entre les villes et les villages. Le trait atypique de bicéphalisme de Mekla-Djemaa-Saharidj (figure 9) n'est pas exploré, ni exploité pour construire une vision et une réflexion approfondie sur le développement de la ville qui engloberait à la fois Mekla (ancien centre colonial) et Djemaa-Saharidj (village millénaire de plus de 6 500 habitants). Draa-Ben-Khedda (29 402 habitants), illustré par la figure 5 est un autre exemple où en l'absence d'une recherche approfondie sur l'histoire, la géographie, l'économie, la sociologie,… on n'aboutit pas à rehausser les économies de localisation de la ville au centre de l'étude. Sa position sur un nœud de communication vers Alger, vers Tizi-Ouzou, vers le sud de la Kabylie lui valent pourtant une place de choix dans le réseau urbain régional. Pire, les grands projets de développement de la région (stade de 50 000 places à Boukhalfa, nouvelle ville de Oued-Falli…) pourtant aux frontières de la commune, ne ressortent pas dans les orientations de développement de la commune de Draa-Ben-Khedda. L'absence de POS[22] diminue encore plus la portée des PDAU. La lenteur dans leur approbation encourage ainsi l'urbanisation informelle. Enfin, pour tous les PDAU analysés, Il n'existe pas de planification de long terme. Pour preuve, la prise en compte du SNAT[23], le SRAT, le PAW, ne constituent pas des références.

4.2 Nécessité de repenser la planification urbaine à travers l'écoute des territoires

Notre enquête a révélé que les collectivités locales manquent d'engouement pour les projets concernant l'avenir de la commune, une apathie s'expliquant par la centralisation de tout ce qui a trait à la gestion communale, en sus des limites des ressources financières. La concertation intersectorielle et l'implication de la société civile, telles que préconisée par les textes de loi régissant les PDAU sont des avancées en soi, mais réalité est tout autre. La nécessité de repenser les instruments d'aménagement et d'urbanisme devient alors une urgence, à travers la révision des lois et décrets régissant le caractère spécifique qu'ils doivent incarner pour garantir leur adaptabilité sur le terrain. Leur accompagnement d'études géotechniques, quand il s'agit des communes de montagnes ou de régions fragiles, doit être systématique de même pour les POS, outils concrétisant les actions sur le sol, sans lesquels la planification urbaine ne peut aboutir. Une réflexion concertée doit être menée avec l'ensemble des acteurs de la question urbaine (collectivités locales, bureaux d'études, secteur économiques, universitaires, société civile,…) dans le cadre de débats, de journées d'études et d'information,…afin de repenser la planification urbaine.

L'inefficacité de la planification urbaine s'explique par l'inadéquation entre les ambitions affichées les moyens tant humains que financiers existant localement. De même, le désengagement progressif de l'État a donné en « pâture » les entités territoriales les plus vulnérables à la « férocité » des nouvelles donnes

[22] Plan d'Occupation des Sols

[23] SNAT (Schéma National d'Aménagement du Territoire) ; SRAT Schéma Régional d'Aménagement du Territoire) ; PATW (Plan d'Aménagement du territoire de la Wilaya).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

économiques. Ce qui se traduit sur les morphologies des villes et des villages. Toutes les nouvelles constructions observées aujourd'hui illustrent un amalgame entre l'ancien et le moderne, l'oriental et l'occidental, le sobre et l'ostentatoire. En fait, l'arsenal juridique existe mais on assiste plus à une politique du laisser-faire, les quelques expériences présentées dans ce travail semblent plus privilégier l'approche d'une gestion de coups partis. Il y a alors, un anachronisme entre une règlementation qui a du mal à se mettre en place et une urbanisation en marche.

Valoriser la trame urbaine à dominante villageoise constituerait à notre sens, une approche empirique pouvant produire le développement économique mais aussi préserver un patrimoine culturel en déperdition. Dans certains PDAU, on préconise parfois la création de « nouveaux pôles urbains», comme embryon de cité susceptible de transcender les limites spatiales du village tout en freinant la diffusion urbaine (exemple Agouni-Oucherki dans les Aghribs…). Est-ce des solutions rationnelles quand on connait les couts collectifs, sociaux environnementaux, économiques…?

5 Conclusion

L'état des lieux de l'armature urbaine de la wilaya de Tizi-Ouzou qui fait ressortir une prépondérance des villages traduit un mode de vie de plus en plus urbanisé. Ce qui permet de contester, d'une certaine manière, la classification officielle de cette wilaya dans la catégorie des wilayas rurales du pays.

Nous observons la naissance d'une nouvelle génération de villes. Traduisant plus une structure sociale marquée par des solidarités traditionnelles, ces villes de la première décennie du 21ème siècle incarnent la mutation sociale d'une société à la recherche de la modernité et de ses repères. Même si des villes bicéphales existent toujours (le cas de Djemaa Sagard –Mekla) elles ne sont plus complètement individualisées en deux pôles. La ligne de partage entre village traditionnel et centre urbain ou ville est rompue. La morphologie observée étant le plus souvent de type urbain, le cachet architectural villageois et traditionnel étant dilué dans un cadre uniforme de plus en plus urbain ou pseudo-urbain !

Le trait caractéristique de l'urbanisation à travers la wilaya de Tizi-Ouzou est l'uniformisation, rien ne distingue une ville d'une autre. L'effet de la mondialisation qui dicterait des formes « universelles », unifiées, standardisées sans aucun ancrage avec les spécificités locales semble expliquer cet état de fait. Ceci est conjugué à l'absence d'un urbanisme efficace et d'une planification rigoureuse. Une sorte de politique du laisser-faire cautionnée par l'État. L'urbanisation a donné des villages –routes, une urbanisation linéaire qui finira par se superposer au réseau routier de la wilaya. En l'absence de programme de développement territorial, cela conduirait à la catastrophe urbanistique, spatiale et écologique.

L'université est un acteur incontournable pour repenser la problématique de l'urbanisation et ses implications territoriales et spatiales : les départements d'architecture, d'urbanisme et de génie civil pour les questions techniques ; le département de langue et culture amazigh pour les questions de patrimoine et de mémoire ; les départements des sciences économiques et de gestion pour la

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

question de la planification et du développement économique,… L'université peut participer à la révélation, l'exploration des ressources (notamment immatérielles) par la recherche, les idées, l'exploration territoriale, l'animation de la région et des territoires, la professionnalisation, la connaissance territoriale, la veille territoriale, les observatoires,…Dans le cadre de la planification urbaine et du développement local et territorial, l'interdisciplinarité tout comme la concertation intersectorielle ne sont plus une question de choix, mais une nécessité.

Références

Bairoch P., 1985, *De Jéricho à Mexico : villes et économie dans l'histoire*, édition Gallimard, 706 pages

Camagni R., 1996, *Principes et modèles de l'économie urbaine*, Edition Economica, 382 pages

Carette E., 1853, *Exploration scientifique de l'Algérie pendant les années 1840 -1841 - 1842 ; origine et migrations des principales tribus de l'Algérie*, Paris, MDCCCLIII, livre numérisé par Alain Spenato, http://www.algerie-ancienne.com,

Cote M. 1996, *Paysages et patrimoine : Guide de l'Algérie* , édition média – plus

Dahmani M., Dahmani M (dir), 1993, *Tizi-Ouzou, fondation, croissance, développement, Draa-BenKhedda*, édition l'Aurassi

De Crescenzo J., 2007, *Chroniques Tizi-Ouziennes 1844-1914*, Alger, édition Alpha, tome1

De Crescenzo J., 2010, *Chroniques Tizi-Ouziennes et régionales 1914-1928*, édition Jean de Crescenzo, tome 2

Fontaine J., 1983, *Villages Kabyles et nouveau réseau urbain en Algérie. Le cas de la région de Béjaia*, fascicule de recherche n°12, Tours, Collection urbanisation du monde Arabe, URBAMA

Hanoteau A. et Letourneux A., 2003, *La Kabylie et les coutumes Kabyles*, tomes 1, 2 et 3, Paris, édition Bouchène

Huriot JM. et Bourdieu-Lepage L., 2009, *Economie des villes contemporaines*, Paris, Edition Economica

Mahé A., 2001, *Histoire de la grande Kabylie XIXe XXe siècles. Anthropologie du lien social dans les communautés villageoises*, éd. Bouchène

Masqueray E., 1983, *Formation des cités chez les populations sédentaires de l'Algérie (Kabyles du Djurdjura, Chaouïa de l'Aourâs, Beni Mezâb*, réimpression de l'ouvrage publié en 1886 chez l'éditeur Ernest Leroux à Paris, EDISUD

Polese M. et Scheamur R., 2009, *Économie urbaine et régionale : introduction à la géographie économique*, édition Economica, 3ème édition

Troin JF., Troin JF (dir), 2006, *Le grand Maghreb*, édition A. Colin,

Jacobs J., 1992, *les villes et la richesse des nations*, édition Boréal

Agharmiou-Rahmoun N., 2011, « Une nouvelle génération de villes : les villes /villages. Cas de la Wilaya de Tizi-Ouzou », *Cahiers du CREAD*, n°96, pp 137-155

Belguidoum S.et Mouaziz N., 2010, « l'urbain informel et les paradoxes de la ville algérienne : politiques urbaines et légitimité sociale », *Espace et Société,* n°143, pp101-116

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Bouchemal S., 2006, « La production de l'urbain en Algérie : entre planification et pratiques », *laboratoire RNAMS*, centre universitaire Larbi Ben M'hidi, Algérie

Chadli M. et Hadjiedj A., 2003, L'apport des petites agglomérations dans la croissance urbaine en Algérie, *Cybergeo*, Espace, Société, Territoire, article 251, mis en ligne le 20 octobre 2003, modifié le 22 septembre 2008. URL : http://www.cybergeo.eu/index3851.html. Consulté le 29 octobre 2008.

Miossec Jean-Marie, 1985, « Urbanisation des campagnes et ruralisation des villes en Tunisie », *Annales de Géographie*. 1985, t. 94, n°521. pp. 38-62.

Peillon P., 1981, « Formes urbaines et contenu urbain dans les quartiers d'habitat sommaire des petites villes de basse Kabylie », *Méditerranée*, Volume 43

Lacoste-Dujardin Camille, 1988, « Pourquoi n'eut-il pas de villes dans la Kabylie marchande in colloque sur la « formation des cités en méditerranée », 1988

Sadoudi M. et Laiche M., 2007, « Extension de la ville de Tizi-Ouzou sous la contrainte foncière», *CAMPUS* ; n°8, UMMTO, pp 3-10

Tableaux récapitulatifs communaux (TRC) (2008), documents téléchargés au service régional de l'ONS au siège de la wilaya de Tizi-Ouzou

Bellahcene Tarik, 2006, *La colonisation en Algérie : Processus et procédures de création des centres de peuplement. Institutions, intervenants et outils. Cas de la Kabylie du Djurdjura*, Thèse de doctorat, tomes 1 et 2 Université Paris 8

Laiche M., 2007, *Les nouveaux instruments d'aménagement et d'urbanisme : PDAU et POS. Appréciation et évaluation. Cas de Tizi-Ouzou, Mémoire de Magister, UMMTO*

MAhoui K., 2006, Marché foncier urbain et sa régulation : modes d'allocation de l'espace et formation des valeurs foncières. Cas de la ville de Tizi-Ouzou, Mémoire de Magister, UMMTO

Zenboudji M., 2003, *Le rôle de la ville de Tizi-Ouzou dans l'organisation et l'encadrement de sa région*, Mémoire de Magister, UMMTO

Annuaire statistique 2010 de la wilaya de Tizi-Ouzou, 2011, édition n°26

Collections Statistiques, 2011, n° 163/2011, Série S, *Armature Urbaine de 2008*, ONS, 2012

LOIS 90-29 du 01/12/90 relative à l'aménagement et l'urbanisme, consultable sur le site www.JO.dz

PDAU des communes de Tizi-Ouzou, Mekla, Draa-Ben-Khedda,…

RGPH 2008, résultats par daïra et par commune, wilaya de Tizi-Ouzou, Septembre 2009, ONS

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau 1 Zones géographiques selon les communes et le poids démographique, 2008.

Grands ensembles géographiques	Nb. de communes	%	Population	%	Super. %	Densité (hab. /km2)
La frange littorale	5	8	56364	5	12.79	148.9
L'arrière-pays côtier	6	9	105414	10	22.95	350.6
Total1*	11	17	161778	15	35.74	238.2
Vallée du Sébaou	10	15	347684	32	19.02	617.8
Dépression de Draa El Mizan	7	10	162730	15	10.49	524.2
Total2	17	25	510414	47	29.52	584.55
Le massif Kabyle	33	49	370660	35	41.21	304
Chaîne du Djurdjura	6	9	36881	3	6.30	197.9
Total 3	39	58	374348	3	47.51	266.3
Total wilaya	67	100	1079733	100	100	365

Source : nos regroupements à partir des données de l'ONS (RGH de 2008) et de l'étude du PAW de 1996.

** 1 la zone côtière ; 2 vallées et plaines intérieures ; 3 la montagne*

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau 3 La liste exhaustive des agglomérations classées urbaines en 2008 selon leurs strates d'appartenance en 1998 et 2008 ainsi que leurs populations respectives à ces deux dates de référence

Agglomerations	1998		2008		Tx acct
	Pop.	Strate	Pop.	Strate	
TIZI-OUZOU	76206	US	104312	US	3.24
REDJAOUNA	6758	SU	6953	SU	0.29
AIN EL HAMMAM	-	SR	7575	SU	
FREHA	6541	SU	8155	SU	2.26
MECHTRASS	7223	SU	9361	SU	2.66
TAMAZIRT	-	RA	9383	SU	-
MAKOUDA	-	SR	9948	SU	-
DRAA-EL-MIZAN	17480	SU	19451	SU	1.09
TIZI-GHENIF	18217	SU	20738	U	10.32
ALMA	8548	SU	8975	SU	0.5
AZAZGA	22135	U	26515	U	1.85
LARBAA-NATH-IRATHEN	7111	SU	8278	SU	1.55
TIZI-RACHED	6945	SU	7235	SU	0.42
TIKOBAIN	-	SR	6712	SU	-
AIN-ZAOUIA	-	SR	6685	SU	-
SOUK-EL-KHEMIS	25490	SU	26142	U	0.26
BENI-DOUALA	12024	SU	11948	SU	-0.06
BOUZEGUENE	17775	SU	21097	U	1.75
OUADHIA	10462	SU	13626	SU	2.72
AZZEFOUN	-	SR	6197	SU	-
TIGZIRT	-	SR	8002	SU	-
TALA ILILANE	10116	SU	13264	SU	2.79
BENI-MENDES	7552	SU	7499	SU	-0.07
BOGHNI	15576	SU	16100	SU	0.34
DRAA-BEN-KHEDDA	26232	U	29403	U	1.16
DJEMAA-N'SAHARIDJ	7342	SU	6530	SU	-1.18
TIZI-N'TLETA	13898	SU	13558	SU	-0.25
TAOURIRT-MIMOUN	6810	SU	5734	SU	-1.73
BOUDJIMA	7101	SU	14469	SU	7.49
SOUK-EL-TNINE	13857	SU	14538	SU	0.49
TADMAIT	1483	SU	13791	SU	1.02
AIT-DJEMAA	11511	SU	12157	SU	0.56
AIT-HIDJA	14053	SU	14774	SU	0.51

Source: ONS, armature urbaine de 2008, page 103

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Les clusters de villages de métier, un système urbain non reconnu dans la tourmente de la métropolisation de Hanoi (Vietnam)

Sylvie Fanchette
IRD/ UMR CEPED, 19 rue Jacob – 75006 Paris, France
sylvie.fanchette@ird.fr

Résumé

Dans le delta du fleuve Rouge densément peuplé, la population rurale a développé des activités artisanales et industrielles en lien avec la riziculture inondée très intensive depuis plusieurs siècles. Depuis l'ouverture économique des années 1980, un millier de villages de métier organisés en clusters se sont modernisés et diversifiés, avec une division du travail accentuée entre les entreprises, pour la plupart informelles. Ils polarisent une main-d'œuvre de plusieurs milliers d'actifs, localement ou au niveau interprovincial.
Sans statut urbain, ces gros villages et bougs, sont peu dotés en infrastructures et prérogatives pour gérer leur terroir pluri-actif et dépendent du mode de territorialisation imposé par les grandes villes. Dans le contexte de son intégration au marché international, de son passage à l'économie de marché et de la métropolisation des grandes villes, le Vietnam cherche à attirer les capitaux étrangers dans l'immobilier et dans l'industrie en leur offrant des facilités foncières et fiscales.
Cet article cherche à montrer comment, depuis les années 2000, l'attribution préférentielle des terres agricoles devenues constructibles aux promoteurs fonciers nationaux et étrangers remet en cause l'intégration économique et spatiale des villages périphériques dans une capitale en pleine refonte métropolitaine.

Mot-clefs

Artisanat, clusters, métropolisation, bourgs, urbanisation in-situ

Dans le delta du fleuve Rouge densément peuplé (1230 habitants/km^2 en 2009) du nord Vietnam, la population rurale a, depuis plusieurs siècles, développé des activités artisanales et industrielles en lien avec la riziculture inondée très intensive. Des villages de métier artisanaux se sont spécialisés dans une large gamme de produits destinés aux marchés national et international et occupent 18% du total de la population économiquement active (PEA) rurale. Organisés en clusters[1], un millier de villages se sont modernisés et diversifiés, depuis l'ouverture économique des années 1980. Ils polarisent, une main-d'œuvre de plusieurs milliers d'actifs, localement ou au niveau interprovincial. Cependant, de nombreux facteurs freinent leur expansion, notamment l'accès aux terres dans un contexte de spéculation et de libéralisation foncière liée à la métropolisation de la capitale, Hanoi, en plein rattrapage urbain, la concurrence exacerbée avec la Chine et les entreprises du secteur formel.

[1] Cluster de villages de métier : système productif localisé qui regroupe des ateliers et des entreprises d'un même secteur appartenant à des villages de métier d'un même voisinage.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Hanoi s'étend rapidement sur ses marges, intégrant sans grand ménagement ses périphéries très peuplées, typiques des plaines rizicoles irriguées deltaïques. Elles se sont densifiées notamment parce que le pouvoir communiste en place a mené pendant longtemps une politique anti-urbaine, la ville étant le lieu de la dissidence et du développement d'une économie de marché en contradiction avec le système économique du type soviétique alors promu.

Les clusters de villages de métier, en tant que système de production localisés, maintiennent sur place une population dense et pluri-active dans des grosses localités qui, malgré leur taille élevée, ne bénéficient pas du statut urbain, celui-ci n'étant attribué qu'à des chefs-lieux d'unités administratives. Celles-ci relèvent d'un mode de ville-territoire dont les villages sont parties prenantes, mais soumis à leur mode de gestion. Ainsi, dans le contexte de la métropolisation, le défi que doivent relever les autorités vietnamiennes est d'accompagner le développement de la métropole Hanoi, en tenant compte des fortes densités démographiques de ses marges villageoises, pluri-actives.

1 Les systèmes intensifs en main-d'œuvre et le développement de la pluri-activité dans le delta du fleuve Rouge : les ferments de l'urbanisation *in situ*

1.1 La spécificité des sociétés agricoles de l'Asie des Moussons : des systèmes rizicoles intensifs en main-d'œuvre associés à des activités parallèles

Dans le contexte asiatique, l'existence de régions de hautes densités agricoles adjacentes aux grands centres urbains offre une opportunité particulière pour que des régions mixtes de production de type *desakota*[2] émergent. Dans les pays où le développement urbain autour de l'industrie n'est pas promu, les excédents de population rurale ne peuvent être absorbés par les villes. Tous les *desakota* sont caractérisés par des peuplements denses, une agriculture de petites exploitations, en général la riziculture irriguée. Oshima a démontré que la saisonnalité de l'utilisation de la main-d'œuvre intensément utilisée pour le repiquage a eu deux résultats :

- Accroitre la densité de population qui a eu pour effet un morcellement des exploitations et une augmentation saisonnière de l'offre de main-d'œuvre.
- Pendant la morte-saison, la population dense doit chercher hors exploitation un emploi car la plupart des exploitations sont trop petites pour générer suffisamment de revenus pour vivre.

Les activités non-agricoles sont très développées dans les deltas rizicoles très peuplés de l'Asie des Moussons, car les travaux de repiquage, méthode nécessaire

[2] Desakota est un terme défini par le géographe canadien T. McGee. Il provient de l'indonésien (*desa* : "village", *kota* : "ville") et caractérise la forme originale des grandes agglomérations urbaines d'Asie. Ces métropoles possèdent généralement des espaces ruraux périphériques à fortes densités de population, notamment en raison de l'activité rizicole qui nécessite toujours une main-d'œuvre abondante. Voir développement du modèle spatial des desakota dans chapitre 6.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

pour atteindre des rendements très élevés à plusieurs récoles annuelles, demandent saisonnièrement beaucoup de main-d'œuvre. Le riz a l'avantage de nourrir une population nombreuse, mais nécessite de lourdes charges de travail sur des périodes ponctuelles. Pendant la morte saison, de nombreux villages de ces plaines rizicoles se sont spécialisés dans d'autres activités non agricoles, tel l'artisanat, à faible capital et pouvant absorber une main-d'œuvre nombreuse.

La riziculture de mousson n'a jamais été séparée des activités non agricoles comme cela l'a été en Occident où les cultures sont associées à l'élevage dans les grandes exploitations agricoles capitalistes. L'agriculture intensive du riz s'inscrit très nettement dans la petite production marchande qui nécessite très peu de capital, est facile à mettre en place dans le cadre de l'entreprise familiale et permet d'absorber le surtravail sans priver l'exploitation quand elle a besoin en période de pointe d'une main-d'œuvre nombreuse. La pluri-activité peut se diversifier et s'adapter en fonction de la demande du marché, mais le maintien de l'autoconsommation rizicole garantit la subsistance de la famille. Selon McGee (1991), il est possible de dire que la main-d'œuvre de ces « bols de riz », que sont les deltas de l'Asie des Moussons, est culturellement préparée pour s'engager dans divers types de travaux des secteurs non-agricoles.

1.2 L'artisanat, une activité strictement rurale dans le Vietnam féodal, reliée aux marchés urbains

Dans le Vietnam traditionnel, les villes symbolisent la présence du pouvoir et sont considérées comme des centres religieux. Elles sont des places d'armes, assurant la défense du territoire national, lieux de résidence du roi ou seigneur, dépositaire du mandat céleste, ou de ses représentants (Langlet Quach Thanh-Tâm**,** 1993). En même temps, elles sont des centres commerciaux. L'artisanat et l'industrie sont alors confinés dans les villages de métier du delta. Grâce à l'octroi de monopoles, les villages en lien avec les marchés urbains, s'adonnent à l'artisanat sacré et de luxe destiné à la Cour impériale, aux classes sociales aisées vietnamiennes, et d'autres pays d'Asie (Chine et Japon). L'artisanat est aussi destiné à la vie quotidienne d'une société villageoise tournée vers l'autoconsommation.

La grande variété de matières premières végétales et animales disponibles pour l'artisanat permet la fabrication de nombreux articles. Ces villages sont reliés par un lacis de canaux et rivières à Hanoi, la ville située "dans le coude du fleuve", véritable carrefour de communications entre les montagnes et la mer de Chine ouverte sur le monde. Le quartier des « 36 rues et corporations » de la capitale joue alors un rôle primordial dans l'organisation de la production et de la commercialisation des produits artisanaux. Les échoppes de la ville font appel à l'immense réservoir de main-d'œuvre des campagnes qui contribuent à l'enrichissement de ce quartier et de leur village : les commandes de la capitale font vivre les villages artisanaux, la ville constitue un immense marché pour ces produits, dont une partie est produite sur place.

Le développement des activités extra-agricoles améliore les revenus d'un nombre élevé de familles rurales (elles composent 20 % de l'ensemble des revenus des exploitations à la fin des années 1990). En 2006, 25% des ruraux considèrent que l'agriculture n'est plus leur activité principale. Les activités extra-agricoles les plus fréquentes sont l'artisanat, la transformation de produits alimentaire et le

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

commerce, notamment avec la Chine ou les provinces frontalières, ou la location simple de la force de travail. Une proportion croissante de ces activités se réalise en dehors de la commune d'origine et se traduit par une grande mobilité des personnes (Gironde, 2001). Le niveau très faible de l'analphabétisme (9% de la population vietnamienne), dans ce pays aux traditions d'enseignement anciennes et qui a bénéficié de l'enseignement de masse de l'époque communiste, favorise les aptitudes des ruraux à occuper des emplois non agricoles, notamment en ville vers lesquelles les migrations pendulaires se développent de plus en plus.

1.3 Un système qui intègre toutes les étapes de la production et de la commercialisation

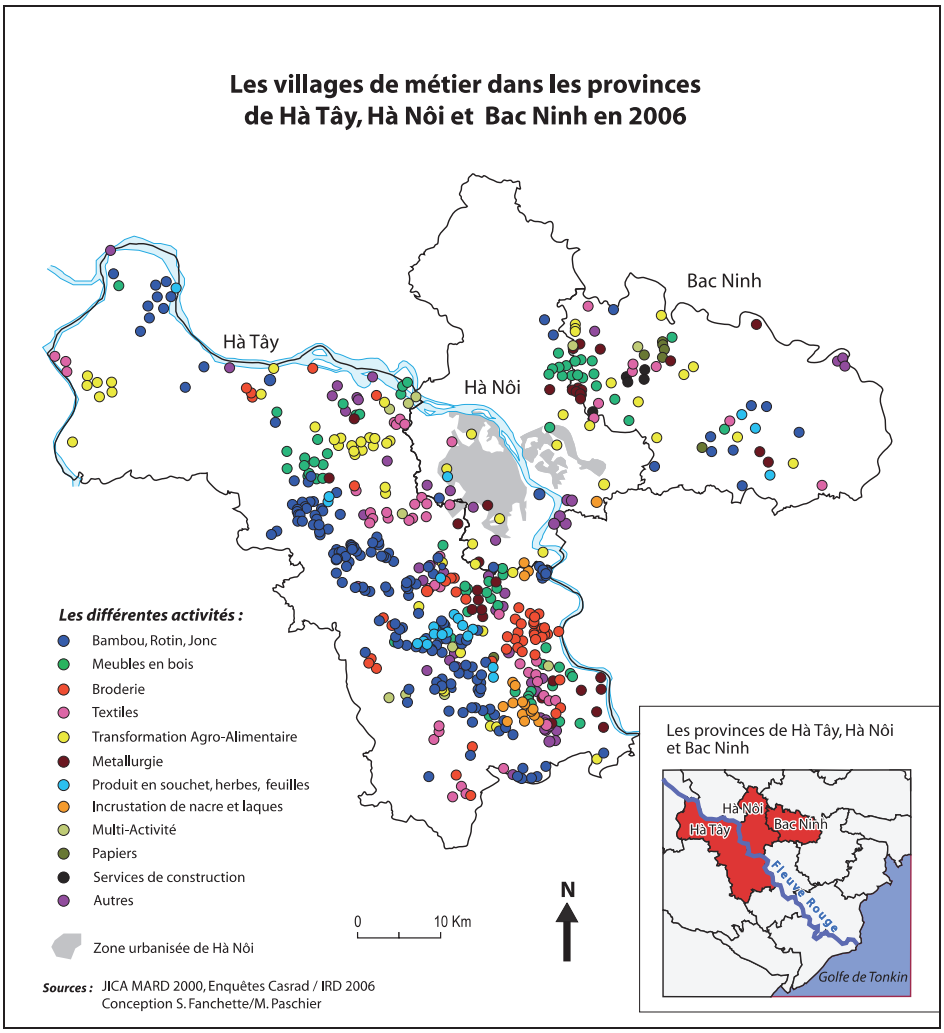
Un cluster de villages de métier est un système productif localisé qui regroupe des entreprises très variées en terme de taille, de statuts, de mode de production et de techniques. Il comprend un nombre variable de localités et d'entreprises déclarées ou non. Le fonctionnement de ces clusters dépend de la nature des activités qui y sont pratiquées. La concentration géographique de petites entreprises peut être associée avec le développement des réseaux marchands : elle favorise les économies d'échelles et une meilleure utilisation des réseaux de fournisseurs et la diffusion des savoir-faire au sein d'une société profondément villageoise où plusieurs générations vivent sous le même toit. Ainsi, la proximité entre les entreprises au sein du cluster participe à la rapide mise en connexion d'une multitude de foyers et d'entreprises au sein d'un réseau de connaissance et de praticiens de savoir-faire complémentaires.

Ce système de production localisé trouve son ancrage dans le village, base de l'unité territoriale et sociale de la société vietnamienne. C'est une communauté de savoirs partagés au sein d'un espace territorialisé et balisé par un patrimoine architectural et religieux fait de maisons communales, temples ou petits pagodons destinés à la vénération des ancêtres de métier et génies tutélaires du village. Un riche patrimoine immatériel (festivals, jeux et spectacles de théâtre…) s'exprime dans ces lieux, et témoigne du rôle identitaire de ces métiers au sein de la société villageoise, même si les corporations ont disparu.

Les villages pratiquant un même type d'activité (agro-alimentaire, vannerie, textile…) sont regroupés dans un même espace et sont organisés en clusters (figure n°1). Dans certains clusters, un marché de matière première se tient plusieurs jours par semaine. Ces marchés assurent la stabilité du métier, entretiennent les réseaux de commerçants et d'artisans et créent une dynamique pour des métiers faibles marges de rentabilité comme la vannerie.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 1 : les villages de métier dans les provinces de Hà Tây, Hà Nôi et Bac Ninh en 2006



Chaque village apporte sa spécificité, sa main-d'œuvre, ses savoir-faire, son espace de production, ses réseaux commerciaux au sein du cluster. Certains villages bénéficient d'un réel esprit d'entreprise et de commerce, localisé le long du dense réseau fluvial ouvert aux échanges. À partir d'un village-mère, site de l'implantation d'un métier, une personne experte, mandarin parti en ambassade en Chine et de retour au village, aurait transmis son savoir-faire aux villageois. La plupart des mythes de fondations des villages artisanaux les plus anciens rapportent de telles histoires particulières.

Le lien entre les villages d'un même voisinage se forme autour du partage de la matière première, de la diffusion des savoir-faire et du besoin d'un main d'œuvre croissante ou alors d'une division du travail croissante et de la naissance de nouveaux services proposés par des villageois. Un autre processus d'élargissement des pôles de main-d'œuvre dans les villages des alentours d'un centre artisanale est la création de nouveaux services dans les villages voisins et de l'extension de la

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

chaine de production dans l'espace. On assiste à deux types de mouvements : un lié à la division du travail créée par la sophistication du traitement de la matière première ou/et du produit fini, l'autre est lié à la mécanisation.

1.4 Des systèmes de production localisés qui s'organisent à trois niveaux

Les relations entre les entreprises dans les clusters de villages de métier sont fondées tout d'abord sur l'appartenance à un village, lieu d'ancrage et de partage d'une sociabilité commune, parfois depuis plusieurs siècles. La division du travail s'opère ensuite, avec l'extension du bassin de production aux villages des alentours, et les relations s'effectuent ainsi entre entreprises et entre villages. Cette double assise territoriale renforce les liens entre les entreprises et permet aux plus petites d'avoir une meilleure visibilité fondée sur leur appartenance à un village, communauté de savoir-faire partagés autour d'un même ancêtre fondateur du métier.

Ces clusters s'organisent à trois niveaux (Fanchette & Nguyen Xuan Hoan, 2009) :

• entre les villages

Un cluster de villages est composé d'un centre principal (la locomotive) où sont localisés les plus grands producteurs et donneurs d'ordre, des entreprises déclarées, souvent mécanisées et regroupées au sein d'une zone artisanale. Il existe plusieurs types de relations inter-villageoises au sein de ces systèmes. Chaque village est spécialisé dans un type de produit mais dépend des autres pour :

- L'approvisionnement en matières premières (commerce, tri, recyclage)
- Les savoir-faire : certains villages possèdent une spécialisation artisanale depuis des siècles et participent à la fabrication d'objets de luxe ou d'art.
- L'espace de production : les donneurs d'ordre des villages mères sont très gourmands en terre et, en l'absence de terres suffisantes dans leur village, ils louent des parcelles dans les villages limitrophes pour y installer des ateliers ou des magasins.
- Les services (transports, commerces, marchés de matières premières, ateliers de réparation des machines).
- D'autres activités annexes liées à l'activité principale (emballage, services de réparation, commerce de pièces détachées…).
- L'approvisionnement en main-d'œuvre : sous-traitance, ouvriers ou apprentis.

• au niveau villageois

Le travail est divisé entre des entreprises complémentaires, chacune effectuant soit une étape du processus de production, soit un type de produits. Sous l'effet de la mécanisation et de la diversification de la production, une plus grande division du travail s'opère entre foyers et allonge la chaîne de fabrication. La matière première de récupération (papier ou métaux) est échangée au sein d'une longue chaîne de collecteurs, puis est triée entre une multitude de foyers (dans le cas du papier), ou transformée par des artisans qui ont investi dans des machines (dans le cas de la métallurgie, les fondeurs vendent le métal recyclé sous forme de lingots, qui seront aplanis par des entreprises dotées de presses mécanisées, qui à leur tour vendront

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

des plaques prêtes à l'emploi aux artisans qui vont les découper pour fabriquer marmites, plateaux ou gongs.

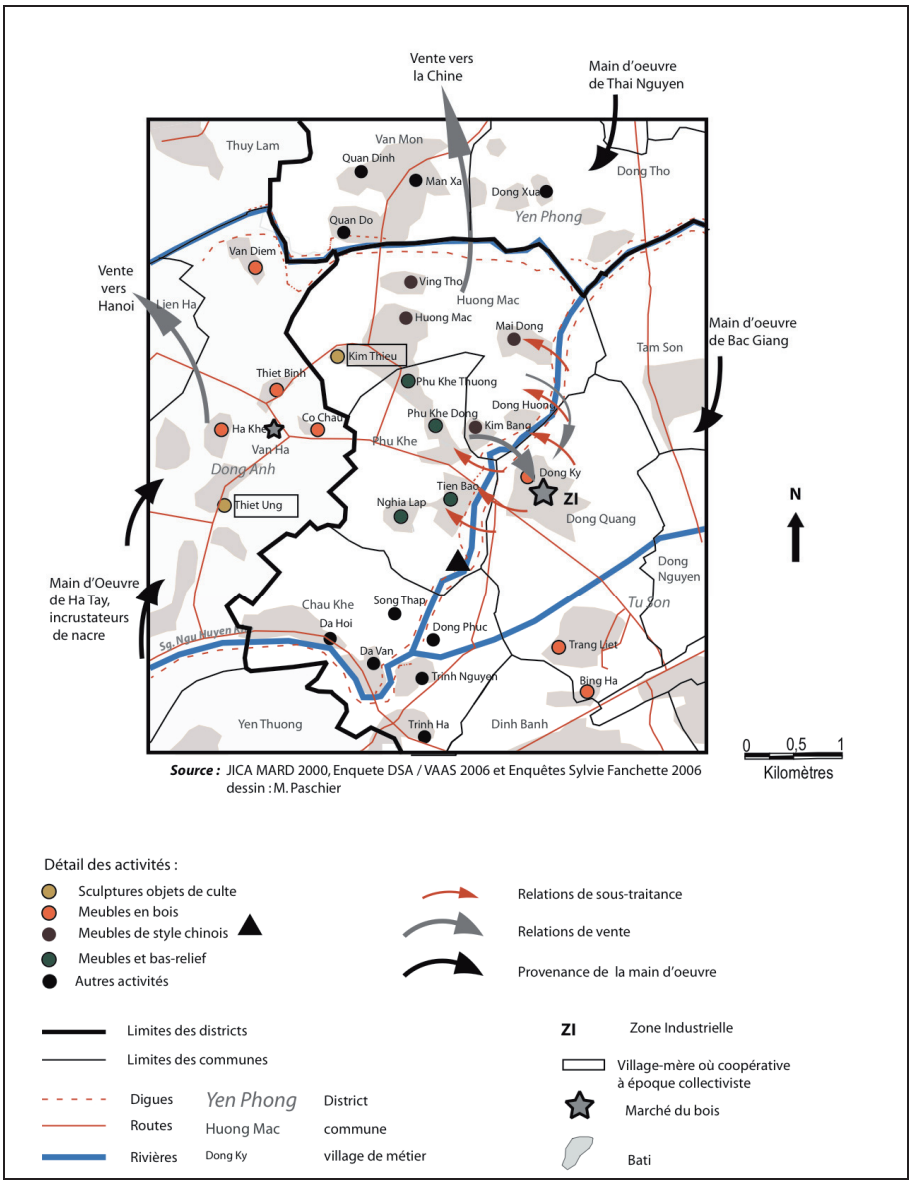
• entre les entreprises villageoises et les entreprises formelles des zones industrielles

Des grandes entreprises installées dans les zones industrielles urbaines sous-traitent aux ateliers spécialisés des villages de métier la fabrication de pièces détachées. On rencontre ce type de relations dans la métallurgie.

Le dynamisme des clusters dépend de la nature et la force des relations sociales existant entre ses membres, donc de leur capital social. À la solidarité "mécanique" de la société villageoise s'ajoute celle "organique" et professionnelle de ces communautés d'artisans, d'origine paysanne. La multitude des réseaux et des liens témoigne de la complexification de la société sous l'effet d'une division et d'une mécanisation du travail de plus en plus avancée. Malgré la concurrence acerbe qui touche principalement les grands entrepreneurs déclarés qui ont monté des sociétés, en s'endettant, et sont en concurrence avec les entreprises du secteur moderne, il existe des liens très étroits entre les ateliers. L'appartenance à une chaine de production se fonde sur les savoir-faire des uns et des autres mais aussi sur la confiance. Certaines entreprises ont des fonds de roulement très faibles et sont obligées de payer leur fournisseurs ou leurs employés et sous-traitants une fois qu'ils auront été payés. Entretenant pour la plupart des relations informelles sans contrats, les membres de la chaine comptent sur la confiance pour assurer dans un temps limité le processus de fabrication de l'objet. Cette fluidité des échanges de biens semi-finis entre les membres de la chaine permet une plus rapide exécution des articles.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 2 : le cluster de villages de meubles d'art de Dông Ky et les relations entre localités



Certains clusters peuvent tisser un réseau de relations économiques avec des villages ou des quartiers de villes de régions parfois très éloignés pour s'approvisionner en matière première, en main-d'œuvre spécialisée ou pour écouler leurs produits. D'autres, en revanche, fonctionnent sur un espace très réduit et se fondent principalement sur une division très poussée du travail. L'étude de la formation de ces réseaux sociaux et de son ancienneté est primordiale pour comprendre l'adaptabilité de ces clusters aux changements économiques et de leur capacité à faire évoluer les modes de production tout en accédant à des marchés internationaux de plus en plus difficiles à conquérir

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Les relations familiales ne sont pas toujours les supports de réseaux de commerce ou de travail, en raison des conflits liés à la concurrence, aux problèmes financiers et au stress causé par le développement très rapide des activités dans un environnement économique très incertain. La constitution de réseau s'opère aussi le long de la chaîne de production où de nombreuses étapes se mécanisent. La possession d'une machine spécifique rend incontournable la sous-traitance de certains artisans, malgré l'absence de relations sociales, familiales ou de voisinage.

2 Des agglomérations se bénéficiant pas du statut urbain

2.1 Un réseau urbain limité de villes ayant des fonctions de contrôle du territoire hydraulique et administratives

La ville est le site de l'administration qui contrôle le territoire, la richesse agricole de son espace rural et sa population. Dans les sociétés hydrauliques le pouvoir urbain est très élevé et régente les territoires ruraux qui les entourent. Au Vietnam, le gouvernement opère une nette distinction entre les territoires ruraux et urbains : le pays est composé de provinces et de cinq villes-provinces gérées directement par l'État, qui sont à leur tour divisées en districts ruraux, en villes et en arrondissements urbains, respectivement subdivisés en communes rurales et en quartiers urbains. Les villes sont classées en 5 catégories en fonction de leur rang, de leur taille de population et du niveau de leurs infrastructures . À chacune des cinq catégories de villes correspond un niveau d'investissements de l'État dans les infrastructures établi lors de l'élaboration des plans économiques annuels et quinquennaux (Leseignoux S., 2005).

L'origine d'une telle définition est multiple. Dans ce pays très centralisé, à la prédominance de l'économie agricole, pendant de nombreuses décennies, le rôle attribué aux villes était double :

- Le site de l'administration hydraulique, fiscale et de contrôle de la population.
- Le stockage de la production agricole.

Le Vietnam a hérité de l'organisation territoriale chinoise. Une ville, en tant qu'espace administratif, contient toujours une part de son territoire classé en « rural » où se trouve un ceinture verte pour la production en maraîchage destinée à la ville, les rizières et les villages de métier qui approvisionnent la ville en produits manufacturés. L'administration des niveaux supérieurs, en général la Province, gère les communes rurales, en laissant aux districts, échelon intermédiaire, le soin d'exécuter ses directives. La capitale et certaines grandes villes ont rang de Province et sont des villes-province dont les limites dépassent largement la nappe urbaine. Reliées les unes aux autres par un réseau hiérarchisé de routes et de canaux, infrastructures indispensables à la commercialisation et au contrôle de la population, ces villes sont réparties régulièrement dans l'espace.

Cette définition restrictive dénie le statut de ville aux villages de métier les plus actifs, notamment ceux jouant le rôle de locomotive dans les clusters et qui correspondent en général aux villages d'origine du métier qui ont diffusé l'activité dans leur voisinage et polarisent les villages satellites. Contrairement au processus

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

d'industrialisation en Occident, un des moteurs de l'urbanisation au XIXème siècle et selon H. Lefèvre (2009) qui « est l'effet induit de l'industrialisation », la ville orientale, à fonction essentiellement politique, ne prend pas en compte cette proto-industrialisation comme génératrice d'urbain. De nombreuses différences caractérisent les processus d'industrialisation occidentaux et orientaux, notamment le rôle du capitalisme et la concentration des richesses urbaines en Occident et le développement de l'artisanat dans les zones rurales en Orient.

L'attribution du statut de l'urbain à des communes rurales répond avant tout à un souci d'encadrement et de contrôle du territoire rural et de ses populations qui fait l'objet de nombreux remaniements territoriaux. Lorsqu'une population devient trop importante pour être contrôlée par une seule ville, chef-lieu d'unité administrative, on crée un nouveau district ou une province. Les créations concernent des zones de forte croissance démographique et surtout de densités très élevées.

Au Vietnam, le changement de statut d'une commune relève d'un cahier des charges très complexe. Pour passer à l'urbain, une commune doit être une agglomération de plus de 4.000 habitants, dont les actifs sont à plus de 65% engagés dans des activités non-agricoles et des densités de plus de 6.000 hb/km^2. En réalité, de nombreuses communes remplissent ces conditions, mais pour des raisons de sous-enregistrement des non agriculteurs, elles ne sont pas promues urbaines. En effet, une part nombreuse des villageois continuent à se faire enregistrer comme paysans même s'ils ne pratiquent plus réellement l'agriculture sur leur minuscule parcelle, car en cas d'expropriation, ils pourront obtenir de meilleures compensations que s'ils sont considérés comme commerçants ou artisans.

En général, on attribut le statut urbain a des communes rurales périurbaines en les intégrant dans les arrondissements urbains, notamment dans les capitales de province, pour élever celles-ci dans la hiérarchie urbaine en augmentant leur taille, dès qu'elles ont acquis un certain nombre de conditions requises. Une commune ne deviendra jamais une petite ville en plein champ sans statut administratif.

2.2 Des modes de gouvernance inadaptées aux conditions sociales et économiques des grosses bourgades

L'agglomération croissante de la population pose le problème du mode de gouvernance de ces localités et de l'imposition de normes (foncier, fiscalité, construction…). Les pratiques des notabilités villageoises et lignagères, les tutelles communautaires ne sont pas toujours adaptées au développement de ces agglomérations. Le pouvoir villageois se heurte à celui de l'administration déconcentrée au niveau communal.

Les comités populaires de communes sont la courroie de transmission entre le niveau provincial et les villageois. Ils ne possèdent pas les moyens de coercition nécessaires pour imposer les directives, les normes de production. Normalement, ils s'occupent de la sécurité, des affaires civiles et sociales, et de la gestion foncière. La police locale enregistre les migrants et contrôle les entrées et les sorties. L'administration locale ne dispose pas de prérogatives en matière de gestion de l'eau, de l'électricité, de la collecte des ordures, des impôts, toutes ces responsabilités incombant aux services spécialisés des districts. Il n'existe pas de

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

personnel compétent au niveau des communes, entités élues, pour prendre en charges les fonctions techniques.

Dans ces villages, l'incapacité des collectivités locales à faire appliquer les normes de production renvoie aux relations qu'elles entretiennent avec les villageois. Ceux-ci sont exclus des processus de décision et de gestion de leur propre territoire qui est, depuis 1945, directement géré par des entités administratives parfois déconnectées des réalités locales, le district ou la province.

Jusqu'à récemment, les villageois utilisaient leurs relations lignagères ou de voisinage pour obtenir les faveurs des membres des Comités populaires des communes afin qu'ils ferment les yeux face à une utilisation indue des espaces publics ou des terres agricoles. Avec la pression de plus en plus forte sur les terres et de la corruption grandissante des collectivités locales dans ce domaine, les relations entre les différents acteurs villageois sont de plus en plus tendues. De nombreux scandales ont altéré la confiance que les villageois entretenaient avec leurs élus et gestionnaires. Aussi, la résolution des problèmes environnementaux dans des villages artisanaux très industrialisés (métallurgie et papeterie) par des instances locales en partie corrompues se heurte à une méfiance de la part des villageois à qui il est de plus en plus difficile d'imposer le respect de la législation. Selon Nguyên Hoang Anh (2006), les villageois, dont les pratiques sont ancrées dans cette structure de relations communautaires, ne croient pas en la force de la loi et encore moins à l'idée qu'elle puisse défendre les petits entrepreneurs. Les conflits sont donc le plus souvent réglés à l'amiable, de manière informelle.

Même si certains villageois sont conscients des dégradations environnementales causées par les activités artisanales, et connaissent les plus grands pollueurs, leur priorité va au maintien du réseau social de production qu'est le cluster (Mahanty & alii, 2010). Ce mode de fonctionnement, basé sur la souplesse et l'évitement, nuit cependant très fortement aux conditions générales d'existence de la communauté. Les espaces publics sont délaissés, les canaux d'irrigations transformés en égouts et les routes défoncées.

L'incapacité du système politique très hiérarchisé hérité de l'époque de la planification communiste pour accompagner le développement de ces villages est symptomatique dans la gestion des nuisances environnementales. Les Comités populaires des communes sont dotés de moyens humains et financiers pour gérer des collectivités de 8.000 habitants en moyenne et dont l'activité est principalement agricole. Ils sont peu préparés aux impératifs de la gestion de communes industrielles et pluriactives : ils manquent de compétences, de capitaux, sont peu informés de la législation en matière environnementale (Monre, 2008). Leur appartenance à la commune limite leur capacité à s'imposer face aux habitants auxquels ils sont liés par des relations lignagères et de voisinage. Les présidents des Comités populaires de plusieurs communes composés de villages de métier se disent débordés par l'ampleur de la tâche qui leur est assignée et sollicitent les échelons supérieurs pour avoir les mêmes moyens institutionnels que les communes urbaines.

Au Vietnam, le système politico-administratif est très hiérarchisé. Les autorités les plus compétentes en matière d'urbanisme ou encore d'environnement sont souvent celles qui sont les plus éloignées des communes rurales (district, province). Par ailleurs, les villages de métier se distinguent par leurs problématiques

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

économiques, sociales et environnementales particulières. La législation rurale ne leur est pas adaptée. Les artisans sont en réalité rarement verbalisés pour leurs infractions à la législation environnementale (Duchère & Fanchette, 2013).

2.3 La non reconnaissance urbaine des bourgades : les atouts de l'informalité pour le développement économique

Dans le delta du fleuve Rouge, la part de la population employée dans l'industrie est plus élevée en zone rurale que dans les villes. Les artisans, ouvriers et techniciens de l'industrie représentent 26 % de la population économiquement active (PEA) totale des districts ruraux, contre 21% dans les arrondissements urbains. Les usines sont délocalisées dans le périurbain rural où il existe déjà un secteur artisanal étoffé qui regroupe 17% des emplois ruraux.

Entre 2002 et 2008, les emplois dans les entreprises non agricoles du secteur privé ont enregistré une croissance annuelle de 26,9%. Le secteur informel est le plus créateur d'emplois. Il est suivi de près par les entreprises à capitaux étrangers qui représentent 44% des emplois du secteur privé non agricole en 2008 (*Nguyên Huu Chi,* 2012). Entre 1990 et 2006, la part de l'industrie dans le PNB est passée de 23 à 42%. La croissance annuelle de l'emploi dans l'industrie atteint 7% par an depuis le début des années 2000.

Les villes se tertiarisent tandis que les parcs industriels se construisent sur de larges emprises de terres agricoles le long des autoroutes et les plus petites zones accueillent les usines urbaines délocalisées pour des raisons de pollution. Les zones rurales restent donc attractives pour les entreprises non agricoles. Mais à quel prix environnemental et social !

Les terres agricoles font l'objet d'une utilisation illégale pour la construction de bâtiments industriels ou de résidence. Si au Vietnam, les terres agricoles appartiennent à l'État et sont affectées en usufruit aux villageois, elles ne sont pas constructibles, sans décision administrative de la province ou de l'État.

Ces zones rurales bénéficient de nombreux atouts par rapports aux villes car les emprises foncières sont plus larges et coutent moins cher qu'en ville, les collectivités locales sont moins regardantes sur les conditions de leur implantation et notamment sur l'installation de systèmes d'épuration des eaux industrielle. La plupart des zones industrielles au Vietnam n'ont pas de système d'épuration des eaux qui se déversent dans le système hydraulique agricole. Les entrepreneurs s'installent en zones rurales où les normes d'embauche sont plus souples, les services sociaux et de l'hygiène sont moins regardant et se déplacent moins facilement qu'en ville. Pour attirer ces investisseurs, des politiques très favorables en matière fiscale et foncière sont proposées aux investisseurs étrangers, pour la plupart asiatiques (Corée du sud, Japon…).

Malgré leur éloignement du centre-ville bien desservi par les services et les commerces, et offrant des logements de plus grande qualité, leur localisation le long des grands axes routiers leur permet une accessibilité facile. La présence d'une main-d'œuvre nombreuse justifie leur implantation aux yeux des autorités provinciales, même si dans les faits, les grandes entreprises des parcs industriels y ont peu recours. Pour les PME formelles des villages de métier, l'embauche de main-d'œuvre locale sans contrat, sans protection sociale et avec des horaires non

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

règlementés est courante. Les contrôles des services de l'hygiène et de la protection sociale de la province sont fréquents, mais réglés à coup de pots de vin.

2.4 Les changements administratifs liés au passage à l'urbain : atouts et contraintes

Le sous-équipement, la pauvreté du budget récurent et les faibles moyens administratifs des bourgs très peuplés et pluri-actifs constitue la leitmotiv des collectivités locales. Les standards de développement dans les communes rurales restent faibles. Cependant, si le passage à l'urbain constitue la solution pour améliorer le standard de ces localités, il ne leur donne pas d'autonomie et ne leur facilite par l'accès au foncier pour développer leurs capacités productives.

Le passage à l'urbain des bourgades et des gros villages pluri-actifs s'accompagne d'une série de changements administratifs, notamment en matière de règles d'aménagement et de conditions de production, mais aussi et surtout de l'élévation du prix de la terre qui deviendra constructible. Les nouveaux quartiers urbains, ou *phuong*, bénéficient d'un budget plus conséquent que les villages pour financer les investissements en infrastructures et pour l'amélioration des réseaux permettant une mise aux normes. Le nombre de fonctionnaires et d'élus dans les Comités populaires augmente, notamment celui de policiers, et des spécialistes des questions juridiques et environnementales sont intégrés. On cherche à élever le niveau et le nombre des fonctionnaires et des élus du comité mais aussi à limiter l'esprit de clocher de l'ancien village et à le fondre dans le quartier, la population perdant alors sont représentant, le chef de village. Normalement, les policiers doivent provenir de l'extérieur du quartier, ainsi que le président du Comité populaire, pour mieux imposer la loi.

La gestion du quartier est plus stricte que ne l'était le village : on impose des normes de construction de production et d'embauche ; de nouvelles taxes sont levées par une administration plus coercitive et ayant plus de moyens. Enfin, la main-d'œuvre temporaire fait l'objet d'une surveillance plus rapprochée. Ces restrictions à la liberté villageoise s'accompagnent d'une amélioration des équipements et des services sociaux. Les extensions villageoises sur les terres de maraîchage sont en général régularisées.

Les modes de gestion des affaires locales sont plus bureaucratiques et plus rigides tandis que la commune bénéficiait d'une plus grande autonomie d'exécution. « Derrière les objectifs officiels de professionnalisation de la fonction publique locale qui sont affichés pour justifier le passage à l'urbain, on peut supposer que se cachent en fait des intentions d'encadrement des communautés rurales en affaiblissant les structures de pouvoir locales et d'expliquer la décision de maintenir une commune au statut rural, alors qu'elle est, dans les faits, urbanisée » (Labbé & Segard, 2013).

Le passage à la ville se traduit en général par une suppression des terres agricoles qui vont être rapidement construites ; celles bien situées le long des axes routiers pour les projets urbains font l'objet d'une sollicitation accrue par les investisseurs. Les collectivités locales de niveau inférieur (commune rurale, quartier urbain) n'ont pas de politique d'aménagement propre. Elles se voient imposés des plans d'occupation des sols des niveaux supérieurs. Par ailleurs, il s'effectue au détriment de la démocratie villageoise, les chefs de village disparaissant et les

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

quartiers sont gérés dorénavant par des Comités populaires de quartier dont une partie des membres provient de l'extérieur de la communauté villageoise et qui sont plus liés avec les autorités de l'arrondissement que ne l'étaient les représentants du village (Labbé, 2011).

Pour certains administrateurs provinciaux, l'intégration des villages de métier dans la ville est remise en cause et l'avenir des villages de métier est très incertain. La flambée du prix des terres constructibles rend inaccessibles les terres aux artisans dans un contexte d'économie de marché ; les problèmes environnementaux sont difficiles à résoudre par les collectivités locales peu dotées de prérogatives et la société villageoise risque d'être déstabilisée par le venue de migrants et la perte de leurs terres agricoles, annonçant la fin des villages de métier fondés sur la cohésion villageoise autour de la gestion de l'hydraulique (Duchère & Fanchette, 2013).

3 Métropolisation et urbanisation *in situ* : intégration des marges rurales et déstructuration des systèmes de production localisés

La non reconnaissance de la strate des des grosses bourgades rurales dans la hiérarchie urbaine renforce la suprématie des grandes villes et joue en faveur de la mondialisation et son expression urbaine, la métropolisation. Le choix politique de considérer les métropoles comme moteur de la croissance s'accompagne de réformes de libéralisation de la terre, d'attraction des investissements étrangers grâce à des mesures fiscales incitatives, et dans un pays comme le Vietnam, à un véritable rattrapage urbain, après trois décennies de politiques anti-urbaine.

Cependant, contrairement aux grandes métropoles d'Occident, les zones périurbaines d'Asie des moussons sont densément peuplées, et pluri-actives et comptent sur l'agriculture pour nourrir les populations périurbaines. La construction tous azimuts de grands projets urbains sur les terres agricoles, se fait au détriment de l'accès au foncier des habitants de ces bourgades. Par ailleurs, les politiques d'aménagement local prônées par l'État pour éviter l'exode rural ne sont plus d'actualité, et soumettent les petites entreprises villageoises aux règles de la concurrence néo-libérale. Dans les pays capitalistes de la région sud-est asiatique, les villages de métier et l'industrie rurale ont été balayés par la concurrence dès les années 1980, alors que le Vietnam se réveillait de plusieurs décennies d'embargo qui avaient réussi à protéger sa petite industrie.

3.1 La métropolisation dans le delta du fleuve Rouge, un projet urbain difficilement intégrateur

Dans les alentours de Hanoi, l'extension de la ville-province se caractérise par un zonage des espaces à construire selon un modèle de ville fondée sur la mobilité automobile (séparation résidence-travail) destinée à la minorité de la couche moyenne et élevée de la société et donc à une ségrégation des activités et des usages (zones résidentielles, zones industrielle et zones récréatives) et des ruptures spatiales et sociales entre les villages qui vont être absorbés et les vastes emprises foncières où de nouveaux projets sont destinés à la classe moyenne.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Cette politique « top-down » ne permet pas aux niveaux administratifs inférieurs de participer à la ville en proposant des POS qui prendraient en compte à la fois la spécificité des villages urbains et le projet de l'extension urbaine. Elle est symptomatique de la hiérarchie administrative vietnamienne et de la vision des espaces ruraux comme réserve agricole ou foncière pour les villes.

Fondée sur une mise en concurrence des espaces et une privatisation de la gestion des territoires, les États devenant des facilitateurs pour que les investisseurs accèdent au foncier, la métropolisation pose un double problème. D'une part, la privatisation de la gestion du territoire par les investissements étrangers et mondialisés remet en cause le pouvoir de l'État fondé sur l'hydraulique et garant de la protection des populations contre les inondations. Il est marqué par l'affaiblissement du ministère de l'Agriculture face aux ministères de la Construction et de l'Industrie. Moins une politique urbaine, c'est un modèle de ville créé par les forces du marché. Par ailleurs, le développement fondé sur l'agriculture et l'artisanat qui avait permis une capitalisation de grands travaux et de population sur la longue durée est remis en cause par une économie mondialisée et volatile. Ces politiques nient le potentiel urbain et productif des villages et ne cherchent pas à les intégrer, comme cela étaient jusqu'alors le cas, dans la fabrique urbaine.

En effet, la ville millénaire de Hanoi s'est formée en partie sur un dense substrat de villages qu'elle a absorbés progressivement dans son tissu. La capitale du Vietnam féodal était formée à l'origine par une citadelle, lieu du pouvoir impérial, et du quartier marchand, le « Quartier des 36 rues et corporations », relié à une myriade de villages périurbains et plus éloignés qui l'approvisionnaient en produits agricoles et artisanaux. Elle s'est étendue sur ses marges, intégrant villages très peuplés et pluri-actifs et cuvettes lacustres dans son périmètre.

Cette intégration des villages s'est effectuée selon des modalités variables tout au long de l'histoire, en fonction de la nature de la politique d'aménagement de l'État en place, du modèle d'urbanisme sur lequel il s'appuyait, des activités économiques des villages et du dynamisme des collectivités locales en présence. Jusqu'à la fin de l'époque collectiviste (1986), les villes ont gardé un rôle strictement administratif et leur place sur le territoire est resté limité : les fortes densités sont d'émanation villageoise. Hanoi, petite capitale d'un pays de plus de 80 millions d'habitants, est restée contenue dans un territoire limité à 4 arrondissements jusqu'en 1995.

Après avoir retrouvé sa légitimité, en partie perdue pendant les années post-réunification (1975-1980), l'État cherche à reprendre en main le contrôle de la gestion territoriale une dizaine d'années après les premières réformes du *Doi Moi*. Il fait le choix d'accélérer la transition urbaine et d'intégrer le pays dans l'économie mondiale. Il initie un certain nombre de réformes institutionnelles et foncières pour décentraliser une part de ses prérogatives en matière d'aménagement du territoire aux Provinces et accélérer le processus de « libération » des terres agricoles pour les rendre accessibles aux promoteurs fonciers.

Le changement de vitesse opéré par l'État et les promoteurs immobiliers dans la construction et la planification de la Province-capitale pose le problème de l'intégration des villages et celui de leur urbanisation *in-situ*, leur dynamique

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

économique propre, l'importance du maintien d'une ceinture verte autour de Hanoi pour l'alimentation en produits frais de la ville et la protection contre les inondations... La fusion ville-campagne, qui a toujours fait la spécificité du delta du fleuve Rouge et qui explique en partie pourquoi la capitale en tant que telle a été limitée dans son expansion, semble remise en cause. Jusqu'alors Hanoi était une ville socialement viable, capable de maintenir sur place et d'intégrer les populations villageoises à faibles revenus.

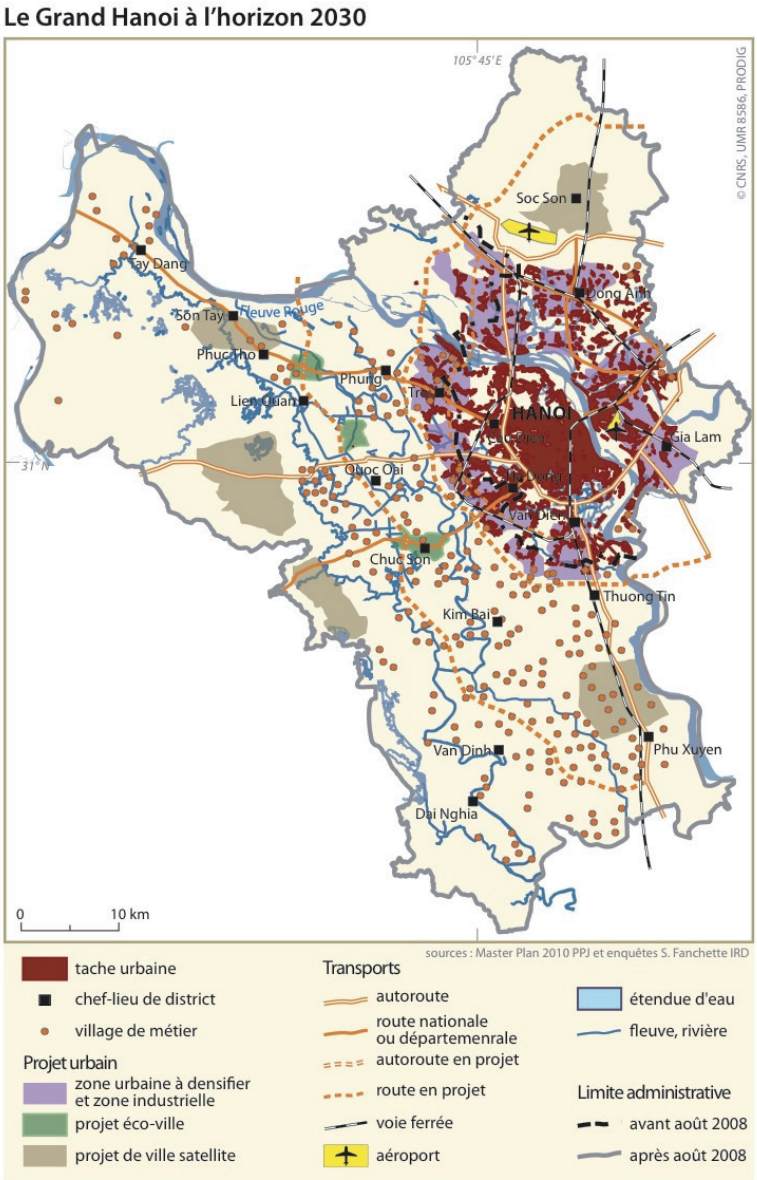
3.2 La libéralisation de la terre dans les zones périurbaines : la remise en cause des systèmes productifs locaux avec la métropolisation

Depuis les années 2000, la politique de création des sites artisanaux dans les villages de métier a changé de modalités et remet en cause la politique de promotion des petites entreprises rurales par les autorités provinciales et le développement économique local. La maîtrise d'ouvrage est attribuée à des promoteurs qui se chargent d'exproprier les paysans et de louer à long terme les parcelles au prix du marché libre, au grand dam des villageois les plus dynamiques qui demandent à être maîtres d'œuvre de leurs propres installations industrielles. La terre peut être affectée à des individus extérieurs à la commune si les villageois n'ont pas les moyens de les louer. Les artisans dans les villages de métier ont besoin de terres pour élargir leur envergure de production, se mécaniser, construire des dortoirs et délocaliser les ateliers les plus polluants. Cette marchandisation de l'aménagement industriel a provoqué une course à la terre et le développement des constructions illégales sur les terres agricoles, notamment sur celles destinées au maraichage.

Selon le schéma directeur de la province de Hanoi, la superficie agricole à exproprier d'ici 2030 pour la densification de la zone urbaine autour du noyau déjà urbanisé de la ville par la construction de zones résidentielles et industrielles correspond à environ 32.300 hectares, sur les 60.000 hectares de superficie totale de ces communes où vivent 1,4 millions d'habitants en 2009 (figure n°3). La superficie résidentielle de ces villages s'élève à 8 859 hectares et celle de la production non agricole à 3558 hectares.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 3 : Schéma Directeur de la ville-province de Hanoi à l'horizon 2030 (PPJ, 2011)



Ainsi, plus de la moitié de la superficie de cette couronne sera occupée par des zones résidentielles ou villes satellites denses, construites à 60% de leur superficie en immeuble de plus de dix étages, sans qu'aucune réserve foncière ne soit attribuée à ces villages absorbés dans le périmètre de la ville. L'État et les Provinces favorisent la construction de grandes zones industrielles capables d'attirer des investisseurs étrangers. Des facilités foncières et législatives leurs sont attribuées, au détriment de la construction de sites artisanaux pour les entreprises villageoises. Ces dernières, en grande partie informelles, ne sont pas régies par les

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

normes du code du Travail et de l'Environnement. Elles ont cependant une grande capacité d'embauche locale et de sous-traitance de la main-d'œuvre locale, contrairement aux grandes entreprises des zones industrielles.

Les espaces agricoles à urbaniser sont très vastes dans ces districts pratiquant encore largement la riziculture. Contrairement aux politiques mises en place dans les années 1990 pour élargir l'espace résidentiel villageois, ou les politiques de reconversion des villageois jusqu'aux années 2007 qui attribuaient l'équivalent de 10% des terres expropriés aux paysans pour la résidence ou la production non agricole, depuis 2008, les villageois sont contenus dans leur espace résidentiel.

On se trouve ainsi devant une répartition injuste des terres. Les services fonciers des provinces arguent de la nécessité de construire des zones résidentielles et industrielles de qualité ayant des standards urbains et internationaux sur de grandes emprises foncières pour hisser Hanoi au rang des métropoles internationale. Ce processus entraine un renchérissement des terres, rendues inaccessibles aux villageois sur les terres agricoles desquels sont construits les grandes projets. La résolution des autorités est d'autant plus ferme que la Municipalité cherche à enrayer l'auto-construction de basse qualité dans les villages et à installer les infrastructures nécessaires à l'expansion de la ville. Cela pose le problème du droit à la ville de ces villageois urbanisés et pluri-actifs aux revenus insuffisants pour concurrencer les classes moyennes montantes nées avec le *Doi Moi*. Par ailleurs, l'intégration économique à la ville est faible et ne valorise pas les activités artisanales et industrielles existante.

Dans la province de Hanoi, en 2009, on compte un total de 12.000 hectares en projet ou en cours de construction de zones industrielles, de plusieurs centaines d'hectares. Celles actuellement en activité ont une très faible capacité à embaucher localement, les chefs d'entreprises préférant la main-d'œuvre docile et peu chère des provinces reculées (en 2009, 60% des ouvriers des zones industrielles de la province de Hanoi sont originaires d'autres provinces), créant un malaise social autour des questions d'accès à l'emploi, aux services de santé et au logement. 129.300 actifs agricoles seront expropriés de leurs terres agricoles dans cette seconde couronne et devront se reconvertir dans d'autres activités.

Le schéma directeur de la ville ne prennent pas en compte les spécificités des villages périurbains, et de ceux intégrés déjà dans la ville, au risque de remettre en cause leurs capacités productives, leur cohésion sociale et leurs besoins fonciers pour développer leurs entreprises et les mettre aux normes de production urbain. Les villages de métier ont des besoins spécifiques en matière d'aménagement, d'espace de production, de communication, en bref un patrimoine foncier constructible plus vaste que les villages agricoles et à un prix plus faible que dans les villes. D'où un risque d'augmentation des coûts de production trop élevée pour des artisans aux revenus limités (Duchère & Fanchette, 2013).

3.3 La disparition des terres agricoles et les effets négatifs des grands projets urbains sur le développement local

Dans les villages de métier, le système de production repose sur un savant mariage de raison entre l'artisanat, le petit commerce, les jardins intensifs, l'élevage et l'agriculture de subsistance. Les petits patrons comptent sur ces apports de revenus

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

pour offrir des salaires plus bas qu'en ville. On rencontre deux types de villages artisanaux :

- les villages qui vivent essentiellement de l'artisanat. La mécanisation et le développement de la production artisanale ont détourné ces villageois de l'agriculture. Mais, afin de garder l'usufruit de leurs terres, ils les louent ou les prêtent à des paysans des villages voisins. De plus, tout le système de production repose sur une main d'œuvre pluri-active, sous-traitée de façon saisonnière à domicile et qui a besoin d'assurer son autosuffisance en riz.
- les villages où l'artisanat constitue un appoint à côté de l'agriculture.

Les terres agricoles, cultivées principalement en riz, apportent l'autosuffisance en céréales de la famille. Le riz est très peu commercialisé car les surplus sont rares. Il assure la sécurité alimentaire en cas de mévente des produits ou de chômage temporaire des petits artisans sous-traitants.

Si elles n'apportent qu'un complément de revenus aux villageois, les terres agricoles participent avec l'artisanat au maintien sur place de populations nombreuses et permet de limiter leur émigration vers les villes. Si l'agriculture disparait, les revenus des activités artisanales secondaires comme la vannerie, la broderie ou la transformation des produits agricoles, ne suffiront pas pour l'entretien des villageois.

Les grands projets urbains en construction sur les terres agricoles ne prennent pas en compte l'organisation spatiale et sociale des villages. Les relations entre les villages de métier au sein des clusters sont intenses. Ces relations s'effectuent au sein d'un réseau de communication fait de routes aux gabarits variés, de chemins vicinaux ou de routes-digues non carrossables le long desquels des véhicules de toutes tailles s'affairent. Les autoroutes, les zones résidentielles et les industrielles traversent des finages, isolant des villages, supprimant les axes de communication inter-villageois. Tel qu'il est organisé, ce nouveau réseau risque de mettre à mal la dynamique économique au sein de ces systèmes de production localisés où l'échange est fondamental.

Les zones résidentielles et industrielles sont construites sur des remblais élevés à un mètre au-dessus des villages pour se protéger des débordements fluviaux. Quand il pleut, les villages en contrebas souffrent alors encore plus des inondations. Normalement, il est stipulé dans les protocoles qui régissent la construction des zones résidentielles et les zones industrielles, que les « développeurs » sont censés aménager un système de drainage autour des villages pour les protéger, mais rares sont ceux qui le font. La seule action engagée pour limiter les dégâts est le pompage temporaire à l'aide de grosses machines. Par ailleurs, les dysfonctionnements du système hydraulique affectent les terres encore cultivées. Certains canaux d'irrigation sont bouchés et l'eau n'arrive plus aux parcelles, notamment celles encastrées entre plusieurs projets. Les paysans sont obligés de les abandonner et ne reçoivent pas les compensations nécessaires car administrativement, elles sont toujours cultivées.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

4 Conclusion

Constitutivement liée à la nécessité de se protéger des inondations et de gérer le territoire hydraulique, le regroupement de la population en de gros villages organise le peuplement très dense dans le delta du fleuve Rouge. Bénéficiant par ailleurs de rentes de situations le long des fleuves et à proximité de la mer, les gros villages s'adonnent à de nombreuses activités commerciales et d'échange.

Troisième voie entre le capitalisme et le collectivisme, les systèmes de production localisés que sont les clusters de villages de métier démontrent la capacité des agglomérations rurales à développer des modes de production industriels et artisanaux en cumulant les avantages de la sociabilité villages et du capital social local avec l'innovation et de la présence d'une main-d'œuvre nombreuse et experte.

Ces bassins d'emplois connectés aux systèmes de production internationale ont déjà fait leur preuve en Italie où les districts sont à l'origine d'un développement industriel profondément ancré dans son milieu social et culturel et employant une grande partie de la population locale. Systèmes très peuplants, les clusters de villages de métier n'en demeurent pas moins fragiles, en raison de leur non reconnaissance territoriale et de la faiblesse de leur encadrement technique et administratif, eu égard à leur statut rural. La définition stricte de l'urbain dans ces deltas très peuplés renvoie à une idée de la ville, lieu privilégié de l'accumulation du capital et du développement économique, bénéficiant d'un encadrement de l'État au détriment des localités rurales, quelque soient leurs tailles et leur dynamisme économique.

Les premiers résultats de nos recherches sur la périurbanisation dans le delta du fleuve Rouge suggèrent que le problème de l'insécurité foncière des villageois est au cœur de la problématique du développement économique des campagnes très peuplées qui se voient imposer un modèle de production apparemment incompatible avec celui existant. Si on étudie d'un peu plus près le modèle chinois qui inspire grandement celui en œuvre au Vietnam, on remarque qu'avec un décalage de dix ans environ, ce dernier rencontre le même type de problèmes sociaux et économiques que ceux de la Chine liés à la transition d'un modèle économique administré par l'État communiste à un modèle plus libéral.

Après avoir développé un modèle de développement fondé sur l'industrialisation des villages et des bourgs visant à créer des emplois non agricoles dans les campagnes pour limiter les migrations vers les villes, la fulgurante ascension économique de la Chine durant les années 1990 profite aux villes, que la mondialisation met au devant de l'ouverture du pays, au détriment des campagnes. Les expropriations liées au développement urbain et industriel dans les zones périurbaines, l'inégal accès aux services sociaux et aux équipements entre citadins et ruraux, et une corruption généralisée à tous les niveaux de l'administration du pays créent un malaise social qui se traduit par un exode rural de migrants illégaux, des jacqueries... (Colin, 2006). La soumission administrative des campagnes aux villes, rappelle celle en oeuvre au Vietnam et risque de remettre en cause la capacité des campagnes à ancrer sur place une population très nombreuse qui ne trouvera pas sa place dans des villes de plus en plus tertiarisées.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Bibliographie

Colin S., 2006, « La Chine et ses campagnes. L'édification de nouvelles campagnes socialistes : un remède contre le malaise rural chinois », *Transcontinentales* (3) : 47-66.

Duchère Y. & Fanchette S., 2013, « Les enjeux environnementaux dans les villages de métier périurbains : quels types de gouvernance pour une meilleure intégration dans la ville ? », Chap. 26, *in* Chaleard (dir) *Métropoles aux Suds, le défi des périphéries ?*, Karthala : 395-408.

Fanchette S. & Nguyen Xuan Hoan, 2009, « Un cluster en expansion : les villages de métier de meubles d'art de Dong Ky, réseaux sociaux, dynamiques territoriales et développement économique (delta du fleuve Rouge – Vietnam)», *Revue Moussons* n° 13-14, Aix en Provence, pp. 243-268.

Gironde Ch. 2001, *Réhabilitation et transformation de l'économie familiale au Nord-Vietnam : systèmes d'activités villageois et réseaux de relations dans le delta du Fleuve Rouge,* thèse de doctorat, IUED, Genève.

Labbé D., 2011, « Urban Destruction and Land Disputes in Periurban Hanoi During the Late-Socialist Period », *Pacific Affairs,* vol., 84, N°3, pp. 435-454.

Labbé D. & Segard J., 2013, « Du rural à l'urbain : les enjeux du changement de statut administratif à Hanoi (Vietnam) », in Chaleard J.L. (dir) *Métropoles aux Suds, le défi des périphéries ?* Karthala-Prodig, pp. 343-354

Langlet Quach Thanh-Tâm**,** 1993, « Le phénomène urbain dans le Vietnam traditionnel ». *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 46 (184), Bordeaux, pp. 419-441.

Lefebvre H., 2009, *Le droit à la ville*, 3eme édition, Economica, 135 p.

Leseignoux S., 2005, *État des lieux des structures locales et de leurs relations avec l'État au Vietnam*, IMV, Hanoi, 26 p.

Mahanty S., Trung Dinh Dang & Phung Giang Hai, 2010, *Crafting sustainability: managing water pollution in Viet Nam's craft villages*, Discussion paper, Australian National University Canberra, 48 p.

McGee, T. G., 1991, "The emergence of desakota regions in Asia: expanding a hypothesis". In Ginsburg N., Koppel B. & McGee T. G. (dir.), *The extended metropolis. Settlement transition in Asia:* University of Hawaii Press, Honolulu, p. 3-26.

MONRE (Ministry of Natural Resources and Environment), 2008, *National State of environment 2008. Vietnam Craft village Environment*, Hà Nôi, 98 p.

Nguyên Hoang Anh, 2006, « La répartition des compétences entre pouvoir central et pouvoir local au Vietnam. Approche critique et propositions », *Administration and public management review*, n° 4, Hanoi, pp. 1-6.

Nguyên, Huu Chi, 2012, *« Secteur Informel, Emploi pour les Travailleurs Ruraux, et Processus d'Integration Economique : le Cas du Delta du Fleuve Rouge (Vietnam) »*, Thèse, Université Paris 13, Janvier 2012

Oshima H.T., 1986, "The Transition from an Agricultural to an Industrial Economy in East Asia," *Economic Development and Cultural Change* 34: 4 : 783-810.

PPJ (Posco, Perkins Eastman, Jina), Vietnam Institute of Architecture, Urban and Rural Planning (VIAP) and Hanoi Urban Planning Institute (HUPI), 2011, *Hà Nội Construction Master Plan, 2030,* for the Ministry of Construction & the Hanoi People's Committee.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

« Gagner parcelle », mimétisme villageois dans l'ombre de la ville au Burkina Faso

Liliane Pierre Louis
Urbaniste, Institut d'urbanisme de Paris, Université Paris-Est-Créteil
LAVUE (UMR CNRS 7218) – Centre de recherche sur l'habitat (CRH)
Praticien consultant, Agence PERSPECTIVE, Ouagadougou
lpierre@u-pec.fr

Résumé

L'emballement du dispositif pour résorber les extensions urbaines illégales par le lotissement des terrains qu'elles occupent implique une relecture critique Quand le lotissement trame les terrains en damier, on peut débusquer des effets sournois ou professés de cette manière de faire et dévoiler une genèse de sites *aux frontières de l'urbain* faits d'un substrat rural soumis à une dynamique d'occupation de logique urbaine.
À Diabo les investigations montrent une quasi translation des cours villageoises circulaires à une linéarité de rue et, dans le bourg, la superposition de la rigidité géométrique du plan de lotissement sur la dispersion des cours familiales stimule des modalités d'usage de l'espace d'essence rurale : constructions adossées aux limites parcellaires pour former un vaste espace central maintenant une très faible densité d'occupation antinomique avec la situation urbaine. La consommation de terre pour loger une population en forte croissance n'a pas dévoilé la recherche d'un mode transitionnel entre rural et urbain mais plutôt une dilapidation de l'espace rural pour la multiplication de lieux de vie d'une société qui devient urbaine dans ses pratiques.
Trois paradoxes émergent du vis à vis des lotissements et du non loti en périphérie de Ouagadougou : le rattrapage du déficit en logements par des lotissements régularisant la présence des habitants en illégalité n'est pas accompli, la perception d'une urbanité des lieux due à leur appropriation par leurs habitants est plus prégnante en non loti que dans les quartiers urbains qui s'y substituent, le mécanisme d'essence rurale qui préside au déploiement du non loti produit un tissu de forme et de densité urbaines que le lotissement rectifie par un relâchement de ces qualités urbaines.
Et la question cruciale : lotir des zones pour des occupations renouvelées est-il un moyen de les contrôler ou une manière d'accélérer le gaspillage de territoire en faisant que « gagner parcelle » devienne une fin en soi ?

Mots-clefs

Lotissement, parcelle, non loti, dilapidation de l'espace rural, cour villageoise.

Cette communication s'inscrit en articulation de deux thématiques parmi celles proposées pour le colloque : *Petites villes et enjeux fonciers* et *Rôle du politique, rôle de l'urbanisation spontanée* dont nous aurions d'ailleurs tendance à inverser l'ordre d'énonciation dans la mesure ou notre regard se portera sur les configurations d'occupation avant d'aller en chercher des éléments interprétatifs du côté du politique.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1 Du village à la ville, du rural à l'urbain, grandir en s'urbanisant : comment aborder les facettes d'un mécanisme de ses fondements à son déploiement ?

La réflexion présentée est une relecture critique de la problématisation d'observations faites pour des travaux de praticien : élaboration du plan d'occupation des sols d'une commune rurale, rédaction du rapport critique de présentation du cadre juridique du dispositif de lotissement à l'occasion des États généraux sur les lotissements au Burkina Faso tenus pour faire le point à l'issue de plusieurs séquences de suspension du processus par les autorités politiques et mise en place de la participation du Burkina Faso au Programme participatif d'amélioration des bidonvilles (PPAB-ONU HABITAT) pour deux des quartiers non lotis de Ouagadougou.

Le propos est construit selon deux questions principales :

- La manière de grandir par focalisation sur l'accaparement foncier semble la même du village à la ville : les petites agglomérations ne résisteraient donc pas à suivre les étapes de croissance urbaine qui ont forgé les grandes et s'apprêteraient à être confrontées aux mêmes blocages : superficies à lotir insuffisantes pour le nombre d'habitants demandeurs et standards de logement adéquat[1] impossibles à atteindre ?
- Les grandes et certaines moyennes[2] agglomérations se déploient par encerclements successifs mus par l'urbanisation spontanée des périphéries encore rurales que les autorités entendent corriger par l'outil « lotissement » : comment approcher la course-poursuite entre le politique qui promeut la règle pour lotir et occuper le terrain et la dynamique sociale abondamment inventive en stratégies d'évitement et de contournement de cette règle et copieusement productrice de zones non loties ?

Le Burkina Faso est un pays de superficie à peu près égale à la moitié de la France et qui compte 302 communes rurales et 49 communes urbaines dont les critères de catégorisation ont été énoncés en 2004 dans le Code général des collectivités territoriales qui stipule que *la collectivité territoriale est une subdivision du territoire dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière*.

La commune urbaine est une entité territoriale comprenant au moins une agglomération permanente de 25 000 habitants et dont les activités économiques permettent de générer des ressources budgétaires propres annuelles d'au moins 25 millions de Francs CFA (38 112 €).

La commune rurale est un regroupement de villages qui a une population d'au moins 5 000 habitants et dont les activités économiques permettent de générer des ressources budgétaires propres annuelles d'au moins 5 millions de francs CFA (7 622 €).

[1] Au sens de l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

[2] Cf. Infra la catégorisation officielle promue par les services de l'État. « Grandes » selon l'échelle burkinabè où la ville capitale est estimée à 2 millions d'habitants, la seconde à 600 000 et les cinq suivantes entre 120 000 et 70 000.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Les élections de 2006 ont concrétisé la communalisation intégrale du territoire national dont aucune portion ne peut actuellement se trouver en dehors des 351 communes qui composent le pays.

Ce principe démographique et économique de définition réduit le territoire national à être seulement le support physique sur lequel il fige les entités communales dans une situation démographique et économique immuable. Rien n'est prévu pour qu'une commune rurale qui a atteint les critères énoncés pour la commune urbaine soit l'objet d'un reclassement consécutif à une démarche administrative et pourtant depuis 2004 un certain nombre d'entre elles les ont atteints.

Paradoxalement c'est dans un texte émanant d'un ministère gestionnaire et non aménagiste que l'on trouve une catégorisation structurelle des agglomérations mais elle ne s'applique qu'aux quarante-neuf communes urbaines. Les analyses consécutives au Recensement général de la population et de l'habitation découpent *l'univers urbain burkinabé en quatre catégories de villes* : deux *« grandes villes »* (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso), dix-sept *« villes moyennes »* (chefs-lieux de régions ou de provinces ou départements), quinze *« petites villes »* (chefs lieux de régions, provinces ou départements) et quinze *« autres petites villes »*[3].

Dans ce cadre, un rassemblement de population villageoise de 5 000 à 25 000 habitants regroupés en entités diverses ne saurait être qualifié de « ville », même petite. Il ne peut que composer une commune rurale faite de villages et dont le bourg siège des installations administratives, si parcimonieuses soient-elles, donne son nom à la commune tout entière. Cependant, comme on le verra ci-dessous, après sept années de communalisation intégrale, les données démographiques mettent à mal l'immuabilité de la catégorisation duale (communes rurales / communes urbaines) élaborée dans le code général des collectivités territoriales et quelques communes rurales par leurs bourgs et certains de leurs villages peuvent rivaliser avec les « autres petites villes » telles que présentées à partir du recensement général de la population et de l'habitation.

1.1 Où peut-on alors voir les frontières de l'urbain ?

Pour approcher la tangibilité des frontières, pour se situer à l'articulation de l'urbain et du rural, il convient de mener l'exploration selon trois visées[4] :

- Questionner la relation « urbain *vs* rural » en posant qu'elle est effectivement portée par une frontière géographique mais que, prise en tant que notion, cette frontière est aussi pertinente pour interroger les aspects sociaux, économiques, mentaux ou culturels de la liaison entre ces deux milieux,
- Observer l'agrandissement des villages et leur accès au rang de bourgs pour déceler, s'il existe une forme de petite ville dont on pourrait montrer soit qu'elle

[3] Rapport d'analyse des données du RGPH 2006, Ministère de l'économie et des finances, thème 09 : *La croissance urbaine au Burkina Faso*. p. 19. Plusieurs typologies sont exposées et expliquées, celle citée ici est la plus parlante pour la problématique de cet exposé.

[4] Ce temps du raisonnement est construit en référence aux écrits de G. Simmel et M. Heidegger à propos de *pont* et *porte.*

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

est petite en taille, en quelque sorte « modèle réduit » d'une plus grande, soit qu'elle est porteuse de singularités imputables au stade atteint dans la « dynamique village => bourg => ville ».

- Chercher l'incarnation des limites physiques aux effets du processus qui engendre l'extension de la ville et repérer un « dedans / dehors » ou « dedans ⇔ dehors » et interroger ses modifications dans la durée et aussi la permanence de sa présence.

Le propos qui permet d'aller *aux frontières de l'urbain* est donc centré sur deux notions clés : limite ou liaison et conduira à envisager être aussi **à la lisière de l'urbain** avec la nuance d'une perméabilité et d'une rigidité de la limite plus ou moins fortes.

1.2 Quand le territoire devient urbain : la prégnance de la forme parcellaire en damier

Les dynamiques de consommation de territoire considérées s'appuient sur Diabo et Ouagadougou, deux cas symptomatiques de situations rencontrées à bien d'autres reprises et pas uniquement au Burkina Faso. Leur point commun est qu'il y a accaparement foncier et que le mot clé qui supporte toutes les préoccupations et dans lequel s'incarnent tous les désirs est « parcelle ».

Pour expliquer à grands traits la situation actuelle, il faut suivre une trajectoire commencée il y a trois décennies[5]. À l'avènement de la révolution en Haute-Volta en 1983, les déficiences des conditions de logement dans la partie non lotie de Ouagadougou (environ la moitié de la ville qui est passée de 1982 à 1985 de 250 000 à 416 000 habitants) étaient perçues comme un problème social. La recherche d'une réponse équitable à cet habitat dit spontané a été de tracer des lotissements sur les zones existantes et de les étendre sur des terrains vierges à concurrence du nombre de familles ayant *un réel besoin de logement*[6] auxquelles elles étaient attribuées par des commissions composées de responsables politiques et d'agents de l'administration.

Dans les deux décennies suivantes cette manière de faire devint sans qu'on n'en eut conscience, une méthode d'aménagement fortement génératrice de demande et de surcroit très consommatrice d'espace, par l'application du droit d'obtention d'une parcelle de belle superficie (autour de 300m$^{2)}$ en compensation d'une occupation de terrain modeste (80 à 150 m^2 dans la majorité des cas).

En 1995 à la mise en acte de la décentralisation[7], la maîtrise d'ouvrage des lotissements est devenue une compétence des collectivités locales, le jeu des acteurs a donc été dominé par des promesses de candidats *vs* des exigences d'électeurs auxquelles les élus ont ensuite répondu avec d'autant moins d'hésitation

[5] Ce passage est emprunté à la communication : *Gestion de l'étalement urbain informel à Ouagadougou: le renoncement des politiques publiques ?* Prononcée par Léandre GUIGMA au colloque *Territoires périurbains : développement, enjeux et perspectives dans les pays du Sud*, 19 décembre 2013, cf. bibliographie.

[6] Terminologie employée dans l'ordonnance 84-022/CNR/PRES du 22 mai 1984 instituant les opérations spéciales de lotissements dans les villes et localités de Haute-Volta.

[7] 2005 pour les communes rurales, antérieurement les lotissements étaient sous maîtrise d'ouvrage des services de l'État.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

que ce dispositif fut un poste de recettes important pour les collectivités (essentiel pour les arrondissements de Ouagadougou dont toutes les autres recettes étaient sous autorité de la mairie centrale). Le jeu a donc consisté à évaluer la demande en terrain – donc en parcelles des futurs lotissements – et non plus en logements par le recensement des occupants des zones non loties, complété par des demandes de non résidents et à lotir puis attribuer les parcelles issues de cette opération technique. Cette pratique dite de régularisation a été appliquée alors même que la population ouagalaise a crû de 41% entre 1996 et 2006.

1.3 Les deux cas d'appui

- Les villages de la commune de Diabo

La commune de Diabo, première commune rurale pour laquelle un plan d'occupations des sols (POS) a été élaboré s'étend sur 40 Km du nord au sud et 25 d'est en ouest et compte une population d'environ 43 000 habitants répartis en un bourg chef-lieu d'environ 3 000 habitants et 63 villages dont les premiers comptent 5 000, 4 000 et 3 500 habitants. Les recettes budgétaires ont oscillé de 2007 à 2011 entre 14 et 45 millions de FCFA. Ces quelques données montrent que cette commune classée rurale selon les critères de 2004 a très vite comporté des caractéristiques attachées aux communes urbaines.

Diabo va servir à questionner deux logiques à l'œuvre : la genèse d'un processus de passage du rural à l'urbain qui affecte certains villages et les modalités de mise en valeur des parcelles qui se substituent au cours familiales dans le bourg qui renforce son caractère urbain.

- La périphérie de Ouagadougou expression par excellence de la politique nationale.

Le dispositif de lotissement est dans ses principes un dispositif national. Il a été appliqué de manière inflationniste au fils des trente années qui ont suivi sa conception selon les modalités de la révolution démocratique et populaire, une situation d'alerte s'est cristallisée dans les deux grandes villes dont le territoire administratif est maintenant entièrement occupé.

Le cadre juridique élaboré en 1984 pour la production de lotissements était fondé sur l'argumentaire d'un besoin de logement impossible à satisfaire par eux-mêmes pour les citadins les plus pauvres qui étaient logés dans des conditions très précaires. De nos jours les parcelles produites dans les opérations de lotissements sont un produit vendable et revendable à l'infini alors que le moyen d'y accéder est encore couvert par un discours de satisfaction d'une demande justifiée par des besoins.

La périphérie ouagalaise va servir à décoder des éléments structurels du processus d'étalement urbain plutôt connu pour les effets qu'il produit sur le fonctionnement urbain global des agglomérations où il se produit.

2 Du village à la ville

Deux questions ont présidé à la construction de la problématique selon laquelle a été menée l'étude pour l'élaboration du plan d'occupation des sols (POS) de Diabo :

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

l'accès à une physionomie urbaine est-il l'aboutissement inéluctable du développement territorial des entités rurales en croissance démographique soutenue ? Auraient-elles une possibilité de grandir différemment si elles le souhaitaient ?

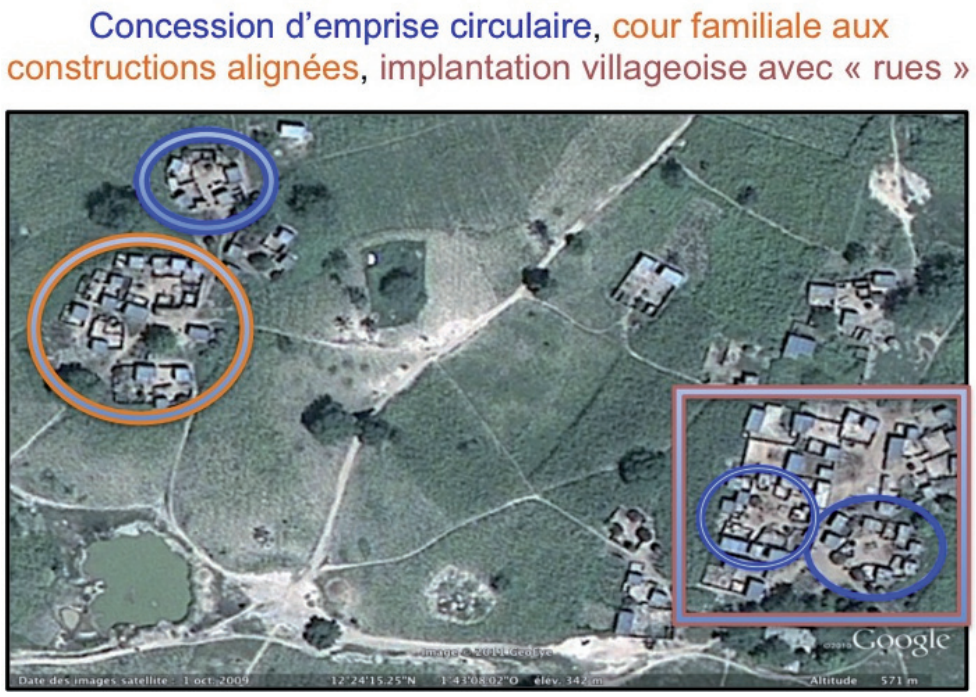
Venu d'une intuition ce questionnement a soutenu l'observation empirique du terrain : quels sont les signes d'urbanisation? Où se lisent-ils ? Certaines portions du territoire communal peuvent-elles être considérés comme de petites villes ? Quelle est leur logique de développement spatial ? Peut-on parler de processus d'urbanisation ? Est-il supporté ou mis en œuvre par des outils ou des dispositifs d'aménagement caractéristiques du milieu urbain ? Peut-on déceler dans les transformations des manières de faire qui seraient un compromis entre des logiques propres au milieu rural et des logiques propres au milieu urbain ? Quels critères permettraient de déceler un seuil ou un entre-deux qui incarnerait une dichotomie ou une transition entre espace rural et espace urbain ?

2.1 Première situation : au village

Il nous est apparu qu'en milieu villageois, les changements et ajouts progressifs dans l'implantation des constructions font apparaître une configuration parcellaire de forme géométrique quadrangulaire s'apparentant petit à petit à un lotissement qui n'aurait pas été préalablement dessiné ni pensé comme tel. Le modèle « lotissement » est tellement prégnant que le mot est proféré dans les villages dès qu'on parle d'aménagement à entreprendre.

Le ressenti de terrain, a été analysé sur la représentation en photographie aérienne de certains villages de la commune de la manière suivante :

Figure 1 : L'amorce du processus d'urbanisation villageois



Source : Liliane PIERRE LOUIS sur image Google – cliché du 01/10/2009.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

La concession qui occupe la partie haute la plus à gauche de l'image montre bien que les constructions disposées en cercle déterminent un espace central où se passent les activités domestiques, familiales ou sociales. On distingue une alternance de constructions rondes et rectangulaires : greniers et pièces d'habitation. Des entretiens, il est ressorti que les premiers à construire des pièces rectangulaires (la base est en général 9 m^2 correspondant à une toiture couverte par 10 plaques de tôle ondulée de 0,9 m^2) sont les membres de la famille qui se sont éloignés pour aller travailler et vivre en ville tout en gardant attache avec le lieu de leur origine familiale.

La cour familiale qui en est voisine est nettement plus grande et composite, on y distingue trois ensemble de constructions jouxtant un espace presque central occupé par un arbre aux larges frondaisons. La lisière circulaire a, en quelque sorte pris de l'épaisseur et se compose d'un front de deux rangées de constructions presque rectilignes et formant « rue ». La desserte de cet ensemble qui pourrait être un hameau est assurée par trois pistes.

L'implantation villageoise située en bas, à droite de l'image est composée de deux concessions, probablement peu perceptibles pour l'observateur qui est au sol. Au contraire, plusieurs espaces linéaires entre les constructions sont utilisés pour la circulation et donnent une impression de rue qui n'est pas bien lisible en vue aérienne.

La discussion menée avec les habitants a été de qualifier la dynamique dans laquelle s'inscrit ce cliché instantané de prémisse d'urbanisation dans l'acception linguistique de proposition d'où découle une conséquence. Si la conséquence est une configuration urbaine, alors va se poser la question de la tension entre accaparement foncier et densification.

En effet, du premier au troisième des états montrés ci-dessus, la taille des constructions s'agrandit, leur nombre augmente mais l'espace interstitiel reste dans les mêmes proportions. Le mouvement est donc un étalement. Se pose alors la question des terres consommées par cet étalement : on les appelle les *champs de case*, ce sont des terres faciles à amender par les engrais naturels issus de la présence humaine et animale où l'on cultive les produits vivriers d'usage courant, leur maintien en culture dans une période de croissance démographique est donc essentiel.

La consommation de terre pour loger de plus en plus de personnes (dont certaines ne sont présentes que très épisodiquement) garde la manière de faire qui prévalait quand la population était moins nombreuse et totalement vouée aux activités rurales. **Nous n'avons pas trouvé d'indices qui montreraient la recherche d'un mode transitionnel entre rural et urbain mais plutôt un gaspillage de l'espace rural par la multiplication et la juxtaposition de lieux de vie d'une société qui devient urbaine dans ses pratiques** et demande l'implantation des équipements correspondant à sa socialisation actuelle : écoles, dispensaires, services, etc.

La démarche de POS pourrait être innovante en orientant vers une prise de conscience de cet étalement et de ses conséquences possibles et en créant l'envie de forger et utiliser des outils appropriés comme le coefficient d'occupation du sol (COS) qui permettrait de choisir une valeur en deçà de laquelle on rapproche les construction les unes des autres et au-delà de laquelle on empiète sur des terres qui

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

seraient choisies pour que leur changement d'affectation ait le moins de conséquences néfastes possibles sur la production des cultures et de l'élevage.

L'usage du COS permettrait de donner une lisière au milieu villageois et une qualification dans son positionnement *aux frontières de l'urbain* qui ne le contaminerait plus.

2.2 Deuxième situation : dans le bourg

Le bourg de Diabo n'est pas le village le plus peuplé de la commune[8] mais celui où sont localisés, la mairie, la préfecture, le commissariat de police, un grand marché polyvalent, les services départementaux de la santé, l'agriculture, l'élevage, l'environnement ainsi que des établissements d'enseignement comme un lycée public, etc. C'est aussi le lieu d'implantation de communautés religieuses qui exercent des missions sociales de soins de santé et enseignement.

Figure 2 : Application sur le bourg de la méthode générale de lotissement

Source : Liliane PIERRE LOUIS, image Google, cliché du 22/11/2010 et DGUTF pour la trame lotie

[8] Au RGPH de 2006 il comptait 2 000 habitants sur les 43 000 de la commune (7 600 ménages), trois villages étaient devant lui pour l'importance numérique avec respectivement 4 200, 3 000 et 2 500 habitants mais Diabo bourg avait la plus forte densité.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Diabo est un des cas de mise en application de la méthode générale de lotissement par substitution de parcelles aux occupations antérieures effectuées sans recours au droit foncier écrit à l'exception des grandes emprises comme celles des communautés religieuses. Le bourg de Diabo a été doté d'un plan de lotissement en 1995, y figurent presque 1 200 parcelles destinées à l'habitation mais à la date du cliché Google qui est novembre 2010, on pouvait repérer environ 200 parcelles occupées.

On peut voir ci-dessus un échantillon de la coïncidence du plan avec la réalité d'occupation dans une zone dont la fonction dominante est l'habitation.

La vue aérienne montre que la différence est radicale entre l'occupation concentrique des terrains par l'implantation des constructions antérieures au lotissement et la linéarité du tracé parcellaire immuablement rectangulaire : différence de forme et différence de taille d'emprise, à une exception près (mais il semble s'agir d'un assemblage de deux cours peut-être pour des raisons de positionnement dans la chefferie) les cours sont plus petites que les parcelles.

Les cours traditionnelles forment par leur contiguïté un embryon de tissu qui semble avoir un caractère plus urbain que celui de la dispersion des grandes parcelles résidentielles implantées selon la trame à larges mailles visible sur l'extrait de superposition plan-photo.

Dans les parcelles récemment périmétrées (dont certains angles sont en pans coupés parce qu'elles se trouvent à l'intersection de voies futures) les constructions sont adossées aux limites ménageant un vaste espace central qui rappelle la disposition traditionnelle des constructions villageoises.

Un paradoxe qualifie donc la relation « urbain *vs* rural » et la « dynamique village => bourg => ville » mentionnées ci-dessus dans la partie de problématisation des *frontières de l'urbain*.

- Les zones structurellement les plus proches de leur configuration d'origine rurale présentent des caractères qui les rapprochent d'une qualification urbaine tandis que les zones générées par le processus d'aménagement urbain fondé sur le lotissement présentent peu de dispositions à faire ville une fois qu'elles seront occupées car elles sont prédisposées à un faible coefficient d'occupation du sol.
- Il n'y a pas de progressivité urbaine dans le passage du village au noyau urbain même si la ville est créée par un plan d'aménagement basé sur une trame viaire et un parcellaire préconisés dans les opérations d'urbanisme listées dans le code de l'urbanisme et de la construction du Burkina Faso[9].

Cette partie « du village à la ville », quête de l'amorce du processus d'urbanisation à Diabo doit se conclure par une double question : **lotir des zones pour les occupations nouvelles est-il un moyen de les contrôler ou une manière d'accélérer le gaspillage de territoire en faisant que « gagner parcelle » devienne une fin en soi ?** La course au lotissement engagée par beaucoup de

[9] CUC article 20 : Les zones d'aménagement urbain prévues par les schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme des villes et localités et par les plans d'occupation des sols font l'objet des opérations d'urbanisme ci-après : le lotissement, la restructuration, la rénovation urbaine, la restauration immobilière, le remembrement urbain.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

communes ne va-t-elle pas leur créer des problèmes de grandes villes alors qu'elles en sont des petites et pourraient croître avec des hésitations, des expériences en devançant certaines difficultés montrés par l'observation du passage de la concession au village ?

3 Du rural ou de l'urbain ?

Ouagadougou est un terrain propice pour analyser la croissance spatiale par un étalement urbain illégal régularisé ensuite par une substitution de plans de lotissement au découpage spatial sournois antérieur suivie d'une attribution de parcelles.

3.1 Genèse et dynamique de déploiement d'une *frontière de l'urbain*

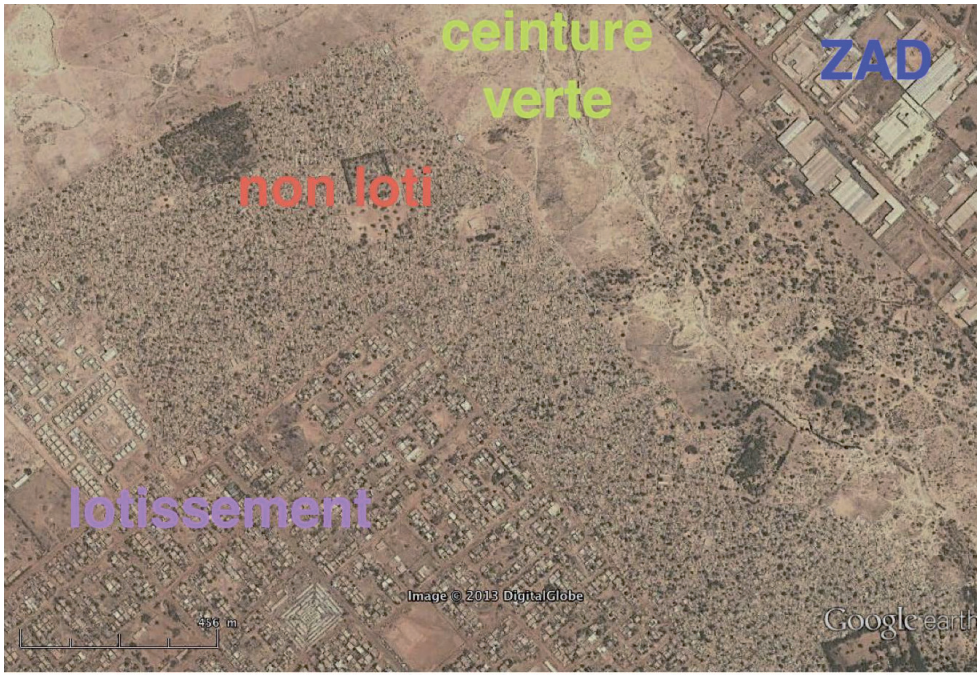
L'agglomération ouagalaise, comme beaucoup d'autres affectées par les processus d'étalement urbain, s'est déployée par une succession d'encerclements d'occupations illégales au regard du droit écrit dites les « zones non loties » ou plus simplement « le non loti » de physionomie considérée comme rurale ou au moins « sous-urbaine » ou « infra-urbaine », ensuite régularisées par le lotissement apposé à leur emplacement.

Ce processus a conduit à ce que le territoire administratif de la commune soit entièrement rempli et que l'agglomération déborde sur les communes limitrophes. En effet, les citadins, néo-citadins et migrants des zones rurales en quête de logement commençaient par chercher un non loti dans lequel s'installer provisoirement en attendant d'être recensés au nombre des demandeurs de logements.

La figure suivante est un aperçu de la situation sur la limite nord-est de la zone urbaine continue. La vue aérienne montre de droite à gauche une partie de zone d'activités diverses (ZAD) adossée à une frange libre d'occupations construites : la ceinture verte, zone destinée endiguer l'étalement urbain et à préserver les qualités environnementales de la ville, puis une lanière de « non loti » et une zone lotie structurée par une trame viaire comportant des ilots de parcelles individuelles et d'équipements et un regroupement de parcelles occupées par des constructions toutes semblables disposées en forme de cité.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 3 : Configuration type des périphéries urbaines



Source : Liliane PIERRE LOUIS sur image Google – cliché du 17/02/2013.

Quand la zone non lotie visible sur cette photo aérienne aura été remplacée par un lotissement, ses occupants qui n'auront pas pu accéder au nouveau quartier trouveront place dans une zone non lotie un peu plus périphérique et peut-être en discontinuité de l'agglomération urbaine.

Ils n'entreront pas dans la zone dessinée selon des standards reconnus comme pourvoyeurs de vie urbaine de bonne qualité mais continueront à vivre dans une zone vue comme dépourvue de caractéristiques urbaines et considérée comme une zone rurale résiduelle. S'ils ont été attributaires, ils profiteront du fruit de la vente illicite de leur parcelle pour avoir les moyens financiers de construire dans leur nouveau non loti[10] une meilleure maison et améliorer les conditions de leur vie familiale.

3.2 Combien de cours, combien de parcelles ?

Pourrait-on penser que le mécanisme décrit ci-dessus produise, supprime et régénère les *frontières de l'urbain* ?

Les services administratifs considèrent que la ville s'arrête à la limite du territoire qu'ils maitrisent par le lotissement, souvent ils dénient aux occupants des zones

[10] "Un non loti" peut être, selon les occurrences un quartier non loti dit aussi spontané ou un logement généralement composé d'une ou plusieurs constructions formant une petite cour dans une zone non lotie.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

illégales le statut d'habitants de la ville, ils n'y voient que des contrevenants à une règle dont ils voudraient qu'elle s'impose à tous en ne souffrant aucune exception[11].

Les élus, pour leur part, trouvent des interlocuteurs stratégiques et des électeurs dans les « chefs » traditionnels qui régissent l'occupation des zones non loties.

Quant aux habitants, ils se manifestent sporadiquement auprès de l'une ou l'autre de ces catégories d'acteurs : protestant contre l'incurie des services quand ils subissent des catastrophes environnementales, sollicitant des appuis auprès des élus quand ils veulent obtenir l'ouverture d'un équipement à l'encontre de la loi.

Il convient de caractériser du point de vue de la ville elle-même l'occupation du sol dans les zones d'articulation comme celle qui est mise en exemple tant elles sont stratégiques.

Si à gauche de l'image on est en ville, où est-on du côté droit?

Ainsi, sur une vue plus rapprochée que celle du cliché précédent la limite entre lotissement et non loti a été visuellement renforcée.

Figure 4 : Mise en valeur et densité lotie *vs* densité non lotie

Source : Liliane PIERRE LOUIS sur image Google – cliché du 17/02/2013.

Le propos sera de comprendre si cette limite, en l'occurrence une voie en latérite assez large dite « voie rouge » qui peut avoir une emprise de dix à quinze mètres forme la lisière du tissu urbain réalisé après planification et doit être perçue comme une limite d'enfermement ou de protection du lotissement vis à vis de la zone non lotie qui lui fait face.

[11] Ce sujet fut vigoureusement débattu au sein de l'atelier de rédaction du Code de l'urbanisme et de la construction qui s'est tenu pendant toute l'année 2004 et dont Liliane PIERRE LOUIS a été l'un des rédacteurs.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

L'image ci-dessus montre immédiatement que le terrain avant l'application de l'opération d'urbanisme de lotissement est beaucoup plus densément occupé qu'il ne l'est une fois urbanisé par la méthode de régularisation foncière consécutive au fait de lotir.

D'une part, la parcelle qui revient à chaque attributaire est nettement plus grande que la portion de terre où il avait implanté sa maison et parfois tracé sa cour, d'autre part l'opération d'urbanisme fabrique un tissu urbain, donc réserve des terrains pour les équipements (on voit ici une école) et donne aux voies le gabarit qui figure dans la nomenclature de référence des aménagements urbains.

Un premier paradoxe est donc que le lotissement destiné à satisfaire la demande en logements ne procure pas un nombre de parcelles égal ou supérieur au nombre de cours qui préexistaient et que **le rattrapage du déficit en logements de la ville de Ouagadougou par l'implantation de lotissements régularisant administrativement et techniquement la présence des habitants n'ayant eu de contacts qu'avec un « chef traditionnel » n'est pas accompli**.

Avoir « gagné parcelle », avoir obtenu un « chez-soi » ?

Le semi de constructions qui occupe la partie droite de l'image est, comme cela vient d'être dit, composé d'unités beaucoup plus petites que celles qui remplissent le canevas de la partie gauche. Les constructions y sont beaucoup plus rapprochées les unes des autres et de tailles plus variées que dans la trame du lotissement. On ne voit pas dans la zone non lotie un mode d'occupation du terrain modélisé c'est à dire reproduit par multiplication jusqu'à remplir tout le terrain. La cohésion du quartier qui existe de fait, passe par l'acceptation de la variété des éléments qui le composent.

Dans le lotissement on sent une homogénéité dans la manière de faire et une démission quand on n'arrive pas à la mettre en pratique : un nombre non négligeable de parcelles sont vides, leurs limites sont mal dessinées généralement par absence de murs de clôture et leurs abords sont imprécis et désordonnés. Malgré la mise en œuvre du lotissement comme l'une des cinq opérations d'urbanisme, les standards urbains ne sont pas atteints.

Dans un grand nombre de ces parcelles la vie quotidienne se déroule pendant une durée qui peut aller jusqu'à huit ou dix ans dans une situation provisoire[12] : une maisonnette placée en limite de parcelle supporte avec peine tous les besoins de la vie de famille tandis que trône au milieu de la cour une maison ornée de détails de second œuvre inutiles, dépendant des effets de modes et qui pourtant n'en finit pas d'être construite.

Comme les parcelles vides ou partiellement construites, celles qui ne seront jamais achevées peuvent (en partielle illégalité) faire l'objet d'une revente qui donne les moyens d'aller vivre dans une zone moins chère de la ville ou d'aller prendre sa retraite « au village » dans une construction urbaine plus ou moins édulcorée mais

[12] Ce processus a été observé et interprété pour concevoir un *dispositif d'assistance à l'autoconstruction des logements au Burkina Faso* à la demande du ministère de l'habitat et urbanisme. Cf. Bibliographie.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

qui va donner son caractère urbain au développement des cours, hameaux ou bourgs ainsi que nous l'avons vu à Diabo.

Un second paradoxe est donc que ceux qui étaient fortement demandeurs de parcelles au nom de leur besoin en logements ne se dépêchent pas tous d'en réaliser la mise en valeur. **La perception d'une urbanité des lieux due à leur appropriation par leurs habitants est souvent beaucoup plus prégnante dans les zones non loties que dans les quartiers urbains qui s'y substituent**.

On pourrait conclure en disant que les attributaires de parcelles ont obtenu un bien marchand et les transactions sont nombreuses tandis que les occupants du non loti se sont procuré un lieu de vie qu'ils essayent de rendre le moins inconfortable ou le plus convivial possible.

3.3 Condition de l'urbain : des ilots bien bordés, des rues rectilignes ?

En termes de morphologie urbaine, la lecture croisée des deux modes d'occupation de l'espace permet de déplacer la question de l'articulation « urbain *vs* rural » vers les contenus de l'un et l'autre concept.

Le lotissement est caractérisé, en tant qu'opération d'urbanisme et sur le plan morphologique, par la linéarité et la grandeur de la maille de référence composée des emprises viaires et des parcelles. Il correspond à la projection sur papier des normes reconnues aptes à fournir des conditions de vie urbaine confortables tant du point de vue des parcelles réservées à l'habitation que par la présence effective ou prévisionnelle d'équipements répondant aux standards urbains.

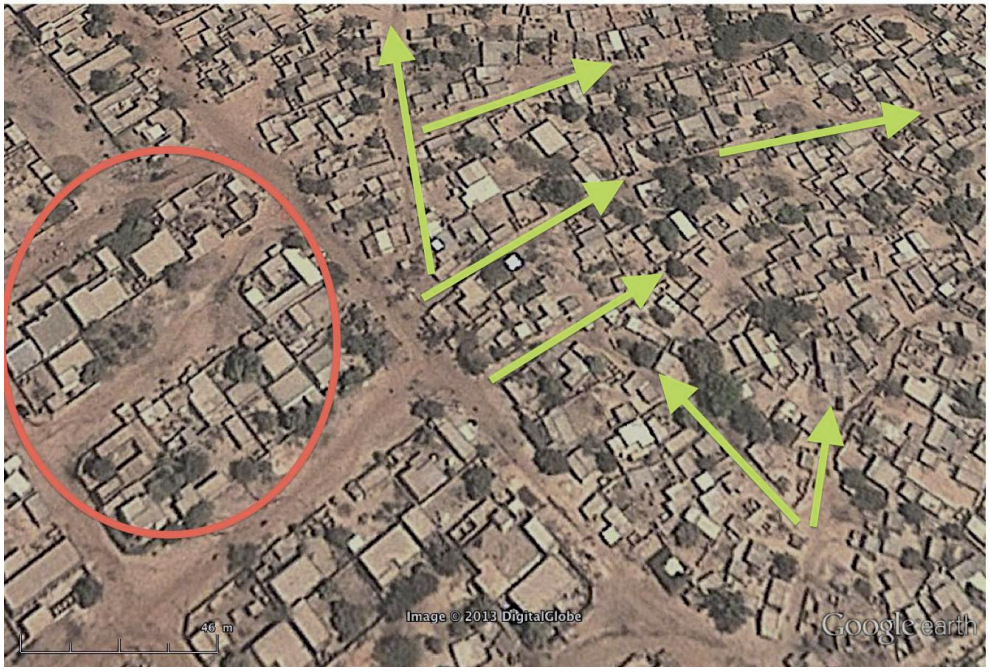
Le non loti, en tant qu'incarnation de la désobéissance urbaine, est vu comme le lieu de tous les désordres y compris celui de sa forme qui complique le repérage et les itinéraires. Les écoles, bornes fontaines, mosquées ou églises et parfois centres de santé sont considérés comme des pis-aller. Ils ne sauraient contribuer à lui conférer le statut de quartier urbain.

Le lotissement est donc urbain même s'il est en position périphérique dans l'agglomération à laquelle il appartient tandis que le non loti ne le serait pas. Pas vraiment ? Pas du tout ?

Un troisième regard sur la même portion de périphérie ouagalaise permet une tentative de qualification de son ordonnancement urbain.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 5 : Trame urbaine lotie *vs* trame ruralo-urbaine non lotie



Source : Liliane PIERRE LOUIS sur image Google – cliché du 17/02/2013.

Le lotissement est formé d'ilots composé de parcelles contigües les unes aux autres. On peut penser que dans la partie signalée par le cercle rouge, il n'est pas arrivé à son point d'achèvement dans la transformation de cours du non loti en parcelles ou qu'il s'agirait d'un grand ilot traversé par un passage en baïonnette. La logique qui s'impose à l'œil est la composition urbaine.

En non loti, la forme ilot n'est pas perceptible mais on distingue des cheminements d'accès aux cours. Les implantations sont diversement orientées, le quartier est touffu. La logique qui s'impose à l'œil est de fonctionnalité des lieux.

On peut utiliser sans restriction le vocable de quartier pour l'un et l'autre de ces ensembles, ceci confère donc le statut d'urbain au non loti.

Un troisième paradoxe serait que **le mécanisme d'essence rurale qui préside au déploiement du non loti produit un tissu de forme et de densité urbaines mais que sa rectification provoque un relâchement préjudiciable au renforcement de ces qualités urbaines**.

Pour conclure

Ce rapide panorama *aux frontières de l'urbain* au Burkina Faso s'est voulu descriptif et interprétatif. Il nous apparaît en effet essentiel d'apporter une contribution en tant que praticien à même de forger une problématique car des évènements graves et assez violents sont survenus en 2011.

Devant l'emballement du processus décrit à Ouagadougou et qui affecte le majorité des zones urbains et contamine les zones rurales du pays, le gouvernement a

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

d'autorité imposé aux collectivités par décret[13] la suspension de la mise en œuvre des lotissements pendant une durée de douze mois et formé une commission qui a eu à connaître les dossiers de toutes les opérations amorcées.

A l'issue de cette période et concomitamment à une reprise échelonnée ont été organisés des *États généraux sur les lotissements au Burkina Faso* (EGL BF) qui ont rassemblé, sous l'égide du premier ministère, les 24 et 25 octobre 2013 quatre cents élus communaux et régionaux et les services centraux et déconcentrés du ministère de l'Habitat et de l'urbanisme ainsi que des services des ministères de l'Administration territoriale et de la sécurité, de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation, de l'Économie et des finances.

Une fois accompli un tour approfondi de la question, l'injonction de ne plus procéder au recensement préalable des occupants des terrains en passe d'être lotis a été formulée comme élément phare des recommandations.

La posture du chercheur implique immédiatement le doute : cette modalité d'appréciation de la demande était-elle la cause décisive de l'emballement du dispositif ? D'où l'enchainement des questions : comment explique-t-on la situation de crise qui prévaut actuellement ? dont la plus pertinente pour aller vers un vrai diagnostic devrait plutôt être : **peut-on repérer le moment où la logique sociale d'attribution des parcelles** pour satisfaire le *réel besoin de logement* dévoilé pendant la période révolutionnaire **a cédé place à une logique marchande de distribution mal contrôlée par les acteurs publics de l'État et des collectivités ?**

Mais la dynamique est à l'œuvre : l'étalement urbain manifeste dans les deux grandes villes et quelques villes moyennes est encore sporadique et discontinu dans les petites villes et autres petites villes.

Les critères « continuité » *vs* « discontinuité » des zones loties sont-ils pertinents pour caractériser les processus de croissance des villes selon qu'elles sont grandes, moyennes, petites ? Les effets pervers et les moyens de maitrise du recours au processus de lotissement varient-ils selon la taille spatiale ou la taille démographique ?

Références bibliographiques

BA Abdoul Hameth, LOMBARD Jérôme (dir.), 2013, Dynamiques de développement et enjeux de gouvernance territoriale – *Espaces ruraux / espaces urbains*, Paris, Ed. L'harmattan

GUIGMA Léandre, BOUDOUX d'HAUTEFEUILLE Madeleine, PIERRE LOUIS Liliane « Gestion de l'étalement urbain informel à Ouagadougou: le renoncement des politiques publiques? », Décembre 2013, Communication au colloque international *Territoires périurbains : développement, enjeux et perspectives dans les pays du Sud*, 19 décembre 2013, Université de Liège – Partenariat coopération développement (PACODEL), Gembloux.

GUIGMA Léandre, PIERRE LOUIS Liliane (Chef de mission), 2011, *Étude pour un dispositif d'assistance à l'autoconstruction des logements au Burkina Faso, Ouagadougou*,

[13] Décret n°2011-303/PRES/PM/MHU/MATDS/MEF du 18 mai 2011 portant suspension des opérations de lotissement et de restructuration pour une durée de douze (12) mois

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Ministère de l'habitat et de l'urbanisme, Agence INITIATIVE CONSEIL INTERNATIONAL et Agence PERSPECTIVE, 202 p.

NAVEZ-BOUCHANINE Françoise (dir.), 2012, *Effets sociaux des politiques urbaines. L'entre-deux des politiques institutionnelles et des dynamiques sociales*, Paris, Ed. Karthala, 366 p.

OUATTARA Ardjouma, SOMÉ Lanko, octobre 2009, « Thème 09 : la croissance urbaine au Burkina Faso » in *Rapport d'analyse des données du RGPH 2006*, Ouagadougou, Ministère de l'économie et des finances, Comité national du recensement, 118 p.

PIERRE LOUIS Liliane (Chef de mission et auteur principal), Avril 2013, *Plan d'occupation des sols de la commune de Diabo*, Ouagadougou, Agence PERSPECTIVE, 263 p.

PIERRE LOUIS Liliane, Octobre 2013, « Cadres réglementaire et institutionnel des lotissements au Burkina Faso : fondements, atouts, contradictions, disfonctionnements et perspectives », rapport pour l'une des cinq thématiques des *États généraux sur les lotissements au Burkina Faso*, Ouagadougou, Ministère de l'habitat et de l'urbanisme, Direction générale de l'urbanisme et des travaux fonciers, 42 p.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 5 / WORKSHOP 5

Une société des petites villes ?

A small town society?

Lieux et hauts lieux des densités intermédiaires : une analyse par les réseaux sociaux numériques

François Vienne
Université Paris 1, UMR Géographie-Cités
francois.vienne@gmail.com

Nicolas Douay
Université Paris-Diderot, UMR Géographie-Cités
nicolas.douay@gmail.com

Renaud Le Goix
Université Paris 1, UMR Géographie-Cités
rlegoix@univ-paris1.fr

Marta Severo
Université de Lille 3, EA GERiiCO
marta.severo@univ-lille3.fr

Résumé

Les réseaux sociaux numériques, issus de la culture du web 2.0, occupent une place significative dans le quotidien des citadins. Les liens ténus entre les réseaux sociaux en ligne et les territoires s'expriment d'abord dans les mots : on y parle de navigation, de sites, d'interfaces, de liens, de réseaux, d'adresses, d'hébergement, de visites, de portails, de murs, etc.

Le réseau social Facebook est un livre ouvert sur les territoires et leurs lieux. De nouvelles formes d'appropriation et d'expression des territoires de densités intermédiaires apparaissent avec les contenus générés par les utilisateurs des réseaux sociaux numériques tel que Facebook. Ces spatialités invitent à une lecture du territoire par des dynamiques nouvelles et observables par la spatialisation d'un corpus de lieux matériels exprimés virtuellement par les usagers des réseaux sociaux. Ces spatialités décrivent également une relation de l'habitant à son territoire par les lieux qu'il raconte et dont il exprime virtuellement les propriétés dans des communautés d'usagers connectés. L'étude des contenus géoréférencés par les usagers de Facebook dans les territoires périurbains, regardés généralement comme des territoires de faible urbanité et de faible identification, on peut détecter l'émergence de lieux de pratiques et de représentations symboliques par le numérique. Dans le cadre du projet de recherche PUCA : « Lieux et hauts-lieux des densités intermédaires », l'analyse de hauts-lieux numériques des territoires de densités intermédiaires propose un descripteur territorial formulant des spatialités par l'intensité numérique des usages de géoréférencement, ou *check-in*. Ce postulat s'applique à l'ensemble des 252 communes d'un territoire à l'étude aux franges des régions picarde et francilienne (avec 1076053 d'habitants, INSEE 2009) et dresse une analyse de 1935 lieux ayant été répertoriés sur Facebook dans une base de données attributaire. Les hauts-lieux numériques du territoire s'envisagent à plusieurs échelles, et structurent des centralités émergeant directement du contact numérique entre lieux et usagers sur l'interface numérique Facebook.
Ce travail de recherche en aménagement numérique et analyse spatiale des lieux géoréférencés a pour ambition d'interroger la capacité des outils sociaux numérique

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

tel Facebook à favoriser la détection de hauts-lieux par la géolocalisation numérique dont les usages permettent une lecture dynamique et sensible du territoire.

Mot-clefs

Numérique ; Facebook ; périurbain ; réseaux sociaux ; check-in

Les réseaux sociaux numériques, issus de la culture du *web* 2.0[1], occupent une place significative dans le quotidien des citadins, ayant acquis rapidement une capacité d'usages complexes avec ces outils communément appelés Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Les liens ténus entre les réseaux sociaux du web et les territoires s'expriment d'abord dans les mots : on y parle de navigation, de sites, d'interfaces, de liens, de réseaux, d'adresses, d'hébergement, de visites, de portails, de murs, etc.

Le réseau social Facebook est un livre ouvert sur les territoires et leurs lieux. De nouvelles formes d'appropriation et d'expression des territoires en apparaissent avec les contenus générés par les utilisateurs des réseaux sociaux numériques tel que Facebook. Ces spatialités invitent à une lecture du territoire par des dynamiques nouvelles et observables par la spatialisation d'un corpus de lieux matériels exprimés virtuellement par les usagers des réseaux sociaux. Ces spatialités décrivent également une relation de l'habitant à son territoire par les lieux qu'il raconte et dont il exprime virtuellement les propriétés dans des communautés d'usagers connectés.

Par l'étude des contenus géoréférencés par les usagers de Facebook dans les territoires périurbains des franges des régions francilienne et picarde, l'objectif de cette étude est d'aller au-delà de l'image traditionnelle de ces espaces qui sont souvent caractérisés de lieux à faible urbanité et mal identifiés. Ce faisant, l'étude des pratiques numériques permet de détecter l'émergence de lieux, de pratiques et de représentations symboliques. Cette étude s'inscrit dans le cadre du projet de recherche financé par le PUCA : « Lieux et hauts-lieux des densités intermédiaires » ; ainsi l'analyse de hauts-lieux numériques des territoires de densités intermédiaires propose un descripteur territorial formulant des spatialités par l'intensité numérique des usages de géoréférencement, ou *check-in* sur Facebook. Nous développons cette hypothèse sur l'ensemble des 252 communes du territoire étudié (comptant 1 076 053 d'habitants, INSEE 2009), en prenant appui sur un inventaire de 1935 lieux répertoriés sur Facebook (enquête de mai et juin 2013). Les hauts-lieux numériques du territoire s'envisagent à plusieurs échelles, et structurent des centralités émergeant directement du contact numérique entre lieux et usagers sur la plateforme numérique Facebook.

L'enjeu relève de la capacité des outils numériques, et en particulier la géolocalisation sur le réseau Facebook, à détecter les hauts-lieux afin de faire une lecture dynamique du territoire et de ses pratiques. Cette lecture, orientée vers les appropriations informelles et virtuelles de l'espace, invite à interroger la place de

[1] Concept proposé par Tim O'Reilly en 2005, ce concept insiste sur le passage à un web participatif. Internet correspond alors à une intelligence collective où chaque internaute fait partie d'un réseau social. Plus clairement, le web 2.0 mettrait en scène l'internaute en lui donnant la possibilité d'interagir et de s'identifier à une communauté.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ces outils dans le débat public, à intégrer de nouvelles méthodologies de conception de projets urbains avec des corpus de données multimédias géolocalisées, émis par les habitants rendant eux-mêmes accessible, via le numérique, une vision partagée et vécue du territoire.

1 Habiter les territoires de densités intermédiaires avec les TIC : nouveaux outils collectifs de pratiques spatiales, nouvelles grilles scientifiques de lecture du territoire

Il existe différentes façons d'explorer le rapport entre numérique et territoire. Dans les années 1990, Internet et les réseaux numériques émergents sont souvent analysés dans la continuité historique des autres réseaux d'infrastructures urbaines. Ainsi Gabriel DUPUY dans l'*Informatisation des Villes* (1991), dresse le portrait d'un réseau s'articulant à un ensemble de réseaux existants, leur apportant une fibre immatérielle et en dehors des repères de réticularités traditionnelles. Cette analyse de l'Internet en tant qu'infrastructure urbaine n'aborde pas encore la complexité des usages, alors en essor, et bientôt massifs. En 1999, Dominique BOULLIER dans on ouvrage l'*Urbanité Numérique* (2000) établit alors un rapport nouveau du numérique au territoire à travers les changements paradigmatiques engendrés par l'acuité inédite que les TIC offrent à leurs usagers sur le territoire et ses ressources. Le concept de relation entre numérique et territoire ne passe donc plus seulement par une continuité de l'histoire des techniques et réseaux urbains, mais bien également par un changement sociologique et perceptif de la part des utilisateurs des TIC. En cela, les TIC introduisent un nouveau mode d'appropriation et de pratique du territoire. Pour Serge WACHTER: *« c'est bien plus les habitants que la ville elle-même qui devient numérique »* (2011).

1.1 « Habiter » le périurbain avec le numérique

La grille de lecture territoriale proposée par l'analyse des géoréférencements individuels sur le réseau social Facebook s'inspire de la révolution numérique puisqu'elle influe sur les usages du territoire, et notamment sur l'« *habiter* », depuis le domicile jusqu'aux lieux d'activité, à chaque niveau des pratiques du territoire et de l'appropriation de son environnement quotidien. Pour Laurent CAILLY, le concept de mode d'habiter se définit comme *« la relation singulière d'un individu ou d'un groupe social à l'espace géographique telle qu'elle s'exprime dans l'agencement très concret des lieux pratiqués ainsi que dans l'ensemble idéel, tout aussi structuré, de normes, de valeurs, de représentations symboliques ou imaginaires qui vient le signifier ou le justifier. »* (CAILLY, 2004). Cette définition interroge spécifiquement le degré d'influence des TIC sur les modes de représentations spatiales de l'environnement proche et immédiat en milieu de densités intermédiaires.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Martin VANIER évoque la possibilité d'apparition de « *hubs socioculturels* », et « *d'hyperlieux identitaires connectés* » contribuant à l'émancipation de ces espaces, notamment grâce aux TIC (VANIER, 2005). Cette approche de l'urbain, peu dense par la dynamique plus que par le statique, rejoint ici la lecture de Melvin WEBER : *« c'est l'interaction, et non le lieu qui est l'essence de la ville. »* (1964 : 53). Ces interactions, démultipliées par l'essor de moyen d'hyper-connexion comme pourrait le qualifier Martin VANIER, entraînent une alter-appropriation du territoire et par conséquent de nouvelles dynamiques. C'est notamment le cas dans les territoires, dits aux confins de l'urbain, périurbains, suburbains, ou encore banlieues lointaines, souvent qualifiés d'espaces de faibles appropriations, de connexions pauvres entre habitants et ressources territoriales.

Philippe VIDAL et Lionel ROUGE (2011) montrent, dans le cas des régions métropolitaines de Basse-Normandie, que les TIC sont des facteurs essentiels aux recompositions des territoires périurbains, en ce qu'ils participent d'une appropriation renouvelée de son environnement proche et lointain. L' « *habiter* », que nous plaçons comme indicateur d'une grille de lecture du territoire par les TIC, se trouve radicalement modifié à travers l' *« émancipation en cours de ces espaces [périurbains] en quête d'affirmation et d'autonomie »* (ROUGE et VIDAL, 2011 : 4), par un rapport modifié aux ressources du territoire, essentiellement basé sur l'accessibilité aux TIC.

Ces signaux émergents de l'apport radical des TIC dans le quotidien mobile des périurbains élargissent la grille de lecture de ces territoires par une couche analytique numérique, immatérielle, informationnelle et interactionnelle entre individus, et ressources territoriales.

> *« Désormais, les TIC constituent un atout additionnel à la localisation en périurbain et dopent l'attractivité de cet espace. Toutefois, elles créent par la même occasion des hiérarchies entre les territoires périurbains offrant des conditions numériques disparates, tant sur le plan des infrastructures, des équipements que des services et des contenus. » (ROUGE et VIDAL, 2011 : 11).*

1.2 Un désir de local par l'expressivité numérique du territoire

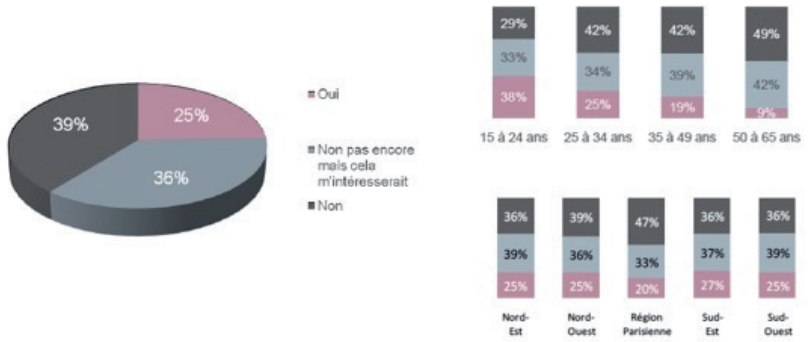
Les contenus publiés sur les réseaux sociaux tels que Foursquare, Twitter, Pin Drop, ou encore Facebook participent d'une territorialité forte des TIC en tant que vecteur d'une nouvelle lecture du territoire. La foule connectée, divisée par autant d'agents individuels éditant et partageant des bribes de territoire en médias, est en quelque sorte la force motrice de ce renouvellement de l'analyse urbaine. On parlera de *Big Data*, ou encore de *New Oil*, dans l'ère d'une société des services consacrée par la culture numérique.

Une étude menée en 2012 par l'institut Harris Interactive et les Pages Jaunes a pu mettre en avant un lien entre territoires et réseaux sociaux numériques. Cette étude place le curseur sur une dimension prospective des contenus des réseaux sociaux en demandant aux enquêtés ce que pourrait être l'avenir des réseaux sociaux, pris dans des contextes spécifiques, avec un échantillon d'usagers représentatifs. Cette

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

enquête de mai-juin 2012 porte sur un échantillon de 2000 usagers de 15 à 65 ans, en mai-juin 2012. Elle analyse les relations entre usages de réseaux sociaux et les proximités locales de ces usages avec leur territoire. On peut ainsi supposer, à partir des résultats obtenus, qu'il existe une forte relation entre réseau social numérique en tant qu'espace de société virtuelle, et territoire où se concrétisent et se construisent les rapports sociaux urbains. Ainsi, plus de 61% des répondants ont pu indiquer qu'ils trouvent, ou seraient intéressés pour avoir accès à des d'informations sur leur ville ou leur quartier à travers le réseau social Facebook. Le rapport que construisent les habitants avec les médias sociaux numériques tend à ancrer des usages de représentations et de descriptions territoriales de son espace d'affinités et de pratiques dans un quotidien connecté.

Figure 1 : Aujourd'hui, vous arrive-t-il de lire ou de trouver des informations concernant votre ville ou votre quartier sur Facebook ?



Source : Harris Interactive, 2012 URL : http://fr.slideshare.net/PagesJaunes_Groupe/zoom-on-etudeharrisinteractive*, consulté le 8 janvier 2014.*

Les résultats de l'étude présentée ici exposent l'objet *réseau social numérique* comme un vecteur d'ancrage au territoire, à la fois par les usages des habitants présents sur le réseau et également à travers les attentes de ces usagers quant aux possibles évolutions du réseau social Facebook. Il est ainsi intéressant d'interroger, en regard des résultats contextualisés dans les territoires, les attentes particulières des utilisateurs interrogés lors de l'enquête Harris Interactive. Cette enquête montre que le biais régional est relativement peu sensible pour ceux qui déclarent pratiquer la géolocalisation, à l'exception de la région parisienne où le refus du système est surreprésenté. On note également une diminution sensible de l'usage avec l'âge, mais il est intéressant de constater que la géolocalisation n'est pas une pratique qui n'indiquerait que des usages exclusifs des « jeunes » (moins de 24 ans) : les différentes tranches d'âge, jusqu'à 65 ans, déclarent avoir ces usages, ou être intéressés par ceux-ci.

L'appétence des usages de *Facebook* liés au territoire soulève la question des liens entre l'habiter d'une part, et les relations des individus au territoire par le numérique d'autre part. En effet, les pratiques de partage des lieux, traduites virtuellement par des contenus associés précis renvoient à cet « *agencement […] concret des lieux*

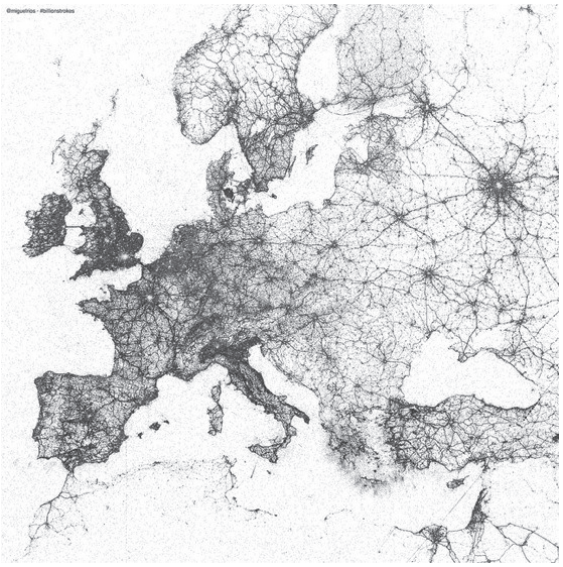
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

pratiqués ainsi que dans l'ensemble idéel, tout aussi structuré, de normes, de valeurs, de représentations symboliques ou imaginaires » (CAILLY, 2004).

1.3 Mise en récit du territoire par les TIC et les réseaux sociaux : médias sociaux et visualisation de données

Comme l'indique WEBER, « l'accessibilité a aujourd'hui remplacé la proximité du lieu. […] L'accès libère de la cohabitation territoriale. » (1964 : 58). Ce propos étonne par sa contemporanéité, et synthétise le paradigme du territoire par le numérique et l'éditorialisation du territoire sur les réseaux sociaux, métamorphoses virtuelles d'une société dans laquelle se dessinent liens, groupes d'intérêts, et partage de valeurs, au centre des reconfigurations et des mutations territoriales en milieu de densités intermédiaires. Le territoire se nourrit de cette lecture par les contributions massives des habitants à sa mise en récit et à son analyse par l'action, en même que s'amenuisent les contraintes spatiales des territoires de densités intermédiaires (sans toutefois disparaître).

Figure 2 : Tweetographie à l'échelle européenne



Source : blog.twitter.com

Cette cartographie figure l'intensité des « tweets » publiés par les utilisateurs à l'éhelle de l'Europe sur le réseau social de microblogging Twitter. Cette cartographie révèle une intensité urbaine de ces pratiques en reproduisant les réseaux infrastructurels et l'armature urbaine française. L'intensité des rapports numériques au territoire se traduirait-il par un rapport densité/connectivité du territoire ? Il est pertinent d'en faire l'hypothèse à l'échelle européenne.
A l'échelle mondiale, de récentes recherches ont été menées par Martin Dodge et Rob Kitchin, et publiées sur le site cybergeography.org afin de formaliser le rapport entre structure spatiale et géographie des liens numériques sur le territoire. (Martin Dodge, Rob Kitchin, Atlas of Cybergeography, Londres, Addison Wesley Longman, 2001).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Plusieurs moyens existent pour mettre en récit le territoire et canaliser certains types d'informations locales et signifier l'ancrage symbolique d'un lieu numérisé sur le territoire par un usager du réseau social. La géolocalisation, au cœur de la récolte des données discrètes, fines et locales, est la pierre angulaire d'une sorte de méta-cartographie (telle que Google Maps), réceptacle des données des utilisateurs des réseaux sociaux numériques.

Figure 3 : Utilisateur mobile de la géolocalisation d'un lieu sur smartphone

Source : blogspot.com

On peut ici faire appel à une lecture anglo-saxonne du numérique comme vecteur de transformation socio-spatiale avec le concept de temps « Long Here ». Ce concept développé par le spécialiste de l'aménagement numérique Adam GREENFIELD (2007). Ce concept renvoie à l'ancrage, à la persistance d'un historique de tout lieu que l'on traverse. Chaque lieu, spécifié par ses coordonnées sous forme de données, possède une profondeur dans le temps, accessible via la géolocalisation. Les photos, adresses et lieux remarquables géoréférencés sur la carte de Google, sont autant d'exemples qui construisent progressivement un historique (incomplète, mais à la fois intime et publique) des lieux où l'on passe et même un sentiment de visite du lieu. Le concept du *Long Here* permet de percevoir la déformation territoriale que les usages et le marquage du territoire par les habitants introduisent. Les usagers par leur géolocalisation ou *check-in* s'inscrivent dans cette dimension spatio-temporelle numérique qui permet de décrire le territoire par les usages de ces passants connectés.

Engagement numérique territorial

Cette nouvelle forme sociale de relations territoriales géolocalisées n'induit pas une détermination des rencontres mais au contraire une grande *sérendipité*[2] qui favorise l'imprévu et le territoire. Le numérique pourrait introduire en quelque sorte la *« dérive situationniste »* au sens de Guy DEBORD (2000), c'est-à-dire une errance numérique territorialisée, une technique du passage hâtif à des ambiances variées. Entre les liens forts se greffe un réseau de liens plus faibles, une nébuleuse d'opportunités, de liens, et de rencontres qui se matérialisent par un contact qui peut être pérenne entre individus sur le service mobile. La mobilité alternative du

[2] Terminologie utilisée par le prospectiviste George Amar pour décrire les aléas de la redécouverte augmentée du territoire permise par l'usage dilettant des TIC.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

covoiturage s'impose par exemple comme un tissage de liens entre le réseau numérique qui agrège les intérêts et les réseaux réels (viaires, ferrés), terrain de la mobilité qui sont eux-mêmes conditionnés par les flux et les rencontres.

Les réseaux sociaux impliquent un réappropriation collective de la ville. Ils produisent de la donnée géosociale. Les déplacements vont ainsi s'effectuer selon les informations rendues disponibles sur les lieux. Ces informations sont catalyseurs de représentations de quartiers, et de lieux. Une expérience collective de la ville se construit donc, on le voit, avec l'expérience récente des rencontres publiques coordonnées sur les réseaux sociaux, comme Facebook par exemple avec les *flashmobs*[3], véritables phénomènes médiatiques ; ou encore les alertes de perturbations trafic sur Twitter.

1.4 Révéler l'hyperlocal : quotidien des usages numériques

1.4.1 Réseaux sociaux et territoire de proximité : l'hyperlocal par les plateformes sociales relationnelles

Quand on « navigue » sur les plateformes de réseautage social comme Facebook, emblème des médias sociaux, on constate que la caractéristique essentielle d'un média social est qu'il nous propose une autre forme de lecture que le média : alors que sur le média, la lecture personnelle est guidée par l'éditorialisation proposée par l'éditeur du média, avec le média social, la lecture est orientée par les relations, les parcours, et l'historique de l'usager, auto-promoteur des contenus qu'ils éditent (GUILLAUD, 2011). Facebook est un site où chacun est invité à partager de l'information et à faire-part de ses préférences avec son réseau d'amis. Et ce sont les relations au sein de ce réseau qui permettent d'accéder aux informations que les autres diffusent. Plus que les profils en eux-mêmes, c'est l'activité qu'accomplissent les différents usagers en réseaux via Facebook qui est intéressante : les images et textes qu'ils y échangent, les recommandations qu'ils adressent, les services qu'ils utilisent et auxquels, en partageant l'information, ils permettent d'accéder.

L'ensemble de ces interactions formule sur les cartographies numériques de Facebook, les recommandations, affinités et expériences territorialisées. Les différents internautes expriment numériquement une appartenance territoriale par le biais de la plateforme sociale relationnelle, c'est-à-dire un espace d'interaction a-territoriale entre des réseaux structurés à la fois par les intérêts (communautés de réseaux sociaux) et par les proximités relationnelles réelles et géographiques (amis, connaissances, etc.). Les services comme DisMoiOù, ou encore Trip Advisor sont des exemples concrets de ces plateformes relationnelles faisant appel à des liens d'intérêts avec un réseau de lieux territorialisés de manière qualitative (recommandations, photos, commentaires, etc.).

[3] *Flashmob*, ou foule éclair, ou encore mobilisation éclair, est le rassemblement d'un groupe de personnes dans un lieu public pour y effectuer des actions convenues d'avance, avant de se disperser rapidement. Le rassemblement étant généralement organisé au moyen d'Internet, les participants ne se connaissent pas pour la plupart. (Wikipedia, 2013).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1.4.2 La géolocalisation numérique et publique des usagers comme vecteur d'individualisation de l'hyperlocal

On s'appuie ici sur la notion de parallaxe, pour décrire un changement majeur en matière de représentation de son territoire. Si la parallaxe est l'incidence du changement de position de l'observateur sur l'observation d'un objet, la géolocalisation constitue un changement de position de l'habitant des territoires périurbains. Alors que l'habitant se repère par des lieux et adresses connues, se guide sur le plan statique du réseau de transports en commun ; l'habitant muni d'outils numériques, redimensionne sa pratique du territoire dans un espace géolocalisé, c'est-à-dire constitué par sa propre centralité, et les attributs performatifs du territoire numérique qu'il se construit par l'outil.

En effet, l'exemple de la géolocalisation souligne un rapport en germe entre le territoire comme entité physique, et le numérique comme objet social et traduisant les dynamiques de flux urbains. Serge WACHTER dénote que *« c'est bien davantage l'individu que la ville qui devient numérique »* (2010) Même si la société de l'information n'a pas encore *« imprimé sa marque sur le paysage de la ville et la morphologie urbaine, elle a en tout cas marqué durablement les pratiques quotidiennes des villes et les représentations collectives de ce que pourra être la ville »* (WACHTER, 2010), qui ne peut désormais plus se faire sans composer avec les technologies fortement diffusées (smartphones, ordinateurs, réseau internet, etc.). La ville physique ainsi que ses réseaux ne changent pas vite. *« Le tissu urbain à l'instar de l'évolution des technologies et des ressources urbaines qu'elles exploitent, est marqué par l'immuabilité »* (WACHTER, 2010). De longues périodes sont en effet nécessaires pour voir des espaces urbains se reconfigurer, évoluer, se transformer.

Figure 4 : Navigation numérique avec l'outil Google Street View : d'une vision géocentrique à une vision égocentrique augmentée du territoire

Source : maps.google.com

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

La plateforme de navigation numérique territoriale Street View traduit ce glissement linguistique entre lieux pratiqués matériellement et leurs virtualités numériques qui les rendent universellement accessibles. La navigation s'aborde ainsi par l'accès virtuel à l'information du territoire réel par une action virtualisée, et recréant des incidences réelles dans le quotidien hyper-informé des habitants. L'exemple de cette voirie à Eaubonne, accessible par l'outil Google Street View illustre le lien entre la virtualité du lieu et l'accessibilité cognitive permise par un outil cartographique ubiquitaire.

2 Pratiques et représentations du territoire sur les réseaux sociaux numériques

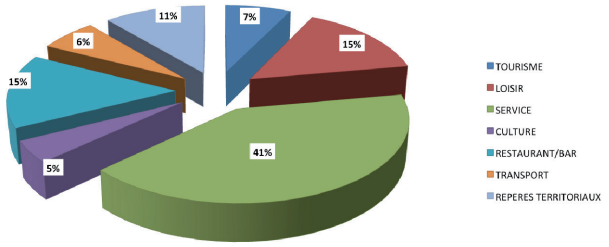
Les représentations numériques des espaces périurbains étudiés révèlent des visualisations de complexités urbaines que mettent en avant les usages des TIC. A travers ces représentations, il s'agit de détecter des hauts lieux dans les espaces d'urbanisation diffuse. On fait l'hypothèse que les géoréférencements tendront à souligner le rôle a priori évident des centralités existantes de la métropole polycentrique (Centres villes, centres commerciaux, aéroport Charles-de-Gaulle...). Mais la démarche vise à révéler une nouvelle typologie de hauts-lieux par les référencements numériques, entre l'échelle des centralités existantes et les proximités avec les territoires d'urbanisation diffuse ?

La lecture des territoires de densités intermédiaires par le concept de haut-lieu décrit la variété des appropriations spatiales par les habitants. Les hauts-lieux du quotidien ou de l'événementiel se lisent dans les manifestations virtuelles de leurs usagers.

2.1 Analyse des données géoréférencées sur Facebook dans les territoires de densités dispersées

La base de données donne à voir des spatialités sur le territoire à l'étude. Ces spatialités invitent à une lecture du territoire par les signaux d'appartenance numérique au territoire sur le réseau social Facebook. Au total, 1935 lieux ont été répertoriés dans 252 communes situées entre l'ouest de la Seine et Marne, le nord du Val d'Oise et le sud de l'Oise en Picardie. Les territoires observés présentent des situations différenciées en terme de densité et d'attractivité.

Figure 5 : Les lieux géoréférencés sur Facebook par fonction



Source : Facebook, 2013.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

L'analyse de la typologie par fonction des lieux (Figure 5) montre que ces géolocalisations volontaires des utilisateurs (habitants ou non des territoires) se font le plus souvent dans un cadre de loisirs et de divertissements, où l'utilisateur marque son usage du territoire par une proximité, ou une affinité avec un lieu précis. Le loisir en tant qu'activité vecteur de mobilité (réelle et virtuelle) individuelle et collective s'avère être un paramètre d'analyse majeur quant aux données répertoriées.

La concentration des géoréférencements de lieux de restauration et de divertissement converge avec la tendance au partage de bonnes adresses et de bons plans avec son entourage numérique et réel (proche, lointain ; connu ou moins connu). On peut citer l'exemple référentiel du réseau social Trip Advisor instituant plus particulièrement cette fonctionnalité organique du partage d'adresses et de leur évaluation.

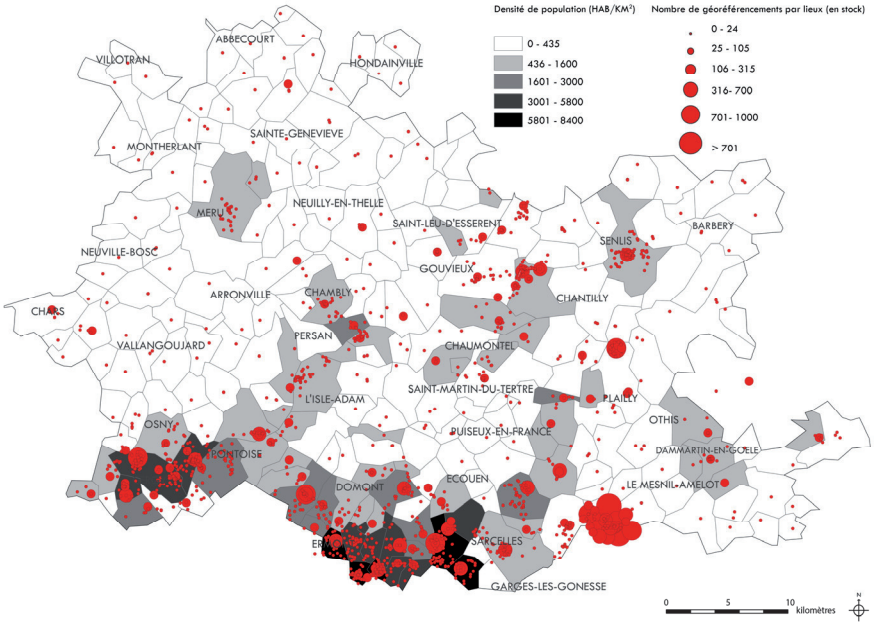
Les catégories principales qui se dégagent de l'analyse de l'ensemble des lieux caractérisent une activité urbaine foisonnante et complexe, d'où surgissent des nœuds de pratiques et d'appartenance, ici tissés par les usages des outils numériques.

2.2 Densités intermédiaires et intensité de géoréférencements numériques sur le réseau Facebook

L'espace numérique représenté par les *check-in* participe à révéler les centralités territoriales acquises et entretenues par l'action des usagers du réseau social Facebook. La figure 6 représente l'intensité des 2 052 541 géoréférencements recensés. Discrétisées selon les seuils naturels, les données sont représentées en fonction des discontinuités observables.

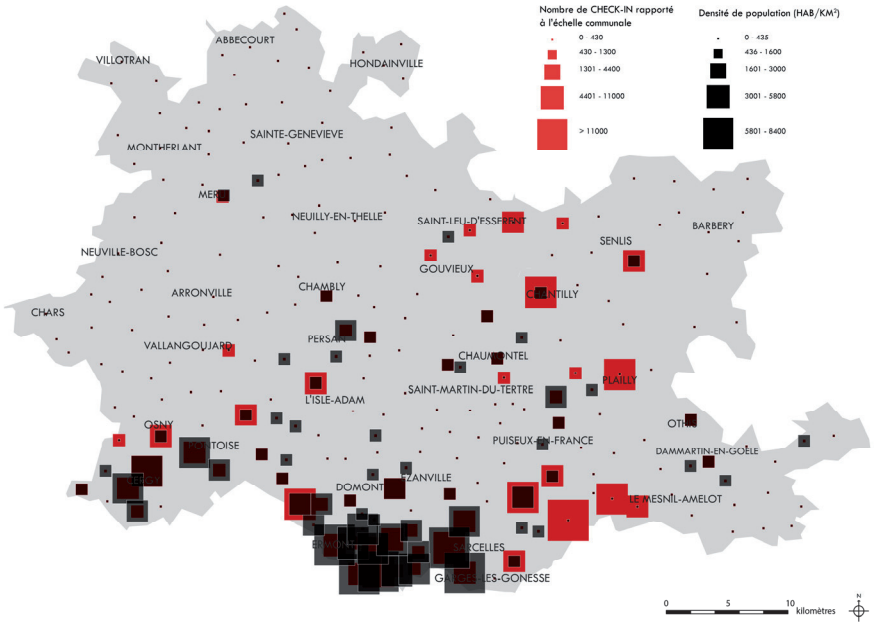
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 6 : Densité de population à l'échelle de la zone d'étude et géoréférencement numérique des lieux sur Facebook



Source : Facebook

Figure 7 : Intensités de géoréférencements et densités de population : des centralités émergeantes du territoire par les pratiques pérégrinales numériques



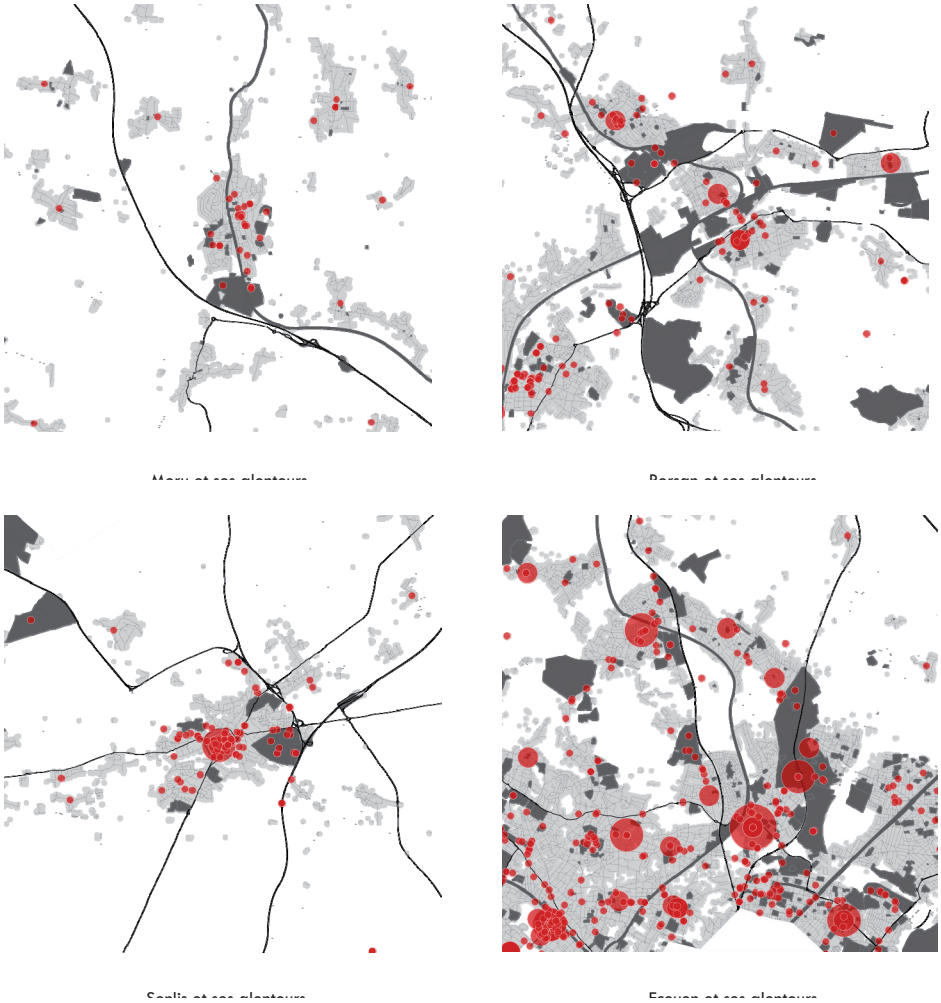
Source : Facebook

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Relations spatiales des géoréférencements aux lieux d'activité

De manière générale, l'intensité des géoréférencements est étroitement liée à la densité de population[4], et cela apparaît clairement sur les franges les plus denses et les plus proches de l'urbain dense, au sud de la région étudiée (Figures 6 et 7). Mais la densité de population n'explique pas tout : certains lieux, notamment le long de l'autoroute A1, au nord de Charles-de-Gaulle mais aussi dans un vaste périmètre autour de Chantilly correspondent à des intensités fortes de géoréférencement. Les lieux observés sur le réseau social Facebook sont donc aussi particulièrement liés aux zones d'activités et aux espaces fonctionnels du territoire étudié.

Figure 8 : Intensité numérique territoriale et zones d'activités



Source : IGN BD TOPO

[4] Cette relation a pu être vérifiée, selon la régression suivante (fonction puissance) : soit *y* la densité de check in / km^2 et *x* la densité de population / km^2. $y=1,5521x^{0,9231}$; coefficent r^2=0,606 ; n=238.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

On peut ainsi prendre quelques exemples montrant une spatialisation conjointe des zones d'activités et des lieux de géoréférencements. Ainsi les espaces d'activités commerciales, industrielles, de loisirs et de culture sont identifiés par les habitants en zones urbaines de densité forte à moyenne, comme ici, dans la zone Ecouen-Ezanville-Sarcelles (Figure 8). Des lieux marquants du territoire sont identifiés, aussi bien par la parole habitante que sur les réseaux sociaux, où les hauts-lieux patrimoniaux du territoire servent de catalyseurs pour structurer des communautés comme ici avec le Château d'Ecouen. Ces communautés territorialisées fabriquent les *liens faibles* (GRANOVETTER, 1973) dans lesquels des usagers aux intérêts convergents se rassemblent autour d'un élément symbolique de l'espace approprié. Cette observation confirme la compréhension du *check-in* par une approche dynamique, où l'usager confère à un lieu une qualité fonctionnelle et attractive. Ces résultats convergent avec l'hypothèse selon laquelle le haut-lieu numérique constitue un descripteur territorial, *parmi d'autres, mais très pertinent,* révélateur de l'attractivité du territoire.

2.3 Dire les hauts-lieux du territoire par les mots

A partir d'enquêtes habitants menées dans le cadre du même programme de recherche, on peut faire l'analyse sémantique des lieux de références pour les habitants. Ces derniers, au moyen d'un questionnaire de référence, ont pu ainsi identifier quels étaient les lieux faisant sens dans leur environnement approprié et vécu, et les différentes natures de ces lieux.

Figure 9 : Quels sont les lieux d'activités qui vous sont importants dans votre ville ? (Méru, 60110, Oise)

Source : Prgramme de recherche sur les Hauts-lieux, 2013

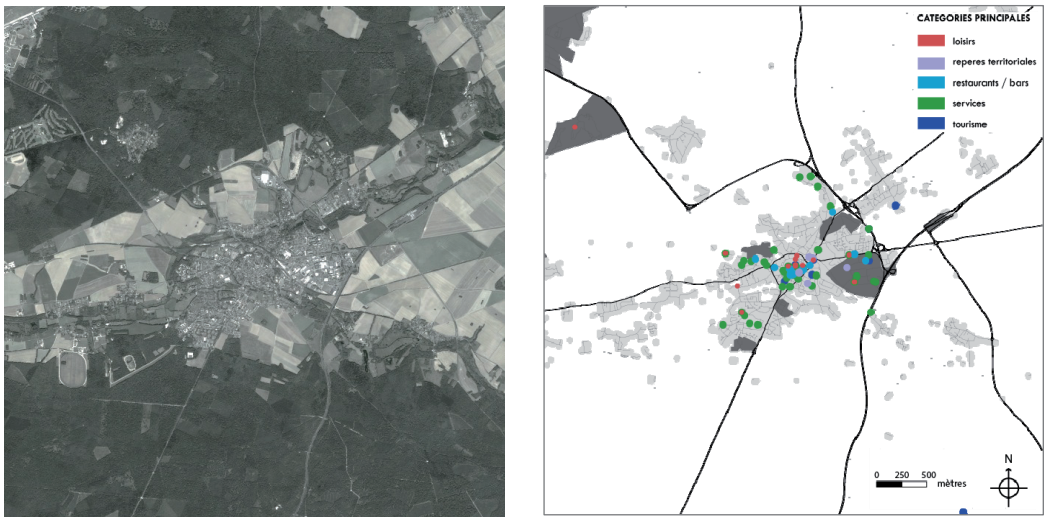
L'exemple d'une analyse sémantique des termes employés par les populations enquêtées sur le territoire de Méru et ses environs (Figure 9) convergent avec cette interprétation d'une représentation forte du territoire par la fonctionnalité et l'activité commerciale et économique. Les hauts-lieux du territoire seraient donc avant tout les lieux de pratiques et d'interactions quotidiennes de l'usager sur son territoire, son potentiel étant fonction des ressources et des aménités.

Ces lieux d'interaction sociales, dont l'importance est ici relevée par les habitants, participent d'une définition du haut-lieu numérique par la caractéristique de

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

l'intensité territoriale, à la fois exprimée verbalement par les enquêtés, et numériquement par les usagers du réseau social Facebook.

Figure 10 : Les géo-référencements de Méru



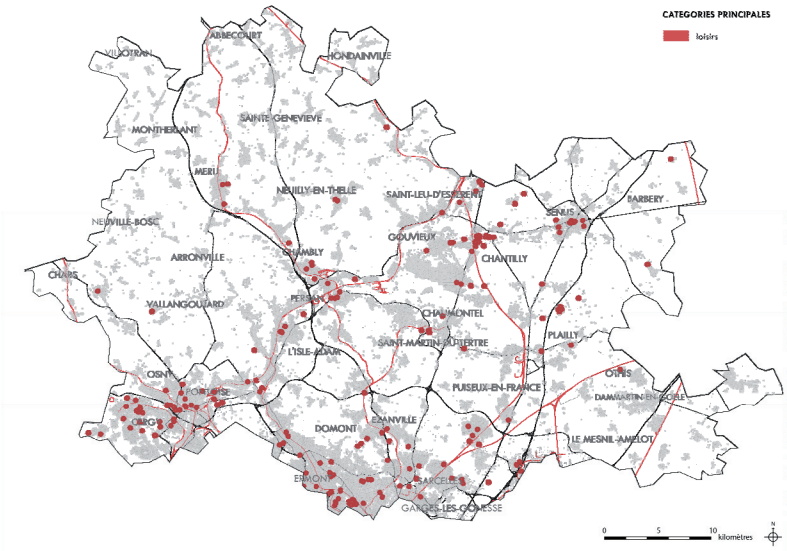
Source : Google Earth, IGN BD TOPO ; production personnelle

2.4 Analyse par thème du territoire

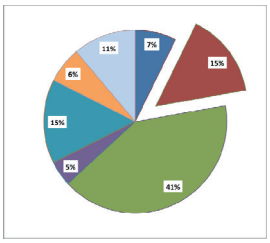
Une autre manière d'approcher ces constructions locales consiste à s'appuyer sur la typologie thématique proposée par Facebook : services, loisirs, bar/restaurant, repères territoriaux, et tourisme en constituent les grandes catégories.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 11 : Cartographie des géoréférencements relatifs aux loisirs



LOISIR	NOMBRE DE LIEUX
sport	66
loisir	94
discothèque	10
concert	6
casino	10
bibliothèque	3
patrimoine	25
parc	8
parc d'attraction	17

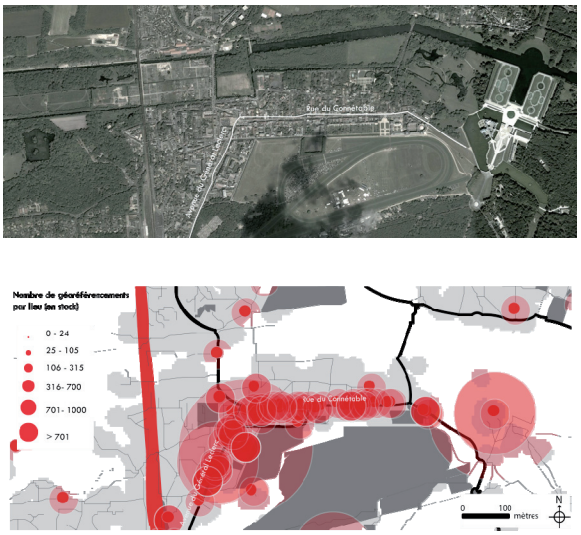


Source : IGN BD TOPO

La reconnaissance numérique des activités de loisirs dans les espaces de densités intermédiaires témoigne d'une appropriation des ressources locales par les habitants et les touristes des espaces périurbains. Les lieux de pratique de sport et de patrimoine sont particulièrement reconnus. La présence du parc Astérix à Plailly amène un fort référencement du lieu de ce parc d'attraction, ne réunissant pas moins de 77 000 géoréférencements de la part de population locale et touristique. Cette donnée spécifique permet d'insister sur la dimension multiscalaire de l'analyse des géoréférencements. La typologie de lieux recensés de loisirs divers se réfère non seulement à des espaces mais aussi à des temporalités : temporalités hebdomadaires des pratiques de loisir, ou temporalités saisonnières du tourisme. En effet, à l'inverse des lieux d'activités et de consommation laissant apparaître une lecture du territoire par les pérégrinations quotidiennes (commerces de proximité, alimentation, banque, coiffure, etc.), le loisir permet ici une lecture du territoire dans laquelle les référentiels touristiques voire évènementiels prennent une place importante.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 12 : Lecture spatialo-numérique de la rue du Connétable de Chantilly



Source : Facebook, Google Earth, 2013

La concentration linéaire des géoréférencements montre une combinaison de hauts-lieux issus à la fois de la riveraineté et de l'intensité des « *pratiques pérégrinales* » (CLERC, 2004) et quotidiennes des habitants dans les centres du centre urbain historique de Chantilly. La rue principale apparaît comme un corridor de reconnaissance numérique du territoire où les flux d'activité se mêlent et où une dynamique spatiale numérisée se lit à travers les géoréférencements.

3 Les outils web 2.0 comme outils de l'analyse territoriale ?

Internet est-il un espace comme les autres ? Dans une certaine mesure, la spatialisation des données issues du réseau social Facebook alimente cette théorie. Facebook à travers la communauté mondiale qu'il accueille est un « *lieu réticulaire* » en soi[5], révélant les potentiels de territorialisation des pratiques de ses usagers. La relation du territoire réel au lieu réticulaire virtuel de Facebook constitue les prémices de la spatialisation de contenus Facebook, à travers la reconnaissance, la représentation numérique individuelle et collective du territoire.

Ces représentations invitent à penser de nouveaux outils d'analyse basés sur l'analyse fine et spatialisée des données numériques récoltées sur le web, et à imaginer de nouvelles grilles de lecture spatiales, où les SIG et le *Big Data* formeraient un corpus opérationnel d'analyse spatiale. Pour embrayer une lecture territoriale fondée sur l'apport des outils numériques en aménagement du territoire, on pourra utiliser la notion réinterprétée de focalité du territoire, autrefois utilisée par le sociologue Melvin WEBER (1962).

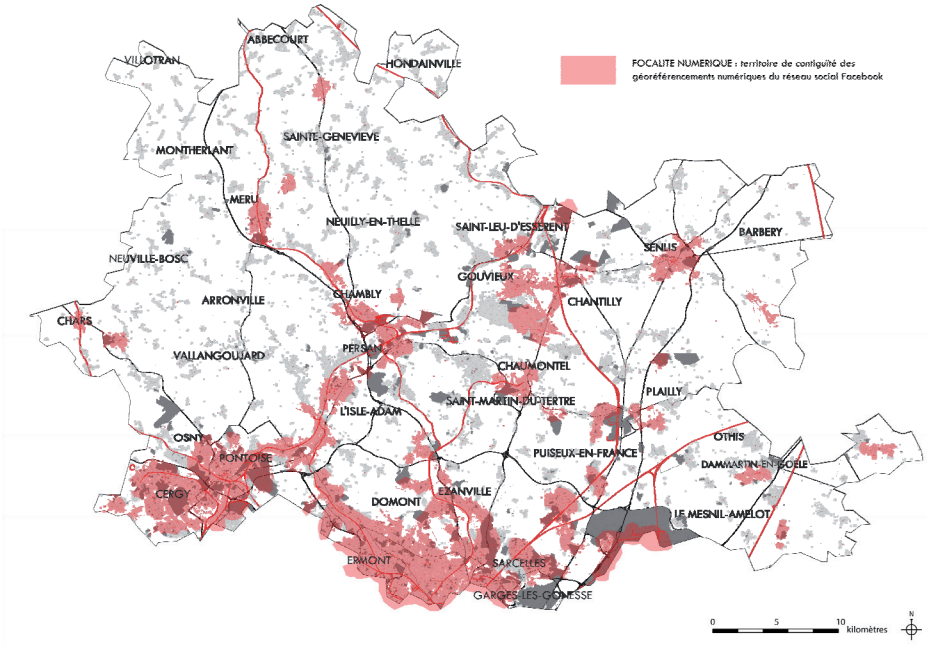
[5] Boris BEAUDE définit de *lieu réticulaire* : *« un lieu pour lequel la distance entre des réalités connexes n'est pas pertinente. »* (BEAUDE, 2012).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3.1 Focalité numérique : un nouveau descripteur territorial ?

Selon l'expression de Melvin WEBER, la ville se définit par l'intensité et la maximisation des opportunités d'interactions sociales dans un espace d'actions définies. Cette intensité résultant de modes de communication et de circularité de l'information, définit ce que l'on peut qualifier de « *focalité* » (WEBER, 1964). Ici, la notion de focalité s'applique à l'intensité des interactions entre réseaux sociaux et territoire. Ces focalités, déterminées par la spatialisation des données issues du réseau Facebook, s'expriment par grappes de géoréférencements qui se traduisent par des espaces de forte connexité territoriale, d'intensité des usages des TIC, et des reconnaissances numériques du territoire.

Figure 13 : Focalité numérique du territoire : agglomération de *check-in* à échelle intermédiaire



Source : Facebook

Ces focalités numériques du territoire s'envisagent sur le mode de spatialités intermédiaires et révélatrices d'appartenances d'individus, par le biais de liens faibles, par l'intermédiaire d'un espace réticulaire. Ces lieux connectés sur le réseau Facebook, sans spatialité dans le réseau numérique, s'accrochent et adhèrent à l'espace en tant que lieux reconnus du territoire.

Ce mode d'appréhension des dynamiques territoriales par la focalité numérique permet une théorisation de pratiques nouvelles dans des espaces de forts dynamismes et de fortes attractivités, autrefois décrit comme des espaces peu urbains, peu durables et dont les appartenances et les relations faibles de ses habitants en feraient des espaces peu vivables et peu enclins à l'ancrage de pratiques. Au contraire, on observe, à travers le fort ancrage de pratiques numériques, une *« négociation renouvelée avec son environnement proche et lointain »* (VIDAL et ROUGE, 2010 : 7), avec les ressources de proximité et les potentialités du territoire habité. A ce titre, on note la mise en évidence d'une

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

relation multiscalaire à l'espace de référence : outre les lieux de loisirs et espaces fonctionnels, un certain nombre d'utilisateur (16%) se réfèrent plutôt à la commune dans son ensemble, comme espace de référence : marque d'attachement, référence identitaire du local, ou significativité de l'échelon communal comme niveau de référence des territoires du quotidien significatif.

Ces lieux du quotidien et hauts-lieux de reconnaissance numérique par les usagers du réseau social Facebook dessinent donc une territorialité tout à la fois muée par les dynamiques spatiales inhérentes aux densités de services et d'aménités territoriales, mais aussi activée par la capacité du réseau numérique à étendre indéfiniment son champs d'action.

3.2 Hauts-lieux du territoire dans l'espace numérique du réseau social

L'espace de l'action numérique se territorialise comme nous avons pu le constater dans les cartographies à l'épreuve. Le haut-lieu numérique, en tant qu'espace reconnu et partagé et espace d'interactions libres entre usagers d'un territoire, se représente de manière hybride et interstitielle entre lieu territorialisé et lieu numériquement représenté.

Ainsi on peut observer le haut lieu par le concept de page Facebook, comme interface d'expression territoriale. Avec l'exemple d'Ermont et de son espace Facebook dédié, la page fait figure d'interface relationnelle entre territoire et réseau numérique, au sein d'un nœud du territoire. On peut ainsi parler d'*interspatialités*[6] entre réseau numérique et territoire, à travers les occurrences de ces hauts-lieux numériques identifiés et captant des activités du quotidien.

Figure 14 : Espace de l'interaction et du partage d'information territorialisée sur Facebook : l'exemple de la page communautaire de la ville d'Ermont

Source : Facebook

[6] Interaction entre espaces. Ces interactions peuvent être de trois types : l'interface (espaces ayant des limites communes), l'emboîtement (espaces d'échelles différentes) et la cospatialité (espaces de même étendue), selon les définitions de Jacques LEVY et Michel LUSSAULT (2003).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Ces pages apparaissent comme une expression des subjectivités en synergie dans un espace public augmenté où se discute, et où se pratique virtuellement le territoire. Parler de hauts lieux numériques du territoire permettrait donc également de renverser le regard : il s'agit non seulement d'observer comment le territoire est signifié à travers un outil mais également comment les supports fonctionnels d'expression du territoire font eux-mêmes figure de haut-lieu en tant qu'espaces d'interactions intenses.

Pour Antonio CASILLI, le web change « *notre façon d'habiter les lieux du quotidien* » (2010). Il pousse même la métaphore jusqu'à considérer comme Boris BEAUDE, que ces espaces de pages, de blogs de référencement du territoire, sont des « *lieux d'expressions de nos goûts* » et que nous « habitons » (CASILLI, 2010 : 32) ces lieux, en leur attribuant des valeurs domestiques et territorialisées : *« Nous entrons en ligne, nous visitons des pages web, nous accédons à des sites. Ces expressions ne sont pas seulement des façons de parler, des métaphores que nous empruntons dans nos conversations portant sur les réseaux numériques au quotidien. Elles sont aussi le symptôme de notre manière de penser ces technologies : visiblement, nous associons volontiers l'information et la communication à la notion d'espace. »* (CASILLI, 2010 : 19)

3.3 Géoréférencement et aménagement du territoire : quel apport de la spatialisation des contenus numériques sociaux ?

La représentation des spatialités numériques tend à décrire des proximités relationnelles entre territoires. Les TIC, deviennent peu à peu les supports d'une nouvelle lisibilité du territoire et de ce que certains chercheurs ont pu qualifier de « *techniques du quotidien* »[7]. Ces supports accessibles de lisibilité du territoire tendent également vers ce que Tim BERNERS LEE décrit comme web sémantique[8].

Les usages des TIC définissent des territorialités nouvelles faites de microréticularités (réseaux sociaux numériques de covoiturage, d'intérêts artistique, culturel, associatif et économique) et de flux d'informations depuis le service (réseaux sociaux, blogs, e-commerce, etc.) jusqu'à l'usager et entre les usagers eux-mêmes. Les usagers, impliqués dans ce fonctionnement en réseau, s'approprient aussi le territoire via ces informations circulant virtuellement, par infiltration progressive des cartes dans le quotidien des réseaux sociaux.

Aux données traditionnelles de relations socio-spatiales dans les territoires de densités intermédiaires s'intègrent les données issues des réseaux sociaux numériques, une couche d'analyse relationnelle encore inexplorée entre les territoires appelant des hybridations territoriales innovantes (services territoriaux par la mise en réseaux des habitants et des usagers des différents réseaux sociaux). De nouveaux usages donc en germe dans les médias sociaux numériques aujourd'hui vecteurs de réorganisations socio-spatiales profondes.

---

[7] Nous empruntons l'expression "*techniques du quotidien*" à Specht Maryline, Sperandio Jean Claude, de la Garza Cecilia. Réseaux, 1999, volume 17 n°96. pp. 97-120.

[8] *« Un web de données qui peuvent être traitées directement et indirectement par des machines pour aider leurs utilisateurs à créer de nouvelles connaissances »* (Tim Berners-Lee, « The Semantic Web », *Scientific American Magazine*, 17 mai 2001).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

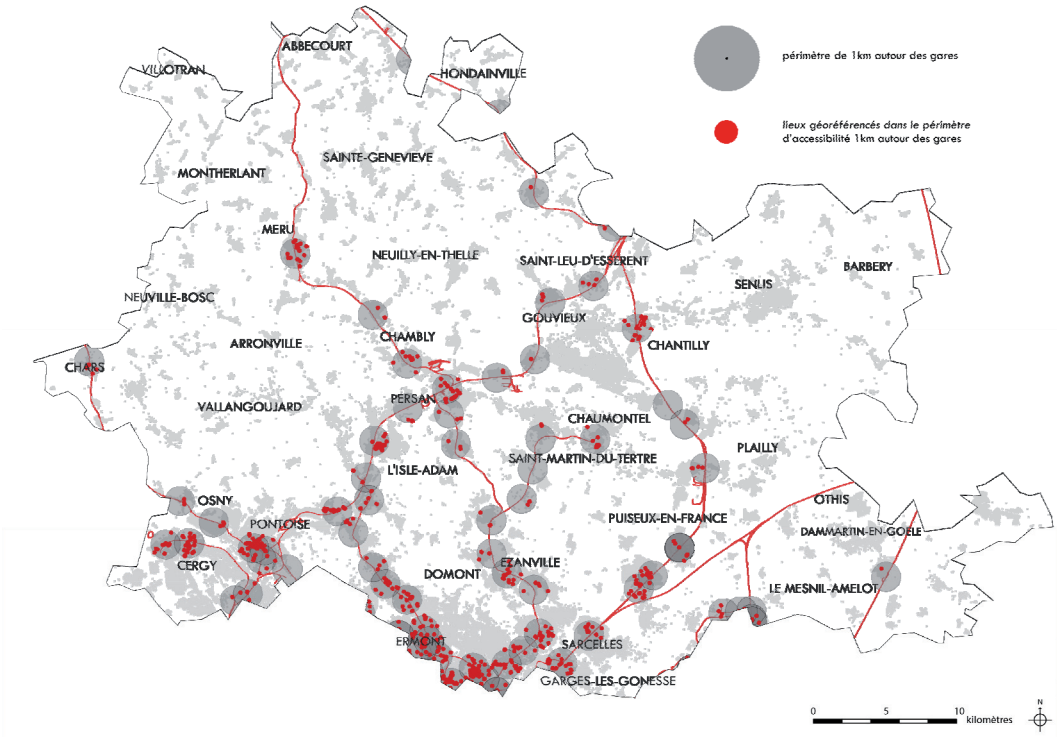
La tentative de mise en récit du territoire par des représentations numériques des ressources locales est un premier segment à la construction du territoire par les médias 2.0. L'interactivité massive de ces supports numériques territoriaux sur les réseaux sociaux par le web sémantique, en constituera peut-être la seconde étape.

Cette interactivité alimentée par les usagers du réseau entre lieux connectés et territoires réels, invite à imaginer un urbanisme à « *fort ancrage territorial* » (VIDAL et ROUGE, 2013), sensible aux pratiques numériques non plus émergentes mais soudées au quotidien des populations des territoires de densités intermédiaires.

Vers un urbanisme par la proximité numérique ?

Les lieux géoréférencés sont particulièrement liés aux réseaux de transports et se situent dans une très grande proximité aux voies ferrés et viaires principales. Cette cartographie montre l'ensemble des lieux géoréférencés sur Facebook se trouvant à moins d'1 km d'une station de gare. Cette relation de proximité des lieux géoréférencés sur Facebook entre accès métropolitain (via le réseau ferré) et proximité territoriale (via le périmètre central d'1 km autour des gares) invitent ainsi à penser par la proximité le dynamisme métropolitain des densités intermédiaires.

Figure 15 : Périmètre d'accessibilité de 1km autour des gares et lieux géoréférencés sur Facebook



Source : Facebook

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Ce focus sur la proximité des lieux géoréférencés aux ressources de transports pointe le potentiel d'évolution des lieux reconnus sur le réseau social. En effet, pourquoi ne pas imaginer et aménager des espaces d'usages collectifs de la reconnaissance individuelle et collective de ces lieux sur le territoire structurés par exemple par les services et réseaux sociaux connectés.

Depuis quelques années, on aperçoit une inflation des cartographies collaboratives inventoriant les ressources locales (wiki-territorial). Les habitants, impliqués dans ces démarches, participent à une co-production par les représentations cartographiques, en partenariat avec l'autorité technique des services de collectivité territoriale. Avec l'exemple de la Carte Ouverte du Plateau de Saclay, la fonction d'incrémentation de données dans la cartographie est rendue possible pour les usagers. Ainsi, on observe une détection des hauts-lieux du territoire par les usages contemporains, quotidiens, par des pratiques de mobilité. Les usagers à travers l'usage du numérique comme espace d'interface entre numérique et territoire, participent à une économie contributive consistant à mettre en réseau les lieux et ressources du territoire.

Figure 16 : Carte Ouverte du Plateau de Saclay : outil ouvert et collaboratif pour une co-analyse territoriale et un espace de dialogue augmenté

Source : http://saclay.carte-ouverte.org, consulté le 8 janvier 2014.

Conclusion

L'analyse des géoréférencements numériques dans les territoires de densités intermédiaires sur Facebook révèle une dynamique d'appropriation des ressources territoriales et de reconnaissance d'une localité numérique vécue. L'intégration des outils numériques dans le quotidien des habitants des territoires dits périurbains, accompagne une transformation de la représentation du territoire habité.

Les technologies de l'information et de la communication semblent en mesure de révéler et d'accompagner, à des degrés divers, les réorganisations spatiales et socio-économiques en cours dans les territoires de densités intermédiaires. Les

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

empreintes numériques analysées ici par les contenus géolocalisés du réseau social Facebook permettent de lire le territoire à travers une variable spatialisée, issue d'un outil numérique a-spatial. L'analyse de ce *cyberespace* (BEAUDE, 2012) donne à voir une couche idéelle et virtuelle qui alimente l'analyse territoriale, informant sur les pratiques individuelles, et leurs dynamiques. Cette géographie virtuelle en s'ajoutant à la géographie matérielle, introduit une couche de lisibilité par l'espace interactif des réseaux sociaux numériques. Cette hyper-réalité connectée aurait-elle, comme le pensait Jean BAUDRILLARD, dépassée la réalité ? Le *cyberespace* des sociabilités, comme celui que l'on observe sur Facebook entre utilisateurs connectés par des lieux, conduit-il à reconsidérer nos grilles de lecture du territoire et des interactions qui s'y produisent ? Le paradigme technologique de la connectivité du territoire contemporain invite à imaginer de nouvelles méthodologies d'analyse et de lecture du territoire.

L'analyse des données géoréférencés par les requêtes de ville sur Facebook, productrices d'une description spatialisée des usages contemporains numériques, invite à imaginer de nouveaux outils de production d'analyse spatiale. Ces données issues de *crowdsourcing* massif peuvent être un levier d'action en matière d'analyse urbaine par les usages. De nombreuses initiatives de territoires connectés sont initiées par les collectivités territoriales[9]. A la valeur ajoutée d'une détection des lieux de symboles et de pratiques en ligne, peut s'ajouter une fonction d'interaction cartographique avec les habitants, véritables praticiens expérimentés du territoire.

Bibliographie

BEAUDE, B., 2012, Internet : changer l'espace, changer la société : les logiques contemporaines de désynchronisation, édition FYP.

CASILLI A., 2010, *Les sociabilités numériques*, édition Seuil

CASTELLS, M., 2006, La société en réseaux : l'ère de l'information, édition Fayard.

DEBORD G., 2000, Rapport sur la construction des situations, édition Mille et Une Nuits.

DUPUY, G., 1992, L'informatisation de villes. édition PUF (Que Sais-Je).

GREENFIELD, A., 2007, Every[ware] : *La révolution de l'ubimédia*, édition FYP.

KAPLAN D., MARCOU T., 2008, *La ville 2.0 : plateforme d'innovation ouverte*, FING, FYP Editons.

LEVY J., LUSSAULT M., 2003, Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés, Paris, Belin.

LUSSAULT M., 2007, *L'homme spatial*, édition Seuils.

MARCOU T., 2009, Pour une mobilité plus libre et plus durable, éditions FYP.

MITCHELL, W. J., 2005, Placing Words : Symbols, Space, and the City, édition MIT Press.

RAFFESTIN C., 1997, *Espace, Travail, Pouvoir*, édition L'Age d'Homme.

[9] http://www.interconnectes.com/fr/ (consulté le 12 octobre 2012)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

RIFKIN, J., 2000, L'âge de l'accès : la vérité sur la nouvelle économie, édition La Découverte.

RIFKIN, J., 2013, Third Industrial Revolution: How Later Power is Tranforming Energy, The Economy and The World, édition Palgrave Macmillan.

STIEGLER, B., 2012, Réseaux sociaux : culture politique et ingénierie des réseaux sociaux, édition FYP.

T. HALL E., 1978, *La dimension cachée*, édition Points (essai).

WACHTER, S., 2011, « La ville numérique : quels enjeux pour demain ? », *Métropolitiques*, 28 novembre 2011. URL : http://www.metropolitiques.eu/La-ville-numerique-quels-enjeux.html

WACHTER, S., 2010, *La Ville interactive*, édition l'Harmattan.

WEBER, M., 1964, *L'urbain, sans lieu ni bornes*, édition de L'Aube (essai).

Etudes

ADVERBIA Institute, 2012, Les collectivités et les réseaux sociaux, étude Facebook et grandes villes, édition Adverbia.

HARRIS Interactive, 2012, *« L'information locale, l'avenir des réseaux sociaux ? Découvrir/partager : l'explosion des contenus locaux »*, La Poste,
URL : http://fr.slideshare.net/PagesJaunes_Groupe/zoom-on-etudeharrisinteractive

Institut National des Statistiques et des Etudes Economiques, 2008, « *Enquête Nationale Transport et Déplacement »*, INSEE.

Les cahiers de l'IAU, 2012, « *Habiter le périurbain »*, IAU.

SPECHT M., SPERANDIO J-.C., DE LA GARZA C., 1999, « *Réseaux »*, volume 17 n°96. pp. 97-120, Réseaux.

URBANISME, 2011, « dossier spécial : Aire(s) numérique(s). », édition URBANISME.

VIDAL P., ROUGE L., 2011, « Les espaces périurbains habités par le numérique ? Le cas de la Normandie », Certu.

Site web

Wikipedia: http://fr.wikipedia.org/

Facebook: https://www.facebook.com/

Google Earth : https://www.google.fr/maps

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Maracaibo et Riohacha : les villes et les frontières comme expériences multiples pour les Wayuu

Eduardo Giraldo
Doctorant
École Pratique des Hautes Études – 4-14 rue Ferrus, 75014 – Paris, France
jegiraldoo@gmail.com

Résumé

Les Amérindiens Wayuu occupent la presqu'île de la Guajira entre la Colombie le Vénézuela. Ils y sont décrits comme pécheurs, bergers, marchands, pratiquants de la polygynie et de la poly-résidentialité. Leur système de la filiation est matrilinéaire. Leur pouvoir politique est segmentaire ; pourtant la société apparaît hiérarchisée. Actuellement, il y a plus de 260.000 Wayuu dans chaque pays.
Depuis quelques années, l'anthropologie américaniste focalise son attention sur les frontières, les migrations, les diasporas et les réseaux. Cependant, dans les cas des Wayuu, les frontières entre mobilité et migration s'estompent, si on tient compte du fait qu'ils traversent une frontière territoriale entre deux États, mais sont toujours à l'intérieur de leur territoire ancestral.
L'approche classique des Amérindiens, associe leurs sociétés avec les espaces ruraux. Dans l'imaginaire, occidentale, être Amérindien signifie habiter dans les zones rurales ou la jungle. Les villes des Amériques fondées à partir du XVIe siècle, sont des lieux où le monde européen, particulièrement l'hispanique a été transposé dans le continent. Or les derniers travaux sur les cultures populaires urbaines montrent que les racines Amérindiennes ne disparaissent pas dans les villes et dans les zones suburbaines.
Il s'agit alors de saisir la manière dont deux villes dans deux pays – et aux « frontières » du territoire ancestral – sont façonnées par les Wayuu, de même que la manière dont les deux espaces urbains et nationaux les façonnent en retour. À partir de cette approche, il s'agit également de saisir des liens à travers les frontières. Les configurations urbaines recréent alors des éléments propres de la culture wayuu, en y intégrant des éléments culturels empruntés, constituant un ensemble cohérent. Il y a des redéfinitions culturelles qui se produisent dans l'ensemble des espaces urbains, mais aussi à travers les frontières.

Mot-clefs

Maracaibo, Riohacha, Villes, Amérindiens, Wayuu.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

En wayuunaiki, la langue des Amérindiens *Wayuu*[1], les notions d'«Indien[2] » et d'« Occidental » correspondent aux notions de « *Wayuu* » et d'« *Alijuna*[3] ». Par ailleurs, en *Wayuunaiki* pour la notion de « ville » on peut dire « *jipiapa Alijuna* » - soit « la terre des Occidentaux ». Or de façon contemporaine on constate la présence, temporaire ou permanente, de Wayuu dans les villes depuis des années, et à proximité ou non de leur territoire traditionnel. Ce territoire se trouve dans la frontière nord entre la Colombie et le Venezuela. Situé sur la côte des Caraïbes, il s'agit d'ailleurs de la partie la plus septentrionale de l'Amérique du Sud. La plupart du territoire est désertique et aride[4]. Maracaibo, aux alentours, est la ville principale en fonction du nombre d'habitants *Wayuu*. C'est d'ailleurs la capitale de l'État du Zulia au Venezuela et la deuxième ville la plus importante de ce pays, après Caracas.

D'après Picon (1983) les *Wayuu* en Colombie ont des parents au Venezuela, surtout à Maracaibo – ou *Marracaya* en *wayuunaiki*. Cependant ils préfèrent travailler au Venezuela en retournant régulièrement sur leur territoire en Colombie où il leur semble plus facile de maintenir leurs traditions culturelles. Qu'en est-il aux dernières années pour les *Wayuu* au Venezuela, particulièrement à Maracaibo ? S'agit-il seulement d'un territoire itinérant pour chercher du travail et ne pas rester de manière définitive ? Par ailleurs, selon les *Wayuu* eux-mêmes « la frontière n'existe pas » dans leur territoire. Comment saisir alors des parcours urbains des *Wayuu* et leur mobilité à travers la frontière des deux pays ? S'agit-il alors vraiment d'une mobilité sur un territoire wayuu – au-delà d'une perspective pro-*Wayuu* – sans frontières ?

---

[1] Les mots en italique dans le texte représentent des termes en espagnol ou en wayuunaiki. Dans le deux cas on se sert de la phonétique espagnole.

[2] Mazars mentionne que le terme *indígena* en espagnol peut être associé au terme d'Indien ou d'Autochtone, plutôt valorisé en français, « et *indio* à celui d'Indigène, car « *indio* » a été utilisé par les colons espagnols de la même façon que les colons francophones ont utilisés le terme d'indigène, c'est-à-dire, de façon péjorative » (Mazars, 2013 :45). Par ailleurs, selon Harrison (2007) bien qu'il soit difficile de définir clairement le terme « Indigène » (*Indigenous*), il concerne les peuples qui ont une relation d'harmonie entre leur culture et leur environnement naturel. Cette définition classique a déjà donné lieu à une question courante pour les études sur les Indigènes dans les villes : *cesseront-ils de l'être* ? On constate aussi l'emploi du terme « Amérindiens », pour l'ensemble des peuples Indiens des Amériques. Bien qu'il ait des Amérindiens Wayuu qui préfèrent la dénomination « Wayuu » tout court, on y trouve en général un sens d'appartenance à une communauté imaginée de Peuples Indigènes des Amériques, ainsi que l'instrumentalisation des discours pro-autochtones tel que celui « pour la défense de la Terre-Mère ».

[3] Outre la dénomination spécifique pour ce peuple Amérindien, « Wayuu » signifie « les Gens », « le Peuple *Guajiro* » ; et dans l'ensemble « Amérindiens » ou « Autochtones » selon le contexte. Tandis qu'« Alijuna » signifie « le non-Wayuu », « celui qui ne connaît pas les normes », « l'étranger », en somme, l'« Occidental ». Une étymologie que l'on attribue au mot « Alijuna », c'est « la tristesse à cheval », qui remonte à l'époque coloniale.

[4] Selon différents textes, une faille divise la péninsule en deux régions naturelles : la *Alta Guajira* et la *Baja Guajira*. La *Baja* comprend en général, une région plate avec une végétation considérable, avec des cours d'eau permanents. La *Alta* est une région plus accidentée, avec un dur climat désertique qui s'accroît en raison des vents forts. On trouve également dans la *Alta Guajira* des sols d'oasis et certains versants montagneux tel que le *Macuira,* Parc national naturel en Colombie. Ses caractéristiques de terres humides créent les conditions climatiques et de la végétation similaires à celles de la *Baja Guajira* (Picon, 1983).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

De l'autre côté de la frontière au nord-ouest du Venezuela, il y a Riohacha. Même s'il ne s'agit pas d'une des plus grandes villes en Colombie, c'est la capitale administrative et politique du Département de la *Guajira* en Colombie. Considérée également comme une ville frontalière, il y a une présence considérable des *Wayuu* à Riohacha – ou *Suchiimma*[5] en *wayuunaiki*. Il s'agit donc de saisir comment ces deux capitales administratives frontalières dans deux pays – et aux « frontières » du *Womainpa* – sont façonnées par les Wayuu, et comment les deux espaces urbains frontaliers et nationaux les façonnent en retour, tout en gardant en vue des rapports entre les deux villes à partir d'une perspective Wayuu.

1 Proposition méthodologique

Lorsque on parle de *Wayuu*, des représentations et des réalités sociales autour des frontières, apparaissent comme incontournables ; en effet, elles concernent des conflits et des interactions dans la région. Une méthodologie qualitative est donc justifiée pour cette étude. On propose des approches comparatives et croisées à différents niveaux. La première, à partir d'une révision bibliographique qui rend compte d'un regard historique sur les *Wayuu*. Par la suite, on révise des questions sur certaines politiques du multiculturalisme, *grosso modo*, à l'égard des Peuples Autochtones dans les deux pays. Cela permet de confronter les sources avec un présent ethnographique itinérant, autour d'interlocuteurs *Wayuu*, rencontrés entre les années 2010 et 2011, qui vivaient dans les deux capitales administratives et frontalières (Maracaibo et/ou Riohacha). Ils étaient, pour la plupart, bilingues (espagnol – wayuunaiki) et leur activité professionnelle portait sur la médiation interculturelle, destinée principalement aux *Wayuu* monolingues face à des institutions[6] nationales dans chaque pays. Enfin à travers un récit ethnographique, focalisé sur une interlocuteur *Wayuu*, on considère trois aspects transversaux sur ce groupe amérindien dans les deux villes : leur présence, le bilinguisme[7] et les liens frontaliers. Ce récit comparatif et provisoire des *Wayuu* contient en soi des rapports étroits ainsi que des grands écarts existant entre les deux villes, à partir d'une perspective wayuu, tout en révélant comment leur société en transformation permanente, se nourrit-elle, au delà des frontières fixes, des échanges constants et d'interactions avec les *Alijuna*, voire avec d'autres groupes amérindiens dans les deux pays et ailleurs.

[5] Riohacha, en espagnol, fait allusion à la « rivière de la Hache » ; *Suchiimma*, qui est le nom en wayuunaiki pour la même ville, signifie « la terre de la rivière ».

[6] En particulier dans les secteurs de la santé et de l'ethno-éducation bilingue

[7] Pour Lévi-Strauss, la culture et la langue sont des aspects marquants de l'identité. Les individus qui participent de deux cultures savent qu'il y a des particularités qui sont mieux exprimées dans l'une des langues acquises (Warnier, 2004). On considère alors que le bilinguisme, comme un aspect dans le cadre de cette étude, permet de saisir des interactions à travers deux systèmes linguistiques, et en général, entre le monde a*lijuna* avec celui des Wayuu. Par ailleurs, En Colombie, en termes légaux, pour avoir une reconnaissance juridique comme Amérindien on considère l'autodétermination, toujours avec la confirmation préalable des autorités traditionnels au sein d'une communauté. En revanche, au Venezuela le critère légal fondamental pour être reconnu comme Amérindien, c'est parler l'une des langues natives vivantes dans le sein d'une communauté du pays. Alors juridiquement, un Wayuu en Colombie qui ne parle pas le wayuunaiki, ne pourrait être considéré comme tel, en principe, au Venezuela.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2 Généralités

Une ample bibliographie existe sur les *Wayuu*. On cite souvent des études significatives tels que « Les pasteurs du nouveau monde » (Picon, 1983) et « Les praticiens du rêve - Un exemple de chamanisme » (Perrin, 1992), dont l'édition en espagnol est régulièrement lu par les *Wayuu* bilingues, tout comme la Bible. Les Wayuu sont décrits en général comme pécheurs, poissonniers, éleveurs, marchands, pratiquants de la polygynie[8] et la poly-résidentialité. Cette dernière caractéristique se rend utile pour mieux comprendre la présence et les rapports des wayuu dans les deux villes frontalières en question.

Parfois encore, les Wayuu sont décrits comme des nomades ou comme des semi-nomades. Pourtant, selon Correa (1993), le terme de poly-résidentialité est plus précis que celui de nomadisme. La mobilité des Wayuu est déterminée par leur filiation, les saisons des pluies, la recherche de nouveaux pâturages pour leurs animaux, l'existence de sources d'eau, le commerce, la recherche de travail dans les villes, parmi d'autres facteurs. Ainsi, ils peuvent avoir plusieurs lieux de résidence où ils se rendent en fonction de leurs intérêts, y compris à Maracaibo ou à Riohacha. Les *Wayuu* peuvent donc quitter le *Womainpa*, sinon, ils sont nés ailleurs, sans pour autant perdre les liens avec le territoire où il y a le cimetière de son groupe matrilinéaire.

Par ailleurs, leurs système de filiation est l'un des rares matrilinéaire de l'Amérique indienne – par rapport à l'appartenance à *l'apüshii*[9] – qui traditionnellement accorde une grande importance à la figure de oncle maternelle, l'*alaüla*, l'autorité traditionnel à l'intérieur du groupe. Le pouvoir politique est segmentaire et pourtant la société apparaît hiérarchisée. Dans leur système normatif, le *pütchipü* ou *palabrero Wayuu* – orateur expert – joue le rôle de médiateur pour la résolution des conflits. Lorsqu'il est nécessaire, il cherche à aboutir à des accords négociés et à une compensation et ainsi éviter les représailles ou la guerre entre deux clans matrilinéaires (Guerra Curvelo, 2002).

[8] Ce mot fait allusion à l'établissement de relations conjugales avec plusieurs femmes. « Polygamie » est le mot général ; de manière spécifique on utilise « polygynie » pour les hommes et « polyandrie » pour les femmes. Les hommes *Wayuu* généralement épousent une seule femme. Par ailleurs selon Perafán Simonds (1995) la polygynie est seulement pratiqué par 10% des hommes *Wayuu*. Néanmoins, certains pratiquent la polygynie, en général avec l'accord des femmes et s'il est en mesure, en principe, de subvenir aux besoins de la progéniture. Quand cette situation a lieu, d'habitude chaque femme habite dans une résidence différente avec la descendance. On trouve de toute façon que la polygynie dans la région est une pratique non-exclusive des Wayuu.

[9] Considéré comme l'unité de base de la société wayuu, en générale, une personne reçoit les soutiens économique et social à travers le groupe de parents de la mère, c'est-à-dire à travers son *apüshii.* Le nom du clan est transmis alors par voie materne, c'est-à-dire, à travers *l'apüshii.* Les membres de cette unité partagent la même chair, *eirruku.* Si deux ou plusieurs personnes ne font pas partie du même *apüshii,* cela ne veut pas dire qu'elles ne soient pas de proche parents; il s'agit, dans l'ensemble, d'une catégorie qui fait allusion aux parents utérins (Saler, 1986), (Goulet, 1981).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Leur territoire traditionnel – le *Womainpa* – est situé dans la partie la plus septentrionale de l'Amérique du Sud, sur la mer des Caraïbes. La plupart de ce territoire est désertique et aride[10].

Selon les chiffres officiels il y a 265.000 *Wayuu* en Colombie (DANE, 2005), dans le département de la *Guajira* et 293.777 au Venezuela (INE, 2013), dans l'état du Zulia. En général certains auteurs considèrent qu'il y a donc plus de 500.000 *Wayuu* entre les deux pays, alors que le calcul pourrait devenir en peu plus complexe si l'on tient compte de la poly-résidentialité Par ailleurs, en Colombie, les wayuu habitent de manière concentrée dans des municipalités dont *Manaure, Maicao Uribia* ; et au Venezuela dans des localités telles que *Paraguaipoa, Sinamaica et San Rafael de El Moján*. Ils sont également dispersés dans plusieurs *rancherías*[11] tout au long de la péninsule.

Leur langue de tradition orale[12], le *Wayuunaiki*, est considérée comme une langue d'origine arawak. Avec plus de 300.000 locuteurs, elle est la langue amérindienne la plus vivante dans les deux pays, ainsi que la plus vivante des langues arawak contemporaines. Elle trouve son origine dans le bassin de l'Amazone, il y a environ trois mille ans (Oliver, 1990), (Monsonyi, 1988). D'autres indices sont mis en rapport avec ces origines, dont les techniques textiles et les récits mythique de la tradition orale wayuu présentant des similitudes à ceux des communautés d'origine arawak dans la région de l'Amazonie.

3 Contexte historique

Dans le « Nouveau Monde » il y avait quelques villes avant les Européens au XVIe siècle – particulièrement dans les territoires actuels du Mexique, d'Amérique du Centre et du Pérou. Or des différents groupes se trouvaient aux marge de ces villes, y compris de chasseurs-cueilleurs. En effet, les Wayuu sont décrits comme des chasseurs-cueilleurs avant l'arrivée d'Européens au XVIe siècle.

---

[10] Selon différents textes, il y a deux failles dont l'une divise la région en deux régions naturelles : la *Alta Guajira* et la *Baja Guajira*. La *Baja* comprend en général, une région plate avec une végétation considérable, avec des cours d'eau permanent. La *Alta* est une région plus accidentée, avec un dur climat désertique qui s'accroît en raison des vents forts. On trouve également dans la *Alta Guajira* des sols d'oasis et certains versants montagneux tel que le *Winpumuin,* région montagneuse et des eaux, classée comme Parc national naturel (*Macuira*) en Colombie. Ses caractéristiques de terres humides créent les conditions climatiques et de la végétation similaires à celles de la *Baja Guajira* (Picon, 1983).

[11] Les *Rancherías* se trouvent en général à proximité d'une source d'eau. Elles sont également situées en fonction d'un cimetière qui est la source de l'identité ancestrale et de l'histoire, d'après Correa (1995). Dans les habitations d'habitude il n'y pas de lits mais des hamacs, ainsi que dans l'*enramada*, espace des socialisations sans murs mais avec des colonnes et des toits. Par ailleurs Goulet (1978) a effectué son terrain à *Aliu*, communauté de vingt-cinq maisons, avec une population de 159 personnes, où il n'y avait ni garnison ou poste de police, ni église, ni mission, ni école. La communauté était regroupée à proximité des puits, creusés par la population elle-même ou par ses prédécesseurs. Compte tenu de la distance considérable séparant les *Rancherías*, actuellement les Wayuu se servent des voitures, des motocyclettes mais surtout des vélos comme moyens de transport.

[12] Or son écriture récente avec des caractères latins, dans un premier moment, a des liens avec les missions catholiques. Par la suite, l'écriture est mise en avant avec des politiques ethno-éducatives et de bilinguismes projetées par les institutions colombiennes et vénézuéliennes.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Les vestiges dans la *Sierra Nevada de Santa Marta*[13], Parc naturel national en Colombie qui se trouve relativement à proximité de Riohacha et Maracaibo, révèlent l'existence d'une ville avant la *Conquista.* Il s'agissait des établissements humains décrits comme des villes d'après les chroniques du XVIe siècle (Serge, 1987). Le site – Teyuna/Ciudad Perdida, considéré comme patrimoine archéologique en Colombie, a été trouvé par l'État en 1976 (Guilland, 2010). Les ruines sont distribuées, plus ou moins, à 1000 mètres d'altitude, dans une forêt humide subtropicale.

Or à partir du XVIe siècle, les villes dans le « Nouveau Monde », constituent un fait caractéristique de l'époque coloniale. Fondées au XVIe siècle, *Riohacha* et *Maracaibo* sont considérées comme deux des villes les plus anciennes du continent américain. Outre des insurrections amérindiennes, les deux villes ont été attaquées à plusieurs reprises par des corsaires et des pirates des Caraïbes. C'est pourquoi elles ont été reconstruites plusieurs fois pendant leurs premières années d'édification.

Au XVIe siècle, les rivalités entre les Européens ont fait des Caraïbes un scénario de guerre et de conflits. Entre-temps, les *Wayuu* ont assumé le contrôle des entrées par l'approvisionnement des étrangers en eau et en nourriture. En général, il s'agissait de pirates et de corsaires provenant des pays ennemis de la couronne espagnole. En échange, ils obtenaient des marchandises, telles que les armes. Le commerce des *Wayuu* était considéré par les autorités espagnoles comme une activité illégale et de contrebande. Ces transactions ont permis aux *Wayuu* d'augmenter leur autonomie et leur indépendance par rapport aux institutions coloniales espagnoles. Pourtant, ils ont été bientôt dépendants d'un circuit d'échange axé sur les Caraïbes.

Le bétail a été introduit par les Européens : les Wayuu volaient le bétail, mais les Européens pouvaient offrir leurs animaux pour garantir la paix et l'échange pacifique. Depuis la seconde moitié du XVIe siècle, les Wayuu sont décrits comme des pasteurs ; ils ont d'autres activités, comme le tissage, la chasse et la pêche, et parfois, l'agriculture.

La présence de l'église dans la région commence à partir du XVIIe siècle. D'après Picon, « L'absence de contrôle sur la Péninsule de la Guajira et l'accroissement constant du commerce avec les étrangers rendent alors nécessaire la mise en place d'une autre technique colonisatrice, d'un autre type de conquête : en 1694, une *Cédula Real* attribue l'évangélisation de *Guajiros* aux missionnaires capucins » (Picon, 1985 : 237).

Les habitants de la Guajira ont pratiqué le commerce et la contrebande avec les îles des Petites Antilles. C'est pourquoi les enclaves sur la côte, ont été dès lors des lieux de métissage. Il s'agissait, généralement, de commerçants et de marins qui s'installaient avec des femmes Wayuu. Dans plusieurs cas, ils ont fondé des familles qui sont très importantes à présent (Guerra Curvelo, 2002). L'importance traditionnelle aux liens utérines a permis également l'incorporation de mulâtres et de *zambos* à la communauté (Acuña, 2005). Les Wayuu ont alors des noms et des

[13] À pressent quatre groupes amérindiens vivent dispersés dans la *Sierra :* les *Koguis,* les *Wiwas*, les *Arhuacos* et les *Kankuamo.* Ce dernier groupe, considéré pendant des années comme des paysans et leur langue originaire n'existe plus. Ils ont commencé sa *re-etnisation à partir de 1994 (Morales Thomas, 2000)*.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

traits physiques d'origine variée, qui traduisent des apports culturels et génétiques des immigrés sirio-libanais, des esclaves africains, des pirates et des colons européens, voire d'origine hispanique. Alors, depuis plusieurs siècles un grand nombre d'unions et de mariages ont eu lieu entre des hommes non-Wayuu et des femmes *Wayuu.* Les enfants métis, en fonction de la structure matrilinéaire de la parenté *wayuu*, ont été élevés, au sein de l'*apüshii*, par leur mère.

Acuña (2005) signale l'importance des rôles politiques *Wayuu* dans la médiation lors de l'arrivée des gouvernements républicains. Les institutions des républiques ont établis des liens avec des leaders qui provenaient en général des familles marchandes, apparentées aux clans *wayuu*, qui avaient des contacts en Aruba et à Curazao. Or historiquement la présence des institutions de l'État vénézuelien dans les zones frontalières, a été plus forte par rapport à celle de l'État colombien.

Au XVIIIe siècle les deux villes faisaient partie de la Vice-royauté de Nouvelle-Grenade. Ultérieurement la constitution de la *Capitanía* du *Venezuela* en 1777 a signifié la création de la première frontière divisant le territoire (Londoño Paredes, 1990) En 1830, après les indépendances en Amérique du sud, La Grande Colombie est disparue et la démarcation de la frontière ente les deux pays a eu lieu.

Au XIXe siècle, selon les descriptions de Henri Candelier, explorateur Français, la ville était un lieu de frontière avec le territoire de *Goajiros,* séparée de l'ensemble des populations Amérindiennes par le fleuve « La Calancala » – soit le Ranchería (Candelier, 1893). Ce qui n'empêchait pas l'explorateur d'observer des Indiens *Guajiros* dans les rues comme par exemple, une femme Wayuu qui portait du Charbon dans tête.

4 Politiques du multiculturalisme dans les deux pays

Actuellement en Colombie et au Venezuela, les Amérindiens ne représentent qu'une proportion faible de la population total des pays – 3,4% en Colombie, soit 1'378.884 personnes (DANE, 2005) et 2,7% au Venezuela soit 725.128 personnes (INE, 2013). Au Venezuela il y a environ 31 communautés amérindiennes, tandis qu'en Colombie, il y en a environ 82 groupes reconnus officiellement. Les *Wayuu* sont le groupe Autochtone le plus nombreux dans les deux pays, soit 265.000 personnes en Colombie et 293.777 au Venezuela. En Colombie les définitions des droits culturels et territoriaux des peuples amérindiens sont énoncés dans la Constitution de 1991, tandis qu'au Venezuela, dans la constitution de 1999[14].

D'après Gross (2000) on peut comprendre, en partie, la constitution de 1991 en Colombie dans un contexte de politiques néolibérales axées sur la décentralisation et le transfert progressif des fonctions et des responsabilités – assurées, soi-disant, avant par l'État – vers des communautés distantes. L'auteur mentionne qu'il faut de

[14] Avec leurs Constitutions le deux pays ont ratifié la Convention 1969 de l'OIT pour la reconnaissance des Peuples Autochtones et de leurs modes de vie traditionnelles, de leurs organisations sociales, de leurs institutions politiques propres ; ce qui comprend également la reconnaissance du droit collectif à la terre.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

toute façon reconnaître les contributions des mobilisations sociales[15] qui cherchaient à transformer les relations de pouvoir et qui comptaient sur l'appui d'une diversité culturelle vivante, considérée comme disparue à l'étranger (Gross, 2000). En tout cas, la Constitution de 1990 traduit, depuis lors, la reconnaissance des peuples amérindiens, ainsi que leur participation citoyenne et politique au sein de l'État

Au Venezuela, la Constitution de 1999 s'insère dans les processus des différents mouvements populaires de base – y compris des autochtones – représentés au pouvoir par *Hugo Chávez,* président du pays à partir de 1998. Il s'était d'ailleurs inspiré de *Simón Bolivar*, personnage influencé par les Lumières et qui a joué un rôle central au XIXe siècle dans les indépendances en Amérique du Sud. Or Chávez mettait en avant ses propres origines amérindiennes et afro-vénézuéliennes. En effet, l'Amérindien était donné comme un exemple de résistance sociale et culturelle face aux pouvoirs élitistes d'auparavant. La constitution de 1999 reconnaît alors les droits des groupes historiquement marginalisés dans les pays, dont les *Wayuu.* Outre la reconnaissance officielle de leur langue pour la première fois ainsi que le respect de leurs traditions culturelles, les peuples amérindiens avaient enfin un droit inédit à la citoyenneté, pouvant participer à la vie politique au sein de l'État sans devoir cesser d'être Amérindien. Or le contexte pour les populations amérindiennes du Venezuela était loin d'être parfait[16].

Le principal critère pour déterminer si quelqu'un est Amérindien au Venezuela est de parler une langue native. Ce pays compte environ 31 langues. Tandis qu'en Colombie le critère fondamental est l'autodétermination[17]. En Colombie il y a en effet un peu près 82 groupes amérindiens, 65 langues Amérindiennes et deux langues d'origine africaine reconnues comme officielles dans leurs territoires. À la fin de 2009, le Congrès colombien a adopté des lois pour protéger et favoriser l'utilisation des langues natives dans les territoires traditionnels ; le Venezuela l'avait fait en 2007. La loi garantit aussi l'utilisation des langues natives à titre officiel, pour identifier le nom et le prénom des individus, ainsi que les lieux des territoires traditionnels. Un service de traduction institutionnelle est également mis

[15] Entre 1988 et 1994 le gouvernement colombien a mis en place un processus de paix avec des différents groupes rebelles dont la guérilla du M-19 et le *Quintín Lame,* guérilla pro-autochtone du département du Cauca au sud-ouest de la Colombie.

[16] Par ailleurs, les *Yukpa* et d'autre groupes de La *Serranía del Perijá,* située en effet à proximité de Maracaibo, ont été touchés par des conflits portant sur les ressources naturelles et leurs droits fonciers, face aux propriétaires des *haciendas* et aux entreprises de l'énergie. Des conflits fonciers concernant des Amérindiens ont eu lieu également un peu par tout en Colombie. Un cas emblématique est celui des *Wayuu* face au *Cerrejón,* complexe minier de multinationales étrangères au sud de la Guajira.

[17] Si une personne en Colombie s'identifie elle-même comme Amérindienne et elle compte avec le soutien des autorités traditionnelles d'un groupe, elle est considérée comme telle, même si elle ne parle pas une langue native. Au-delà du niveau de connaissance de la langue propre, l'un des critères en principe, pour se définir comme *Wayuu* est l'appartenance à un *apüshii.* Alors, si une femme *Wayuu* et un homme *Alijuna* ont un fils, il est en principe *Wayuu*. Mais cela n'empêche pas qu'une personne avec un père *Wayuu* et une mère *Alijuna* puisse parler le wayuunaiki. Quand cela arrive, d'habitude la personne a grandi au sein de l'*o'upayuu*, c'est-à-dire au sein de *l'apüshii* de son père. À ce sujet, Goulet (1978) consacre une étude où il souligne que malgré le principe de filiation matrilinéaire, les *Wayuu* établissent aussi des liens avec *l'apüshii* du père, c'est dire avec l'*o'upayuu.*

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

en place, notamment, dans la justice et dans les services de santé. En outre, la loi favorise la présence des langues natives dans le système éducatif.

Au même titre que l'espagnol, les *wayuunaiki* est considéré, comme langue officielle de l'ensemble du département de la *Guajira* en Colombie ainsi que de l'État du *Zulia* au Venezuela. Des médiateurs interculturels bilingues travaillent déjà au sein des différents organismes dans les deux pays. En novembre 2011 un Forum a eu lieu à l'Université de la *Guajira* à Riohacha sur le wayuunaiki et l'espagnol en tant que langues co-officielles. Selon les conclusions, il en reste encore beaucoup à parcourir, notamment pour garantir l'égalité, déjà au moins dans les services d'accueil, dans les institutions publiques.

5 Entre deux villes frontalières

La présence des *Wayuu* dans les deux villes est temporaire ou permanente et s'explique, dans l'ensemble par des facteurs qui peuvent être interliés : rendre des visites, accomplir des études universitaires, chercher des revenus à travers le commerce ou un travail salarié[18]. Or au début du XXIe siècle, plusieurs Wayuu ont été déplacés de force par la violence paramilitaire de l'extrême droite en Colombie. Les déplacement forcé des *Wayuu* en Colombie a provoqué un exode vers l'intérieur du pays mais particulièrement vers Maracaibo. Bien qu'on ne se focalise pas sur cette problématique, la violence en Colombie constitue une réalité que l'on ne saurait ignorer aisément.

L'un des cas le plus tristement célèbre est celui du massacre de *Bahía Portete* qui a eu lieu entre le 18 et le 20 avril 2004. Les Wayuu ont joué les deux rôles possibles : de victimaires – avec des *Alijuna* donneurs d'ordre – et de victimes, qui étaient principalement des femmes dirigeantes communautaires, malgré que dans la société *wayuu* ce ne sont que les hommes qui participent à la guerre et que toute forme de violence contre les femmes et les enfants et strictement interdite (Grupo de Memoria Histórica, 2010). Ce cas a déclenché un déplacement forcé massif des Wayuu, principalement vers Maracaibo, où les victimes en général ont compté sur le soutien d'un réseau déjà en place. Étant donné que tous les Wayuu ont le droit d'une double nationalité – tout comme les membres d'autres groupes amérindiens frontaliers – les victimes ne pouvaient pas demander l'asile politique au Venezuela, ils peuvent faire des démarches administratives pour l'obtention de la nationalité vénézuelienne. Par ailleurs, jusqu'à récemment, les Colombiens devaient demander un visa pour aller au Venezuela mais ce n'était pas le cas pour les Wayuu qui pouvaient en principe circuler plus facilement.

[18] D'après Perrin, « L'influence de la société extérieure est forte, même si la culture traditionnelle reste dominante. Les *Guajiros* sont devenus des indiens à camions. Chaque famille a en quelque sorte un centre dans la péninsule et une antenne en ville. Ceux qui ont abandonné le pastoralisme vont fréquemment à Maracaibo pour faire de la contrebande, trouver des emplois temporaires ou rendre visite à leur famille » (Perrin, 1992:14). En effet le nombre de troupeaux a reculé substantiellement ; même si le pâturage est encore pratiqué, il s'agit d'une activité qui devient de plus en plus difficile car l'érosion et la sécheresse sont en augmentation constante ces dernières années.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Actuellement les Wayuu font présence dans les deux villes en question mais également ailleurs dans les deux pays, particulièrement dans les capitales Bogotá ou Caracas[19].

6 Suchiimma, Marraya ; hipiapa Wayuu ?

Remedios Jusayú[20], femme Wayuu provenant d'une municipalité en Colombie, habite dans une maison à l'est de Maracaibo – dans *la Parroquia de Coquivacoa*, où la majorité, voire l'ensemble de la population, est *Alijuna.* Comme pour la plupart de secteurs, *la Parroquia de Coquivacoa* est composée de maisons, sans les bâtiments à plusieurs étages concentrés dans le centre-ville. Par ailleurs, comme dans beaucoup de maisons dans la deuxième ville la plus importante du Venezuela, le service d'eau courante est inexistant, malgré le système de robinets présent partout à la maison. L'eau s'obtient d'un puits du lavoir, dans la cours. Or le service de l'eau courante dans la ville est assuré aux organismes institutionnels et à certains foyers favorisés. Riohacha en Colombie se trouve dans une situation identique, malgré que la ville est près de la rivière *Ranchería.* La plupart des maisons ont une cours ; lors de la saison de pluie on dispose des seaux afin d'avoir le plus d'eau. Pourtant, à Riohacha la plupart des rues sont inondées, voire beaucoup de maisons avec l'eau qui coule à travers la cours. Un des secteurs les plus affectés c'est *Villa Fátima*, secteur *Wayuu* situé au nord-est de Riohacha, où parfois on peut aboutir à une situation ingérable du fait que le secteur est près de la mer. En revanche des chariots pour vente ambulante des fruits et des légumes de la région parcourent de manière plus fréquente les rues un peu partout.

La maison est composée en effet de cinq personnes : *Remedios* ; son partenaire *Juan Miranda, Alijuna* originaire de Caracas ; un fils de *Juan* – d'une relation précédente – qui fais des études dans une université privée ; les deux enfants de *Remedios* et *Juan*, nés à Maracaibo – la nouveau bébé, et son fils d'environ cinq ans – qui portent de prénoms de personnages des mythes de la tradition oral wayuu ainsi que le nom de clan de la mère. Parfois ils accueillent des visiteurs de passage, qui appartiennent, en géneral, à la famille maternelle de *Remedios* (ou bien, l'*apüshii*).

La fresque murale pittoresque dans la cuisine, déjà sur place avant leur arrivée à la maison, est une représentation du secteur *El Saladillo* à Maracaibo*,* secteur du centre historique où les premières constructions dans la ville on eu lieu, où ses maisons colorées conservent encore une partie de son architecture originale. On y trouve des cafés et restaurants associés à la vie de bohème et aux étrangers de

[19] Les informations officielles du gouvernement du Venezuela parlent d'un surgissement de noyaux Wayuu dans d'autres centres urbains du pays, tels que Barquisimeto, Valence, et Caracas (Gobierno en línea, 2009). Selon des interlocuteurs Wayuu à Maracaibo, avec la constitution du Venezuela de 1998, lorsque des Wayuu et d'autres populations d'Amérindiens s'installent dans n'importe quelle ville ou municipalité du pays – et il y a un nombre important de personnes dans une communauté comprenant par exemple dix familles – cet endroit peut devenir territoire amérindien par la loi.

[20] Le nom de clan *Jusayú* est associé au serpent. Il y a environ 16 nom des clans, chacun d'eux associé à un animal par rapport à un ancêtre mythique partagé. En principe, la transmission du nom de clan matrilinéaire. Avant la constitution de 1999 au Venezuela, c'était interdit pour les wayuu d'avoir un nom de clan et ils étaient ténus de porter un nom de famille hispanique, dont López ou González.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

passage, dont Gregory, homme d'un mouvement politique allemand qui a été à Maracaibo à l'occasion d'une conférence sur le Socialisme au XXIe siècle. Il est resté pendant une semaine et ne saura probablement jamais que des Amérindiens *Wayuu* vivent dans la ville.

Quand Remedios quitte la maison pour aller à son travail. Juan reste et prend soin des enfants. Mais de temps en temps Juan doit quitter la maison, car des entretiens d'embauche depuis des mois ou des réunions politiques. D'un commun accord parfois elle amène les enfants au bureau de médiation interculturelle bilingue, à l'Hôpital Universitaire, où elle travaille. Pour y arriver il faut prendre une voiture collective qui passe près de la maison et puis un bus, même si la maison n'est pas très loin du travail. Les voitures roulent des itinéraires fixes et on peut tout au long des routes y monter ou en descendre. Par ailleurs la ville semble être conçu en priorité pour la circulation de véhicules, et, mis à part pour quelques secteurs dans le centre historique, les trottoirs sont étroits ou inexistants. Remedios descend dans un secteur où il y a des bâtiments modernes à plusieurs étages, aux portes du centre-ville ; par la suite, elle prend le bus qui va jusqu'à l'Hôpital Universitaire.

L'hôpital Universitaire est l'un de points névralgiques de la ville. Il fait partie de la faculté de Médecine de l'Université de l'État de Zulia (LUZ), et se trouve face aux bâtiments de là faculté d'Architecture. En 1945 c'était la périphérie de la ville, où l'on trouvait un quartier *Wayuu* construit par l'initiative du gouvernement national, pour réinstaller des centaines de personnes de ce groupe amérindien ; c'était, selon Watson (1968), le « ghetto *Wayuu* » à Maracaibo. Or à partir de 1920, l'industrie pétrolière constitue la principale source d'emploi dans la région, ce qui avait déjà amené plusieurs wayuu à s'installer dans la ville qui pour sa part a besoin de main d'œuvre pour sa croissance imminente. Le *Ziruma* se situait dans le secteur périphérique nord, et là, l'aéroport. Quartier ethnique ou non, il n'existe plus, et au lieu de l'aérorport, il y a la faculté de Sciences. Pourtant le nom original a été conservé pour le secteur : *Ziruma* – mot en wayuunaiki qui signifie « la terre de Nuages ». À présent les *Wayuu* se rendent de manière quotidienne dans le secteur de *Ziruma,* notamment pour des consultations médicales à l'Hôpital. Or l'ensemble de l'Université est également fréquenté par des étudiants Wayuu qui vivent à Maracaibo. Par ailleurs, l'Université du Zulia, LUZ, accueille depuis quelques années, des associations étudiantes amérindiennes, tel que Yonna, nom qui signifie qui se rend régulièrement à l'Université surtout les vendredis pour l'exécution de « la danse traditionnelle wayuu ».

Les étudiants wayuu, habitent à la Parroquia Idelfonzo Vázquez – secteur dans le nord considéré comme le quartier périphérique *wayuu* – ou ailleurs dans la ville, ou sinon dans des municipalités aux alentours. Dans l'Idelfonzo Vázquez, secteur qui se trouve au frontières de la zone urbanisée, les maisons recréent des éléments propres du territoire wayuu de la Peninsule, mais en adaptant des éléments externes. Le Shawantamana se trouve dans l'Idelfonso Vazquez où on ne parle que wayuunaiki. Le soleil implacable de Maracaibo illumine une surface de 250 m^2 environ, où des camionnettes et des fourgonnettes font des allers-retours entre la ville et le nord Wayuu, particulièrement en Colombie. Dans un marché itinérant sur place quelques femmes vendent de plantes médicinales provenantes de la *Alta Guajira*, ainsi que de l'artisanat et d'autres produits. Les véhicules, conduits par les hommes, ne transportent pas seulement des gens, mais également des paquets et

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

des lettres. Dans une maison fonctionne la coopérative de transporteurs qui porte le même nom, Shawantamana, qui signifie « lieu de réunion ». L'affichage à droit du même immeuble indique le nom de la coiffure : *Style Walashy*

Dans l'entrée principale de l'Hôpital il y a un affichage sous forme d'une femme wayuu en taille réelle qui porte un sac de tissu dans un bras, en indiquant avec l'autre bras – où on peut lire « bureau de santé autochtone »[21] – l'entrée à l'hôpital. Déjà à l'intérieur, Remedios regarde une affiche concernant le 12 octobre, « jour de la résistance autochtone » appelé avant 2002 « le jour de la race ». Situé après quelques couloirs ver le fond, le bureau comprend environ quarante mètres carrés. On dispose d'un hamac dans un espace sans porte mais avec un rideau pour les Wayuu qui n'ont pas l'habitude d'un lit. *Remedios* s'occupe de l'accueil des wayuu monolingues, pour la plupart, qui ne vivent pas dans la ville. La procédure ne varie pas beaucoup : avant d'orienter le patient vers un spécialiste, on demande le nom, l'âge[22], la provenance géographique, le motif de la consultation. Normalement, il n'y a pas d'utilisation des pratiques associées à la médecine traditionnelle.

Le travail n'est pas toujours aussi facile pour Remedios, même si en général l'équipe favorise une ambiance coopérative. Souvent certain médecins *Alijuna*, que Remedios considère comme des *Escuálidos*[23], font certains commentaires qui ne sont pas très gentils, comme celui d'un médecin d'un autre service interne ce jour-là : « J'en ai marre, pourquoi ils ne restent pas plutôt là-haut pour prendre soin de leurs chèvres ? ». Remedios a parfois l'occasion de répondre instantanément comme à ce moment-là : « Tant pis pour vous docteur, on est ici, et en plus on travaille ici ! ».

Moins nombreux, le bureau accueille également des personnes d'autres groupes amérindiens de la région : les *Yukpa,* les *Japreira.* La responsable du bureau est une femme *Wayuu* ; cinq femmes *Wayuu* environ travaillent dans le service, ainsi que, du moins, une femme *Yukpa* et un homme *Japreira.* Leur permanence d'habitude est assurée pendant des horaires de bureau, du lundi au vendredi de 8h à 17h. Par ailleurs l'uniforme pour les femmes Wayuu au service est une *manta* à une couleur, d'habitude bleu et avec logo brodé du service de l'Hôpital. Les *Japreira* et *Yukpa* portent de pantalons et un polo léger aussi avec un logo. Par ailleurs, même si elle ne travaille pas, *Remedios* porte toujours une *manta,* signe distinctif des femmes Wayuu. On trouve d'ailleurs des femmes *Wayuu* qui s'habillent de temps en temps comme des *Alijuna.* Tout comme des femmes *Alijuna* qui portent parfois des *mantas* traditionnelles, comme par exemple dans le centre commercial Sambil

Les week-end Remedios aime bien se rendre avec les gosses et les visites de passage dans le centre ville ; malgré la quantité exorbitante de locaux commerciaux, il reste encore des endroits où l'on peut profiter pour marcher un peu, tel que la place de l'église de la Vierge du *Chiquinquirá*. Elle fait les courses

[21] « Oficina de Salud Indígena » en espagnol.

[22] En wayuunaiki, pour demander l'âge, on dit « *jerra pia Juyaa* ». Lorsqu'on fait une traduction de retour, on a « quel est ton nombre de pluies ». En dehors de la saison de pluie (*Juyaa*), une fois par an et à la fin de l'année, les précipitations sont rares dans la région. *Juyaa* est également un personnage mythique masculin de la tradition oral : absent, itinérant, et poly-résidentiel, il se rend ici, là-bas et ailleurs, pour féconder la terre et la rendre fertile.

[23] Terme péjorative employé pour designer les anti-chavistes au Venezuela.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

régulièrement dans des chariots des « *paisanos* » (manière amicale pour s'adresser aux autres Wayuu inconnus) avec des fruits et des légumes de la région. Par ailleurs, des temps en temps elle se rend au *Sambil* centre commercial au nord de la ville, qui ressemble à n'importe quel centre commercial n'importe où. Or, il est très fréquenté par des W*ayuu,* car il se situe juste à côté de l'Idelfonzo Vázquez. Il y aussi d'autres centres commerciaux à Maracaibo, tandis que dans la ville de Riohacha il y en a un seul, plus petit, et fréquenté surtout par des visiteurs de passage. Pourtant il s'appelle « Suchiimma ». Juste à côté du centre commercial « Suchiimma », on trouve un marché populaire de fruits et de légumes où des femmes poissonnières Wayuu monolingues se rendent quotidiennement.

Juan et *Remedios* se connaissent depuis quelques années. Ils se rencontrent pour la première fois en Colombie, alors que *Juan* est fonctionnaire du Consulat du Venezuela à Riohacha. *Remedios* se rend au consulat pour avoir des renseignements sur les dispositions administratives pour les Wayuu qui partent de la Colombie pour se rendre au Venezuela. Le bureau est dans un bâtiment qui est par ailleurs situé à deux pâtés de maisons de la rue à côté de la plage : la « *Carrera Primera* ». La plupart des bâtiments à étages à Riohacha se situent dans cette rue face à la mer, où il y a une bibliothèque publique et des bureaux administratifs mais aussi des immeubles d'habitations, ainsi que quelques hôtels. Or il y a des bâtiments dans une proportion moindre que dans la ville de Maracaibo, ce qui n'est pas rare, étant donné que la zone urbanisée de Riohacha est inférieur à celle de Maracaibo, représentant plus ou moins 10% de la taille de la ville vénézuelienne.

La *Carrera Primera* est d'ailleurs le « secteur wayuu » le plus emblématique pour le visiteur *Alijunas* à Riohacha. Face aux bâtiments, sur l'autre trottoir au bord de la plage, on trouve plusieurs points de vente autorisés avec des tissus artisanaux richement colorés sur le sol et tout au long de la voie. Ce sont principalement des *mochilas Wayuu* (des sacs) tissées à la main, ainsi que des chapeaux de paille qui sont portés d'habitude par les hommes *Wayuu,* et parfois par les femmes. Ce sont pour la plupart des femmes Wayuu qui s'en occupent. Même si d'habitude les commerçantes ne sont pas les artisanes, parfois certaines femmes sont en train de tisser des *mochilas* entre-temps. Il y a toujours des visiteurs présents dans le long trottoir : quelques étrangers mais surtout des Colombiens provenant de l'intérieur du pays, qui d'habitude effectuent un parcours dans l'ensemble sur la côte Caraïbe colombienne. Or parfois il y a d'autres Amérindiens en groupe tel que les *Wiwas,* l'un des groupes de la Sierra Nevada de Santa Marta*,* qui sont là pour visiter la plage. En raison du grand nombre de *mochilas,* quelques touristes *Alijuna* qui pensent à une production industrielle quelque part. Pourtant c'est très rare que des modèles identiques de *mochilas* puissent être trouvés

Dans la *Carrera Primera* dans une direction ouest, l'affichage extérieur signale le nom en *wayuunaiki* des magasins, des hôtels ainsi que de certaines agences de tourisme *Wayuu* qui proposent aux visiteurs des tours dans la région, principalement vers les lieux emblématiques de la A*lta Guajira,* zone d'accès difficile, surtout pendant la saison de pluies car il n'y a pas de routes asphaltées. La destination principale préférée est *el Cabo de la Vela*, plage au nord censé avoir une sérénité unique et rare. Entouré de quelques maisons d'habitation wayuu le *Jepirra* est un lieu sacré pour les Wayuu, caractérisé par un climat de désert au bord de la mer. C'est l'endroit où les âmes des défunts s'embarquent vers l'éternité.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Par ailleurs, quelques agences ont l'occasion de recruter des stagiaires provenant de villes de l'intérieur de la Colombie.

Certain temps après leur première rencontre, *Remedios* et *Juan* participent à un cycle de conférences, organisé par l'initiative du Consultât du Venezuela à Riohacha. Le cycle de conférence a lieu au centre culturel de Riohacha, à la fin de la *Carrera Primera* vers l'ouest, en effet a distance de marche des Agences de tourisme wayuu. Le Conférencier invité est un écrivain Péruvien d'origine *Quechua.* Ce cycle de conférences a comme sujet principal des questions autour les racines des traditions amérindiennes au sein du continent – appelé aussi « Abya-Yala » par des mouvements autochtones – et leurs conflits avec les cultures dominantes d'origine latine et européenne dans les Républiques contemporaines tout au long des Amériques. À la fin de l'événement, les assistants signent un bref document de caractère symbolique, qu'ils appellent « Le Manifeste de *Suchiimma* » qui souligne dans l'ensemble des recommandations afin de protéger et promouvoir les langues et les traditions régionales et minoritaires amérindiennes de la région, ainsi que l'utilisation de noms traditionnels par rapport à la toponymie, dont celui de *Suchiimma*.

Bibliographie

ACUÑA, José Polo, 2005. « Etnicidad, poder y negociación en la frontera guajira, 1750 - 1820 ». Universidad de Cartagena ; Informe Final de Investigación presentado al Instituto Colombiano de Antropología e Historia, ICANH, Bogotá.

CEDIB. 2009. « Mujer indígena en la ciudad ». Concurso nacional de fotografía, Centro de Documentación e Información de Bolivia. La Paz-Bolivia, Artes Gráficas Sagitario.

CHIHUAILAF, Arauco, 2006. « Migraciones mapuche en el siglo XX ». In « Amérique Latine Histoire et Mémoire ». Les Cahiers ALHIM, 12 | 2006, [En línea] 21 septembre 2007. URL : http://alhim.revues.org/index1212.html. Consulté en mai 2010

CORREA, Hernán Dario. 1995. « Tierra Profanada ». Organización Nacional Indígena de Colombia (ONIC).

DANE 2005 Datos Preliminares, Censo Nacional de Población de 2005. Bogotá, Departamento de Planeación Nacional.

DUVERGER Christian, 1983 L'origine des Aztèques, Éditions du Seuil.

EZPELETA ARIZA, Benjamín, 200. La verdadera historia de Riohacha: el porqué Nicolás de Federmann no la fundó. Colombia: Aarón Impresores.

GUEVARA, Ana et Fabien Le Bonniec « Wallmapu, terre de conflits et de réunification du peuple mapuche ». Journal de la société des américanistes. 2008, tome 94-2. Au siège de la socitété musée Quai Branly.

HARRISON, K. David. 2007. When languages die: the extinction of the world's languages and the erosion of human knowledge. Oxford; New York : Oxford University Press.

IMILAN OJEDA, Walter Alejandro. 2008. « Urban Ethnicity in Santiago de Chile. Mapuche Migration and Urban Space ». Technischen Universität Berlin. zur Erlangung des akademischen Grades Doktor der Ingenieurwissenschaften. Genehmigte Dissertation. Berlin 2009.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

INE (2013) "Primeros Resultados Censo Nacional 2011: Población Indígena de Venezuela". Caracas, Instituto Nacional de Estadística 2013.

GUILLAND, Marie-Laure. (2010), « Teyuna Ciudad Perdida (Sierra Nevada de Santa Marta, Colombie) Conflit de valeurs face à l'émergence d'une destination touristique », Revue Interdisciplinaire des Travaux sur les Amériques, RITA n°3 / 2010.

GOBIERNO EN LÍNEA, 2009. http://www.gobiernoenlinea.ve (consulté le 3 avril 2009)

GOULET, Jean-Guy, 1981. El universo social y religioso guajiro Maracaibo : Biblioteca Corpozulia ; Caracas : Universidad Católica Andrés Bello ; Centro de Lenguas Indígenas,

GOULET, Jean - Guy. 1978. « El parentesco guajiro de los apüshi y de los oupayu ».

Caracas: Universidad Católica Andrés Bello. Instituto de Investigaciones Históricas.

GRAULICH Michel (2005). Le sacrifice humain chez les Aztèques, Paris, Fayard.

GRUPO DE MEMORIA HISTÓRICA, 2010. La masacre de Bahía portete. Mujeres wayúu en la mira. Informe del grupo de Memoria Histórica de la Comisión Nacional de Reparación y Conciliación. Bogotá, Ediciones Semana, Taurus, Alfaguara.

GUERRA CURVELO, Wieldler . 2002. « La disputa y la palabra : la ley en la sociedad wayuu ». Bogotá: Ministerio de Cultura.

MARÍN, Guillermo. 1997. « Historia verdadera del México profundo ». Universidad José Vasconcelos de Oaxaca, ISSTECULTURA, Delegación Oaxaca, Asociación Nacional de Promotores de Cultura in Oaxaca, México.

MAZARS Nadège. (2013). Entre « Chamanisme » et politique. Les transmigrations du discours autochtone à la recherche du temps de la résistance. In Chamanismes en mouvement. Dossiers coordonné par Anne-Marie LOSONCZY et Silvia MESTURINI CAPPO.Civilizations. Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines. Vol. 61, n°2. Bruxelles : Insitut de Sociologie de l'ULB.

Mazars Nadège, 2013. Les ruses de la pratique subalterne. La santé gérée par les autochtones en Colombie, un multiculturalisme de domination et/ou d'autonomie ? Thèse sous la direction de Christian Gross, Paris 3 Sorbonne-Nouvelle

MARTINEZ CASAS, Regina. 2009. « Indígenas urbanos ¿tradición o modernidad? ». http://impreso.milenio.com/node/8590567. Consulté en avril 2010.

Morales Thomas, Patrick. 2000. in Revista Colombiana de Antropología, Nº. 36, 2000. Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología

MOSONYI, Esteban. "Algunos problemas de clasificación de las lenguas arawak." In Estado Actual de la Clasificación de las Lenguas Indígenas de Colombia, edited by María L. Rodríguez, 165-188. Imprenta Patriótica ed. Bogotá D.C.: Instituto Caro y Cuervo, 1993.

OLIVER, JR, 1991 Reflexiones *sobre los posibles orígenes del Wayúu* (Guajiro). In: La Guajira: de la memoria al porvenir. Una visión antropológica. (83 - 135). Bogótá, Universidad Nacional de Colombia

OYUELA CAYCEDO, Augusto. 1986. DE LOS TAIRONAS A LOS KOGI: Una interpretación del cambio cultural". BOLETÍN DEL MUSEO DEL ORO. Nº 17. AGOSTO - DICIEMBRE DE 1986 Bogotá Banco de la República

PERAFÁN SIMMONDS, Carlos César. 1995. « Sistemas jurídicos paez, kogui, wayuu y tule ». Santa Fe de Bogotá: Guadalupe, 1995.

PERRIN, Michel. 1997. « Los practicantes del sueño: el chamanismo Wayuu ». Caracas. Monta Ávila. ED Latinoamérica.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

PERRIN, Michel. (1992). Les Praticiens du Rêve. Paris, 2001 : PUF

PERRIN, Michel 1976. « Le Chemin des Indiens morts. Mythes et symboles Goajiro ». Petite Bibliothèque Payot.

PICON, François René. 1983. « Pasteurs du nouveau monde. Adoption de l'élevage chez les indien guajiros ». Paris: Editions de la Maison de Sciences de L'homme.

POLLAK Michael. 2010. "Readers' Questions Answered.in the new york times Published: July 23, 2010. http://www.nytimes.com/2010/07/25/nyregion/25fyi.html. Consulté le 11.11.2013

SÁNCHEZ, Luisa Fernanda. 2008. « Les fils du tabac à Bogotá - Migrations indiennes et reconstructions identitaires ». Paris : IHEAL Collection « Chrysalides ».

SMITH, Michael E. 2008. « Aztec City-State Capitals ». Gainsville: University Press of Florida.

Smithonian Institution :
http://www.sites.si.edu/exhibitions/exhibits/archived_exhibitions/booming/main.htm

VALOIS, Renee 2009. The Mohawks Who Built Manhattan.
http://www.thehistorychannelclub.com Consulté le 05.06.2013

WAMAN, Intisunqu. 2006. Essais amérindiens : l'identité latino-américaine existe-t-elle ? C.R.E.T.A.

WARNIER, Jean-Pierre 2004. « La mondialisation de la culture ». 3E edition. Paris, la Decovuerte.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

The implementation of Special Zones of Social Interest in the city of Mata de São João, Bahia, Brazil

Jacileda Santos
Universidade Federal da Bahia – Rua Caetano Moura, 121, Federação CEP: 40210-905 Salvador, Bahia - Brasil
Jacileda.santos@gmail.com

Abstract

The ZEIS Special Zones of Social Interest, are an instrument of urban and housing policy, created in 1980, whose goal is to improve the infrastructure and secure land tenure to residents of areas of spontaneous urbanization. Is a special type of zoning that seeks to reverse the expulsion of populations of low-income areas to the cities with low level of urbanity, meantime the area provided infrastructure are commonly appropriate for projects of higher income classes, where legal means of valuing land are used. In order to avoid this trend, Mata de Sao Joao city in the Metropolitan Region of Salvador (MRS), State of Bahia, recently, experienced an intense process of conducting studies to identify in their urban cores, considering the existence and amount of land already occupied features or not the Special Zones of Social Interest (ZEIS): empty, public or private urbanized areas suitable for social housing empty, public or private urbanized areas suitable for social housing, housing supply by the public sector and the private sector, urban infrastructure, areas environmentally vulnerable, among other information. These analyzes served to support the implementation of Special Zones of Social Interest (ZEIS) in the city, in a process of positive results, especially when compared with similar processes in large cities. This article purpose to identify some of the factors that have induced these positive results, in the town of Mata de Sao Joao and, what are the challenges and advantages that could be observed in the process.

Keywords

Spontaneous Urbanization: Management; Small Towns; Special Zones of Social Interest (ZEIS).

Mot-clefs

Urbanisation spontanée; Gestion; Petites villes; ZEIS.

Resumo

As ZEIS, Zonas Especiais de Interesse Social, são um instrumento de política urbana e habitacional, criado na década de 1980, que objetiva a melhoria da infraestrutura e a garantia da posse da terra aos moradores de áreas de urbanização espontâneas. Trata de um tipo especial de zoneamento que busca inverter a tendência à expulsão das populações de rendas baixas para áreas das cidades inadequadas urbanisticamente, enquanto as áreas providas de infraestrutura são, comumente, apropriadas por empreendimentos destinados às classes de maior renda, onde são utilizados de mecanismos de valorização imobiliária. Com o objetivo de evitar desta tendência, o município de Mata de São João, pertencente à Região Metropolitana de Salvador (RMS), estado da Bahia, recentemente, passou por um processo de elaboração de

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

estudos para a delimitação e implementação de ZEIS em seus núcleos urbanos, considerando a existência e a quantidade de terras já ocupadas ou não com características de ZEIS: áreas vazias, públicas ou privadas urbanizadas e adequadas para habitação de interesse social; oferta de habitação pelo setor público e pelo setor privado; infraestrutura urbana existente; condições de acessibilidade; áreas ambientalmente frágeis, entre outras informações. Tais análises serviram para embasar a delimitação e implementação de ZEIS no município, em um processo que vem apresentando resultados positivos, sobretudo se forem comparados com processos semelhantes em cidades de grande porte. O presente artigo pretende, assim, identificar alguns dos fatores que levaram a tais resultados, na cidade de Mata de São João e, quais são os desafios e as vantagens que puderam ser observados no processo.

Palavras-chave

Urbanização espontânea; Gestão; Cidades pequenas; ZEIS.

1 Introduction

The Special Zone of Social Interest (ZEIS), are an instrument of urban policy and housing policy, created in the 1980s, aimed to improve the infrastructure and secure land tenure to residents of areas of spontaneous urbanization. This is a special type of zoning that seeks to include the low-income population to urbanized land, and the formalization of illegal occupations, given that creates urban parameters consistent with a reality had not hit by rates established for the design of city formal, and uninhabited empty spaces intended for the production of housing for people with this profile properties.

Therefore, understanding the need for institution ZEIS, whose name was Areas of Special Social Interest (AEIS), was born with the purpose of improving the urban settlements with indexes on patterns whose reality does not include those employed in the formal housing market installment.

The first experience in the implementation of Special Zones of Social Interest in Brazil occurred in the city of Recife, state of Pernambuco. Had happened community mobilizations, some actions have been taken, but not all objectives had been achieved, the process could not be considered complete in general for not achieving good levels of land regularization and Urbanity.[1] The same process of legalization occurred in subsequent years, in the states of Alagoas (Maceió), Amazonas (Manaus), Bahia (Salvador), Ceará (Fortaleza), Minas Gerais (Belo Horizonte), Paraíba (Alhambra, Pedras de Fogo, Caaporã and Pitimbu), Rio de Janeiro (Nova Friburgo and Rio de Janeiro), Rio Grande do Sul (São José do Norte, Porto Alegre and Gravataí), Sao Paulo (Diadema, Campanha Gaúcha, São Vicente, Mauá, São Bernardo, Taboão da Serra, Santo André, Guarujá and São Paulo) and Sergipe (Aracaju).

[1] The land regularization is the set of legal, urban, environmental and social measures aimed at regularizing informal settlements and the titration of its occupants, to ensure the social right to housing and the right to an ecologically balanced environment. The urban settlements, in turn, are understood as the legal means used to achieve and resolve infrastructure problems and ensure compliance with current planning law, as well as stop the process of environmental degradation in Mata de Sao Joao.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

The implementation of Special Zones of Social Interest in Brazil's cities aims to reverse the trend be squeezing the populations of low-income areas to the cities without urbanity, meantime the area provided infrastructure are commonly appropriate for projects of higher income classes, where legal means of valuing land are used. Having created the ZEIS, after the approval of the City Statute[2], in 2001, the ZEIS should be legal means to overcome difficulties because they are areas that allow the implementation of improvements in the conditions of housing and land regularization, considering own urban indices, differentiated from the "formal city". However, one should mention the length for the regulation of these areas in the cities of Brazil, there was little effect. Part of the responsibility for this lack of efficacy and increased intra-urban spatial segregation is the government that since the development of its policies, especially housing, seek areas with non-existent, inadequate or insufficient infrastructure to create new districts VIEIRA (2009). Nowadays government programs emphasize the segments of the population with no income or very low income, with the construction of about 30,000 housing units planned for Salvador and its Metropolitan Region (CORREIOS, 2009).

However, antagonisms related to size of homes built, the type of material used and the delay in construction are difficulties to be overcome. In large cities the best areas are meant for the rich, however the worst areas without urbanity are intended for the poor, the best spaces are reserved for building large mansions.

Thus, planning law and urban planning processes are seen by VIEIRA (2009) as a means of promoting segregation, however disregarded a number of factors related to indices of urbanity, not referring to reality, but a urban model that reflects a pattern of occupation that does not match the reality of some populations or can be applied only in formal settlements. VIEIRA (2009) believes that the omission of the authorities towards the supervision and control of the production of urban space, are factors that clearly demonstrate the partnership between the public and real estate agents in the construction of spatial segregation in large cities - a complex process, with many possibilities, such as changes in the financial institutions, the means of intervention in space and economic cycles, explained by SMOLKA (1979) in the article "Land price and urban real estate valuation: draft for conceptual framework of the issue".

Although understanding on the part of society, the need for the implementation of Special Zones of Social Interest in municipalities through its own plan and tailored to localities where occupations have these characteristics, in Brazil, in the last decade, there was a low incidence implementation and establishment of ZEIS, especially the lack of public funds available for this purpose (QUINTA JR, 2003). There was a delay in the preparation and application of laws and rules, yet there is no funding available for implementation of ZEIS, step by step this reality is changing.

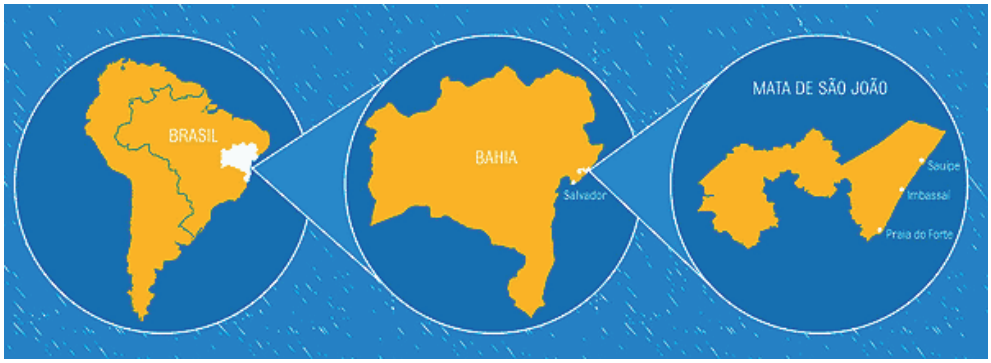
[2] Federal Law No. 10,257, of July 11, July, 2001, which regulates the articles 182 and 183 of the Constitution lays down general guidelines for urban policy in Brazil.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2 The Birth of ZEIS in Mata de São João

The town of Mata de São João has 40,210 inhabitants[3], in their territorial extension of 670 km^2, which represents about 1.12% of the population of Metropolitan Region of Salvador (RMS). The city is distant 56 km from Salvador, to access it most of the time we use the BA 099 (Linha Verde), but there are other access by using the BR-324 distant 75 km from Salvador. Around 74% of the city population is concentrated in urban areas and is basically dedicated to commercial and tourist activities, while the population of the rural area thrives on growing organic produce and livestock activities, which used to supply part of the capital market and other municipalities in Bahia. His early occupation dates from the sixteenth century, but was only elevated to city status in 1848, when it became independent Camaçari (BRAZIL, 2004; IBGE, 2009).

Figure 1: Location of the city of Mata de São João



Font: http://www.matadesaojoao.ba.gov.br/o-municipio/dados-da-cidade.php

Was in the nineteenth century, that the nuclei of settlement established along the northern coast of Bahia, began to be structured networking to meet new economic dynamism brought mainly by the implementation of the road Eastern Brazilian iron. Although the railroad being built to meet the non-coastal locations, functioning consequently brought the beginning of a process of expropriation and expulsion of small farmers for the establishment of large farms (DINIZ, 2007; ARAÚJO, 2009).

The spatial conformation of Mata de São João, was based on the model originated in Portugal, adapted for Brazil. The land grants were made in general for people who belonged to the political and economic allies, in order to facilitate the mastery of Portuguese on Brazilian land and the land concentrating in the hands of rich farmers (GARCEZ and MACHADO, 2001; INCRA, 1985; BRASIL, 2004).

Even the Law No. 601 of 1850 (known as the Land Law) and Federal Law No. 4.504/1964 (called the Land Act) did not contribute to the reduction of the concentration of land tenure, which caused increased migration and thus the

[3] Unlike France, where small towns are those between 2500-25000 inhabitants, in Brazil, are classified as those with less than 50,000 inhabitants, among other features, according to the Brazilian Institute of Geography and Statistics – IBGE.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

increase in population and poverty in urban areas of the city (MATA DE SÃO JOÃO, 2010). From the economic point of view, the cities of the North Coast of Bahia always had complementary role to the productive structure of Salvador and the Metropolitan Region. Moreover, the strong economy crisis in the state, installed in the 1930s lasted, on the North Coast until the late 1960s - this situation that just came to change with the implementation of the industrial complex in Northeastern Complex in Aratú (district of Simões Filho), in the decade of 1970. This new era was marked by attracting investors, generating employment and expanding occupation of the region (OLIVEIRA, 1987; SILVA; SILVA, 1991; ARAUJO, 2009). However, the autonomy of the Bahian industry, was not enough to ensure a significant restructuring of the switchboard jobs, income levels and methods of local agricultural production (ALMEIDA, 2006).

The most important actions that caused the acceleration of the urbanization of the cities of the North Coast Bahia dating from the 1970s to 1990, highlighting the way Luiz Viana Avenue, BA-099, connecting the cities of Salvador town of Mata de São João, through the Green Line. this is a freeway road connecting the states of Bahia and Sergipe, is an alternative to the BR-324 (MATA DE SÃO JOÃO, 2010).

Thus, the region of North Coast became the main area of urban expansion in the Metropolitan Region of Salvador, is one of the most popular national and international tourist destinations from Bahia, strengthening the hospitality industry and getting great montates investment of government programs. Many of these projects were deployed in large areas acquired by foreign entrepreneurs (CAMAÇARI, 2001; FERNANDES; VASCONCELOS, 2002).

Changes in the profile of tourism hitherto developed in the localities of Mata de São João, as well as increasing occupation of the region, also brought intensified environmental impacts related to such activities, for example the occupation of Permanent Preservation Areas – PPA, ecosystems such as dunes, mangroves and salt marshes have been threatened. Deforestation increased production and irregular disposal of solid waste, contamination of groundwater and predatory tourism are the main threats. Consequently, there was a reduction of the traditional means of work of the local population with the lowest income - formerly occupied in fishing activity or in small family farms - which became part of a new socioeconomic context (CAMAÇARI, 2001).

This new context has included the departure of smallholders and their families of the locations considered of tourist interest, and their migration out or to other parts of the city to live in housing units, frequently built with inadequate materials, also located in areas unsuitable for occupancy as environmentally fragile or offering risk of slip and / or flood areas, beyond those with insufficient infrastructure: without sanitation, drainage, paving or no networks of water supply and electricity (MATA DE SÃO JOÃO, 2010).

Thus, confirmed the existence of areas located at Headquarters and in the coastal municipality of Mata de São João, which demanded intervençõçes as the construction of new housing units, the implementation of road infrastructure, environmental sanitation, and regularization, power municipal government began to perform actions for its institutionalization as Special Zones of Social Interest, and the solution to the above problems.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3 The process of institutionalization of ZEIS in Mata de São João

3.1 Methodology

The institutionalization of Special Zones of Social Interest in the village of Mata de São João is being done by the city, particularly within the Department of Planning, since the adoption of the Master Plan Municipal Development in 2006. Since then, have been characterized and defined preliminarily areas that, in general, needed urbanization, land regularization and / or, in some situations, new housing units.

Were subsequently regulated by Municipal Decree No. 328 of August 13, 2009, while the Municipal Decree No. 371 of July 20, 2011 expropriated areas where they would be implemented ZEIS the municipal headquarters.

According to Decree 328/2009 the ZEIS are defined as:

> *[...] Areas intended primarily for the production and maintenance of social housing, the urban and environmental recovery, regularization of slums, housing developments and existing irregular installments and the production of social housing - social housing, including recovery degraded properties, provision of infrastructure, urban facilities, community and cultural, public spaces, services and trade in local issues, all aimed at improving the quality of life.*

However, in 2008, with the Program for Strengthening Municipal Urban Management, funded by Federal bank, it was possible to initiate the implementation of the Technical Assistance Project for implementing instrument of the City Statute provided for in the Master Plan Municipal Development. It was decided that the project would be executed in three steps, which should be discussed and agreed with civil society, constituting, each in a specific product.

Stage I consisted of developing the method proposed by the municipal administration and was approved by the Federal Bank and the Ministry of Cities. Their final products were reports that characterized the actions to be performed in subsequent steps, also containing records and mechanisms for citizen participation in the approval stage and the result of workshops and public hearings held. It was during this step that the Social Monitoring Committee determined that the instrument provided for in the Statute of the City to be implemented would be the Special Zones of Social Interest, and the Work Plan to be followed.

Stage II included the preparation of technical reports, through surveying data and information on the areas with characteristics of social interest, the city, in order to build the characterization of the current situation, the procedures defined in the Plan having been made Work that was established in step I.

Stage III, in turn, corresponded to the preparation and formulation of the Bill for the establishment of Special Zones of Social Interest in the city. This document was agreed with the company to then be forwarded to the municipal legislative power to new stage of public hearings and sanction by the municipal mayor.

Areas such as farms and settlements implanted in the Coast of County in the 1980s, which were partially or fully occupied by populations arising from different locations in search of employment opportunities; and the Special Zones of Social

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Interest that had been proposed by the Master Plan, the Municipal Plan for Social Housing and Decree 328/2009, could be the object of the proposed delimitation of ZEIS as indications of stage I of the project. Were considered for this definition to existing urban infrastructure, housing conditions and affordability, and environmentally threatened areas, according to the characterization performed after inspection in the field, each of the areas to be classified as Special Zones of Social Interest.

In field surveys, questionnaires were administered in order to gather information capable of portraying the profile of each location, such as: housing structure, number of rooms, existence of cohabitation, electricity, sewage, treatment of sanitary waste in homes, water connection, legal documents, frequency of garbage collection, the main mode of transportation that serves the area, away from dwellings at the bus stops; existence of schools and health centers, family composition, formal or informal employment, income, education level, length of formal education, receiving benefits from the government, and participation in social organizations.

In this period, sixteen areas were inspected by the consulting firm selected in the bidding process. Of these, six are located at the Headquarters of the municipality and the remaining ten in his Coastline. However, beyond those localities visited Headquarters, had six more already covered by Municipal Decree No. 328/2009 which were not visited, but were covered by the project.

Thus, the Special Zones of Social Interest, the urban part of the city, which were part of the proposed Bill in step III, were: Street DERBA; Cemetery Street and Court Street together because they are similar, irrespective visually limits between them; field Newfoundland; Junction; Plastic Factory Queiroz Monteiro; Getúlio Vargas; To of Miracles, Serving Two July; Top of Sucupira, and Top of Paradise. These locations are part of the Sustainable City Project, financed with funds from the Program My Home My Life and Program and Accelerated Growth II - both programs of the Federal Government. Is a project already under implementation, which includes: urbanization, implementation of sidewalks, and areas for sports and recreation, landscaping works, replacement housing units constructed in mud, deployment and connection to the sewage network and regularization designed to capture Federal funds for urban regularization (MATA DE SÃO JOÃO, 2009).

Coastline in the city, in turn, were inspected locations of Curralinho; Areal; Malhadas; Big Wood; Barreiro; Açu of Tower; Tereré; Sauipe Village, San Antonio Village, White Clay; and Sucuiú. However, the last two did not meet criteria that characterize as Special Zones of Social Interest. Thus, the bill, the product of step III, indicated twenty locations for priority implementation as ZEIS, getting the Santo Antonio village should be defined and implemented in a second phase, after conducting further analysis, mainly due to an issue complex that encompasses land area.

3.2 Proposals resulting from the process

The Municipal Decree No. 328/2009 has defined in its Article 5, three types of Special Zones of Social Interest:

> *I – ZEIS 1: public or private areas occupied primarily by low-income, installments and irregular or illegal settlements, where there is*

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

> *interest in promoting legal tenure regularization, the legalization of land subdivision, their integration into the urban structure and improving the quality and wholesomeness household;*
>
> *II – ZEIS 2: public or private areas containing land unbuilt, underused or unused, which by its location and characteristics are of interest for implementation of housing programs of social interest;*
>
> *III – ZEIS 3: areas with a predominance of underutilized land or buildings situated in areas endowed with infrastructure and urban services, or who are receiving investments of this nature, where there is public interest in promoting and expanding the use of Social Housing - HIS or the People's Market - HMP, improving housing conditions in the residential population.*

However, Article 6 of the same instrument enables the creation and delineation of new spatial zones of social interest, at some future time, if requested by public agencies, entities with legal personality or owners of areas for delimitation as ZEIS. The process of creating, in any case, must be approved by the municipal executive, and go through public discussion.

Studies carried out in phase II, however, noted the need to create two types of Special Social Interest Zones, in order to frame subject areas to be classified as in the city, namely:

> *ZEIS 4: that should characterize you respond to the slum areas occupied by low-income population, located in Permanent Preservation Areas or inserted in protected areas, where there is a public interest in promoting the means for regularizing tenure and urban and environmental regeneration; and*
>
> *ZEIS 5: that should characterize the settlements you respond to areas of remnant population of traditional communities, such as maroon or those related to fishing, shellfish gathering, the extraction, among others, located in public or private areas where there is public interest in promoting regularization and urban planning, environmental restoration and measures necessary to maintain their traditions and culture. (MATA DE SÃO JOÃO, 2013, Art. 3º)*

These two new types of Special Zones of Social Interest, have been suggested due to the existence of a large number of Environmental Protection Areas private, because the city is cut by the Environmental Protection Area (EPA) North Coast and the existence of traditional communities in the territory of Mata de São João, like the fishermen who inhabit the town of Vila de Santo Antônio.

Also been proposed, changes in urban parameters established for these areas by Municipal Decree No. 328/2009, because of the realization of the need to differentiate between locations, and not one of all Special Zones of Social Interest, as defined by Decree. We considered characteristics such as density, predominant type of occupation and expansion trends. Thus, the studies presented new restrictions on the use and occupation of land, such as minimum and maximum areas for lots, utilization rates, occupancy and permeability, absenteeism, number of floors, and permitted uses for each proposed zone.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

4 Challenges of small towns in the implementation processes of ZEIS

The rapid transformation of the city of Mata de São João an eminently important vector for the rural municipality of metropolitan expansion brought the advantage of a national and international visibility, which resulted in recovery by attracting public and private investments for tourism and housing sectors.

On the one hand, although this process has caused part of the social problems in the city today, was also from him that the public authorities, the three levels of government, began to seek solutions, more promptly to resolve them in the last 15 years, with the development and implementation of projects for the area of Social Housing, and urban land regularization and from different locations.

Addressing the socio-spatial segregation - common trend in contemporary cities, even small ones - which pushes the populations of lower income for parts of the county that are not satisfactorily met by services, infrastructure and urban equipment, the executive power of the Woods John proposed to effect the implementation of the Special Zones of Social Interest (ZEIS).

Is a complex process, it implies public or private areas where farms are located and approved subdivisions in the city in the 1980s, not implemented, which were partially or totally flooded; addition of Special Social Interest Zones proposed by the Master Plan Municipal development Plan in 2006 and the Housing and Social Interest in 2010.

Among the many challenges faced by the government of a small town in Bahia is, first, the structure of municipal administration. By having a reduced ability to finance, Bahian small towns have their technical staff extremely lean, few resources for the execution of part of the activities needed to municipal management. Therefore, many of the technical work, such as the project Implementation ZEIS, need to be developed by consulting firms hired usually based outside the municipality.

The territorial extent also consists of a challenge: in general are municipalities with large territory and urban areas concentrated in small clusters spaced, and Headquarters, which hinders access of the few officials and technical consultants hired the entire occupations that require interventions with the same ease as in medium to large cities.

A third issue concerns the mobilization of the population to participate in decision-making about city planning processes. How many cores sprayed the municipal territory, mobilizing people in all of them, whether for meetings and public hearings in the locality, is to bring people from various nuclei for such meetings at a specific point of the city - even if the transport is offered by the manager - is not a simple task as it involves reconciling personal and collective interests of residents, employees and consultants, particularly with regard to the time of realization.

Another important point observed in the implementation of ZEIS process was the need to reconcile that with the type of occupation with the Ecological Economic Zoning (ZEE) North Coast superimposed on the territory of the city. In some areas, were not accepted parameters that allow the legalization of occupations with characteristics of ZEIS, but which had not yet been implemented. The populations

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

residing there, then had no possibility of legalizing their properties at the City Hall, even if there were family interest. With the institutionalization of Special Zones of Social Interest public officer shall have a legal document, based on technical studies to justify the maintenance of these cores and investment in public interventions of urban regulation in these areas.

One of the strengths, to be appointed in the case, was the interest shown by the manager responsible in conducting workshops preceded by public hearings, in which should be provided to participants, explanations of concepts and technical terms related to the content of the reports and the bill, as well as the consequences of the process that was occurring. Despite the small number of participants in these events, basically composed of leaders of the locations, you can also evaluate them as positive, due to the quality of the discussions that occurred. What is noteworthy here is not just the completion of compulsory participatory activities in the processes of planning Brazilians, but the search for the appropriation of what was happening by the citizens, which is not common in participatory processes in Bahia said.

The biggest advantage of a small town with regard to the amount and intensity of its urban problems that occur with lower complexity, especially when compared to the medium and large cities, despite the reduced coping capacity of the municipality in terms of human resources, material and financial.

Finally, the process for preparing the Draft Technical Assistance for implementation of special zones of social interest in Mata de São João can be considered positive in many ways, despite all the challenges, contributing greatly to the exercise of the right to housing worthy of the resident population in such areas.

References

ALMEIDA. Paulo Henrique de., 2006, A economia de Salvador e a formação de sua Região Metropolitana. In: CARVALHO, Inaiá Maria Moreira de; PEREIRA, Gilberto Corso (orgs). *Como anda Salvador e sua Região Metropolitana*. Salvador: EDUFBA, pp. 11-53.

ARAÚJO, Mayara M., 2009, Litoral Norte: Breve Histórico e Caracterização da Região. *In: Superintendência de Estudos Econômicos e Sociais da Bahia. Turismo e desenvolvimento na Área de Proteção Ambiental Litoral Norte (BA).* Salvador: SEI.

BRASIL, Antonia E., 2004, *Organização Socioespacial e Transformações Socioeconômicas do Núcleo JK, Mata de São João – Camaçari.* Dissertação (Mestrado em Geografia). Departamento de Geografia. Instituto de Geociências. Universidade Federal da Bahia. Salvador.

BRASIL. *Guia para regulamentação e implementação de Zonas Especiais de Interesse Social – ZEIS em Vazios Urbanos*, 2009, Brasília: Ministério das Cidades. Primeira impressão: Dezembro de 2009.

BRASIL. *Lei nº 11.124 de 16 de Junho de 2005*. Dispõe sobre o Sistema Nacional de Habitação de Interesse Social – SNHIS, cria o Fundo Nacional de Habitação de Interesse Social – FNHIS e institui o Conselho Gestor do FNHIS, consulted on: 30.07.2007, URL: http://www.planalto.gov.br

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

BRASIL. *Lei nº 601 de 18 de setembro de 1850*. Dispõe sobre as terras devolutas no Império, e acerca das que são possuídas por titulo de sesmaria sem preenchimento das condições legais. bem como por simples titulo de posse mansa e pacifica; e determina que, medidas e demarcadas as primeiras, sejam elas cedidas a titulo oneroso, assim para empresas particulares, como para o estabelecimento de colonias de nacionaes e de extrangeiros, autorizado o Governo a promover a colonisação extrangeira na forma que se declara D. Pedro II, por Graça de Deus e Unanime Acclamação dos Povos, Imperador Constitucional e Defensor Perpetuo do Brasil, consulted on: 20.12.2010. URL: http://www.planalto.gov.br/ccivil/LEIS/L0601-1850.htm.

CAMAÇARI. *Plano diretor de desenvolvimento urbano*. Documento Analítico Básico, Relatório VII, Tomo A. Caires de Brito Consultoria Ambiental. Camaçari, janeiro de 2001.

CORREIO, 2009, Prefeitura antecipa inscrições no Minha Casa, Minha Vida para dia 8. *Correio da Bahia*. Salvador, quinta-feira, 07 de maio de 2009, consulted on: 24.07.2010. URL: <http://correio24horas.globo.com/noticias/noticia.asp?codigo=25532&mdl=29>.

DINIZ, Edite Luiz, 2007, *Tapera, Pau Grande e Barreiro: uma geohistória de resistência de comunidades tradicionais, no Litoral Norte da Bahia*. Dissertação (Mestrado em Geografia). Departamento de Geografia. Instituto de Geociências. Universidade Federal da Bahia. Salvador.

FERNANDES, José Alberto Rio; VASCONCELOS, Pedro de Almeida, 2002, Porto e Salvador: as proximidades de dois percursos urbanos distintos. *O Tripeiro*. Porto. V. 21, n°8, pp. 228-254.

INSTITUTO BRASILEIRO DE GEOGRAFIA E ESTATÍSTICA (IBGE), 2010, *Censo Demográfico 2010* (IBGE), consulté sur: 06.12.2010, URL: http://www.ibge.gov.br/home/.

MATA DE SÃO JOÃO, 2013, *Projeto de Lei de implementação de ZEIS*. Institui, delimita e regulamenta as Zonas Especiais de Interesse Social – ZEIS no Município de Mata de São João, regulamenta os artigos 74, inciso I, alínea c, e 89, da Lei nº278, de 11 de outubro de 2006, e dá outras providências. (versão preliminar sujeita a alterações) (Preliminary version subject to change)

MATA DE SÃO JOÃO. *Decreto nº328 de 13 de Agosto de 2009*. Regulamenta os artigos 37, 47, 74, 89 e as observações constantes do Anexo I da Lei de nº. 278/2006, de 11 de outubro de 2006, que instituiu o Plano Diretor de Desenvolvimento Municipal – PDDM, e dá outras providências.

MATA DE SÃO JOÃO. *Lei nº278 de 11 de Outubro de 2006*. Institui o Plano Diretor de Desenvolvimento Municipal de Mata de São João e dá outras providências. Mata de São João, 2006.

MINISTÉRIO DAS CIDADES, 2009, *Planos Locais de Habitação de Interesse Social*. Brasília: Ministério das Cidades, consulted on: 05.04.2010, URL: http://www.cidades.gov.br.

QUINTO JR, Luiz de Pinedo, 2003, Nova legislação urbana e os velhos fantasmas. *Estudos Avançados [online*]. Vol. 17, n°47, pp. 187-196, consulted on: 15.11.2012. URL: http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0103-40142003000100011&lng=en&nrm=iso.

SANTOS, Jacileda Cerqueira, 2007, *"Revitalização" da área do Comércio em Salvador-BA: a construção de consensos sobre requalificação de áreas centrais urbanas*. Dissertação (Mestrado em Geografia). Departamento de Geografia. Instituto de Geociências. Universidade Federal da Bahia. Salvador.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

SMOLKA, Martim Oscar, 1979, *Preço da terra e valorização imobiliária urbana: esboço para enquadramento conceitual da questão*. Instituto de Planejamento Econômico e Social – IPEA. Textos para discussão interna, n. 12. Porto Alegre.

SOUZA, Marcelo José Lopes de, 2005, O território: sobre espaço e poder, autonomia e desenvolvimento. *In:* CASTRO, Iná E. de; GOMES, Paulo C. da Costa; CORRÊA, Roberto L. (orgs). *Geografia: Conceitos e Temas*. 7ª ed. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil, 2005.

SUPERINTENDÊNCIA DE ESTUDOS ECONÔMICOS E SOCIAIS DA BAHIA (SEI), 2009, *Turismo e desenvolvimento na Área de Proteção Ambiental Litoral Norte (BA)*. Salvador: SEI.

VIEIRA, Alexandre Bergamin, 2010, Poder Público e mercado imobiliário: os promotores da exclusão social em cidades médias. In: XII Encuentro de Geógrafos de América Latina. *Anais eletrônicos*... Montevideo, 3 a 7 de abril de 2009, consulted on: 12.03.2010. URL: <http://egal2009.easyplanners.info/area05/>.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Stratégies territoriales en ville moyenne : la mobilisation du paysage comme enjeu stratégique de territorialisation ?

Lolita Voisin
Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche
UMR 7324 CITERES (CNRS, Université François Rabelais) et Ecole Nationale Supérieure de la Nature et du Paysage – 9 rue de la Chocolaterie – 41000 Blois, France
voisin_lolita@ensnp.fr

Sylvie Servain-Courant
Maître de Conférences
UMR 7324 CITERES (CNRS, Université François Rabelais)et Ecole Nationale Supérieure de la Nature et du Paysage – 9 rue de la Chocolaterie – 41000 Blois, France
servain@ensnp.fr

Résumé

Si les villes moyennes sont souvent les oubliées des politiques publiques, elles peuvent être, par leur diversité de forme et leur concentration d'enjeux urbains complexes, le siège d'innovation et d'invention territoriales. Nous avons montré dans des recherches récentes que la mobilisation du paysage dans des villes moyennes peut être singulière et dépend de nombreux facteurs locaux, comme l'histoire, la politique locale et ses traditions, les réseaux, le dynamisme d'associations, la tradition agricole ou les risques naturels. Paradoxalement, cette situation invite élus et techniciens à prendre en charge ces nouvelles problématiques, avec des approches souvent décloisonnées et transversales, un besoin de connaissances nouvelles, l'intervention de nouveaux acteurs (par exemple : techniciens des collectivités polyvalents, experts, habitants). Les franges transformées par la périurbanisation en sont un exemple flagrant, où les acteurs traditionnels de l'agriculture deviennent des acteurs de la politique périurbaine des villes moyennes, aux côtés des acteurs traditionnels de la « ville ». Ce constat pose en filigrane la question de l'évolution des communautés d'agglomération dans leurs compétences, leur poids politique et leur vision du territoire. En effet, on assiste de plus en plus à un transfert de compétences auparavant acquises aux communes, notamment celle de l'aménagement communautaire. C'est un constat que nous avons pu faire dans la mobilisation du paysage par la communauté d'agglomération de Blois, en nous appuyant sur des travaux de doctorat (VOISIN 2013) et des projets de recherches récents de la Zone Atelier Loire (CNRS, INEE).

Mot-clefs

Politiques publiques de paysage, stratégie territoriale, recomposition spatiale, communauté d'agglomération

Les transformations spatiales vécues aujourd'hui dans les villes moyennes sont un objet d'étude contemporain, qui présente l'opportunité de concevoir des évolutions urbaines complexes, croisant à la fois mutations spatiales, politiques, organisationnelles, etc. Nous proposons ici de regarder les réactions des acteurs publics locaux face à ces transformations ceci afin d'analyser les changements en

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

cours concernant l'action territoriale dans les villes moyennes à partir de cas d'étude localisés dans la vallée de la Loire (Blois, principalement, Nevers et Saumur secondairement). A travers l'approche singulière *par le paysage* en tant qu'objet de politique territoriale, nous montrons la perméabilité de cette notion, particulièrement pour appréhender les phénomènes spatiaux et en organiser une réponse complexe et nécessairement transversale.

Après avoir défini et caractérisé les enjeux liés aux villes moyennes, nous aborderons comment les acteurs publics des villes moyennes s'emparent de la question spatiale, notamment de la question du modèle de « ville diffuse ». Puis, nous poursuivrons cette analyse en centrant le propos sur le paysage et comment il est mobilisé. Ce qui nous amènera à formuler les prémices de ce que pourrait être un projet stratégique territorial porté par les acteurs publics des villes moyennes.

1 Les transformations spatiales des villes moyennes, un objet de politique locale

L'évolution spatiale des villes moyennes prend des formes diverses, selon différents facteurs liés par exemple à l'histoire des politiques locales d'aménagement, aux relations entre les acteurs publics et privés (promoteurs) ou au contexte géographiques. L'organisation de ces transformations, souvent davantage subies que choisies, dépend également d'une action publique territoriale aux multiples niveaux (communes, intercommunalités, pays, PNR, département, région) dont les compétences sont souvent sectorisées.

La concentration d'enjeux urbains importants dans les villes moyennes intervient alors qu'elles sont peu dotées en moyens financiers et humains et souvent dépourvues d'une ingénierie territoriale organisée. Elles sont ainsi amenées à mettre en œuvre une action territoriale singulière et ancrée dans la spécificité sociale et physique du territoire. L'analyse des moyens dont se saisissent les villes moyennes pour organiser une action territoriale plus efficace et plus puissante permet de mettre en évidence la manière dont se recompose l'objet géographique de « ville moyenne contemporaine ».

1.1 L'intérêt des villes moyennes comme objet d'étude des transformations spatiales

Dans un premier temps, elles constituent dans la structure régionale des espaces intermédiaires qui concentrent une grande activité territoriale, d'autre part, elles sont au cœur du processus de périurbanisation et donc de la relation ambiguë entre ville et campagne. Enfin, elles sont à la recherche d'un territoire politique pertinent, que l'on observe notamment par le développement en poids et en compétences des intercommunalités, notamment les communautés d'agglomération.

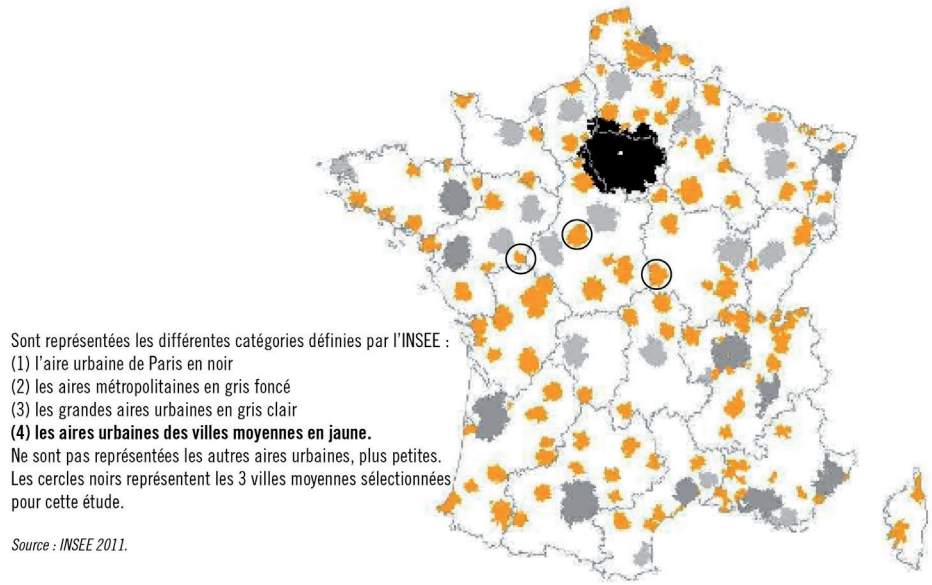
Il existe plusieurs définiton des villes moyennes si on répertorie celles s'appuyant sur des données statistiques et utilisées par les acteurs locaux et celles issues de la recherche scientifique. Selon la Fédération des Villes Moyennes, c'est uniquement le nombre d'habitants qui définit le statut de ville moyenne au sein de la structure régionale. Une « ville moyenne » ou « aire urbaine moyenne » est ainsi *une ville*

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

qui comprend entre 20 000 et 100 000 habitants, définition que l'INSEE a précisée récemment en *« aires urbaines centrées autour d'une ville de 20 000 et 100 000 habitants* ». (INSEE 2011)

Selon le recent programme de prospective de la DATAR, Territoires 2040, basé sur l'idée d'une prospective engagée pour l'avenir des territoires français, l'appellation de ville moyenne concerne les « pôles urbains qui regroupent au minimum 20 000 habitants dans la ville centrale et 20 000 emplois dans l'aire urbaine correspondante ». Il est souligné que les situations peuvent toutefois être extrêmement variables selon des critères de tailles et de positionnement, la constante étant une « puissance de centralité et de rayonnement » dans le système métropolitain régional. Cette définition nous intéresse davantage pour ce qu'elle reflète les dynamiques urbaines contemporaines et la multiplicité des situations (cf. figure 1).

Figure 1 : Carte de la structure métropolitaine française selon les définitions récentes de l'INSEE (villes moyennes entourées: les cas d'étude des travaux de doctorat (VOISIN 2013), Nevers, Blois et Saumur)



Source : d'après INSEE 2011.

Ainsi, une ville moyenne n'est pas uniquement définie par sa population[1] mais traduit plutôt la complexité du système métropolitain : les villes moyennes sont de plus en plus définies par leur capacité d'influence et de relais, très variables selon les situations urbaines. Des travaux de chercheurs sont nombreux[2] sur cette question et abordent la complexité de ce qu'est une ville moyenne dans ses dimensions géographiques, historiques ou économiques (SANTAMARIA 2012). Cette appellation peut donc regrouper une ville inscrite dans une conurbation plus

[1] *Selon les critères de la Fédération des Villes Moyennes (FVM) qui regroupent les élus des villes moyennes.*

[2] Nous renvoyons ici au récent colloque « Villes petites et moyennes, un regard renouvelé » organisé à Tours les 09 et 10 décembre 2010

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

importante composée d'une grande aire urbaine et d'autres villes moyennes, ou bien une ville de moyenne importance démographique isolée dans un territoire rural. Les villes moyennes, au nombre de 150 environ (INSEE 2011), comprennent un cinquième de la population française, soit 15,6 millions d'habitants[3]. Elles se définissent à la fois dans ce large éventail démographique, soit par la présence de certains services (commercial, médical, scolaire, etc.), soit à travers une légitimité dans l'organisation générale de la trame régionale urbaine. Cette tendance encourage certains auteurs à développer le concept de « villes intermédiaires » dont le système spatial « nous permet d'envisager les tensions sociales qui résultent de nos façons de vivre, de produire et d'échanger en lien avec l'espace. » (DATAR 2012).

C'est cette diversité de situation et cette capacité à agglomérer un certain nombre de problématiques émergentes dans l'aménagement du territoire qui nous intéressent particulièrement dans l'étude des villes moyennes. Nous verrons plus loin que le choix des agglomérations étudiées dépend en partie de ces situations variées.

1.2 Les enjeux des villes moyennes : à la recherche de ressources spécifiques

Après avoir longtemps été délaissées des programmes de recherche, des politiques publiques d'aménagement, des financements, au profit des grandes métropoles, les villes moyennes sont devenues depuis peu un sujet d'étude privilégié, comme en témoigne les nombreux dossiers dans les revues spécialisées[4] mais également les programmes d'étude commandés par l'état dont l'expérimentation « 20 villes moyennes témoins[5] ». Lancés par l'ex-DIACT[6] en 2007, ces travaux affichent la position de l'Etat sur ce sujet: « La ville moyenne (son agglomération) n'est en effet plus, comme dans les années 70, une simple « strate » intermédiaire de ville assurant l'équilibre urbain du territoire. Elle joue à présent un rôle différent et stratégique : dans un contexte de mobilité et d'inversion des flux migratoires vers les espaces ruraux et périurbains, la ville moyenne constitue une charnière entre l'échelle globale et l'échelle locale, entre les espaces polarisés et les espaces ruraux. Elle peut être l'agent de la démultiplication sur le territoire de la compétitivité productive, de la qualification des services, de l'excellence des formations, de l'attractivité résidentielle. Tous ces ferments de la production de richesses et d'emplois peuvent s'épanouir à des échelles diverses, ils ne sont pas l'apanage des métropoles».

Leur rôle d'équilibre dans la métropolisation nationale est davantage reconnu, « points nodaux, charnières entre l'échelle locale et l'échelle nationale, pouvant proposer en même temps emploi et cadre de vie » (CASSAIGNE 2010). Les villes

[3] Selon la Fédération des Villes Moyennes (FVM) http://www.villesmoyennes.asso.fr

[4] Voir par exemple : le dossier de la revue Urbanisme de mai-juin 2011 : « Les villes moyennes contre-attaquent », ou encore le numéro de septembre 2011 de la revue Pouvoirs locaux « Les villes moyennes dans l'espace monde : quelles recompositions en marche ? »

[5] L'expérimentation dispose d'un site internet, http://www.villesmoyennestemoins.fr/.

[6] Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires, nom de la DATAR de 2005 à 2009.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

moyennes ont souvent été les terrains d'expérimentation de politiques contractuelles, «des contrats de villes moyennes des années 70 aux crédits d'ingénierie pour des collaborations au sein des « réseaux de villes » des années 80 » (DIACT 2008), encourageant les élus locaux à développer un projet singulier sur leur territoire. Citant les contrats de plan entre l'Etat et les communautés urbaines, ainsi que les contrats de ville moyenne, en 1976, le même auteur precise : « ces contrats n'en étaient pas vraiment ; ils représentaient une forme nouvelle de sélectivité dans l'attribution des subventions d'équipement » (MARCOU 1996).

En 2007, la DIACT affirme donc l'intérêt qu'il y a à se pencher sur ces villes moyennes : « Il semble qu'il y ait donc une contradiction entre les mutations de l'économie globale et les pratiques migratoires et résidentielles des habitants. Les villes moyennes peuvent contribuer à résoudre cette contradiction. Elles ne sont plus aujourd'hui simplement « intermédiaires », « moyennes », en termes de stocks de population et d'emplois. Notre analyse et notre volonté est qu'elles deviennent réellement des villes charnières entre métropoles et espace rural, entre économie productive compétitive et économie résidentielle du bien vivre. » (DIACT 2007). Ainsi, pour l'Etat à travers la délégation interministérielle en charge de la prospective pour l'aménagement des territoires[7], l'enjeu de ces villes moyennes est bien de produire une ressource spécifique, à la fois support d'une économie productive tournée vers l'extérieur, et capable d'accueillir de nouvelles populations dans un cadre de « bien-vivre », ici pensé comme une possible économie à venir.

Cette notion de « bien-vivre » et d'attractivité pour les ménages français est devenue progressivement, grâce aux scènes d'échanges et de débat entre les collectivités et aux relations avec les représentants de l'Etat, un nouveau modèle pour les acteurs locaux des villes moyennes. Ceux-ci développent un argumentaire positif en tant que ville intermédiaire, voire en tant que ville offrant un cadre de vie privilégié par rapport aux grandes métropoles nationales. Cette tendance est perceptible dans de nombreux discours et politiques territoriales recherchées aujourd'hui dans ces villes moyennes, et constitue souvent une base du projet de territoire de ces agglomérations. Pourtant, ces pôles urbains intermédiaires dans la structure régionale sont le théâtre d'un concentré de tensions spatiales et sociales, auxquelles elles doivent répondre avec des moyens limités et leur spécificité.

Les villes moyennes nous intéressent donc particulièrement en tant que « villes intermédiaires » dans les processus de périurbanisation et d'étalement urbain. De plus, provinces attachées à leur histoire passée, au temps « où les cités quadrillaient et animaient le territoire, héritières souvent de comtés ou de seigneuries » (CASSAIGNE 2010), elles cherchent dans leur spécificité locale et dans leur patrimoine, une raison de conserver une position stratégique dans le territoire. Ainsi, les villes moyennes sont à cheval entre cet attachement profond aux terroirs historiques et aux mouvements de transformation de la structure urbaine régionale. Historiquement délaissées des politiques publiques nationales d'aménagement du territoire, cela oblige ces villes intermédiaires à une certaine forme de créativité et

[7] Depuis 1963, la DATAR, qui a changé plusieurs fois de noms et d'acronymes (DIACT de 2005 à 2009), est une administration chargée de préparer les orientations et de mettre en œuvre la politique nationale d'aménagement et de développement du territoire. Au service du premier ministre, elle est à la disposition de plusieurs ministères, notamment le ministère de l'Egalité des territoires et du Logement depuis 2012.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

d'innovation (BEHAR *et al.* 2011). Cette capacité d'invention est particulièrement propice pour observer l'élaboration d'un projet de politique de paysage porté par les élus locaux. Car, au regard de ce que nous avons dit précédemment, le paysage est utilisé dans ces stratégies territoriales comme ressource spécifique locale, dans le cadre de la compétitivité dont doivent aujourd'hui manifestement faire preuve les collectivités locales (cf. figure 9), mais également pour répondre aux enjeux spatiaux, notamment l'éclatement des bassins de vie et les phénomènes de « ville diffuse ».

2 Les villes moyennes : des laboratoires de la ville diffuse

Selon B. Grosjean (2010), les phénomènes de « ville diffuse » se lisent à toutes les échelles intermédiaires, et comprennent des influences issues de nombreux concepts comme la citta diffusa, l'hyperville, la rurbanisation, le « Zwischenstadt »… Cette notion est également bien expliquée dans Declève B., Hibo D. (2005). On peut trouver une approche plus spatiale dans le travail schématique de David Mangin (2004).

En effet, les villes moyennes subissent au sein même de leur périmètre des tensions spatiales de plus en plus exprimées : le phénomène de périurbanisation, encore peu apprivoisé (BILLARD, BRENNETOT 2009), les temps domicile/travail et les transports intracommunautaire de plus en plus problématiques, une pression foncière et une accélération des opérations de construction laissées aux mains des promoteurs immobiliers, la destruction des structures agricoles périurbaines, la méconnaissance et peur des « franges », la perte des repères spatiaux traditionnels, les phénomènes de clubbisation (CHARMES 2011) et de séparation sociale par le territoire.

Or, disposant souvent de peu de moyens humains et financiers pour penser globalement l'ensemble de ces problématiques décloisonnées, elles sont obligées à l'innovation et à la singularisation de leur projet d'action sur ces phénomènes, qui engendrent coûts et tensions. En effet, l'action territoriale au sein des villes moyennes est moins normalisée que d'autres objets urbains. Elles sont comprises dans l'espace incertain d'un entre-deux, entre une vision duale qui donne la part belle aux métropoles d'une part et à l'espace rural d'autre part. On attend pourtant d'elles un certain nombre de services que leur taille laisse présager : santé, emplois, service public, commerces, enseignement supérieur, etc. Les villes moyennes se situent dans la tradition des politiques contractuelles, notamment depuis la décennie 1980.

La fin des politiques nationales d'aménagement et de développement coïncide avec la montée en puissance des collectivités locales et aux expérimentations.

L'aménagement du territoire redevenant une priorité au sortir du 20ème siècle, les collectivités ont chacune reconnu à la fois de nouveaux problèmes émergents sur lesquels les décideurs locaux restaient sans prise (K.A.R.L.S. 2002), et ont en même temps développé leurs propres réponses, donnant aujourd'hui un panel de pratiques locales différenciées selon les histoires des territoires, maintenant formellement reconnu par l'Etat (DIACT 2007).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

On peut donc considérer que les villes moyennes sont chacune un laboratoire de ces nouveaux phénomènes urbains, qui interrogent politiques et chercheurs. Les villes moyennes sont les premières à avoir en gestion à la fois des problématiques qui concernent la ville-centre (DUMONT HELLIER 2010) et les périphéries, selon un pouvoir institutionnel non établi. Les phénomènes de périurbanisation sont peu connus : on ne sait pas réellement les nommer, ni les décrire, ceci traduisant le déficit criant de connaissances de ses habitants et de leurs modes de vie, souvent caricaturés, dont on ne saisit pas sa consistance spatiale, mais on peine également à les maîtriser, notamment par la planification (MANGIN. 2004).

Les nombreux essais concernant la qualification des zones périurbaines est une preuve de ces déficits : on peut citer le conflit par publications interposés entre Télérama et le sociologue Eric Chauvier en 2011, des travaux d'ethnologues et de sociologues (par exemple Dibié, Chauvier), d'architectes (Bouchain), de cinéastes (Ramade), de photographes (Depardon), de paysagistes, d'aménageurs…

Pour illustrer ce constat, nous reprenons des témoignages d'acteurs publics interrogés sur les problématiques spatiales de leur territoire (VOISIN 2013). Le président d'Agglopolys (Blois) nous confiant l'importance selon lui des problématiques spatiales auxquelles sont destinées les villes moyennes telles que Blois. Selon lui, la lecture par la ville-centre, proprement urbaine, est dépassée : « l'une des grandes spécificités du territoire, c'est d'être à la fois dans l'urbain et le rural, d'avoir les enjeux (d'un grand fleuve), d'avoir les zones d'articulation entre les zones denses et cette ville diffuse. (…) (Ce phénomène) se passe dans des agglomérations comme Blois, comme Poitiers, comme Lens, comme Caen, toutes ces villes-centre, qui ont une structure urbaine historique et qui s'effilochent autour. Cette ville diffuse, ces marges, ces frontières, c'est typiquement la réflexion que l'on peut mener au sein d'une communauté d'agglomération. On peut la mener bien sûr dans les communautés urbaines, c'est-à-dire les villes plus grandes, comme Bordeaux, Toulouse, Lyon, Lille, mais naturellement quand on est dans une communauté d'agglomération, au vu de la strate démographique, on est quasiment toujours, obligatoirement, dans une problématique ville/campagne.[8] » Finalement, ce sont des villes moyennes, aux capacités humaines et techniques moyennes mais aux problématiques nombreuses et complexes, comme le traduisent les propos d'une ingénieur territorial des services d'urbanisme de la ville de Blois : « ça reste une petite ville, au budget limité, mais avec les problèmes des grandes villes. »[9]

C'est en effet dans cette nouvelle frange que se situe le rapport problématique entre deux entités bien distinguées par le passé : ville et campagne. Si l'on considérait le développement des agglomérations par leur croissance interne, force est de constater aujourd'hui que c'est par leur croissance externe, sur leurs périphéries proches et lointaines, que grandissent les cités au sein de l'espace, par dilatation et marcottage (MANGIN op. cit.). C'est ce « tiers-espace[10] », pour Martin Vanier qui croise plusieurs définitions préalables pour démontrer le « redoutable problème

[8] Extrait entretien avec le Président d'Agglopolys, 17/12/2010

[9] Entretien avec la directrice de l'urbanisme, Ville de Blois/Agglopolys, 15/09/2010.

[10] VANIER M. Qu'est-ce que le tiers espace ? Territorialités complexes et construction politique, Revue de géographie alpine, Volume 88, numéro 88-1, 2000, pp.105-113.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

d'identification, de quantification et de différenciation interne » des espaces de marge, ce « troisième type d'espace très multiforme », durablement instauré entre villes et campagnes malgré une certaine instabilité et en apparence une grande capacité de mutation ; cette « ville diffuse » qui soulèvent de nouvelles questions occasionnent de nouvelles tensions à la fois spatiales et politiques (ROUX, VANIER 2008), incitant les acteurs locaux à chercher à la fois un discours qui rassemble, sur des espaces incertains, mais également à produire de nouvelles politiques publiques destinées à gouverner ce qui est devenu « ingouvernable»[11].

Ces phénomènes spatiaux qui touchent l'organisation même des villes moyennes, et déséquilibrent les représentations traditionnelles de la ville et les relations avec ses « campagnes » demandent une réponse nouvelle à une complexité encore difficile à concevoir pour les acteurs publics. Ainsi, on observe sur les territoires des villes moyennes des approches de plus en plus décloisonnées et une action publique davantage transversale. De nouveaux acteurs entrent dans le champ de la décision publique, pour leur expertise par exemple (expert agricole, expert écologique, etc.), pour leur savoir habitant (consultation des habitants ou des représentants de la société civile par exemple), ou encore pour leur capacité à penser transversalement des secteurs d'intervention jusque-là très marqués (ingénierie territoriale par exemple).

Face à l'accélération de ces phénomènes non prévus, les politiques publiques sont certes davantage conçues en réaction. Il s'agit plus de politiques de correction que de stratégie. Cela favorise une action pertinente à court terme. Mais on peut se demander si cette succession de réactions ne constitue pas des prémices de stratégie très ancrée dans le déjà-là, moins utopique mais plus réaliste, plus localiste.

Or, le paysage est une notion de plus en plus mobilisée dans ce cadre. Sébastien Marot, dans sa proposition d'alternative de l'aménagement par le paysage, énonce que ce dernier induit « une discipline ouverte, qui fait de l'exploration, de la reconnaissance, (…) de la lecture du site, le préalable d'une stratégie de ménagement visant à le rendre lisible.» (MAROT 2010) Cette attention portée au paysage, à la fois comme problème, mais aussi comme solution, est une problématique fertile pour analyser l'action publique territoriale, comme l'ont montré les précédents travaux menés sur la vallée de la Loire[12], tant pour des approches liées au risque (DOURNEL *et al.* 2012) qu'au développement de resources teritoriales (PIN *et al.* 2013, BONNEFOND et al., 2009) ou de projet politique (VOISIN 2013, VOISIN *et al.* 2012). La mobilisation du paysage dans l'action publique constitue donc un objet d'étude pertinent pour analyser des changements de paradigme dans l'action publique territorialisée. C'est ce que nous développons ci-après à partir du cas d'étude de l'agglomération de Blois (41).

[11] Expression empruntée à B. Jouve et B. Lefèvre dans leur ouvrage « Métropoles ingouvernables : les villes européennes entre globalisation et décentralisation », Lavoisier, 2002, qui l'appliquent à de grandes métropoles européennes mais qui à notre sens peut être utilisée ici.

[12] Travaux de recherche réalisés dans le cadre du réseau CNRS "Zone Atelier Loire" et ayant bénéficié, pour parti, de financements de la Plate forme Recherche-Données-Information du Plan Loire (Etablissement Public Loire, FEDER), http://www.plan-loire.fr/fr/les-plates-formes/recherche-donnees-information/

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3 La mobilisation du paysage au sein des villes moyennes, une réponse à ces transformations spatiales

Il peut sembler de prime abord que la mobilisation du paysage dans les villes moyennes ne répond qu'à la réinterprétation d'une forme de "mythe" idéologique, porté par un discours contemporain proche de celui du développement durable, de la protection des ressources et de la patrimonialisation. Nos recherches ont montré que la mobilisation du paysage au niveau local traduit, également, une réponse aux injonctions réglementaires de l'Etat, mais aussi un projet politique porté localement, ce qui serait une *stratégie territoriale.*

3.1 La notion de paysage au regard de la volonté de cohérence territoriale

La prise en compte du paysage dans les stratégies locales permet de questionner en même temps le potentiel stratégique de l'intercommunalité. Les villes moyennes ont été nombreuses à se constituer en communautés d'agglomération, et à répondre aux nouveaux contrats d'agglomérations dans les années 2000.

3.1.1 La notion de cohérence dans les villes moyennes

Pour définir les limites des terrains étudiés, on peut mobiliser la notion d'aire urbaine de l'INSEE, qui est un « ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci » (INSEE 2010). L'institut de statistique reconnaît ainsi une capacité d'influence par la relation entre emploi et résidence pour une population.

Une agglomération recouvre deux sens : l'un statistique, défini par le nombre d'habitants et la contiguïté du bâti, (moins de 200 mètres entre deux bâtiments), l'autre recouvre un sens institutionnel, sous l'appellation de « communauté d'agglomération » traduction d'un EPCI de plus de 50.000 habitants[13] d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centres d'au moins 15.000 habitants.

La notion de cohérence territoriale est apportée par le Schéma de Cohérence territoriale, institué par la loi SRU du 13 décembre 2000[14] comme le nouvel outil de planification des territoires à l'échelle intercommunale. Le SCoT est destiné à organiser un espace urbanisé et sa périphérie, et à mettre en cohérence le projet politique urbain des acteurs politiques locaux, à l'échelle du bassin de vie. A l'inverse des schémas directeurs (descendants de la loi d'orientation foncière de

[13] Chiffre réduit à 30 000 habitants pour les chefs-lieux de départements.

[14] La Loi relative à la Solidarité et au Renouvellement urbain (SRU) a introduit le SCoT dans notre système juridique afin de remplacer les schémas directeurs (SD) qui n'étaient plus jugés aptes à répondre aux enjeux urbains nouveaux. Le décret n°2001-260 du 27 mars 2001 fixe l'entrée en vigueur des SCoT dans les stratégies de planification au 1er avril 2001.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1967) qui prévoyait la planification d'une croissance urbaine soutenue et la programmation de grands équipements, les SCoT sont l'expression de l'économie et du développement soutenable. Ils servent de « cadre(s) de référence pour les différentes politiques sectorielles centrées notamment sur les questions de l'habitat, de déplacements, d'équipement commercial, d'environnement, d'organisation de l'espace » (DGUHC 2003). L'Etat, délégant ainsi aux collectivités l'élaboration de leur projet territorial, précise cependant quatre grands principes : la solidarité des structures territoriales existantes, la compétitivité, un développement basé sur la durabilité, et la mise en œuvre d'une démocratie participative. Le territoire recouvert par un SCoT correspond souvent à l'agencement de une ou plusieurs collectivités (communautés d'agglomération, communautés de communes) regroupées en établissement public (soit en syndicat mixte, soit en EPCI). Il est en tout cas prévu par la loi (Article L 122-3 du code de l'urbanisme) qu'il est « élaboré à l'initiative des communes ou de leurs groupements compétents.» Ainsi, si le périmètre « délimite un territoire d'un seul tenant et sans enclave » et qu'il tient « compte (d)es déplacements urbains, notamment (d)es déplacements entre le domicile et le lieu de travail et la zone de chalandise des commerces », il repose avant tout sur un découpage administratif lié aux regroupements de communes ou d'EPCI. Il est aujourd'hui démontré que de nombreux SCoT, plutôt que de concerner une entité urbaine cohérente, se sont constitués selon un jeu politique d'association et d'oppositin. Cela est cependant moins vrai que dans le cas des communautés de communes et des communautés d'agglomération.

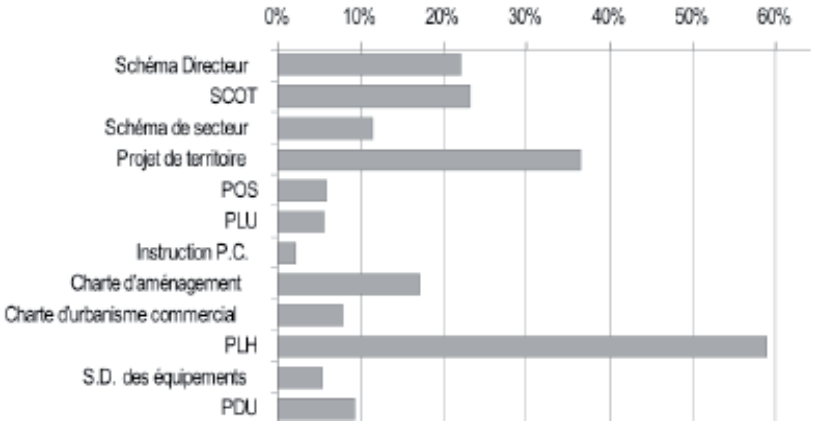
3.1.2 L'émergence des communautés d'agglomération comme collectivités de projet

Ces communautés d'agglomération, d'abord établissements publics destinés à porter les afférences techniques (assainissement, traitement des déchets, mais aussi et de plus en plus, inondation, transports, répartition de l'habitat et des emplois), se sont peu à peu, plus ou moins largement, ouvertes à la notion de collectivité de projet. Cet échelon institutionnel, qui rassemble plusieurs communes, est, dans le cas des villes moyennes, souvent porteur du projet pour le territoire élargi, même s'il reste dépendant des communes membres (LE SAOUT 2012). Les communautés d'agglomération investissent par mouvement itératif de nouvelles compétences, parfois non formulées explicitement[15]. « Les communautés sont (…) devenues un acteur prépondérant de l'aménagement local, en tant que stratège, tout autant que maître d'ouvrage. » (AdCF 2007) Maîtres d'ouvrage sur de nombreux documents planificateurs (cf. figure 2), elles sont aussi stratèges dans l'appréhension de problématiques transversales d'aménagement du territoire.

[15] C'est un constat clairement identifié dans l'appel à projet de recherche du PUCA : L'intercommunalité à l'épreuve des faits, lancé en 2008.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 2 : Taux d'intervention des intercommunalités dans la compétence « planification ».



Source : AdCF, Compétences statutaires et actions intercommunales, Notes de l'Observatoire, coord. N. Portier et O. Abuli, Janvier 2007, p.17.

Elles doivent répondre, à l'échelle des bassins de vie, aux problèmes spatiaux que nous avons identifiées, aux tensions de l'espace périurbain, aux conflits d'usage et aux processus urbains globaux. Ainsi, au sein de la compétence « aménagement de l'espace communautaire », on assiste au développement de politiques transversales d'urbanisme et de paysage. Un rapport de 2007 de l'AdCF[16] montre que 72% des communautés d'agglomération mènent au moins une action en faveur du paysage :

> *« L'intervention communautaire est caractérisée par la proportion élevée des communautés - 80% - ayant réalisé des aménagements de sentiers (promenade, randonnée…). Si ce type d'action peut sembler anecdotique, il est cependant fondateur de bien des communautés. Relevant aussi bien de la mise en valeur de l'environnement que de l'aménagement de l'espace, elle a souvent été la première des actions engagées à l'échelle intercommunale, présentant l'avantage à la fois de concerner l'intégralité du ressort communautaire, d'offrir une base d'action commune et de donner une première vision du nouveau territoire ainsi constitué. Cette action généralement peu coûteuse et fédératrice a fréquemment servi de première expérience de coopération intercommunale. L'implication forte des communautés dans l'aménagement des rivières (38 %) relève pour partie de la même logique. Un tiers des communautés compétentes et actives a réalisé une charte de l'environnement ou un plan paysage. Ce document cadre a pour objectif de définir une politique intercommunale cohérente dans ce domaine et s'attache à relever les éléments communs, porteurs d'une identité territoriale qui fait souvent défaut aux toutes jeunes communautés. »*

AdCF, Compétences statutaires et actions intercommunales, Notes de l'Observatoire, coord. N. Portier et O. Abuli, Janvier 2007.

[16] Association des Communautés de France (depuis 2000 après la loi Chevènement, anciennement ADCF : Association des Districts et des Communautés de France)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Peu visibles par la population, et en recherche de reconnaissance, les acteurs des intercommunalités redoublent d'efforts de communication pour se forger une légitimité et une réalité dans le vécu des habitants. Injustement perçues comme des syndicats techniques, à l'image des camions-bennes à l'effigie de la communauté d'agglomération, elles tentent d'afficher la politique globale qu'elles mènent sur le territoire. La notion de « projet de territoire » est donc au cœur de ce processus de justification, que ce soit pour une image externe, mais également pour fédérer les acteurs en interne autour d'une représentation commune du territoire considéré.

Chaque élu positionne son intervention à cheval entre son espace géographique de référence (son territoire d'action communal) et un espace politique constitué plus largement. L'espace géographique regroupe de nombreuses variables (géographiques, sociales, économiques, historiques, etc.) qui conditionnent les enjeux de mobilisation de l'action publique.

Les vingt dernières années ont été marquées par la multiplication de nouveaux intervenants dans le champ de l'action publique. Les services déconcentrés de l'État ont perdu de leur hégémonie dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques, au moment même où l'implication d'autres acteurs, publics (mairies, conseils généraux et régionaux) ou « privés » (chambres de commerce, fédérations de syndicats patronaux, associations, etc.) s'est renforcée. Comme le résument Patrick Le Galès et Mark Thatcher (2003), « l'État reste un acteur important, mais il s'est banalisé, il est devenu un acteur parmi d'autres ou plutôt les différents segments de l'État sont devenus des acteurs parmi d'autres dans les processus d'élaboration et de mise en place des politiques ». Une telle conception – salutaire, en ce qu'elle récuse certaines visions simplistes d'un État monolithique, mû par une rationalité d'ensemble – fait des politiques publiques locales le produit de négociations entre groupes d'acteurs variés, conduisant chemin faisant à une hybridation des normes d'action (DESAGE, GODARD 2005).

Afin d'étudier cette négociation sur une scène politique en construction, il est nécessaire d'être attentifs aux rôles joués par les représentants publics (élus et techniciens) des communautés d'agglomération, et aux relations développées avec les autres acteurs du territoire, représentants de l'Etat ou de la société civile, dans le cas spécifique des villes moyennes et de leur organisation territoriale.

3.2 La mobilisation du paysage dans les politiques territoriales : un enjeu spatial et politique

Dans ce dernier point, il s'agit de préciser la relation que nous avons étudiée, entre, d'une part, la mobilisation du paysage par les acteurs publics locaux et, d'autre part, l'organisation de la collectivité représentant la ville moyenne, dans le cas de Blois, une communauté d'agglomération, Agglopolys.

L'exemple de l'agglomération de Blois (41), qui dispose d'une politique territoriale dans laquelle le paysage est un sujet récurrent depuis au moins 1970, est utilisé (VOISIN 2013). Le territoire de Blois est particulièrement fertile pour analyser la mobilisation du paysage dans la politique locale. Dans les années 1970, c'est l'âge d'or de la planification, au service de laquelle le paysage sert d'axe structurant dans les documents stratégiques d'aménagement. Les années 1990, grâce à l'équipe municipale de Jack Lang, déplacent l'attitude politique vers le projet urbain et un discours sur les composantes de la ville très engagé. Enfin, depuis les années 2010,

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

le paysage périurbain est au cœur des préoccupations politiques blésoises, volonté portée particulièrement par la communauté d'agglomération. Nous ne détachons pas chacun de ces « temps » des résonances avec l'espace plus large de la Loire Moyenne, lieu de l'élaboration d'une politique territoriale dans laquelle le paysage est un outil déterminant.

3.2.1 Les politiques paysagères de l'agglomération de Blois

L'agglomération de Blois présente l'originalité de politiques territoriales dans lesquelles le paysage est une notion fortement mobilisée. Sans revenir en détail sur celles-ci, il est nécessaire de donner quelques précisions, étant entendu que nous parlons ici à la fois des politiques ayant le paysage comme objectif, mais aussi de celles pour lesquels le paysage peut être un outil, une étape d'analyse ou encore un argument.

L'analyse d'un corpus de projets d'aménagement, d'études, des documents d'urbanisme et d'entretiens avec les acteurs-clés de l'agglomération (VOISIN 2011) nous permet de retracer la trajectoire de l'utilisation du paysage dans les politiques territoriales blésoises. Si le paysage est peu cité en tant que tel durant la municipalité Jack Lang (1989-2000) il a néanmoins été associé aux grands projets urbains de la ville réalisés par l'Atelier Public d'Architecture et d'Urbanisme (association dirigée par l'architecte P. Bouchain), qui a été mis en place pour développer en interne à la fois la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre. Le projet urbain était alors au cœur de la philosophie d'aménagement, se plaçant résolument dans l'abandon du zoning en œuvre auparavant (Paris ,1998) : de grands projets sont initiés, comme la reconversion d'un quartier industriel en quartier résidentiel et universitaire (ZAC de la Chocolaterie), la construction d'un troisième pont sur la Loire, l'implantation d'un parc économique planté en préverdissement, et d'un parc urbain en gestion différenciée. Ce qui caractérisait l'activité de conception de cet Atelier, selon l'une de ses techniciennes, c'est à la fois la prise en compte du long terme à travers les grands projets de transformation, et le soin apporté au détail, à la moindre « petite chose », « jusqu'à la bordure de trottoir ». De plus, la volonté politique était alors de « donner le droit à la ville en socialisant l'aménagement urbain et en démocratisant ses procédures » (Hermelin 1995). Intégré définitivement aux services de la ville en 1993, l'expérience de cet Atelier Public a marqué une génération de techniciens et inscrit les politiques urbaines dans une sorte d' « attention » et de projets innovants et engagés.

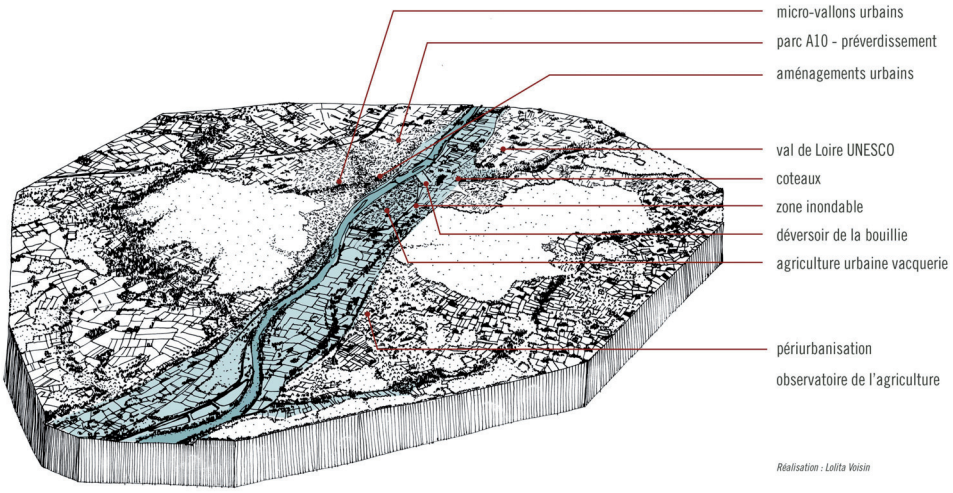
Après l'inscription au Patrimoine Mondial de l'UNESCO en 2000 au titre des « paysages culturels évolutifs et vivants », le paysage est devenu plus récurrent dans les discours, prenant peu à peu une dimension patrimoniale. Tournés vers la valorisation de la Loire, les décideurs locaux se sont saisis de la question du patrimoine ligérien bâti (quais, ports) et naturel, des perspectives et des cônes de vue, des circulations piétonnes et cyclistes en relation avec la Loire.

Mais ce n'est qu'à la fin des années 2000 que le paysage a pris localement une dimension stratégique dans l'aménagement du territoire, notamment autour de la question devenue centrale de l'espace périurbain. Deux types de sujets y sont associés, d'une part la question de l'agriculture périurbaine, traditionnellement opposée aux extensions périurbaines, et d'autre part celle de la valorisation de la

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

vallée inondable. Cette évolution est liée entre autres à une reconfiguration des acteurs de l'aménagement : de compétence communale à l'origine, le paysage a transité progressivement vers la communauté d'agglomération, qui s'est saisie de la dimension stratégique de la planification (SCOT, PLH, PDU, Observatoire de l'agriculture périurbaine) et le portage de projets conséquents (la désurbanisation du déversoir de la Bouillie, aménagement du quartier de la Gare, pépinière de production maraichère à la Vacquerie), en association avec les services de la ville de Blois ou les autres municipalités concernées (cf. figure 3).

Figure 3 : Les politiques locales mobilisant la notion de paysage dans l'agglomération de Blois



Source : bloc diagramme réalisé par L. Voisin (2012)

Il est intéressant de souligner que dans le cas de cette ville moyenne, la communauté d'agglomération est ainsi devenue l'acteur légitime d'une politique territoriale de paysage et de politiques d'aménagement transversale, en même temps que d'une collectivité de gestion, Agglopolys devenait une collectivité de projet. Ce constat provient notamment du fait de la configuration de l'agglomération : Blois est historiquement un centre urbain aux limites franches avec sa périphérie et au pouvoir politique important, les communes avoisinantes étant essentiellement de tradition rurale.

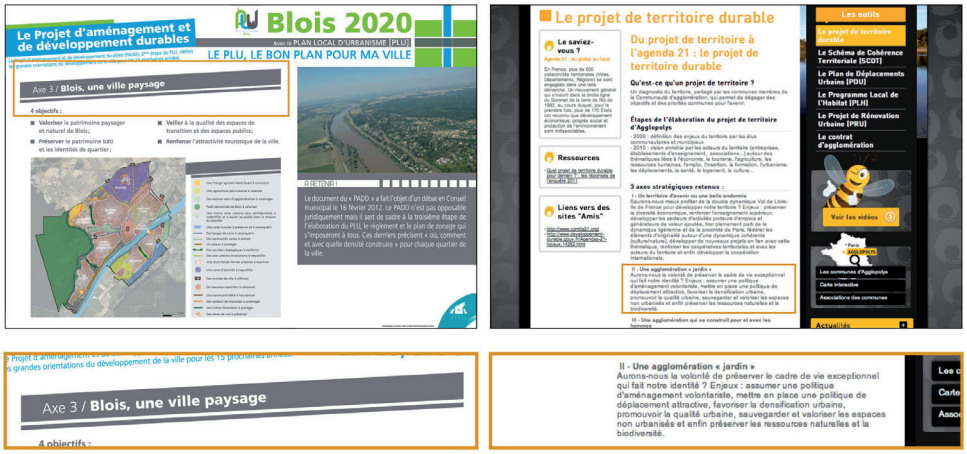
Il est possible de définir trois niveaux de « scènes » (Aubertel *et al.* 2012) sur lesquelles se joue la mobilisation du paysage dans l'action territoriale de la communauté d'agglomération de Blois (cf. tableau 1).

En premier lieu, une « scène stratégique », qui sert sur deux plans : construire un « mythe territorial » dans un processus de différenciation régionale. En effet, le paysage est utilise pour créer une « image » de l'agglomération, destinée tant à l'extérieur qu'à une représentation collective interne. De plus, la communauté d'agglomération se définit comme une « capitale » du paysage, traduisant à la fois une dimension matérielle, culturelle et un moyen de penser l'évolution du territoire. En parlant d'agglomération-archipel, ou encore d'agglomération-jardin

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

(cf. figure 4), les acteurs publics utilisent le paysage comme un moyen de prendre en charge les transformations du territoire, notamment les espaces périurbains.

Figure 4 : Les notions de ville-paysage et d'agglomération-jardin pour construire un mythe territorial pour la ville de Blois et sa couronne



Sources : sites internet de la ville de Blois et d'Agglopolys

En second lieu, il s'agit également d'une scène politique. Par la mobilisation d'un discours et d'une action publique sur les périphéries et l'agriculture périurbaine, la communauté d'agglomération tente de construire l'espace politique de l'agglomération. Le jeu d'acteurs transversal au sein de l'action locale situe Agglopolys comme chef d'orchestre d'une politique d'agglomération et donc comme collectivité de projet.

Enfin, il s'agit d'une scène cognitive, qui, par de nouveaux partenariats locaux et l'intervention de nouveaux acteurs scientifiques et l'écoute des acteurs de terrain, génère une expertise propre, favorable à la mise en place d'une action publique singularisée.

Tableau 1 : le statut de l'intercommunalité dans la mobilisation du paysage, à partir de l'exemple de Blois

TYPE DE SCENE	OBJECTIFS RECHERCHES	mobilisation du paysage
scène stratégique	concurrence territoriale stratégie de financement	marketing territorial image interne et externe, mythe territorial
scène politique	régulation de règles communes porosité entre échelles	mise en cohérence politiques transversales
scène cognitive	expertise propre coordination des actions communales au sein du territoire intercommunal innovation, problématisation	connaissances pensée intégrée innovante

Source : L. Voisin (à partir des propositions de Aubertel et al. 2012)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Ainsi, les politiques menées par la communauté d'agglomération profitent des interstices laissés par les politiques communales pour proposer une stratégie globale par le paysage, à la fois basée sur la mythification du territoire et par une politique transversale de "gouvernement territorial", dépassant les limites administratives et la sectorisation des compétences. La communauté d'agglomération se porte garante en quelque sorte de la mise en cohérence des projets et des perspectives collectives et ainsi permettre un « débordement » des intérêts portés par les communes. (AUBERTEL *et al.* 2012).

Pour conclure, nous avons vu que l'analyse de la mobilisation du paysage par les acteurs publics locaux est particulièrement fertile pour mettre en évidence les changements de paradigme concernant la notion de territoire et plus largement sur la manière dont le gouvernement local des villes moyennes prend en charge de nouvelles problématiques spatiales. Il est clair cependant que le cas d'étude présenté ici reste exceptionnel, ce que nous avons montré par la comparaison avec d'autres villes moyennes ligériennes (VOISIN 2013).

Ces travaux sur des phénomènes à la fois spatiaux et politiques très contemporains, ouvrent des perspectives originales sur l'action publique territoriale d'une part, concernant le statut du pouvoir local. En effet, on observe une réappropriation du projet d'aménagement des territoires par les collectivités territoriales, notamment les communautés d'agglomération. L'état ne sert plus de cadre de référence pour un projet national d'aménagement du territoire (BEHAR & ESTEBE 1999), mais davantage de régulateur et de contrôle, les agents de l'Etat décentralisé ne sont plus missionnaires d'un projet pour les territoires, mais davantage devenus consultatives, et prestataires de services.

Ces évolutions alimentent le débat sur la gouvernance, notamment concernant la critique de politiques technocrates et désingularisées. A partir de l'approche par le paysage, on observe une nouvelle façon de considérer l'espace et le temps dans le projet local, mais aussi une nouvelle configuration des acteurs, avec une légitimité négociée mais non instituée (S. DEPAQUIT 2005).

Cela pose également la question du statut des acteurs publics locaux et de la définition de leur rôle : est-ce un rôle d'argumentation destinée à répondre aux critères demandés par le gouvernement central (DAVEZIES 2008) ? Assiste-t-on à une repolitisation de l'action publique locale ? Les « projets » des collectivités restent un sujet duquel les chercheurs se maintiennent en retrait. Or même s'il reste difficile d'élaborer une méthode suffisamment transversale et complexe pour analyser ses « projets », les résultats apportent toujours plus d'éléments à la compréhension des territoires politiques actuels.

Références

AdCF, 2007, Compétences statutaires et actions intercommunales, Notes de l'Observatoire, coord. N. Portier et O. Abuli, Janvier 2007

Béhar D, Vanier, M., Estebe, P. 2011, "Pôles métropolitains : du « faire territoire » au « faire politique », où la nouvelle bataille de l'interterritorialité", Métropolitiques http://www.metropolitiques.eu/Poles-metropolitains-du-faire.html

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Billard, G. Brennetot A. 2009 « Le périurbain a-t-il mauvaise presse ? » Articulo - *Journal of Urban Research [Online]* 5/2009 http://articulo.revues.org/1372

Bonnefond M., Servain-Courant S., Verdelli L., 2009, Politiques paysagères en action pour la protection et la valorisation du patrimoine naturel et culturel ; application au cas de Candes-Saint-Martin et de la Brenne (Région Centre -France), publié par la *revue électronique Projets de paysage* le 26/06/2009 (14 p.), Dossier thématique n°2.

Cassaigne, 2010, « Villes moyennes », Ceras - revue Projet n°315, Mars 2010. URL : http://www.ceras-projet.com/index.php?id=4232, consulté le 23 avril 2011.

Charmes, E. 2011 La ville émiettée, essai sur la clubbisation de la vie urbaine. Vol. La ville en débat. PUF.

Charmes, E. 2004 « Les politiques paysagères comme supports éthiques de la gentrification ». Cemagref.

DATAR, 2012, Des systèmes spatiaux en prospective, Territoires 2040, *Revue d'études et de prospective n°4*, La Documentation française, 183 p.

Davezies L., 2008, *La République et ses territoires, la circulation invisible des richesses*, Editions Seuil, La République des idées.

Declève B., Hibo D., 2005, Développement territorial et mutations culturelles, Presses Universitaires de Louvain, 2004, PP. 117-123, Desage, Godard, Désenchantement idéologique et réenchantement mythique des politiques locales, *Revue française de science politique*, vol. 55, n°4, août 2005, pp. 633-661

Dournel S., Servain-Courant S., Sajaloli B., Yengué J.-L., Andrieu D., 2012. « Le risque d'inondation, moteur de nouveaux paysages urbains ? Le cas des villes de Loire moyenne (Orléans, Tours) », *in* G. Joly (dir.), *Les paysages de rivières*, 135e congrès des sociétés historiques et scientifiques Paysages, Université de Neuchâtel, 6-11/04/2010, Paris, éd. électronique du CTHS, p. 35-50

Dumont M. Hellier E. 2010, Nouvelles périphéries urbaines. Formes, logiques et modèles de ville contemporaine, PUR Editions, Rennes.

INSEE 2011, Direction de la Diffusion et de l'Action régionale - Panorama des villes moyennes.

K.A.R.L.S. Les champs, le maire et les pavillons, Le visiteur, automne 2002, n°9, pp. 20-39

Le Saout R., 2012, « L'intercommunalité : vingt ans de développement et des interrogations », Métropolitiques, http://www.metropolitiques.eu/IMG/pdf/MET-LeSaout.pdf

Mangin D. 2004, *La ville franchisée : Formes et structures de la ville contemporaine*, Editions de la Villette, 432 p.

Marcou, 1996 « Gouverner les villes par le droit ? », *in* Chevallier J. (dir.) *La gouvernabilité,* CURAPP, PUF, 1996, pp.174-205.

Marot S. 2010, *L'art de la mémoire, le territoire et l'architecture*, Editions de la Villette

Pin B., Rode S., Servain S 2013. Processus de construction d'une ressource territoriale valorisant le patrimoine naturel et culturel en Loire tourangelle, *revue en ligne VertigO hors série n°16 Patrimonialiser la nature*, juin 2013, http://vertigo.revues.org/13713

Roux, E, Vanier. M. 2008, *La périurbanisation : problématiques et perspectives*, DIACT, La documentation française

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Santamaria, F. 2012, Les villes moyennes françaises et leur rôle en matière d'aménagement du territoire : vers de nouvelles perspectives ? Norois 2012/2 (n° 223)

Voisin L. 2013, La mobilisation du paysage par les acteurs publics locaux, un enjeu stratégique de territorialisation ? Réflexions en Loire Moyenne, Blois, Nevers, Saumur, these de doctorat en aménagement de l'espace, urbanisme, Université de Tours, 415 p.

Voisin L., Servain S., Morisseau G., 2012, « Du projet urbain à la prospective paysagère, le paysage comme projet politique. Le cas de l'agglomération de Blois (Loir- et-Cher, France) », Acte du colloque « Paysage en partage. Sensibilités et mobilisations paysagères dans la conduite de projet urbain », sous la direction de Matthey L., Gaillard D. et Gallezot H., collection Brouillons Braillard, Ed. Braillard Architectes, Genève, Suisse (ISBN 978-297-008080-0), p. 17-22.

Voisin L. 2011, *Le paysage mis en politique*, Projets de paysage, revue en ligne, http://www.projetsdepaysage.fr/fr/le_paysage_mis_en_politique

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 6 / WORKSHOP 6

Session spéciale / Special session

Suburbin
(Subaltern urbanisation in India)

Aux frontières de l'urbain : la prospérité de Kartarpur, une petite ville-cluster du Pendjab

Rémi de Bercegol
Centre de Sciences Humaines de New Delhi
Laboratoire Techniques Territoires Sociétés
Remi.debercegol@gmail.com

Shankare Gowda
Centre de Sciences Humaines de New Delhi

Shubinder Kaur
School of Planning and Architecture, New Delhi

Résumé

Kartarpur est une petite ville de la région du Pendjab, en Inde. L'originalité de cette ville réside dans son organisation en cluster de micro entreprises interdépendantes, pour la plupart non déclarées, qui a permis le développement du secteur manufacturier de l'ameublement hors des schémas habituels d'une urbanisation nécessairement métropolitaine. Le succès de cette petite industrie à Kartarpur témoigne de la vitalité d'une Inde urbaine encore peu médiatisée, celle des petites villes, pourtant traversées de dynamiques révélatrices des transformations indiennes contemporaines hors des schémas de développement métropolitains. Si la ville est sans aucun doute favorisée par sa position géographique, située dans la fertile région de la Doaba au centre du Pendjab à une vingtaine de kilomètres de Jalandhar, la ville capitale du district éponyme, elle bénéficie surtout d'une situation stratégique le long de l'ancestral *Gran Truck Road*, un axe de circulation très fréquenté de plus de 2500 kilomètres qui s'étirent de Kaboul en Afghanistan à l'Ouest jusqu'à Chittagong au Bangladesh à l'Est. Mais la localisation géographique ne peut pas en effet tout expliquer dans l'émergence de ce cluster industriel et d'autres facteurs de localisation, tels que par exemple le coût des terrains et de la disponibilité de la main d'œuvre, ont également facilité l'essor de cette activité. Cette communication s'interroge en particulier sur les facteurs socio-historiques, en examinant l'encastrement des réseaux économiques et lignagers dans la stratification sociale et spatiale de la ville actuelle. L'analyse de ce système en pleine transformation, entre petite industrie traditionnelle et modernisation de l'artisanat, à la fois territorialement localisé tout en étant désormais relié à l'économie mondiale, démontre une richesse spécifique qui, bien qu'imparfaite, rappelle qu'il existe des alternatives aux schémas développementalistes dominants. Cela permet en retour de mieux interroger le processus de gouvernance actuel et le modèle de développement défendu par les autorités. L'objectif final de cette communication sera donc d'analyser ce mode de production et de s'interroger sur sa viabilité dans le contexte actuel de métropolisation accrue, de réformes de la gouvernance urbaine et d'ouverture économique.

Mot-clefs

Inde, Petite ville, cluster d'entreprise, artisanat, informel.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1 Introduction

Dans la clinquante maison familiale qu'il vient de faire rénover, Ravinder Singh, un riche agriculteur penjabi, est satisfait de sa nouvelle acquisition: une immense table en bois massif, aux pieds sculptés d'une belle ornementation, mêlant adroitement différentes essences de *Seesham* et de *Teck*, polie d'un enduit dense et brillant. Tout comme lui, nombreux sont les acheteurs à avoir arpenté les centaines de boutiques de meubles de Kartarpur, une petite ville d'une trentaine de milliers d'habitants en 2011, à la recherche des pièces idéales pour meubler leur chambre, leur salle à manger ou leur salon. Au fil du siècle dernier, l'agglomération a en effet vu fleurir l'essor d'une industrie manufacturière spécialisée dans la fabrication de mobilier d'art dont la réputation s'est peu à peu étendue aux agglomérations voisines, hors des frontières du Pendjab et désormais même au-delà de l'Inde, avec la consolidation d'un marché d'exportation. La belle table en bois massif de Ravinder Singh ne témoigne donc pas seulement de la richesse ostentatoire de son propriétaire mais également de celle d'une industrie locale prospère.

L'originalité de Kartarpur réside dans son organisation en cluster, c'est-à-dire dans « la concentration géographique d'entreprises interdépendantes : fournisseurs de biens et de services dans des branches industrielles proches » (PORTER, 1998, p. 197). Le travail y est socialement divisé entre des entreprises de petites tailles aux activités complémentaires qui effectuent une étape du processus de production selon des accords informels de sous-traitance, de manière relativement similaire aux villages de métiers observés par Sylvie Fanchette et Nicholas Stedman au Vietnam (2009). Le dynamisme économique du secteur, son envergure spatiale et sa récente intégration au marché international interrogent sur la circulation des savoirs et des pratiques des acteurs locaux et leur capacité à s'adapter aux transformations contemporaines. Plus largement, le succès du secteur manufacturier de l'ameublement à Kartarpur témoigne de la vitalité d'une Inde urbaine encore peu médiatisée, celle des petites villes, pourtant traversées de dynamiques révélatrices des transformations indiennes contemporaines. Les résultats du dernier recensement indien, en mettant en valeur le renforcement d'une urbanisation non-métropolitaine, questionne sur la nature même des petites villes telles que Kartarpur : comment peut-on qualifier cette urbanisation ? Est-elle la conséquence de facteurs exogènes et des modèles importées, induits par une économie métropolitaine, ou de processus plus endogènes, liés à des échelles de développement économique localisé et issues d'héritages historiques spécifiques? Et dans ce cas, comment soutenir le développement de Kartarpur en termes de politiques de planification et de gouvernance urbaine ?

Kartarpur est sans aucun doute favorisée par sa position géographique, située dans la fertile région de la Doaba au centre du Pendjab à une vingtaine de kilomètres de Jalandhar, la ville capitale du district éponyme. Elle bénéficie surtout d'une situation stratégique le long de l'ancestral *Gran Truck Road*, un axe de circulation très fréquenté de plus de 2500 kilomètres qui s'étirent de Kaboul en Afghanistan à l'Ouest jusqu'à Chittagong au Bangladesh à l'Est. Mais elle est également le fruit d'autres facteurs historiques successifs du siècle dernier. La localisation

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

géographique ne peut pas en effet tout expliquer dans l'émergence de ce cluster industriel et d'autres facteurs de localisation, tels que par exemple le coût des terrains et de la disponibilité de la main d'œuvre, ont également facilité l'essor de cette activité. Aussi, les autres explications doivent être cherchées ailleurs, notamment du côté des facteurs socio-historiques, en examinant l'encastrement des réseaux économiques et lignagers dans la stratification sociale et spatiale de la ville actuelle. Relier l'évolution des activités économiques avec celle de l'activation spatiale de réseaux familiaux permet d'apporter un éclairage sur les modalités de développements des petites villes indiennes organisées en cluster comme Kartarpur.

L'analyse de ce système en pleine transformation, entre petite industrie traditionnelle et modernisation de l'artisanat, à la fois territorialement localisé tout en étant désormais relié à l'économie mondiale, démontre une richesse spécifique qui, bien qu'imparfaite, rappelle qu'il existe des alternatives aux schémas développementalistes dominants. Cela permet en retour de mieux interroger le processus de gouvernance actuel et le modèle de développement défendu par les autorités. Un des objectifs de cet article sera donc d'analyser ce mode de production et de s'interroger sur sa viabilité dans le contexte actuel de métropolisation accrue, de réformes de la gouvernance urbaine et d'ouverture économique.

2 Kartarpur: une petite ville prospère du Pendjab

2.1 L'inscription régionale de Kartarpur

Kartarpur s'inscrit tout d'abord dans une région bien particulière, le Pendjab (qui signifie littéralement « la région des cinq rivières »), un Etat au nord-est de l'Inde dont la structuration territoriale actuelle s'explique par les changements politiques, techniques et économiques du siècle dernier.

2.1.1 Une histoire régionale mouvementée

Durant la colonisation britannique, le contrôle de la province par le British Raj s'est exercé par la préservation de l'autonomie de certains territoires princiers et par la création de plusieurs postes militaires qui a dessiné la trame d'un premier tissu administratif sur lequel s'appuiera l'urbanisation à venir. A l'indépendance, les bouleversements politiques du schisme indo-pakistanais, en entrainant d'importantes recompositions démographiques avec le départ des populations musulmanes vers le Pendjab occidental (l'actuel Pakistan) et leur remplacement par près de 4 millions de réfugiés à reloger, redéfinissent la fonction résidentielle de nombreuses agglomérations du territoire. Durant la période postindépendance, ce sont les transformations techniques du secteur agricole, avec l'extension des surfaces irriguées, qui imposent les villes comme des centres d'échanges commerciaux majeurs. En parallèle, en 1966, la création des Etats de l'Haryana et de l'Himachal Pradesh pour les populations hindiphones et de l'actuel Pendjab pour les locuteurs Penjâbis finissent d'homogénéiser culturellement l'espace de la région en rendant les communautés *Sikhs* démographiquement dominantes.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2.1.2 Un corridor urbain et industriel important

En 2001, sur un total de 157 agglomérations au Pendjab, 143 avaient une taille inférieure à 100 000 habitants (soit près de 3,5 millions d'habitants) et parmi ces dernières, 117 sont peuplés de 5000 à 50000 habitants. Au final, l'armature urbaine de l'Etat apparait relativement équilibrée: la distance maximale entre deux villes diminue, elle était de 25 kilomètres en 1991 et est de 20 kilomètres en 2001 (d'après e-geopolis[1]). L'interdépendance entre l'économie agrarienne de la région et le développement d'une économie de services est régulièrement avancée par les observateurs pour expliquer cette urbanisation dispersée, structurée autour d'un secteur agricole dynamique boosté par la Révolution Verte et la prospérité qu'il a provoqué (BHALLA; KUNDU, 1982).

L'importance des petites villes du Pendjab s'explique aussi par l'importance de l'industrie, et notamment les facteurs de localisation industrielle le long la *Grand Trunk* Road, la colonne vertébrale de l'économie du Pendjab, jusqu'à Delhi. Les petites et moyennes entreprises officiellement recensées se concentrent à plus de 70% (GVT OF PUNJAB, 2012a) dans les districts d'Amritsar, Jalhandar et Ludhiana, majoritairement les plus urbanisés du Pendjab**.**

Ce corridor industriel, constitué d'un continuum de petites villes, a émergé à l'indépendance de l'Inde durant les années 1950-1970 avec des activités de transformation de matériaux bruts (acier, coton et bois) et de production agricole alors en pleine expansion. Dans les années 1970, la politique industrielle menée par le gouvernement (en particulier les subventions au fret pour faciliter l'acheminement des matières premières) a permis de soutenir cette économie en la rendant fortement concurrentielle à l'échelle du pays (GOPAL, KRISHNAN, 1997). Cependant, les années 1980, troublées par les violences terroristes consécutives au mouvement séparatiste des Sikhs et à l'assassinat d'Indira Gandhi en 1984, ont amoindri ce dynamisme industriel.

2.1.3 Le secteur de l'ameublement au Pendjab

Le secteur de l'ameublement, difficilement quantifiable, serait très largement dominé par les industries de petite taille, à 85% non-recensées. La création en 2006 par le gouvernement Central d'un département des *Micro Small and Medium Entreprises* déconcentré au niveau des Etats n'a que peu réussi à formaliser ce secteur, essentiellement en raison d'un manque de moyens financiers et humains. Le gouvernement estime que le segment de la transformation du bois contribuerait à hauteur de 0,44% de la production industrielle totale et générerait environ 90 000 emplois en 2009-10 (soit 0,85% des emplois comptabilisés) (GVT OF PUNJAB, 2012 b). Ce secteur, minoritaire à l'échelle de l'Etat, est majoritaire dans le district de Jalhandar, au centre du Pendjab, où le département des impôts considèrent que 35% des entreprises enregistrés fiscalement en 2012 travaillent dans le secteur du mobilier d'art, employant offciellement plus de 16000 personnes selon le *District Industrial Center*, soit 12% de l'activité du district, et contribuant à 5,2% de la richesse produite. Cette petite industrie manufacturière, géographiquement

[1] http://www.e-geopolis.eu/?lang=en

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

concentrée, bénéficie non seulement de conditions climatiques propices grâce auxquelles a pu se développer le secteur agro-forestier (le district de Jalandhar compte 6000 hectares de forêts soit 23% de la superficie du territoire) mais surtout des bonnes infrastructures du district traversé par la GT road. Parmi les 601 unités travaillant dans la transformation de bois officiellement recensées à *Jalandhar District* en 2012, 270, soit presque la moitié d'entre elles, seraient localisées dans la petite ville de Kartarpur (DISTRICT INDUSTRIAL CENTER, 2013).

2.2 Une petite ville dynamique

2.2.1 Le succès de l'emploi du secteur manufacturier

Une analyse de la population active à Kartarpur démontre la dominance ancienne du secteur manufacturier par rapport aux moyennes observées à Jalhandar et au Pendjab.

Ainsi, dès 1971, 43% des travailleurs de Kartarpur étaient employés dans le secteur manufacturier[2] alors qu'ils n'étaient que 30% à Jalandhar et 11% en moyenne au Pendjab, où la majorité de la population active était alors employée, à 62% dans le secteur agricole. Trente années plus tard, près de la moitié d'entre eux (48%) reste toujours engagée dans le secteur manufacturier alors qu'ils ne sont que 28% à Jalandhar et 26% pour l'ensemble du Pendjab (où la part du secteur agricole s'est effondrée à 11% en raison de l'extension des surfaces agricoles et de la mécanisation). Si la structure de la population active à Kartarpur n'a quasiment pas changé entre temps, le nombre d'actifs a doublé en passant de 3748 en 1971 à 7491 travailleurs en 2001.

La seule transformation notable est la croissance plus rapide des emplois manufacturiers comptabilisées sur le lieu de résidence, qui passent de 204 en 1971 à 1399 en 2001 (+85%) alors que ceux hors du lieu de travail ont cru beaucoup moins vite en passant de 1418 en 1971 à 2217 en 2001 (+ 36%). Cela correspond à une transformation du processus de production de meuble avec le renforcement d'une division du travail dans la chaine de production par la sous-traitance à des petites unités de production, essentiellement contrôlées par des populations *Dalit* dont la proportion démographique a fortement augmenté dans la ville, passant de 39% en 1971 et 46% en 2001 en raison d'une immigration importante

2.2.2 Une croissance démographique lente mais continue

Depuis la révolution Verte, la ville a ponctuellement attiré une main d'œuvre immigrée, originaire de l'Uttar Pradesh et du Bihar. Les migrants peu qualifiés sont engagés le temps des travaux agricoles saisonniers alors que les plus qualifiées rejoignent le cluster de fabrication de meubles de Kartarpur. C'est depuis la fin des années 1970, que les premiers artisans musulmans, orignaires de Saharampur, une ville d'Uttar Pradesh alors elle aussi spécialisée dans les travaux de sculpture de bois, commencent à participer au processus de production de meubles.

[2] (étant donné la structure de production du secteur, on a comptabilisé les deux classes du Census qui distingue généralement *dans* et *hors* du foyer)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Etant donné le caractère genré et sélectif de ces secteurs d'activités, le déclin consécutif du sexe ratio à Kartarpur porte encore en 2001 les stigmates de cette immigration de travailleurs mâles, même si ces derniers ont peu à peu fini par s'installer avec leur famille, avec 866 femmes pour 1000 hommes, soit plus faible que la moyenne du district (882/1000). De plus, en raison de l'importante part de la population ; autochtone et immigrée, engagée dans des activités manuelles, le taux d'alphabétisme reste médiocre en 2001 avec 69% de population lettrée, ce qui reste plus fort que la moyenne nationale (59%) mais plus faible que la moyene du district (78%) et bien plus faible qu'à Jalhandar (85%).

Finalement, après le reflux démographique consécutif à la partition de l'Inde, la ville de Kartarpur a donc connu une croissance lente mais continue depuis les années 1960 avec une population multipliée par deux pour atteindre 25157 habitants en 2001 et une trentaine de milliers d'habitants en 2011.

Comme d'autres villes de la Doaba, Kartarpur est enfin une agglomération d'émigration avec de nombreux NRI installés en Europe, en Amérique du Nord et dans les pays du Golf. La crise des années 1980 a favorisé l'exil politique de familles d'activistes Sikhs. Mais au-delà des troubles politiques, c'est surtout la proximité avec Jalhandar, aux activités économiques plus diversifiées, qui a maintenu cette démographie à des taux faibles, en absorbant une partie des populations. Depuis les années 1960, le succès économique de la ville attire également les populations des villages environnants qui s'y installent, le foncier étant relativement bien meilleur marché que dans la voisine Jalandhar. La ville continue toutefois de s'étendre spatialement.

2.2.3 Un dévelopement urbain certain

L'analyse spatiale de l'agglomération montre qu'en 2008, l'urbanisation s'étend sur 1,6 Km^2 alors qu'elle n'était que de 1 Km^2 en 1989 et les limites de la municipalité ont peu à peu été agrandies pour absorber l'urbanisation périphérique.

La ville s'urbanise *in fine* de façon spontanée en se densifiant en son centre et en s'étalant progressivement vers le Sud en périphérie. Les habitants accèdent difficilement aux terres constructibles au centre de la ville, dont le prix augmente avec le succès de la ville. Dans une moindre mesure, la création *ex-ante* du système d'assainissement dans le Sud de la ville par l'agence de l'eau et d'assainissement du Pendjab (une agence non-municipale donc) a permis de guider cette urbanisation « in situ » le long de voies planifiées mais sans empêcher pour autant la concurrence pour l'espace entre les ateliers qui s'y crée et les zones d'habitations. Des enclaves d'habitations de propriétaires fortunées apparaissent hors des limites municipales, en contournant ainsi la fiscalité locale tout en bénéficiant de connections illégales au réseau d'eau d'assainissement.

L'attractivité de la ville s'explique en effet aussi par un très bon niveau général de services, largement supérieur à la moyenne du district et de l'Etat. Tout d'abord, pour l'eau et l'assainissement, selon le Census 2001, 83% des foyers disposent d'un accès au système de distribution d'eau potable, encore plus qu'à Jalandhar (80%), alors qu'ils ne sont en moyenne que 32% dans le district et 71% en moyenne pour les villes du Pendjab. 95% des habitants sont reliés à un système d'assainissement souterrain alors que la moyenne du district n'est que de seulement

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

40%, celle des villes de l'Etat de 52% et que 18% des habitants de Jalandhar ne sont pas couvert par le réseau. De même, selon la municipalité, 99% de la population dispose d'une connexion électrique fournie par le *Punjab State Electricity Board*. Ensuite, Kartarpur est actuellement bien relié aux villages et villes environnantes, la présence de la GT road et de la voie ferrée font de la ville une agglomération nodale pour les zones environnantes et une porte entre l'espace rural et la proche capitale du district. Enfin, avec un total de 22 écoles en 2013, Kartarpur est très largement au-dessus de la moyenne du district.

Pour le visiteur, la ville apparait relativement riche, comme en témoigne la présence d'un nombre élevé de banques le long de GT Road (avec 14 unités au total alors qu'on en dénombrait que 3 en 1960 - ce qui contraste avec les petites villes d'autres Etats plus pauvres où l'on peine à en trouver plus d'une), l'existence de plusieurs parcs entretenus et de longue rues commerçantes, de nombreux centres communautaires, de trois hôtels, de plusieurs restaurants, d'un cinéma, d'un hôpital etc. D'une manière générale, la prospérité économique de Kartarpur s'est traduite par un enrichissement de la population. En 2011, les deux tiers des habitants disposaient ainsi d'un compte en banque, 90% et 73% des foyers ont respectivement une télévision et un téléphone mobile et quasiment la moitié dispose d'un deux-roues.

Les activités apparaissent en revanche peu diversifiées, dominées par le secteur de l'ameublement, avec des menuiseries et des fabriques de meubles qui font ressembler certain quartier de la ville à une véritable usine à ciel ouvert.

3 Une ville spécialisée dans le mobilier d'art

3.1 Histoire de l'émergence de l'industrie à Kartarpur

3.1.1 Le mythe religieux

L'industrie de fabrication artisanale de meubles à Kartarpur est issue d'un système de production très ancien et ancré dans la société villageoise. L'emprise communautaire et religieuse sur les premières activités manufacturières au sein d'un même territoire peuvent en partie expliquer la construction identitaire de Kartarpur et les modalités de diffusion des connaissances qui ont élaboré le processus de production actuel.

Avant d'être reconnue pour son industrie manufacturière, Kartarpur est d'abord une ville religieuse d'importance majeure pour le Sikhisme, la religion majoritaire du Pendjab. L'agglomération a été fondée en 1593 par le cinquième Gourou du Sikhisme, « Guru Arjun Dev Ji » sur un terrain offert par Nazam Azeem Khan durant le régime d'Akbar et dont les descendants sont toujours propriétaires *de jure* aujourd'hui. Les dévots de la communauté « Ramgarhia », qui suivaient alors le Gourou sont devenus les premiers habitants du bourg qui fut appellé Kartarpur, (littéralement le lieu -"pur"- de la Création Divine -"Kartar"-»). Aujourd'hui encore, le plan spatial de la ville s'organise autour d'un ancien Gurudwara, érigé en 1656, dans lequel est toujours exhibé l'*Adi Granth*, le receuil sacré des hymnes des

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

cinq premiers gourous, à chaque anniversaire de la naissance de Guru arjun Dev Ji. Selon ses descendants, la communauté aurait alors sculpté des flutes et des instruments de musique en bois de *Seesham*, alors en abondance aux alentours de l'agglomération, pour accompagner les chants des cérémonies religieuses, posant alors les prémices de l'industrie actuelle. Sans forcément adhérer à cette version mythifiée, il est clair que les pratiques rituelles autour de la vénération du Gourou et les règles de coopération communautaire qui lui sont inhérentes ont contribué à cimenter le socle identitaire de Kartarpur sur lequel se sont élaborées les modalités actuelles de production.

3.1.2 La réalité historique

Une explication plus pragmatique veut qu'à l'époque, la région était déjà une grande productrice de blé et qu'entre deux récoltes, la main d'œuvre, nombreuse, se retrouvait sans travail. Les paysans et les travailleurs se sont alors tournés vers des activités non-agricoles durant cette période de jointure, se spécialisant peu à peu dans le secteur de la menuiserie. .

Par la suite, le développement des réseaux marchands explique la concentration géographique de petites entreprises artisanales, une concentration qui a favorisé les économies d'échelles, la diffusion des savoir-faire et la commercialisation des produits.

La permanence et la stabilité du système s'explique en effet par la forte interdépendance de Kartarpur avec les zones rurales et urbaines environnantes. A partir du XVIIIème siècle, outre ses fonctions religieuses, Kartarpur émerge comme un marché céréalier important et devient un centre politique et marchand intégré dans des réseaux de relations liés à la proximité de la ville voisine de Jalandhar. Cette dernière a joué un rôle primordial dans la commercialisation des productions agricoles et artisanales de la ville. En 1869, le colonisateur britannique, présent à Jalandhar depuis 1846, fait construire une gare au Sud de Kartarpur sur le chemin de fer reliant Lahore à Jalhandar, ce qui, en facilitant les exportations, finit d'assoir son rôle économique majeur pour la région. La présence du bourg sur la route très fréquentée de *Sher Shah*, future *Grand Truck Road*, à moins d'une journée de route Jalhandar, l'impose comme une station de transit pour les transports de marchandise vers Lahore à l'Ouest et Delhi à l'Est. La communauté *Ram Garhia* locale se serait alors peu à peu spécialisée dans la réparation des roues des caravanes, alors en bois de Seesham, idéalement dense et résistant pour cet usage, tout en élargissant son activité à d'autres travaux complexes de menuiseries. Il se raconte encore aujourd'hui que la renommée des artisans aurait pleinement pris son essor dans les années 1930 avec la rénovation d'une partie du mobilier d'un administrateur colonial résidant à Lahore. C'est en tout cas à cette époque que se constitue le premier marché de meubles d'art, le « Vishva Karma Market », qui rassemble les menuisiers de la ville. Les revenus tirés de cette activité dépassent alors largement ceux des agriculteurs et attirent de nouvelles communautés, les *Banias*, qui seront initiés et formés par les *Ram Garhia* aux différents métiers du mobilier d'art.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3.1.3 L'incidence des transformations régionales

Au début des années 1940, avant l'indépendance indienne, la ville est alors une petite agglomération prospère, non seulement grâce à ses activités agrairiennes et son site religieux, mais désormais également grâce à sa production manufacturière de meubles en bois. La population augmente rapidement de plus de 30% sur vingt ans pour atteindre 12150 habitants en 1941. Puis, la division indo-pakistanaise marque un coup d'arrêt à cette croissance démographique et la population reflue à 11220 habitants en 1951, date à laquelle elle obtient le statut de municipalité, pour stagner jusqu'en 1961 avec 12202 habitants. Les nombreux départs de musulmans vers le Dominion Pakistanais ne sont pas compensés par l'arrivée des réfugiés directement absorbés par la ville voisine de Jalandhar, alors capitale du nouvel Etat du Pendjab (jusqu'à la construction de Chandigarh en 1953) et donc plus attractive.

Après cette période de trouble, la redéfinition en 1966 du Pendjab dans ses frontières actuelles et la mise en place d'une première politique industrielle stimule l'activité du secteur manufacturier. Le développement de Jalhandhar, désormais capitale administrative du district éponyme, continue à consolider un marché de proximité important pour Kartarpur. Les commandes augmentant, les communautés *Ram Garhia* commencent à sous-traiter leur production aux artisans *Banias* qui se sont mis à leur compte. Mais dans les années 1970, la main d'œuvre manuelle commence à manquer et l'intensification de l'activité du secteur à Kartarpur provoque en 1973 une grève des travailleurs qui paralyse le marché pendant deux mois. C'est à cette époque que de nombreux sculpteurs et menuisiers commencent à émigrer pour les pays du Golf, en plein boom pétrolier, en particuliers aux Emirats Arabes Unis, qui offrent de meilleures rémunérations. Cette émigration est alors compensée par l'arrivée de nouveaux travailleurs du Bihar et d'Uttar Pradesh. Parmi ces immigrées, la communauté musulmane de Saharampur, reconnue pour ses talents de sculpteurs, est prisée par les communautés Ramgarhia qui commencent à lui sous-traiter les travaux de ciselure et qui s'est aujourd'hui largement imposée dans cette activité à Kartarpur.

L'ouverture économique des années 1980-1990, l'accélération des rapports villes-campagnes permettent la consolidation du secteur. Le soutien du gouvernement au transport de matériaux bruts, contribue à la délocalisation du marché de bois au profit d'Etats producteurs d'autres essences que le Seesham (comme le teck en provenance du Madhya Pradesh et du Maharastra) tout en favorisant les exportations de produits finis. Le secteur continue à se développer avec l'augmentation de la production et des capacités d'embauche de main d'œuvre en hausse. Les années 1990 voient l'installation des premiers *Show Room*, des boutiques d'exposition de produits finies uniquement destinées à la vente directe. Un second marché, essentiellement constitué de boutiques, se crée sur la bien-nommée « furniture street », à proximité de l'établi « Vishvakarma Market » où se concentrent les unités de production. Des entrepreneurs commencent alors à conquérir de nouveaux marchés non seulement hors des frontières du district mais également dans d'autres Etats indiens, comme au Jammu-Cahemire, Himachal Pradesh, et Haryana. Dans les années 1990, de grosses unités achèvent de consolider l'industrie par la création d'un dernier marché, *"GT Market",*

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

directement sur la *Grand Truck Road*. Essentiellement constitués de grands hangars de plusieurs centaines de mètres carrés, les « Show Rooms » visent avant tout le segment d'une clientèle haut de gamme désormais existante grâce à l'émergence de la classe moyenne indienne mais également grâce au développement de l'exportation dans une région, la Doaba, où le poids économique des NRI est particulièrement important.

3.2 Spécificités du secteur de l'ameublement à Kartarpur

3.2.1 Un cluster informel

Le cluster de Kartarpur, en tant qu'émanation villageoise, diffère fortement des clusters planifiés des parcs industriels du district (qualifiés de "*industrial focal points*" par les planificateurs). Le développement industriel est de nature endogène, les entreprises familiales *Ram Garhia* les plus dynamiques sont à l'origine de l'activité du secteur qu'elles ont diffusée dans leur voisinage. Ces familles puissantes signent des commandes avec des clients et sous-traitent à différentes entreprises qui redistribuent ensuite le travail à une multitude de petits ateliers. Le travail est ainsi divisé entre des entreprises complémentaires et interdépendantes, chacune effectuant une étape du processus de production, chaque atelier étant spécialisé dans une partie précise de l'objet final.

La plupart de ces entreprises ne sont pas déclarées. Au total, l'association de fabricants de meubles de Kartarpur estime que le secteur s'organise en 2013 autour de 350 boutiques et 700 unités de production, de taille très différenciée de l'artisan individuel à la menuiserie pouvant rassembler jusqu'à une trentaine d'individus, employant plus de 7000 individus au total. La grande majorité des entreprises, de petites tailles et ne nécessitant pas d'investissement initial important, ne disposent pas de véritable structure légale alors qu'elles jouent pourtant un rôle essentiel dans la chaine de production. Seules 270 unités sont officiellement enregistrées à la préfecture du district. Pendant longtemps, le laxisme de l'administration a contribué au développement de l'activité. La fiscalité locale a été relativement faible et la municipalité de Kartarpur ne disposant pas de véritable Master Plan, l'implantation des entreprises a jusqu'ici été peu coercitive. Si le contrôle fiscal s'est amélioré depuis 2005-06, date de la mise en place de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (V.A.T), la suppression des subventions gouvernementales à la création d'entreprises n'a pas incité les entrepreneurs à contacter le Jalhandar *District Industrial Center* (DIC) pour les accompagner dans leur régularisation. En revanche, le contrôle effectué par le Pollution Board (qui conditionne depuis 2008 l'obtention d'une connexion électrique industrielle pour les industries polluantes), a permis de régulariser les 25 scieries de la ville.

3.2.2 Une industrie communautarisée

En 2013, environ trois cents entrepreneurs *Ram Garhia* dominent l'activité du cluster. Il s'agit d'entreprises familiales à forte identité communautaire dans le sens où le savoir-faire s'est transmis de générations en générations et les relations qu'elles entretiennent entre-elles se basent sur des liens lignagers et d'entraide

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

mutuelle. Ces héritiers possèdent environ la moitié des entreprises de *Vishvakarma Market* et une grande partie des boutiques de *Furniture Street* et constituent l'équivalent d'une noblesse de l'industrie à Kartarpur. Cependant, depuis une trentaine d'années, on assiste à une démocratisation de cette élite au profit de la progressive ascension d'autres communautés, particulièrement celles des *Banias* (environ cent cinquante familles) et de manière beaucoup plus rares de quelques entrepreneurs d'Uttar Pradesh. Un quart des unités de production est aujourd'hui géré par les communautés *Bania*s qui sont parvenues à établir d'importants *Show Rooms* (grandes boutiques de produits finis), en particulier sur *GT market*. Le poids commun à cette élite économique est qu'une forte proportion d'entre elles a un ou plusieurs membres de sa famille à l'étranger. Les enfants de ces entrepreneurs ont souvent réalisé une partie de leurs études à l'étranger, au Canada, en Australie, à Singapour, aux Etats-Unis ou au Royaume Uni. Certains de ces enfants reviennent pour prendre la suite de l'entreprise avec leur père. D'autres se limitent à de brefs séjours à Kartarpur pour investir dans l'économie locale ou le foncier et se constituer une rente.

Le reste des ateliers de plus petite taille, principalement localisés à *Vishvakarma Market* et difficilement quantifiables, sont gérés par les artisans provenant des autres communautés qui louent leur espace de travail aux familles autochtones, principalement *Ram Garhia*. Ces ouvriers sont issus des groupes Dalits « Valmiki » et « Chamar » du Pendjab ou immigrés originaires du Bihar, du Madhya Pradesh et de l'Uttar Pradesh, dont beaucoup de musulmans de Sharampur (plus d'une centaine de familles). Concernant la main d'œuvre non locale, la grande différence avec les travaux agricoles ou le secteur de la construction est que ces immigrés ne sont pas recrutés sous le système d'un « tekedar » (un contremaître), la migration est ici motivée par des réseaux familiaux et communautaires qui contribuent à asseoir la notoriété de la ville au-delà des frontières du Pendjab. De plus bien que certains d'entre eux ne peuvent rester que pour un séjour limité, la très grande majorité de ces ouvriers immigrés est installée de manière permanente dans la ville, loue une habitation pour loger sa famille, scolarise leurs enfants, et ne rentre dans leur ville d'origine qu'une à deux fois par an maximum à l'occasion de festivals.

4 Un système de production territorialisé en expansion

4.1 Une organisation capitalistique de la chaine de production

4.1.1 Une division traditionnelle du travail

Le système de production s'appuie sur une division technique et sociale des étapes de production à différentes unités spécialisées. Celle-ci constitue au final une chaine organisée de production avec une interdépendance de microentreprises en microentreprises, de quartiers à quartiers, de boutiques en boutiques.

La majeure partie de la production s'organise aujourd'hui autour d'une centaine d'entrepreneurs propriétaires de grandes boutiques de vente sur *Furniture Street* et *GT Market*, les *Show Rooms*, qui rassemblent dans des hangars les produits finis destinées au marché régional et à l'exportation. Plutôt que d'embaucher dans leurs

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

entreprises, cette élite du secteur préfère sous-traiter sa production à différentes familles d'artisans. Ce système est moins couteux, moins consommateurs d'espace et plus flexible. Contrairement à des industries formalisées, il n'y a pas de contremaître qui surveillerait le processus de production d'un atelier à l'autre, les relations de travail sont avant tout basées sur la complémentarité et la confiance dans les savoirs-faire des artisans selon un réseau de d'interconnaissances et de relations professionnelles établies empiriquement.

En grande partie manuelle (seule une faible part du processus de production est mécanisée, essentiellement pour la découpe du bois), la fabrication mobilise une main d'œuvre importante et aux qualifications très diversifiées. Chaque atelier est spécialisé dans une étape précise de production, du découpage du bois bruts à travaux de menuiserie, de tournage, de sculptage, de gravure, d'incrustation de nacre et d'assemblement, puis de ponçage et de vernissage voire de rembourrage et de vitrage selon les besoins.

4.1.2 De nombreuses micro-entreprises spécialisées

La plupart de ces ateliers ont une taille très réduite de un à cinq individus en moyenne et travaillent sur commande d'un autre atelier qui réalise l'étape suivante du produit et ainsi de suite. Les ouvriers les moins qualifiés ont été formés en apprentissage, parfois dès l'adolescence pour une bonne partie d'entre eux, avant de se mettre à leur compte. Les entreprises donneuses d'ordres embauchent régulièrement quelques ouvriers qu'elles forment dans leur propres ateliers à l'arrière de leur *show room* afin d'assembler les pièces sous-traitées, d'exécuter des finitions ou de traiter les plus petites commandes. La plupart d'entre eux se sont mis à l'artisanat lorsque la menuiserie a pris son essor dans les années 1970. Ils louent leur atelier dans *Vishakarma Market* ou travaillent chez-eux, à domicile, et fait nouveau, certains commencent à s'installer dans des villages limitrophes, où les coûts de location sont moins élevés. Ils exécutent les étapes les plus faciles de la fabrication de meubles (comme les pieds, les accoudoirs, les dossiers, etc…) et sous-traitent à leur tour les parties les plus ouvragées des meubles à d'autres artisans plus spécialisés. Ces derniers s'occupent des parties les plus complexes, fortement ouvragées et sculptées. Bien qu'ils disposent souvent d'un savoir-faire fortement valorisé, ils ne disposent pas des relations sociales et commerciales suffisantes pour se permettre d'établir leur propre *Show Room*.

Dans les deux cas, les commandes réalisées se font sur la base d'une relation de confiance (pas de contrats formalisés) et une avance en nature (matériaux bruts nécessaires) ou financière (pour l'achat de ces matériaux) peut parfois être versée par l'entrepreneur. Etant donné la pénibilité et la technicité de certaines tâches, il existe une division importante du travail entre les communautés d'artisans, plus ou moins spécialisées. La part des ouvriers autochtones s'est progressivement réduite au profit d'une immigration originaire du Bihar et de l'Uttar Pradesh. Aujourd'hui, les travaux techniques de sculpture sont très largement dominés par les populations musulmanes originaires de Saharampur alors que les opérations de polissage et de vernissage reviennent le plus souvent aux communautés *Dalits* autochtones.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

4.1.3 Un système économique flexible

Etant donné ce mode d'organisation et malgré la mobilisation d'une importante main d'œuvre, les coûts de production restent faibles. En bout de chaine, les riches propriétaires des *Show Rooms*, en sous-traitant les commandes à différents ateliers, parviennent à dégager une marge importante. Les dépenses incompressibles comme le loyer du hangar s'ils ne sont pas propriétaires et l'achat des matériaux si nécessaire sont très largement compensés par les ventes des produits finis. Par ailleurs, la collusion de ces entrepreneurs avec les acteurs politiques locaux leur facilite l'accès aux prêts bancaires lorsqu'un financement supplémentaire est nécessaire (pour la construction d'un nouvel espace de vente par exemple). *A contrario*, les autres artisans qui ne disposent pas du même réseau de relations ont plus de difficulté à pouvoir s'enrichir. Pour répondre aux investissements urgents (comme lors du remplacement d'une machine en panne ou l'achat de bois pour une grosse commande), il existe des préteurs sur gages (à des taux d'intérêts beaucoup plus élevés que les banques, de l'ordre de 10 à 15%) qui peuvent ponctuellement subvenir à leurs besoins. Mais généralement, pour les dépenses de fonctionnement, un système d'avance basé sur une confiance mutuelle entre les partenaires permet à chaque unité de travailler en interdépendance avec les autres sans être contraint au recours à des emprunts privés.

4.2 Une organisation des travailleurs peu équilibrée

4.2.1 Une absence de protection pour les artisans

Seule une infime partie de la main d'œuvre bénéficie d'une embauche sur une base contractuelle formelle. Cela reste exceptionnel et concerne seulement les plus grosses unités légalement enregistrées auprès de l'administration fiscale. De nombreuses entreprises fonctionnent de manière informelle, sans être soumises aux taxes sur la production et ne sont donc pas régies par le code du travail. Cette forme d'organisation informelle permet de gagner en flexibilité pour mieux s'adapter au marché au gré des commandes (travail dominicale, heures supplémentaires) et aux conditions de productions qui peuvent être ralentis par des aléas (comme les coupures d'électricité par exemple). La majorité des artisans sont donc payés à la pièce produite selon un barème variable en fonction de la quantité, du temps nécessaire et surtout de la qualité des pièces. Certains peuvent négocier une meilleure rémunération que d'autres en fonction de leur degré de spécialisation et d'expertise de leur travail. Par exemple, l'assemblage d'une chaise brute s'échelonne généralement entre 250 et 500 roupies, voire jusqu'à 800 roupies selon la finesse du produit et le temps qui y est consacré.

Etant donné la dangerosité de certaines tâches délicates, comme la découpe, l'absence de protection juridique et sociale est préoccupante pour les travailleurs. Il n'est en effet pas rare que des accidents surviennent, provoquant l'amputation d'un ou plusieurs membres. Dans ces cas, selon des règles traditionnelles tacites, l'entrepreneur prend généralement en charge une partie des soins post-opératoires nécessaires ou offre une compensation financière dans le cas extrême du décès du

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

travailleur. Pendant les enquêtes, on a également observé un nombre, difficile à quantifier, de travailleurs adolescents, qui renforce ce problème de l'absence de protection des travailleurs. Les lois officielles du travail, non respectées dans les faits par les entrepreneurs et jamais contrôlées par les services gouvernementaux, apparaissent complètement déconnectées de la réalité du terrain.

Ces travailleurs, dispersés dans des ateliers de petite taille, ne disposent pas de syndicats pour les protéger. Dans le contexte relationnel intense de leur travail, ils ne souhaitent de toute façon pas provoquer de conflits avec les entrepreneurs car cela risquerait de les handicaper par la suite en ternissant leur réseau d'interconnaissance (et donc d'employeurs potentiels). Pour cette raison, une relation de confiance s'établit généralement entre d'une part le patronat et les employés et d'autre part les différents ateliers. Cette interdépendance permet d'obtenir du travail pour les uns et de la main d'œuvre pour les autres. En bas de la chaine de production, particulierement dans les scieries, les travailleurs les moins qualifiés sont en revanche contraints d'accepter des conditions de travail difficiles et la main d'œuvre vient parfois à manquer durant les périodes d'intensification du marché, essentiellement entre Septembre et Mai.

4.2.2 Le lobbying du patronat

Pour préserver leurs intérêts, de nombreux entrepreneurs sont en revanche rassemblés au sein d'une association, la « Kartapur Funiture Industry Association » Fondée en 2003, elle a été élargie en 2005-06, consécutivement à la mise en place de la V.A.T, à l'ensemble du Pendjab sous la dénomination « Punjab Furniture Industry Association ». Le principal rôle de ces associations est de faire pression sur le gouvernement du Pendjab pour obtenir des exemptions fiscales. Actuellement à 14,5 %, la taxe sur la Valeur Ajoutée est considérée comme trop élevée par les entrepreneurs qui l'accusetn de faire baisser la consommation et souhaitent donc l'abaisser à 4 %. Elles se chargent également de dénoncer les abus des contrôles policiers lors du transport de marchandises. Les artisans regroupés sous la bannière de cette association ne bénéficent donc pas directement de l'action de cette association qui défend avant tout les intérêts des entrepreneurs les plus puissants. Depuis leur création, les associations sont présidées par Manjit Singh, un entrepreneur local proche du «Shiromani Akali Dal », le parti politique régionaliste actuellement au pouvoir, qui a récemment été nommé Directeur *ex-officio* de l'Information Technologique du Gouvernement du Pendjab. Constitué d'un bureau de 44 membres, pour la plupart issus de la communauté RamGarhia, l'association collecte des droits d'inscription modiques, variant selon la taille des ateliers de 100 à 200 roupies par année. Elle fédère un peu plus de 600 ateliers de *VishvakarmaMarket* et de *Furniture Street*, intégre les ouvriers SC autochtones mais exclue d'une part les ateliers des ouvriers orginaires du Bihar et de l'Uttar Pradesh pour des raisons identitaires et d'autre part les plus Show Rooms de *GT Market* pour des raisons de concurrences commerciales, considérant que ces derniers privent les artisans « originels » d'une part importante d'un marché qui devrait exclusivement leur revenir.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

4.3 Envergure spatiale du système

4.3.1 L'approvisionnement des matériaux bruts

La ville de Kartarpur est au centre d'un large réseau commercial dont les ancrages dépassent la seule sphère locale et qui s'est considérablement élargi avec l'ouverture économique, tant dans son approvisionnement en matière première que dans la commercialisation de sa production vers les marchés local et international.

Toute cette industrie repose en priorité sur un bon approvisionnement en bois dont Kartarpur a bénéficié pendant longtemps. Malgré l'agrandissement des surfaces cultivées et l'étalement (moindre) de l'urbanisation, la région dispose toujours de plus de 6000 hectares de forets. Cependant, la régulation gouvernementale des ressources sylvicoles, par l'issue de licences de cinq ans, ne permet que de couper 5 à 7% des arbres disponibles, ce qui reste insuffisant pour faire face à la demande. L'industrie s'est donc tournée vers d'autres marchés d'approvisionement en important des bois hors du Pendjab. Les différentes essences de bois proviennent désormais du Madhya Pradesh (*Sal*, *Rosewood*), du Maharastra (teck, Sheesham) et non plus exclusivement du Pendjab (Seesham, Deodar, Mulberry) comme c'était le cas jusqu'aux années 1980. Pour près de deux tiers, les essences, les plus utilisées restent toujours le *Seesham* (2400-2600 roupies par mètre cube) et le *Teck* (1200-1400roupies par mètre cube).

Il est difficile d'estimer la consommation totale de bois (local et importé), l'administration ne disposant pas de données à ce sujet même si une vente par mois est organisée par le Département forestier. Il n'existe pas de véritable marché construit en dur, à l'image de celui prévu pour les productions agricoles, et les lieux de vente se dispersent en réalité entre plusieurs villages environnants et le long de GT road à la sortie de Kartarpur. Il y aurait environ 70 fournisseurs qui alimenteraient la ville. Tous les matins de 5 heures à 7 heures, des ventes privées sont organisées par trois principaux agents qui ponctionnent 2 à 5% sur les lots alloués par enchères. Pour contourner ces commissions et la répercussion des frais de transport pour le bois importé, certains entrepreneurs se fournissent directement sur d'autres marchés dans des villages du district, voire même à l'extérieur du Pendjab, à Delhi où les coûts d'achat sont plus faibles, voire directement à la source auprès des producteurs d'autres Etats et organisent eux-même le transport du matériau via des entreprises de transports privés.

4.3.2 La commercialisation locale des produits finis

A l'autre extrémité de la chaine de production, l'envergure spatiale de la commercialisation des produits finis témoigne des transformations en cours. Le marché domestique ne peut plus absorber la totalité de la production de meubles et de nombreuses entreprises visent désormais les marchés extra-locaux. L'élargissement de la sphère de commercialisation est symbolique de l'ouverture économique de l'Inde depuis les années 1990 et de la consolidation d'un marché intérieur en pleine croissance.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

L'émergence d'une classe moyenne indienne, certes réduite à l'échelle du pays mais réelle et en constante augmentation, induit de nouvelles tendance à la consommation (Jaffrelot, 2008) n'est pas étrangère au succès de l'industrie de l'ameublement. Un rapport de l'India Brand Equity Foundation (IBEF) (un organisme public-privé entre le ministère du commerce et de l'industrie et la Confédération indienne de l'Industrie) sur l'industrie d'ameublement indienne pointait l'émergence d'un marché intérieur puissant pour le secteur grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages de la classe moyenne et grâce au « boom » du secteur immobilier domestique et commercial (IBEF, 2007, p.7-8). Or, la Doaba est une région agricole prospère et les gros propriétaires terriens des villages de la région sont autant de fortunés qui participent à à la consolidation d'un marché d'abord local. De plus, des petites villes telles que Phagwara ou Begowal où réside une importante population NRI dispose également d'un important pouvoir d'achat pour meubler les maisons dans lesquels ils investissent leurs économies. Enfin, alors que le marché était quasi-exclusivement dominé dans les années 1980 par des consommateurs domestiques, une part croissante est désormais destiné à des structures de types commerciales (hôtels, restaurants, entreprises privées) et des institutions publiques (meubles de bureaux, écoles publiques et universités), notamment celles localisées dans la capitale du District, la ville voisine de Jalandhar.

4.3.3 La consoilidation d'un marché d'exportation

La plupart des *Show Rooms* de Kartarpur exportent désormais hors de la région, non seulement dans des grandes villes d'autres districts où ils alimentent d'autres grossistes, généralement des membres de la même famille, mais également hors du Pendjab, essentiellement dans les Etats voisins en Uttaranchal, Jammu-et-Cachemire, Haryana et Delhi. La présence de la GT Road est en cela un réel avantage géographique pour faciliter le transport des marchandises, pris en charge par l'acheteur, qui s'est de plus fludifié depuis l'abolition de l'Octroi de 2005-06. A la sortie de *Furniture Street*, une dizaine de camions se chargent du transport dans toute l'Inde, sans avoir à payer de taxes supplémentaires (l'octroi a été supprimé dans la plupart des Etats). Mais le processus récent le plus remarquable est la consolidation d'un marché d'exportation hors de l'Inde vers des clients NRIs de divers pays de la diaspora penjâbie. La politique indienne d'ouverture au marché international via la EXIM Policy (export-import Policy) lancé en 1985 et renforcé en 1997 grâce à de nouvelles exemptations fiscales a joué un rôle certain dans la décision des acheteurs non-locaux. Il n'est pas possible de connaître la structure commerciale précise du marché de Kartarpur mais selon les membres de l'association de producteurs de meubles de Kartarpur, on peut estimer qu'en 2013, les consommations sont désormais structurées à 50% d'origines régionales, à 35-40% des Etats limitrophes et à 10-15% d'exportations alors que dans les années 1980, elles n'étaient respectivement que de 75%, 25% et 0% selon les membres de l'association. Ce marché s'appuie en partie sur l'activation d'un réseau de commerciaux qui permettent aux entrepreneurs d'ouvrir et de consolider ces marchés même si les clients, les revendeurs et les grossistes se fournissent majoritairement eux-mêmes en activant leur propre réseau de relations communautaires et/ou familiales. Cet encastrement des réseaux sociaux avec des

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

relations économiques a permis de consolider et de renforcer la vocation commerciale de Kartarpur.

5 Discussion : conflits d'échelles, quels stratégie d'intégration pour kartarpur?

5.1 Au niveau global, une ouverture économique accrue risque de fragiliser le système de production de Kartarpur

Le développement de l'envergure spatiale des réseaux commerciaux de Kartarpur est relativement récent et témoigne d'une certaine transformation du fonctionnement du secteur. A l'origine, ce cluster était caractérisé par l'extrême flexibilité du système de production fondé sur une importante division du travail entre les unités. Avec l'ouverture économique et l'intégration au commerce international et la concurrence accrue qu'elle induit, de nouvelles formes de relations sont en train d'émerger qui complexifient ce système. L'arrivée des exportations chinoises au sein même de la « Furniture Street » apparait extrêmement symbolique des transformations en cours et des menaces qui pèsent sur le système de complémentarité des entreprises. Prenant à revers le mode de production localisée de Kartarpur, un entrepreneur local penjabi a ouvert un Show Room de mobilier chinois importé. Arrivant en kit, les meubles sont assemblés par une équipe de quatre personnes. L'entrepreneur parvient à dégager une marge suffisante pour agrandir d'un étage son Show Room.

Face à cette nouvelle concurrence, les artisans locaux sont déstabilisés et sont contraints à s'adapter. L'argument du niveau de qualité des produits est régulièrement avancé par les entrepreneurs pour se différencier non seulement des meubles chinois mais aussi des autres artisans locaux. La concurrence entre des entreprises de même taille qui visent les mêmes marchés s'accentue et particulièrement sensible entre les entrepreneurs de *GT road* et de *Vishwakarmamarke*t. Le besoin de normaliser la production pour répondre rapidement aux commandes, tout en abaissant les coûts de production, contraint certaines entreprises à s'hyper-spécialiser. Tout cela remet en partie en cause le système de sous-traitance, fondé sur la complémentarité. Devant la transformation des stratégies entrepreneuriales et la complexité de l'ouverture au marché international, on peut se demander si le mode de développement du cluster ne risque pas de se fragiliser. Cela pose la question de la gouvernance de Kartarpur et de l'institutionnalisation des enjeux du secteur à cette gouvernance afin de soutenir son développement.

5.2 A l'échelle régionale, une vision métropolitaine de l'aménagement urbain ne peut pas valoriser le dynamisme économique de la ville

Le développement économique de la ville, son emplacement géographique à proximité de Jalandhar sur la GT Road et la progressive pression démographique qui en résulte ont peu à peu contribué à accentuer les besoins en espace. D'un côté, les entrepreneurs ont besoin de continuer à étendre leurs activités, mais de l'autre les terrains disponibles sont convoités par les promoteurs et les pouvoirs publics

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

régionaux. Cela entraîne une forte concurrence entre différentes visions de développement spatial et soulève l'enjeu du contrôle du foncier.

Le gouvernement du Pendjab développe une vision pour le futur de la région à travers l'axe Ludhiana-Jalhandar-Amritsar le long de la GT Road. L'objectif est de rendre la région plus compétitive à l'échelle nationale, en plaçant les villes d'Amristsar, Jalhandar, Ludhiana au même plan que les autres grandes métropoles indiennes. L'Etat du Pendjab souhaite développer les grandes villes comme Jalandhar, en créant des zones urbaines qui maximisent l'usage de l'espace, en améliorant le niveau des services publics sur ces zones et en créant un réseau autoroutier qui reliera ces grandes cités entre elles. Pour cela, le gouvernement accentue son contrôle territorial sur la ville en lui imposant un modèle d'aménagement qui vise à l'intégrer dans le master Plan de Jalandhar, essentiellement en y construisant des projets immobiliers résidentiels destinés à une population active non-locale qui réaliserait la navette quotidienne vers la capitale du district.

En ne la considérant que comme une simple ville dortoir assujettie à la grande ville voisine, cette nouvelle stratégie d'intégration régionale constitue un projet urbain autoritaire qui nie la richesse intrinsèque de Kartarpur alors qu'elle aurait pu la valoriser avec une perspective de développement différente.

5.3 A l'échelle municipale, la faiblesse de la gouvernance locale favorise la spéculation immobilière aux dépens de l'industrie.

D'une manière générale, le dynamisme économique de Kartarpur contraste avec un déficit de gouvernance locale.

La problématique du foncier, bien qu'elle rentre dans le champ de compétences de la municipalité depuis les réformes de décentralisation, apparait paradoxalement hors de son contrôle direct, à la fois techniquement, juridiquement, et financièrement. Dépendante du gouvernement pour la pluparts de ses services publics et une partie de ses revenus financiers, l'administration locale dispose en effet de peu de moyens pour exercer un véritable contrôle sur son propre territoire et concevoir une stratégie de planification. Comme dans beaucoup d'autres municipalités, les ressources administratives y sont faibles tant d'un point de vue technique (informatisation quasi-inexistante) que humaines (aucun recrutement de fonctionnaires décentralisés n'a eu lieu depuis 1999 au Pendjab). De plus, d'un point de vue juridique, l'ensemble des terres appartiennent toujours *de jure* au descendant princiers de Kartarpur, même si l'usufruit en revient dans les faits à ses habitants.

Cependant, *a contrario* des faibles capacités de la municipalité, l'Etat dispose des pouvoirs légaux d'exemption et des moyens financiers suffisants pour procéder au rachat des titres fonciers à leur propriétaire régalien.

En parallèle d'une urbanisation « in situ » non régulée par la municipalité, plusieurs hectares de terrains en plein centre de Kartarpur, entre la GT Road et la mairie viennent d'être acquis par une agence gouvernementale extérieure, le « Kartarpur Improvment Trust » dans le cadre du nouveau master Plan de Jalandhar.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

La revente des terrains acquis par le Trust à des promoteurs immobiliers augmente la spéculation. Dans un tel contexte, la terre devient désormais un produit à vendre. En tant qu'objet de spéculation, elle n'est plus accessible aux habitants et aux artisans locaux. Le projet apparait dépourvu de toute stratégie de soutien à l'industrie locale au profit exclusif de la valorisation de Jalandhar. La marge de manœuvre des artisans et des habitants est politiquement très faible par rapport aux enjeux financiers d'un tel projet et leurs demandes, comme celle d'un véritable espace dédiée au « Timber Market » par exemple, restent sans effet. Pour les populations locale non propriétaires de leur logement, comme les travailleurs contractuels qui louent en général leur lieu de résidence aux autochtones (entre 1000 et 500 roupies en moyenne selon la taille de l'habitation et sa localisation), ces logements restent inabordables. Les appartements s'adressent d'abord à la classe moyenne de Jalandhar. Désormais, à cause de la spéculation foncière induite par le projet du *Kartarpur Improvment Trust*, une partie des populations les moins fortunées résident dans les villages avoisinants tout en continuant de travailler à Kartarpur.

Au final, la spéculation est tellement forte qu'elle ne bénéficiera qu'à une infime minorité de la population locale, et notamment les quelques élites politiques locales qui ont su accaparer une partie des profits du projet.

Conclusion : Kartarpur, symbole fragile d'un modèle de développement non-métropolitain

La table en bois massif de Ravinder Singh, ce riche agriculteur penjâbi évoqué en début de texte, est donc le symbole matériel d'un dynamisme propre aux petites villes, loin des schémas de développement actuellement prônés par le gouvernement. La prospérité du secteur de l'ameublement à Kartarpur, dynamisé par une localisation géographique stratégique, inséré dans des réseaux lignagers en pleine complexification, attirant des travailleurs des régions environnantes et exportant désormais hors du Pendjab, participe in *fine* au développement général de la ville. Mais cette table incarne aussi la fragilité d'un secteur qui est loin d'être parfait. Fortement inégal, il favorise les communautés dominantes aux dépens des autres et peut parfois provoquer la révolte des exploités, alors remplacés par des travailleurs immigrés. Communautarisé par nature, ce système est peu adapté à la concurrence internationale et la standardisation des modes de production.

Pour assurer la viabilité du secteur, ce système gagnerait à être mieux régulé par la puissance publique qui pourrait en contrôler certains aspects, comme le droit des travailleurs, tout en en préservant d'autres, comme l'accès au foncier, afin de soutenir la création d'emploi. Or, la faiblesse de la gouvernance locale peine à faire prévaloir l'intérêt d'un soutien l'activité des entrepreneurs locaux et les stratégies contemporaines de planification régionale risquent de désorganiser le système existant au profit de la puissante ville voisine de Jalandhar.

Soumis à un modèle de développement métropolitain exogène, les risques d'implosion du cluster sont réels. Il est donc nécessaire de continuer à mettre en lumière le dynamisme des villes « aux frontières de l'urbain » afin de contribuer à leurs meilleures prises en compte. Gageant que malgré les faiblesses existantes,

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Ravinder Singh comme d'autres acheteurs pourront encore continuer à arpenter pendant quelques temps les rues de Kartarpur pour y dénicher un mobilier d'exception, non standardisé, qui, au-delà de ses spécificités culturelles, traduit l'existence d'autres modèles de développement « aux frontières de l'urbain ».

Références bibliographiques

Bhalla, Kundu (1982),"Role of small and Medium Towns in India's Regional Development", Small Cities I National Development, United Nations Centre for Regional Development, Nagoya

District Industrial Center, 2013, *Brief Industrial Profile of Jalandhar District*, Micro Small Medium Enterprises Development Institute, Govt. of India, Ministry of MSME

India Brand Equity Foundation (IBEF), 2007 *Furniture Market & Opportunities* A report by KPMG for IBEF, 18 pages

Fanchette, S. et N. Stedman (2009). *À la découverte des villages de métier au Vietnam. Dix itinéraires autour de Hanoï*, France, IRD Éditions, 322 pages.

Governement of Punjab, 2012 a, *Punjab Economic Survey 2012-2013*

Governement of Punjab, 2012 b, Punjab Statistical Abstract, 2012, http://pbplanning.gov.in/reports.htm

Krishan, Gopal (1998): "Demographic Change" in J.S.Grewal and Indu Banga (eds.), *Punjab in Prosperity and Violence: Administration, Politics and Social Change, 1947-1997*, K.K. Publishers, Chandigarh.

Porter M.E., 1998 "Clusters and the New Economics of Competition" *Harvard Business Review* November-December http://hbr.org/search/98609&legacy=true?id=98609

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Beyond Metropolitan Shadow: Governing Small Towns in India

Gopa Samanta
Associate Professor and Head
Department of Geography
The University of Burdwan, India
gopasamanta@gmail.com

Abstract

The 2011 census has observed a tremendous rearrangement of the traditional pattern of metro based urbanization in India. Unlike earlier decades, this new urban growth is occurring in areas outside metropolitan shadow. The existing small cities are growing at much faster rate than that of metropolises and big cities. The new urbanization is also taking place in the form of huge growth of census towns (towns without statutory status) in India, most of which are again emerging in areas far away from existing urban agglomeration of more than one hundred thousand population. Globalization led private capital is looking for places which are beyond the existing statutory urban areas to bypass the stringent policies on monitoring the growth, and development of industries, real estates and service sector activities. However, the infrastructural development and the provision of basic services under the government grant are still biased towards big cities especially in JNNURM, the nodal programme for urban India. The nature of municipal funding is skewed neglecting the development of small cities. The census towns are growing without access to urban status and proper urban governance mechanism. The consequent development is ungoverned urban areas with complete absence of basic services and amenities. However, even without much support from the governments, these small cities and census towns are in most cases growing by the indigenous capital generated from farm sectors of surrounding rural areas and being invested in commerce and business activities. Sometimes the capital is also being invested in these small towns from the outside areas especially in industries and real estates. The article draws upon secondary data covering three states (West Bengal, Bihar and Jharkhand) of eastern India analyzes how and to what extent this new urbanization is challenging the urban core i.e. the metropolis and its shadow. With the help of ethnographic method and intensive empirical research carried out in small towns of West Bengal province, the article also explores how urban policies, complex governance structures and the politics of access to urban status are playing major roles in transforming the new urban territories in India.

Keywords

Small town, statutory status, denied urbanization, governance, basic services.

1 Introduction

The pattern of urbanization in Eastern India has started to take a new shape since the turn of this century. Globalization led development of mining and industry, and tremendous infrastructural development especially of transport and communication have been the key players in this newly emerging pattern. This new urbanization with increased rate, which sometimes being defined as census activism (Kundu,

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2011), has observed a tremendous rearrangement of the traditional pattern of metro based urbanization in India. Unlike earlier decades, this new urban growth is occurring in areas outside metropolitan shadow. The existing small towns are growing at much faster rate than that of metropolises and big cities. The new urbanization is also taking place in the form of huge growth of census towns (towns without statutory status) in India, most of which are again emerging in areas far away from existing urban agglomerations of more than one hundred thousand population.

In spite of this tremendous growth of both urban population and urban areas outside metropolises and their shadows, urban policies and planning in India is still biased towards big and metropolitan cities. In the globalizing era, these metropolitan cities are competing for 'world-class' image, global infrastructure facilities, motorized modern transport system, leisure facilities and communication network which would help them to be economically functional enough as destination for both national and international investments. Thus current discourse of urban concentrates more on economic potential ignoring the common people who inhabit them (Gavasker, 2013) and this is often done with the financial support from central government schemes. The nature of municipal funding is skewed neglecting the development of small cities, as a consequence of which both the regional and sectoral inequalities are increasing throughout all states in India, irrespective of their highly varying growth performances. At present, the nodal urban programme in India called Jawaharlal Nehru National Urban Renewal Mission (JNNURM) is highly biased towards big cities and towards infrastructure thus neglecting small cities and basic urban service provisions.

In this backdrop, the present article tries to understand the levels of reorientation in the existing urban pattern (from big city to small towns) in Eastern India covering three states under study – West Bengal, Bihar and Jharkhand. With in-depth empirical research, the article also analyzes the patterns of growth and complexities of governance in small towns in India with special reference to politics of urban classification and municipal financing. Here, the small towns includes both categories of statutory and non-statutory census towns with a population size less than 1,00,000.

1.1 Methodology

The article is based on both secondary and primary data. Using secondary database from censuses covering three states (West Bengal, Bihar and Jharkhand) of eastern India, the article analyzes how and to what extent the pattern of urbanization is changing in Eastern India especially in the areas beyond metropolises and their shadow areas. The macro observations based on secondary data have been supplemented with field level empirical data carried out in different small towns (both statutory and non-statutory) located in this part of India. The empirical research uses both quantitative and qualitative methods to understand the issues related to governance and finances of these small towns. The quantitative survey is done through questionnaire survey whereas qualitative methods employed in this research were informal interviews and focussed group discussions. Qualitative methods are more employed to explore how urban policies, complex governance structures and the politics of access to urban status are playing major roles in transforming the new urban territories in India.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1.2 Study Area

The study area includes three provincial states of Eastern India – West Bengal, Jharkhand and Bihar. The empirical research is done in four small statutory towns (Memari, Katwa, Bolpur and Raniganj) and two census towns (Singur and Barjora) of West Bengal province to better understand the local level governance, and social and political processes to shape the small towns territories in India.

2 Pattern of Urbanization in Eastern India and its recent changes: West Bengal, Bihar and Jharkhand

The pattern of urbanization in Eastern India is not much different from the all India situation. The levels of urbanization in West Bengal is higher than that of the Indian average since 2001, whereas the levels of urbanization in Bihar and Jharkhand are much below the all Indian average in the last two decades (Table 1). Although Jharkhand's situation has improved in the last two decades, the condition of Bihar has not experienced any improvement in the overall levels of urbanization. In general the urban growth rate has increased in all the states in the last decade in comparison to their state level growth rate in earlier decades (Table 1). However, the rate of growth in 2001-11 in West Bengal is below the average urban growth rate of India while for Bihar and Jharkhand it is higher than the Indian average (Table 1). Thus the rate of urbanization declines with the increasing level of exiting urbanization in these states.

Table 1: Levels and Growth Rate of Urbanization: West Bengal, Bihar and Jharkhand

States	Levels of Urbanization			Urban Growth Rate	
	1991	2001	2011	1991-01	2001-11
West Bengal	23.32	27.97	31.89	1.84	2.62
Bihar	13.70	10.46	11.30	2.57	3.01
Jharkhand	21.25	22.24	24.05	2.55	2.80
India	25.72	27.78	31.16	2.73	2.76

Source: Kundu, D, 2013

Similar to other states, there is a remarkable addition of cenus towns in all these three states in the last decade (2001-11). Among these three states, West Bengal's contribution in the census towns is remarkable with highest number among all states and 20% of total census towns in whole India (Table 2). In Bihar and Jaharkhand the growth of cenus towns is also remarkable where the growth in numbers of these settlements are from 5 to 60 and 108 to 188 respectively in between 2001 and 2011. Although the number of census towns has increased significantly, the number of statutory towns did not increase much. In fact for Jharkhand, it has decreased. For West Bengal and Bihar, the increase in the number of statutory towns is only 6 and 14 respectively. The slow process of municipalization has been significant during the last decade in all these three states. As a consequence of which, the number of urban settlements without proper governance structure has increased along with the levels of urban poverty. The

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

currents levels of urban poverty in these three states are higher than the Indian average (Table 2).

Table 2: Growth in the Number of Statutory and Census Towns (2001-2011): West Bengal, Bihar and Jharkhand

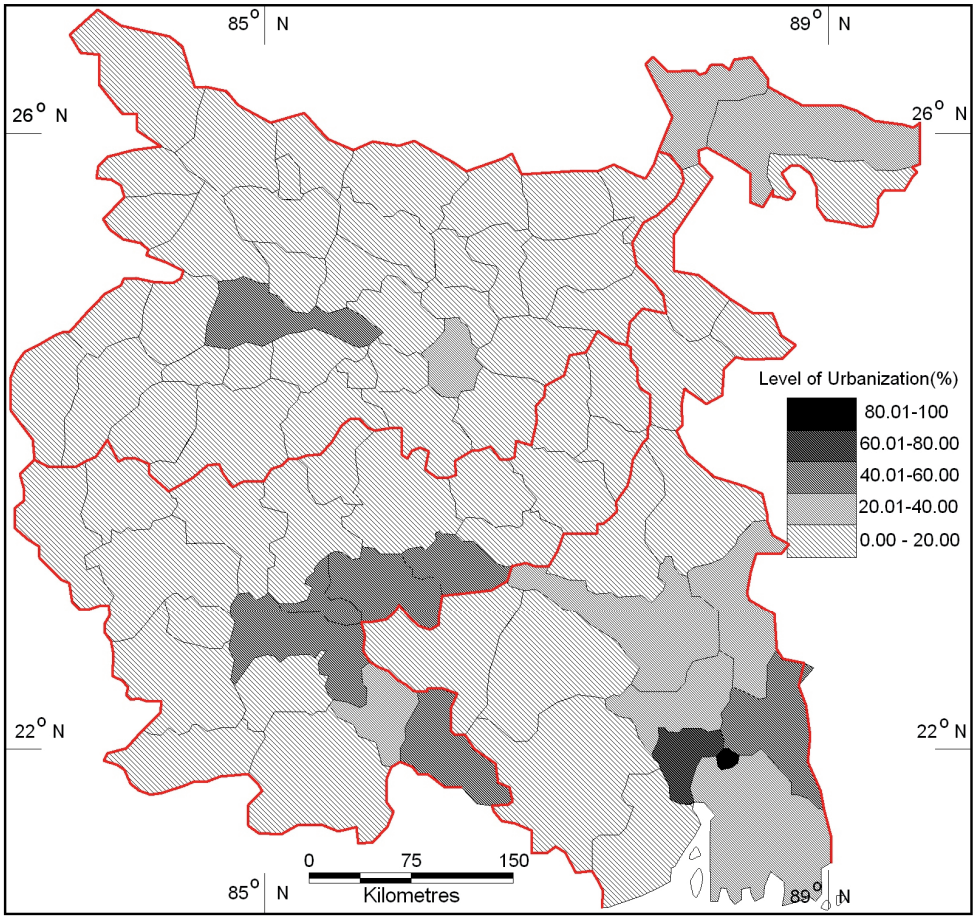
States	No of Statutory Towns		No of Census Towns		Levels of Urban Poverty
	2001	2011	2001	2011	2009-10
West Bengal	123	129	252	780	22
Bihar	125	139	5	60	39.4
Jharkhand	44	40	108	188	31.1
India	3799	4041	1362	3894	20.9

2.1 Spatial Patterns

If we look at the spatial pattern of urbanization in Eastern India, it is still significantly high in Kolkata metropolitan area but there are also a number of districts in these three states with the level of urbanization in between 40 to 60% (Fig. 1). These districts are Patna in Bihar; Ranchi, Ramgarh, Dhanbad and Purba Singbhum in Jharkhand; and North 24 Paraganas in West Bengal. These districts are also located nearer to the metropolises and in areas of early urbanization in these areas. Another nine districts have relatively higher level of urbanization i.e. in between 20 to 40% among which seven are located in West Bengal and two are located in Bihar and Jharkhand.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 1: Level of Urbanization in 2011: West Bengal, Jharkhand and Bihar



2.2 Recent Changes in the Spatial Pattern

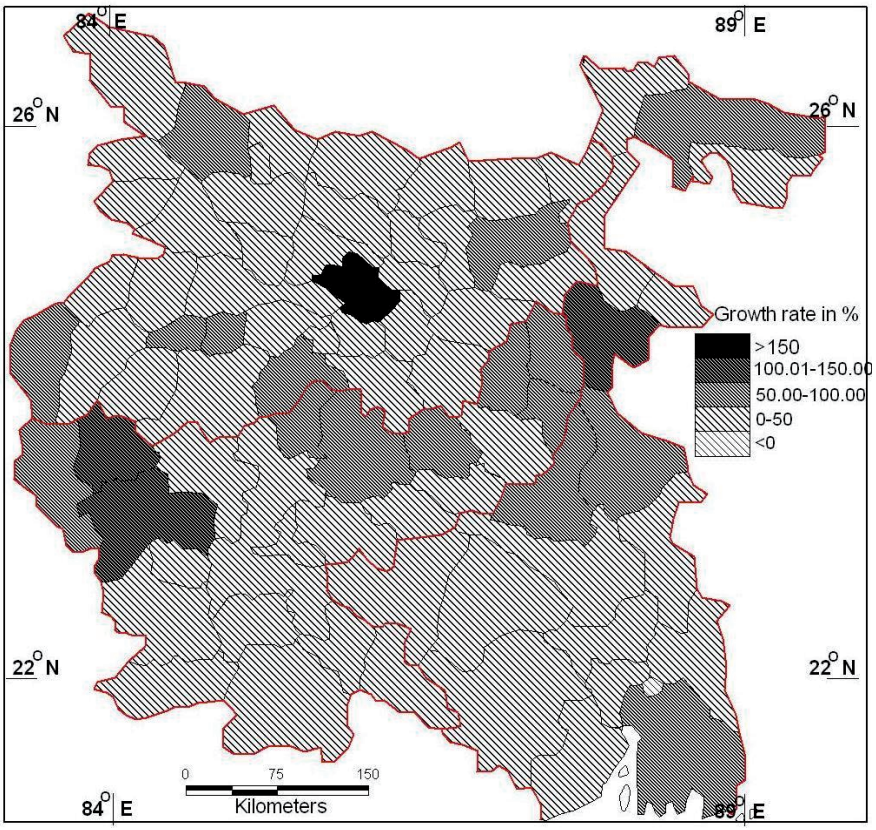
The rate of urban growth in the last decade has experienced immense change in its pattern from those of earlier decade. The districts with higher levels of urbanization has lower growth rate (Figure 2). As for example for Patna, Ranchi, Ramgarh, Dhanbad, Howra and North 24 Parganas districts, the growth rate is less than 50%. Kolkata metropolitan district experienced negative growth rate. In contrast, the districts with relatively lower levels of urbanization have experienced high growth rate. The highest growing districts of Bihar were Begusarai, Purba Champaran, Purnia, Jehanabad etc. which are not only less urbainized but also are located far away from Patna Agglomeration. Similarly the districts with highest rate of growth in Jharkhand are Palamau, Latehar, koderma, Giridih, Deoghar, Sahebganj, Pakur etc. – all are located in the northwestern, northern and northeastern parts of the state. These are also located far away from the Ranchi Agglomeration. In West Bengal the growth rate is again high in low urbanized districts such as Jalpaiguri, Malda, Murshidabad and Nadia (Figure 2). In this state also, there is a clear trend of high growth in areas away from Kolkata Metropolitan area. Thus the new urban growth in these states are taking place in areas beyond metropolitan shadow and is

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

more or less indigenous in nature as these are not controlled by the metropolitan economy.

In West Bengal, the proportion of state's urban population in Kolkata Metropolitan Area has sharply declined from 58.88% in 2001 to 48.44 % in 2011, which supports the view of decreasing metropolitan dominance in the pattern of urbanization in West Bengal. The growth of small and medium towns started to be more pronounced and the percentage of urban population in class I towns decreased from 81.7% in 1991 to 75% in 2001. Chakraborty and Dasgupta (2011) predicted the same trend by analyzing the regional level data on urban situations between 1981 and 2001 in their study on regional variations in the urban growth pattern of west Bengal. The factor responsible for new urban growth in these districts may be attributed to the agricultural surplus and consequent movement of investment from farm sector to commercial based tertiary sector in small town category. Some studies (Roy, 2012; Banerjee, 2012) have proved this connection in their research on growth of small and medium towns in West Bengal. According to Chaudhuri et. al. (2012) although there was a downfall in the primary and secondary sector growth of West Bengal in the last decade, its tertiary sector grew at a very fast rate of 9 to 11% which may lead to this higher level of new urbanization in the form of small market and service centres and consequent growth of non-recognized urban territories in West Bengal.

Figure 2: District Level Urban Growth Rate, 2001-2011: West Bengal, Jharkhand and Bihar



[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3 City Size Distribution

The city distribution is eastern India as represented by the Census 2011 shows a clear picture that besides the million cities there are two other categories of cities which dominate the urban situation in Eastern India (Table 3; Figure 3). These categories of city sizes are 1,00,000 to 3,00,00 and the census towns. The other small categories of towns such as towns having population between 20,000 to 50,000 and 50, 000 to 1,00,000 also contributes a big share of urban population, which is unprecedented before. The urban growth in metropolitan areas has also declined significantly. As for example, the proportion of West Bengal's urban population in Kolkata Metropolitan Areas has sharply declined from 58.88% in 2001 to 48.44% in 2011, which proves the decreasing metropolitan dominance in the pattern of urbanization in the state (Samanta, 2012).

In response to this declining metropolitan dominance, the growth of small and medium towns including census towns has become more pronounced by the end of the last century in each of the three states in eastern India. This kind of urban growth trend has been defined as 'subaltern urbanization' by Denis, Mukhopadhyay and Zerah (2012: 52) which they explain as 'autonomous growth of settlement agglomerations (which may or may not be denoted as urban by the census of India) that are generated by market and historical forces, which are not a. "dependent" on large traditionally important settlements or b. planned cities or c. industrial townships'. The contribution of census towns in the total urban population of the individual states has turned out to be highest in Jharkhand followed by West Bengal. The Bihar situation is still dominated by big city growth especially by the size category of 1,00,00 to 3,00,000 population (Figure 3).

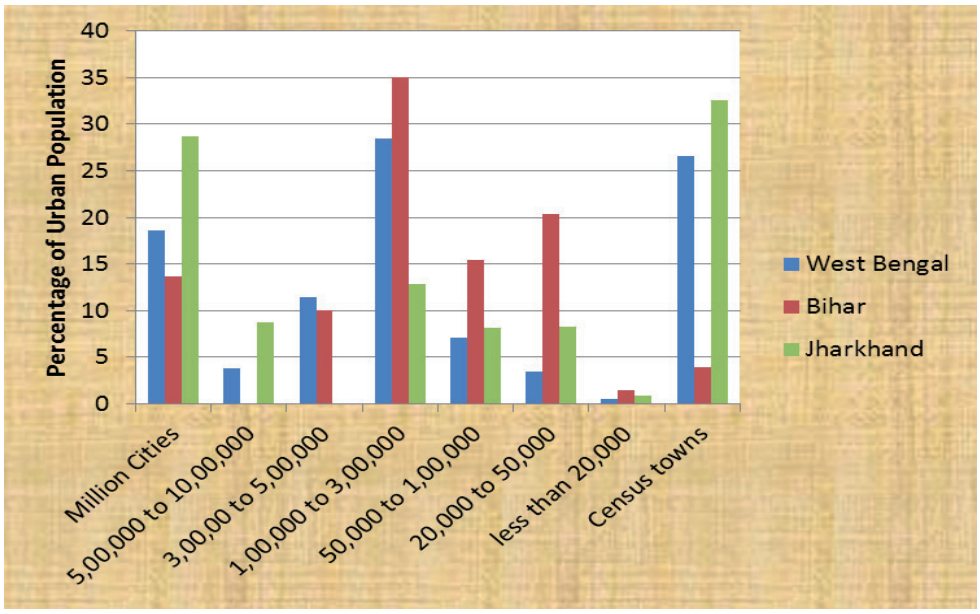
Table 3: Percentage Share of Population in Different Size Categories of Towns (2011): West Bengal, Bihar and Jharkhand

States	West Bengal	Bihar	Jharkhand
% of Urban Population in the Million Cities	18.62	13.71	28.66
% of urban population in the cities of more than 5,00,000	3.80	0.00	8.68
% of urban population in the cities 3,00,00 to 5,00,000	11.44	10	0
% of urban population in the cities 1,00,000 to 3,00,000	28.63	35.09	12.82
% of urban population in the cities 50,000 to 1,00,000	7.15	15.41	8.13
% of urban population in the cities 20,000 to 50,000	3.43	20.39	8.32
% of urban population in the cities of less than 20,000	0.47	1.47	0.84
% of urban population in Census towns	26.76	3.93	32.55

Source: Census of India Reports, 2011.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 3: Percentage Share of Population in Different Size Categories of Towns (2011): West Bengal, Bihar and Jharkhand



4 Growth and Governance of Census Towns

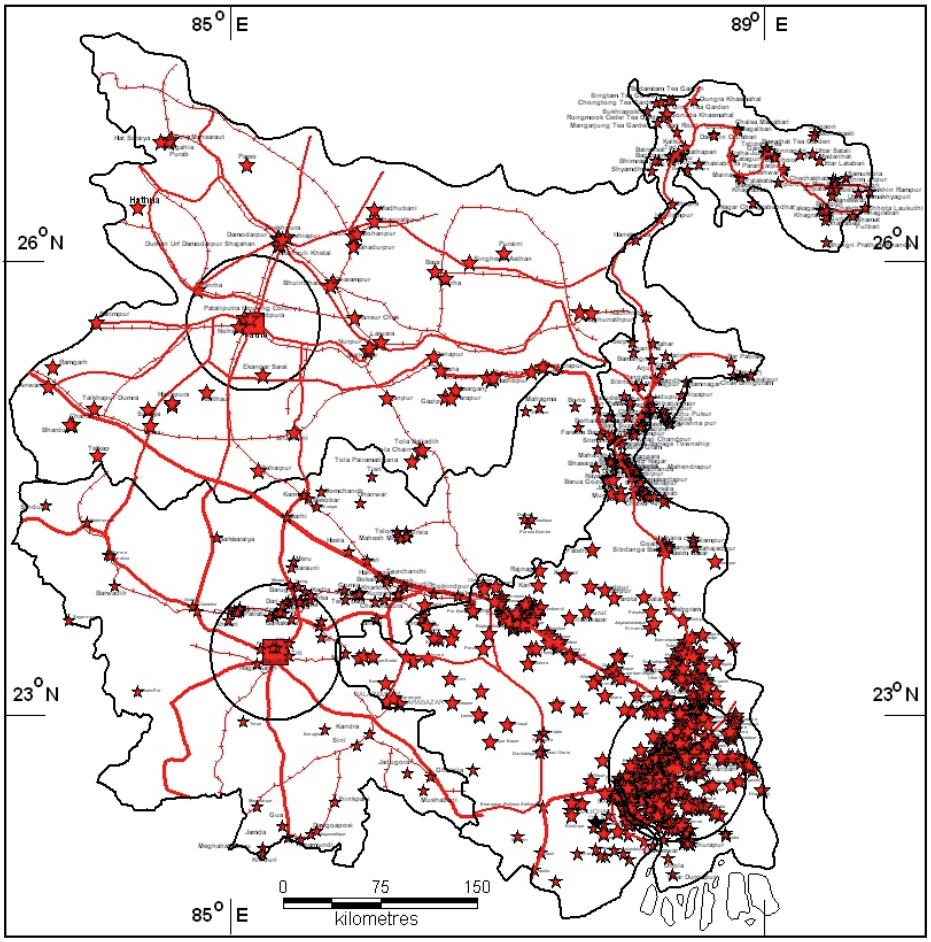
Census towns are small settlements fulfilling the threshold conditions for being designated as urban by the census authority. The number of census towns in India has jumped from 1,362 in 2001 to 3,894 in 2011 with an addition of 2,532 in a single decade, which is more than the total number of new CT in the preceding ten decades, and is being attributed to census activism due to pressure to review the methodology for collecting data on urban centres (Kundu 2011). For others, including policy-makers, the inclusion of these new CT is an acknowledgement of an often not recognised urbanization process. Recent work by Pradhan (2012) demonstrates almost 70% of the CTs declared in 2011 were already fitting the characteristics of an urban settlement in the preceding census, which contradicts the idea of census activism: 18.7 million people in 1,625 settlements which are new census towns in 2011 met the urban test in 2001. The 2011 census also reports 90 new urban agglomerations[1] comprising continuous urban spread and these new agglomerations include large majority of census towns especially in West Bengal, Kerala and Tamil Nadu (Kundu 2013a). Out of 780 census towns in West Bengal only 195 (25%) are located in the urban agglomeration of the size of more than one lakh and above. Around 75% of new census towns have come up in the districts with dominant agricultural economy and far away from urban-industrial regions (Samanta, 2012).

[1] An urban agglomeration is a continuous urban spread comprising a town of the size of not less than 20,000 and its adjoining outgrowths, or two or more physically contiguous towns together and adjoining urban growth of such towns.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

The growth of census towns in eastern India is significantly high and the spatial pattern of growth has taken a new shape in the last decade. Earlier it was mostly located in the periphery of big and metropolitan cities. New census (2011) observes that the new census towns are more located along either national or state highways (Figure 3). Out of total census towns in Bihar, Jharkhand and West Bengal, only 8%, 18% and 48% are respectively located within the 50 km range of metropolitan cities of Patna, Ranchi and Kolkata. Thus spatial pattern of new towns also supports the view of lessening metropolitan dominance in the overall pattern of urbanization in Eastern India.

Figure 4: Location of census Town (2011): West Bengal, Bihar and Jharkhand



The Buffer range around metropolitan cities are 50 kms

Although there is controversy on the measurement criteria, the field based investigation shows that these settlements are not very small in size if we consider their actual built up areas often spreading over more than one rural *mouza*[2]against

[2] The lowest level unit of census counting in rural area; although officially it represents one village, very often it covers more than one village boundaries.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

which census counts the population of a settlement (Samanta 2012). The reported urban population living in both census and statutory towns do not represent the actual urban dimension. The problem lies in the population counting of census towns which does not take into account the settlement agglomeration beyond the revenue area of that particular settlement. However, in reality the actual built up area of most of the census towns have expanded much beyond their physical limit and have taken the shape of settlement agglomeration having urban character. According to Denis and Marius-Gnanou (2011), such settlement agglomerations with more than 10,000 population in each unit can be considered as urban areas in India following the universal urban model of Geopolis definition. They have also mentioned that the actual urban dimension in India is much higher than the reported one and this underreporting is due to the neglect of settlement agglomeration in calculating urban population. Field level observations from selected census towns such as Barjora (Bankura District) and Singur (Hugli district) show that there is high level of gap between the actual urban expansion (Agglomeration) and reported urban (Census Town) in these places (Samanta 2013a).

4.1 Census towns: Ungovernable urban territories

In spite of having uniform criteria for identifying CTs, the governance of such towns are varied in different states of India. In many states, such settlements are defined as town/nagar panchayats thus recognizing their status as small towns. For example, In Jharkhand when such towns cross 10,000 population, are defined as town panchayats. The threshold population for town panchayats again varies from state to state. These town panchayats are not governed by rural local bodies (panchayats) and develop as urban authority having a status below Municipality (Statutory urban status as Town). These urban centres then start to develop more urban amenities and services. Usually these town panchayats provide basic services such as road maintenance, street lighting, water supply and sanitation. The finance of running such municipalities comes both from local body and the state government, each state having different proportions of shared cost. Provisions are also made for shared taxes between town panchayats and state government to facilitate the development of such small towns. As for example, in Tamil Nadu, town panchayats get a proportional share of 50% of land registration revenue of the property transaction within their territory from the state. Moreover, these town panchayats also charge different taxes such as property tax, professional tax, trade tax, water tax etc. to provide better services in comparison to the rural local bodies.

Unlike Jharkhand and Bihar, West Bengal does not have provision for small town status i.e. town/nagar panchayats. Here the Census Towns do not receive any kind of urban services as long as they do not qualify to be proper urban local body i.e. municipality. The qualifying population criterion (30,000) is again quite high in comparison to other states, which limits the potentiality of a CT to receive statutory urban status. These settlements continue to grow as urban while governed by rural local bodies, the capacity of which are very limited to provide basic urban services such as water supply, street lighting and sanitation. The norms controlling the physical expansion of built up area are also not very strict as panchayats do not have any building rules at all. Thus census towns are growing without access to

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

urban status and proper urban governance mechanism. The consequent development is ungoverned urban areas with complete absence of basic services and amenities. However, even without much support from the governments, these census towns are in most cases growing by the indigenous capital generated from farm sectors of surrounding rural areas and being invested in commerce and business activities. Sometimes the capital is also being invested in these small towns from the outside areas especially in industries and real estates as these are the ideal places where investments are possible easily without much monitoring and control. These towns become places of critical urban crisis for the future management and planning.

5 Policies and programmes for small towns in India

Since the beginning of the third plan period, the major focus of urban development and planning in India was on the large and metropolitan cities. It is only during the sixth plan period, the small and medium town received importance through Integrated Development of Small and Medium Towns (IDSMT) (Kennedy and Zarah, 2008). National Commission on Urbanization Report, 1988 emphasized the need for turning the focus of urban planning from large cities to small towns to have more equitable and balanced urbanization in the country, but even after that IDSMT was the only programme for hundreds of small and medium towns in India. Now this programme does not exists any more as JNNURM has become the only umbrella programme for all cities in India. If we look at the JNNURM fund allocation, it is very clear that it focuses mainly on big cities called mission cities. The 65 cities (covering 1.7% of total statutory towns and 42% of urban population) under UIG (Urban Infrastructure and Governance) and BSUP (Basic Services to Urban Poor) account for 79% of the total allocation whereas only 21% allocations are attributed to the remaining cities that account for 98.3% of total towns and 57% of urban population in India (Khan, 2013). This indicates how infrastructure requirement of big cities are being supported by the central government programme leaving hundreds of smaller towns to depend on the resource constrained State exchequer.

Earlier IDSMT was dedicated programme for small and medium towns in India which later converted into UIDSSMT (Urban Infrastructure Development of Small and Medium Towns) component of JNNURM. Thus the development programme for small and medium towns at present is at the mercy of the left over grants of UIDSSMT under JNNURM after spending a big share for big cities in India. Moreover, UIDSSMT is a programme for infrastructure only which do not cater to the provision of basic services in small towns. Khan (2013) observes that even within JNNURM fund for smaller towns, the bigger among them receive most of the funds. Census towns are not eligible for funds under any scheme of JNNURM because they are under the jurisdiction of rural Panchayats (Samanta, 2013a). The number of such towns in the three states of Eastern India is very high and the population in these towns have increased more than double in the last decade. Thus large shares of small town population are not being covered by financial assistance from central government's urban programme.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Although there is debate on the levels of current urbanization as observed by the census of India as over-representation (Kundu, 2013a) or under-representation (Mukhopadhyay, 2013; Denis and Marius-Gnanou 2011), there is wide consensus among scholars that India's urban future lies in its numerous small towns as the decline in demographic growth has started in large especially mega cities due to a number of factors constraining their growth. In the contrary, small statutory and census towns are growing at a faster rate because of the individual choices of people for livelihood and residence in these locations. According to Mukhopadhayay (2013) these settlements are important because they embody a vibrant people-driven, market-centred process and many of them will grow into large cities quite soon and therefore, ignoring them is not good idea for urban policies controlling the future urban India. Kundu (2013b) also believes that urban policies in India needs to be more focussed on smaller urban centres because of their weak economic base, high incidence of poverty and lack of access to basic amenities. She thinks that smaller towns must have a separate scheme similar to JNNURM to strengthen their infrastructure and services and to promote them as centres of distributed and inclusive growth.

6 Governance Crisis of small towns

The problems of governing small towns are varied in nature depending on the status of the towns. For statutory towns, the problem is more with financial support as these towns are entirely dependent on the government grants for all kinds of service provision and infrastructure in the cities. For Nagar/ Town panchayats, the problem is with the sharing of income and expenditure between the state and the local government and finally the problem of governing census towns is the problem of un-governability of these settlements.

6.1 Municipal finances of statutory small towns

In India, Municipal financing and municipal functions of Urban Local Bodies (ULBs) are entirely dependent on their respective State Government's jurisdiction. The Entry 5 of the State list in the Constitution empowers the state governments to lay down the functions, powers and responsibilities of municipal governments. The revenue base for municipalities are also dependent on the state governments as the Constitution of India does not lay down the revenue base for municipalities and leave the responsibility to the State Government (Mathur, 2006: 83). Therefore, state governments specify the taxes that the municipalities can levy and collect. The main sources of such revenue are - taxes on land and buildings, taxes advertisements, taxes on animals and boats, tolls, taxes on professions, trades, callings and employment, and taxes on entertainment. In addition to those municipalities can also charge fees and fines to enhance the non-tax base of municipalities.

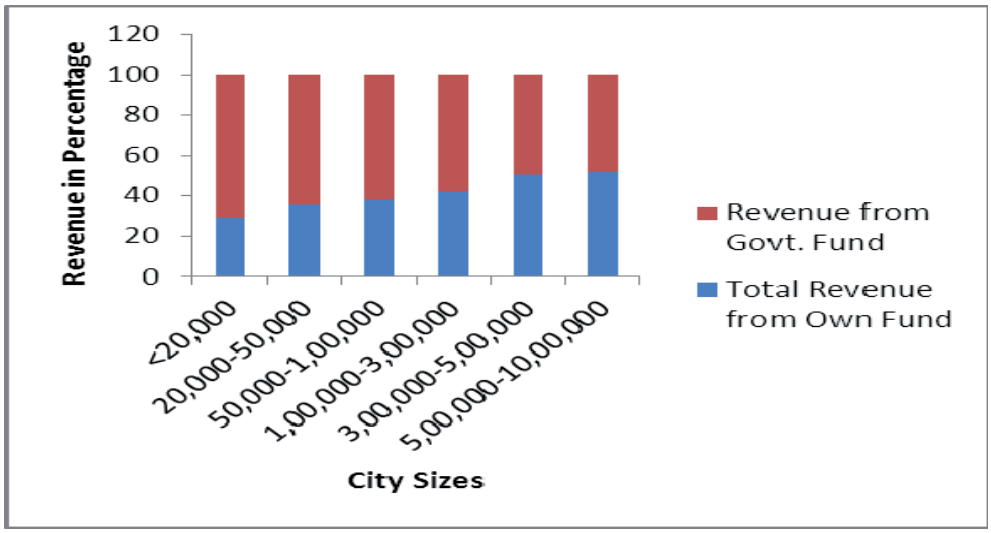
Municipal finances hold an important key to the production and delivery of basic infrastructure and services (Nallathiga, 2009). During the period of open market of globalized economy, the reduction of subsidized funds from state governments and semi-public financial institutions has limited the flow of funds to ULBs for infrastructure projects and compelled them to explore alternate sources and

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

methods of finance. One such source, direct access to domestic capital markets, is now an accepted option for larger, financially viable ULBs (Mathur, 2006: 97). Many big cities are doing well in this at present. However, the small and medium-sized ULBs do not have the capacity to directly access domestic capital markets. Therefore, the reduction in subsidy and government grants to the municipalities is severely affecting the level of basic services provided to the citizens of the small cities.

A thorough analysis of the budget of all towns in West Bengal excluding million cities gives an idea on the pattern of municipal financing across size classes of cities in the state. Among the two major sources of income of the cities i.e. government grant and own fund, own fund dominates the situation for big cities (Figure 5). Along with the decrease in the sizes of the cities, the proportion of government grant steadily increases in their income sources which indicates that small cities are heavily dependent on the government grant as their income generating options are very much limited. Similar observations are also made for other small cities in other states (Sharma, 2013). Census towns are not covered by municipal finance as these are not counted as towns unless those towns are recognized by the state as statutory towns. These towns are therefore, dependent of the rural panchayats who do not have provision for municipal services at all. Due to the lack of funds for their development they become crisis territories for future urbanization in India.

Figure 5: Revenue Structure (Govt. Fund and Own Fund) of the Towns in West Bengal across Size Classes, 2005-06



Source: Municipal Affairs Dept. Government of West Bengal (The data excludes million cities)

6.2 Provision of Infrastructure and Basic Services

In globalizing India, the urban sections are much more influenced by this globalization process than any other individual sector in India (Sridharan, 2008). However, Harris (2007) opines that besides globalization, there are other processes refashioning cities simultaneously among which a few are - cities' continual change and incremental adjustment to external markets, long term process of

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

deindustrialization, impact of increased world competition etc. One of the most significant impacts of Structural Adjustment Programme (SAP) was sharp cutback in public expenditure which includes big cut in the health care, education, subsidies to farmers and the poor, and privatization of services. As a consequence of which, in many countries of the world poverty, child malnutrition and ill health are advancing again after decades of steady retreat and the credit goes to globalization (Sengupta, 2003). However, in India withdrawal of subsidies on public welfare services such as health and education, and consequent privatization of basic services have directly and selectively started to affect the already disadvantaged groups i.e. the urban poor, the majority of which again live in small and medium towns.

Lack of basic services due to poor financial capacity is not the only problem in small and medium towns, the poor delivery of services is another major problem in Indian cities. Iyengar and Surianarain (2008) think that the poor delivery mechanism is related to the principal-agent problem, by the gap between government and citizen, school and parent/children, policymakers and implementers. These problems of basic services are cropping up in small towns more because of large scale migration to these urban centres driven by decaying rural economy and exclusionary policies of big and metropolitan cities (Kundu, 2013a). In addition, a new urban middle class has emerged in the cities of India which prefers better quality of service even at a higher price. According to the 47th Constitutional Amendment Act of India, the provision of basic services is the direct responsibility of ULBs. The conditions of small towns are critical as they have finance gaps in income and expenditure because of the lack of capacity of the ULB to raise revenue, inadequate transfer of funds from the State or Central government, and the inability to attract investors (Sharma, 2013). These factors together have given rise to the insufficient and ineffective delivery of urban basic services in Indian small towns.

The National Commission on Urbanization report in 1988 raised the critical issue of funding basic services in cities (Kennedy and Zerah, 2008). It is only a few large cities with economic bases that have been able to secure high credit rating and raise resources through bonds and other instruments of credit (Kundu, 2007). The conditions of small towns are worst as they do neither have the capacity to raise their own revenue nor they can attract private capital for investments in infrastructure and services due to lack of proper mechanism of cost recovery in term of user charges.

A recent study (Citizens' Report Card) by Bangalore based Public Affairs Foundation in the 40 ULBs of Kolkata Metropolitan Area in West Bengal shows that among common services, outpatient health services, collection of property tax and to some extent water supply reflect good scores. However, most pro-poor services like Drainage, Garbage Collection, Sanitation & Approach Roads in slums have returned low satisfaction scores. Direct user feedback on service attributes and derived analysis point out that regularity, predictability and quality of services are factors that rank in the priority of users and the present basic services in cities are poor in these attributes. These observations lead to the premise that mere spread of infrastructure and deployment of staff need not translate into improvements in services. Moreover, the improvement in service delivery in small towns does not

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ensure that it would not discriminate between the poor and the non-poor; slum and the non-slum areas. However, an in-depth study (Firdos, 2013) on the provisions of municipal services to the urban poor living in slums of Kolkata Municipal Corporation have shown that "The basic municipal services in slum areas of Kolkata Municipal Corporation area are much below the desired levels. It suggests that the municipal authorities are far from paying attention in making provisions of services in those areas in spite of severe deficiency of such services. The delivery of services are much better in wards inhabited by influential and socio-economically and / politically powerful middle class".

An empirical study done in four small towns of West Bengal on the service provision of health, education and sanitation (Samanta, 2010, 2013b and 2013c) shows that the condition of these services are in difficult condition because of the funds available for these services are scarce in nature. Public Health services from ULBs are non-existent in small towns which force citizens to depend on the private health services flourishing in towns. Education, although served by state institutions, are slowly being replaced by private education services to meet the demand of the emerging urban middle class. For sanitation especially for the solid waste disposal, people have to depend on the municipal services which are very poor in nature as the ULBs are neither financially nor physically (man power and land required for dumping and managing solid waste) equipped enough to handle the situation.

7 Conclusion

The article highlights the patterns of small city urbanization in India with special reference to three states of Eastern India along with the governance crisis of small towns in India. The broad pattern indicates that in the overall urbanization in India, the contribution of big and metropolitan cities are declining as more urbanization is taking place outside metropolises and their shadow areas. However, the urban planning strategies are still continuing to focus more on big cities and to spend major share of the municipal finance on these big cities to make them global cities of the future. The new urban territories are facing two kinds of problem. Census towns are facing the crisis of denied urbanization which means that these territories in spite of becoming urban are not being covered by urban services and infrastructure due to the politics of classification. These small towns cannot any longer be denied for statutory status by the government as these are the territories of India where new urbanization will take place. The small statutory towns are facing the crisis of meager financial support from the government.

Central government grants are nearly non-existent for small towns and small towns are not capable of generating their own funds for sustenance because of their poorly managed finance (Sharma. 2013). These towns are therefore, heavily dependent of the meager government grants from their respective state governments. As a consequence, urban poverty level is increasing and the service provisions especially the water and sanitation sectors are deteriorating in these cities. To check all these and to improve the situation of future urbanization in India, rigorous restructuring is necessary in municipal financing and urban planning strategies because small and medium towns are only affordable

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

destination of future rural urban migrants in India. Finally government must design a scheme for better governance of small towns to strengthen their infrastructural bases and to develop their basic service provisions. These new strategies can make them more capable of absorbing the future urbanization in India as these are the only places where future urban territories are emerging.

References

Banerjee, A., 2012, "Impact of transport link in regional development-Baramohan Singh", Unpublished dissertation, Department of Regional Planning, New Delhi: School of Planning and Architecture.

Chakravorty, S. and M. Dasgupta 2011. "Some aspects of urbanization in Eastern India", *Discussion Paper*, 35(2), Kolkata: Centre for Urban Economic Studies, University of Calcutta.

Chaudhuri, B., M. Mazumdar, M. Teachout and V. Marimoutou 2012. "Growth, regional disparity and convergence clubs in India: A sectoral level analysis and decomposition", paper presented in 32nd general conference of the international association for research in Income and Wealth, 5-11 August, Boston.

Denis, E. and K. Marius-Gnanou 2011. "Towards a Better appraisal of urbanization in India", *Cybergeo: European Journal of Geography* 569.

Denis, E., P. Mukhopadhyay and M. H. Zerah 2012. "Subaltern urbanization in India", *Economic and Political Weekly*, 47(30): 52-62.

Firdos, S., 2013., "Encountering Socio-spatial Exclusions: The Experiences of Muslims in Kolkata", in A. Shaban and S. Khan (eds.), *Muslims in Urban India*. New Delhi: Concept publishing Company, pp. 152 – 174.

Gavsker, K.K., 2013, "Understanding Urban Planning Shifts: A Critical Review of Planning Practices in India", in K. Markandey, B. Srinagesh and A. K. Lonavath (eds) *Challenges of Urbanization in 21st Century, Vol-III, Planning and Governance*, Concept Publishing, New Delhi, pp. 378-400.

Harris, N., 2007, "Globalisation and the Management of Indian Cities", in A. Shaw (ed) *Indian Cities in Transition*, Chennai: Orient Longman.

Iyengar, R. and S. Surianarain, 2008, "Education policy and practice: Case study from Delhi and Mumbai" *Economic and Political Weekly*, 43(38): 63-69.

Kennedy, L. and M. H. Zerah, 2008, "The shift to city-centric growth strategies: Perspectives from Hyderabad and Mumbai", *Economic and Political Weekly*, 43(39): 110-117.

Khan, S., 2013, "Big City, Big Share", *Agenda: Urban Transition*, Issue 27: 32-35.

Kundu, A., 2007, "Urbanisation and urban governance: Search for a perspective beyond Neo-Liberalism" in A. Shaw (ed) *Indian Cities in Transition*, Chennai: Orient Longman.

Kundu, A., (2011), "Methods in Madnes: Urban Data from 2011 census", *Economic and Political Weekly*, 46(40): 13-16.

Kundu, A., 2013a, "Exclusionary Cities: The Exodus that Wasn't", *Agenda: Urban Transition*, Issue 27: 2-4.

Kundu, D., 2013b, "Slowdown in Urban Growth", *Agenda: Urban Transition*, Issue 27: 5-9.

Mathur, O., 2006, "Urban Finance", *India Infrastructure Report*

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Mukhopadhyay, P., 2013, "The 'Other' Urban India", *Agenda: Urban Transition*, Issue 27: 22-24.

Nallathiga, R., 2009, "Analysis and Finances of Urban Local Bodies in India: A Cross-Sectional Study", Working Paper, Development Research Group, Reserve Bank of India.

Pradhan, K. C. 2012. "Unacknowledged urbanization: The census towns of India", *CPR Urban Working Paper 2*, Centre for Policy Research, New Delhi.

Roy, A., 2012, "Transformation of Urban Agglomeration in an Agricultural Belt- Malda", Unpublished dissertation, Department of Regional Planning, School of Planning and Architecture, New Delhi.

Samanta, G., 2010, "Institutional Reforms and Changes in Governance Process: A Case Study of West Bengal", in G. Shah *et al.* 'The Globalizing State, Public Services and the New Governance of Urban Local Communities in India: Colloquium' *Vikalpa*, The journal of the Indian Institute of Management, Ahmedabad, 35 (1): 96-103.

Samanta, G., 2012, "In Between Rural and Urban: Challenges for Governance of Non-recognized Urban Territories", in N. Jana *et al.* (eds) *West Bengal: Geo-Spatial Issues*, The University of Burdwan, pp. 44-57.

Samanta, G., 2013a, "Urban Territories, Rural Governance", *Agenda: Urban Transition*, Issue 27: 36-38.

Samanta, G., 2013b, "Urban Governance Reforms and Basic Services in West Bengal", in K. Markandey, B. Srinagesh and A. K. Lonavath (eds) *Challenges of Urbanization in 21st Century, Vol-III, Planning and Governance*, Concept Publishing, New Delhi, pp. 360-377.

Samanta, G., 2013c, "Paschimbanger Nagarayan (Urbanization in West Bengal)", *Antarmukh*, August-September: 15-25.

Sengupta, A., 2003, "Health in the Age of Globalisation", *Social Scientist*, 31(11/12): 66-85, http://www.jstor.org Accessed: 17/06/2008 02:49

Sharma, K., 2013, "Transition Towns", *Agenda: Urban Transition*, Issue 27: 25-28.

Sridharan, N., 2008, "Globalisation of urban India", *Economic and Political Weekly*, 43(10): 26-31.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 7 / WORKSHOP 7

Les temps de la petite ville : inertie ou changement ?

Small towns times: inertia or change?

Le rôle des petites villes dans la structuration de la moyenne vallée du Rhône : approche par la mesure de l'entropie relative

Maximin Chabrol
Université d'Avignon / UMR 7300 ESPACE – 74 rue Louis Pasteur case n°19 – Avignon, France
Maximin.chabrol@alumni.univ-avignon.fr

Loïc Grasland
Université d'Avignon / UMR 7300 ESPACE – 74 rue Louis Pasteur case n°19 – Avignon, France
Loic.grasland@univ-avignon.fr

Résumé

De nombreuses petites villes se situent dans l'orbite large des grandes métropoles. Cette situation semble désormais fréquente, les zones d'influence métropolitaine étant de plus en plus vastes. L'évolution de ces petites villes serait-elle définitivement scellée à celle des métropoles ? La distance serait une variable majeure de la variation de la dépendance apparente des petites villes à l'égard des grandes zones urbanisées, mais un rapprochement signifie-t-il pour autant la disparition progressive des petites villes et leur fonte dans de vastes nébuleuses urbaines ?
Cet article propose d'examiner cette question dans un espace où l'influence des grands centres s'est condensée dans un couloir de peuplement, la moyenne vallée du Rhône, et pose plus explicitement la question de la contribution des petites entités urbaines à ces formes de régionalisation de plus en plus fréquentes que sont les corridors urbains. L'analyse des localités urbaines de cette zone est donc double : celle de leur évolution démographique et celle de leur contribution à la structuration d'un espace régional axialisé. Une première partie situe ainsi la place des petites villes dans une dynamique démographique générale. Une seconde pose la question de leur contribution à la structuration d'un couloir de peuplement et incite à mobiliser la notion d'entropie comme outil de mesure spécifique de cette évolution du peuplement.

Mot-clefs

Peuplement, petites villes, moyenne vallée du Rhône, entropie, autocorrélation spatiale.

1 Introduction

De nombreuses petites villes se situent dans l'orbite large des grandes métropoles. Cette situation semble désormais fréquente, les zones d'influence métropolitaine étant de plus en plus vastes. L'évolution de ces petites villes serait-elle définitivement scellée à celle des métropoles ? La distance serait une variable majeure de la variation de la dépendance apparente des petites villes à l'égard des grandes zones urbanisées, mais un rapprochement signifie-t-il pour autant la disparition progressive des petites villes et leur fonte dans de vastes nébuleuses urbaines ?

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Cet article propose d'examiner cette question dans un espace où l'influence des grands centres s'est condensée dans un couloir de peuplement, la moyenne vallée du Rhône, et pose plus explicitement la question de la contribution des petites entités urbaines à ces formes de régionalisation de plus en plus fréquentes que sont les corridors urbains. L'analyse des localités urbaines de cette zone est donc double : celle de leur évolution démographique et celle de leur contribution à la structuration d'un espace régional axialisé. Une première partie situe ainsi la place des petites villes dans la dynamique démographique générale. Une seconde pose la question de leur contribution à la structuration d'un couloir de peuplement et incite à mobiliser la notion d'entropie comme outil de mesure spécifique de cette évolution du peuplement.

L'entropie d'information relative issue de la théorie de l'information mise au point par Claude Shannon et Warren Weaver en 1964, peut être utilisée en géographie comme une mesure de la concentration spatiale (Charre, 1995). Calculée à partir de recensements de la population à différentes dates, elle permet d'observer la dynamique de concentration d'un système de peuplement au cours du temps (Dauphiné, 2003).

A ce stade, l'entropie relative demeure un indicateur très général du niveau de concentration du système. Mais en la mesurant à différents niveaux d'observation ou pour des sous-ensembles géographiques différents, la comparaison des valeurs obtenues montre comment évolue la concentration en fonction de ces niveaux ou de ces sous-ensembles.

La démarche présentée s'appuie sur les données de population normalisées, de 1850 à 2010, extraites de la base *e-geopolis* développée par François Moriconi. Elle propose, après avoir dressé le contexte de l'évolution du peuplement dans la moyenne vallée du Rhône, de mesurer l'entropie d'information relative dans cet espace, de l'agglomération d'Avignon à celle de Valence. Ces agglomérations sont ensuite exclues de la zone de calcul. L'objectif est d'identifier si l'émergence du « continuum urbain » entre ces deux villes est uniquement liée aux dynamiques de ces deux villes de taille comparable, ou si les dynamiques propres aux petites villes intermédiaires peuvent compter.

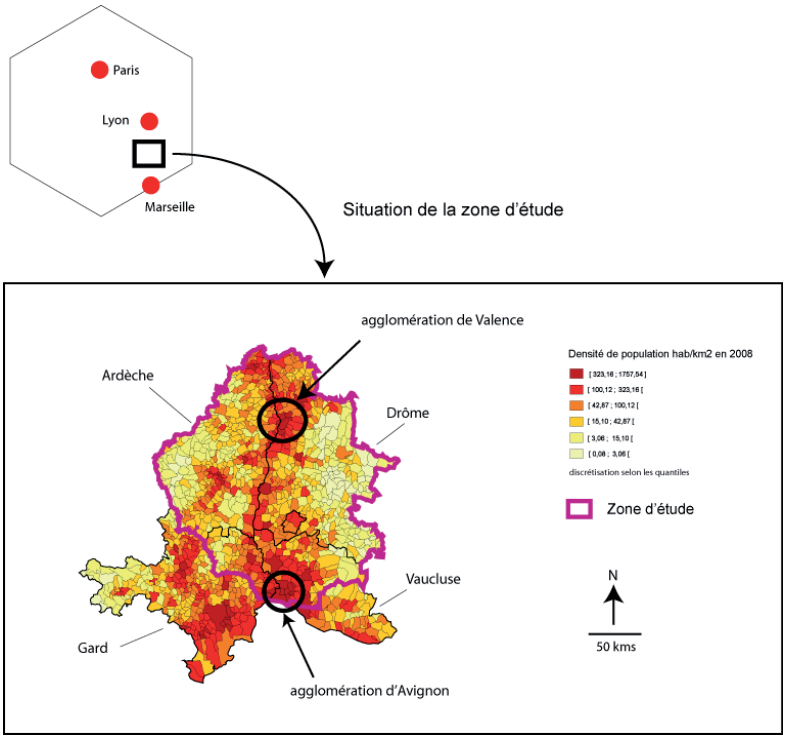
L'absence de très grandes villes dans cet espace permet de centrer cette analyse sur l'évolution des petites villes. Cet espace est caractérisé par des dynamiques de périurbanisation et d'étalement urbain particulièrement marquées. Une mesure de l'entropie relative devrait donc témoigner d'une dynamique forte d'homogénéisation favorisant la mise en place de ce couloir de peuplement.

2 Les petites villes dans la dynamique démographique de la moyenne vallée du Rhône

La zone d'étude définie comme moyenne vallée du Rhône comprend les départements de la Drôme et de l'Ardèche, les communes rhodaniennes du Gard et les communes du Vaucluse, à l'ouest et au nord du massif du Luberon (figure 1).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 1: situation de la zone d'étude



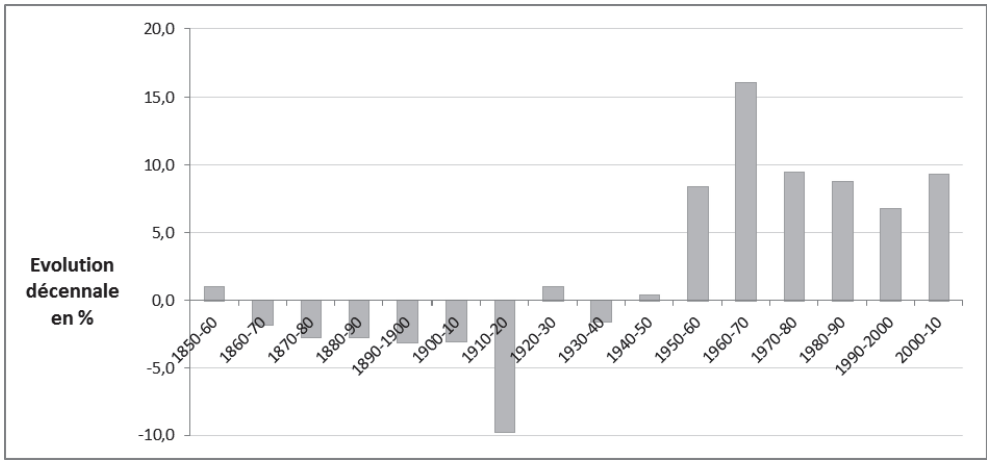
Source : IGN, INSEE.

Aux extrémités d'un grand espace rhodanien, les métropoles de Marseille et de Lyon sont relayées par les villes moyennes de Valence et d'Avignon, distantes d'environ 120 km. L'espace intermédiaire entre ces deux villes se présente aujourd'hui comme un couloir de densités de population relativement élevées, bordé de zones faiblement peuplées. Il n'en a pas toujours été ainsi puisqu'il y a 150 ans, date d'un maximum démographique contemporain avant celui des années 2000, le peuplement y était nettement plus homogène et organisé autour de nombreuses petites villes. Sous les influences de l'exode rural, puis de l'étalement urbain, de nombreuses petites villes ont périclité alors que d'autres se sont affirmées.

Le peuplement de la moyenne vallée du Rhône a connu un retournement de situation considérable entre 1850 et 2010. L'exode rural, le déclin des activités artisanales et d'industries traditionnelles (textile, bois, petite métallurgie,…) et aussi la Grande Guerre ont entraîné une chute continue et grandissante de la population pendant 60 ans à partir de 1860 dans un ensemble régional de 870 communes. Par la suite, l'évolution générale a été beaucoup plus stable jusqu'en 1950, date à partir de laquelle la région a connu une croissance démographique très soutenue jusqu'à nos jours (figure 2).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 2: Evolutions décennales de la population des communes de la moyenne vallée du Rhône, 1850-2010



Source: E-GEOPOLIS

Les petites villes ont certes contribué largement à ces évolutions régionales majeures, mais l'ont-elles fait dans le cadre d'une dynamique générale qui les a très largement entraînées ou dans laquelle elles ont trouvé leur marge d'autonomie, ou même dans quelle mesure l'auraient-elles suscitée ? Pour y répondre, l'hypothèse est d'abord faite que leur évolution n'est pas identique à celle du reste du territoire et que, de cette évolution différenciée, on peut dégager des trajectoires qui permettent de statuer sur leur rôle. L'analyse des évolutions renvoie ainsi à un double phénomène spatial : une variabilité locale liée à la taille des communes ; et une différenciation régionale marquée au centre par l'affirmation d'un couloir de peuplement et, de part et d'autre, par la poursuite d'un dépeuplement d'espaces déjà peu denses.

La cartographie des variations de population entre 1850 et 1920 fait apparaître l'axe rhodanien comme un espace privilégié en termes de gain de population (figure 5). Cependant ces gains ne se font pas au seul profit des villes majeures d'Avignon et de Valence. L'agglomération de Montélimar, au centre de la zone d'étude enregistre des variations positives importantes, ainsi que les petites villes intermédiaires entre Avignon et Montélimar, et au nord de Valence. Toutefois, le peuplement en 1920 semble plutôt homogène et les disparités sont mineures.

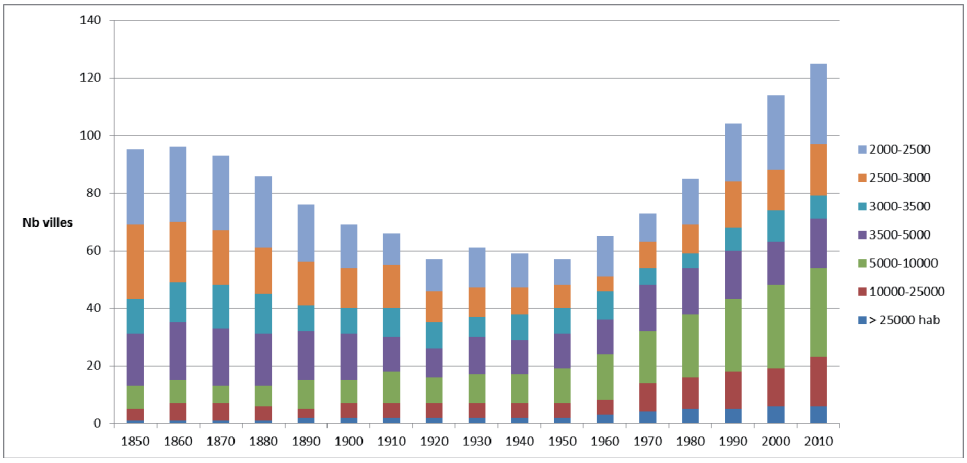
En revanche entre 1920 et 1950 et bien que la population de l'ensemble régional varie peu, les disparités entre la vallée et les arrière-pays s'accentuent. La vallée concentre davantage de population alors que l'évolution de la population pour l'ensemble de la zone d'étude est plutôt stable (figure 2). Il s'agit donc d'une redistribution spatiale de la population au profit du couloir rhodanien et des agglomérations d'Avignon et de Valence (figure 5). Des petites villes de taille comparable connaissent une évolution similaire.

Entre 1950 et 2010, l'augmentation soutenue de la population touche l'ensemble de la moyenne vallée du Rhône en s'élargissant au sud autour d'Avignon. Les disparités s'accentuent fortement entre une vallée démographiquement très dense et des arrière-pays qui continuent de se dépeupler. En revanche les tailles de villes le

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

long du couloir rhodanien sont tout à fait comparables, ce qui suggère une dynamique d'homogénéisation du peuplement par la croissance des petites villes, voire des gros centres ruraux. Cette hypothèse s'affirme dans les figures 3 et 4. Le nombre de villes supérieures à 25 000 habitants augmente très peu. L'espace se structure davantage à travers l'augmentation du nombre de petites villes, en particulier des villes de 5 000 à 10 000 habitants à partir de 1950 et des villes de 2 000 à 3 000 habitants à partir de 1960.

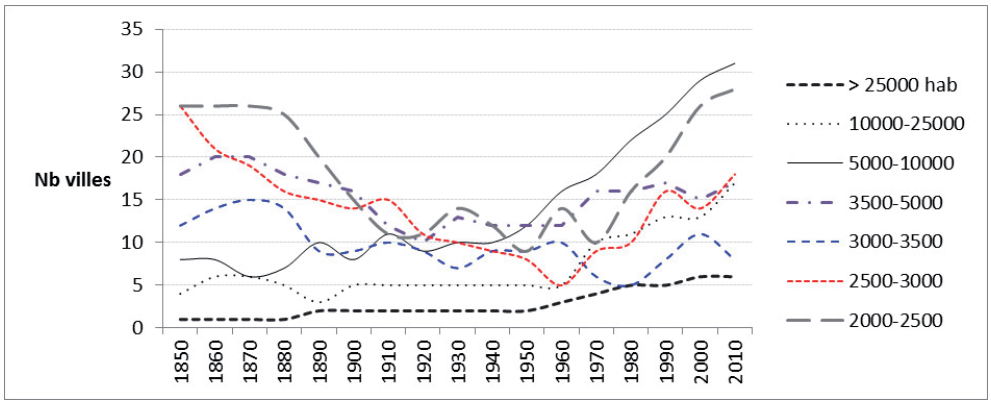
Figure 3: Evolution du nombre cumulé de petites villes de la moyenne vallée du Rhône selon les catégories de taille



Source: E-GEOPOLIS

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 4: Evolution du nombre de petites villes de la moyenne vallée du Rhône par catégorie de taille



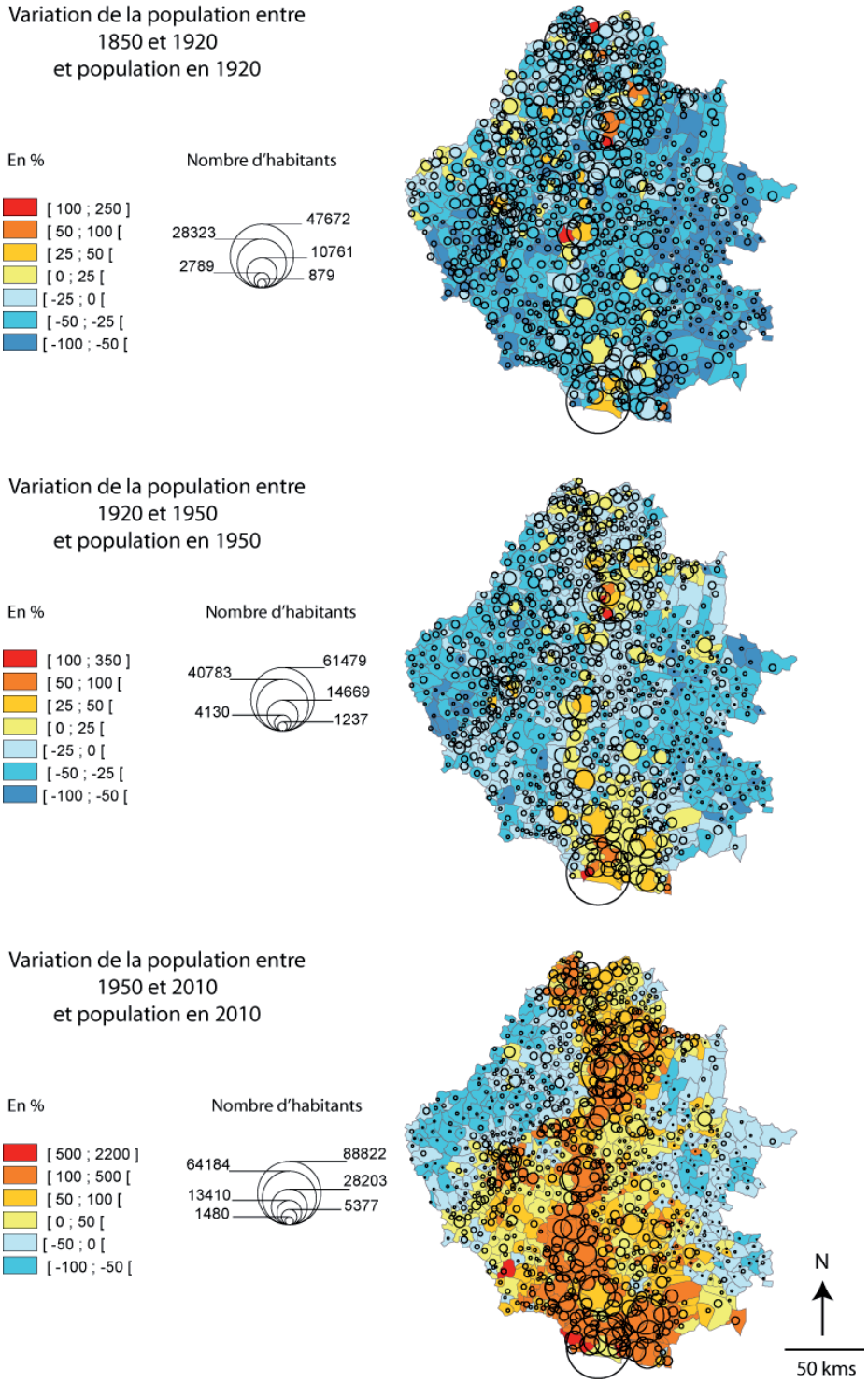
Source: E-GEOPOLIS

Les influences métropolitaines de Lyon et d'Aix-Marseille sur les agglomérations de Valence et d'Avignon et leurs manifestations à travers des processus de périurbanisation locale contribuent certainement à expliquer ces nouvelles croissances. Mais elles n'expliquent pas tout et en particulier n'excluent pas d'autres phénomènes de croissance démographique entre Valence et Avignon. On peut ainsi observer que la dynamique urbaine de l'espace intermédiaire de la vallée du Rhône entre Valence et Avignon s'affirme nettement.

Avec 158 882 hab. supplémentaires, soit 34% du total, elle a représenté une part notable de la croissance urbaine régionale entre 1950 et 2010. Mais la généralisation de la croissance sous la forme d'un couloir n'est pas le seul élément de la dynamique. Cet espace intermédiaire s'affirme aussi par une augmentation du nombre de villes: en 2010, ses 57 villes représentent 46% de toutes les villes (125) de la zone. La dynamique se manifeste aussi par une nette structure hiérarchique des localités (figure 6). A côté d'un nombre important de petites villes de 2 000-2 500 hab. et de 2 500-3 000 hab., les localités de 5 000 à 10 000 hab., et même de plus de 10 000 hab. ne sont pas négligeables. La croissance de ces villes entre 1950 et 2010 concerne un petit nombre de villes, mais elle est nettement plus forte que celle de l'ensemble de la zone (figure 7).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

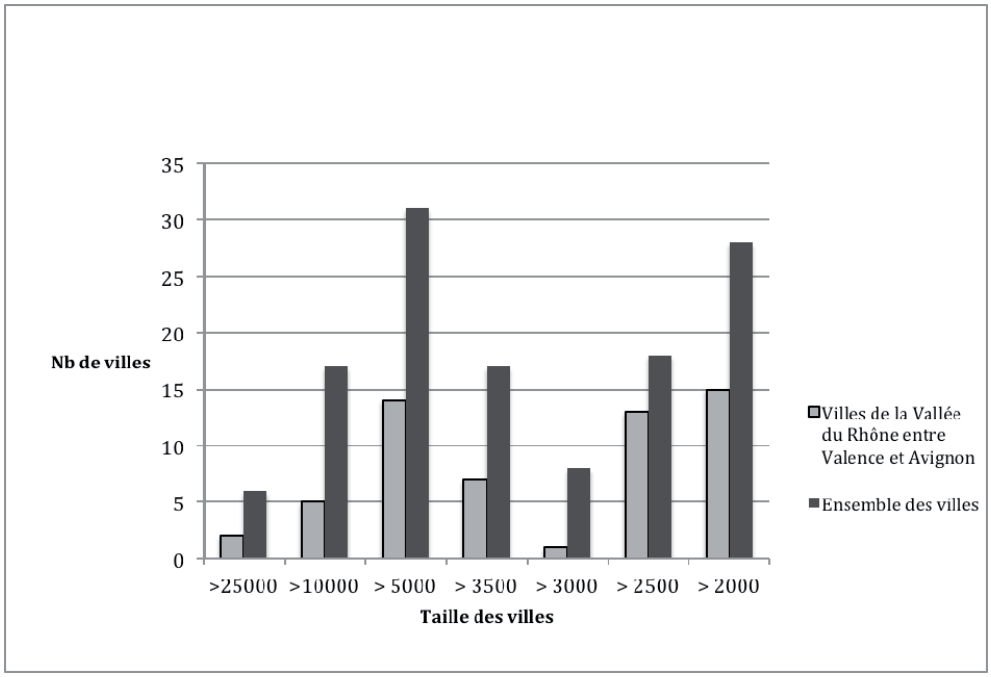
Figure 5: Evolution des populations communales entre 1850 et 1920, 1920 et 1950, et 1950 et 2010



Source: E-GEOPOLIS

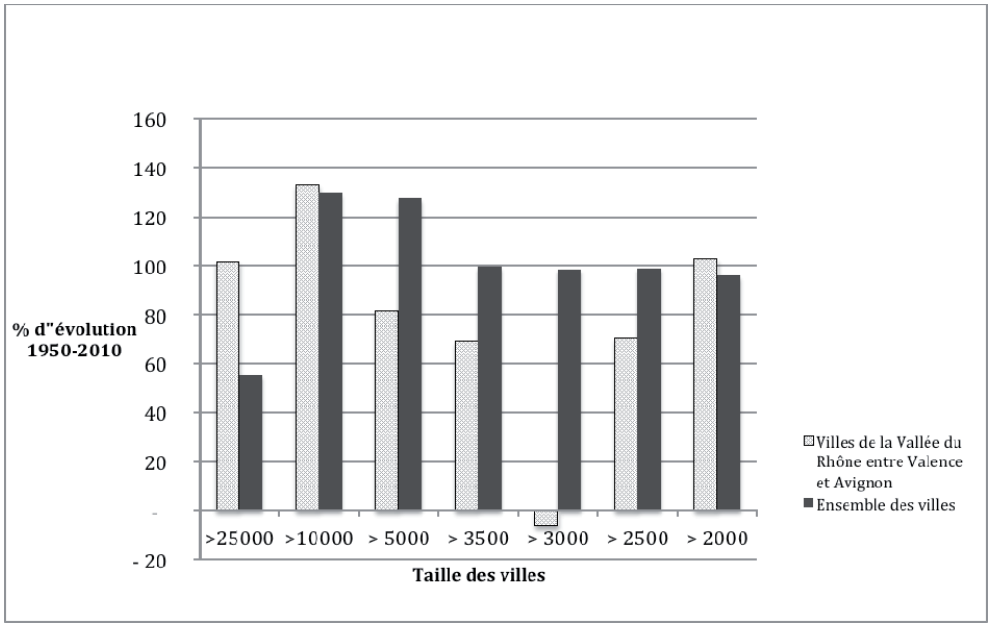
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 6 : Nombre de villes de la moyenne vallée du Rhône selon leur taille en 2010



Source: E-GEOPOLIS

Figure 7: Evolution de la population des villes de la moyenne vallée du Rhône, 1950-2010



Source: E-GEOPOLIS

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3 Mesure des dynamiques de concentration par l'entropie relative

La définition de l'entropie d'information relie les états microscopiques à un état macroscopique. En cela, elle constitue un des premiers modèles mettant en relation le local et le global. Elle s'obtient en faisant la somme de toutes les informations calculées sur les différents états qu'un système peut prendre. L'information se définit comme l'inverse d'une probabilité. En règle générale, on utilise le logarithme en base 2 des fréquences relatives (Dauphiné, 2003).

l'information : $I = -\log(\frac{n}{N})$

et *l'entropie d'information :* $H = -\sum ft.\log(ft)$

Pour pouvoir comparer des situations qui n'ont pas le même nombre d'états, il faut employer

l'entropie relative : $Hr = H/\log(N)$

Cette entropie relative est toujours comprise entre 0 et 1.

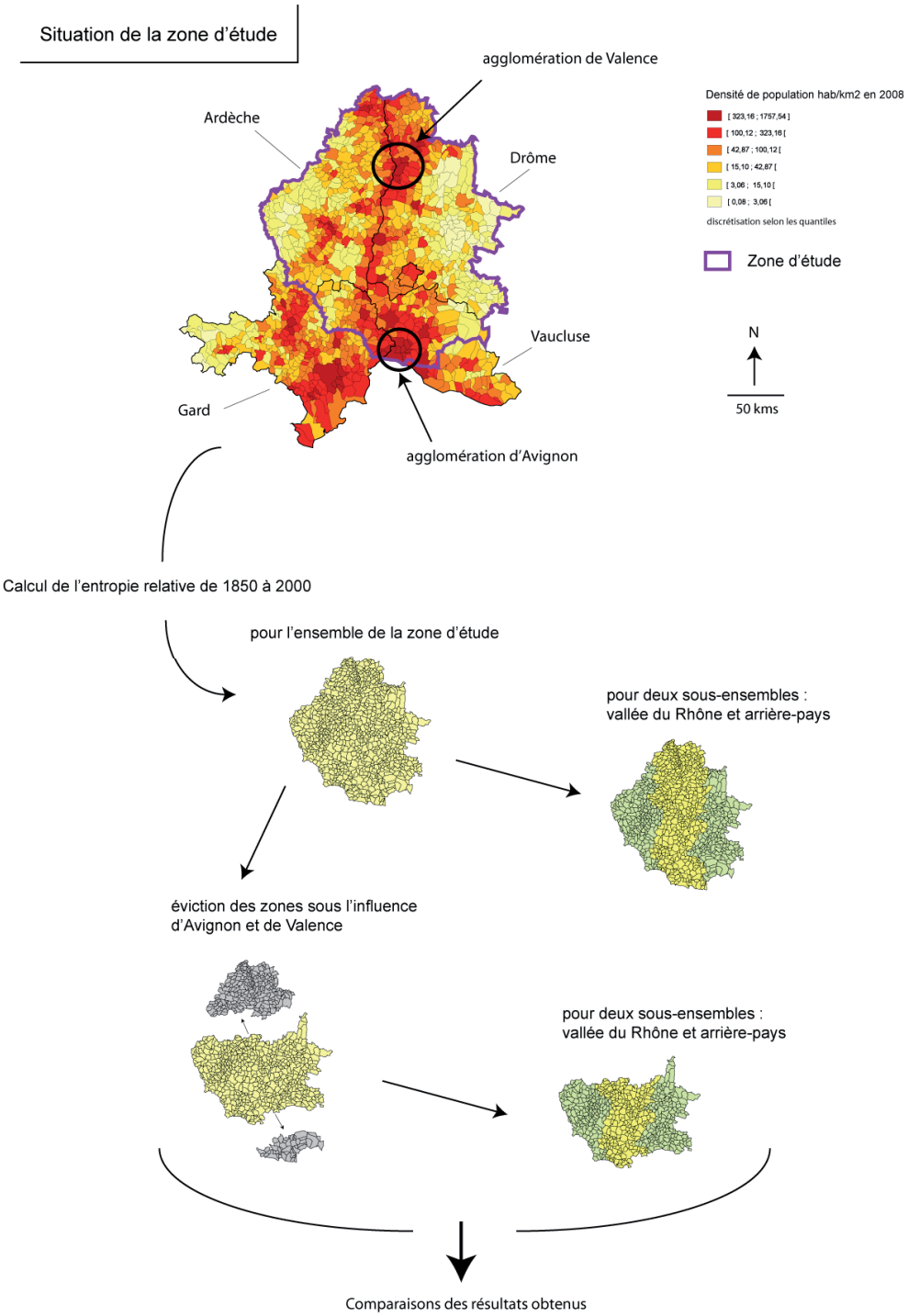
En géographie, l'entropie d'information relative est une mesure de la concentration spatiale (Charre, 1995) (Dauphiné, 2003). Elle devient nulle pour une concentration maximale et est égale à 1 pour une répartition égalitaire. Dans un système où une ville concentrerait toute la population, l'entropie relative serait égale à 0 et dans une région peuplée de façon très homogène, elle serait très proche de 1. Dans la réalité, les situations se situent entre ces deux valeurs extrêmes.

3.1 Présentation de la démarche méthodologique

A partir des données de population normalisées issues de la base *e-geopolis* (Moriconi), l'entropie relative est d'abord mesurée pour l'ensemble de la zone d'étude. L'observation de discontinuités en termes de densité de population permet de distinguer un espace dit « vallée » d'un espace qualifié d'arrière-pays. L'entropie relative est alors mesurée pour chacun de ces sous-ensembles géographiques. Puis les espaces sous l'influence des agglomérations d'Avignon et de Valence sont exclues de la zone d'étude et l'entropie relative est recalculée pour chaque espace. Nous obtenons donc six mesures : la zone d'étude, la zone d'étude hors Avignon et Valence, la vallée et arrière-pays correspondant, la vallée hors Avignon et Valence et arrière-pays correspondant (figure 8). Nous obtenons des profils temporels de l'évolution de l'entropie relative pour chaque ensemble géographique de 1850 à 2010.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 8 : Démarche méthodologique

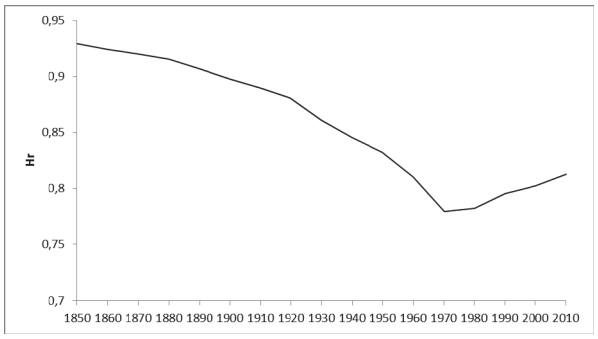


[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3.2 Présentation des résultats, interprétation et limites de l'approche

Mesurée sur l'ensemble de la zone d'étude, l'entropie relative décrit la dynamique de la concentration de la population au cours du temps. La moyenne vallée du Rhône a connu une longue période marquée par une concentration progressive de la population jusqu'en 1970 illustrée par une entropie relative décroissante. Ceci indique un renforcement des disparités. Les villes les plus importantes accueillent de nouveaux habitants tandis que les villages ruraux et hameaux se vident. Cela correspond aux périodes de déclin et de stabilité démographique décrite dans la figure 2. Toutefois à partir de 1920, la dynamique de concentration s'accélère jusqu'en 1950, puis jusqu'en 1970. Le retour de la croissance démographique entre 1950 et 1970 s'inscrit dans une dynamique de concentration de la population dans quelques villes. L'année 1970 marque un renversement de tendance. On observe une légère dynamique de desserrement entre 1970 et 1980 qui s'accélère et se poursuit jusqu'en 2010 (figure 7). L'entropie relative croît. La population connaît une forte croissance (figure 2), le mitage urbain gagne les espaces et tend à homogénéiser la répartition de la population. Le nombre de petites villes s'accroît (figure 4).

Figure 7 : Evolution de l'entropie relative dans la moyenne vallée du Rhône de 1850 à 2010



Source: E-GEOPOLIS

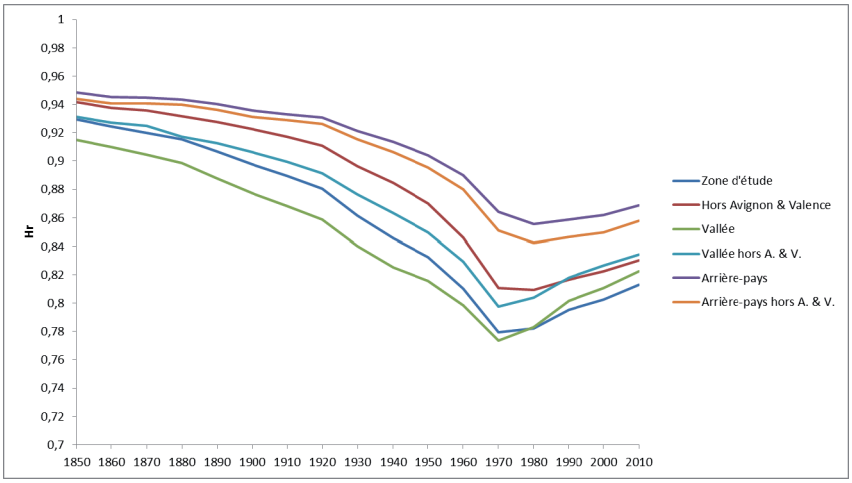
La comparaison entre les valeurs de chaque ensemble géographique décrit des différences autant dans la temporalité des dynamiques de concentration que dans leur ampleur (figure 8).

Il apparaît tout d'abord que l'entropie relative est plus importante dans les espaces d'arrière-pays. Ceci est tout à fait logique du point de vue du peuplement. La population y est davantage dispersée et répartie de façon plus homogène (Cf. figure 5). La dynamique de concentration y est également moins rapide et la dynamique de desserrement est moins marquée.

On retrouve également le poids des pôles urbains majeurs (Avignon et Valence). Les valeurs de l'entropie relative sont les plus faibles pour l'ensemble de la zone d'étude et pour la vallée, notamment lors du pic de concentration observé pour 1970.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 8 : Evolution de l'entropie relative pour chaque ensemble géographique de 1850 à 2010



Source : E-GEOPOLIS

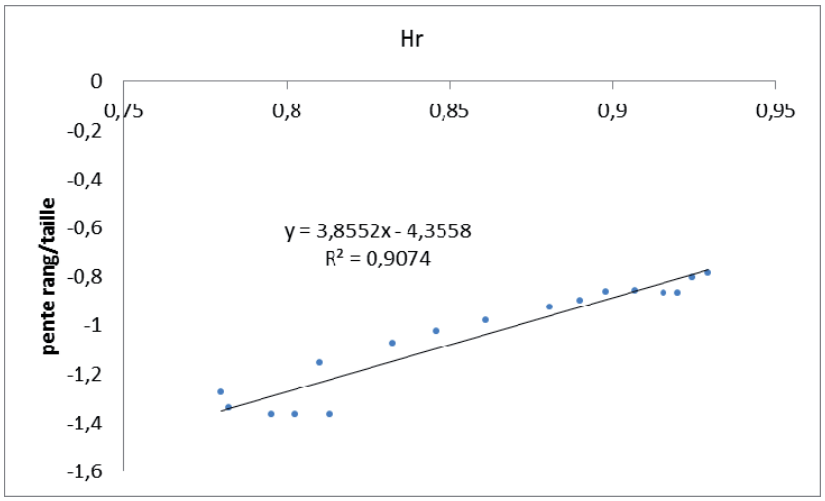
Des particularités se distinguent pour la période 1970-1990 qui apparaît comme une période de transition ou de réajustement de la dynamique du peuplement. Tout d'abord, la dynamique d'homogénéisation qui s'amorce en 1970 est plus forte et plus rapide dans la vallée que pour l'ensemble de la zone d'étude. La courbe pour la vallée coupe celle de la zone d'étude en 1980. Lorsque l'on extrait les espaces d'Avignon et de Valence, la dynamique observée est identique si ce n'est que la courbe de la vallée coupe celle de son ensemble de référence dix ans plus tard en 1990. Cela signifie que la dynamique de desserrement urbain observée est d'abord amorcée par les pôles majeurs et relayée ensuite par les villes intermédiaires. Il y a un décalage spatio-temporel dans la dynamique d'homogénéisation. Cependant, ce décalage est très court. Et la dynamique d'homogénéisation débute bien dans la vallée en même temps que dans les pôles majeurs. On peut en déduire que la dynamique des petites villes intermédiaires de l'axe Rhodanien n'est pas totalement dépendante de la dynamique de croissance des pôles majeurs.

La structuration de la moyenne vallée du Rhône paraît également fortement liée à la présence des arrière-pays. En effet, pendant la même période, l'entropie relative des arrière-pays continue de décroître jusqu'en 1980 alors qu'elle augmente dans la vallée. L'axe n'est pas le seul effet structurant, les périphéries qui lui sont liées comptent tout autant.

Cependant, cette dynamique d'homogénéisation du peuplement dans la moyenne vallée du Rhône efface-t-elle pour autant la hiérarchie urbaine ? Une régression linéaire entre l'entropie relative et la pente des distributions rang/taille mesurées pour chaque date montre une corrélation importante. Lorsque que l'entropie est élevée, la population est répartie de façon plus homogène, donc le poids des villes les plus peuplées est moins important dans la hiérarchie urbaine. La pente de la distribution rang/taille tend donc à diminuer lorsque l'entropie augmente, et inversement (figure 9).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 9 : Régression linéaire entre l'entropie relative et la pente des distributions rang/taille de 1850 à 2010



Source : E-GEOPOLIS

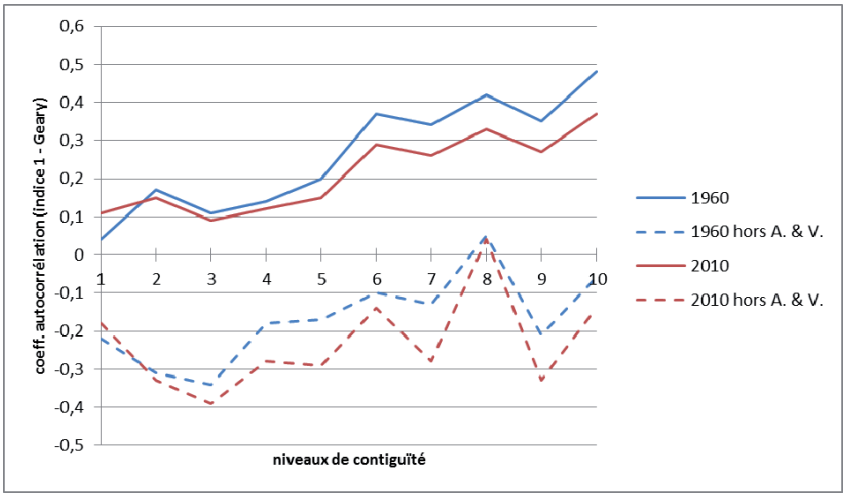
En revanche, à partir de 1980, date à laquelle tous les ensembles géographiques sont dans une dynamique d'homogénéisation, la pente de la distribution rang-taille tend à se stabiliser. Les trois points en bas à gauche de la figure 9 correspondent aux dates 1990, 2000 et 2010. Alors que l'entropie relative augmente, le poids des villes les plus peuplées reste important dans la hiérarchie urbaine. On ne peut donc pas interpréter la dynamique d'homogénéisation comme un rééquilibrage dans la hiérarchie urbaine laissant plus de poids aux petites villes.

D'autre part peut-on dire qu'à valeur d'entropie relative équivalente, le niveau de structuration est proche, avant 1970 et après 1980 ? Une mesure de l'autocorrélation spatiale par l'indice de Geary pour les années 1960 et 2010 pour lesquelles l'entropie est égale à 0,81 montre une autocorrélation spatiale positive légèrement plus élevée en 1960 qu'en 2010, excepté pour un niveau de contiguïté d'ordre 1. Les lieux ont d'autant plus de chance de se ressembler qu'ils sont proches, alors que lorsque l'on extrait les espaces d'Avignon et de Valence, l'autocorrélation spatiale est négative et plus importante pour l'année 2010 que pour l'année 1960. Cependant, d'un point de vue général, les profils entre les deux dates dans l'ordre des niveaux de contiguïté sont très proches. Sur l'ensemble de la zone d'étude, l'entropie relative semble décrire un degré d'homogénéité et un niveau de structuration identique en 1960 et en 2010 illustré par une autocorrélation positive similaire. En revanche, le niveau de structuration de l'espace intermédiaire est légèrement différent en 2010. Pour des niveaux de contiguïté intermédiaires (4, 5 et 7), alors qu'il y a absence d'autocorrélation spatiale en 1960, on observe une autocorrélation négative en 2010 (figure 10). En réalité, cette différence est liée aux arrière-pays, car lorsqu'on s'intéresse uniquement à l'espace de contiguïté, autrement dit à la vallée, à niveau d'entropie relative identique, l'autocorrélation spatiale est identique (figure 11). De plus elle est révélatrice d'une structuration singulière. On observe sur la figure 11 une autocorrélation spatiale négative d'ordre 2. C'est l'espace du mitage. Les lieux

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

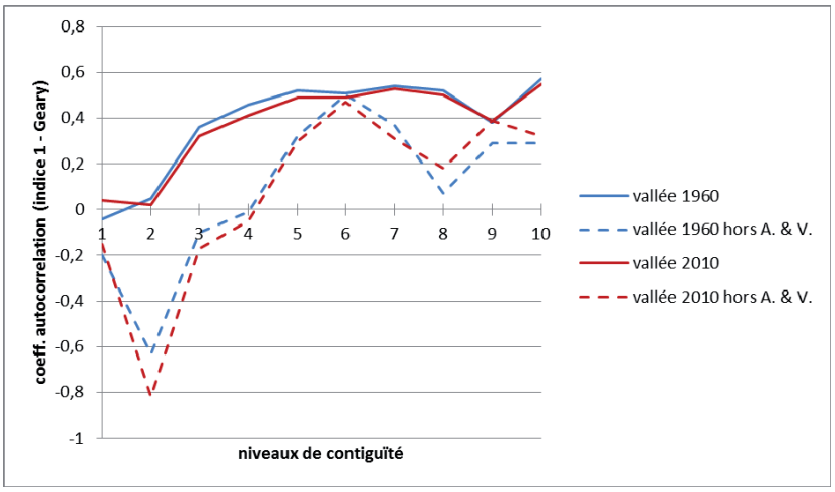
proches ont tendance à être plus différents entre eux que des lieux plus éloignés. Mais l'autocorrélation positive d'ordres 6 et 9 montre une structuration en chapelet de petites villes.

Figure 10 : Variation de l'autocorrélation spatiale en fonction du niveau de contiguïté pour la population de la zone d'étude en 1960 et 2010



Source : E-GEOPOLIS

Figure 11 : Variation de l'autocorrélation spatiale en fonction du niveau de contiguïté pour la population de la vallée du Rhône en 1960 et 2010



Source : E-GEOPOLIS

4 Conclusion

La structuration d'un couloir de peuplement dans la moyenne vallée du Rhône peut être décrite en trois phases. Après une phase de concentration urbaine liée aux conséquences d'un dépeuplement jusqu'en 1920, s'amorce une phase de concentration plus soutenue dans les agglomérations de Valence et d'Avignon, mais aussi dans les petites villes intermédiaires, jusqu'en 1950. A ces deux phases

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

succède une phase d'extension et d'homogénéisation qui ne s'amorce véritablement qu'à partir des années 1970. Les pôles principaux d'Avignon et de Valence impulsent un mouvement de déconcentration de la population, relayé par les villes secondaires. D'un point de vue spatial, la dynamique d'homogénéisation se fait en partie par contiguïté à partir des villes majeures. Mais l'espace intermédiaire entre Avignon et Valence s'homogénéise plutôt par « mitage » et non par diffusion progressive à partir de ces deux pôles qui se rejoindraient, favorisant une structuration en chapelet de petites villes aux dynamiques de peuplement comparables.

Considéré comme un outil, la théorie de l'information permet de mesurer la concentration et la dispersion de phénomènes géographiques. Elle peut donc être utile pour caractériser des effets de polarisation par exemple. Mais lorsqu'elle porte sur des séries temporelles, elle permet de mesurer la vitesse d'évolution des phénomènes observés. De plus si on l'utilise aussi comme un outil d'analyse multi-niveaux, elle permet de rendre compte des différentes temporalités d'évolution de ces phénomènes en fonction de niveaux d'observation différents. Cependant, elle présente aussi des limites qui expliquent sans doute en partie pourquoi elle reste peu utilisée en géographie. En effet, la mesure de l'entropie relative permet bien d'observer une dynamique de concentration mais ne renseigne pas précisément sur les localisations et n'intègre pas non plus le rôle des localisations relatives. Le travail présenté ici montre toutefois qu'il est possible d'intégrer en partie cette question en confrontant les mesures de l'entropie relative à des indices de hiérarchie urbaine et d'autocorrélation spatiale.

Références bibliographiques

Auriac, F. *Le repositionnement géographique.* La Tour d'Aigues: Editions de l'aube, 1995.

Charre, J. *Statistique et territoire.* Montpellier : GIP Reclus/La Documentation Française, 1995.

Dauphiné, A. *Les théories de la complexité chez les géographes*. Paris: Anthropos, 2003.

Ellerkamp, P. *Etude de l'extension urbaine autour d'Avignon et de Montpellier de 1936 à 1999 par la simulation de dynamiques spatiales à l'aide de modèles cellulaires d'interactions locales*. Université d'Avignon: Thèse de doctorat en géographie, 2000.

Leroy, S. *Urbanisation et centralité dans l'espace Bas-Rhôdanien.* Avignon: Thèse de doctorat en géographie, 1998.

Prigogine, I. La fin des certitudes, temps, chaos et les lois de la nature. Odile Jacob, 1996.

Prigogine, I., I. Stengers. *La nouvelle alliance, métamorphose de la science.* Paris: Gallimard, 1979.

Pumain, D., T. Saint-Julien. *L'analyse spatiale. Localisations dans l'espace.* Vol. 1. Paris: Armand Colin, 1997.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Inde rurale, Inde urbaine: qualification et quantification de l'aptitude au changement des territoires indiens

Joan Perez
UMR ESPACE, Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse / Renault
joan.perez@renault.com - joan.perez.etu@gmail.com

Giovanni Fusco
UMR ESPACE, CNRS / Université de Nice-Sophia Antipolis, France
giovanni.fusco@unice.fr

Résumé

L'Inde est souvent perçue par les grandes entreprises occidentales comme l'un des nouveaux eldorados des pays émergents de part ses processus d'urbanisation et son industrialisation croissante. Mais, la réalité Indienne est tout autre. En valeur absolue, la population indienne a augmenté de 181 millions d'habitants entre 2001 et 2011 contre 79,5 millions pour le nombre de travailleurs à temps plein. De plus, le système agraire intensif en zone rurale a contribué à établir une concurrence féroce entre agriculteurs tout en réduisant le nombre de propriétaires terriens. Ainsi, l'augmentation du niveau de vie liée à la croissance économique ne sera pas distribuée de façon homogène sur un territoire où les clivages socio-économiques sont déjà accentués par un système hermétique de castes. De surcroit, l'Inde est un espace qui possède une histoire urbaine longue et complexe. Il en résulte une multitude de systèmes urbains fonctionnels aux caractéristiques internes et externes variées. La délimitation avec l'espace rural devient de plus en plus difficile à définir, mais surtout impossible à généraliser à l'ensemble de ce pays du fait de son immensité.
Le présent article s'insère dans un programme de recherche plus vaste et ayant pour objectif l'étude des transformations socio-économiques et des niveaux de vie des ménages indiens. Dans cette étude, chacun des 640 districts de l'Union Indienne est considéré comme un écosystème jouissant d'un potentiel de transformation socio-économique et territoriale. Cet article a pour objectif de caractériser par une classification multivariée de type Bayésien le degré de réaction au changement d'état de ces écosystèmes. L'hypothèse étant qu'il est possible de déterminer à quel degré un district indien est propice à l'innovation et, dans le cas de cet article, au passage *in situ* à un type fonctionnement plus « moderne ». Plusieurs cas de figures regroupent ces observations : du district faisant partie intégrante d'une agglomération au district non-urbanisé. De plus, les sauts d'étapes peuvent rapidement inverser ou accentuer une tendance à l'ouverture en Inde. Cet article présentera les résultats préliminaires obtenus en étudiant la dynamique décennale 2001-2011 par la caractérisation bayésienne des facteurs internes (variables socio-économiques, consommation, emploi, urbanisation, etc.) et externes (degré de métropolisation, appartenance à des macrostructures urbaines, etc.) des 640 districts indiens.

Mot-clefs

Inde, urbanisation, modernisation, rapport rural-urbain, e-Geopolis, réseaux bayésiens.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1 Complexité et diversité : l'Inde contemporaine

1.1 Hypothèses et positionnement

Le présent article s'insère dans un programme de recherche plus vaste, financé par Renault, et ayant pour objectif l'étude des transformations socio-économiques et des niveaux de vie des ménages indiens comme préalable à une redéfinition des politiques de pénétration commerciale dans le subcontinent. Pourquoi la croissance économique et l'urbanisation sont-elles plus importantes dans certains espaces du subcontinent indien et moindre dans d'autres ? Pourquoi elles pénètrent plus ou moins en profondeur dans les fonctionnements sociodémographiques et dans les styles de vie des populations ? Quels sont les paramètres qui influencent ces disparités spatiales ? On peut envisager l'incidence de facteurs internes comme le taux d'urbanisation préexistant et le taux d'activité dans l'économie marchande ou bien celle de facteurs externes tels que la localisation géographique et l'insertion dans un espace métropolitain. Pour tous ces facteurs, il est nécessaire de prendre en compte le poids de leurs propres interactions sur le système. Si ces questions ont déjà été traitées depuis longtemps par de nombreux chercheurs et modélisateurs pour les pays d'anciennes industrialisations (HENDERSON 1988, BLACK et HENDERSON 1999, FUJITA *et al.* 1995 etc.), les références restent moins fournies pour l'Inde (SCHAFFAR, 2010). Si ce n'est la fin de la colonisation anglaise en 1947, la diversité ethnique, linguistique, culturelle et religieuse de l'Inde n'aurait jamais laissé présager une unification fédérale de ce grand ensemble géographique. A l'inverse de l'Afrique coloniale, les processus d'urbanisation ne peuvent se résumer à cette période de l'histoire en raison de leurs complexités et de leurs anciennetés. Ainsi, la morphologie urbaine de ce sous-continent est la résultante du passage d'un grand nombre de civilisations, d'invasions étrangères et de vagues de migrations qui se sont succédées depuis 800 av. J.-C. Les espaces urbains ont dès lors développé des morphologies spécifiques qui ont suscité des divergences et des contrastes de croissance forts entre eux. L'Inde est fortement marquée par cette diversité entre sous-ensembles, cette diversité est également présente à une échelle plus fine, concomitante à des disparités locales liées à un système de caste rigide toujours prégnant. De plus, la période de colonisation britannique à contribué à modifier de manière significative le réseau de transport par l'implantation du chemin de fer malgré une stagnation du taux d'urbanisation durant cette époque. On retrouve donc aujourd'hui un système de villes fortement hiérarchisé caractérisé à la fois par un grand nombre de villes petites et moyennes mais aussi par l'émergence de grandes métropoles (RAMACHANDRA, 1989). Bien que avéré, cette schématisation est difficilement applicable à l'ensemble du territoire indien tant les formes prises par cette hiérarchie urbaine divergent d'un espace à l'autre. En prenant en compte ces éléments explicatifs, un travail de régionalisation de l'Inde n'en devient que plus difficile. Certains chercheurs le soulignent en prenant le parti d'une démarche déductive telle que l'aire linguistique et culturelle des sous-ensembles (SWERTS et PUMAIN, 2013) ou encore inductive telle que les indicateurs locaux d'association spatiale (OLIVEAU, 2005 et 2010). Concernant cette étude, une phase exploratoire des données nous a permis d'accumuler de l'information sans aprioris en partant du postulat que la localisation sur le territoire peut constituer un handicap ou un avantage spatial qui vient se

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

cumuler à des facteurs de nature socio-économique plus locaux. Autrement dit, l'approche adoptée ici est inductive et multiscalaire. Son point de départ est le constat empirique suivant : les processus d'urbanisation au sens large peuvent soit accélérer, soit retarder le développement *in situ* des populations liées à ces territoires. Cette étude place les ménages indiens dans l'écosystème de leur district au centre de nos observations spatiales. Les 640 districts sont appréhendés selon le dernier découpage administratif de 2011. Pour caractériser ces unités, une batterie d'indicateurs regroupe l'information sur les grandes catégories suivantes : équipement, structure sociale, démographie, économie, urbanisation et localisation.

Il est admis que la population urbaine indienne pourrait dépasser les 473 millions en 2021 (projection du gouvernement Indien) et les 590 million en 2030 (MCKINSEY, 2010). En même temps, la poursuite de la croissance économique devrait amener à une forte augmentation des classes moyennes urbaines. Ces projections se basent par ailleurs sur des critères sous-estimant le phénomène urbain (cf. page 5) dans un contexte de saturation des grandes métropoles qui comme en occident, va sans doute à terme forcer les urbains à changer leurs comportements, notamment en matière de transport et mobilité (NEWMAN & KENWORTHY, 2000). La diversité des formes de peuplement en Inde, alliée à la redistribution de ces futures populations urbaines, vont amener à des changements socioéconomiques inattendus. L'objectif de notre approche est alors de dégager un portrait fidèle des inégalités territoriales et socioéconomiques de l'Inde contemporaine en accordant une place importante aux phénomènes d'urbanisation, susceptibles de catalyser le changement socioéconomique. L'hétérogénéité de l'Inde rendant impossible la généralisation d'hypothèses ou de résultats de cas d'études à l'ensemble du sous-continent, l'approche adopté ici sera macroscopique, choroplèthe et inductive et aboutira à une régionalisation inédite de l'Inde.

1.2 Le district comme écosystème

Il est admis que les limites administratives dépendent de l'entité administrative nationale ayant le pouvoir de procéder à des recensements. Cette même entité institutionnelle décide par la même des critères permettant de définir « l'urbain », ce qui peut représenter un problème majeur pour les études urbaines incluant des comparaisons internationales (MORICONI-EBRARD, 1993). Dans le cas de l'Inde, entre chaque recensement décennal, les limites administratives soit s'adaptent à l'évolution de l'urbanisation, soit fractionnent le territoire en sous-zones urbaines et rurales (*part*). Ainsi, les limites administratives des villes (*ward*), des taluks et des districts peuvent changer de manière considérable. Par conséquent, les comparaisons temporelles deviennent impossibles à grande échelle sans traitements ou agrégations préalables. A titre d'exemple en 2011, 51 nouveaux districts ont été crées. Ils sont le résultat de fractionnements et/ou de fusions des anciens districts de 2001. Le territoire Indien est désormais composé de 640 districts d'une moyenne de 5 136 km². Du fait de l'homogénéité spatiale de ces unités, cette moyenne est représentative malgré quelques exceptions comme :

- L'hyper centre des grandes métropoles qui possède souvent son propre district ;
- Les sept territoires Indiens de taille inférieure à la moyenne (Pondichéry, Iles Andaman et-Nicobar etc.) ;
- Une poignée de districts de très grande taille (Kashmir, Kutch etc.).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

En revanche, l'uniformité des caractéristiques internes de ces unités spatiales n'est pas la règle. En effet, la complexité du territoire Indien résulte en une multitude d'espaces aux caractéristiques économiques, sociologiques et démographiques diverses. Sachant que les trajectoires individuelles sont influencées par l'environnement des lieux de vie (MAURIN, 2007) l'objectif de cet article est alors de dégager une classification qui nous permettrait d'identifier le lien *in situ* entre les formes spatiales de l'urbanisation et les caractéristiques socioéconomiques du territoire et des populations. Le choix de cette échelle d'analyse entraine une perte d'information en variance intra-district qui est le prix à payer pour parvenir à une lecture encore relativement aisée de la diversité du subcontinent indien.

1.3 L'espace comme vecteur de diffusion de l'innovation : modéliser le lien entre urbanisation et développement

La saturation des hyper-centres des métropoles alliée à la forte croissance urbaine attendue (MCKINSLEY, 2010) va amener à une localisation des nouveaux urbains dans des villes de petites et de moyennes tailles (BORDAGI, 2011). Or, les espaces urbains contribuent à 62% du PIB Indien (BHAGAT, 2011). Ce chiffre, déjà conséquent, s'appuie sur la qualification officielle des espaces de type 'urbain' décidée par le gouvernement indien et, sur la base de cette seule qualification ce résultat est donc potentiellement sous-estimé. En effet, les critères officiels servant à définir l'urbain en Inde (minimum de 5 000 habitants, 75% d'individus de sexe masculin employés hors secteur primaire, minimum de 400 habitants au kilomètre carré) montrent une vision dépassée du phénomène d'urbanisation. Un autre inconvénient provient du fait qu'un grand nombre de villages peut former *de facto* un espace aggloméré. Néanmoins, le gouvernement indien peut considérer cet agrégat comme rural du moment que l'espace aggloméré ne dépasse pas une frontière administrative régionale (Taluk ou district) et ce, même si deux des trois précédents critères sont largement remplis. De plus, SIVARAMAKRISHNAN *et al.* (2007) soulignent que bien que ces critères soient remplis, c'est souvent l'État qui décide à quelles implantations vont être accordé le titre « urbain » grâce au *73th et 74th Constitution Amendments, part. IX.A.* Par conséquent, les données officielles du gouvernement indien relatives à l'urbain ou au rural n'ont pas été utilisées dans notre étude, où seules les données relatives à l'ensemble du district ont été retenues. Le travail s'appuie principalement sur deux bases de données. La première est *Indiapolis* composante indienne du programme e-Geopolis (MORICONI-EBRARD, 1994) qui définit l'agglomération morphologique selon une référence harmonisée ([1]) incluant les évolutions démographiques entre 1981 et 2011. La seconde correspond à une base de données spécifique à ce projet. Celle-ci est composée d'indicateurs multicritères et multi-scalaires qui dans certains cas ont été agrégés automatiquement depuis un niveau inférieur (villes et villages, agglomérations) à un niveau supérieur (district). Au sein de cette base de données, une attention particulière a été portée aux processus d'urbanisation. De nombreux indicateurs spécifiques ont été conçus afin d'étudier la relation entre les formes urbaines et les caractéristiques socioéconomiques des districts. L'hypothèse émise est la suivante : le développement économique ainsi que la transition

[1] Indiapolis : 5 000 hab. minimum, pas plus de 200 mètres entre deux zones bâties

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

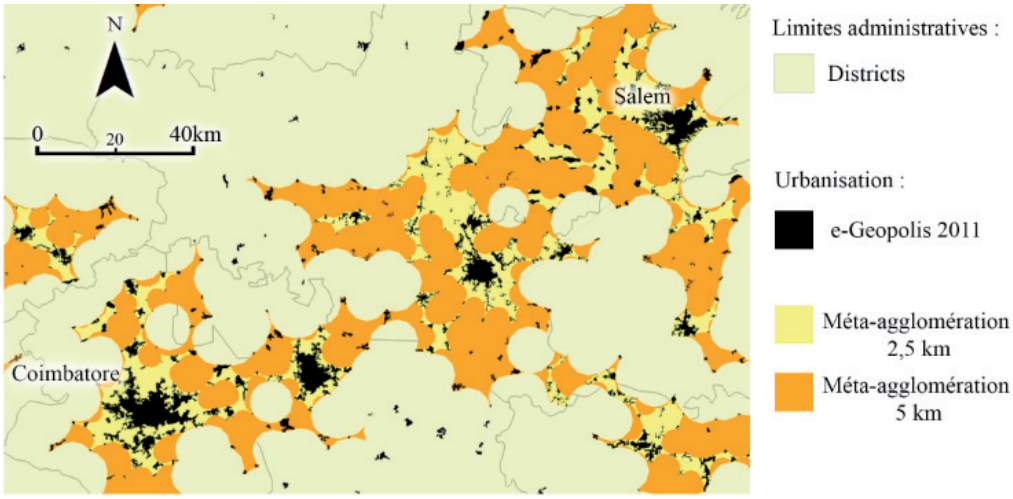
sociodémographique sont fortement influencés par l'urbain grâce à l'espace servant de vecteur de diffusion de l'innovation (PUMAIN, 1992). Les différents indicateurs ayant trait au phénomène urbain ainsi que leurs méthodes de conception vont être présentés dans la partie suivante.

2 Étudier le phénomène urbain en Inde

2.1 Urbanisation étendue

Une méthode a été mise au point dans le but de visualiser et de quantifier ce que l'on a qualifié d'urbanisation étendue ou espace « meta-aggloméré », Certains espaces bien qu'à dominante rurale pour le gouvernement ou pour e-Geopolis peuvent s'insérer dans une forme de macrostructure urbaine allant au-delà des limites physiques de l'agglomération et donc bénéficier d'externalités positives liées à cet environnement particulier. Ces macrostructures peuvent prendre la forme de vastes taches ou de véritables corridors au sein du subcontinent. Elles contiennent et organisent l'essentiel de l'urbanisation indienne et la presque totalité de ses grandes agglomérations. Pour extraire cette armature urbaine spécifique, le concept d'espace méta-aggloméré a été développé à partir de l'emprise spatiale des agglomérations e-Geopolis de 2011. La première étape est une dilatation de 5 kilomètres à partir des agglomérations physiques de la base de données e-Geopolis. Il s'en suit une érosion de cette même distance. Ce processus d'extension / réduction des agglomérations résulte dans une fermeture morphologique (VOIRON, 1995) liant les agglomérations d'une proximité inférieure à 10 kilomètres. Il n'existe pas de statistiques officielles sur le temps de parcours ou la distance moyenne domicile-travail en Inde. Par ailleurs, la médiane Française pour la distance domicile-travail pour une zone à dominante rurale est de 10,2 km (INSEE 2004) et se rapproche donc du buffer 5 km appliqué ici (agrégation à 10 km).

Figure 1 : La méta-agglomération comme méthode d'extraction des corridors urbains



Source : Geopolis 2011, PEREZ & FUSCO, 2014.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Plusieurs distances de buffer ont été testées pour la création de ces espaces méta-agglomérés. Raisonnablement, le choix s'est porté sur la distance permettant de dégager au mieux les corridors indiens connus, tout en limitant les résidus composés uniquement de petites agglomérations. Le buffer à 5 kilomètres permet de relier sans coupures un grand nombre de corridors comme le montre la figure 1. Sur cette dernière, le corridor de Coimbatore à Salem, passant par Tiruppur et Erode d'une distance de 140 kilomètres, est relié en un ensemble unique (en orange sur la figure) à l'inverse du buffer 2,5 kilomètres (en jaune) qui découpe cet espace en quatre sous ensembles.

Les résidus, composés d'un ensemble de petites agglomérations, ont ensuite été supprimés grâce à un double filtrage :

- Suppression des méta-agglomérations dont la surface est inférieure à 78,5 km², soit la limite inférieure de la surface générée artificiellement par le buffer de 5 km entre les plus petites agglomérations e-Geopolis espacées de 10 km, ne correspondant donc pas à des véritables méta-agglomérations. Ce filtrage élimine également des agglomérations plus ou moins isolées, mais de taille moyenne (40-70 km²).
- Suppression des méta-agglomérations correspondantes uniquement à des nébuleuses de petites villes, sans aucun noyau méta-aggloméré détecté par le pas de fermeture morphologique de 2,5 km (fermeture qui est à son tour filtrée par un seuil de 19,3 km²).

Une fois cette armature urbaine extraite, les quatre indicateurs suivants ont été calculés et inclus dans la base de données à l'échelle des districts :

Part de l'urbanisation sur le district = $\frac{EM+E}{EM+E+M+D}$

Emprise de la méta-agglomération sur le district = $\frac{EM+M}{EM+E+M+D}$

Part de l'urbanisation méta-agglomérée = $\frac{EM}{EM+E}$

Compacité de l'urbanisation au sein de la méta-agglomération = $\frac{EM}{EM+M}$

Où *EM* est la surface réelle en km² de l'urbanisation e-Geopolis incluse dans un espace méta-aggloméré, *E* la surface de l'urbanisation e-Geopolis non incluse dans un espace méta-aggloméré, *M* la surface de l'espace méta-aggloméré hors agglomération et *D* la surface de l'espace du district non aggloméré et non méta-aggloméré.

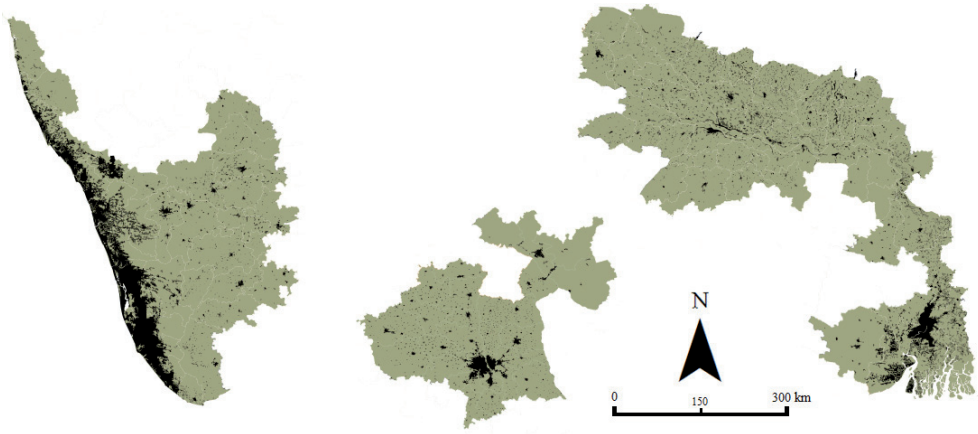
2.2 Trois macro-structures urbaines d'échelle subcontinentale

Il est admis que l'urbanisation et la croissance se renforcent l'une et l'autre (FUJITA & THISSE, 2002). Les externalités positives générées par l'urbanisation continue ne connaissent pas de frontières et notamment celles des unités spatiales « districts ». L'emprise de la méta-agglomération est un bon indicateur pour quantifier l'urbanisation étendue liée au district de manière intrinsèque. Pourtant, l'emprise spatiale d'une méta-agglomération dépasse souvent le cadre du simple district. En effet, une méta-agglomération peut à elle seule traverser une multitude

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

de frontières administratives. Par conséquent, un indicateur a été conçu dans le but de caractériser chaque district par le biais de l'envergure de sa méta-agglomération dominante. L'objectif visé étant de faire apparaitre la relation entre la croissance endogène d'un district et l'étendue spatiale (appréhendée par le nombre de districts concernés) de la macrostructure urbaine dans laquelle elle se situe. Pour les districts possédant plus d'un espace méta-aggloméré la valeur retenue a été celle de la méta-agglomération ayant la plus forte emprise sur le district en termes de surface. Les valeurs non nulles prises par les districts vont ainsi de la plus petite envergure (1), à la plus importante (74 pour Delhi et Nord de Delhi). 37,34 % des observations (soit 239 districts) ne sont concernés par aucun espace méta-aggloméré et possèdent donc une valeur nulle.

Figure 2 : Les trois plus grandes macrostructures urbaines du subcontinent indien. De gauche à droite : les macros-structures du Kerala / Ouest du Tamil Nadu, de Delhi / Nord de Delhi et de Calcutta / Bihar. En noir les agglomérations e-Géopolis, en gris les districts où la macro structure est prépondérante.



Source : e-Geopolis 2011, PEREZ & FUSCO, 2014.

Trois macrostructures dont l'envergure est à l'échelle du subcontinent (figure 2) se détachent du reste de la distribution (en 4ème position la méta-agglomération autour d'Ahmedabad ne concerne que 9 districts) :

1. La macrostructure de Delhi est la plus importante avec 74 districts concernés. Ce résultat doit être nuancé car, fait unique en Inde, l'hyper-centre de la capitale administrative est divisé en 9 districts de petites surfaces.
2. La macrostructure du Nord-Est de l'Inde, allant de Calcutta au Bihar, composée de 62 districts.
3. La macrostructure du Kerala - Ouest du Tamil Nadu, composée de 44 districts.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau 1: caractéristiques des trois plus importantes macros-structures urbaines

Macrostructure	Nombre de districts	Nombre d'UA e-Geopolis	Population 2011	Ratio UA pour 100k habs	Surface *km²*
Delhi / NDD	74	1 013	59 318 288	1,70	64 486
Kerala / O.TN	44	1 420	72 694 136	1,95	121 043
Calcutta-Bihar	62	3 509	183 613 255	1,91	154 022

Source: e-Geopolis 2011, Census of India 2011.

La ville de Calcutta fait partie de la macrostructure du Nord-Est, mais celle-ci n'est pas représentative de l'ensemble géographique de part sa situation en « tête d'épingle », prolongement du réseau fluvial de la vallée du Gange. Comme il est décrit dans le **tableau 1**, ces trois macrostructures possèdent des caractéristiques urbaines bien différentes. La macrostructure de Delhi est ainsi plus compacte et dense que les autres en termes d'agglomérations e-Geopolis et de population. La compacité en nombre d'agglomérations est moins importante au sein de la macrostructure Kerala – ouest Tamil Nadu, et ce malgré une urbanisation réelle occupant toute la frange littorale. Avec un ratio de 1,91 agglomérations e-Geopolis pour 100 000 habitants, la macrostructure Calcutta-Bihar, bien que la plus peuplée des trois, se situe à mi-chemin entre les deux précédentes. Pour finir, il est intéressant de noter que deux des trois métropoles portuaires implantées durant la colonisation britannique, ne sont pas intégrées dans une macrostructure géante. En effet, la macrostructure de Chennai ne contient que trois districts et celle de Mumbai quatre.

2.3 Insertion dans un espace métropolisé de premier rang

Au-delà de l'insertion d'un district dans une macrostructure urbaine, la proximité à une ville de rayonnement international, c'est-à-dire fortement insérée dans les processus de mondialisation, n'est pas un élément à négliger. Après l'appartenance aux macrostructures typiques de la densité du peuplement indien, est ici visée la localisation du district vis-à-vis des principales synapses de la mondialisation économique. De fait, un système de notation multicritère a été mis en place pour toutes les agglomérations *Indiapolis* de plus de 200 000 habitants. Ce travail de qualification de la hiérarchie urbaine par la notation quantitative, est directement inspiré des travaux conduits sur les villes européennes par Roger Brunet (1989) et de Céline Rozenblat et Patricia Cicille (2003).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Des points ont été attribués en fonction des catégories suivantes :

- Poids démographique : Population totale 2011 des agglomérations e-Geopolis. 0 à 4 points attribués. *Source : Office of the Registrar General & Census Commissioner, India*

- Poids des industries de service et de transformation : part du secteur secondaire et tertiaire dans le taux d'emploi 2011. 0 à 4 points attribués; *Source : Office of the Registrar General & Census Commissioner, India*

- Indicateur de croissance physique de la métropole : PIB construction 2004-2005. 0 à 4 points attribués. Utilisation des données à l'échelle des districts, agrégation des données pour les agglomérations empiétant sur plusieurs districts.

- Poids du tourisme : PIB lié au tourisme 2004-2005. 0 à 4 points attribués. Méthode similaire à l'indicateur précédent.

- Rayonnement international : flux de passager annuel des aéroports nationaux et internationaux 2011-2012. 0 à 4 points attribués. *Source : Airports Authority of India*

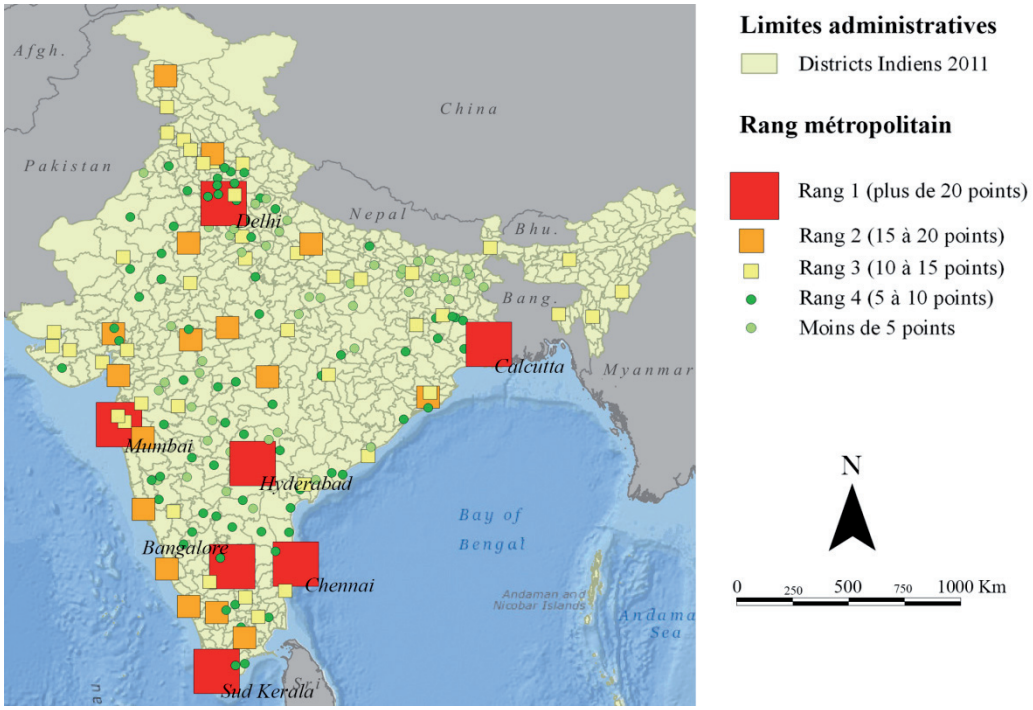
- Rayonnement universitaire : nombre d'universités classées dans le top 500 du projet de recherche espagnol « Webometrics Ranking of World Universities » en 2013. 0 à 4 points attribués. *Source : CSIC : Consejo Superior de Investigaciones Científicas*[2]

- Poids des activités spécialisées : tonnages annuel en millions de tonnes des ports de commerces 2011. 0 ou 1 point. *Source : pour chaque état Indien : Maritime board official website.* nombre d'hectares de zones économiques spéciales (SEZ) 2005. 0 ou 1 point. *Source: List of Formal Approvals granted under the SEZ Act, 2005. Ministry of Commerce & Industry*

[2] http://www.webometrics.info/en/Asia/India

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 3 : Le classement des villes indiennes en 2011

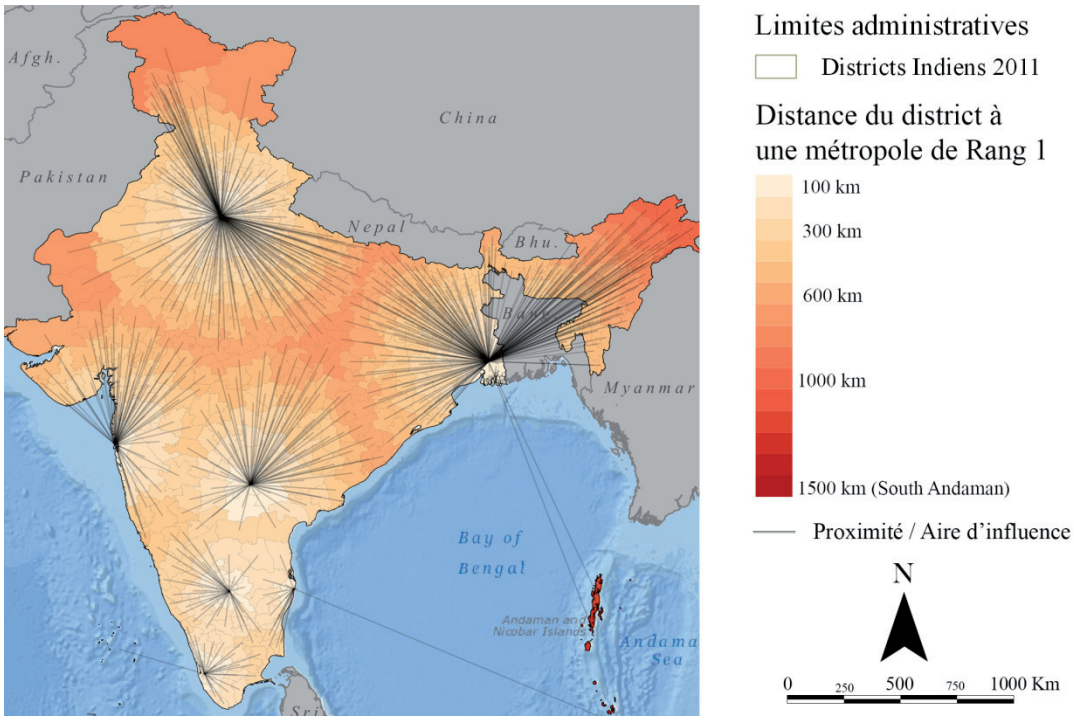


Source : Geopolis 2011, PEREZ & FUSCO, 2014.

Le maximum de points remportés revient à Delhi avec 24 points sur 26. Les six autres agglomérations de premier rang possèdent toutes 22 ou 23 points. Les sept premières agglomérations de rang un sont largement en tête avec un écart de 2 points avec la première agglomération de rang deux : Ahmenabad. On retrouve ici le schéma des trois grandes villes portuaires implantées durant la colonisation Britannique : Mumbai, Chennai et Calcutta ainsi que la capitale administrative New Delhi. Les capitales dynamiques des états du Sud de l'Inde ressortent aussi : Bangalore pour le Karnataka et Hyderabad pour l'Andhra Pradesh. A ce schéma bien connu s'ajoute le « Sud » étendue de l'Etat du Kerala. L'urbanisation continue d'une partie du Kerala nous a amené à agréger les valeurs depuis les villes officielles de Kochi / Ernakulam au nord à la ville officielle de Thiruvananthapuram au sud.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 4 : Distance des districts indiens à la plus proche métropole de rang 1



Source : PEREZ & FUSCO, 2014.

Une fois la partie sommitale de la hiérarchie métropolitaine indienne déterminée, nous avons souhaité caractériser la localisation par rapport à elle de l'ensemble des districts. Comme nous le montre la figure 4, cette méthode a permis d'extraire des aires d'influence potentielles des « régions-métropoles ». Le centre de gravité des métropoles de premier rang à été localisé manuellement au niveau des hyper-centres historiques. Pour chaque district, la distance à une métropole de premier rang en kilomètres a été calculée et incorporée à la base de données. Le Kerala possède plusieurs centralités et fait donc exception à la règle avec un centre de gravité placé au niveau du centroïde de l'agglomération. La distance moyenne à une métropole de rang 1 est beaucoup plus faible pour les districts appartenant à la partie Sud de l'Inde. Comme nous le verrons plus tard (cf. page 17), nous sommes ici en présence d'un espace sous forte influence métropolitaine.

3 Segmentation des districts indiens

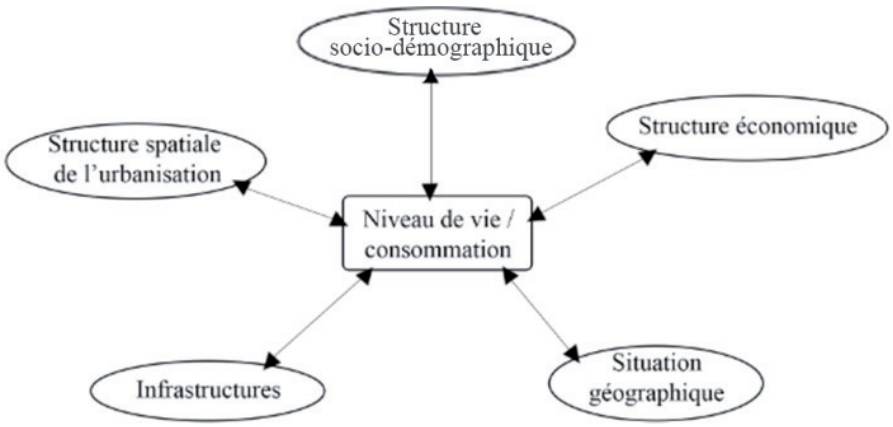
3.1 Conceptualisation et préparation des données

La passion de l'agrégation est tout à fait justifiée dans de nombreux contextes, mais elle peut devenir futile ou inutile dans d'autres […] Variété ne doit pas impérativement rimer avec agrégation des données. A plus d'un titre, cette assertion de Amartya Kumar SEN (1987) est tout à fait pertinente. Au total, plus de 200 variables multi-scalaires ont été regroupées au sein de la base de données relative à ce projet. A la suite de cette phase exploratoire des données, une

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

sélection rigoureuse des indicateurs s'est imposée. Une étape de conceptualisation a donc permis de diminuer le nombre d'indicateurs utilisés avec un double objectif : réduire les phénomènes d'interdépendance et cerner au mieux l'objet de notre étude.

Figure 5 : Le schéma de référence simplifié caractérisant le niveau de vie d'un ménage Indien



Source : PEREZ & FUSCO, 2014.

Le schéma proposé (figure 5) présenté ici dans une version épurée, est le résultat d'un conséquent travail de conceptualisation. Chaque élément de ce schéma contient un certain nombre d'hypothèses soutenues par une bibliographie consistante quant aux relations entre les différents phénomènes. Dans cet article l'accent a été mis sur la structure spatiale de l'urbanisation (cf. page 6 à 12), mais les autres éléments du modèle ont bénéficié de la même attention. Il est intéressant de noter qu'une place toute particulière a été accordée à l'espace (structure spatiale de l'urbanisation, infrastructure et situation géographique) avec pour objectif de mettre au centre du questionnement son impact sur le développement des niveaux de vie des ménages. En tous cas, ce modèle conceptuel s'attache à lier le développement des classes moyennes à des éléments complexes dépassant le cadre de la seule géographie urbaine. Au total, 59 variables ont été utilisées comme entrées pour le modèle bayésien. Chaque variable possède son état en 2011, ainsi que sa dynamique décennale 2001-2011 dans la limite du possible. En effet, certaines variables d'état ne possèdent pas leur contrepartie en variable d'évolution. C'est le cas des variables pour lesquelles la dynamique n'est pas nécessaire (exemple : proximité à l'océan, à une métropole de premier rang etc.), ou des variables dont les données n'étaient pas disponible en 2001 (surface des agglomérations *e-Geopolis* etc.). Compte tenu des modifications des frontières administratives de certains districts en 2011, les unités spatiales composant le modèle préliminaire présenté ici contiennent 5,27 % de données manquantes.

Les variables utilisées (voir Annexes) proviennent principalement de trois sources :

- Le recensement Indien de 2001 et de 2011 à l'échelle de la ville ou du village avec une première agrégation au niveau de l'agglomération e-Geopolis puis une seconde agrégation au niveau du district. Le second cas de figure est l'utilisation directe de données à l'échelle du district (exemples : population, taux de motorisation des ménages, équipement des ménages, etc.).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

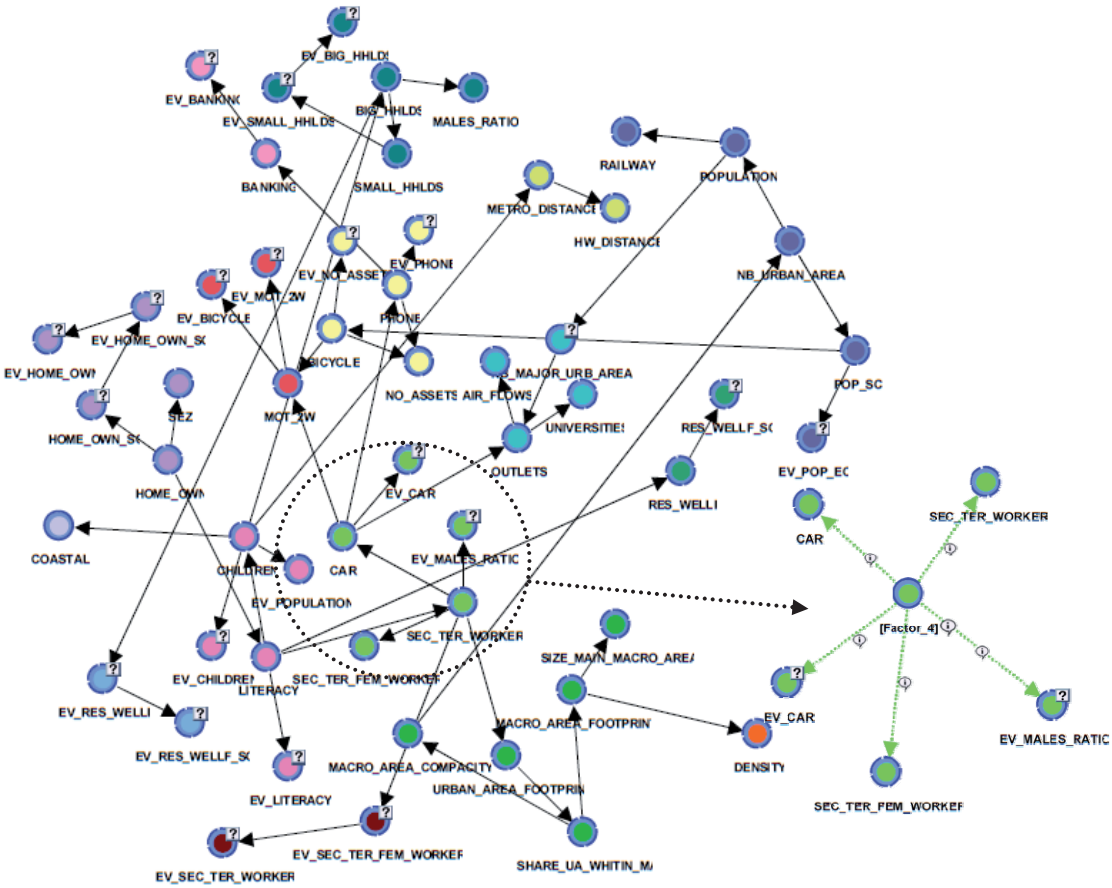
- Des bases de données spatialisées en libre accès (exemple : OpenStreetMap pour le nombre de gare ferroviaires par district, etc.) ou base de données constituées spécialement pour ce projet (exemple : nombre de points de vente des constructeurs automobiles par villes, etc.).
- Des indicateurs composites calculées *ad hoc* pour ce projet (exemples : bien être résidentiel, insertion dans les méta-agglomérations, etc.)

3.2 Modélisation probabiliste par les réseaux bayésiens : clusterisation et constitution des facteurs latents

Avant d'entamer le processus de modélisation, il faut garder en mémoire le fait qu'aucun indicateur ne peut servir à lui seul de mesure d'un phénomène complexe. En effet, en systémique les résultats dépassent souvent la somme des effets séparés. Dans le cas de l'Inde par exemple, des études ont démontrées qu'un choc négatif sur l'économie entrainant une perte de revenu des ménages, entraine à son tour une baisse du taux de scolarisation (JACOBY et SKOUFIAS, 1997). La modélisation probabiliste ici employée est celle de la classification multivariée par les réseaux Bayésiens, effectuées par un processus à plusieurs étapes et passant par la définition de facteurs latents. Cette procédure a déjà eu ses premières applications en géographie urbaine (FUSCO et SCARELLA 2012, FUSCO 2013). Dans une première étape, l'apprentissage des relations entre les 59 indicateurs est non supervisé, c'est-à-dire qu'il n'y a aucune connaissance préalable entrée par le modélisateur sur la structure du modèle. Le résultat est un réseau Bayésien où les 59 indicateurs sont liés par 60 liens probabilistes.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 6 : Le réseau bayésien une fois clusterisé



Source : PEREZ & FUSCO, 2014.

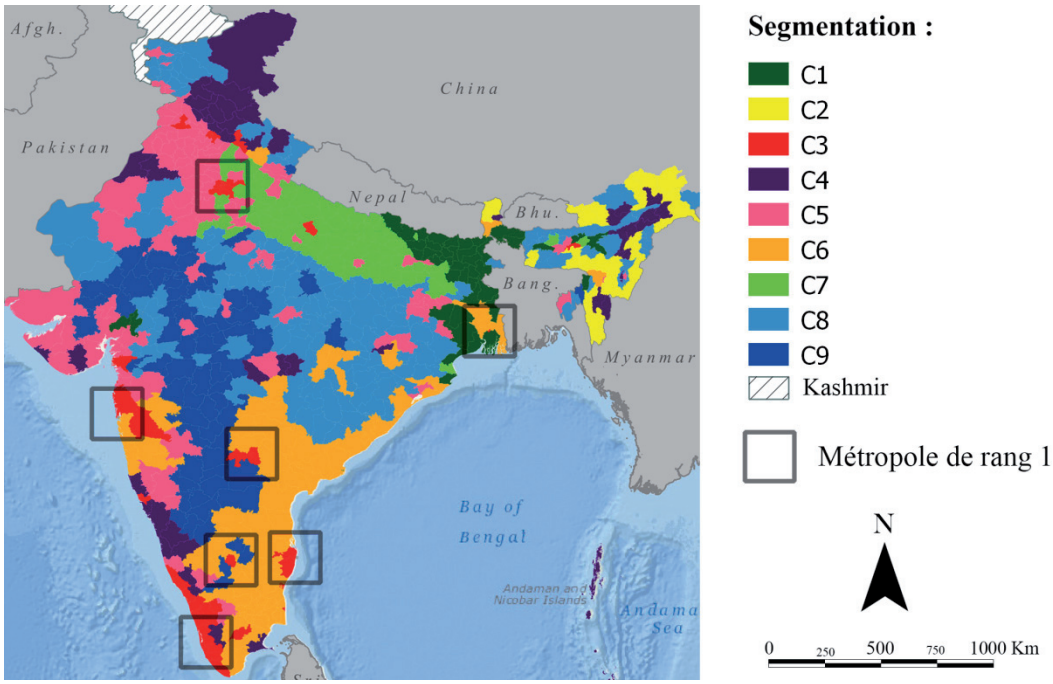
Les indicateurs fortement liés par les relations probabilistes sont ensuite regroupés en clusters par un algorithme de CAH (les regroupements de variables sont indiqués par un code couleur dans la figure 6). Chaque cluster dégage ensuite, à l'issue d'une étape d'apprentissage supervisé, un facteur latent, non directement observable, et correspondant à un concept plus général. Le facteur latent 4, par exemple (entouré ici en vert clair) est composé de cinq indicateurs : le taux de motorisation des ménages en automobile en 2011, l'évolution 2001-2011 de ce même taux, l'évolution 2001-2011 du sex-ratio, la part de travailleurs 2011 hors secteur primaire et le poids des femmes hors secteur primaire en 2011. Il correspond, dans la limite des indicateurs retenus, à la modernisation des modes de vie des populations, dans laquelle le taux de motorisation semble déjà à ce stade accompagner une certaine forme d'évolution sociodémographique. Au total 13 facteurs latents ainsi que deux variables indépendantes (le positionnement vis-à-vis du littoral et la densité de peuplement) extraits par l'analyse bayésienne reflètent les grands phénomènes des modes de vie, des fonctionnements économiques, de l'urbanisation des districts indiens, ainsi que leurs évolutions au cours de la dernière décennie.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3.3 Segmentation de l'Inde en neuf profils

La dernière étape de l'analyse bayésienne consiste dans l'identification d'un ultime facteur non observable, la classe d'appartenance du district par rapport à l'ensemble des variables de l'étude. Plus précisément, ce dernier facteur résume l'ensemble de l'information relative aux 13 facteurs ainsi qu'aux deux indicateurs indépendants. Le nombre de modalités de la variable « classe » est automatiquement déterminé à neuf par un critère de maximisation de la vraisemblance. Chaque classe d'appartenance peut ensuite être caractérisée par rapport aux 59 variables initiales du modèle. Neuf types de districts peuvent ainsi être identifiés puis décryptés en analysant le poids de chaque indicateur dans le profil probabiliste de chaque classe. Chacun des 640 districts peut enfin être attribué à une (ou plusieurs) classe(s) avec un degré de probabilité. La figure 7 projette sur la carte l'appartenance des 640 districts à chacune des classes (seule la classe d'appartenance la plus probable a ici été retenue)[3], aboutissant à une nouvelle régionalisation, de type inductif, de l'espace indien.

Figure 7 : L'inde aux neuf facettes



Source : PEREZ & FUSCO, 2014.

Profil C3 : « Fer de lance de la modernité indienne »

Le profil C3 couvre 8,3% de l'ensemble des districts indiens. Ce profil caractérise principalement les districts possédant une métropole de premier rang (Delhi, Centre de Calcutta, Bangalore, Chennai, Mumbai et Hyderabad), certains districts à proximité immédiate de ces métropoles bénéficiant souvent de l'étalement urbain

3 84 % des 640 districts indiens ont été attribué à une des neuf classes avec une probabilité supérieure à 0,9.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

de ces dernières (Mumbai Suburban et Thane pour Mumbai, Rangareddi pour Hyderabad etc.), l'ensemble de la frange littorale de l'État du Kerala, certains districts possédant une métropole de second rang (Surat, Lucknow etc.) et pour finir deux territoires Indiens : Goa et Pondichéry. Les districts appartenant à ce profil sont caractérisés par une prépondérance des phénomènes d'urbanisation : urbanisation e-Geopolis, macro-structure, compacité, densité etc. Le taux d'équipement des ménages y est le plus fort d'Inde avec une probabilité de 96 % pour que moins de 12 % des ménages soient considérés comme sous-équipées[4]. Le taux d'équipement en automobile y est par exemple le plus important avec une probabilité de 60 % pour que plus de 12 % des ménages en soient pourvus. Ce profil est représentatif d'une Inde perméable au changement et précurseur en terme d'innovation sociodémographique. Il possède en effet le taux d'alphabétisation le plus important de l'Inde (supérieur à 72% dans 86,8% des cas) mais il est surtout caractérisé par la prépondérance des secteurs secondaires et tertiaires dans l'emploi. Au sein de ces secteurs, la part des femmes est supérieure à 18% dans 90% des cas, ce qui pourrait indiquer une transition sociétale bien amorcée.

Profils C5 et C6: « Modernité et résistances sociodémographiques »

Ensemble, ces deux profils couvrent 23,9% des districts indiens. Les observations sont localisées en majorité le long d'une diagonale allant du Punjab au Gujarat pour le profil C5 et dans le tiers sud-est de l'Inde pour le profil C6. Les processus urbains sont fortement présents dans ces deux profils avec une prépondérance des macrostructures urbaines et un fort taux d'espaces méta-agglomérés. Le taux d'équipement des ménages est important bien que inférieur au profil du fer de lance de la modernité indienne. Nous sommes ici en présence d'espaces enclins au changement et sous forte influence urbaine et/ou métropolitaine. Dans le cas du profil Sud-Est (C5), cette influence provient du territoire qui est fortement métropolisé avec une plus faible distance aux métropoles de premier rang et un équipement en infrastructures plus important. Dans le cas du profil Nord-Ouest (C6), l'influence provient de la croissance économique plus ancienne et déjà assimilée comme la révolution verte au Punjab et en Haryana ou le secteur portuaire très dynamique au Gujarat. En effet, les taux d'équipement des ménages sont légèrement plus élevés au sein de ce profil malgré l'apparition de résistances sociodémographiques au changement comme une part seulement moyenne de petits ménages (1 à 3 personnes) qui tend de surcroit à stagner entre 2001 et 2011. C'est aussi le cas de la part des travailleurs hors secteur primaire (bien que celle-ci soit déjà élevée). Inversement, le profil Sud-Est laisse entrevoir des changements radicaux en ce qui concerne les habitudes sociodémographiques. Le nombre de ménages propriétaires de leur logement[5] baisse légèrement entre 2001 et 2011 afin de permettre une certaine flexibilité liée au dynamisme métropolitain de ces espaces. De plus, la proportion de petits ménages est élevée et en augmentation.

4 aucun des équipements suivants : téléphone fixe ou mobile, télévision, deux roues motorisés, automobile

5 Le taux de propriétaires parmi les ménages indiennes est traditionnellement très élevés, souvent supérieur à 90%, surtout dans les districts ruraux où le faible parc locatif va de pair avec une moindre mobilité résidentielle des ménages.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Nous sommes donc en présence d'une Inde plus fortement insérée dans un système d'aires métropolitaines et des mutations socio-démographiques qui y sont liées.

Profils C1 et C7 : « L'Inde traditionnelle et différemment urbaine »

Ces profils sont caractérisés par des faibles taux d'équipements des ménages (en téléphones, téléviseurs, ordinateurs, deux-roues motorisés et automobiles) au sein d'un système urbain composé de nombreuses agglomérations e-Geopolis. Ces dernières, bien que denses en terme de population sont répartis de manière diffuse sur le territoire. Ensemble, ces deux profils regroupent 19,4 % des districts indiens et sont localisés principalement de la vallée du Gange à son delta. Les ménages sont de très grande taille (90 % de probabilité que les ménages soient composés de plus de 6 personnes) et les phénomènes d'urbanisation y sont *de facto* très important bien que largement sous-estimés par le gouvernement Indien notamment dans le Bihar (PEREZ, 2013). Il s'agit d'une urbanisation traditionnelle, directement liée à la structuration du rural, mais ayant pris plus récemment la forme d'une nébuleuse d'agglomérations petites et moyennes plus ou moins reliées entre elles. En revanche, cette urbanisation ne renvoie pas forcement aux processus d'urbanisation et de modernisation liées à l'industrialisation, comme cela fut le cas dans les pays occidentaux. Les divergences entre le profil C1 et C7 viennent de l'insertion du profil C1 en quasi-totalité dans la macrostructure Bihar-Calcutta (cf. page 8). Avec un PIB par habitant de 20 069[6] roupies contre 54835 pour le reste de l'Inde en 2010-2011, le profil C1 est caractérisé par une économie plus faible que le profil C7 (hors Calcutta centre). De plus, la croissance démographique y reste actuellement une des plus importantes de l'Inde. Pour faire baisser le taux de fécondité, l'alphabétisation des femmes qui accuse un certain retard dans cet espace (inférieur à 62% dans 95% des cas) est un des facteurs les plus importants en Inde (JAIN & ADLAKHA, 1982). Cela entraîne un phénomène d'accumulation des populations et d'accroissement des inégalités dans un contexte de saturation encore plus prononcé au sein du profil C1. Par conséquent, le bien être résidentiel est plus faible dans le profil C1 et, à l'inverse, on retrouve un taux d'équipement des ménages légèrement supérieur dans le profil C7 (téléphones mobiles et deux roues non motorisés principalement).

Profil C8 et C9 : « L'Inde à dominante rurale »

Ces deux profils sont situés principalement à l'intérieur des terres, de l'état du Rajasthan à l'état de l'Orissa ainsi que sur le plateau du Deccan. Les districts de ce profil sont typiquement dépourvus de centres métropolitains (de rang 1, 2 ou 3). Ensemble, ces deux profils couvrent 32,5% des districts indiens soit la plus forte occurrence, ce qui nous permet d'affirmer qu'un tiers de l'Inde peut toujours être caractérisé par des attributs résolument ruraux. En effet, la proportion de travailleurs hors secteur primaire est infime, tout comme la part d'urbanisation. A cela s'ajoute un équipement très faible des ménages. Pourtant, le profil C9 laisse entrevoir un début de transition sociodémographique, ce qui le différencie du profil C8. Ainsi, le profil C9 parait mieux loti en termes d'équipement pour les

6 Etat du Bihar, Ministry of statistics and Program Implementation Govt. of.India

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

téléphones (écart moyen d'équipement en téléphone de 23% entre ces deux profils) et les deux roues motorisés (probabilité d'équipement des ménages allant de 11% à 34% contre moins de 11% pour le profil C8). Ceci peut s'expliquer par le fait que bien que le niveau d'urbanisation et la densité soient en tout points identiques au profil C8, la part de travailleurs hors secteur primaire y est en revanche légèrement plus élevé (67 % de l'échantillon C8 a une probabilité de posséder moins de 30% de travailleurs hors secteur primaire contre 50% pour le C9). Pour conclure, il est intéressant de noter que ces deux profils sont caractérisés à la fois par l'absence de pôle métropolitains et par la non appartenance à des macrostructures urbaines.

Profil C2 : « L'Inde typiquement non indienne »

Ce profil se situe au nord est de l'Inde au-delà du Bengladesh voisin. Cette partie du territoire n'est rattachée à l'Inde physiquement que par un étroit corridor de terre prenant sa source dans le district de Darjeeling. Ce profil couvre seulement un vingtième des districts et est localisé dans les états du Sikkim, de l'Assam, de l'Arunachal Pradesh, du Nagaland, de Manipur et du Meghalaya. Pourquoi appeler ce profil l'Inde non indienne ? De fait, les paramètres représentatifs de ce profil ne trouvent pas leurs équivalents au sein des autres profils. Pour commencer, ces districts sont caractérisés par l'absence d'intouchables au sein de la population. De plus, le chemin de fer implanté de manière homogène en Inde durant la colonisation britannique n'est que peu présent dans cet espace (100 % de probabilité de posséder moins de 4 stations de chemin de fer) malgré la forte distance à la première métropole de premier rang (100 % de probabilité que la distance à une métropole de rang un soit supérieur à 700 kilomètres). De plus, les modes de transport ne correspondent pas au « standard » indien. De fait, le taux d'équipement des ménages est très faible en deux roues motorisées bien que l'automobile soit présente en quantité non négligeable. Nous sommes donc en présence d'un espace unique en Inde qui, bien que faiblement urbanisé (peu d'agglomérations e-Geopolis), ne suit pas le type de fonctionnement d'un espace à dominante rurale (tel que la part de travailleur du secteur primaire).

Profil C4 : « Ecosystèmes du bien-être »

Ce profil est caractérisé par une population en 2011 toujours inférieure à 2 millions d'habitants par district, un bien être résidentiel très élevé et accompagné du plus fort taux d'alphabétisation de l'Inde, tout en étant à l'écart des processus de métropolisation. La densité ainsi que le nombre d'agglomérations est très faible et la probabilité d'être éloigné d'un accès d'autoroute forte. Les ménages sont bien équipés en automobile et surtout en comptes bancaires. Ce profil couvre environs 8% des districts indiens et ses occurrences sont souvent localisées en altitude (Himachal Pradesh, Arunachal Pradesh etc.), sur des collines ou sur le littoral à une certaine distance des autoroutes. L'urbain ne caractérise pas ces districts et de nombreuses observations correspondent à l'ancienne localisation des stations de montagnes implantées durant la colonisation britannique. Il semblerait que nous soyons en présence d'écosystèmes du bien être et/ou d'espaces dédiés au tourisme spécialisé. En effet, pour confirmer cette hypothèse, nous remarquons que ces espaces sont faiblement peuplés mais avec un bon taux d'équipement. De plus, malgré le niveau de vie élevé, le taux de propriétaires est plus faible que dans le

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

reste de l'Inde ce qui laisse supposer une certaine modernisation du marché immobilier permettant l'accueil d'un flux de population liée au tourisme de saison.

4 Conclusion

Certains auteurs soulignent la complexité et la diversité des processus liés à l'urbanisation en Inde (SWERTS & PUMAIN, 2013), la transition urbaine étant « *loin de pouvoir se lire selon un modèle dual opposant moderne à traditionnel, urbain à rural ou métropole à petites villes* » (DENIS & MARIUS-GNANOU, 2011). Nous confirmons cette conclusion, tant nos profils semblent montrer que modernité et tradition, urbain et rural, métropole et petite ville ne sont pas des axes équivalents, mais presque orthogonaux, se combinant différemment pour produire les neuf grands profils de districts indiens. En effet, s'il est avéré que la baisse de la fécondité des populations des très grandes villes anticipe celle des campagnes, comment définir et qualifier la campagne indienne contemporaine dans un tout homogène, tant les processus urbains qui la concernent sont divers, complexes et répartis de manières hétérogènes sur le territoire. Comme vu précédemment, cette évolution au-delà d'une simple transition urbaine pourrait être qualifiée de transition vers la modernité sociodémographique. Dans ce cas de figure, les processus urbains à l'œuvre ne seraient alors qu'un facteur de plus qui, selon l'agencement des éléments du modèle, peuvent entrainer des externalités positives sur cette modernité (C3, C6) ou à l'inverse cristalliser voire accentuer les inégalités traditionnelles (C1). Le fait qu'un grand nombre de districts périphériques aux grandes aires métropolitaines soit aussi regroupé dans le profil C3 « fer de lance de la modernité indienne » prouve qu'au-delà d'une redistribution économique des grandes aires métropolitaines, nous sommes aussi en présence d'une diffusion des comportements sociodémographique de la grande métropole. Ce profil est le seul pouvant être caractérisé par une part significative de femmes au sein des secteurs secondaire et tertiaire. Cet espace devient ainsi initiateur et vecteur d'évolution sociale et ce, malgré le fait que les inégalités économiques soient toujours plus accentuées dans la périphérie des grandes villes indiennes (avec dans de nombreux cas des populations vivant pour moitié dans des zones de taudis, DEWAN VERMA, 2002). Dans d'autres cas comme dans le sud de l'Inde, nous sommes en présence d'un phénomène d'imitation sociodémographique lié à un contexte très dynamique avec comme vecteur principal de diffusion le prolongement géographique des agglomérations métropolitaines, l'infrastructure (urbanisation continue, corridors, axes de circulations etc.) et l'emprise spatiale de l'urbanisation étendue (méta-agglomération, macrostructures etc.). Une partie de l'Inde semble tout de même pouvoir toujours être caractérisée par des attributs résolument ruraux. Dans cette Inde à dominante rurale (C8, C9), l'absence de processus urbains accompagne l'absence d'évolution sociodémographique. Finalement, certains profils, comme celui de l'Inde non indienne (C2) et celui des écosystèmes du bien-être (C4), semblent contredire la relation stricte liant métropolisation et évolution socio-économique, montrant des voies différentes à une certaine modernité des niveaux de vie.

Pour conclure, il faut garder à l'esprit que les résultats du modèle bayésien présentés dans cet article n'en sont qu'à leur phase préliminaire. D'autres

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

paramètres sont supposés avoir un poids sur ce système complexe (comme par exemple la densité des espaces bâtis e-Geopolis) et vont être intégrés progressivement à la liste des indicateurs. L'extraction, par l'analyse bayésienne de ces neuf profils, pourrait alors constituer le début d'un travail de recherche de plus longue haleine sur l'extraction de phénotypes cohérents à l'échelle des « pays sous-continent ». L'objectif devenant alors la reproductibilité d'un modèle conceptuel et d'une démarche globale avec des indicateurs s'adaptant aux particularités locales (comme le poids des intouchables qui ne trouve sa logique que dans le contexte indien). Dans la continuité de ces travaux et afin de tester la reproductibilité de cette méthode, une étude similaire sur la Chine est envisagée.

Enfin, il ne faut pas oublier que la généralisation à l'échelle d'un maillage de 640 unités a ses limites. Ainsi, à cette échelle d'analyse certaines hypothèses ne peuvent être vérifiées que par une phase de terrain qui clôturera l'étude de l'Inde au sein de ce programme de recherche. Dans cette direction, l'intérêt du travail de classification bayésienne est celui de pourvoir une heuristique dans l'identification des terrains plus archétypiques au sein des différentes classes (probabilité d'affectation à la classe proche de l'unité), et d'éventuels terrains atypiques ou aux caractéristiques intermédiaires entre les différentes classes.

5 Annexes

Liste des 59 indicateurs utilisés dans l'analyse bayésienne à l'échelle des districts :

Niveau de vie des ménages :

- Part des ménages possédant une automobile en 2011. *Source: census of India 2011, HH series.*
- Evolution 2001-2011 de la part des ménages possédant une automobile. *Source : census of India 2001 et 2011, HH series.*
- Part des ménages possédant une bicyclette en 2011. *Source: census of India 2011, HH series.*
- Evolution 2001-2011 de la part des ménages possédant une bicyclette. *Source : census of India 2001 et 2011, HH series.*
- Part des ménages possédant un deux roues motorisés en 2011. *Source: census of India 2011, HH series.*
- Evolution 2001-2011 de la part des ménages possédant un deux roues motorisés. *Source : census of India 2001 et 2011, HH series.*
- Part des ménages possédant un téléphone (fixe ou mobile) en 2011. *Source: census of India 2011, HH series.*
- Evolution 2001-2011 de la part des ménages possédant un téléphone (fixe ou mobile). *Source : census of India 2001 et 2011, HH series.*
- Part des ménages possédant un compte en banque en 2011. *Source: census of India 2011, HH series.*
- Evolution 2001-2011 de la part des ménages possédant un compte en banque. *Source : census of India 2001 et 2011, HH series.*
- Part des ménages ne possédant aucun des équipements suivant en 2011 : télévision, ordinateur, téléphone, deux roues motorisés, voiture. *Source: census of India 2011, HH series.*

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

- Evolution 2001-2011 de la part des ménages ne possédant aucun des équipements suivant : télévision, ordinateur, téléphone, deux roues motorisés, voiture. *Source : census of India 2001 et 2011, HH series.*
- Proportion de ménages propriétaires de leur logement 2011. *Source: census of India 2011, HH series.*
- Evolution 2001-2011 de la proportion de ménages propriétaires de leur logement. *Source : census of India 2001 et 2011, HH series.*
- Proportion de ménages de type intouchable propriétaires de leur logement 2011 *Source: census of India 2011, HH series.*
- Evolution 2001-2011 de la proportion de ménages de type intouchables propriétaires de leur logement. *Source : census of India 2001 et 2011, HH series.*
- Bien être résidentiel 2011. *Source : Conception de l'auteur à partir du census of India 2011. Chaque ménage doit ici posséder un nombre minimum de pièce de vie déterminé en fonction du nombre de personnes composant le ménage.*
- Evolution 2001-2011 du bien être résidentiel *Source : Conception de l'auteur à partir du census of India 2001 et 2011.*
- Bien être résidentiel des intouchables *Source : Conception de l'auteur à partir du census of India 2011.*
- Evolution 2001-2011 du bien être résidentiel des intouchables *Source : Conception de l'auteur à partir du census of India 2001 et 2011.*

Structure spatiale de l'urbanisation :

- Part de l'urbanisation e-Geopolis en 2011. *Source : e-Geopolis 2011*
- Nombre d'agglomération e-Geopolis 2011. *Source : e-Geopolis 2011*
- Emprise de la méta-agglomération en 2011. *Source : Conception de l'auteur à partir des agglomérations e-Geopolis 2011*
- Part de l'urbanisation méta-agglomérée en 2011. *Source : Conception de l'auteur à partir des agglomérations e-Geopolis 2011*
- Compacité de l'urbanisation au sein de la méta-agglomération en 2011. *Source : Conception de l'auteur à partir des agglomérations e-Geopolis 2011*
- Densité par district 2011. *Source : Census of India 2011*
- Evolution 2001-2011 de la densité par district. *Source : Census of India 2001 et 2011*

Situation géographique :

- Présence du littoral. *Source : Conception de l'auteur*
- Distance du centroïde à une métropole de premier rang. *Source : Conception de l'auteur*
- Surface 2011 du district. *Source : Conception de l'auteur*
- Distance du centroïde à une autoroute payante. *Source : Conception de l'auteur*

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Infrastructures :

- Nombre de gare ferroviaires 2011. *Source : OpenStreetMap 2013*
- Possession d'un aéroport national ou international en 2013. *Source : Conception de l'auteur*
- Nombres d'universités classées au top 500 du projet de recherche espagnol « Webometrics Ranking of World Universities » en 2013. *CSIC : Consejo Superior de Investigaciones Científicas*[7]

Structure sociodémographique :

- Population totale 2011. *Source : census of India 2011*
- Evolution 2001-2011 de la population totale des districts. *Source : census of India 2001 et 2011*
- Part des petits ménages 2011 (ménages composés de 1 à 3 individus). *Source : Indicateur composite crée par l'auteur à partir du census of India 2011*
- Evolution 2001-2011 de la part des petits ménages (ménages composés de 1 à 3 individus). *Source : Indicateur composite crée par l'auteur à partir du census of India 2001 et 2011*
- Part des grands ménages 2011 (ménages composés de plus de 6 individus). *Source : Indicateur composite crée par l'auteur à partir du census of India 2011*
- Evolution 2001-2011 de la part des grands ménages (ménages composés de plus de 6 individus). *Source : Indicateur composite crée par l'auteur à partir du census of India 2001 et 2011*
- Population intouchables 2011. *Source : census of India 2011*
- Evolution 2001-2011 de la population intouchable *Source : census of India 2001 et 2011*
- Nombre d'enfants de moins de 6 ans en 2011. *Source : census of India 2011*
- Evolution 2001-2011 du nombre d'enfants de moins de 6 ans *Source : census of India 2001 et 2011*
- Sex-ratio 2011. *Source : census of India 2011*
- Evolution 2001-2011 du sex-ratio *Source : census of India 2001 et 2011*
- Taux d'alphabétisation 2011. *Source : census of India 2011*
- Evolution 2001-2011 du taux d'alphabétisation. *Source : census of India 2001 et 2011*
- Part des travailleurs de sexe féminin hors secteur primaire sur le taux d'emploi en 2011. *Source : Indicateur composite crée par l'auteur à partir du census of India 2011*
- Evolution 2001-2011 de la part des travailleurs de sexe féminin hors secteur primaire sur le taux d'emploi. *Source : Indicateur composite crée par l'auteur à partir du census of India 2001 et 2011*

[7] http://www.webometrics.info/en/Asia/India

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Structure économique :

- Nombre de points de ventes des constructeurs automobiles 2013. *Source : Conception de l'auteur à partir des sites internet des constructeurs suivants : Renault, Hyundai, Maruti, Tata, Honda, Ford, General Motors, Fiat, Skoda, Toyota, Nissan, Mahindra, Mitsubishi et Volkswagen.*
- Part des travailleurs hors secteur primaire sur le taux d'emploi en 2011. *Source : Indicateur composite crée par l'auteur à partir du census of India et 2011*
- Evolution 2001-2011 de la part des travailleurs hors secteur primaire sur le taux d'emploi. *Source : Indicateur composite crée par l'auteur à partir du census of India 2001 et 2011*
- Nombre d'hectares de zones économiques accordées par le gouvernement Indien en 2007. *Source: List of Formal Approvals granted under the SEZ Act, 2005. Ministry of Commerce & Industry*

Références bibliographiques

Bhagat R.B, 2011, "Emerging Pattern of Urbanisation", *India Economic & Political weekly*, vol XLVI, N°34,pp. 10-12.

Black D., Henderson J.V., 1999, "A Theory of Urban Growth", *Journal of Political Economy*, 107, pp. 252-284.

Bordagi J., 2011, "P. Sainath's Articles in The Hindu -25 and 26 September 2011- on the 2011 Provisional Census Results: A Critical Comment", *Working Paper*, En ligne : http://suburbin.hypotheses.org/315

Brunet R., dir., 1989, *Les villes « européennes ».* Paris : DATAR/La documentation française, 179 p.

Denis E., Marius-Ganou K., 2011, "Toward a better appraisal of urbanization in India : a fresh look at the landscape of morphogical agglomerates", *Cybergeo : European Journal of Geography*, en ligne le 28 novembre 2011, consulté le 12 décembre 2013, URL : http://cybergeo.revues.org/24798.

Dewan Verma G., 2002, *Slumming India: a chronicle of slums and their saviours*, New Delhi : Penguin Books, 183 p.

Fujita M., Krugman P.R., Mora T., 1995, "On the Evolution of Hierarchical Urban Systems", Philadelphia : Univ. Pennsylvania.

Fujita M., Thisse J-F., 2002, Growth Economics of Agglomeration: Cities, Industrial Location, and Regional Growth, Cambridge: Cambridge University Press, 469 p.

Fusco G., 2013, Spatial Affordance and Lifestyles: a Metropolitan-Wide Analysis, *18th Colloquium of Theoretical and Quantitative Geography*, Dourdan (France), September 7th 2013, 17 p, http://s4.csregistry.org/tiki-index.php?page=Program%20&%20Presentations

Fusco G., Scarella F., 2012, «Looking for socio-geographic profiles from survey data: the case of home ownership in the French Riviera», *15th AGILE International Conference on Geographic Information Science*, Avignon, April 25th-27th 2012, 6 p., http://www.agile-online.org/index.php/conference/proceedings/proceedings-2012

Henderson J.V, 1988, *Urban Development: Theory, Fact, and Illusion*, New York: Oxford Univ. Press, 242 p.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Insee Première., 2007, Les déplacements domicile-travail amplifiés par la périurbanisation, N°1129 - mars.

Jacoby H., Skoufias E., 1997, "Risk, Financial Markets and Human Capital in a Developing Country", *Review of Economic Studies*, vol. 64, N°3, pp. 311–36.

Jain A.K., Adlakha A.L., 1982, "Preliminary Estimates of Fertility Decline in India during the 1970s", *Population and Development Review*, vol. 8, N°3, pp. 589-606.

Maurin, E., 2007, "La ségrégation urbaine, son intensité et ses causes", in Paugam, S., *Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales*, Paris : PUF, pp. 621-633.

Moriconi-Ebrard F., 1993, *L'Urbanisation du Monde depuis 1950*, Paris : ed. Economicas, coll. Villes, 372 p.

Moriconi-Ebrard F., 1994, *Geopolis pour comparer les villes du monde,* Paris : ed. Economicas, coll. Villes, 246 p.

Mckinsey Global Institute, 2010, India's urban awakening: Building inclusive cities, sustaining economic growth, McKinsey & Company, www.mckinsey.com/mgi.

Newman P, Kenworthy J., 2000, "The ten myths of automobile dependence", *World Transport Policy and Practice*, Vol. 6, N°1, pp. 15-25.

Oliveau S., 2005, "Les indicateurs locaux d'association spatiale (LISA) comme méthode de régionalisation - Une application en Inde", *Septièmes Rencontres de Théo Quant*.

Oliveau S., 2010, "Autocorrélation spatiale : leçons du changement d'échelle", *L'espace géographique*, vol.39, pp. 51-64.

Perez J, 2013. An aggregative approach to identify and localize the hidden areas of high consumption in the emerging countries: India case study. Paris, Acte du colloque gerpisa. En ligne http://gerpisa.org/system/files/PEREZ_J_GERPISA_Colluquium_2013.pdf

Pumain D., 1992,"Urban networks versus urban hierarchies?", *Environment and Planning* A, 10, 1377-80.

Ramachandar R., 1989, *Urbanization and urban systems in India,* Oxford University Press, 364 p.

Rozenblat C., Cicille P., 2003, *Les villes européennes : analyse comparative*, Paris : La Documentation Française, pp. 94.

Schaffar Alexandra, 2010, « Quelle est la nature de la croissance urbaine indienne ? », *Revue d'économie du développement*, 2010/2 Vol. 24, p. 101-120. DOI : 10.3917/edd.242.0101.

Sen A. K., 1987, *The Standard of Living: The Tanner Lectures,* Geoffrey Hawthorn, Cambridge University Press, 125 p.

Sivaramakrishnan K.C., Kundu A., Singh B.N., 2007, *Handbook of urbanization in India*, Second Edition. Oxford University Press, 194 p.

Somik V. Lall, Ajay S., Deichmann U., 2006, "Household Savings and Residential Mobility in Informal Settlements in Bhopal, India", *Urban Studies*, Vol. 43, N° 7, 1025 – 1039.

Swerts E., Pumain D., 2013, "Approche statistique de la cohésion territoriale : le système de villes en Inde", L'espace géographique, Tome 42, pp. 77-92.

Voiron C., 1995, Analyse spatiale et analyse d'images par la morphologie mathématique, Montpellier : GIP RECLUS, 190 p.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Évolution du réseau de peuplement algérien depuis l'Indépendance

Approches parétienne et fractale parabolique

Philippe Martin
Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, 74 rue L. Pasteur, UFR-ip SHS, UMR ESPACE 7300 du CNRS, case 19, 84029 Avignon cedex : philippe.martin@univ-avignon.fr

Mounir Redjimi
Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, 74 rue L. Pasteur, UFR-ip SHS, UMR ESPACE 7300 du CNRS, case 19, 84029 Avignon cedex : mounir.redjimi@univ-avignon.fr

Résumé

Le réseau de peuplement aggloméré de l'Algérie (populations présentent dans des ensembles d'au moins cent bâtiments des recensements de 1966, 1977, 1987, 1998 et 2008), lorsqu'on l'étudie en normant la variable expérimentale (la population) et une hiérarchie (le rang), - qui sont mises en regard dans un graphique bilogarithmique - est globalement parétien (fractal parabolique).
Il apparaît ainsi une courbure qui peut être déterminée en ajustant un polynôme du second degré sur le logarithme des variables. L'ajustement est alors « presque » parfait.
Pour apprécier les évolutions, il est ensuite possible d'explorer les séries avec des métriques différentes correspondant au nombre de rangs de chaque recensement (L66, L77, etc.). On applique la même métrique à tous les recensements (dans la mesure où ils présentent assez de valeurs) ou on applique toutes les métriques à un même recensement. Celui de 2008, permet le plus grand nombre de calculs.
Le réseau de peuplement de l'Algérie est devenu globalement de moins en moins parétien au sens strict (modèle puissance) de 1966 à 2008 (augmentation de la valeur absolue du coefficient de courbure). Ceci est dû à un déficit de taille pour les rangs initiaux (grandes villes) et à des rangs plus élevés (lieux de peuplement de petite taille) de plus en plus nombreux et peu peuplés.
Le calcul de tangentes (exposants de type Pareto scalairement locaux) sur des fenêtres glissantes montre que la relation entre les deux variables est, en fait, bien plus complexe. Elle intègre des fluctuations de plusieurs ordres : une large oscillation et des oscillations scalairement plus locales.
Une comparaison avec des séries théoriques (distributions normale et lognormale) montre que la série expérimentale peut être envisagée en fonction à ces courbes qui manifestent des transitions graduelles au fil des échelles. Il n'y a donc pas de césure évidente qui permettrait de définir un seuil intrinsèque, pour ce qui relèverait de l'urbanité et ce qui n'en serait pas, à partir des données elles-mêmes.
Au contraire, il semble que la pente locale de valeur 1 (très petites agglomérations) joue un rôle particulier dans une transition qui associe une organisation aux grandes échelles scalaires (petites villes) à une hiérarchie particulière pour les moyennes et grandes villes (réseau ultra urbain). Cette valeur unitaire pourrait être comme une valeur limite à partir de laquelle toute la hiérarchie se construit. La limite entre les deux modèles-types pourrait fournir une valeur seuil structurelle qui reste à généraliser.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Mots-clefs

Algérie, réseau urbain, Pareto, modélisation, fractale parabolique.

Abstract

The Algerian settlement network (populations present in sets of at least one hundred built structures according to the Censuses of 1966, 1977, 1987, 1998 and 2008), when viewed with the experimental variable normalized (the population) and a hierarchy (the rank) and inserted in a bi-logarithmic (log-log) graph essentially exhibits a Pareto character (a parabolic fractal).
Thus it appears that a curvature can be determined by fitting a second order polynomial over the log of variables. The fit is then almost perfect.
To appreciate the evolution over time, it is then possible to explore the series with different metrics that correspond to the number of rows of each census (L66, L77, etc.). The same metric is applied to all censuses (in the case that they offer enough values) or all the metrics are applied to one sole census. The census of 2008 allows for the largest number of computations.
The Algerian settlement network became less strictly Pareto in a general sense (using the power model) from 1966 to 2008, with an increase of the absolute value of the curve's coefficient. This is due to a lack of size in the initial rows (cities) and for the higher level ranks (places with a relatively small population), more numerous and sparsely populated.
The calculation of tangents (exhibitors of the local, scalar Pareto type) in sliding windows shows that the relationship between the two variables is actually far more complex. It incorporates fluctuations of several types: a large oscillation and some other local scalar oscillations.
A comparison with theoretical series (normal and log-normal distributions) shows that the experimental series may be visualized with respect to the curves that demonstrate gradual transitions over the course of scales. There is therefore no obvious caesura that would permit the definition of an intrinsic threshold, for that which would qualify as urban and what would not, using the data alone by itself.
Instead, it seems that the local slope value of 1 (very small towns) plays a special role in a transition that combines an organization of larger scalar levels (small towns) with a particular hierarchy for medium and large-sized cities (ultra urban network). This unit value serves as a limit from which the entire hierarchy could be built. The boundary between the two standard models could provide a structural threshold, a theory that remains to be generalized.

Keywords

Algérie, urban network, Pareto, modelisation, parabolic fractale.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1 Une population et un réseau urbain en forte croissance

De 1966 à 2008, la population algérienne occupant l'ensemble des lieux de peuplement constitués de regroupements d'au moins cent bâtiments – ce qui pour une part peut être qualifié de réseau « urbain » – jusqu'à l'échelle la plus fine en termes d'occupation humaine (une personne), a cru de six millions neuf cent quarante et un mille cinq cent trente-cinq personnes à vingt-neuf millions cent quarante-cinq mille sept cent quarante personnes (REDJIMI, 2000).

La taille du réseau, elle, a augmenté de mille sept cent trente-trois unités (qui sont des rangs dans une approche parétienne) en 1966 à quatre mille quatre cent quatre-vingt-sept lieux de peuplement d'au moins une personne en 2008.

Nous travaillons donc ici sur une information particulièrement extensive du réseau de peuplement, mais qui ne couvre pas toute la population algérienne. Le reste de la population (la diaspora mise à part) est nécessairement dans des unités de moins de cent bâtiments donc dans des hameaux ou de très petites bourgades. Nous verrons que cela représente près d'un quart de la population. Il y a donc une sous-estimation pour les rangs les plus élevés. Par exemple, un ensemble de quatre-vingts bâtiments occupé par trois cents personnes n'est ici pas pris en compte. Par contre, cette base de données s'affranchit largement du découpage administratif qui a beaucoup évolué depuis un demi-siècle. L'important est de bien voir que la définition des agglomérations est doublement morphologique.

Elle l'est d'une part par leur identification à partir de la nappe du bâti et pas par des découpages administratifs comme classiquement, et elle l'est d'autre part par le fait que chaque fois qu'un bâtiment d'une agglomération A est construit à moins de deux cents mètres d'un bâtiment d'une agglomération B, les deux villes sont fusionnées dans le recensement suivant, moyennant quoi il y a une perte d'une unité. Toutefois, nous verrons que le nombre d'unités urbaines a augmenté de 1966 à 2008, ce qui implique un franchissement du seuil des cent bâtiments.

Pour partie cette base de données correspond à ce que l'on appelle un réseau urbain, mais ceci impliquerait de fixer un seuil à l'urbanité (mille habitants, deux mille habitants ? Plus ? Moins ?). En fait, il y a autant de possibilités que de chercheurs et de points de vue ou de justifications (GUERIN – PACE, 1993, BARBUT, 1998, MARTIN, 2004).

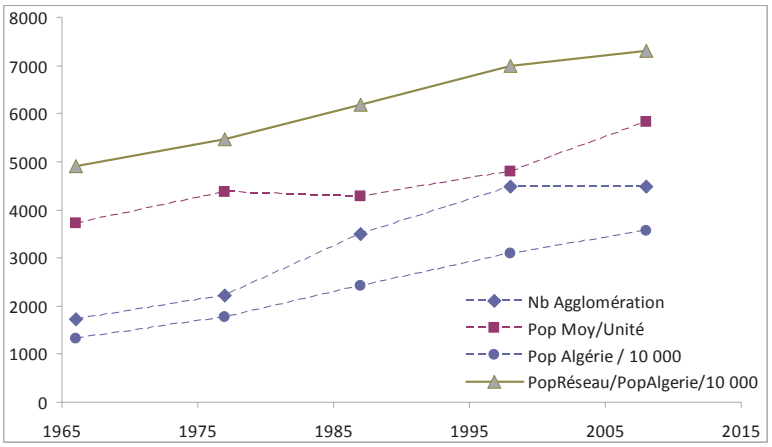
Il est donc préférable méthodologiquement, dans un premier temps, de prendre l'ensemble de la base de données et de voir si au travers d'une approche statistique, il est possible de trouver un seuil qui pourrait être fixe ou pas, ce qui conduirait, dans cette seconde hypothèse, à rechercher une justification structurelle à ce seuil. Ce seuil devrait être intrinsèque à la série de données et largement consubstantiel à la dynamique urbaine elle-même s'il doit avoir un sens et une certaine universalité. Il ne peut être fondé sur un jugement extrinsèque variablement étayé.

Cela étant comme le montre la figure nº 1 la croissance de la population dans le réseau apparaît quasiment continue alors que le nombre d'unités stagne depuis 1998 (bilan entre fusion et franchissement du seuil de cent bâtiments). En d'autres

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

termes, la population moyenne par unité augmente entre 1998 et 2008 alors qu'elle avait stagné (ou presque) entre 1977 et 1998. Il semblerait donc que le réseau de peuplement disponible, envisagé sous l'angle du nombre de ses constituants, a atteint une taille qui pourrait ne guère changer avant peut-être de décroître en nombre par fusion des nappes du bâti. De même peut-on se poser des questions sur la croissance elle-même de la population algérienne au cours du XXe siècle. Il est probable qu'elle ne croitra plus à une vitesse aussi rapide que celle qu'elle a connue depuis l'Indépendance. La transition démographique en cours pourrait même conduire à une certaine stabilisation en masse.

Figure 1 – Évolutions : en nombre d'unités, en masse de la population et en proportion du réseau de peuplement algérien disponible et de la population totale de l'Algérie ;



Il apparaît toutefois que la population algérienne a crû, globalement, entre 1966 et 2008, à la même vitesse que le réseau de peuplement que nous avons établi. Cela étant si ce dernier représentait un peu moins de la moitié de la population de l'Algérie en 1966 (49 %), il en a représenté, en 2008, les trois quarts (73 %).

En détail, il apparaît que le nombre d'unités a fortement crû entre 1977 et 1998 (franchissement du seuil de cent bâtiments), ce qui a conduit à une baisse de la croissance de la population par unité urbaine.

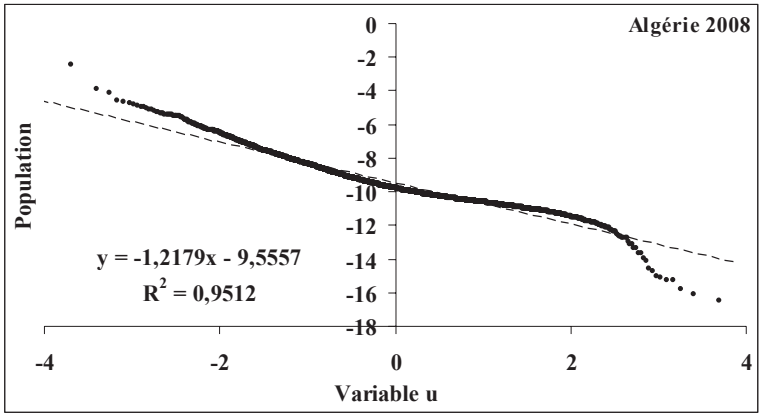
2 Approche gaussienne du réseau urbain algérien

Les mesures disponibles – ici la population des unités de peuplement de l'Algérie (populations dans des zones de bâti continu d'au moins cent bâtiments) de 1966 à 2008 – peuvent être abordées en faisant soit référence à la statistique gaussienne, soit à la statistique parétienne.

En première approximation, il est possible de vérifier, en traçant une « loi » de Henri, que la distribution globale n'est pas gaussienne (Fig. nº 2)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 2 – Ajustement d'une loi de Henri à la distribution des unités du réseau de peuplement de l'Algérie de 2008 ;



Les deux extrémités de la distribution (au-delà de -2 et +2 sigma) sont très mal modélisées par cette approche et il apparaît une oscillation qui échappe totalement à une modélisation gaussienne.

Il est dès lors possible d'envisager de recourir à une approche parétienne continue en utilisant une solution de type rang – taille très classique en géographie (PUMAIN, 2006, 2010). En fait, il s'agit plutôt travailler sur des rapports qui sont rendus totalement comparables.

3 Approche parétienne et fractale parabolique du réseau urbain supérieur algérien

Dans une première analyse nous avons étudié le réseau de peuplement disponible aux différentes époques, mais en limitant les séries statistiques à la taille (métrique en termes d'unités urbaines) que celui-ci avait en 1966 (longueur 66 ou L66), ceci afin de ne pas introduire un biais (par augmentation du nombre de rangs) qui viendrait masquer l'évolution des mille sept cent trente-trois premiers rangs, ce qui correspond tout de même, en nombre d'unités, à 38 % du réseau tel qu'il a pu exister en 2008.

En nous limitant donc à mille sept cent trente-trois valeurs ou rangs (L66) dans cette première approche, nous explorons comment au fil du temps la partie la plus supérieure du réseau se structure hiérarchiquement.

Pour rendre ces statistiques encore plus comparables les deux variables utilisées : d'une part une variable théorique porteuse d'une structure interne (le rang : 1, 2, 3… N) et d'autre part une variable expérimentale : la population par unités classées de la plus grande à la plus petite, ont été normées ; cela de façon à ne pas introduire de biais liés à l'effet de masse et à prendre pour une évolution structurelle (de la loi sous-jacente) ce qui ne serait qu'une évolution quantitative (des masses en jeu, des effectifs, etc.) (MARTIN, en préparation).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

4 Approche continue du peuplement de l'Algérie de 1966 à 2008 : aspects méthodologiques

Si la « loi » de Henri met en regard une série expérimentale (la population des unités de peuplement) et une variable théorique (la variable u) fondée sur la fréquence des évènements (ou plutôt, dans la figure nº 3, sur la rétroFréquence : avec rF = (R – 0,5) / N ; R étant le rang des unités classées de la plus grande à la plus petite et N la valeur du rang maximal soit l'effectif de la série expérimentale), l'approche parétienne la plus classique en géographie (ou « loi » de Zipf) se construit-elle en mettant en regard de la variable expérimentale, et le rang ; la plus forte valeur de la variable expérimentale étant de rang un, la seconde, de rang deux, etc.

Cette solution conduit, dans un graphique bilogarithmique, si la distribution expérimentale est parétienne, à un alignement des points représentant les unités (ZAJDWENWEBER, 2009). Dans la mesure où l'alignement serait parfait (aucun écart au modèle et pente égale à 1), il est équivalant de porter sur l'axe vertical la variable expérimentale et sur l'axe horizontal les rangs, ou de faire l'inverse. Techniquement, nous sommes alors en situation d'invariance d'échelle (MANDELBROT, 1997) et la pente de la droite ainsi formée livre la dimension fractale de la distribution. Celle-ci est très souvent voisine de -1, mais on notera que la pente du modèle puissance ajustable n'est pas un bon estimateur de l'exposant (P) de Pareto. L'estimateur de Hill est donné par exemple comme bien meilleur dans la littérature (ADLER et al., 1998 ; REED et JORGENSEN, 2003 ; NEWMAN, 2006 ; SAICHEV et al., 2010).

Philosophiquement, cela signifie que les unités importantes sont d'autant plus rares qu'elles sont d'autant plus importantes, et les unités peu peuplées sont aussi d'autant plus rares qu'elles sont d'autant plus peu peuplées (il y a une unité de deux personnes en 2008). Mais il y a d'autant plus d'unités plus importantes que le rang est élevé. En 2008 il y a quatre-vingt-dix-neuf unités dont la population est supérieure à quarante-cinq mille huit cent quarante-sept habitants (rang 100) et neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dont la population est supérieure à quatre mille six cent trente-deux habitants (rang 1000).

Il s'agit là de la manifestation d'une hiérarchie dont on attend, dans le temps, qu'elle perdure malgré l'accroissement en masse des unités de la variable expérimentale (ici la population totale dans le réseau de peuplement de 1966 à 2008) et malgré des changements de rang entre les unités de la variable expérimentalement qui ne sont pas pris en compte. La première condition dynamique se traduit, sur un graphique bilogarithmique par une migration de l'alignement des points vers l'angle supérieur droit du graphique (Fig.4 et Fig.5) puisque tous les rangs correspondent dès lors à la valeur initiale à laquelle s'ajoute une quantité qui est proportionnelle au rang occupé *in fine*.

Dans certains cas, cette quantité peut être certes proportionnelle, mais pas strictement proportionnelle. Par exemple, chaque rang supérieur à un autre s'accroît un peu plus que nécessiterait seulement la seule translation du modèle et donc la conservation de la pente. Dans ce cas, la pente du modèle peut varier en plus ou en moins et donc l'exposant de Pareto fluctuer quelque peu (Tabl.2).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Cela étant, cette représentation fait l'hypothèse d'une invariance d'échelle donc que les points expérimentaux s'alignent presque parfaitement et qu'un modèle de puissance en rende compte ; la pente correspondant à son exposant, étant une approximation de l'exposant de Pareto.

Ceci implique que le phénomène dynamique en question soit intrinsèquement structuré de telle façon, que les valeurs constituant la série disponible soient un échantillon, que l'ajout de nouvelles unités et que l'accroissement en masse n'affectent pas cette structure.

Pour envisager des situations moins simples, il est souvent proposé de traiter comme une asymptote les rangs faibles des distributions d'autant qu'une courbure apparaît souvent (et peut-être toujours ?) aux rangs élevés (Fig. n° 3), ce qui permet de ne pas en tenir compte, mais nous reviendrons sur cette question ci-dessous.

Implicitement, l'une comme l'autre de ces solutions – plus l'usage d'un modèle puissance que l'approche asymptotique et que l'usage d'un modèle fractale parabolique (FORRIEZ et MARTIN, 2009) – sous-entendent que le phénomène pourrait connaître des états encore plus exceptionnels que ceux mesurés. C'est une conséquence certes mathématique dont la formalisation permet de calculer des primes d'assurance pour des évènements – climatiques par exemple – dont la gravité n'a pas été encore « testée ». Mais cette vision est aussi portée par une conception anthropologique du toujours plus que peu de choses dans l'histoire de l'humanité ne permettent de justifier surtout si l'on tient compte des échelles de temps. Tous les réseaux urbains (jusqu'à l'actuel, mais pour combien de temps ?), dans l'histoire, ont connu des phases de désagrégation, que ce soit celui de Babylone, de Rome, des Incas, etc. De ce point de vue la croissance observée en Algérie est normales dans le sens ou elle mime ce qui a été observé en Occident, puis presque partout sur la Terre depuis deux siècles ou trois, mais elle est trompeuse si on envisage son extrapolation linéaire sur le temps long.

Cette idée du toujours plus (ou pire !) peut être illustrée par la statistique sur les pertes humaines lors des guerres entre 1823 et 2003 issue du COW (Correlates of War (COW) Project : http://www.correlatesofwar.org ; CEDERMAN et al., 2011 ; TALEB, 2013). Nous l'avons reprise en normalisant le nombre de morts en fonction du nombre de jours de guerre, car c'est une chose de comptabiliser un peu plus de seize millions de morts lors de la Seconde Guerre mondiale et un peu plus de huit millions lors de la Première et de constater que la Seconde à fait près de cinquante-cinq mille morts par jours alors que lors de la Première on en a dénombré en moyenne « que » six mille cinq cents, en prenant en compte tous les théâtres d'opérations. Pour être totalement rigoureux, il faudrait, pour chaque guerre, rapporter les pertes aux populations des états engagés et/ou aux forces mobilisées, ce qui n'est guère ici possible.

Nonobstant ces considérations, une telle présentation est portée par l'idée que les taux de pertes par jour atteints lors de la Première et de la Seconde Guerre mondiale pourraient être dépassés, ce qui semble techniquement possible avec des armes de destruction massive. Il en est de même pour les villes. On peut toujours penser qu'elles grossiront et que leurs statistiques seront toujours décrites par le modèle de Pareto stricte. Mais rien n'est moins sûr !

On peut penser que certains phénomènes dynamiques correspondent à ce modèle parétien strict « très progressiste », mais rien n'est assuré en raison généralement

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

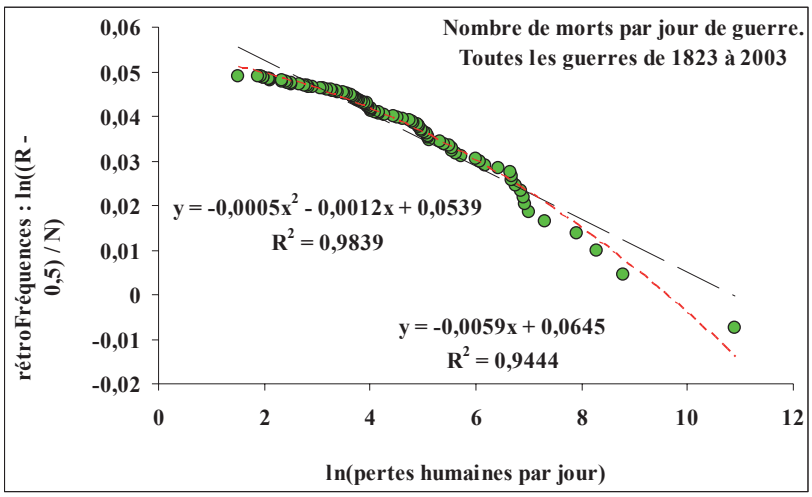
de la faible importance des données disponibles. Il est même certain que tout phénomène rencontre des limites, du moins on peut le conjecturer.

S'il est possible d'envisager un tremblement de terre de magnitude 9,5 (Chili en 1960 par exemple) ou 10, ou 20, il n'est guère logique de penser qu'un évènement de magnitude 15 soit possible vu la progression logarithmique de l'énergie libérée. De même s'il est possible d'envisager une agglomération d'une taille exceptionnelle (cinquante, cent, deux cents millions d'habitants), il n'est guère possible de postuler que celle-ci atteindra un ou deux milliards d'habitants pour bien des raisons (localisation, approvisionnement, risques encourus de toutes natures, gestion, etc.).

En d'autres termes, tous ces phénomènes de limitation doivent entraîner l'apparition d'écart au modèle de puissance stricte et donc des formes de courbure dans les graphiques bi logarithmiques. Cela revient à dire que les unités de la variable expérimentale de rangs très faibles, n'ont pas les valeurs attendues selon l'extrapolation, qui intègre fortement les rangs moyens qui sont très nombreux, d'un modèle puissance.

Dès lors, il est possible de renverser la logique et d'essayer de travailler sur la limitation possible et logique des phénomènes les plus rares et les plus puissants d'autant que l'on dispose de données statistiques assez détaillées et en nombre, par exemple sur l'Algérie.

Figure 3 – Structure hiérarchique des pertes humaines par jour lors des guerres qui se sont déroulées entre 1823 et 2003 (données COW retraitées) ;



C'est ce à quoi nous allons nous livrer en considérant que la structure hiérarchique du réseau de peuplement de l'Algérie ne peut être entièrement parétienne en raison de facteurs (relatifs, donc par rapport aux autres agglomérations de rang supérieur) de limitations de la croissance de la nappe du bâti des grandes villes qui restent à établir. Si cette approche est valide, nous devrions observer un renforcement de la valeur de la courbure (à considérer en valeur absolue) de recensements en recensements. Toutefois, pour mettre en évidence ce phénomène, il faut normer les variables et se placer dans des situations totalement comparables, statistiquement s'entend.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

4.1 Prétraitements sur les variables

L'idée de base est que pour rendre apparentes les structures de tels phénomènes et leurs évolutions il faut qu'elles ne soient pas masquées par des biais issus parfois de l'accroissement même des données. Il est donc indispensable que les données mises en œuvre (variable théorique et variable expérimentale) soient entre elles et dans le temps totalement comparables. Cela ne peut être le cas que si ce sont des rapports qui sont comparés et que si le nombre de rangs est identique (MARTIN, en préparation).

Nous avons ainsi défini des effectifs normés (EN) et des densités normées de fréquence (DF'N).

Avec :

$E_N = \ln(P / \sum p)$ ln(Population normée)

$DF'_N = \ln((R - ¢) / N) / (P / \sum p))$ ln(Echelle normée)

Et :

P la population de chaque unité,

$\sum p$ le total de la population du réseau

R le rang

¢ une constante généralement choisie comme égale à 0,5

N le nombre de rang ou le rang maximal

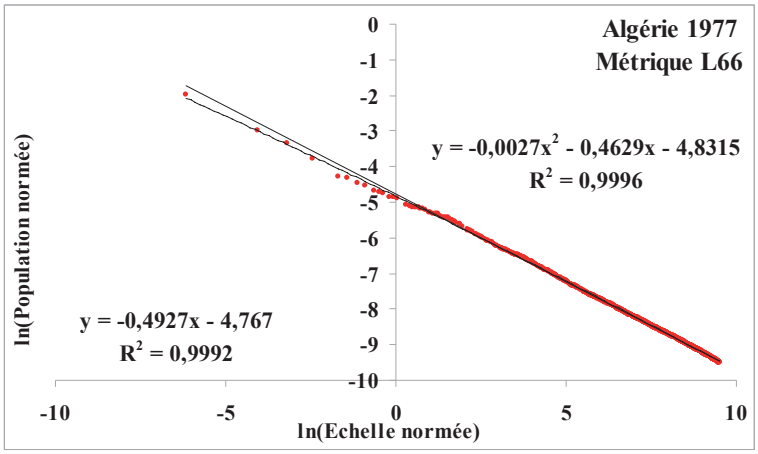
Il est dès lors possible de regarder diachroniquement, à rangs constants, les informations disponibles, puis ce qui se joue dans la modélisation elle-même.

5 Structures hiérarchiques

Sur ces bases il a été procédé à cinq ajustements parétiens (modèle de puissance strict) et à cinq ajustements fractals paraboliques dont il est donné deux exemples : 1977 (Fig. nº 4) et 2008 (Fig. nº 5). Il est dès lors possible d'extraire deux indicateurs, d'une part l'exposant du modèle puissance de la forme $y = ax^{-p}$ et d'autre part le coefficient de courbure (Cc) du polynôme : ln(y) = Cc ln(x)2 + b ln(x) + c.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 4 – Ajustement parétien (loi de puissance) et fractale parabolique (polynôme ajusté au logarithme népérien des variables) sur les valeurs des unités de population du réseau de l'Algérie en 1977 (le nombre de rangs correspondant au recensement de 1966 = métrique L66) ;



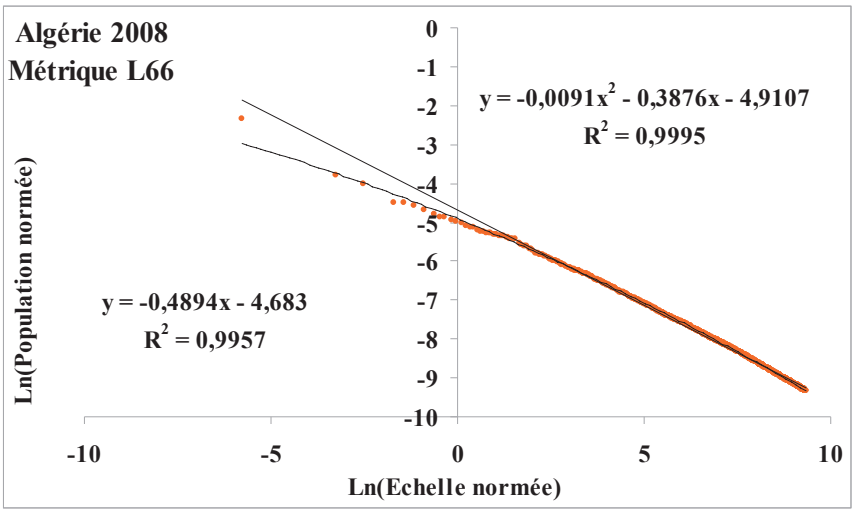
En 1977, sur la longueur L66, le réseau supérieur disponible est dans un état que l'on peut qualifier de parétien comme le montre le très faible coefficient de courbure du modèle polynomial.

En 2008 il n'en est plus du tout ainsi et on peut observer aisément que la courbure s'est accrue (en gros d'un facteur trois : de 0,0027 à 0,0091) alors même qu'Alger, en tant que capitale du pays et ville de rang un, se singularise par rapport aux évolutions des agglomérations de rangs immédiatement supérieurs. Alger a connu une croissance plus forte que le modèle fractal parabolique calé sur l'ensemble de la distribution ne l'établit. En d'autres termes, il y a un « effet roi » pour Alger dans le cadre du modèle fractal parabolique alors qu'avec le modèle parétien strict Alger serait plutôt moins développé qu'attendu.

Ceci correspond à une évolution durant laquelle les premiers rangs du réseau que l'on peut qualifier d'ultra urbain et de supérieur n'ont pas suivi le taux de croissance du reste du réseau urbain moyen (entre environ ln(2) et ln(10)).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 5 – Ajustement parétien (loi de puissance) et fractale parabolique (polynôme sur le logarithme népérien des variables) sur les valeurs des unités de population du réseau urbain de l'Algérie en 2008 (le nombre de rangs correspondant au recensement de 1966 = métrique L66) ;



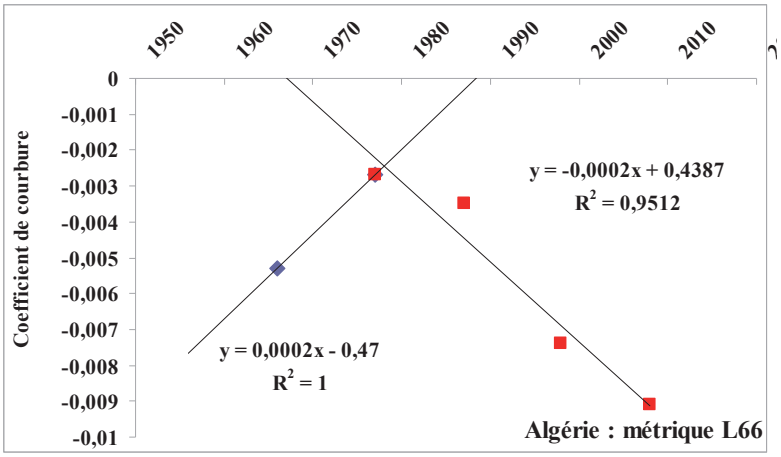
En fait, l'évolution sur un demi-siècle a été un peu plus complexe. De 1966 à 1977, en fonction de la métrique L66, le réseau ultra urbain devient « plus parétien » (le coefficient de courbure diminue) puis de 1977 à 2008 il devient moins parétien (le coefficient de courbure croit) ce que montre la figure nº 6.

Par ailleurs, le passage d'une mesure intégrale (1966 avec la métrique L66) à une mesure partielle (par ex. 1977 avec L66) conduit à ne plus prendre en compte dans le calcul les rangs les plus élevés du réseau de 1977, donc les nouvelles agglomérations apparues entre 1966 et 1977. Or très classiquement, ces unités ont des valeurs qui sont trop faibles par rapport aux modèles habituellement ajustés (loi de puissance ou modèle fractal parabolique ; cf. Fig.7). Dès lors quand on ne les intègre plus au calcul cela conduit à une modification de la valeur du coefficient de courbure et de la pente du modèle puissance (cf. Tabl.1, ligne 2008 par exemple). C'est bien ce que l'on observe sur la figure nº 8.

Ce qui est remarquable dans la figure nº 6, d'une part, c'est que de 1977 à 2008 le taux de variation de ce coefficient de courbure a été constant (augmentation de la valeur absolue) comme le montre l'alignement des points rouges, et d'autre part – et bien que le calcul ne soit fait que sur deux points – que le même taux est mesuré entre 1966 et 1977, mais cette fois, ce fut une diminution de la valeur absolue. On peut se poser la question de savoir si cette valeur (0,0002) a un sens particulier ?

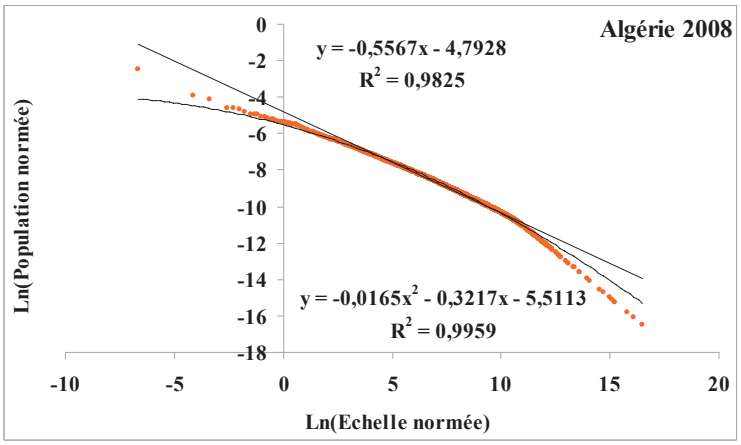
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 6 – Évolution du coefficient de courbure de 1966 à 2008 caractérisant le réseau urbain de l'Algérie avec une métrique L66 (le nombre de rangs correspondant au recensement de 1966 = métrique L66) ;



En d'autres termes avec une métrique L66 et un accroissement de la taille des unités, on obtient une augmentation du coefficient de courbure ce qui signifie que l'éloignement à un modèle puissance, pour le réseau ultra urbain, est d'autant mieux établi que le nombre de rangs utilisés est d'autant plus faible en proportion de toute la série.

Figure 7 – Ajustement d'un modèle fractal parabolique sur la totalité du recensement de 2008 ;



Nous avons donc aux deux extrémités des séries deux « courbures locales » qui « pèsent » sur le modèle qui lui tend à être plus ou moins parétien pour les rangs médians comme le montre la figure n° 7.

Ceci conduit à identifier deux situations qui se manifestent de façon semblable, mais qui sont radicalement différentes.

Il y d'une part ce qui se passe aux rangs les plus élevés et d'autre part ce que l'on observe aux rangs les plus faibles. Dans le bas de la hiérarchie, il s'agit de

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

déploiement du réseau (agrégation spatiale) et l'on peut concevoir que celui-ci ne soit pas optimal – c'est-à-dire immédiatement, conforme à un état stabilisé que l'ubiquité des ajustements parétiens révèle et qui pourrait (ou devrait ?) correspondre à un exposant de Pareto égal à un –. Dans cette optique les valeurs observées sont donc trop faibles par rapport aux rangs de ces unités. C'est une sorte de « déficit de croissance » qui repose vraisemblablement sur des taux de croissance des nappes de bâti trop faibles (effet de la distance qui serait de plus en plus important avec l'augmentation de la taille des unités et donc de la distance entre les unités, ce qui conduirait à une diminution des probabilités de fusion ?).

Dans le haut de la hiérachie, il s'agit d'un amortissement, de l'expression d'une impossibilité de croissance suffisante pour atteindre une hiérarchie forte, pour les unités de rang faibles (grandes villes). Celles-ci n'ont pas un taux de croissance suffisant pour qu'elles restent (et cela d'autant moins que leur rang est faible) en conformité avec le modèle parétien dont on peut penser qu'il correspond à une situation d'inertie, surtout si $P \approx 1$). Il manque donc bien des unités qui auraient dû franchir le seuil à cent bâtiments, mais est-ce un effet de seuil ou un effet structurel ? On peut penser que dès que des facteurs viennent limiter la croissance urbaine dans l'espace, le décrochement s'opère. Bien évidemment, tant les facteurs de croissance que les facteurs d'inertie doivent s'apprécier dans le cadre national, géographique, économique, culturel, etc. local.

À partir de cette première description, il est possible de généraliser l'approche pour voir si les mêmes phénomènes sont identifiables à partir de chaque recensement. Bien évidemment ensuite il conviendra d'envisager d'autres pays, d'autres ensembles géographiques.

6 Approches parétienne et fractale parabolique de l'intégralité du réseau algérien

Comme nous l'avons vu précédemment le nombre d'agglomérations a fortement crû en Algérie entre 1966 et 2008. Cette croissance en nombre doit être intégrée dans l'étude. Pour ce faire, nous avons analysé avec chacune des métriques disponibles (L66, L77, L87, L98, L08) chacun des recensements et ajusté chaque fois un modèle parétien (loi de puissance stricte) et un modèle fractal parabolique.

Les résultats de cette approche peuvent être présentés sous la forme d'une matrice (Tabl. nº 1 et Tabl. nº 2), ou une sous forme graphique (Fig.8 et Fig.9). Nous commencerons l'exposé des résultats en débutant par la matrice des coefficients de courbure, car ceux-ci sont bien plus lisibles que l'exposant de Pareto (ou du moins ce qui en tient lieu), auquel nous viendrons dans un second temps.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau 1: Matrice des coefficients de courbure du réseau de peuplement de l'Algérie entre 1966 et 2008 selon les différentes métriques.

Coefficient de courbure : Cc					
Année des données	*Métrique : nombre de données correspondant à chaque recensement*				
	L66	*L77*	*L87*	*L98*	*L08*
1966	*-0,0053*				
1977	*-0,0027*	*-0,0134*			
1987	*-0,0035*	*-0,0037*	*-0,0128*		
1998	*-0,0074*	*-0,0076*	*-0,0089*	*-0,0179*	
2008	*-0,0091*	*-0,0095*	*-0,0101*	*-0,0152*	*-0,0165*

En diagonale, nous avons les valeurs du coefficient de courbure pour les différents recensements lorsqu'ils sont pris dans leur totalité (du rang 1 au rang N). La valeur est toujours, en valeur absolue, supérieure à celle donnée immédiatement à gauche qui correspond à l'évaluation faite avec la métrique du recensement précédant (2008 avec L98 ; 1998 avec L87 ; etc.). Ceci est conforme à ce que nous avons indiqué ci-dessus. Les rangs les plus élevés « pèsent » donc bien sur le modèle en accroissant la courbure, ce qui indique que les valeurs observées seraient trop faibles par rapport aux rangs qu'elles occupent. Il y a donc bien là la manifestation d'un comportement particulier et peut être la possibilité de définir une classe de « petites » agglomérations.

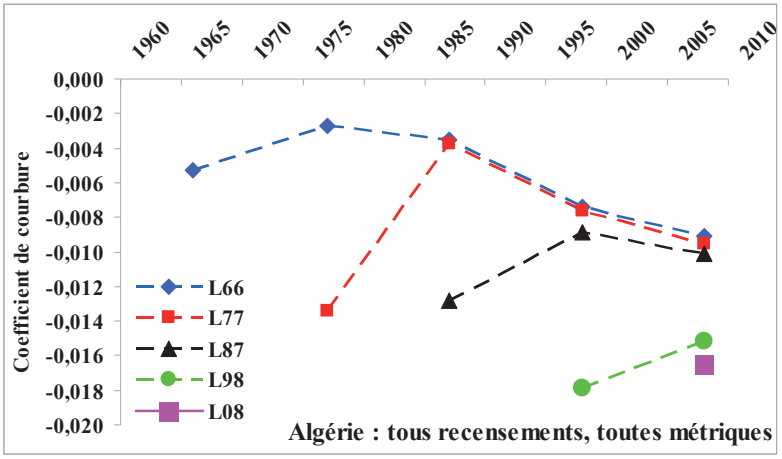
Si on suit la diagonale, globalement il apparaît que diachroniquement le coefficient de courbure croit de 1966 (-0,0053) à 2008 (-0,0165) en valeur absolue. Ce réseau est donc devenu de plus en plus fractal parabolique.

Une partie de cette évolution correspond à la variation de la structure hiérarchique du réseau urbain supérieur, comme nous l'avons montrée ci-dessus, en fonction de la métrique utilisée. Dans ce cas, la métrique est toujours la même et ce sont les données de recensement qui changent. Elle se lit sur le tableau en vertical : de -0,0053 à -0,0091 pour la métrique L66 en bleue, par exemple appliquée à tous les recensements.

En fait, ce type d'approche correspond à un changement d'échelle. Celle-ci correspond au nombre de valeurs de chaque recensement. Ainsi le recensement de 2008 est-il exploré à l'échelle de celui de 1966, puis de 1977, puis de 1987, etc. De cette façon, à chaque mesure sont pris en compte des rangs supplémentaires correspondant d'abord à la partie médiane du réseau de 2008, puis à la partie inférieure (plus petites agglomérations).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 8 – Variation du coefficient de courbure pour chaque recensement en fonction de la longueur (nombre de valeurs) des recensements (métriques possibles) ;



Mais une autre partie est due à la variation du réseau inférieur (rangs élevés) que celui-ci voit sa hiérarchie se modifier et/ou que celui-ci voit son nombre d'unités croître. Elle se lit en ligne. Par exemple sur la série 2008, l'accroissement de la métrique (et les modifications en volume qui s'y ajoutent) fait varier la valeur du coefficient de courbure de -0,0091 à -0,0165. Tout ceci peut être résumé dans une figure nº 8.

Tableau 2: Matrice des exposants –p– d'un modèle parétien (pente en bilog) appliqué aux recensements en Algérie entre 1966 et 2008 selon les différentes métriques.

Exposant –p– d'un modèle parétien					
Année des données	*Métrique : nombre de données correspondant à chaque recensement*				
	L66	*L77*	*L87*	*L98*	*L08*
1966	*-0,5003*				
1977	*-0,4927*	*-0,5284*			
1987	*-0,4802*	*-0,4843*	*-0,5245*		
1998	*-0,4829*	*-0,4910*	*-0,5109*	*-0,5560*	
2008	*-0,4894*	*-0,5005*	*-0,5218*	*-0,5525*	*-0,5567*

En bleu nous retrouvons la variation, en fonction L66, du coefficient de courbure calculé sur chacun des recensements comme indiqué dans la figure nº 8. Les autres couleurs correspondent aux quatre autres recensements. Mais si le recensement de 2008 peut être étudié avec les cinq longueurs (L66, L77, L87, L98 et L08 ; alignement vertical totalement à droite), celui de 1966 peut être étudié qu'avec une seule longueur (premier point bleu), mais tous peuvent l'être avec une métrique de L66 (pointillés bleus).

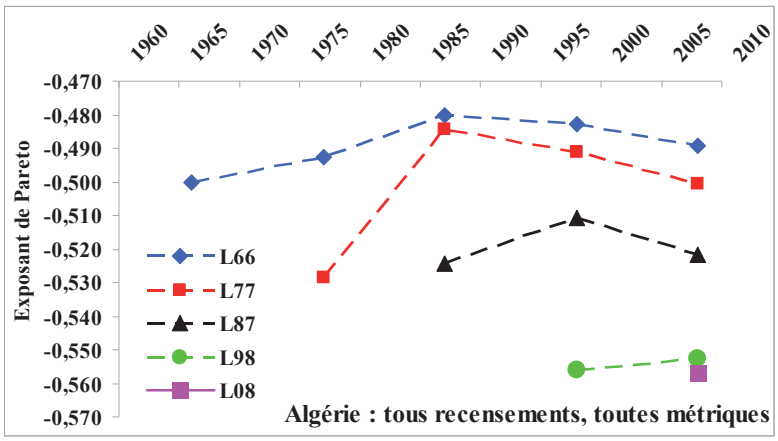
Le gros carré mauve marque donc le seul résultat calculable pour 2008 avec L08. Il correspond à une valeur maximale pour le coefficient de courbure comme vu dans le tableau nº 1. L'homologue de ce point est le premier point bleu (L66 appliqué au recensement de 1966). Celui-ci marque aussi une description totale de la série. Donc, tous les points qui sont entre le gros carré mauve et le losange bleu, à

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

l'extrémité inférieure des lignes et qui correspondent à la diagonale de la matrice, renseignent sur une description totale des recensements. On retrouve bien l'augmentation, en valeur absolue, du coefficient de courbure de 1966 à 2008.

Il est dès lors possible de considérer le modèle parétien strict (loi de puissance), mais en relevant immédiatement qu'il est moins adapté aux courbures observées. Les valeurs calculées sont données dans un tableau (nº 2) tout à fait comparable au premier.

Figure 9 – Variation de l'exposant –p– d'un modèle parétien appliqué à chaque recensement en fonction de la longueur (nombre de valeurs) des recensements (métriques possibles) ;



Si on considère la diagonale, il apparaît que l'exposant croit dans une évolution qui est parallèle à celle du coefficient de courbure. Les deux étant liés dans une très bonne corrélation linéaire.

La figure nº 9 réalisée exactement comme la figure nº 8 s'avère bien moins expressive. Cela est dû à la plus mauvaise adéquation de ce modèle parétien stricte, même si on y lit les mêmes tendances et structures. Il faut donc préférerun modèle fractal parabolique, car les matrices et les graphiques 8 et 9 qui articulent sur deux modes : temps et échelles, démontrent, dans ce cas, l'iniquité du modèle de Pareto stricte. Celui-ci n'est vraiment pas adapté au cas algérien et très vraisemblablement à beaucoup d'autres situations de ce type, sans quoi toutes les valeurs devraient être les mêmes dans les lignes des tableaux.

7 Approche parétienne scalairement locale

La dérivée d'une parabole étant une droite, dans la mesure où l'ajustement serait parfait, nous devrions obtenir à partir de simples tangentes calculées de proche en proche, un alignement de points horizontal en fonction du logarithme de l'échelle normée.

Pour vérifier cela, nous avons calculé des tangentes définies à partir de fenêtres de soixante et un rangs. En dessous d'une telle ampleur, le résultat est tellement bruité que tout graphique est peu lisible. Cela revient à calculer des « exposants de Pareto scalairement locaux », des pentes locales. Le rang pouvant être considéré comme

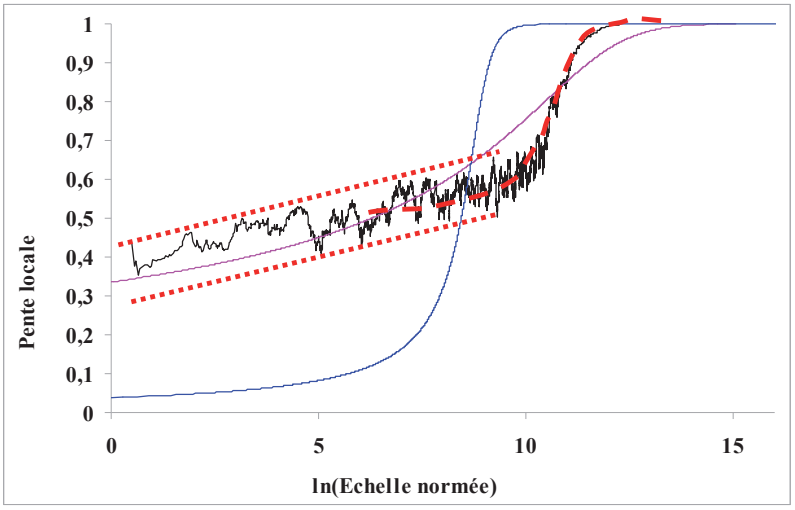
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

une échelle, il s'agit de calculer la pente existant entre deux rangs séparés par soixante et un rangs et d'attribuer le résultat du calcul au trente et unième rang de la fenêtre ainsi établie, puis de faire glisser le dispositif de rang en rang comme avec une moyenne mobile. Sous cette condition nous obtenons la figure nº 10 qui correspond formellement à la variation locale de quelque chose qui s'apparente à une dimension fractale locale.

Très empiriquement, il apparaît une sorte de canal entre ln(0) et ln(10) qui délimite une fluctuation du signal qui évolue de façon linéique (rectiligne). L'amplitude des fluctuations y apparaît très régulière et on y lit des évolutions périodiques qui « s'écrasent » progressivement en raison de l'échelle logarithmique des échelles normées. Il y a donc là quelque chose qui ressemble à une fluctuation logpériodique dont l'accroissement de l'intensité engage une évolution à une tout autre échelle vers ln(10).

Ainsi au-delà du canal ci-dessus décrit apparaît une fluctuation générale d'une tout autre ampleur. Celle-ci a une forme de S et tend progressivement vers la valeur un (gros pointillés rouges).

Figure 10 – Variation de la valeur de tangentes calculées sur soixante et un rangs à partir de la statistique 2008 (en noir) et des distributions théoriques (gaussienne en bleue ; lognormale en mauve) ;



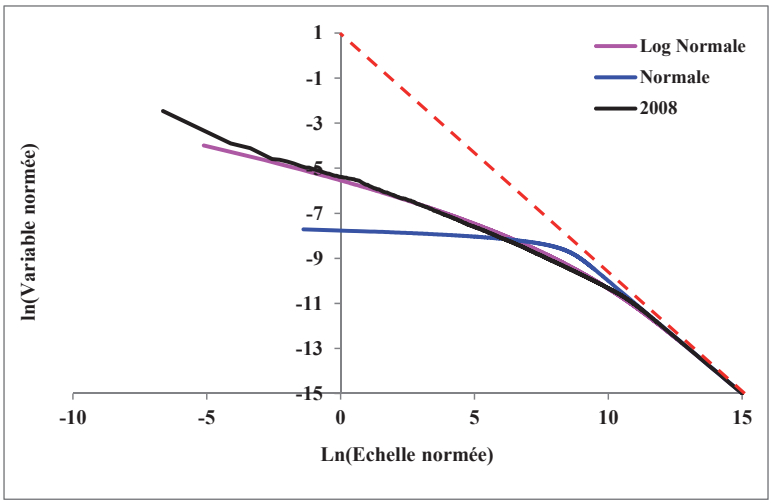
Pour essayer de « lire » ce graphique, il a été nécessaire de se poser la question de la courbe que nous obtiendrions, après un traitement semblable appliqué d'une part, à une série normale et, d'autre part à une série lognormale. Pour ce faire, nous avons construit deux séries théoriques l'une normale et l'autre lognormale, de longueur identique à la série expérimentale.

Reportées dans un graphique bilog (Fig.11) les différences sautent alors aux yeux surtout avec la série normale. Par contre, les séries lognormale et expérimentale sont difficilement différentiables (PETRUSZWYCZ, 1972). Ceci est conforme à l'idée que souvent un ajustement lognormal est une solution envisageable et plus ou moins satisfaisante. Toutefois dès que l'on passe aux pentes scalairement locales les différences sont manifestes (Fig. 10). L'approche avec des graphiques bi logarithmiques est donc particulièrement insuffisante.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Cela étant les valeurs calculées de pente locale (entre 0 et 1) semblent trop basses. On sait par ailleurs que pour un modèle gaussien la pente doit être de 2 (ZAJDENWEBER, 2009). Il se peut donc que l'on puisse calculer la « bonne valeur » de l'exposant de Pareto en posant : 2 - cette pente locale, soit pour l'ajustement gaussien 2 – 0 ; pour un modèle puissance stricte : 2 - 1 = 1 (représenté par la droite en pointillés rouge sur la figure n° 11) et pour le réseau de rang faible (ultra urbain) : 2 - 0,4 = 1,6 ; ce qui serait conforme à l'idée d'un état moins hiérarchique de ce sous réseau (courbure).

Figure 11 – Comparaison entre la variable expérimentale (recensement de 2008) et des distributions théoriques (gaussienne, lognormale). En pointillé, une droite de pente -1 ;



Il apparaît alors, malgré le lissage lié à la taille des fenêtres sur la série expérimentale globalement une croissance linéaire moyenne de la pente locale d'environ 0,35 et 0,60 entre ln(0) et ln(6,7) soit six mille habitants, qui ressemble plus ou moins (l'inclinaison en plus) à une variation parétienne, mais aussi une structure hiérarchique en S qui apparaît sur une gamme de pentes plus réduite (de 0,5 à 1) et pour des agglomérations de taille moyenne à petite (entre ln(10) et ln(13)) ; l'ensemble de la fluctuation se stabilisant vers un pour les plus petites villes.

Il y a là semble-t-il un phénomène transitionnel global dans les échelles, ici de la hiérarchie, et il ne semble donc pas y avoir de coupure évidente, en partant des valeurs de population, ce qui rend difficile d'isoler une sous-catégorie. Par contre, il est possible d'envisager un seuil au niveau de ce qui semble être un changement de modèle et de dynamique, vers six mille habitants. Si le modèle était parétien structurellement entre ln(0) et ln(6,7), la pente d'ensemble devrait être constante (et le canal horizontal) quelle que soit sa valeur entre zéro et un.

Par ailleurs, et même avec un tel lissage fort (tangentes sur soixante et un rangs) il apparaît des fluctuations périodiques relativement irrégulières qui font penser à la trace d'un mouvement brownien. Il est donc très probable qu'il y ait en plus une autre « forme » de fractalité dans une telle hiérarchie dont on comprend maintenant pourquoi elle ne peut être modélisée par l'un des trois modèles généralement utilisés (Gauss, Galton et Pareto).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Cette approche devra ensuite être développée pour chacune des dates afin d'une part de valider l'analyse et l'interprétation proposée et d'autre par d'envisager l'évolution du réseau d'agglomération de l'Algérie durant la seconde moitié du XXe siècle. Sur cette base il deviendra alors possible d'aborder des ensembles plus vastes comme l'Europe occidentale au travers des données par exemple de Géopolis et de rechercher des invariants structurels solides (limites entre modèles).

Références bibliographiques

Adler R. J., Feldman R. E., Taqqu M. S. (Dir), 1998, *A pratical guide to heavy tails. Statistical techniques and applications*. Birkhäuser, Boston, 533 p.

Barbut M., 1998, Une famille de distributions : des parétiennes aux « contra-parétiennes ». Application à l'étude de la concentration urbaine et de son évolution. *Math. Inf. Sci. Hum.*, 36e année, n ° 141, p.43-72.

Cederman L.E, Warren T. C. Sornette D., 2011, Testing Clausewitz: Nationalism, Mass Mobilization, and the Severity of War. http://www.academia.edu/882302/Testing_Clausewitz_Nationalism_Mass_Mobilization_and_the_Severity_of_War

Forriez M., Martin Ph., 2009, Structures hiérarchiques en géographie : des modèles linéaires aux modèles non linéaires (lois de puissance et corrections log-périodiques), in Foltête, Jean-Christophe (s.d.), Huitièmes Rencontres de ThéoQuant, Besançon, THEMA, 10 p. http://thema.univ-fcomte.fr/theoq/pdf/2007/TQ2007%20ARTICLE%2051.pdf

Guérin – Pace F., 1993, *Deux siècles de croissance urbaine. La population des villes françaises de 1831 à 1990*. Editions Anthropos, coll. : Villes, Paris, 205 p.

Martin Ph., en préparation, Statistique dynamique d'une série parétienne d'observations approche méthodologique, 56 p.

Martin Ph., 2004, *Modélisation fractale et structurelle des formes en géographie. Réflexion développée à partir d'exemples karstiques*. Habilitation à diriger les recherches. Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse, tome 1, 173 p., tome 2, 314 p., tome 3, 176 p., 1 carte coul. ht. http://www.geo.univ-avignon.fr/Personnel/MartinP/MartinP-HDR2004Avignon.pdf

Mandelbrot B., 1997, *Fractales, hasard et finance*. Coll.: Champ, Flammarion éditeur, Paris, 246 p.

Pumain D., 2006, (Dir), *Hierarchy in natural and social sciences.* Methodos séries, vol.3, Springer éditeur, Berlin, 243 p.

Pumain D. 2006, Lois d'échelle et mesure des inégalités en géographie. *Revue Européenne des Sciences Sociales*, tome XLV, n° 138, p.55-65.

Pumain D. 2010, Dynamique des entités géographiques et lois d'échelle dans les systèmes complexes : la question de l'ergodicité. *Mathématiques et Sciences Humaines*, 191, 3, 5-18.

Petruszwycz M., 1972, Loi de Pareto ou loi log-normale : un choix difficile. Mathématiques et sciences humaines, t.39, p.37-52.

Redjimi M., 2000, *De l'Empire à l'État démiurge. La recomposition du territoire algérien (1830 – 1990)*. Thèse de doctorat de géographie, Université Paul Valery Montpellier III, 589 pages.

Zajdwenweber D., 2009, *Économie des extrêmes. Krachs, catastrophe et inégalité*. Coll. Champs essais, Flammarion, Paris, 236 p.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Newman M.E.J., 2006, Power laws, Pareto distributions and Zipf' s law. arXiv:cond-mat/04122004v3 [cond-mat.stat-mech] 29 May 2006, 28 p.

Reed W. J. et Jorgensen M., 2003, The Double Pareto-Lognormal Distribution. A new parametric modl for size distributions, *Comm. Statist. Theory Methods* 33, p.1733-1753.

Saichev A., Malevergne Y, Sornette D., 2010, *Theory of Zipf's law and beyond*. Springer Verlag, Berlin, 169 p.

Taleb N.N., 2013, *Antifragile. Les bienfaits du désordre*. Les Belles Lettres, Paris, 649 p.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 8 / WORKSHOP 8

L'économie des petites villes en local et mondial : le grand écart ?

The economy of small towns between local and global: the splits?

Diamniadio, une petite ville (carrefour en quête d'une nouvelle identité économique) de la métropole Dakar

Momar Diongue
UCAD/ IPDSR – Campus BRGM, avenue Cheikh Anta Diop, B.P : 45 550 - Dakar Fann – Sénégal
dionguem@hotmail.com

Papa Sakho
UCAD/ IPDSR – Campus BRGM, avenue Cheikh Anta Diop, B.P : 45 550 - Dakar Fann – Sénégal
papa.sakho@ucad.edu.sn

Résumé

La fonction des petites villes dans l'armature urbaine nationale ont fait l'objet nombreux travaux en Afrique de l'Ouest. Toutefois, celles des métropoles ouest africaines méritent une plus grande attention des géographes. Étudier la petite ville dans la métropolisation consiste à considérer que les petites, les moyennes et les grandes villes sont inscrits dans un même processus qui les englobent. L'entrée par la métropolisation permet de dépasser les deux approches, fonctionnaliste et locale, dominantes dans l'analyse des petites villes africaines. Notre démarche d'analyse de la petite ville combine les dynamiques locales et métropolitaines. Dans le Nord, la petite ville perd ses spécificités et une partie de son emprise sur son environnement rural proche face à la métropolisation, responsable d'une concurrence entre villes et espaces de taille et de statut différents. Les petites villes du Sud sont-elles condamnées au même avenir économique que celles du Nord dans la métropolisation ? Concernant le Sénégal, peu d'études sont consacrées à cette problématique, d'où l'intérêt de cette contribution sur Diamniadio. Quelle est la place de Diamniadio dans la métropolisation dakaroise ? Vers quelle identité économique et socio-spatiale tend cette petite ville ? L'objectif est d'étudier les dynamiques économiques de Diamniadio et ses effets sur son urbanisation. L'analyse part de l'hypothèse que la métropolisation dakaroise confère à Diamniadio des prétentions économiques auxquelles elle ne pouvait se prévaloir hors de ce contexte. Son dynamisme économique est porteur de changements sociaux, spatiaux et administratifs. Il est le fait d'acteurs multiples qui ont chacun, à un moment donné, influé sur sa dynamique d'évolution économique et socio-spatiale.

Mots-clefs

Petite ville, métropolisation, économie locale, environnement rural

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Introduction

Le contenu de l'urbain et du rural au Sénégal, et leurs relations ne cessent d'évoluer au rythme des migrations internes et internationales, du politique, de l'économie, du religieux et de la mondialisation. Les défis de la recherche c'est comment renouveler l'approche des petites villes qui sont aux frontières de l'urbain et du rural dans les sociétés ouest africaines du 21ème ? Quels concepts et outils méthodologiques pour étudier la petite ville dans ses relations avec son environnement local et les échelles supérieures ?

Les petites villes africaines sont plutôt étudiées à travers deux approches : fonctionnaliste et locale. L'approche fonctionnaliste centre l'analyse sur la fonction des petites villes dans le système urbain. Elle met l'accent sur les réseaux et les armatures urbains pour établir des hiérarchies fonctionnelles (HAERINGER, 1995). Les petites villes, échelons au bas de la hiérarchie urbaine, ont pour fonction essentielle celle d'étape intermédiaire, de simple relais à sens unique entre les niveaux supérieurs de la hiérarchie et leur arrière pays rural (BERTRAND et DUBRESSON, 1997). Dépourvue de toute vitalité propre, le dynamisme des petites villes est lié à leur fonction d'encadrement d'un espace rural qu'elles dominent en y diffusant des valeurs citadines (BRUNON et COURADE, 1983, MAINET 1997). L'approche locale considère les petites villes comme l'un des supports spatiaux de la promotion idéologique du « développement local » (BERTRAND et DUBRESSON, 1997), comme la seule alternative à la macrocéphalie urbaine (GIRAUT, 1997). La petite ville, appréhendée dans ses relations avec l'environnement rural qu'elle encadre (Pourtier, 1993), apparait comme une composante du monde rural, et un centre de modernisation au contact avec l'urbain (GIRAUT, 1997). Ce qui permet de ressortir les spécificités et les originalités des petites villes. Face au risque d'idéalisation de la petite ville par cette approche, GIRAUT (1997) propose une approche qui intègre les dynamiques locales et extérieures dans l'analyse. Le rôle des petites villes dans l'armature urbaine en Afrique de l'Ouest est bien étudiée (GIRAUT, 1994). Toutefois, une analyse des petites villes dans la métropolisation reste à faire alors que ce travail de recherche est entrepris dans d'autres parties du continent, au Maghreb (KAHLOUN, 2007) et en Afrique Australe (MIRALLES, 2007). Peu d'études sont consacrées à cette problématique au Sénégal, d'où l'intérêt de cette contribution sur la petite ville de Diamniadio dans la métropolisation dakaroise. Quelle est la place de Diamniadio dans le système économique métropolitain ? Vers quelle identité économique et socio-spatiale tend cette petite ville ? L'objectif de cette contribution est d'étudier les dynamiques économiques de Diamniadio et ses effets sur son urbanisation. Nous postulons l'hypothèse que la métropolisation dakaroise confère à Diamniadio des prétentions économiques auxquelles elle ne pouvait se prévaloir en dehors de ce processus. Le dynamisme économique de Diamniadio, lié à la métropolisation, est porteur de changements sociaux, spatiaux et administratifs. Il est le fait d'acteurs multiples qui ont influé sur la trajectoire d'évolution économique et socio-spatiale de Diamniadio. L'entrée par l'économie permet de reconstituer l'évolution socio-spatiale de Diamniadio et de ses enjeux. Cette évolution correspond à quatre phases qui correspondent chacune à une étape dans

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

son développement. La première est l'implantation saisonnière d'un campement agricole. La seconde concerne les premières sédentarisations. Ensuite, la formation du bourg rural favorisé par une dynamique d'équipements. Enfin, la dernière est celle de la consécration au rang de petite ville.

1 La petite ville africaine : problématique et approches

Depuis la décennie 1970, une plus grande attention est accordée aux petites villes africaines. Ce regain d'intérêt se traduit par un renouvèlement de la problématique et des approches. Le questionnement est centré sur la place de la petite ville dans le système urbain. Il s'inscrit dans une approche fonctionnaliste, qui place l'analyse la petite ville dans les réseaux et les armatures urbains pour établir des hiérarchies fonctionnelles (HAERINGER, 1995). Les petites villes africaines apparaissent dans ces analyses comme de simples échelons au bas de la hiérarchie urbaine. Leur fonction essentielle est celle d'étape intermédiaire, de simple relais à sens unique entre les niveaux supérieurs de la hiérarchie urbaine et leur arrière pays rural. Cette subordination fonctionnelle rend la petite ville dépourvue de toute vitalité propre et d'urbanité. Leur dynamisme repose surtout sur les fonctions d'encadrement de l'arrière pays rural qu'elles dominent en y diffusant de la modernisation et des valeurs citadines (BRUNO et COURADE, 1983, MAINET, 1997).

L'approche fonctionnaliste des petites villes est remise en question, dès la décennie 1980, dans un contexte institutionnel et politique marqué par la crise des États et des grandes villes, mais surtout par l'émergence, au niveau international, du paradigme de la décentralisation et du développement local. Les petites et les moyennes villes sont considérées comme l'un des supports spatiaux de la promotion idéologique du « développement local » (BERTRAND et DUBRESSON, 1997 :11), comme « la seule alternative au processus de concentration contre-productive à l'œuvre » (GIRAUT, 1997 :18). Ce qui change leur approche et leur perception. La petite ville est analysée dans ses relations avec l'environnement rural qu'elle encadre (POURTIER, 1993). Elle est perçue « comme élément constitutif du monde rural » (GIRAUT, 1997 :19). Cette approche a permis de ressortir les spécificités et les originalités des petites villes notamment au Sénégal (BA, 2000 ; BA, 2001 ; SAKHO, 1998). Toutefois, elle comporte un risque d'idéalisation de la petite ville car trop centrée sur le local (GIRAUT, 1997). Giraut préconise une approche globale des rapports entre la petite ville et son environnement en prenant en compte le poids des déterminants locaux et extérieurs dans leur dynamique. Son approche est une synthèse des deux premières. Elle inscrit l'analyse de la petite ville dans plusieurs échelles, locale, régionale, nationale voire internationale.

Dans le contexte ouest africain, la place des semis de petites villes dans l'armature urbaine est bien étudiée (GIRAUT, 1994). Toutefois, les petites villes situées dans l'aire métropolitaine des grandes villes ouest africaines où à leurs périphéries méritent une plus grande attention des géographes.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2 La petite ville ouest africaine face à la métropolisation : méthodes et outils

En Afrique de l'Ouest, l'analyse des petites villes dans la métropolisation reste à faire alors que ce travail est entrepris dans d'autres parties du continent et régions du monde. Étudier la petite ville dans la métropolisation consiste à considérer que les petites et les grandes villes sont liées dans un processus qui les englobe les unes et les autres (HAERINGER, 1995). Elles sont de moins en moins antinomiques selon cet auteur parce que la petite ville a changé de traits notamment ses relations avec son environnement local, son tissu économique et ses acteurs. La grande et la petite ville sont l'amont et l'aval d'un même processus, la métropolisation. Cette dernière métropolisation nous l'entendons au sens d'ASCHER (2009) et de DIE MÉO (2010). Elle est une vaste aire géographique de concentration et d'intégration économiques, politiques et socio-spatiales où cohabitent différents types d'espaces (urbain, périurbain et rural) et d'établissements humains (grandes et petites villes, bourgs et villages) dans la complémentarité, la multipolarité, la discontinuité et l'hétérogénéité. La métropolisation est une grille de lecture des sociétés contemporaines en apparaissant comme un concept unificateur d'espaces et d'établissements humains inscrits dans un même processus, mais différents par leur statut, leur dimension, leur rôle et leur poids.

Dans la littérature du Nord, la petite ville se dilue dans la métropolisation en perdant ses spécificités (HAERINGER, 1995, LABORIE, 2005). HAERINGER avance que « la petite ville est morte » (1995 : 65) dans ce processus parce que le système des petites villes se banalise en reposant simplement sur l'économie résidentielle (LABORIE, 2005 :7). Ce qui se traduit par une perte de leur singularité dans le système productif. La métropolisation place les petites villes dans une situation de concurrence de plus en plus intense avec des établissements humains de rang supérieur, mais aussi avec leur environnement territorial proche. La petite ville du Nord perd ses spécificités et une partie de son emprise sur son environnement rural proche dans la métropolisation. Qu'en est-il des petites villes du Sud ? Les petites villes du Sud sont-elles condamnées au même avenir économique que celles du Nord dans la métropolisation ?

Dans la métropolisation de Chennai, KAMALA (2010) a identifié deux types de petites villes dans la périphérie Sud de cette métropole indienne. Il s'agit, d'une part, de nouvelles petites villes émergentes privées, fermées et surveillées. Ces petites villes, promues par des entrepreneurs privés et désignées sous le vocable de « *integrated business city* », sont issues de la libéralisation économique, de l'ouverture indienne aux investissements directs étrangers. D'autre part, des villages sont devenus de petites villes en s'érigeant en pôle économique grâce aux soutiens des agences régionales qui sont intervenues dans les acquisitions foncières pour faciliter les installations des entreprises. La métropolisation de Chennai, contexte d'un pays émergent du Sud comme l'Inde, loin de banaliser les petites villes, les inscrit dans des trajectoires socioéconomiques et spatiales différentes.

En Afrique du Nord et Australe, l'analyse met l'accent sur la perte d'influence des petites villes sur leur environnement rural proche. Cherchant à savoir si la

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

métropolisation de Nairobi favorise l'établissement de relations d'un type nouveau entre la ville secondaire de Kiambu et son environnement rural, MIRALLES (2007) en arrive à la conclusion que la métropolisation réduit l'emprise de cette ville secondaire sur ses environnements agricole et rural parce qu'elle est parfois contournée au profit de la grande ville qui offre plus d'opportunités économiques. KAHLOUN (2007) constate que la métropolisation réduit le niveau de polarisation des petites villes du Nord-est tunisien face à la métropolisation de Tunis.

Pour ce qui concerne l'Ouest africain notamment le Sénégal, peu d'études sont consacrées à cette problématique, d'où l'intérêt de cette contribution sur Diamniadio dans la métropolisation dakaroise. Quelle est la place de Diamniadio dans le système économique métropolitain ? Vers quelle identité économique et socio-spatiale tend cette petite ville ? L'objectif est d'étudier les dynamiques économiques de Diamniadio et ses effets sur son urbanisation. Nous postulons l'hypothèse que la métropolisation dakaroise confère à Diamniadio des prétentions économiques auxquelles elle ne pouvait se prévaloir en dehors de ce processus. Son dynamisme économique, lié à la métropolisation dakaroise, est porteur de changements sociaux, spatiaux et administratifs. Il est le fait d'acteurs multiples qui ont chacun, à un moment donné, influé sur la trajectoire d'évolution économique et socio-spatiale de Diamniadio.

L'entrée par l'économie permet de reconstituer l'évolution socio-spatiale de Diamniadio et de ses enjeux. La démarche d'analyse retenue repose sur une combinaison des échelles locales et métropolitaines parce que de Diamniadio est à l'interface de ces deux dynamiques. L'étude économique de Diamniadio permet d'analyser les logiques des acteurs de l'urbanisation de la petite ville et ses enjeux territoriaux. Les données mobilisées sont issues d'une enquête quantitative et qualitative de terrain réalisée en 2009. Les données portant sur le tissu économique ont été collectées à l'aide d'un questionnaire. Il est centré sur le promoteur économique, le type d'investissement et l'activité dans l'environnement local. L'objectif est de déterminer le profil de l'économie de Diamniadio et les stratégies des entrepreneurs selon leur ancrage territorial dans la petite ville. Les outils de mesures de l'ancrage territorial sont la résidence, le statut résidentiel et la perception de la petite ville. Les données ont fait l'objet d'une analyse descriptive. L'échantillon a concerné 136 entrepreneurs économiques soit 70% des unités économiques non agricoles dotées d'un ancrage spatial fixe. Les unités économiques orientées vers la distribution des produits alimentaires de base (riz, sucre, huile, savon, etc.) comme les boutiques sont exclues de l'étude. L'enquête qualitative interrogent les acteurs institutionnels (élus locaux, agents des services municipaux, responsables de services centraux et déconcentrés de l'État), associatifs (responsables d'ONG, d'organisations communautaires de base, de regroupements interprofessionnels) et coutumiers (notables et autorités coutumières) intervenant dans le développement. Les entretiens ont fait l'objet d'un traitement thématique. Enfin, un travail d'observation continue, depuis 2003, du paysage et de la vie socio-économique et spatiale de Diamniadio accompagne les enquêtes. La démarche d'analyse retenue repose sur une combinaison des échelles locales et métropolitaines parce que de Diamniadio est à l'interface de ces deux dynamiques.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3 Diamniadio, une interface dans l'aire métropolitaine dakaroise

Diamniadio est une interface entre trois pôles urbains de l'espace métropolitain dakarois, mais aussi entre son arrière pays rural et l'extérieur.

3.1 Diamniadio, un carrefour majeur sur les axes Dakar-Thiès et Dakar-Mbour

Dakar, d'abord métropole coloniale dont la dynamique repose sur une logique économique impérialiste de drainage au détriment des villes de l'intérieur, vient d'entamer une métropolisation d'un type nouveau. Elle repose sur une recomposition des mobilités spatiales quotidiennes, l'aménagement de grands projets d'infrastructures et de développement économique et résidentiel (DIONGUE, 2012, SAKHO, 2007). Cette nouvelle dynamique favorise, d'une part, l'intégration des pôles urbains de Thiès et de Mbour dans son fonctionnement quotidien, et d'autre part, une redistribution de ses fonctions surtout économiques dans l'aire métropolitaine. Celle-ci dépasse le cadre étroit de la presqu'ile du Cap-Vert. Elle devient interrégionale en formant un triangle dont chaque sommet correspond à un pôle urbain. Il s'agit d'abord du pôle ouest, capitale nationale peuplée de 2 557 360 d'habitants en 2013[1], formée par les villes de Dakar, de Pikine, de Guédiawaye et de Rufisque. Ensuite, le pôle urbain de Thiès (293 219hbts), capitale régionale, est à l'Est, et enfin Mbour, ville secondaire balnéaire de 46 916 habitants, au Sud-est.

L'espace rural compris entre ces trois pôles urbains renferme un semis de petites villes dynamiques : Sébikhotane (23 953 hbts), Pout (20 693 hbts) et Diamniadio (14 048 hbts). Les deux premières sont situées sur l'axe Dakar-Thiès alors que la troisième est au carrefour des axes routiers entre les 3 pôles. Sébikhotane et Pout ont eu un développement urbain plus précoce grâce au fort potentiel agricole de leur arrière pays rural. Elles ont accédé au statut de ville avec leur communalisation dès 1996, et Diamniadio en 2002. Toutefois, la dynamique actuelle de Diamniadio risque de bouleverser le rang dans ce semis de petites villes sur le plan économique. Par rapport à Sebikhotane et Pout, Diamniadio présente une originalité dans son développement économique et socio-spatial grâce à sa géoéconomie et à l'intérêt qu'elle suscite auprès de l'Etat central. Diamniadio est à l'interface des trois pôles urbains de l'espace métropolitain dakarois. Sa position la place aussi comme interface entre son arrière pays rural et la capitale.

3.2 Diamniadio, un intermédiaire de terroirs ruraux

Dans sa trajectoire socioéconomique, Diamniadio présente une originalité dans son arrière pays rural. Diamniadio n'est pas un terroir au sens d'un espace approprié par un groupe social issu d'un lignage ou d'une famille qui se reconnaît autour d'un ancêtre commun, qui y a projeté ses valeurs et son organisation socio-spatiale.

[1] Population en 2013 d'après les projections démographiques de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographique à partir du RGPH III pour les villes de Dakar, Thiès, Mbour, Sébikhotane, Pout et Diamniadio

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Il n'est pas un terroir. C'est un établissement humain récent qui tire une partie de sa dynamique de sa position d'interconnexion de plusieurs terroirs qu'il polarise. Il s'agit des terroirs lébou de Dène et sérère de Dougar situés respectivement au Nord et au Sud-est. Ce qui fait de cette petite ville un intermédiaire de terroirs ruraux, leur principal point de contact avec le territoire national. La localité s'appuie sur un vaste arrière pays rural dont la plupart des villages sont semi enclavés. Ces terroirs ruraux sont devenus des satellites de Diamniadio qui les a intégrés dans son territoire communal dont ils sont devenus des quartiers. Diamniadio est une petite ville doté d'un centre urbain qui organise des quartiers-terroirs périphériques situés dans un rayon moyen de 1,5 km de son centre. La position d'interface à l'entrée de l'agglomération dakaroise et la polarisation d'un vaste arrière pays rural ont fortement influencé l'évolution économique, démographique, administrative et spatiale de Diamniadio.

4 Diamniadio, du hameau à la petite ville : un demi-siècle de sauts qualitatifs

L'évolution de Diamniadio correspond à quatre phases qui correspondent chacune à une étape dans son développement. La première est l'implantation saisonnière d'un campement agricole. La seconde concerne les premières sédentarisations. Ensuite, la formation du bourg rural favorisée par une dynamique d'équipements. Enfin, la dernière est celle de la consécration au rang de petite ville.

4.1 Le campement agricole saisonnier

Avant 1945, il s'agit d'un campement agricole initié par des populations d'ethnie lébou en provenance de la ville de Rufisque. Ce peuplement était organisé autour de l'activité agricole, culture du mil et de l'arachide, durant la saison des pluies. Un village hivernal se forme car ce mouvement concerne des familles entières. Les habitations sont faites de cases compte tenu du caractère saisonnier de ce peuplement. Un lieu de vie et d'exercice d'une activité agricole se crée. En fin de saison, le village se désemplit et les cases servent de greniers. Les cimetières de Diamniadio datent de cette époque. Cependant, l'installation de la traite de l'arachide à Rufisque a retenu ces populations lébous puisqu'ils y ont trouvé une seconde activité leur permettant de compenser leurs ressources en saison des pluies voire sur toute l'année. Ce qui aura pour effet le déclin du campement agricole en 1945.

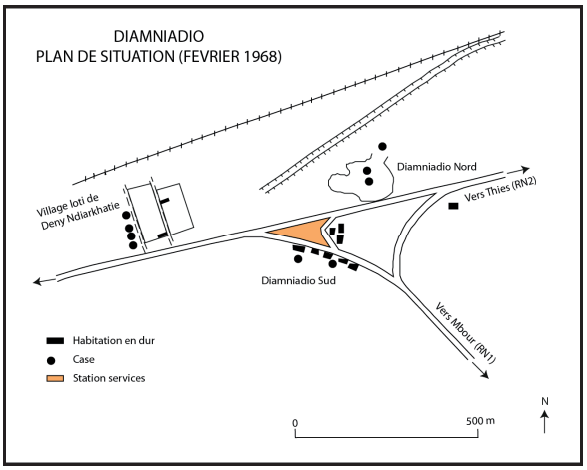
4.2 Du hameau à la cohabitation de deux villages (1952-1989)

Une nouvelle phase de peuplement est entamée en 1952. L'achèvement de l'aménagement des axes routiers Dakar-Mbour (RN1) et Dakar-Thiès (RN2) (1952) fait de Diamniadio un carrefour. L'aménagement d'une station de services au niveau du carrefour, consacre le début d'un peuplement permanent. Diamniadio prend l'allure d'un hameau d'une dizaine de concessions dont 8 habitations en dur situées au Sud de la RN1 (5) et entre les deux nationales (3). Ces populations, attirées par les opportunités commerciales du carrefour, proviennent de l'intérieur du pays. A partir de 1964, Diamniadio vît l'arrivée massive de populations des terroirs lébous limitrophes. Les villages de Mbanda et de Deny Ndiarkhathie sont

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

désertés par leur population dont l'essentiel a migré vers Rufisque et Dakar. Ceux qui ne sont pas partis en ville ont décidé de se rapprocher du carrefour[2]. Ce lotissement porte l'appellation d'un des villages originels, Deny Ndiarkhathie. De 1964 jusqu'à la fin des années 1980, deux villages distincts, Deny Ndiarkhathie et Diamniadio, différents par leur peuplement, cohabitent autour du carrefour. Le premier est formé d'un noyau lébou installé à proximité de son terroir. L'autre est habité par des populations venues de divers endroits du pays, d'où une grande diversité ethnique. En 1988, Deny Ndiarkhathie compte 1274 habitants et Diamniadio 851 (DPS, 1988).

Figure 1 : L'occupation de l'espace du carrefour de Diamniadio



Source : Cadastre de Rufisque, carte améliorée par M. Diongue, 2013

4.3 Le bourg, centre économique de transit (1989-2001)

Dans la décennie la 1990, les deux villages se rattachent et forment une seule entité spatiale. Diamniadio bénéficie d'une desserte par les réseaux électrique, d'eau potable et téléphonique, et se dote d'équipements marchands (1989), d'un centre hospitalier (1996) et d'une brigade de Gendarmerie. Il devient un bourg grâce à une dynamique d'équipements qui renforce son attractivité économique, commerciale et résidentielle. Diamniadio devient chef lieu d'arrondissement[3] des communautés rurales de Sangalkam et de Yène en mars 1997. Le bourg enregistre l'arrivée de nouvelles populations. En 1998, 67% de la population de Diamniadio sont nés hors de la localité (SONED-AFRIQUE, 1998). Diamniadio a une forte diversité ethnique : Peulh, Wolof, Sérères, Diola, Manjack et Maures. Les Peulh (42%) et les Wolof (40%) y sont majoritaires. Les diolas et les sérères viennent ensuite et enfin, les Manjacks et les maures, groupes ethniques minoritaires.

[2] 34 familles soit 289 personnes, se sont installées le même jour dans un nouveau lotissement en avril 1964. Ce lotissement, à l'ouest du carrefour, entre la voie ferrée et la RN1, se trouve sur le titre foncier N°1241/R. L'acquisition définitive de la parcelle était fixée à 25 000 F.CFA par le propriétaire.

[3] L'arrondissement une circonscription administrative antérieure aux collectivités locales que sont les communautés rurales

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Cette phase constitue un tournant économique dans l'évolution de Diamniadio qui va devenir un point nodal dans l'organisation du transport national. L'accessibilité est au cœur de son dynamisme économique et démographique.

4.4 La petite ville carrefour (à partir de 2002)

Diamniadio accède au statut de petite ville en 2002. Cette promotion coïncide avec le positionnement du pouvoir central dans son développement. La ville de Diamniadio est atypique dans la mesure où elle est constituée de quartiers éloignés les uns des autres. Diamniadio Nord, Diamniadio Sud et Déni Ndiarkhathie forment le centre de la petite agglomération qui polarise les six quartiers Nord[4] de Dène et ceux du Sud-est de Dougar[5] au nombre de neuf. Diamniadio compte 12 208 habitants en 2002.

En un demi-siècle, 1952-2002, Diamniadio a réalisé des transitions qualitatives majeures en devenant successivement campement agricole, village, bourg et petite ville. Ces sauts qualitatifs sont favorisés par son attractivité économique. A Diamniadio, l'activité économique a précédé celle résidentielle. Les dynamiques socio-spatiales à l'œuvre s'appuient sur l'économie.

5 Une économie de transit

L'artisanat, le commerce, les services et l'industrie sont la base du tissu économique non agricole de Diamniadio. Mis à part l'industrie, cette économie tire principalement son dynamisme de la fonction de transit. Les flux supportés par la RN1 et la RN2 structurent l'économie locale.

5.1 Diamniadio : un carrefour commercial et de services en voie d'industrialisation

Les différentes branches d'activités de l'économie de Diamniadio ont des dynamiques différentes liées à leur processus de développement. L'artisanat de production (28%) et de services (25%) est l'activité la plus importante en termes d'unités. Il est suivi par le commerce[6], soit 22.8%. Enfin, les services (12.5%) et l'industrie (11.7%) sont cependant les secteurs d'activité les plus dynamiques.

[4] Deny Babacar Diop, Deny Demba Codou, Deny Malick Gueye, Deny Youssou, de Ndoyène I et de Sébi-Ponty.

[5] Dougar Lossa, Dougar Aithié, Dougar Dabathié, Dougar Ouest, Dougar Peulh, Poutou, Mbounka Bambara, Ndoukhoura Peulh et Yam.

[6] Les unités commercialisant les fruits et des légumes en détails ne sont pas pris en compte.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau 1: Répartition par secteur des activités économiques

Secteur d'activité	Nombre d'unités	%
Commerce	31	22.8
Artisanat de production	38	28
Artisanat de services	34	25
Services	17	12.5
Industrie	16	11.7
Total	136	100

Source: enquête de terrain 2009

Dans le commerce, les fruits et légumes dominent le secteur. Cette activité commerciale et celle autour de l'automobile reflètent le mieux la fonction d'économie de transit du carrefour. Diamniadio est un centre commercial de fruits et légumes. Ce commerce repose sur un réseau d'approvisionnement et de distribution. La production provient directement des zones de production. L'aire d'approvisionnement de ce réseau s'élargit progressivement : d'abord auprès des producteurs de l'arrière pays rural proche (haricot, melon, mangue et pastèque), ensuite à la région du fleuve Sénégal (tomate), puis le Sénégal oriental (banane) et enfin le Maroc par l'intermédiaire de la Mauritanie (clémentine). Une véritable filière d'approvisionnement et de commercialisation des fruits et des légumes se constitue à Diamniadio. Sa position de carrefour a favorisé la présence de grossistes (six) qui approvisionnent les détaillants de la localité, de l'agglomération dakaroise et dans autres localités des axes de Thiès et de Mbour. La fonction d'insertion socioéconomique de cette activité est d'une importance capitale surtout pour les femmes de Diamniadio, de l'espace rural proche et les nouvelles migrantes.

L'artisanat est l'une des activités marquantes à Diamniadio. L'artisanat de services est dominé par la réparation automobile (plus de 80% des unités) et celui de production par la menuiserie. La réparation automobile est le moteur de l'artisanat. Cette activité a accompagné l'expansion spatiale de Diamniadio comme en témoigne sa forte empreinte physique sur le paysage urbain du carrefour. Sa clientèle est constituée surtout des gros porteurs qui connectent Dakar aux autres régions du pays et à la sous-région.

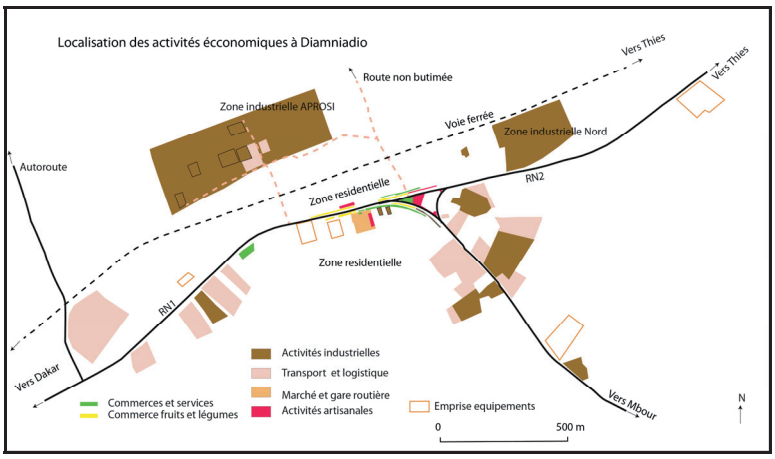
L'industrie et les services enregistrent, à présent, le plus d'investissement. L'offre de services commerciaux s'est diversifiée grâce aux nouvelles créations (assurance, banque et micro crédit, mini supermarchés, restauration, multimédia, etc.) pour satisfaire la demande. Diamniadio abrite deux zones industrielles. De nouvelles unités industrielles s'installent. C'est le cas d'une nouvelle minoterie du groupe Olam, une multinationale asiatique. Le tissu industriel est dispersé dans la ville et participe à l'expansion de l'économie locale.

L'identité économique et socio-spatiale de Diamniadio se construit autour de sa position de carrefour. Une forme d'urbanisation linéaire le long des deux

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

principaux axes structurants caractérise l'occupation spatiale. Diamniadio cumule les fonctions économiques de marché agricole périurbain, de zone de transit et de redistribution au niveau national et sous régional et d'espace de déploiement d'unités industrielles dévoreuses d'espaces.

Figure 2 : Les activités économiques non agricoles à Diamniadio



Source: DAT, Google Earth 2013, enquête de terrain, M. Diongue

5.2 L'économie locale, les facteurs favorables à son dynamisme

La position de carrefour à l'entrée de la capitale, la disponibilité foncière, la proximité entre lieux de travail et de résidence, le relèvement du niveau d'équipements marchands et les opportunités économiques liées aux projets étatiques sont les principaux facteurs favorables à l'économie locale.

Parmi ces facteurs, l'accessibilité est le plus déterminant. La position de carrefour routier est le premier motif d'implantation des unités économiques. Diamniadio bénéficie d'un déploiement d'unités économiques de la métropole pour des contraintes spatiales ou pour des exigences de localisation sur un point stratégique. C'est le cas de nombreuses unités industrielles et d'entreprises de BTP, de transports et logistiques. La plus grande disponibilité et accessibilité du foncier y favorise les installations. La plupart des unités industrielles présentes à Diamniadio l'ont choisi pour des raisons de disponibilité foncière et/ou de desserte. Le siège social est à Dakar et l'unité de production à Diamniadio. Ce qui favorise une complémentarité fonctionnelle entre la grande et la petite ville. Biogen, une entreprise spécialisée dans la production de fertilisant naturel a adopté cette stratégie de même que Nell Steel, une entreprise ayant unité industrielle de production et de commercialisation du fer et de l'acier. Les trois fabrique de glace localisées à Diamniadio sont aussi dans une stratégie de positionnement leur permettant de capter les marchés des principaux centres artisanaux de pêche du Sénégal : Kayar, Saint-Louis, Mbour et Joal. Ces choix de localisation expliquent le caractère hétéroclite du tissu industriel qui repose sur deux profils d'industries. Le premier type concerne les unités industrielles dont la localisation à Diamniadio est d'ordre géostratégique. Il s'agit pour elles de d'être sur ce carrefour pour avoir un accès facile vers les autres régions du Sénégal. Le second profil caractérise les unités de production dont l'installation est liée à l'exploitation d'une ressource

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

locale. Il s'agit d'entreprises spécialisées dans l'exploitation du sous- sol (carrières marno-calcaires du plateau de Bargny) ou du potentiel agricole, les agro-industries.

Les projets étatiques autour du carrefour sont perçus comme une opportunité économique. Des entrepreneurs s'installent pour les anticiper. Le relèvement du niveau d'équipements marchands, a un effet positif sur le rythme de création des unités économiques surtout commerciales.

Ces atouts dynamisent l'économie du carrefour. Celle-ci est le fait d'acteurs multiples qui ont chacun, à un moment donné, influé sur son développement.

6 Les acteurs de l'économie de Diamniadio

Les entrepreneurs et les pouvoirs publics locaux sont les acteurs dominants jusqu'à la formation du bourg. L'intervention étatique prend plus d'importance sous l'ère de la petite ville.

6.1 Les entrepreneurs, un faible ancrage residentiel

Diamniadio est attractive pour celui qui veut entreprendre. Elle l'est moins lorsqu'il s'agit de l'ancrage résidentiel. Son accessibilité y est pour beaucoup. Des acteurs économiques surtout de l'informel sont en quête d'une proximité géographique entre leurs lieux de résidence et d'activité pour pouvoir faire les navettes quotidiennes. Diamniadio, bien desservie par les transports collectifs, leur offre cette possibilité. Cette option concerne tous les secteurs d'activités. Après avoir longtemps exercé à Dakar, des entrepreneurs choisissent de se rapprocher de leur lieu de résidence, un semi-repli dans la petite ville. Plus de la majorité des entrepreneurs économiques (53.6 %) ne résident pas à Diamniadio. Ils résident principalement dans les départements de Rufisque, de Thiès et de Mbour, surtout le long des RN1 et RN2.

Tableau 2: Statut résidentiel des entrepreneurs à Diamniadio

Situation résidentielle	Nombre d'unités	%
Non résident	60	53.6
Resident permanent°	40	35.7
Resident temporaire	12	10.7
Total	112	100

Source : enquête de terrain 2009

Ce faible ancrage résidentiel des entrepreneurs n'est pas étranger aux représentations construites autour de Diamniadio. Pour ces entrepreneurs, l'attractivité de Diamniadio se limite à ses atouts économiques. C'est un lieu d'insertion économique. Ces entrepreneurs non résidents développent principalement deux stratégies : la prospection du potentiel économique du carrefour et l'anticipation. Dans la première, l'entrepreneur est attiré par l'image économique construite autour du carrefour. Nombreux sont les entrepreneurs

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

d'unités commerciales, artisanales et de services attirés par la situation de Diamniadio. Ils viennent prospecter d'où un choix d'ancrage spatial provisoire. Ils sont tous des locataires de leurs unités. Les unités localisées le long des deux principaux axes routiers ont toute une durée de vie inférieure à 10 ans à Diamniadio. Cette stratégie entrepreneuriale explique les nombreuses fermetures et réouvertures des unités économiques. L'anticipation est le fait d'entrepreneurs s'activant surtout dans les services. Ils se positionnent très tôt en se projetant sur le moyen et long terme. L'objectif à court terme consiste à pérenniser l'activité. Ce type d'entrepreneuriat est formel. Il favorise le relèvement de la structure de l'économie locale, et y favorise l'emploi. Pour ces entrepreneurs, Diamniadio est une localité prometteuse parce qu'il y a une dynamique économique. Diamniadio est une « zone d'avenir » pour 30 entrepreneurs parmi les 113 qui ont donné leur perception sur son économie.

Chez les entrepreneurs résidents, il y a des temporaires et des permanents. Les premiers résident seul à Diamniadio sans leur ménage ou parents proches qu'ils rejoignent qu'en fin de semaine, du mois, à l'occasion de fêtes, d'évènements imprévus. Ils sont 12 à opter pour ce choix résidentiel. L'éloignement du lieu de résidence principale et/ou d'origine les y contraint souvent. Ces résidents temporaires ont soit le statut de locataire (9) soit celui d'hébergés (3). Quant aux résidents permanents, 57 % logent dans la maison familiale ou conjugale et 26 % sont locataires de leur logement. Seuls 11 % des résidents permanents sont propriétaires de leur logement. Les résidents permanents sont ceux pour lesquels la résidence principale est dans la commune. Des entrepreneurs résidents ont réalisé des investissements novateurs qui s'inscrivent dans une stratégie de promotion de soi et de son environnement social. Ce type d'entrepreneuriat favorise le relèvement de l'offre de services marchands grâce à un investissement plus ambitieux tant sur le plan immobilier qu'économique.

Toutefois, chez la plupart des entrepreneurs de l'informel, résidents comme non résidents, l'entrepreneuriale s'inscrit dans des stratégies de survie. Diamniadio souffre des faibles investissements immobiliers de ses entrepreneurs. Sur 112 entrepreneurs seuls 39 (34.8%) y ont réalisé un investissement immobilier. Cette situation est liée au faible ancrage résidentiel acteurs économiques, mais aussi à l'exclusion de la plupart d'entre eux des attributions foncières des pouvoirs publics.

6.2 Les pouvoirs publics locaux : les promoteurs d'équipements marchands

Les édiles locaux ont fait preuve d'une volonté d'aménagement de Diamniadio en réalisant des infrastructures économiques pour consolider ses fonctions commerciales et de transport, et organiser son développement spatial. Le Conseil rural de Sebikhotane crée un centre commercial regroupant une gare routière et un marché en 1989. Pour mieux organiser son développement, ce Conseil initie un lotissement à Diamniadio Sud en 1994. Trois ans plus tard, le Conseil rural de Yène[7] entreprend un nouveau lotissement de 12 000 parcelles toujours à Diamniadio Sud (KHOUMA, 2007). La commune a étendu le marché pour accroître ses ressources fiscales et accompagner son développement.

[7] Diamniadio y est rattachée car Sebikhotane devient une commune en 1996

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Toutefois, l'organisation des activités économiques informelles est problématique dans le centre ville. La commune peine à réguler l'économie locale. Elle n'a pas une politique d'installation durable, sur des espaces sécurisés, des activités artisanales et commerciales de fruits et légumes. L'encadrement municipal a montré ses limites à accompagner le développement de la petite ville en aménageant des infrastructures. Diamniadio n'est pas en mesure d'encadrer seule sa transition du rural vers l'urbain. L'intervention étatique est de ce fait salutaire.

6.3 Les pouvoirs publics centraux et la petite ville

Le développement spatial rapide de Diamniadio inquiète l'Etat central[8] qui a des ambitions pour ce carrefour stratégique. L'État a réagi en dotant Diamniadio d'un plan d'urbanisme de détail (PUD), et en le choisissant en 2002 comme territoire test de sa politique de promotion des villes secondaires stratégiques[9]. Celle-ci vise à promouvoir des pôles urbains secondaires capables de limiter l'effet polarisateur des chefs lieux de région et de département. Le pouvoir central veut élever Diamniadio au rang de pôle secondaire en créant les conditions d'un basculement vers la hiérarchie supérieure, mais comment ?

6.3.1 Comment faire de Diamniadio un pôle économique secondaire ?

L'État veut ériger Diamniadio en un pôle par la promotion administrative et économique. Sur le plan administratif, Diamniadio devient sous-préfecture (1997) et commune (2002). Le découpage du territoire communal se fonde sur une logique d'aménagement d'un pôle urbain. Diamniadio est doté d'un vaste territoire (30 km^2) créée de toute pièce sans tenir compte des réalités de ses terroirs. La seule préoccupation de l'Etat consiste à lui doter d'un périmètre suffisant. L'État central se positionne comme un des acteurs majeurs de l'évolution socioéconomique et spatiale de Diamniadio.

Le PUD traduit une volonté de structurer l'espace communal autour d'un pole urbain secondaire. Les fonctions industrielles, commerciales et de transport dominent l'organisation de l'espace communal encadré par un PUD approuvé en 2000. En juin 2002, l'État créé une ZAC de 2500 hectares à l'intérieur du PUD pour promouvoir un pôle économique. En mars 2005, un projet, plus ambitieux, de plateforme industrielle tertiaire est annoncé dans l'espoir d'un financement des Etats-Unis, *le Millenium Challenge Corporation*. Après plusieurs études, le pouvoir central renonce à la plateforme. C'est le retour aux projets du PUD de 2000 réactualisé en 2005. Seuls des projets inscrits dans le PUD connaissent des avancées. L'autoroute à péage Dakar-Diamniadio est fonctionnelle depuis août 2013. Elle constitue un potentiel de renforcement de fonctions économiques secondaires et tertiaires de Diamniadio. L'Agence pour la Promotion des Sites Industriels (APROSI) y aménage une zone industrielle de 92 ha pour les PME. La

[8] Le Conseil interministériel de l'Urbanisme et de l'Habitat du 26 novembre 1998 a exprimé ses craintes liées au développement spatial rapide de Diamniadio compte tenu du de sa position stratégique et de l'importance des réserves foncières. Il a exprimé l'urgence de le doter d'un plan d'urbanisme de détail.

[9] Il s'agit de Diamniadio, Diaobé, Mbour, Mboro, Cap Skiring, Rosso, Matam-Ourossogui et Dahra.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

première tranche de 25 hectares est en cours d'aménagement depuis 2004. Toutefois, l'aménagement du site et le rythme d'installation des unités industrielles sont encore lents. L'APROSI a peu de moyens pour aménager ses sites. En décembre 2013, seules quatre unités industrielles et deux unités de transports et logistiques y sont en activité. L'unité industrielle la plus importante est spécialisée dans la fabrication de sauts de poubelles. Cet aménagement de sites industriels est au stade embryonnaire à Diamniadio. De grandes ambitions, ville nouvelle[10], ville secondaire stratégique, plateforme industrielle et tertiaires, mais Diamniadio peine à se doter d'une nouvelle identité économique centrée sur la production.

6.3.2 Vers une économie des services métropolitains ?

Après avoir fait preuve d'une volonté ferme d'aménagement de l'espace de Diamniadio[11], l'Etat y a-t-il renoncé à ses ambitions ou changé d'orientation économique ? Diamniadio est désormais concurrencé par la communauté rurale de Ndiass, territoire d'accueil du nouvel aéroport international Blaise Diagne. Cet aéroport, à 7 km au Sud-est de Diamniadio, devrait être fonctionnel vers la fin 2014. Depuis 2007, tout le périmètre autour de cet aéroport est érigé en une zone économique spéciale intégrée pilotée par l'APIX[12]. Le pôle économique secondaire est-il en train de déménager vers la future zone aéroportuaire de Ndiass ?

Dans la pratique, l'Etat semble s'orienter vers l'aménagement d'infrastructures de services métropolitains à Diamniadio. Une université est en chantier au Nord de la Commune. Les travaux sont bien avancés avant d'être stoppés en 2009. Parmi les nouveaux projets figurent la deuxième Université de Dakar, l'université virtuelle du Sénégal et des centres de formations notamment l'agro-industrie et le BTP. Le centre de formation professionnelle aux métiers du BTP (CFPBT), fruit d'un partenariat avec l'Agence Française de Développement, est fonctionnel depuis 2011. Diamniadio abrite une nouvelle infrastructure hospitalière pédiatrique en activité depuis août 2012 grâce à la coopération chinoise. En novembre 2014, Diamniadio devrait abriter les travaux du 15ème sommet de la Francophonie dans un tout nouveau centre international de conférence[13]. Les travaux sont lancés en novembre 2013. Diamniadio s'oriente-t-elle vers un pôle urbain secondaire de services métropolitains en devenant « un maillon essentiel dans la promotion du tourisme d'affaires[14] » ?

[10] L'Etat a annoncé divers projets à Diamniadio (Marché d'Intérêt National, Centre artisanal, plateforme industriel et tertiaire, gare de gros porteurs, collège universitaire régional, etc.) qui n'ont pas encore pu se concrétiser.

[11] Entre 2005 et 2008, l'Etat a interdit toute construction nouvelle autour du carrefour, dans un périmètre de 2620 hectares déclaré d'utilité publique. Toute construction est soumise à l'autorisation de l'agence chargée de l'aménagement de la plateforme de Diamniadio.

[12] L'Agence pour la Promotion des Investissements et des Grands Travaux est le promoteur de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio qui va, à court terme, se prolonger vers l'aéroport.

[13] L'investissement est de 40 milliards de F.CFA soit environ 61 millions d'euro.

[14] Propos du Chef de l'Etat lors de la pose de la première pierre du centre international de conférence de Diamniadio, le 5 novembre 2013

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Conclusion

La métropolisation dakaroise a favorisé le développement de Diamniadio en l'inscrivant non pas dans une économie résidentielle, mais bien dans une dynamique économique et d'équipements à laquelle cette petite ville carrefour ne pourrait prévaloir hors de ce contexte. Diamniadio continue à polariser son arrière pays rural par ses activités de transport et commerciales. Mieux la localité a élargi son arrière pays rural en profitant de sa géoéconomie pour développer des réseaux d'échanges commerciaux interrégionaux. L'économie de Diamniadio est à la croisée de dynamiques locales et métropolitaines. Les dynamiques locales ont donné lieu à une économie de transit promue par les acteurs de l'informel et les Conseil ruraux à l'époque du bourg. Sous l'ère de la petite ville, un lent processus d'industrialisation et de déploiement d'infrastructures métropolitaines se met en place.

Diamniadio n'a pas encore perdu ses spécificités face à la métropolisation dakaroise. Elles reposent sur le croisement de flux humains, économiques, matériels et de services dans une interface, intermédiaire de terroirs et de pôles métropolitains. Toutefois, l'Etat et les privés métropolitains sont les acteurs majeurs au détriment des acteurs locaux. Ces derniers ont une moindre prise sur l'évolution actuelle de la petite ville. Celle-ci a acquis son statut dans l'aire métropolitaine, mais sa nouvelle identité économique est encore incertaine quoiqu'elle s'oriente vers les services. Diamniadio n'a pas encore atteint un niveau de développement économique lui permettant de réaliser ce saut qualitatif, le passage d'une économie de transit à un pôle économique secondaire. De nombreux défis gestionnaires sont à relever. Il s'agit, entre autres, de l'organisation des activités économiques surtout informelles, d'une forte pression foncière (KHOUMA, 2007, DIONGUE 2010) responsables de conflits territoriaux et sociaux, mais aussi une plus grande implication des acteurs locaux dans la promotion économique.

Cette problématique est à approfondir en élargissant la recherche à l'ensemble des petites villes de l'aire métropolitaine dakaroise. Ce qui permettrait de se prononcer sur les spécificités des petites villes sénégalaises d'abord ouest africaines ensuite, d'une manière générale du face à la métropolisation Sud.

Références bibliographiques

Ascher F., 2009, « Mobilités, écologie et métropolisation : la construction sociale d'un marché de l'environnement » in Sénécal G., Behrer L. (dir), *La métropolisation et ses territoires*, Québec : Presses de l'Université, pp. 67-86

BA C., 2001, « Circulation des villes et approvisionnement des campagnes », *Bulletin de l'APAD*, n° 19, pp 55-62.

BA C., SAKHO P., 2000, « Villes régionales » in *Atlas du Sénégal,* Paris : Jeune Afrique, pp. 44-47.

Bertrand M., Dubresson A., 1997, « Revisiter les petites et moyennes d'Afrique noire », in Bertrand M., Dubresson M., (dir), *Petites et moyennes villes d'Afrique noire*, Paris : Karthala, pp.7-17

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Bruneau M., Courade G., 1983, « Développement rural et processus d'urbanisation dans le Tiers-Monde *», Cahier de l'ORSTOM*., sér. sci. Hum., vol. XIX, N°1, pp. 52-92

Di Méo G., 2010, « La métropolisation. Une clé de lecture de l'organisation contemporaine des espaces géographiques », L'Information Géographique, vol. 3, N°74, pp. 23-38.

Diongue M., 2012, « Les périphéries rurales et la métropolisation : mutations et dynamiques territoriales *: le cas de Dakar »*, in Manga C. Th. (dir), Le Sénégal : quelles évolutions territoriales ?, Paris : L'Harmattan, pp. 63-108

Diongue M., 2010, Périurbanisation différentielle : mutations et réorganisation de l'espace à l'Est de la région dakaroise (Diamniadio, Sangalkam et Yène), Sénégal. Thèse de doctorat de géographie, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 630 p.

DPS, Recensement Générale de la Population et de l'Habitat du Sénégal de 1988.

Giraut F., 1997, « Quel bilan des relations entre la petite ville et son environnement ? », in Bertrand M., Dubresson A. (dir), *Petites et moyennes villes d'Afrique noire*, Paris : Karthala, pp.17-38

Kahloun H., «Quelles capacités de résistance des petites villes face à la métropolisation?». URBAMAG, 2 - Logique institutionnelle et logique citadine dans les villes du Maghreb, 16 avril 2007, http://www.urbamag.net/document.php?id=185

Kamala M-G., 2010, « Nouvelles activités économiques et dynamique métropolitaine : le cas de la périphérie Sud de Chennai (Inde) », *Annales de Géographie 1-2*, 671-672, pp. 28-51

Khouma M., 2007, « Anticipation de la ville et production de l'espace dans la couronne périurbaine de Dakar » in Piermay J-L., Sarr C. (dir), *La ville sénégalaise une invention aux frontières du monde*, Paris : Karthala, pp. 57-74

Laborie J-P., Les petites villes face à la métropolisation : la perte d'une spécificité, *mercredi, 24 août 2005*, http://www.adbdp.asso.fr/spip.php?article434, 7 pages

Mainet G., 1997, « Création et volonté urbaines à la base. Le cas du Sénégal », in Bertrand M., Dubresson A. (dir), *Petites et moyennes villes d'Afrique noire*, Paris : Karthala, pp. 111-124

Niang A. S., 2001, Croissance et environnement rural d'un bourg situé a l'intersection de deux routes nationales : le cas de Diamniadio, Mémoire de maitrise de Géographie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 101 p.

Pourtier R., 1993, « Petites villes et villes moyennes : développement local et encadrement étatique »*, Afrique Contemporaine*, n° 168, pp. 82-97.

Sakho P., 1998, « Problématique de l'évolution des villes intérieures du Bassin Arachidier (Sénégal », *Annales de la Faculté des Lettres*, n° 28, pp. 153-164.

Soned Afrique, 1999, Rapport de présentation du plan d'urbanisme de détail de Diamniadio, 99 p.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Hiérarchie urbaine et ancrage territorial des firmes transnationales étrangères dans le système de villes français : une approche par les lois d'échelle

Olivier Finance
UMR 8504 Géographie-Cités, Université Paris I
olivier.finance@live.fr

Résumé

Les firmes transnationales constituent désormais des acteurs majeurs du système économique. Leur étude interroge à la fois leurs relations et leur ancrage territorial sur leurs différents territoires d'implantation, et en particulier les villes, de toute taille, qui se trouvent être au cœur de leurs stratégies de localisation. Pour étudier la localisation des firmes transnationales étrangères en France en lien avec la hiérarchie urbaine et la spécialisation économique des villes, tout en prenant en compte pleinement leur ancrage territorial, nous avons conçu une base de données originale articulant diverses sources, notamment à partir de LIFI (INSEE), ORBIS (Bureau van Dijk), et CLAP (INSEE). Elle couvre les différents niveaux d'organisation de ces firmes transnationales : le groupe, les entreprises (qu'elles soient têtes de groupe, filiales directes ou indirectes), et l'ensemble de leurs établissements. La prise en compte de l'échelon le plus local, celui de l'établissement, constitue une avancée marquante de cette étude, levant un certain nombre d'imprécisions liées à son absence dans celles menées jusqu'ici. Cette base apporte une information précise sur la localisation de l'ensemble des établissements dépendant de firmes transnationales au sein du territoire français, ainsi que leurs caractéristiques fondamentales (secteur d'activité, effectif…). Elle permet notamment de caractériser le déploiement des firmes transnationales étrangères au sein du système de villes français en lien avec la hiérarchie et la spécialisation économique des villes. Pour cela, nous faisons en particulier appel aux lois d'échelle, encore peu utilisées dans ce contexte, qui permettent l'analyse conjointe de la structure hiérarchique du système de villes et la propension de chaque ville à capter l'innovation. Elles constituent un outil fondamental dans notre approche, apportant un éclairage nouveau sur les liens entre fonctions urbaines, taille des villes et cycles d'innovation économique.

Mots-clefs

Système de villes, Firmes transnationales, Lois d'échelle, Investissement Direct Etranger, France.

1 Introduction

Dans un contexte de décloisonnement du système économique à l'échelle mondiale, les structures économiques évoluent et le système productif s'organise à

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

une échelle plus globale. Les firmes transnationales[1] sont des acteurs majeurs de cette complexification des interdépendances économiques. Elles s'avèrent incontournables dans la compréhension du système économique : les 200 premières d'entre elles constituent à elles seules un quart de l'activité économique mondiale (FAO, 2003), et le nombre de filiales de firmes transnationales dans le monde a selon la CNUCED été multiplié par 30 depuis la fin des années 1960 (Finance, 2011).

Les liens que ces firmes tissent entre elles complexifient les interrelations au sein du système économique. En parallèle, les liens qu'elles tissent entre différents pays et territoires par l'intermédiaire de leurs filiales posent la question de l'ancrage territorial de ces réseaux et de l'impact des mutations globales à l'échelon local. Car même si ces firmes établissent des connexions sur des distances considérables, elles reposent avant tout sur des objets géographiques localisables, qui sont des établissements de production ou de services.

La France et plus largement l'Union Européenne occupent des places de tout premier ordre dans l'économie mondialisée si l'on se fie aux classements des pays les plus concernés par les flux ou les stocks entrants ou sortants d'Investissement Direct Etranger (IDE) dans le monde établis notamment par la CNUCED (l'UE, 1e zone d'accueil des flux d'IDE en 2011 ; la France, 2e pays en 2008 et 11e en 2012 en accueil de flux d'IDE étrangers ; la France, 11e pays investisseur en flux et 4e investisseur en stocks d'IDE en 2012 ; etc.). Mais résumer l'intégration de la France dans des réseaux internationaux par une position dans un classement, qui plus est fluctuante d'une année sur l'autre, est extrêmement réducteur. Ne se limiter qu'à l'échelon national ou supranational pour étudier cette mondialisation, comme c'est souvent le cas, occulte la place prépondérante qu'occupent désormais les villes dans cette économie globalisée. Les villes sont, au moins autant que les nations, au cœur des stratégies de localisation de ces firmes transnationales. Les firmes transnationales s'implantent en effet en fonction d'avantages absolus et comparatifs de localisation ; les villes cumulent non seulement les avantages de leurs pays respectifs, mais permettent également une proximité entre acteurs productrice d'économies d'agglomération et d'urbanisation. Elles jouent ainsi un rôle fondamental dans les mutations économiques actuelles, en étant les lieux les plus favorables à leur articulation.

Tout l'enjeu de notre analyse, qui portera donc sur un système de villes particulièrement ouvert dans son ensemble, est de prendre en compte l'ensemble des niveaux d'organisation des firmes transnationales grâce à des bases de données permettant des analyses fines à une échelle intra- ou interurbaine.

Quels sont en France les territoires les plus attractifs pour les firmes transnationales ? Paris, métropole mondiale, focalise-t-elle l'ensemble des impacts bénéfiques, notamment pour l'emploi, de la mondialisation de l'économie française ? On peut s'attendre à une présence marquée des firmes transnationales dans les plus grandes villes, qui par leur taille, l'accès qu'elles offrent à divers types de réseaux ou leur diversité notamment économique, semblent les mieux placées pour attirer les investissements étrangers. Mais en lien avec la théorie de

[1] On préférera le terme de firme transnationale à celui de firme multinationale étant donné le caractère toujours très centré sur le pays d'origine de ces objets : la moitié de leurs ventes et 60% de leurs effectifs y sont localisés (CNUCED, 2002, cité par Rozenblat, 2007).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

diffusion des innovations et la théorie évolutive pour expliquer les lois d'échelle dans les systèmes de villes (Pumain et al., 2006), on peut également s'attendre à leur présence jusqu'au plus petit échelon des systèmes de villes, suivant la spécialisation économique de ces villes ou encore les coûts de fonctionnement plus faibles que dans les métropoles. A quel point la hiérarchie urbaine explique-t-elle alors la répartition de ces entreprises et établissements sous contrôle étranger dans le système de villes français ? Comment ces firmes s'intègrent-elles dans un système façonné par les cycles d'innovation et qu'elles contribuent de ce fait à façonner ? Les firmes de certains secteurs échappent-elles à une logique purement hiérarchique en se localisant préférentiellement dans des villes déjà spécialisées dans ces mêmes secteurs ?

L'exploration de l'ensemble de ces questionnements repose sur la décomposition des niveaux d'organisation des firmes transnationales puis l'articulation de données fines et les plus exhaustives possibles ainsi que sur un outil d'analyse innovant : les lois d'échelle.

2 Trois niveaux d'organisation pour analyser les firmes transnationales

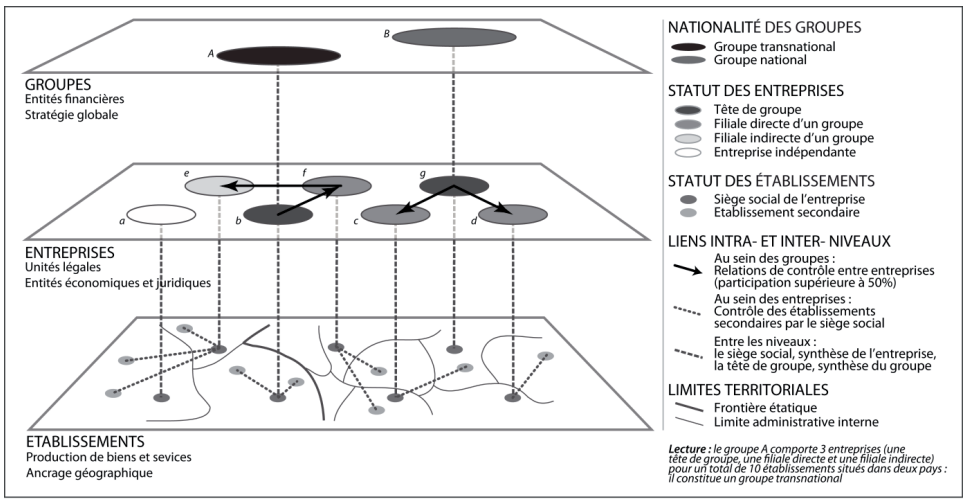
L'analyse des firmes transnationales peut se concevoir à plusieurs niveaux d'organisation : celui des groupes, celui des entreprises et celui des établissements (Figure 1). Décomposer ces niveaux est un préalable à une analyse géographique fine de leur implantation dans tout système de villes. Ces trois échelons sont reliés par différentes relations financières, commerciales, de pouvoir, de concurrence ou encore de coopération.

Le groupe correspond au niveau supérieur : il constitue un acteur économique primordial, qui dicte une stratégie globale à l'ensemble des autres niveaux. Il émerge des participations au capital qui lient des entreprises. Seules prises en compte ici, les participations supérieures à 50% impliquent un contrôle total d'une ou plusieurs entreprises par une autre, qui deviennent des filiales au sein du groupe qu'elles forment avec leur tête de groupe. Le groupe constitue ainsi une entité financière : il n'émerge que des participations financières entre entreprises, entités juridiques du niveau directement inférieur, mais il exerce un contrôle sur l'ensemble de ses filiales. L'agencement des liens entre entreprises détermine par ailleurs la nationalité du groupe et selon le cas, son statut transnational.

Les entreprises ne constituent que l'échelon intermédiaire : ce sont les établissements qui se trouvent au niveau inférieur. Une entreprise peut en effet être multi-localisée ; les établissements constituent alors les lieux réels de production de biens et services et les lieux réels d'emploi, gérés depuis le siège social de l'entreprise mais répartis en des lieux distincts.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 1 : Niveaux d'organisation des firmes transnationales : échelons des groupes, des entreprises et des établissements



O. Finance, UMR Géographie-Cités

Pour analyser finement l'insertion des firmes transnationales dans le système de villes français en lien avec les caractéristiques des villes concernées (taille, profil de spécialisation économique...), il convient donc de prendre en compte l'ensemble de ces trois niveaux, et tout particulièrement celui des établissements qui constituent les briques localisables de base des firmes transnationales.

La prise en compte de ce troisième niveau est une avancée marquante dans nos travaux alors que seuls les deux premiers sont généralement étudiés dans la littérature (Rozenblat, 1993 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Taylor, 2003). Les deux premiers niveaux sont certes « localisables » (le premier au siège social de l'entreprise tête de groupe, le deuxième au siège social de chaque entreprise, tête de groupe ou filiale) mais sans prise en compte de la multi-localisation de nombreuses entreprises, on reste loin d'une étude de l'ancrage territorial réel de ces firmes transnationales. Seule la décomposition des firmes transnationales selon ces trois niveaux permet d'obtenir une information géographique complète.

3 Une base de données originale pour analyser l'ouverture de la hiérarchie urbaine à l'économie mondialisée

Afin d'étudier l'ancrage territorial de la part de l'économie française sous contrôle étranger, une base de données originale a été construite à partir de diverses sources. Les deux premières permettent de lier les niveaux d'organisation « groupes » et « entreprises » des firmes transnationales, c'est-à-dire les liens qui relient les entreprises au sein des groupes :

- l'extraction France de la base ORBIS (base privée construite par le bureau Van Dijk et collectée par C. Rozenblat) permet d'identifier les liens entre

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

entreprises intégrées aux 3 000 plus grands groupes mondiaux, à condition qu'une au moins des deux entreprises concernées par un lien soit localisée en France[2] ;

- la base LIFI, qui comprend les résultats de l'enquête annuelle LIFI (Liaisons Financières entre sociétés) menée par l'INSEE[3], permet d'identifier les liens entre entreprises intégrées dans de bien plus petits groupes, à condition là aussi qu'une au moins des deux entreprises concernées par un lien ait son siège social en France.

L'intégration de ces deux bases, après qu'elles aient été rendues compatibles, permet d'identifier la quasi-totalité[4] des entreprises françaises sous contrôle étranger, via des liens de contrôle directs ou indirects. Les liens indirects (les filiales de filiales) ont été ajoutés par itérations successives afin de prendre en compte l'arborescence des relations de contrôle à partir des liens entrants en France (1er degré). Les liens France-France ont permis d'identifier ces liens jusqu'au 10e degré[5], tant que la participation est supérieure à 50% et implique donc un contrôle total. Articuler ces deux bases pose néanmoins la question de la compatibilité des données : pour exemples l'effectif des emplois pas nécessairement comptabilisé de la même manière ou encore l'inégale précision des localisations.

Ce croisement de LIFI et ORBIS a par la suite été articulé avec la base CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif, INSEE) recensant et caractérisant l'ensemble des entreprises et établissements français. Ceci permet d'ajouter les liens de contrôle au sein des entreprises entre le siège social et les établissements secondaires, en clair de prendre en compte l'ensemble des trois niveaux d'organisation des firmes transnationales. Ce croisement permet également d'ajouter des informations harmonisées sur l'ensemble des entreprises et établissements identifiés comme sous contrôle étranger (notamment l'effectif ou la localisation).

Notre base originale couvre et articule ainsi les différents niveaux d'organisation du système économique : le groupe, les entreprises (qu'elles soient têtes de groupe[6], filiales directes ou indirectes), et l'ensemble de leurs établissements, ancrage territorial réel des réseaux économiques. La prise en compte de l'échelon le plus local, celui de l'établissement, constitue l'avancée marquante de cette démarche, levant un certain nombre d'imprécisions liées à son absence dans celles menées jusqu'ici. Les liens entrants directs entre entreprises permettent d'identifier plus de 33 000 établissements ; l'ensemble des liens, jusqu'au dixième degré, permettent l'identification de plus de 95 000 établissements, desquels dépendent

[2] Cela concerne donc également des liens entre deux entreprises françaises.

[3] Elle-même croisée avec une extraction particulière de la base ORBIS.

[4] Même en s'intéressant à des groupes plus petits qu'ORBIS, LIFI ne se concentre que sur les entreprises au-delà de certains seuils de taille ou de chiffre d'affaires. Ces seuils sont néanmoins suffisamment abaissés par rapport à la simple exploitation d'ORBIS pour considérer le croisement de LIFI et ORBIS comme quasi-exhaustif.

[5] Au-delà, le nombre de filiales ajouté à chaque itération devient insignifiant.

[6] Les données à notre disposition ne permettent pas de déterminer les têtes de groupe étrangères dans le cas où l'entreprise étrangère à l'origine du lien avec une filiale française est elle-même contrôlée par une autre entreprise. On considérera toutefois comme tête de groupe ces entreprises, l'idée n'étant pas l'étudier l'ensemble des réseaux de participation à l'échelle mondiale mais la part du système productif dont le réseau décisionnel transite par l'étranger.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

plus de 2 350 000 emplois, à comparer aux 26 millions d'emplois salariés et non salariés.

Cette base de données localisées est confrontée au système des villes françaises délimitées par le Zonage en Aires Urbaines de 2010 (ZAU 2010) qui s'appuie sur une définition fonctionnelle de la ville et qui intègre depuis cette date des petites aires auparavant considérées comme incluses dans l'espace rural (zonage en aires urbaines et aires d'emploi de l'espace rural).

4 Une méthode pour analyser l'ouverture de la hiérarchie urbaine à l'économie mondialisée : les lois d'échelle

Nous nous appuyons dans notre analyse sur un outil innovant : les lois d'échelle. De premières études ont montré la pertinence de l'usage de ces « scaling laws » dans l'exploration de la forme statistique des relations entre différentes variables mesurées sur les villes et la taille des villes, évaluée d'après leur population, notamment sur les villes de France, d'Europe, d'Afrique du sud et des Etats-Unis (Pumain et al., 2006).

Les lois d'échelle constituent un outil intéressant pour analyser l'insertion de ces établissements sous contrôle étranger dans l'ensemble du système de villes français. Ces relations de type allométrique (de forme mathématique $y = \alpha x^{\beta}$, où y représente une variable qui varie de manière systématique avec la taille x des villes et où α et β sont des paramètres) « permettent de caractériser des variations systématiques du rapport entre la taille d'un élément et celle d'autres éléments ou de l'ensemble du système, telles que ces quantités n'évoluent plus dans un simple rapport de proportionnalité, mais selon des lois de puissance » (Pumain et al., 2006). Le paramètre β, qui correspond à la pente de la droite d'ajustement sur un graphique bi-logarithmique, va nous permettre de caractériser la variation systématique d'une variable d'après la taille des villes dans le système. En physique ou en biologie, le paramètre β est toujours inférieur à 1, impliquant des économies d'échelle (Bettencourt et al., 2009) ; en géographie et tout particulièrement dans l'étude des systèmes de villes, le paramètre β peut être supérieur à 1.

Pumain *et al.* (2006) proposent en lien avec ces « scaling laws » une historicisation de l'explication du paramètre β en le reliant aux cycles d'innovation économique urbains et au processus de diffusion hiérarchique de ces innovations. Si le paramètre β est très proche de 1, la répartition de la variable y est en phase avec la hiérarchie urbaine, compte tenu de leur taille. Si la pente est supérieure ou inférieure à 1, on assiste respectivement à une surconcentration dans le haut ou le bas de la hiérarchie par rapport à ce qui est attendu. Des exposants supérieurs à 1 caractérisent alors dans le cas des secteurs d'activité ceux étant les plus innovants sur la période étudiée et à la localisation plus concentrée au sein des plus grandes villes ; à l'inverse des exposants inférieurs à 1 concernent des secteurs en fin de cycle se tournant majoritairement vers les plus petites villes (Pumain et al., 2009).

L'exploration de ces données précises sur la localisation de l'ensemble des établissements contrôlés par des firmes transnationales en France et leurs caractéristiques fondamentales (secteur d'activité, effectif…) permettra ainsi de

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

caractériser le déploiement des firmes transnationales étrangères au sein du système de villes français en lien avec la hiérarchie et la spécialisation économique des villes. Les lois d'échelle, en permettant l'analyse conjointe de la structure hiérarchique du système de villes et la propension de chaque ville à capter l'innovation, constituent malgré leur utilisation encore rare dans ce contexte, un outil fondamental dans notre approche.

5 Une concentration particulièrement forte du système productif sous contrôle étranger dans les grandes aires urbaines

Notre étude de l'insertion de ces établissements sous contrôle étranger se focalisera dans un premier temps sur les grandes aires urbaines avant de s'étendre à l'ensemble des aires urbaines du ZAU 2010. La grande majorité des emplois associés aux firmes transnationales étrangères sont pris en compte dans chacun de ces cas.

5.1 Répartition des emplois contrôlés depuis l'étranger par type d'espace

La répartition de ces emplois montre une forte prédominance des espaces urbanisés (Tableau 1). Alors que les grandes aires comptent environ 82% de la population au lieu de travail, la part d'emploi sous contrôle étranger qu'elles concentrent est de 7 à 11 points plus élevée selon l'échelon d'analyse. Près de 93% de l'emploi des filiales françaises de groupes étrangers est géré depuis des sièges sociaux situés dans les grandes aires urbaines françaises. Cette surconcentration de l'emploi contrôlé depuis l'étranger concerne également les petites, moyennes et grandes aires urbaines prises dans leur ensemble (au moins 5 points plus élevée) mais ce sont principalement les grandes aires urbaines qui sont à l'origine de cette surconcentration.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau 1: Poids des types d'espaces dans la répartition de l'emploi total et de l'emploi sous contrôle étranger selon deux niveaux d'étude des firmes transnationales

	Part de l'emploi total (population au lieu de travail) (%)	Part de l'emploi sous contrôle étranger (localisés à l'échelon des entreprises) (%)	Part de l'emploi sous contrôle étranger (localisés à l'échelon des établissements) (%)
Grandes aires (communes appartenant à un pôle de 10 000 emplois ou plus ou à sa couronne)	81,5	92,6	88,6
Moyennes aires (communes appartenant à un pôle de 5 000 emplois ou plus ou à sa couronne)	3,7	1,9	2,7
Petites aires (communes appartenant à un pôle de 1 500 emplois ou plus ou à sa couronne)	4,5	2,2	3,4
Ensemble des communes multipolarisées (des grandes aires ou autres)	6,4	2,6	4,2
Communes isolées hors influence des pôles	3,9	0,7	1,1

Sources: CLAP, ORBIS, LIFI.

Ceci témoigne de la très forte dimension urbaine de la localisation des firmes transnationales étrangères en France. Cependant cette catégorisation ne permet pas une analyse très fine à l'échelle des territoires. Plutôt que d'analyser leur implantation par tranches d'aires urbaines, les lois d'échelle permettent l'analyse conjointe de l'ensemble des aires constitutives du système de villes.

5.2 Répartition des emplois contrôlés depuis l'étranger et localisés à l'entreprise dans les grandes aires urbaines

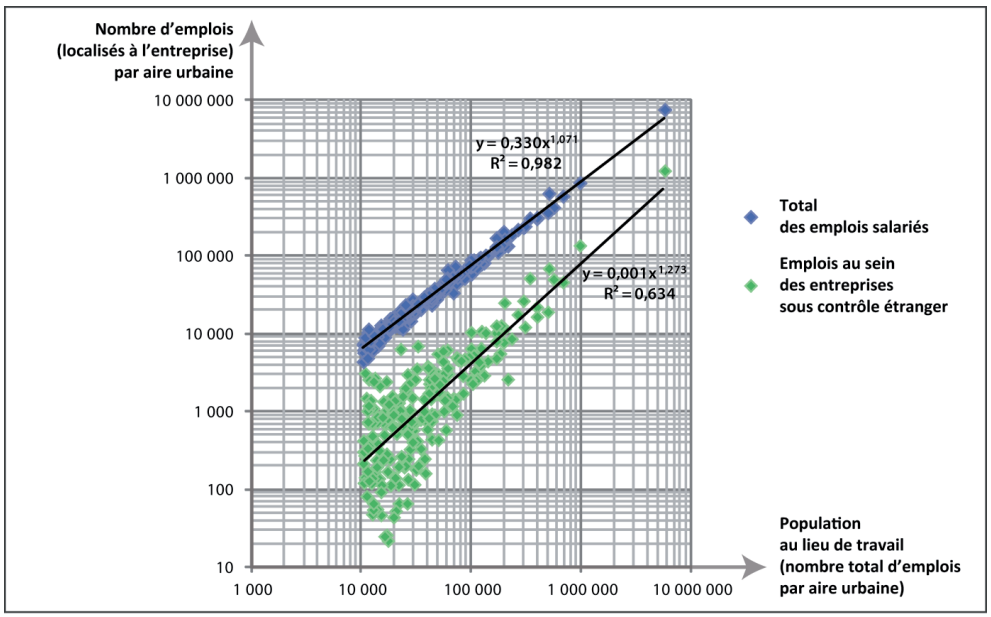
Une première analyse via les « scaling laws » sur les 241 grandes aires urbaines du ZAU 2010 permet d'analyser le rôle de la hiérarchie urbaine dans la répartition de la part des emplois sous contrôle étranger comparativement à l'ensemble du système productif. L'ensemble des emplois salariés localisés à l'entreprise présente déjà un paramètre β supérieur à la simple relation de proportionnalité avec la taille des villes (1,07[7]) ; sa part sous contrôle étranger présente quant à elle un paramètre β extrêmement important (1,27) témoignant de la concentration bien plus importante de ces entreprises dans les villes du haut de la hiérarchie urbaine, compte tenu de leur taille (Figure 2). La variabilité de la concentration des

[7] On pourrait s'attendre à un paramètre β de 1 plutôt que de 1,07 ; néanmoins la population au lieu de travail correspond à l'ensemble des emplois relevés lors du recensement, alors que CLAP ne couvre que les effectifs salariés.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

entreprises contrôlées par des firmes transnationales étrangères est néanmoins assez importante (R^2=0,63), plus importante à mesure que la population des villes est plus faible (certaines petites villes comptent jusqu'à dix fois plus d'emplois sous contrôle étranger que prédit par l'ajustement).

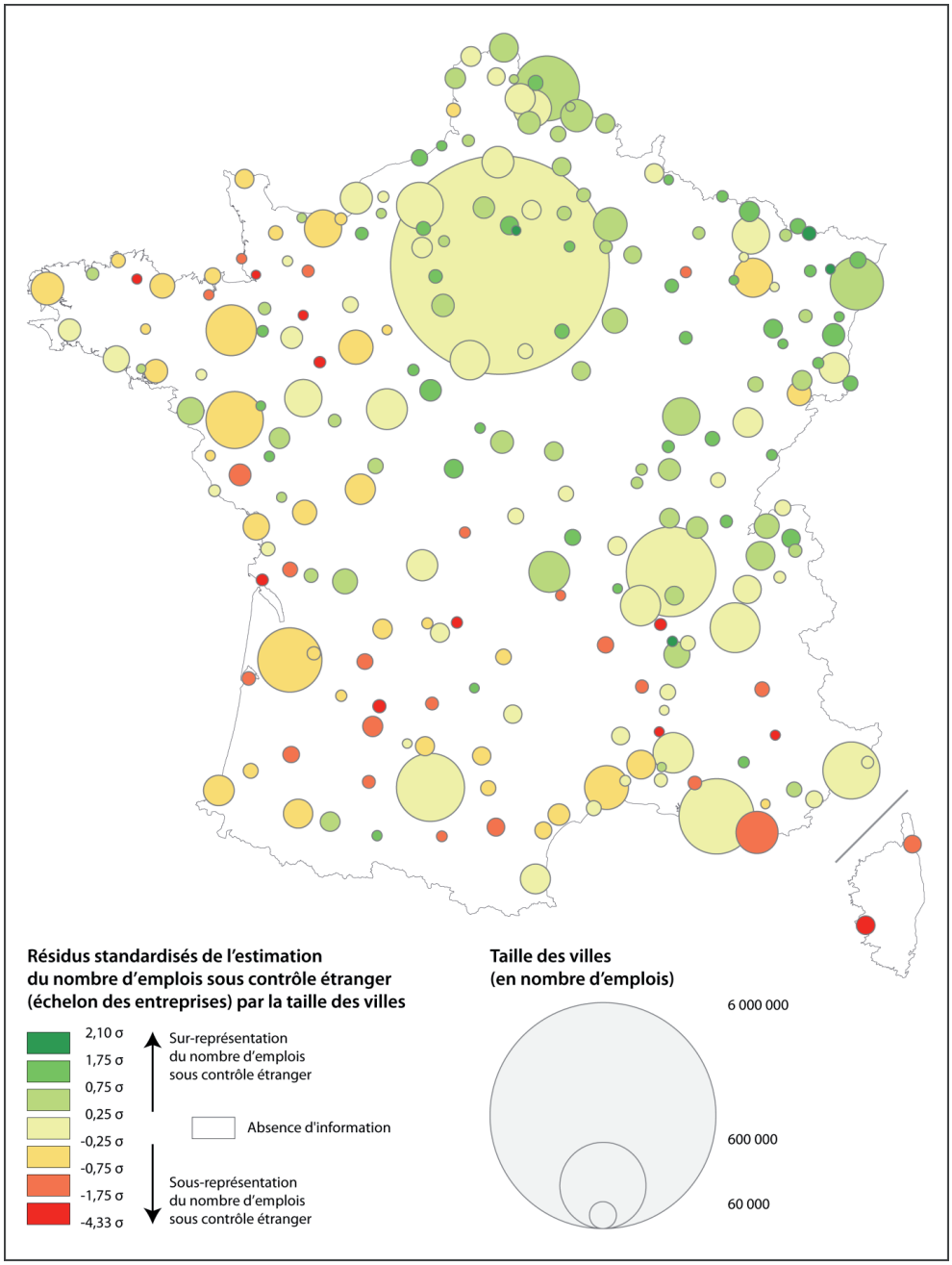
Figure 2 : Emploi total et sous contrôle étranger (mesuré à l'échelon des entreprises) dans les 241 grandes aires urbaines



O. Finance, UMR Géographie-Cités | Sources : CLAP, LIFI, ORBIS

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 3 : Ecarts à l'ajustement puissance de l'emploi sous contrôle étranger (mesuré à l'échelon des entreprises) dans les 241 grandes aires urbaines



O. Finance, UMR Géographie-Cités | Sources : CLAP, LIFI, ORBIS | Réalisé avec Philcarto

L'analyse des résidus standardisés de l'estimation de l'effectif sous contrôle étranger par la taille des villes permet de visualiser les villes qui s'éloignent significativement de l'ajustement (Figure 3). La plupart des plus grandes aires urbaines présentent des écarts à l'ajustement faibles et généralement négatifs ; parmi elles, Lille, Strasbourg et Toulon se détachent toutefois avec en ce qui

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

concerne les deux premières des écarts positifs importants et pour la dernière une sous-représentation importante du nombre d'emplois sous contrôle étranger. Les plus petites aires sélectionnées présentent quant à elles des écarts bien plus importants, qu'ils soient positifs ou négatifs : ce sont les seules à présenter des résidus standardisés au-delà d'1,75 écart-type. Un gradient nord-est / sud-ouest semble fortement influencer ces résidus : les plus importants résidus positifs concernent principalement des aires urbaines du Nord et de l'Est, jusqu'au Bassin Parisien et la région lyonnaise (notamment Sarreguemines, Saverne, Senlis ou Tournon-sur-Rhône), alors que les plus importants résidus négatifs caractérisent des aires urbaines de l'Ouest et du Sud (Guingamp, Avranches, Tulle, Villeneuve-sur-Lot, Sisteron ou Ajaccio).

Ainsi, au sein de ces 241 grandes aires, les emplois sous contrôle étranger se localisent préférentiellement dans les plus importantes d'entre elles, mais la taille des villes n'explique pas seule les variations que l'on peut observer dans l'ensemble de l'échantillon.

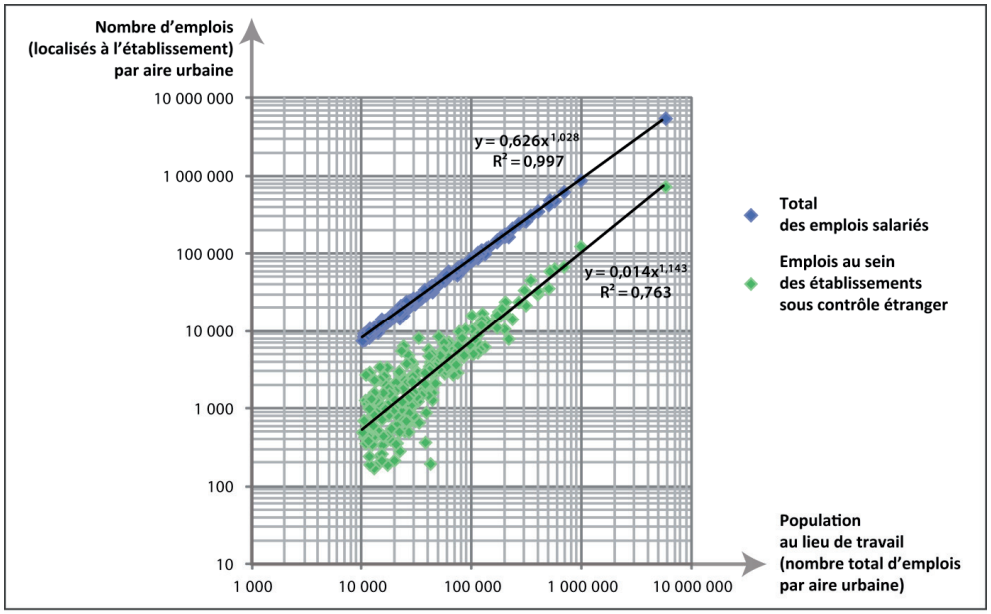
5.3 Répartition des emplois contrôlés depuis l'étranger et localisés à l'établissement dans les grandes aires urbaines

En passant à l'échelon des établissements, plus proches de la localisation réelle de l'emploi (Figure 4), la répartition des emplois de l'ensemble du système productif présente désormais un paramètre β plus proche encore de la proportionnalité (1,03) ; sa part sous contrôle étranger présente elle aussi un paramètre β plus faible que celui mesuré à l'échelon des entreprises, mais qui reste particulièrement important (1,14). La concentration dans le haut de la hiérarchie urbaine des effectifs des établissements sous contrôle étranger reste bien plus importante que celle de l'ensemble des établissements, compte tenu de la taille des villes. L'ajustement est meilleur qu'auparavant (R^2=0,76), témoignant notamment de la plus forte adéquation de l'échelon des établissements dans l'étude de l'ancrage territorial de ces firmes transnationales. Là encore, la variabilité est très forte pour les plus petites villes de l'échantillon.

Comme précédemment, l'analyse des écarts à l'ajustement permet une double lecture (Figure 5). Les plus grandes aires présentent toujours des écarts à cette relation faibles, hormis Toulon (résidus négatifs) et Valenciennes (résidus positifs). Les plus petites aires présentent là encore les résidus standardisés les plus importants, positifs ou négatifs : ce sont les seules à présenter des résidus standardisés au-delà d'un seuil de + ou - 1,75 écart-type. Le gradient nord-est / sud-ouest subsiste largement : les plus importants résidus positifs caractérisent généralement des villes du Nord et de l'Est (Sarreguemines, Haguenau, Louviers, Senlis, Saverne…) contrairement aux plus importants résidus négatifs généralement localisés dans le Sud et l'Ouest (Dinan, Royan, Cahors, Auch, Pamiers, Gap, Bastia…).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 4 : Emploi total et sous contrôle étranger (mesuré à l'échelon des établissements) dans les 241 grandes aires urbaines



O. Finance, UMR Géographie-Cités | Sources : CLAP, LIFI, ORBIS

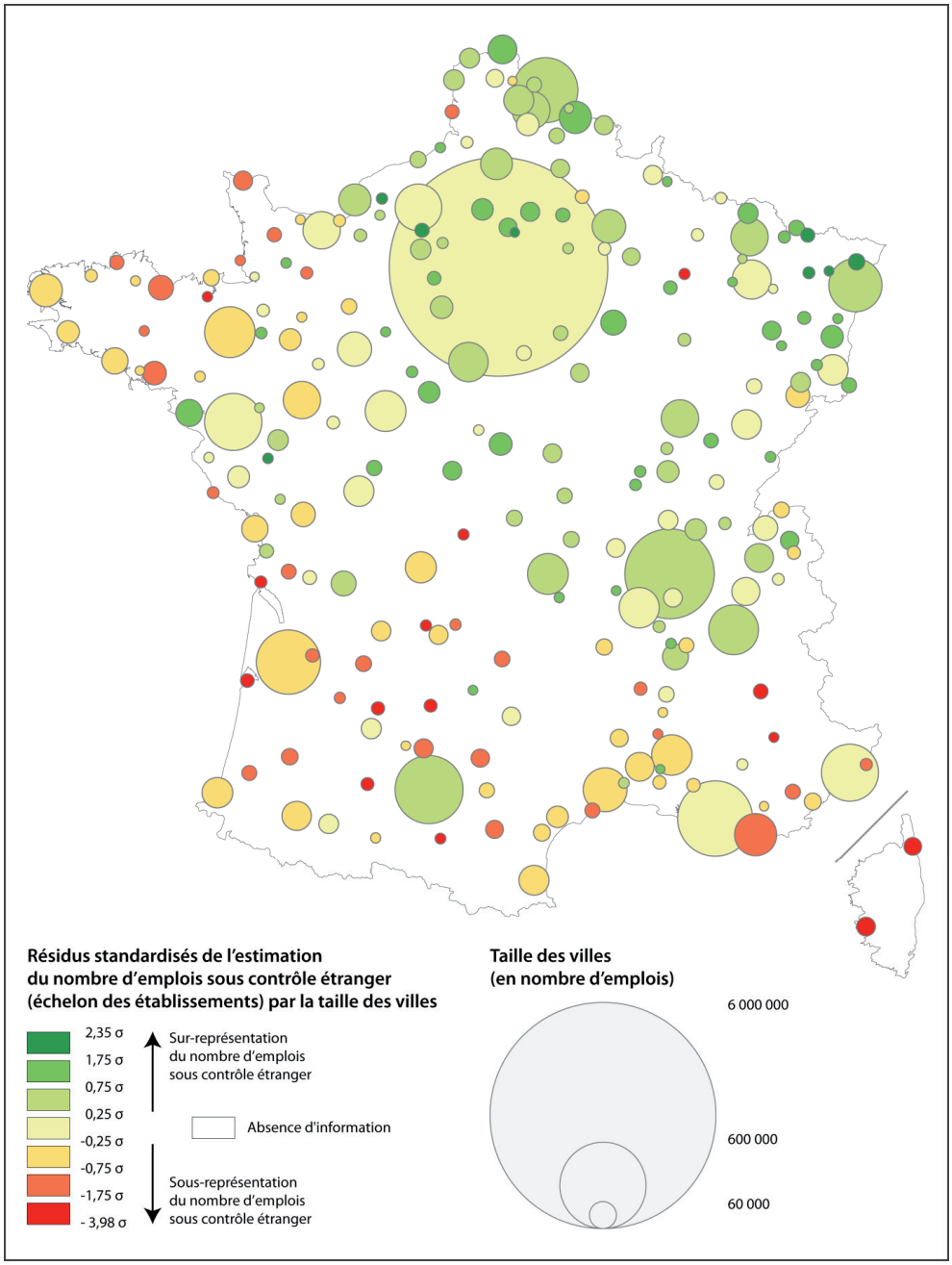
On pourra noter les changements de classe d'un certain nombre de métropoles majeures : en localisant les emplois à l'établissement, Lyon, Grenoble et Toulouse présentent une surconcentration d'emplois sous contrôle étranger qu'elles ne présentaient pas auparavant. Ces changements de classe en direction des résidus plus positifs concernent également des villes plus petites comme Sarrebourg, Lillebonne, ou Saint-Nazaire ; des changements de classe vers une plus forte sous-représentation de l'emploi contrôlé depuis l'étranger caractérisent des villes comme Bastia, Avignon, Gap, Saint-Brieuc ou Vannes.

Que l'on analyse l'échelon organisationnel des firmes transnationales étrangères intermédiaire (les entreprises) ou inférieur (les établissements), la surconcentration de l'emploi associé est marqué dans les aires urbaines du haut de la hiérarchie. La variabilité est cependant importante en ce qui concerne les plus petites villes de l'échantillon : d'autres facteurs peuvent entrer en compte comme les profils de spécialisation économique des villes (Paulus, 2004). La relation entre la part importante qu'occupent les secteurs industriels au sein des firmes transnationales étrangères implantées en France[8] et la surconcentration d'emplois sous contrôle étranger dans les aires urbaines des bassins industriels du Nord et de l'Est sera à tester à l'avenir, mais cela peut laisser penser que les profils de spécialisation économique des villes jouent un rôle majeur aux côtés de l'influence de la hiérarchie.

[8] Parmi les 600 projets d'investissements étrangers en France en moyenne recensés chaque année par l'AFII (Agence Française pour les Investissements Internationaux) entre 2003 et 2009, près des deux tiers relèvent de secteurs industriels (Finance, 2011).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 5 : Ecarts à l'ajustement puissance de l'emploi sous contrôle étranger (mesuré à l'échelon des établissements) dans les 241 grandes aires urbaines



O. Finance, UMR Géographie-Cités | Sources : CLAP, LIFI, ORBIS | Réalisé avec Philcarto

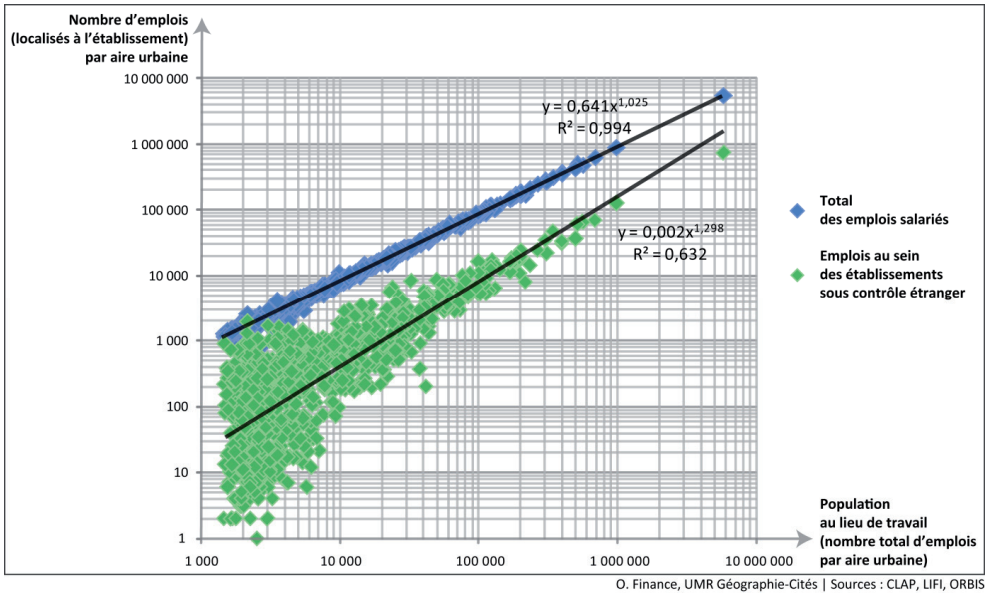
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

6 Les petites et moyennes aires dans la mondialisation

Comme au sein des 241 grandes aires urbaines la variabilité s'accroit à mesure que l'on descend dans la hiérarchie, nous prendrons ici en compte l'ensemble des 792 aires urbaines du ZAU 2010, exceptées celles des DOM, petites et moyennes aires incluses (les emplois étant localisés à l'établissement).

L'intégration des petites villes dans des circuits mondialisés est très variable. Elles restent néanmoins dans l'ensemble moins attractives que les aires urbaines majeures du territoire, en témoigne le paramètre β extrêmement élevé, proche de 1,3 (Figure 6). Il y a donc une surconcentration très importante des effectifs dans les grandes villes. Néanmoins parmi les petites aires, pour une taille équivalente, la différence de concentration d'emplois sous contrôle étranger peut varier d'un facteur supérieur à 100 (ce qui pose la question de la validité de l'analyse par les lois d'échelle des systèmes de villes intégrant de très petites villes). Cette variabilité, en témoigne le coefficient de détermination R^2 qui n'est que de 63%, nous amène donc à prendre les résultats avec toutes les réserves qu'elle implique.

Figure 6 : Emploi total et sous contrôle étranger (mesuré à l'échelon des établissements) dans l'ensemble des aires urbaines

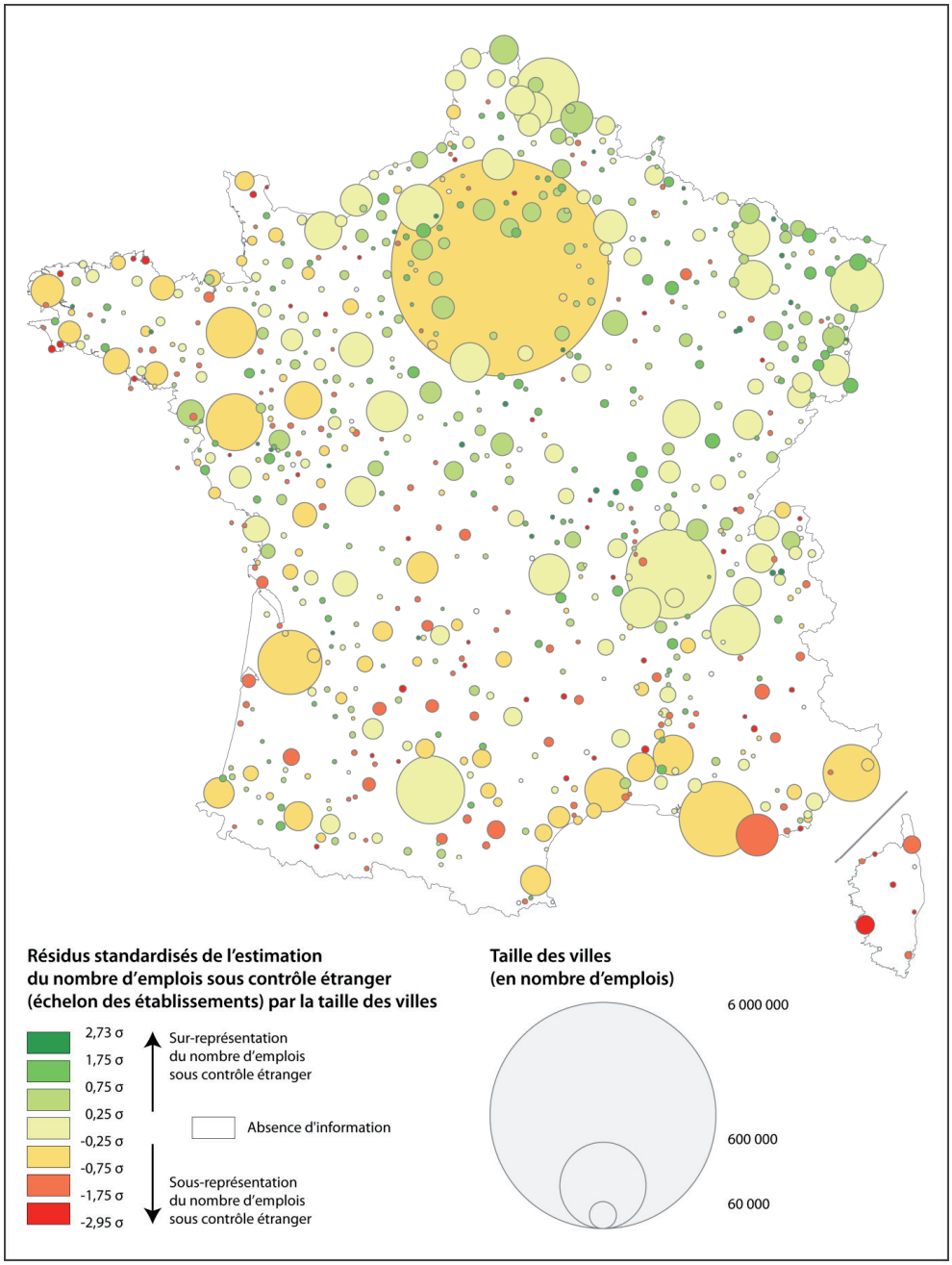


O. Finance, UMR Géographie-Cités | Sources : CLAP, LIFI, ORBIS

Néanmoins, cette analyse sur les plus de 700 aires urbaines est riche en enseignements. Les plus forts résidus positifs sont toujours localisés dans le Nord, l'Est, le bassin parisien ou la région bourguignonne (Figure 7) ; les plus forts résidus négatifs sont toujours concentrés dans le Sud et l'Ouest. Mais l'analyse de ces écarts affine très largement les résultats précédents.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 7 : Ecarts à l'ajustement puissance de l'emploi sous contrôle étranger dans le système de villes français (petites villes incluses)



O. Finance, UMR Géographie-Cités | Sources : CLAP, LIFI, ORBIS | Réalisé avec Philcarto

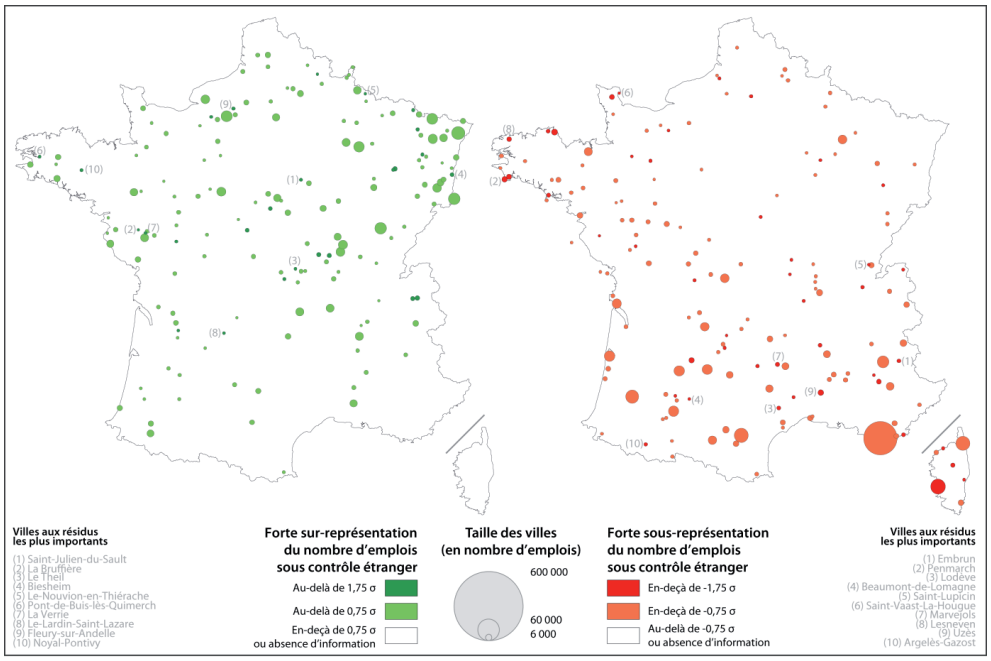
Les plus grandes villes présentent toujours des résidus standardisés faibles, hormis Toulon, ville française majeure la moins bien intégrée à ces circuits internationaux ; ces résidus sont généralement négatifs, impliquant des effectifs sous contrôle étranger moins importants qu'attendus par leur taille. Le gradient Nord-Est / Sud-Ouest concerne bien les plus grandes villes, avec des métropoles du Nord et de l'Est où l'effectif est en adéquation avec la taille (Lille, Strasbourg,

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Lyon, Nancy, Metz, Dijon...) si l'on excepte Paris où l'effectif est plus faible qu'attendu, opposées aux métropoles du Sud et de l'Ouest (Rennes, Nantes, Bordeaux, Montpellier, Marseille, Nice, et particulièrement Toulon), auxquelles il faut excepter Toulouse, dont l'intégration marquée dans les réseaux internationaux avait déjà été notée (Finance, 2001).

Concernant les petites et moyennes villes, la variabilité est très marquée. L'opposition Nord-Est / Sud-Ouest dans la répartition des résidus positifs et négatifs est moins radicale que précédemment. Les firmes transnationales étrangères conservent une localisation préférentielle dans les villes du Nord et de l'Est, même en ce qui concerne les petites et moyennes aires (on peut citer Vittel, Faverges, Ugine, Bouzonville, Morhange, Biesheim, Contrexéville, Gueugnon, Brionne, Fleury-sur-Andelle, etc.). Les villes du Sud et de l'Ouest sont là encore mises à l'écart par les firmes transnationales, que ce soit pour les moyennes comme pour les petites aires (Argelès-Gazost, Lodève, Uzès, l'Ile-Rousse, Carnac, Lesneven, Argentat, Beaumont-de-Lomagne, Sisteron, Cavalaire-sur-Mer, etc.). Ce ne sont néanmoins pas les quelques villes aux résidus les plus marqués qui sont localisées spécifiquement dans le Nord-Est ou le Sud-Ouest (Figure 8) mais bien l'ensemble des villes aux résidus importants, respectivement positifs ou négatifs, qui s'y concentrent préférentiellement.

Figure 8 : Ecarts significatifs positifs et négatifs à l'estimation du nombre d'emplois sous contrôle étranger selon la taille des villes



O. Finance, UMR Géographie-Cités | Sources : CLAP, LIFI, ORBIS | Réalisé avec Philcarto

Même situées dans des régions où les aires urbaines semblent très intégrées dans les circuits internationaux, le long des frontières du Nord et de l'Est et jusqu'au Bassin Parisien, de nombreuses petites villes s'écartent de la tendance. Des villes du Nord et de l'Est restent à l'écart : Mirecourt, Saint-Lupicin, Blangy-sur-Bresle,

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Mondidier, Saint-Loup-sur-Semouse ou encore Sainte-Marie-aux-Mines. A l'inverse, situées dans le Sud et l'Ouest, de petites villes présentent un profil plus ouvert que les autres aires urbaines les plus proches (par exemple La Bruffière, La Verrie, Les Herbiers ou Saint-Gilles Croix-de-Vie dans la région nantaise, Saint-Hilaire, Saint-Aigulin, Pons ou Bazas dans la région bordelaise, etc.).

Les profils des petites villes semblent donc particulièrement diversifiés. Certaines d'entre elles sont particulièrement dépendantes de firmes transnationales étrangères : les 10 villes où la surreprésentation du nombre d'emplois sous contrôle étranger est la plus forte ont toutes une part de l'emploi sous contrôle étranger supérieure à 39%, atteignant même 89% en ce qui concerne Saint-Julien-du-Sault. Dans près de 50 villes, plus de 20% de l'emploi dépend directement ou indirectement de l'étranger. A l'opposé, cette même part ne dépasse pas 1% dans plus de 140 villes françaises.

7 Conclusion et discussion

Au-delà des flux financiers les plus volatiles, la mondialisation a bien un ancrage territorial : les réseaux d'entreprises que forment ces groupes sont localisables finement, à l'échelon des établissements et des emplois qui y sont attachés. Notre étude de l'ancrage territorial des firmes transnationales en France apporte un éclairage nouveau sur l'intégration des territoires dans la mondialisation. Les villes françaises révèlent dans ce domaine des processus de localisation qui suivent deux logiques de sélection distinctes : qu'elle soit mesurée à l'échelon des entreprises ou à celle des établissements, l'intégration dans les flux d'investissements étrangers concerne en tout premier lieu les métropoles, comme le révèle l'analyse par les lois d'échelle ; cependant, plus on descend dans la hiérarchie urbaine, plus la variabilité de cette intégration est importante, si bien que de nombreuses villes plus petites bénéficient aussi de cette intégration. La hiérarchie urbaine n'explique donc pas seule les localisations préférentielles des firmes transnationales : les profils de spécialisation économique peuvent largement influencer ces localisations, relation qu'il conviendra de tester plus en détail par la suite. D'autres hypothèses peuvent être émises comme l'appartenance régionale ou la meilleure accessibilité à des espaces centraux de la mondialisation. Les villes proches des frontières du Nord et de l'Est de la France présentent un profil particulièrement ouvert, quelle que soit leur taille, alors que des villes du Sud et de l'Ouest restent à l'écart de cette intégration.

La prise en compte des petites villes dans notre démarche en termes de lois d'échelle montre une tendance nette mais la variabilité qui apparait les concernant suggère de ne pas négliger les plus petits centres urbains pose néanmoins la question des limites de taille inférieures à prendre en compte dans nos futures analyses des ancrages territoriaux de la mondialisation.

Références

Bettencourt L.M.A., Lobo J., West G.B., 2009, « The self-similarity of human social organization and dynamics in cities », in Lane D., Pumain D., Van Der Leeuw S., West G.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

(eds.), 2009, *Complexity Perspectives in Innovation and Social Changes*, ISCOM Springer, Methodos Series Vol 7.

FAO, 2003, *Rapport du Groupe d'Experts Eminents en Matière d'Ethique Alimentaire et Agricole*, Deuxième Session, 18-20 Mars 2002, Food & Agriculture Org.

Finance O., 2011, *Attractivité des villes françaises pour les firmes transnationales*, Mémoire de Recherche, Université de Strasbourg.

Mucchielli J.-L., Puech F., 2003, « Internationalisation et localisation des firmes multinationales : l'exemple des entreprises françaises en Europe », *Economie et Statistiques*, n°363-364-365.

Paulus F., Pumain D., 2007, « Lois d'échelle et activités urbaines : une comparaison France-Etats-Unis », in Pumain D., Mattei M.-F., 2007, *Données urbaines 5*, Anthropos-Economica.

Paulus F., 2004, *Coévolution dans les systèmes de villes : croissance et spécialisation des aires urbaines françaises de 1950 à 2000*, Thèse de Doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Pumain D., Paulus F., Vacchiani-Marcuzzo C., 2009, « Innovation Cycles and Urban Dynamics », in Lane D., Pumain D., Van der Leeuw S., West G. (eds.), *Complexity perspectives on innovation and social change*, ISCOM-Springer, Methodos Series.

Pumain D., 2007, « Lois d'échelle et mesure des inégalités en géographie », *Revue européenne des sciences sociales*, XLV-138.

Pumain D., Paulus F., Vacchiani-Marcuzzo C., Lobo J., 2006, « An evolutionary theory for interpreting urban scaling laws », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 343.

Rozenblat C., 2007, « Les entreprises multinationales : un processus urbain dans un environnement international et transnational », *L'Information géographique*, Vol. 71, 2/2007.

Rozenblat C., 1997, « L'efficacité des réseaux de villes pour le développement et la diffusion des entreprises multinationales en Europe (1990-1996) », *Flux*, n° 27-28.

Rozenblat C., Pumain D., 1993, « The location of Multinational Firms in the European Urban System », *Urban Studies*, n°10.

Taylor P.J., 2003, « European Cities in the World City Network », *GaWC Research Bulletin*, 105.

Taylor P.J., Catalano G., Walker D.R.F., 2002, « Exploratory Analysis of the World City Network », *Urban Studies*, vol. 39.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Reorganization of Urban Network: repositioning the City of Cachoeira (Bahia) through tourism

Jacileda Santos
Universidade Federal da Bahia (UFBA) – Rua Caetano Moura, 121, Federação, CEP: 40210-905, Salvador, Bahia - Brasil
jacileda.santos@gmail.com

Leila Mendes Paixão
Universidade Salvador (UNIFACS) – Alameda das Espatódias , 915, Caminho das Árvores, CEP: 41820-460, Salvador, Bahia - Brasil
leilampaixao@yahoo.com.br

Abstract

The city of Cachoeira, Brazil, had significant economic importance, historical, political and social development of Bahia and Brazil in terms of being a major producer of primary goods in the sixteenth and seventeenth centuries. In the nineteenth century began a period of economic stagnation that has serious consequences for political, social and economic order. Despite the crisis, the material heritage, composed of important examples of Baroque architecture remained preserved, as well as the intangible heritage represented by the heritage of blacks who worked in the plantations, which were brought to Brazil during the period of slavery. In the twentieth century the attention of the public authorities were toward industrialization and other regions of the state were contemplated, which contributed to the worsening of depression. However, some measures have been taken in the last decades of the century, which helped to boost the local economy, such as the implementation of the Federal University of Reconcavo of Bahia. Tourism, hitherto under-exploited in the region, finds fertile ground in relationship to the cultural and historical, unique traditions throughout Bahia. The inclusion of Cachoeira in targeted federal programs for the preservation of favored extensive heritage tourism that is strengthened by creating a calendar of events. This fact made a change in the relationship between Cachoeira and Salvador, the state capital, which was formerly a supplier of raw materials and now positions itself as a provider city services, acquiring greater autonomy. It is noticed thereby a strengthening of the urban network that, in turn, begins to show a bias less monopolistic to facilitate a dialogue between two cities as disparate.

Keywords

Cachoeira. Tourism. Urban Network.

Resumo

O município de Cachoeira, Brasil, teve relevante importância econômica, histórica, política e social para o desenvolvimento da Bahia e do Brasil em função de ser um grande produtor de bens primários nos séculos XVI e XVII. No século XIX iniciou um período de estagnação econômica que apresenta graves reflexos de ordem política, social e econômica. Apesar da crise, o patrimônio material, composto por importantes exemplares da arquitetura barroca se manteve preservado, bem como o patrimônio imaterial, representado pela herança dos negros que trabalhavam nas lavouras, e que

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

foram levados para o Brasil durante o período da escravidão. No século XX as atenções dos poderes públicos estavam voltadas para a industrialização e outras regiões do estado foram contempladas, o que contribuiu para o agravamento do quadro de depressão. Porém, algumas medidas foram tomadas, nas últimas décadas do século, que contribuíram para dinamizar a economia local, como a implantação da Universidade Federal do Recôncavo da Bahia. O turismo, até então sub-explorado na região, encontra terreno fértil relacionando-se às tradições culturais e históricas, únicas em toda a Bahia. A inclusão de Cachoeira em programas federais voltados para a preservação do extenso patrimônio favoreceu a atividade turística que se fortalece através da criação de um calendário de eventos. Esse fato possibilitou uma alteração na relação entre Cachoeira e Salvador, capital do estado, que antes era de fornecedora de matérias-primas e agora se posiciona como uma cidade prestadora de serviços, adquirindo maior autonomia. Observa-se, desse modo, um fortalecimento na rede urbana que, por sua vez, passa a apresentar um viés menos monopolizador ao permitir um diálogo entre duas cidades tão díspares.

Palavras chave

Cachoeira. Turismo. Rede Urbana.

1 Introduction

Tourism, here understood as economic activity is closely related to the use of space for its possible achievement; any other activity consumes it as tourism , and that is how this activity differs from the others. Thus, there is a process of transformation of the territories, redefining uses and creating new possibilities for insertion of places considered excluded *a priori* from the context of the logic of production (CRUZ , 2001) . But not only are the natural attributes that enable appropriation of spaces for tourism , but there should be a convergence of different factors , such as social , economic and cultural in order that spaces become tourist . According to CRUZ (2001), tourism hegemonic actors use their marketing power to popularize tastes , locations, patterns of consumption , in an attempt to control tourist flows , also understood as spatial mobility of tourists.

There is also the constant need to produce new spaces for consumption, permanently, due to the constant expansion of the consumer market. CRUZ (2001) explains that rationality observed when the production of new tourist spaces occurs must be present also in the planning or social policies.

The most attractive regions are those with a productive system internally articulated and supported by external factors. This reinforces the role of regions in international competitiveness scenario and justifies the fact of considering regions as well as develop its planning, from the place with strategies that enable their integration into global markets, through comparative advantages in an attempt to remain always attractive. For this use of their material and immaterial resources, seeking to enhance the image of the place to extend its appreciation.

The cultural dimension that can be verified in tourist destinations serves as a differentiator in the competitive global market. The material and immaterial heritage, as well as the way the local culture and identities allow social inclusion, since they create new opportunities of employment, appear fundamental to the process of tourism development. This is what has been found in Cachoeira , the subject of this article that , through the tourism , based on aspects of local culture ,

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

has developed strategies such as the creation of cultural events to promote their (re)integration within an urban network strongly polarized by the capital of the state of Bahia , Salvador .

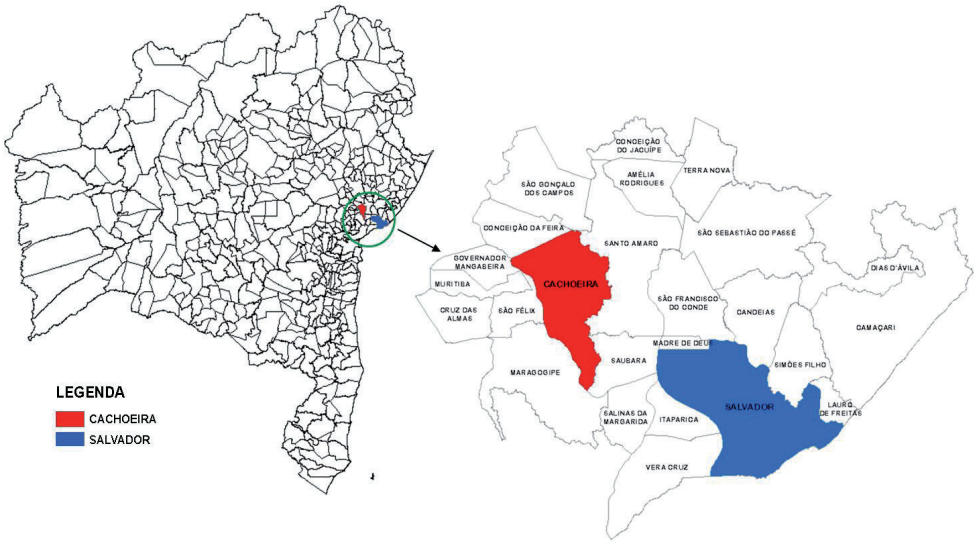
2 Insertion of Cachoeira in Bahia tourism network

2.1 General Characterization

The city of Cachoeira is located in the Reconcavo Baiano region, distant about 110 km from Salvador, capital of Bahia state. Situated on the banks of the Paraguaçu River, where it was installed, strategically, the settlement by the Portuguese , even in the sixteenth century. In the next century, due to its political and economic importance, Cachoeira was elevated to the category of town, making it the economic centre of Bahia Reconcavo region, due to their production of sugar cane, and set up a trading post between the routes of various foodstuffs, tobacco, leather, gold and other precious metals from other parts of the Reconcavo, the backwoods and mines, and Salvador.

For over a century, the city of Cachoeira was fundamental to the development of Bahia, since the region of the Bahian Reconcavo encompassed, among others, the main crops of sugarcane that in the colonial period, had high export value for Portugal metropolis, and other countries such as England , Holland and France , making the most important of all the South Atlantic during the seventeenth and eighteenth centuries the port of Salvador. But it was in the eighteenth century, when its economic peak, which was elevated to Cachoeira City (ARRUDA; SANTOS; AMORIM, 2012) .

Figure 1: Location of the city of Cachoeira and Salvador



Fonte: ARRUDA; SANTOS; AMORIM, 2012.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Cachoeira was also fundamental in the process of independence of Brazil from 1822 to 1823, it was the county that there was a popular uprising in which various social groups came together to remove definitely the Portuguese from the Brazilian government. This process culminated , on July 2, 1823, at the end of the battle that led to the surrender of the Portuguese troops forward to that formed by the population of Bahia in Salvador (CACHOEIRA, 2003) .

After many centuries of colonization by Portugal,invaluable historic site, mansions, museums, churches, besides the intangible heritage represented by the local culture indicates that besides the Portuguese presence, the large number of blacks who were brought to the Reconcavo Baiano to work in the plantations and homes of the planters were the legacy left in Cachoeira. Due to the presence of this architectural complex, in 1971, the city was listed by the National Institute of Historical and Artistic Heritage (IPHAN), and in the same year, considered a national monument (ARRUDA; SANTOS; AMORRIM, 2012).

Currently there is a predominance of black culture in the various sectors of Cachoeira society, which can easily be felt in traditional events that occur annually, as the feast of Our Lady of the Good Death, led by the Brotherhood of the Good Death - Bicentennial religious event formed exclusively by black women, who represents the religious syncretism observed in Bahia. As QUEIROZ and SOUZA (2009) point out, the Brotherhood is currently the most important afrodescendant institution operating in Brazil. There, too, in Cachoeira, a large number of Candomblé religion temples are very present in the region, whose cult is strongly related to elements of nature and the traditions from African origin . There is also a strong presence of indigenous traditions mainly felt in the cuisine of the region.

According to QUEIROZ and SOUZA (2009), it was the second half of the nineteenth century that the Reconcavo as a whole began to lose political and economic importance, a reflection of the profound changes that also occurred in the political configuration of Brazil. The picture of social and economic stagnation worsens causing the region to enter into a framework of deep isolation that could be perceived in "[...] retraction of intra - regional traffic of people, goods and capital, either by land or sea, the Reconcavo experiences in the mid-twentieth century, a large contrast between stagnation and changes triggered by new economic activities, especially for industrialization (QUEIROZ; SOUZA: 16).

SANTOS (1998: 62 , apud, QUEIROZ; SOUZA, 2009) presented an urban hierarchy where there is a large dependence of the Reconcavo cities compared to Salvador, which took increasingly a hegemonic role consolidating as regional capital. The transportation system, which, as indicated SANTOS (1998), "[...] played a key role in shaping this urban hierarchy" , also changed . Formerly based in maritime transport, the restructuring of the regional space started to occur with the introduction of railways and highways, mostly. While Cachoeira and other cities were losing importance in regional trade scenario, other cities passed to gain prominence.

Thus, over time, other areas that supported the role of entrepôt trade, such as hotels and establishments in the industry of food, have become decadent or idle. As a counterpoint to process what it was in Cachoeira, the cultural element allowed the region maintain integration, leaving behind a rich and extensive material and immaterial heritage (QUEIROZ; SOUZA, 2009).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Currently, the actions of public authorities for the tourism sector occur in order to expand its influence. Thus, the increase of exchange flows on tourism between Salvador and Cachoeira has resulted in attracting a greater number of visitors who are interested in the two cities, and end up staying longer in the region. This strengthening of Cachoeira Bahia as a tourist destination, it turned out to make a new option among other destinations hitherto concentrated in coastal areas and Chapada Diamantina.

2.2 Cachoeira: cultural and tourist city

The movement toward upgrading the culture of the city of Cachoeira, which has occurred in recent years, consists of an element of distinction between it and other cities in Bahia, or even between this and other cities in the Bahian Reconcavo. And it is this distinction that allows the city the status of one of the tourist destination of the state. In addition, there are in the city, many other factors capable of enhancing the insertion of Cachoeira in a network of tourist destinations, such as natural resources, landscape features and scenic beauty, allied to the local heritage, if properly worked.

An important factor to be mentioned is the Center of Arts, Humanities and Letters, one of the campuses of the Federal University of Reconcavo of Bahia (UFRB), which was deployed in the city of Cachoeira in 2006 as a strategy for upgrading the city in social terms, but also in economic terms, either from the point of view of productive activities, either from the point of view of architectural heritage (RODRIGUES, 2011).

In social terms, it is possible to think that offering college courses within the city facilitates access for people with lower income, since that significantly reduces transportation costs, if these people were taking the course in the capital. There is also the attraction of services and support activity, like bookstores, libraries, restaurants, graphic services, among other equipment.

A greater number of people acquiring higher level, with time also changes the profile of the population and hence consumption patterns. Something that ultimately attract other services and more technically skilled activities These activities, in turn, will require hand more skilled labor and hence greater opportunities for vocational training . Thus was created a cycle that feeds itself, both with regard to education as it pertains to the economy.

From the point of view of the architectural heritage of the actual deployment UFRB , contributed greatly , with the recovery of several properties of the downtown area with facilities for the occupation of the university and its future extensions . This process complements the Monumenta Program, in that it has goals of preservationist nature with regard to the architectural heritage, the social, the thought of improving the educational levels and the provision of jobs for the local population and , of economic developments in aiming at the stimulation of existing productive activities in the city, including tourism and support services.

It was expected, therefore, that the increase in the population living in Cachoeira, from students , faculty and staff who would migrate temporarily or permanently, would a new economic life to the city, besides the enhancement of the cultural diversity of the city. However, in terms of economics, there is discontent among

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

local traders who claim no such growth occurred , and no significant increase in employment was observed. Some conflicts, the population recorded interviews can also be identified: increased use of drugs and crime before not so apparent in the city; feeling of exclusion from the local population who did not go to university, thus some residents have become resistant to students , generally, they see local people as prejudiced (JESUS, 2012) .

What can we infer for these facts are that the insertion of UFRB raised expectations, the local population, which did not materialize immediately. On the other hand, for the new inhabitants demanded a city better structured to meet their consumption pattern, but their expectations were also frustrated.

Among the strengths of the implementation of UFRB, can highlight the increase in the number of cultural events in the city, which have been consolidated , and have configured most of the tourist attractions of the city, integrating the city of Cachoeira polarized cities network Salvador, main portal entry of tourists in Bahia , in terms of the flow of people. Among these events, we can mention : Feast of the Brotherhood of Our Lady of the Good Death, Feast of Our Lady of Help, International Literary Festival of Cachoeira and Biennials of Art.

Thus, the relationship than in previous centuries was grounded in economic activities for the production of goods, purchased a strand whose direction points to aspects related to the provision of services, including stimulating the development and deployment of hotel and leisure equipment. The local culture has become revalued allowing Cachoeira distinguishes itself compared to other tourist destinations in the state, due to its uniqueness and also compared with other domestic and international destinations that have aspects of black culture as the main bias.

3 Tourism as dynamic element

According to SILVA (2003) to ensure that local development is benefited by the relationship between endogenous and exogenous elements must be "[...] appreciate the dynamics of endogenous factors through what could be called tourist territorialization" (SILVA , 2003 p. 23). The author relates the territorial issues as local roots and global entanglement , ranking tourism as an activity embedded in a local - global system, which relies on an "external plan to develop its internal plan" different from other activities such as agriculture for example, it can be a maintenance activity (SILVA, 2003).

Thus , it is understood that the development of tourism should be linked to their bases and roots, because, as IRVING (2002), the tourist place should be interpreted based on a plurality of identities . Every tourist destination has its specificities because of the identities of roots , migrant and transient, well , "[...] materializes a such duality between intrinsic perception and look exogenous and tourism emerges as an inducer of new identities" (IRVING, 2002 p. 73). The author understands the tourist place as a backdrop of complex relations among social actors, where the plurality of identities is the stage and these social actors are the protagonists, without which the show does not exist.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

PEIXOTO (2002) clarifies that equity appears as diversification of the tourism product strategy, including going against the old strategies of mass tourism , creating an alternative form of tourism in which the nature and rurality appear as protagonists. According to PEIXOTO (2002), a territorialized heritage being reinvented and revived , may contribute to the emergence of new local dynamics , functioning as a vector of new identities and new social arrangements. IRVING (2002) corroborated PEIXOTO (2002) by stating that local development must occur in order to preserve its environmental and cultural heritage, respecting the intangible and symbolic value of places. The relationship of tourism with other economic sectors is key to the development of the activity, which is reinforced by SILVA (2004) to claim that tourism specialization occurs by complementary and competitive relationships with other productive sectors in the tourist destination conforms simultaneously by being a site of production and consumption.

The tourist destination is composed of a system of interrelationships that was expanded to the extent that the local society was given an active role in shaping the development model . As IVARS (2003 apud SILVA, 2004, p. 316) highlights a few of the main characteristics of destinations that can be represented by the presence of a local scale when the destination concentrated in urban areas, tourist and municipal management; and a sub-regional scale, in which the target is formed by a "zone or territorial area consisting of interrelated elements".

The tourism system , even as IVARS (2003 apud SILVA , 2004, p. 310) , must be understood as a dynamic and open system and establishing relations of social , cultural , economic , political and technological , with the medium in which it is inserted and the overall territorial system , thus shaping two interrelated levels: " the markets of origin and destination areas".

SILVA (2004) explains that a tourist destination that is able to offer in the same space or continuing a varied offer to your visitors, optimizing the use of time, as it will reduce the displacement of large distances spaces will increase their level of efficacy with respect to the total costs incurred by tourists . SILVA (2004 , p . 30) states that "[...] the origin of visitors depend on the attractiveness of the destination, expressed through its spatial sphere of influence".

3.1 Tourism as a generator in a central urban network

The tourist activity , as well as industrial districts and commercial centers and services , can also constitute centrality generating economic activity due to the flows of people , goods and services that are generated , as well as the new demand for public investment in infrastructure such as roads, sanitation, electricity and telecommunications that arises in tourist areas (DIAS et all, 2010) .

Similarly, the provision of good urban infrastructure is capable of enhancing the tourism motivation in a given space , favoring business opportunities for the private sector: hotels, hostels, restaurants, concert halls, recreational clubs , among others . All this contributes to the formation of a local and / or regional and thus makes it attractive for tourism cities tourism market. Thus, the structure offered by a given centrality will determine the types of tourism that may be exercised in a municipality .

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

As the Secretary of Tourism of the Government of Bahia (SETUR), there are six priorities that motivate tourism in Bahia: coast, history and culture, sport and adventure, business and professional events, entertainment and leisure and urban ; nature (BAHIA , 2005). The SETUR also divided into eleven Bahia Tourist zones, according to the diversity of attractions and existing scenarios.

Cultural characteristics that allow the perception of the Bahia Reconcavo municipalities with an intense regional integration led to the establishment of the Tourism Zone of the Todos Santos Bay, composed of the municipalities of Cachoeira, Itaparica, Jaguaripe, Madre de Deus, Maragojipe, Nazaré, Salinas das Margaridas , Santo Amaro, São Felix, São Francisco do Conde, Saubara and Vera Cruz . These municipalities have as the main element for tourist exploitation , regional identity, and in them the following motivations were identified: coast, history/ culture, sport/ adventure , business / professional events, entertainment/ leisure and urban; nature (DIAS et al., 2010).

The city of Salvador has acquired the status of Regional Tourist Center, making it the hub of Tourist Zone of Todos os Saintos , because of its urban structure and support to Tourism Bay , for example, the presence of the only International Airport, which leads the municipality to serve as the main entrance gate of tourists visiting the state. On the other hand, the cities of the Reconcavo of the Bahia, despite having an extensive history and cultural heritage, have insufficient or inadequate urban structures.

This does not mean that only the cities located in the Tourist Zone of the Todos os Santos Bay are part of the tourism network by polarized Salvador, but there is a possibility of inserting such cities in that network, especially the proximity between them, which facilitates the mobility of tourists , in terms of reduced time and transport costs. Moreover, SILVA (2004, p. 48) argued that the formation of micro or tourist centers, arising from the contiguity between localities and municipalities, contributes to "[...] highlight the attributes and extend the power of attractiveness on demand - for differentiation , strengthen cohesion and the formation of productive clusters, boosting the regional economy".

4 The relation between Cachoeira and Salvador, their urban networks and development

The search for identity, collective or individual, becomes something relevant to a portion of the population that lives in this historical period of shifting relations, "[...] destructuring of organizations, delegitimation of institutions, weakening of important social movements and ephemeral cultural expressions" (CASTELLS, 1999, p. 41). Present societies, according to CASTELLS (1999), are structured in a bipolar position between the network and being on the one hand, the network connect and disconnect individuals , groups , regions and countries on the other , yet allow for a solidarity which SANTOS (1996) featuring on three levels : global , of the States and local . Globally, its implementation is through the networks : "Networks are a vehicle of a dialectical movement from one part to the world opposes the territory and place, and on the other hand , confronts the territory taken place as a whole" (SANTOS, 1996 p. 215).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Networks for SANTOS (1996, p. 212), can be regarded as "[...] the most effective transmitters of the globalization process." Their structures diversify and become increasingly globalized , such as production networks , trade , transportation , information , among others . The role of integration represented by networks, as well as functional and territorial, has consequences as "[...] the intensification of the specializations for new spatial divisions of labor, greater capital intensity , more active movement of goods, messages, values and people greater asymmetry in relations among actors" (MARTIN LU, 1984 apud SANTOS, 1996, p. 215).

Another point is related to the issue of networks is its dialectical, as these can be understood as local and global at the same time, composed of societies, territories and local, national and supranational socioeconomic formations. Local towns have as coach of the workplace, according to the logic of the territorial division of labor. Have the cities that are located on an upper hierarchy of the urban system, hold political control, movement, circulation, distribution and regulation. Thus, the local towns maintain some control over the technique, but one related to the production policy remote. These techniques represent one of the media networks for competitiveness, which, in turn, must be effective enough as to allow for a smooth flow of ideas, goods, money and other items that interest hegemonic agents (SANTOS, 1996).

The paradox of development appears here in so far as it emerges in concentrated form in a given space. While some restricted areas of the territory enjoy with the concentration of investments in infrastructure, which, in turn, will generate a concentration of income and wealth, others suffer with a picture of stagnation, mainly characterized by constant and growing unemployment and therefore, in the absence of income. Economic growth should not be confused with economic development; accordingly, to exemplify, SOUZA (1999) cites the growth of the economy, which may occur being high, but not really cause the reduction of unemployment levels, the desired speed since other factors also influence directly unemployment, for example, robotics and computerization of the production process. SOUZA (1999, p. 20) further explains that "[...] growth is essential condition for development, but not sufficient condition".

In Bahia, it is possible to identify a high degree of spatial concentration in the production of wealth, which is diversified in various regions of the state, depending on the economic sector, but in general is concentrated in Salvador and its surroundings (DIAS et all , 2010). The consequences of this are a concentration of investments in urban infrastructure and few cities of medium and large, to the detriment of the majority of small towns which remain possibilities for growth and even less development.

Even the coastal towns, which have strong appeal to tourism as a possible economic basis for ensuring the desired development, fail to achieve this goal: first, because the flow of tourists is very small relative to other destinations in Brazil and in the world and secondly because the income generated is concentrated in such a way that does not produce local development, contrary to the theory that people with the characteristics of cities along the northeast coast are of course seeing and may have based their economies in this activity (SANTOS, 2004). Thus, the strengthening of a network of linked cities also by tourist flows depends on

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

planning and a high amount of investments in urban and tourist infrastructure, and education and vocational training for workers in the sector.

If a network is configured by the exchange of flows of people and goods, the city of Salvador also has a relative centrality to other cities in Bahia, forming a network in the tourism sector, in that part of the tourists visiting the city end shifting to other places of tourist interest in Bahia . However, the Bahia towns of Cachoeira even do not have today, density of attractive able to keep tourists longer than we currently spend.

So, think of this strengthening tourism network of Bahia , Salvador from as polo, but with actions to strengthen the receptive of the other cities of this network, is a factor that can contribute greatly to the development and strengthening of municipalities in the tourism sector location. In this regard, strengthening Cachoeira as a tourist destination , not to become a competitor city of Salvador, but part of its network, setting up a cooperative relationship.

5 Final Considerations

The tourism, despite being an activity of paramount importance for the economic strengthening of some cities, can not alone bring socio-economic development, in the case of Cachoeira. It can then think of tourism as a possible alternative, if associated with other. Also, one can not think of Cachoeira tourism isolated , but the best way to develop it would be through the establishment of a network linked to Salvador - the main gateway for tourists in the state of Bahia .

Given the above, it is noticed that the city of Cachoeira is going through a period of renovation , with a new urban dynamics , which strengthened after the installation of the Federal University of Reconcavo of Bahia. The culture of the region, always in evidence today is one of the main distinguishing features of Cachoeira within this urban network, despite a convergent factors, has, on the other hand, factors that establish a deep chasm between the capital and other cities.

It is realized, according to recent experience, the great potential of Cachoeira in attracting specific audiences related to local culture, the events held in the city, as the Feast of Boa Morte and Biennials International Literary Festival of Cachoeira , among other events, which allow the use of equipment such as lodging facilities , bars and restaurants, as well as move the local trade due to the large amount of people.

However, what one has seen in recent years, Cachoeira , configure a node of this network still unfinished and with some tweaking to do. Thus, it is necessary to consider alternatives involving in strengthening the influence of Salvador Network, with a range of urban, cultural and social interventions that will bring development (in the broadest sense of the word) in the medium and long term.

What is proposed here is a change in the current operating model of this activity, which concentrates most of the income generated by tourism in the hands of a few businessmen, and maintains a large unskilled labor. The consequences, rather than development are: social degradation, see increased levels of prostitution and cases of STD's , low education and lack of training of workers in the sector, with few exceptions; attraction of a tourist population of low cost, or rather, it will hold

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

inexpensive activities, or who are seeking drugs or sex and, expulsion or repulsion of a population seeking the tranquility of a small town to live, or cultural specificities and landscape to visit. Cachoeira is a city that has such positive characteristics, besides the advantage of being located close to Salvador, which represents a difference from the towns of the Chapada or Far South region, for example. The high price of intercity transportation and its limitations - such as travel time, uncomfortable and unsafe roads , etc.. Constitute barriers to a greater number of people moving between cities in Bahia, and this applies not only to the tourist.

Thus, considering its tourist potential, the municipality could be the object of preparing a tourism development plan, which identifies the actions that best leverage this potential, considering: location of sights and monuments, not only at its headquarters; media tourist arrivals in Cachoeira and its connection with other cities of the network; venue hosting; possible types of tourism in the city and, network support tourism services, according to the type.

Thus, the role of urban Cachoeira within this network that has been established since the beginning of its occupation, for centuries, could assume a more prominent position, enabling greater intermunicipality integration. From this restructuring, there would be the consolidation of a new centrality, which benefit not only this city, but the region as a whole, since the municipalities of its surroundings represent complementary roles, through a horizontalized structure, allowing thus a relationship closer to Salvador, and the strengthening of this network with the global market.

Referências

ARRUDA Anna Karla T., SANTOS Jacileda C., AMORIM Arivaldo L., 2012, Geoprocessamento no planejamento, no monitoramento e na gestão de sítios históricos In: *II Seminário Nacional de Documentação do Patrimônio Arquitetônico com Uso de Tecnologias Digitais*. Belém-PA.

BAHIA, 2005, Governo do Estado. Secretaria da Cultura e Turismo. *Século XXI – Consolidação do turismo: estratégia turística da Bahia 2003-2020*. – Salvador : Secretaria da Cultura e Turismo. (Coleção Selo Turismo)

CACHOEIRA, 2003, *Plano Diretor Urbano com abrangência municipal*. 8 volumes. PCL Projetos e Consultoria Ltda. Cachoeira, impresso.

CASTELLS Manuel, 1999, *A sociedade em rede*. A era da informação: economia, sociedade e cultura. São Paulo: Paz e Terra.

CRUZ R. C. , 2001, *Política de turismo e território*. 2. ed. São Paulo: Contexto.

DIAS P. C., CARVALHO I., ARAUJO M. M. S., CALDAS A. S., SANTOS J. C., SOUZA F. A. M. C., 2010. *Relatório II - Referenciais Para a Análise da Dinâmica Urbana do Estado da Bahia*, 1998-2008.

IRVING M. A., 2002. Refletindo sobre o turismo como mecanismo de desenvolvimento local. *Revista de Desenvolvimento Econômico – RDE*, Salvador, v. 4, n. 7, p. 69-74.

JESUS, Edneia de, 2012, Cachoeiranos questionam efeitos da UFRB na economia local. *C 13 Notícia*, on line the 02.02.2012, consulted on: 10.12. 2013.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

URL: http://www.c13noticias.blogspot.com.br/2012/02/cachoeiranos-questionam-efeitos-da-ufrb.html.

PEIXOTO P., 2002, Os meios rurais e a descoberta do patrimônio. *Revista do Centro de Estudos Sociais – Núcleo de Estudos sobre Cidades e Culturas Urbanas.* Faculdade de Economia da Universidade de Coimbra, Coimbra, Portugal, n. 175, p. 1-15.

QUEIROZ L. M. A., SOUZA R. C. A., 2009, *Caminhos do Recôncavo*: proposição de novos roteiros histórico-culturais para o Recôncavo Baiano. Salvador: [S.n].

RODRIGUES M. P. J., 2011, Dinâmica espacial e gestão urbana em Cachoeira pós-tombamento In: *II Simpósio Cidades Médias e Pequenas da Bahia. Desafios e Possibilidades do Planejamento e Gestão*. Vitória da Conquista-BA.

SANTOS Jacileda C., 2004, Turismo e Desenvolvimento em Salvador In: *XI Encontro Nacional da ANPUR*, Salvador-BA.

SANTOS Milton, 1996, *A natureza do espaço*: técnica e tempo, razão e emoção. São Paulo: Hucitec.

SILVA J. A. S., 2004, *Turismo, crescimento e desenvolvimento*: uma análise urbano-regional baseada em cluster. 2004. 480 f. Tese (Doutorado em Ciências da Comunicação) – Escola de Comunicação e Artes da Universidade de São Paulo, São Paulo.

SILVA S. B. M., 2003, Turismo como instrumento de desenvolvimento e redução da pobreza: uma perspectiva territorial. In: CORIOLANO, L. N. M. T.; LIMA, L. C. (Org.). *Turismo comunitário e responsabilidade socioambiental*. Fortaleza: EDUECE.

SOUZA N. J., 1999, *Desenvolvimento econômico*. 4. ed. São Paulo: Atlas.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Small cities and dissemination of industrial production mode. A study of regional character

Eliseu Savério Sposito
Universidade Estadual Paulista
Departamento de Geografia – Rua Roberto Simonsen, 305,
CEP: 19060-900 - Presidente Prudente, Brasil
essposito@gmail.com

Paulo Fernando Jurado da Silva
Universidade Estadual Paulista
Departamento de Geografia – Rua Roberto Simonsen, 305,
CEP: 19060-900 - Presidente Prudente, Brasil
pfjurado@uol.com.br

Abstract

The proposal developed in this paper is the presentation and analysis of a new idea on industrialization in the State of São Paulo. The frame, in this case, is performed by taking as basis the small cities in a specific region of the state proposed by the spread of the industrial mode in territorial division of labor, from the perspective of spatial diffusion of industrial production of non-hardened character, ad hoc and selective dissemination, and a particular spatial configuration from the standpoint of the territory. Spatial interactions and heels on scales in shaping the business is the basis for the dynamic studied. The spread is taken as a seminal word because it is the genesis, growth and the articulations between the small regional capital, the historical presence of international capital and determinations of industrial location.

Keywords

small cities, industrialization, São Paulo State.

Résumé

La proposition développée dans ce papier est la présentation et l'analyse d'une nouvelle idée sur l'industrialisation dans l'État de São Paulo. Le cadre, dans ce cas, est effectuée en prenant pour base les petites villes d'une région spécifique de l'Etat proposé par la propagation de la mode industriel de la division territoriale du travail, du point de vue de la diffusion spatiale de la production industrielle de caractère non-densifié, ad hoc la diffusion punctuelle et sélective, et une configuration spatiale particulière du point de vue du territoire. Les interactions spatiales et des sauts d'échelles dans l'élaboration de l'entreprise est la base pour l'étude dynamique. La propagation est considérée comme un mot séminal parce que c'est la genèse, la croissance et les articulations entre le petit capital régional, la présence historique du capital international et la détermination de la localisation industrielle.

Mots-clefs

petites villes, industrialisation, l'état de São Paulo.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Resumo

A proposta desenvolvida neste texto é a apresentação e análise de uma ideia nova sobre a industrialização no Estado de São Paulo. O recorte, neste caso, é realizado tomando-se como base as cidades pequenas em uma região específica do estado por meio da proposta da disseminação do modo industrial na divisão territorial do trabalho, pela ótica da difusão espacial da produção industrial de caráter não adensado, de disseminação pontual e seletiva, e uma configuração espacial particular do ponto de vista do território. As interações espaciais e os saltos de escalas na formatação dos negócios é base para a dinâmica estudada. A disseminação é tomada como palavra seminal porque se trata da gênese, do crescimento e das articulações entre o pequeno capital regional, a presença histórica do capital internacional e as determinações de localização industrial.

Palavras chave

cidades pequenas, industrialização, Estado de São Paulo.

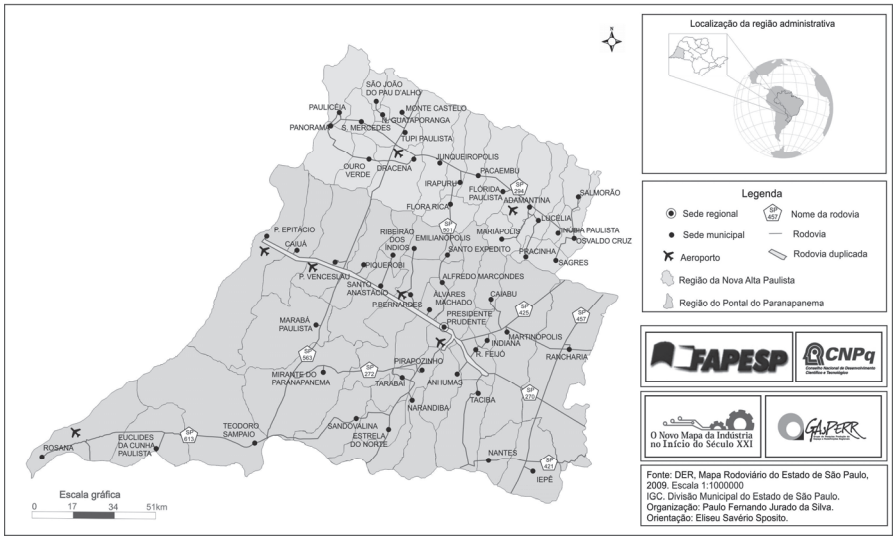
1 Introduction

Small cities in Brazil, contain 33% of the national population. Municipalities where urban areas are considered small (down to 50,000 inhabitants) make up 53% overall. These numbers show a reality that deserves a study in Geography.

Presidente Prudente (see Figure 1), which can be considered an intermediate city in Brazilian urban network, commands a region of 23,953 km2 (larger than Slovenia and less than Macedonia), fifty-three counties, where 833,120 people live (2.02% of the São Paulo State), with gross national product per capita in R$ 17,212.62 annually (approximately US$ 8,315 in 2012).

Macrocephaly in the region (refer to Figure 2 with the influence region of Presidente Prudente) does not eliminate the importance of small cities, mainly because of their role, although minor, in industrial production.

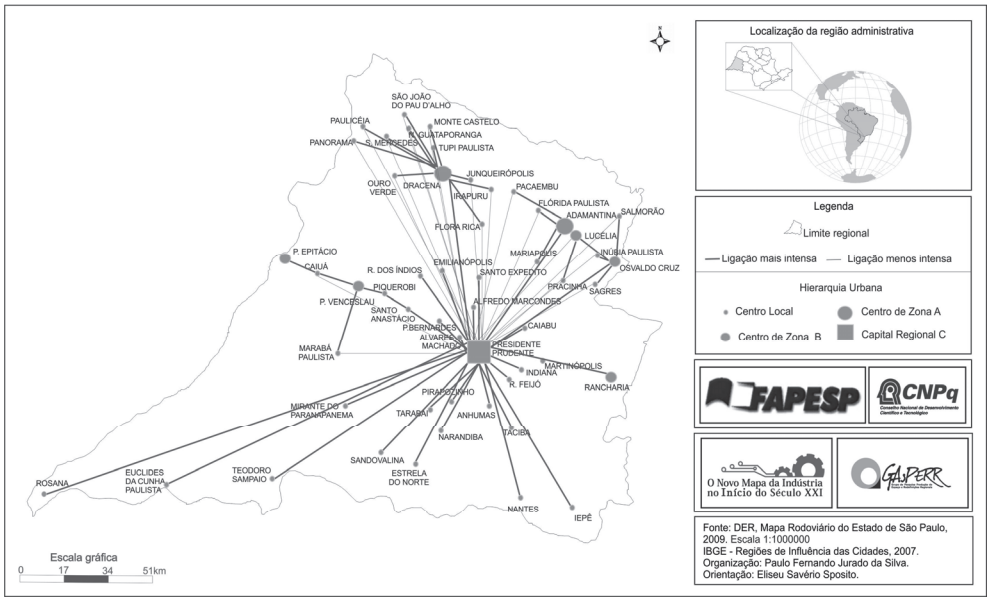
Figure 1: Region of Presidente Prudente, São Paulo, Brazil, 2013.



Source: Jurado da Silva (2013).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 2: Region of influence, Presidente Prudente, São Paulo, Brazil, 2013.



Source: Jurado da Silva (2013).

Considered an *articulated complementary region* (JURADO DA SILVA, 2011), it has its industrial production defined by some characteristics:

1) industrial branches are different (mainly food, fuel, beverages, electronic elements, ceramics and chemicals);

2) markets for which it is intended to produce are not restricted to the region; on the contrary, their markets are distant, both within the country as Latin America, Europe and Asia;

3) the provenance of feedstock is not restricted to regional boundaries, but have domestic and foreign sources;

4) information flows, based on information and communication technologies, benefit both large and small companies, articulating them beyond regional boundaries and, in some cases, national;

5) composition of the final product contains elements of domestic and imported production - in this case, the electronics and fine chemicals components, for example;

6) there are companies with branch offices in small cities in the region with strong technology development and products geared primarily for export;

7) branches with production of low added-value fight this aspect with the large-scale production and the use of new materials;

8) traditional branches, with little added-value and great competition at various scales - as drinks and foods - have regional scale scope but in some cases the movement of products reach national scale.

In this contextualization, this work has as main goal, understand the small cities in the context of industrial production in São Paulo State, adopting as its analytical focus the Tenth Administrative Region of Presidente Prudente.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

From the point of view of regional cohesion as a basis for local development, we find that there are few ways for research and development, but the presence of computers and internet usage are common events in different industrial branches.

The *savoir-faire*, more tacit than technological innovation, provides added-value through association with big brands who engage in products, minimum reformulations by delegating the entire production process for industrial companies that take on the character of outsourcing activities.

So we do not talk about industrialization in broader conceptual terms, in the region of Presidente Prudente. The term we adopted to incorporate both prevalent aspects in the region (industrial branches, predominantly with low technological need, on the one hand, and companies jumping local and regional scales in terms of consumer market and feedstocks market) is *dissemination the industrial production mode.* This expression is different of Brazilian industrialization process, more appropriate to explain the role of the secondary sector in macro-metropolis São Paulo, for example, and diffuse industrialization, expression that reminds business organization in reticular form. The word dissemination was chosen because it refers to the origin of a process; in the end to remind that on the basis of the process is its seed.

The dissemination of industrial production is an essential process for understanding the territorial division of labor and territorial strategies presents in the business practices of small, medium and large industries, when considered on a regional scale (in terms of location).

Thus, we can conclude initially that the dissemination of the industrial mode of production is the predominant face of the secondary sector in the region of Presidente Prudente, going beyond its main city, spreading on through several small cities, articulated in different scales with major national metropolis, but also with the foreigner. So it is possible to identify that there was a spread of industrial practices, understood in its broadest sense, and not a process of industrialization in its restricted sense. There was no spatial effects in the form of urbanization or agglomeration economy nor major changes in the landscape. In other words, we can say that there was a spread of industrial fact, in the strict sense, i.e. a non-diffusion hardened character of the industry, but the location of businesses and industrial establishments by a punctual and selective way.

Finally, industrial production in the regional context has been marked by unconcentrated nature of the industry, but for a wide spread of branches in a broad relationship with the scale of globalization and for a network of multiple spatial and corporate contacts.

2 Small cities in São Paulo State

Considering the diverse nature of small cities and their expressiveness in the worldwide urban phenomenon, it is not suitable to establish definitive criteria for analysis. Therefore, when we typify them, ends up implying choices and this interferes with the conceptual universe of the review, but this effort is also valid for having at least some notion of the dimensions that can take the urban reality.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Thus, in order to have better understanding of the differences between cities of the same size and to illustrate the spatial dynamics of small cities, we elected as a territorial scale the São Paulo State for a geographical reading.

Then, we will focus in more detail the case of the Presidente Prudente region. First of all, it is necessary to point out that this is done not merely based on statistical data, but presented as part of the demographic dimension (for argument's industrial production and urban fact analysis and not as the final point) of the same sample because the focus in this work is the methodological routing which we call critical/qualitative/analytical.

With this intention, we aim not to reduce the analysis of the city to a numeric expression and purely demographic object, but present and discuss population issues, industrial location and the roles that cities are taking on the state territory in recent years. We must, therefore, establish the criteria for starting and those hallmarks of our study.

The first point of the criteria is grounded in certain benchmarks such as Corrêa (1999), who asserts to be the maximum number of 50,000 inhabitants for which a municipality may be part of the research sample. Upon such that scenario we may, initially, talk about a framework of analysis and discussion we intend to unleash this challenge, as "[...] in the world economy which includes frankly the city, it is elevated to be the subject. Popular cities, especially the smaller, with more residual insertion, shall become economic - real productive complexes [...]. (DAMIANI, 2006, p. 144)". Thus, small cities gain increasingly important economic role in the territory, housing several industries and large scale enterprises, boosting social and economic relations that produce the territory and its spatial articulations.

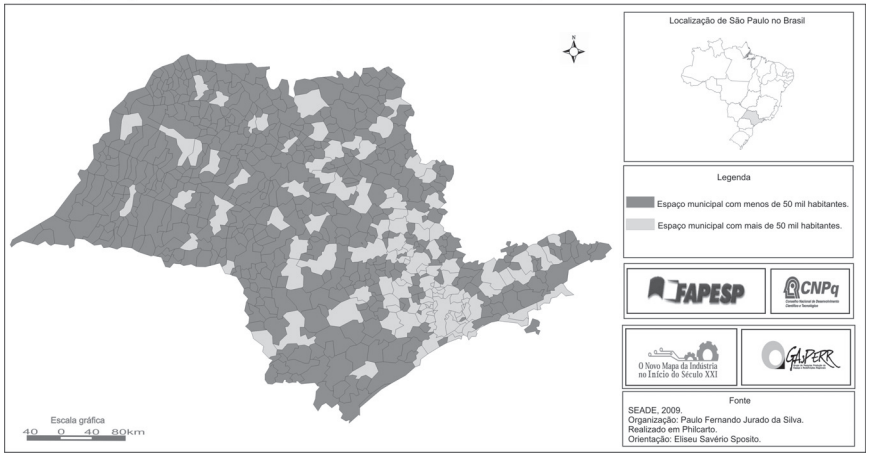
To illustrate this proposition, just pay attention to the action of large cooperatives installed in Inúbia Paulista and Adamantina respectively with the Consumer Cooperative of Inúbia Paulista (COCIPA) and the Agricultural Mixed Cooperative Adamantina (CAMDA), in the region of Presidente Prudente.

In 2008, according to data obtained from SEADE, São Paulo State accounted 645 municipalities. In this amount, approximately 522 were less than fifty thousand inhabitants, i.e., 80.9% of the total, and the remaining population counted in 123 municipalities, approximately 19.1% of the total. We do not argue that all these municipalities contain small cities around their perimeter, but a big portion of them should have such specificity, due to the dynamic of the *paulista* urban network.

If we analyse these data spatially by means of Figure 3, we could highlight the relative importance of municipalities with population in this ratio throughout the fraction of the state space.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 3 : Spatial scope of municipalities with less than five 50,000 inhabitants in São Paulo State, 2008.



Source: Jurado da Silva, 2013.

The existence of municipalities with head-small-cities is marked in almost all regions, especially in the western and southern of the state. However, when we analyse the metropolitan region of Sao Paulo and Campinas area, it shows the relevance of larger centers and thus the configuration of other demographic and statistical overview. In this context, it is possible to remark that some small cities can be functionally specialized in economic terms to stand out in the whole map of the São Paulo State industry. In this case, it is possible to say that small cities are in the range of fifty to sixty thousand inhabitants as Porto Ferreira and its pottery, Mirassol where there is an important furniture industry etc.

Moreover, in the universe of municipalities with less than fifty thousand inhabitants could be cited various centers with important industrial role in the whole state of São Paulo as shown in Table 1, organized from informations available in the Demographic Census (IBGE – Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística, 2010) and RAIS (Annual Information) of MTE (Ministério do Emprego e do Trabalho).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Table 1: Municípalities with less than 50,000 inhabitantes. Remark to the industrial production in São Paulo State, according IBGE branches, 2011.

Branch	Municipality
Non methalic minerals	Panorama, Pedreira, Socorro
Mechanical industry	Espírito Santo do Pinhal
Mettalurgical industry	Pompéia, Boituva, Monte Alto
Electric and communication	Pederneiras, Garça
Wood and furniture	Dois Córregos, Olímpia
Paper and printing	Cachoeira Paulista
Rubber, tobacco and leather	Campina do Monte Alegre, Bocaina, Guararema
Textile	Joanópolis, Auriflama, Borborema, Tabatinga, Conchas, Águas de Lindoia, Serra Negra, José Bonifácio,
Shoes	Barra Bonita, Santa Cruz do Rio Pardo
Foods and drinkings	Espírito Santo do Pinhal

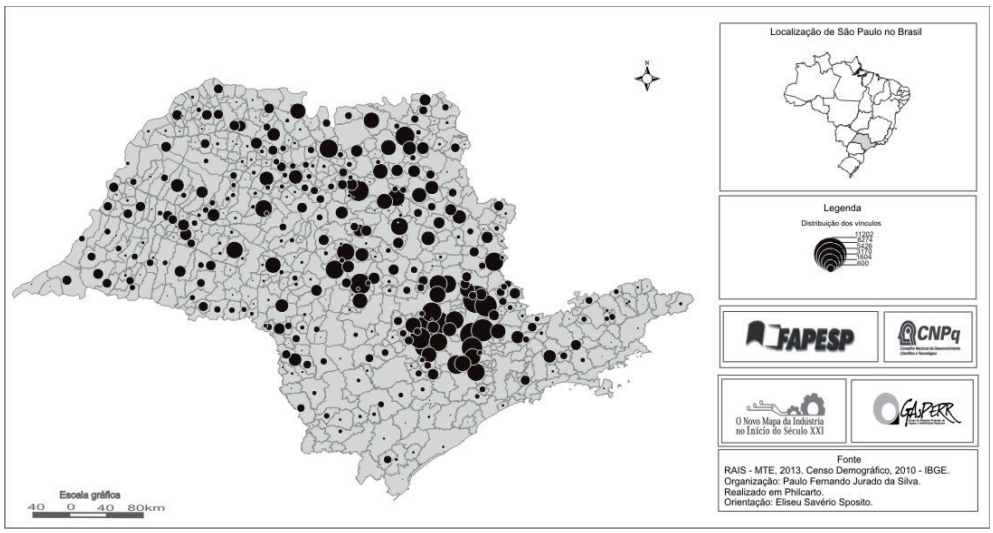
Source: Database of Demographic Census (2010) and RAIS (2011). Organized by Jurado da Silva (2013).

So it is evident the importance of small cities as Panorama in the west of São Paulo State with emphasis on the production of tiles and bricks in the subsector of non-metallic minerals, Cachoeira Paulista prominent in paper and printing industry, Garça with its electrical and communication industry among other examples.

Thus, the framework of industry in the small cities of São Paulo State (through Figures 4 and 5) which show that the distribution of establishments and active links (jobs) of transformation industry in the municipalities with less than fifty thousand inhabitants is evident.

We can see that although there is a huge spread of industrial establishments in these municipalities, the active links in terms of manufacturing jobs are more concentrated.

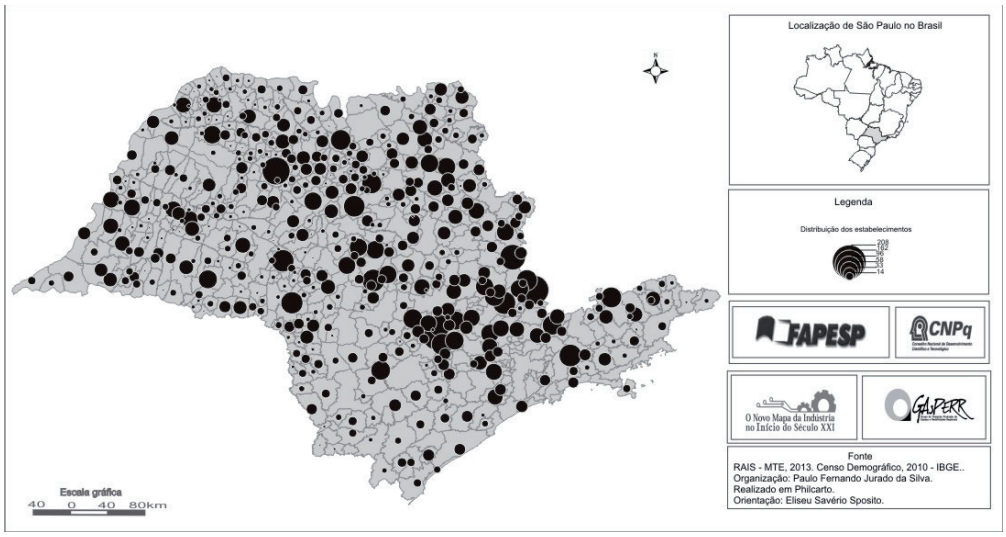
Figure 4: Distribution of jobs in the transformation industry branch in São Paulo State. Municipalities with less than 50,000 inhabitantes, 2011.



Source: Jurado da Silva (2011).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 5: Distribuition of establishments in the transformation industry sectors in São Paulo State. Municipalities with less than 50,000 inhabitants, 2011.



Source: Jurado da Silva (2011).

There is not, necessarily, a direct and proportional correlation between number of establishments and employments, as with it happens in industrial ring of small cities, in terms of industrial establishment, near the metropolis that loses its intensity when viewed from the perspective of employment. This is because industrial modernization requires, in many cases, cut in jobs because they, in turn, are being replaced by machines in the flexible model of industrial and economic production that affects the country in the last decade, among other aspects and variables that confer to the industrial fact a large complexity for its study and geographic unveiling.

In other words, a high number of establishments in a particular center does not means necessarily an increasing number of employment contracts. This is because certain segments of the industry are more receptive to the use of human labor intensive and others, in turn, require intensive capital only, reducing the need to hire professionals in different geographical scales (in this case, emphasizing the distances of displacement of people).

Now, when going to examine the spatial concentration of industrial establishments in São Paulo State, it is observed that the highest concentration occurs from the capital towards the Paraíba Valley (region located in proximity to São Paulo coast region and served by the Presidente Dutra highway that connects São Paulo to Rio de Janeiro) and in another sense, encompassing the regions of Campinas, São Carlos, Araraquara and Ribeirão Preto, linked by Anhanguera and Bandeirantes highways.

The other portions of the state are witnessing lower industrial presence. However, we have to highlight certain important inland cities that manage the territory and industrial capital, as is the case in municipalities like São José do Rio Preto and Marilia.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

The southern region of São Paulo (known as the Ribeira Valley), still remains economically fragile, having the lowest gross state product (and hence lower per capita income), low presence of establishments in the secondary sector, and reduced generation of jobs. Thus, the closest regions to the capital have been benefited with the localization of new businesses and the provision of infrastructure for the expansion of economic flows among several major cities, which differentiates this part of the territory in relation to western, center-west and northwest portions in the state.

This way, we may speak about a capital that redefines - all the time - as manager of the national territory and the *paulista* hinterland (with its particularities and complexities) that lately became area for the location of industrial production activities, obeying the principle of *productive disjunction* (separation between capital management and manufacturing unit), strengthening the leading role of the metropolis and the productive capacity of different regions in the state.

Furthermore, it is important to note in this context that the hinterland has particular economic relief, powered by different logics of industrial production and industrial location. Therefore each region carries certain characteristics that ultimately affect the spatiality of the economy and their degree of integration face the new challenges that are imposed by the dynamics of the globalization process. Therefore, taking this observation as a starting point we will discuss, in the next topic, the case study of the Presidente Prudente region, trying to propose for such a reading, the idea *of spatial dissemination of the industrial mode of production* with timely, selective and not dense characteristics, as a thesis for understanding the industrial fact in that region.

3 Spatial dissemination of the industrial mode of production in small cities: a case study of the Tenth Administrative Region of Presidente Prudente in the São Paulo State

Industrial establishments in the region of Presidente Prudente arise with the advent of the coffee economy and by the processes deployed this important economic phenomenon from the construction of several railways, the foundation of townships, construction of houses both in the countryside and in the cities, cutting down the forest for the use of wood, agricultural production based primarily on coffee etc., occurring (before and after, after and before) the impulse given by the process of industrialization of São Paulo.

The industrial initiatives, in large part, were marginal and gave support to the agricultural economy and the most basic needs for the population lived in small cities and in Presidente Prudente, in the early and mid-twentieth century. Activities were linked to sawmills, the beneficiation machinery and garment segment.

This dynamic cannot be decontextualized the process of formation of the region in question and the incorporation in *paulista* hinterland to the productive capitalist sphere, considering that the coffee complex introduced into territory which was gradually occupied for agricultural activities deploying cities through mainly the trade of land portions. Based on reading several authors, the first segments of the industry installed referred to the traditional branches of industry. Activities were

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

largely founded from the initiative of local capital, accumulated in the field and in urban areas such as trade (warehouses, workshops, bakeries etc.).

The marginal nature of this kind of industry was already knew from the beginning of its activity in the industrial park, which is constituted in the state capital and other areas of the country, but at the same time complementary to the fact bound to the industrialization of São Paulo, in conjunction with the capital. Why not central, it did not enjoyed better payment, big market, high technological support, greater availability of credit and capital, government support as were the areas close to São Paulo (state capital) had already untied the knots of the industrialization process with greater force, since the late nineteenth century, unlike the region of Presidente Prudente what tried to enter into this scenario after half a century compared to state capital.

This process had consequences in the intensity of the industrial installation process, focused on small-scale and its fragilities, unlike the magnitude of São Paulo industrialization that would supplant gradually, in order of all experiences in Brazil.

Thus we could not refer generically to an industrialization spread process throughout the territory (taken in a broad sense as spatial transformations and the process of changes in society, with the expansion of urbanization, economic growth, etc.), but a *spatial diffusion of industrial production* (JURADO DA SILVA, 2011); i.e., a process of industrialization understood as a dynamic *spread (in the sense of dissemination)of the industrial mode of production* in space in order to produce new landscapes, but with less intensity than the fast process that happened in the state capital (and closest cities) and worked as a propellant to urbanization, population and economic growth and, finally, a dense industrialization process.

So it is understood that industrialization generates profound socio-spatial transformations, especially with regard to economies of urbanization with increasing number and size of cities, expansion of the population, as well as bringing out big changes in the labor market, which implicated changes in forms of the consumption of society with the purchase of standardized products, functional specialization and expansion of industrial production unevenly in space.

Then as part of the improvement of the industrialization process we have the idea of industrialism, which means a fairly advanced level of the technique and science (especially applied science) in an industrial production carried out on a large scale at an accelerated pace, with using various energy sources (mainly mechanical), in a broad consumer market, with dense territorial division of labor and highly specialized workforce.

Industrialism, in turn, accelerates the increased mechanization of industry (supported by technical/science pillar) moving his pivot axis not only to the city, but also to the field combined to form the industrialization process, implementing a new technical environment and at the other end, giving the conditions for the further development of communication and transportation technologies in the areas.

Currently, many social scientists (among them SOJA, 1993) replaced the expressions industrialism and industrial society for post-industrialism and post-

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

industrial society, according to which expressions service activities occupy a central position in economic dynamics, based on information and developments in the telecommunication process. However, the industry as a producer of consumption goods does not lose its participatory weight in the economic life in the state, despite having undergone substantial changes, especially from the 70s of XXth century, with the rise of flexible production system and under the aegis of the Third Industrial Revolution.

So the idea of geographical spatial diffusion of industrial production is associated to the industrialization process, but is a specific industrial installation process in non-densified character, which does not mean sociologically contain the expression that accompanies industrialization, i.e. industrialism. We cannot, therefore, recognize the spatial diffusion of industrial production in pre-technical time, but it must be contextualized historically in the field of technique, science, and more currently, information.

Thus, we understand that the information economy makes possible the territorial split between production and management at the same measure that connects them virtually, although it does not physically occur. Certain industrial establishments may be present in certain areas, imposing its rules and guidelines, even if the administrative headquarters of the company is far from the industrial unit where production happens.

Moreover, on spread of the industrial mode of production there is not, geographically, the strengthening of a densely industrial environment, in more traditional industries, such as food and cooking/garment sub-sector are the most expressive composition of activities considered secondary.

Meanwhile there may be examples of companies that, despite being located in these segments succeed, through innovation, quality and competitive management, gaining new markets, especially foreign markets, through exports and/or even with the installation of factories and offices representation in other countries, participating in the global economy and adding new roles and meanings to small centers, with disruption of hierarchies and the formation of a complex urban network of multiple circuits, through new interactions and spatial strategies.

So in the region of Presidente Prudente we observe, roughly, a divorce between the different segments of the industry that are often not articulated by themselves.

Industrialization accompanied by industrialism (not detected conceptually on general scale in this region) was not able to engender greater economies of urbanization and changes in the spatial dimension of small cities, although we can recognize, in some cases, the production of an industrial space as in Pirapozinho with Bracol and Danisco, and President Epitácio, with JBS/Friboi and Rousselot Gelatine. So what is established in this particular context is the increased complexity in the study of industrial fact and geographical aspects concerning the reproduction of capital geographic aspects.

Therefore, this *dissemination of the industrial mode of production* should not be confused with the process of *diffuse industrialization* (discussed especially in Europe to describe the changes in the field, arising from the process of industrialization, economic growth, etc.), as did several Portuguese authors, among

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

them Artur da Rosa Pires (1986), and much less with the sense of diffusion generally employed to explain the process of industrial spread.

In this case, the adoption of this terminology is an original contribution that can be considered in this paper because it is associated to the idea that there is a *marginal standard* in industrial development in the region of Presidente Prudente, understood as a spread in the narrow sense of the industrial fact; in other words, a *broadcast not dense character of the industry*, i.e., rarefied, a region that is not economic node in the national set of fixed and flows (how said Milton Santos, 1996). However, it does not mean that there is no relevant establishments in regional scope that managed to articulate international agreements and demonstrate strong insertion into the competition and innovation process.

The adoption of this expression arises, then, from the need to better characterize the industrial phenomenon in regional environment and contribute to the understanding of spaces with lower economic density that also deserve attention, given the amount of researches that are focused to the understanding of realities and metropolitan areas with greater economic concentration, industrial and production of added-value tax.

In this context, it is noteworthy that Sforzi (1999, p. 13-14, *apud* ENDLICH, 2006, p. 328), in a study on industry, focused his attention to areas where industrial concentration was not so evident.

According to the author, there is not only one way of industrialization, and other dimensions of industry fact can coexist with the dominant model of industrialization and it takes into account different types of development. This attitude not only considers the logic of *marshallian districts*, but also the surroundings and spatial dynamics arising therefrom. In Brazil, Buarque de Holanda (1963) explains how certain parts of the country were industrialized in a particular way in the regional sense in a moment above to a concentrated pre-industrialization.

Regarding the metropolis and its surrounding regions, there are already various studies that seek to theorize about the socio-spatial transformations triggered by the phenomenon of industrialization. We cannot say that such studies are not required, as they contribute to the economic discussion and Industrial Geography. What you want is the urgency to defend a vision of the whole. So we do not despise the articulation of scales and recognize the role in economic management of the metropolis São Paulo.

In general, what is proposed is the understanding of industrial fact on a differentiated scale of analysis from small cities in the region of Presidente Prudente, located in São Paulo, which has its specificities. It became necessary, therefore, that an original approach to understanding the industrial framework was built, in a relatively remote region of great national center. That is the contribution of our research and it can be incorporated over time in future discussions.

Suffice to mention that while the region of Presidente Prudente was been constructed, São Paulo had already strengthened as economic and urban hub, expanding its central dynamics and its role as manager of the core national territory, connecting to other centers for managing capital (international scale), as seen in the 50s and 60s of the twentieth century.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Thus, in São Paulo, the most ancient and traditional branches installed with the advent of the automobile industry and a strong state action in the 1950s were changed. Gradually, new technologies are introduced, becoming more complex social and economic effects. As wrote Selingardi-Sampaio (2009, p. 162):

> *"[...] An industrial activity characteristic of traditional, installed in various stages of industrialization and dominated by sectors and branches of non-durable consumer goods came to juxtapose (and coexist with it) a more modern industrial enclosure, formed by branches and more dynamic sectors, which triggered a new phase in the development of such places, generating a whole procession of social, economic, urban and space effects, positive and negative (rapid urbanization, uncontrolled expansion of urban spaces, urban-rural and inter-regional migration, slums, social marginalization etc..) [...]. "*

While the metropolitan area of São Paulo took hold in the production of automobiles and machinery, the region of Presidente Prudente was still in the process of urban expansion and industrial plants there installed showed traditional technological base and were linked mainly to support field activities such as beneficiation machinery, factory wagons and agricultural implements etc.

Some of the earliest industries were linked to the initial processing of raw materials such as coffee, cotton and peanuts, as well as the small cities that were born in that context. Such urban nuclei had the function to meet the demands of population and activities related to the field. The processes triggered in the beneficiation machines were not as complex and had the primary function of working with the raw materials without transforming it and/or giving it a differential added-value.

Really, many industries that were born in the region of Presidente Prudente had a direct relationship with local capital. Industrial units were not, at that time, with a marked technological standard, but managed using a family effort and little accumulated capital in general, from the development of other economic activities. However, there was still industrial establishments of foreign capital placed in the region, especially those related to the processing of agricultural products, they were larger.

In most cases, the enterprises with external capital in the region were linked to the processing and grinding oilseeds. Emerged in the interwar period, since these products were scarce in the international market and Brazil held the agricultural potential to support the installation of these agro-industries, as highlighted Dundes (1992), because "[...] the first foreign industries emerged in Presidente Prudente, on the following dates: in 1935, settled the Continental Gin Co, in 1937 the Matarazzo and Clayton Anderson and in 1939, Mac Fadden. The installation of these industries increased in the period 1939 to 1945, thus coinciding with the period of the Second World War "(p. 30).

But this is not unique example of Presidente Prudente, being characteristic, too, in different contexts and moments in small cities like Rancharia, with the installation of an establishment as Matarazzo, aimed at processing of oilseeds.

Freitas (2005) studied the secondary sector in Presidente Prudente and helped this understanding by stating that the link between town and country was responsible

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

for the birth of some industrial establishments in the West *Paulista* because "the types of industrial activity in the city were developed to supplement the agricultural economy, prevailing until today. Then came the hulling machines of regional agricultural production (coffee, cotton and peanuts). We observed that besides coffee has been an important agricultural product, its presence favored the installation of the first hulling machines in the region, with small local initiative and larger from outside. (p. 59)".

Thus, at this phase, some industrial activities have emerged from the accumulation of capital from the countryside and other due to the accumulation of urban sectors, such as commercial.

This first phase of industrial installations in the region still had extensive relationship with the land and with the ideal aspirations of the landowners that flooded the ideological field of colonization, and some of these establishments were deeply connected to the extraction of wood and other raw materials found (*grosso modo*) in the "first" nature.

In this circuit were engendered the first factories of wagons, slaughterhouses, sawmills, ice factories and sewing workshops that related directly to the basic needs of the population. If small cities born as support centers for the rural population and to support the speculation with land, the region's industries sprang up to meet the most urgent and basic demands of urbanization.

Certain companies could also consolidate this atmosphere of economic growth, as was the case of COIMMA (agribusiness segment) in the city of Dracena, being branded the initiative of local capital and effort of traditional family in town to come to confirm currently his performance in national and even international scale. Today, COIMMA is the largest company in its industry branch in South America, selling its production across the continent and competing on an international scale through the development of new products with technical standard of innovation and quality.

Therefore this moment is part of the movement of industry training in the region of Presidente Prudente and configured as a base to read the economic interpretation of the region, as this became increasingly urban, though it was still very tied to the field economy in terms of employed persons, lasting to the present day with the advancement of sugarcane and sugar and ethanol plants.

So, through this analysis showed, we can present the following observations:

Firstly: a) Industry branches are varied; b) markets are not restricted to the region, but the export and distant markets are important; c) several companies representative offices or subsidiaries were implemented to produce goods in other countries such as the Dominican Republic and other Latin American countries; d) information flows, motivated by the development of information technologies, are becoming more frequent and intense and benefit the expansion of the scope of businesses, both small and large; e) there are companies like Coimma in Dracena, what add value by incorporating new technologies using chips in weighing machines, in addition to benefit exports;) Friboi is the largest exporter of beef in the world, and Lins, where it was born as a family business, already deployed in Pirapozinho a subsidiary for the production of sub-products of the leather that

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

became the raw material for the manufacture of tires in conjunction with the Michelin in Colombia; g) even if the aggregated value of certain industrial branches (drinks or condiments such as vinegar Saboroso) is low due to the nature of products and production processes, competition is fought by increasing the scale of production; h) the traditional branches of little added value and highly competitiveness - drinks and foods - are mainly regional scale coverage, with poor results when it comes to exports, although this occurs.

From the methodological point of view, it is still difficult to establish precise classifications to distinguish the high-tech industries, those that incorporate more technology and are considered more advanced in added-value etc. Malecki (1991), cited by Diniz and Gonçalves (2005) defines "as indicators, the intensity of investment in R&D and technical professionals in percentage of the total workforce." For these authors, Benko (1999) highlights four measures: "degree of technical sophistication of the product, rate of growth in employment, spending on R&D and percentage of sales". In 1986, Markusen et al, also cited by Diniz and Gonçalves (2005), concluded that the best indicator would be "the use of the percentage of professionals linked to technological areas" (p. 132).

Second: articulation of scales is clear because the small cities in the region have trade relations with foreign without intermediation through São Paulo, for example. This does not mean that they are isolated in the state, but it means that they jump stages and scales to meet important overseas markets. (Example: the industries of garments and tips for dancers, indicating the emergence of a *local productive arrangement* in Osvaldo Cruz, all motivated by the clustering of companies in the same industry, with local initiative and are already attracting entrepreneurs from other areas).

Third: local capital is essential to explain the dynamism of small regional business and magnitude of capital is small, but persistence in business will expand its industrial production capacity, and enlarged reproduction and incorporation or creation of new units in other areas.

Fourth: knowledge is, at first, produced and incorporated tacitly to spread through the pores of the industrial environment without royalty fees or other charges. Copy of products in several shapes or the production of goods that are just as brand differentiator and how value is an aggregator of production strategies are adopted by firms.

Fifth: we cannot talk about industrialization in the region of Presidente Prudente, but we can speak on the spread of the industrial mode of production (differently the diffuse industrialization) as part of the territorial division of labor and the strategies of territorialization business practices of small, medium and large industries – when considered on a regional scale.

Sixth: the intensity of industrial location and its consequences have been worked mainly by areolar paradigm. However, with the intensification of flows driven by new information and communication technologies, the improvement of land transport routes, by increasing the number of flights between Presidente Prudente and São Paulo (and hence with connections to the rest of Brazil and abroad) transformations happen in specific lines of territory selectively benefiting people and places. Even if it is exclusive and selective, development incorporates new people, spread knowledge, distributes part of the richness as salaries or goods but,

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

at the end, it benefits only those who are directly driving or taking ownership of capital.

Seventh: This is a process which can be detected in the last decade and increasingly intensified. Previously, with decreasing strength of agribusiness that characterized the region since the beginning of its occupation (in the 1930s), this phenomenon was just being gestated (the last decade of the twentieth century). Regional "porosity" becomes each time bigger, with new branches of the manufacturing industry that will highlight the region with the international marketing of products and the strengthening of the regional capital.

Finally, is not an urban network with large cities or densely populated that catalyzes this process. It is a set of small cities (up to 35,000) controlled and absorbed by a medium-sized city (Presidente Prudente, with 210,000 inhabitants) in an area with strong interference of the rural world (which changes in the territorial division of labor, from extensive cattle for the production of sugar cane, this like raw material for fuel alcohol) and whose gross national product has, as the most important component, trade and services.

So, at the time, the small cities of the region of Presidente Prudente keep, in this context, subtle complexity. Analyze their industrial production in urban areas requires the articulation of different scales, especially when taking the role of globalization/"mundialization" in relation to industrial fact and informational economy.

With this, the pace of socio-spatial transformations rises and puts to researchers about this theme, challenges for their analysis and interpretation, inspiring new works related to the subject and giving different contour to other variables and features of the economic industrial and urban totality (from the point of view of geographic space) by small cities in their socio-spatial dimension.

5 Final considerations

The final considerations do not express an impoverished synthesis of text, and either surrenders to the idea of saying that the subject of small cities and industry is exhausted. It should be emphasized, then, that there are questions that have been answered in this text and others that need to be taken up, best assessed by investigations that may already be underway.

In this sense, the text enables geographical reading of the small cities in São Paulo State, and more precisely, in the region of Presidente Prudente, offering support for the interpretation of the role they take in the scenery of the territorial division of labor, within a spatial diffusion of industrial production of non-hardened characteristic, and selective and punctual dissemination, in a particular spatial configuration of industrialism.

There is no doubt that the study is relevant to small cities in contemporary spatial analysis. Besides they express important part of urban fact, demonstrate increasingly intense meanings and linked to international capital economic, as a synthesis of contacts and multiple and complex spatial interactions that deserve increasingly watchful eye of the researcher in an attempt to analytically explain the recent socio-spatial changes they are undergoing such centers.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Thus the notion of industry was worked towards conceptual deconstruction of industrialization and the development of a new characterization for the industry fact in the region, i.e., the interpretation of the spatial dissemination of industrial production on a non-dense, punctual and selective spread in a distant particular spatial configuration to industrialism.

Doubtless there is relevance in the study of small cities in contemporary spatial analysis. In addition to expressing important part of urban fact, they demonstrate meanings each time more economic and linked to international capital, like a synthesis of multiple and complex contacts and spatial interactions those deserve to be observed, in a tentative to explain analytically the recent socio-spatial transformations to what these urban centers are submitted.

The association of small cities to the place of rest, quiet and peripheral economic production was not taken as a hypothesis in this text. Old explanatory models of the urban hierarchy are removed and here we adopted the approach of various spatial interactions, since small centers, to produce their network of relationships in the world of globalization, give new contour to the process of understanding the economic spatiality, in times of the Third Industrial Revolution and the role of telecommunications and information technologies.

Finally, while drawing this text, certainly more other studies about small cities were and are being produced. The conceptual reality becomes therefore increasingly complex and difficult to understand. So this is a reading of current empirical time, which seeks to apprehend the expression of a geographic context, in the interpretation of industrial and urban fact.

References

CORRÊA, R. L. Globalização e Reestruturação da rede urbana – uma nota sobre as pequenas cidades. **Revista Território**, Rio de Janeiro: LAGET/UFRJ, v. 6, n. 6, p. 43-53, jan. - jun, 1999.

DUNDES, A. C. **Industrialização e produção do espaço urbano**: o caso e Presidente Prudente. 1992. 73 f. Monografia (Bacharelado em Geografia) - Faculdade de Ciências e Tecnologia, Universidade Estadual Paulista, Presidente Prudente.

ENDLICH, A. M. **Pensando os papéis e significados das pequenas cidades no Noroeste do Paraná**. 2006. 505p. Tese (Doutorado em Geografia) - Faculdade de Ciências e Tecnologia – Universidade Estadual Paulista, Presidente Prudente.

FREITAS, O. L. C. Capital e força de trabalho no setor secundário em Presidente Prudente. **Caderno Prudentino de Geografia**, Presidente Prudente: AGB, v. 1, n. 27, p. 59-75, 2005.

JURADO DA SILVA, P. F. **Cidades pequenas e indústria**: contribuição para a análise da dinâmica econômica da região de Presidente Prudente-SP. 2011. 282f. Dissertação (Mestrado em Geografia) - Faculdade de Ciências e Tecnologia – Universidade Estadual Paulista, Presidente Prudente.

PIRES, A. R. Industrialização difusa e modelos de desenvolvimento: um estudo no distrito de Aveiro. **Finisterra**, Lisboa, v. 21, n. 42, p. 239-269, 1986.

SANTOS, Milton. A natureza do espaço. São Paulo: EDUSP, 1996.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

SEADE. **Dados sobre a economia e a população paulista**. Disponível em: <http://www.seade.gov.br>. Acesso em várias datas.

SELINGARDI-SAMPAIO, S. **Indústria e território em São Paulo**: a estruturação do multicomplexo territorial industrial paulista: 1950-2005. 1. ed. Campinas: Alínea, 2009.

SPOSITO, E. S. Desenvolvimento regional: para além da região. In: PASSOS, M. M., CUNHA, L., JACINTO, R. (org.). **As novas geografias dos países de língua portuguesa. Paisagens, territórios e políticas no Brasil e em Portugal.** São Paulo: Outras Expressões, 2012, v. 2, p. 469-492.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 9 / WORKSHOP 9

L'urbain : aux frontières de la mobilité ?

Urban space: at the frontiers of mobility?

Structures territoriales et dynamiques exopolitaines, le cas du Sud Gironde

Adrien Gonzalez
Architecte, Doctorant au laboratoire PAVE, ENSAP Bordeaux
(740 cours de la Libération – CS 70109 – 33405 Talence Cedex)
Centre Emile Durkheim, Université de Bordeaux- Segalen
Adrien.gonzalez@bordeaux.archi.fr

Résumé

Partant de l'idée que la mobilité donne un sens aux territoires qu'elle traverse, nous interrogeons ainsi les effets de la métropolisation sur la structuration des territoires qui échappent à sa reconfiguration interne. Fort des idées métapolitaines de F. Ascher, de la théorie exopolitaine d'E. Soja et des perspectives d'A. Magnaghi (Magnaghi, 2000), nous émettons l'hypothèse que les territoires extérieurs aux métropoles sont porteurs d'une dynamique de structuration d'un paysage exopolitain.
Notre étude, tirée de notre travail de thèse, se fonde notamment sur l'évaluation théorique de l'exopole, mise en perspective par un travail de terrain dans le Sud Gironde (33), à partir de données cartographiques et d'entretiens/questionnaires auprès des acteurs et des habitants des territoires exopolitains.
Notre propos portera sur trois états de la mobilité, c'est-à-dire la mobilité, l'hypermobilité et l'immobilité, propres selon nous à comprendre l'exopolisation des territoires extérieurs aux métropoles. Nous montrerons ainsi en quoi la structuration du territoire périurbain et rural relève d'une dynamique ancrée dans l'histoire des territoires, et particulièrement accentuée par le phénomène de métropolisation, sans pour autant relever uniquement de cette dernière.

Mot-clefs

Exopole, mobilité, métropolisation, dynamiques territoriales, périurbain

Victime d'errements industriels dans les années 80, les rendant vulnérables aux aléas économiques, les villes provinciales françaises ont planifié depuis les années 90 leur renaissance, afin de se repositionner dans l'impératif unificateur de l'Europe. En effet, l'union continentale a posé la question de la posture des villes les unes par rapport aux autres, mais aussi de leur fonction dans le réseau européen par rapport au réseau monde (Ascher, 2010). La délocalisation de la production industrielle, notamment des biens de consommation courants, a conduit à la réorientation de l'économie française généralement – et des villes plus précisément – vers l'offre tertiaire. L'augmentation des services au sein des villes, la persistance de friches industrielles et enfin, l'apparition d'un jeu d'émulation puis de concurrence entre villes, mènent les agglomérations à appliquer un modèle métropolitain vu comme seul garant de la persistance des hiérarchies urbaines établies au fil des siècles. L'avenir est métropolitain ou il n'est pas.

Ce modèle, à la fois économique, social et culturel, implique une polarisation ajustée du territoire. En effet, la métropolisation de polarités éclatées politiquement induit un phénomène de contraction qui légitime aussi sa place dans le réseau monde. Une métropole contient une population à minima millionnaire, qui

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

engendre un poids économique conséquent et qui se mesure notamment au prestige de son apparence (recours aux grands projets urbains conçus par des architectes et urbanistes de notoriété internationale) (Halbert, 2010). En France, les villes provinciales utilisent l'agglomération comme référent métropolitain, la ville centre se voyant peu à peu réduite à jouer un rôle de plus en plus symbolique tandis que les communes périphériques constituent le cortex économique de la métropole. En d'autres termes, les métropoles françaises ne sont plus des villes, mais une agglomération de polarité où la ville centre sert de repère étendu (reconnaissance patronymique).

Si ces mutations engendrent des bouleversements structurels importants au sein des villes, avec pour horizon la constitution d'une entité formelle et citadine spécifique, il apparaît que les dynamiques ainsi engendrées impactent les territoires qui échappent stricto-sensu à cette réorganisation. La « ville étalée », ou périurbain sauvage, interroge tout autant que l'archaïsme rural. Reprenant les idées d'Edward Soja sur la post-métropole américaine (Soja, 2000), nous émettons l'hypothèse exopolitaine de ces territoires. Plus qu'une désignation, cette dénomination d'exopole intègre l'idée d'une mise en relation des territoires, distincts par leur diversité et dans leur identité.

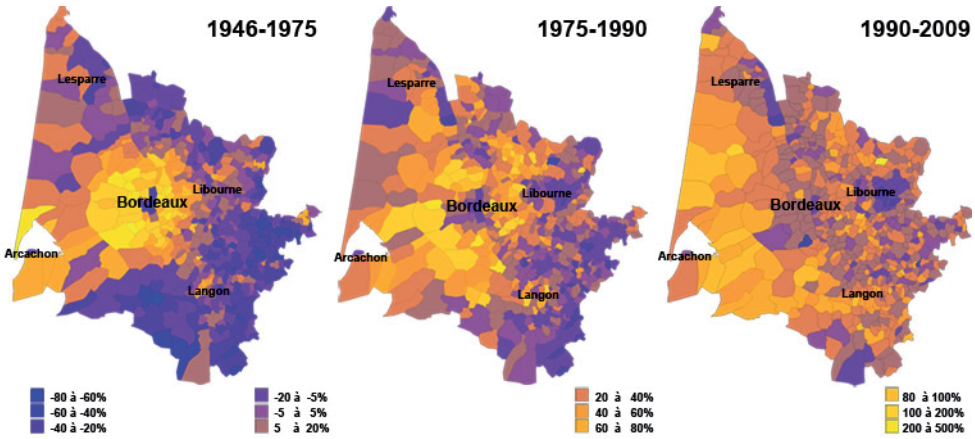
Proie des « destructeurs de campagne » (lotisseurs, constructeurs, etc.), ces territoires semblent désarticulés, déstructurés et désynchronisés par rapport aux mutations des agglomérations. Nous pouvons dégager deux points permettant d'expliquer ces phénomènes. Tout d'abord l'apparente désorganisation relève de structurations du territoire répondant à des impératifs historiques de rationalisation de l'espace rural, afin d'en tirer le maximum de ressources. En effet, l'approche archéologique de ces structures nous permet de comprendre plus particulièrement la composition communale et les relations hiérarchiques qui s'opèrent entre elles. Abordé plus loin, nous pouvons seulement retenir ici que des logiques de territoires, subtiles du fait de leur superposition, rendent difficiles une compréhension générale au profit de comportements économiquement pragmatiques. La métropolisation ici résulte ainsi de démarches opportunistes que seul le paradigme environnemental semble capable de limiter.

Enfin nous pouvons dire que ces territoires d'anciennes campagnes souffrent d'une reconversion mal maîtrisée et surtout non assimilée. L'industrialisation de la production agricole a dans un premier temps fait converger le sens rural vers le sens urbain (Lefebvre, 1972). Les campagnes ont peu à peu disparu de même que la ruralité traditionnelle, au sens de territoire caractérisé par une certaine autarcie avec la présence d'activités artisanales au service des habitants et de l'activité paysanne. La théorie de la dichotomie ville/campagne (Kayser, 1990), structuration du territoire incluant ville et campagne où chaque entité tire partie l'une de l'autre, a disparu au profit d'un modèle monocentré sur les villes (Lefebvre, 1972). Dans les années 80, la déprise industrielle des villes a quelque part précarisé la production agricole et de fait ses territoires. En témoignent des situations sociales précaires, accentuées par l'isolement et l'absence d'alternative cohérente sur le long terme. La valorisation de ces campagnes industrielles par le biais de l'agrotourisme a su renouveler des territoires en difficulté en misant sur le mythe urbain de la campagne, sans pour autant créer une ressource économique pérenne (Guibert & Jean, 2011). Seules certaines régions françaises ont su tirer profit de

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

cette nouvelle manne et la valoriser dans le nouveau paradigme écologique du respect de la nature et du bien manger[1]. De concert, l'urbanisation des campagnes en lisière des villes depuis les années 70, constitue un modèle de croissance des villes, inéluctable semble-t-il du fait de l'impossibilité notable des pouvoirs publics à mettre en œuvre un discours de densité et de contraction des villes sur elles-mêmes, notamment par l'absence de maîtrise du foncier, source de spéculation faisant au cours du temps reculer le front d'urbanisation du territoire (Guibert & Jean, 2011). Cependant, nous observons que ce phénomène, loin de diminuer, s'opère depuis une dizaine d'années selon un mode nouveau dans le territoire. Autrefois visible sous forme de couronnes de croissance, la périurbanisation des campagnes semble aujourd'hui se généraliser à l'ensemble des territoires de la grande périphérie des villes. On assiste à une sorte de pixellisation tant à l'échelle départementale que communale (voir figure 1).

Figure 1 : Taux de croissance démographique par commune, 1946-2009



Source: Adrien Gonzalez, données : recensement population INSEE.

Les mutations engagées dans les villes opèrent donc un effet similaire sur les campagnes, le modèle urbain ayant été généralisé notamment par l'industrialisation des campagnes. L'augmentation des friches agricoles, ainsi que l'augmentation des surfaces imperméabilisées montrent la crise des campagnes industrielles engagées dès la fin des années 90, atténuées par une diversification économique légère (agrotourisme) et prolongées dans la crise économique et environnementale contemporaine.

Si villes et campagnes subissent les mêmes effets des mutations mondiales, il n'en demeure que ces dernières sont structurées de façon bien plus variées que les villes. Si le modèle satellitaire domine dans les agglomérations (relation ville-centre villes-périphériques), les campagnes sont organisées selon de multiples modèles, qui tirent leur origine dans l'histoire de leur constitution. L'arrivée de populations néo-rurales, ex-urbaines, périurbaines, par vague jusqu'en 2000 et de façon

[1] Nous faisons ici référence aux régions qui ont tiré parti de l'agrotourisme, notamment dans la fabrication de produits agricoles à forte valeur ajoutée, à l'exemple du Pays Basque et de la Corse pour n'en citer que deux.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

généralisée depuis lors, engage des mutations liées à la densité et au réseau, propice à une reconfiguration des territoires exopolitains.

Dès lors, en quoi les effets étendus de la métropolisation conduisent à l'exopolisation des territoires extérieurs aux métropoles ?

Nous nous appuyons sur l'exemple développé du Sud Gironde, aire localisée au Sud-est de Bordeaux présentant une hétérogénéité de territoires et de systèmes territoriaux qui tentent de trouver une structure unitaire via le SCOT en cours d'élaboration.

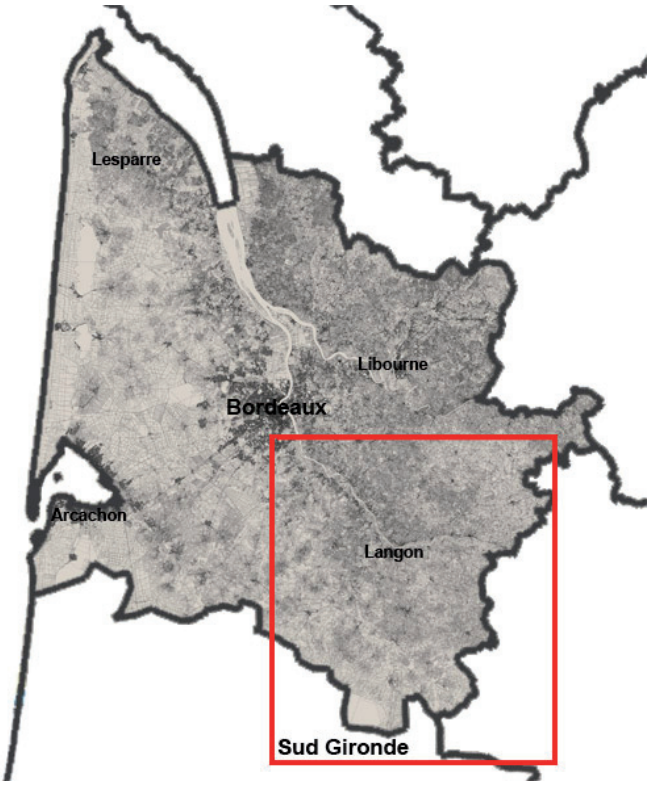
Nous décrirons les dynamiques territoriales engendrées par la mobilité (multipolarisation du réseau), par l'hypermobilité (nécrose/activation territoriale), mais également par l'immobilité (latence et fulgurance dans les points d'arrêt du réseau de déplacement). A travers la notion de mobilité, portée par un réseau de déplacement bas débit, nous dégagerons la profondeur historique de structuration du territoire exopolitain fondée sur la multipolarité ou portée par un processus de multipolarisation. Au travers de l'hypermobilité, nous revisiterons les notions d'effet tunnel et effet hub, en examinant leurs effets sur le territoire exopolitain, en comparaison de la mobilité et de l'immobilité. Nous dégagerons au moins deux phénomènes, à savoir la nécrose territoriale, et l'activation territoriale. Au travers de l'immobilité, nous développerons deux aspects d'un point d'arrêt du réseau, à savoir la latence que nous définissons comme étant la capacité d'un lieu à créer un retard dans le réseau par différents biais. Ce retard est propre selon nous à complexifier la hiérarchisation territoriale d'une part, mais également à comprendre le fonctionnement d'une polarité. Sans être son contraire, la fulgurance, ou capacité d'un lieu à faciliter la connectivité du réseau, permet de compléter cette compréhension du fonctionnement d'une polarité.

1 La mobilité

Les territoires extérieurs aux métropoles, tout comme la métropole, relèvent d'une structuration héritée. Cependant, nous relevons de cette structuration plusieurs types d'organisation qui s'imbriquent ou se superposent, rendant sa lecture difficile, mais contribuant dans l'espace à définir des identités spécifiques. L'étude du réseau de mobilité bas débit nous semble à même de renseigner non seulement ces organisations types en décortiquant sa fabrication incrémentale mais également le principe systémique de base de l'exopole par le déplacement dans ce réseau (Painter, 2009). Nous entendons par réseau de mobilité bas débit, les voies de communication reliant directement les communes proches les unes des autres, que ce soient des cours d'eau navigables, des routes communales, départementales, et anciennement nationales, ou encore des chemins de fer à usage régional – TER (voir figure 2).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 2 : Aire d'étude



Source : Adrien Gonzalez, fond de carte : Géoportail.

Nous identifions cinq systèmes différents dans notre cas d'étude. Les points du réseau de mobilité répondent à un ou plusieurs systèmes à la fois (voir figure 3).

Le système stellaire/satellitaire est constitué d'une polarité forte autour de laquelle d'autres polarités d'importance moindre semblent graviter. Le réseau de mobilité se déploie en étoile à partir de la polarité forte, constituant ainsi une centralité. Nous observons cette organisation autour des bastides de l'Entre-Deux-Mers. Sauveterre de Guyenne est un exemple particulièrement caractéristique, avec un réseau de mobilité déployé dans toutes les directions vers les autres polarités fortes et des communes périphériques qui se raccrochent directement à Sauveterre par ce réseau. Nos observations montrent que le principe même de la bastide est propre à générer non seulement une attractivité du fait de son caractère économique (anciennes zones franches), mais aussi à structurer durablement un territoire.

Le système bi-polaire est caractérisé par deux ou plusieurs polarités proches localement, et en concurrence pour le leadership local. Souvent cette bi-polarité n'apparaît pas simultanément dans le temps, mais en décalage, selon des processus variés. Chacune possède son propre réseau stellaire et satellitaire, avec des polarités moindres situées au contact des deux et qui oscillent entre l'une et l'autre. Le cas de Langon et Bazas est particulièrement évocateur. En effet, longtemps port de la ville de Bazas distante de la Garonne d'environ 15km, Langon s'impose peu à

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

peu comme une capitale contemporaine locale au détriment de Bazas qui constitue aujourd'hui la capitale culturelle locale. Nos enquêtes de terrain ont révélé la persistance d'une rivalité entre les deux villes, qui nuit notamment à la constitution du SCOT du Sud Gironde.

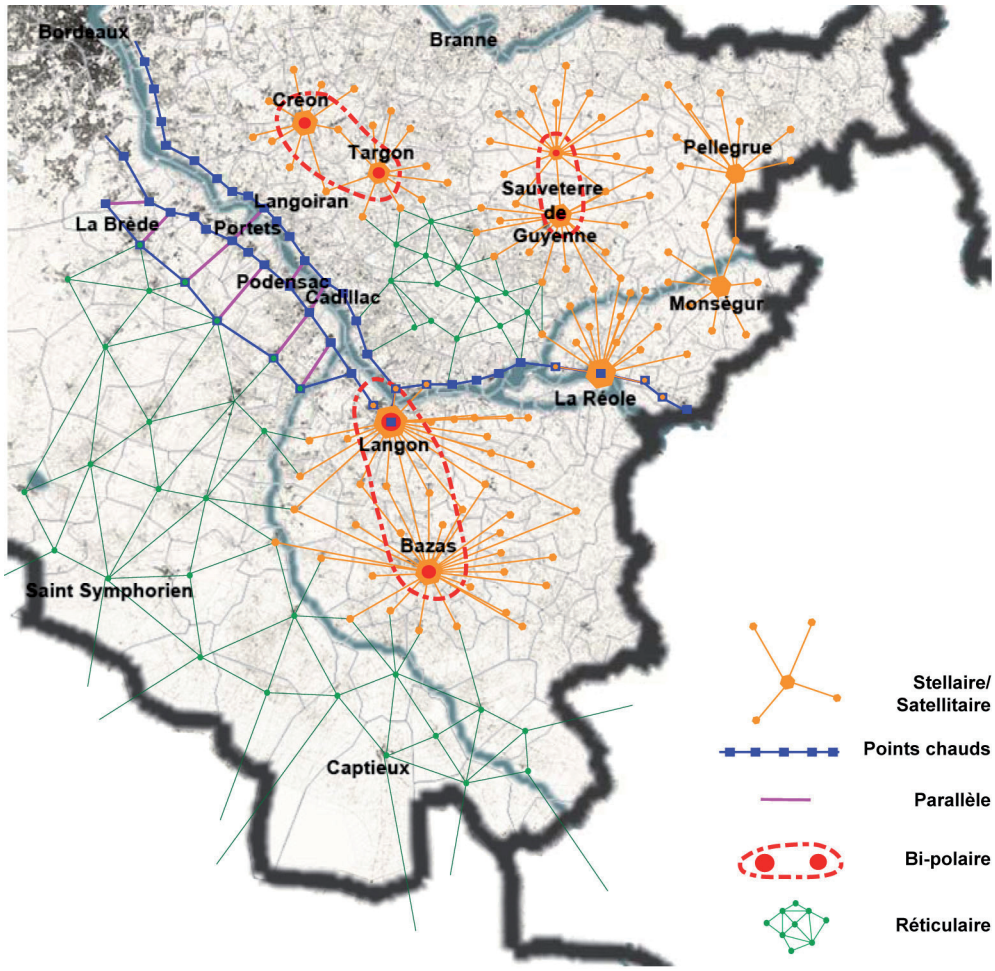
Nous appelons « système de points chauds » le déploiement de polarités le long d'un axe de mobilité. Essentiellement constitué autour d'anciennes voies de communication telles que les voies romaines ou encore l'ancien réseau de route nationale, plus ou moins superposé au réseau antique, nous observons une certaine égalité de polarités intermédiaires entre les polarités fortes. Dans ce chapelet de communes d'importance égale, certaines parviennent tout de même à émerger, en concentrant leur développement autour de l'axe qui les traverse. On peut citer en exemple la départementale 10 qui longe la Garonne sur sa rive droite, de Bordeaux à Langon ou encore la D1113, avec des communes importantes comme Podensac qui ont su tirer partie de l'axe en retournant leur centre-bourg tandis que d'autres communes n'ont pas réalisé cette transition (Virelade-Arbanats). Les chemins de fers supports du réseau TER, suivent notamment l'organisation de ce système, accentuant l'importance des polarités, quand ils existent et quand des gares sont présentes.

Ce que nous nommons système parallèle correspond à la mise en correspondance de deux systèmes de points chauds. Dans le cas de l'ancienne N113 (D1113), on constate qu'en parallèle la D109 traverse une succession de bourg en communication directe avec les communes de la D1113.

Le système réticulaire correspond à une étendue de bourgs, relativement éloignés les uns des autres, et raccordés les uns aux autres sans qu'il y ait de hiérarchisation particulière. Nous observons ce type d'organisation dans les Landes Girondines du Sud Gironde, où les communes sont équidistantes les unes des autres.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 3 : Réseaux de mobilité et structuration du territoire du Sud Gironde



Source: Adrien Gonzalez, fond de carte: Géoportail.

Le territoire exopolitain consiste donc en une agglomération de systèmes. On observe en outre une correspondance entre cette organisation, la topographie et l'identité culturelle, ce qui s'explique par le temps mis à la constitution de ces systèmes.

On remarque que, dans les déplacements liées au développement des métropoles, certains systèmes sont plus propices à la mobilité, et sont donc en interrelation directe avec la métropole tandis que d'autres restent à l'écart, induisant un acheminement des personnes vers les systèmes propices à l'accès à la métropole. On observe en effet que la D10 longeant la rive droite de la Garonne constitue une artère de rabattement vers la métropole, des systèmes stellaires/satellitaires de l'Entre-Deux-Mers. La D109 et la D1113 en revanche, sont autant d'itinéraires bis entre Langon et Bordeaux, constituant une alternative à l'A62 payante jusqu'à St-Selve/Podensac tandis que le réseau TER qui relie Marmande à Bordeaux via Langon constitue une alternative aux déplacements automobiles individuels.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Le système réticulaire est facteur d'éloignement comme le système stellaire/satellitaire, en raison des nombreuses polarités à traverser pour accéder soit à la métropole, soit aux artères de rabattement. Il n'y a cependant pas éloignement, si ses limites coïncident avec un système de points chauds.

Du fait du fonctionnement intrinsèque de chaque système, on comprend que toutes les polarités ne sont pas soumises au même régime d'accessibilité au réseau de mobilité.

Malgré tout, il y a une complémentarité entre les différents systèmes qui déterminent une maille hiérarchisée où des polarités fortes de systèmes de points chauds font le lien entre les métropoles et d'autres polarités fortes incluses dans des systèmes isolants. Cette structuration complexe à partir de systèmes distincts constitue une maille territoriale support des différentes mutations engendrées par la métropolisation et selon nous, un maillon fondateur de l'exopolisation des territoires extérieurs aux métropoles. Soit par superposition de nouvelles infrastructures, notamment d'infrastructures d'hypermobilité. Soit par accentuation ou modification d'une de ses caractéristiques, ce qui conduit notamment à une reconfiguration de l'infrastructure du réseau (élargissement de certaines voies par exemple) pour répondre à sa saturation.

2 L'hypermobilité

La métropolisation des villes provinciales françaises induit une mise en relation nouvelle entre elles, qui se traduit notamment par une course à la diminution des temps de déplacements d'une métropole à l'autre. La constitution depuis l'après guerre d'un réseau autoroutier semi-public, semi-privé, le passage du train au TGV ou encore la construction des lignes LGV, l'émergence de grands aéroports provinciaux, forment les infrastructures support d'un réseau d'hypermobilité, au sens où la vitesse induite par ces infrastructures dépasse considérablement celle du réseau de mobilité « traditionnel » que nous avons pu déterminer auparavant. Le réseau d'hypermobilité est la strate contemporaine de mobilité.

De prime abord, cette hypermobilité ne semble pas vectrice d'un déploiement de la métropole dans son territoire proche, puisque sa finalité première est de créer des liens plus étroits entre villes métropolisées. Elle contribue donc au détachement des métropoles par rapport à leur territoire (Sassen, 2004) et affirme donc quelque part la fin de cette dichotomie ville/campagne. Cependant, l'accès à ce réseau discriminant constitue un enjeu exopolitain fort (Halbert, 2010), car il peut être vecteur d'une intégration aisée des territoires extérieurs au système métropolitain. Nous interrogeons donc ici les mécanismes de confrontation du territoire exopolitain au réseau d'hypermobilité.

Il nous semble inapproprié de nous focaliser sur une caractérisation de l'hypermobilité, car elle est somme toute assez simple dans son déploiement. Localement, elle prend la forme de « boyaux » de déplacements, tandis qu'à une macro-échelle elle contribue à la réticulation des villes métropolisées en lien avec la métropole parisienne (seule métropole française à proprement parler).

Nous connaissons la nature des effets de ces infrastructures, liée à l'accessibilité, c'est-à-dire l'effet tunnel, que l'on peut traduire par ce paradoxe « être loin en étant

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

près et être près en étant loin », et l'effet hub, que l'on peut définir comme le croisement de plusieurs infrastructures interconnectées rendant propice l'activation d'une polarité.

A partir de la définition de ces deux effets et de notre cas d'étude, nous déterminons deux configurations produites par l'hypermobilité, qui correspondent à leurs conséquences spatiales : nécrotique et actionnelle.

La situation nécrotique, qui peut être induite par l'effet tunnel, est caractérisée par un affaiblissement progressif puis une disparition complète ou une redistribution radicale du territoire. Les territoires traversés sont dissociés créant une fracture de discontinuités faiblement raccordées pour des raisons économiques évidentes. Des ponts enjambent le réseau d'hypermobilité en certains points essentiels mais ne suffisent pas forcément à rétablir l'intégrité territoriale.

On note ainsi que la continuité du réseau est un facteur essentiel à l'unité d'un territoire.

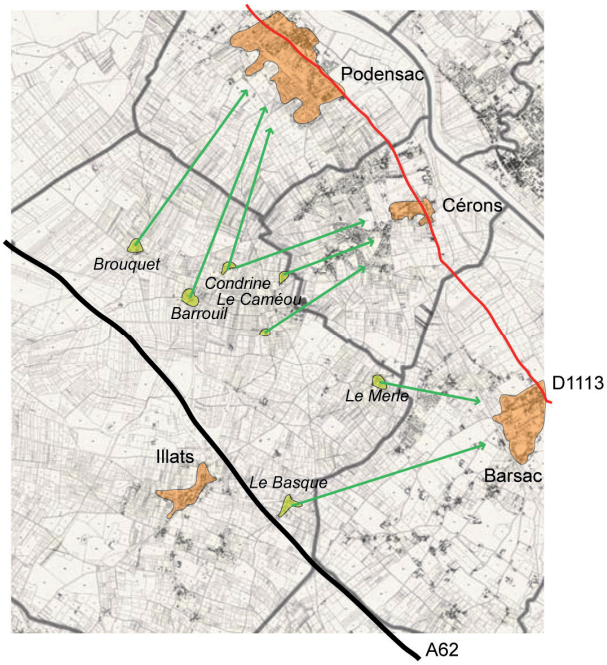
Dans le cas du Sud Gironde, les abords de l'A62 reliant Bordeaux à Toulouse sont particulièrement évocateurs. Nous relevons une succession de fractures à vocation nécrotique. A Cadaujac, l'autoroute scinde le quartier du Bouscaut situé sur la D1113, de son centre bourg, conférant au quartier une unité distincte de celle du centre bourg. Du fait de l'affluence de la D1113, des commerces se sont installés au Bouscaut, constituant ainsi une centralité marquée de la commune (voir figure 4). A Saint Selve, le centre bourg s'est retrouvé amputé d'une partie. La continuité autrefois naturelle et proche s'est mue en un éloignement considérable d'un hameau ainsi créé par fragmentation du bourg. Sur la même commune d'autres hameaux ont été coupés du réseau par le passage de l'autoroute et de ce fait abandonnés. Plus au sud, sur la commune d'Illats, l'autoroute a provoqué la réorientation de certains hameaux vers d'autres centres bourg. En effet Le Merle et Le Basque ont été captés par la commune de Barsac, tandis que Condrine et Barrouil s'orientent vers Podensac et Cérons (voir figure 5)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 4 : Cadaujac et ses deux pôles actifs

Source: Adrien Gonzalez, fond de carte: Géoportail.

Figure 5 : Réorientation des hameaux d'Illats vers d'autres communes



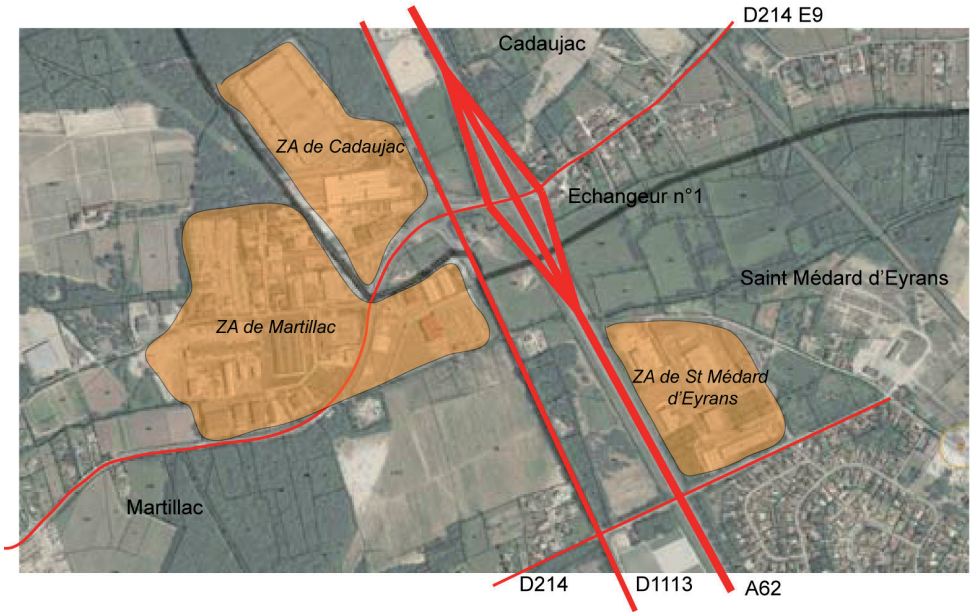
Source: Adrien Gonzalez, fond de carte: Géoportail.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

La situation actionnelle correspond essentiellement au phénomène de « ville franchisée » (Mangin, 2004). L'accès au réseau d'hypermobilité constitue une configuration propice à l'installation d'activités, du fait du débit important qui l'anime. Ces accès constituent donc une opportunité commerciale conséquente que les politiques communales et intercommunales n'hésitent pas à exploiter. Ainsi, si l'hypermobilité fabrique un paysage de friches le long de ses infrastructures, elle n'en est pas moins génératrice de stations à ses accès, aujourd'hui commerciales ou artisanales, mais qui contiennent un potentiel urbain notable.

Dans notre exemple, nous relevons le cas de la sortie 1 de l'A62, où les communes de Martillac et Cadaujac ont installé ensemble une zone d'activité tandis que St Médard d'Eyrans, proche de cette sortie, a installé sa propre Z.A. sur son territoire. Au niveau de la sortie 1.1, nous remarquons l'implantation de deux zones d'activités, celle de l'Arnahurt à La Brède et celle de La Prade à St Médard d'Eyrans. Nous remarquons ici l'importance, pour les communes traversées, de rentabiliser la contrainte autoroutière à l'époque où la taxe professionnelle était une recette importante du budget communal, ce qui se traduit dans l'espace par une répartition non-homogène à partir de la sortie d'autoroute.

Figure 6 : Développement d'une station artisanale au niveau de l'échangeur de Martillac



Source: Adrien Gonzalez, fond de carte: Géoportail.

Nous voyons bien par ces différentes situations que le réseau d'hypermobilité, particulièrement dans le cas d'une autoroute, contient en lui une remise en question profonde de l'organisation traditionnelle du territoire. Outil de métropolisation, l'hypermobilité convoque des configurations nécrotiques ou actionnelles qui constituent cette remise en question, relevant d'un certain darwinisme territorial. En effet récepteur d'un grand nombre de flux, le réseau d'hypermobilité génère à ses accès des stations éloignées des centres bourgs. Conçues comme des extensions lointaines des centres bourgs, elles contribuent plus efficacement au fonctionnement exopolitain et métropolitain et posent, de ce fait, la question de l'obsolescence des anciennes polarités.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3 L'immobilité

Dans la redistribution qu'opère l'hypermobilité sur le réseau de mobilité – qui structure traditionnellement les territoires hors métropoles – l'étude de l'immobilité nous conduit à appréhender ces deux états du réseau dans leur spatialité propre (Cailly, 2009). Penser l'immobilité peut sembler désuet dans la mesure où la mobilité semble suffire à décrire les phénomènes en jeu dans le territoire. Pourtant, nous pensons que l'immobilité est propre à nous distancer de l'outil cartographique pour plonger dans le récit du réseau et à faire apparaître des rythmes capables d'exprimer spatialement l'exopolisation des campagnes.

Latente ou fulgurante, l'immobilité dans ces deux aspects revêt une grande diversité de formes aux sens différents, tant dans la qualité du réseau que dans la spatialisation de ses fonctions. Nous entendons par latence la capacité d'un lieu à créer un retard dans un réseau, tandis que la fulgurance consiste à faciliter la connectivité du réseau sans création d'un retard conséquent.

Figure 7 et 8 : Traversées d'Arbanats et de Barsac (D1113)

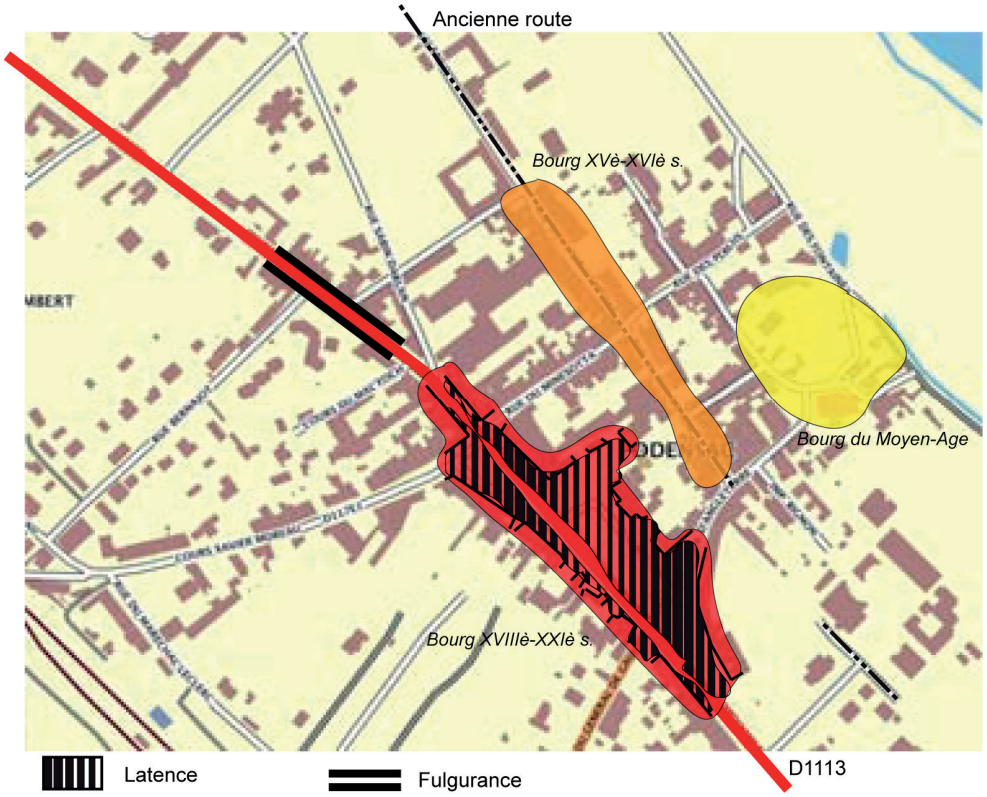
Source: Streetview, Google.fr.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Des points de latence existent traditionnellement dans le réseau de mobilité. Ce sont des places de bourg, des carrefours, des parvis d'église… tandis que la fulgurance existe en l'absence de points de latence. Nous prenons pour exemple la D1113 entre Bordeaux et Langon, qui traverse un certain nombre de communes. Cette ancienne nationale a été créée au XVIIIème siècle en remplacement d'un axe plus ancien qui traversait, lui, les centres bourgs et qui présentait l'inconvénient d'être sinueux et en zone inondable. Ainsi la D1113 est implantée pour la plupart des communes en retrait des centres bourgs. L'enjeu pour ces communes fut à un moment donné de déplacer leur centre sur ce nouvel axe. Certaines communes n'ont toujours pas opéré cette mutation pourtant bénéfique dans le développement communal. Cadaujac, Saint Médard d'Eyrans, Martillac, Virelade et Arbanats (voir figure 7) tournent particulièrement le dos à la D1113, donnant des situations de fulgurance caractérisée, tandis que Castres, Podensac, Cérons, Barsac, Preignac ou encore Toulenne plus récemment ont su fabriquer un nouveau cœur de village autour de la route de Toulouse, employant un certain nombre de points latents. A Castres et Cérons, l'axe possède le même gabarit qu'à l'extérieur du village pourtant, un carrefour réglé par des feux tricolores crée un retard forcé autour duquel quelques commerces se sont installés et où se situe également la mairie (pour Castres). A Podensac (voir figure 9), le bourg a été déplacé le long de l'axe par l'aménagement d'une grande place aujourd'hui divisée en deux par le flux automobile. Si le gabarit de la voie ne change pas, c'est le paysage qui induit un ralentissement propice à la vie des commerces implantées en rez-de-chaussée des bâtiments bordant la place. Une halle a été construite pour accueillir un marché couvert et la place divisée en deux est liée par plusieurs passages piétons qui limitent ainsi la vitesse du flux. A Barsac (voir figure 8), c'est le parvis de l'église qui fabrique ce retard, avec un rétrécissement de la voie en largeur. Ce ralentissement est accentué par un traitement continu en pavé entre le parvis de l'église, la route, et enfin les commerces. Le principe de ralentissement est la place piétonne. Toulenne a opéré une mutation du même ordre, repositionnant la mairie sur cet axe et construisant de l'autre côté de la route une succession de bâtiments commerciaux. Ces deux ensembles sont liés par une plate-forme sur laquelle passe le flux automobile.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 9 : Latence, Fulgurance et évolution de la centralité à Podensac



Source: Adrien Gonzalez, fond de carte: Géoportail.

En plus de ces points de retard qui rythment depuis plusieurs siècles cet axe, d'autres plus récents viennent s'ajouter. Nous avons identifié un phénomène lié aux ronds points, notamment sur les lieux de la départementale à forte fulgurance. Au niveau de la zone d'activité de Martillac, nous remarquons qu'un rond point vient entrecroiser le flux de la D1113 et celui de la sortie 1. Assez curieusement, nous pouvons suivre ce phénomène par le biais d'enseignes comme Mac Donald's qui tirent partie de ce retard pour s'installer de façon assez visible au niveau des ronds points de périphéries implantées le long des grandes radiales. Nous relevons ce phénomène « Mac Do » à Villenave d'Ornon, à Martillac et à Podensac dans notre cas d'étude (voir figure 10). Un rond point, de par sa capacité à déranger la hiérarchie des voies, crée un ralentissement dans le réseau qui donne un peu de temps utile à ces enseignes pour capter des consommateurs.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 10 : Phénomène rond-point/MacDonald's à Villenave d'Ornon

Source: Streetview, Google.fr.

En définitive, le long de la D1113, peu de nouveaux points de latence sont créés, outre ceux liés aux zones d'activité et aux zones commerciales. L'attractivité des polarités va de pair avec une rénovation de l'immobilité, notamment en conférant aux bourgs un aspect plus urbain. Prenant pour référence le modèle de cohabitation des modes de déplacement dans les métropoles, ces polarités tournent à leur avantage le flux automobile de cet axe. Le ralentissement ou retard ainsi créé offre une potentielle vitrine suscitant l'implantation de commerces, répondant ainsi à une demande croissante en services de la population locale. Ces zones de latence sont ainsi des lieux propices à la confrontation entre populations autochtones et population néo-rurales, enjeu fondamental de ces territoires.

4 Conclusion

La métropolisation n'induit pas uniquement des réajustements au sein des agglomérations, mais aussi des dynamiques de peuplement qui reconfigurent le territoire, et le réactivent, selon différents vecteurs. L'approche par la mobilité et ses différents états nous permet d'exprimer une compréhension des territoires hors métropole dans leur organisation.

Nous voyons donc que la métropolisation induit un renforcement d'un maillage historique, modifié à la marge, possédant une intelligence écosystémique. En effet le réseau de mobilité détermine une trame qui répond à une occupation et une exploitation du territoire ancienne et topographique, fabriquée sur un temps long, mais qui fait aujourd'hui l'objet d'un réajustement suscité par la propagation étendue de populations néo-rurales. On observe une réactivation de certaines polarités autrefois déclinantes (Langon, Bazas, Sauveterre de Guyenne, Targon) tandis que certaines poursuivent leur lente décadence (La Réole, Captieux, Coutras).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Le réseau d'hypermobilité, induit par la métropolisation, vient en revanche modifier considérablement cette structuration du territoire sensible, du fait de son attractivité en lien avec la vitesse de déplacement mais également par la nature des effets qu'il opère sur les territoires traversés.

On assiste à la reconfiguration de certains territoires, à la disparition d'autres, et également à l'apparition de « stations » artisano-commerciales au potentiel urbain majeur du fait de l'accès privilégié au réseau.

L'hypermobilité est par ailleurs un enjeu pour les territoires réajustés, dans leur contact avec la métropole, tandis que le réseau bas débit sert de report modal par défaut d'accès. La saturation du réseau de mobilité contribue notamment à l'apparition de pauses.

Leur multiplication dans le réseau se traduit par l'émergence de nombreux services réclamés par les habitants, et qui donnent de facto un sens néo-rural aux polarités, ou du moins confirment un renouveau rural dans d'autres cas.

Loin de l'idée d'étalement urbain, fondée sur une considération erronée des territoires extérieurs aux métropoles (point de vue urbanocentré et appropriation par le sentiment urbain des populations migrant de la ville vers la campagne), nous pensons que la densification des communes périphériques ou le repeuplement des campagnes contribue, d'autant plus par la forme qu'elle revêt actuellement (croissance étendue), à l'autonomisation des polarités, de par les exigences urbaines des habitants. Cette densification-repeuplement redéfinit ainsi un sens de la ruralité aujourd'hui dépassé. Les lieux de retard, connectés entre eux, se veulent ainsi des lieux d'intégration et d'acculturation des populations néo-rurales et autochtones, dépassant largement le cadre communal. Sans doute assistons-nous alors à la fabrication d'une nouvelle culture, ni urbaine, ni rurale, mais exopolitaine. Cet aspect potentiellement déterminant de l'exopole fait d'ailleurs l'objet d'un développement approfondi dans le cadre de notre thèse de doctorat.

Références

Ascher F., 2010, *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris : Odile Jacob, 352 p.

Cailly L., 2009, « Des territorialités aux spatialités : pourquoi changer de concept » *in* Vanier M., *Territoires, territorialité, territorialisation, Controverses et perspectives*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 228 p.

Guibert M. & Jean Y., 2011, *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Paris : Armand Colin, 407 p.

Halbert L., 2010, *L'avantage métropolitain*, Paris : Presses Universitaires de France, 143 p.

Kayser B., 1990, *La Renaissance rurale, Sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris : Armand Colin, 316 p.

Lefebvre H., 1972, *Le droit à la ville*, Paris : Editions Anthropos, 281 p.

Magnaghi A., 2003, *Le projet local*, Sprimont (Belgique) : Pierre Mardaga éditeur, 123 p.

Panerai P., Depaule J.-C. & Demorgon M., 2005, *Analyse urbaine*, Marseille : Editions Parenthèses, 189 p.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Painter J., 2009, « Territoire et réseau : une fausse dichotomie ? » *in* Vanier M., *Territoires, territorialité, territorialisation, Controverses et perspectives*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 228 p.

Soja E., 2000, *Postmetropolis. Critical Studies of Cities and Regions*, Oxford: Blackwell Publishers.

Sassen S., 2004, « Introduire le concept de ville globale », *Raisons politiques*, 2004/3 no 15, pp. 9-23.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Pôles ruraux *vs* territoires périurbains : explorations statistiques des dynamiques démographiques et de mobilité des frontières de l'urbain en France métropolitaine

Jean-Paul Hubert
IFSTTAR – AME –DEST
14-20 Boulevard Newton, Champs-sur-Marne, F77447 Marne-la-Vallée Cedex 2
jean-paul.hubert@ifsttar.fr

Pierre Pistre
IFSTTAR – AME –DEST
14-20 Boulevard Newton, Champs-sur-Marne, F77447 Marne-la-Vallée Cedex 2
pierre.pistre@ifsttar.fr

Résumé

Cette communication analyse les dynamiques territoriales des frontières de l'urbain en France métropolitaine, à travers une typologie des communes élaborée au croisement de deux échelles de densité : locale et de voisinage. La classification est évolutive, utilisant les données de recensement depuis 1968, et repose sur une appréhension relative des densités à partir des distributions des déciles et quartiles des populations résidentes.

Deux types de frontières de l'urbain sont distingués : les territoires périurbains, de niveau de densité locale plus faible que leur densité de voisinage, et les pôles ruraux, de tailles variées, pour lesquels les densités locales sont au contraire de niveau supérieur. Sont ensuite analysées les évolutions des types de communes délimités (quatre pour chaque type de frontières de l'urbain) et les trajectoires individuelles de passage vers l'une des catégories des territoires périurbains ou des pôles ruraux. Une dernière partie est consacrée à l'augmentation des distances de mobilité domicile-travail depuis 1990, à leurs variations entre types de communes et à certains traits des mobilités dans les territoires qui ont changé de catégories d'espace.

Les analyses successives autour de la typologie des densités locale et de voisinage permettent d'examiner les tendances à l'urbanisation et à la désurbanisation, dans les contextes périurbains et pour les petites agglomérations intégrées à des voisinages largement ruraux. Depuis les années 1970-1980, les dynamiques de périurbanisation se poursuivent et se renforcent, et font accéder nombre de communes périphériques aux densités urbaines. Du côté des pôles ruraux, la tendance majoritaire est à la dédensification relative et absolue. Nombre des plus petits pôles ruraux et quelques pôles intermédiaires s'inscrivent par contre dans une tendance résolue à la densification locale.

Mots-clefs

Densité, typologie, urbanisation, désurbanisation, domicile-travail.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1 Introduction

L'échelle de taille des villes basée sur une définition morphologique laisse à penser que les petites, moyennes ou grandes villes peuvent s'ordonner selon des critères quantitatifs (nombre d'habitants, densité) considérés à l'intérieur d'un périmètre aggloméré. Il est pourtant clair, qu'à taille équivalente, l'environnement régional, son organisation et sa densité, influencent la dynamique de la ville, ainsi que sa fonction organisatrice ou polarisante. Dans le cas des villes petites ou moyennes, la connexion entre ville et voisinage peut présenter des configurations très variées. Il importe d'autant plus d'examiner leurs situations passées et présentes, en tenant compte des caractéristiques de leurs « espaces de proximité » (Aubert *et al.*, 2012).
L'influence du voisinage est tout aussi importante, et essentielle à considérer, dans le cas de territoires plus faiblement peuplés. La proximité relative d'un (ou plusieurs) pôle(s) urbain(s), sa taille et ses dynamiques propres (Bessy-Pietri *et al.*, 2001), ont notamment une influence majeure sur le fonctionnement et l'évolution des entités périurbaines ou rurales dans cette situation. De plus, la prise en compte du voisinage des territoires faiblement (comme fortement) peuplés, en particulier en termes de densité de population, participe d'une approche de catégorisation et de distinction des territoires qui dépasse la seule intégration de caractéristiques internes.
A partir d'une typologie générale des communes, qui tient compte de deux échelles de densité de population, locale et de voisinage, cette communication propose d'examiner les attributs et les dynamiques de deux types de frontières de l'urbain en France métropolitaine[1]. D'une part, il s'agit des territoires périurbains, peu ou moyennement denses, intégrés à un voisinage plus ou moins dense, dans lequel un ou plusieurs pôles se distinguent par leur densité locale très élevée. D'autre part, il s'agit de pôles dits ruraux, du fait de densités communales importantes et de voisinages peu ou moyennement denses. Ces deux types de communes ont donc en commun une disjonction relative entre leurs niveaux de densités locale et de voisinage. En complément, sont considérés comme très peu denses ou très denses, les territoires qui conjuguent deux niveaux de faible ou de forte densité.
Les densités tirées des recensements Insee de la population (RP) de 1968 à 2009[2] ont permis la réalisation d'une typologie communale, en s'appuyant sur des seuils évolutifs de densité : le niveau local étant donné très généralement par le territoire communal et le voisinage par un cercle conventionnel autour du chef-lieu.
La distinction de deux types de frontières de l'urbain en France métropolitaine amène à la fois à interroger les tendances internes de chacun d'eux et leurs articulations potentielles : la poursuite des processus de périurbanisation au cours des années 2000 contribue-t-elle majoritairement à une densification des périphéries urbaines ? Les difficultés connues par les villes petites et moyennes pour s'insérer dans le système urbain national (voire international) entraînent-elles

[1] Les analyses présentées dans cette communication sont partie prenante d'une recherche en cours financée par le PREDIT et intitulée *La face cachée de la dynamique de la mobilité : rôles des zones peu denses dans l'évolution à long terme des territoires et de la mobilité*.

[2] Avec la mise en place d'un nouveau dispositif de recensement en 2004, le RP 2009 correspond précisément aux données d'enquêtes annuelles réalisées entre 2007 et 2011.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

plutôt une dédensification de ces pôles intermédiaires, de leur cœur et/ou de leurs proches périphéries ? Par ailleurs, les tendances observées pour les deux types de frontières de l'urbain sont-elles réellement disjointes ou révèlent-elles plutôt des spécificités territoriales individuelles, pour tel ou tel ensemble à dominante urbaine, ou régionales, pour telle ou telle partie du territoire français ? Enfin, quels termes utiliser pour qualifier les fronts mêmes ? Est-il légitime de parler d'urbanisation dans un cas et de désurbanisation, de décroissance voire de *Shrinking Cities* dans l'autre (Fol et *al.*, 2010, Wolff *et al.*, 2013) ?

Après présentation des principes de catégorisation typologique et évolutive des communes françaises selon deux niveaux de densité (parties 2.1 et 2.2), l'introduction des classes de communes obtenues (partie 2.2) et l'étude des trajectoires communales entre ces types d'espace, depuis les années 1960-1970, apporte plusieurs éléments de réponse à ces interrogations (partie 3).

Des analyses plus spécifiques suivent sur l'évolution des mobilités domicile-travail au cours des deux dernières décennies, par type de communes des territoires périurbains et des pôles ruraux. Il s'agit ici d'étudier l'hétérogénéité des comportements moyens individuels et leurs tendances, en particulier pour les communes qui ont changé de types de communes entre 1982 et 2009. De plus, cette dernière partie vise à prolonger plusieurs études et rapports récents sur les pratiques de mobilité en France métropolitaine hors des espaces les plus denses : dans les espaces peu denses, les territoires périurbains ou les villes intermédiaires (Giroud *et al.*, 2011 ; Hubert *et al.*, 2012 ; Paul-Dubois-Taine, 2012).

2 Typologie des communes françaises selon les densités locales et de voisinage (1968-2009)

Deux principes dominants ont guidé la réalisation de la typologie nationale des communes françaises utilisée dans cette communication :

(1) proposer une classification nationale de l'ensemble des communes, selon des critères harmonisés, simples et reproductibles dans le temps ;

(2) donner la primeur à une approche morphologique par la densité de population, mais en tenant compte de deux échelles spatiales : une première proprement locale et une deuxième liée au voisinage. Le croisement de ces deux échelles de densité permet ainsi de distinguer des types de communes plus variés qu'à partir de la seule densité locale.

2.1 Démarche de classification des communes françaises selon deux échelles de densité au RP 2009

La typologie[3] de référence a été réalisée à l'aide des données carroyées de la population – dans des carreaux d'un 1 km de côté – tirées du recensement 2009 (carte 1). Ces dernières ont pour principal avantage de pouvoir se libérer de l'irrégularité du maillage communal qui biaise sensiblement les variations de la densité, comme on peut le voir par exemple à l'échelle européenne (Hubert, 2006).

[3] Nous utilisons dans le texte le terme *type* pour désigner les catégories d'espace déterminés dans la démarche de classification, sans connotation idéal-typique.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

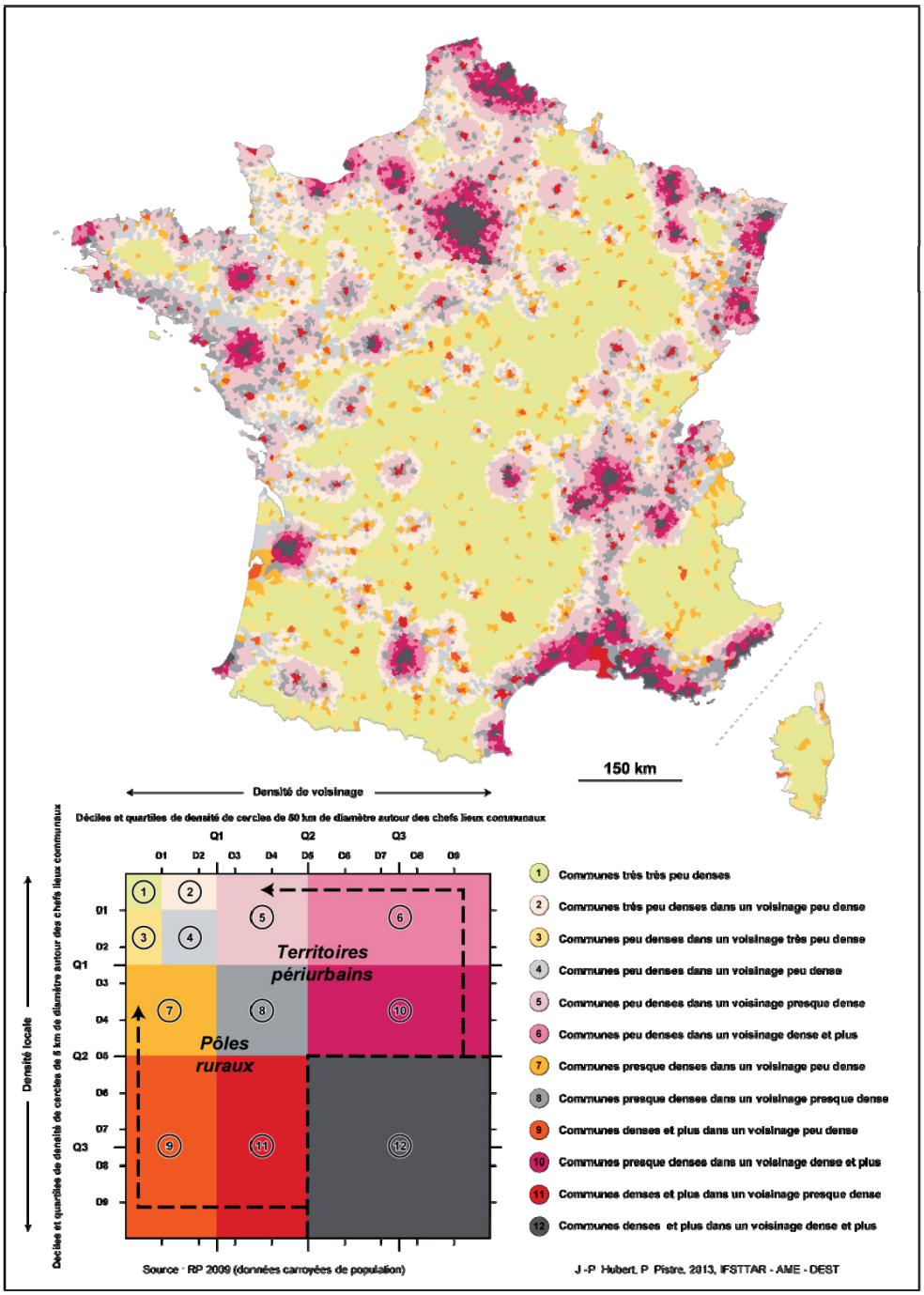
Une première étape a consisté en la réalisation de deux cercles de 5 et 50 km de diamètre autour de chaque chef-lieu de commune. La taille des cercles, devant rendre compte des situations locales et de voisinage, découlent de présupposés et de constatations empiriques : 2,5 km de rayon correspond environ à la distance parcourue à pied par un individu en 30 minutes et 25 km à la distance parcourue en transports motorisés durant le même laps de temps[4]. De plus, 15,7 km² (superficie d'un cercle de 5 km) concorde environ avec la taille moyenne des communes métropolitaines (14,9 km²) et 78,5 km² (superficie d'un cercle de 50 km) se rapprocherait de la superficie moyenne de l'espace de vie des individus pour les activités quotidiennes. Il s'en est suivi le calcul des densités moyennes pour chaque cercle de 5 et 50 km, et l'affectation des résultats aux communes correspondant aux chefs-lieux.
La démarche à proprement parler de classification des communes a ensuite consisté en un croisement de classes de densités locales et de voisinage dont les seuils sont déduits des distributions des déciles et quartiles des populations résidentes. En définitive, 12 types de communes ont été déterminés, en détaillant davantage les espaces de faible et de moyenne densité. Avec différents degrés de densités, les territoires périurbains correspondent aux types n°2, n°5, n°6 et n°10, et les pôles ruraux renvoient aux types n°3, n°7, n°9 et n°11.

Le tableau 1 présente quelques caractéristiques des 12 types de communes obtenus pour 2009. Le type le moins dense (n°1) concentre sans surprise le plus de communes et correspond aux densités médianes les plus faibles. Les types de territoires périurbains les moins denses (n°2 et n°5) rassemblent ensuite le plus grand nombre de communes et présentent une disjonction relative entre leurs densités médianes locales assez faibles et celles de voisinage bien plus fortes. Il en est de même pour les types de territoires périurbains les plus denses : le n°6 et, dans une moindre mesure, le n°10.

[4] Un ordre de grandeur conventionnel de 1 à 10 rend assez bien compte de la différence de vitesse moyenne entre des déplacements à pied, toujours de courte portée, et des déplacements de courte ou moyenne portée en voiture/transports en commun, tels que mesurés par les enquêtes sur la mobilité individuelle.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Carte 1 : Typologie des communes selon les densités locale et de voisinage (RP 2009)



Source : Insee, recensement de la population 2009 (données carroyées de population)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Du côté des pôles ruraux, les densités médianes sont en rapport inverse : celles locales sont bien supérieures à celles de voisinage. De 1514 à 1810 communes composent les types les moins denses (n°3 et n°7), mais elles ne sont plus que 132 et 275 pour les types les plus denses (n°9 et n°11) : il s'agit de petits pôles, qui comptent en moyenne 18 210 et 19 620 habitants, et qui sont intégrés à un voisinage largement rural.
Enfin, dans les types n°4, n°8 et n°12, en situation intermédiaire, les densités médianes locales et de voisinage sont relativement équivalentes. Le millier de communes qui compose le type n°12 se démarque néanmoins par des densités locales bien supérieures à celles de leurs voisinages.

Tableau 1: Descriptifs des types de communes au RP 2009 définis selon deux échelles de densité

Types de communes	Nombre de communes	Population totale	Densité médiane locale (habs/km²)	Densité médiane du voisinage (habs/km²)
1	10 423	2 815 038	17,3	31,4
2	6 217	2 080 790	28,1	66,4
3	1 514	1 513 897	80,0	38,0
4	2 800	2 724 492	80,2	70,8
5	7 256	5 001 247	60,3	123,8
6	1 810	1 482 581	88,0	265,8
7	1 263	4 078 690	233,2	61,2
8	1 906	5 220 045	232,2	143,4
9	132	2 403 948	1 105,1	66,5
10	1 906	6 316 851	300,1	316,3
11	275	5 396 058	1 250,6	148,1
12	1 000	23 433 301	1 762,4	793,8

Source: Insee, recensement de la population 2009 (données carroyées de population)

2.2 Reproduction de la classification des communes françaises selon deux échelles de densité depuis le RP 1968

Afin d'analyser les dynamiques territoriales en France métropolitaine depuis les années 1960-1970, la même démarche de classification a été mise en œuvre pour les données de recensement de la population depuis 1968.
A la différence de la méthode de référence utilisant des données carroyées, six typologies des densités locales et de voisinage (RP 1968[5], 1975, 1982, 1990, 1999 et 2009[6]) ont été élaborées sur la base des données communales de population, seules disponibles pour les recensements antérieurs à 2009.
Si les carreaux d'1 km traduisent bien le gradient de densité des grandes agglomérations, le maillage communal met toute la population sur un point. La densité de voisinage décroche brutalement lorsque la distance d'une commune à

[5] Le résultat de la typologie des densités pour le RP 1968 est consultable en Annexe.

[6] Notons que la construction de la typologie 2009 des densités à partir des données communales fait changer 6452 communes de types de communes par rapport à la typologie utilisant les données carroyées (carte 1). Les types qui gagnent des communes sont les suivants : n°1, n°4, n°7, n°8, n°10, n°11 et n°12. A l'inverse, les types n°2, n°3, n°5, n°6 et n°9 en perdent. Ce constat souligne l'irrégularité du maillage communal et son influence dans toute démarche de classification à cette échelle spatiale.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

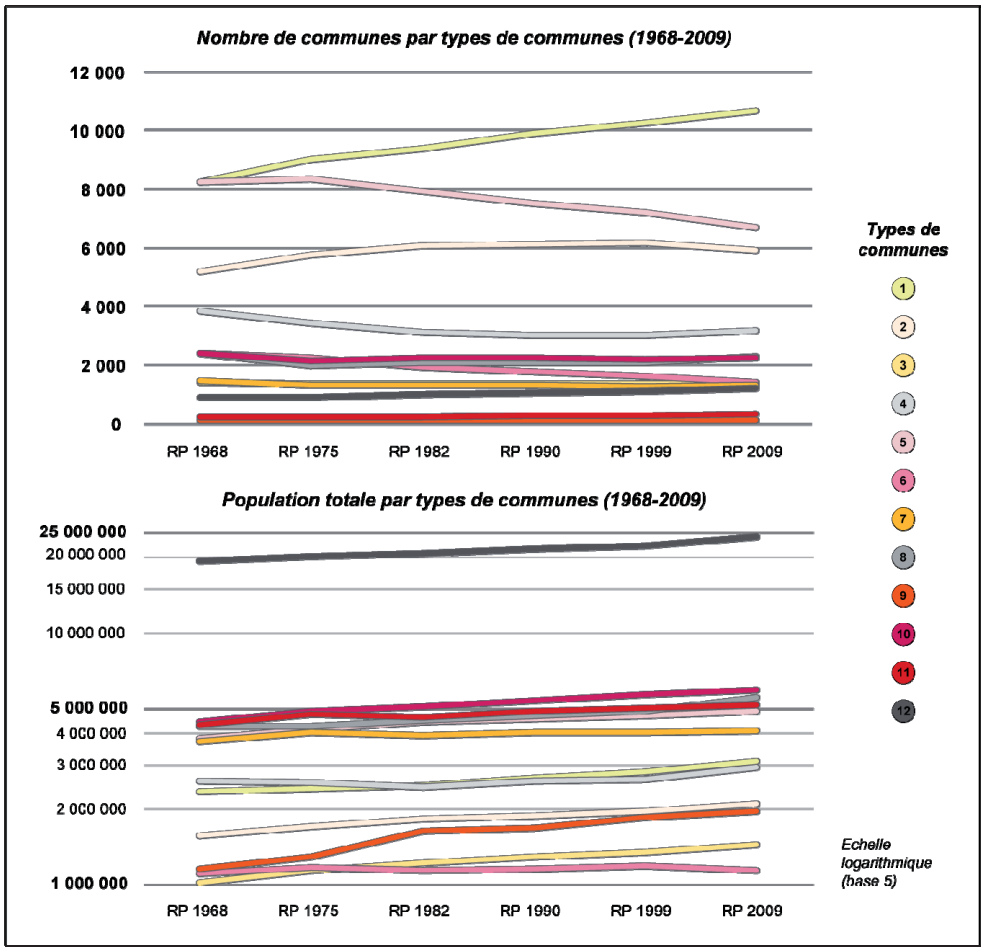
une grande agglomération dépasse 25 km. Un double lissage des densités communales de voisinage a donc été réalisé pour atténuer ce phénomène. Le décrochage des densités de voisinage à 25 km d'un grand pôle n'est pas effacé, mais au moins est-il comparable à celui de la typologie de référence de 2009. Les seuils des déciles et quartiles ont été calculés sur ces densités de voisinage lissées.

A la suite du tableau 1, les figures 1 et 2 présentent l'évolution depuis 1968 de quatre indicateurs (effectif, population, densités médianes locale et de voisinage) décrivant les types de communes définis selon les deux densités.
Le nombre des communes « très très » peu denses (n°1) a fortement augmenté depuis 1968 (de 8 243 à 10 657, pour la typologie 2009 utilisant les données communales). Ce type n°1 a également enregistré une croissance régulière de sa population, de sa densité médiane de voisinage (de 29,8 à 33,5 habs/km²), et une baisse jusqu'aux années 1990 puis une ré-augmentation de sa densité médiane locale (de 15,8 à 14,1 puis à 15,2 habs/km²). Ces évolutions découlent de deux tendances successives pour le type n°1 :
(1) baisse effective de la population moyenne des communes « très très » peu denses jusqu'au RP 1990, d'où intégration d'autres communes pour atteindre le niveau de population des deux premiers déciles croisés ;
(2) augmentation réelle de la population moyenne de ce type de communes à partir du RP 1990 – qui s'inscrit dans une tendance de reprise démographique de nombre de territoires ruraux même les moins denses (Pistre, 2012, chap. 2) –, mais inférieure à la croissance de la population nationale et des autres types de communes.

Les types communaux des territoires périurbains présentent de leur côté des évolutions semblables, qui sont le signe de l'extension et du renforcement des dynamiques périurbaines. A l'exception du type le moins dense (n°2), qui a d'abord enregistré une progression continue en nombre de communes (inversée à partir des RP 1990-1999) et une baisse de sa densité médiane locale (inversée à partir du RP 1982), les densités médianes locales croissent régulièrement dans les types périurbains (n°5, n°6, n°10) depuis 1968. En outre, la décroissance plus ou moins récente du nombre de communes pour les types n°2, n°5 et n°6 résulte bien d'une densification de ces territoires périurbains peu denses et intermédiaires. Par contre, la stabilité des effectifs du type le plus dense (n°10) depuis les années 1980 cache des transferts de communes équilibrés entre les types n°6, n°10 et n°12 (*cf.* partie 3).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 1: Evolution depuis le RP 1968 du nombre de communes et de la population totale par types de communes définis selon deux échelles de densité

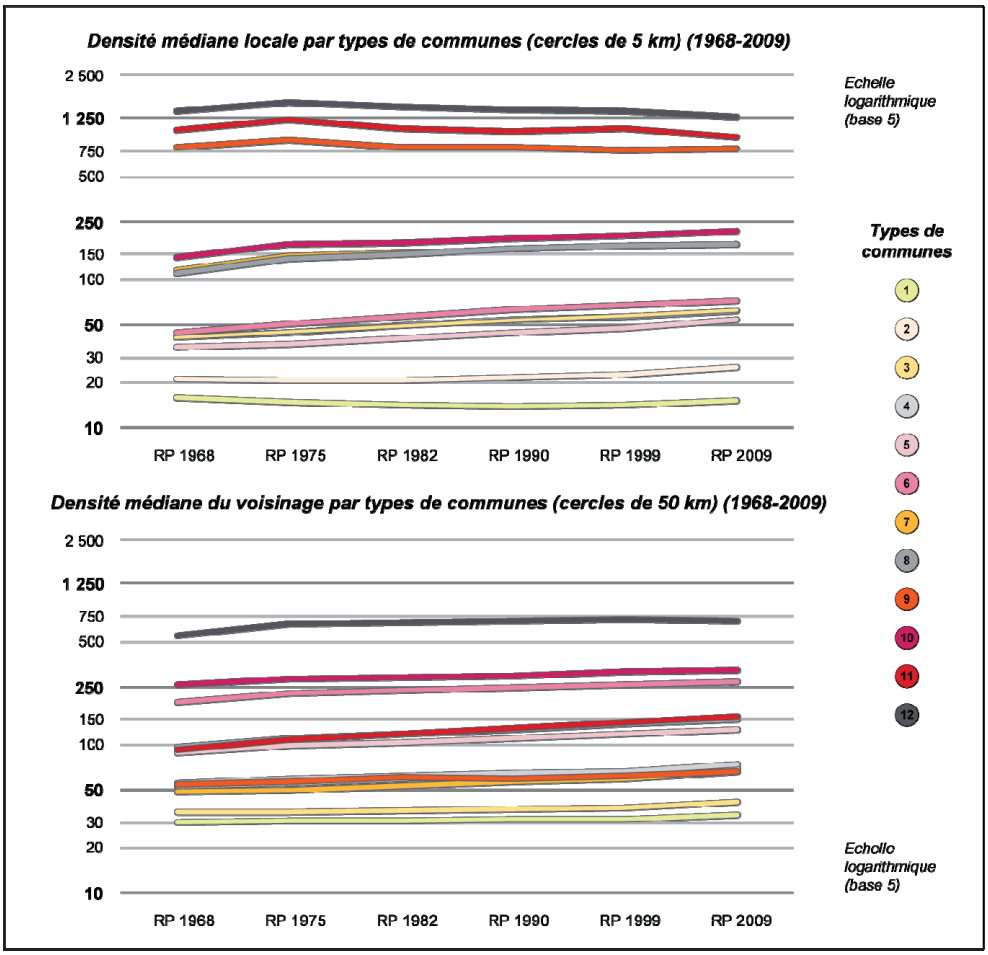


Source: Insee, recensements de la population de 1968 à 2009 (données communales de population)

Concernant les types communaux des pôles ruraux, deux grandes tendances peuvent être observées. Les plus denses (n°9 et n°11) ont enregistré une croissance continue de leur nombre de communes et une décroissance régulière, depuis le RP 1975, de la densité médiane locale. On retrouve ici les signes d'une dédensification interne des pôles intermédiaires ruraux les plus denses : la population moyenne des communes du type n°11 est par exemple passée de 23 030 habitants en 1968 à 17 642 habitants en 2009. Ce déclin relatif et en absolu a pour partie profité aux proches communes de ces pôles, puisque les types n°9 et n°11 ont enregistré des croissances continues de leurs densités médianes de voisinage depuis le RP 1968.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 2: Evolution depuis le RP 1968 des médianes de densités locales et de voisinage par types de communes définis selon deux échelles de densité



Source: Insee, recensements de la population de 1968 à 2009 (données communales de population)

A contrario, les types les moins denses des pôles ruraux (n°3 et n°7) montrent des signes de densification, qui marquent une nouvelle fois la croissance démographique avérée de plus en plus de communes rurales, faiblement ou moyennement peuplées (Pistre, 2012, chap. 2). Les indices sont ici les suivants : baisse ou stabilité du nombre de communes des types n°3 et n°7, croissances régulières de leurs densités médianes locales et de voisinage, progression de leurs populations moyennes (ex : pour le n°3, de 718 habitants en 1968 à 1067 habitants en 2009). Toutefois, les tendances observées entre 1999 et 2009 pour le type n°7 (population moyenne en 2009 de 3 098 habitants), en nombre de communes et en densité médiane locale, paraît aujourd'hui l'inscrire dans des dynamiques plus négatives, proches des types de pôles ruraux les plus denses (n°9 et n°11).

Enfin, les types de communes n°4 et n°8 ont en commun la croissance régulière de leurs densités médianes locales et de voisinage depuis le RP 1968. Ils ont aussi enregistré des augmentations de leur nombre de communes, depuis le RP 1975

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

(n°8) ou le RP 1999 (n°4). En effet, ces types intermédiaires dans la matrice des densités sont bien en phase de densification locale et de voisinage, mais à des niveaux moindres au regard de la situation nationale et de celle des autres types de communes.
Le dernier type (n°12) rassemble les communes les plus denses du territoire français, tout en englobant des configurations urbaines très hétérogènes. La population communale moyenne en 2009 y est par exemple de 19 885 habitants. Ce type de communes présente les signes d'une dédensification ancienne et significative, relative puis absolue : croissance régulière du nombre de communes, baisse de la densité médiane locale à partir du RP 1975 et de la densité médiane de voisinage entre 1999 et 2009. On retrouve ici les conséquences connues des processus d'étalement urbain, engagés dans les années 1970-1980, pour les communes centres et qui tendraient aujourd'hui à s'étendre aux communes de leur banlieue. Remarquons néanmoins, que l'utilisation de la seule médiane ne permet pas de constater la reprise démographique effective et plus récente observée dans les centres-villes des métropoles françaises (Laganier *et al.*, 2006).

En définitive, la typologie des densités locales et de voisinage utilisée de manière évolutive constitue un outil d'étude des dynamiques démographiques des territoires français relativement puissant bien que fondé sur un principe de classification très simple. Il range les communes dans des catégories d'espace désormais classiques et, surtout, permet de caractériser des changements de types en termes de trajectoires d'urbanisation ou de désurbanisation dans l'espace abstrait de la typologie qu'est le tableau croisé des classes de densités locales et de voisinage. Il faut bien garder à l'esprit qu'il repose sur une construction relative des classes, à partir des déciles de densité. Les seuils séparant ces classes ont évolué avec la croissance de la population française entre 1968 et 2009 : d'un peu moins de 50 millions d'habitants à plus de 62 millions. Les évolutions d'un type de communes sont ainsi fonction de celles des autres types, ainsi que de la corrélation entre la densité locale et de voisinage qui évolue également. Celle-ci peut être renforcée au cours du temps, comme pour les types des territoires périurbains, mais on peut également assister à une décorrélation entre les deux échelles de densité. L'exemple le plus significatif concerne les types des pôles les plus densément peuplés (n°9 et n°12). Enfin, les tendances de tel ou tel type reposent sur des effectifs d'individus communaux mouvants qu'il s'agit d'étudier dans la troisième partie de la communication.

3 Trajectoires communales des frontières de l'urbain en France métropolitaine depuis le RP 1968

Cette partie s'intéresse aux communes ayant changé de type entre 1968 et 2009, et se focalise sur les communes appartenant aux catégories des territoires périurbains et des pôles ruraux en 2009.

Il s'agit par exemple de cartographier les passages d'un type de communes à un autre (cartes 2 et 3), pour dégager des spécificités locales et régionales. L'étude repose sur une approche résolument longitudinale, dans laquelle chaque commune est caractérisée par une trajectoire d'évolution entre six types de communes

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

successifs d'appartenance. Ces trajectoires peuvent notamment être examinées par agrégation, puis détermination des plus fréquentes et des fluctuations les plus significatives (figures 3 et 4).

Le tableau 2 présente de premiers résultats sur les trajectoires monotypes : celles des communes qui évoluent comme le reste de leur type. Ce profil est dominant dans la plupart des types de communes, à l'exception des moins denses et des plus denses (n°1 et n°12). Les territoires périurbains (n°2, n°5, n°6, n°10) concentrent les pourcentages les plus élevés (de 50,1 à 77,7 %). Ils ont connu de profonds changements depuis les années 1970, sans pour autant remettre en cause leur composition.
A contrario, on trouve dans les types des pôles ruraux (n°3, n°7, n°9, n°11) les proportions les plus faibles de trajectoires monotypes (descendant jusqu'à 38,6%). Les changements de types y ont été les plus fréquents aux extrêmes de la hiérarchie : les bourgs du type n°3 et les villes du n°11.

Tableau 2: Poids des communes restées dans le même type de communes depuis le RP 1968

Types de communes	Trajectoires monotypes	
	Nombre de communes	Part des communes (%)
1	7 752	72,7
2	2 953	50,1
3	523	38,6
4	1 403	44,4
5	5 048	75,4
6	1 102	77,7
7	796	60,3
8	1 177	51,8
9	127	48,8
10	2 222	63,0
11	295	44,4
12	1 210	62,5

Source: Insee, recensements de la population de 1968 à 2009 (données communales de population)

Seules les communes ayant changé au moins une fois de types entre 1968 et 2009 ont été conservées pour les analyses qui suivent. Cette situation concerne un total de 13 515 communes françaises métropolitaines, dont 5 714 pour les types des territoires périurbains et 1 586 pour ceux des pôles ruraux au RP 2009. Il s'agit d'analyser ces changements et de compléter les tendances observées dans la partie 2 : quelles communes des territoires périurbains ou des pôles ruraux ont été individuellement engagées dans une tendance à la densification ou à la dédensification ?

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3.1 Dynamiques communales des territoires périurbains contemporains

Par visualisation des trajectoires communales agrégées[7], la planche des figures 3 permet de représenter la fréquence et la temporalité des changements de type des communes aboutissant, en 2009, aux types des territoires périurbains. En complément, la planche des cartes 2 représente les communes ayant suivi les trajectoires les plus fréquentes de densification ou de dédensification relative. La représentation cartographique renseigne également sur la période où est intervenu le changement de types.

Les trajectoires des communes aboutissant aux types des territoires périurbains les moins denses expriment en majorité des tendances à la dédensification : au niveau de la densité locale (n°5 vers n°2, n°4 vers n°2) et/ou de la densité de voisinage (n°6 vers n°5, n°5 vers n°2) (figures 3). D'une manière générale, ces changements ont été les plus nombreux au début de la période d'étude.
Les dix trajectoires les plus fréquentes représentent 58 % des communes aboutissant aux deux types de territoires périurbains les moins denses (n°2 et n°5) – la trajectoire la plus fréquente correspond au passage du n°4 au n°2 entre 1968 et 1975 par une baisse de la densité locale – et 64 % des communes aboutissant aux deux types les plus denses (n°6 et n°10). Ces dernières expriment en majorité des tendances à la densification : au niveau de la densité locale (n°6 vers n°10, surtout entre 1975 et 1999) ou de la densité de voisinage (n°5 vers n°6, entre 1968 et 2009).
Les visualisations en coulées mettent aussi en évidence quelques tendances à la densification pour les types des territoires périurbains les moins denses – liées à la densité locale (n°2 vers n°5) et/ou à celle de voisinage (n°1 vers n°2, n°2 vers n°5) – et inversement, pour les plus denses (n°10 vers n°6).
Derrière ces trajectoires agrégées, se cachent des situations locales et régionales. Leur cartographie éclaire la spatialité concrète des dynamiques périurbaines en France métropolitaine depuis les années 1970 (cartes 2).
Plusieurs indicateurs analysés dans la partie 2.2 montrent la poursuite et le renforcement des processus de périurbanisation depuis les années 1970. Pour autant, les trajectoires des communes qui ont changé de type, et abouti à ceux des territoires périurbains, rassemblent des configurations hétérogènes. Deux tendances principales s'opposent, qui souvent apparaissent autour des mêmes villes, car les transformations et les reconversions des territoires ne font pas émerger de nouvelles zones dynamiques sans que d'autres zones ne déclinent, et réciproquement.

La première tendance est portée par le processus de métropolisation : les communes qui se sont densifiées sont généralement situées en périphérie des

[7] Deux modes de représentation de données longitudinales sont utilisés dans les figures 3 et 4. La première visualisation en coulées consiste en l'agrégation des trajectoires individuelles par décomposition en séquences d'évolution entre deux dates successives (Commenges et al., 2014). La deuxième visualisation en tapis permet après agrégation de déterminer les dix formes de trajectoires individuelles les plus fréquentes. Ce mode de représentation est tiré du package TraMineR, d'analyse des données longitudinales (Gabadinho *et al.*, 2011a, 2011b). Par ailleurs, les représentations graphiques ont été réalisées à partir de l'application en ligne SLIDER qui est accessible à l'adresse suivante : http://slider.parisgeo.cnrs.fr

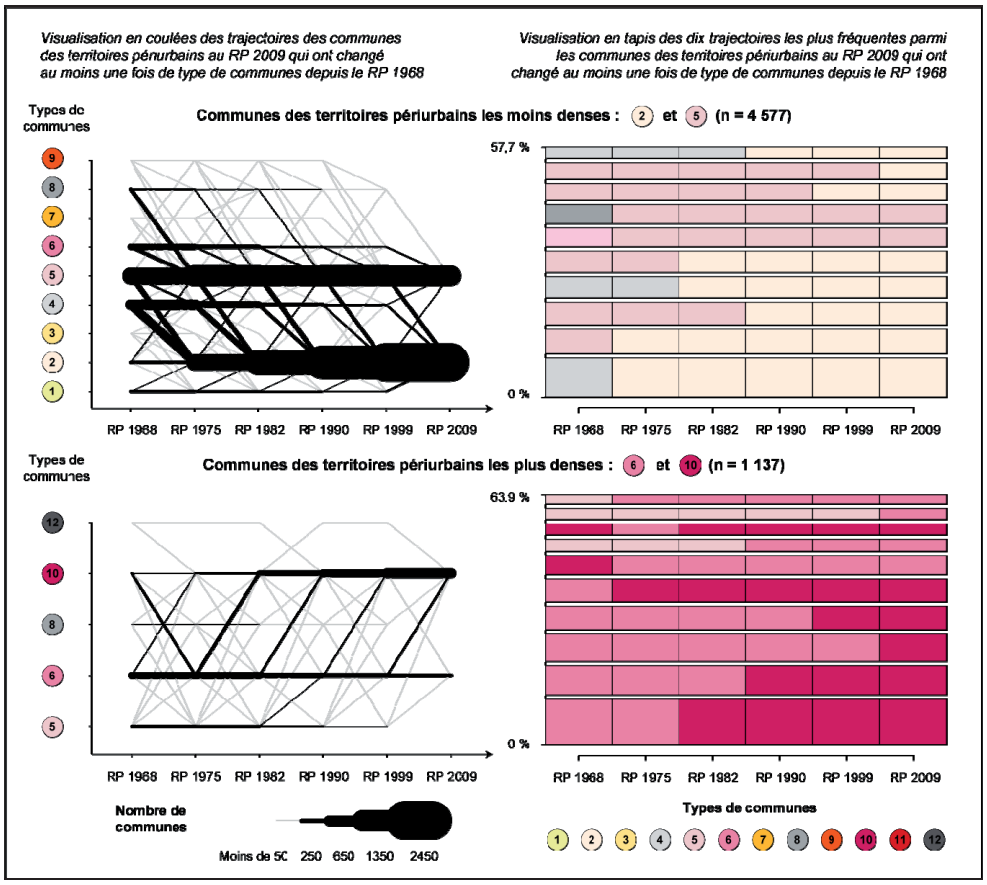
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

métropoles régionales dynamiques (Paris, Rennes, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille, Lyon, Strasbourg, Lille).
Les formes de densification renseignent sur les types de territoires périurbains concernés. Les communes les plus proches des métropoles déjà citées, ainsi que de pôles urbains de moindre importance (Rouen, Le Havre, Brest, Perpignan, Nice, Grenoble, Nancy, Metz – en direction de Luxembourg – etc.) ont surtout progressé par densification locale (n°6 vers n°10), tandis que les communes plus éloignées des métropoles régionales ont surtout changé de type par densification du voisinage, c'est-à-dire la croissance de l'agglomération qui les polarise (n°5 vers n°6). Cependant, de nombreuses communes périurbaines denses sont progressivement intégrées aux agglomérations, composant majoritairement le type n°12. Les sorties du type n°10 au n°12, non représentés sur la figure 3, sont équivalents aux entrées, ce qui explique l'effectif à peu près constant du type n°10 (partie 2).
Enfin, des territoires encore plus lointains par rapport à ces mêmes métropoles et notamment dans l'arrière-pays méditerranéen ont connu une double densification (n°2 vers n°5) : par exemple aux marges de l'Île-de-France entre 1968 et 1990, et dans les années 1990-2000 en périphérie de Toulouse.

En parallèle à ces effets des processus de périurbanisation et de métropolisation, une autre tendance se dégage du fait des nombreuses communes des territoires périurbains qui ont connu une phase de dédensification relative. Il s'agit de territoires aux périphéries de pôles intermédiaires, du Nord-Est, jusqu'à la Bourgogne et l'Auvergne, et de communes rurales de l'arrière-pays atlantique (n°4 vers n°2) : une majorité de territoires qui ont souffert de la crise des industries traditionnelles.
Certaines communes périphériques localement denses ont changé de type par dédensification de leur voisinage, et en premier lieu, à cause du déclin des pôles urbains ou industriels voisins : Le Havre, Rouen, Clermont-Ferrand, Saint-Etienne, Metz et Nancy, les bassins miniers et sidérurgiques (n°6 vers n°5). Nombreuses sont les communes périphériques dans ces régions du Nord-Est du pays à avoir connu des périodes de double dédensification (locale et du voisinage) (n°5 vers n°2). Les voisinages de pôles industriels en crise depuis les années 1970 apparaissent (Epinal, Charleville-Mézières ou Troyes) ainsi que ceux de nombreux pôles intermédiaires du Centre et de l'Ouest du pays (Dijon, Roanne, Bourges, Limoges, Poitiers, Angoulême, Agen, Pau, Tarbes, Albi, Castres).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

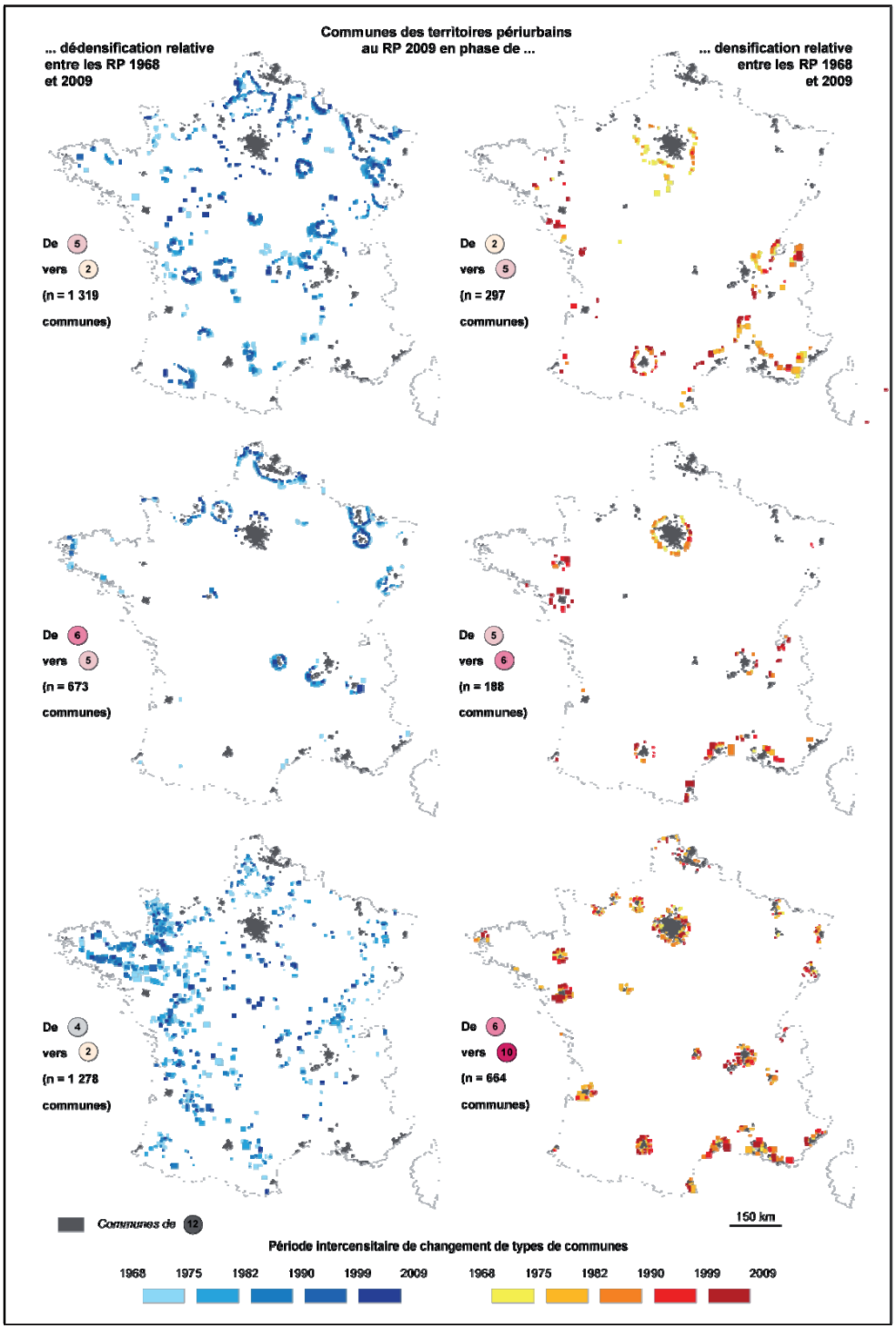
Figures 3 : Trajectoires communales des territoires périurbains contemporains depuis le RP 1968



Source: Insee, recensements de la population de 1968 à 2009 (données communales de population)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Cartes 2 : Principaux changements de types de communes dans les trajectoires des communes des territoires périurbains contemporains (1968-2009)



Source: Insee, recensements de la population de 1968 à 2009 (données communales de population)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3.2 Dynamiques communales des pôles ruraux contemporains

Cette sous-partie s'intéresse spécifiquement aux trajectoires communales aboutissant, au RP 2009, aux types des pôles ruraux, à partir de mêmes traitements et supports que précédemment : agrégation des trajectoires (figures 4) et cartographie des principaux changements de types de communes entre 1968 et 2009 (cartes 3).

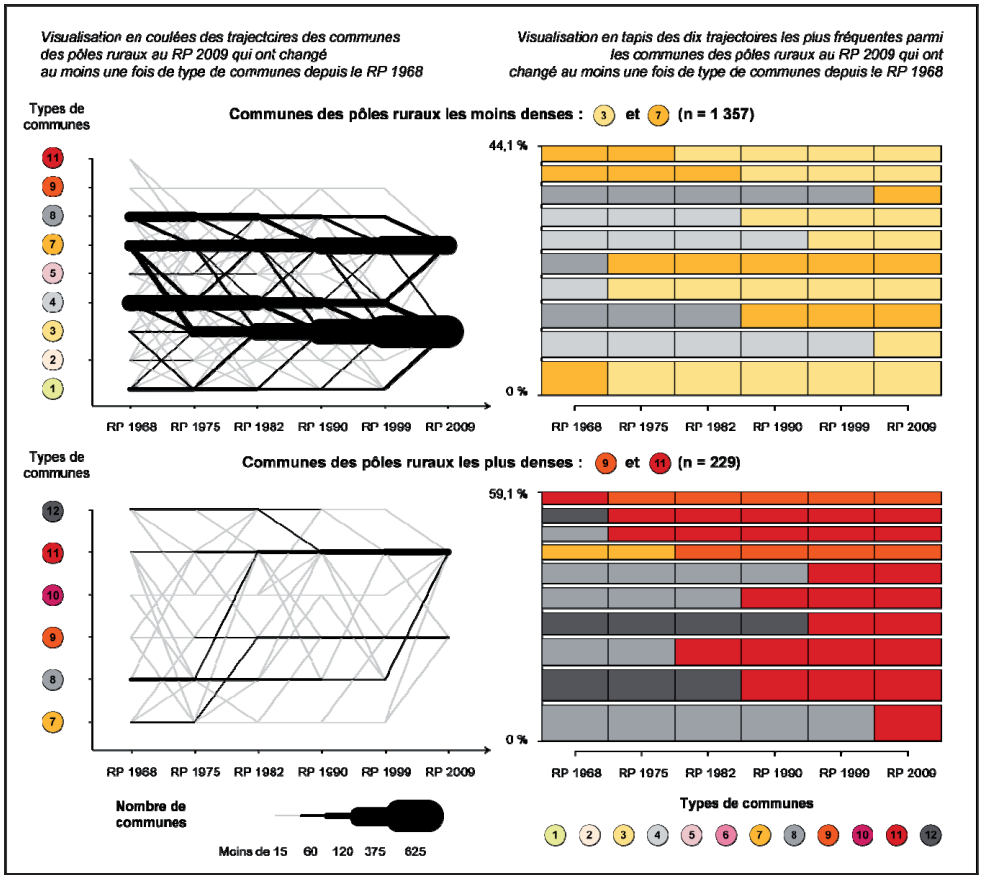
Les trajectoires aboutissant aux types de pôles ruraux les moins denses (au RP 2009) résultent en majorité d'une dédensification : au niveau de la densité locale (n°7 vers n°3) et/ou de la densité de voisinage (n°7 vers n°3, n°4 vers n°3, n°8 vers n°7) (figures 4). Les changements de types sont intervenus de manière assez équilibrée au cours de la période d'étude, et les dix trajectoires les plus fréquentes vers les pôles ruraux les moins denses (n°3 et n°8) représentent 44 % des trajectoires (sans que se dégagent une ou plusieurs configurations vraiment dominantes). Notons tout de même les passages non négligeables des types n°1 et n°4 vers les types n°3 et n°7, qui traduisent, eux, une densification locale principalement au cours des années 2000.
Les trajectoires communales menant aux pôles ruraux les plus denses (n°9 et n°11) sont également dominées par une tendance à la densification, exclusivement au niveau de la densité locale (n°8 vers n°11, n°7 vers n°9). Les principaux basculements sont intervenus dans les années 1970 et 2000, et les dix trajectoires les plus fréquentes comptent pour 59 % des trajectoires. Une exception : le passage notable, durant les années 1980-1990, de quelques dizaines de communes parmi les plus denses (n°12) vers le type n°11, par dédensification du voisinage. Il s'agit surtout de villes moyennes industrielles inscrites dans des voisinages, eux-mêmes, en difficulté : Sarreguemines, Sochaux, Montbéliard, Belfort, Maubeuge, Saint-Malo, Tours, etc.

La cartographie (cartes 2) des changements de types aboutissant à des pôles ruraux permet d'exemplifier les principaux basculements identifiés (figures 4), et d'en faire une description spatiale régionalisée à l'échelle nationale.
Comme observé dans la partie 2, les tendances à la densification concernent avant tout les pôles ruraux les plus petits et les moins denses (n°3 et n°7). Que ce soit par un passage du type n°1 au n°3, ou du type n°4 au n°7, les communes concernées se sont surtout densifiées à l'échelle locale. Ces petits pôles ruraux sont localisés en lointaine périphérie de métropoles dynamiques (Paris, Toulouse), dans des régions touristiques (façades et arrière-pays atlantiques et méditerranéens, massifs des Pyrénées et des Alpes, Corse) ou dans des zones rurales redevenues attractives (dans le Lot, l'Hérault, en Ariège, dans les Alpes-de-Haute-Provence, etc.).
Pour les pôles ruraux plus denses et en phase de densification, la trentaine de passages récents du type n°8 au n°11 concernent d'autres régions attractives, comme le littoral breton, la vallée du Rhône jusqu'à la frontière suisse.
Les trois trajectoires cartographiées qui correspondent à des dédensifications, concernent des petits pôles de régions rurales, dont le voisinage s'est avant tout dédensifié. Les passages du type n°7 au n°3 se sont surtout produits durant les années 1960-1970, dans de petits pôles situés le long de la fameuse diagonale du vide.
Les changements du type n°4 au n°3 sont bien plus contemporains et concernent des régions rurales qui restent aujourd'hui dans des dynamiques démographiques

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

négatives : les cœurs bretons et normands, ainsi que des parties reculées des régions Poitou-Charentes, Auvergne, Limousin ou Lorraine.
Enfin, les passages du type n°8 au n°7 rendent compte de tendances négatives dans des régions plus spécifiques et plus densément peuplées : les Vosges du côté d'Epinal, le Gard vers Alès, la Somme du côté d'Abbeville ou le Cher vers Bourges.

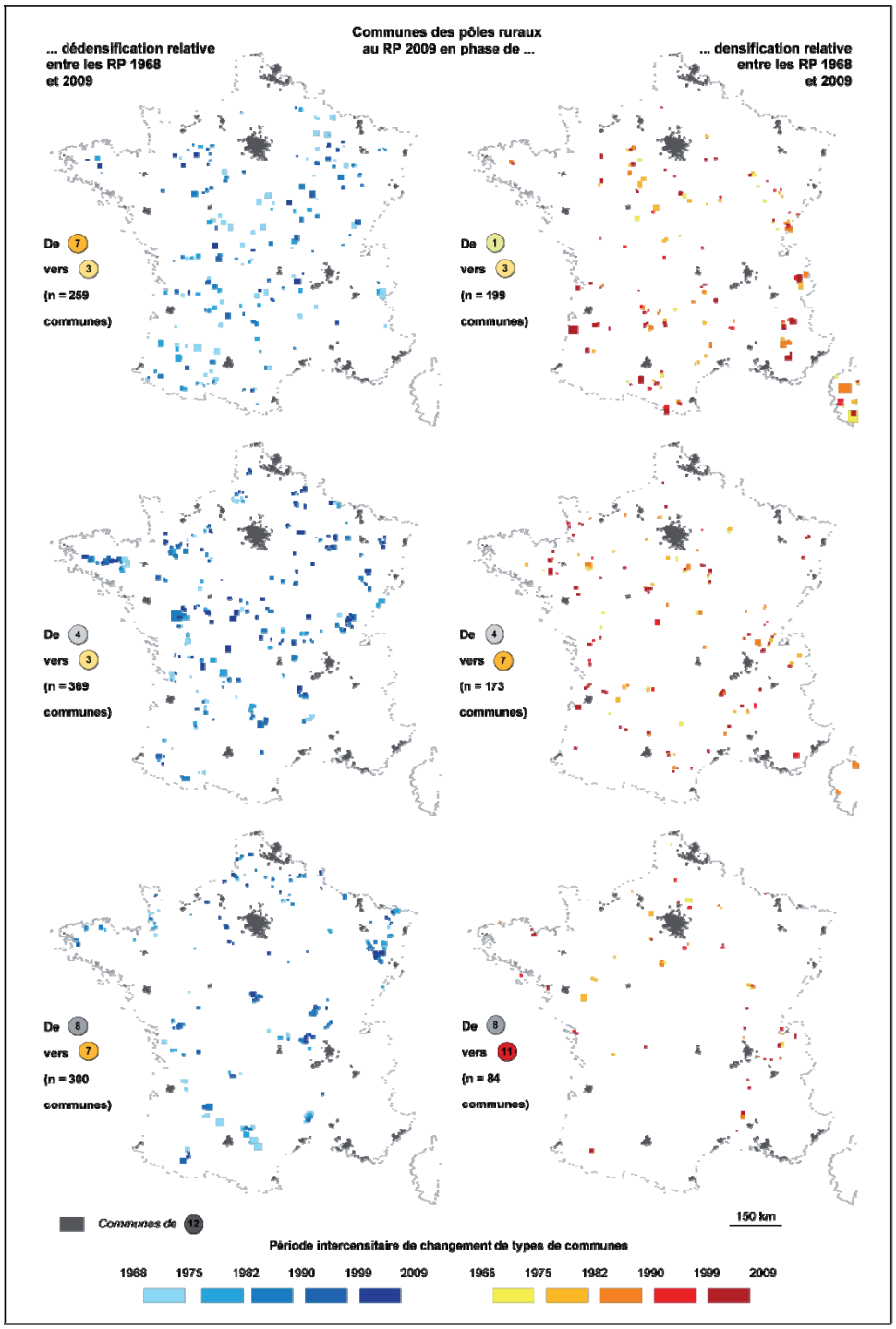
Figures 4: Trajectoires communales des pôles ruraux contemporains depuis le RP 1968



Source: Insee, recensements de la population de 1968 à 2009 (données communales de population)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Cartes 3 : Principaux changements de types de communes dans les trajectoires des communes des pôles ruraux contemporains (1968-2009)



Source: Insee, recensements de la population de 1968 à 2009 (données communales de population)

L'étude des communes ayant changé de type depuis 1968 permet ainsi de compléter et d'affiner les observations réalisées en partie 2 sur les résultats agrégés

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

par types de communes. Retenons ici que le dispositif employé a ainsi pu mettre en évidence et caractériser :

(1) les signes effectifs d'une tendance à la métropolisation par densification des périphéries des métropoles régionales dynamiques ;

(2) le déclin relatif ou absolu, au niveau local et/ou de leur voisinage, de bon nombre de pôles intermédiaires à dominante industrielle ;

(3) la densification locale de petits pôles ruraux, dans des régions attractives, rurales, touristiques, littorales ou encore de montagne ;

(4) la dédensification en cours de pôles ruraux de tailles variées, mais surtout parmi les plus denses, dans des régions peu dynamiques.

Il convient cependant de garder en tête quelques précautions interprétatives, lié au dispositif même.

Si les territoires périurbains ont globalement connu des phases régulières de densification depuis les années 1970, les communes qui ont changé de types par dédensification ne sont pas nécessairement en phase de dépeuplement, mais plutôt en moindre densification au regard des moyennes nationales. De même, celles qui ont progressé parmi les types périurbains correspondent à des tendances à la densification bien supérieures.

Du côté des pôles ruraux, les mêmes précautions sont à prendre. Les communes de ces types étant majoritairement en phase de déclin démographique (dédensification locale absolue), le fait de passer à des types plus denses exprime plutôt des tendances à la stabilité ou à de légères croissances de la population.

4 Evolutions des distances de mobilité domicile-travail aux frontières françaises de l'urbain depuis les années 1990

Dans la section précédente, ont été analysées les trajectoires des communes dans l'espace abstrait de la typologie évolutive de 1968 à 2009, où nous avons construit une définition des frontières de l'urbain en France métropolitaine. Cette partie s'intéresse à l'évolution des trajets domicile-travail dans l'espace géographique qui sont essentiels à l'organisation et à la solidarité entre les territoires.

La variable principalement étudiée est la distance moyenne à vol d'oiseau entre les communes de résidence et de travail des actifs occupés, telles que présentes dans les données individuelles des recensements (1990, 1999, 2006 et 2010[8]). Pour en interpréter les variations, nous analysons trois variables qui lui sont étroitement liées : la part des actifs travaillant dans leur commune de résidence, la distance domicile-travail moyenne de faible et moyenne portée (0-45 km, commune de résidence exclue) et le pourcentage de trajets à longue portée (ici fixé à plus de 45 km).

[8] Exploitations complémentaire du recensement : sondage au quart en 1990, au vingtième en 1999, fichiers MOBPRO des recensements rénovés publiés en 2006 et 2010 correspondant approximativement au quart de la population. Les RP 2006 et 2010 sont la compilation d'enquêtes annuelles réalisées, respectivement, entre 2004 et 2008, puis entre 2008 et 2012. Un cinquième de l'échantillon (l'enquête 2008) est donc commun aux deux recensements utilisés.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

4.1 Distances domicile-travail en France depuis les années 1990

Les navettes domicile-travail tissent un réseau de solidarité entre les communes en tant que parties de territoires. Ce réseau est constitué de fibres de longueurs variables. La distribution, ou densité de probabilité, de ces distances (la distance domicile-travail) est très déséquilibrée vers la gauche : la médiane vaut presque trois fois moins que la moyenne et le mode est encore nettement inférieur. Depuis près de 40 ans que cette distance peut être étudiée dans les enquêtes transports, on constate cependant que cette forme tend à s'aplatir et à se décaler vers les valeurs élevées (François, 2010). La croissance constatée de la distance moyenne entre les chefs-lieux des communes de résidence et de travail traduit l'allongement des fibres de ce réseau et l'accès à un espace toujours plus grand, ce qui fait dire à J. Gottmann (1966) que l'espace géographique est en « expansion ». Les variations des distances moyennes entre types de communes, synchroniques et diachroniques, indiquent donc la façon, plus ou moins serrée ou distendue, en expansion ou en contraction, selon laquelle une commune s'insère dans son voisinage pour échanger des flux de main d'œuvre ou de salaires.

En soi, la valeur de la moyenne de distance domicile-travail (*D*) ne représente aucun comportement social remarquable. C'est d'abord le résultat d'opérations mathématiques pouvant se décomposer en plusieurs éléments qui nous paraissent plus aisément interprétables :

- le taux de travail dans la commune de résidence amenant autant de zéros dans le calcul de la moyenne,
- la distance moyenne aux communes de travail dont l'éloignement est compatible avec la durée du travail quotidien et celle des tâches domestiques, pondérée le pourcentage de cette classe de distance,
- la distance moyenne des trajets plus longs, contraignant la personne active à passer moins de temps chez elle, sauf à réduire le nombre de ses navettes, voire à occuper une résidence occasionnelle près du lieu de travail.

Nous fixons à 45 km cette limite entre le proche et le lointain, non sans arbitraire. Cette décomposition a l'avantage de faire voir la croissance de la distance moyenne comme l'effet conjugué principalement de la baisse du taux de travail dans la commune, de la hausse de la distance moyenne des navettes peu éloignées et de celle du pourcentage de navettes éloignées. (Hubert *et al.*, 2014).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

$$\bar{D} = (1 - \tau_{TC}) \times (p_1 \times \bar{D}_1 + p_2 \times \bar{D}_2)$$

Où :

$\bar{D}$ = Moyenne des distances à vol d'oiseau entre commune de résidence et lieu de travail en France métropolitaine

τ_{TC} = Part des actifs travaillant dans la commune de résidence

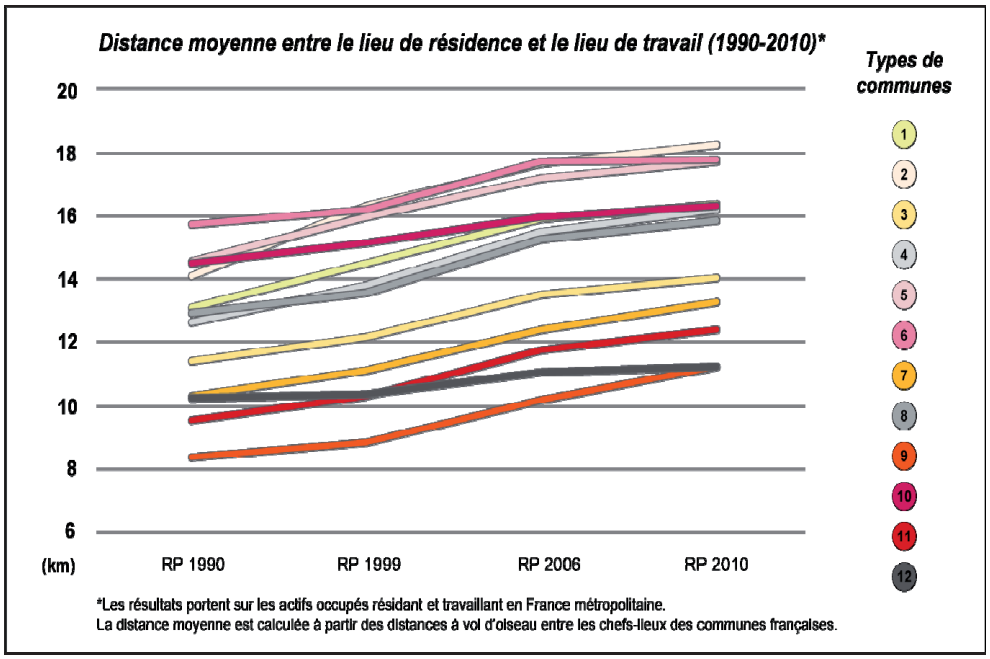
p_1 = Part des actifs travaillant à une distance inférieure au seuil *S* des navettes quotidiennes, hors de la commune de résidence

p_2 = Part des actifs travaillant à une distance supérieure au seuil *S* des navettes quotidiennes

$\bar{D}_1$= Moyenne des distances à vol d'oiseau domicile travail comprises entre 0 (exclu) et *S*

$\bar{D}_2$= Moyenne des distances à vol d'oiseau domicile travail supérieures à *S*

Figure 5: Evolution des distances domicile-travail par types de communes (1990-2010)



Source: Insee, recensements de la population de 1990, 1999, 2006 et 2010

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau 3: Evolution de la distance domicile-travail, du travail dans la commune, des distances domicile-travail de faible-moyenne et longue portée, par types de communes (1990-2010)

Types de communes	Distance moyenne domicile-travail (km)*			Taux de travail dans la commune de résidence (%)*		Distance moyenne domicile-travail de faible et moyenne portée]0-45 km]*		Taux des trajets domicile-travail de longue portée (%) (plus de 45 km)*	
	2010		Variation relative (1990-2010) en %	2010	Variation absolue (1990-2010) en pts	2010	Variation relative (1990-2010) en %	2010	Variation absolue (1990-2010) en pts
Communes « très très » peu denses (n°1)									
1	16,4	[16,2-16,5]	+ 25	35,0	- 19,1	14,3	+ 14,0	6,0	+ 0,81
Types de communes des territoires périurbains (n°2, n°5, n°6, n°10)									
2	18,2	[18,0-18,4]	+ 29	25,9	- 19,6	15,5	+ 15,9	5,9	+ 0,89
5	17,7	[17,6-17,8]	+ 22	22,9	- 12,9	15,2	+ 16,3	5,2	+ 0,58
6	17,8	[17,5-18,0]	+ 13	20,0	- 8,4	15,6	+ 8,8	3,8	+ 0,37
10	16,3	[16,2-16,4]	+ 13	22,6	- 5,4	13,5	+ 11,4	3,5	+ 0,49
Types de communes des pôles ruraux (n°3, n°7, n°9, n°11)									
3	14,1	[13,8-14,3]	+ 23	40,4	- 15,2	13,3	+ 18,2	5,2	+ 0,91
7	13,3	[13,1-13,4]	+ 29	45,5	- 14,4	12,9	+ 22,2	5,4	+ 1,29
9	11,2	[11,1-11,4]	+ 34	62,0	- 9,0	12,1	+ 25,3	5,1	+ 1,47
11	12,4	[12,3-12,5]	+ 30	55,0	- 6,3	10,6	+ 26,7	5,8	+ 1,66
Types de communes en situation intermédiaire (n°4, n°8)									
4	16,2	[16,0-16,3]	+ 28	26,9	- 16,5	13,7	+ 20,5	5,4	+ 1,10
8	15,9	[15,7-16,0]	+ 23	28,5	- 10,7	12,8	+ 25,0	5,4	+ 0,97
Communes denses et plus dans un voisinage dense et plus (n°12)									
12	11,3	[11,2-11,3]	+ 10	35,7	+ 1,3	10,5	+ 13,7	2,4	+ 0,36
France métropolitaine									
	13,8	**	*+ 19*	*34,5*	*+ 6,8*	*12,4*	*+ 18,3*	*4,1*	*+ 0,74*

** Les résultats portent sur les individus actifs occupés travaillant et résidant en France métropolitaine.*
*** L'amplitude de l'intervalle de confiance est de 0,06.*

Source: Insee, recensements de la population de 1990 et 2010

Entre 1990 et 2010, cette distance moyenne $\overline{D}$ a globalement cru de 19 % en France métropolitaine, passant de 11,6 à 13,8 km (tableau 3). Dans l'espace, cette distance varie principalement en raison inverse de la densité locale (figure 5). Elle est minimale dans les types de communes n°9 et n°12, maximale dans les catégories d'espace de densité locale faible, surtout lorsque la densité du voisinage est à un niveau plus élevé, ce qui est caractéristique de la situation périurbaine (n°2, n°5, n°6). Le fait d'appartenir à un voisinage déjà dense (n°6 et n°10) a limité l'augmentation de la distance moyenne : + 13 % en vingt ans, contre 22 à 23 % pour les types des territoires périurbains n°5 et n°8 qui sont équivalents en densité locale, mais avec un niveau inférieur de densité de voisinage.
Ce sont les pôles ruraux qui montrent les plus fortes augmentations (environ + 30 % en vingt ans), résultant à la fois d'un recul important du travail dans la commune

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

de résidence, encore très élevé dans ces villes (ainsi le taux d'actifs travaillant dans la commune passe de 71 à 62 % dans le type n°9), d'un éloignement croissant du lieu de travail, à l'intérieur du cercle de 45 km autour de la commune de résidence, et des plus fortes progressions du pourcentage d'actifs travaillant à plus de 45 km à vol d'oiseau de chez eux. Ces villes ont donc émis un nombre croissant de navettes sortantes et notamment de navettes dirigées vers des pôles d'emploi de plus grande taille, malgré l'éloignement. Les grandes agglomérations constituent l'essentiel du type n°12 dont la part de trajets domicile-travail à plus de 45 km est la plus faible et progresse le moins.

4.2 Trajectoires communales et évolution des distances domicile-travail depuis les années 1980-1990

Les trajectoires ici analysées correspondent aux changements de types cartographiés dans les planches de cartes 2 et 3, plus deux trajectoires aboutissant au type n°12 des communes les plus denses. Seuls les changements produits entre 1982 et 2009 sont considérés car l'analyse des trajets domicile-travail ne commence qu'au RP 1990. Le passage du type n°10 au n°12 correspond à la densification d'une banlieue et celui du type n°11 au n°12, à l'intégration d'un pôle dans un ensemble métropolitain plus vaste. Les tableaux 4 et 5 présentent aussi des résultats pour les trajectoires monotypes entre 1982 et 2009, pour les autres trajectoires polytypes et pour l'ensemble des communes.
Dans les 12 trajectoires analysées, la distance domicile-travail moyenne du type d'arrivée est généralement inférieure à celle du type de départ à la même période (RP 2010). Cela permet d'émettre l'hypothèse que ces trajectoires communales, qui sont fréquentes, ne sont pas celles qui pénalisent le plus leurs habitants. Notons deux exceptions : les passages du type n°7 au n°3 et du n°4 au n°2 qui représentent une dédensification locale et donc une diminution des emplois dans ou à proximité de la commune ; ainsi que deux cas incertains de dédensification du voisinage (passage du type n°5 au n°2, et du type n°6 au n°5).
La distance moyenne domicile-travail en 2010, calculée pour les communes ayant changé de type, ne se situe pas aléatoirement par rapport à celle des catégories de départ et d'arrivée. Sur le « front négatif de l'urbain », dans le cas d'un pôle en déclin dont le voisinage s'étiole, la distance est significativement plus faible que celle du type terminal, que l'on soit dans le pôle ou dans une commune périphérique. Sur le « front positif », avec élévation de la densité locale et de celle de voisinage, cette distance est au contraire supérieure à celle du type terminal et même, pour les communes périurbaines, à celle du type de départ en 2010.

Les trajectoires de dédensification ont, comme il a été vu, surtout touché des pôles de faible influence où le taux de travail dans la commune était très élevé et la part des trajets domicile-travail à plus de 45 km, faible. La forte progression de la distance moyenne dans les pôles (+ 22 % à + 29 % en vingt ans) est due, à la fois, à la baisse du travail dans la commune, à la disparition ou délocalisation d'activités et aux actifs plus nombreux à travailler dans des lieux de travail éloignés de leur résidence.
Dans les communes dont le voisinage se dédensifie (passages des types n°4 vers n°2, n°5 vers n°2, n°6 vers n°5), le taux de travail dans la commune a pu baisser à

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

cause de l'installation de populations souhaitant résider à la campagne tout en travaillant en ville, même au prix de très longs trajets domicile-travail.
Le déclin du pôle proche a pu les conduire à chercher un emploi dans un pôle plus important et plus éloigné, d'où la croissance forte de la distance domicile-travail (de 30% et plus en 20 ans) dans deux trajectoires sur les trois.

Les trajectoires de densification sont le fait de communes situées probablement, en 1990, aux marges de l'aire urbaine au sens de l'Insee, et progressivement intégrées à celle-ci dans un processus de croissance métropolitaine. Déjà polarisées par un pôle important, ces communes montraient une distance moyenne domicile-travail supérieure à la moyenne de leur type, c'est pourquoi ces trajectoires sont associées à des progressions relativement faibles de l'indicateur.
Le taux de navettes à plus de 45 km est parmi les plus élevés constatés et en forte progression pour les trajectoires de pôles ruraux (ex : passage du type n°8 au n°11). Il est plus stable pour les trajectoires de communes périurbaines, dont le maintien de la faible densité locale dans le contexte d'une densification du voisinage (ex : passage du type n°5 au n°6) peut aussi être le résultat d'une politique freinant les constructions et les installations.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau 4: Principales trajectoires communales et distances moyennes domicile-travail

Trajectoires communales entre 1982 et 2009	Distance moyenne domicile-travail*		Variation relative (1990-2010) en %*	Distance moyenne domicile-travail en 2010 du type de départ (km) *	Distance moyenne domicile-travail en 2010 du type terminal (km) *
	2010 (km)				
Communes des pôles ruraux au RP 2009 en phase de dédensification relative					
n°7 à n°3	12,5	[12,0-13,1]	+ 29	13,3	14,1
n°8 à n°7	12,9	[12,5-13,2]	+ 22	15,8	13,3
n°4 à n°3	13,4	[13,0-13,8]	+ 25	16,2	14,1
Communes des pôles ruraux au RP 2009 en phase de densification relative					
n°1 à n°3	15,4	[14,4-16,3]	+ 18	16,4	14,1
n°4 à n°7	14,8	[14,2-15,3]	+ 8	16,2	13,3
n°8 à n°11	14,1	[13,7-14,5]	+ 19	15,8	12,4
Communes des territoires périurbains au RP 2009 en phase de dédensification relative					
n°4 à n°2	16,4	[15,8-16,9]	+ 33	16,2	18,2
n°5 à n°2	17,5	[17,0-18,0]	+ 30	17,7	18,2
n°6 à n°5	16,8	[16,2-17,4]	+ 19	17,8	17,7
Communes des territoires périurbains au RP 2009 en phase de densification relative					
n°2 à n°5	19,9	[18,9-20,9]	+ 19	18,2	17,7
n°5 à n°6	19,2	[18,5-19,9]	+ 13	17,7	17,8
n°6 à n°10	18,1	[17,7-18,4]	+ 8	17,8	16,3
Communes denses et plus (n°12) au RP 2009 venues des territoires périurbains (n°10) et pôles ruraux (n°11) les plus denses					
n°10 à n°12	14,9	[14,7-15,1]	+ 5	16,3	11,3
n°11 à n°12	12,7	[12,1-13,3]	+ 29	12,4	11,3
Trajectoires monotypes	13,5	[13,46-13,53]	+ 18	s.o.	s.o.
Autres trajectoires	15,5	[15,4-15,6]	+ 28	s.o.	s.o.
France métropolitaine	13,8	[13,79-13,85]	+ 19	s.o.	s.o.

** Les résultats portent sur les individus actifs occupés travaillant et résidant en France métropolitaine.*

Source: Insee, recensements de la population de 1990 et 2010

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau 5: Principales trajectoires communales et évolution du travail dans la commune, et des distances domicile-travail de faible-moyenne et longue portée

Trajectoires communales entre 1982 et 2009	Taux de travail dans la commune de résidence *		Distance moyenne domicile-travail de faible et moyenne portée]0-45 km]*		Taux des trajets domicile-travail de longue portée (plus de 45 km)*	
	2010 (km)	Variation absolue (1990-2010) en pts	2010 (km)	Variation relative (1990-2010) en %	2010 (%)	Variation absolue (1990-2010) en pts
Communes des pôles ruraux au RP 2009 en phase de dédensification relative						
n°7 à n°3	49,6	- 13,6	14,1	+ 23	5,0	+ 1,0
n°8 à n°7	34,3	- 9,8	10,7	+ 25	4,4	+ 0,9
n°4 à n°3	35,5	- 17,2	13,2	+ 19	4,5	+ 0,8
Communes des pôles ruraux au RP 2009 en phase de densification relative						
n°1 à n°3	29,8	- 13,0	11,8	+ 20	5,4	+ 0,7
n°4 à n°7	23,1	- 5,8	11,0	+ 19	5,5	+ 1,0
n°8 à n°11	28,7	- 4,5	9,7	+ 26	6,0	+ 0,9
Communes des territoires périurbains au RP 2009 en phase de dédensification relative						
n°4 à n°2	29,6	- 20,9	14,7	+ 17	5,1	+ 1,2
n°5 à n°2	22,6	- 17,0	14,9	+ 14	5,0	+ 1,0
n°6 à n°5	18,0	- 10,2	14,2	+ 14	4,1	+ 0,8
Communes des territoires périurbains au RP 2009 en phase de densification relative						
n°2 à n°5	25,5	- 17,2	17,4	+ 10	6,6	+ 0,0
n°5 à n°6	22,5	- 11,6	17,6	+ 11	4,6	- 0,5
n°6 à n°10	20,6	- 6,3	15,0	+ 3	3,2	+ 0,4
Communes denses et plus (n°12) au RP 2009 venues des territoires périurbains (n°10) et pôles ruraux (n°11) les plus denses						
n°10 à n°12	22,7	- 2,6	12,3	+ 7	2,7	+ 0,3
n°11 à n°12	52,2	- 7,4	11,2	+ 19	3,0	+ 0,7
Trajctoires monotypes	35,1	- 5,9	12,2	+ 18	4,0	+ 0,7
Autres trajectoires	35,6	- 13,2	13,5	+ 23	5,1	+ 1,0
France métropolitaine	34,5	- 6,8	12,4	+ 18	4,1	+ 0,7

** Les résultats portent sur les individus actifs occupés travaillant et résidant en France métropolitaine.*

Source: Insee, recensements de la population de 1990 et 2010

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

5 Conclusion

L'outil typologique présenté et utilisé dans cette communication a permis une étude évolutive, grâce aux recensements depuis 1968, des dynamiques territoriales en France métropolitaine. Il a permis également de construire des définitions opératoires, d'une part, des « frontières de l'urbain » comme un ensemble de combinaisons de densités locales et de voisinage et, d'autre part, de la dynamique des « fronts » comme des trajectoires à l'intérieur de l'espace abstrait des types de communes.

Le fait de travailler avec une densité communale à deux échelles et le traitement combiné de seuils en évolution détaillant les faibles densités éclairent la dynamique des espaces (très) peu denses : des territoires où la reprise du peuplement est diffuse, qui peut concerner également les petits pôles de régions attractives mais laisse de côté bon nombre des villes petites et moyennes. Du côté des territoires périurbains, nous avons vu que les dynamiques d'étalement et de métropolisation ne produisent pas une densification uniforme au voisinage des pôles, surtout lorsque les régions ont été marquées par une activité industrielle en déclin.

Les analyses menées sur les trajets domicile-travail en relation avec les types de communes et les trajectoires dans l'espace abstrait de la typologie illustrent certaines modalités de la notion d'expansion de l'espace géographique. En effet, ces trajets sont les fibres de tissus de relations qui s'allongent même lorsque le tissu s'éclaircit ou au contraire s'épaissit. Le phénomène d'expansion touche toutes les aires et n'est donc pas seulement lié à un étalement ou une diffusion de l'urbain.

Le dispositif d'étude s'applique en effet à n'importe quel territoire et peut être réglé en ajustant les seuils de densité, et sans doute aussi le mode de calcul de la densité, pour se focaliser sur les dynamiques à étudier. Nous avons ainsi pu parler des dynamiques des villes ou des campagnes, à partir d'analyses quantitatives, sans devoir introduire au préalable une définition officielle de l'urbain ou du rural. On voit donc qu'il n'est pas une fatalité d'utiliser les catégories géographiques de l'Insee qui ont fait et font toujours couler tant d'encre, du fait de l'asymétrie entre les définitions d'espaces urbains et ruraux.

Soulignons pour finir le caractère symétrique, au contraire, de cette typologie. Dès qu'une trajectoire d'urbanisation est définie dans l'espace abstrait des densités croisées, une trajectoire inverse s'en déduit naturellement. Elle peut être qualifiée de « désurbanisation » sans que le terme porte une quelconque charge symbolique, puisqu'il n'y a plus d'asymétrie entre urbain et rural, du moins dans le dispositif d'observation et d'analyse.

Références

Aubert F., Georges-Marcelpoil E., Larmagnac C., 2012, « Les villes intermédiaires et leurs espaces de proximité – processus et scénarios », *in* DATAR, « Des systèmes spatiaux en prospective », *Territoires 2040*, n°4, Paris : La Documentation française, pp. 107-126.

Bessy-Pietri P., Hilal M., Schmitt B., 2001, « Des évolutions démographiques rurales contrastées liées à la proximité et aux dynamiques urbaines », *Espace, populations, sociétés*, vol. 19, N°1-2, pp. 19-36.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Commenges H., Pistre P., 2014, « Visualisation de trajectoires : de l'individu sociologique à l'individu géographique », *Mappemonde* (en cours d'évaluation)

Fol S., Cunningham-Sabot E., 2010, « « Déclin urbain » et *Shrinking Cities* : une évaluation critique des approches de la décroissance urbaine », *Annales de géographie*, n°674, pp. 359-383.

François D., 2010, « Se rendre au travail : distances et temps de transport s'allongent », *La Revue du CGDD. La mobilité des Français. Panorama issu de l'enquête nationale transports et déplacements 2008*, pp. 83-98.

Gabadinho A., Ritschard G., Müller N. S., Studer M., 2011a, «Analyzing and visualizing state sequences in R with TraMineR», *Journal of Statistical Software*, vol. 40, nº4, pp. 1-37.

Gabadinho A., Ritschard G., Studer M., Müller N. S., 2011b, *Mining sequence data in R with the TraMineR package : A user's guide*, Université de Genève, 128 p, en ligne le 18/03/2011, consulté le 06/01/2014, URL : http://mephisto.unige.ch/traminer/index.shtml.

Giroud M., Mainet H., Edouard J.-C. (dirs.), 2011, *Les mobilités spatiales dans les villes intermédiaires : territoires, pratiques, régulations*, Clermont-Ferrand : Presses universitaires Blaise Pascal, 494 p.

Gottmann J., 1966, « Géographie Politique », *in* Journaux A., Desfontaines P., Brunhes M. J., *Géographie générale - Encyclopédie de la Pléiade*, Paris : Gallimard, pp. 1749-1763.

Hubert J.-P., 2006, « La périurbanisation vue à travers la concentration de la population en Europe occidentale et son évolution depuis un siècle », *Belgeo*, n°4, pp. 393-406.

Hubert J.-P., Delisle F., Minster C., 2012, *La mobilité dans les espaces peu denses à partir des enquêtes nationales transport*, Rapport pour le Certu, Paris, 53 p.

Hubert J.-P., Madre J.-L., Pistre P., 2014, « Analyse de l'évolution de la mobilité domicile-travail dans les territoires de faible densité grâce aux données annualisées du recensement rénové », *Economie et statistique* (en cours d'évaluation).

Laganier J., Vienne D., 2006, « Recensement de la population 2006 : la croissance retrouvée des espaces ruraux et des grandes villes », *Insee Première*, n°1218, 4 p.

Paul-Dubois-Taine O. (dir.), 2012, *Les nouvelles mobilités dans les territoires périurbains et ruraux*, Rapport pour le Centre d'analyse stratégique, Paris : La Documentation française, 164 p.

Pistre P., 2012, *Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recompositions sociales*, Thèse de doctorat de géographie, Université Paris Diderot, 406 p, en ligne le 13/12/2014, consulté le 06/01/2014, URL : http://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-00764869/.

Wolff M., Fol S., Roth H., Cunningham-Sabot E., 2013, « *Shrinking Cities*, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France », *Cybergeo*, n°661, en ligne le 14/12/2013, consulté le 06/01/2014, URL : http://cybergeo.revues.org/26136.

Jeux de données utilisés

Base de données communales du recensement de la population (BDCOM) – France entière – 1999, BDCOM 1999, INSEE [producteur], Centre Maurice Halbwachs (CMH) [diffuseur].

Chiffres clés - Résumé statistique. France entière – Communes. Découpage géographique au 01/01/2011, Fichier : Base-cc-resume-stat-11.XLS, INSEE [producteur et diffuseur]

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Données carroyées à 1 kilomètre. Carte des estimations carroyées de la population. Fichier ECP1KM_09_MET.ZIP, INSEE [producteur et diffuseur].

Recensement de la population 1990 : Fichier détail "Individus" au ¼, INSEE [producteur], Centre Maurice Halbwachs (CMH) [diffuseur].

Recensement de la population 1999 : Fichier détail "Individus" au 1/20ème, INSEE [producteur], Centre Maurice Halbwachs (CMH) [diffuseur].

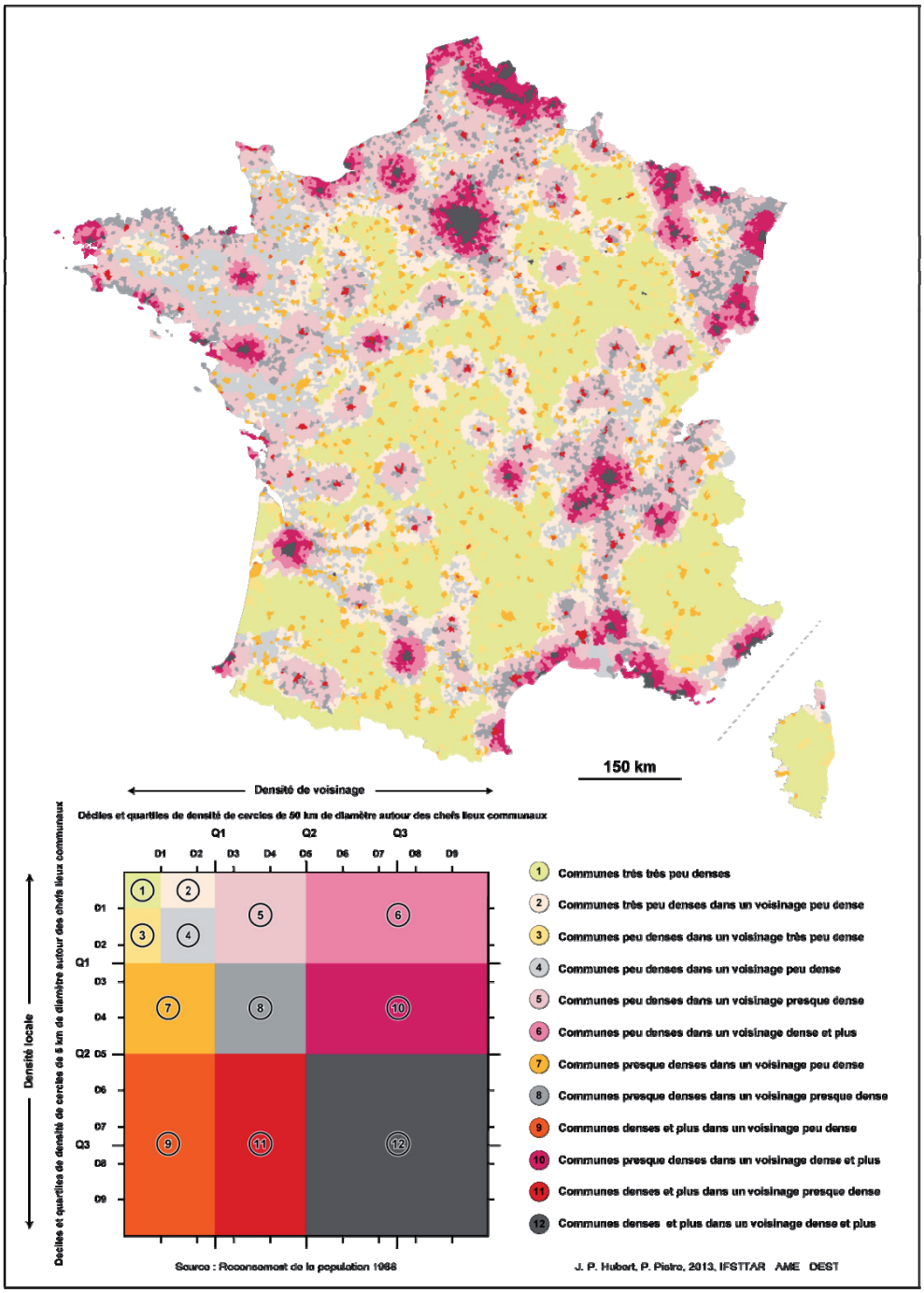
Recensement rénové de la population 2006-2010 : Fichiers Mobilités professionnelles des individus : déplacements commune de résidence / commune de travail 2006 et 2010, Fichiers FD_MOBPRO_2006.TXT et FD_MOBPRO_2010.TXT, INSEE [producteur et diffuseur].

Répertoire géographique des communes RGC®. Editions 1990 et 2012, IGN [producteur et diffuseur].

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Annexe

Carte 4. Typologie des communes selon les densités locale et de voisinage (RP 1968)



Source : Insee, recensement de la population 1968 (données communales de population)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Mobilité et accessibilité dans l'espace urbain : le cas de la ville de Sao Carlos, État de Sao Paulo, Brésil

Marcos Timóteo Rodrigues de Sousa
Univ Estadual Paulista (UNESP)
Fundação de Amparo à Pesquisa no Est São Paulo (FAPESP)
Brasil
marcossousa91630@gmail.com

Maria Encarnação Beltrão Sposito
Univ Estadual Paulista (UNESP)
Fundação de Amparo à Pesquisa no Est São Paulo (FAPESP)
Brasil
mebsposito@gmail.com

Résumé

Dans la majeure partie des villes brésiliennes, les services municipaux de transport et du trafic routier, ou encore les services de travaux publics, ont pour rôle d'organiser l'infrastructure urbaine. Ainsi, les pouvoirs publics se définissent comme les agents qui ont la possibilité de structurer le système de voirie et par conséquent, de contribuer à la concrétisation de l'accessibilité suivant un design urbain. Par ailleurs, le flux des transports publics routiers, en l'occurrence, des autobus sur les voies publiques, entraîne une certaine fluidité urbaine, entendons par cela que les entreprises privées, concessionnaires de ce service, sont donc les agents qui génèrent la mobilité des usagers du transport collectif urbain. La population demeure, travaille et pratique ses loisirs dans de diverses zones de la ville. La mobilité de chaque famille, voire de chaque habitant, qui utilise l'autobus comme moyen de transport pour se déplacer sur les voies publiques, apporte ce mouvement quotidien à l'espace urbain. L'accessibilité est considérée comme la partie physique de la ville, le design urbain est formé par les bâtiments, par la géomorphologie et la voirie ainsi que par les accès aux différents équipements de la ville.

Nous devons conséquemment concevoir et interpréter la mobilité comme un thème qui doit être étudié sous de diverses formes, auquel cas, il s'agit de la mobilité des usagers du transport en commun, impliquée à la fois par le parcours des bus urbains et la nécessité de déplacements, à savoir, le lieu de départ et celui du point d'arrivée des usagers. Le groupe de recherches (Gasperr) étudie six villes moyennes et parmi celles-ci, nous relevons la ville de Sao Carlos.

Mots-clefs

Mobilité, Accessibilité, Effet de Coupure, Villes Moyennes, Sao Carlos

1 Mobilité de population dans l'espace urbain

D'après l'auteur Roberto Lobato Corrêa (2010), qui s'appuie sur les termes de Lefebvre, l'espace est plus qu'un instrument politique d'un individu ou d'un groupe, étant donné qu'il englobe cette conception voire la dépasse, étant le *locus* de la reproduction des relations sociales de production. Nous pouvons affirmer qu'il détermine la

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

population ou le groupe qui habite une localité, y circule, travaille et consomme dans d'autres agglomérations. Une telle division de l'espace considérée, en un seul temps, économique et sociale, explique la demande de mobilité spatiale, faisant, elle-même, partie du processus de production socio-spatial des villes.

Pour analyser la mobilité urbaine et la production socio-spatiale, comprendre la dimension du temps est quelque chose de crucial. Pour cela, relevons le nom de l'auteur Harvey (2008), quand celui-ci cite Hareven (1982) qui nous offre une base pour l'entendement du temps dans la société moderne. L'auteur manifeste que le temps de la famille, sous le capitalisme, est le temps industriel, durant lequel les gens sont accablés de travail et remplissent des tâches qui favorisent l'accumulation de capital. Le chef de famille impose le rythme de circulation dans le foyer, sa propre mobilité et celle de tous les individus qui habitent sous le même toit s'établissent à l'intérieur d'un espace régulateur de la vie sociale. Harvey (2008) cite Foucault en faisant référence aux espaces de contrôle social, en rappelant que l'espace peut être un lieu qui restreint ou qui libère, que l'espace de contrôle social peut effectuer une espèce de ségrégation visant une population déterminée sur un territoire certain. Selon notre jugement, la mobilité urbaine est également une variante qui peut interférer dans les pratiques ségrégatives, puisqu'effectivement, la population qui appartient à la classe sociale la plus basse et qui réside en périphérie bénéficie de peu d'accessibilité aux zones du centre-ville, une voie qui mène aux villes les plus développées et équipées du Brésil.

La recherche réalisée par le CEMESPP, (2009), *Centre d'études et de levés sur l'exclusion sociale pour les politiques publiques*, qui se consacre à l'étude de villes moyennes dans l'État de Sao Paulo, démontre que les conditions d'accès aux différents lieux de travail, de consommation, de loisirs, de santé et d'éducation sont intimement liées aux coûts du transport car ce sont eux qui déterminent les possibilités qu'un groupe de personnes aura pour s'y introduire, en devenir usufruitier et pouvoir participer des divers services offerts par la ville. Soulignons ici que de nombreuses villes expriment, à travers leurs structures spatiales, des stratégies d'éloignement socio-spatial constatées par des séparations qui, à leur tour, se sont impliquées dans un mouvement de direction vers les périphéries urbaines à l'intérieur d'une forte hiérarchisation de nouvelles zones résidentielles ainsi que dans une concentration de commerces et de services dans des zones déterminées de la ville.

Selon l'auteur Santana (1995), dans les dernières dizaines d'années, la localisation de logements dans la ville s'est vu acquérir une importance encore plus stratégique en fonction de la tendance à la dispersion urbaine et de la formation d'un urbanisme de plus en plus diffus, ce qui entraîne des problèmes de mobilité et d'accessibilité relatifs à la distance et aux moyens de transport. Cette tendance à l'éloignement spatial des familles à bas revenus a eu pour effet la précarisation des conditions de vie conséquente dans la quantité mais aussi qualité des moyens de consommation collectifs disponibles (infrastructures, équipements et services urbains), et a cependant par ailleurs favorisé le phénomène de relations sociales de plus en plus marquées par les conflits auxquels peuvent être associées différentes formes de violence (KOWARICK, 2009) dans les grandes villes, ce qui pourrait éventuellement, dans le cas des villes moyennes, entraîner à la fois des

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

représentations mais également des pratiques spatiales qui révèlent une certaine insécurité urbaine (SPOSITO et GOES, 2013).

Dans le but d'obtenir une base qui servira à comprendre les fondements de notre formation socio-spatiale (SANTOS, 1976), il est important d'examiner certains points. En comparaison avec les villes européennes, celles du Brésil présentent deux caractéristiques particulières qui ont un rôle assez important dans la logique de structuration de ses espaces. La première d'entre elles concerne les inégalités socio-spatiales historiques qui marquent notre société et, par conséquent, notre réalité urbaine. Malgré la hausse du pouvoir d'achat qui depuis 2002 bénéficie les plus démunis, l'on ne perçoit cependant pas assez les effets positifs souhaités au niveau des disparités socio-économiques. En outre, et ce en dépit de l'amélioration, la croissance économique a provoqué durant ces dix dernières années une augmentation du coût de la vie citadine, en fonction de la dynamique de valorisation immobilière, ce qui a accentué un nouveau phénomène d'accroissement des inégalités spatiales. Ce processus se reflète fortement sur la logique de circulation urbaine, modifiant les relations entre l'accessibilité et la mobilité, ceci étant dû au fait que l'éloignement spatial des plus pauvres s'est renforcé en fonction de la hausse progressive du coût de l'espace urbain.

En deuxième lieu, et lié étroitement à la première caractéristique, l'accès au transport individuel (voitures et véhicules à deux roues) s'est multiplié grâce à l'amélioration du pouvoir d'achat ainsi que celle des offres de crédit. Ce phénomène renforce d'une part la tendance à valoriser excessivement ces véhicules dans une sorte d'imaginaire social, comme s'il s'agissait d'un produit relevant et lié à une distinction sociale, puis d'autre part, cet accès résout le problème de transport de ceux qui composent l'échelon le plus bas de la pyramide sociale, étant donné que le système de transport en commun n'est en aucun cas suffisant en termes de zones desservies; concernant le temps employé au déplacement, il est inefficace; aucun confort n'est offert au sujet de l'infrastructure ou de l'ensemble des installations - tout comme les terminus, arrêts de bus, la signalisation routière, etc. -, de même que les véhicules qui garantissent les déplacements à l'intérieur de villes moyennes, en particulier les autobus qui ne sont pas climatisés et ceci dans un pays où l'été dure une grande partie de l'année ; et enfin, ces autobus ne sont pas du tout adaptés quant à leur capacité par rapport au nombre de passagers, mais aussi concernant leur fréquence de passage qui est beaucoup trop réduite.

Si nous prenons en considération tous ces faits, nous pouvons constater que l'impact sur la mobilité dans les espaces urbains est assez fort, s'agissant bien ici de la mobilité en tant que capacité qu'a un individu de se déplacer de même que l'usage que celui-ci fait de cette même capacité.

2 Accessibilité aux équipements urbains

Ce concept d'accessibilité ne peut toutefois être confondu avec celui de la mobilité, bien qu'il s'y associe. L'accessibilité est liée à la possibilité que possède un individu de réaliser une activité particulière, pour atteindre l'objectif prévu. Le fait d'arriver à une destination est généralement exprimée mathématiquement par l'indice d'accessibilité, en rapport avec des paramètres comme le coût et le temps de voyage (SANTANNA, 1995). Par conséquent, l'accessibilité est en relation

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

directe avec la disponibilité ou le manque d'accès aux conditions de déplacement urbain. La non-réalisation des conditions à ce sujet est plus prononcée chez les personnes subissant une situation de précarité puisqu'ils représentent des groupes habitant les zones les plus éloignées de l'espace urbain, ces dernières présentant un manque profond d'équipements relatifs aux moyens de transport collectif.

L'accessibilité peut être perçue sous de diverses formes, comme le souligne l'auteur Vasconcellos (2001). Ordinairement, on définit l'accessibilité en se basant sur la facilité de se rendre aux lieux de destinations souhaités, ceci étant, en conséquence, la mesure la plus directe des effets d'un système de transport, qui peut également être inférée à partir du nombre et de la nature des destinations qui peuvent être atteints par un individu ou, indirectement, mesurée par la densité des lignes de transport public (VASCONCELLOS, 2001).

Il existe par ailleurs un autre aspect remarquable qui est le fait qu'un endroit de grande accessibilité est beaucoup plus attrayant qu'un qui l'est peu. Conséquemment, l'accessibilité a une influence aiguë sur la valorisation des immeubles et des différents secteurs de la ville où ils se situent. Certains changements éventuels dans l'accessibilité vont affecter la valeur et le prix exercés dans ces diverses localisations. D'une manière générique, l'une des façons de promouvoir le développement urbain et social d'une zone est celle d'améliorer son accessibilité.

Par conséquent, l'accessibilité est un indicateur particulièrement approprié pour effectuer l'évaluation de la qualité du transport dans les villes, étant donné que celle-ci représente la fonction à la fois du modèle de l'usage du sol et des caractéristiques des systèmes de transport (SANCHES, 1996).

Le facteur distance (qui révèle une séparation spatiale, mais parfois aussi la ségrégation socio-spatiale) perd peu à peu de l'importance à mesure que, associé à une amélioration de l'accessibilité, il occasionne une meilleure adéquation dans le système de transport attendu que cela entraîne la diminution de temps de voyage et un plus grand confort.

La relation entre l'*accessibilité* , condition de par laquelle les *interactions spatiales* apparaissent au niveau de la consommation, des loisirs et du travail, constituant par ailleurs un attribut de l'espace (accessible ou inaccessible), et la *mobilité* (conditionnée par l'accessibilité), étant en même temps un attribut de celle-ci ou de qui se rend utilisateur de transports en commun, puis le processus de *production de l'espace,* étant un processus complexe composé de multiples actions, intérêts et représentations, caractérisent une des multiples formes d'approches possibles à la composition du vaste programme d'études pour comprendre l'espace urbain.

L'accessibilité peut néanmoins également être analysée par le biais d'un abord critique des coûts impliqués dans les déplacements, du temps global qui est utilisé pour accéder au système des transports, c'est-à-dire, le chemin jusqu'à l'arrêt de bus ou le terminus, le temps d'attente, le temps du trajet et celui de transfert. En outre, les accessibilités varient selon le type de véhicule utilisé, à savoir, par rapport aux segments sociaux, se manifestant sous la forme de distinction entre l'accessibilité de celui qui dépend du transport collectif et de celui qui possède un moyen de transport privé.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3 L'effet de barrière ou effet de coupure

D'après l'auteur Dominique Mouette (1998), le terme *effet de barrière* correspond au mot *severance,* une expression d'origine anglaise qui se traduit comme séparation ou rupture, c'est-à-dire, une discontinuité dans la structure urbaine provoquée par le système de transport, ou qui va l'influencer directement, même s'il n'a pas rapport avec la forme de structuration de ce système. En langue française, on retrouve le terme *effet de coupure,* utilisé pour dénoter la barrière comme une sorte d'interruption dans le trafic, mais qui peut également faire référence à n'importe quelle barrière ou obstacle engendré par le propre paysage ou un de ses éléments naturels ou encore, par des travaux.

Pour Rodrigues (1986), l'effet de coupure fait partie des dysfonctionnements urbains qui, en principe, sont tous et chacun d'eux comme une perturbation quant aux obstacles et difficultés por les populations usagères du milieu urbain dans l'exercice de quelque activité que ce soit, pour la circulation ou la permanence, ceci étant dû à la défaillance de l'espace physique ou à la grande distance entre les localités.

D'après Mouette (1998), il existe trois variantes pour la génération de l'effet de coupure : les causes, les éléments d'influence puis les impacts dérivant de cela. Cet effet est en relation directe avec la forme urbaine dans son sens le plus vaste, à savoir, comprenant les sites urbains et le plan urbain.

Selon Okamoto (2002), l'essence de la forme urbaine est dialectiquement produite par la relation entre les dimensions politiques, économiques et culturelles de la ville. Pour l'auteur, le design urbain est perceptible de la part de tous, mais, au plus le contact, l'expérience et le degré de développement avec le milieu est grand, au plus le niveau de perception spatiale augmente, en d'autres mots, l'identification des problèmes occasionnés par l'effet de coupure peut être perçue de manières diverses et avec une intensité différente.

D'après Consiglieri (1999), le terme "effet de coupure" (community severance), est apparu pendant la première moitié du XXe siècle et avait rapport avec le développement des villes-dortoirs dans les banlieues et l'amplitude de la journée de travail, provoquant une détérioration de la vie sociale et communautaire chez la population affectée. Lassière (1976), tout comme Mouette (1998), a effectué une longue étude sur l'évaluation à propos des impacts sur l'environnement causé par les transports. Il considère que l'effet de coupure est un phénomène qui peut provenir de l'implantation de structures linéaires principales, tout comme par exemple une ligne ferroviaire ou une autoroute. Il mentionne une série de paramètres et d'éléments qui doivent être analysés, résultats du besoin de connaître les caractéristiques démographiques, l'usage et l'occupation du sol, mais aussi des modèles de déplacement. Lassière augmente le concept original et utilise le terme "effet de coupure" pour remarquer : « l'ensemble de réponses perceptibles, d'attitudes et de comportements qui résultent de certaines formations linéaires dans le milieu urbain ». Esteves (1985), de même que Mouette (1998), définit le phénomène comme : « l'état dans lequel les usagers d'une partie de la ville ou du noyau urbain se voient l'accès difficultueux vers une autre zone de la même ville ou centre urbain, en vertu de l'existence d'obstacles, entraînant des problèmes de compartimentage ».

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

L'effet de coupure a diminué la quantité de déplacements, tout comme leur qualité. Ce fait se reflète dans la réduction de mobilité de l'individu, chez qui la locomotion se voit restreinte, et forcément, dans la baisse d'accessibilité aux espaces et établissements situés « de l'autre côté » de la voie qui doit être transposée. (MOUETTE, 1998).

Nous pouvons considérer comme éléments facteurs d'influence sur ce phénomène, les caractéristiques du milieu urbain et la population. L'effet de coupure résulte des caractéristiques du design urbain qui influent sur la circulation de personnes et de véhicules, ceci étant en relation directe avec d'une part les voies de certains secteurs déterminés de la ville, ou encore les attitudes et comportements des divers segments de population, et d'autre part, avec le milieu dans lequel ils se trouvent.

L'effet de coupure est visible dans le design urbain. D'après Lynch (1997), il existe une manière de comprendre l'image de la ville à travers une lisibilité, à savoir, la qualité visuelle de la ville peut être étudiée et interprétée à l'aide de la méthode d'étude mentale de l'image. La population qui demeure dans cet ensemble affecté par l'effet de coupure perçoit et ressent l'impact visuel de la couleur, de la forme, du mouvement, et élabore un système de références. Pour cet auteur, les voies urbaines, le design des rues, les limites des quartiers, les points ou nœuds de convergence, les relations internes entre les éléments, la qualité de la forme et le sens du tout, composent le paysage et le design urbain. Le design et l'image urbaine dépendent de la structure spatiale de la ville.

Cette structure spatiale dont nous parlons est visible dans le paysage quand son design urbain est mis en question. Le mouvement des automobiles et du transport en commun s'exécute en fonction de l'ordre spatial de la voirie qui compose le design de la ville. Il est très fréquent de se retrouver dans une ville qui présente des barrières aux habitants des quartiers suburbains, provoquant une ségrégation spatiale. L'accessibilité du piéton, du cycliste et du transport collectif est étroitement liée au jugement de la structure spatiale, étant donné que le territoire, en termes géométriques et socio-économiques, possède une forme.

Cette forme en question est en rapport avec le processus de production de l'espace urbain. L'usage du sol, qui constitue la structure spatiale, délimite la circulation et le mouvement dans l'espace urbain. La forme influence le contenu. Le mouvement (véhicules, personnes, marchandises, idées et symboles) apporte un contenu à la forme et par conséquent, à tout ce qui est physique et matériel, rendant possible de multiples formes d'appréhension de ce qui est idéologique et/ou symbolique dans l'espace. Tout comme l'affirme Del Rio (1990), « toute fonction sociale n'est visible et possible qu'à travers une forme et c'est la forme qui permet l'existence du fait urbain ».

L'effet de coupure, en tant qu'ensemble d'éléments importants dans la composition de la forme urbaine, exerce des répercussions directes sur le degré d'accessibilité qu'ont les citadins résidant à côté de la ligne ou bande représentant cette barrière, par rapport aux zones de densité d'infrastructure majeure, d'équipements, de services et de vie urbaine. L'accessibilité peut être exprimée en forme d'indices, c'est-à-dire en valeurs qui la traduisent, mais elle peut également se ressentir à travers les comportements et représentations sociaux qui s'élaborent au-dessus d'une zone séparée, même relativement, de l'ensemble de la ville. L'on peut affirmer aussi que le manque d'accessibilité occasionné par l'effet de coupure peut

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

être parfaitement évalué, et ceci peut être fait de manière quantitative ou qualitative.

La faible accessibilité peut engendrer une ségrégation socio-spatiale. Les fonctions de chaque secteur de la ville, la façon dont s'articulent les autres morceaux de l'espace urbain, ainsi que les conditions de redéfinition qui sont, ou ne sont pas offertes dans le cadre d'interactions spatiales, conforme aux procédés de structuration de l'espace urbain qui représentent toujours l'expression de contextes locaux et sont articulés avec d'autres échelles géographiques, pouvant en de certaines circonstances atteindre une échelle globale. Quand le système de transport en commun et les voies de circulation n'accompagnent pas la logique qui oriente la structuration, l'on découvre un hiatus entre la demande et les formes effectives de circulation, ce qui peut entraîner une ségrégation socio-spatiale dans des zones éloignées ou séparées par l'effet de coupure par rapport à l'ensemble de l'espace urbain.

La mobilité et l'accessibilité, des concepts importants pour comprendre la structuration de l'espace urbain, sont directement conditionnés par le modèle territorial de l'usage, des contenus et des fonctions de l'espace urbain de même que par les politiques de transport urbain.

4 La ville de Sao Carlos et le transport collectif

En accord avec l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique (2010), la population de la municipalité de Sao Carlos, dans l'État de Sao Paulo, s'élève à 221.950 habitants. L'organe qui règlemente la circulation de personnes et de véhicules dans la municipalité est Le Secrétariat des Transports et Trafics. Selon les informations du secrétariat des transports de Sao Carlos, en l'an 2012, la flotte de véhicules particuliers de la ville était au nombre de 140 000. Tout au long de ce texte, nous allons apporter une attention particulière au transport collectif urbain, malgré le fait que l'analyse nous exige de temps en temps que l'on s'attache à la relation de celui-ci avec le transport individuel qui continue à exercer un poids important dans le trafic urbain au Brésil.

Concernant le transport en commun, le système est organisé en 63 lignes de bus dans la municipalité de Sao Carlos. Relevons que 58 d'entre elles sont des lignes régulières, parmi celles-ci, une est circulaire, quatre sont périphériques, deux sont radiales et cinquante et une sont diamétrales. La flotte de bus de la ville est de 103 véhicules avec une moyenne de sept ans d'usage. L'entreprise qui y opère se nomme « RMS Transportes » (RMS Transports) également connue sous le nom de « Athenas Transportes Coletivos » (Transports Collectifs Athènes), qui détient la concession depuis neuf ans.

Le « IPK » (indice de passagers par kilomètres) est au taux de deux passagers par kilomètre ; si l'on compare avec d'autres villes moyennes dans le reste du pays, ce taux est équilibré, cependant, pour une meilleure mobilité, il serait important d'augmenter ce chiffre. Le prix du billet est de R$ 2,65, un prix moyen pour les villes brésiliennes, et les passagers utilisent le système intégré de transport, c'est-à-dire qu'ils ne paieront qu'un seul ticket pour arriver à destination même s'ils empruntent pour cela plusieurs autobus.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Si nous analysons le système de transport d'un point de vue spatial, à savoir, par rapport au processus de structuration de l'espace urbain, nous pouvons en retenir quelques points importants. Le centre-ville possède des rues étroites et la grande quantité de lignes de bus qui affluent en direction de cette zone ne peuvent y accéder, ce qui entraîne le nœud principal du système de transport en commun.

En général, le système de voirie n'est pas desservi sur des voies express importantes, ce qui faciliterait la circulation automobile, et permet indirectement une circulation plus fluide des automobiles. Les barrières physiques que la ville présente pour la circulation des autobus sont les suivantes : les rails de la « Companhia Paulista de Estradas de Ferro » (compagnie de chemins de fers de l'État de Sao Paulo), la « Rodovia Washington Luís » (voie express) et les différences topographiques (reflet des conditions géomorphologiques du site urbain) qui séparent la majeure partie de la ville de son secteur sud. Nous avons porté notre attention sur ce sujet d'une manière plus particulière en tenant compte d'une série de caractéristiques de cette zone. On y trouve une plus grande concentration de zones résidentielles habitées par des segments socio-économiques de population dont le pouvoir d'achat est inférieur à la moyenne.

Les zones résidentielles qui occupent le secteur sud peuvent être caractérisées par le concept de périphérie qui ne se réfère pas uniquement, dans le cas de l'Amérique latine, à une position géographique par rapport au centre-ville, mais qui indique également des conditions des conditions précaires de vie urbaine. La distance moyenne entre la périphérie de la zone sud (quartiers appelés «Jardim Aracy, Jardim Antenor Garcia et Jardim Zavaglia») et le centre-ville est de huit kilomètres. Dans cette zone, trente mille habitants s'y concentrent, ce qui représente 13% du total de la population urbaine. L'éloignement spatial par rapport au centre-ville et l'incomplétude des moyens de consommation collective ne sont pas les seuls éléments dont souffre la population de ce secteur, il y existe aussi, comme nous l'avons précisé, les conséquences négatives de l'effet de coupure.

Le temps moyen de parcours entre les quartiers périphériques et la zone centrale est de 35 minutes à la fois dans la tranche horaire de 7h00 à 9h00 du matin et celle du soir, entre 17h00 et 19h00 ; un fait qui révèle une période de temps assez grande si l'on considère la distance en kilomètres à parcourir. La ville ne connaît pas de problèmes majeurs quant aux embouteillages; c'est la vitesse moyenne des bus qui est assez basse, calculée en moyenne de 13 km/h.

Sur la grille indiciaire nº1, nous pouvons observer les lignes de bus qui desservent les quartiers périphériques du secteur sud de Sao Carlos. Il y a neuf lignes qui desservent une zone de grande concentration de population à bas revenus. Celles-ci couvrent 14,2% des itinéraires et 174 trajets sont faits quotidiennement. Ces quartiers représentent approximativement 13% du total de la population de la ville. La densité démographique de cette surface est de 4.200 habitants au km2, ce qui représente un ensemble de quartiers très dense et une forte demande auprès des transports publics.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Grille nº1 : Indice quotidien du nombre d'usagers de lignes de bus desservant les quartiers du secteur sud de la ville de Sao Carlos - Année 2013

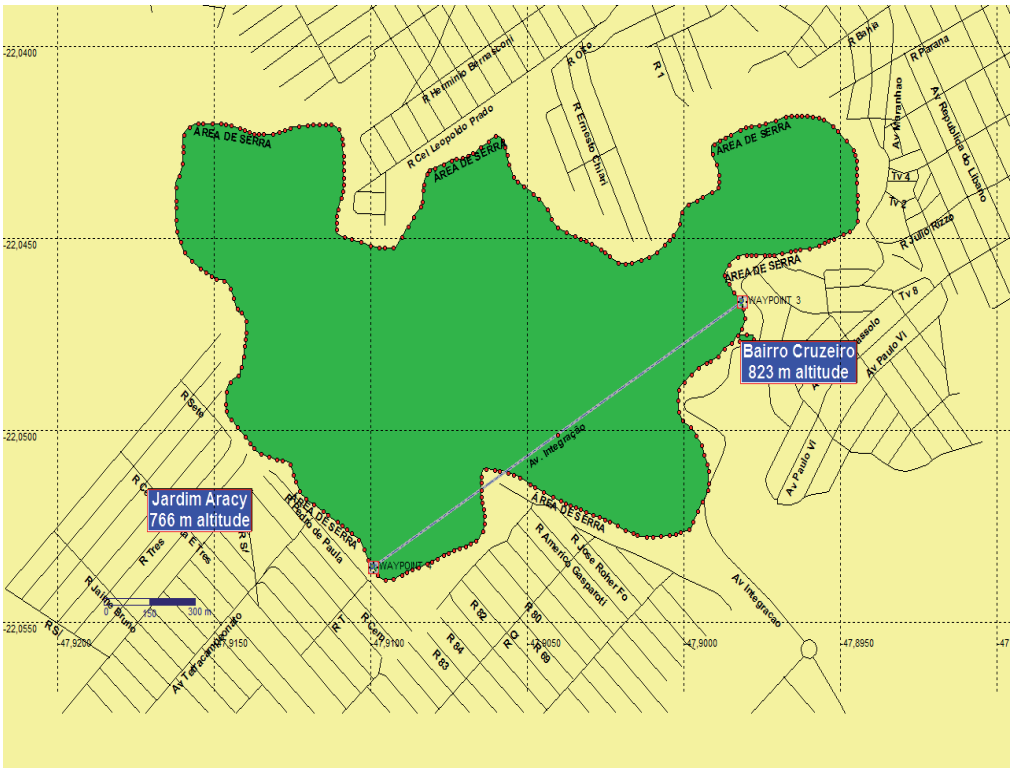
Ligne	Origine	Destination	Trajets effectués par le bus et par jour	Nombre de passagers par bus et par jour	Nombre total de passagers par jour
18	Vila Sao José (Vila Nery)	Cidade Aracy 2	17	136,1 pers. / bus	2.315
23	Antenor Garcia	Usp 2	14	104,5 pers. / bus	1.463
27	Santa Felicia	Antenor Garcia	19	115,7 pers. / bus	2.200
39	Santa Felicia	Cidade Aracy	18	113,3 pers. / bus	2.040
40	Santa Felicia	Antenor Garcia	17	140,7 pers. / bus	2.392
41	Arnon de Mello	Cidade Aracy 1	17	133,4 pers. / bus	2.268
49	Santa Felicia	Jardim Medeiros	20	13,9 pers. / bus	279
55	Antenor Garcia	Santa Felicia	17	122,7 pers. / bus	2.086
60	Mercado Municipal	Jardim Zavaglia	35	37,2 pers. / bus	1.304

Source: Entreprise d'autobus «Athenas Paulista»

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Nous avons porté notre attention sur ces quartiers de la ville de Sao Carlos car, en plus des problèmes de transport et de revenus, il existe aussi la barrière physique occasionnée par la géomorphologie et la structure viaire et urbaine. Comme cité antérieurement, les problèmes de mobilité et d'accessibilité s'empirent avec l'eefet de coupure. Dans notre étude de cas, les quartiers « Cidade Aracy » et « Antenor Garcia » Cidade Aracy e Antenor Garcia, sont à un niveau topographique inférieur avec un dénivellement abrupte par rapport au reste du site urbain.

Figure nº 1 : L'effet de coupure et les quartiers Jardim Cruzeiro et Jardim Aracy



Source: GPS, MapSouce Trackmaker, 2013

La figure nº1 représente une barrière causée par une zone montagneuse qui sépare deux zones distintes. La carte montre les deux quartiers séparés par dénivellation géomorphologique qui contribue à la formation d'une barrière á la fois sociale et physique. La déclivité de cette zone est de 3,8%; les piétons et les autobus circulent sur la voie principale avec beaucoup de difficultés. Le quartier Jardim Cruzeiro do Sul, qui se trouve 57 mètres plus haut que le quartier Jardim Aracy, possède une meilleure structure viaire, des équipements urbains et se trouve à proximité du centre. On y trouve également une forte densité de constructions, en l'occurrence habitationnels, ce qui signifie que beaucoup de citadins rencontrent des difficultés pour accéder au centre-ville.

Sur la photo nº1 ci-dessous, nous pouvons observer l'Avenue « Integraçao » et la confluence entre les deux quartiers. Cette voie est le seul lien entre le centre-ville et les quartiers périphériques.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Photo nº 1 : Avenue Integração – lien entre le quartier Jardim Cruzeiro do Sul, à 823 mètres d'altitude, et le quartier Jardim Aracy, s'élevant à 766 mètres d'altitude

Source: Marcos Timóteo Rodrigues Sousa, 2013

Dû à un grand nombre d'habitants dans ces quartiers et beaucoup d'entre eux bénéficiant du projet habitationnel brésilien nommé « Minha Casa, Minha Vida » (« *Ma Maison, Ma vie »)*, un planning de mobilité s'impose. Un échange d'informations est également nécessaire pour arriver à un plan en commun entre les secrétariats de transport et circulation routière et celui de l'habitation.

5 Villes brésiliennes, villes françaises, quelques points de débat

Ce genre de réflexion favorise les échanges d'idées entre chercheurs français et brésiliens. En effet, même si les villes que nous traitons sont insérées dans des formations socioéconomiques distinctes, il s'agit de villes occidentales articulées au mode de production capitaliste en vigueur.

Dans le cas français, la longévité des villes est particulièrement importante. Certaines trouvent leur origine dans des modes de production précapitalistes et leurs structures spatiales ont été adaptées aux demandes de la période actuelle. Il n'est donc pas rare que leur morphologie urbaine révèle des éléments de la ville ancienne et/ou médiévale tels que des vestiges de murailles au milieu de formes actuelles. De plus, ces villes ont souvent subi des processus d'expansion urbaine guidés par des logiques de suburbanisation comme la périurbanisation, périphérisation et dispersion urbaine.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Dans le cas brésilien, au contraire, la plupart des villes datent du XXe siècle et la morphologie urbaine est fortement influencée par le transport automobile. Les villes dont la formation remonte à la période coloniale sont rares et celles qui ont connu une croissance importante au siècle dernier n'atteignent pas la centaine. Cela signifie que comparativement au monde européen, le passé a moins de poids dans l'orientation des processus de structuration spatiale. Parmi ceux-ci, la périphérisation représente le processus qui se détache le plus. Elle est dotée de caractéristiques propres à l'Amérique latine comme l'éloignement spatial des plus pauvres en raison de l'amplification des parcelles d'espace urbain non desservies par les moyens de consommation collectifs (infrastructures, équipements et services urbains).

Nous constatons, ainsi, un ensemble de ressemblances mais aussi de différences quand nous comparons les villes françaises et les villes brésiliennes ; il existe effectivement de grandes disparités entre les deux pays, dues surtout aux particularités des régions, aux dimensions des deux pays et à l'importance des villes qui composent leurs systèmes urbains.

L'étude de la mobilité dans les villes brésiliennes constitue quelque chose d'important, et ce pour plusieurs raisons. Pendant les dernières décennies, les structures urbaines de ces villes ont connu des changements profonds compte tenu des logiques centre-périphéries et autres logiques de localisation qui d'une part, contredisent le schéma existant depuis leur origine et d'autre part se combinent simultanément à des stratégies plus complexes de production de l'espace urbain.

La croissance de la consommation des biens et services observée au Brésil en ce début du XXIe siècle se conjugue, paradoxalement, à une diminution des possibilités d'accès à la propriété et à l'appropriation de parcelles de l'espace urbain en raison de la valorisation du sol urbain impulsée par l'initiative privée fortement appuyée par les pouvoirs publics. Le programme «Minha Casa, Minha Vida» qui finance trois millions de logements dans le pays a causé une augmentation du prix moyen des produits immobiliers et un croissement de la segmentation socio-spatiale dans les villes. La permanence de logiques de planification urbaine basées sur un zonage qui attribue des utilisations du sol exclusives (résidentielle, commerciale et de services) à de grandes parcelles de l'espace urbain augmente la demande en déplacements et la nécessité de mobilité - modifiant ainsi les relations entre espace et temps.

En général, les principes d'urbanisme moderne sont présents dans les politiques et législations urbaines. L'écart entre la nécessité ou désir de mobilité et l'accessibilité effective explique en grande partie l'iniquité spatiale dans les villes brésiliennes. Comme l'accessibilité est perçue par la facilité d'arriver aux destinations souhaitées, la distribution des utilisations du sol et les systèmes de transport disponibles doivent être considérés. La mobilité se produit dans des conditions sociales très différentes ce qui entraîne des répercussions dans les relations entre espace et temps quotidiens dans les villes brésiliennes.

Les dynamiques décrites redéfinissent les pratiques sociales en fonction des conditions économiques et spatiales sélectives. Ainsi, les inégalités sociales s'expriment et sont conditionnées par des inégalités spatiales puisque les transports en commun ne sont pas suffisamment organisés, que ce soit quantitativement ou qualitativement, pour assurer une mobilité équitable. La production de l'espace

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

urbain restreint donc de plus en plus les interactions spatiales. De plus, dans le cas brésilien, les conditions socio-économiques sont à la base d'un spectre d'inégalités très étendu. À partir de ce point de vue, le droit aux espaces publics dotés de meilleures conditions pour la réalisation de la sociabilité urbaine (zones mieux équipées et chargées d'une plus grande densité historique) est influencé par une mobilité limitée qui afflige une grande partie de la société.

Les représentations sociales élaborées par les citadins à propos de leurs espaces de vie sont de plus en plus parcellaires et gèrent une multiplicité de degrés d'appartenance au territoire urbain qui dépendent en grande partie des formes de déplacement utilisées par chaque groupe social. La dispersion urbaine accentue ce processus. En effet, la densité démographique décline, mais les durées moyennes de déplacement s'allongent.

Tout cet ensemble de facteurs pourra être utilisé et nous servir de base pour effectuer des recherches comparatives, en l'occurrence ici, entre les villes brésiliennes et françaises, ce qui permettra d'établir dans les processus mis à l'étude, une différence entre le général et le particulier.

Référence bibliographique

BOURDIEU, Pierre. (2008). *A Distinção: crítica social do julgamento*. São Paulo: Edusp.

CEMESPP. (2009). *Circuitos da exclusão e da pobreza urbana em Álvares Machado e Rancharia***.** Rapport final (Projeto de pesquisa políticas públicas FAPESP), Universidade Estadual Paulista, Faculdade de Ciências e Tecnologia, Presidente Prudente.

CORRÊA, Roberto Lobato. (2010). *Espaço, conceito chave da Geografia*. IN: CASTRO, Ina ET AL. Geografia, Conceitos e Temas. Rio de Janeiro: Bertrand.

CONSIGLIERI, Victor. (1999). *A morfologia da arquitetura 1920-1970***.** Lisboa: Companhia Editora do Minho.

CUNHA, Carlos Alexandre. (2005). *Relações entre características de transporte coletivo urbano e de áreas urbanas.* Dissertação de Mestrado, Departamento de Engenharia Civil, UnB, Brasília, 104 p.

DEL RIO, Vicente. (1990). Introdução ao desenho urbano no processo do planejamento. São Paulo: Pini.

HARVEY, David. (2008). *A condição pós-moderna*. São Paulo: Loyola.

HUTCHINSON, B. G. (1979). Princípios de Planejamento dos Sistemas de Transporte Urbano. SLP : Editora Guanabara.

KOWARICK, Lúcio. (2009). Viver em risco. Sobre vulnerabilidade socioeconômica e civil. São Paulo: Ed. 34.

LIMA, R.S. (1998). Expansão Urbana e Acessibilidade: O caso das cidades médias brasileiras. São Carlos. Dissertação de Mestrado. EESC USP.

LYNCH, Kevin. (1997). *A Imagem da Cidade.* Tradução Jéferson Luiz Camargo. São Paulo: Martins Fontes.

MOUETTE, Dominique. (1998). *Os pedestres e o efeito barreira*. São Paulo, Tese de Doutorado, POLI/USP.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

OKAMOTO, Jun. (2002). Percepção ambiental e comportamento: visão holística da percepção ambiental na arquitetura e na comunicação**.** São Paulo: Mackenzie.

OPPENHEIM, N. (1995). Urban Travel Demand Modeling: from Individual Choices to General Equilibrium. New York : John Wiley.

ORTÚZAR, J. de D.; Willumsen, L. G. (1994). *Modelling Transport.* 2o ed. Chischester, England : John Wiley.

RAFFESTIN, C. (1993). *Por uma geografia do poder.* São Paulo: Hucitec.

RODRIGUES, Ferdinando de Moura. (1986). *Desenho Urbano: cabeça, campo e prancheta.* São Paulo: Projeto,117 p.

SANCHES, Sueli Penha. (1996). *Acessibilidade: um indicador do desempenho dos sistemas de transporte nas cidades.* Anais do X Congresso de Pesquisa e Ensino em Transporte, vol.2, p. 199-208.

SANTANNA, J. A. (1995). Uma avaliação da influencia da acessibilidade no valor de terrenos urbanos ociosos. Monografia. São Carlos : UFSCar.

SPOSITO, M. Encarnação B., GÓES, Eda M. (2013). Espaços fechados e cidades: insegurança urbana e fragmentação socioespacial. São Paulo: Editora da Unesp.

VASCONCELOS, Eduardo Alcântara. (2001). Transporte urbano, espaço e equidade – Análise das políticas públicas. São Paulo: Annablume.

VILLAÇA, Flávio. (2001). ***Espaço intra-urbano no Brasil.*** São Paulo: Editora Studio Nobel.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 10 / WORKSHOP 10

Aux frontières des métropoles : le périurbain ?

At the frontiers of the metropolises: the periurban space?

Des petites villes dynamisées par la périurbanisation : étude de cas dans les franges de l'aire urbaine toulousaine

Séverine Bonnin-Oliveira
IUAR-Aix Marseille Université – 2 avenue Henri Poncet – Aix-en-Provence, France
Severine.oliveira@gmail.com

Résumé

Dans le contexte d'une aire urbaine toulousaine dynamique, les petites villes autrefois structurantes pour des bassins de vie ruraux servent aujourd'hui de points d'appui à une périurbanisation quasiment continue entre la métropole toulousaine et les villes moyennes de son espace métropolitain. Ce dynamisme démographique, qui naît d'un véritable choix résidentiel en faveur de la petite ville, déstabilise des territoires fonctionnant selon d'autres logiques et redistribue les cartes d'une hiérarchie urbaine qui répond désormais à d'autres besoins. Contribuant alors à faire évoluer le tissu socio-économique préexistant, l'inscription de ces petites villes dans l'aire d'influence toulousaine est à l'origine d'un renouveau de l'emploi d'abord basé sur le développement d'une économie résidentielle puis progressivement élargi à des ambitions économiques plus complètes. Plus attractives et plus dynamiques, ces petites villes voient leur rôle de pôle structurant renforcé : autour d'elles s'organise l'essentiel de la vie quotidienne des habitants de leur bassin de vie qui revendiquent un nouveau rapport à la ville et à l'urbain.

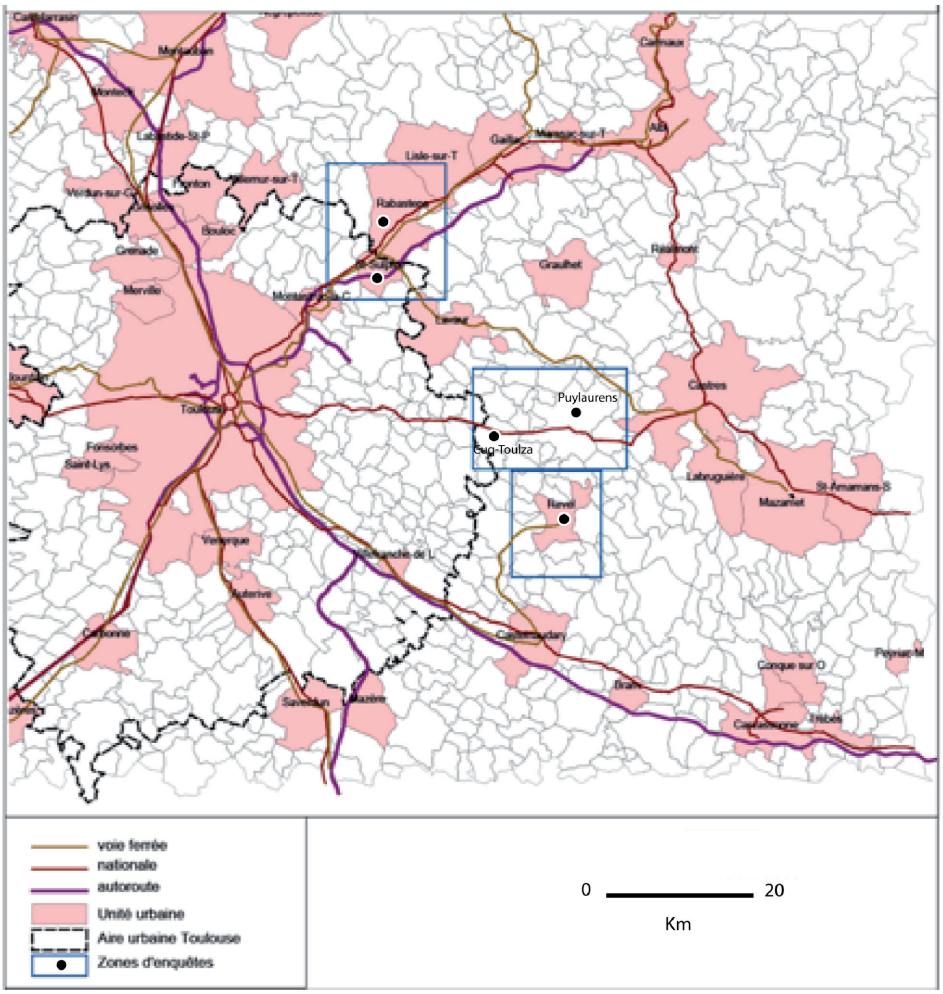
Mot-clefs

Petite ville ; périurbanisation ; aire urbaine toulousaine ; ancrage ; bassins de vie

Dans le contexte toulousain d'une aire urbaine dynamique étendant son influence sur des espaces toujours plus lointains (453 communes réparties entre deux régions et cinq départements sont incluses dans le nouveau zonage en aire urbaine paru en 2010), la périurbanisation ne se fait plus uniquement dans de petites communes rurales voyant ainsi s'inverser la longue période de déprise qu'elles avaient connue pendant des décennies mais inclut dans son orbite des bourgs ruraux et petites villes au destin jusqu'alors incertain et divers. Comment ces petites villes s'inscrivent-elles dans le processus de périurbanisation et quel rôle peuvent-elles jouer dans la structuration d'espaces périurbains dont on a souvent critiqué l'anarchie ? Partant de l'hypothèse que ces villes pourraient servir de points d'appui à la structuration des territoires périurbains, cette communication s'attachera à répondre à ces questions en s'appuyant sur les résultats toulousains d'un programme de recherche mené de manière comparative entre des terrains franciliens et toulousains pour le compte du PUCA dans le cadre de la consultation de recherches « Mobilité et périurbain à l'heure de la ville durable. Ménager les territoires de vie des périurbains » et qui faisait l'hypothèse que des polarités secondaires pouvaient servir de support à une réorganisation des mobilités de périurbains bien souvent réduits à l'image de navetteurs (ARAGAU *et al.*, 2011).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 1 : Secteur d'étude et terrains d'enquête



Source : Aragau et al., 2011

Sur la base de l'analyse de données statistiques (ménages, logement, emploi) menée dans un large quadrant s'étendant de la première couronne à l'est de l'agglomération toulousaine aux villes moyennes d'Albi (dans le Tarn) au nord-est et de Carcassonne (dans l'Aude) au sud-est, cette recherche a sélectionné, pour y mener des entretiens semi-directifs, trois terrains dans lesquels les effets sur la mobilité de l'existence d'un pôle pouvait être analysés : le secteur de Saint-Sulpice / Rabastens (26 entretiens), le secteur de Puylaurens (28 entretiens), le secteur de Revel (16 entretiens). Relus aujourd'hui au regard de la place des petites villes dans la périurbanisation, ces résultats seront présentés en trois temps. Une première partie montrera que la présence de ces petites villes change les modalités de périurbanisation, la deuxième s'intéressera aux effets économiques sur les petites villes de cette inscription dans une aire d'influence métropolitaine, une troisième analysera leur rôle au sein de leur bassin de vie.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1 Des petites villes dans la dynamique périurbaine toulousaine

Alors que l'influence toulousaine s'est d'abord étendue sur de petites communes rurales et agricoles proches, elle gagne aujourd'hui des territoires de plus en plus lointains, incluant bourgs ruraux et petites villes qui, situés entre Toulouse et ses villes moyennes, contribuent à organiser une périurbanisation longtemps pensée sur un modèle d'éloignement du centre.

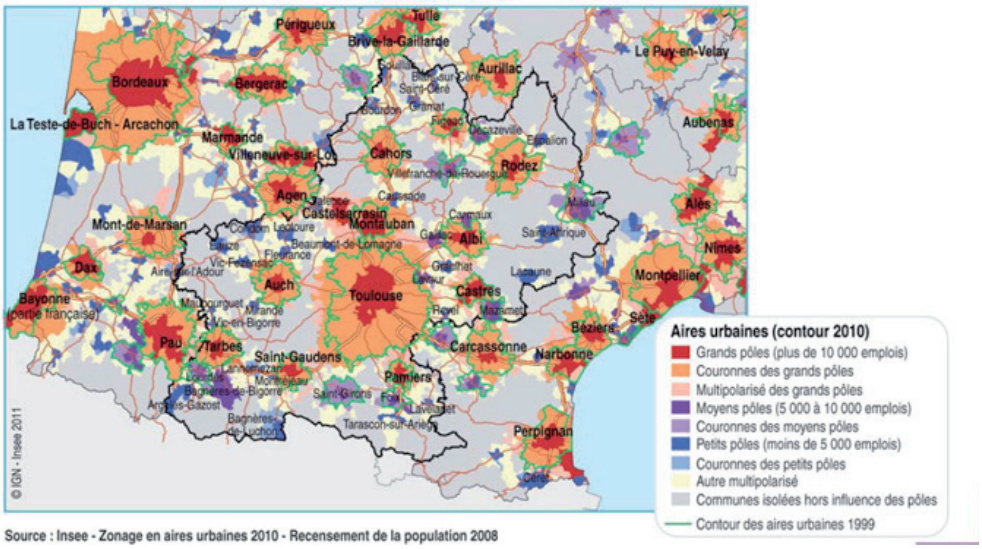
1.1 Des espaces sous influence urbaine de plus en plus lointains et divers

Si la périurbanisation toulousaine est relativement récente, puisqu'elle a surtout pris de l'ampleur après 1975, elle a depuis alimenté la constitution d'une très vaste aire urbaine de près de 5 500 km^2, intégrant à chaque recensement un nombre croissant de communes. Avec 453 communes en 2010, l'aire urbaine toulousaine occupe le troisième rang des aires urbaines françaises derrière Paris et Lyon et devant Strasbourg et Bordeaux. Même si les aires urbaines constituées autour des villes moyennes chefs-lieux des départements limitrophes limitent de fait son aire d'influence, le nouveau zonage en aires urbaines de 2010 a vu l'inscription de 111 nouvelles communes dans l'aire urbaine toulousaine. Celle-ci s'étend désormais largement sur les départements voisins, notamment le Gers, le Tarn et le Tarn-et-Garonne, dessinant un bassin d'emploi étendu jusqu'à 75 kilomètres de Toulouse pour la commune la plus éloignée (INSEE, 2011). Cette révision du périmètre est venue confirmer « *le boom démographique de l'aire urbaine de Toulouse* » observé entre 1999 et 2006 (INSEE, 2009) non seulement dans les limites de l'aire urbaine de 1999 mais également au-delà de son périmètre, étayant déjà l'hypothèse d'une poursuite du desserrement résidentiel dans des communes aux franges de l'aire urbaine.

Ce desserrement ne s'arrête en outre pas aux limites de cette aire urbaine élargie. En effet, quand elle ne borde pas directement l'aire d'influence d'une ville moyenne proche (Montauban au Nord par exemple), la couronne périurbaine toulousaine jouxte une bande de communes multipolarisées prises entre les influences de la métropole régionale et des villes moyennes de son aire métropolitaine autour desquelles se sont également constituées des couronnes de grands pôles (unités urbaines offrant plus de 10 000 emplois).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 2 : Le nouveau zonage en aires urbaines dans l'espace métropolitain toulousain



Source : INSEE, 2011

A cet égard, le secteur d'étude retenu ici, compris entre Toulouse, Albi et Carcassonne est exemplaire de cette multipolarisation d'un espace par ailleurs maillé par un réseau de petites villes, moyens ou petits pôles selon la nouvelle nomenclature des aires urbaines, qui jouent depuis longtemps un rôle structurant pour leurs alentours. C'est d'ailleurs cette caractéristique qui a sous-tendu le choix de faire de ce grand quadrant est, de l'aire urbaine toulousaine jusqu'aux villes moyennes d'Albi et Carcassonne, le terrain d'étude de la recherche mobilisée dans cette communication.

1.2 L'attractivité des petites villes du quadrant est de l'aire métropolitaine

1.2.1 L'attractivité démographique de petites villes structurantes

Selon la nomenclature de 1999 utilisée pour cette recherche, le terrain d'étude se compose de 147 communes urbaines, dont 28 maillant l'espace périurbain (constitué de la couronne périurbaine et des communes multipolarisées) et 23 l'espace à dominante rurale faisant la jonction entre les espaces périurbains de Toulouse et de ses villes moyennes. Au-delà de cette dichotomie qui ne témoigne que du dépassement d'un seuil statistique et morphologique, le rôle structurant de quelques-unes de ces communes urbaines transparait bien dans l'identification de sept pôles d'emplois ruraux (Villemur-sur-Tarn et Revel en Haute-Garonne, Carmaux, Gaillac, Graulhet, Lavaur et Rabastens dans le Tarn), eux-mêmes entourés, pour quatre d'entre eux (Villemur-sur-Tarn, Lavaur, Graulhet, Revel), d'une petite couronne polarisée. Parmi ces petites villes dont la population variait en 2006 de 4 875 habitants à Rabastens à 12 775 à Gaillac, cinq ont conservé le statut de pôle dans la nouvelle nomenclature : les pôles moyens de Carmaux,

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Gaillac, Lavaur et Revel et le petit pôle de Graulhet, les communes de Villemur-sur-Tarn et Rabastens ayant intégré la couronne du grand pôle toulousain, confirmant l'extension de l'influence toulousaine.

Or l'existence de ce substrat tend à infléchir la simple logique concentrique d'organisation de la croissance périurbaine selon un report du centre vers la périphérie du dynamisme démographique au fur et à mesure du renchérissement des premières couronnes (JAILLET, 2004) au profit d'un développement privilégié de ces pôles qui apparaissent comme autant de points d'appui de la croissance. En effet, si l'on compare la variation de la population de l'ensemble des espaces du ZAUER (zonage en aires urbaines et en zones d'emploi de l'espace rural) entre la période 1975-1990 et la période 1990-2006, on observe, en même temps que l'accélération de la croissance des pôles urbains, le retour à la croissance des pôles ruraux, évolution largement due dans les deux cas au solde migratoire. La polarisation s'observe en outre à l'échelon des communes urbaines elles-mêmes puisque dans l'espace périurbain comme dans l'ensemble de la zone, celles-ci affichent des taux annuels de variation plus forts pour la période 1990-2006 que pour la période précédente 1975-1990, confirmant ainsi un constat déjà fait par ailleurs (BONNIN-OLIVEIRA, 2013).

Figure 3 : Evolution de la population par type de commune

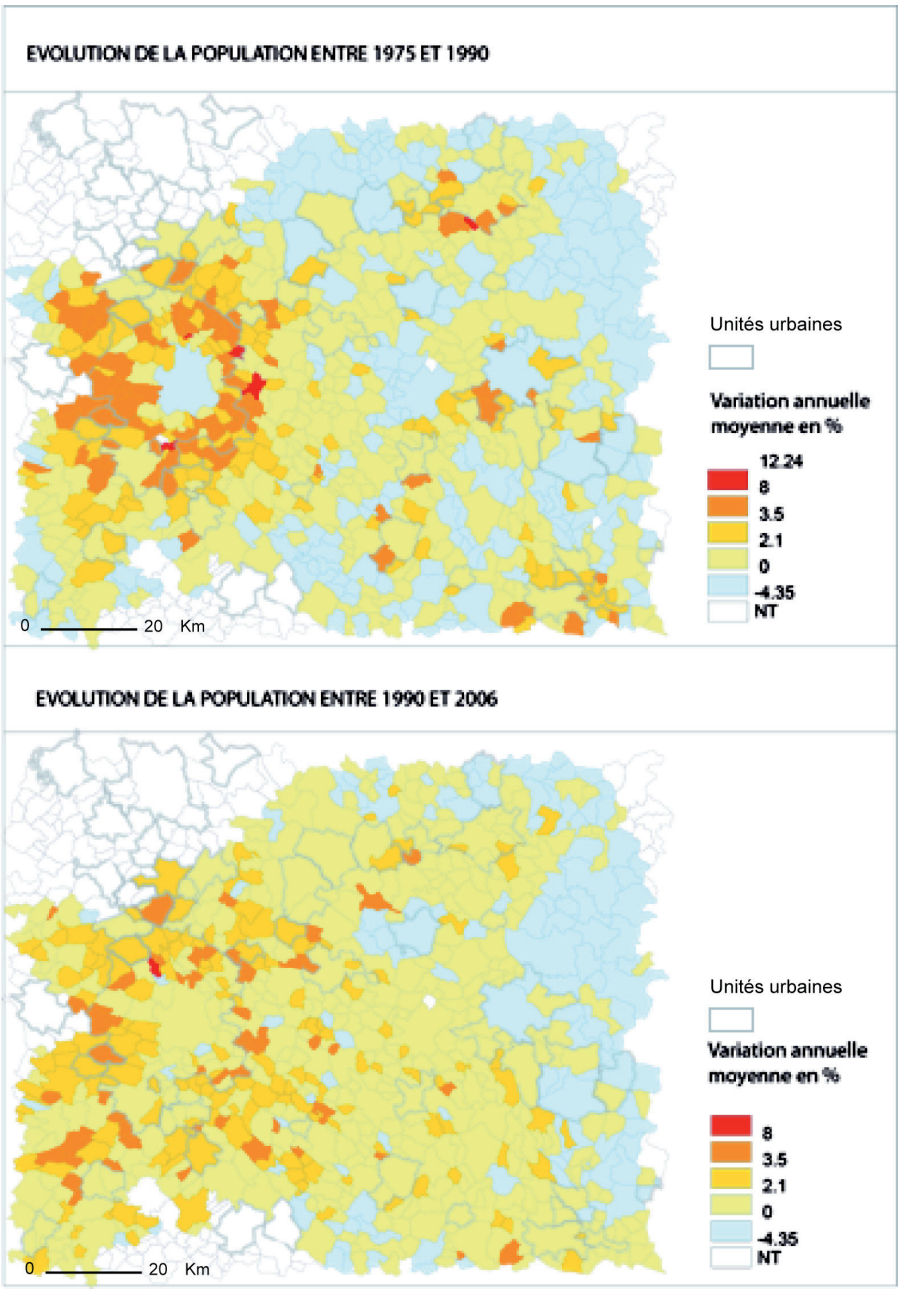
Type de zone (dans la délimitation 1999 des unités urbaines et des aires urbaines)	Nombre de communes	Évolution entre 1975 et 1990		Évolution entre 1990 et 2006	
		Volume	Taux annuel	Volume	Taux annuel
Pôles urbains	96	113 595	0,9	190 419	1,2
Ensemble périurbain	413	61 100	1,9	91 619	2,0
dont communes urbaines	28	19 140	1,5	30 217	1,8
Espace à dominante rurale	250	- 3 088	-0,1	15 223	0,5
dont pôles d'emploi rural	14	- 3 748	-0,3	4 739	0,4
Ensemble des communes	*759*		*0,9*		*1,3*
Ensemble des communes urbaines	147	129 275	0,9	227 594	1,3

Source : Aragau et al., 2011

Ainsi, sur fond de poursuite du phénomène de périurbanisation, puisque le taux annuel d'évolution moyen de la zone augmente entre les deux périodes, on assiste à une redistribution de la croissance pour partie plus concentrée sur les pôles, notamment ruraux, et les communes urbaines qui semblent canaliser le développement, amorçant une réorganisation de l'espace multipolarisé autour de polarités secondaires attractives. La carte ci-dessous donne par exemple à voir, pour les communes qui nous intéressent, le retour à la croissance de Rabastens, Gaillac et Puylaurens et l'accélération de celle de Saint-Sulpice-sur-Tarn.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 4 : Evolution de la population et communes urbaines (1975-2006)



Source : Aragau et al., 2011

1.2.2 La petite ville comme choix résidentiel

Ce renouveau de la petite ville n'est pas le fait du hasard : tout en participant de la poursuite de l'étalement urbain, c'est la stratégie même des ménages s'installant en périurbain qui change au profit de la valorisation de la petite ville qui combine plusieurs avantages parmi lesquels l'existence de ressources locales permettant de

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

réduire les distances des mobilités quotidiennes, ce qui représente un gain en termes de qualité de vie et de coût de la mobilité, et le sentiment de tranquillité offert par une ville à taille humaine, notamment pour des ménages avec enfants ou des retraités. Dans cette optique, le choix de la petite ville ou du gros bourgs s'impose pour des ménages qui ne recherchent ni la grande ville ni la campagne, « *ici on n'est pas à la campagne mais quand même en dehors des circuits urbains* » (entretien Saint-Sulpice, 2010), et dont le choix de l'installation est éminemment stratégique, prenant en compte de nombreux paramètres, tels que le niveau de services et d'équipements, notamment à destination des enfants, la découverte du bon niveau global de l'offre venant ensuite comme une surprise : « *Alors on a regardé quand même ce qu'il y avait, scolairement aussi : école à côté, proximité du village pour Jérémy plus tard, et Sarah, il y avait le collège. Après sur le village, je savais pas qu'il y avait tout* » (entretien Saint-Sulpice, 2010).

1.3 Une place à redéfinir

1.3.1 Une périurbanisation à apprivoiser

Si les petites villes ont une fonction structurante ancienne, la périurbanisation, en redistribuant les cartes de la croissance et de l'attractivité, vient perturber des logiques territoriales installées de longue date. Comme le dit la chargée de mission du SCOT du Vaurais, « *[le territoire] fonctionnait déjà. C'est peut-être plus difficile sur cette base-là parce que ça vient chambouler un petit peu la carte initiale qui fonctionnait, bien ou pas bien mais qui fonctionnait* » (entretien, 2010). L'intégration dans la dynamique toulousaine touche en effet diversement le tissu préexistant : si elle préserve pour l'essentiel les communes les plus rurales éloignées des axes majeurs de communication en privilégiant l'échelon des petites villes, elle ne les affecte pas toutes de la même manière. Certaines villes parvenant mieux que d'autres à trouver leur place dans ces dynamiques nouvelles, c'est d'abord leur hiérarchie interne qui est bousculée tandis que des communes plus petites sont élevées au rang de petites villes jouant un rôle nouveau de centralité pour des ménages anciens comme nouveaux. Or de telles évolutions ne sont pas sans conséquence sur la manière de gérer l'afflux de population et l'aménagement de la commune : « *Je pense que le fait que Lavaur instruise, du fait qu'ils sont à 10 000 habitants, leurs permis de construire, y'a une autre approche sur la commune parce qu'ils sont habitués à réfléchir aux conséquences de tel permis par rapport aux autres. Saint-Sulpice, on est à 8 000 habitants, c'est déjà beaucoup mais ça a été géré comme un gros bourg, ça continue parfois à être géré comme un gros bourg, alors que Lavaur l'a vraiment géré en tant que ville* » (entretien SCOT du Vaurais, 2010).

L'enjeu face à cette influence toulousaine et métropolitaine croissante consiste donc bien, pour ces territoires et en particulier pour leurs petites villes, à gérer cette position nouvelle d'entre-deux métropolitain, à trouver leur place dans cette dynamique périurbaine sans pour autant occulter la spécificité et l'identité nées de cette imbrication du rural et d'un certain degré d'urbain. Puisque « *parler de périurbanisation, ça fait un peu peur presque* », l'objectif est de ne pas laisser la pression résidentielle subie déstabiliser le territoire et lui faire perdre la dualité sur laquelle repose en partie son attractivité : « *on est forcément rattaché à*

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

l'agglomération toulousaine, mais l'air de rien y'a une identité fortement rurale sur le territoire, et y'a un positionnement urbain qui n'est pas négligeable avec les deux villes centres. Et l'objectif c'est à travers cet aspect urbain, ne pas occulter l'identité rurale qui est forte et le cadre de vie » (entretien chargée de mission SCOT du Vaurais, 2010). Ainsi, si l'attractivité des petites villes est un facteur de développement pour les territoires du secteur, elle doit rester maîtrisée pour ne pas faire perdre à ces villes les caractéristiques qui en font le charme.

1.3.2 Des points relais d'une périurbanisation plus locale

Sans compter que cette réflexion ne peut s'arrêter aux limites communales de ces petites villes dans la mesure où la redistribution de la croissance ne peut s'analyser uniquement en termes de polarisation. On observe aussi, autour de ces pôles, ce que l'on pourrait appeler un effet ricochet : l'accélération de la croissance dans les communes voisines de ces pôles. A ce titre, le recul de la croissance de la couronne des pôles d'emploi de l'espace rural n'est guère significatif, puisqu'elle n'est constituée que de dix communes, alors que le gain de croissance de l'espace rural hors influence urbaine est patent. Tout se passe donc comme si la périurbanisation, gagnant des territoires de plus en plus éloignés, changeait de logique d'organisation au profit d'une logique de rapprochement de petites villes pouvant jouer un rôle structurant dans le quotidien, par l'installation soit dans ces villes elles-mêmes soit dans leurs communes voisines. Si le dynamisme démographique des petites villes est avéré, on observe aussi autour de ces petites villes des phénomènes de périurbanisation plus locale qui renvoient l'image de petites villes points relais de la périurbanisation (Cf. figure 4).

Bien cerné par les acteurs locaux, ce constat peut alimenter un projet de structuration du territoire autour de ces ensembles communaux constitués d'une petite ville et de sa couronne. C'est par exemple le cas dans le SCOT du Vaurais où « *on travaille au-delà des deux pôles : on leur associe une ou deux communes, par exemple Saint-Sulpice c'est Buzet et Lavaur c'est Labastide-Saint-George et Ambres, parce qu'on s'aperçoit qu'en termes de fonctionnement, les populations de ces communes viennent faire appel directement aux équipements de Lavaur même s'ils travaillent sur Toulouse, donc on s'est aperçu que c'était opportun de raisonner non pas juste sur la ville de Lavaur, la ville de Saint-Sulpice mais sur le pôle qu'elle représente l'une et l'autre pour arriver à une répartition* » (entretien, 2010).

Première facette du dynamisme, ce regain démographique s'accompagne alors d'une évolution du tissu socio-économique de ces petites villes qui voient leur tissu économique évoluer, ce qui ne fait que renforcer en retour leur attractivité démographique.

2 Un tissu socio-économique rénové

Dans ces petites villes du périurbain éloigné, l'emploi et plus largement le dynamisme économique sont au cœur des enjeux d'un développement local qui s'inscrirait en faux par rapport à deux tendances : d'une part, celle du mouvement ancestral de l'exode rural qui a longtemps hypothéqué le devenir de ces espaces, d'autre part celle plus récente de la périurbanisation qui fait courir le risque de

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

l'espace dortoir. La croissance démographique constitue alors une chance en matière de développement économique que les intercommunalités constituées autour des petites villes du secteur ne veulent pas laisser passer : par le biais de leur compétence « développement économique », elles sont partie prenante de l'accompagnement de l'évolution du tissu économique local.

2.1 Du déclin des activités traditionnelles au renouveau de l'emploi

Si la croissance démographique se poursuit et gagne des espaces de plus en plus lointains, des évolutions sensibles se font également jour dans l'offre d'emploi des communes. On constate ainsi que le taux d'emploi de la zone d'étude s'améliore puisque le ratio entre emplois et actifs résidents progresse dans l'ensemble du quadrant. Certes, cette amélioration est surtout remarquable dans les communes situées à moins de 20 km de Toulouse, grâce au dynamisme économique des premières et deuxièmes couronnes anciennement périurbanisées, et au-delà de 60 km, sous l'effet du dynamisme économique des villes moyennes. La bande comprise entre 20 et 60 km de la métropole régionale continue quant à elle d'afficher un gain d'actifs supérieur au gain d'emplois.

Figure 5 : Evolution du ratio emplois au lieu de travail / actifs au lieu de residence (1999-2007)

Type de zone (dans la delimitation 1999 des unites urbaines et des aires urbaines)	Ratio emplois / actifs	
	1999	2007
ensemble de la zone	*87*	*91*
moins de 20 km	95	103
20-39 km	52	50
40-59 km	74	72
60 km ou plus	88	91
pôle urbain de Toulouse	100	109
autres pôles urbains	109	114
espace périurbain	43	43
dont communes urbaines	61	60
dont communes rurales	36	36
espace à dominante rurale	76	75

Source : Aragau et al., 2011

Toutefois, cela ne doit pas masquer la réalité du développement économique de cet espace intermédiaire : entre 1999 et 2007, l'espace périurbain enregistre un renforcement de la croissance de l'emploi notamment dans ses communes urbaines et l'espace à dominante rurale renoue avec l'augmentation du nombre d'emplois, notamment là aussi dans sa partie urbaine.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 6 : La croissance différenciée de l'emploi (1982-2007)

Type de zone (dans la delimitation 1999 des unites urbaines et des aires urbaines)	ensemble des emplois			actifs
	1982-1990	1990-1999	1999-2007	1999-2007
moins de 20 km	122	115	129	120
20-39 km	106	110	129	134
40-59 km	100	99	115	117
60 km ou plus	102	100	110	108
ensemble de la zone	*113*	*110*	*124*	*119*
unité urbaine de Toulouse	122	114	129	119
autres pôles urbains	107	102	111	104
espace périurbain	104	112	128	128
dont communes urbaines	113	116	141	136
dont communes rurales	100	110	121	125
espace à dominante rurale	96	94	114	115
dont communes urbaines	97	96	119	

Source : Aragau et al., 2011

La stabilisation du ratio emploi / actifs résidents dans ces espaces intermédiaires ne doit donc pas masquer, eu égard au rythme soutenu de leur croissance démographique, la réalité du dynamisme économique de ces franges en général, de leurs communes urbaines en particulier.

Par ailleurs inscrit au rang des orientations économiques des territoires de projets et documents de planification du secteur, le maintien voire l'amélioration du ratio emploi / habitants n'en est pas moins le témoin d'un bouleversement de la base économique locale. Les activités traditionnelles en déclin, qui avaient largement alimenté le recul démographique de ces espaces, laissent place à un nouveau substrat économique : « *Y'a des grands employeurs sur Gaillac et Graulhet, des grandes industries, Graulhet est un peu en déperdition, donc aujourd'hui comme la tendance nationale, c'est un territoire de services, qui perd son caractère industriel et artisanal qui le caractérisait mais qui reste quand même aussi un territoire viticole qui emploie…»* (Responsable du service urbanisme du Syndicat mixte du SCOT Vignoble Gaillacois, Bastides et Val Dadou, 2010). A ce titre, la périurbanisation semble donc bien être une opportunité pour offrir une seconde jeunesse à ces pôles ruraux en prenant le relais d'activités industrielles en déclin (Graulhet), en diversifiant une activité à base agricole (Gaillac, Revel) et surtout en renforçant leur vocation de services (Lavaur).

2.2 Le développement d'une économie résidentielle

S'il repose sur plusieurs logiques, le développement de ce gisement d'emplois de proximité naît en premier lieu de la nécessité de répondre aux besoins d'une population croissante et plus exigeante en termes de qualité de services.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2.2.1 Un emploi présentiel croissant

Les nouvelles attentes exprimées, plus « urbaines » aux dires des élus, requièrent alors la mise à niveau de l'équipement des territoires et le développement de commerces et services à la fois plus nombreux et plus diversifiés qui ont aussi pour intérêt d'engendrer des retombées économiques sur et pour le territoire : « *y'a une volonté vraiment communale et intercommunale de développer l'emploi pour participer à l'ancrage aussi, essayer de structurer un peu plus le territoire, pas qu'autour de l'habitat mais pour fixer la population et que les retombées économiques soient un petit peu pour les territoires* » (entretien chargée de mission du SCOT du Vaurais, 2010).

Le développement de cette forme d'économie apparaît très nettement si l'on s'intéresse à la typologie de l'emploi : on remarque en effet l'importance, dans la croissance globale de l'emploi, de l'emploi dit présentiel, c'est-à-dire qui contribue à la production de biens et services visant à la satisfaction des personnes résidant dans la zone.

Figure 7 : La croissance de l'emploi présentiel (1982-2007)

	emplois présentiels			actifs
	1982-1990	1990-1999	1999-2007	1999-2007
moins de 20 km	119	114	125	120
20-39 km	120	125	136	134
40-59 km	112	116	124	117
60 km ou plus	110	108	115	108
ensemble de la zone	*116*	*113*	*123*	*119*
unité urbaine de Toulouse	119	113	124	119
autres pôles urbains	109	108	113	104
espace périurbain	122	131	136	128
dont communes urbaines	123	123	145	136
dont communes rurales	137	130	117	125
espace à dominante rurale	114	108	124	115
dont communes urbaines	109	110	122	

Source : Aragau et al., 2011

Ainsi, dans une bande comprise entre 20 et 40 km de Toulouse, dans l'espace périurbain comme dans l'espace rural, l'augmentation de ce type d'emplois est systématiquement supérieure au gain de l'emploi en général. Dans l'espace périurbain, l'augmentation plus forte de l'emploi présentiel dans les communes urbaines confirme par ailleurs le renforcement du rôle de pôles de proximité joué par ces petites villes des franges qui permettent, comme nous le verrons par la suite, de limiter les mobilités du hors travail et pourraient à terme déboucher sur une moindre distance des navettes domicile-travail grâce à une offre d'emplois de proximité.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2.2.2 Un bon niveau d'équipement en commerces et services

Des secteurs tels que les commerces de proximité plus ou moins spécialisés, l'artisanat, les services à la personne, l'animation scolaire, périscolaire ou associative, affichent ainsi un dynamisme certain, dont la variété augmente avec la taille de la ville et les caractéristiques sociales de la population, comme en atteste l'exemple suivant exposé par la chargée de mission du SCOT du Vaurais : « *en termes de commerce dans le centre de la commune (Saint-Sulpice-sur-Tarn), y'a des commerces de proximité, des agences bancaires, deux presses, un tabac, trois boulangeries, pour ces besoins-là, ça va mais y'a très peu d'offre en termes de vêtements, d'équipement de la personne, culturelles. Pour ça, il faut se tourner vers Lavaur mais sur Lavaur, c'est à des prix très élevés parce que les niveaux de vie ne sont pas les mêmes, on va dire que Saint-Sulpice a une connotation plus ouvrière ou classes moyennes, Lavaur un petit peu au dessus* » (entretien, 2010).

Certes, dans certaines de ces petites villes, le niveau d'équipement de la commune est encore loin de ce qu'il a pu être dans un passé relativement proche que regrettent encore les résidents de toujours, par exemple à Rabastens : « *on n'a plus de magasins de chaussures, on n'a plus de magasins pour s'habiller, on n'a plus rien ici. Avant c'était le cas, y avait des magasins ! J'arrivais à faire toutes mes courses ici, dans la petite rue, y avait un magasin de chaussures, j'y chaussais les enfants, il y est resté peut-être pendant 20 ans. Il y avait des magasins de vêtements, je m'habillais ici* » (entretien, 2010). Malgré tout, le niveau d'équipement, qui constitue un critère pris en compte par les ménages au moment du choix de la localisation résidentielle, est jugé satisfaisant et attractif par la plupart des ménages récemment installés, comme en atteste ce témoignage d'une mère de famille qui avait connu Rabastens en y rendant visite à des amis avant de décider de s'y installer : « *quand on est arrivés, on ne se souvenait pas qu'il y avait autant de commerces, donc on a dit : « Ah tu vois, y'a quand même une librairie, y'a 5 ou 6 boulangeries, y'a quand même…, y'avait tout quoi, au niveau du commerce, c'est pas un trou perdu, y'a plusieurs banques tout ça, y'a de quoi faire sa vie quotidienne ici sans bouger* » (entretien Rabastens, 2010).

Au-delà de ces réponses aux besoins du quotidien, dans un second temps, c'est à la promotion d'une stratégie économique plus complète que l'on assiste dans ces territoires qui espèrent notamment profiter du dynamisme économique de l'aire urbaine toulousaine.

2.3 Vers la promotion d'une stratégie économique plus complète

Pour cela, le projet économique repose sur deux piliers : développer de nouvelles formes d'accueil et s'appuyer sur des activités traditionnelles tournées vers l'innovation.

2.3.1 Développer de nouvelles formes d'accueil

Cette stratégie vise d'abord à créer ou agrandir des zones d'activités dans un double objectif : d'une part, tirer parti du desserrement économique promu par l'InterSCOT toulousain en favorisant la création ou l'extension d'entreprises

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

locales grâce au développement d'une offre d'accueil optimale (notamment en matière d'accessibilité), d'autre part, réfléchir à une répartition des spécialisations économiques dans ces territoires de frange afin de favoriser la synergie des activités plutôt que leur concurrence et ainsi assurer leur viabilité. L'exemple de la zone d'activités des Portes du Tarn implantée sur la commune de Saint-Sulpice-sur-Tarn est à ce titre exemplaire puisque « *l'objectif, c'est d'avoir une mixité d'activités avec du tertiaire, des services, du commerce dans une zone qui sera embranchable fer pour accompagner certaines entreprises qui ne trouvent pas à proximité de Toulouse de quoi se localiser mais qui ne sera pas une concurrente de la zone de Montbartier, grosse zone d'activités autour de Montauban prévue avec de l'embranchable fer autour de la logistique* » (entretien chargée de mission du SCOT du Vaurais, 2010).

Parallèlement à ces modalités classiques du développement économique sous forme de zones d'activités, ce sont des méthodes innovantes d'implantation économique qui se multiplient dans ces petites villes des franges périurbaines, sous la forme de pépinières ou d'hôtels d'entreprises permettant de mutualiser des services (formation), des outils (plateaux techniques) et des espaces (bureaux, salles de réunion…) afin d'encourager et de faciliter le développement de nouvelles activités. L'exemple de l'espace Saint-Roch ouvert à Lavaur en 2012 en est un exemple des plus intéressants dans la mesure où il est emblématique non seulement du basculement économique de ces petites villes des franges périurbaines puisqu'il a été installé dans les anciens abattoirs réhabilités, mais aussi de l'ambition de développement local de ces espaces dans la mesure où cet hôtel d'entreprises accueille aussi des prestataires de l'emploi et de l'action sociale et des services communaux et intercommunaux d'accompagnement social et d'aide à l'emploi.

2.3.2 Tourner les activités traditionnelles vers l'innovation

Enfin, si l'élargissement de la base économique repose souvent sur une tertiarisation des activités, les activités traditionnelles ne sont pas inéluctablement condamnées mais peuvent au contraire être transformées en atout pour des territoires se tournant vers l'innovation industrielle et agricole. Dans le Lauragais, le dynamisme économique de Revel repose sur le maintien d'une tradition agricole et industrielle réorientée vers la compétitivité sous la houlette de son maire, sénateur de la Haute-Garonne et président de la Communauté de Communes, qui s'intéresse particulièrement aux questions d'emploi et d'industrialisation comme en témoigne le rapport d'information au Sénat qu'il a rédigé en 2011 sur le thème de la réindustrialisation des territoires. Instigateur de la création, en 1992, d'une SEM Forum d'entreprises, dédiée au développement économique local qui a soutenu la création de plusieurs centaines d'emplois, il appuie par ailleurs le secteur agro-alimentaire et les économies vertes porteuses d'emplois dans le cadre du pôle de compétitivité Agrimip Innovation.

Fortes de ce regain de dynamisme, tant démographique qu'économique, les petites villes de cet entre-deux métropolitain retrouve alors un rôle central dans le quotidien des populations résidentes.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3 Des territoires du quotidien

En effet, si elles avaient conservé ce rôle auprès des populations natives de ces espaces autrefois ruraux, elles l'ont acquis progressivement auprès des ménages périurbains plus récemment installés.

3.1 Des petites villes au centre de bassins de vie

3.1.1 Des mobilités progressivement recentrées

Sous l'effet de l'étoffement du niveau de services, équipements et commerces, les pratiques de mobilités des périurbains se modifient.

Cela s'observe en premier lieu en matière de fréquentation des commerces et services de proximité. La présence de ressources locales, dont on a vu qu'elle intervenait dans le choix résidentiel, se traduit dans un second temps par des mobilités recomposées autour de ces polarités redynamisées. Que les ménages continuent, comme ils l'ont toujours fait, à se servir des ressources locales ou qu'ils les découvrent, leurs mobilités sont de plus en plus structurées autour d'une offre de proximité enrichie. Certes, les supermarchés des petites villes ont remplacé au moins en partie les commerces ambulants et locaux qui assuraient auparavant l'essentiel des besoins quotidiens, mais ils polarisent des pratiques commerciales le plus souvent articulées avec la fréquentation d'une offre associative ou de services à la personne, notamment de santé, plus fournis. Les ménages jouent même sur la complémentarité de cette offre nouvelle pour s'affranchir des grandes surfaces commerciales de première couronne et dessiner une carte des mobilités plus complexes qu'il n'y paraît : « « *On fait tout à Saint-Sulpice mais par exemple si je ne trouve pas ce qu'il faut pour habiller les enfants au Carrefour, on peut trouver des vêtements de meilleure qualité dans la nouvelle zone des Terres Noires ou alors au Leclerc de Gaillac. A Lavaur, j'y vais surtout pour le bricolage, le Super U qui est à côté, le Macdo, le dentiste, mon médecin, l'hôpital où ma petite fille est née, les pôles CAF-CPAM* » (entretien Saint-Sulpice, 2010).

Au-delà des pratiques commerciales, les activités culturelles et de loisirs participent également de l'ancrage des habitants qui apprécient de pouvoir satisfaire à proximité leur envie de cinéma ou d'exposition et apprennent à satisfaire différemment ces besoins : « *Quand j'ai emménagé, je comptais pas forcément sur le lieu où j'habitais mais en fait oui j'ai trouvé, il se passe pas énormément de choses mais il se passe des choses de qualité comme ici. Au « Cinq » (association locale), c'est un lieu qui est tout petit mais les expos sont toujours de qualité. Le cinéma c'est pareil, c'est des bénévoles qui y travaillent donc ils passent quatre films par mois mais c'est trié sur le volet. Donc oui, moi je suis vraiment contente de la vie culturelle de la ville* » (entretien Rabastens, 2010).

Cet ancrage local s'opère plus ou moins vite en fonction du degré de « propulsion » dans l'espace périurbain : si les repères sont plus vite pris chez des ménages ayant déjà pratiqué ce type d'espace dans d'autres contextes métropolitains, d'autres fraichement arrivés de Toulouse n'imaginent d'abord pas fréquenter les commerces locaux (« *si je dis que je vais faire les magasins, je vais pas faire les magasins à Gaillac ou Albi, c'est à Toulouse* », entretien Saint-Sulpice, 2010), mais ils

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

apprivoisent petit à petit leur nouvel espace de vie par un recentrage graduel de la vie quotidienne sur des pôles de proximité : « *Au début quand j'ai emménagé ici, j'avais mes repères à Toulouse […] et au fur et à mesure j'ai trouvé ici à proximité, à Gaillac, à Albi, à Rabastens, à Lavaur des commerces qui remplaçaient ceux de Toulouse […] je me suis dédouanée de Toulouse* » (entretien Rabastens, 2010).

Plus lentement mais de manière néanmoins significative, les mobilités professionnelles elles-mêmes se redéfinissent grâce à l'offre d'emploi étoffée que l'on a décrite et qui permet d'envisager la périurbanisation non plus comme un éloignement des lieux d'emploi mais comme une opportunité d'emploi local. Si le navettage demeure prédominant dans les mobilités professionnelles, il ne constitue pour un certain nombre de ménages qu'une modalité transitoire, le temps pour l'un des deux membres du couple au moins de trouver un emploi plus proche qui permette de réduire les trajets domicile-travail : « *nous travaillions tous les deux sur Toulouse, au début on a gardé notre emploi sur Toulouse, en faisant les navettes tout en cherchant un emploi par ici. Nous avons mis un an avant de trouver. Je travaille maintenant à Villefranche, j'en ai pour 20 ou 25 minutes, cela se fait vite* » (entretien Revel, 2010). Loin d'être freinée par la peur de ne pas retrouver d'emploi, l'installation résidentielle dans ces bassins de vie dynamiques apparaît au contraire comme une opportunité pour chercher un nouvel emploi : « *Le mode de vie, mon travail… j'étais en congé parental, j'avais pas tellement envie de retourner à mon travail, je travaillais à l'époque à Carrefour Portet, et on a cherché à acheter ici. Je devais reprendre au un an de ma fille, et là j'ai démissionné, entre les frais de transport, de garde et tout, ça valait vraiment pas le coup que j'y retourne. J'ai cherché du travail tout de suite, et j'ai trouvé du travail rapidement, à 20 kilomètres d'ici, dans un centre de Convalescence et de Nutrition où je fais du secrétariat médical et de l'accueil* » (entretien Puylaurens, 2010).

3.1.2 Des centres de bassins de vie

Concomitantes de la croissance de l'emploi local, ces recompositions des pratiques quotidiennes liées aux services, équipements et commerces, confortent alors une approche de ces territoires basée sur la notion de bassin de vie, définie par l'INSEE comme le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès à la fois aux équipements de la vie courante et à l'emploi, ce qui permet d'« *étudier la structuration et la desserte d'un espace sinon purement rural, du moins peu intensément urbain* » (JULIEN, 2007 : 34). Or l'analyse de ces bassins de vie dans l'aire urbaine toulousaine et sur ses marges confirme bien le rôle structurant pour leur bassin de vie des bourgs et petites villes maillant le triangle Toulouse/Albi/Castelnaudary et ce, non seulement en dehors de la couronne périurbaine, puisque les bassins de vie de Rabastens, Lavaur, Gaillac, Puylaurens ou encore Revel sont presque entièrement situées en dehors de l'aire urbaine, mais également au sein même de la couronne périurbaine, puisque le bassin de vie de Saint-Sulpice-sur-Tarn par exemple est intégralement inclus dans son périmètre. Si leur dynamisme démographique repose au moins en partie sur le desserrement résidentiel de la métropole toulousaine, « *tous les bourgs et petites villes cités ont un rôle structurant pour le territoire de leur bassin de vie, même si une forte proportion d'actifs travaille dans le pôle urbain de la ville rose* » (JULIEN, 2007 : 38). Ils

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

deviennent comme des points relais de la périurbanisation dans la mesure où ils permettent de s'éloigner de la ville centre et de ses services tout en garantissant la proximité d'une centralité autour de laquelle peut s'organiser la vie quotidienne, de la fréquentation des commerces, services et équipements de base à la participation à la vie culturelle et associative, en passant éventuellement par la relocalisation de l'emploi. Il serait faux en effet de lire ce renouveau des petites villes de l'entre deux comme un rejet de la ville et de l'urbain puisque s'y joue au contraire une redéfinition du rapport à l'urbain sur un mode plus maîtrisé.

3.2 Un nouveau rapport à la ville et à l'urbain

3.2.1 La recherche d'un autre urbain

Cette réorganisation de la vie quotidienne autour de pôles secondaires ne signifie pas la disparition du rapport à l'urbain puisque c'est bien le rôle de villes-relais que jouent désormais non seulement les villes moyennes de l'espace métropolitain mais également les petites villes aujourd'hui renforcées voire les bourgs traditionnels qui se dotent d'attributs urbains au fur et à mesure de leur développement. Il est d'ailleurs intéressant de noter que dans le discours des enquêtés, les éléments conduisant à considérer un ancien bourg comme « de la ville » renvoient autant au développement des constructions et à l'augmentation de la circulation automobile qu'à l'amélioration de l'équipement en services et commerces courants.

Les habitants de ces petites villes considèrent donc bien être en ville, soit qu'ils y voient l'évolution d'un ancien bourg rural dans lequel ils ont toujours vécu, « *c'est vrai que la ville a beaucoup changé. Honnêtement de vous à moi, branchée Histoire, je préférais mon petit bourg avant que maintenant […] là, y a des lotissements partout, y a une ville moderne partout* » (entretien Saint-Sulpice, 2010), soit qu'ils s'y soient installés justement pour les aménités urbaines offertes : « *on cherchait quand même à être en ville ! On ne voulait pas s'isoler à la campagne… Le critère essentiel, c'était près d'un centre où on puisse faire les courses à pied, tout ce qui est services de proximité, médecins, infirmiers, pharmacie, épiceries, boulangerie, enfin tout à portée de la main* » (entretien Rabastens, 2010).

Outre cette recherche de la proximité et de la centralité, c'est sa position d'entre-deux que fait valoir la petite ville : entre ville et campagne, elle garantit à la fois un cadre de vie de qualité, d'où sont absents les embouteillages et la pollution, et un bon niveau de service : « *c'est à moitié campagne et à moitié petite ville. Ca a pris tellement d'expansion, on a presque tout même si on n'est pas une grande ville où en heure de pointe on est bloqué sur la route où on attend trois heures à un feu* » (entretien Saint-Sulpice, 2010).

3.2.2 De nouveaux rapports à la ville-centre

Si la petite ville constitue une échelle qui correspond mieux aux attentes nouvelles de ménages périurbains privilégiant la recherche de la qualité de vie, le rapport à la grande ville ne disparaît pas pour autant. C'est sans doute dans le champ des représentations que cette référence reste la plus présente, le plus souvent sous les

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

traits des désagréments qui ont motivé le départ de la ville et l'installation en périurbain, embouteillages, pollution, prix des loyers, problème de stationnement pour ne citer que les plus fréquents : « *Autant j'ai adoré la ville, j'habitais en ville quand elles étaient petites, je sortais tout le temps, j'adorais ça. Maintenant je n'ai pas envie de ça. Je supporte plus le bruit, je supporte plus les voitures…* » (entretien Rabastens, 2010).

Malgré tout, ces périurbains qui ne veulent plus habiter Toulouse se relocalisent à proximité de cette métropole qui doit rester pour eux dans le domaine de l'accessible. C'est évidemment vrai pour les ménages actifs dont l'un des membres au moins continue d'occuper un poste à Toulouse ou dans sa première couronne et rejoint donc quotidiennement la ville-centre. Dans ce cas, la localisation en petite ville constitue un compromis entre l'éloignement rendu nécessaire pour des raisons financières et l'accessibilité permise soit par les échangeurs autoroutiers soit par les gares : « *On voulait faire construire dans un périmètre de quinze kilomètres de Toulouse mais c'était trop cher, c'est vrai que j'aurai aimé être plus près du centre-ville mais avec l'autoroute c'est rapide* » (entretien Saint-Sulpice, 2010). Mais c'est également vrai pour des ménages non dépendants de la ville-centre en termes professionnels mais qui souhaitent préserver la possibilité de se rendre à Toulouse facilement et recherchent aussi la proximité de la gare, même s'ils l'utilisent finalement peu : « *ce qui m'a plu ici, c'est les trains, les facilités pour aller à Toulouse et partir ailleurs quoi* » (entretien Saint-Sulpice, 2010).

Dans tous les cas, quel qu'ait été par le passé le lien à la ville centre, et quel que soit le lien professionnel qui demeure parfois, sa fréquentation tend à s'atténuer au profit de pratiques quotidiennes recentrées autour du lieu de résidence. La ville centre, lointaine et peu fonctionnelle, n'attire plus que par son offre en loisirs ou en services très spécialisés (notamment médicaux) des périurbains qui ont appris à se passer d'elle : « *Je me suis jamais dit "tiens je vais à Toulouse faire du shopping", mais pour tout ce qui est culturel, artistique et la sociabilité, le réseau social, ça, oui, la musique, les sorties…* » (entretien Rabastens, 2010). On ne s'y rend donc que de manière très sélective, notamment pour les sorties des enfants ou petits-enfants, le rapport de loisir devenant prégnant dans la relation à Toulouse : « *Là je vais y aller parce que ça va être Noël, chaque année je prends mon mari, je lui fais découvrir tous les ans la même chose, je lui fais une visite guidée à Toulouse de la cathédrale, des hôtels particuliers* » (entretien Rabastens, 2010). Avec le temps, même ce lien a tendance à se distendre, la complexité de la grande ville reprenant le dessus sur sa capacité à divertir, notamment pour les retraités : « *Pour les loisirs on a commencé au début à aller à Toulouse, puis maintenant on y va très peu alors que les concerts c'était très important. Maintenant, c'est une aventure d'aller à Toulouse, c'est loin et puis y'a beaucoup de circulation. C'est contraignant* » (entretien Rabastens, 2010).

3.2.3 Une nouvelle hiérarchie du recours à l'urbain

Le rapport à l'urbain est alors redessiné en fonction d'une hiérarchie des besoins et des moyens de les satisfaire : Toulouse est fréquentée de manière exceptionnelle, les villes moyennes (Castres, Albi) de manière plus régulière, mais beaucoup

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

moins que les petites villes, elles-mêmes plus ou moins fréquentées en fonction de leur spécialisation ou au contraire de la diversité de leur offre.

Les habitants des communes de Rabastens et Saint-Sulpice décrivent par exemple un mode de vie recentré sur la commune d'abord pour les services et commerces les plus quotidiens : « *Moi le matin je vais chercher mon pain frais chez le boulanger ! Je vais chercher mon bifteck chez le boucher, on a tout ce qu'il faut. […] Et je suis une traditionnaliste : mon petit marché le samedi matin, il est extraordinaire à Rabastens* » (entretien Rabastens, 2010), sur les petites villes voisines de Gaillac et Lavaur ensuite pour compléter les besoins de la vie courante, aussi bien sur le plan scolaire et associatif que culturel et commercial : « *Alors Gaillac j'y vais pas mal, c'est un centre, il y a des grandes surfaces, pas mal de magasins : j'y vais quand même assez souvent, deux ou trois fois par semaine, j'y vais pour des activités ludiques, du yoga, de la danse occitane, et j'y vais évidemment pour faire des courses* » (entretien Saint-Sulpice, 2010). Les villes moyennes restent un repère pour la plupart des ménages, non seulement pour des raisons de rattachement administratif, mais également pour des besoins ponctuels non couverts sur place : « *On va plutôt à Albi, Toulouse à cause de la circulation on évite, on a nos repères à Albi, quand on a envie de faire un achat qu'on peut pas faire à Rabastens, pour aller retrouver des amis* » (entretien Rabastens, 2010). Au-delà, si nous avons déjà noté le moindre recours à la ville centre, le détachement vis-à-vis de ses centralités commerciales périphériques est tout aussi remarquable : les ménages n'y ont plus recours qu'épisodiquement pour des besoins spécifiques encore mal couverts localement : « *Pour les magasins de vêtements, de chaussures, ces choses-là, on monte sur Toulouse au Leclerc Roques, ce n'est pas à côté ! Donc on y va à peine 3 ou 4 fois sur l'année* » (entretien Saint-Sulpice, 2010).

La recomposition de ces mobilités participe alors de la recréation d'un territoire ancré dans un espace local fortement multipolarisé par les bourgs alentours et dessinant une hiérarchie, notamment commerciale, des hypermarchés du pôle urbain toulousain aux petits commerces de proximité fonctionnant sur le mode du dépannage, en passant par les moyennes surfaces des centralités périphériques émergentes : « *Les petites courses, c'est Vival, à côté, de temps en temps. On y va à pied, en vélo ou en voiture, ça dépend de ce qu'on doit faire, si on est pressé ou pas. Sinon tout le reste, c'est la voiture, on va à Revel pour faire les courses. Ça m'arrive d'aller à Puylaurens mais je préfère Revel. […] Après, Castres ou Lavaur, ça dépend de ce qu'on a besoin réellement. Castres c'est quand on ne peut pas trouver sur Revel, pour les vêtements, et Revel c'est plutôt pour les courses normales* » (entretien Cuq-Toulza, 2010).

Conclusion

Maillon structurant d'espaces anciennement ruraux, les bourgs et petites villes de l'entre-deux métropolitain toulousain sont aujourd'hui partie prenante du desserrement de l'aire d'influence de la capitale régionale. Compromis entre éloignement de la grande ville et isolement dans la campagne, ils profitent d'une attractivité démographique renforcée qui alimente un renouveau économique jouant du desserrement économique toulousain autant que des nouveaux besoins de

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

la population. Le développement de l'emploi consolide alors le rôle de centralité multiforme de ces petites villes comme en témoigne la réorganisation des pratiques de mobilité quotidienne autour de ces pôles de bassins de vie. Offrant un autre rapport à l'urbain et trouvant place dans une hiérarchie urbaine remodelée, ces petites villes n'ont-elles pas une carte à jouer dans l'aménagement de l'espace métropolitain ? A l'heure de l'injonction à la densification et à la polarisation de la croissance dans les espaces périurbains et de la structuration d'une aire métropolitaine articulant Toulouse et ses villes moyennes, la question est plus que jamais d'actualité.

Références

Aragau C., Berger M., Bonnin-Oliveira S., Desponds D., Escaffre F., Rougé L., Thouzellier C., 2011, *Les « pôles secondaires » dans la réorganisation des mobilités : maturité et durabilité des espaces périurbains ?,* Rapport PUCA, 210 p.

Bacconnier-Baylet S., Escaffre F. (coord.), 2011, *Recompositions récentes dans le périurbain toulousain*, Sud-Ouest Européen, n°31, 210 p.

Bonnin-Oliveira S., 2013, « La fin des périphéries urbaines », *EspacesTemps.net*, http://www.espacestemps.net/articles/la-fin-des-peripheries-urbaines/

INSEE, 2011, « Nouvelles unités urbaines – Deux Midi-Pyrénéens sur trois vivent en ville », *6 pages*, n°137, 6 p.

INSEE, 2009, « Toulouse, moteur de la croissance démographique de Midi-Pyrénées », *6 pages*, n°116, 6 p.

Jaillet M-C., 2004, « L'espace périurbain, un univers pour les classes moyennes », *Esprit*, n°303, pp. 40-62.

Julien P., 2007, « La France en 1916 bassins de vie », *Economie et Statistique*, n°402, pp. 25-39.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 11 / WORKSHOP 11

La fabrique des hiérarchies urbaines. Les pouvoirs publics, chefs d'orchestre ?

The factory of urban hierarchies. Public policies, conductors?

From small villages to quarters: "hit the bottom" of Kayseri metropolitan region

Methiye Gül Çöteli
Erciyes University – Faculty of Architecture, Department of City and Regional Planning - Kayseri, Turkey
arctyler@yahoo.com, mgcoteli@erciyes.edu.tr

Abstract

According to the Metropolitan Law No. 6360 accepted in 2012, the definition and boundary of metropolitan regions in Turkey had changed. Besides sixteen metropolitan regions such as Adana, Ankara, Antalya, Bursa, Diyarbakır, Eskişehir, Erzurum, Gaziantep, İstanbul İzmir, Kayseri, Kocaeli, Konya, Mersin, Sakarya and Samsun, thirteen big cities – Aydın, Balıkesir, Denizli, Hatay, Malatya, Manisa, Kahramanmaraş, Mardin, Muğla, Tekirdağ, Trabzon, Şanlıurfa, Van and Ordu – located at different regions, gained metropolitan municipality status. The striking change was on the population limits of urban and rural areas which transformed all the villages within the metropolitan region to the quarters. In this context, the criterion of urbanity was designed as the 2000 inhabitants agglomerated in any area of the land. Correspondingly, just like in many others, the size of the metropolitan area of Kayseri was increased from 356 to 2150 square kilometres as well as the number of small towns and villages. However, a major problem with this kind of application is defining the locality as urbanity. Such in a metropolitan region, as if small villages and towns were disappearing.

The purpose of this study was to determine the impact of national urban policies on small villages, and examine the urbanity level of Cırgalan and Tavlusun, as a case study of in-between spaces in Kayseri metropolitan region. Data collected from historical maps and interviews and current built form, economic and social development of the villages was analyzed. Interviews were conducted in-person, over a one- to four-day visit to the community. One of the findings was that the change of the status of small agglomerations created the challenges and opportunities together. Despite the proclamation of urban status, most of the communities living in these small towns demonstrate a willingness to embrace change. It is interesting to note that the built forms of these areas were neither urban nor rural. The results of this paper indicate that in-between spaces are hidden rural areas which demonstrate the importance of establishing and maintaining a broadly vision, in metropolitan region. Contrary to the urban policies, villages of past, but quarters of today's metropolitan region, still function as rural areas. Further work needs to be done to establish the role of local leaders of in-between spaces in strategic decision-making.

Keywords

Metropolitan region, urban-rural dichotomy, urban status, in-between space, urban policy, Kayseri

1 Introduction

The effects of urbanization, industrialization, economic restructuring, demographic shifts, metropolitan expansion, rapid technological improvements and environmental changes have altered the economic, social and cultural structure of

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

rural places. Many areas once entirely rural have been absorbed into metropolitan regions. Difficulties arise in the delineation of rural and definition of rurality, particularly in the intermediate zone along the constantly-shifting urban-rural boundary, in a rapidly urbanizing world.

The concept of 'rural' has several definitions. It is obvious that there is neither clear nor common definition of the rural in scientific literature dealt by geographers, planners and sociologists and also policy makers for decades. From the definitions of "urban" and "rural", ten dimensions can be identified (Scott, Gilbert, Gelan, 2007: 4). Each definition considers a different criterion such as population size and density (Bibby, Shepherd, 2001). Since the settlements cannot readily be reduced to a single dimension, the multi-dimensional nature of settlements ideally labels the place in where the people live (Champion, 2005).

Table 1: Ten dimensions of urban and rural divide.

Dimension	Urban	Rural
Economy	Secondary and tertiary sector	Primary industry sector and supporting activities dominant
Employment	Manufacturing, construction, administration and services	Agriculture, forestry and other primary industry occupations
Education	Higher than national averages	Lower than national averages
Services accessibility	High	Low
Information accessibility	High	Low
Sense of community	Low	High
Demography	Low fertility and mortality	High fertility and mortality
Political views	Liberal and radical elements more strongly represented	Conservative, resistance to change
Ethnicity	Varied	White
Migration	High (generally net in-migration)	Low (generally net out-migration)

Source: Scott, Gilbert, Gelan, 2007: 4.

The material and representational approaches make four different definitions of rural areas, namely descriptive definitions, socio-cultural definitions, the rural as locality and the rural as social representation. Descriptive definitions of rural analyze the area upon the measurable and observable census variables[1] covering employment (agricultural), population (size/density), migration, housing conditions, land use (built-up area) and remoteness (Halfacree, 1992: 63-66; Cloke,

[1] Degrees of rurality were obtained from the scores calculated by these variables (Bibby and Shepherd, 2001:3).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1985: 4). Social-cultural definitions of rural concentrate on the characteristics, behaviours and attitudes of rural community (Hoggart, Buller, 1987).

According to Plantinga (2009) "the rural exists in peoples' thoughts, in words and in images. Structures such as agricultural production, low population density and consumption patterns are appointed to be rural and define specific localities (Halfacree, 1993). However, the fourth approach, the rural as social representation, tries to deal with these perceptions, using terms as: 'image', 'rural idyll', 'social construction', and 'rural discourse'. Halfacree (1993: 29), describes defining rural as social representation by explaining that rural (and its synonyms) "are words and concepts understood and used by people in everyday talk". As many scholars have observed, rurality may fruitfully be defined as a "social representation of a space" (Giddens, 1984; Halfacree 1993, 1995; Moscovici, 1981). Willits and Bealer's (1967) definition of rurality involves both the attributes of rural areas themselves, and the attributes of persons residing in such areas. The rural is shifted from the material sphere of the locality to the more dematerialized realm of mental space; it becomes virtual structure. (Brown and Schafft, 2011)

However, a major problem with this kind of application is defining the locality as urbanity. In Turkey, rural areas are considered those with 2,000 or less population. In recent decade, enacted metropolitan municipality laws in 2000s made profound alteration on rural areas as well as urban areas. Such in a metropolitan region, as if small villages and towns were disappearing.

The research questions in this paper are: how national administrative policies label and also define a place as an urban and what is the main criterion in Turkey in order to determine the urbanity or rurality level?

This paper focuses on the impact of national urban policies on small villages, and examines the urbanity level of Cırgalan and Tavlusun, as a case study of in-between spaces in Kayseri metropolitan region. Data collected from historical maps and interviews and current built form, economic and social development of the villages was analyzed. Interviews were conducted in-person, over a one- to four-day visit to the community.

The paper is divided into three principal sections. In the first, a comprehensive review of Turkey's metropolitan municipality system and laws and also the impacts on Kayseri metropolitan region will be explained. Section two concentrates on the quarters, having a village status before the adminisrative changes, Cırgalan and Tavlusun which were in close proximity to the city. Section three concludes the paper by drawing out the main findings.

2 The evolution of the metropolitan municipality system of Turkey

In the midst of 20th century, the phenomenon of metropolitan city and metropolitan region was put on the agenda of the history of Turkish cities. Between 1960 and 1980, the industrialization process accompanied by the rise of the population caused the migration movement from the rural areas particularly to the big cities, instead of medium sized cities. Therefore many new born settlements, housing areas surrounding the big cities developed and also the small towns and villages

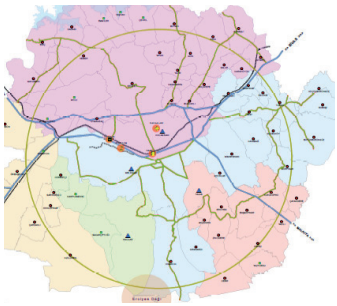
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

adjacent to them amalgamated to the city. Thus, the challenge of the management of migration movement and rapidly increase of the urbanization resulted in establishing the metropolitan departments of cities, namely İstanbul, Ankara and İzmir (Keleş, 1985).

From the 1980s to 2000, the first and more striking arrangement about the management of metropolitan municipalities was Metropolitan Municipality Law no. 3030 validated in 1984 (R.G., 09.07.1984, No:18453). By the approval of the law, the administrations of metropolitan municipality founded primarily in İstanbul and then İzmir and Ankara. It the following period, the number of the metropolitan region increased to 16 by the establishment of the municipalities in Adana, Bursa, Gaziantep, Konya, Kayseri, Antalya, Diyarbakır, Erzurum, Eskişehir, Kocaeli, Mersin, Samsun ve Sakarya (Erdumlu, 1993).

In the 2000s, the Turkish public administration system concerning the metropolitan municipality entered into a restructuring process. With the Metropolitan Municipality Law no.5216 enacted in 2004, the administrative status of town municipalities which were located on the urban fringe changed, while the authority border of metropolitan areas enlarged. The real difference of the law was that many town municipalities merged within the region of metropolitan cities in order to control the planning decisions and direct the spatial development of the fringe and success to manage the urban development which is suitable for the upper planning visions and remove the chaos occurring by the abundance of the responsible institutions. According to this law a place could qualify as a metropolitan municipality, if it had a minimum of 750.000 persons. Except for İstanbul and Kocaeli[2], the boundary of the metropolitan municipality is determined by the virtual circle centred on the building of government. This consideration is called as "Pergel Arrangement". In cities with a population up to 1.000.000 persons, the radius of the circle is 20 km, between 1.000.000 and 2.000.000 persons, the radius of the circle is 30 km, more than 2.000.000 persons, the radius of the circle is 50 km.

Figure 1: Kayseri metropolitan region boundary, 2013



Source: Determining the limits of the municipality, Kayseri GIS Map Collection.

[2] The boundary of metropolitan municipality is same with the province.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Table 1: The ratio of the population living in metropolitan area.

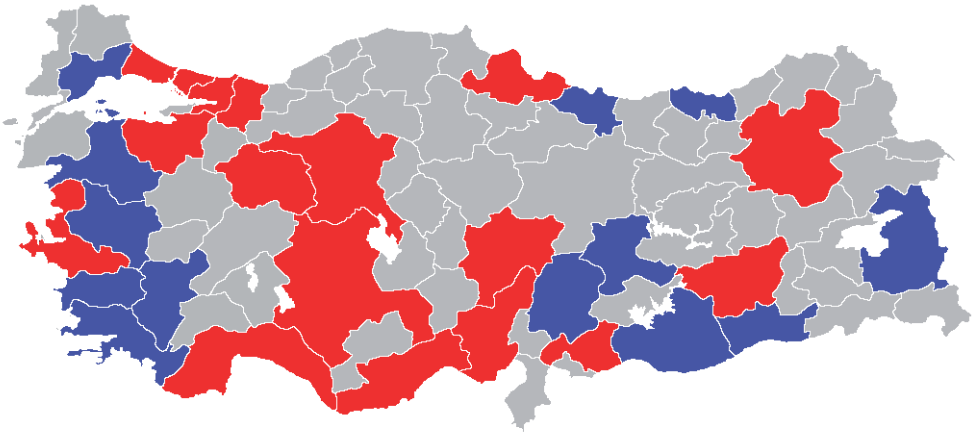
No	Metropoliten municipality	Boundary of metro area	Population of the province	Population of the municipality	Ratio of population living in metro area
1	İstanbul	province	13.483.052	13.624.240	99,0
2	Kocaeli	province	1.499.958	1.601.720	93,6
3	Ankara	50km radius	4.550.662	4.890.893	93,0
4	İzmir	50km radius	3.366.947	3.965.232	84,9
5	Adana	30km radius	1.617.284	2.108.805	76,7
6	Bursa	30km radius	1.948.744	2.652.126	73,5
7	Eskişehir	20km radius	648.396	781.247	83,0
8	Gaziantep	20km radius	1.393.289	1.753.596	79,5
9	Kayseri	20km radius	977.240	1.255.349	77,8
10	Sakarya	20km radius	577.233	888..556	65,0
11	Diyarbakır	20km radius	875.069	1.570.943	55,7
12	Konya	20km radius	1.073.791	2.038.555	52,7
13	Mersin	20km radius	859.680	1.667.939	51,5
14	Antalya	20km radius	1.041.972	2.043.482	51,0
15	Erzurum	20km radius	382.383	780.847	49,0
16	Samsun	20km radius	538.106	1.251.729	43,0
	Summary	20km radius	34.833.806	42.875.259	81,2

Source: TUİK, 2011, General Population Census of Turkey.

In December 2012, The Metropolitan Municipalities Law no. 6360 brings significant changes in the Turkish public administration system (Çukurçayır, 2012; Yıldız, Çıracı, 2006; Gözler, 2013; Soydal, Türk, 2012; Ersoy, 2013; Arıkboğa, 2012). In addition to the sixteen metropolitan regions such as Adana, Ankara, Antalya, Bursa, Diyarbakır, Eskişehir, Erzurum, Gaziantep, İstanbul İzmir, Kayseri, Kocaeli, Konya, Mersin, Sakarya and Samsun, thirteen big cities – Aydın, Balıkesir, Denizli, Hatay, Malatya, Manisa, Kahramanmaraş, Mardin, Muğla, Tekirdağ, Trabzon, Şanlıurfa and Van –gained metropolitan municipality status (R.G. 06.12.2012, No: 28489). Lastly, after the entering of the city of Ordu to this list by the law no.6360 the number of metropolitan region in turkey increased to 30 (R.G. 22.03.2013, No: 28595). That's why the 77 percent of the county population is living in metropolitan areas.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

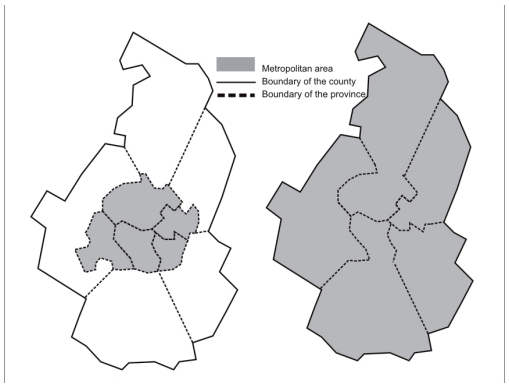
Figure 2: The metropolitan regions in Turkey, 2013



Source:by author, Blankmapturkey.

Secondly, the law also entails that the provincial border and the border of the metropolitan municipality is one and the same in a province. The Law dissolves the legal entity of villages and special provincial administrations and also transforms their status to a quarter of an adjacent provincial municipality in metropolitan regions of Adana, Ankara, Antalya, Bursa, Diyarbakır, Eskişehir, Erzurum, Gaziantep, İzmir, Kayseri, Konya, Mersin, Sakarya ve Samsun. In metropolitan regions, to constitute a quarter of the municipality the minimum 500 inhabitants are required and 2000 persons for provincial municipalities.

Figure 3: The schema of border in metropolitan regions before and after 2012



Source: By author.

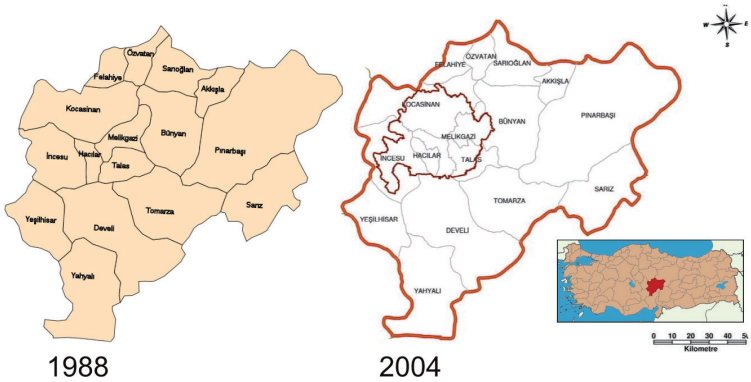
Consequently, this Law removes the urban-rural divide in terms of functional services (Koyuncu and Köroğlu, 2012) and converts metropolitan cities into integrated cities.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2.1 The restructure of the Kayseri metropolitan region

The province of Kayseri was located in the middle of the Anatolia. Kayseri metropolitan municipality was established after the approval of the Law no. 3508 in 1988. The metropolitan region was formed by the two provincial municipality named as Melikgazi and Kocasinan

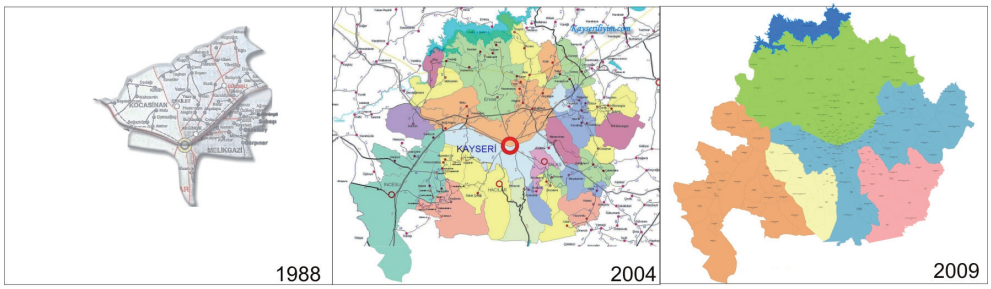
Figure 4: The province of Kayseri in 1988, and 2004



Source: GIS Map Collection, Kayseri Metropolitan Municipality.

With the Law of Metropolitan Municipality no.5216, the boundaries of the metropolitan municipality involving two provincial municipalities before had reconstituted. Five provincial municipalities and 19 municipalities at second degree, joined into the metropolitan region. By using the circle with 20 km radius, the settlements remaining inside the circle was attached into the metropolitan region as well as the border of the region had grown from 356 km^2 to 2150 km^2.

Figure 5: the growth and boundary of Kayseri metropolitan region between 1988 and 2009,

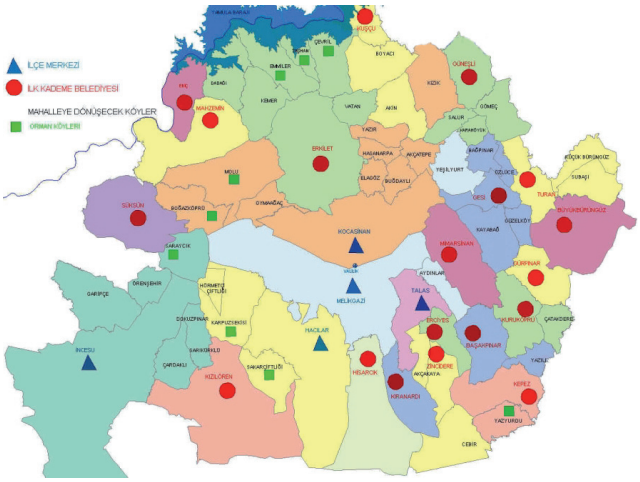


Source: GIS Map Collection, Kayseri Metropolitan Municipality.

After the local government elections in 29th March 2009, the status of 19 municipalities was dissolved and joined to the adjacent municipalities such as Kocasinan, Melikgazi, Hacılar, İncesu and Talas. Erkilet, Kuşçu, Güneşli, Ebiç and Mahzemin municipalities joined into the Kocasinan municipality; Kıranardı, Hisarcık, Gesi, Mimarsinan, Turan, Gürpınar and Büyükbürüngüz into the Melikgazi municipality; Zincidere, Erciyes, Başakpınar, Kuruköprü and Kepez into the Talas municipality; the quarters of Kızılören and Süksün into the İncesu municipality.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 6: The villages and provincial municipalities in Kayseri metropolitan region, 2009

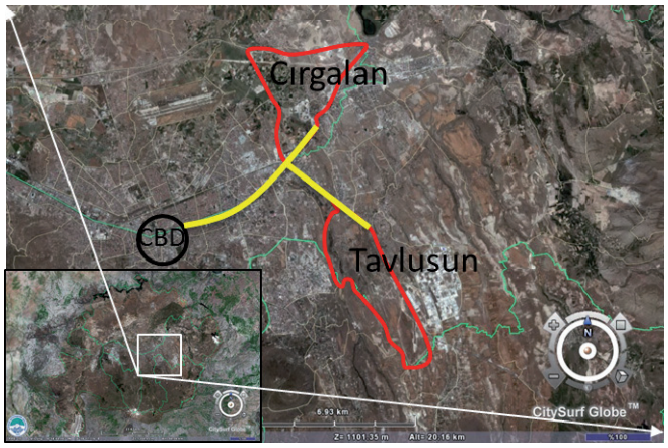


Source: GIS Map Collection, Kayseri Metropolitan Municipality.

3 Case of Cırgalan and Tavlusun

In 1985 Cırgalan and Tavlusun were two villages located at the route of the metropolitan city enlargement. Due to the rapid population increase and the agglomeration of the population, development of the industrial and housing areas especially on the northeastern side of the city, the village of Cırgalan joined to the metropolitan city of Kayseri which became a metropolitan municipality in 1989. Henceforward Cırgalan stayed within the metropolitan municipal boundaries. After the law no.5216, while the Kayseri metropolitan region was enlarged and divided into five municipality districts, village of Tavlusun became as a quarter of metropolitan municipality in 2005.

Figure 7: Location of the quarters in Kayseri metropolitan region, 2009



Source: adapted from Kayseri Metropolitan Municipality, www.citysurfglobe.

Both of the quarters are located near the metropolitan city center. Within the boundaries of the quarters, there are large agricultural fields and pasture areas. In

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

terms of infrastructure that a city supplies for its quarters, both the quarter was in low degree, especially natural gas infrastructure, sewage systems and also building reconstruction. The local people of Cırgalan tell this situation as "village in the city". According to the inhabitants of Cırgalan, "a rural way of life is still continuing" and "just as in rural areas all of us know each other very well". Most of the people in Cırgalan, deal with agriculture and animal husbandry. Due to the construction of a recreational area named "Anadolu Harikalar Diyarı" on the pasture areas at east side of the quarter in 2012 was. Except this area which was intentionally constructed by the municipality change the situation of thinking that "there could not be a village in a city boundaries", none of the quarter's area seems an urban way of life.

Figure 8: Location of the quarters in Kayseri metropolitan region, 2009

Source: by author.

According to the inhabitants of Tavlusun, "although being in a village status, this settlement was not a village in 1960s, but today it is exactly one of them contrary to the quarter status". As to a local official of Tavlusun, it is described as "the more close to the metropolitan city center, the more dilapidated".

Figure 9: Local agricultural community in Cırgalan and built area in Tavlusun

Source: by author.

4 Conclusion

This paper has sought to review the metropolitan municipality laws an its impacts on the metropolitan region of Kayseri. With the Law no. 6360, the triad of special provincial administration, municipality and village would have been transformed into the single public administration system which means an integrated territorial management as well as strong metropolitan mayor. The enlargement of the

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

metropolitan municipality border would not allow for the preparation of disjointed and piecemeal local master plans in terms of spatial strategic planning. An integrated management areas can be useful for the huge sized metropolitan regions, for instance İstanbul.

One of the findings was that the change of the status of small agglomerations created the challenges and opportunities together. Transforming the villages of Cırgalan and Tavlusun which were de facto a quarter of a metropoliten city through the time of urbanization and indeed contiguous with the metropoliten region into a quarter, made them to lose their legal personality. Besides, legally villages gained urban status. This leaded to villages being physically a part of the city. However, living in a quarter of city is not the same as to be a citizen. Despite the proclamation of urban status, most of the communities living in these small towns demonstrate a willingness to embrace change. It is interesting to note that the built forms of these areas were neither urban nor rural. The social representation of the quarters is a rural way of life.

The results of this paper indicate that in-between spaces are hidden rural areas which demonstrate the importance of establishing and maintaining a broadly vision, in metropolitan region. Contrary to the urban policies, villages of past, but quarters of today's metropolitan region, still function as rural areas. Further work needs to be done to establish the role of local leaders of in-between spaces in strategic decision-making.

References

Arıkboğa, E., 2012, "Metropoliten municipality model and reform", The *journal of marmara social research*, vol. 2: pp. 1-32.

Bibby, P., Shepherd, J., 2001, "Developing a new classification of urban and rural areas for policy purposes the methodology", 02.12.2013, URL: https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/239084/2001-rural-urban-definition-methodology-technical.pdf.

Brown, D. L., Schafft, K. A., 2011, *Rural people and communities in the 21st century: resilience and transformation*, Cambridge.

Champion, T., 2005, "Are 'urban' and 'rural' outmoded terms?", presented in the *Panel PERN* Cyberseminar *on Urban Spatial Expansion*, 05.12.2013, URL: http://www.populationenvironmentresearch.org/papers/Champion_contribution.pdf.

Cloke, P.J., 1985, "Whether rural studies?" *Journal of rural studies*, N° 1, pp.1-9.

Çukurçayir, M. A., 2012, "Yeni büyükşehir belediyeleri kanunu haberleri türkiye'nin kabusu", *Yeni meram gazetesi*, 10.12.2013, URL: http://www.yenimeram.com.tr/yeni-buyuksehir-belediyeleri-kanunu-haberleri-turkiyenin-kabusu-2647yy.htm.

Erdumlu, G., 1993, "Büyükşehir belediyeleri", *İller ve belediyeler dergisi*, vol.:569, Ankara.

Ersoy, M., "6360 sayili yasa ve mekânsal planlama sorunlari", *GAP Belediyeler birliği dergisi*, 2013.

Giddens, A., 1984, *The Constitution of Society*, Polity Press, Cambridge.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Gozler, K., "6360 sayılı kanun hakkinda elestiriler", *Legal hukuk dergisi*, vol. 11, N° 122, Şubat 2013, pp.37-82, 02.12.2013, URL: www.idare.gen.tr/6360-elestiriler.pdf.

Halfacree, K. 1995, "Talking about rurality: social representations of the rural as expressed by residents of six English parishes", Journal of Rural Studies, vol. 11, pp. 1-20.

Halfacree, K.H., 1992, *The importance of spatial representations in residential migration to rural England in the 1980s. A quest for sophisticated simplicity in a postmodern world?* PhD. Thesis, Department of Geography, Lancaster University, U.K.

Halfacree, K.H., 1993, "Locality and social representation: space, discourse and alternative definitions of the rural", *Journal of Rural Studies*, vol. 9, N° 1, pp. 23-37.

Hoggart, K., Buller, H., 1987, *Rural development. a geographical perspective*, Croom Helm, London.

Keleş, R., 1985, "Türkiye'de anakent yönetimi". Amme idaresi dergisi, vol. 18, N° 2. pp. 69-82.

Koyuncu, E. Köroğlu, T., 2012, "Büyükşehirler tasarisi üzerine bir değerlendirme", Türkiye ekonomi politikalari araştirma vakfi, *TEPAV,* Politika notu. 201276, 05.12.2013, URL: www.tepav.org.tr.

Moscovici, S., 1981, "On social representation", *in* Forgas, J., *Social Cognition: Perspectives on Everyday understanding*, pp.181-209, Academic Press, London.

Plantinga S., 2009, "Defining the rural: different approaches, different problems", 05.12.2013, URL: http://simoneplantinga.files.wordpress.com/2009/10/defining-the-rural-simone-plantinga-2009.pdf.

Scott, A., Gilbert, A., Gelan, A., 2007, The urban-rural divide: myth or reality?, *Macaulay Institute Socio-Economic Research Group (SERG)*, Policy brief no.2, Aberdeen, pp.4, 10.12.2013, URL: http://www.macaulay.ac.uk/economics/research/SERPpb2.pdf.

Soydal, Ö. M., Türk, Ş. Ş. 2012, "Yeni yasal düzenlemelerle büyükşehir olma kriterleri ve sinir tespitinin değerlendirmesi", *in KBAM 3. Sempozyumu*, 6-7 Aralık 2012 Ankara, pp. 49-64.

TESEV, 2009, *Yerel yönetim sistemleri*, İstanbul, Tesev Yayınları.

Toprak, Z., 2003, "Belediye kurulmasinda ve sınırlarının genişletilmesinde ölçütler neler olmalıdır?", www.geocities.com/yereldemokrasi/anakent.htm, 02.12.2013.

Willits, F.K., Bealer, R.C., 1967, "Evaluation of a composite definition of rurality", *Rural sociology*, vol. 32, pp. 164-177.

Yıldız, R., Çıracı, H., 2006, "5216 sayılı yeni büyükşehir belediyesi kanunu'nun stratejik mekânsal planlama yaklaşımı açısından değerlendirilmesi", *İTÜ Dergisi*, vol. 5, N° 2, İstanbul, pp. 197-206.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Les petites capitales d'Etat aux Etats-Unis : quel effet chef-lieu ?

Christian Montès
Université Lumière Lyon2, 86 rue Pasteur, 69007 Lyon, France
Christian.montes@univ-lyon2.fr

Résumé

Cet article interroge tant les petites capitales fédérées des Etats-Unis au travers de leur statut politique, que les catégories avec lesquelles il est possible d'aborder la petite ville américaine. La plus habituelle, l'entrée développementaliste, se révèle incomplète, car elle ne permet d'une part pas de déterminer avec exactitude l'effet chef-lieu (hormis par les emplois directement liés à la présence d'emplois publics) et omet d'autre part ce qui ne relève pas des processus et de la hiérarchisation économiques. L'approche par « l'ordinaire » promue par Jennifer Robinson (2006) est ensuite mobilisée. Elle met en évidence ce qui relève de l'immatériel, qui permet d'appréhender le rôle central que joue leur statut : l'effet chef-lieu est puissant dans les représentations et dans la construction identitaire de l'Etat. Toutefois, les représentations des élites locales et les politiques menées dans les petites capitales restent largement soumises aux modèles développementalistes dominants et le « symbolisme capitolien » ne bénéficie pas à l'ensemble de la population.

Mot-clefs

Capitale d'Etat, Etats-Unis, développementalisme, ordinaire, représentation, lieux de mémoire.

1 Introduction

Il s'agit d'interroger les petites capitales fédérées des Etats-Unis au travers de leur statut politique. Cette analyse se double d'une interrogation sur les catégories avec lesquelles on peut aborder la petite ville américaine (BELL et JAYNE, 2006 ; MONTES, 2013).

Les petites capitales sont d'abord abordées par les catégories habituelles par lesquelles la ville américaine est presque exclusivement étudiée. De fait, les modèles fondés sur les structures et dynamiques métropolitaines dans le contexte de mondialisation (Chicago, Los Angeles – cf. SCOTT, 2001) ont mis en œuvre des catégories et critères d'analyse qui percolent jusqu'aux petites villes (OFORI-AMOAH, 2007) : gentrification, *urban renewal*, *spatial mismatch*, *downtown*, villes mondiales pour les chercheurs en sciences sociales, aires micropolitaines ou comtés créatifs pour le service du recensement américain (Census).

Cette entrée développementaliste se révèle toutefois incomplète. C'est pourquoi nous mobiliserons dans un second temps l'approche par « l'ordinaire » promue par Jennifer ROBINSON (2006). Basée initialement sur la volonté de se défaire de l'emprise de modèles « occidentaux » dans l'analyse des villes du Sud, elle met en évidence ce qui relève de l'immatériel et permet d'appréhender le rôle central que

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

joue le statut de capitale : l'effet chef-lieu est marqué dans la construction identitaire de l'Etat et dans les représentations.

Le corpus d'étude comprend sept capitales, retenues sur le seul critère de la population (moins de 75 000 habitants dans l'aire urbaine, pour éviter les biais liés aux limites municipales). L'étude approfondie de Frankfort, Kentucky et Pierre, Dakota du Sud, testera les deux approches adoptées.

Tableau 1. Les petites capitales. Cadrage démographique

Capitale	Pop. municipale 1980	Pop. municipale 2000	Pop. municipale 2010	% 2010/1980 *	*msA*/MSA 2010**
Juneau (AK)	19 528	30 711	31 275	+60,2	-
Frankfort (KY)	25 973	27 741	25 527	-1,7	*70 758*
Annapolis (MD)	31 740	35 838	38 394	+21,0	-
Helena (MT)	23 938	25 780	28 190	+17,8	*74 801*
Carson City (NV)	32 022	52 457	55 274	+72,6	55 274
Pierre (SD)	11 973	13 876	13 646	+14,0	*19 988*
Montpelier (VT)	8 241	8 035	7 855	-4,7	-

** la croissance de la population doit souvent beaucoup aux annexions menées par les municipalités*
*** msA : micropolitan statistical Area. MSA : Metropolitan Statistical Area.*
Source : Census, 1980-2010.

2 L'entrée développementaliste de la question : un effet chef-lieu limité

> *Crimes capitaux : les centres politiques comme parasites économiques1 (VEDDER, 1997 : 20)*
>
> *C'est une plaie que d'être capitale d'Etat. Mais c'est une plaie plus grande encore que de ne pas en être une2 (LEMOV, 1993 : 46).*

Ces deux citations contradictoires illustrent les difficultés à mesurer le poids exact du statut de capitale dans l'économie de ces villes, de le distinguer de causes plus générales. La carte suivante qui situe dans chaque Etat la capitale et la métropole économique montre à l'envi que les deux ne coïncident que dans une minorité des cas, au-delà donc même de la taille des capitales, ce qui indique un décalage entre poids politique et croissance économique.

[1] Capital crimes: political centers as parasite economies

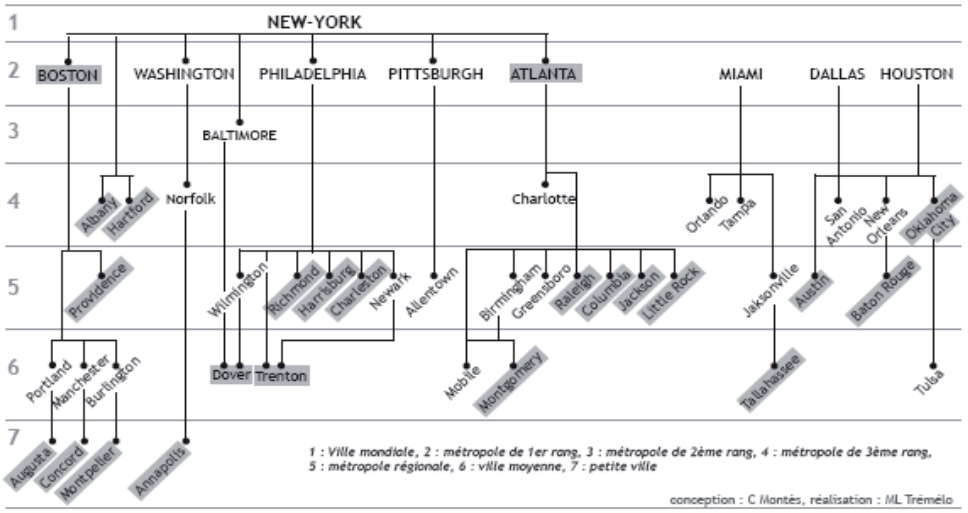
[2] It's a pain being a state capital. But it's an even bigger pain not being one

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Carte 1. Capitales politiques et capitales économiques des Etats des Etats-Unis

Les figures suivantes, qui replacent les capitales dans la hiérarchie urbaine nationale, offrent un constat identique : rares sont les capitales vers le sommet de la hiérarchie, et les plus petites d'entre elles figurent toutes en bas.

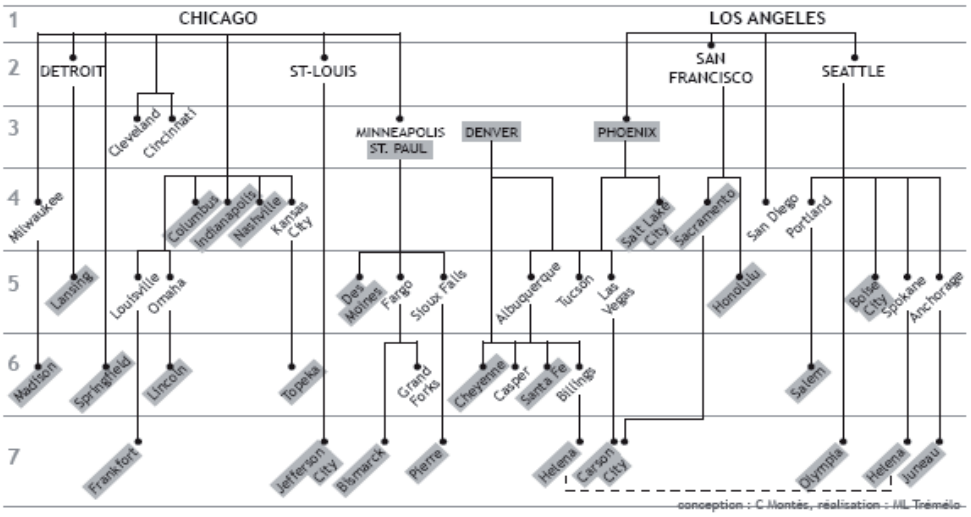
Figure 1. Les capitales d'Etat dans la hiérarchie urbaine nationale (1)



Sources : Meinig (1998 : 299)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

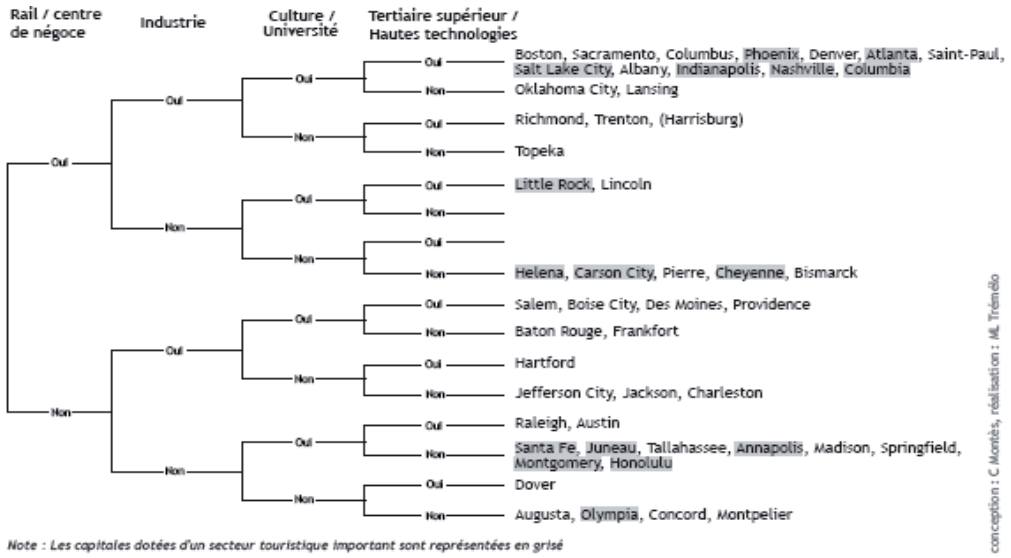
Figure 2. Les capitales d'Etat dans la hiérarchie urbaine nationale (2)



Sources : Meinig (1998 : 299)

Pour expliquer cette situation, on peut étudier l'intégration ou non des capitales aux principaux facteurs de croissance économique que les Etats-Unis ont connus depuis le milieu du 19e siècle, c'est-à-dire depuis le moment où la plupart d'entre elles ont été choisies et stabilisées. Quatre étapes majeures se succèdent (sans chronologie stricte, mais en suivant les phases et cycles avancés par la littérature en la matière). La première est celle du rôle de point nodal ferroviaire et commercial, la deuxième celle du pôle industriel, la troisième celle du pôle culturel et éducatif, la quatrième celle du pôle financier et de haute technologie. Un cinquième élément a été ajouté en grisé qui montre les villes touchées par une forte mise en tourisme.

Figure 3. Processus d'évolution des capitales d'Etat



Note : Les capitales dotées d'un secteur touristique important sont représentées en grisé

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Les capitales apparaissent dans 14 des 16 trajectoires possibles, ce qui semble indiquer qu'il n'y a pas de modèle de liens entre statut de capitale politique et type de croissance économique. Cela montre aussi en creux que le statut n'est *a priori* ni un *booster* ni un inhibiteur de croissance et qu'il faut affiner l'étude pour saisir plus précisément ce rôle. Les capitales ici retenues n'ont ainsi soit participé à aucun des facteurs de croissance (Montpelier), soit ont seulement été liées au chemin de fer à leurs débuts (Helena, Carson City, Pierre). Pour Juneau et Annapolis, le facteur culturel a été le seul ferment de (petite) croissance. Quant à Frankfort, elle a bénéficié de l'industrie et du secteur universitaire. Il n'en reste pas moins qu'elles sont toutes encore peu peuplées.

Cela est lié d'abord aux modalités de délimitation des limites étatiques qui relèvent de logiques différentes de celle des zones d'influence économique (elles sont fondées sur une conception politique égalitaire du territoire), (MONTES, 2004). Cela est ensuite lié aux modalités de sélection des capitales d'un Etat, où le poids de l'économie a une fois encore été faible face à celui du politique, où compromis et centralité ont été essentiels (MONTES, 2014). Ce sont donc les processus économiques fort classiques et hors du champ politique direct qui expliquent que seule une minorité des capitales soient devenues des grandes villes quand beaucoup sont restées petites ou moyennes (seules 26% des capitales dépassent 250 000 habitants).

Cette situation peut paraître paradoxale quand on sait que depuis les années 1950, parallèlement à la croissance des budgets fédéraux et étatiques, les capitales ont connu un essor plus rapide que les autres villes. Cela a augmenté l'importance des centres gouvernementaux dans la nouvelle division du travail qui s'est mise en place (ROSS, 1987). De fait, l'évolution récente de l'économie se fonde sur les atouts traditionnels des capitales : cols blancs et aménités urbaines. Les seules études menées sur la question sont malheureusement à la fois anciennes, ne portent que sur quelques capitales, et, surtout, ne s'appliquent qu'à celles qui ont atteint le statut métropolitain (CARROLL et MEYER, 1982 ; ROSS, 1987 ; BROMLEY, 1990 ; LYNCH et MEYER, 1992). Elles concluent toutes que depuis les années 1950, le statut de capitale est devenu un atout dans la concurrence économique entre les villes. Les principaux atouts des capitales sont liés à la construction d'une image (longtemps déplorable en raison d'une large corruption), au climat des affaires, aux politiques municipales et étatiques, ainsi qu'à la qualité de la main d'œuvre, des infrastructures, de la culture, de l'éducation et de la vie communautaire.

Cette croissance n'a d'une part pas modifié fondamentalement la hiérarchie urbaine nationale. D'autre part, pour bénéficier de ces avantages, il fallait que la capitale ait déjà atteint en 1950 une certaine taille et ait donc bénéficié des processus antérieurs de croissance. La comparaison entre les capitales qui ont pris le tournant de la « nouvelle économie » et celles qui sont restées petites montre que les premières étaient déjà des villes importantes. En 1950, Austin comptait ainsi 132 459 habitants et Phœnix 106 818. Ces chiffres n'étaient certes pas impressionnants, mais leur population était bien supérieure aux 3 082 habitants de Carson City, 5 715 de Pierre, 5 956 de Juneau, 8 599 de Montpelier, 10 047 d'Annapolis, 11 916 de Frankfort et 17 581 d'Helena. En 2010, ces dernières avaient moins de 75 000 habitants, quand Austin était à la tête d'une aire métropolitaine de 1 716 289 personnes et Phœnix de 4 192 887. Il semble ainsi impossible de transformer un « village-capitale » en métropole.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Le seul impact économique direct indiscutable reste les emplois publics engendrés par le statut de capitale, étatiques certes surtout, mais aussi fédéraux, civils (cf. Reserve Bank d'Helena) ou militaires (cf. la Naval Academy d'Annapolis). Cela permet aux capitales de profiter d'une base économique stable.

Tableau 2. Nombre d'employés de l'Etat contrôlés par les petites capitales en 2000

Capitale d'Etat	Emplois contrôlés	Capitale d'Etat	Emplois contrôlés
Juneau	22 900	Carson City	22 400
Frankfort	74 100	Pierre	13 400
Annapolis	91 500	Montpelier	13 600
Helena	17 900		

Source : The Council of State Governments, 2002, The book of the states, p. 396.

Les chiffres sont impressionnants, mais les capitales d'Etat n'accueillent pas la totalité des employés étatiques. La diversité est la règle, du fait de la faiblesse des dispositions législatives sur leur localisation. Les plus petites capitales contrôlent ainsi souvent moins du quart des employés étatiques. C'est le cas de Pierre (16%) ou de Juneau (18,8%), mais pas d'Helena (près de 40%). Toutefois, le pourcentage de la main d'œuvre employée par l'Etat et plus généralement par le secteur public représente la moitié de l'emploi total à Pierre, Frankfort et Montpelier, 40% à Juneau et 31% à Helena.

La présence d'une importante bureaucratie est parfois ressentie comme un poids (cf. les « parasites » de la citation ci-avant). D'autres au contraire accusent les gouvernements étatiques d'entraver le développement économique des capitales. De fait, les Etats paient rarement les impôts immobiliers et fonciers alors que leurs propriétés couvrent de vastes zones (40% du territoire municipal à Frankfort) ; toutefois, plus de 35 Etats ont des dispositions obligeant l'Etat à verser une somme forfaitaire à la place des taxes. Les autres griefs des maires de certaines capitales d'Etat sont les suivants : « l'organisation des bâtiments publics crée des barrières dans la ville ; la domination du gouvernement étatique dans l'emploi fragmente la conduite des affaires civiques[3] » (LEMOV, 1993 : 46).

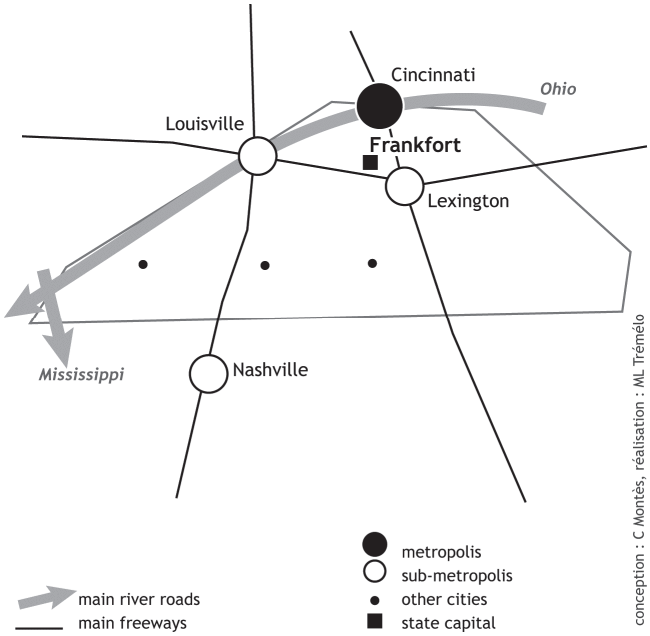
Nous en revenons donc à des interprétations divergentes du rôle de chef-lieu. Cette première analyse montre toutefois que dans le domaine démographique et économique, il ne permet pas aux capitales de connaître une croissance forte. Ce qu'il offre en revanche, et cela a été souligné lors d'entretiens menés avec les maires de Pierre comme d'Helena, c'est que le statut de capitale est un atout puissant du fait de la stabilité de l'économie qu'il engendre. Les capitales ont ainsi pu échapper au sort des très nombreuses « villes de papier » qui ont disparu ou se sont étiolées, faute d'investisseurs (le fait urbain étant largement spéculatif aux Etats-Unis) ou du fait de la disparition de la base économique qui les avait suscitées : Helena, pourtant base arrière du secteur minier, a ainsi échappé au sort de la capitale qui l'avait précédée, Virginia City, devenue ville presque fantôme après avoir compté jusqu'à 8 000 habitant enrichis par la ruée vers l'or.

[3] The design of state buildings creates barriers within the city; the dominance of state government as an industry fragments civic leadership

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Dans le cadre de cette première approche, penchons-nous plus précisément sur le cas de Frankfort.

Figure 4. Frankfort, une petite capitale intermédiaire



Bien que Frankfort ait été le 2e village le plus peuplé du Kentucky au début de la colonisation (1800), son rang dans l'Etat a ensuite lentement décliné. Elle dut attendre le 20e siècle pour dépasser la barre des 10 000 habitants et les années 1960 pour connaître une nouvelle phase de croissance après un demi-siècle de stagnation. Mais elle n'était toujours que la 8e ville du Kentucky en 2010, avec 25 527 habitants, bien loin des métropoles de l'Etat, Louisville et Lexington-Fayette (tableau 3).

Frankfort est devenue capitale non pas à la suite de hautes considérations, mais parce que la législature avait donné comme instruction à la commission de choisir la ville qui offrirait la contribution la plus importante pour la construction d'un capitole. Frankfort n'est pas au centre géographique, mais proche du cœur démographique et économique du Kentucky, la rivière Ohio. Elle n'a toutefois été que modestement touchée par les *Frontiers* successives, ce qui en fait un parfait exemple de la dissociation entre centralité politique et centralité économique. Cela ne signifie pas que Frankfort se soit contentée de son sort. L'histoire de la capitale est aussi celle des tentatives successives de prendre le train de la croissance économique, train qu'elle a le plus souvent raté du fait de sa position de « capitale intermédiaire », coincée entre les villes les plus importantes de l'Etat, Lexington (35 km à l'est) et Louisville (80 km à l'ouest) -plus du tiers de la population de l'Etat et 46% du Produit brut de l'Etat à elles deux.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau 3. Population des principales villes du Kentucky, 1800-2010

	1800	1840	1870	1900	1940	1970	2000	2010
Bowling Green	41	1400	4574	8223	14 585	36 253	49 296	58 067
Covington	-	2026	24 505	42 938	62 018	52 535	43 370	40 640
Danville	270	1223	2542	4285	6734	11 542	15 477	16 218
Frankfort	628	1917	5396	9487	11 492	21 356	27 741	25 527
Henderson	-	-	-	-	-	22 976	27 373	28 757
Hopkinsville	-	-	-	-	-	21 395	30 089	31 577
Lexington*	1794	6997	14 801	26 369	49 304	108 137	260 512	295 803
Louisville**	359	21 210	100 753	204 731	319 077	361 472	256 231	741 096
Newport	106	1400	15 087	28 301	30 631	25 998	17 048	15 273
Owensboro	-	-	3437	13 189	30 245	50 329	54 064	57 265
Paducah	-	1000	6866	19 446	33 765	31 627	26 307	25 024

** devenue depuis 1970 Lexington-Fayette (174 323 habitants en 1970).*
*** depuis 2003, la municipalité de Louisville a fusionné avec le comté de Jefferson*
Sources : Moffat, 1992 ; Andriot, 1980 ; Recensements de 1980, 1990 et 2000 (www.cbpa.louisville.edu/ksdc).

L'économie du Kentucky reposait sur une bonne base agricole (chanvre, tabac, haras et Bourbon). L'Etat était en outre bien situé par rapport à la Nouvelle-Orléans. Le général James Wilkinson avait fondé Frankfort en 1786, y voyant le futur « poste de rassemblement de marchandises destinées à l'exportation par les voies d'eau de l'Ohio et du Mississippi[4] » (KRAMER, 1986 : 21). De fait, la ville qui parviendrait à contrôler la voie de terre, dont la plus importante reliait l'Ohio au Mississippi, deviendrait la métropole de cette partie du pays. Mais Frankfort se révéla incapable d'exaucer les rêves de grandeur de son fondateur. La principale raison est la trop grande proximité de Lexington (fondée en 1781) et Louisville (1780), mieux situées géographiquement : elles luttèrent pour la prééminence, avec Cincinnati (1788), et devinrent rapidement les deux plus importantes villes de l'Etat. Les tentatives successives d'élargissement de la base économique de Frankfort furent des échecs, en partie aussi du fait de sa mauvaise image, étant tenue pour la capitale de l'Etat en matière de corruption politique.

Pour voir fleurir son économie, Frankfort devait d'abord devenir accessible. Ses édiles ont donc tenté de promouvoir les routes à péage, les bateaux à vapeur et le chemin de fer, mais, même après l'achèvement de plusieurs routes à péage en 1840, le commerce fluvial restait essentiel et fermement entre les mains de Louisville. De même, quand la voie ferrée atteignit la capitale en 1852, Frankfort n'était qu'une halte entre les deux principales villes de l'Etat. Les rêves de cols blancs de Frankfort se révélèrent tout aussi décevants. En tant que capitale d'Etat, elle attirait des avocats, mais en 1850, son barreau ne comptait que 26 membres. Les espérances financières de Frankfort furent de même brèves, son monopole bancaire ne durant que six ans, de la création en 1806 de la Banque du Kentucky à 1812. Un demi-siècle plus tard, la compagnie d'assurance *Frankfort Fire and*

[4] A collecting point for goods intended for export by way of the Ohio and Mississippi rivers

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Marine et la banque *Frankfort Building and Loan Association*, approuvées par l'Assemblée Générale en 1869 et 1872, restèrent virtuelles, leurs promoteurs n'étant pas parvenus à vendre les actions nécessaires. L'économie de Frankfort était donc toujours liée au destin de l'agriculture et ce dernier n'était guère brillant même s'il permit la création de quelques entreprises industrielles (conserverie, verrerie, chaussures). Pour promouvoir la ville, les dirigeants économiques unirent leurs forces, sous l'égide de la Chambre de Commerce de Frankfort en 1915. Comme un siècle auparavant, la priorité était donnée à l'amélioration de la desserte. La chambre fit donc la publicité de la capitale comme centre touristique et de congrès qui « capitalisait » son statut politique. Mais la ville subit un coup sévère lors de la prohibition qui anéantit ses distilleries et gêna considérablement sa croissance.

Depuis 1945, l'agriculture du Kentucky a connu plusieurs hauts et bas : la *Tennessee Valley Authority*, après une impulsion initiale, ne réussit pas plus à transformer l'économie locale que ne le fit le charbon. La fondation de la société *Kentucky Fried Chicken* créa des emplois, mais insuffisamment pour renverser la tendance au déclin. D'un autre côté, l'Etat a bénéficié de la migration vers le sud de l'industrie, particulièrement ses grandes villes.

Frankfort commença elle aussi à connaître un accroissement de sa population, mais il était trop tard : ses 11 916 habitants en 1950 en faisaient une petite ville où l'atmosphère urbaine et les ressources recherchées par la nouvelle économie qui se mettait en place faisaient défaut. Pas de vraie main d'œuvre, pas de capital local, tous ces éléments auguraient mal pour la ville, bien qu'elle dispose de l'une des universités fondées grâce à la loi de 1890 (*Land Grant*). En outre, si Frankfort a plus que doublé sa population depuis, cela a surtout été le fait d'annexions. C'est donc l'essor du gouvernement étatique qui explique largement l'expansion du nombre d'emplois. De fait, le gouvernement n'employait que 900 personnes dans le comté de Franklin en 1940, nombre qui a explosé dès 1950 (2 300 dont 853 à Frankfort), pour atteindre 4 700 en 1970, dont 3 400 résidaient à Frankfort. Les édiles se sont pourtant plaints de la dépendance « excessive » de la ville envers l'emploi public d'Etat et ont une nouvelle fois tenté de diversifier leur base économique. Pour attirer de nouvelles usines, la ville mit sur pied un système de parcs et de loisirs couplé à une rénovation urbaine autour du nouveau complexe baptisé *Capital Plaza*, centré sur une tour de bureaux de l'Etat de 27 étages, qui inclut de nouveaux bâtiments fédéraux. Les édiles ont aussi ravivé les ambitions touristiques et congressistes des années 1920. Mais la ville dut attendre 1979 que son centre soit classé comme District Historique et 1984 pour voir l'ouverture du Capital Plaza Hotel doté de 189 chambres (KRAMER, 1986 : 386-388).

Aujourd'hui, bien que Frankfort participe – à sa modeste échelle - au déplacement vers le sud des usines automobiles, étant un petit centre fabriquant des pièces détachées, l'industrie ne représente que 13% de l'emploi. Le gouvernement reste de loin le principal employeur (53%), suivi du commerce (15%) et des services (12%). Frankfort est donc une ville charmante (principalement blanche, 77,1% avec 16,5% de Noirs) au milieu des douces collines du Kentucky et non pas une métropole affairée qui attire la haute technologie et les promoteurs du capital-risque, ce que souligne la conclusion de Carl Kramer : « le riche patrimoine historique et architectural de la communauté, combiné à la beauté de ses paysages

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

et à son rôle de capitale, offre des possibilités pour le secteur touristique qui sont encore largement inexploitées. La situation stratégique de Frankfort entre Louisville et Lexington est avantageuse pour le tourisme tout comme pour le développement industriel[5] » (KRAMER, 1986 : 396). Il met aussi l'accent sur l'importance de l'Université. Toutefois, l'analyse menée par Kramer ne fait que pointer le fait que la capitale dépend lourdement d'entreprises (telle l'automobile) et de métropoles extérieures (les touristes venant des principales aires métropolitaines de l'Etat). Quant à l'université d'Etat du Kentucky, elle n'est devenue que récemment un centre d'étude post-licence et son fonctionnement reste isolé de celui de la ville (une « bulle » telle est la description qui m'en a été faite). Pour la « situation stratégique », Frankfort est à la fois trop éloignée de Louisville et Lexington pour en devenir une *edge city* et trop proche pour parvenir à attirer de très grandes entreprises même si elle participe actuellement à un groupe de travail commun sur les questions économiques.

La description qu'en fit Anthony Trollope dans *North America* (1862) sonne donc toujours juste : « Frankfort est la capitale du Kentucky et la petite ville la plus calmement paisible dans laquelle je sois jamais allé. Elle est sur la rivière Kentucky, et comme de tous côtés s'élèvent des collines boisées, c'est un très joli endroit … Daniel Boone y repose[6] ». En voici la version contemporaine, qui tente d'attirer les visiteurs : « Frankfort baigne dans le patrimoine, l'atmosphère de l'ancien monde, et un genre très spécial d'hospitalité du Sud. La promenade dans notre district historique et la visite les maisons anciennes vous fera remonter le temps[7] ».

L'entrée essentiellement développementaliste que nous avons suivie jusqu'à présent se révèle donc incomplète et ne parvient toujours pas à expliquer le rôle exact du statut de capitale, d'autant plus qu'aucune d'entre elles n'a délibérément choisi de rester une petite ville.

3 Les petites capitales, des « villes ordinaires » ?

L'approche promue par Jennifer Robinson, basée initialement sur la volonté de se défaire de l'emprise de modèles « occidentaux » dans l'analyse des villes du Sud, peut être utilement mobilisée dans le cas des petites capitales américaines, elles-mêmes finalement soumises à ces modèles explicatifs dominants. La notion de ville ordinaire qu'elle avance s'appuie sur les concepts d'adaptation créative et de modernités multiples, tout en rendant compte du caractère unique de chaque ville, grâce à la notion de *cityness* (ROBINSON, 2006). Cette dernière est fondée sur des

[5] The community's rich historical and architectural heritage, combined with its scenic beauty and role as capital, offers opportunities for the tourist business which still are largely untapped. Frankfort's strategic location between Louisville and Lexington is advantageous for tourism and industrial development alike

[6] Frankfort is the capital of Kentucky, and as quietly dull a little town as I ever entered. It is on the river Kentucky, and as the grounds about it on every side rise in wooded hills, it is a very pretty place… Daniel Boone lies here

[7] Frankfort is steeped in historical heritage, old world ambiance, and a very special brand of southern hospitality. To stroll our downtown district and visit historic homes will provide a step back in time (CapitalVisitorInteractive.pdf, consulté à partir de visitfrankfort.com le 20 décembre 2013)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

spatialités complexes et sur la diversité de villes qui se réinventent continuellement, réfutant ainsi la définition de la citadinité « imposée » par l'Ecole de Chicago (individualisme, rationalité, relations économiques abstraites au lieu de relations communautaires).

Cette entrée par « l'ordinaire » met l'accent sur la vie politique non fondée sur l'affiliation partisane, sur l'engagement dans la communauté, sur la qualité de la vie que l'on trouve dans les petites capitales. Elle met aussi en évidence ce qui relève de l'immatériel, qui permet d'appréhender le rôle central que joue leur statut : l'effet chef-lieu est marqué dans les représentations et dans la construction identitaire de l'Etat.

Cette identité s'appuie sur la continuité des symboles qu'elles traduisent ainsi que sur la transformation de leur sens. Les capitales sont des lieux de mémoire et relèvent des trois figures de rhétorique proposées par Bernard DEBARBIEUX (1995), qui participent à la fois aux processus du temps long et aux processus immédiats. Les capitoles y jouent le rôle du lieu comme attribut, stéréotype à la signification constante tout comme celui du lieu générique, qui représente un élément du cœur historique de la nation et est une allégorie du groupe social qui constitue ce lieu. Enfin, l'urbanisme et les monuments des capitales sont conçus pour rendre la visite de la capitale édifiante. Ils concentrent les emblèmes et dignitaires ; ce sont des points forts du territoire qui accueillent des événements significatifs de la société. En cela ils sont des lieux de condensation, construits et identifiés par une société qui se donne à voir par leur intermédiaire « [ils] … racontent son histoire et ancrent ses valeurs » (DEBARBIEUX, 1995 : 100). Des expériences individuelles et collectives y ont lieu qui réactualisent leur référence au groupe social et à son territoire.

De fait, une capitale c'est d'abord un capitole, les deux mots étant prononcés de la même manière aux Etats-Unis. Le terme de « capitole » est lié à la vie citoyenne de la Rome ancienne. Pourtant, après 1776, les architectes ont puisé leur inspiration dans la Grèce démocratique plus que dans la Rome ancienne, politiquement trop proche de l'Angleterre impériale. L'érection des capitoles était « un rituel fondateur du gouvernement républicain[8] » (GOODSELL, 2001 : 175) et symbolise la conception fédérale de la nation.

Un modèle architectural commun s'est mis en place depuis la fin du 18e siècle, fondé sur la majesté classique (forme de croix, dôme central, façade de type temple, et vaste espace central). Ils ont été « consciemment conçus pour proclamer la spécificité de la nation[9] » (MEINIG, 1986 : 437). Les capitoles diffèrent donc de l'architecture domestique, commerciale et religieuse des villes qui imitaient les bâtiments européens, surtout fondés au 19e siècle sur les styles roman et Renaissance de l'Ecole des Beaux-Arts. La relative similitude des capitoles provient d'abord du modèle de celui de Washington. Leurs dômes très visibles (renforcé par leur site souvent éminent – cf. Pierre ou Annapolis) devaient manifester la grandeur de leur Etat. Toutefois, comme à Washington, les capitoles n'ont pas été conçus à l'image de palais royaux fermés, mais comme

[8] A founding ritual of republican governance

[9] Consciously designed to proclaim national distinctiveness

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

« monumentalité du quotidien », dédiée à la démocratie, alliés aux parcs capitoliens, espaces publics idéaux.

De fait, dans un pays où le monde privé est omniprésent dans la vie et les paysages, les capitoles sont des exceptions. Ils font partie des rares bâtiments en dehors du marché immobilier : ils appartiennent à tous. Tous peuvent librement les visiter et admirer les collections présentes dans leurs couloirs et leur rotonde ou bien assister à une session dans les galeries ouvertes au public[10]. Les capitoles ont largement bénéficié de l'essor du mouvement de préservation depuis les années 1960, les deux tiers d'entre eux ayant connu une restauration massive. De plus, les anciens capitoles devenus trop petits ne sont ni vendus ni démolis mais transformés en musées gratuits de l'histoire et la géographie de l'Etat (cf. Carson City).

Leur appropriation se fait tant par l'intermédiaire des écoles – l'apprentissage de l'histoire de l'Etat et les visites du capitole – que par la couverture médiatique des capitales. Le dôme du capitole est utilisé par la télévision comme symbole de la législature[11] : quand les journalistes donnent les nouvelles politiques, ils le font soit devant une photographie du capitole soit avec le vrai dôme en arrière-plan : « du fait de son énorme exposition médiatique, la façade familière du bâtiment est offerte à l'absorption culturelle à un degré infiniment supérieur à celui que pourrait générer le fait de le voir en personne[12] » (GOODSELL, 2001 : 174).

Espace public unique, le parc capitolien est présent dans toutes les capitales dès la construction du capitole et constitue l'une des principales bases de la fierté locale envers les capitales d'Etat. L'une de ses caractéristiques communes est l'absence de tout mur (il existe parfois des grilles basses) renforçant la volonté d'ouverture à tous les citoyens. Des cérémonies et événements divers s'y tiennent (cf. les *Derby breakfasts* à Frankfort lors des célèbres courses de chevaux), mais aussi sur les marches du capitole ou dans sa vaste rotonde.

Outre le capitole et son parc, on trouve les résidences des gouverneurs. Comme la Maison Blanche, elles sont souvent ouvertes au public[13], mais elles ne sont pas isolées dans la ville. Il s'agit le plus souvent d'une vaste résidence parmi d'autres dans un quartier calme et ombragé (Carson City ou Annapolis). A Pierre, l'ancienne résidence avait été construite en 1937 par les ouvriers de la *Works Progress Administration* (dans le cadre du *New Deal*), sans que l'Etat n'ait rien à payer, resserrant ainsi les liens entre la population locale (qui trouvait du travail), l'Etat et le gouvernement fédéral.

Le rôle de lieu de mémoire des capitoles s'exprime au mieux lorsqu'un Etat célèbre son centenaire ou celui de son capitole. Outre la réhabilitation du bâtiment et du parc, des expositions itinérantes sont souvent proposées, qui s'appuient sur des

[10] Le capitole de Pierre, Dakota du Sud, était fier d'annoncer qu'il était ouvert 365 jours dans l'année, de 8 h à 22 h. Les heures d'ouverture ont été réduites après le 11 septembre. A Helena, le détecteur de métaux installé juste après a été retiré rapidement face à l'opposition des citoyens.

[11] Du moins tant que dure la session (45 jours par an seulement à Pierre et 90 jours tous les deux ans à Helena).

[12] "[b]ecause of this enormous mass exposure, the building's familiar façade is presented for cultural absorption to a degree infinitely greater than seeing it in person could ever generate"

[13] Mais moins fréquemment que la Maison Blanche, car elles sont bien plus modestes, avec quelques exceptions, comme Frankfort, où elle reproduit le Petit Trianon du château de Versailles.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

recherches approfondies non seulement sur l'histoire du capitole et sur la réputation gagnée par d'anciens législateurs ayant siégé dans le capitole, mais aussi sur la fierté locale.

Un aménagement soigné, une monumentalité attractive, la présence de lieux publics et une importante attraction symbolique, tous ces éléments font des petites capitales d'Etat des candidates « parfaites » au mouvement de valorisation de la « qualité urbaine » que connaissent les Etats-Unis depuis un demi-siècle (dans le cadre d'une certaine prospérité, certes). Contrairement à l'entrée développementaliste, la taille n'est plus le principal facteur pour déterminer la réussite d'une ville.

Les petites capitales mettent ainsi en avant sur leurs sites Internet (et ceux de leurs chambres de commerce) leur atmosphère familiale bien éloignée des maux de la grande ville. Elles se décrivent comme le parfait mélange de modernité et de tradition, où congestion, pollution et stress sont absents, retrouvant la qualité de vie qui existait selon elles dans les petites villes du 19e siècle.

Cela relève naturellement d'une vision mythique du passé, les petites villes n'étant pas exemptes des maux des plus grandes (MONTES, 2013). Par ailleurs, une capitale étant à la fois une municipalité et le siège du gouvernement de l'Etat, les deux éléments ne s'entendant pas toujours, car ils accueillent tant des citoyens vivant une vie « normale » dans une nation fondée sur la liberté et le capitalisme libéral que le « petit monde » des hommes politiques et des lobbyistes concentrés dans une partie de la ville où ils tendent à rester ensemble[14]. Les plus petites capitales sont cependant moins susceptibles de connaître des processus de division. A Montpelier, la capitale la moins peuplée, comme les législateurs n'ont ni bureau ni secrétaire, il est très facile de les rencontrer dans les couloirs du capitole (lui aussi le plus petit). « Les citoyens peuvent certainement connaître leur député - ou le député sait où ses administrés travaillent ou habitent ou qui ont épousé leurs enfants[15] » (MORRISSEY, 1981 : 43). De plus, de nombreuses organisations publiques et privées utilisent les hôtels des capitales pour loger les hommes politiques et leurs salles pour des réunions électorales. La majorité des associations publiques et privées d'échelle étatique du Dakota du Sud ont ainsi leur siège à Pierre, située au centre de l'Etat. Les 124 clubs et organisations de la ville tout comme ceux de l'extérieur peuvent compter sur les 30 salles de réunion, sur le Centre des Congrès de 3.000 m² et sur le millier de chambres qu'offre la capitale de 13 656 habitants en 2010.

Le « tourisme politique » permettrait-il donc d'expliquer pourquoi les petites capitales bénéficient presque toutes d'un secteur touristique d'un poids supérieur à la moyenne dans leur économie (figure 3) ? Parmi les capitales qui ont pleinement bénéficié de la florissante économie des loisirs, quatre font partie de notre échantillon (Juneau, Carson City, Helena et Annapolis). Il faut cependant se garder d'en tirer des conclusions hâtives : tout d'abord, le nombre de touristes

[14] Toutefois, il faut ajouter les restaurants et bars du centre-ville où les affaires de l'Etat sont discutées après la journée législative officielle.

[15] "Citizens can probably know their state representative –or the representative knows where constituents work, or live, or who their children married"

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

« politiques » reste imité[16] ; ensuite, les 2 642 emplois touristiques de Juneau en 2012 sont essentiellement liés aux 930 000 croisiéristes qui y ont abordé, pour son paysage grandiose et non pour son capitole (peu impressionnant…). De même, la brochure touristique de Carson City appuie son argumentaire sur sa longue histoire (fondée en 1858 !) et ses paysages naturels et non sur son statut de capitale : « Le Vieil Ouest réapparaît à chaque coin de rue. Les fantômes d'explorateurs, de montagnards, de mineurs, de colons… défient le front pionnier et vous invitent à en faire de même. A cheval, dans un ballon, dans un casino, sur un parcours de golf ou sur des pistes de ski. Entourés par la rude beauté de la High Sierra » [17]. Quant à Annapolis, sa faible croissance économique lui a permis de conserver les beaux bâtiments du 18e siècle (au nombre de 55, capitole compris, plus que toute autre ville du pays à l'exception de Williamsburg) que les touristes viennent en masse visiter, avec la *Naval Academy* dans un site charmant de baie. Le souci de restauration y a été poussé au point que l'association *Historical Annapolis* – fondée en 1954 - a été rebaptisée par ses détracteurs *Hysterical Annapolis* (BRUGGER, 1988 : 614). La gentrification – depuis l'aire métropolitaine proche de Washington-Baltimore - et le yachting ont aussi joué un rôle dans la renaissance de la capitale du Maryland (POTTER, 1994).

Cette seconde approche nous a permis de montrer l'importance fondamentale de l'effet chef-lieu dans la création d'une communauté par l'attachement à et l'usage des capitoles et de leur parc ou par les rassemblements associatifs qui y ont lieu. Elle a toutefois aussi pointé du doigt le fait que la qualité de la vie qui y est offerte relève certes en partie des espaces publics et bâtiments remarquables que le statut de capitale a conduit à ériger, mais tout autant du déficit de croissance économique qui en a permis la conservation. C'est ce que montre plus avant l'étude approfondie de Pierre[18].

4 Les limites d'une approche par l'ordinaire : Pierre, capitale du Dakota du Sud

Pierre est une ville typique du cœur (Heartland) des Etats-Unis, établie sur la Frontier par des pionniers d'abord attirés par la ruée vers l'or des Black Hills en 1875 puis par le Great Dakota Boom (1878-1887) lié à l'ouverture du chemin de fer Dakota Central (qui en fit la capitale de l'Etat en 1890). Son évolution économique épousa celle des Grandes Plaines et la ville comptait 3 656 habitants en 1910, tout comme Rapid City et Deadwood. La construction du barrage Oahe (1948-1962) doubla sa population, puis elle crut lentement pour plafonner aux alentours de 14 000 depuis deux décennies. Mais, par-delà ce constat, c'est bien son caractère unique qui ressort, fondé à la fois sur le souvenir du long combat qu'elle dut mener au tournant du 20e siècle pour devenir et surtout rester capitale et

[16] Le capitole de Frankfort est visité par 70 000 personnes par an environ.

[17] "The Old West reappears around every corner. Ghosts of explorers, mountain men, miners, settlers Challenging the Frontier and inviting you to do the same. On horseback, in a hot air balloon, at a casino, on the golf course, or the ski slopes. Surrounded by the rugged beauty of the High Sierra". La couverture de la brochure montre néanmoins une vieille photographie de la coupole du capitole.

[18] Elle est fondée sur une enquête de terrain menée en août 2010.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

sur sa monumentalité qui en fait une ville à part, suscitant un sentiment d'appartenance réel (*Peerless Pierre*).

Son capitole, surnommé *The People's Place*, est inséré dans la vie ordinaire. Il est considéré par les Dakotans du Sud comme « l'un des bâtiments les plus réussis de la période connue sous le nom de Renaissance Américaine et certainement la plus grandiose expression de l'architecture du renouveau »[19], oubliant qu'il n'avait fait qu'imiter celui du Rhode Island. Les célébrations de son centenaire en 2010, furent un grand succès populaire. Outre la réception au capitole, il y eut de la musique vivante (country!), 4000 repas gratuits, des activités pour les enfants, une course à moto entre des lieux historiques, un show automobile, 25 œuvres d'art réalisées par des artistes locaux et une cérémonie de naturalisation d'immigrants de Sioux Falls. Par ailleurs, la municipalité ne lésine pas sur les espaces publics : le parc des rives du Missouri, l'aire de récréation de La Framboise Island, le golf municipal et le discours des élites locales insiste sur l'unité de la communauté, sans divisions politiques marquées.

Pourtant, quand on interroge les acteurs locaux, on se rend compte que leur discours se réfère continûment aux catégories et processus métropolitains. Dans la façon dont ils entendent revitaliser le centre-ville d'abord : s'inspirant des plus grandes villes de l'Etat (Rapid City) voire de villes européennes (le *supervisor* souhaite créer une place sur le modèle allemand, vu lors d'un séjour qu'il y fit, le principal investisseur ayant les mêmes idées et références). L'idée est de « recréer l'image des origines de Pierre » (rôle du Missouri, de Lewis et Clark…) autour des bâtiments 1890 de deux îlots avec la « rivière comme point focal ». Pierre a 3 districts historiques et 32 bâtiments classés, sa participation au programme fédéral Main Street est envisagée, une frontière limitant la croissance urbaine existe (comme à Portland, Oregon). Cela se voit aussi dans le type de tourisme mis en avant, dirigé vers les citadins fatigués : le barrage Oahe, les loisirs en plein air (golf municipal) et la chasse (c'est le principal lieu de chasse au faisant des Etats-Unis, qui attira même le vice-président Dick Cheney).

Cela se voit enfin dans sa volonté de s'intégrer aux processus de mondialisation, par l'attraction d'activités « créatives ». Son haut fait est la venue d'Eagle Creek Software Services en 2008. Cette société réécrit des logiciels Oracle pour des très grosses compagnies et employait 130 personnes à Pierre en 2010. Les employés ont 33 ans en moyenne, sont des hommes célibataires avec un salaire moyen de 80 000 dollars. Bien que cette société travaille essentiellement avec l'Inde, les raisons de sa venue à Pierre sont multiples : une électricité bon marché (Oahe Dam), la qualité et le coût de la vie (« une heure de pointe de deux minutes »), des vols quotidiens vers Minneapolis (siège de la société), enfin un climat des affaires favorable (pas d'impôt sur le revenu ni sur les sociétés ni sur les logements à l'échelle de l'Etat). De surcroît, la municipalité et l'Etat ont payé des formations de 50 000 dollars par employé (le gouverneur était originaire de Pierre), la municipalité a fait don du terrain sur lequel s'élève le bâtiment qui héberge Eagle

[19] "one of the more successful buildings from the period known as the American Renaissance, and it is certainly the grandest expression of revivalist architecture" *Renaissance on the Missouri: The South Dakota capitol*, 1983 exposition itinérante du Memorial Art Center de Brookings.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Creek, lui-même construit avec des taux d'intérêt subventionnés par l'Etat. L'effet chef-lieu est ici clair : proximité des décideurs, et présence d'un aéroport.

Tout cela reste néanmoins insuffisant pour faire de Pierre une grande ville. Sa taille reste trop faible pour les investisseurs commerciaux importants pour lesquels le seuil de chalandise de 100 000 personnes n'est pas atteint (il est de 55 000 personnes) ; trop faible aussi pour les investisseurs immobiliers qui restent locaux et petits.

Le sentiment d'appartenance est lui-même imparfait : fondé sur l'idée d'une communauté homogène blanche et chrétienne, les Amérindiens en sont exclus (ils forment 10% de la population et 90% des demandes d'aide auprès de la principale église, la très « bourgeoise » First United Methodist Church). Les « jeunes créatifs » restent imparfaitement intégrés : manque de *coffee culture*, isolement et une population en transit (du fait de son statut de capitale et du système des dépouilles, malgré le règne républicain ininterrompu depuis 30 ans). La Chambre de Commerce a mis en place en 2008 le Pierre Young Professionals Club pour « créer du lien », mais après un début en fanfare -200 membres– il périclita du fait du départ de sa cheville ouvrière. Les habitants eux-mêmes décrivent leur ville comme « à trois heures de partout » (Sioux Falls, Grand Rapids et Bismarck) et le taux de suicide est plus élevé que la moyenne.

Il est donc bien difficile de se départir de la manière habituelle occidentale d'analyser les villes tant données comme discours y reviennent sans cesse.

5 Conclusion

Les représentations comme les politiques publiques et privées menées à Pierre et Frankfort témoignent de la puissance des catégories développementalistes. Les deux municipalités prétendent réhabiliter leurs *downtowns*, autour de capitaux privés et de l'idée d'émuler l'urbanité européenne à Pierre et grâce à des partenariats publics privés à Frankfort (Downtown Frankfort Organization). Elles entendent aussi attirer des emplois et des habitants « créatifs » (Eagle Creek). Mais, malgré le succès réel de certaines actions de développement, leur position ne change pas dans une hiérarchie urbaine qui reste fondée sur l'économie. C'est que, même s'il permet une certaine stabilité de l'économie des capitales grâce aux quelques milliers d'emplois publics qu'il offre, l'effet chef-lieu relève avant tout de l'identité et du symbole. De surcroît, même dans ce cas, il ne concerne pas toute la population, les habituels « laissés-pour-compte » de la société américaine le restant au sein de ces lieux publics par excellence.

Références

Bell D., Jayne M. (eds.), 2006, *Small Cities. Urban experience beyond the metropolis*, Abingdon: Routledge.

Bromley R., 1990, *Doing business in a capital city: Report of the Capital Cities Project*, Albany: The University at Albany Foundation and Norstar Bank of Upstate New York.

Brugger R.J., 1988, *Maryland: A middle temperament, 1634-1980*, Baltimore: The Johns Hopkins University Press.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Carroll G.G., Meyer J.W., 1982, "Capital cities in the American urban system: The impact of state expansion", *American Journal of Sociology*, vol.88, pp. 565-78.

Debarbieux B., 1995, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'espace Géographique*, N°2, pp. 97-112.

Goodsell C.T., 2001, *The American statehouse: Interpreting democracy's temples*, Lawrence: The University Press of Kansas.

Johnson N. J., 1988, *Washington's audacious state capitol and its builders*, Seattle and London: University of Washington Press.

Lynch J., Meyer D.R., 1992, "Dynamics of the US system of cities, 1950 to 1980. The impact of the large corporate law firms", *Urban Affairs Quarterly*, vol.28, pp. 38-68.

Lemov P., 1993, "Governing in the shadow of the dome", *Governing*, vol. 6, p.46.

Meinig D., 1986, *The Shaping of America*, Vol.1, *Atlantic America, 1492-1800*, New Haven and London: Yale University Press.

Meinig D., 1998, *The Shaping of America*, Vol.3, *Transcontinental America, 1850-1915*, New Haven and London: Yale University Press, 457 p.

Montès C., 2004, "La délimitation des Etats des Etats-Unis, entre damier et patchwork », *Géocarrefour*, vol. 79, N°2, pp.115-121.

Montès C., 2013, « Les petites villes aux Etats-Unis, Canada, Mexique, entre déclin, métropolisation et patrimonialisation », *in* Lemarchand P. (dir), *L'Amérique du Nord. Un Atlas*, Paris : Atlande, pp. 119-126.

Montès C., 2014, *American Capitals. A Historical Geography*, Chicago: The University of Chicago Press, 408 p.

Morrissey C.T., 1981, *Vermont: A bicentennial history*, New York: Norton.

Ofori-Amoah B., 2007, *Beyond the metropolis. Urban geography as if small cities mattered*, Lanham : University Press of America.

Potter, P.B., 1994, *Public archeology in Annapolis: A critical approach to history in Maryland's ancient city*, Washington, D.C. : Smithsonian Institution Press.

Robinson J., 2006, *Ordinary cities between modernity and development*, London: Routledge.

Ross C.O., "Organizational dimensions of metropolitan dominance, Prominence in the network of corporate control, 1955-1975", *American Sociological Review*, vol. 52, pp. 258-267.

Scott A.J., 2001, *Global City-Regions: Trends, Theory, Policy*, Oxford: Oxford University Press

Scott M., 1971, *American city planning since 1890*, Berkeley and London: University of California Press.

Vedder R.K., 1997, "Capital crimes: political centers as parasite economies", *USA Today: The Magazine of the American Scene*, vol. 126, N°2628, pp.20-22.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Urbanization, Migration, and Growth of Small Cities in Sichuan

Hui Cao
Université Paris Diderot

François Moriconi-Ebrard
Centre national de la recherche scientifique

1 Introduction

According to the official population statistics published by the National Bureau of Statistics of China, the share of the Chinese population residing in urban areas has been increasing for the past several decades and exceeded 50% for the first time in 2011. Indeed, a large body of research has focused on the urbanization process of China at the national level (e.g, Chan, 1994, 2012). Given the large area of the country and the imbalance between the development of coastal and inland areas, one would expect huge regional differences in urbanization, migration, and city growth across the country. However, national-level studies are unable to provide insights for us to understand these issues. While there are sub-national studies examining the urbanization of provincial-level units or larger cities (e.g., Chan, 2012), it is also important for us to examine smaller cities in order to help us understand better the urbanization of China at a more microscopic level. Nevertheless, in the extant literature few researchers have contributed to this area. One of the main reasons is the lack of high quality data on urban population due to the changing definitions of urban population and urban administrative areas over time (e.g., Chan and Hu, 2003; Zhang and Zhao, 1998). Without high quality data, it would be difficult for researchers to draw conclusions about the relationship between urbanization and other related issues for smaller cities.

In this study, we apply a novel approach of estimating urban population for some small Chinese cities and use these data to examine the relationship between urbanization, migration, and growth of these cities. The urban population estimation method we use is Geopolis, developed by Moriconi-Ebrard (1994) and has been updated since 2007 as e-Geopolis. This method provides a consistent and reliable way of counting urban population so that the urban population estimates can be compared across different countries and over time, irrespective of the actual definition of "urban population" adopted by the national statistical office of the country studied. This method has been applied in other urbanization studies in Europe (Chatel, 2012) and West Africa (Chatel et al., 2009).

Our analysis will focus on a number of small cities within Sichuan, with populations above 200,000 inhabitants as of 2010. Sichuan is one of the most populated provinces located in the western part of China. In the early years after the economic reforms in China in 1978, the central government put much of the

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

emphasis on the development of the coastal regions. Sichuan, being an inland province, did not enjoy much from the early economic reforms in China. One impact was that a lot of the people from Sichuan migrated to the coastal provinces to seek better job opportunities. Only after 2001 when the government introduced the so-called "Open Up the West" campaign did we see a reduced development inequality between Sichuan and other coastal areas. Therefore, our paper will focus on more recent years using data from the two most recent population censuses in 2000 and 2010 as well as the social and economic indicators published in recent issues of the China Statistics Yearbook for analysis.[1]

2 The administrative structure and the household registration (*hukou*, 户口) system of China

Before we present the main analysis, we will first discuss two institutional features of China that affect the urbanization process, migration, and city growth, namely the administrative hierarchy and the household registration (*hukou*, 户口) system.

In China, the administrative hierarchy can affect urbanization of a city because its rank in the hierarchy determines how much authority it has to carry out its social, economic, and political functions. Generally speaking, the higher a unit rises along the administrative hierarchy, the more decision authority it can obtain. Therefore, the local governments have strong incentives to upgrade themselves in order to enhance their economic development, especially during the economic era. The *hukou* system, on the other hand, is designed to restrict the mobility of people across the country, especially from rural areas to urban areas, in order to fulfill different political and economic needs of the government. It is operated by requiring that all internal migrations be subject to approvals from the local authorities at the destinations. To the extent that urbanization is closely related to economic development and is realized through mobility of people from rural areas to urban areas, the administrative hierarchy and *hukou* system thus have a great influence on a city's urbanization process.

2.1 Major administrative divisions

The major structures of the divisions in mainland China can be represented by four levels: province (*shengji*, 省级), prefecture (*diji*, 地级), county (*xianji*, 县级), and township (*xiangji*, 乡级). At the provincial level, there are municipalities (*zhixiashi*, 直辖市), provinces (*sheng*, 省) and autonomous regions (*zizhiqu*, 自治区).[2] In the municipalities, there are three levels, namely province-level, county-level, and township-level. In a typical province and autonomous region, there is an additional level of prefecture, which is between the province and county levels.

[1] See also Cao (2014) for a more elaborated analysis, also based on e-Geopolis, of the urbanization of Chengdu and Chongqing between 2000 and 2010.

[2] Another type of provincial-level unit is called special administrative region (*tebiexingzhengqu*, 特别行政区), which includes Hong Kong and Macau.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Provincial Level (*shengji xingzhengqu*, 省级行政区)

A provincial-level division is the highest level administrative unit in the administrative hierarchy. In principle, the provincial units are subordinates of the central government. But in practice, the provincial government officials have large decision authority on various social and economic policies. There are four different types of divisions at the provincial level, namely centrally-administered city or municipality (*zhixiashi*, 直辖市), province (*sheng*, 省), autonomous region (*zizhiqu*, 自治区), and special administrative region (*tebie xingzhengqu*, 特别行政区).

Prefecture Level (*diji xingzhengqu*, 地级行政区)

While not mentioned in the constitution, the prefecture-level divisions are one of the *de facto* administrative divisions below the provincial level. There are different types of prefecture-level divisions, including prefecture-level city (*dijishi*, 地级市), prefecture (*diqu*, 地区), autonomous prefecture (*zizhizhou*, 自治州), and league (*meng*, 盟).

County Level (*xianji xingzhengqu*, 县级行政区)

The county level is the second official administrative level. It has the longest history in the administrative hierarchy of China. There are different forms of county-level divisions, including district (*shixiaqu*, 市辖区), county-level city (*xianjishi*, 县级市), county (*xian*, 县), autonomous county (*zizhixian*, 自治县), banner (*qi*, 旗), autonomous banner (*zizhiqi*, 自治旗), forestry area (*linqu*, 林区), and special district (*tequ*, 特区).

Township Level (*xiangji xingzhengqu*, 乡级行政区)

Townships form the basic level of political divisions in China. They are similar to communes and municipalities in other countries. There are also different types of units at this level, including township (*xiang*, 乡), ethnic township (*minzuxiang*, 民族乡), town (*zhen*, 镇), subdistrict (*jiedao*, 街道, which means literally "street"), district public office (*qugongsuo*, 区公所), sumu (*sumu*, 苏木), and ethnic sumu (*minzusumu*, 民族苏木).[3]

2.2 The administrative structure of Sichuan

In Sichuan, there were 21 prefecture-level (*diji*, 地级) units, including 18 prefecture-level cities (*dijishi*, 地级市) and 3 autonomous prefectures (*zizhizhou*, 自治州). These divisions are shown in the map in Figure 1. In Table 1, we show

[3] Note that within these township-level divisions there are village-level divisions (*cunji xingzhengqu*, 村▪行政区). Apart from serving as an organizational division (for census and mail system), the village level does not have much importance in political representative power. These divisions include resident committees (*jumin weiyuanhui*, 居民委▪会), village committees (*cunmin weiyuanhui*, 村民委▪会), villages (*cun*, 村), and gachas (*gacha*, 嘎▪) which are located in Inner Mongolia.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

the numbers of county-level (*xianji*, 县级) and township-level (*xiangji*, 乡级) divisions by different prefecture-level units of Sichuan in 2000 and 2010. These figures are obtained from 2000 Population Census and 2011 China Statistics Yearbook respectively.

Figure 1: Prefecture-level divisions (*diji xingzhengqu*) of Sichuan

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Table 1: Administrative structure of Sichuan, 2000 and 2010

	Xianji				Xiangji		
	Shixiaqu	Xianjishi	Xian	Zizhixian	Xiang*	Zhen	Jiedao
2000							
Chengdu Shi	7	4	8	0	130	208	74
Zigong Shi	4	0	2	0	51	76	11
Panzhihua Shi	3	0	2	0	58	20	17
Luzhou Shi	3	0	4	0	62	82	9
Deyang Shi	1	3	2	0	29	123	4
Mianyang Shi	2	1	6	0	134	139	12
Guangyuan Shi	3	0	4	0	164	95	8
Suining Shi	1	0	3	0	45	70	5
Neijiang Shi	2	0	3	0	24	87	9
Leshan Shi	4	1	4	2	137	88	4
Nanchong Shi	3	1	5	0	307	174	5
Meishan Shi	1	0	5	0	147	70	0
Yibin Shi	1	0	9	0	97	107	8
Guang'an Shi	1	1	3	0	91	82	6
Dazhou Shi	1	1	5	0	314	75	2
Yaan Shi	1	0	7	0	133	43	4
Bazhong Shi	1	0	3	0	242	43	0
Ziyang Shi	1	1	2	0	76	84	0
Aba Zangzu Zizhizhou	0	0	13	0	195	29	0
Ganzi Zangzu Zizhizhou	0	0	18	0	299	26	0
Liangshan Yizu Zizhizhou	0	1	15	1	536	74	6
Total	40	14	123	3	3,271	1,795	184

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

		Xianji			Xiangji		
	Shixiaqu	Xianjishi	Xian	Zizhixian	Xiang*	Zhen	Jiedao
2010							
Chengdu Shi	9	4	6	0	27	196	92
Zigong Shi	4	0	2	0	21	75	12
Panzhihua Shi	3	0	2	0	36	21	16
Luzhou Shi	3	0	4	0	51	85	14
Deyang Shi	1	3	2	0	21	99	7
Mianyang Shi	2	1	5	1	148	144	18
Guangyuan Shi	3	0	4	0	141	91	9
Suining Shi	2	0	3	0	44	68	13
Neijiang Shi	2	0	3	0	24	87	10
Leshan Shi	4	1	4	2	117	96	7
Nanchong Shi	3	1	5	0	229	174	17
Meishan Shi	1	0	5	0	59	69	3
Yibin Shi	1	0	9	0	84	104	10
Guang'an Shi	1	1	3	0	86	86	9
Dazhou Shi	1	1	5	0	212	102	3
Yaan Shi	1	0	7	0	124	42	5
Bazhong Shi	1	0	3	0	123	65	4
Ziyang Shi	1	1	2	0	87	84	4
Aba Zangzu Zizhizhou	0	0	13	0	194	31	0
Ganzi Zangzu Zizhizhou	0	0	18	0	305	27	0
Liangshan Yizu Zizhizhou	0	1	15	1	550	75	9
Total	43	14	120	4	2,683	1,821	262

*Note: * – includes Zizhixiang.*
Source: 2000 Population Census; 2001 and 2011 Sichuan Statistics Yearbook.

At the county-level, there were 180 units in 2000. These units included 40 districts (*shixiaqu*, 市辖区), 14 county-level cities (*xianjishi*, 县级市), 123 counties (*xian*, 县), and 3 autonomous counties (*zizhixian*, 自治县). At the twosnhip-level, there were 5,250 units in 2000, including 3,271 townships (*xiang,* 乡), 1,795 towns (*zhen*, 镇), and 184 streets (*jiedao*, 街道). In 2010, the total number of county-level units increased to 181 units. There was not much change in the composition of county-level units. In particular, there were 14 county-level cities in both years. At the township-level, the total number of township-level units reduced to 4,668. Among the 3 different types of township-level units, there was a significant reduction in townships while the total numbers of towns and streets both increased.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2.3 The *hukou* system

While the administrative structure determines the decision authorities of different geographical units according to their rankings along the hierarchy, the urbanization process of China is also affected by another special institution known as the household registration (*hukou*, 户口) system. Under this system, mobility of people across the country, especially from rural areas to urban areas, is subject to different regulations. Therefore, even though rural-urban disparities are present to attractive rural migrants into urban areas, the urbanization cannot be fully realized when the rural workers are prohibited from migrating.

The *hukou* system was first introduced in 1951. It resembled the *Propiska* (internal passport) system used in the former Soviet Union and other communist countries to keep track of the residence of the urban population.[4] It was further expanded in 1955 to cover both the rural and urban populations. In 1958, the Household Registration Regulation was formally promulgated as a national policy.In essence, the regulation required that all migration be subject to approvals from the local authorities at the destinations. Besides, under the regulation, each individual was classified into different *hukou* types and *hukou* locations.

Hukou type

The *hukou* type of an individual can be classified into either "agricultural" (*nongye hukou*, 农业户口) or "non-agricultural" (*feinongye hukou*, 非农业户口). This distinction basically originated from the occupational division in the 1950s. However, as the system develops, such a distinction does not necessarily reflect the actual occupation of the *hukou* holders.

The *hukou* type determined the individual's entitlements to different kinds of state-provided goods and services. For example, non-agricultural *hukou* holders were entitled to state-provided housing, employment, state-subsidized food, education, access to medical services and other social welfare benefits. On the other hand, the agricultural *hukou* holders were expected to be self-sustained and only received very limited benefits from the government.

People with non-agricultural *hukou* status were automatically entitled to various benefits regardless of where they resided, and those with agricultural *hukou* status could not obtain such benefits even though they moved to cities. These differential benefits further discouraged people with agricultural *hukou* status from migrating to cities. Since people with non-agricultural *hukou* usually lived in urban cities, the non-agricultural *hukou* was loosely considered as urban *hukou*. Besides, the non-agricultural *hukou* status was much sought after due to the superior benefits available to holders with such a status.

Hukou location

An individual was also classified according to his or her location of *hukou* registration (*hukou dengjidi*, 户口登记地), which was the individual's official and permanent residential location. The local *hukou* registration determined an individual's eligibility for different services provided by the local authorities.

[4] See, for example, Chan (1994) for further discussion.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Essentially, the the *hukou* location determined where the person could receive the benefits entitled by the *hukou* type.

Before the reforms of the *hukou* system in the 1980s, it was not easy for people to move across the country and so internal migration was not common. There were two broad categories of internal migration: One that involved a formal transfer of local residency (known as *hukou* migration); and another that did not involve any transfer of local residency (known as non-*hukou* migration), i.e., the migrants did not have official status of residency in the destination. In China, only the *hukou* migration is officially recognized as migration and the non-*hukou* migration is only considered as "population movement" or "population floating" (*fudongrenkou*, 浮动人口). In the past three decades, the majority of the floating population were the people with an agricultural *hukou* status residing in rural areas moving to urban areas.

Prior to the late 1990s, when an individual with an agricultural *hukou* living in rural areas wanted to migrate officially to cities, he or she was required to seek approval from the state to change the *hukou* status from agricultural to non-agricultural first. The process of converting an agricultural *hukou* status to a non-agricultural one is known as agricultural-to-non-agricultural conversion (the so-called "*nongzhuangfei*," 农转非). Once the application for *nongzhuangfei* was approved, the applicant then needed to change the *hukou* location from the current village to the destination city and to obtain a migration permit by presenting appropriate documentation to the public security authorities.

Every year, the central government assigned a *nonzhuangfei* quota to each local authority, which was about 0.2% of the non-agricultural population. Given the difficulty for agricultural *hukou* holders to convert their status, a more likely scenario was that they moved to a city but could not convert to a non-agricultural *hukou* so that they could not gain access to the local services and welfare. These people were referred to as non-*hukou* urban population: they were *de facto* residents but not *de jure* residents. This group was also commonly called the "mobile population." and increased in size from less than 30 millions in the 1980s to about 150 millions in the 2010s (Chan, 2012).

3 Urbanization of small cities in Sichuan

3.1 Using e-Geopolis to estimate urban population

The main idea of e-Geopolis is to use a harmonized definition of urban agglomerations in order to produce urban population statistics that are comparable across countries and over time. Human geographers define an urban agglomeration as a dense contiguous set of built-up areas. Under e-Geopolis, contiguity is defined using a threshold of 200 meters between buildings, except for water bodies crossed by bridges, parks and major transport infrastructure (such as highway junctions, car parks, and airports, etc.). An agglomeration is considered as urban if the total population of the local units it covers exceeds 10,000 inhabitants. Therefore, an e-Geopolis urban agglomeration may be a rural area or an urban area according to the official definition of urban area used by the country where the agglomeration is located.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

e-Geopolis requires three kinds of data: Population censuses, gazetteers or maps, and satellite images. The estimation of urban population comprises three basic stages:

1. Data from population censuses are mapped with geographical coordinates from a database that contains the local units. The populations of these local units are estimated for harmonized dates based on census data.
2. The land surface is systematically analyzed to identify all the agglomerations. Urban perimeters are digitized using recent satellite images (such as Google Earth) of the agglomerations.
3. The polygons so obtained are then superimposed on the database that contains the the local units' geographical coordinates with their names and population figures.

3.2 Challenges of using e-Geopolis in the Chinese context

Although e-Geopolis uses a standardized way to estimate urban population and in principle it can be used in different countries to obtain comparable urban population statistics, its application to estimate urban population in China is not straightforward.

One of the challenges is, as can be seen in Table 1, that there were many changes in the number of township-level divisions (*xiangji xingzhengqu*, 乡级行政区) and the compositions of townships (*xiang*, 乡), towns (*zhen*, 镇), and streets (*jiedao*, 街道) over time. In the case of Sichuan, there were fewer *xiang* but more *zhen* and *jiedao* whereas in Chongqing, there were fewer *xiang* and *zhen* but more *jiedao*.

The changes in the township-level divisions during this period can be classified into different types. First, some divisions in 2000 were converted to another type of township-level divisions, such as from *xiang* to *zhen* or *jiedao*, or from *zhen* to *jiedao*. Second, some divisions in 2000 were renamed. Third, some divisions in 2000 were merged into existing divisions. Fourth, some divisions in 2000 were merged to form new divisions. These different scenarios complicate the estimation of urban population in e-Geopolis because the township-level divisions form the basic units for the e-Geopolis estimation. To ensure the consistency of the data, we have to check carefully these changes in order to link the 2000 and the 2010 township-level divisions. The first type of changes was relatively easy to detect since the geographical names of these divisions were the same. For the second type of changes, we need to trace manually the name changes in order to link together the same division under two different names in the Population Censuses 2000 and 2010. For the third and fourth types, manual check is also needed. Many of these changes were promulgated through government documents which can in general be found in the internet. Nevertheless, there are cases in which online government documents cannot be located. In such cases, we have to rely on other unofficial internet resources (such as Baidu.com, the popular search engine in China) to trace the changes.

Therefore, the 2010 e-Geopolis urban agglomeration population figures reported below do not refer to current "e-Geopolis" agglomerations. This difference reflects the fact that the geographical units which are currently used to adjust population

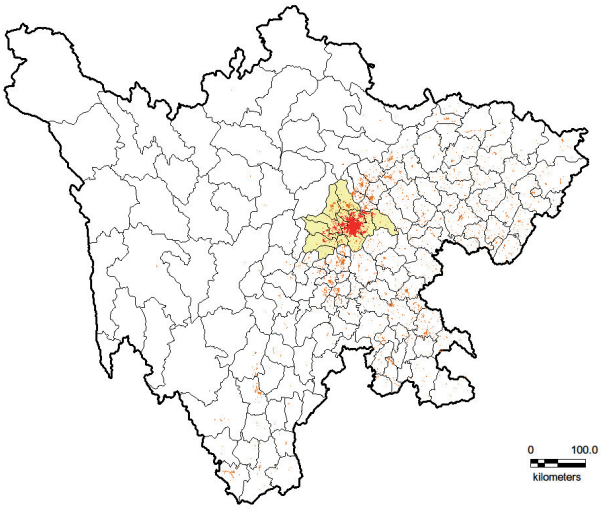
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

figures of Chinese agglomerations encountered too many boundaries changes between two censuses, especially between 2000 and 2010.

3.3 Urban population in Sichuan: e-Geopolis versus official statistics

Following the procedures of e-Geopolis, we identify a number of urban agglomerations in Sichuan in 2000 and 2010. Figure 2 shows the urban agglomerations of Sichuan as of 2010. In the map, Chengdu is indicated by the yellow regions. This figure shows that the urban agglomerations are mostly concentrated within Chengdu and the eastern parts of Sichuan, where these areas are close to Chongqing.

Figure 2: Urban agglomerations of Sichuan, 2010



Note: Chengdu is indicated by the yellow regions.
Source: e-Geopolis.

Using e-Geopolis, we identify 18 agglomerations in Sichuan with populations over 200,000 in 2010. In Table 2, we list these 18 agglomerations together with two sets of population statistics. The first set of statistics is estimated by e-Geopolis based on the official population statistics from the Population Censuses, and the second set is the corresponding official population statistics.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Table 2: Urban population of Sichuan: e-Geopolis versus official statistics

	e-Geopolis				Official statistics		
	2000	2010*	Growth		2000	2010	Growth (%)
Chengdu Shi	7,033,115	9,730,000	38.35%	Chengdu Shi	5,967,819	9,237,015	54.78
Meishan Shi	940,924	905,000	-3.82%	Meishan Shi	602,180	975,556	62.00
Mianyang Shi	645,542	750,000	16.18%	Mianyang Shi	1,684,709	1,838,667	9.14
Zigong Shi	522,882	630,000	20.49%	Zigong Shi	860,349	1,098,902	27.73
Yibin Shi	533,945	550,000	3.01%	Yibin Shi	1,202,136	1,500,544	24.82
Dazhou Shi	362,397	450,000	24.17%	Dazhou Shi	895,104	1,788,418	99.80
Leshan Shi	376,363	440,000	16.91%	Leshan Shi	865,753	1,277,315	47.54
Xichang Shi	379,751	440,000	15.87%	Xichang Shi	245,848	466,732	89.85
Deyang Shi	388,818	425,000	9.31%	Deyang Shi	1,202,464	1,493,992	24.24
Pengzhou Shi	401,552	397,000	-1.13%	Pengzhou Shi	245,869	263,199	7.05
Neijiang Shi	437,887	395,000	-9.79%	Neijiang Shi	1,189,181	1,401,041	17.82
Guanghan Shi	332,463	340,000	2.27%	Guanghan Shi	222,043	235,872	6.23
Nanchong Shi	300,341	330,000	9.88%	Nanchong Shi	1,402,881	2,254,665	60.72
Suining Shi	335,023	320,000	-4.48%	Suining Shi	892,445	1,199,558	34.41
Emeishan Shi	292,571	300,000	2.54%	Emeishan Shi	128,874	220,349	70.98
Guangyuan Shi	256,503	285,000	11.11%	Guangyuan Shi	735,489	819,206	11.38
Jiangyou Shi	315,957	285,000	-9.80%	Jiangyou Shi	366,716	312,154	-14.88
Mianzhu Shi	241,751	205,000	-15.20%	Mianzhu Shi	168,713	192,001	13.80

*Note: * – Estimate.*
Source: e-Geopolis and 2000 and 2010 Population Censuses.

It is worth noting that while the definition of "urban population" in e-Geopolis is standardized, the definitions of "urban population" used in different population censuses in China are different.[5]

Among the 18 agglomerations in the table, 6 of them are county-level cities (located within other prefecture-level cities) and the other 12 are prefecture-level cities. The county-level cities include Xichang Shi (in Liangshan Yizu Zizhizhou), Pengzhou Shi (in Chengdu Shi), Guanghan Shi (in Deyang Shi), Emeishan Shi (in

[5] Shen (2005) provides a detailed comparison of the definitions of "urban population" used in the 1953, 1964, 1982, 1990, and 2000 censuses. The definitions in the 2000 and 2010 censuses were very similar. In terms of spatial coverage, the basic unit for counting urban population was urban districts with population density over 1,500 persons per square kilometer. In areas with density below 1,500 persons per square kilometer, the basic units for counting urban population were streets, towns and townships. The 2010 census included all urban residents meeting the criterion for the 2000 Population Census, plus the residents living in villages or towns in outer urban and suburban areas that were directly connected to municipal infrastructure and receive public services. In terms of population coverage, both 2000 and 2010 censuses counted as urban population all the agricultural population in villagers' committees (*cunmin weiyuanhui*, 村民委员会) in cities that were wholly covered. Besides, it included the non-*hukou* population that had left their place of registration over half a year.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Leshan Shi), Jiangyou Shi (in Mianyang Shi), and Mianzhu Shi (in Deyang Shi) . Based on the estimates of e-Geopolis, Chengdu Shi had the largest population, with population increasing from 7.03 million in 2000 to 9.73 million in 2010 or a growth rate of 38.35%. Its growth rate was the highest among these urban agglomerations. The other agglomerations in Sichuan were much smaller than Chengdu. The second largest urban agglomeration in 2010 was Meishan Shi. It had a population of about 905,000, which was less than 10% of that of Chengdu. In other words, the Primacy index (obtained by dividing the population of the largest agglomeration by that of the second largest population) was 10.75. In fact, Meishan Shi was also the second largest agglomeration in 2000 with a population of about 940,000. The implied Primacy index in 2000 was 7.47. These 18 agglomerations together had a population of about 17.18 million in 2010, which was about 21.35% of the total population in Sichuan. In 2000, the total population of these agglomerations was about 14.10 million and was about 16.93% of the total population in Sichuan. Therefore, these urban agglomerations accounted for a larger share of the total population during this 10-year period.

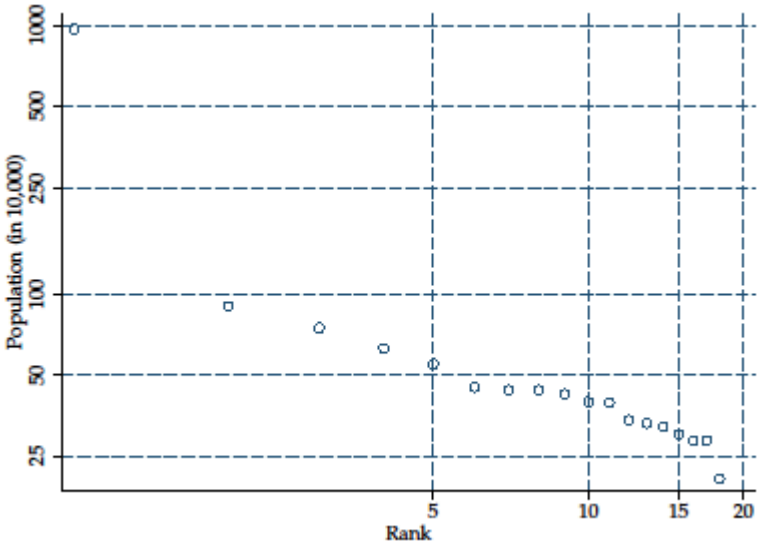
A comparison of the urban population statistics estimated by e-Geopolis and the official statistics shows a number of differences. In 2010, apart from the two largest agglomerations where the two sets of statistics were similar, the statistics for the other agglomerations were substantially different. In general, the official statistics tend to overestimate the actual urban population, sometimes by a huge margin. For example, according to e-Geopolis, the population of Nanchong Shi in 2010 was about 330,000; but its urban population according to population census was over 2.2 million or over seven times larger. Besides, the official statistics tend to overestimate the population growth of these urban agglomerations.[6] According to e-Geopolis, 6 out of 18 of the agglomerations registered a reduction in population between 2000 and 2010, while according to official statistics, only 1 had a smaller urban population during the period.

We also show the rank-size distributions of these 18 agglomerations, based on e-Geopolis and official statistics, in Figure 3. The corresponding rank-size coefficients are −0.93 and −1.15 respectively.

[6] Note that in some cases, the overestimation is inevitable. Consider the case of Deyang Shi. It is a prefecture-level city and its official population statistics include those of Guanghan Shi and Mianzhu Shi, which are two county-level cities within Deyang Shi. However, under e-Geopolis, Deyang Shi, Guanghan Shi, and Mianzhu Shi are considered as separate urban agglomerations. Therefore, it is very likely by construction that the official urban population of Deyang Shi is larger than the e-Geopolis population of Deyang Shi.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 3: The rank-size distribution of the urban agglomerations (with population over 200,000) of Sichuan, 2010



Source: e-Geopolis.

Overall, the smaller cities of Sichuan display different urbanization patterns: Some of them grew bigger while some others reduced in size between 2000 and 2010; but in any case, the sizes of these smaller cities were in no way close to the biggest city of the province, Chengdu.

3.4 Migration patterns

Table 2 shows the population growth of different urban agglomerations. Do we observe different migration patterns in these urban agglomerations? In Table 3, we compare the migration patterns of the 18 urban agglomerations in Sichuan in 2000 and 2010. These migration data come from 2000 and 2010 Population Censuses. We consider the following measures of migration: Migration within the same Shi, migration from another Shi within Sichuan, migration from outside Sichuan, and migration from outside the same Shi. To illustrate the meanings of these different measures, consider the case Zigong Shi. The first measure "Migration within the same Shi" is the number of people who relocate within Zigong Shi. "Migration from another Shi within Sichuan" shows the number of people who move into Zigong Shi from other parts of Sichuan, such as Chengdu Shi. "Migration from outside Sichuan " is the number of migrants coming from outside Sichuan. "Migration from outside the same Shi" is simply the sum of "Migration from another Shi within Sichuan" and "Migration from outside Sichuan."

Note that the population censuses neither provide information about the origins of the migrants nor indicate whether the direction of migration is from rural areas to urban areas.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Table 3: Migration patterns of urban agglomerations in Sichuan, 2000 and 2010

	Migration within the same Shi			Migration from another Shi within Sichuan			Migration from outside Sichuan			Migration from outside the same Shi		
	2000	2010	Growth (%)	2000	2010	Growth (%)	2000	2010	Growth (%)	2000	2010	Growth (%)
Chengdu Shi	874,144	824,357	-5.70	1,077,679	3,271,789	203.60	179,710	601,299	234.59	1,257,389	3,873,088	208.03
Zigong Shi	149,712	142,314	-4.94	32,171	119,196	270.51	6,503	13,360	105.44	38,674	132,556	242.75
Panzhihua Shi	49,324	77,507	57.14	98,676	200,665	103.36	15,386	42,768	177.97	114,062	243,433	113.42
Luzhou Shi	219,212	221,052	0.84	50,374	160,853	219.32	22,805	43,773	91.94	73,179	204,626	179.62
Deyang Shi	172,366	239,778	39.11	97,275	186,125	91.34	17,695	39,401	122.67	114,970	225,526	96.16
Mianyang Shi	213,492	276,204	29.37	151,963	370,773	143.99	21,566	56,398	161.51	173,529	427,171	146.17
Guangyuan Shi	121,118	150,320	24.11	44,876	97,914	118.19	11,934	26,590	122.81	56,810	124,504	119.16
Suining Shi	136,102	188,083	38.19	29,516	59,206	100.59	124,067	11,460	-90.76	153,583	70,666	-53.99
Neijiang Shi	247,669	171,739	-30.66	54,030	81,157	50.21	11,858	14,961	26.17	65,888	96,118	45.88
Leshan Shi	166,870	234,604	40.59	77,950	158,271	103.04	11,181	28,598	155.77	89,131	186,869	109.66
Nanchong Shi	168,091	352,449	109.68	41,727	164,110	293.29	15,712	32,108	104.35	57,439	196,218	241.61
Meishan Shi	240,305	218,030	-9.27	43,199	79,113	83.14	6,936	17,254	148.76	50,135	96,367	92.22
Yibin Shi	402,498	250,493	-37.77	97,867	180,889	84.83	17,127	31,374	83.18	114,994	212,263	84.59
Guang'an Shi	107,623	176,962	64.43	26,183	42,368	61.81	13,919	16,588	19.18	40,102	58,956	47.02
Dazhou Shi	224,661	355,358	58.18	84,183	140,693	67.13	19,051	34,050	78.73	103,234	174,743	69.27
Yaan Shi	84,567	95,584	13.03	35,920	56,490	57.27	5,249	15,124	188.13	41,169	71,614	73.95
Bazhong Shi	119,097	188,529	58.30	19,093	34,971	83.16	4,960	7,849	58.25	24,053	42,820	78.02
Ziyang Shi	92,802	219,954	137.01	21,396	43,590	103.73	7,554	14,802	95.95	28,950	58,392	101.70
Aba Zangzu Zizhizhou	22,093	44,013	99.22	28,151	56,126	99.37	4,291	13,786	221.28	32,442	69,912	115.50
Ganzi Zangzu Zizhizhou	19,792	50,242	153.85	23,322	65,573	181.16	4,847	22,284	359.75	28,169	87,857	211.89
Liangshan Yizu Zizhizhou	85,739	343,730	300.90	76,554	215,405	181.38	13,895	44,746	222.03	90,449	260,151	187.62

Note: The above agglomerations are e-Geopolis agglomerations.
Source: e-Geopolis; 2000 and 2010 Population Censuses.

Among these four migration measures, the last one is the most informative and tells us the migration flow from outside the Shi. Between 2000 and 2010, all agglomerations (except Suining Shi) recorded increases in the number of migrants coming from outside. The growth rates for some smaller cities like Zigong Shi, Xichang Shi, and Nanchong Shi were over 200% and were higher than the growth rate of Chengdu Shi. Interestingly, those urban agglomerations with larger increases in urban agglomeration populations also tended to have larger increases in migration from outside. For example, the agglomeration population of Xichang Shi increased by about 16% while the migration from outside increased by about 232%; on the other hand, the agglomeration population of Mianzhu Shi decreased by about 15% and its migration from outside only increased by 59%, which was one of the lowest among these different agglomerations.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

4 Conclusion

In this study, we used e-Geopolis, a novel approach to count urban population statistics, to shed light on the relationship between urbanization, migration, and growth of some small cities in Sichuan. Specifically, we used e-Geopolis to identify the urban agglomerations in Sichuan and estimate the urban population in these agglomerations. Our focus was on the small cities with agglomeration population above 200,000 in 2010. We found that these small cities displayed different urbanization patterns: Between 2000 and 2010, some of them grew more than 20% while some others had 10% or more reduction in sizes. Besides, by comparing the urban population statistics estimated by e-Geopolis and those from the official sources, we found that the official statistics tended to overestimate the populations of the urban agglomerations. Finally, we found that those agglomerations with increased populations also tended to have more migrants moving from the outside.

References

Cao, Hui (2014) *The Urbanization of Chongqing and Chengdu, 2000-2010: An Application of the Geopolis Approach to Measuring Urban Population in China*, PhD dissertation, Université Denis Diderot - Paris VII.

Chan, Kam Wing (1994) *Cities with Invisible Walls: Reinterpreting Urbanization in Post-1949 China*, Oxford University Press, New York.

Chan, Kam Wing (2012) "Migration and Development in China: Trends, Geography and Current Issues," *Migration and Development* 1: 187-205.

Chan, Kam Wing, and Ying Hu (2003) "Urbanization in China in the 1990s: New Definitions, Different Series and Revised Trends," *China Review* 3: 49-71.

Chatel, Catherine (2012) *Dynamiques de peuplement et transformations institutionnelles. Une mesure de l'urbanisation en Europe de 1800 à 2010*, PhD dissertation, Université Denis Diderot - Paris VII.

Chatel, Catherine, Eric Denis, Dominique Harrie, François Moriconi-Ebrard, Marion Séjourné, and Ousmane Thiam (2009) *Africapolis: Urbanization Trends in West Africa, 1950-2020, Analytical Report*, SEDET, CNRS and Université Paris Diderot.

Moriconi-Ebrard, François (1994) *Geopolis: Pour comparer les villes du monde*, Anthropos, Paris.

Shen, Jianfa (2005) "Counting Urban Population in Chinese Censuses 1953-2000: Changing Definitions, Problems and Solutions," *Population, Space and Place* 11: 381-400.

Zhang, L., and Simon X.B. Zhao (1998) "Re-examining China's 'Urban' Concept and the Level of Urbanization," *China Quarterly* 154: 330-381.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 13 / WORKSHOP 13

Les petites villes au risque de l'aménagement du territoire

Small towns at risk of town and country planning

Les petites villes du Nord-Pas-de-Calais au service du bien-être des métropolitains ?

Laurène Wiesztort
Universitéd'Artois – 9 rue du temple – Arras, France
laurene.w@hotmail.fr

Résumé

Les villes sont aujourd'hui le principal biotope de l'Homme dans le Monde. Elles grappillent de plus en plus les terres agricoles repoussant parfois les espaces naturels au-delà des périphéries éloignées. Les citadins ont le sentiment d'être oppressés et expriment un manque important d'espaces de nature au cœur des villes. Des processus historiques tels que l'urbanisation de masse ou l'industrialisation reposant sur l'exploitation des ressources du sous-sol, ont pris le pas sur de nombreux espaces de nature qui ont été détruits ou gommés ou encore exploités à des fins économiques. Le Nord-Pas-de-Calais est l'une des régions de France les plus concernées, avec un taux d'artificialisation du sol très élevé (entre infrastructures de communication, étalement urbain, métropolisation et friches industrielles au cœur du bassin minier), un territoire morcelé et bouleversé par deux conflits mondiaux et une période d'exploitation minière intense. Ainsi, aujourd'hui, prés de trois quart des habitants de la Région estiment qu'il n'y a pas assez de nature au cœur de leur ville (Wiesztort, 2011). Dans le cadre de la métropolisation, ce sentiment est accentué en raison d'un étalement qui est de plus en plus marqué et qui semble repousser les "campagnes" plus loin encore de nos citadins.

Depuis les années 1990, nous parlons de développement durable comme d'une nouvelle philosophie qui nous conduirait vers un monde plus équilibré entre les volontés politiques économiques, sociales, culturelles et environnementales. La région Nord-Pas-de-Calais est très investie dans le domaine, en raison des spécificités de son territoire. Elle a mis en place la première politique de trame verte régionale française. Le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie définit la trame verte comme une mesure phare du Grenelle Environnement qui porte l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité au travers de la préservation et de la restauration des continuités écologiques. Au sein de celles-ci, les villes moyennes, petites villes et communes rurales jouent un rôle majeur. Elles sont également les clés pour répondre à la demande des citadins d'espaces de nature. Prenant cela en considération, la région va y penser des coeurs de nature aux multiples vocations : écologique (réserves de biodiversité), sociale (parcs, loisirs), économique (activités) et culturelle (tourisme, patrimoine).

Sur ce modèle pouvons-nous penser que les petites villes peuvent devenir des supports de projets d'aménagement du territoire ayant pour unique vocation d'assouvir les besoins des citadins en mal d'air pur et d'espaces verts au coeur des villes denses. Pouvons-nous alors parler de petites villes au service du bien-être des métropolitains?

Le résumé ne doit pas dépasser les 2000 caractères (espaces compris)

Mot-clefs

Nature en ville ; demande de nature des citadins ; trame verte ; développement durable ; enjeux territoriaux ; petites villes/métropole.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Introduction

Avec des villes de plus en plus denses, le phénomène de métropolisation, les territoires urbains s'entremêlent, s'étalent, grappillent davantage les espaces naturels et les terres agricoles. Au cœur de ces territoires urbains, la nature est absente ou hybride. Les représentations ont évolué et la « nature » pour les citadins s'offre à eux sous de multiples formes, des parcs et jardins, du fleurissement, des arbres d'alignements qui embellissent les grands boulevards, une « nature anthropisée » (Wiesztort, 2011).

Les citadins et plus encore les métropolitains ressentent un manque de nature en ville. Une nature qui, peu importe sa forme, apporte du bien-être aux individus.

Nous allons nous interroger sur les rapports entre les métropolitains et les espace de nature. Pour cela, la métropole lilloise fera l'objet de notre étude de cas et de nos questionnements. Quels espaces de nature recherchent et pratiquent les métropolitains et sur quels territoires ? Quelles politiques sont mises en place en réponse à cette demande de plus en plus marquée ? Enfin, nous verrons si nous pouvons affirmer que les petites villes en périphérie proche ou éloignée de la métropole lilloise se mettent au service des métropolitains, de leur quête de nature, via l'offre d'espaces naturels et d'espaces récréatifs qu'ils proposent.

La méthodologie de ce travail de recherche a pour base quatre enquêtes de terrains : l'une que j'ai mené sur le territoire régional du Nord-Pas-de-Calais en 2012, la seconde de Lise Bourdeau-Lepage réalisée à Lyon en 2013 et enfin celles de l'IPSOS en 2008 et 2013 sur les pratiques des citadins dans les espaces verts.

1 La métropole lilloise, un exemple de métropole française dépourvue de nature

1.1 Des villes de plus en plus denses et une nature absente

1.1.1 Le Nord-Pas-de-Calais, région la plus artificialisée de France

- Une forte métropolisation

Selon l'INSEE, le Nord-Pas-de-Calais s'étend sur 2,3 % du territoire métropolitain et regroupe 6,6 % de sa population, d'où une densité élevée de 326 habitants par km². La part de la population vivant en milieu urbain est forte (95 %).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

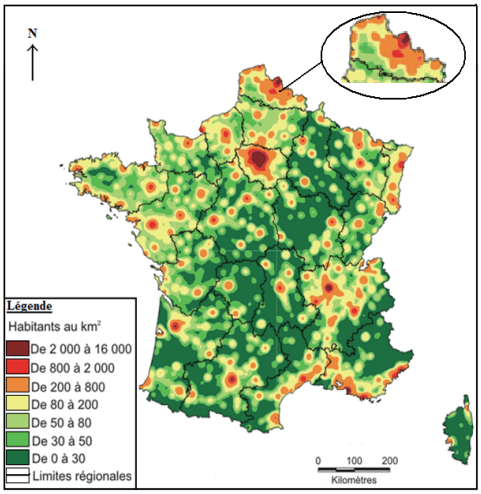
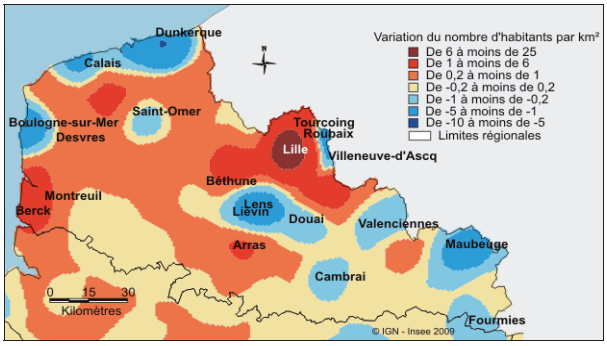


Figure 1: Densité de population de la France

Source : D'après l'INSEE et le recensement de 2006. L. Wiesztort

La plupart des grands pôles régionaux (à l'exception de Lille) connaissent un exode des centres villes et un étalement important. Au 1er janvier 2007, la région compte 4,048 millions d'habitants. Depuis 1999, la population augmente faiblement (0,16 % en moyenne par an) grâce à un solde naturel positif et ce malgré le fait que la région soit déficitaire sur le plan migratoire. Cette carte met clairement en évidence la forte densité de certaines régions telles que le Nord-Pas-de-Calais. Notamment avec l'influence de la Métropole Lilloise sur le reste du territoire tel que l'ancien bassin minier (avec une densité moyenne entre 200 et 800 habitants par km² et quelques zones entre 800 et 2000 habitants par km²). Les pôles urbains concentrent 76% de la population régionale. Depuis 1999, la localisation de la population régionale a peu évolué. Certes, le périurbain continue d'attirer davantage de nordistes (+0,6 point) mais cette hausse est plus limitée que pour l'ensemble de la France de Province (+1 point). Cette relative stabilisation de l'étalement urbain au niveau de la région masque d'importantes disparités locales comme en témoignent les évolutions de densité entre 1999 et 2006.

Figure 2 : Variation annuelle de la densité de population entre 1999 et 2006.



Source : INSEE, recensements de la population 1999 et 2006.

La région Nord-Pas-de-Calais est caractérisée par une importante métropolisation autour de Lille. Dans ce cadre, le projet de « ville renouvelée » dans la métropole

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

lilloise vise à redensifier et réhabiliter les centres villes. Ces efforts de renouvellement urbain ont permis une forte augmentation de la densité de population dans Lille et en proche banlieue. Cependant cela va de paire avec un étalement urbain encore accru puisque, à l'exception de certaines communes frontalières, l'arrondissement de Lille est marqué par une élévation de sa densité de population, hausse qui se propage jusqu'à Béthune. Arras connaît également une densification de son centre ville.

- De lourds héritages

En plus de cette métropolisation, ce phénomène d'étalement urbain et de forte densité urbaine, la région a été très marquée par son histoire qui a laissé d'importantes séquelles sur le territoire. Les guerres, par exemple la première guerre mondiale a engendré de nombreuses galeries souterraines, la présence d'explosifs (bombe, obus, mines, bâtiments industriels etc.) sont nombreux. La région possède également un vaste bassin houiller qui s'étend sur plus de cent kilomètres de long d'Ouest en Est comprenant 251 communes (figure 3).

Figure 3 : Situation géographique de l'ancien bassin minier du Nord-Pas-de-Calais

Source : CPIE, 2010.

En 1850, ce territoire exploité appartenait à des sociétés concessionnaires, ce qui, comme le souligne Pierre Bruyelle (1980), donna au territoire cet aspect territorial et institutionnel émietté. Au XIXème siècle, l'industrie houillère va connaître un prodigieux essor jusqu'à atteindre des chiffres de production remarquables de 27 400 000 tonnes de charbon en 1913 (soit 67 % de la production française) puis en 1930 un nouveau record de production avec 35 millions de tonnes. Ce fut l'un des moteurs fondamentaux de l'économie française. Grâce à de tels rendements, les compagnies se développaient de manière fulgurante (création d'usines annexes, de centrales électriques, de cokerie) et le paysage rural va être bouleversé.

Cette exploitation a engendré des séquelles physiques de divers ordres : la désorganisation des aquifères et des écoulements de surface, des affaissements à temporalité décalée dans le temps, des pollutions. Du point de vue environnemental, des pollutions rémanentes compromettent de manière durable l'aptitude des sols à recevoir de nouvelles infrastructures. La reconversion de ces espaces fut très difficile et l'est encore. Aujourd'hui, le bassin minier se démarque au niveau paysager par l'importance numérique des friches industrielles. Celles-ci ont une valeur économique négative. Pour autant, le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais a été inscrit dans la catégorie des Paysages Culturels Evolutifs au Patrimoine mondial de l'Unesco en 2012. Point sur lequel la Mission Bassin Minier en charge

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

du dossier a insisté : le bassin a évolué, tout comme ses friches, laissant place aujourd'hui à de nouveaux équipements (activités de loisirs, sites culturels diversifiés, parcs et/ou réserves naturels) en périphérie proche ou éloignée de la métropole lilloise. Mais qu'en est-il des espaces de nature sur un tel territoire ?

1.1.2 De la nature en ville ?

La région est très artificialisée, avec des villes denses. Le milieu urbain est particulier par sa composition. Depuis quelques décennies, la densité au sol ne cesse de s'accroître dans les villes et de nombreux espaces ouverts sont progressivement affectés à la construction, sous la pression immobilière ou pour la réalisation d'équipements publics. Ainsi, les espaces de nature ouverts y sont de plus en plus rares. La ville est souvent qualifiée d'espace froid à cause de cela, mais ceci n'est qu'une image, une représentation que nous nous donnons de la ville. Antonio Gaudí, qui est un architecte espagnol, souhaitait remédier à cela en noyant les constructions dans de grandes masses végétales et laisser entrer davantage la lumière. Son travail a d'ailleurs marqué de façon durable l'architecture de Barcelone et constitue une contribution exceptionnelle très créative au développement de l'architecture et des techniques de construction.

- La nature

Intéressons-nous à cette notion de nature. *« Les définitions des dictionnaires nous éclairent un peu sur le sujet : c'est un ensemble d'êtres ou de choses qui constituent l'univers, ce qui n'apparaît pas comme transformé par l'homme. Si l'on va un peu plus loin, on peut dire aussi que c'est un ensemble de propriétés qui définissent un être. L'inné, le spontané est opposé à l'acquis. Ici aussi le manque d'intervention de l'homme se marque. Ce serait donc les phénomènes naturels (caractère physique descriptible), mais aussi des êtres vivants et les relations qui arrivent entre eux.* » (Godart, 2004). Selon Jean-Paul Ferrier (1999), au sens le plus classique de la géographie, la nature se constitue du monde physique qui nous entoure, c'est-à-dire l'ensemble des conditions morphologiques des lieux, mais aussi leurs conditions biogéographiques, climatiques et hydrologiques. La nature est donc omniprésente. La Nature correspond au développement spontané d'êtres vivants suivant un type déterminé. Une présence née à la fois de la détermination, c'est-à-dire un ensemble de lois opposables au hasard ; et de la spontanéité, opposables aux règles de la culture.

La nature a été durant des siècles associée aux espaces hostiles. Cette Nature ne connaissait pas l'intervention des Hommes, on parle alors de wilderness ou comme l'écologie classique la définissait de climax (Clement, 2001). Chris Younés (1999), dans son ouvrage "*Ville contre-nature*", conçoit l'Homme comme un perturbateur qui ne doit pas intervenir dans la nature encore vierge car il risquerait de la détruire. L'exemple même de la création de réserves naturelles reflète l'idée que l'homme est un destructeur puisque que nous souhaitons y exclure le perturbateur : l'Homme.

La perception des espaces correspond à la culture des populations et c'est ce que démontrent d'ailleurs certains auteurs aujourd'hui. La perception du monde pour chaque individu dépend de lui-même et par conséquent de sa culture (Baudot,

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1997) et son appartenance sociale. Par exemple la culture japonaise montre une véritable familiarité avec la nature, considérée comme un ami ou un compagnon pour l'homme. L'un des pays les plus anthropisés de la planète, l'homme y reconstruit et se replace dans une nature idéale… une nature totalement fabriquée (les jardins artificiels, les modèles réduits). C'est un mode d'adaptation à la ville dense. Pour la culture américaine, la nature est sauvage donc théoriquement sans empreinte humaine. Les symboles de cette nature « inviolée » sont les parcs nationaux (même s'ils sont aujourd'hui entièrement aménagés et gérés par des money-makers), qui traduisent la volonté des générations actuelles de montrer aux futures générations ce que les pionniers ont dû maitriser. Yellowstone en est un bon exemple. En Europe, où les espaces sont entièrement anthropisés, l'idée de nature et de naturel se confond en partie avec celle de campagne et admet l'empreinte de l'homme pour autant que celle-ci se borne à un jardinage des paysages. Le concept de nature est donc en constante évolution suivant les idéologies, l'évolution des **perceptions** des sociétés. Selon la définition, la Nature est sans artifice, or le terme est utilisé par les occidentaux pour qualifier des espaces verts, des accotements fleuris en ville.

A la fin des années 1970, il y a une prise de conscience de la fragilité de la planète et de la nature et dès lors l'approche de la nature et de l'homme cesse d'être duale et antagoniste. Selon Catherine et Raphaël LARRÈRE (1999), certains discours expliquent qu'il n'y a plus de nature alors que d'autres insistent sur le fait qu'il faut reconsidérer la conception moderne de celle-ci. La nature est dans les activités, les constructions humaines tout comme l'Homme est dans la Nature ; c'est en cela qu'il n'y a plus d'antagonisme et de séparation entre le culturel et le sociétal d'une part et la nature d'autre part. Ces deux sphères sont reconnues étroitement entremêlées. La disparition ou la dégradation de l'une altère nécessairement l'autre. A partir de cette nouvelle conception, il devient plus nécessaire de s'interroger sur la place utile de la nature en ville.

- La nature en ville

La nature n'existe pas, ce sont les représentations, des images de la nature, que l'on cherche à protéger. Elle est un construit social et par conséquent le fait de vouloir la protéger, c'est vouloir satisfaire une certaine demande sociale. C'est pour cela, qu'au besoin, nous allons recréer, produire artificiellement des milieux ou des sites appréciés du public (cela amène à transformer des réserves et des parcs en équipements pédagogiques, touristiques ou même réintroduire des espèces animales dans un espace protégé alors que ces mêmes animaux en avaient été éliminés…). Ceci est lié à l'idée de perte de nature, ce sentiment de manque de nature.

La "nature en ville" ne représente pas uniquement les espaces naturels au sens strict du terme, puisque ces espaces ont complètement disparu en milieu urbanisé. Ce terme est plutôt une représentation du "besoin de nature", plus ou moins ressenti par les acteurs et les citadins : espaces libres, espaces de respiration non construits, de préférence non imperméabilisés où l'homme peut encore avoir un contact avec une nature plus ou moins artificialisée. Certains auteurs utilisent la notion de "nature urbaine" qui correspond davantage à des espaces aménagés tels que les espaces verts, les dépendances routières, les plantations, les jardins publics ou privés, les berges de

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

voies d'eau, les terrasses jardins etc. C'est également les espaces cultivés : espaces agricoles, parcelles maraîchères, jardins collectifs ; des boisements, de certains cours d'eau ou de friches qui conservent souvent un caractère moins artificiel. Ce terme encadre un grand nombre d'espaces très divers qui ont pour point commun leur situation géographique : en plein cœur du tissu urbain.

Nous avons abordé le fait que la nature aujourd'hui est devenue hybride. En effet en ville, c'est une nature modelée, créée de toute pièce. Ainsi, aujourd'hui les citadins associent la nature à des espaces **verts** en ville. Les enquêtes réalisées auprès des habitants de communes du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais (Wiesztort, 2011) ont montré que les citadins associent la nature à certains éléments en ville, juste parce qu'ils sont verts et vivants. Ainsi, une pelouse, un arbre d'alignement, un parterre de fleurs sont devenus pour eux de la nature. Or, il est évident que tous ces éléments ne sont que le résultat d'une réflexion (volonté d'embellir, de mettre en valeur un monument, une avenue etc.) puis d'une action humaine ; Une réalisation anthropique donc en opposition à LA Nature et les définitions que nous avons pu en donner.

1.2 Un besoin de nature ressenti, exprimé, non-comblé en ville

1.2.1 La "nature" contribue au bien-être des citadins et est un facteur d'amélioration du cadre de vie

La place de la nature en ville fait, depuis quelques années, l'objet de nombreuses attentions de la part des citoyens. En témoignent, l'intérêt renouvelé pour les jardins ouvriers dans les banlieues des villes ou la création sur des délaissés urbains de jardins partagés (comme les 65 jardins partagés *Main verte* créés à Paris depuis 2004). Les exemples ne manquent pas au cœur des agglomérations. On peut y ajouter les opérations spontanées de fleurissement des trottoirs de Lille, Rennes ou Strasbourg, les actions de re-pollinisation lancées au cœur de Paris, l'élevage itinérant d'ovins à Saint-Denis, le fleurissement des balcons ou encore l'émergence de mouvements de citoyens, comme les *Incroyables Comestibles* et le *mouvement colibris* présents dans les grandes régions urbaines françaises. En témoignent également le plébiscite des villes vertes et des espaces verts par les français et les éléments motivant leur choix de localisation résidentielle. 75% des Français en 2008, déclarent prendre en compte les espaces verts dans leur choix résidentiel (IPSOS-UNEP 2008).

Le second élément expliquant cette transformation est que l'Homme est devenu un *homo urbanus*, pour reprendre l'expression de Jeremy Rifkin (2000), plus de 50% de la population mondiale résidant dans des espaces urbains de nos jours. Vivant en dehors des espaces naturels, cet *homo urbanus* aspire à renouer avec certains éléments naturels. Il cherche alors « à disposer des agréments de la ville tout en satisfaisant son désir de nature et de calme » (Bourdeau-Lepage, 2012). Cet *homo urbanus* devient un *homo qualitus* du moins dans les sociétés occidentales, c'est-à-dire un homme qui ne recherche pas seulement son bien-être matériel et immatériel, mais fait de la satisfaction de son désir de nature et de la préservation de son environnement un élément de son bien-être (Bourdeau-Lepage, 2013).

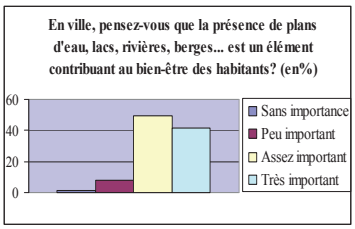
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Les trois quart des français se rendent dans un parc, square ou jardin public de leur commune plus ou moins quotidiennement (IPSOS-UNEP, 2008). 17% y vont tous les jours et 27% plus d'une fois par semaine. L'enquête de 2008 pousse l'étude plus loin, dressant un profil des individus qui fréquentent les parcs urbains : la moitié des personnes qui ne possèdent pas de jardins fréquentent de façon plus systématique les parcs et squares (au moins une fois par semaine).

Pour les français, le jardin privé ou public serait un des premiers éléments qui leur permettraient d'améliorer leur niveau de bien-être en ville. On constate aussi que le bien-être du citadin passe de plus en plus par la proximité à la nature. C'est du moins ce qui transparaît dans plusieurs enquêtes menées depuis une trentaine d'années (enquêtes d'opinion du Ministère de l'environnement et du cadre de vie 1978, *Les Français et les espaces verts publics urbains* et celle du Ministère de l'équipement, des transports et du logement, 1999, *Habiter, se déplacer, vivre en ville*). Les français revendiquent donc le contact à la nature comme un élément important de leur bien-être en ville. 95% des personnes interrogées à Lyon au printemps 2012, considèrent que les moments qu'ils passent dans des parcs ou jardins publics sont importants et/ou indispensables pour leur bien-être.

L'enquête révèle également que la demande de nature de 55,7% des interrogés, habitant ou non en appartement, correspond à un besoin vital (au même titre que l'alimentation), notamment sous la forme d'espaces verts. L'enquête IPSOS de 2013, montre à travers la question « Pour vous, le contact quotidien avec le végétal est-il : très important, important, peu important ou pas du tout important ?», la grande majorité des Européens opte pour les deux premières réponses. En France, la tendance à profiter de son jardin au moindre rayon de soleil est particulièrement marquée chez les jeunes (90% des moins de 45 ans). Preuve que les plantes et les jardins sont devenus des éléments essentiels de notre équilibre de vie, sans doute pour compenser l'hyperurbanisation de nos sociétés. L'eau est également associée à la nature urbaine et l'enquête menée à Lyon a permis de constater que 91% des interrogés, estiment que les éléments liés à l'eau (plans d'eau, voies d'eau) participent à leur bien-être.

Figure 4 : Graphique sur la relation entre la présence d'éléments liés à l'eau en ville et le bien-être de citadins



Source : Wiesztort. L, 2013. Sur la base de l'enquête menée à Lyon en 2012 par Lise Bourdeau-Lepage.

- Nature, santé et bien-être

Au-delà de l'idée défendue par nos enquêtés, selon laquelle les objets de nature (espaces verts, berges, voie d'eau) contribuent au bien-être des citadins, les études et travaux de recherche menées par les médecins, psychologues montrent aussi l'existence de liens positifs entre l'état de santé d'un individu et la présence

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

d'éléments naturels dans son environnement… La nature représente pour l'espèce humaine une source vitale de santé mentale et corporelle, et pas seulement parce qu'elle nous fournit de la nourriture et des plantes médicinales. Sa simple présence est pour nous « thérapeutique » selon Christophe André (2012) mais aussi Nicolas Guéguen (2012). Roger Ulrich, dont le premier grand article, publié en 1984 dans la revue *Science*, ouvrit la voie à de nombreuses recherches ultérieures démontra comment le fait de bénéficier de chambres avec vue sur un parc accélère la convalescence des patients hospitalisés après une intervention chirurgicale. Les urbains seraient-ils conscients des bienfaits de la nature sur eux ? Il semble que oui, pour plus de 90% des individus interrogés à Lyon, les moments passés dans les parcs sont importants ou même indispensables.

1.2.2 Un manque d'espaces de nature à Lille, une inégalité d'accès

- Quels espaces de nature, pour qui ?

En ville, les jardins privés représentent la part la plus importante d'espaces de nature urbaine. Des espaces qui sont dans ce cas accessibles uniquement par leurs propriétaires. Il existe donc une inégalité d'accès à la nature urbaine puisque comme nous le savons la pression foncière est forte et l'immobilier en ville coûte cher notamment lorsqu'il compte un jardin privé. L'existence d'un parc dans un quartier influence également la valeur du foncier qui est à proximité et cela renforce cette inégalité. Les quartiers qui possèdent les plus beaux et les plus grands parcs verront la valeur de l'immobilier augmenter, notamment pour les logements qui ont une vue sur celui-ci. La proximité avec un parc devient un privilège. Cette idée peut parfois même être poussée à l'extrême puisque dans certaines grandes villes comme New-York, des parcs en plein cœur du centre-ville et des rues publiques sont privatisés pour des hôtels de luxe. La nature urbaine serait-elle un nouveau produit de luxe, soumis à la consommation de quelques privilégiés ? Il ne faut pas généraliser cela à toutes les villes puisque depuis quelques années, beaucoup de programmes de renaturation ont vu le jour notamment en France, dans des ZUS comme les Courtillières à Pantin dans la région parisienne ou encore le Mont Liebaut à Béthune qui font l'objet de politiques de renouvellement urbain.

Les espaces les plus fréquentés (quotidien) sont les petits squares et parcs en ville. Les habitants s'y promènent en majorité, y pratiquent le jogging le matin ou le soir en rentrant du travail. La proximité est déterminante pour que ce soit une pratique quotidienne. Nous l'avons vu cela est primordial pour le bien-être des citadins. Pour Lille et la Métropole lilloise, il y a une inégale distribution de ces espaces sur le territoire et par conséquent une inégalité d'accès.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 5 : Les espaces verts praticables de la métropole lilloise

Source : L. Wiesztort, d'après les informations de la Communauté d'agglomération de Lille., 2013.

Lille intra-muros propose très peu d'espaces de nature praticables et ceux-ci se situent sur le pourtour (le parc de la Citadelle, le jardin Vauban, …). Le rapport entre la surface d'espaces verts praticables et le nombre d'habitants est très faible. Notons que sur dix parcs, six font moins de un hectare et un seul plus de cinq hectares (le parc de la Citadelle avec ses soixante-dix hectares, le bois de Boulogne compris). Au-delà du périphérique les espaces de nature urbaine ne sont pas beaucoup plus nombreux (le jardin botanique, le parc des Dondaines). Le constat est le même à l'échelle de la métropole où l'on va retrouver quelques grands parcs (Parc du Héron à Villeneuve d'Ascq, le parc de la Deûle, Le prés du Hem à Armentières, le parc de l'Yser à Tourcoing, …)

Nous savons que les citadins ressentent un manque de nature en ville et que ce qui participe le plus à l'amélioration de leur cadre de vie est le fleurissement mais également la présence d'arbres (arbres d'alignement, arbres centenaires symboliques). Cette politique d'embellissement est courante dans les grandes villes, qui se doivent de soigner leur image. Pour autant, ce qui semble plus crucial pour les citadins, c'est de posséder ou avoir accès à un espace de nature (jardin privé ou public) que l'on peut pratiquer, dans lequel on peut mettre en place un certain nombre d'activités. Seul le square (bien souvent trop minéral) et le parc urbain et/ou le jardin privé peuvent satisfaire ce besoin. Selon l'enquête IPSOS menée en 2013, le jardin est l'une des deux pièces de la maison ayant le plus de valeur aux yeux des Français, des Espagnols et des Allemands. Son rôle est très important. Pour les métropolitains, l'enquête menée en 2012 à Lyon révèlent que 42% des individus interrogés ne vont pas au parc tout simplement parce qu'il n'y en a pas à proximité de leur lieu de vie. Il y a une inégalité face à l'accès aux espaces verts remarquable. Prés de la moitié des individus interrogés n'ont pas de parc prés de chez. Pour cette raison les citadins mettent en place des pratiques à la campagne lorsqu'ils disposent de temps.

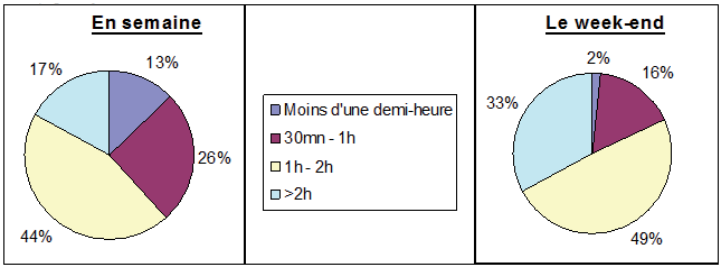
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1.2.3 Allons à la campagne chercher des espaces de nature !

Les travaux de Boutefeu (2002 et 2009) dévoilent que lorsque les urbains quittent le centre-ville pour aller s'installer dans le périurbain, ils recherchent : une meilleure qualité de vie, une maison avec jardin individuel, bien orientée, protégée des bruits extérieurs et des nuisances urbaines, un village authentique disposant de toutes les aménités, proche d'une ville vite accessible, mais aussi du maintien d'un lien avec la nature.

Lorsque les citadins n'ont pas la possibilité de vivre dans le périurbain ou à la campagne, ils von développer des pratiques sur es territoires durant leurs temps libres. Le week-end, les individus disposent de plus de temps libres. Ils sont nombreux à se rendre dans les parcs.

Figure 6 : Graphiques des durées de fréquentation des parcs en semaine et le week-end



Source : Wiesztort. L, 2013. Sur la base de l'enquête menée à Lyon en 2012 par Lise Bourdeau-Lepage.

Ainsi, 82 % passent plus d'une heure dans les parcs le week-end contre seulement 61% en semaine. Pour la majorité des cas, il est question d'un parc ou espace naturel situé en périphérie proche ou éloignée de la métropole, ce qui induit donc un déplacement motorisé (supérieur à quinze minutes). De ce fait, l'individu profite plus longtemps du parc. Parmi eux, 33% y restent plus de deux heures le week-end contre 17% en semaine. Sans grande surprise, en semaine la durée de fréquentation dans les parcs est moins importante, 13% des personnes y reste moins d'une demi-heure et 26% entre 30 minutes et une heure. La semaine, les citadins fréquentent les squares et parcs proches géographiquement de leur domicile ou lieu de travail (des parcs urbains plus petits) et partent le week-end. Le week-end ils passent plus de temps dans les parcs et recherchent surtout de grands espaces, des sentiers de promenade assez vastes pour les pratiquer sur des laps de temps plus grands (1h, 2h et plus).

2 Des politiques publiques d'aménagement des espaces périphériques

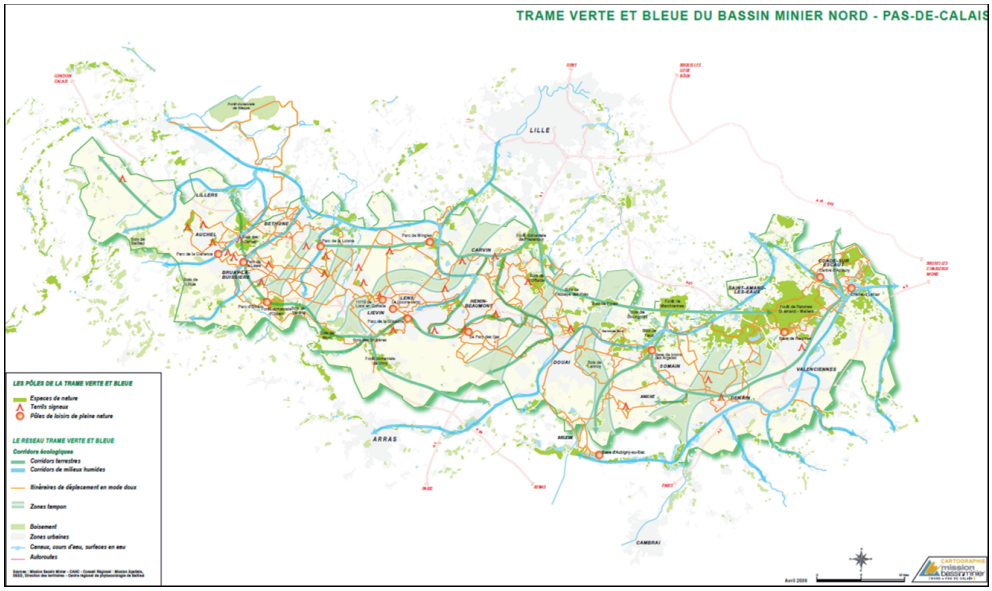
2.1 Des sentiers de randonnées sur le territoire régional

La région Nord-Pas-de-Calais et la Mission Bassin Minier ont élaboré une trame verte et bleue en suivant les orientations du Grenelle de l'environnement. Des

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

coulées vertes (les premières en 1992) quadrillent le territoire régional (Figure 8). L'objectif est de tirer partie du moindre espace de nature qui pourrait contribuer à prolonger un corridor biologique. Cela passe par une reflexion sur la trame verte mais aussi bleue, c'est-à-dire les cours d'eau qui ont déjà cet atout d'être linéaire et de traverser les territoires, mais il y a aussi les marais qui sont des éléments très riches sur le plan de la biodiversité. La mise en place d'un réseau écologique tel que la Trame verte et bleue est une des mesures prioritaires qui avait été demandée par le Groupe 2 « Préserver la biodiversité et les ressources naturelles » du Grenelle de l'environnement. Cette demande a été motivée par le constat que l'importante fragmentation du territoire induisait un fractionnement et une fragilisation des populations végétales et animales, y compris pour les espèces ordinaires. La trame verte et bleue a donc pour objectif de les reconnecter tout en permettant leur redistribution géographique dans un contexte de changement climatique.

Figure 8 : Carte de la Trame verte et bleue du Bassin Minier du Nord-Pas-de-Calais



Source : Mission Bassin Minier du Nord-Pas-de-Calais, avril 2009.

L'espace rural de proximité, les cours d'eau, les zones urbaines doivent redevenir des espaces de vie pour la nature. A l'échelle des villes, notamment denses, il est essentiel de gérer de manière réflechie le patrimoine naturel existant ou d'en réinsérer si celui-ci est reduit voire absent. A cela s'ajoute également la fonction sociale. Grâce aux berges des cours d'eau et aux anciens cavaliers (anciennes voies ferrées de la période industrialominière permettant de transporter les matériaux et le charbon sur le territoire), la trame verte et bleue est devenue le support de sentiers de randonnée.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 9 : Photographies de cavaliers transformés en sentiers de randonnée

Source: Wiesztort.L, 2011.

Les départements du Nord et du Pas-de-Calais se sont engagés dans l'élaboration d'un projet de GRP essentiellement en périphérie de la métropole lilloise et le bassin minier. C'est un itinéraire pédestre en boucle (vingt-cinq circuits) faisant l'objet d'une mesure d'homologation par la Fédération Française de Randonnée Pédestre. Elle s'appuie sur la publication d'un Topoguide et permet de faire découvrir aux randonneurs les richesses patrimoniales et naturels du territoire et de relier les « cœurs de nature ».

2.2 Des chapelets de parcs en périphérie de la métropole lilloise

2.2.1 Leparc de la Deûle, un projet ambitieux de « parc en réseau »

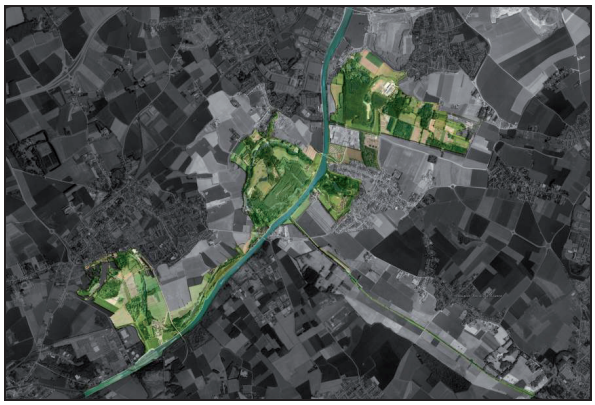
A la fin des années soixante, l'état lançait le projet d'un grand équipement de loisir pour contribuer à la réhabilitation du paysage entre la métropole lilloise et l'agglomération de Lens. Ce projet visait également la protection de champs captant représentant un tiers de la ressource en eau de la Métropole. Les riverains, notamment les agriculteurs, rejetaient le projet, le jugeant trop ambitieux et requérant des surfaces foncières trop importantes. Il s'agissait de créer un vaste lien vert de plus de mille hectares entre la métropole lilloise et le bassin minier. Faute de moyens suffisants, ce premier projet ne se concrétise alors que dans le Pas-de-Calais, sur le territoire des communes de Wingles, Billy-Berclau et Douvrin. Vingt ans plus tard, dans un contexte différent, le projet ressurgit. Le développement de la métropole lilloise a fait apparaître un déficit en espaces récréatifs et l'agriculture se maintient difficilement dans des zones ou s'entremêlent vie urbaine et vie rurale. Les mentalités ont évolué, les préoccupations environnementales et de cadre de vie deviennent plus importants et la ressource en eau est toujours aussi fragile. Dans les années quatre vingt dix, Lille Métropole Communauté urbaine et les villes de Houplin-Ancoisne, Santes et Wavrin, rejointes par Don, Haubourdin et Seclin, reprennent le projet et dés 1995, un vaste territoire est redessiné par les architectes paysagistes Jacques Simon (Grand prix du Paysage 1990) Jean-Noël Capart et Yves Hubert de JNC International (grande gagnante du concours international), à qui a été confié l'ensemble du projet.

> *« Le Parc de la Deûle intègre le territoire de plus de six communes périurbaine de l'agglomération Lilloise. Il est conçu comme un parc éclaté dans son territoire. A l'opposé d'un parc composé d'une seule entité domaniale, il se déploie en réseau à l'intérieur d'un maillage rural et se dessine dans le parcellaire et les plis du terroir. Pour les concepteurs, il fallait s'intéresser à tous les espaces "désinvestis" par l'urbanisation traditionnelle. Espace tentaculaire, ce parc s'approprie*

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

les franges de l'urbanisation et cohabite avec la mosaïque des fonctions urbaines et rurales. C'est une trame dont les mailles accueillent des fonctions sociales, biologiques, économiques et paysagères » (JNC International)

Figure 10 : Vue aérienne du découpage territorial du parc de la Deûle



Source : JNC International, 2013.

En décembre 1997, le parc est inscrit comme projet majeur au schéma directeur de développement et d'urbanisme de l'arrondissement de Lille voté en décembre 2000. En février 1999, ces 277 hectares font l'objet d'une déclaration d'utilité publique et les premiers chantiers sont dès lors engagés. Le parc de la Deûle est un ″ parc en réseau″ qui recoud peu à peu, sur une trentaine de kilomètres, un chapelet d'espaces périurbains, postindustriels et agricoles le long de l'ancien canal industriel de la Deûle autrefois parmi les plus pollués de France. Le parc s'étend aujourd'hui sur près de trois cent hectares (objectif d'ici une quinzaine d'années : mille hectares). Ce projet supporte de lourds enjeux :

- La protection de la ressource en eau

- La protection et la structuration des écosystèmes : Les prairies humides et zones de marais, les rigoles d'assèchement et fossés présentent un intérêt écologique latent. Les bassins de décantation et les dépôts de boues issues du canal sont enrichis d'une végétation pionnière riche en biodiversité.

- La reconquête de l'image et de la qualité paysagère, cette périphérie s'était transformée en cité dortoir colonisant les campagnes et grignotant les terres agricoles déjà déstructurées. L'idée était que le parc devienne un lien entre les territoires habité et évite la conurbation Lille-Lens. C'est ainsi qu'est né le concept de parc en réseau par la mise en lien d'espaces spécifiques (friches industrielles, espaces agricoles).

- Le développement de l'offre récréative. Le parc est conçu comme un espace de rencontre et de culture. Il y a une « mise en vie du site » grâce à l'ouverture au public et l'accueil de nombreuses animations et manifestations d'échelle locale ou européenne.

Trois idées maîtresses ou thèmes d'intervention ont été le fil conducteur du projet :

- Reconquérir des friches par la nature. De multiples friches industrielles (décharges, friches des voies navigables de France) ont fait l'objet de travaux

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

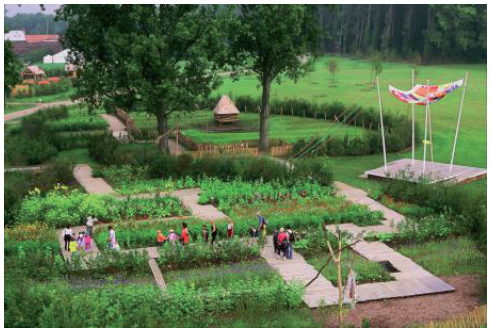
considérables pour dépolluer, transformer le sol, décliner les milieux humides, planter des milliers d'arbres. Le site de la Gîte est devenu un parc d'interprétation de la faune et de la flore. Ainsi, aujourd'hui, le parc de Santes révèle un patchwork de paysages : une vallée mi-boisée, mi-prairie, des plans d'eau, des zones humides.

Figure 11 : Photographie du parc de Sante

Source : L. Wiesztort, décembre 2013.

- Un projet Nature-Culture. MOSAÏC « le jardin des cultures », aux portes d'Houplin Ancoisne, représente la diversité culturelle de la population métropolitaine lilloise. L'idée de cette partie du parc a été de solliciter les communautés qui composent l'agglomération lilloise et de travailler autour de la question : « est-ce que les gens ont des rêves de jardins différents selon leur culture?». Sur 33 hectares, ont été pensés dix jardins contemporains (représentant symboliquement dix jardins de rêves d'individus de diverses cultures : méditerranéenne, anglaise, asiatique, etc.), un étang et des bois. Ce travail a été réalisé à la fois par des paysagistes (Jacques Simon, Jean-Noël Capart et Yves Hubert) et des artistes venant de différentes pays de l'Europe. Pour allier d'autant plus la nature à la culture, chaque dimanche après-midi, MOSAÏC propose des spectacles et des animations en tous genres : musique, théâtre, ateliers, visites guidées.

Figure 12 : Photographie du jardin tissé dans le parc Mosaïc, à Houplin-Ancoisne



Source : LMCU, 2012.

- La Nature Domestiquée. Le concept vise à réconcilier sur cet espace naturel deux mondes : l'urbain et le rural. Les espaces de loisirs sont alors étroitement imbriqués dans les territoires agricoles. Des prairies d'élevage ont été restaurées, des friches revalorisées en prairies de fauche, le bocage reconstitué, les rigoles d'assèchement redessinées et remises en eau, les clôtures agricoles homogénéisées.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 13 : Photographie des Ansereuilles à Wavrin

Source : L. Wiesztort, octobre 2013.

Ce parc se veut être un modèle d'évolution des pratiques favorisant les techniques agricoles respectueuses de l'environnement. Le parc de la Deûle inclut une soixantaine d'exploitations. Il a conclu sur la base d'une convention entre l'ENLM et la chambre d'agriculture du Nord un partenariat avec des exploitants. Les agriculteurs bénéficient d'une semaine de formation, ont à leur disposition des paysagistes pendant trois jours pour concevoir un projet financé à hauteur de 2000 euros par an pendant trois ans. Ces projets concernent l'intégration paysagère des bâtiments agricoles ainsi que souvent la remise en état des haies, des pâtures et des clôtures ainsi que la diversité botanique par l'introduction d'herbacées différentes. Dans le cadre de Lille 2004, plusieurs exploitations ont participé à un projet d'Articulture et la création de land Art sur cinquante hectares. Cette démarche paysagère s'accompagne aujourd'hui d'un soutien à l'activité agricole et à l'agrotourisme par la création d'un circuit de fermes de découvertes et produits de ferme et d'un label « les fermes du parc ».

En 2006, le Parc de la Deûle recevait le Prix National du Paysage puis en 2009 le Prix du Paysage du Conseil de l'Europe. Il est également devenu une référence en tant que parc périurbain d'une grande métropole. Lyon en prend exemple et l'agence d'urbanisme en charge du développement de l'agglomération lyonnaise présente même un document relatant la réalisation de ce projet ambitieux sur son site internet. Pour réussir un tel projet, l'une des conditions sine qua non était d'avoir des élus locaux engagés. Les maires ont très vite apprécié le concept et les retombées éventuelles, notamment favoriser l'attractivité et améliorer le cadre de vie.

Aujourd'hui le parc s'inscrit dans un projet plus vaste intitulé « objectif métropole verte » qui a pour ambition de réaliser une véritable couronne verte transfrontalière qui devrait d'ici di ans, se déployer sur près de 10 000 hectares.

2.2.2 Une diversité de services rendus par les parcs aux citadins

Il y a une demande d'espaces récréatifs évidente sur le territoire à la fois métropolitain et régional. Le territoire offre un assez large choix, notamment parce que les acteurs locaux ont su innover. La période de reconversion du territoire (toujours actuelle) et la volonté de changer l'image de la région y est pour beaucoup. De nombreuses friches ont été repensées en espaces « naturels » ou espaces verts récréatifs dans cette volonté de réinsérer de la nature en ville (apporter de la nature aux citadins) ou simplement reverdir le territoire régional.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Nous avons vu le cas des cavaliers mais ces réhabilitations ont souvent pris la forme de parcs comme c'est le cas à Douai avec le Parc Rivage Gayant, ou à Armentières avec les Prés du Hem, à Wattrelos le PCUK, à Wingles le parc de nature et de loisirs Marcel Cabiddu, … . Des parcs paysagers permettant d'apprécier la nature urbaine sous toutes ses formes (pelouses non-interdites, boisement, fleurissement ? plans d'eau) et proposant des activités de détente et de sport diversifiées aux citadins qui s'y rendent (aires de jeux, parcours de randonnées ou de promenade, équipements sportifs ou ludiques, ateliers, manifestations, etc.). Ce sont des parcs conçus avant tout pour répondre à la demande sociale, aux besoins des métropolitains.

Ces parcs prennent parfois la forme de parcs d'activités de loisirs comme c'est le cas à Nœux-les-Mines avec la base Loisinord. Nœux-les-Mines va faire le choix de convertir l'emblème le plus fort de l'histoire minière : deux terrils et y créer une base de loisirs de glisse (pratique du ski et du snowboard sur la piste de ski et ski nautique sur le plan d'eau). Rieulay est également un bon exemple, le site des Argales ancien site industrialominier s'est transformé en espace de loisirs, où les pratiques sont nombreuses (kayak sur le lac, nage, activités sportives, promenade), mais aussi en parc ornithologique. Il permet à la fois la préservation des milieux, des espèces et la découverte de la faune et de la flore (au travers de visites guidées). Cette seconde forme d'espace de nature s'est également développée depuis les années 1990.

2.2.3 Des parcs naturels ou cœurs de nature

En effet, la région s'est très rapidement investie dans des politiques environnementales et des politiques de développement durable, repensant de nombreux espaces et accordant une place de plus en plus grande à la biodiversité. Ainsi, sur le territoire des parcs naturels régionaux ont été créés. Le premier de France était celui de Scarpe-Escaut en 1968. La vocation d'un PNR est multiple : préserver les milieux naturels, protéger le patrimoine naturel et culturel, valoriser les ressources existantes et les projets d'aménagement respectueux de l'environnement. Permettre le développement économique et social pour assurer une qualité de vie sur le territoire mais aussi informer, expliquer et éduquer le public. Ces espaces sont pratiqués par les citadins en quête de nature. Ce sont des espaces riches sur le plan paysager et dans la diversité des formes de nature. Les parcs naturels régionaux sont de formidables espaces pour la pratique des activités de pleine nature. Sont proposées des sorties naturalistes, des randonnées et aussi des sports d'eau. Dans le Nord-Pas-de-Calais, il en existe trois : Scarpe-Escaut, Avesnois, Caps et Marais d'Opale. Ce sont des territoires ruraux habités, aux patrimoines remarquables, mais leur équilibre reste fragile, d'où l'attention particulière qui leur est accordée. Les trois parcs couvrent 25% du territoire régional et recèlent 80% des espèces animales et végétales recensées dans la région. C'est dire leur importance en termes d'aménagement du territoire, de développement durable et de respect de l'environnement.

Au-delà des PNR, des initiatives plus ponctuelles ont été prises. Nous pouvons citer le cas de Loos-en-Gohelle, avec les terrils jumeaux (les deux plus grands d'Europe). Ces derniers regorgent d'une riche biodiversité, avec quelques espèces

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

faunistiques et floristiques rares voire exceptionnelles. Ainsi les terrils font l'objet de visites guidées payantes (par la Chaine des Terrils), ou gratuites (en suivant des guides à imprimer sur internet), de parcours d'observation très appréciés des citadins, qui découvrent le site, son histoire, ses richesses mais aussi le territoire (notamment les plaines qui s'étendent au Nord jusqu'au Mont Noir) grâce au panorama qu'offre l'un des sommets.

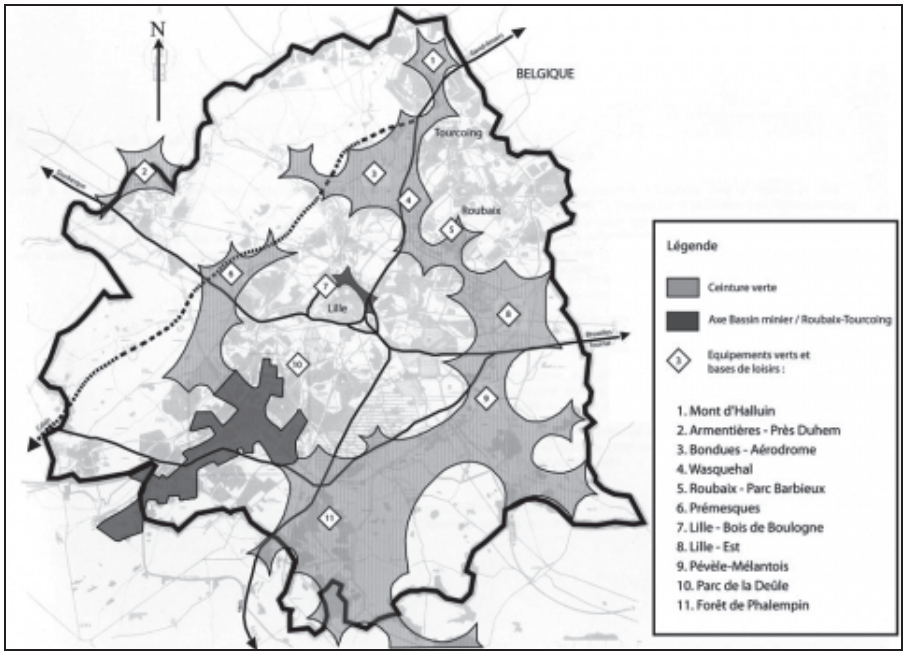
3 Le projet « Métropole verte » lillois

3.1 Comment reverdir une métropole dense ?

- Une armature verte ou une trame verte et bleue métropolitaine ?

La promotion de l'agglomération de Lille- Roubaix-Tourcoing au rang de métropole d'équilibre dans les années 1960, ne pouvait être tangible qu'au prix de lourdes transformations de son territoire, de son paysage et de son cadre de vie. Les enjeux en termes d'image de marque et d'attractivité sont forts. En 1970, ces objectifs sont considérés comme audacieux. La métropole a une image négative et manque cruellement d'espaces verts. Pour cette raison, dans une volonté d'améliorer le cadre de vie des métropolitains, le schéma directeur lillois souhaite doter son agglomération d'une « armature verte » (figure 15).

Figure 15 : Carte de l'armature verte de la métropole lilloise



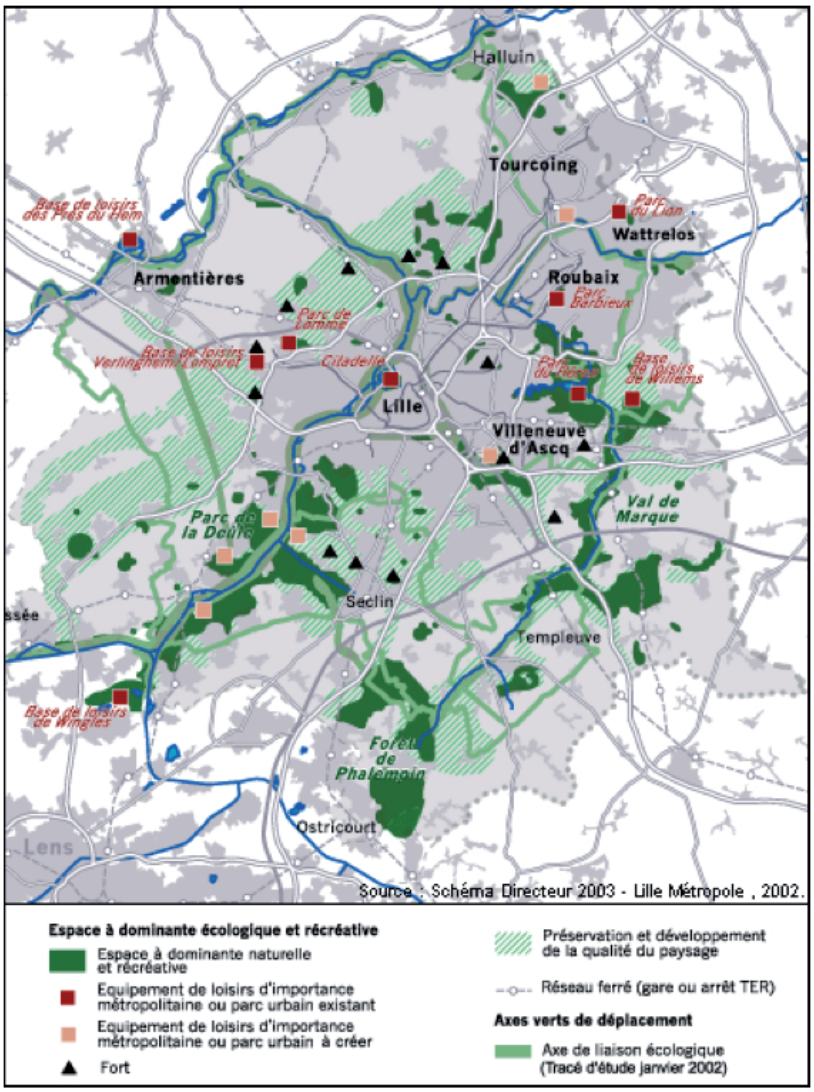
Source : Agence d'urbanisme de la métropole du Nord, SDAU, 1971.

Cette ceinture verte s'appuie sur les richesses du territoire (espaces verts privés et espaces boisés pouvant être ouverts au public). Le projet propose également l'aménagement de deux grands parcs périurbains intégrés au schéma régional d'aménagement de l'OREAM-Nord : le parc de la Deûle et le parc de la Marque.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Leurs fonctions sont bien définies, ces deux parcs devaient offrir les équipements d'échelle métropolitaine qui faisaient défaut. La fermeture de l'AUAM de Lille dans les années 1970 va mettre un terme aux réflexions globales sur la métropole et au suivi des intentions qualitatives exprimées dans le SDAU. C'est qu'en 1990, avec Pierre Mauroy, qu'une pensée prospective à l'échelle métropolitaine va refaire surface. L'Agence de développement et d'urbanisme de la métropole lilloise (ADULM), confiée à Francis Ampe, va engager la révision du Schéma directeur de 1971 (il parle d'une « réelle inertie opérationnelle ») (SDAU lillois, 1994). En dehors du périmètre de la ville nouvelle, aucun des projets de grande ampleur prévus au schéma directeur de 1971 n'a été réalisé. Aussi, le schéma de 1994 reprend, pour l'essentiel, les projets prévus vingt-cinq ans plus tôt : l'aménagement des grands parcs, le maintien des zones agricoles des Weppes et du Pévèle ou la protection des champs captants.

Figure 16 : Carte du projet métropolitain lillois de trame verte et bleue



Source : Schéma directeur de 2003, Lille Métropole.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

L'apport principal de ce nouveau projet réside dans l'aménagement de liaisons et coulées vertes qui relient l'ensemble des espaces verts de la métropole. L'objectif est d'organiser, non plus une simple « armature verte », mais une « trame verte » hiérarchisée qui maille le territoire (Estienne, 2012).

- Une approche globale.

Dès 2002, le schéma directeur de développement et d'aménagement fixe un objectif précis de 10 000 hectares d'espaces voués à la nature et aux loisirs d'ici à 2015. Mais l'objectif n'est pas que quantitatif, une interconnexion des milieux est nécessaire et doit dépasser les frontières et les compétences de Lille Métropole. S'ensuit alors en 2004 un nouveau schéma directeur vert plus ambitieux qui va engager, au-delà de l'agglomération lilloise, le Département, la Région et l'État, à réaliser un **réseau** vert et bleu métropolitain qui nécessite une mise en cohérence de toutes les politiques similaires sur les territoires. Ainsi les mesures déclinées dans le Plan local d'urbanisme insistent beaucoup sur la croissance de l'offre en espaces verts, la préservation des espaces naturels et du paysage rural et la mise en place de linéaires écologiques. Les projets réalisés sont multiples et les transformations très significatives : acquisition et gestion des milieux les plus remarquables comme le parc de la Deûle (trois cent hectares pour la première étape), restauration des rares zones humides, reconquête des berges des rivières et des canaux (qui vont permettre de dessiner la trame bleue), réappropriation des friches et reconversion de celles-ci lorsque cela est possible. Sophie Fourny chef du service Espaces naturels de l'agglomération lilloise explique que : « *Au prix d'acquisitions et d'importants travaux, ce sont plus de 2 400 hectares d'espaces naturels et de loisirs qui sont ouverts à la population depuis 2002* ».

- De multiples enjeux transversaux

Parmi ces enjeux, la biodiversité. L'inventaire écologique montre à l'échelle de l'agglomération une dégradation de la biodiversité liée notamment à l'urbanisation et à l'augmentation des cultures intensives, au détriment des prairies bocagères et humides. Afin de remédier à cela un nouveau plan d'actions a été mis en place. 2 500 hectares sont classés comme espaces prioritaires pour leur intérêt écologique et leur fragilité et bénéficient ainsi d'actions de restauration.

Autre enjeu majeur, améliorer la qualité urbaine. Le projet sur vingt-huit kilomètres de remise en navigation de la Marque, de la Deûle et du canal de Roubaix, longtemps considérés comme des « égouts à ciel ouvert », devient aujourd'hui une véritable opportunité de reconquête des quartiers (beaucoup de quartiers d'habitats populaires sont à proximité de ces linéaires) et d'amélioration du cadre de vie urbain grâce à la création de nouveaux espaces verts et à l'aménagement des berges notamment.

3.2 Conséquences territoriales d'un tel projet environnemental

Espace naturel métropolitain (ENM) distingue quatre principales orientations du projet Métropole verte :

- préserver les milieux naturels et les paysages. Cela va engendrer de nouvelles pratiques (notamment en termes de gestion) sur les espaces d'accueil des projets.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

- ouvrir au public des espaces de nature à usage métropolitain et novateurs dans leur conception. Ils vont engendrer une nouvelle attractivité à la fois des sites et des communes.

-favoriser les déplacements entre les futurs espaces ENLM. Il est question ici de penser l'aménagement du territoire et de ses espaces verts en réseau. Par conséquent, il est essentiel d'avoir une coordination des actions pour atteindre une certaine cohérence entre les projets.

-transformer en profondeur l'image de marque de Lille métropole.

La carte (figure 16) met en évidence plusieurs informations :

- le cœur de la métropole ne supporte aucun projet de « verdissement ». Le projet le plus proche est celui du parc du Héron à Villeneuve d'Ascq. Il n'y aura donc pas d'impacts positifs directs pour les habitants de Lille et de la métropole lilloise. Le manque de nature va perdurer et seules les populations disposant d'un véhicule motorisé pourront profiter de la nature en zone périurbaine.
- Le projet met en évidence des axes de liaison écologique, que nous pourrions comparer à des pénétrantes vertes. Linéaires partant de la périphérie vers les campagnes, comme le projet du parc de la Deûle. Pour autant, celles-ci s'arrêtent aux portes de Lille (exception : la trame bleue qui passe par la Citadelle à la limite nord-ouest de Lille)
- Le projet métropole verte semble surtout supporter des projets de trame bleue. Ce sont les seuls linéaires pénétrants les tissus urbains les plus denses et les berges sont souvent inexploitées, en friche. Le potentiel est important.

La nouvelle image de la métropole ou de certains sites ayant fait l'objet de politiques de verdissement entraîne aussi des effets collatéraux. La nette augmentation du prix de l'immobilier et la pression urbaine à la périphérie des zones naturelles requalifiées sont de nouveaux défis que devra relever l'agglomération.

Enfin, il est évident que cette politique de métropole verte, qui verdit essentiellement les périphéries de la Métropole va avoir des conséquences certaines sur les choix résidentiels des métropolitains. Nous l'avons vu les enquêtes révèlent que les citadins donne une place très importante à la nature dans leur quotidien et cela influence leur choix résidentiel. Cela sous-entend que les communes supportant aujourd'hui ces politiques de verdissement, via la création de coulées vertes et bleues, la création de parcs, seront demain beaucoup plus sollicitées, attractives répondant à la fois à la proximité en tout point, qu'offre la vie urbaine, et un cadre de vie agréable verdoyant. Ils devront à leur tour faire face à une demande accrue des citadins et à une pression immobilière. Notons également l'évolution des paysages périurbains. Conséquences non-négligeables, notamment pour la région Nord-Pas-de-Calais et plus précisément des territoires comme le bassin minier, qui se voit transformé. Les verrues noires (terrils, friches industrielles, sites pollués) se transforment petit à petit en cœur de nature. Ce ne sont plus des handicaps territoriaux et tendent à devenir des atouts.

Enfin, la création de ces parcs va engendrer des déplacements plus importants des citadins vers les périphéries, notamment les week-ends, pour assouvir leur besoin

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

de nature, de loisirs, etc. Il faut donc adapter les sites en pensant à l'accueil des métropolitains.

Conclusion

Nous sommes en droit de nous demander si les communes "rurales" périphériques des grandes métropoles ne sont pas des objets de consommation pour satisfaire les métropolitains dans leur recherche de bien-être, à travers une offre d'espaces naturels qui n'existe pas au cœur de la ville dense.

Dans le cas de la métropole lilloise nous devons nuancer notre réponse. En effet, la métropole a mis en œuvre dans les années 1990 le projet de "métropole verte" qui a pour ambition de créer de nouveaux espaces de nature pour la biodiversité mais aussi le bien-être des citadins via une offre d'espaces récréatifs, de loisirs. Nous serions donc tentés de répondre de manière négative à notre problématique puisqu'un tel projet sous-entend une volonté de réinsérer de la nature au cœur de la métropole.

Cependant, à y regarder de plus prés, noter recherche nous a permit de constater que cette politique pose ses bases non pas au cœur de la métropole comme nous pourrions l'imaginer à la lecture de son intitulé mais bien en périphérie de celle-ci. Citons le parc de la Deûle, véritable colonne vertébrale d'un projet de reverdissement, qui tente de relier via des parcs en réseau le bassin minier à la métropole lilloise. Le choix de ces espaces se fonde sur des critères précis : l'usage métropolitain, l'intérêt écologique et paysager, la superficie (supérieure à douze hectares), la dimension intercommunale. En raison de ces critères, ces nouveaux espaces ne peuvent être pensés au sein de la métropole lilloise (l'intérêt écologique y est moindre et surtout les surfaces disponibles sont peu nombreuses voire inexistantes) mais plutôt en périphérie proche. De ce fait, cette périphérie constitue un bon "compromis" selon les élus puisqu'elle est proche des citadins et dispose d'espaces. De plus, en raison de sa composition paysagère, elle est déjà perçue comme un espace de nature par les urbains.

Enfin dans le projet Trame verte et bleue de la Métropole lilloise, nous pouvons déplorer que les pénétrantes vertes s'arrêtent, pour la majorité, aux portes de la métropole. Elles n'offrent pas de nouveaux espaces de nature praticables au cœur du tissu urbain dense lillois comme elle se doit de le faire.

Les grands parcs urbains, nécessaires au bien-être, à la santé des citadins sont en zone périurbaine ou plus éloignés, là où la pression foncière se fait moins ressentir et où les espaces agricoles sont encore présents (périphérie proche : Villeneuve d'Ascq, Hem, Wavrin, Santes ; périphérie éloignée : le bassin minier par exemple).

Dans un dernier point, revenons sur le parc de la Deûle et sa conception très innovante, donnant une identité à chaque perle (parc) de ce chapelet vert. Il témoigne également de la richesse des projets menés en gouvernance. L'apport des habitants a été ici très riche (cf. Mosaic). Le parc de la Deûle renoue également des liens entre les urbains et le monde agricole via le concept de nature domestiquée qui permet d'imbriquer des espaces de loisirs dans des territoires agricoles (exemple : des sentiers de randonnée autour et à travers les prairies d'élevage). Alors peut-être pouvons espérer que ce parc en réseau (parc de la Deûle) grappille

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

des territoires en direction de la métropole et pénètre davantage le tissu urbain dense. Nous l'avons souligné, les trames bleues sont des linéaires idéaux pour permettre ces percées.

Terminons cette conclusion sur la volonté évidente des acteurs de la métropole lilloise de recréer des espaces naturels et espaces de loisirs pour répondre au besoin des métropolitains. Ceux-ci sont actuellement majoritairement en périphérie proche ou éloignée. Alors faudrait-il, dan l'avenir, sur le modèle du parc de La Deûle, les relier, lorsque cela est possible via les berges des cours d'eau, les uns aux autres en passant par la métropole et les tissus urbains les plus denses. Ainsi de nouveaux linéaires verts (espaces verts de proximité) répondront à la demande des urbains et permettront parallèlement de recréer un lien affectif entre les urbains et les linéaires d'eau (fleuves, petits cours d'eau).

Références

Baudot P., Bley D., Brun B., Pagezy H., Vernazza-Licht N., 1997, « *Impact de l'Homme sur les milieux naturels »*, Châteauneuf de Grasse, éditions de Bergier, 208 pages.

Berque A., 1986, « *Le sauvage et l'artifice* », Paris, éditions Gallimard, 314 pages.

Boutefeu E., 2001, « *Composer avec la nature en ville.* Lyon, éd. Lavoisier, 375 pages.

Bruyelle P., 1980, « *L'organisation urbaine de la Région Nord-Pas-de-Calais »,* Thèse, Université de Paris Panthèon-Sorbonne, 1064 pages.

Clement G. 2001, « Le jardin en mouvement : de la vallée au jardin planétaire ». Paris, éditions Calepin, 281 pages.

Estienne I., 2007, « Questions paysagères et paysagistes dans les agences d'urbanisme : les exemples de Lille et Dunkerque », *Territoire en mouvement*, mis en ligne le 15 décembre 2012.

Ferrier J-P., 1999, « *Pour les géographes y a-t-il une nature ? »,* table ronde au 10e Festival international de géographie, Saint-Dié-des-Vosges.

Godart M-F., 2004, «*Y a-t-il de la nature en ville ?* ». Bruxelles, au Kan'h, . http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=331

Gueguen N. et Meineri S., 2012, « *Pourquoi la nature nous fait du bien ?»*, Dunod, Paris, 288 pages.

Rifkin J., 2000, « *L'Âge de l'accès »*, Paris, La Découverte et Syros.

UNEP-IPSOS, 2008, Enquête : « *Les espaces verts de demain »,*20 pages.

UNEP-IPSOS, 2013, Enquête : « Jardins et espaces verts, l'exception culturelle française ? », 20 pages.

Wiesztort L., 2011, « *La réinsertion de la nature en ville et le développement durable »*, Thèse de Doctorat de Géographie, 519 pages.

Younes C. 1999, « *Ville contre-nature »,* Paris, éditions La Découverte et Syros, 281 pages.

Contacts : Lille Métropole Communauté Urbaine, Service Environnement du Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais, Mission Bassin Minier.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 14 / WORKSHOP 14

La mise en mouvement des hiérarchies urbaines : l'économie des petites villes comme moteur

Urban Hierarchies in movement: the economics of small towns as a dynamic

Hierarchy and heterarchy in brazil's urban network[1]

Maria Encarnação Beltrão Sposito
Univ Estadual Paulista, UNESP
Rua Roberto Simonsen, 305, Presidente Prudente, Brésil
mebsposito@gmail.com

Marcio José Catelan
Univ Estadual Paulista, UNESP
Rua Roberto Simonsen, 305, Presidente Prudente, Brésil
mjcatelan@yahoo.com.br

Abstract

The ideas of urban hierarchy and heterarchy are discussed in this paper so as to further analyze what composes the present-day Brazilian urban network. Brazil is a vast country, whose land occupation is still in process, and its urban network quick and constant, to say the least. The increase in possibilities of spatial interaction by means of new data and communication technologies in turn make these dynamics ever so intense, thus amplifying the possibilities of multi-scale articulations not only vertically in cities of of different sizes and importance, but also horizontally and cross-sectionwise. The Brazilian urban network, due to its capital actions which promote processes under which territories are produced unequally, has been structured in a most intense manner. Different roles are attributed to cities in the urban network according to their spatial and economic concentrations in each one of those cities, therefore composing a city network which is diverse and uneven, in which spatial hierarchy continues to grow. The reproduction of capital does in fact promote this sort of structure, at the same time as the complexity of spatial and inter-scale interactions expand, thus generating complex articulations which lead us to adopt an idea of complementation of urban hierarchy; the very same methodological purpose of urban hierarchy.

Keywords

urban network, urban hierarchy, urban heterarchy, Brazil.

1 Introduction

Brazil is an extensive piece of land where, for the last 20 years, there have been a series of structural transformations in its economy and society. The occupation of its territory by capitalist means of production is still underway, which means there are areas of great demographic density as well as others that are still poorly inhabited. The intensification of the globalization process directly accelerates economic and social processes, thus demanding and promoting alterations in spatial forms. This trend generates a greater technical and territorial division of labor, revealing itself as an intensification of the inter-urban division of labor, which is characterized by: - the specialization of space, - the amplification of complementarity relations among cities, - and an elevated standard of functional complexity.

[1] *Research sponsored by the Fundação de Amparo à Pesquisa do Estado de São Paulo, Brésil.*

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Historically speaking, Brazil's economic development is based on regional economies, those of which had very few relations with each other in periods such as: Colonial (1500 - 1822), Imperial (1822 - 1989) and the Old republic (1989 - 1930). In other words, each region had their own agricultural and/or mining economy base, and their respective economic relations seemed to be more intense with the Portuguese Crown rather than between other regions.

With the introduction of the agrarian-export economy, an urban network started to come forth in order to meet the needs of the urban-industrial economy. This in fact was the industrialization process, based on the establishing of a national consumers' market, which offered enough conditions for better spatial interactions between different regions of the country.

Due to its recent origins and the processes which previously generated regional economies, a Brazilian urban network is made up of a set of different standards which, among themselves allows us to recognize a social-economic establishment as well as various social-spatial establishments.

A number of features – the strengthening of the State, the industrial development, the set up of a national market – all explain a 20th century trend of economic concentration and centralized decisions which simultaneously indicate: a) the existence of an urban network, even though there were a series of social-spatial establishments; b) the predominance of hierarchical relations in the ordinance of flows which establish themselves and the spatial interactions which reveal them.

Having that trend in mind, the Brazilian Institute of Geography and Statistics (*IBGE*), carried out a series of studies whose goal was to trace regions of influence in Brazilian cities between the years of 1966, 1978, 1993 and 2007 (IBGE, 2008), with the prevalent perspective of urban hierarchy in the analysis. However, in the latest research of that series (IBGE, 2008), it is noticed that in the Brazilian urban network, there is a coexistence of hierarchical and non-hierarchical standards of structure.

CATELAN (2012), while trying to understand the complex movement of spatial interactions between scales which articulate medium-sized cities in the state of São Paulo and other cities, worked under the premise that, in the configuration and the structuring of the urban network, given the articulations that extrapolate hierarchical levels, there are relations which categorize a certain "urban heterarchy". Such approach does not oppose the paradigm of urban hierarchy, but does in fact assist us in the understanding of the articulations generated in the movement of spatial interactions between agents which act in multiple scales.

Therefore, in this paper we propose an analysis of the Brazilian urban network based on these approaches, considering the pair hierarchy ↔ urban heterarchies, as methodological and analytical in order for us to understand the structure and articulations of the Brazilian urban network at the beginning of the 21st century. And to do that, we shall discuss over urban network and urban hierarchy and synthesize the elements of the "*Regiões de Influência das Cidades*" (Regions of Cities' Influences) publication, so that we may in sequence deal with the hierarchy ↔ urban heterarchy pair.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2 Urban network and urban hierarchy

Although the term "network" has been used widely, it is polysemic, and that may lead to imprecisions (SANTOS, 1996: 208). In the last decade, with the diffusion of virtual communication environments (such as Facebook, to name one of the most popular ones), the term "social networks" has been adopted in order to deal with relations that take place in these environments; something which only serves to increase the diversity of acceptance associated with this term. To us on the other hand, it is important to be precise to what we are referring to as being in fact an "urban network".

A lot of the approaches attributed to the concept of urban network[2] and, in the case of French Geography, to which Brazilian Geography is affiliated in its origin, the concern with the study of relations between these cities takes us back to Reynaud, 1841, and Réclus, 1895, (PUMAIN, 1993: 665).

GEORGE (1983) develops this concept from the relations that are established between the city and the region, and reinforces the French tradition of working with that sort of scale, since for him "[...] the urban networks are truly an arrangement from each region" (p. 206).

BEAUJEU-GARNIER (1983: 406) has a similar approach, which comprises the urban network as a spatial fact of repartition of cities in a given 'chunk' of space. An important point highlighted by the author is that the urban network has nothing to do, at least in principle, with location or classification.

CORRÊA (1997: 131) reiterates that "[...] the urban network is the most finished, the best known and most studied of all geographical networks" and still, it is the main synthesis between these networks (CORRÊA, 1999: 69).

ROCHEFORT (1998: 20), starting from a question, proposes elements in order to comprehend the urban network:

Could one suggest referring to an urban network as the organization of urban centers and theirs zones of influence in the interior of a region controlled by a regional center, and an understructure commanded by the national capital?

The fact that the study of the place being situated in one or another of these spatial scales, the differentiation of urban centers rests in a variety of nature causes, and the elements of the urban network, constituted by the diverse types of centers are more numerous, according to the establishment modes of the latter.

This approach contains two analytical categories (form and function), those of which CORRÊA (1989: 70-71) uses to affirm that: "the urban network may be considered as a spatial *form* through which urban *functions* take place", and adds moreover, on the need to report to social *processes* and the capitalist *structure*.

Many authors affirm that there is an ample set of factors and dynamics which constitute the urban network, and that is why the models and theories of idealistic character present so many limits.

[2] On the distinction between the concepts of urban networks, urban systems and urban armor, see Beaujeu-Garnier (1983) and Pumain (1993, p.665).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

In the case of these models and theories, the central idea is that the relations between cities are in essence defined by the market, and that its demands should be met promptly, whilst considering little about the genesis of those cities and their history. ROCHEFORT (1998: 23) reiterates that urban networks don't merely structure themselves considering present needs, but also express what remains of previous phases. With concerns of the same nature, CORRÊA (1999: 67) writes on the historical aspects of geographical networks[3] and DIAS (1995: 12) finds base in the idea that the networks don't appear out of nowhere, but in fact they come out of geographical spaces that are full of social and regional disparity.

SANTOS (1996: 209), on the other hand, reiforces the same idea in highlighting that networks could be examined by genetic or present approaches. At a first instance, they are seen as a process where movements of different times take place, and whose succession is not random; much to the contrary, they always occur whenever a morphological or technical change becomes necessary; something that, according to him, makes it something complex, though fundamental to the reconstitution of their history.

What we intend to reinforce with these highlights is the importance which one must give to the analysis of networks, as well as the retention of its different levels of determination. The diagnostic to a given urban situation in the context of a territory and the geographical possibilities it offers in terms of meeting the demands defined by the market are not enough to understand the urban roles performed by a city, though they may also be levels of determination of the economic and territorial division of labor which is established between cities which make up an urban network.

If on the master plan it is necessary to understand the stage of development of capitalism and its productive forces, it may be necessary on the other hand, to recognize and consider the specificities of different historical formations which organize spatially, in order to analyze the structuring of urban networks which support and express them.

Moreover, this articulation process does not come about in a direct nor simple manner, since regional urban networks or the regions with the least number of urban centers or territories which are virtually without cities integrate themselves into the consumer market generated by industrialization[4], and realize that they are full of history, since their economic, social and cultural past are inscribed in space and shall be part of the new set up and the new relations network being established.

The issue on the genesis and, by coincidence, the search for what makes up the history of a society's urban network, its economy and politics is therefore fundamental, from a number of points of view.

An angle of interest, especially to Geography is that which refers to the ways the flows that articulate the cities themselves and compose the configuration and the existence of an urban network are established.

[3] For a deeper debate on the contemporary purpose of networks of different types and topologies, please see CASTELLS (1999), mainly p. 487 and subsequent pages.

[4] Another author has drawn attention to the intrinsic relations between the constitution of a Brazilian urban network and the process of integration to the national market. See DIAS (1995), OLIVEIRA (1982), SANTOS (1967) CORRÊA (1967), SPOSITO (1992).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

There is a direct link between the concept of urban network and that of urban hierarchy, that being an expression of classification of cities according to a greater or lesser number and the importance of roles which play out in the scope of a network, and, consequently the breadth of the spaces commanded or polarized by them.

Furthermore, not all flows which put forth the relations between cities of an urban network are of a hierarchical type and/or are restricted to one region or national spaces. Presently, it is important to note that there are other logics guiding the structure of urban networks.

CAMAGNI (1993a and 1993b) evaluates that today urban networks have distanced themselves from the supposed Christaller Model, which asserted another closed hierarchy of market zones and centers. CAMAGNI affirms that it is important to consider now that the pardigms of networks, i.e., recognizing the overlap or coexistence of three spatial organization logics (territorial, competitive and network) which correspond to "vertically hierarchical" networks, "of complementarity" and "of synergy and innovation" (CAMAGNI, 1993a: 112). From that perspective, the networks organize themselves not only by hierarchical flows, but also by competitive and/or cooperative relations, as will be dealt with in section 4 of this paper.

CORRÊA (1997a: 133 e 1997b: 112) effectively contributes to the unveiling of defferences between the networks, in distinguishing traces in the their organizational dimension (existence, construction, formalization and organicity), in their temporal dimensions (duration, speed and frequency of flows), as well as spatial ones (scale, spatial and connection forms). These attributes are important to recognizing the degrees of space-time determination of urban networks and the ways they combine elements and constitutive logics for each one of them.

This multiplicity of possible combinations between elements and constitutive logics from networks make them even more complex in present times, where the presence of overlapping material and immaterial flows structure the networks in general and urban ones in particular.

MACHADO (2001: 5) explains that "[...] in the present study of spatial organizations one needs a more complex network than that geographical common sense". Amongst other points the author reiterates that

> [...] the connective study of networks obeys, at least in principle, a theological concept: it selects places according to objectives for which the network is driven for, and not necessarily by the set of endogeneous variables which conform to the place. This process may be selective not only in terms of chosen places, but also by individuals and participating groups. (MACHADO, 2001: 5)

Even after recognizing the connective structure of present urban networks, we should not forget however, about the plurarity of determinations and elements which compose it and, furthermore, that it is in itself a synthesis of other networks since they are simultaneously, according to SANTOS (1996: 220), real and virtual. To him, the material reality of networks is a promise which is realized when communication is established through them, making them real and historically valid. Cities are support points for multiple networks and compose an urban network. This, in turn is an overlap; the sum and synthesis of all types of networks.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Hence, the urban network is real, since it is material and virtual at the same time, since their cities are articulated by means of the transportation of goods and people, as well as by the circulation of data and all natures of value.

The role developed by the advances obtained by means of telecommunication in the last decades is responsible, for the most part, for the growing importance (and not the genesis) of spatial logics configured in the networks. What these telecommuncations in fact provide is the shortening of distance (and not its annulment, as some postulate), as distances are no longer necessarily the central element of the structure of networks.

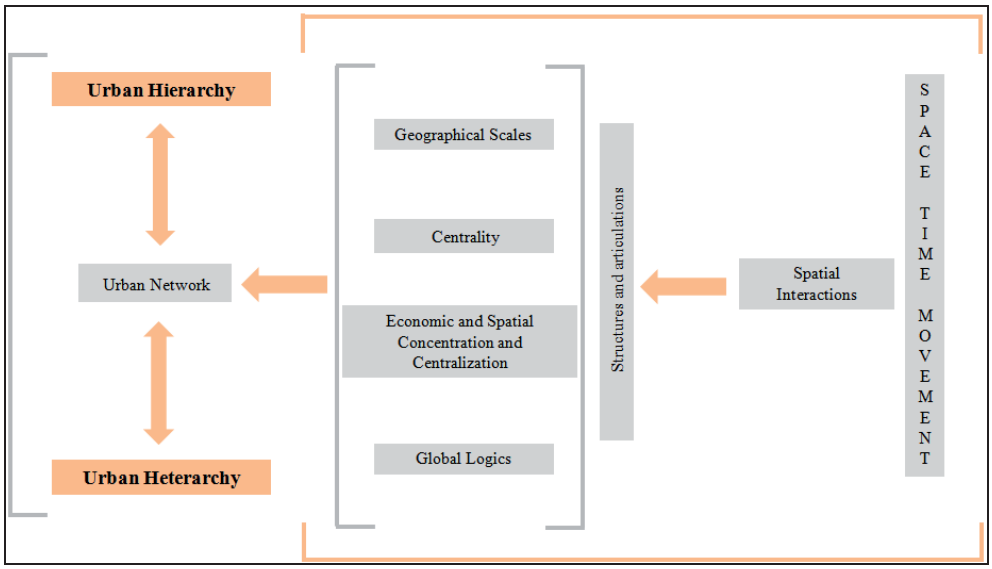
When one analyzes urban networks of the hierarchical type[5], one may notice that they are structured by: a) poles (cities) and their areas of influence, b) the city's importance in the scope of the network, c) the size of the area it commands, d) the distance between it and other urban poles, e) the economic importance and the extension of rural areas which are within its polarization area. It is based not only on the centrality but also in the concentration of capital in the space, and in the interrelation between such points.

This relation between centrality and concentration of capital in the Brazilian geographical space is where we seek to go beyond the simple notion that the Brazilian urban network is hierarchical, with city typologies along with different roles and functions. Hierarchy truly is still expressed in the arrangement and structure of the city networks as well as in the process of articulation of cities in network, though this isn't everything. To say that the Brazilian urban network (or those of other countries or subcontinents) is hierarchical would be relevant, but today it comprises a more relevant methodological purpose, albeit incomplete. If the urban network undergoes transformations, for the most part, due to the reproduction of capital and the inter-scale spatial interactions, it is agreeable to consider that processes, dynamics and logic impose forms and standards of transformation, as in the case of global companies which act locally and regionally, aside from the response-actions of these agents to impositions and demands from global capital.

[5] For a better understanding of the specificities regarding urban hierarchies in "developing nations", please see SANTOS (1967b e 1970).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 1: Theoretical-methodological structure for the reading of combined hierarchy and heterarchy.



Organized by Márcio José Catelan, 2012.

This organogram brings together our analytic perspectives for the conception of the urban network which results in the complex relation between time and space animated by the reproduction movement of society which in our era is that of reproduction of capital. We also adopted spatial interactions such as key concepts, in order to comprehend this reproduction movement between society/capital, understanding that this concept may aggregate a series of other further explaining concepts in regards to the formation of cities in a network and the network of cities.

The Brazilian urban network, and perhaps other networks of cities wherever country they may be, is structured by articulations from the spatialization of significant processes in order to understand the different typologies of cities and especially their unequal position in the urban network. In this paper we have adopted the following as processes, as well as analytical perspectives to be considered: **spatial interactions which articulate the geographical scales**, no longer allowing a fragmented analysis of space in networks from the local, regional, national and international; **centrality**, which allows us to recognize the movement of capital in space, as well as understanding the formation of territory points which gain higher importance given a significant increase of flow in its direction; **economic and spatial processes of concentration and centralization**, the increase and diversification of points in the urban network with a solid presence of commerce, services and industrial and agricultural production; **the effects of globalization**, which imposes a multi-scale scheme over the urban network, where the logic of action from global capital imposes itself on a national scale with significant effects on local and regional scales via response from the acting agents on these scales. Therefore, the idea of complexity on the urban network is structured, to the point where we propose, as illustrated on the organogram, two

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

complementary methodological pathways for the reading of cities in the network and the network of cities – hierarchy and urban heterarchies.

3 The Cities' Regions of Influence

Brazil is known for its studies on the urban network, carried out by the Brazilian Institute of Geography and Statistics (IBGE). This institution has developed research on regions of influence in trying to identify the urban network's hierarchy while classifying cities from the presence and concentration of economical activities which generate inter-urban centrality; mainly those linked to commerce and other services. In these studies, an analysis of the relations between cities and the regions commanded by them was also conducted.

The most recent version of this series, named "*Região de Influência das Cidades* (Cities' Regions of Influence - REGIC)", was first published in 2008, based on research carried out in 2007. This last version provides continuity to a number of projects conducted within IBGE's scope, having as its first milestone, in regards to research on the Brazilian urban network, the study called "*Divisões do Brasil em regiões funcionais urbanas*" (Brazil's Divisions in functional urban regions) from 1966, with the goal of understanding the relations between Brazilian cities based on the demand of the flow of goods and services in Brazilian territory.

Since then, IBGE has sought to demonstrate spatial differences, something deemed of extreme importance in a land containing the territorial dimensions of one such as Brazil, and also due to its regional disparity which permeates its history. Moreover, the series allows us to better analyze changes over time, through this sequence of research which offers us elements in order to evaluate what is modified and what remains in terms of the structure of the urban network and regional polarization. In 1978, 12 years after the pioneering study, the first version of "*Regiões de Influências das Cidades* (REGIC)" was published, followed by a newer version in 1993.

The research that took place in 2007, one which supports the analysis of this paper, was conducted with the following goals in mind:

> *[...] to subsidize state planning and decisions as to the location of economic activities of production, private and collective consumption, as well as providing tools for seeking out knowledge on present social relations and spatial standards from which they emerged. (IBGE, 2008 : 9)*

This study differs from others by the fact that there was the "introduction of new technologies and changes of technical networks, the increase of globalization in the Brazilian economy and the advance of the occupational frontier, which have caused powerful impacts on our land" (IBGE, 2008: 9). For that reason, the fundamentals of this research were extracted from the perspectives of VELTZ (1996), CORRÊA (1996), DEMATTEIS (1999) and OFFNER (2000).

Our research sought to define the centers of the Brazilian urban network by finding data on:

a) Administrative subordination of the public federal sector, in order to better comprehend our public management system;

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

b) The location of companies' branches and headquarters, in order to verify entrepreneurial management;

c) The offer of equipment and services capable of enabling a city of inter-urban centrality.

On the topic of that last aspect, we sought out data on: - aerial links; - hospital admittance flux; - coverage areas of TV broadcasting stations; - college offers; - diversity of commercial activities and services; - bank service offers; - presence of internet domains etc. (IBGE, 2008).

The variables described were chosen in order to define the knots, if you will, of the urban network; in other words, the centers which develop roles of inter-urban centrality. At the other 4,625 cities[6], the material and immaterial flows were studied; mainly those which had been noticed as being more important in the proposed typology. On the chart below, one may see how this typology was organized, and have some basic information on its assembly.

Urban network level	Sub-level of urban network	Number of urban centers	Demographic size (2007)*
Metropolises	Great national metropolis	1	19.5 million inhabitants
	National metropolises	2	Between 11.8 and 3.2 million inhabitants
	Metropolises	9	Between 5.6 and 1.6 million inhabitants
Regional capitals	Regional capitals A	11	Median of 995 thousand inhabitants
	Regional capitals B	20	Median of 435 thousand inhabitants
	Regional capitals C	39	Median of 250 thousand inhabitants
Sub-regional centers	Sub-regional center A	85	Median of 95 thousand inhabitants
	Sub-regional center B	79	Median of 71 thousand inhabitants
Centers of zones	Center of zone A	192	Median of 45 thousand inhabitants
	Center of zone B	364	Median of 23 thousand inhabitants

Source: IBGE (2008)
** There are overlaps in the demographic intervals, since this aspect was not a defining factor in the layers which compose this typology.*

[6] According to legislation, in Brazil every headquarters of a municipality is in itself a city. In 2007 the country had 5,564 municipalities, those of which these 4,625 did not exert central roles, being that 85% of them had less than 20 thousand inhabitants (IBGE, 2008).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

From a spatial point of view, Figure 2 contains a synthesized map where the configuration of the Brazilian urban network is represented from the flows which conform the relations between cities contained in the chart, as well as the cities which polarize, thus conforming the cities' regions of influence.

The analysis of cities of greater or lesser centrality is established as a basis in a standard of vertical interactions, as clearly seen in figure 1. According to this map, Brazil is seen from the flows which reveal studied spatial interactions per analytical paradigm of hierarchical character.

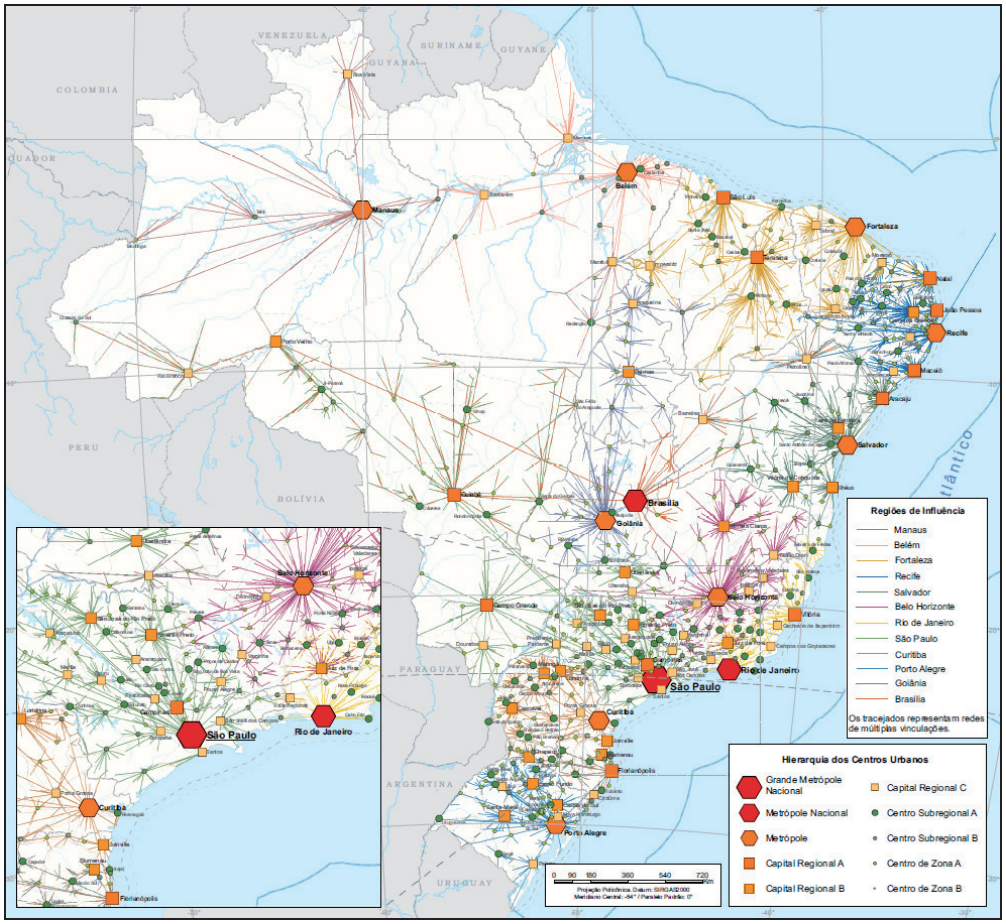
In regards to the hierarchical idea between urban centers, the proposal is still based on Christaller's conception (1966), in his *Theory of Central Locations*, which still today is capable of explaining the way in which the Brazilian urban network is set up.

From the point of view of the distribution of command centers over national territory, the greater urban density in the coastal areas is notorious; the result of colonial periods where direct relations between Brazil and Portugal were carried out by cities which were important in order to assure political dominance, as well as commercial exports relations with Europe.

When studying this coastal area in greater detail, São Paulo clearly stands out as being the densest territory, which represents the mid-south of the country, where the presence of metropolises and medium-sized cities is important and where the most intense flow of people and merchandise irradiates from. The importance of this area to the country reveals the action of capital reaching a rationality of space "an expression which serves certain portions of territory, whose material and political conditions allow for a usage which is considered productive by economic, social, cultural and political players, capable of rationality" (SANTOS, SILVEIRA, 2002, p. 306).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 2: Brazilian Urban Network, 2007



Source: REGIC, 2008.

Not only in this REGIC (2008), but in previous others as well (1978 and 1993) the study of urban networks, analyzed by means of articulation between cities and regional spaces is noticed.

Nevertheless, the complexity disseminated by the spatialization of the globalization process brought to studies of urban networks a series of logics of capital articulation which extrapolate the hierarchical standard that seeks to comprehend the relation between cities. One way we sought to observe such change was by recognizing that cities began to perform multiple roles in the urban network.

At the introduction of the document (IBGE, 2008: 9), there are clear references to the fact that the urban network does in fact contain an "architecture" if you will, formed by material flows of a hierarchical standard and more dynamic points articulated with the global networks. That would be why there is a reference to the Camagni and Salone proposal (1993), which considers horizontal, non-hierarchical relations of complementarity and cooperation. However, by the nature of adopted variables and by the difficulties in attaining for the national scale of such flows, as we have tried to demonstrate, IBGE's typology maintains its conception of verification of vertical interactions by organizing the urban network.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

4 Hierarchy and urban heterarchies

At present, the division of space isn't given exclusively by hierarchical principles, but combines specialization, complementarity and competition, according to RONCAYOLO (1990: 65) The changes which took place in the last quarter of the 20th century demonstrate that multiple network flows establish themselves, placing cities into evidence, according to the logics which respond to different regional divisions of labor which overlap and are overlapped, denoting that space is, as highlighted by Milton Santos, "an unequal accumulation of time".

There is more than one logic behind the structure of an urban network, since there are diverse technical means of circulation which respond to equally distinct demands, making the existence of more than one logic more evident. This occurs not only due to the changes over the course of time, but also, above all due to the combination of different constitutive determining elements of the urban network given in a diverse way in each piece of territory, in each region, and in each country or continent.

Today, the weight in the the changes derived from possibilities created by the technical advances is notorious, since they make new forms of configuration and structure of urban networks more viable. Despite that, one must be cautious in regards to the tendency to overvalue technical roles, especially in a country such as Brazil, where their density and distribution does not reach the level of central economies of advanced capitalism. OFFNER (1993: 236-237) points out that technical devices are social constructs, and should not, therefore, be conceived of as engines of change.

The "[...] meaning of the technique is essentially a political one", since it "[...] objectively and subjectively – is built by social actors, i.e., within the context of society itself" (BENAKOUCHE, 1999: 2) In present day, the articulations between these different scales of realization in economic, social and political life are viabilized by the existence of technical networks which reconfigure urban networks, but these networks are not the subjects of this process[7].

Recognizing the possibilities offered by technical advances in order to have new forms of relations between individuals, companies, institutions and places does not mean that network relations are the sole forms where relations take place.

LÉVY (1994: 313) affirms that "[...] the other option to fight against the distance which represents *telecommunication* equalizes situations, creating ubiquitous diffusions" (author's emphasis) remembering that a certain number of functions demands physical contact and direct communication, since, for him, the [...] tele-sociability does not erase the city, if not by lesser interactive and/or more banal relations, something which, in certain domains (political life, for one), is far fom being negligible. What remains from the urban order is benefitted by the ubiquity of imaterial networks for instigating its attractions and its hierarchies until even the most remote outskirts. The opposition between points of a given territory can no longer be fundamented in the access to services, but over the internal or external character of accessibility. (LÉVY, 1994: 313-314).

[7] For a deeper analysis on the relationship between technology and society, please see Benakouche (1999).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

The present Brazilian urban network results from the occupation of territory in the course of a complexity of inter-scale spatial interactions which reach an international scale. They come from material dislocations of material and personal goods, as well as from the circulation of data, ideas and values, as previously emphasized. The present complexity in the structure and articulations which form the Brazilian urban network is assumed in this paper as a methodological commitment in order to move beyond the hierarchical paradigm, and for that we adopted the concept of urban heterarchy, developed by CATELAN (2012), in order to analyze it as a pair of perspective of urban hierarchy.

Our methodological proposal rests upon four analytical perspectives and modes of reading the urban network and the inter-scale spatial interactions which contain:

a) differentiation of territorial basis, worked on by ULLMAN (1980), as well as the perspective of spatial interactions;

b) articulation between dialectic pairs so that one may understand the spatial movement where interactions occur; something that, for CHEPTULIN (1982), was a way to comprehend the complexity of space;

c) relations between processes and dynamics by means of networks, which CAMAGNI (1993) values by the analysis of dislocation in space, as a way to understand the construction of standards in networks;

d) spatial interactions as reflexes of social reproduction, promoting an increase in the interconnection between cities and networks, as seen by CORRÊA (1997) with a theoretical-methodological elaboration capable of showing us exits to the relational movement in space.

This relational movement brings complexity as a condition of the contemporary Brazilian urban network. The concept of spatial interactions encompasses perspectives of mentioned authors and allows us for a more dynamic reading between geographic scales, and for that we added the adjective "inter-scale" to the concept of spatial interactions; something already used in Catelan (2012). Another aspect in regards to the construct of a theoretical-methodological framework for the dynamic reading of the Brazilian urban network is the differentiation that this author makes between the interactions to a concept capable of explaining the relational movement to space. The author stresses that due to those two conditions we have:

Urban territorial interactions are flows and material means as to how cities inter-relate in the scope of networks, due to the actions of their agents. Those interactions reinforce the constitution of a territorial base, better observed in local and regional scales, but that also have strength in national and global scales.

Urban spatial interactions also refer to the former, though, besides that, they may be the movement through which the process of urbanization is produced, determined by the interests of agents and spatialized capitalist forces. A result of this process we have cities and urban networks. (CATELAN, 2012: 47, author's emphasis)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

These definitions are of relevance to us, so that, in the urban network, while a scheme that joins cities in a certain territory, on multiple scales, where the flow of people and material and immaterial merchandise reign, and the concept of interaction isn't mistaken as a mere synonym flow, despite the fact that it also may refer to them. On our part, we proposed using the concept of **inter-scale spatial interactions** as a category in the scope of geographical studies, since it offers reading elements for the dynamics, processes and logics which compose the urban network. From them, we may look at the constitution of roles and functions of cities, their nature of flows, territorial differentiation, and finally the movement and forces which transform space in the network.

For CORRÊA (1997), from spatial interactions one may approach the relational movement in space in two ways: (i) through the **space-time variability of standards of interaction**; (ii) and the **geographical networks**. By adding these two interpretative manners of interaction movements we have, as pointed out by Corrêa (1997, p. 300), "another significant division of labor and a distinct geographical position from those central locations".

The transformations from the reproduction of capital printed in space, establishing networks of cities and connecting cities to networks, significantly modifies and diversifies the roles and functions of cities in the urban network set on multiple scales. Change and diversification of roles and functions of a city in regards to another is given by relations in the urban network as well as their hierarchical paradigm, still in force. Due to such relations, two forms of organization in the Brazilian urban network begin to coexist. One way it is directly associated to the **structure** of the network, configuration, the design of the urban network in space which is hierarchical, with urban centers arranged by levels of importance, commonly understood from how much logic and force on multiple scales the capital of these urban centers were able to aggregate – that is **urban hierarchy**. Another form is that organized by articulations, something not so clear to the eyes of the hierarchical paradigms, nor as organized in space, where the inter-scale interactions of the logics no longer generate more univectorial and hierarchical models – something CATELAN (2012) calls **urban heterarchy**.

Urban hierarchy is the possibility of a typological construction in the urban network since it allows for the classification of cities by their different roles and functions which change according to the set of adopted variables, and shows the relation between permances and the new. The "urban heterarchy is, therefore, the possibility to comprehend the interstices generated in the hierarchical structure of the urban network and in the complex scheme of inter-scale urban spatial interactions [...]" (CATELAN, 2012: 60). Therefore we have a hierarchical and heterarchical perspectives as a means to understand the Brazilian urban network; hence we have the pair – hierarchy ↔ heterarchy –, as well as a possible proposal to better comprehend the structure and articulations of urban networks and other national formations.

Both forms of understanding the set up and the relations which are built in the urban network are generated by the action of capital in spaces and territories. Nowadays the effects of globalization in Brazilian territory are undeniable, and for that reason, this process must be taken into consideration so that we may further

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

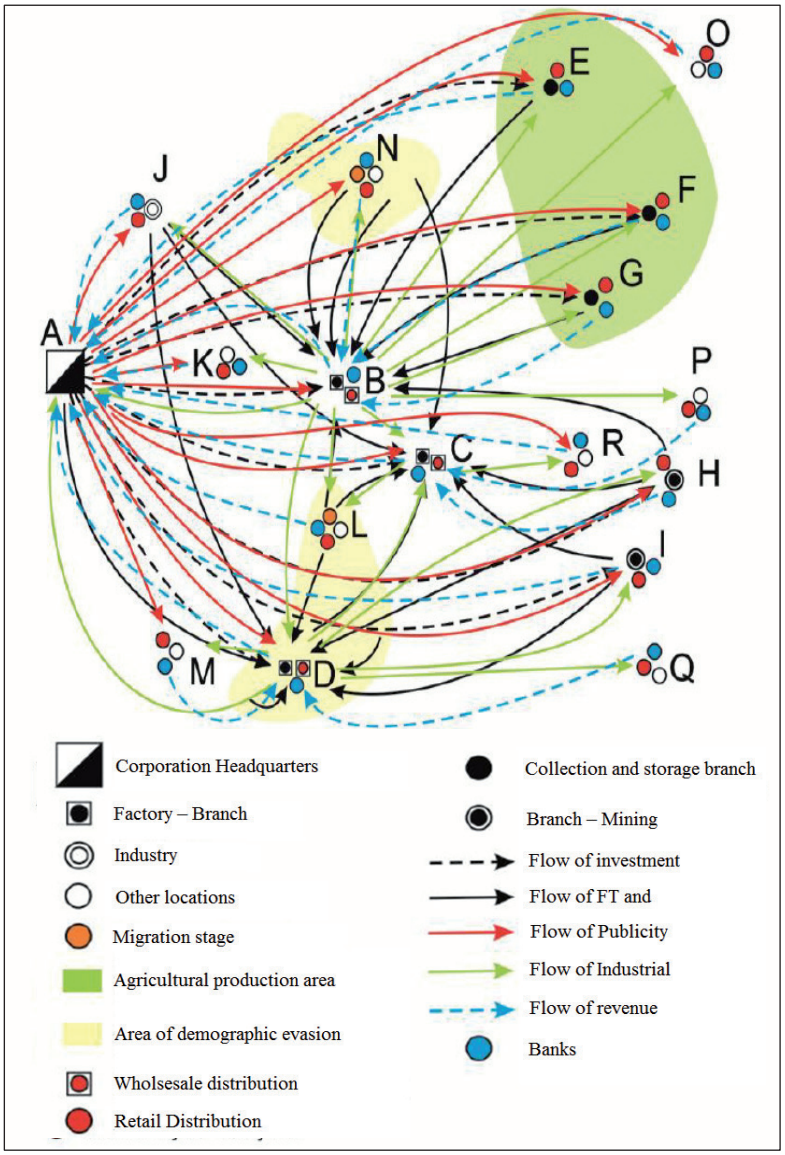
understand the content of the urban network in order to go beyond the hierarchical paradigm.

Figure 2, created in the celebrated study *Interações Espaciais* (Spatial Interactions) by CORRÊA (1997) and adapted by CATÃO, REOLON and MIYASAKI (2010), demonstrates the relation between structure and articulation, between hierarchy and heterarchy. The detailing of the items in the legend shows us that the hierarchical construction is an arrangement made up from the reunion between two or more variables, therefore a methodological construct, which leads to study models in trying to show the structure of space in networks. The concentration of capital in space, something which generates centralities in the urban network, is seen starting from this set, and may be relative depending on which are the chosen variables. As we observed in figure 3, there are points of a portion of the urban network, which go from A to Q, commanded by the action of a company throughout its productive circuit. Each one of these points contains its level of importance, considering the activities attributed to them. Point A is the headquarters of the corporation, though it is relevant to observe that the flows converge not only to this point, but to others as well, with territorial interactions converging, above all between other points before reaching center A. Some command points are highlighted in the urban network, whatever the analysis scale may be, such as, for instance, point B, which represents banks and financial activities, as well as point D, which gathers banks, a factory branch and a distribution retail outfit. This demonstrates the importance of the capital's spatial concentration process so we may better understand the urban network from a reading of the pair hierarchy ↔ heterarchy.

We have already seen this relation of centrality when working previously with figure 3, which showed us a Brazilian urban network expressed by the capital, economic and spatial concentrations, with results on the roles and functions measured from the centrality that this concentration provides.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 3: Reproduction cycle of capital and space overlap



Source: CATÃO, REOLON and MIYASAKI, 2010.

We brought the issue of geographical scales to this movement of transformation and inter-scale spatial interactions, something which on the hierarchical paradigm appears in fragmented and segmented form, and on top of that, due to its importance in relation to others, it pervaded the methodological elaborations used for the analysis of relations of the urban network.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Conclusions

By accepting the growing importance of immaterial flows in the constitution of relations which structure urban networks, one may recognize that fluidity is the element that defines the degree of accessibility capable of making relative the distances and the hierarchies which organized past networks by allowing, within their scope, competitive or cooperative relations between cities of different sizes.

In spite of that, one must recognize that fluidity is not a technical category, but a socio-technical entity, as emphasized by SANTOS (1996: 219), who, in order to characterize it, stressed that present fluidity is the result of a combination of three possibilities, provenient from the existence of: "1) perfect universal forms; 2) universal norms and, at the same time, universal de-regulation; 3) universal data, which also is a basis for universal discourse".

This fluidity is revealed in space and time, since it designates the relativization of the extension and duration of phenomena and dynamics. On the other hand, the circulation of immaterial ideas, of information and capital in its financial form amplifies the possibilities for the constitution urban networks, whose cities participate simultaneously and selectively in local, regional, and even national and international spaces.

One must still note however, that cities which constitute an urban network, do in fact participate in them and/or in other networks, according to continuous spatial logics (as is common in relations established in a hierarchical manner) and discontinuous ones (as may occur in the case of defined flows according to the logics of cooperation).
In the case of Brazil, as well as in other capitalist nations, the relations between cities, in lands of greater or lesser density, are being commanded more and more by the relations between production and consumption. These depend on the technical density of the points that make up the network, especially when the distribution of such conditions is not on equal terms throughout the land, as is the case in Brazil. Alternatively, the multi-scale level must be observed carefully, such as in a period when there is a greater amplitude in the action of agents and institutions as an important vector in redefining the social and territorial division of labor.

The urban network continues to be hierarchical, but now, with inter-scale spatial interactions, it produces a space with greater fluidity and malleability in scale.

The perspective from the geographical scale not only aids us in explaining urban hierarchy, as also capital organizes space in a network through connections and by spatial selectiveness, as well as helping in explaining urban heterarchy, since its connections and articulations of various types compose spatial interactions.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Bibliographical references

Beaujeu-Garnier, Jacqueline, 1980, Geografia urbana, Lisboa: Fundação Calouste Gulbenkian.

Beaujeu-Garnier, Jacqueline, CHABOT, Georges, 1970, Tratado de Geografía Urbana, Barcelona: Editorial Vicens-Vives.

Benakouche, Tâmara, 1999, <<Tecnologia é sociedade: contra a noção de impacto tecnológico>>, Cadernos de Pesquisa, Nº. 17, pp. 1-22.

Catão, Rafael; Reolon, Cleverson Alexander e Miyasaki, Vitor Koiti, 2010, <<Interações Espaciais: uma reflexão temática>>, Revista Caminhos de Geografia, vol. 11, Nº. 35, pp. 231-239.

Catelan, Márcio José. Heterarquia Urbana: Interações Espaciais Interescalares e Cidades Médias [tese]. Presidente Prudente: Universidade Estadual Paulista; 2012.

Camagni, Roberto. Réseaux de coopérations et réseaux de Villes: éléments pour une thérorisations et une taxonomie. Colloque Mutations Économics et Urbanisation. 1993b; Lyon. Actas Lyonca: 65-85.

Camagni, Roberto, 1993a, <<Organisation économique et réseaux de Villes>>, in: SALLEZ, Alain. Les villes, lieux d'Europe. Paris: Éditions de l'Aube, pp. 107-128.

Castells, Manuel, 1999, A sociedade em rede, São Paulo: Paz e Terra.

Cheptulin, Alexandre, 1982, A dialética Materialista: categorias e leis da dialética, São Paulo: Editora Alfa-Omega.

Corrêa, Roberto Lobato, 1999, <<Redes geográficas – cinco pontos para discussão>>. in: Vasconcelos, Pedro de Almeida; Silva, Sylvio Bandeira de Mello (Dir.). Novos estudos de geografia urbana brasileira, Salvador: Editora da Universidade Federal da Bahia, pp. 65-70.

Corrêa, Roberto Lobato, 1997. <<Interações Espaciais>> in: Corrêa, Roberto Lobato, Trajetórias geográficas, Rio de Janeiro: Bertrand Brasil. pp. 279-318.

Corrêa, Roberto Lobato, 1997a, <<Dimensões da análise das redes geográficas>>. in: Silva, José Borzachiello da *et al.* A cidade e o urbano, Fortaleza: Universidade Federal do Ceará, p. 131-136.

Corrêa, Roberto Lobato (Dir), 1997b, Trajetórias geográficas. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil. 302 p.

Corrêa, Roberto Lobato, 1989a, O espaço urbano, São Paulo: Ática, 94 p.

Corrêa, Roberto Lobato, 1989b, Rede Urbana, São Paulo: Ática, 96 p.

Corrêa, Roberto Lobato, 1967, <<Os estudos de redes urbanas no Brasil>>. Revista Brasileira de Geografia. Nº. 4, pp. 93-115.

Christaller, Walter, 1966, Central places in southern germany, Englewood Cliffs: Prentice-Hall, 230 p.

Dias, Leila Christina, 1995, Réseaux d'information et réseaux urbain au Brésil, Paris: L'Harmattan.

George, Pierre 1983, Geografia urbana, São Paulo: Difel.

Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística, 2008, Regiões de Influência das Cidades/2007, Rio de Janeiro: IBGE, 201 p.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Lévy, Jacques, 1994, L'espace légitime, Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Machado, Lia Osório, 2001, <<Movimento de dinheiro e tráfico de drogas na Amazônia>>. Discussion Papel Series nº 22. Consulté: www.unesco.org/most/ds22por.htm.

Offner, Jean-Marc, 1993, <<Les effets structurants du transport: mythe politique, mystification scientfique>>, L'espace géografique, Paris, n. 3, pp. 223-242.

Oliveira, Francisco de, 1982, <<O Estado e o urbano no Brasil>>, Espaço & Debates, Nº. 6, p. 35-54.

Roncayolo, Marcel, 1990, La ville et ses territoires, Paris: Gallimard.

Rochefort, Michel, 1998, Redes e Sistemas: ensinando sobre o urbano e a região, São Paulo: Hucitec, 174 p.

Santos, Milton; Silveira, María Laura, 2002, O Brasil: território e sociedade no início do século XXI, Rio de Janeiro: Record, 478 p.

Santos, Milton, 1996, A natureza do espaço, São Paulo: Hucitec, 392 p.

Santos, Milton, 1967a, <<Crescimento nacional e nova rede urbana: o exemplo do Brasil>>, Revista Brasileira de Geografia, Rio de Janeiro: IBGE, ano 29, Nº. 4, pp. 78-92.

Santos, Milton, 1967b, A propos de hiérarchie urbaine et des possibilités d'interventions em pays sous-développée. in: FOURMARIER, P. et al, Mélanges de Gégraphie. Bélgica: Gembleux, 1967b, pp. 338-342.

Sposito, Maria Encarnação Beltrão, 1992, <<Cidade: espaço e tempo (ensaiando a reflexão)>>, Revista de Geografia,. São Paulo: UNESP,Vol.11, 1992a, pp. 89-97.

Pumain, Denise, 1993, <<Les systèmes de villes>>. In: Bailly, Antoine *et al.* Encyclopédie de Geographie, Genebra: Economia, p. 663-681.

Ullman, Edward L., 1980, Geography as Spatial Interaction, Seatle and London: University of Washington Press.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Les villes petites et moyennes des espaces ruraux pampéens

Christophe Albaladejo,
INRA, Toulouse
christophealbaladejo@gmail.com

Laurence Barthe,
UMR Dynamiques rurales, Université de Toulouse II-Le Mirail
barthe@univ-tlse2.fr

Roberto Bustos,
Universidad National del Sur, Bahia Blanca, Argentine
usbustos@uns.edu.ar

Mariano Iscaro,
Universidad de Mar del Plata, Argentine
marianoiscaro@hotmail.com

Marcela Petrantonio,
Universidad de Mar del Plata, Argentine
petrantonio@gmail.com

François Taulelle,
UMR LISST-CIEU, Université de Toulouse II-Le Mirail.
francois.taulelle@univ-jfc.fr

Résumé

La Pampa argentine est le plus souvent perçue comme un espace de vastes étendues agricoles. Le front de l'agriculture céréalière, en particulier la culture du soja, repousse toujours un peu plus l'élevage, élément fondateur de cette agriculture. Pourtant, un système urbain hiérarchisé maille cette partie de l'Argentine. Ce système urbain a été organisé essentiellement au moment du développement du chemin de fer pour exporter la production agricole. Aujourd'hui, dans cet espace privé de chemin de fer, les villes moyennes contrôlent de vastes étendues parsemées de pueblos, villages ruraux. La communication a pour objet d'analyser, dans un contexte de décentralisation affirmée, comment le pouvoir municipal organise la gestion de son territoire et le fonctionnement de la vie municipale. Trois villes moyennes et leurs pueblos font l'objet de cette étude.

Mot-clefs

Argentine, décentralisation, villes moyennes, petites villes, réseaux d'acteurs, municipalités.

L'image de la Pampa argentine est associée le plus souvent à de vastes étendues planes à l'horizon infini, de vastes champs cultivés où circulent les machines agricoles et de grandes prairies sur lesquelles paissent des vaches. Les cultures pratiquées sur de vastes surfaces sont basées sur la production d'oléoprotéagineux et de céréales et surtout sur la production de soja transgénique mobilisant la

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

technique du semis direct (sans labour) réclamant un emploi massif de désherbant (le glyphosate) afin de lutter contre les mauvaises herbes qui ne sont plus contrôlées mécaniquement par le labour. Ces productions repoussent l'élevage. Dans ce cliché agricole des espaces ruraux pampéens, les villes n'apparaissent pas. Pourtant un système urbain hiérarchisé maille cet espace agricole de l'Argentine, à tel point que chacune des villes petites et moyennes de 5.000 à 100.000 habitants est le chef lieu d'un district (*partido*) qui est non seulement le siège d'un gouvernement local (*Intendencia*) et d'une administration municipale (*municipio*), mais aussi le centre d'une bourgeoisie rurale et d'institutions locales lui donnant une certaine capacité d'action sur les espaces alentours. Notre analyse porte sur la région pampéenne, et plus particulièrement sur la zone agricole de la province de Buenos Aires. Il s'agit d'une province qui fait plus de la moitié de la superficie de la France. C'est la ville de Buenos Aires qui structure la hiérarchie urbaine de la région pampéenne, même si d'autres grandes villes de près d'un million d'habitants telles que la capitale provinciale de La Plata, ou la ville-port de Rosario font partie de cet espace. Afin d'éviter de ne voir que l'influence urbaine de cette mégapole de plus de 12 millions d'habitants, nos recherches se sont intéressées à la partie sud de la province, à savoir dans les zones d'influence des zones urbaines des villes moyennes (de 80.000 à 300.000 habitants) de Bahía Blanca, Quequén-Necochea (ports et villes industrielles), de Mar del Plata et Tandil (villes touristiques) et d'Olavarría-Azúl (villes industrielles et agricoles).

Le travail de terrain effectué par le biais d'entretiens semi-directifs auprès d'élus locaux et nationaux, d'agents de développement, de responsables associatifs, syndicaux, d'acteurs économiques nous a conduit à analyser les configurations d'acteurs dans trois *partidos* (Necochea, Villarino et Tandil) de la Province de Buenos-Aires qui compte au total 135 *partidos* (densité de 2hab/km2). Ces trois études de cas nous ont permis d'interroger le rôle du *municipio de la ville moyenne* en tant qu'acteur potentiel de développement territorial.

Cette communication s'intéressera d'abord à la logique géographique de l'émergence des villes et en particulier des « petites villes » dans l'espace pampéen. Le second temps sera consacré à l'observation des systèmes de gouvernance des municipalités. Certes ces gouvernements municipaux disposent de nombreuses compétences, mais dans un contexte de faible maîtrise locale du budget, ils deviennent exécutants des budgets nationaux afin de faire fonctionner des services le plus souvent dans des conditions très difficiles : entretien des rues, routes, déchets, éclairage public etc.

Enfin, le troisième temps présentera les relations entre acteurs socio-économiques qui se trament au quotidien pour faire fonctionner la petite ville dans le contexte décrit en seconde partie. Dans ce qui apparaît comme un « bricolage institutionnel », nous mettrons en évidence le rôle de systèmes locaux juxtaposés émergeant de cette nébuleuse d'acteurs.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1 Le tissu urbain pampéen de la Province de Buenos-Aires

1.1 Un semis de villes issues de la colonisation et du train

La grande plaine pampéenne n'a pas capitalisé une histoire humaine d'occupation du territoire aussi longue que celle de la partie andine ou du Nord-Est du pays. En effet, au moment de la conquête espagnole, cet espace se présentait comme un milieu hostile à la colonisation : pas d'herbivores à chasser ou très peu, pas de cours d'eau permanents, pas de bois de construction ni même de chauffage, pas de refuges naturels contre les intempéries ou encore pas d'établissements humains permanents. Les premiers bateaux espagnols chargés de militaires sous la conduite de Pedro de Mendoza ont de ce fait du abandonner rapidement le siège de la première fondation de la ville de Buenos Aires (en 1536) pour rentrer en Espagne ou, pour une partie d'entre eux, aller fonder Asunción 1.000 km plus au Nord, là où la forêt tropicale et les établissements guaranís pouvaient permettre une existence plus facile. Même si Juan de Garay refonde Buenos Aires depuis Asunción 44 ans plus tard, cette partie du pays ne se développera pas pendant plus de trois siècles, tandis que le Nord-Ouest argentin sera lié au développement important des mines de Potosí (se spécialisant notamment dans l'élevage de mules dans des estancias pour les mines) et le Nord-Est verra l'éclosion des missions jésuites sur la base d'un peuplement originel de guaranís. Il y aura même pendant longtemps une interdiction pour Buenos Aires de faire du commerce avec l'Espagne, pour éviter de concurrencer Potosí. De toutes les manières cette interdiction n'était guère nécessaire car il était bien plus facile de faire venir les produits espagnols par bateau, même s'il fallait décharger et recharger sur un autre bateau pour passer la petite bande de terre de l'actuel Panamá, que de faire traverser cette grande plaine par des chars à bœufs depuis Buenos Aires jusqu'à Tucumán ou Salta (le coût de transport Buenos Aires-Tucumán par la terre était plus de 20 fois supérieur à celui du voyage en bateau de Séville à Buenos Aires !).

Cette très rapide considération historique nous permet de comprendre que la colonisation et le développement des villes de la région pampéenne ne se sont produits que tardivement, il y a deux siècles pour la partie Nord et il y a à peine plus d'un siècle pour la partie sud qui concerne cette étude. Les travaux récents des historiens montrent bien que la partie Sud n'était pas il y a un siècle un « désert » et qu'elle disposait au contraire d'établissements humains permanents (comme Bahía Blanca) composé par des créoles d'origine espagnole commerçant avec les populations d'amerindiens (Mapuches notamment) qui faisaient le lien avec l'actuel Chili, intégrant de façon permanente une partie d'entre eux. Cependant, l'espace pampéen ne fera l'objet d'un plan systématique d'occupation qu'après la fameuse « conquête du désert » du général Julio Argentino Roca (qui deviendra président) en 1879, une campagne militaire d'élimination de l'occupation amerindienne, et surtout avec l'avènement de l'Etat moderne attribuant et quadrillant tout le territoire.

Cette systématisation ne deviendra cependant effective qu'avec le développement du chemin de fer à la fin du XIXe siècle et au début du XXe. Le chemin de fer a été installé à partir des grands ports (Buenos Aires, Rosario, Bahía Blanca,

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Quequén…) par des compagnies étrangères (anglaises essentiellement) dans le but d'exporter des céréales et, de façon plus large, d'installer et intégrer au marché mondial une population de colons et de travailleurs agricoles rendant possible cette production destinée à être exportée vers l'Europe ou le Brésil. Chacune des stations du chemin de fer a donné lieu à l'installation d'un « village », centre de services d'une zone agricole correspondant aux bâtiments d'exploitation et de résidence des employés d'une grande estancia ou selon les cas à la zone centrale d'une colonie d'exploitants familiaux. Ces villages étaient le lieu de vie des employés des commerces locaux et des nombreux ouvriers chargeant les sacs de céréales sur les wagons. Ils étaient le lieu de l'emplacement de l'école primaire et de l'église ainsi que des clubs sociaux. La vie sociale était encore, il y a deux générations, très forte dans les estancias (où des fêtes et travaux des champs rassemblaient des gens de conditions sociales très différentes, et plus encore dans les « parajes », sortes de hameaux organisés autour du bar-épicerie (la *pulpería*) et rassemblant quelques familles d'exploitations de petite taille ou d'ouvriers agricoles. Les villages n'étaient pas « les » centres de la vie sociale car celle-ci a été décrite par nos interlocuteurs les plus âgés comme relativement diffuse dans l'espace rural d'habitat dispersé, mais ils étaient d'importants centres de services disposés de façon systématique dans un espace quadrillé par le chemin de fer et fortement reliés à un port d'exportation. Si la production exportable était l'objectif de cette organisation spatiale, et notamment de cette hiérarchie urbaine et de « petites agglomérations de campagne », les rôles sociaux étaient clairement définis par rapport à une société agraire traditionnelle : c'étaient les patrons de grands domaines (*estancieros*), les employés responsables d'une partie de la gestion (*administradores*, *capataces* qui étaient un peu l'aristocratie du salariat agricole), les ouvriers agricoles (*peones*), les fermiers (*arrendatarios*) et les exploitants familiaux ou colons (*chacareros*). On a donc ici une structure sociale et spatiale profondément axée sur le monde social des campagnes.

Avec l'avènement de la modernisation agricole des années 1960-70, s'est développé un nouveau type d'agriculteur considéré comme la seule figure d'avenir : le « producteur ». Cette catégorie prend forme par l'agglomération entre les plus actifs des *estancieros* peut être du fait de la moindre taille de leurs propriétés (de 500 a 1000 ha) et les plus aisés des *chacareros* (250 a 500 ha). Défini par ce qui est unanimement mis en avant comme son rôle essentiel dans la société argentine (la production), il est un homme (pour reprendre les mots efficaces de Romain Gaignard, 1979) « motorisé et véloce ». Les routes se développent en effet, d'abord de terre ou de graviers puis d'asphalte, et le producteur (tout comme l'ingénieur agronome) passe son temps à faire des allers retours entre la ville et la campagne dans sa camionnette (*pick-up*). Ce n'est pas seulement des innovations techniques agricoles (tracteur notamment) et la route qu'il a fallu inventer pour faire émerger la figure du « producteur », c'est aussi et surtout la petite ville active agricole.

Certains *pueblos* en effet, bien situés au sein du réseau routier et dans l'architecture urbaine régionale, deviennent rapidement de petites villes de 5.000 a 50.000 habitants disposant de tous les services de proximité : supermarché, agence de développement, coopérative, services administratifs (de fait un grand nombre de ces petites villes sont les chefs lieux de district), clubs sociaux, hôpital de base, ateliers mécaniques, services vétérinaires. Et surtout ces petites villes sont le siège

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

de « la » grande institution d'organisation spatiale de la période et de socialisation hors de la famille: l'école secondaire. Celle-ci devient en effet l'objectif obligé des familles, voire un tremplin vers l'université car c'est l'époque du rêve d'ascenseur social par les métiers urbains de cette nouvelle catégorie sociale du « producteur » : « mon fils sera docteur ! ». Ce choix se fera clairement au détriment de la succession sur l'exploitation. Rapidement l'épouse du producteur vient en ville avec les enfants, plus près du collège, et le producteur finira par suivre cet exemple lorsqu'il acceptera de faire des allers retours quotidiens pour aller sur l'exploitation.

Ces petites villes actives comme les appelle déjà Gaignard dans sa thèse doctorale en 1979 vivent au rythme de la production agricole et elles dépendent pour leurs dynamiques non seulement économiques mais aussi socio-politiques d'une nouvelle bourgeoisie rurale : celle des producteurs.

Les espaces ruraux pampéens se trouvent ainsi fortement centrés sur de petites villes qui maintiennent une identité agricole (concept « agroville » cf. Albaladejo, 2012) mais qui sont porteuses d'identités urbaines. Deux transformations majeures sont intervenues dans ces espaces au cours des dernières années : d'abord, une chute démographique des *pueblos* au profit des villes moyennes plus attractives. Ensuite, le chemin de fer a disparu progressivement, abandonné au profit du transport par la route. Cet abandon est intervenu par exemple à La Dulce en 1978. Par la suite, c'est la privatisation générale organisée par Carlos Menem, Président de la République de 1989 à 1999 qui met à terre l'ensemble du réseau.

1.2 Trois villes moyennes et des pueblos

L'organisation administrative du territoire pampéen fonctionne à partir de l'unité de base qui est le *partido*. C'est le territoire d'action du *municipio* qui est localisé dans une ville (pas toujours la plus importante en taille) et rayonne sur les *pueblos*, petits bourgs de moins de 2000 habitants. On peut ainsi traduire *municipio* par Municipalité, pourvoir élu qui gère le *partido*. La ville chef lieu est en réseau avec les *pueblos* que l'on peut traduire par « communautés rurales » de moins de 2000 habitants. Carneiro (2008) écrit à ce sujet, que le *pueblo rural* est une « référence identitaire, d'appartenance sociale et de reconnaissance culturelle en lien à un espace ». Dans ces *pueblos*, la relation avec le secteur agricole rythme fortement l'activité économique et sociale. A partir de 2000 habitants, quand les fonctions se diversifient on peut parler de petites villes. Dans les cas choisis, selon la taille et les fonctions des objets étudiés on parlera de petites villes, de villes moyennes ou de *pueblos*, trois formes que l'on rencontre dans le *partido*, administré par le *municipio*.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau 1 : Population de la Province de Buenos Aires, Municipalités du sud-ouest et bourgs ruraux-1960- 2010

		1960	1970	1980	1991	2001	2010
Province de Buenos Aires	Total	6.766.108	8.774.529	10.865408	12.827.974	13.827.203	15.594.428
Villarino	**Municipalité**					**26517**	**31014**
	Pedro-Luro						**11170**
	Medanos						**5447**
Tandil	**Municipalité**	**69.005**	**76.933**	**91.873**	**101.231**	**108.109**	**132.343**
	M.I.Vela	3.023	1446	2.021	1.857	1822	-
Necochea	**Municipalité**	**43.500**	**51.145**	**73.634**	**84.581**	**89.096**	**92.933**
	La Dulce	1.662	2.185	1.856	2.013	1.978	2131

Source : Recensements nationaux de la population et du logement1960 - 2001. INDEC.

Les trois *partidos* de notre échantillon ont des profils différents.

Tandil est une ville industrielle et touristique qui s'est développée dans un premier temps autour des activités liées à la métallurgie notamment de précision (lames de couteaux ou pièces d'avions). La ville est au centre d'un système agricole qui comprend des filières de production céréalières très intégrées et qui valorisent les produits locaux que ce soit les salaisons ou encore les fromages (issus des savoir-faire des communautés immigrantes, italiennes, danoises, néerlandaises). Tandil mise aujourd'hui sur un développement touristique et bénéficie d'une image attractive auprès de la population aisée de la capitale qui y investit sur le plan immobilier. La ville compte plus de 130 000 habitants et elle est en croissance. Le *pueblo* étudié ici est celui de Maria Ignacia dit Vela.

Necochea avec ses 93 000 habitants, en revanche, est une ville portuaire, tête de pont d'une puissante activité d'exportations de céréales. Elle accueille des activités touristiques liées au littoral. Son arrière pays se compose d'une zone d'agriculture céréalière dans laquelle des *pueblos* assurent des fonctions de relais agricole et plus généralement de services pour la population active. Le *pueblo* analysé ici est celui de Nicador-Olivera fréquemment appelé Estacion La Dulce, en référence à l'ancienne gare.

Villarino est très différente des deux villes précédentes : située à l'extrême sud ouest de la province de Buenos Aires, le *partido qui compte 32000 habitants* montre une forte transition avec la région patagonique et il est marqué par une forte distinction entre une zone septentrionale sèche où domine l'élevage et une zone sud irriguée grâce à la présence du Rio Colorado, qui permet une spécialisation dans une agriculture intensive d'exportation (ail et oignon). Cette situation a produit une fragmentation économique et sociale qui a des conséquences sur la gouvernance du *municipio*. Deux petites villes se partagent les fonctions principales du *partido,* Pedro Luro et Medanos, le chef-lieu .

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Globalement, les *municipios* agissent sur un territoire très vaste, le *partido* de Villarino est ainsi le deuxième *partido* le plus grand en superficie de la province de Buenos Aires.

Photo 1. La Dulce, *partido* de Necochea. Source : Municipio de La Dulce.

Dans la forme urbaine, les différences sont notables. Autour de Tandil ou de Necochea, on trouve une organisation de type centre et périphérie. Les *pueblos* de l'analyse ne disposent pas de nombreuses fonctions et dépendant fortement des villes moyennes qui se situent à environ 40 minutes par la route. Les *pueblos* ont une empreint urbaine relativement limitée et l'activité se regroupe autour de quelques rues. Ils fonctionnent par et pour l'agriculture. Les silos et coopératives occupent de vastes espaces. La vie y est paisible et les fonctions se limitent à des services de base à la population. A Vela par exemple, il n'y a pas de point de restauration, ni de station service. A La Dulce en revanche, l'ancienne gare témoigne d'une activité de passage jadis importante. Aujourd'hui quelques cafés et une salle des fêtes indiquent un dynamisme un peu plus important qu'à Vela.

Dans le cas de Villarino, l'organisation éclatée des pueblos produit un autre rapport à l'espace bâti. Comme les deux bourgs principaux ont à peu près la même taille, les fonctions sont davantage partagées et on peut parler de différents lieux de centralité qui produisent des complémentarités en terme de fonctions.

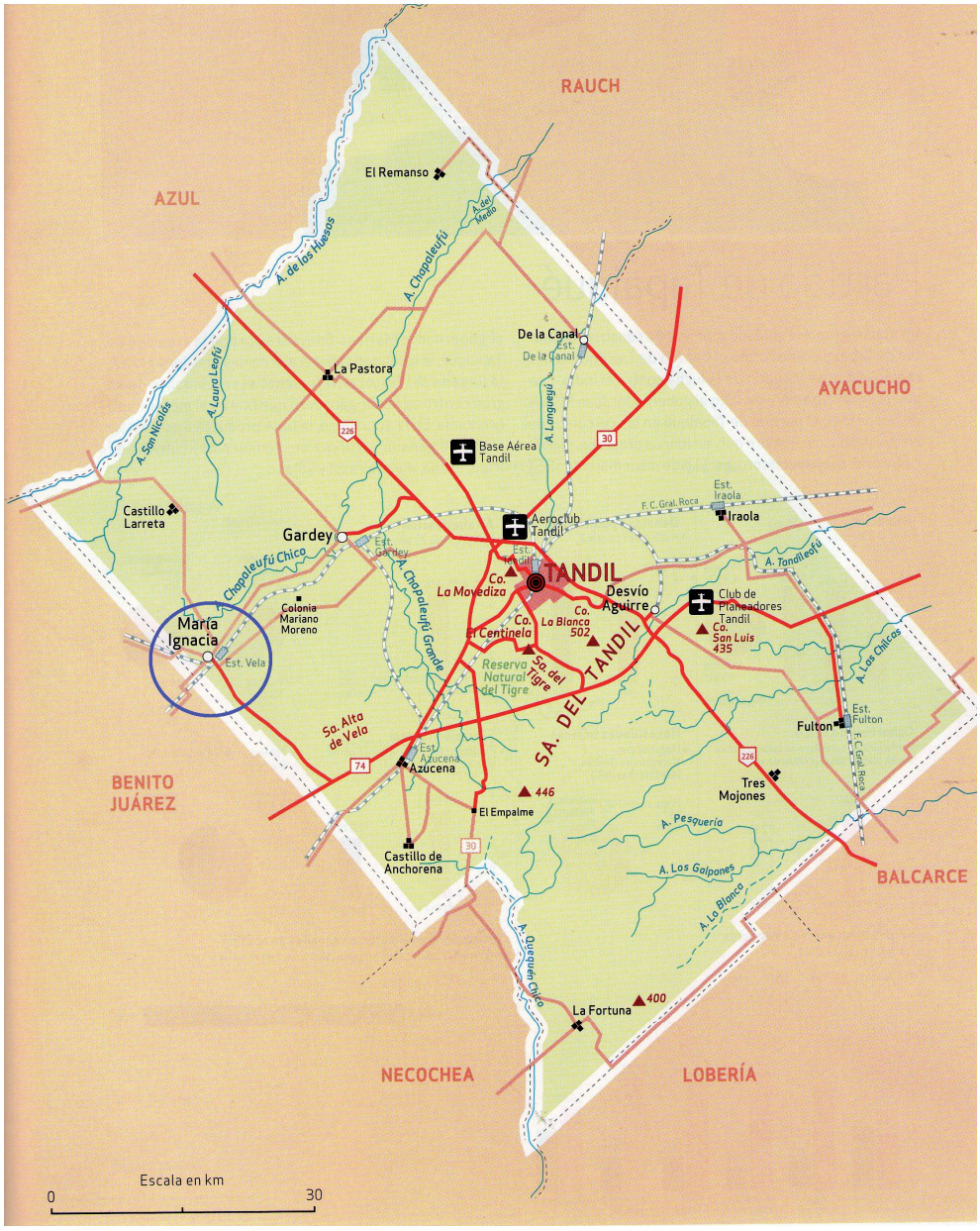
Dans les trois cas, l'importance de la route et des mobilités structure le rapport à l'espace rural. Tout passe par cet axe bitumé qui sert de lien avec les villes intermédiaires proches que ce soit Necochea, Tandil ou bien Bahia Blanca. Les distances à parcourir sont importantes.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Tableau 2 : Habitants, superfie et densité des trois *partidos* de l'étude. Données de 2010.

Partidos	Hab.	Km^2	Densité (hab./km^2)
Tandil	132343	4935	20
Villarino	31014	11400	2,3
Necochea	92933	4791	20,6

Carte 1 : Organisation du Partido de Tandil et indication du pueblo de Maria Ignacia (Vela)



[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2 Le sytème d'action municipal dans le contexte de la décentralisation en Argentine

2.1 La décentralisation en Argentine : un processus paradoxal

La décentralisation est un projet politique qui se lit à travers des lois qui traduisent un transfert de compétences mais aussi de ressources financières et humaines depuis l'Etat central vers différentes collectivités territoriales. Elle traduit la volonté de l'Etat de reconnaître l'autonomie des collectivités locales et en particulier de leurs élus pour intervenir dans certains registres d'action.

L'Argentine est une république démocratique fédérale. Chaque *provincia* dispose ainsi d'une grande marge de manœuvre législative et de nombreuses compétences. La décentralisation est un sujet de conflit permanent entre les différentes échelles de l'administration locale et de l'Etat.

Il s'agit d'un processus en cours consistant à un transfert du pouvoir central vers les collectivités locales de niveau inférieur que sont les 23 *provincias* et les *municipios.* La constitution de 1994 (article 123) reconnaît d'ailleurs « l'autonomie des *municipios* » et donne de nouvelles fonctions au gouvernement local.

L'*intendente* élu au suffrage direct est à la tête du *municipio*, il représente le pouvoir exécutif : il est accompagné dans son action par un conseil délibérant (*consejo deliberante)* composé de conseillers élus. Ce *consejo deliberante* a un président, généralement proche de l'*Intendente* mais le renouvellement par moitié tous les deux ans peut fragiliser la majorité. Son rôle est de mettre en application la politique municipale (votes des décrets, ordonnances). Par ailleurs, l'I*ntendente* est assisté par une administration municipale constituée de fonctionnaires répartis dans différents secrétariats en lien avec les compétences municipales. Ce personnel joue un rôle déterminant dans la mise en œuvre, voire la conception de politiques locales, ce rôle semble plus important que celui des conseillers.

L'*Intendente* peut être conduit à nommer des délégués municipaux (*Delegados municipales)* qui sont ses représentants dans les *pueblos* éloignés de la ville centrale : c'est le cas à Vela, La Dulce ou dans les pueblos de Villarino. Comme le budget municipal est extrêmement réduit, reposant essentiellement sur des taxes prélevées contre les services rendus et sur une dotation de la Province, la marge de manœuvre budgétaire des *pueblos* est quasi nulle. Le *Delegado* reçoit une dotation annuelle pour gérer le fonctionnement du *pueblo*. Dans quelques cas, des budgets participatifs permettent aux délégués de disposer d'une petite liberté de faire en organisant un vote auprès des habitants qui peuvent choisir les projets à financer.

Plusieurs bémols sont à apporter à cette organisation globale. D'abord, d'un point de vue institutionnel, l'article 123 de la Constitution de 1994 n'a pas été intégré dans 5 provinces sur les 23 que compte l'Argentine, ce qui est le cas pour la Province de Buenos-Aires, terrain d'étude. Cela témoigne d'une faible reconnaissance institutionnelle de l'échelon local et du rôle peu contraignant de l'Etat sur cette question.

Ensuite, du point de vue des budgets dont disposent les collectivités locales, la part de l'Etat est écrasante : si en 1983 sous la Présidence d'Alfonsin, après les années de

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

dictature, 40% des ressources budgétaires étaient gérées par la Nation et 60% par les Provinces, c'est le contraire aujourd'hui : en 2012, sous la présidence de Cristina Kirchner, 75% des ressources budgétaires sont attribuées par le pouvoir central.

Les *municipios* disposent certes de compétences mais dans ce contexte de faible maîtrise locale du budget, ils deviennent exécutants des budgets nationaux afin de faire fonctionner des services le plus souvent dans des conditions très difficiles : entretien des rues, routes, déchets, éclairage public etc. Les *provincias* se retrouvent également dans des situations tendues et sont en déficit régulier et croissant sur la période récente. Les collectivités sont ainsi souvent dans une logique de relais des politiques publiques élaborées au niveau national en matière sociale pour, par exemple, la construction de logements. De fait, il s'agit bien d'un processus de déconcentration c'est à dire d'une gestion des actions de l'Etat dans les territoires par des collectivités qui doivent jouer le rôle de l'Etat local (« *el Estado local* »).

Tout est fait par ailleurs pour que le plus souvent l'écran provincial soit évité, les politiques publiques nationales passant directement depuis le national vers le local à travers de grands programmes impactant directement les territoires locaux sans intervention ou coparticipation des acteurs locaux et provinciaux. Cette gestion du pouvoir correspond à une vision politique *kirchnériste* qui justifie cette centralisation des fonds en expliquant vouloir tenir le territoire national et éviter ainsi, dans un contexte de crise économique, l'éclatement des territoires infra nationaux et la multiplication des inégalités. Bien entendu, tous les partis ne partagent pas cette analyse et le Parti radical (principal parti d'opposition) milite, par exemple, en faveur d'une décentralisation pour fortifier le niveau local, qui serait selon ce parti, la base de la démocratie argentine.

2.2 Des municipalités aux marges de manœuvre restreintes

Trois caractéristiques marquent aujourd'hui le fonctionnement municipal des villes petites et moyennes.

La première concerne leur fonction dominante de relais des politiques de l'Etat, comme évoqué précédemment. Ceci a différentes conséquences. La première est une centralisation très grande des décisions et des financements. La municipalité est le lieu de la mise en évidence voire de mise en scène des politiques nationales. La deuxième conséquence est la difficulté dans laquelle se trouvent l'*intendente* ou les *delegados municipales*, dans leurs responsabilités d'interlocuteur direct pour la population. Elu par elle, l'Intendante n'a pas une grande marge de manœuvre pour répondre aux demandes portées par les citoyens comme par exemple au moment de l'attribution de logements. Enfin, la troisième conséquence relève du clientélisme. Les candidats qui militent pour le pouvoir en place, n'hésitent pas à mobiliser les réseaux politiques et argumentent sur le fait qu'ils pourront constituer de solides relais des politiques nationales en raison de leur proximité avec le pouvoir en place. Comme l'essentiel des ressources vient de l'Etat ou de la *provincia*, être du côté de ceux qui ont le pouvoir est un élément clé pour le financement des projets municipaux et peut influer sur les choix politiques lors des élections locales. Cela a été particulièrement marquant lors des élections municipales de 2011 : dans deux des municipalités étudiées, Villarino et Necochea, les élus en place ont été battus au profit de candidats proches du pouvoir présidentiel.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

La deuxième caractéristique du fonctionnement municipal est liée à son fort ancrage dans l'action sociale et l'action de services aux populations afin de satisfaire leurs besoins vitaux en matière de logement, de santé, de conditions de vie dans un contexte où une partie importante de la population connaît des formes de précarité et où les équipements locaux sont soit déficitaires (absence de tout à l'égout), soit en très mauvais état (état dégradé de la voirie par exemple). C'est alors une forme d'action en réponse aux urgences qui est privilégiée et qui s'inscrit dans une logique forte de proximité aux habitants. Très majoritairement, les municipalités ne sont pas dans des logiques de pilotage global de l'action publique locale mais agissent plutôt à la marge pour pallier les effets pervers du modèle économique dominant. Elles s'inscrivent ainsi dans un rôle de contention des problématiques sociales (appui à l'éducation, aides aux publics en difficulté, sécurité) et d'équipement pour améliorer les conditions de vie quotidienne de la population (éclairage public, assainissement, amélioration de la voierie publique). Disposant de ressources propres limitées, les autres domaines d'action comme l'économie ou l'environnement ne sont investis que partiellement, en fonction de la dynamique du projet politique et de la mobilisation de ressources extérieures publiques (dispositifs provinciaux, nationaux voire internationaux) ou privées.

La troisième caractéristique des *municipios* est liée à leur mode de fonctionnement interne fortement pyramidal, hiérarchisé et où l'expertise joue un rôle déterminant. L'action de proximité conduite par le *municipio* est incarnée d'abord par la figure de l'*intendente*, représentant de l'exécutif local : il s'agit d'un leader produit d'une double logique, celle d'une forte intégration locale (liée à sa profession, à son implication dans la communauté) et celle de l'appartenance à un parti politique qui conditionne fortement son cadre d'action. Il incarne le projet politique local. Mais ce projet dépend étroitement des profils du personnel technique qui l'entoure : responsables de différents registres d'action du *municipio* (secrétariats techniques), ils sont les concepteurs du projet politique, acteurs potentiels de son renouvellement. Il est intéressant de constater dans certains *municipios*, l'important renouvellement de ce personnel à travers l'arrivée d'une jeune classe, très formée (masters en économie, sciences politiques) et très impliquée dans le fonctionnement du *municipio*. Le tandem *intendente-secretarios* (secrétaires) constitue la tête de pont de l'action municipale. Enfin, agissant dans les localités éloignées du pôle central du municipio, les délégués municipaux qui sont les personnes de confiance de l'intendente mais non élues, gèrent les questions de proximité et se portent en relais des actions municipales dans une logique de contrôle de la continuité de l'action politique municipale.

3 *Municipios* et réseaux d'acteurs

3.1 Des types de gouvernanace municipale bien différents

Cependant, au-delà de cette posture dominante, nos travaux de terrain permettent d'identifier deux types de profils dans les stratégies municipales des villes petites et moyennes de cet échantillon.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Un premier profil caractérise des *municipios* agissant dans une logique de gestion des affaires communes où la priorité principale est de répondre aux besoins primaires de la population locale. Elles agissent principalement dans deux registres d'action : le secteur social et le secteur des œuvres publiques. Elles offrent des services de base en échange de taxes prélevées aux usagers et en mobilisant les ressources issues de programmes nationaux en matière de logements, d'aides sociales et d'œuvres publiques. Le *municipio* peut créer des taxes nouvelles en échange de services nouveaux. Le taux de recouvrement est un bon indice pour saisir l'engagement de l'usager dans le fonctionnement municipal. En effet, en Argentine de nombreux usagers mécontents de ne pas disposer du service promis ou ne disposant pas de moyens pour les payer, ne paient pas les taxes réclamées.

La municipalité de gestion se singularise par plusieurs traits d'organisation.

D'abord, l'agenda politique local n'est pas construit par une agrégation d'intérêts économiques et sociaux. L'*intendente* construit sa politique mais des pans entiers de la société locale agissent à la marge avec leurs propres agendas sans dynamique globale. C'est le cas par exemple pour le *municipio* de Necochea. Dans cette ville, les acteurs économiques s'organisent sans lien avec les autorités en charge du *municipio*. Le secteur agro-industriel, la structure de gestion des activités portuaires, (*consorcio del puerto*) ont des stratégies pour le développement économique voire social mais sans forte articulation avec la municipalité.

Ensuite, ces *municipios* attendent beaucoup des programmes nationaux pour mettre en œuvre des projets (logique descendante et d'assistance). Dans une période de domination très forte du parti au pouvoir, si la ville est dans la mouvance *Kirchnériste*, elle sera fortement touchée par diverses politiques publiques ou projets singuliers. Tels sont les cas de Necochea ou de Villarino: dans ces villes, les élus du *Front pour la victoire* ont construit un programme électoral expliquant que de grands projets (d'infrastructures, d'équipements sociaux) pourraient se réaliser sur le territoire puisque ces acteurs avaient un lien direct avec le pouvoir central.

Cette figure du *municipio* de gestion témoigne de la difficulté pour de nombreuses municipalités à agir comme un acteur en charge de la conduite d'une politique intégrée de développement territorial. Compte tenu de la faiblesse des budgets municipaux, les actions ne peuvent être que de faible impact et restent dans les prérogatives strictes des compétences institutionnelles. Les municipalités inscrites dans cette logique ne peuvent pas être considérées simplement comme des acteurs de l'administration locale car elles sont bel et bien insérées dans une action politique à travers leur positionnement dans les cadres des programmes politiques mis en œuvre par le pouvoir central. Cependant, elles ne parviennent pas à s'émanciper d'une organisation du pouvoir très descendante.

La deuxième figure est celle de la municipalité-acteur intégrant du développement territorial qui essaie, dans un cadre contraint, de construire des stratégies territorialisées, débordant le cadre des actions ordinaires des secteurs du social et des œuvres publiques.

Le *municipio* et son administration construisent une action beaucoup plus offensive. Ils souhaitent se positionner dans une stratégie de développement territorial. Plusieurs caractéristiques permettent de décrire cette figure.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

En premier lieu, le *municipio* assure les services de base en matière sociale et d'équipements publics et pour cela, il prélève de nombreuses taxes sur les usagers. Il crée même parfois de nouveaux services pour mieux répondre aux besoins des populations (hôpital par exemple). Cette démarche atteint parfois ses limites puisque elle est liée à la fourniture de services et aux ressources propres de la population locale qui ne peut pas supporter une pression fiscale trop élevée.

Ensuite, il appuie les innovations en organisant l'agenda municipal. Concrètement, le *municipio* est le coordinateur général des actions sectorielles qui se trament sur le territoire, en associant les dimensions sociale et économique du développement. Il incarne une capacité à rassembler les différents acteurs locaux et leurs formes d'organisation.

A la recherche de nouvelles ressources et pas uniquement des ressources publiques nationales, une des alternatives est la mise en œuvre de démarches de partenariat avec le secteur privé afin de co-financer des actions tant économiques que sociales. Ces financements ne concernent pas nécessairement des montants très importants mais ils se singularisent par leur fonction d'appui au lancement de nouvelles initiatives qui rapprochent des acteurs, créent un nouvel espace de dialogue et de confiance en l'action publique locale.

Dans cette figure de l'action publique, le collectif est essentiel puisque la coalition des intérêts nécessite une prise en compte de la population qui doit se reconnaître dans le projet municipal : cette adhésion peut se lire au moment des élections certes mais aussi dans le taux de recouvrement des taxes qui est dans ce cas très fort.

L'exemple du *municipio* de Tandil peut illustrer cette figure du *municipio* acteur fédérateur du développement territorial.

Au-delà de ces deux figures qui typent les logiques d'action des municipalités des villes moyennes, il convient de préciser que ces municipalités ne peuvent agir seules : elles sont tantôt associées, tantôt entourées par des systèmes d'acteurs spécialisés qui, les uns avec les autres, tiennent le champ du développement territorial.

3.2 Des systèmes d'acteurs, relais ou substituts des municipalités

La faiblesse de l'action municipale en matière de développement territorial liée, d'une part, aux manques de ressources propres tant en matière financière qu'humaines et, d'autre part, au fort centralisme politique au niveau national, n'empêche pas la mise en place de systèmes d'action concrets pour faire face aux besoins et enjeux de développement des territoires. Ces systèmes d'action s'organisent autour des systèmes productifs, du secteur social et des services. Nous avons ainsi constaté l'apparition de solutions – actions pour répondre à des problèmes sensibles, ponctuels et mobilisant des jeux d'acteurs spécifiques (coopératives, associations de producteurs, réseaux autour de l'irrigation..). Ces systèmes d'action œuvrent dans une logique de bricolage et d'ajustement spontané à travers une action fragmentée pour traiter des problématiques locales. Il existe un système d'action de proximité, agissant en complémentarité ou en parallèle des municipalités, capable de mobiliser des ressources globales (programmes nationaux, voire internationaux) pour faire face aux défis locaux et tenter de les

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

réguler, ces défis résultant principalement des effets pervers du modèle productif dominant. Les villes moyennes apparaissent comme des lieux d'agrégation et de déploiement de ces systèmes d'acteurs connexes ou juxtaposés aux municipalités.

L'Instituto nacional de tecnologia agropecuaria (INTA) ainsi que certaines structures coopératives apparaissent à l'échelle des municipalités comme des acteurs médiateurs qui, grâce à la variété de leurs programmes d'action et des profils de leurs agents mais aussi avec la plus grande ampleur de leurs moyens financiers, s'inscrivent à la croisée de l'appui aux actions municipales émergentes dans le champ du développement et aux actions innovantes des acteurs des secteurs productifs et social.

Un premier système d'acteurs se structure autour du secteur productif. Nous avons identifié deux formes d'implication des acteurs économiques dans le développement territorial.

Une première configuration apparaît autour des grandes filières de production agricole dont la dimension est internationale. Ainsi, dans le *municipio* de Villarino, la production d'oignons dépend d'importateurs brésiliens qui viennent structurer sur place la finalisation de la production. Ce système productif est appuyé par différents organismes de développement comme l'INTA, une structure de gestion de l'irrigation et des organismes spécialisés dans la certification de la qualité de la production. Tous ces acteurs facilitent en premier lieu le développement du système productif. Une partie de ce système fonctionne avec l'arrivée d'une main d'œuvre étrangère composée de Boliviens et de Paraguayens, main d'œuvre migrante qui s'installe dans les localités. A côté de leur fonction principale d'appui au développement économique, ces différents acteurs ont également des actions d'appui à la création d'infrastructures pour le territoire (dans le domaine des transports par exemple) et au développement social (aide aux familles, soutien à des initiatives culturelles). Cependant, ce système d'acteurs organisé autour des activités productives est largement piloté de l'extérieur. De ce fait, les retombées économiques pour impulser d'autres projets sur le territoire sont pénalisées par cette évaporation des crédits hors du *municipio* de Villarino. L'enjeu pour ces acteurs est de stabiliser et de garantir les conditions de production en apportant un appui minimum à la force de travail et à l'équipement nécessaire du territoire pour faciliter la commercialisation des produits mais sans engagement autour d'une valorisation et d'une diversification des ressources locales.

Une deuxième configuration d'acteurs est composée de structures coopératives du secteur productif qui disposent de fonds liés à leur activité économique et qui choisissent de les mobiliser au service de projets territoriaux. Il peut s'agir par exemple de coopératives dans le secteur électrique ou agricole. Une partie des ressources tirées de leur activité fondatrice est réinvestie dans des actions sociales de proximité. Ces coopératives développent des services à la population comme l'accès à Internet, la culture, l'appui à l'éducation et peuvent même gérer une station service. Ainsi dans le *pueblo* de La Dulce, la coopérative agricole est la structure qui fait vivre la culture et les actions en matière sociale. De même, 3500 membres participent au financement de la coopérative électrique du *municipio* de Villarino. Un récent projet a consisté à développer de l'enseignement à distance abrité dans les locaux de la coopérative en lien avec les Universités proches. De

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

même, dans le *municipio* de Villarino et plus spécifiquement dans la localité de Pedro Luro, un Centre Communautaire Llancayani avait un projet pour construire une école professionnelle : c'est la coopérative électrique qui a servi d'intermédiaire pour recevoir l'argent de l'Etat. Cette coopérative fournit aussi de la viande pour le restaurant scolaire. Une autre coopérative électrique agit de même dans une autre localité du *municipio* de Villarino, celle d'Algarabo. Il s'agit là aussi d'une structure coopérative qui vend du pain, gère l'électricité et Internet. 1200 personnes en sont membres et elle emploie ainsi 14 personnes.

Un deuxième système à dimension sociale s'organise autour des acteurs sociaux qui agissent parfois de concert avec le *municipio*. On peut distinguer un réseau de sous systèmes interconnectés ou non qui œuvrent dans le développement territorial. Il s'agit d'un système d'acteurs variés qui viennent remplacer les carences de la puissance publique, surtout dans les *municipios* dont l'action en matière de développement territorial est particulièrement faible. On y trouve d'abord des associations du type ONG (Casita Madre Teresa à Villarino) ou des centres associatifs à vocation socio-culturelle à forte coloration politique comme le centre LLancayani à Pedro Luro dans le *municipio* de Villarino. Ce sont des militants du développement social et communautaire largement investis dans des politiques d'aides aux personnes par le biais de services rendus en matière d'éducation, de culture et de prévention sanitaire. La structure Casita Madre Teresa s'investit beaucoup pour l'amélioration des conditions de vie des populations, essentiellement les enfants des producteurs d'oignon boliviens. Cet investissement auprès des enfants leur permet ainsi de travailler avec les producteurs et l'INTA vient alors en appui à travers un programme à vocation agricole qui vise à favoriser la création de petites exploitations ou d'activités maraîchères (« *Minifundia et micro huertas* »). Le centre Llancayani agit dans la même logique : ce centre gère une garderie, un restaurant et une école professionnelle. Dans le *municipio* de Villarino, le plus caractéristique pour la présence d'un tissu d'acteurs à fort engagement dans le secteur social, on note également la présence de deux organismes de micro-crédit qui proposent de modestes prêts à des porteurs de projets : c'est une initiative de la municipalité (Micro-crédit municipal) et d'un organisme associatif, El Banquito. On peut associer à cet ensemble une association de la communauté bolivienne Bolivienne (COVOLVI) qui pratique par diverses formes la solidarité et l'entraide au sein de la communauté bolivienne.

De manière plus générale, tous les *municipios* sont marqués par l'activité structurante en matière socio-culturelle menée par des associations d'animation de proximité, les *Sociedades de fomento* (sociétés d'appui aux initiatives locales). Ce sont des lieux de mobilisation des habitants, des espaces de discussion à travers des assemblées participatives qui organisent les activités festives des localités mais qui peuvent aussi financer de modestes investissements locaux comme les plaques de dénomination des rues ou des opérations plus ambitieuses comme l'aménagement et la gestion de maisons de santé publique.

Dans tous les cas, les services qui se déploient sont pilotés par des individus qui sont impliqués dans la communauté. Il est assez frappant de voir que lors des dernières élections municipales de 2011, *l'intendente* nouvellement élue dans le *municipio* de Villarino, s'appuie fortement sur ce réseau social en nommant comme

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

delegado ou fonctionnaires municipaux la plupart des responsables de ces structures. C'est ainsi le cas pour la responsable de l'ONG Casita Madre Teresa ou encore pour le responsable du centre communautaire Llancayani qui occupent des fonctions stratégiques dans la nouvelle gestion municipale, l'une comme directrice de la communication, service très proche de l'I*ntendente*, et l'autre comme délégué municipal dans la petite ville de Pedro Luro. C'est une reconnaissance du travail accompli mais cela indique aussi le fort encadrement social à l'œuvre dans le *municipio*. Comme le remarque un ancien élu, « *il est plus facile de faire campagne sur les liens privilégiés avec le pouvoir national dans le contexte actuel que de défendre des positions plus locales sans mobiliser l'échelon de l'Etat* ».

Ces sous systèmes identifiés sur le terrain font l'objet de coordinations émergentes.

Le territoire est une imbrication d'espaces d'action à dimensions sociales et économiques. Analyser les deux sous systèmes séparément ne permet pas d'appréhender la complexité des relations d'acteurs. Si la pédagogie de l'exposé oblige à séparer les deux systèmes et à les décrire de manière distincte, la réalité est bien plus imbriquée et métissée.

Ainsi, le système productif a une forte dimension sociale. Cependant, ce sont les formes coopératives de ce système qui sont les plus ouvertes vers les chantiers sociaux. Nous avons évoqué le rôle social des coopératives électriques. En revanche, CORFO ou bien les producteurs d'oignons n'ont pas d'initiatives fortes dans le domaine social. Il est ici question de rendements, de volumes de production et d'embauche de main d'œuvre le plus souvent bolivienne et dont les conditions de travail et de vie sont difficiles. Le système social supplée les effets du système économique. Cependant, il tente aussi d'organiser, de structurer la production et le développement des activités productives afin d'améliorer les revenus des producteurs.

Au regard de ces systèmes d'acteurs, les *municipios* des villes moyennes ont un pouvoir de concertation plus ou moins intégrateur. Ainsi, dans le cas du *municipio* de gestion, ces réseaux sont peu interconnectés et fonctionnent de manière indépendante les uns des autres. Ils restent sectoriels. L'INTA peut alors apparaître come un acteur intégrateur du fait de sa triple fonction d'accompagnement du secteur productif, d'aide à l'insertion des plus petits producteurs et de sa fonction de relais de programmes nationaux bien que cette fonction de médiation reste partielle.

Dans le cas du *municipio* acteur intégrateur, ces réseaux spécialisés s'articulent a minima pour produire un dispositif innovant et interrelationnel. Un croisement entre la gestion de la vie quotidienne (gestion de services) et la dimension économique du développement peut ainsi contribuer à l'apparition d'une politique de développement territorial plus globale.

Les lieux de discussion et de mise en débat des enjeux d'aménagement et de développement territorial restent finalement peu nombreux. Les acteurs qui arrivent au pouvoir lors des nouveaux mandats municipaux insistent sur l'importance de la mise en place de tables rondes, d'espaces de concertation sur le développement territorial.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Conclusion

Les analyses permettent de rendre compte des difficultés qu'ont les *municipios* argentins à intervenir de manière autonome et puissante face aux enjeux du développement économique et social de leurs territoires. Les politiques publiques nationales ou provinciales sont celles qui ont le plus d'effet sur les territoires locaux et laissent ainsi peu de marges de manœuvre aux municipalités qui dépendent fortement des ressources distribuées par l'Etat. Les exemples mobilisés ici mettent en évidence les modalités de structuration de partenariats locaux issues de bricolage institutionnel pour tenter de pallier l'absence de l'Etat central et son incapacité à gérer les situations locales

Employer le terme de « décentralisation » pour caractériser les relations entre l'Etat national et les municipalités n'est pas le terme adéquat pour décrire l'organisation et le fonctionnement du système territorial argentin. En effet, on assiste plutôt à une centralisation du pouvoir entre les mains de l'Etat national et à un mécanisme de déconcentration de certaines interventions en s'appuyant sur le relais municipal. Dans ce contexte, les municipalités des villes moyennes ont bien du mal à conduire des politiques territoriales ambitieuses compte tenu de leurs ressources pilotées et octroyées par le haut. Pourtant, dans les terrains analysés, de nombreux systèmes économiques et sociaux se déploient sur les territoires et créent des actions structurantes et dynamiques venant compléter ou parfois se substituer à la gouvernance publique municipale. De même, dans certaines villes moyennes, la volonté municipale, nourrie par la mobilisation d'élites locales et de corps sociaux et professionnels organisés et par la présence d'une ingénierie territoriale, permet d'expérimenter des formes innovantes de gouvernance locale et de mettre en marche une approche transversale et territoriale des questions de développement. Si une hiérarchie urbaine de type christallérien existe entre les villes moyennes, petites et les pueblos, l'Etat ou la *Provincia* n'ont pas de stratégie d'appui au développement à partir de ce maillage. Les villes ne constituent pas des relais des politiques d'aménagement depuis le centre alors qu'elles pourraient servir d'appui à la structuration du développement territorial.

Bibliographie

ALBALADEJO C., 2012. Les transformations de l'espace rural pampéen face à la mondialisation, *Annales de Géographie*, vol. 686, n°Sept 2012; p. 387-409.

BALSA, J, 2006, *El desvanecimiento del mundo chacarero*. Ed. Universidad Nacional de Quilmes. Buenos Aires.

BUSTOS C. Roberto, 2001, Desafíos de la territorialidad local. Partido de Villarino: Territorio local dominantemente rural. Nro. Especial *R.U.G.* Vol X Nro. 1 y 2 2001. Pp53-70.Bahía Blanca.

BOISIER, S., 1997, "Centralización y descentralización en America Latina a mediados de los 90s", en: *Revista Interamericana de Planificación*, 144, abril-junio.

BOISIER S., 2005, « ¿ Hay espacio para el desarrollo local en la globalización ? »,

Revista de la CEPAL, n°86, pp. 47-62.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

BRET B., 2005, « Les notions d'intégration et de fragmentation, approche géographique », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n°4, pp. 387-392.

CETRANGOLO O., JIMENEZ J.P.,2 004, « Las relaciones entre niveles de gobierno en Argentina », *Revista de la CEPAL*, n° 84, pp. 117-134.

CHIARA M., VIRGILIO M.M., 2005, Gestión social y municipios. De los escritorios del

Banco Mundial a los barrios del Gran Buenos Aires, Universidad Gal. Sarmiento, Prometeo, Buenos Aires, 231 p.

CORRAGIO J.L., 1997, *La decentralización : el día después*, Cuadernos de Postgrado, Serie Cursos y Conferencias, UBA, Buenos Aires, 59 p.

DURAN P., THOENIG J.C., 1996, « L'Etat et la gestion publique territoriale », *Revue française de science politique*, Presses de Sciences Po, volume 46, n°4, août 1996.

FERNANDEZ HASAN, V., 2003, Municipalizacion y descentralización del Estado: ¿Autonomia vacia o fortalecimiento de la capacidad de gestion?, en: Revista Confluencia, nº 2, año 1, Facultad de Ciencias Politicas y Sociales, Universidad Nacional de Cuyo, Mendoza.

GAIGNARD R., 1979. *La Pampa argentine, l'occupation et la mise en valeur*. Doctorat d'Etat de l'Université de Bordeaux III : 1174 p.

GARCIA DELGADO, D. 1997. "Nuevos escenarios locales. El cambio del modelo de gestion", en: Garcia Delgado, D. (comp.) *Hacia un nuevo modelo de gestion local*, FLACSO-Oficina de Publicaciones del CBC, UBA-Universidad Catolica de Salta.

GARCIA DELGADO, D. 1998. *Estado-nacion y globalización. Fortalezas y debilidades en el umbral del tercer milenio*, Ed. Espasa Calpe Argentina S.A/Ariel, Buenos Aires Pirez, P. 1998. Descentralización y gobierno local, VI Congreso Iberoamericano de Municipalistas.

GISCLARD M., 2011, *Le développement rural en Argentine : transformation de l'action publique et recompositions territoriales (Une étude à partir du Chaco Argentin).* Thèse de doctorat, Université de Toulouse, 650 p.

INDEC, *Censos Nacionales Agropecuarios - 1988 y 2002*.(www.indec.gov.ar)

INDEC, *Censos Nacionales de Población y Vivienda 1990, 2001 y 2010*.

MANZANAL M., NEIMAN G., LATTUADA M. (dir.), 2006, *Desarrollo rural – organizaciones, instituciones y territorios*, Ciccus, Buenos Aires, 448 p.

MANZANAL M., ARZENO M., NUSSBAUMER B. (dir.), 2007, *Territorios en construcción. Actores, tramas y gobiernos: entre la cooperación y el conflicto*, Ciccus, Buenos Aires, 284 p.

PETRANTONIO, Marcela y ACUÑA, Ana María, 2007,: "El desarrollo local y los entramados institucionales: dos estudios de caso". En: Diálogo Económico Local. *Revista de la Unidad Temática de Desarrollo Económico Local* de la Red de Mercociudades. Nro. 6. Municipalidad de Rosario – UNR – Red de Mercociudades-

PETRANTONIO, Marcela y ACUÑA, Ana, 2008, La institucionalidad en el territorio como motor de desarrollo agroindustrial. *IV Congreso Internacional de la Red SIAL*. Alfater.

PETRANTONIO, Marcela; GOIZUETA, Mercedes y ACUÑA, Ana María, 2006, "Entramado institucional y dinámica de las MIPyMES agroindustriales: dos estudios de caso". *6ta. Bienal del Coloquio de Transformaciones Territoriales del Comité Académico de Desarrollo Regional de la Asociación de Universidades del Grupo Montevideo*. Santa Fe.

SILI, M. 2000. *Los espacios de la Crisis Rural. Geografía de una pampa olvidada*. Bahía Blanca: Editorial de la Universidad Nacional del Sur.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 15 / WORKSHOP 15

Session spéciale / Special session

**ESPON : Small and medium-sized town in Europe:
the ESPON TOWN project**

Is small always beautiful? Perspectives on the socio-economic dynamics of European small and medium-sized towns

Abdelillah Hamdouch
Professor of Urban and Regional Planning, University François Rabelais of Tours – Ecole Polytechnique and UMR CITERES
35 Allée Ferdinand de Lesseps – 37000 Tours - France
abdelillah.hamdouch@univ-tours.fr

Ksenija Banovac
PhD Candidate and Contractual Researcher, University François Rabelais of Tours – Ecole Polytechnique and UMR CITERES
35 Allée Ferdinand de Lesseps – 37000 Tours - France
ksenija.banovac@etu.univ-tours.fr

Abstract

Even though the economic situation of small and medium-sized towns (SMSTs) is diverse across European regions and countries, we argue that three major socio-economic profiles of local economy can be observed in SMSTs. The first profile is a SMST with a dominant 'residential' economy that mostly relies on local activities that meet the needs of people in an area, be they residents, commuters or tourists. The second profile corresponds to a town with a dominant 'productive' economy based on production of goods and services to be exported and consumed out of its area. The third profile is the one with important share of activities in the 'creative-knowledge' economy that is based on entrepreneurship, creativity and knowledge, and on networks and collaboration in innovation. Furthermore, we suggest that profiles are shifting as SMSTs are making choices between residential economy, competitiveness and innovation. As a result, better performance of SMSTs in terms of positive demographic change and job growth is underpinned by a combination of crucial factors: proximity to a large city (access to bigger market), performance of their wider region, skilled resident active population, numerous existing local businesses, etc. By observing and analysing socio-economic dynamics in 30 European towns, this paper seeks to contribute to a scientific discussion on importance of SMSTs for the future development of European territory.

Keywords

Small and medium-sized towns (SMSTs), socio-economic profiles, economic performance, local development

1 Introduction

The urge to become competitive pushes territories to constantly adjust their internal structure in response to even faster economic, demographic and technological changes (Klaesson et al., 2011). Small and medium-sized towns (SMSTs) (5 000 - 100 000 inhabitants) are no exception to that matter. Even though large cities are considered by many scholars as the most capable to confront global economic

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

changes, SMSTs and their potentials for territorial development seem to become more and more a focus of scientific discussion. There are three main arguments for such focus. The first argument is that SMSTs in the European context are far more numerous and more populated than larger cities. According to a study of the European Observation Network, Territorial Development and Cohesion (ESPON) in 2006 on the territory of the European Union Member States, Iceland, Lichtenstein, Norway and Switzerland, there were 18 857 SMSTs, compared to only 407 large cities (with more than 100 000 inhabitants). Likewise, the shares in total population were 72% for SMSTs, and 28% for large cities (OIR, 2006: 30).

The second argument is that SMSTs may perform important functional roles of urban centres within regions, even though their size and functional categories vary and depend on the national context (Brunet, 1997). To give just some examples, in the English context Hildreth (2006) distinguishes manufacturing towns, SMSTs that enhance a communication node, local economies based on tourism and heritage, university towns, and SMSTs embedded in a larger metropolitan area. In their study of intermediate cities in Latin America, Bolay and Rabinovitch (2004) suggest several possible functions of medium-sized towns: regional market, service centre, regional capital, economic location, tourist centre, communication hub, metropolitan periphery, national/international interface, association of group of towns, etc.

The final argument is that some disadvantages of larger cities such as traffic congestions, high property prices, social segregation, crime and pollution might make SMSTs more attractive to population and investment. In their analysis of French towns, a group of researchers (see Léo, Philippe and Monnoyer, 2012) shows that population size is not the crucial factor for success and growth. In fact, the economic growth of SMSTs seems to be related to innovative and network strategies and building on local comparative advantages, resources and distinctiveness (Knox and Mayer, 2009). In that respect, why does the local economy of some SMSTs thrive, while others do not? Can SMSTs become alternative socio-economic spaces that are resilient to the negative effects of global changes and new competitive pressures? What in particular can be their positive, creative and innovative responses to such multiple challenges?

Indeed, socio-economic characteristics of SMSTs are related to their performance in terms of the capacity to create jobs, to provide services, to attract new population and to engage in inter-territorial and innovation networks (Carrier et al., 2012; Demazière, 2012; Demazière et al., 2012). This is not only the result of their geographic proximity to large cities, but also of flows from the crossing of their inherent value with wider spatial divisions of labour. The smaller size of the working population often leads to a specialisation in some activities (manufacturing, tourism, etc.), whose fate is eventually linked to economic and social change at a regional, national or even international level. Among other factors, the socio-economic characteristics may clearly be related to both the geographic position and the framing of policy actors.

This paper argues that different socio-economic profiles can be observed in SMSTs regarding the main characteristics of local economy. There are towns whose local economy mostly relies mainly on activities related to population needs and local demand such as construction, real estate and housing, public services, social

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

services, administration, retail, repair and proximity services, other private services to households (leisure, banking, insurance, etc.). Such "residential" local economy may be considered as the key driver of SMSTs socioeconomic dynamics in countries with generous remains of the welfare state (Belgium, France, Germany or The United Kingdom) or in regions benefitting from transnational migrations to their coastal settings (South of Portugal, Costa Brava and Costa Daurada in Spain). In times of world economic crisis, the residential economy is a stabilizing factor for SMSTs since it allows the capture of income and the jobs it generates are not directly exposed to global competition (Davezies, 2010).

Some towns have their local economy oriented to external demand and base their activities on manufacturing, business, traded services and tourism. This "productive" economy of SMSTs in developed countries has its origins in the period of industrialization, especially during the Post-War boom when SMSTs experienced growth of population coming from rural areas, industrial development and social and economic modernization. It was also the period where SMSTs were often selected by companies whose rapid expansion was based on the production of standardized goods and services that required cheap and low-skilled workforce. In most European countries, productive economy based on manufacturing and tertiary production systems is connected to larger cities and metropolises (e.g. Ile-de-France, London, München or Milano).

Finally, there are towns whose local economy is either related to residential or external demand, but based on knowledge, innovation and creativity activities such as higher education, research, knowledge intensive business services, design-based activities, cultural activities and events, etc. Through the implementation of conditions favourable for creative businesses (i.e. subsidies or tax incentives) and through improving the life quality for the population, a SMST may build on its resources and talents so to attract new investment and new residents. In addition, this "creative and knowledge economy" based on activities such as architecture, design, advertising and software creation may provide innovative inputs for other sectors, namely agriculture, handicrafts, furniture, textiles, tourism and gastronomy.

In that respect, it seems interesting to analyze how these three profiles (residential, productive, creative-knowledge) of local economy of SMSTs are different from those of large cities or from wider regions in which SMSTs are located. Also, it seems worth exploring to what degree such socio-economic profiles change in time and under which conditions.

The ESPON research on the role of SMSTs (OIR, 2006) makes some interesting steps in that direction. A system of socio-economic indicators was used to analyze and to categorize SMSTs as dynamic, declining, restricting, or potential developing. The research argues that the size and the morphology of the SMST do not necessarily determine its standing within the territory. On the contrary, it is the degree of importance of a town's functions that determines its main profile and the place it has within the urban hierarchy. Furthermore, the research concludes that both variables - specialization and performance - indicate to which degree the town succeeds or fails. Regarding peripherality and accessibility, the authors of OIR (2006) do not necessarily explain the decline or the dynamics of a SMST. In fact, these two dimensions need to be analyzed in combination with other factors such

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

as services provision, institutional capacity, valorisation of local resources, local networks and relations among actors, etc. Overall, the ESPON 1.4.1 SMESTO research delimits four categories of SMSTs (OIR, 2006 : 136):

- ***Dynamic and growing towns***: where accessibility, demography and economy are positively related. The main characteristics of those towns are: high economic growth, positive population dynamic, territorial centrality, good accessibility, good sector performances, high attractiveness and high knowledge dynamic.
- ***Declining towns***: where accessibility, demography and economy are negatively related. The main characteristics of those towns are: negative economic growth, high unemployment, social distress (poverty), population decline (outflow), weak functions, bad accessibility and peripherality.
- ***Restructuring towns***: where accessibility, demography and economy show deterioration of functions but a process of up-grading of the functions is ongoing. Those towns are characterized by: economic slowdown, reallocation of resources, diversification, up-grading of services, up-grading of qualification (skills), unemployment increase and then slowdown, in process (up-grading of accessibility).
- ***Potential developing towns***: where new trends are emerging for different endowed resources (geo-physical, historical, location related, quality factors). Such towns are characterised by: weak economic growth, strengthening of weak sectors, up-grading of services, improved accessibility, and improved attractiveness, good potential in terms of location, and/or human resources, and/or natural resources.

Pushing the argument even further, in this paper we analyse 30 case studies' reports on socio-economic dynamics in SMSTs (see Figure 1)[1]. The key objective is to identify the main features and trends of local economies in selected European SMSTs. More precisely, we address (at least partly) the following questions:

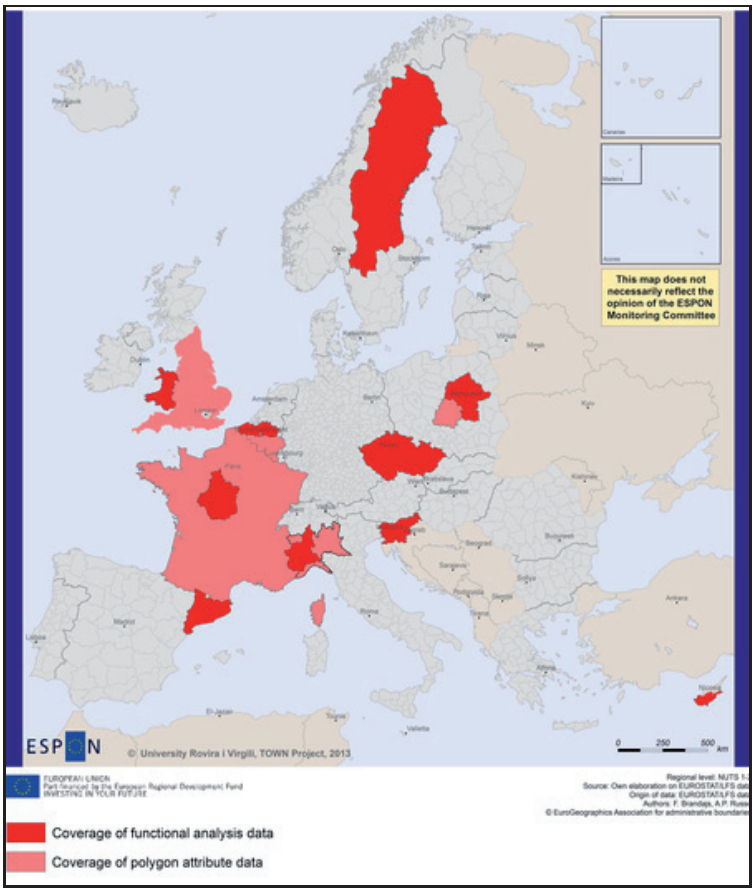
- What profiles of local economy are leading to higher performances?
- Are activity-diversified profiles performing better than more activity-specialized profiles?
- Can policy make the difference in terms of performance, once controlling for the size and context (geographical, historical, institutional, competitive, etc.)?
- Are there policies more specifically tailored for each of the profiles of local economy?

[1]The results presented in this paper are part of the ESPON TOWN research project that analyses European SMSTs from morphological, functional, economic and policy point of view. Thus, some parts in this paper refer to the ESPON TOWN Interim report (2013).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 1: Case study countries and SMSTs analyzed in the paper

Selected case study countries



Selected SMSTs and number of inhabitants

Aarschot (BE): 28,636 inh
Dendermonde (BE): 44,257 inh
Ieper (BE): 22,051 inh

Brandys nad Labem (CZ): 16,247 inh
Pisek (CZ): 27,979 inh
Usti nad Orlici (CZ): 12,457 inh

Cambrils (ES): 34,919 inh
Tarregà (ES): 17,129 inh
Vilafranca del Penedès (ES): 41,322 inh

Chinon (FR): 5,355 inh
Issoudun (FR): 11,965 inh
Vendôme (FR): 8,578 inh

Alba (IT): 25,520 inh
Ceva (IT): 5,056 inh
Fossano (IT): 20,565 inh

Garwolin (PL): 15,478 inh
Losice (PL): 6,194 inh
Szydlowiec (PL): 10,418 inh

Kiruna (SE): 16,368 inh
Östersund (SE): 39,843 inh
Timra (SE): 9,268 inh

Domzale (SI): 23,793 inh
Postojna (SI): 7,581 inh
Radovljica (SI): 8,231 inh

Colwyn Bay (UK): 32,895 inh
Llandrindod Wells (UK): 6,450 inh
Tredegar (UK): 15,103 inh

Source: ESPON TOWN Interim Report, 2013

Our analysis of socio-economic dynamics in SMSTs is based on four hypotheses that we develop further in the paper:

Hypothesis (1):
Even though the economic situation of SMSTs is diverse across regions and nations, it is possible to identify three major socio-economic profiles of local economy of SMSTs. The first profile is a SMST with a dominant 'residential economy' that mostly relies on local activities that meet the needs of people in an area, be they residents, commuters or tourists. The second profile corresponds to a SMST with a dominant 'productive economy', based on production of goods and services to be mainly consumed out of the area. The third profile of SMSTs is the one with important activities in the 'creative-knowledge economy' that is based on interconnections and collaboration of all agents in innovation, creativity and

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

knowledge dynamics (Hamdouch and Depret, 2013). Of course, these three profiles are rather analytical landmarks than ideal-types as most SMSTs display hybrid, usually mixed local socio-economic profiles regarding the bases of their local development.

Hypothesis (2):
Profiles are shifting and SMSTs are making choices between residential economy, competitiveness and innovation in the orientation of their development dynamics. SMSTs are specific and heterogeneous, as are their levels of specialization or diversity of activities within productive, residential or creative-knowledge economies. Each town can assume different roles in terms of functionality: administration, residential services, tourism, research and development or manufacturing. In order to survive and face challenges, SMSTs are seeking for making places more attractive to inhabitants and potential investors. Depending on the town, it can be done by promoting and improving natural and built heritage, quality of life, or specialized skills and know-how. In any case, it seems that social networks are crucial to counterbalance the geographical factors which favour large cities. This point is also significant when creative and knowledge-based activities grow in SMSTs.

Hypothesis (3):
Better performance of SMSTs in terms of positive demographic change and job growth is underpinned by a combination of factors. The positive demographic change may be seen in SMSTs that are in proximity to a large city (market access); whose wider region has a positive population change as well; and towns with positive employment rate and housing occupancy. The job growth in SMSTs is related to positive employment change in their wider region; SMSTs that have skilled resident active population and many existing businesses; towns that are not in close proximity to a large city and whose local economy is diversified (not based strictly on industrial or public sectors). More generally, we argue that regional characteristics and dynamics are important in predicting economic and social change in SMSTs.

Hypothesis (4):
Specific contextual factors such as geography and institutional settings play a structural role in development of SMSTs. Geographic factors affecting SMSTs are closely related to the effects of spatial proximity and concentration of economic activities. As they fulfil diverse functions in the urban hierarchy, SMST's development depends on the usage of comparative advantages and the nature of relations with other surrounding urban and rural settlements. Likewise, a flexible institutional setting including patterns of behaviour, legal framework, power structures, local agents and their modes of interaction, policies and regulations may create an encouraging environment for SMSTs. Indeed, the inter-connectedness of geographic and institutional factors and their co-evolution in the course of time reflect their complex relationships of mutual influences. Hence, the key is to observe SMSTs as dynamic phenomena in the process of change over time (Hamdouch and Moulaert, 2006).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Overall, this paper assesses the relevance and applicability of the socio-economic typology of local economy on 30 case studies. In that scope, we take into consideration the contextual specificities of each case study and include qualitative data into our analysis. Secondly, the paper verifies, from a more general perspective, the relationship between profiles of local economy and performance records (i.e. demographic trends, employment creation and job structure). We also look at the functional role of selected SMSTs and its relation to socio-economic profiles and performance. Finally, by analysing the policy orientations and actions in case studies, we observe their effects on change in profiles and performance.

2 Approach to the analysis of socio-economic dynamics in SMSTs

In this section, we develop the argument that the economic development of SMSTs may be linked to different macro orientations – the residential, the productive and the creative-knowledge economy. We provide the main characteristics of these three profiles and list sectors of economic activities that are used in profile identification. It is necessary to underline that listed profiles do not exclude one another (SMSTs can build their development pattern through varied combinations of "ingredients" pertaining to more than one single profile) and their contents and delineations are subject to evolution over time (a SMST is susceptible to change more or less progressively its dominant profile through specific investments and policies). Also in this section, we present the connection between profiles and performance as well as the effect of specific contextual factors on (economic) performance of SMSTs.

2.1 Identification of profiles and their change in time

The orientation of local economies may be linked to external markets (in case of productive economy or knowledge-creative based economy), or in a larger part to internal (local) demand (in case of residential economy). We can also point out place-based resources as the potential key drivers of development. In the case of residential economy, it is natural and built heritage, and quality of life, whereas in the case of productive economy specialized skills, know-how and professional practices are strong assets for selling on outside markets. In both cases, social networks may counterbalance the geographical factors which favour large cities. This point is also significant when knowledge-based activities grow in SMSTs. Finally the qualification of the local economy provides information on the type of performance sources and of target groups (firms, new entrepreneurs, residents, commuters, tourists, etc.) who contribute to the economic development within a SMST context. In the case of productive economy, the competitiveness is based on human and/or physical capital in relation to external market demand; in the case of residential economy, the advantage of the SMST is in quality of life and amenities; whereas in creative-knowledge economy it is the vibrant and creative environment, the connectivity of the SMST to metropolitan areas, and also the quality of life, which may attract creative people and innovative firms.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

The idea of local economy profiles has existed in French context for some time now. The French National Statistics Office (INSEE) has been classifying economic activities into productive, residential and public spheres in order to analyze localised data concerning jobs occupied and wages paid. However, the creative and knowledge-based profile has been introduced in this report in order to explain dynamics in some SMSTs focusing on innovations, creativity and knowledge. In other words, SMSTs with creative and knowledge-based profile have university branches, R&D activities that are promoted either by public institutions or by private investors; they have highly educated population, and local firms participating in innovative clusters or creative networks. Still, it is unlikely that in case of SMSTs, creative and knowledge-based profile can prevail over more "traditional" ones - residential and productive profiles. Rather, research, knowledge, creativity and innovation may constitute on their own the basis for the development of new businesses and activities while feeding, at the same time, the revitalization of more traditional economic sectors (be they pertaining to productive or to residential economy).

Indeed, the available scientific literature agrees that some cities and towns have been shifting towards new development models (Knox and Mayer, 2009; Kourtit et al., 2012). For example, concepts of *smart cities*, *green cities*, *sustainable cities*, *healthy cities*, *or cultural capitals* have been booming intensively over the last decade. The common innovative characteristics of these new visions of cities are investment in human and social capital and modern infrastructure (ICT) in order to enable sustainable economic development and high quality of life, with a wise management of natural resources, through participatory action and engagement.

Our argument is that such vision is not exclusive to large cities. SMSTs can also share that orientation of their future, as we show in this paper (see below).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Table 1: Main characteristics of the socio-economic profiles of SMSTs

	RESIDENTIAL	PRODUCTIVE	CREATIVE-KNOWLEDGE
Target groups	Residents, commuters and tourists	Business actors	Creative class and innovative firms
Factors of attractiveness	Good living environment, heritage, quality of provision of services, culture, health and schools, real estate conditions	Competitive business environment, labor skills, availability or land	Creative environment, quality of provision of services
Specific drivers	Diversity of equipment and amenities, accessibility	Sectoral specialisation, concentration of business activities	Innovation systems and knowledge-based activities, concentration of entrepreneurial activities
Policy tools	Improving public and private services to population, developing/improving cultural, leisure and touristic infrastructures, investing in transport facilities and green spaces, preserving the environment and the cultural heritage	Creating/improving the quality of business areas, developing supporting services to business, lowering professional taxes, subsidies to targeted businesses	Developing/encouraging clusters, networks and creative "arenas" creating/attracting higher-education and research institutions, developing incentives to entrepreneurship

Source: Own elaboration

Indeed, as already mentioned, the residential profile is characterized by economic activities mainly related to population needs and local demand: construction, real estate and housing; public services, social services, administration; retail, repair and proximity services; other private services to households (leisure, banking, insurance, etc.). The productive profile is based on domination of activities in the local economy oriented to external demand such as manufacturing, business and other traded services, and tourism. The creative and knowledge-based profile is either related to residential or to external demand, but its main characteristic is that this profile is based on knowledge, innovation and creativity: higher education, research, knowledge intensive business services, design-based activities, cultural activities and events, etc.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

For the purpose of this analysis, we use a detailed typology of economic sectors to identify the dominant profile of economic activity in case studies and their change over a period of time. More precisely, firstly we categorize the sectors into three profiles (see Table 2). Secondly, we calculate the share of employment of each sector in total employment. Thirdly, we define some thresholds that allow us to identify the dominant profile. In that respect, a town with dominant residential profile has nearly or more than 2/3 of total employment in residential sectors of economic activity. A town with dominant productive profile has nearly or more than 1/3 of total employment in productive sectors of economic activity. Finally, towns with mixed profile (i.e. with no dominant profile) do not have any of these thresholds matched. Here, it is necessary to confirm that we have not found cases with creative and knowledge-based profile as dominant profile. However, we define that SMSTs with significant creative component would have at least 10% of total employment in creative and knowledge-based sectors of economic activity.

We have calculated the share of employment for the base year and for the end year in order to observe the change of dynamic over a period of time. The base and the end year analyzed were slightly different due to availability of data in ten countries. In general, the base year for most countries was 2000 and the end year 2010. Therefore, we are able to observe the change in profiles in case studies over a 10-year period.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Table 2: Classification of sectors of economic activity into the three profiles of local economy

Residential profile
• Collection, purification and distribution of water • Collection and treatment of wastewater • Collection, treatment and disposal of waste recovery • Remediation activities and other waste management services • Construction of buildings • Civil Engineering • Specialized construction • Trade and repair of motor vehicles and motorcycles • Wholesale trade, except of motor vehicles and motorcycles • Retail trade, except of motor vehicles and motorcycles • Hotels and accommodation services • Restaurants and catering • Financial service activities, except insurance and pension funding • Insurance • Activities auxiliary to financial services and insurance • Real estate activities • Veterinary activities • Renting and leasing • Activities related to employment • Activities of travel agencies, tour operator reservation services and related activities • Investigation and security • Services to buildings and landscape activities • Administrative and other activities of business support • Public administration and defence, compulsory social security • Public transport • Education • Activities for human health • Medico-social and social housing • Social work activities without accommodation • Repair of computers and personal and household goods • Other Personal Services • Activities of households as employers of domestic staff • Undifferentiated activities of households as producers of goods and services for own use • Activities of extraterritorial organizations and bodies

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Productive profile
• Crop and animal production, hunting and related services • Forestry and logging • Fishing and aquaculture • Mining of coal and lignite • Hydrocarbon extraction • Mining of metal ores • Other mining and quarrying • Support services to mining • Food industries • Beverage • Manufacture of tobacco • Textile Manufacturing • Clothing industry • Manufacture of leather and footwear • Woodworking and manufacture of products of wood and cork, except furniture; manufacture of articles of straw and plaiting materials • Manufacture of paper and paperboard • Printing and reproduction of recorded media • Coke and refined petroleum • Chemical Industry • Pharmaceutical industry • Manufacture of rubber and plastic • Manufacture of other non-metallic mineral products • Metallurgy • Manufacture of fabricated metal products, except machinery and equipment • Manufacture of computer, electronic and optical products • Manufacture of electrical equipment • Manufacture of machinery and relating equipment • Automotive industry • Manufacture of other transport equipment • Manufacture of furniture • Other manufacturing industries • Repair and installation of machinery and equipment • Production and distribution of electricity, gas, steam and air conditioning • Land transport and transport via pipelines • Water transport • Air transport • Warehousing and support activities for transportation • Postal and courier services

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Creative and knowledge profile
• Newspapers, edition and publishing • Motion picture, video and television program production • Sound recording and music publishing • Programming and broadcasting activities • Telecommunications • Computer programming, consultancy and related activities • Information Services • Legal and accounting activities • Activities of head offices; management consultancy • Architectural and engineering activities • Technical testing and analysis • Scientific research and development • Higher education (university, professional and specialized training) • Advertising and market research • Other professional, scientific and technical activities • Creative activities, arts and entertainment • Libraries, archives, museums and other cultural activities • Organization of games of chance and gambling • Sporting, recreational and leisure services and events • Activities of membership organizations

Source: Own elaboration

2.2 Performance and its connection to profiles of local economy

We are particularly interested to see if the evolution of socio-economic profiles can be beneficial in terms of demographic and/or economic (jobs) growth. We presume that in some SMSTs changes from one profile into another one (sectoral shift) has been successful while in other towns it has been a failure. Indeed, the reasons for sectoral shifts are various and context dependent. In some SMSTs it may be a result of strategic planning, while in others it may happen spontaneously or suddenly (provoked by the closure of a major production site, or economic crisis in general). Some scholars argue that sectoral shift for example to residential economy, especially in times of economic crisis, is a stabilizing factor for SMSTs since it allows the capture of income and since the jobs are not directly exposed to global competition (Davezies, 2010). On the other hand, the sectoral shift of an 'old' productive economy to a 'new' one supported by creative and knowledge-based activities indicate that new industrial specializations have been built on existing experience and practices in those SMSTs. This is the case of many Italian industrial districts (Brusco, 1986; Becattini, 1987) or of industrial towns in Canada (Carrier and Gingras, 1984; Carrier et al., 2012). Such places offer particular industrial competences, know-how and skills that local firms or firms relocating to the town can draw upon.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Having this in mind, our performance analysis of selected SMSTs is based on six variables:

- population change
- employment change
- population in employment
- job structure change (change in profile)
- net migration
- housing change.

Earlier in the text, we refer to the ESPON 1.4.1 SMESTO (2006) research that categorized SMSTs into four types (growing, declining, restructuring and potential developing) based on a system of socio-economic indicators. Building on that, we use this typology to classify performance of SMSTs:

- ***Growing SMSTs (dynamic towns)*** gain both in jobs and population, particularly in the number of jobs in knowledge and creative sectors;
- ***Declining SMSTs*** have losses in both jobs and population;
- ***Restructuring SMSTs (towns in transition)*** have losses in jobs but gain in population, or *vice versa* they gain in jobs, but lose population. This evolution is combined with a change in profile, whatever it might be;
- ***Potentially developing SMSTs*** have an increase in employment in creative and knowledge-based sectors. This is accompanied by investment in infrastructure and relying on potential niches (advantageous drivers) for further development.

2.3 Effect of contextual factors on profiles and performance

A set of contextual factors, such as the position of SMSTs within the urban hierarchy, their multiple relations between them or to metropolises (horizontal and vertical) and the nature of their relation (cooperation-complementarity and/or competition), influence socio-economic dynamics of SMSTs.

SMSTs occupy a specific position in urban systems, urban hierarchy and networks of cities and towns. In that respect, there are functions that are decisive for the development and position of SMSTs in particular local context. The main development trends in SMSTs in terms of population change, growth or decline of labour market and changes in local economic profile are affected by size of SMSTs, their regional context and territorial arrangement (autonomous, networked and agglomerated).

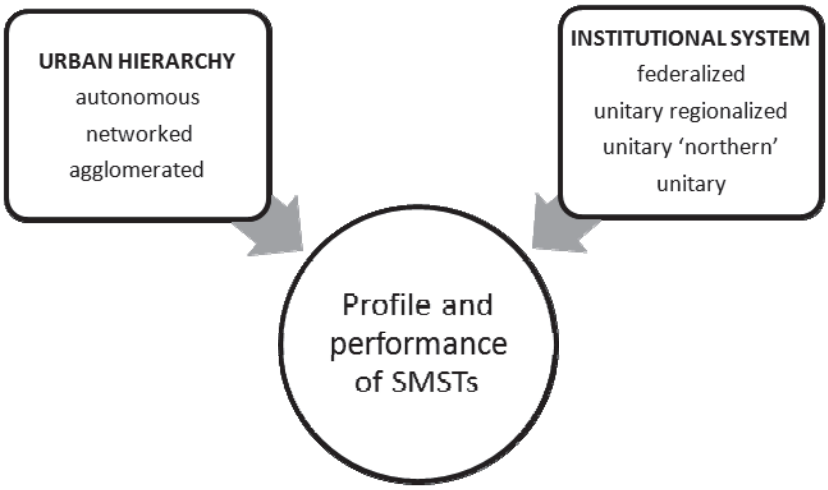
Furthermore, the performance of an SMST is significantly affected by the type of institutional system and national government policies and regulations framework in which its own economy and policies are embedded. The relevance of the institutional system for the performance of SMSTs is related to the distribution of power and resources between the State and sub-national authorities (regions, counties and potentially SMSTs). In that respect, in some countries, local authorities have competence in regulating important issues such as traffic management and local public transport, building regulations and urban planning as well as some social services. By contrast, in other countries central and intermediate levels of governments (i.e. regional level, inter-municipal level) share

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

competences in all areas relevant to economic development such as infrastructure human resources, productive environment and social services.

In order to explore if the employment growth in SMSTs is linked to their functional roles, we refer to the results of functional analysis presented in the ESPON TOWN research project (2013). Our case studies are classified according to their territorial arrangement (autonomous, networked and agglomerated). Hence, we analyze if some profiles of local economy have more advantages if being agglomerated, networked or autonomous centres. Also, we use some qualitative data from national reports to support our analysis of profiles and performance from the standpoint of the institutional system of a case studies country (see Figure 3).

Figure 3: Two contextual factors that influence the profile and performance of local economy in SMSTs



Source: Own elaboration based on ESPON TOWN, 2013

3 Key insights from SMSTs case studies

Based on the approach to analysis of socio-economic dynamics in SMSTs detailed in section 2 above, specifically on local economy profiles and performance indicators, this section provides key results of its application on 30 selected SMSTs and their illustration on some examples. We explore profiles of local economy in SMSTs and their change over a 10 years' time span. Also, we analyse shifts in profiles that have been 'successful' in terms of population/jobs performance as well as the relation between territorial arrangement and performance in SMSTs (see detailed table in the Annex).

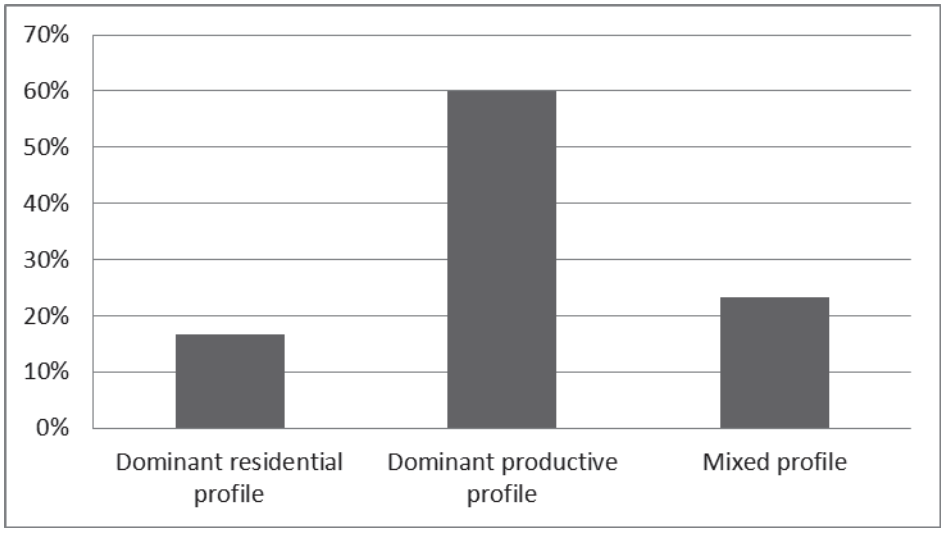
3.1 What profiles and changing patterns in economic activity?

While analysing the sectors of economic activity on selected SMSTs, we find that majority of SMSTs have a dominant productive profile of local economy (18 towns out of 30). This finding is in line with what has been said earlier in this

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

chapter about the dominant productive economy in the overall economy of SMSTs in developed countries having its origins in period of industrialisation, especially during the Post-War boom. During that period, SMSTs experienced growth of population, industrial development and economic modernization. Many towns were often selected by companies who required workforce for their production of standardized goods and services. The fact that most of studied towns have kept their productive economic base proves that production of goods and services to be exported is a still important development strategy of SMSTs (Figure 4).

Figure 4: Profiles of local economy identified in case studies



Source: Own elaboration

For example of ***Vendôme, France*** – a town with a strong industrial sector that is due to proximity to the Paris Region. Town's industry particularly thrived after the arrival of multinational companies such as Thales, Avionics and Bosch that opened their production sites in the town and employed local workforce. Vendôme kept its productive orientation of local economy by focusing on diversification strategy and orientation towards innovation and technological adaptation in industrial sector, while assuring a provision of services and facilities to its residents.

However, the dominance of productive economy indicates a potential vulnerability of SMSTs. As Hildreth (2006: 26) argues: "A challenge for many of these towns at the beginning of the 21st century is that the historic competitive advantage that enabled these industries to prosper no longer exists. Nearby raw materials may have been exploited, the industry may have been obsolete or other centres in the world may be able to produce the same goods at considerably cheaper prices due to lower labour costs. As a consequence, these cities may display characteristics that make their economies particularly vulnerable". ***Tredegar, UK*** is an example of a town with productive profile of local economy that has been affected by negative consequences of de-industrialisation over the past 30-40 years. The town has a low employment rate. Long industrial history with ironworks in a valley that is associated with coal mining has resulted in being one of the least attractive towns to population and business. The similar situation can be observed in ***Usti nad***

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Orlici, Czech Republic. With more than 46% of employment in productive sector, the town has experienced a decrease in population (- 4%) and in employment (- 6%) in the last 10 years – the highest among our case studies. Usti nad Orlici is a former small industrial town that faces industrial decline, restructuring and unemployment levels around 10% which is higher than national average. The town has not been able to attract new major investors due to its peripheral position. Moreover, economic and job decline is mirrored in population stagnation and decline.

Surprisingly, very few SMSTs studied show the residential profile as a dominant profile of the local economy (5 out of 30 SMSTs). *This* might indicate that the industrial heritage remains a strong driver of SMSTs development, while services to population and residential consumption are still seen in a majority of SMSTs as complementary drivers to overall economy. Nevertheless, among residential SMSTs, there are towns where the tourism is the major driver in terms of production and jobs. ***Paralimni, Cyprus*** is an excellent case of one-dimension economy based on tourism (and related services, i.e. accommodation and food services). This town is the main coastal tourist resort in Cyprus and has been developing its development strategy on strengthening the touristic sector, upgrading tourist-related infrastructure and attracting young and active population to reside in the area.

Also, there are residential SMSTs with dominant elder population and where personal services and services related to healthcare have an important role for local economy. Other SMSTs, located at a short distance from large cities specialize in attracting commuters and their families. The case of ***Vendôme, France***, already mentioned, is connected to Paris by high-speed train (in only 42 minutes) and as such is a combination of the two latter categories. Between 1990 and 2008, the number of professionals has increased by 30% (a growth of 300 people in absolute terms) and the number of pensioners has increased by 50% (a growth of 2,500 inhabitants), which is far more than in other SMSTs in the same region.

A small group of seven towns show a mixed (hybrid) profile of local economy with no clear threshold being matched. Those SMSTs pursue more or less balanced employment in residential, productive and creative sectors. There is no distinctive dynamics in terms of profiles of their local economies.

Finally, we identify 14 SMSTs (47%) with a significant creative component in local economy (at least 10% of total employment in creative and knowledge-based sectors). As mentioned earlier, it is unlikely to find a town with creative and knowledge-based sectors as a dominant component of local economy. On the contrary, we find towns with either mixed residential and creative profiles or mixed productive and creative (both thresholds matched). This is rather a significant result that indicates the orientation of SMSTs towards new visions of development based on creativity, knowledge and innovation. A nice example comes from ***Östersund, Sweden***. The town has transformed the university college into a full university that became a link between R&D and business. This was accompanied by localization of public authorities, which changed population and employment structure of the town. Also, there is a strong partnership between the Mid Sweden Science Park and business community, regional council, university and sports associations. Furthermore, the town plays the role of the centre for eight surrounding

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

municipalities by providing them above mentioned infrastructure and services: personal services and trading, university, hospital, airport, high schools. Finally, the absence of large industries resulted in maintaining healthy environment and high living quality with lots of outdoor recreational activities.

When it comes to changes in profiles over a 10-year period, most of case studies that had a dominant productive profile during the last decade became more residential and more creative. Thus, our analysis confirms the scientific literature (add references) claiming that more and more SMSTs benefit from the residential economy. In addition, more and more SMSTs shift also towards a greater component of creative and knowledge-based economic activities. A high representation of cases (over of 50%) that experience any sort of change in profile over the past decade (from productive to residential/creative; and *vice versa* from residential to productive/creative), indicate that ***every second town in our case studies is in a process of structural change of local economy***. Moreover, it is very likely that this process will continue to exist in years to come.

Table 3: Change in profiles in case studies over a 10-year period

Changes in profiles			SMSTs
Base year	**End year**	**Over 10 years**	
residential	more residential	Maintaining the profile	Ieper, Dendermonde
productive	more productive		Tàrrega
residential	more productive	Shifting the profile	Cambrils, Ceva
residential	more creative		Dendermonde
productive	more residential		Vendôme, Chinon, Domzale, Radovljica, Vilafranca, Alba, Dali, Athineou
productive	more creative		Issoudun, Fossano
mixed profile	more productive and creative	Focusing the profile	Postojna
mixed profile	more residential and creative		Garwolin, Aarschot

Source: Own elaboration

3.2 Is change in profile associated with benefits?

Analysing the main variables related to economic performance (population change, employment change, active population, job structure change, net migration and housing change), we find that ***the evolution of socio-economic profile can be beneficial in terms of demographic and/or economic (jobs) growth. Most of our SMSTs (56%) are dynamic towns with positive growth rates in both population and employment.*** In fact, very few of our case studies (only Losice in Poland and Usti nad Orlici in Czech Republic) have experienced decline in population and in

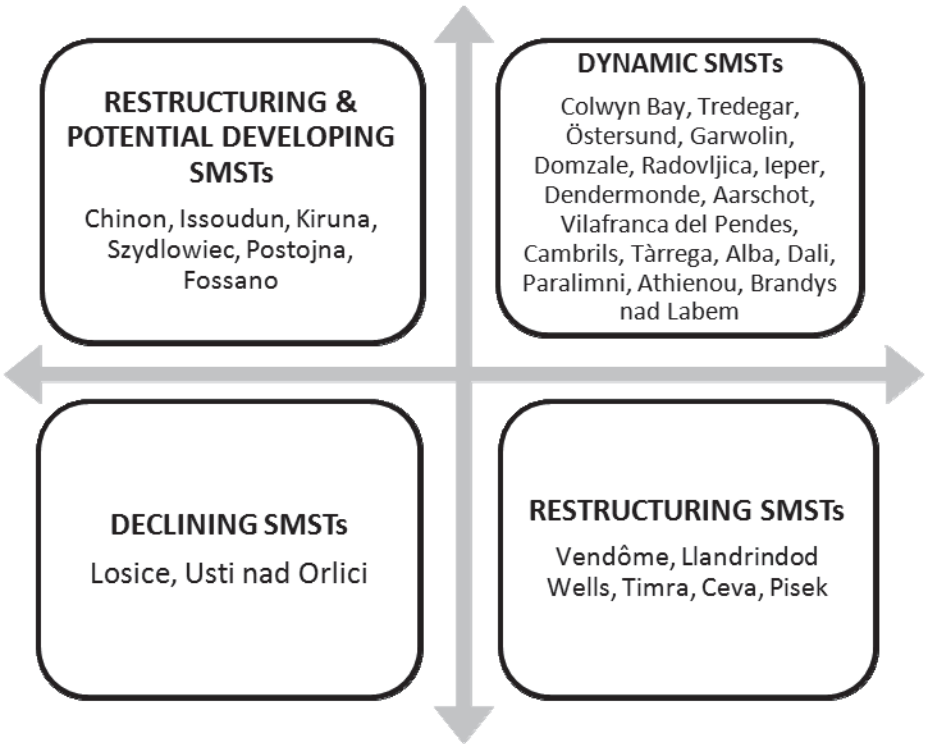
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

employment over the last decade. When it comes to the rest of our case study towns, ***one third of the sample is in a restructuring process*** and experience either growth in population and decline in employment, or growth in employment but decline in population. Those are also the towns that are in search for new strategy for local development and are therefore changing their profile of local economy (see Figure 5).

There are ***examples of 'successful' evolutions towards a more residential economy*** such as Chinon and Vendôme in France, Domzale and Radovljica in Slovenia, Aarschot, Dendermonde and Ieper in Belgium, Vilafranca del Pendès and Tàrrega in Spain, Alba in Italy, Daly and Athienou in Cyprus. Also there are ***examples of 'successful' evolution towards a more creative economy****:* Issoudun in France, Radovljica in Slovenia, Aarschot and Dendermonde in Belgium, Vilafranca del Pendès in Spain, Alba in Italy, Daly and Athienou in Cyprus.

As sectoral shifts are varied and specific to each case study, for the purpose of this report we chose to illustrate this dynamics just on a couple of examples.

Figure 5: Typology of performance of cases studies



Source: Own elaboration, based on the typology of ESPON 1.4.1. SMESTO, 2006

Issoudun, France is a town of 11,964 inhabitants with a local economy that was traditionally based on industry (know-how in leather). The town's economy relies on industrial specialization in the manufacturing of plane seats and cloths. However, over the last decade, the town started to diversify industry, to encourage new economic activities and to improve the services offered to its population (social housing, sport and cultural facilities, support for small local business, etc.).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

At the same time, Issoudun hosted a branch of the University of Orléans that offered two degrees in technology and communication and in trade. The town also started experimenting with new vocational training in art and new media and it opened its own broadcasting centre. Over that period of transition from 1999 to 2009, the town increased the number of jobs, but had losses in population. The important change for the performance was the percentage of employment in creative and knowledge-based sectors (from 13% to 17% in total employment).

Radovljica, Slovenia with 8,231 inhabitants has the most successful performance records among the three Slovenian case studies. During a 10-year period from 2001 to 2011, the number of companies in the town grew by more than 5%, as well as employment rate (+ 12%) and population (+ 1%). In addition, the employment in residential and creative sectors increased both by 3%. Radovljica is a town with traditional jobs in manufacturing industry such as furniture, recycling, electricity production, optical equipment, production of vehicles and skies. A combination of several factors influenced the performance of Radovljica. First, the town is accessible by air, road and rail. Second, it is a part of a strong and 'successful' region with internationally known sport and tourist resorts. Third, it has small ad flexible companies and high number of educated young people. Fourth, as administrative centre, it provides services such as education, sport facilities, health and social care, museum, cultural centre. Finally, it has a preserved environment and natural and cultural heritage.

Tàrrega, Spain - a town of 17,129 inhabitants is an example of a dynamic town that over the past decade had increase in population (+ 26%), employment (+ 24%), active population (+ 23%) and housing (+ 33%). In terms of employment change, all three profiles (residential, productive and creative) gained jobs. In fact, the evolution of employment is better than in the regional average during the last 20 years. More than 80% of local employment is covered by local residents. Tàrrega hosts a large number of micro-enterprises related to services and commerce, which are mostly situated in the city centre. The weight of the productive profile is traditionally high as key drivers of local economy have been agriculture and industry. The agriculture is the main sector in terms of employment growth, while the relative decrease of employment in industrial sector is related to the progressive tertiarisation. The town plays a role of a centre of services (both public and private) and commerce for the surrounding area. Also, Tàrrega has the only high school of design and artistic creation in the region.

Alba, Italy (25,519 inhabitants) is a touristic town with a strong agro-food and wine sector used to develop a robust, high-quality tourist system. The agro-food sector drives both residential and productive economy, complemented by good cultural offerings such as events and fairs. Alba succeeded to attract new generation of culturally informed young people with higher levels of education. There are mainly young entrepreneurs with high qualifications in the agro-food sector, which is due to national policy to open new faculties with specialisations fitting with regional economic specificities. The productive economy is diversified among large-scale industries and an increasing number of small and very small enterprises. Alba, known for quality and excellence of local food and wine (Barolo wine, truffles and hazelnut) is a centre of culture and well-being. Over the last decade, Alba gained 6% in population and 28% in employment. The employment

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

in residential economy increased by 5% and in creative and knowledge-based economy by 3%.

3.3 Is employment growth linked to a functional role?

The analysis of case studies suggests that ***SMSTs with residential profile have more advantages as agglomerated or networked centres rather than autonomous centres***. ***On the contrary, we find no clear evidence on productive/creative towns and functional role (in terms of employment)***.

These results go in line with the urban literature (see e.g. CERTU-CETE, 2011, for a detailed analysis in the French case) that recognises the importance of various forms of mobility in positioning SMSTs in urban hierarchy. It is argued that in contrast to some of the disadvantages of larger cities (e.g. traffic congestions, high property prices, social segregation, crime and pollution), SMSTs that provide services and a better quality of life have become attractive to both population and investments.

Referring to the typology of SMSTs' dynamics introduced by the ESPON 1.4.1. SMESTO (2006), we find that ***almost all dynamic SMSTs in terms of gaining population and employment are networked or agglomerated rather than autonomous*** (see Figure 6). The exception is ***Athienou, Cyprus*** that is growing in isolation (the only case of dynamic-isolated SMST). Its economy is mainly based on agriculture and agro-industry. The Cooperative organisation of Athienou has largely contributed to the development of business activity and local identity of population. The Cooperative supports local entrepreneurship, not only by commonly trading the local agricultural products and by providing loans, but also assuring storage facilities. Moreover, local population values its identity and is known for its competitiveness and innovative temperament.

An example of *'successful' residential-agglomerated* towns is ***Colwyn Bay, UK***. It is the second largest business centre in North Wales, only about 50 km from Liverpool to which it is agglomerated. The local economy is dominated by the tourism sector. In fact, the employment in tourism is nearly twice the average for small towns. During the last decade, the town has gained in population by 7% and in employment by 3%.

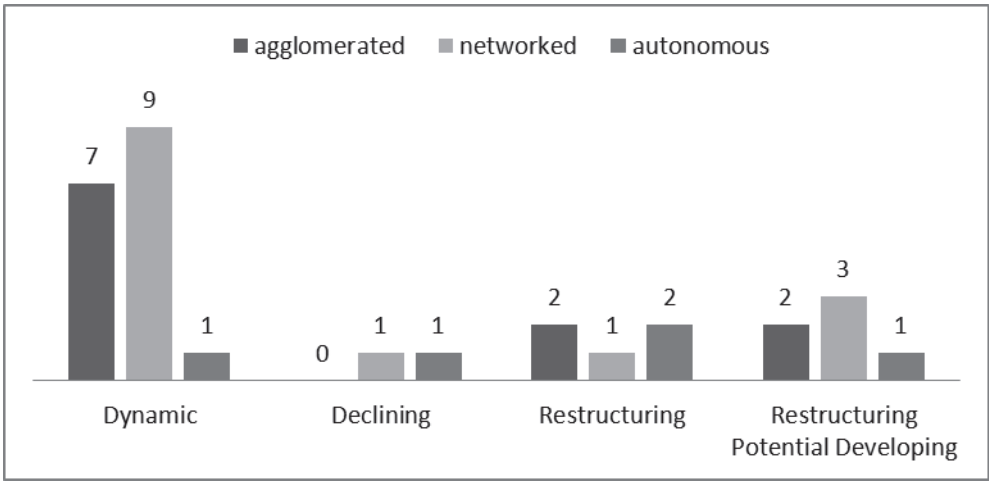
Equally interesting, the analysis highlights some examples of *'successful' residential-networked* towns. ***Cambrils, Spain*** is located about 10 km from Tarragona, Reus and Vilaseca. The town seeks to position itself as the centre of reference for the eastern part of the province and acquires a hub role in terms of accessibility, since it is located at the crux of different mobility corridors. The population and employment have increased during the last 10 years (36% in population and 15% in employment). The town's school of hospitality and tourism, that offers a degree in hotel, catering and tourism management, is unique in the province.

Finally, ***Losice, Poland*** is an example of autonomous town that is challenged by the declining economy (loss of population and employment). Isolated and poorly accessible, Losice is struggling to keep a role of a local agricultural and labour centre for the surrounding rural area. Agricultural services in a broad sense and

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

trade in agricultural products are the primary sectors of activity of the local enterprises. Nevertheless, Losice is considered to be unfavourable and discouraging place for investment as there is a lack of policy actions, a long term vision of development and no important changes are expected in terms of the economic functions of the town.

Figure 5: Performance of case study SMSTs in relation to their territorial arrangement



Source: Own elaboration based on ESPON TOWN Interim report, 2013

3.4 What are common trends?

Our analysis of 30 case studies offers some insights on common trends and trajectories that we list below. However, much more cases across Europe should be observed in order to be able to conclude that these results reflect the reality of SMSTs in Europe:

- The majority of case studies have a ***dominant productive profile*** of local economy (18 towns out of 30).
- Few SMSTs studied show residential activities as a dominant profile of the local economy (5 out of 30 SMSTs). Rather, if not productive, case studies have a mixed (hybrid) profile of local economy with no clear threshold being matched.
- Almost half of case studies (46.7%) have a ***significant creative component in local economy*** (at least 10% of total employment in creative and knowledge-based sectors).
- Most of case studies having a dominant productive profile became ***more residential and more creative*** during the last decade. Half of case studies have experienced some sort of change in profile over the last 10 years or so. This means that every second town in our case studies, though to different degrees, is in a process of structural change of local economy.
- The ***evolution of socio-economic profile can be beneficial*** in terms of demographic and/or economic (jobs) growth. More than half of our SMSTs (56%) are dynamic towns with positive growth rates in both population and employment. Also, almost all dynamic SMSTs in terms of gaining

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

population and employment are either networked or agglomerated than autonomous.

- Towns with residential profile have ***more advantages as agglomerated or networked centres than as autonomous centres***. On the contrary, there is no clear evidence on relations between productive/creative towns and functional role (in terms of employment).

4 Conclusion

Our research started with the objective to identify the main features and trends of local economies in selected European SMSTs. More precisely, we focused on analysis of performance in terms of population and employment change over a 10-year period and on finding what influences better or worse performance. In that scope, we observed the relation between performance and profiles of local economy, on the one hand, and the relation between performance and territorial arrangement (functional role) on the other.

Despite limited sample, our analysis offers evidence that is aligned with our presumptions presented at the beginning of this chapter. Firstly, we have been able to identify the presence of three major socio-economic profiles of local economy in case studies: residential, productive and knowledge-creative. Even though we expected to have more mixed profiles of local economy and fewer cases of dominant profile (indicating a strong specialisation), we found that the local economy in our towns still relies strongly on their industrial heritage. Secondly, we got confirmation that SMSTs are experiencing sectoral shifting from productive local economy to one that is more residential and more knowledge-creative, especially over the last decade. Very significant was that half of selected towns are engaged in creative and knowledge-based activities. This means that SMSTs understood the importance of creativity, innovation and knowledge for their future development. Thirdly, a majority of selected towns are dynamic meaning that they have an increase in both population and in employment. Others are in the process of restructuring, which means that they search intensively for solutions to attract population and/or jobs. Finally, we found evidence that there may be connection between performance and territorial arrangement. Better performance (growth in population and in employment) is found in towns that are agglomerated and networked.

In addressing the question if SMSTs across Europe face 'common problems', we argue that social and economic problems of SMSTs are only 'common' in an abstract sense. In practice the 'problems' of towns are mainly framed by their national and/or regional context. In fact, context (geographical and institutional) seems to be more important than the characteristics of the town itself, even if local specificities and circumstances may be also decisive in some cases.

Regarding recommendations for the European policy, we then propose giving SMSTs a stronger voice in regional debates. It is clear that SMSTs play an important functional role for their territory and have factors of attractiveness that differ from those of large cities. In fact, they are very dynamic in terms of population and employment, thus their fate may be different from the one of decline and degradation. Finally, more support to alternative visions of the local

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

economy that is oriented towards creativity and knowledge would benefit to SMSTs as well. As illustrated by our case studies economic growth based on interconnections and various forms of scientific, technological and industrial partnerships may also happen in SMSTs. Equally important, they can offer a vibrant and creative environment attractive to population and business just like larger cities. Therefore, SMSTs should not be excluded from public debate on future development of European territory. On the contrary, given their significant and growing share in total European population (72% for SMSTs compared to 28% for large cities), they should be considered, seriously, as a key component of the territorial new European landscape in terms of employment and population location, and of spatial mobility dynamics and economic development.

References

Becattini G., 1987, *Mercato e forze locali: il distretto industriale*, Bologna, Il Mulino.

Bolay J.-C. and Rabinovich A., 2004, "Intermediate cities in Latin America risk and opportunities of coherent urban development", *Cities*, Vol. 21, N° 5, pp. 407–421.

Brunet R., 1997, *Territoires de France et d'Europe. Raisons de géographe*. Paris, Belin.

Brusco S., 1986, "Small Firms and Industrial Districts: The Experience of Italy". In: Keeble, D., Wever, E. (eds.), *New Firms and Regional Development in Europe*. London, Croom Helm

Carrier M. and Gingras P., 1984, "Les villes moyennes. Analyse démographique et économique, 1971-2001 : note de recherche", *Recherches sociographiques*, Vol. 45, N° 3, pp. 569-592.

Carrier M. and Demazière C., 2012, "Socio-économie des villes petites et moyenne: questions théoriques et implications pour l'aménagement du territoire", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, N° 2, pp. 135-149.

Carrier M., Thériault M. and Véronneau E., 2012, "Structure socio-spatiale des réseaux d'innovation en secteur manufacturier traditionnel d'une ville moyenne", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, N° 2, pp. 215-244.

CERTU-CETE (2011) *La mobilité dans les villes moyennes. Exploitation des enquêtes déplacements villes moyennes 2000-2010*, Collection Dossiers. Lyon: Editions du CERTU. Report available online: http://www.certu.fr

Davezies L., 2010, *La crise et nos territoires: premiers impacts*, research report for AdCF, Caisse des Dépôts and Institut CDC pour la Recherche, Paris.

Demazière C. (Dir), 2012, *Observation des dynamiques économiques et stratégies des villes petites et moyennes de la région Centre*, interim research report for Région Centre, Université François-Rabelais, UMR CITERES, Tours.

Demazière C., Hamdouch A. and Banovac K., 2012, *Méthodes d'analyse des dynamiques de développement des villes petites et moyennes*, paper presented to the AttracVil seminar, Roumazières-Loubert, 29-30 March.

Demazière C., Hamdouch A. and Banovac K., 2014, "The Changing Profiles of Small and Medium-Sized Towns in the European Context: Between Residential Economy, Competitiveness and Innovation". In: H. Mainet, A. Kwiatek-Sołtys, K. Wiedermann, J.-C.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Edouard and F. Van Celst (eds.): *The Attractiveness of Small and Medium Towns: Criteria, Issues and Strategies*. Clermont-Ferrand: CREAMAC (forthcoming).

ESPON TOWN – Small and Medium-Size Towns, 2012, *Interim Report*, http://www.espon.eu/main/Menu_Projects/Menu_AppliedResearch/town.html consulted on January 2, 2014.

Hamdouch A. and Depret M.-H., 2013, "Clusters, Networks, and Entrepreneurship", *in* Elias G. Carayannis (ed.), *Springer Encyclopaedia on creativity, invention, innovation and entrepreneurship*, New York, Springer Science.

Hamdouch A. and Moulaert F., 2006, "Knowledge Infrastructure, Innovation Dynamics, and Knowledge Creation/Diffusion/Accumulation Processes: A Comparative Institutional Perspective", *Innovation – The European Journal of Social Science Research*, Vol. 19, N° 1, pp. 25-50.

Hildreth P. A., 2006, "Roles and Economic Potential of English Medium-Sized Cities", Discussion Paper, http://www.surf.salford.ac.uk consulted on January 2, 2014.

Klaesson J., Johansson B. and Karlsson C., 2011, *Metopolitan Regions. Preconditions and Strategies for Growth and Development in the Global Economy*, CESIS.

Knox P. and Mayer H., 2009, *Small Town Sustainability: Economic, Social and Environmental Innovation*, Basel-Boston-Berlin, Birkhauser.

Léo P.-Y., Philippe J. and Monnoyer M.-C., 2012, "Stratégie de développement tertiaire des villes françaises", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, N° 2, pp. 150-172.

Kourtit K., Nijkapm P. and Arribas D., 2012, "Smart cities in perspective – a comparative European study by means of self-organizing maps", *Innovation – The European Journal of Social Science Research*, Vol. 25, N° 2, p. 229-246.

ÖIR (Österreichisches Institut für Raumplanung), 2006, *ESPON 1.4.1 - The role of small and medium-sized towns - Final report*, ESPON, Luxembourg.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

5 Annex

COUNTRY	SMST	SOCIO-ECONOMIC PROFILES			Population change	Employment change	Job structure change	Performance typology	TERRITORIAL CONTEXT
		Residential	Productive	Creative					
France	**Vendôme (8,578 inh)**	2	1	3	- 3.5%	+ 8.4%	R: 50.1% (1999) > 56.2% (2009) (+ 6.1) P: 41.2% (1999) > 36.1% (2009) (- 5.1) C: 8.7% (1999) > 7.7% (2009) (- 1)	restructuring	networked
	Chinon (5,355 inh)	1	3	2	- 10.4%	+ 8.5%	R: 55.7% (1999) > 60.1% (2009) (+ 4.4) P: 36.2% (1999) > 31.1% (2009) (- 5.1) C: 8.1% (1999) > 8.8% (2009) (+ 0.7)	restructuring & potential developing	agglomerated
	Issoudun (11,964 inh)	3	1	2	- 4.5%	+ 0.2%	R: 52.3% (1999) > 48.8% (2009) (- 3.5) P: 34.4% (1999) > 34.3% (2009) (- 0.1) C: 13.3% (1999) > 16.9% (2009) (+ 3.6)	restructuring & potential developing	networked
UK	**Colwyn Bay (32,895 inh)**	1	2	3	+ 7.1%	+ 2.9%	R: 88% (2010) P: 12% (2010)	dynamic	agglomerated
	Llandrindod Wells (6,450 inh)	1	2	3	+ 5.7%	- 1.3%	R: 86% (2010) P: 14% (2010)	restructuring	autonomous
	Tredegar (15,103 inh)	2	1	3	+ 0.3%	+ 4.2%	R: 51% (2010) P: 49% (2010)	dynamic	networked
Sweden	**Kiruna (16,368 inh)**	1	2	3	- 2.7%	+ 15.4%	R: 61.2% (2011); change: - 8 P: 33.3% (2011); change: + 3.5 C: 5.5% (2011)	restructuring & potential developing	autonomous

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

	Östersund (39,842 inh)	1	3	2	+ 2.2%	+ 2.6%	R: 78.3% (2011); change: + 2.7 P: 14% (2011); change: - 4.4 C: 7.7% (2011)	dynamic	agglomerated
	Timrå (9,268 inh)	1	2	3	+ 1.3%	+ 1.8%	R: 60.5% (2011); change: - 0.9 P: 33.7% (2011); change: - 5.4 C: 5.8% (2011)	restructuring	agglomerated
Poland	**Garwolin (15,477 inh)**	1	3	2	+ 0.6%	no information	R: 59.7% (2009) > 58.9% (2012) (- 0.8) P: 22.9% (2009) > 22.5% (2012) (- 0.4) C: 17.3% (2009) > 18.6% (2012) (+ 1.3)	dynamic	agglomerated
	Łosice (6,193 inh)	X	X		- 1.1%	no information	no information	declining	autonomous
	Szydłowiec (10,418 inh)	2	1	3	+ 0.1%	no information	R: 42% (2012) P: 52.5% (2012) C: 5.5% (2012)	restructuring & potential developing	networked
Slovenia	**Domžale (23,792 inh)**	1	3	2	+ 8.1%	+ 0.6%	R: 43.3% (2001) > 44.6% (2011) (+ 1.3) P: 42.8% (2001) > 34.0% (2011) (- 8.8) C: 13.9% (2001) > 21.4% (2011) (+ 7.5)	dynamic	networked
	Postojna (7,580 inh)	3	1	2	+ 2.4%	- 19.9%	R: 59.1% (2001) > 49.7% (2011) (- 9.4) P: 30.6% (2001) > 33.5% (2011) (+ 2.9) C: 10.3% (2001) > 16.9% (2011) (+ 6.6)	restructuring & potential developing	agglomerated
	Radovljica (8,231 inh)	1	3	2	+ 1.2%	+ 12.0%	R: 42.6% (2001) > 46.0% (2011) (+ 3.4) P: 43.8% (2001) > 36.5% (2011) (- 7.3) C: 13.7% (2001) > 17.4% (2011) (+ 3.7)	dynamic	networked
Belgium	**Ieper (22,050 inh)**	1	2	3	0%	+ 14.2%	R: 64.6% (2010); + 31% (2001 - 2010) P: 23.6% (2010); + 8% (2001 - 2010) C: 11.8% (2010); - 4% (2001 - 2010)	dynamic	networked

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

	Dendermonde (44,257 inh)	1	3	2	+ 2.7%	+ 10.5%	R: 64.5% (2010); + 18% (2001 - 2010) P: 20.7% (2010); - 2.5% (2001 - 2010) C: 14.8% (2010); + 9% (2001 - 2010)	dynamic	agglomerated
	Aarschot (28,636 inh)	1	3	2	+ 3.4%	+ 4.5%	R: 62.2% (2010); + 23% (2001 - 2010) P: 18.7% (2010); - 31% (2001 - 2010) C: 19.1% (2010); + 10% (2001 - 2010)	dynamic	networked
Spain	**Vilafranca del Penedès (41,321 inh)**	1	2	3	+ 21.9%	+ 14%	R: 50% (2011); + 9% (2001 - 2011) P: 36% (2011); - 6% (2001 - 2011) C: 11% (2011); + 159% (2001 - 2011)	dynamic	agglomerated
	Cambrils (34 919 inh)	1	3	2	+ 36.4%	+ 15%	R: 76% (2011); - 5% (2001 - 2011) P: 11% (2011); + 33% (2001 - 2011) C: 12% (2011); + 164% (2001 - 2011)	dynamic	networked
	Tàrrega (17,129 inh)	1	2	3	+ 25.6%	+ 24%	R: 60% (2011); + 14% (2001 - 2011) P: 36% (2011); + 6% (2001 - 2011) C: 4% (2011); + 156% (2001 - 2011)	dynamic	networked
Italy	**Alba (25,519 inh)**	2	1	3	+ 5.8%	+ 28.2%	R: 33.8% (1991) > 38.6% (2001) (+ 4.8) P: 60.4% (1991) > 52.4% (2001) (- 8) C: 5.8% (1991) > 9% (2001) (+ 3.2)	dynamic	networked
	Ceva (5,056 inh)	1	2	3	+ 2.3%	- 5.2%	R: 74.1% (1991) > 63.1% (2001) (- 11) P: 19.5% (1991) > 25.5% (2001) (+ 6) C: 6.4% (1991) > 11.4% (2001) (+ 5)	restructuring	agglomerated
	Fossano (20,564 inh)	2	1	3	+ 4.1%	- 3.9%	R: 58.1% (1991) > 56.5% (2001) (- 1.6) P: 34.9% (1991) > 33.5% (2001) (- 1.4) C: 7% (1991) > 10% (2001) (+ 3)	restructuring & potential developing	networked

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Cyprus	**Dali (10,466 inh)**	2	1	3	+ 79%	+ 98%	R: 52.1% (2005) > 56.3% (2011) (+ 4.2) P: 39.2% (2005) > 34.3% (2011) (- 4.9) C: 8.7% (2005) > 9.4% (2011) (+ 0.7)	dynamic	agglomerated
	Paralimni (14,963 inh)	1	3	2	+ 35%	+ 15%	R: 77.2% (2005) > 77.9% (2011) (+ 0.7) P: 8.9% (2005) > 9.2% (2011) (+ 0.3) C: 13.9% (2005) > 12.9% (2011) (- 1)	dynamic	networked
	Athienou (5,017 inh)	3	1	2	+ 18%	+ 26%	R: 40.1% (2005) > 44% (2011) (+ 3.9) P: 50.2% (2005) > 44.4% (2011) (- 5.8) C: 9.7% (2005) > 11.4% (2011) (+ 1.7)	dynamic	autonomous
Czechia	**Brandýs nad Labem - Stará Boleslav (16,247 inh)**	1	2	3	+ 12.6%	+ 12.1%	R: 54.0 % (2001) P: 36.7 % (2001) C: 9.4 % (2001)	dynamic	agglomerated
	Ústí nad Orlicí (12,457 inh)	2	1	3	- 3.7%	- 6.2%	R: 43.5 % (2001) P: 46.8 % (2001) C: 9.7 % (2001)	declining	networked
	Písek (27,979 inh)	1	2	3	- 0.7%	+ 0.5%	R: 48.6 % (2001) P: 41.6 % (2001) C: 9.8 % (2001)	restructuring	autonomous

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 16 / WORKSHOP 16

Habiter la petite ville : l'urbanisme en réponse

Living in the small towns: urbanism in reply

The future of the post war single family housing estates in Germany? A specific task field for small and medium sized towns?

Andrea Berndgen-Kaiser,
Dipl.-Ing. Architect
ILS – Research Institute for Regional and Urban Development – Office Aachen,
Karmeliterstraße 6-
D 52064 Aachen, Germany
andrea.berndgen-kaiser@ils-research.de

Abstract

In collaboration with IREUS, the Stuttgart Institute of Regional Development Planning and HFT, Stuttgart University of Applied Sciences , the ILS – Research Institute for Regional and Urban Development has conducted a research project (sponsored by the Wüstenrot Foundation) - analysing the quality of housing estates of the 1950s, 60s and 70s. The objective of the project was to develop recommendations for local authorities to enhance their post-war housing stock. In the proposed submission, major results of this project will be presented.

With the original owners of these houses gradually decreasing, a generation change is now taking place. The demand for certain sections of this housing stock is especially in certain regions of Germany quite low. Alongside the decline in those population cohorts previously representing the major potential for house ownership, qualitative factors are having a rising influence on demand. One observation is that, due to the increased multiplicity of lifestyles and their accompanying spatial and temporal flexibilisation, urban locations are set to gain in importance, being easier to access and having a good infrastructure. The consequence will be that those houses in regions which are affected by demographic and economic problems as well as houses in sub-prime locations or real estates with structural or insulation deficits will suffer from a downturn in demand. This in turn means that older houses will in future be more vulnerable to falling prices or even in certain cases remain vacant.

An analysis of West German municipalities led to a total of 14 municipalities being examined in five West German federal states. 13 of them are small and medium sized towns (at least 5,000 inhabitants). They supported in-depth case studies in specified areas through the provision of data. The research team conducted expert interviews with local officials and real estate experts, assessed detailed data stock of the selected areas, and asked inhabitants to answer a standardised questionnaire.

Based on the results of the empirical surveys and in contrast to the widespread opinion that detached housing estates in Germany would fall outside the scope of public intervention, the project pointed out a wide range of policies and potential measures for action. The research results underline the importance of a housing-stock-oriented development in order to enhance the future suitability of the post-war housing stock. Activating strategies for waste land and gaps between buildings could be applied on local level. Image work for the housing stock in order to stimulate the demand could be established on meso-level. On macro-level, collaboration between neighbouring municipalities could help to avoid competition to attract new inhabitants. Even local communities which actually do not see any need for action should conduct continuous monitoring of their housing stock in order to avoid unfavourable developments and to deal with the problem in a provident way.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Keywords

Single family housing, post-war housing stock, generation change, housing policy case studies

1 Introduction

In association with IREUS, the Stuttgart Institute of Regional Development Planning, and HFT, University of Applied Sciences Stuttgart - Faculty of Architecture and Design, the ILS has carried out a three year research project (funded by the Wüstenrot Foundation). The project has been terminated with the publication of a final report in 2012. The objective of the project was to develop recommendations for local authorities on what to do with their post-war single family housing estates. The following paper will deal with the description and the findings of the study. (Wüstenrot Stiftung 2012).

After the Second World War, the process of suburbanisation led to a large stock of ageing single-family houses in West Germany.

As a consequence, nearly every third residential building in West Germany is a single family house which has been built between 1950 and 1980.

The relatively low housing mobility in Germany leads to a deferred change of homeownership. In fact, only approximately 20 per cent of German home owners relocate after the age of 55 (Neugebauer 2007: 43), which implies that four fifth of owner-occupiers stay in their homes as long as possible. This so called "remanence-effect" leads to a homogeneous age-structure which increases on average. The great proportion of single-family homes from the 1960s to the 1970s is currently in the middle of tenure change process. A quantitative disparity in the supply and demand development of older single-family estates is considered as a consequence of population decline and changing household structures. In fact, the proportion of families is rapidly declining, whereas the number of single households and childless couples is increasing. In addition to this quantitative disproportion, it is assumed that there are also qualitative supply and demand discrepancies. With one-parent families and childless couples gaining importance, family accommodation requirements are expected to change. Accordingly, car-dependent residential areas with a lack of urban services might not be able to fulfill the specific needs of post-traditional families (Häussermann 2007; Siebel 2008).

First of all, an introduction in the characteristics of single family housing estates in West Germany is provided (Chapter 1). Accordingly, the conducted study is presented with regard to research questions, methodology and findings (Chapter 2). Moreover, practical policy implications are provided (Chapter 3).

2 Research project - Detached housing areas of the 50s to the 70s

The following chapter deals with the research project about detached housing areas of the 50s to the 70s. After the research questions are drawn up (Chapter 2.1), the

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

research methodology is presented (Chapter 2.2). Accordingly, the results of the different assessments are shown (Chapter 2.3 and 2.4). The part concludes with outcomes of case studies (Chapter 2.5).

2.1 Research questions

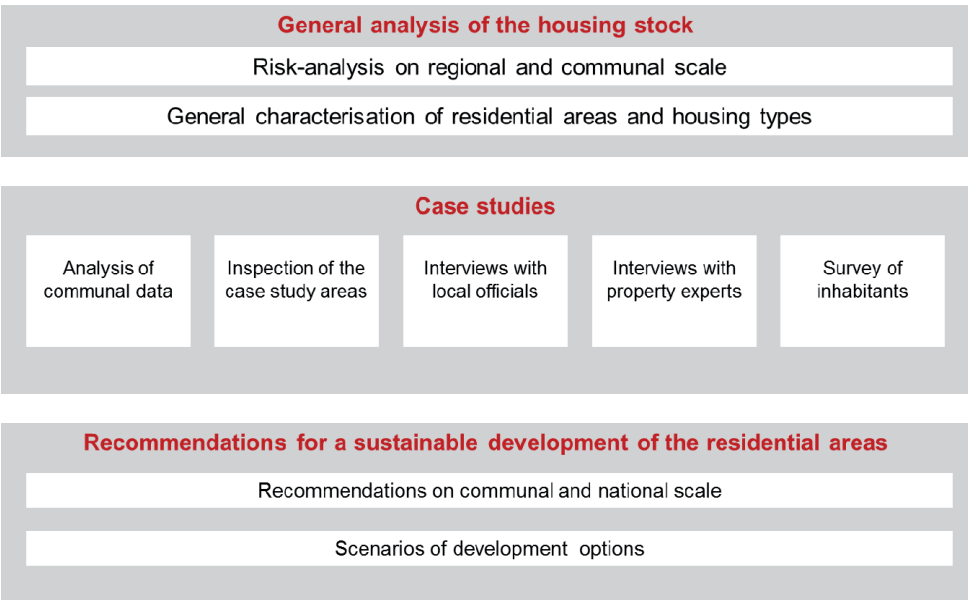
Against the background of a changing supply and demand, several research questions have been elaborated. The first question consisted in: are there most affected regions to be identified? Moreover, a classification of the actual market-situation of the post-war-single-family housing stock was considered a relevant outcome. The third research question dealt with the generation change of ownership and how it is taking place. Relating to these questions we hypothesise that older family homes will not only be faced with a falling, but also with a qualitatively changing housing demand (like less family households, more single-person and single-parent households).

Additionally, it was considered important to assess the significance of this housing stock in the perception of municipal stakeholders. The final question was: which measures can support a long-term sustainable use of the assessed housing stock? These research questions served as a frame for the final research objective to develop recommendations for local authorities on what to do with their post-war housing stock.

2.2 Research methodology

Our research project was divided into three working-phases (cf. Fig. 1). At the beginning of our research we conducted a data-analysis of the housing stock and population development on regional and municipal scale to identify counties and municipalities with a high probability of prospective supply surpluses.

Figure 1: Methodology of the research project



Source: authors' own graph

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

After the data analysis phase, we implemented 29 case studies in 14 local municipalities in 5 West-German federal states. In these case studies, we analysed municipal data and assessed in-depth inspections of the chosen single family housing estates.

The table shows the applied indicators of our data analysis on regional scale (cf. table 1). We combined variables of supply and demand for older family houses. The coincidence of rising market supply and weakened demand is interpreted as a risk of oversupply on the resale market.

Table 1: Indicators for the district-level risk assessment

Supply-indicators	Demand-indicators
Share of detached and semi-detached houses from the 1950s to 1970s in the single family housing-stock 2005	Population development from 2005 to 2025
Share of detached and semi-detached houses from the 1950s in relation to whole stock in 2005	Decrease in the number of big households (three persons and more) from 2005 to 2025
Increase of the old-age dependency ratio from 2005 to 2025	Employees per 1000 inhabitants 2005
Average land value of the building areas 2003-2007	Changing in household income from 1996 to 2005
	Access to the next high-order centre

Source: author's own table

Moreover, we conducted guideline-based interviews with local authorities and real estate experts to detect their awareness of problems and solution approaches. In 10 dwelling areas which were chosen as a reference, representing different types of areas, we conducted a survey among the inhabitants.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2.3 Findings of the district-level risk assessment

The results of the analysis, using these specified indicators lead to the conclusion that the risk of oversupply does not necessarily increase in areas with quantitatively the highest share of housing stock (that's being the case in suburban areas of the agglomerations).

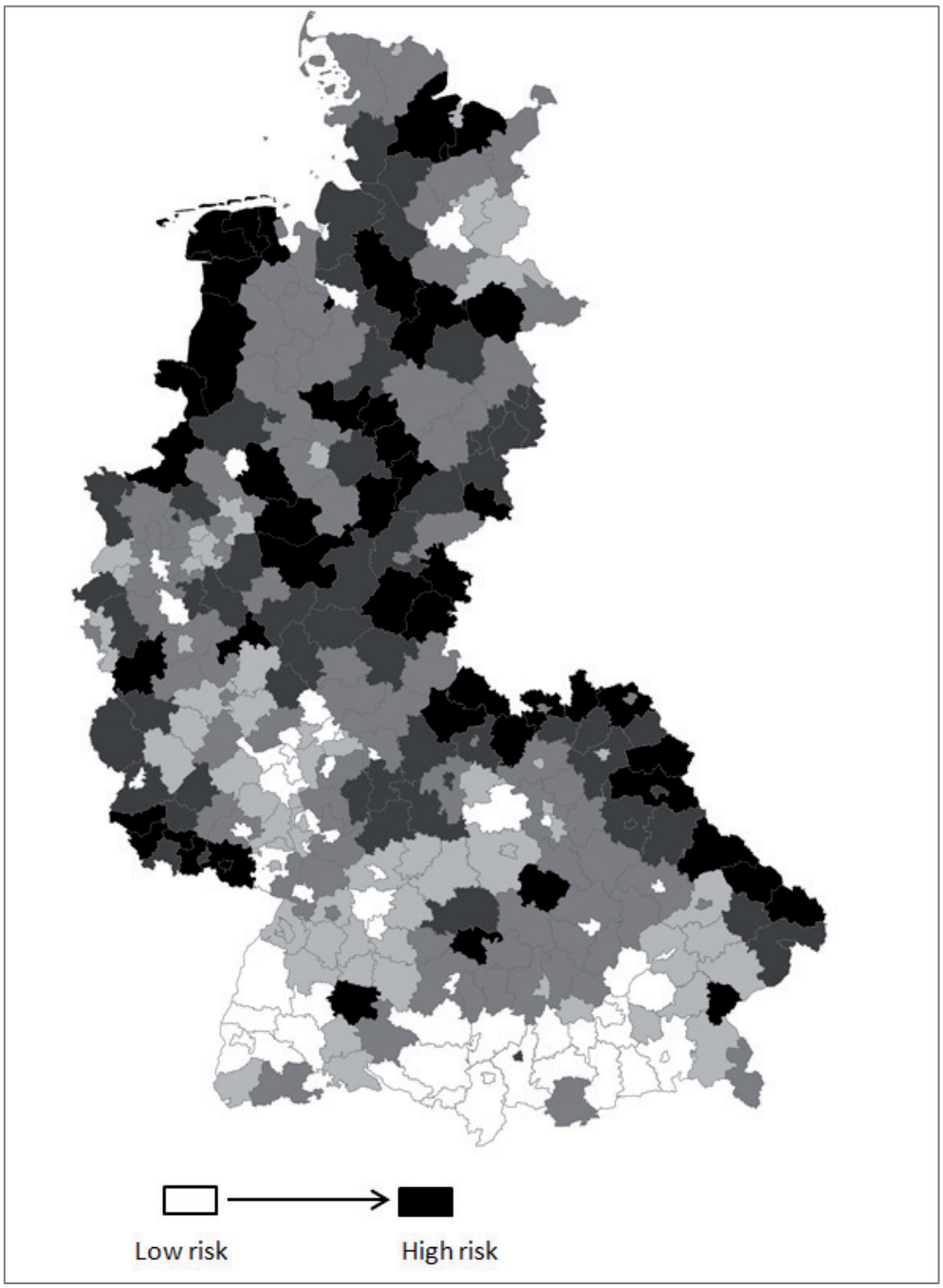
Affected regions are mostly peripheral districts such as e.g. border regions or "peripheral regions" at the inner German border or border regions between federal states.

In conclusion, agglomerations are less affected by a potential oversupply, whereas in rural areas, more problems are to be expected.

On the whole we identified districts with an above average risk of supply outpacing demand for older family homes. We divided the West German regions with single-family homes built between 1949 and 1978 (6.56 million dwelling units) into five risk classes. The colour intensifies from white to black with increasing risk (cf. Fig. 2).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 2: Low and high risk regions for oversupply in the housing market



Source: Wüstenrot Stiftung 2012: 29.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2.4 Findings of the risk assessment on municipal scale

Conclusions out of the district analysis may not be transmitted on a municipal level because of divergent developments in individual municipalities.

Problems or vacancies in municipalities or neighbourhoods depend on further factors, which cannot or just restrictedly be assessed by using data on district level.

To select potential case studies on a reliable basis, another analysis, using data on a municipal scale, has been conducted. The results broadly match with the spatial pattern of the analysis on district scale, but also the hypothesis of divergent situations on a municipal scale is confirmed. Hence, municipalities with lowest or highest risks are sometimes located next to each other.

In so far, one of the key findings of the quantitative analysis consists in the fact that - unlike expectancy - regions, municipalities or areas with a higher market risk for selling single-family homes may only partly be identifiable with the chosen indicator set. Nevertheless, the conducted statistical analysis contributed to generate lower or higher certainties for potential market imbalances on a regional or municipal scale. Marketing difficulties, sinking prices or even vacancies caused by structural problems depend on multiple further factors in the specific case.

2.5 Case studies

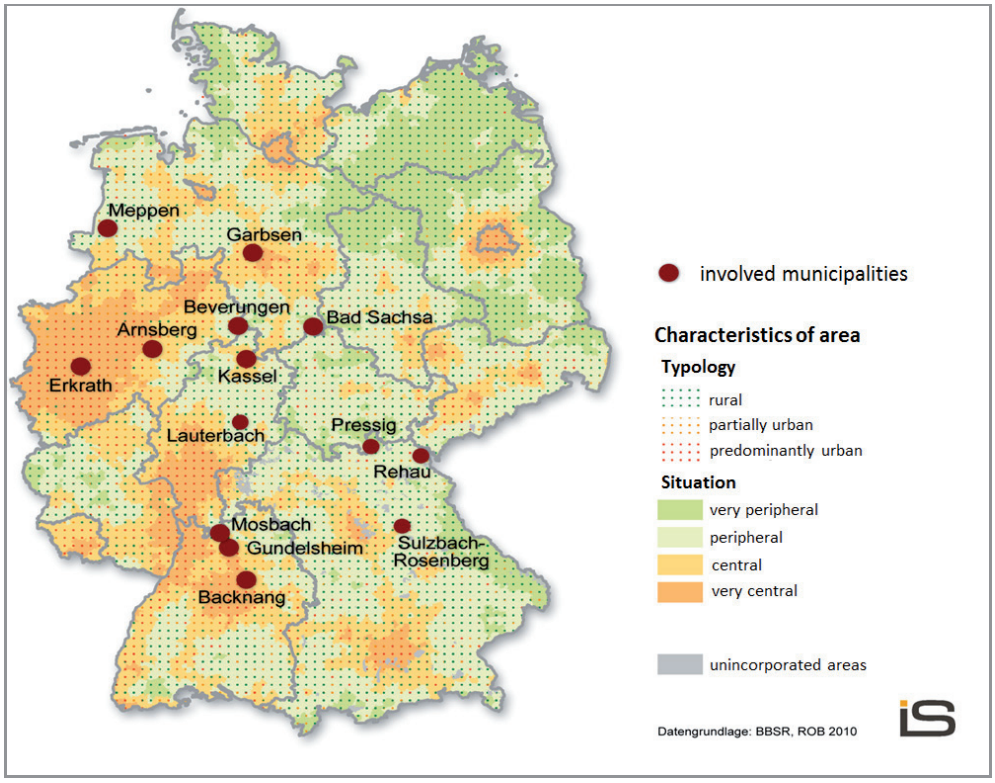
As described in the summary of the methodology, case studies have been conducted, in14 selected municipalities. They have been chosen with regard to their vulnerability in relation to unstable developments of supply and demand in areas of used single-family homes.

They are located in 5 federal states: Lower Saxony, North Rhine-Westphalia, Hesse, Baden-Württemberg and Bavaria (cf. Fig. 3).

Important criteria for the selection of the case study municipalities were spatial categories like character (rural, partially urban and mainly urban) and situation (very peripheral, peripheral and central) of the communities. In each municipality we analysed two or three estates, altogether 29. Another important criterion for the selection of the 14 case study municipalities besides the spatial category was the town size. A wide range of town sizes is represented in the study, from a rural municipality of just over 4,000 inhabitants to a major city of nearly 200,000 people. The average town size in our sample is 22,000 inhabitants, which indicates that most of the case study municipalities are small or medium sized.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 3: The 14 participating municipalities in West Germany



Source: Wüstenrot Stiftung, based on BBSR Raumtypen 2010: 44

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2.5.1 Some findings of the expert interviews

Inspections of the housing areas have shown disparities in the development of structurally similar neighbourhoods, even on a municipal level. They are particularly caused by location factors or the image of a neighbourhood, which was also confirmed by planning- and real estate experts, who have been interviewed in the case study areas. Corresponding, they named the location of the area with regard to the city centre, their image and the state of repair of individual houses as influence factors of the attractiveness of housing stock.

The results of the local inspection of the area show that there has already been done a lot of renovation. Non-renovated estates which have been built before 1980 can hardly be found. Even though there is still a lack of costly energy efficient renovations many inhabitants state that they are planning to realise that in the future.

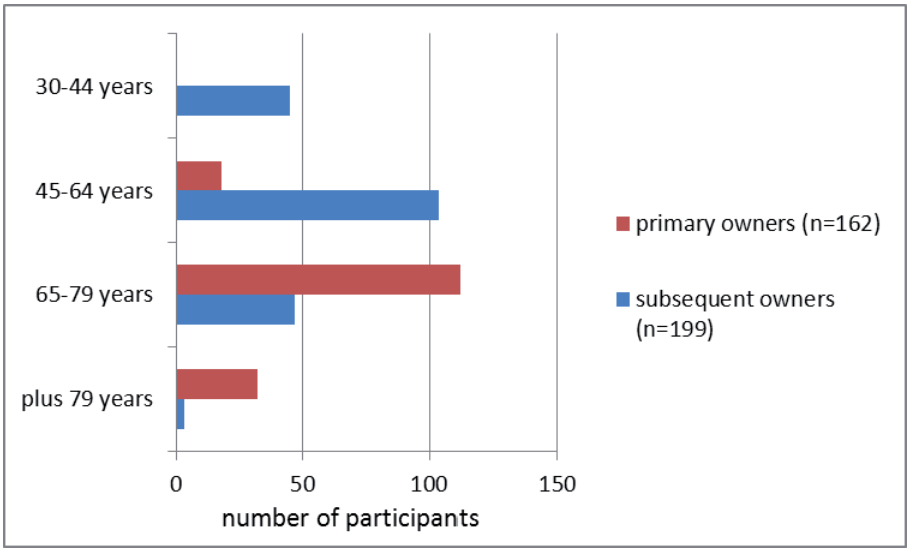
Experts state that high density in real estate areas brings along marketing problems in contrast to free standing houses. These disadvantages increase particularly if the estate cannot be accessed on short distance from the town centre or is not barrier free because of the topography.

2.5.2 Some findings of the survey among inhabitants

To supplement the extrinsic view on the problems by real estate and municipal experts we conducted a survey among inhabitants in 10 selected dwelling areas. On the whole, we questioned 2004 inhabitants with our survey, achieving a response rate of 29 percent.

Some of the findings of the survey are illustrated by the following figures:

Figure 4: Age of inhabitants



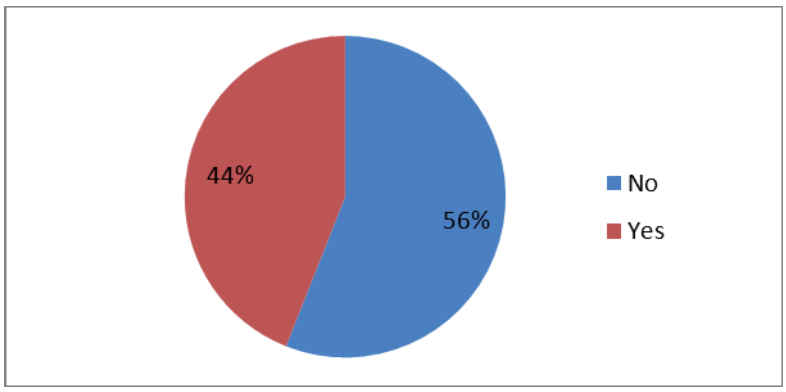
Source: author's own graph

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Nearly 90 percent of the primary owners are 65 years and older, the subsequent owners are mostly of people of working age (cf. Fig. 4).

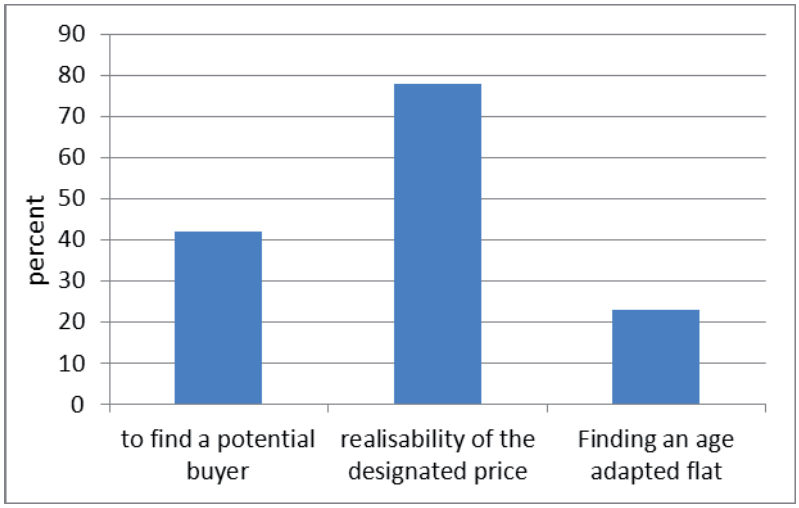
Asked about potential house selling problems, 44 percent of the respondents see difficulties. Among them, nearly 80 percent are afraid not to obtain the desired price, more than 40 percent fear not to find a buyer. Another occurring problem is the lack of age-adapted dwellings as an alternative to the actual housing situation, which is stated by nearly 25 percent of the interviewees (cf. Fig. 5 and 6).

Figure 5: Do the interviewees fear difficulties to sell the house?



Source: author's own graph

Figure 6: What kind of difficulties do the respondents fear?



Source: author's own graph

85 percent of the first owners and 99 percent of the subsequent inhabitants have carried out smaller energetic renovations and further construction work. Until now only few extensive insulation measures have been carried out, but half of the respondents consider more comprehensive energetic measures in the future. This states of high motivation of real estate owners and offers a suitable starting point for corresponding development incentives.

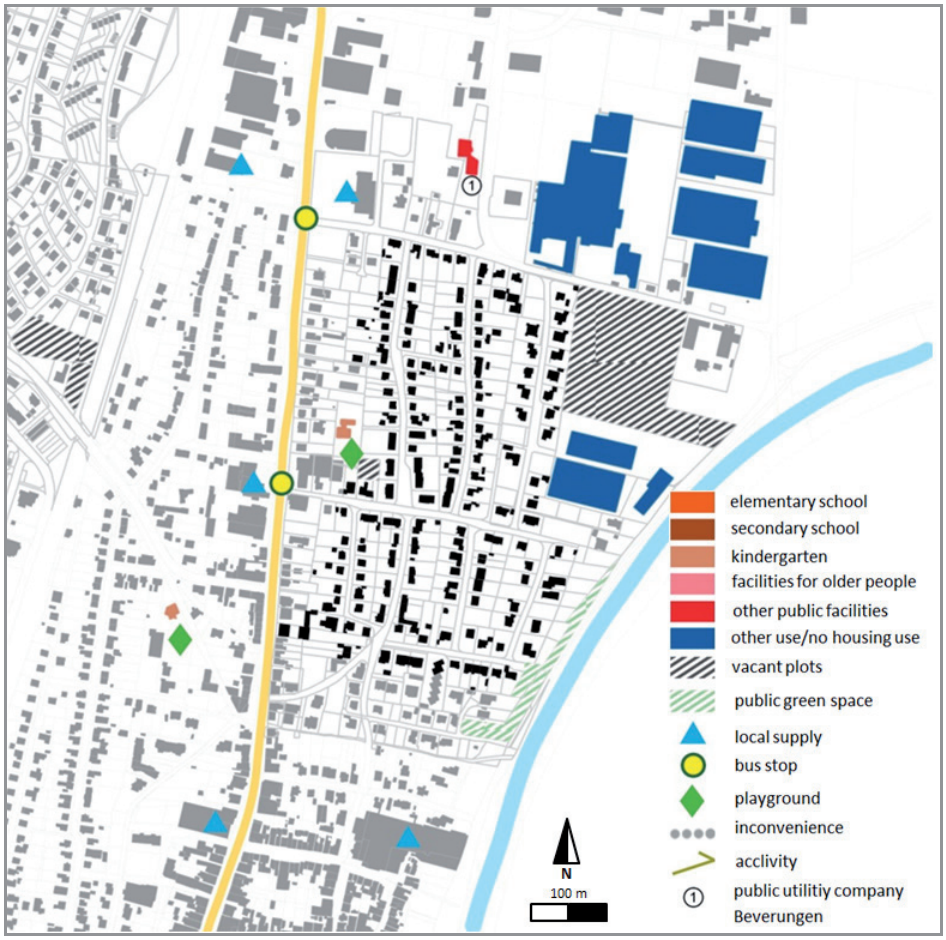
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2.5.3 Case study example, Beverungen Poelten, NRW

In the following the case study of Beverungen will be presented as an example. Beverungen is a small town situated in the Eastern part of North Rhine -Westphalia bordering Lower Saxony. Beverungen has lost many large companies during the last decades and in consequence one third of its employees. The town registers a population decline since 1998 and a projected decline of 17 percent between 2010 and 2030.

In Beverungen, two single family housing areas have been examined. The following map (Fig. 7) shows one of them, the centrally located dwelling area "Poelten"

Figure 7: Facilities in Beverungen



Source: Wüstenrot Stiftung 2012: 82

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

The following table shows some of the topics which have been explored in our case studies and the outcomes for Beverungen Poelten:

Table 2: Findings of the data analysis of Poelten area, Beverungen

Findings of data analysis	
distance to town centre	1.35 km
extent of dwelling area (net)	33 ha
not built-up plots	7.2 ha
number of buildings	293
number of detached houses	71 percent
average parcel extent	605 m²
number of inhabitants	767 EW
old-age dependency ratio 65	0.54
share of foreigners	7.4 percent
settlement density (net)	23 inh./ha

Source: author's own graph

To compare some of the outcomes: in our case studies we have identified an old-age-dependency ratio in a range between 0.30 and 1.28. The percentage share of foreigners is in between 0 and 11.9 percent. Traditionally, only few foreigners live in post war single family estates.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 8: A view of Poelten residential area, own picture

Source: author's own picture.

The architecture of this neighbourhood is distinctive for single family estates of the 50s to the 60s (cf. Fig. 8). The area which is close to the town centre of Beverungen has been built gradually, predominantly with detached single family houses from the 1950s and 60s. Since the 1990s the number of inhabitants has lost 17 percent. That can be explained by a negative birth rate and emigration due to the economic situation. "Single family houses which are not state of the art or renovated at all show a significant price decline.[…].Over all, it is feared that the generation change leads to vacancies in single family housing estates" (Real estate expert statement 2011).

2.5.4 Conclusions from the case studies

In our case studies there is not yet a serious marketing problem to be observed; vacancies appear actually only few and occasionally. But future problems should be anticipated, because population decline is unpreventable in short-term and might only be stopped by immigration.

The survey reveals that generation change is not yet terminated; because a high average age and a very low dwelling density have been observed. One single inhabitant per house (which is called "inner vacancy") is very common. The former family homes are often not convenient for accommodating elderly persons because of stairs and limited freedom of movement. Most of the buildings are to some extent upgraded, but extensive insulation measures are not yet carried out.

One important result is that there are no problems anticipated for dwelling areas in urban and suburban regions, but a need for action is stated for rural-peripheral and economically underdeveloped regions.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3 Practical impact and policy options

The following part deals with practical impacts and policy options, based on the study's outcomes. After describing options for municipalities to cope with occurring difficulties (Chapter 3.1), different measures are presented (Chapter 3.2).

3.1 Advancement-options for municipal intervention

With regard to the private ownership of single-family houses and the limited governmental, municipal and real-estate influence, we have identified the following advancement-options for municipal intervention.

Stabilisation: In estates which are considered as „fast-selling items", the preservation of the actual structure and function and the utilisation of location potentials is the key task for local communities. This includes an upgrading to the needs of the ageing residents.

Qualification: If problems related to a long-term use are already apparent, an upgrading to improve the utilisation perspective like measures to support generation change and attract new target groups for the dwelling area is required.

Restructuring: In estates where problems of reuse are evident, advanced measures like deconstruction, substitution by new buildings with favoured dwellings and conversions of existing buildings can be the correct answer.

These types of strategies reveal steering measures for the municipalities, but have to be adjusted to the individual situation of different areas.

3.2 Toolbox of measures

A wide range of policies and measures to adapt the post-war single family housing estates has been pointed out. Municipalities have the main competence to carry out adjustment measures, in addition, options in responsibility of the State and the Federal States have been compiled.

To deal with different conditions in several municipalities and areas we developed a "toolbox", a flexible range of instruments to be applied in different combinations with central concepts as:

- strategic urban development planning and monitoring
- policies focusing on existing estates
- infrastructure and local amenities
- public space and townscape
- transport and mobility
- buildings and houses
- residents and their public involvement
- superordinate topics (on governmental and regional scale)

Two of the tools described above will be presented briefly in the following subchapters.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3.2.1 Strategic urban development planning and monitoring

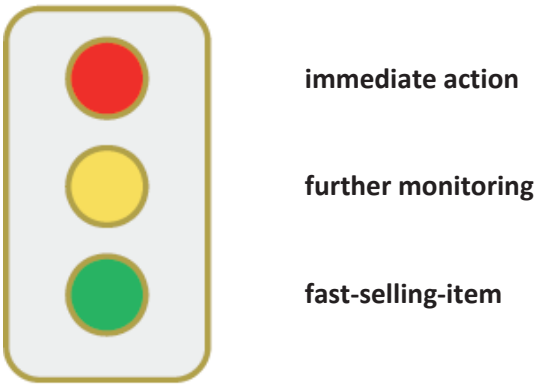
Municipalities should focus their attention stronger than by now on the single family housing stock. The first step consists in monitoring and analysing the state of older single family housing estates and their significance for the local housing market.

Potential problems that could occur in these areas are:

- serious decline of the number of inhabitants and population density
- increasing age average
- significant vacancies
- decrease of principal residences
- disappearance of public services like shops, nurseries…

As a kind of early warning system (cf. Fig. 9), which enables local authorities to anticipate unfavourable developments and to act providently, municipalities could use a traffic light system. The colours indicate different tasks for municipalities.

Figure 9: Traffic light early warning system



Source: author's own graph

On an overall basis, monitoring of supply and demand is needed. In order to do so , municipalities should collect available statistics on municipal scale like inhabitants, lots, buildings, use of buildings (vacancies), status of inhabitants (owner or tenant), domicile (main place of residence or second home). Most often those data exists already, but must be analysed in combination. Further data such as land value and infrastructure should be included.

Moreover, municipalities may obtain comprehensive information through interviews with inhabitants and/or estate agents.

3.2.2 Policies focusing on existing estates

An important first step would be a municipal priority setting on stock development in existing neighbourhoods. More actions that could be taken are strategies to

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

redevelop vacancies, to close building gaps by building land registries and to start marketing actions for existing neighbourhoods. Moreover, actions which concern the whole municipality like urban development concepts should be taken. In addition to that, measures which lead to a balance of interests between neighbouring municipalities concerning decisions on building land are required. The results of inter municipal agreements may lead to informal political obligations or higher legal contractual obligations. But there are preconditions like an open information policy and a trust-building culture of debate needed.

In the following two examples of already implemented measures are shown.

"Flächenpool NRW" is a new instrument to direct the existing resources to a reuse of build-up plots and brownfields in a local community in order to promote inner urban development. This instrument serves to develop perspectives, to clear restrictions and potentials and to manage the subsequent usage. The assumption is a clear commitment to an infill development.

The campaign Jung kauft Alt" (young buys old) in the small town of Hiddenhausen supports families who buy a house that is at last 25 years old instead of building a new one (cf. Fig. 10).

Figure 10: Advertisement of Jung kauft Alt campaign

Source: Hiddenhausen (s.a.)

They can obtain subsidies of up to 9,000 € from a municipal programme. The programme was evaluated as a win-win-situation for both, the demanders and the local community. After 5 years of funding, vacancies in the existing housing stock have decreased noticeably.

4 Conclusions

Due to Germans' traditionally high affinity to detached housing a negative development in this sector has not been anticipated to date. The demographic change in Germany is however expected to have a long term effect on the post-war single family housing stock market. The population decline and substantial changes

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

in household structures are leading to a falling demand of these houses. On top of these general changes a regional divide is appearing. Regions suffering from structural economical weakness and ongoing migration losses are heading towards a declining demand of single-family houses. By contrast, in prospering metropolitan regions, positive population developments together with a lack of developable land, are boosting the demand for older houses in such areas.

When emerging problems are recognised at an early stage, which may provide enough time to counteract them, single family estates can be preserved as liveable habitats, even with less population. However, this requires stabilisation and qualification measures, whereas local authorities may have no systematic experience in managing this older housing stock. Against this background the research team could show variable municipal opportunities for action and developed a set of strategies and measures for pro-active local government measures. It is a crucial requirement that local communities should start to deal with their older single family housing stock. As a first step monitoring and analysing the state of these estates and their significance for the local housing market is needed. A precondition is a clear municipal priority setting on stock development in existing neighbourhoods.

To extend the perspective, looking at the situation of post-war detached housing estates throughout different countries in Europe, a European working team was established with actually attending members from various research institutions in Belgium, France, Germany, the Netherlands, Switzerland and the UK.

References

Häussermann, H., 2007, Suburbia im Umbruch – das Einfamilienhaus im Grünen wird neu bewertet", in *Archithese,* vol. 37(3), pp 28-31

Hiddenhausen (s.a.): Hiddenhausen. <http://www2.hiddenhausen.de/index.phtml?mNavID=1500.1&sNavID=1500.210>, accessed 17th of December 2014.

Neugebauer, A., 2007, *Die Alterung von Nachbarschaften – Vergleich unterschiedlicher Konzepte des Seniorenwohnens*, diploma thesis, Christian-Albrechts-Universität zu Kiel, urn:nbn:de:kobv:109-opus-12005, http://opus.kobv.de/zlb/volltexte/2007/1200/

Real estate expert (2011): Interview on Detached housing areas of the 50s to the 70s, conducted 2011.

Siebel, W., 2008, „Wohnen in der Innenstadt", in *Deutsche Zeitschrift für Kommunalwissenschaften*, vol. 47(1), pp. 37-46

Wüstenrot Stiftung (ed), 2012, Die Zukunft von Einfamilienhausgebieten aus den 1950er bis 1970er Jahren – Handlungsempfehlungen für eine nachhaltige Nutzung, Ludwigsburg: Wüstenrot Stiftung

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

City of Lubliniec. Place value in the context of the quality of space

Inga Dworak
Silesian University of Technology, Faculty of Architecture – Akademicka 7 - Gliwice, Poland
inga.dworak@gmail.com

Aleksandra Tomkiewicz
Silesian University of Technology, Faculty of Architecture – Akademicka 7 - Gliwice, Poland
a_tom@interia.eu

Abstract

A wide range of everyday life facilities offered by bigger municipalities, to different groups of sers, guatantees a privileged position in competition with small cities. Development of modern communication technology, flexible working hours and availability to work remotely allows a wider group of people to choose of where to live by taking into consideration other categories than proximity to the center of employment. More friendly and ecological environment, which is offered by small towns, in comparison to large city centers, become a decisive factor while choosing a permanent place of residence. Development of new place value by investing in the quality of a given area makes possible to effectively build competitive potential of smaller towns. Building attractive places for residents may be one of the direct elements to create a competitive municipality. Initiative leading to develop an urban people friendly environment gives a rise to the sustainable development of the smaller towns.

In terms of building a competitive city's potential, which could contribute to the sustainable development of a municipality, the city of Lubliniec may be used as an example. Lubliniec is situated approximately 50 km from the Silesian Agglomeration. Over the past three years Lubliniec intensely invested in the restoration of the historic downtown area to create three brand new public spaces. This article present the influence of a strategic documents adopted by the city (i.e. master plan, local program of revitalization) to create new public spaces as a way of improving the quality of life and sustainable development of the city. To demonstrate the validity of creating attractive public spaces the research results presente, as to indicate the quality of the newly created public spaces. Reaserch is based on PPS method. According to which space quality and attractiveness may be assessed according to a positive reception, activity shown by different user groups within this area, and the involvement of citizens in the process of shaping of these places. The purpose of this article is to present the beneficial effects of the newly built spaces, favorable perception by city's residents and attractive living conditions in Lubliniec. Summarising, investing in attractive public spaces opens a way to a sustainable development of the city.

Keywords

Place value, public space, Lubliniec, small town spatial development.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1 Introduction

1.1 Investments in the quality of space (in the context) as a source of sustainable small town development

Nowadays, regions, cities, and even local communities as a fully-fledged market participants, operate in a conditions of strong competition. In the case of the knowledge based economy existing development factors of settlements lost their former significance. Sustainable development of settlements depends on an access to such resources as: personal, financial, technological, informational or natural. Regardless of the size of the settlements, access to development resources is a core subject of competition. The competition for residents and investors forced the smallest cities to deal with large ones and even metropolitan areas. And the decisions and behavior of people and institutions are dependent on a quality of living, working and learning offered (SZROMNIK, 2010: 12). That means, a wide range of facilities of everyday functioning for different groups of users e.g.: proximity to the center of employment, number of different services offered, rich cultural life, access to education and health care – these all examples give a privileged position in this competition. Due to the strong competition the most common habit became – as a part of territorial marketing – usage of strategic actions aimed at increasing access to development resources.

Particular reference group for the marketing activities of the city's authorities are its inhabitants. Proper identification of needs and expectations of residents, creating a strategy of action and transferring the strategy's objectives into action in the city area allows to create an attractive offer for the inhabitants. In this situation, the key factor seems to be the citizens expectations on the improvement of quality of their life and leisure, as well as intensification of efforts to produce the "spirit" of the city. Special importance should be given to the improvement of level of city's aesthetics or access to attractive public space, which are a places of daily activity of its inhabitants. Investing in space quality, especially the public space, increases the attractiveness of settlement unit and gives the ability to effectively build competitive potential of a small town. In turn, the attention to quality is reflected in the value of space.

Increasingly common trend of shaping the conditions of life by improving the quality of environment and the urban character confirms the activities of the International Association of Cities Cittaslow ("The new idea of considering the town itself and think of a different way of development, based on the improving of life quality, it moved him his thoughts spread all over our country ", www.cittaslow.org). Promoted by the Association philosophy, relating to small towns, highlights the need of development of public green areas and improvement of the historical centers functioning. Remedial action in the field of urban planning, promoted by the Slow City movement, gives an opportunity for the sustainable development of a small town.

Access to attractive public spaces contributes to the improvement of the quality of life of current residents. At the same time aesthetic and attractive urban space can

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

become an encouraging factor for new residents. Scientific and technological progress, which allows quick and safe journey, and simple and cheap communication with the world, as well as the possibility of flexible working hours and remote work, change the existing criteria for choosing a place of residence. Increasingly wider group of people has the ability to choose their place to live outside large urban areas, in a more friendly, ecological and aesthetic environment. Attracting educated and creative people to settle in a city provides the access to the development resources of the city. According to the relation described by Richard Florida (the economy follows the people, but only those who are creative, (KORENIK, 2009: 47)) to create favorable conditions for life for qualified personnel can contribute to the influx of new investors and capital.

In terms of investment in public spaces, which are expected to contribute to the sustainable development of the city, a particular example is Lubliniec. In the past three years Lubliniec intensely invested in the downtown area, three brand new public spaces were created for recreational functions. Observation of population activity within these project implementations shows that these spaces have been accepted. To demonstrate the merits of creation of attractive public spaces was confirmed by studies, which enabled the assessment of the quality of newly constructed public spaces.

1.2 Characteristics of the city of Lubliniec in the context of research

Lubliniec is a small town (as a small town are considered centers whose population does not exceed 30,000 residents, GZELLA, 1996: 6) located in the south-western region of Polish Silesian district. It is about 50 km from the Silesian Agglomeration, the main industrial center of the country. The city covers an area of 89,8 km^2, of which almost 70% is covered with forests. City population has not changed for years, and at the end of 2012 reached 24,394 inhabitants (in the years 2008 to 2012 the number of inhabitants ranged from 24099 to 24394, and at the same time whole district's population declined by 0,71% from 4648961 to 4615870, gus.gov.pl). The city is the seat of the municipal and county authorities. It acts as a central of the surrounding agricultural areas.

The origins of Lubliniec dates back to the thirteenth century when on the route between Wroclaw and Cracow a princely hunting castle and chapel was erected. Lubliniec based on the Magdeburg Law, and received city rights in 1300. In the contemporary structure of the city stands the historic center, which creates a clearly read plan and a compact of spatially grouped buildings deriving mostly from the nineteenth and early twentieth century. Main component that crystallizes the structure of this part of the city is a market square (K. Mańka Square) and a dominant feature is the tower of the St. Nicholas Church. A characteristic feature of the central part of the city is a clear limit of the massif buildings from other parts of the city. On the eastern side a restriction can be identified by loosening of buildings arrangement - peripheral quarters of buildings disappear. The south and west boundaries of the central part of the city are outlined by a relatively extensive green areas along the watercourses of Lublinica River and Steblowski Stream

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

(Fig. 1,2). Above mentioned factors cause clear layout of the old town as a dominant landscape (GZELL, 1996 : 6-10).

Investments made in recent years in the Lubliniec area and its immediate surroundings have direct influence on the functioning and public reception of the downtown area. Thanks to the expansion of the road system, i.e. the construction of the ring-road (in lieu of the national road DK 11 connecting the north-south direction, Bytom with Poznan and further to Kolobrzeg and national road DK 46 connecting east-west, Czestochowa and Opole) and the so-called downtown ring-road (Solidarity Avenue), the city center has been released from transit traffic (GREGOROWICZ, TRYBUS, 2013). Numerous investments have also been implemented to develop sport areas (sport fields implemented or modernized thanks to governmental programme - Orlik 2012) and recreation. In 2010-2012 near watercourses, designating the southern and western boundary of the historic center, a three completely new recreational public spaces were created.

1.3 Characteristics of public spaces covered by detailed research.

Downtown zone of Lubliniec, as a result of the historical evolution of arrangement, distinguishes the city's compact structure. Consequently, this part of the city is characterized by a small amount of green areas and places that allow active recreation in the fresh air. Part of city's squares - K. Mańka Square (market square, Fig. 2) and Copernicus Plaza (Fig. 2) – offer to the passers modest street equipment as benches. Seasonally on the market squares appear café gardens. Other market squares located in the area of the city center - T. Kosciuszko Square and H. Sienkiewicz Square - now perform a support for city's communication system (parking area). Limited street equipment in conjunction with the domination of commercial and service functions in the centre do not encourages visits in this area outside of trading hours. Therefore, in the past, this part of the city died out in the afternoons and evenings. At the same time there has been years of neglect in the foreground of the historic area, especially along the Lublinica River and Steblowski Stream. Lack of interest and upkeep of the greenery in the center of Lubliniec contributed to the degradation of public spaces and deterioration of public receipt of the historic center. These areas don on a function of the "wild" parks, garage parks, as well as the greenery is beyond human control.

In 2010-2012 undertaken action led to recover degraded fragments of the city's downtown. Revitalization of selected areas has changed the operational function of the center and gave a new value to the selected spaces (KARWIŃSKA, 2008: 52-53). Due to the construction of the ring-road (Solidarity Avenue, Fig. 1) in 2009 a need arose to reorganize its immediate surroundings. As a result, in 2010, a playground was built (number 2), and in 2011, Family Stein Square (number 1). In turn, in 2012, as a part of the downtown water banks revitalization, Francis Grotowski Boulevard was realized (number 3).

Stein Family Square (site No. 1) is located between Steblowski Stream and Solidarity Av., it has an open character. Square covers an area of about 2600 m2 and it is situated about 270 meters from the market. It was created to commemorate the connection of Edith Stein's family with the city of Lubliniec. Therefore, this investment, besides its recreational function acts as an exhibition. Presented in this space sculptures were created as part of the First International Open Air Sculpture

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Show, whose theme was "St. Edith Stein – patron of Lubliniec and co-patron of Europe." Relaxation is enabled by benches laid out in the shade of trees. Existing high greenery with a new plantings creates one of the few enclaves of greenery in the immediate vicinity of the historic center.

Playground realized at a Solidarity Av. (site No. 2) complements the green area extending along the Steblowski Stream. From K. Mańka Square (market square) the assumption is approximately 160 meters distant from square, with an area of approximately 500 m2, equipped with playground equipment for children and benches for guardians and a low openwork fence. Thanks to the materials used - wooden equipment construction and sandy surface of a square - a space fits well with the greenery freely treated in the immediate vicinity (shady willows and low water bank greenery).

Francis Grotowski Boulevard (site No. 3) was built at the site of the former "wild" parking. Boulevard territory has an open - public character and covers an area of approximately 1.2 hectares. It has been constructed in the immediate vicinity of the Lublinica River, approximately 140 meters from the town's square. The intention of the creators of this space was to build a recreational as well as educational and cultural space. A variety of accessories allow to use this area by a number of different user groups. Within this space a playground and an outdoor gym was situated. As a effect of the local groups intervention that practices the street training (street workout), in the spring of 2013, a complex of training devices were installed. Seasonal ice rink arrangement makes the extended users activity also into the winter months (from 6 December to mid-March). Passive recreation is allowed by numerous benches. All elements of small architecture (including benches and bicycle racks) and materials used(surfaces) present a good standard of workmanship. Throughout this area walking and cycling paths were led, as bikes in Lubliniec are a very popular means of daily transport. For non-motorized users a footbridge was bridged over the river for hiking or cycling. The area is also easily accessible for people traveling by cars as to two car parks. Sports and recreational devices are accompanied by sculptures created during the International Open Air Sculpture Show and by decorative greenery. In the Boulevard's background the compact layout of the historic center is visible with the dominant - the tower of St. Nicholas Church. A silhouette of the oldest parts of the city and presented sculptures build a pleasant backdrop for many activities.

1.4 Research questions posed at work

During summer of 2013, the initial observations of three new public spaces in Lubliniec were carried out. These investments resulted in a change of public receipt and functioning of this terrains where they were built, as well as of an entire downtown area, thus changed their value (in post-conference materials Urban Landscape Renewal 7 September 2013 ((ULAR7)). Value of a place can be examined in many ways. In case of the changes made in Lubliniec one can assess their direction in social and economic terms. Objective economic value depends, inter alia, on the subjective assessment of the beauty of a place (LORENS, 2012:27). Reception of a given area depends on "positives" referring directly to the building and architecture, as well as "negatives", i.e. organization and operation of the area surrounding the architecture (LORENS, 2012:29, ROWE, KOETTER,

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1983:15). Due to the limited supply of land in the cities action is taken to recover the degraded buildings and giving them a new value. Investments aim at improvement of living conditions, implementation of greenery and prestigious investment projects contributing to the attractiveness of the selected location and thereby influencing the increase in the economic value of its environment (KARWIŃSKA, 2008:54). Attractiveness, which derives from the form and shape of a space, is one of the factors determining the value of an urban space. Other elements are size and availability (KOCHANOWSKA, KOCHANOWSKI 2000:48). The form and shape is reflected in the attractiveness of the area investigated in the social context. According to the experience of the Foundation Project for Public Spaces (PPS) an attractive place for the community space is safe, modest, friendly, intimate, organic, carrying peace and relaxation (PPS, 2005:11). The role, which in the Lubliniec structure was adopted by the newly completed public spaces invites to examine the following issues:

- What impact have had the local strategic and planning documents adopted by the city (City Development Strategy, Local Revitalization Program, Study of Conditions and Directions of Spatial Development Commune) on creation of a new public spaces as a way of improvement of the quality of life in the city?
- How has the value of the selected locations in Lubliniec changed the social aspect? How are they received by the public and how the newly created public spaces operate?
- What factors affect the present value of these places?

2 Recovered small town spaces – methods of examination

2.1 Analysis of the existing strategic and planning documents – which define the objectives of the development of the city (improving quality of life, through what actions?

Polish county space management system is based on three categories of documents:

- The development strategy of the city or town, which is the overarching document in terms of programming, creating and managing the strategic development of the city, for the purposes of this document an analysis is carried out on the possibilities of development of the city - access to developmental factors; specification of the strategic objective will ensure the city's development;
- Programme documents of a lower order, which carry the main objective of the strategy; i.e. documents arranging the development and ongoing operation of the different areas of action in the city, the documents relating to the area of the city include: the study of conditions and directions of spatial development of the city, which determines the spatial policy of the city, local revitalization program;
- Local development plan, which is an act of local law; determines the destiny and the management and development of selected locations.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

The comparative analysis of the existing strategic and planning documents was conducted in the context of recognition of the needs and expectations of city's residents.

2.2 Comparative analysis of archival and current cartographic materials.

Analysis of cartographic materials was carried out basing on the basic map scale of 1:1000, arriving from the first half of 2006 and first half of 2013. The analysis was based on the identification of changes that have occurred in the method of usage and development of the downtown area of Lubliniec in 2009-2012. Area analysis included the city center and the area within a radius of 150 m from the center – which is the area of a most spectacular changes. This study aims to demonstrate the scale of downtown changes which have occurred during this particular time.

Assessment of changes, of the selected location, in the economic context is difficult and complex. The difficulty of evaluation results from two issues: the short time elapsed since the investment and the infinitesimal real estate turnover in the immediate vicinity of the selected area (due to limited supply). These factors cause lack of information concerning the growth of land and buildings prices. However, many investments of private owners in facilities located in the downtown area may indicate an increase in the value of this part of Lubliniec (ULAR7).

2.3 Attractiveness survey of the selected public space as a factor influencing on the value of place.

Research on place attractiveness for users is to indicate how quality of space affects its value. Based on preliminary field observations conducted in July and August 2013, it was found that these spaces have a positive effect on the functioning of the downtown area and improves its aesthetics. Each of the selected location is characterized by good design solutions, high quality and great attention to land managers (local authorities) to maintain them. However, each of the locations has a different level of use by residents, as well as different level of residents involvement in their creation (ULAR7).

Basing on preliminary observations the following factors were formulated to determine the level of attractiveness of the selected space. These are :

- space quality, i.e. shape or form, which have an impact on the availability and functioning of the particular space,
- equipment that allows different forms of activity to different groups of users,
- good quality of materials chosen and the execution of the individual pieces of equipment,
- environment that builds attractive background of these spaces.

To assess the impact of the quality of the solutions used on the receipt of Lubliniec public spaces an evaluation method developed by the foundation PPS (PPS, 2005) was adopted. In Autumn 2013, in selected locations, the following fieldwork was carried out:

• behavioral mapping

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Behavioral mapping was to demonstrated: the manner of use of space (temporary or lasting longer time), users relation to space, in relation to their age and gender.

• movement tracking,

Observation basing on movement tracing was supposed to complement the behavioral mapping data. The resulting measurements would indicate the main directions of users movement, specify where the largest volume of traffic occurs, and identify means of transportation by which users get to the test area.

• questionnaire

The questionnaire was to obtain information necessary to determine:

functioning - how often and why users use the particular space,

users attitude - by gathering opinions to identify problems that are perceived by users,

expectations and ideas for the location future and its possible transformations (PPS, 2005:119).

Questions concerned the following issues:

• availability of land,

•purpose and frequency of use,

•perception on the various elements forming the space and the relationship between them,

•perception on the particular location,

•tidiness,

•cultural activity,

•feeling of security and pride.

Users testimonies on the above issues were to confirm the results of the behavioral mapping and to demonstrate the users assessment.

Behavioral mapping and movement tracking was conducted in November 2013, the survey area covered entirety of each of the selected locations (areas 1-3). On each of this locations five measurements were registered, during the day at intervals of 2.5 hours, between 9.30 A.M. and 9.30 P.M. Each measurement took 20 minutes. Factors that influenced the number of users participating and the intensity of usage of the investigated areas (compared to the spring - summer period) were unfavorable weather conditions: air temperature of about 5°C, cloudy or partly cloudy sky, and the length of day (sunrise 6.49, sunset 16.04, calendar.zoznam.sk). In addition, three locations was devoid of winter equipment – e.g. seasonal ice rink.

The questionnaire was conducted in November and December 2013, questionnaires were addressed to adult users of given locations. Similarly to the behavioral mapping and movement tracking the study was disturbed by unfavorable weather conditions. On first location, due to the small number of users, not even one completed questionnaire was obtained, on second location, for similar reasons, only 5 questionnaires were filled. Only on third location 50 questionnaires were obtained in relation to the number of 400 people participating the test area during

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

the survey (number of users is calculated by counting the number of PPS (PPS, 2005:112-113)). The questionnaire results for the 95% confidence indicator presents the 13% error threshold.

3 New value of a place – reaserch results

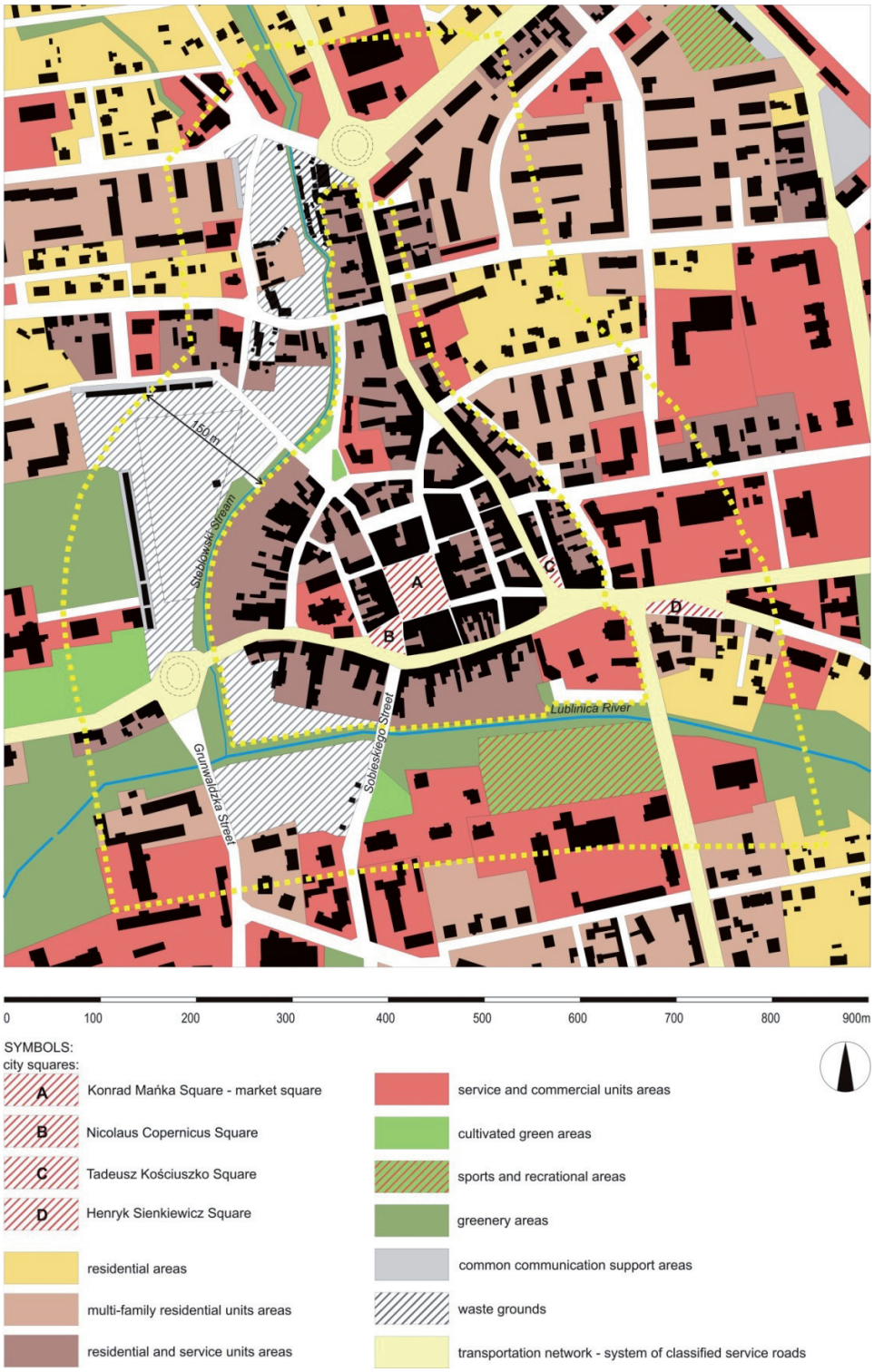
3.1 The scale of changes in the urban space of Lubliniec

On the basis of archival cartographic materials according to the analysis (area of 48,9 ha) - 12,88% of the degraded terrains or wastelands, derelict lands, "wild" parks and garage parks were identified. According to current cartographic materials degraded spaces were adopted to perform the following functions:

- areas of recreation and greenery 33,8%, including locations 1-3 22,8%
- areas of services and building services 11,7%
- areas of communication and communication service (parking's) 34,7%
- remained uncultivated land 19,8%.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

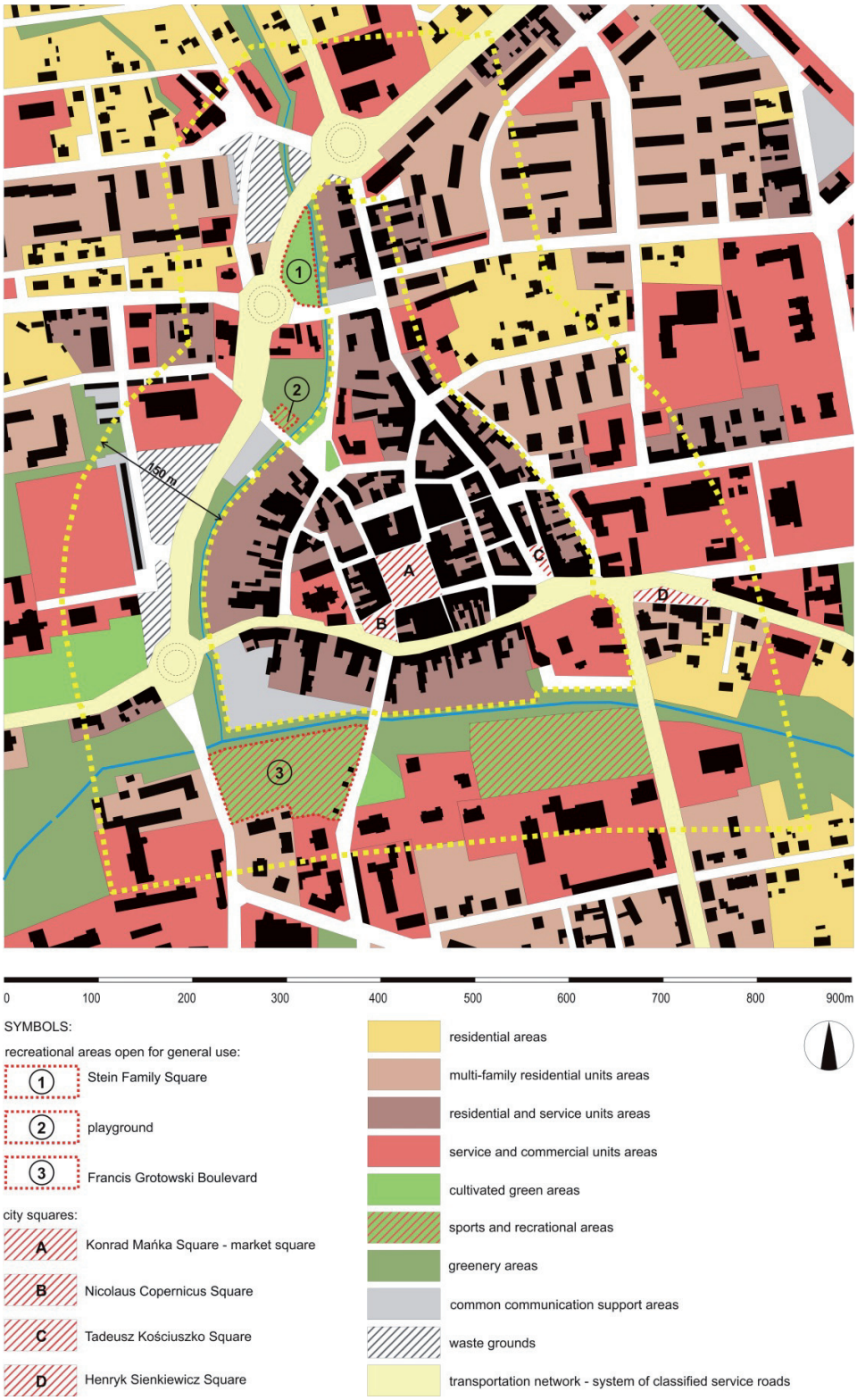
Figure 1: Structure of the use and development of the central part of Lubliniec, state for 2009.



Source: authors elaboration based on archival materials.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 2: Structure of the use and development of the central part of Lubliniec, state for 2012.



Source: authors elaboration based on archival materials.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

The analysis shows that changes in the downtown area of Lubliniec allowed the recovery of degraded areas on the surface of 5,07 ha which represents 10,36% of the analysis field.

3.2 The impact of strategic documents on the changes in the urban space of Lubliniec.

Adopted by the city government strategic and planning documents, concerning shaping urban space, provide the following records.

"Development strategy for the city of Lubliniec for 2001-2015", which findings influenced on the lower order documents received and then further on the implementation of selected public spaces, was adopted by the City Council in 2001. In order to identify the needs and expectations of residents a public consultation was held - residents could submit their motions and suggestions. Other information came from data on current demographic, social and economic situation. On that basis opportunities and threats of development were defined, as well as strengths and weaknesses of the city - the potential development areas and areas requiring intensive activities to achieve a comprehensive and harmonious development of the city. In the result the city's mission was formulated: "Lubliniec - people like to live here, people like to be here". For implementation of above mission eight strategic areas were set, and among them:

• culture, tourism , sport and recreation;

In this sphere, strategic goals were set:

- protection of cultural and historically valuable sites, through revitalization of the old city center and protection of historic buildings and urban layout of the Old Town area, and restoration of historically valuable objects,

- expansion of sports and recreational facilities, including revitalization of areas along the Lublinica River,

• municipal economy and environmental protection.

For strategic objectives in this particular sphere accepted: organization of land management and separation of protected terrains. The objectives were to be implemented through such activities as:

- protection of natural beauty areas,
- land acquisition allocated for public purposes.

Provisions of the "Development strategy for the city of Lubliniec for 2001-2015", from 2001 influenced indirectly changes in the downtown area through the "Study of conditions and directions of spatial development of Lubliniec".

"Study of conditions and directions of spatial development of Lubliniec", which was adopted by the City Council in 2004, formed the basis for "Local zoning plan of the city of Lubliniec" from 2006, and particular attention was paid to the following issues:

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

• protection of ecological system of the areas of Lublinica River valley and its tributaries,

• improvement of spatial order and aesthetics buildings arrangement.

In turn, a modified and extended version of strategy was adopted in 2004 under the name "Strategy of the City of Lubliniec for Years 2004-2015". Provisions of this version of strategy contributed to establish "Local Revitalization Program of Lubliniec for 2010-2015 - an Update". To implement the city mission three strategic domains were appointed:

• development of Lubliniec as a Silesian Agglomeration's weekend tourism center,

• construction of a modern urban infrastructure friendly for residents, visitors and investors,

• harmonious community development – improvement of life quality for city residents.

Strategic objectives were followed by operational objectives and tasks, which were to ensure the development of the city by the following strategic domains:

• creation and expansion of tourism and recreational infrastructure in Lubliniec - through such actions as: creation of recreational squares for children and young people in particular parts of the city;

• protection of cultural and historically valuable sites by:
- revitalization of the Old Town area and its layout, as well as by protection of historic buildings,
- renovation of watercourses (Steblowski Stream);

• promotion of tourism and recreation through sports events as tourist offer enrichment and as a promotional tool of the city; this goal was to be implemented through the creation of conditions in the various districts of the city to engage its residents in local recreation,

• attentiveness to the natural environment in Lubliniec, and measures for further improvement of the ecological situation in the city through the protection of natural and landscape values.

"Local Revitalization Program of Lubliniec for 2010-2015 – an Update" was founded in 2010, it is a tool for determination of necessary actions needed to improve the living conditions of social, economic and urban space. In the program development, besides for Town Hall units/departments, residents and representatives of local communities also took active part: e.g. the most important municipal institutions, non-governmental organizations and key employers. In the whole city area (Local Revitalization Program of Lubliniec for 2010-2015 – an Update, 2010 62-65) the key phenomena of crisis were identified, and among them the following spatial areas:

• progressive spatial degradation of city downtown,

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

• functional inadequacy of the city's downtown to the needs of a modern urban center (dominance of residential buildings in relation to low development of commercial, cultural , sporting and recreational city centre function),

• poor public space attractiveness.

According to the strategic objectives of the above program the process of revitalization of the city would be more dynamic as for the socio-economic development of Lubliniec and effective usage of the potential of tourism and culture through a multilayered neutralization of the crisis in the city. Above assumptions are to be achieved, inter alia, through action in the such spatial fields:

• reconstruction and development of sport and recreation, cultural, and educational and social infrastructure,

• improvement of environmental quality.

Among the projects that implement the above mentioned objectives the following goals were distinguished:

• "River as the family recreation axis in Lubliniec - development of green areas along the Lublinica River"; it was assumed that the implementation of the project (section between Sobieski Street and Grunwald Street, Fig. No. 2) would increase the tourist attractiveness of the city, and would enhance full natural potential and environmental advantages of the city, other benefits of the implementation is preservation and revitalization of important cultural objects, development of sport and recreational functions and relaxation area covered by the above project, as well as arrangement of degraded areas,

• "Development of green areas in the region of Solidarity Avenue", the main objective of this project was development of public space in the city center after the construction of ring-road (Solidarity Avenue), creation of a safe and friendly family space of recreation and commemoration of St. Edith Stein's family.

3.3 Attractiveness of the revitalized space

Behavioral mapping and movement tracking (**terrain number 1**) showed that the number of uers that were enjoying that space within the particular time were 177. Users who appeared within the Square's perimeter were in motion - Square was not their destination. However, during the survey, high volume of walking and cycling traffic was noticed on pavements and cycle paths running around the Square- during the study 97% of people were identified moving on sidewalks and bicycle paths adjacent to Square. Among the people passing through the Square 62% of pedestrians and 38% cyclists were distinguished during the day. It can be assumed that the small number of users is caused due to the lack of security, lack of equipment allowing physical activity or the peripheral location in relation to the main streams of pedestrian and bicycle traffic in this part of town.

Field studies on **terrain number 2** indicated that at the time of study (Autumn) the space was used by 45 people. During the observation the following regularity was reported:

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

• due to the space arrangement – Square's closed nature - all users have the possiblity to use this perimeter for longer time,

• 60% of users are children and their parents or guardians, after dark groups of teens (40%) start to appear,

• 93% of users are women, what indicates a high sense of security among the users,

• all playground elements (sandpit, swings, locomotive, slides, benches) are used in equal measure - no areas or equipment were fewer used.

Although the number of surveys perfomred cannot be acknowledged as a representative sample, it seems that all the respondents drew their attention to the lack of swings.

Behavioral mapping (in case of **terrain number 3**) has shown that the space, at the time of the study, was used by 400 people. The following patterns of Boulevard's users behaviour was noted:

• 34.7% of users used the available devices for a long time, other users walked or rode on bicycles through the area, results indicate directly that users like to use the Boulevard both as a place on the way to their target destination and as a places of leisure, 8.7 % users who stopped within the Boulevard's borders for a longer time enjoyed the playground (6.7% used gym and training ground desined for street workout (age groups: 7-18, 19-34, 35-50), 4.7% rested on benches, results present an opulent equipment that enables active leisure for people of all ages,

• 49.3% of users formed in groups – these were parents with children , couples, groups of friends (both young and mature people), appearance of groups reflects the positive public perception of the area,

• women represent 18.7% of users spending longer time at the Boulevard, and 37.3% of those spending shorter time within the Boulevard's borders, these data indicate a high sense of security among the users,

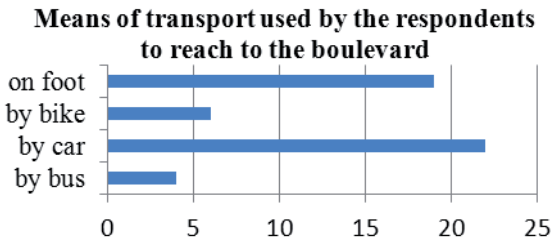
• study also noted that people willingly arranged meetings at the Boulevard, they made photos, often were smiling, which indicates a well-being of users within this space.

Even equipment distribution (benches, children's playground, gym, street workout facilities) makes almost the entire terrain of the Boulevard utilized. Meanwhile, in the western part of the region, which is devoid of recreational facilities, relatively high volume of walking and cycling fraffic was reported. Besides the north-south direction, also a high pedestrian traffic was reported on the east-west direction (in the direction of Grunwald Street and Sądowa Street). Despite the assignment of bike paths and pedestrian walkways the mixing of these traffic movements follows.

During behavioral mapping and movement tracking carried out at the terrain No 3 a few regularities were observed, which confirm the results of questionnaires.

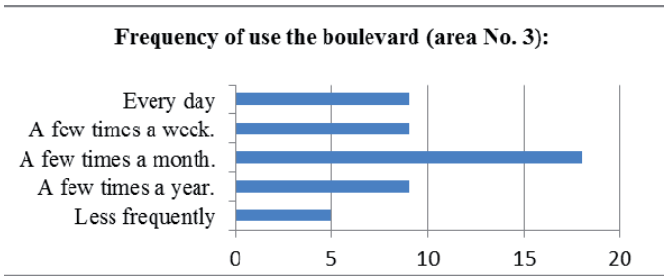
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Table 1: Availability of land,



Source: Authors elaboration based on questionnaire in situ (November 2013).

Table2: Purpose and frequency of use



Source: Authors elaboration based on questionnaire in situ (November 2013).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Table 3: Various elements forming the space of bouldevard F. Grotowskiego

No. 1 Square on Sobieskiego street

No. 2 Playground

No. 3 Fitness in the open air

No. 4 Street workout square

No. 5 Bus stops on Grunwaldzka st

No. 6 Lovers bridge

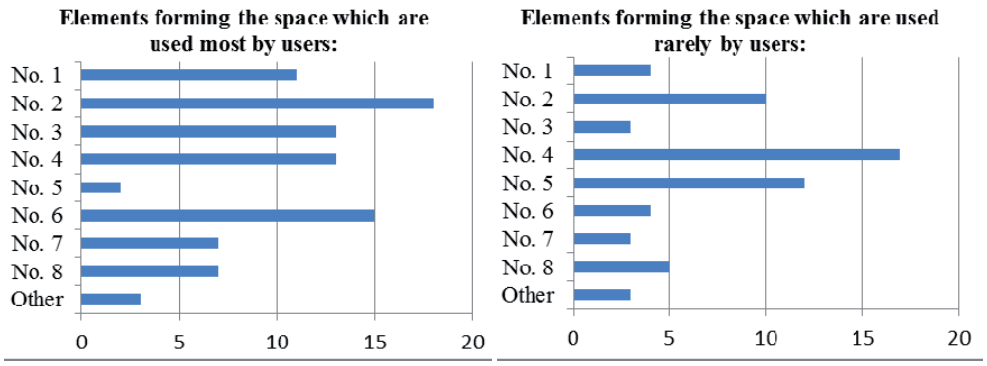
No. 7 Parking - market on Pilsudski st

No. 8 Parking on Sobieskiego st

Source: Authors elaboration.

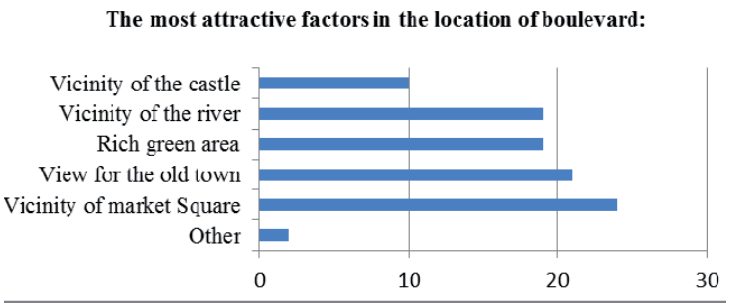
[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Table 4: Responses about use of the various elements forming the space of bouldevard.



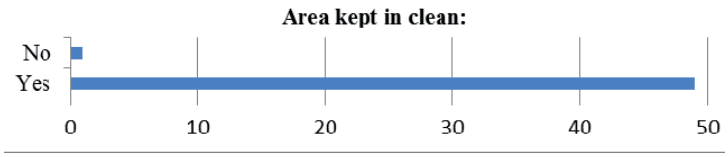
Source: Authors elaboration based on questionnaire in situ (November 2013).

Table 5: Responses about location of bouldevard



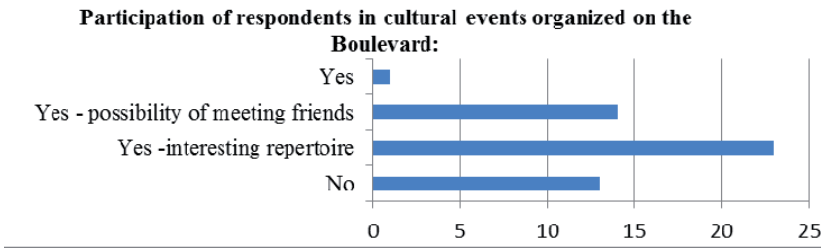
Source: Authors elaboration based on questionnaire in situ (November 2013).

Table 6: Responses about tidiness of bouldevard



Source: Authors elaboration based on questionnaire in situ (November 2013).

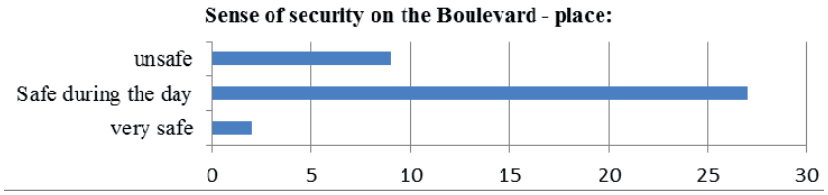
Table 7: Responses about cultural activity of bouldevard



Source: Authors elaboration based on questionnaire in situ (November 2013).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Table 8: Responses about feeling of security at bouldevard



Source: Authors elaboration based on questionnaire in situ (November 2013).

• 42% of respondents informed that most frequently they used this space for fun with children, and 58% for other activities, out of which - 38% for training, 36% of respondents used the Boulevard every day or several times a week,

• Boulevard location was positively evaluated by most respondents due to its proximity to market square, or view on the Old Town, proximity to the Lubliniec Castle and Lublinica River, as well as to the rich greenery within this space,

• 98% of the respondents expressed a favorable opinion on the clean maintenance of the Boulevard,

• 74% of respondents participated the cultural events organized within the Boulevard,

• 58% of respondents said they felt safe within the Boulevard,

• 90% of respondents indicated that they considered Boulevard a place worthy of praise among their family and friends, this results indicate a high sense of pride of the Boulevard among the users.

Popularity of the Boulevard and its positive reception among users is indicated by the following: this space is visited not only by residents from the immediate neighbourhood but also by people from more remote areas of the city, and even other cities (tourists) residents.

Among the most frequently repeated comments and suggestions appeared:

• respondents noted a safety hazard for small children using slide as for its height and shape,

• respondents expressed their satisfaction on creation of the Boulevard,

• survey users count on further expansion of the Boulevard.

4 Strategic actions and their implementation versus residents satisfaction – conclusion

All of the three above surveyed areas were revitalized in terms of aesthetics and functionality. As a result in Lubliniec a new public spaces were created, thanks to which degraded areas attributed a completely new value. Each of the subject area was established and implemented basing on the objectives of strategic documents. Implementation of each of these spaces contributes to the improvement of living

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

conditions of its residents by creation of recreation places, improvement of downtown area of the city, and improvement of the environmental quality. Each of the selected area was implemented with an emphasis put on the performance quality. However, the operation research of the selected locations has shown that the success of the space does not only result from the use of durable and high quality materials, aesthetic equipment or good performance quality. Such regularity can be formulated on the bases of observations of three selected public spaces in Lubliniec.

Terrain number 1 aesthetically constructed and located in the downtown area has not found acceptance among the residents as a place for recreation and relaxation. In turn, the equipment on terrain No 2, directed only to children, makes the area deserted in the cooler time of the year. Terrain No 3, which in addition offers aesthetics, craftsmanship and different types of street equipment allows various forms of recreation and is very attractive to residents. It is proved by the use of large number of people of all ages regardless to weather conditions. Farther, the important issue is the availability of a given location - how it connects with local pedestrian, bicycle and car communication networks. Local authorities management's sensitivity to the expectations of local communities is also important, as it was in case of the street workout facilities conduction.

Different levels of use of the above selected areas in Lubliniec indicate that the implementation of the strategic documents provisions through the recovery of degraded areas is not fully accepted by residents. Increase of usage of these new spaces will be possible only by further study on residents needs in respect of the selected locations.

References

Bell P. A., Greene Th. C., Fisher J. D., Baum A., 2004, Psychologia środowiskowa (org. Environmental psychology, Fifth edition), Gdańsk: Gdańskie Wydawnictwo Psychologiczne

Dworak I., Tomkiewicz A. Place Value in the context of the space quality. Example of Lubliniec in post-conference materials: Urban Landscape Renewal 7 (ULAR7) in procedure

Główny Urząd Statystyczny, 2013, Stan i struktura ludności oraz ruch naturalny w przekroju terytorialnym w 2012 r. Stan w dniu 31 XII (Size and Structure of Population and Vital Statistics in Poland by Territorial Division in 2012. As of December 31), Warsaw, consulted on 05.07.2013, URL: http://www.stat.gov.pl/gus/5840_655_PLK_HTML.htm

Główny Urząd Statystyczny, 2012, Stan i struktura ludności oraz ruch naturalny w przekroju terytorialnym. Stan w dniu 31 XII 2011 r. (Size and Structure of Population and Vital Statistics in Poland by Territorial Division in 2011. As of December 31), Warsaw, consulted on 20.12.2013, URL: http://www.stat.gov.pl/gus/5840_1863_PLK_HTML.htm

Główny Urząd Statystyczny, 2011, Ludność. Stan i struktura ludności w przekroju terytorialnym w 2010 r. Stan w dniu 31 XII (Size and Structure of Population and Vital Statistics by Territorial Division in 2010. As of December 31), Warsaw, consulted on 20.12.2013, URL: http://www.stat.gov.pl/gus/5840_1863_PLK_HTML.htm

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Główny Urząd Statystyczny, 2010, Ludność. Stan i struktura ludności w przekroju terytorialnym. Stan w dniu 31 XII 2009 r. (Population. Size and Structure of Population by Territorial Division. As of December 31, 2009), Warsaw, consulted on 20.12.2013, URL: http://www.stat.gov.pl/gus/5840_1863_PLK_HTML.htm

Główny Urząd Statystyczny, 2009, Ludność. Stan i struktura ludności w przekroju terytorialnym. Stan w dniu 31 XII 2008 r. (Population. Size and Structure of Population by Territorial Division. As of December 31, 2008), Warsaw, consulted on 20.12.2013, URL: http://www.stat.gov.pl/gus/5840_1863_PLK_HTML.htm

Gregorowicz J., Trybuś P., 2013, Wykonanie analiz ruchu dotyczących zmian jego organizacji w centrum Lublińca, Katowice: INKOM s.c.

Gzell S., 1996, Fenomen małomiejskości, Warsaw: Akapit-DTP, p. 6-10

Karwińska A., 2008, Gospodarka przestrzenna. Uwarunkowania społeczno-kulturowe, Warsaw: Wydawnictwo Naukowe PWN, pp. 54, 53

Kochanowska D., Kochanowski M., 2000, "Polskie miasta w procesie globalizacji", Studia regionalne i lokalne, N° 1 (1)/2000, p. 48

Korenik S., 2009, "Gopodarka oparta na wiedzy a duże miasta. Podstawowe relacje", in Klasik A., Kreatywne miasto – kreatywna aglomeracja, Katowice: Wydawnictwo Akademii Ekonomicznej im. Karola Adamieckiego w Katowicach, p. 47

Lorens P., 2012, Tematyzacja przestrzeni publicznej, second edition, Gdańsk: Politechnika Gdańska, pp. 27, 79

Project For Public Space, 2005, Jak przetworzyć miejsce. Podręcznik kreowania udanych przestrzeni publicznych, adaptation and translation: Jeleński T., Kosiński W., Kraków: Fundacja Partnerstwo dla Środowiska

Rowe C., Koetter F., 1983, Collage City, Cambridge: The MIT Press, p. 15

Szromnik A., 2010, Marketing terytorialny. Miasto i region na rynku. third edition, Warsaw: Wolters Kluwer Polska Sp. z o.o.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

[ATELIER 16 / WORKSHOP 16]

Studies for the requalification of small towns. Architectural projects and historical sites in the Veneto region, Italy

Enrico Pietrogrande
Department of Civil, Environmental and Architectural Engineering, University of Padova – via Marzolo 9, 35131 Padova, Italy
enrico.pietrogrande@unipd.it

Alessandro Dalla Caneva
Department of Civil, Environmental and Architectural Engineering, University of Padova – via Marzolo 9, 35131 Padova, Italy
alessandro.dallacaneva@unipd.it

Abstract

Our work is the result of students' workshops, developed in the framework of the courses on "Architectural and Urban Composition" 2 and 3 taught on the master's degree in Architectural Engineering at the Department of Civil, Environmental and Architectural Engineering of the University of Padova, academic years of 2010-11, 2011-12 and 2012-13. Our research has been carried on with a more general purpose, that is to debate about the urban image, applying the theories and techniques of building design, considered both as a study on architectural sources and as a teaching method.

We have considered the small towns of the Veneto region, Italy, as a case study, concentrating our analysis and proposals for a new urban design on areas which has been affected by a rapid post 2nd world war reconstruction, thus losing their organic unity with the surrounding parts.

The methodology looks at the town as a result of its spatial structure. More than political, social, and economic systems, which are important but not sufficient, reasons for its special nature can be found because of its constancy. Planning new buildings starts from understanding the context, that is, its physical structure, and this is especially so in the historic center.

The method adopted is based on studying the history of the place to understand the urban morphology of it. The physical specificity of the urban form is explored with the aim of elaborating a design process to reinforce the public space as a reference point for the community. Fundamental for the succeeding in the design process is the analyzing of the direct relation between a architectonic scale and a urban one.

The instrumental value of history and the importance of studying the pre-existing environmental conditions for the purposes of the project represent foundations in teaching especially now sustainability is such a crucial theme. Our survey and research of planning hypotheses have been conducted on some ten towns, where part of the center is strongly clashing with the neighbouring context.

The planning hypotheses include some relevant small towns (such as Dolo, Soave, Noale, Adria, Mirano, Feltre, etc…) whose harmonisation with the surrounding areas was never completed, at first because of the emergency of post war reconstruction, and then because of the building speculation.

Keywords

Sustainable development; Dynamic urban space; Identity; Excellence and innovation in teaching architectural quality; Post war reconstruction

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1 Introduction

Within the framework of the master's degree in Architectural Engineering at the School of Engineering of the University of Padova, the teaching requirements of the "Architectural and Urban Composition" 2 and 3 courses during the last three years have centred on studying the image of some ten towns in the Veneto region. This choice has corresponded to the aim of in depth study of precise working hypotheses in a specific context, operating on individual situations in the urban fabric, investigating them by starting by considering the widest picture of the total complex that the towns represent. The teaching was based on fundamental 1960s studies of typological analyses specifically oriented towards the theme of public spaces and establishing relationships between these and private spaces.

Figures 1,2: Noale (Treviso), xx Settembre square. General view, current state. From the work of the student SilviaTarallo, academic year 2011-12.

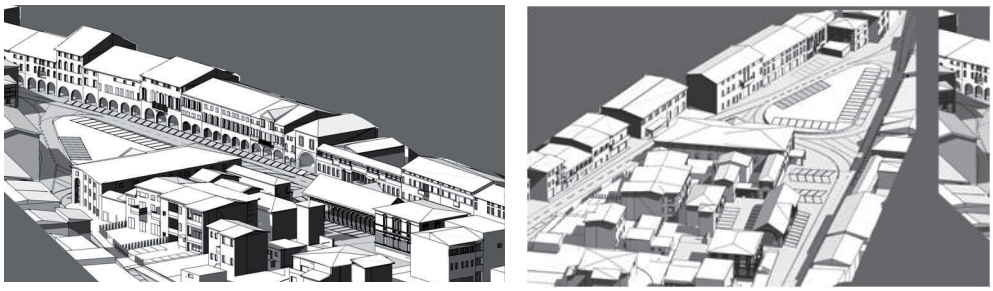
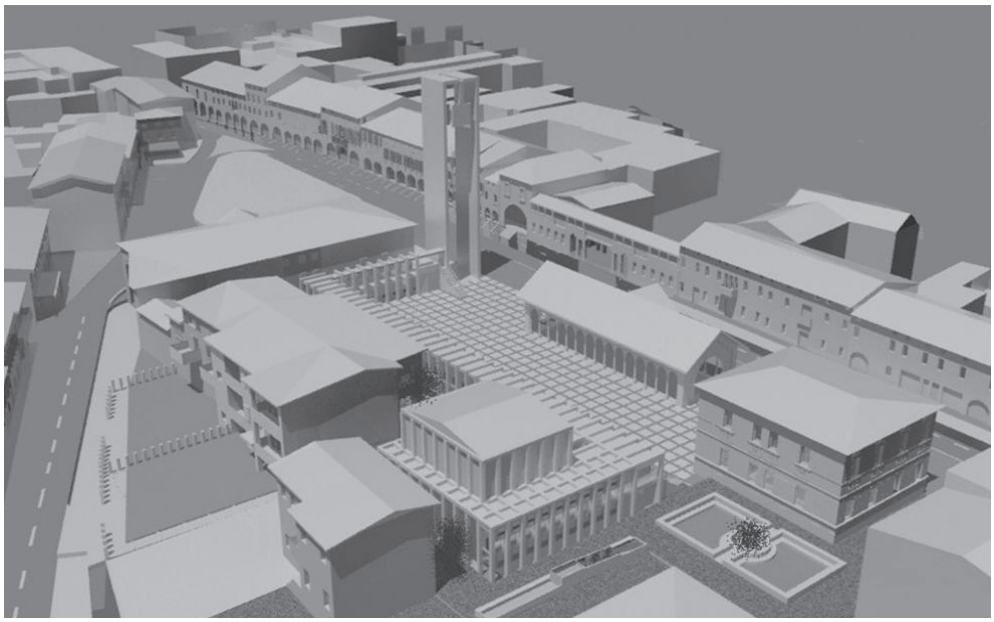


Figure 3: Noale (Treviso), xx Settembre square. Proposal for a civic centre, view from above. From the work of the student SilviaTarallo.



[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 4: Soave (Verona), view of the study model made of cardboard in a scale of 1:1000. From the work of the student Giulia Michieletto, academic year 2011-12.

So the targeted initial analysis of the towns subject of study was followed by the formulation of proposals to recompose the unity of urban values. This analysis was addressed towards incoherent parts of the historic fabric marked by hasty post-war reconstruction and nevertheless recognised as being of greater interest.

Firstly, although on the one hand the historic centre of the towns here considered has maintained invariants that are still clearly readable today – above all in the system of piazzas and streets – on the other hand it has undergone a process of particularly rapid modification during the twentieth century. This process was activated by widespread alteration of individual buildings or by substitution of entire swathes of building fabric. It is not unusual to find repeated successions of new architecture on the same site in the space of only a few decades as also occurred in several examples that the following pages present.

In the town centres the modification of individual building elements has sometimes been accompanied by the radical cancellation of fundamental structures of which the urban tissue is composed, such as a branch of the Bianco Canal in Adria, near Rovigo, or the watercourse that in Dolo allowed to bypass the mills and now, without water, is used like a car park.

Like other cases, the towns here considered bear enduring marks left during the previous century, included particularly the ones of the years of reconstruction following the last war.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figures 5, 6, 7: Dolo (Venezia). View from above, current state. Map dated sixteenth century (State Archives of Venice, S.E.A. Brenta dis. 52A). Proposal for new housings, view. From the work of Angela Martini, academic year 2011-12.

2 Method

It should be noted that studying the historic town centre in relation to the events of the past that have contributed to defining the current state of affairs makes it possible to gain important information for the development of a reasoned plan to recompose the compromised areas.

In the didactic experience here presented it was adopted as a fundamental component the investigation into sources, particularly the iconographic ones, in agreement with all that Gianni Fabbri wrote in the 1970 volume *La città di Padova. Saggio di analisi urbana* (The city of Padova. Essay on urban analysis): "In confronting the analysis of the processes affecting the history of the physical appearance of the city, the problem of documentation of the iconography plays a central, conditioning, role". As Fabbri also states, "iconography after the XVIII century, and especially the land registry maps, becomes an essential reference" since in this case "the representation is subordinate to the possibility of reading the image of the real estate" (FABBRI, 1970: 129-130). Again, Fabbri feels that evaluating the distinction between different parts of the city is of great didactic use, between the "*privileged* areas that generally coincide with the more important places and permanency" and the "areas without emerging architectural connotations for which finding analytical documents is more difficult". In fact, greater difficulty regarding the second case emerged during the study with both acquisition of documentary material and during reading and formulation of operational proposals. Far from expressing a dialogue, typological and stylistic contamination in the weaving of the building fabric is often resulting in the unresolved condition of the public space.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figures 8, 9: Monselice (Padova), San Marco Gate painted in the *Catastico di San Francesco*, 1741; a *burcio*, a typical river craft, in the Bisatto Canal, 1930.

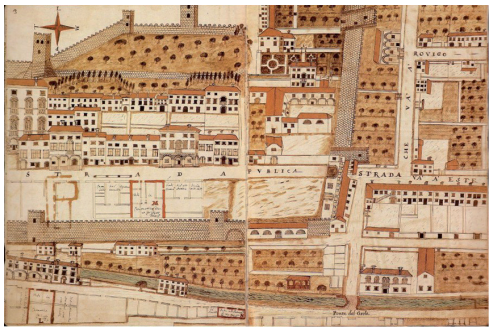
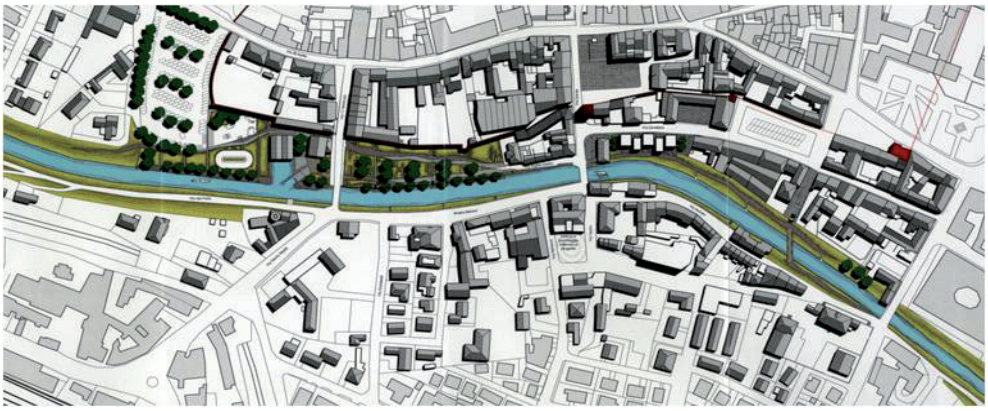


Figure 10: Monselice (Padova), project for the requalification of the right bank of the Bisatto Canal, planivolumetric plan. From the work of Alice Pegoraro, academic year 2010-11.



3 Small towns in the Veneto region and project proposals

Among the contexts of the historic small towns remaining unresolved from times preceding the recovery of civil society after the second world war, quickly followed by building speculation, are places situated inside the ring of the medieval walls or close to it that are pivotal in the urban structure, and now characterised by discordant and clashing images. Among these, there are, in the South of Padova, the area between the walls and the Bisatto Canal in Monselice and the centre of the village of Pontemanco run through by the Biancolino Canal. Then there are incoherent parts of the urban fabric of Soave, near Verona at the West limit of the region, and Adria, near Rovigo in the South not far from the Po River. Dolo and Mirano are ancient towns near Venice and the sea, Noale is near Treviso. Feltre is the only one town in the North mountain zone, not far from Belluno.

The investigation into the history of these areas and the study of the modifications made through time composed the first phase of the planning process aimed at verifying the potential for recomposition of the urban fabric morphologically and functionally, and represents a basic instrument in understanding what the areas can offer in relation to the wider context.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figures 11, 12: Adria (Rovigo). Map of Giovanni Carlo Zanolivani, 1770. View of the canal that pass through the centre of the town, with the theatre on the right (photograph taken in the 1930').

Figure 13: Adria (Rovigo). Organization of the public space for pedestrian use behind the theatre. General view from the work of the student Francesco Dallagà, academic year 2012-13.

The urban analysis of the student Silvia Tarallo directs the project proposal inside the core of the town of Noale, near the town hall, the old Bembo palace, and the xx September square already square of the grain for the old function of market (Figures 1 and 2). Once characterized by the presence of the church of San Giorgio and an ancient monastery, now lost, the project area has undergone during the twentieth century a number of changes that have altered the urban form. The project idea aims to enhance the vacant place at the side of the xx Settembre square obtained by the demolition of the incoherent post-war buildings with a new square around which are arranged the ancient market loggia, built during the Fascist age, and the town hall. The unit of the project is guaranteed by the construction of a public arcade, the library and the tower, the latter built on the site of the ancient bell tower of the church of S. Giorgio and thought as an entry to the new town square (Figure 3).

The town of Soave, not far from Verona, has been aim of project proposals conceived in different areas inside the walls, close to important historical monuments, such as the ancient place of city cult: the San Lorenzo Cathedral. The historical cathedral, place of religious life, has been during the centuries an important monument to which incoherent bodies were superimposed, after the World War, corrupting the quality of the urban structure.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figures 14, 15, 16: Feltre (Belluno), project for the requalification of the Santa Maria degli Angeli sanctuary area. Planimetry dated 1897. Planivolumetric plan and general view. From the work of Nicola Scomazzon, academic year 2012-13.

The proposed urban redevelopment has made use of the model (Figure 4), adopted as a working tool for the monitoring of changes in the urban structure, in terms of volume and space.

Water is crucial element in many cities of the plain, such as Dolo, located in the province of Venice, and Monselice, close to Padova. The water was the main route for the transport of goods and people, the occasion for the establishment of mills. In the case of Dolo the town is built around the mills, put in place at a jump of the river Brenta, bypassed to the south by a lock which guaranteed the navigability and is now buried. Dolo today presents many areas of discontinuity: some of the students who have chosen this theme were employed to reintegrate into the historical urban fabric the detached, irregular and uncontrolled area near the mills today used for parking (Figures 11, 12, 13).

Monselice is a walled town that lies at the foot of the Euganean Hills, brushed by the Bisatto Canal built in the twelfth century. Along the Bisatto, the following Battaglia Canal and the Brenta River, the stone of the Euganean Hills, which is paved most of the squares of the cities of Eastern Veneto, was transported to Venice and the sea.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figures 17, 18: Pontemanco (Due Carrare, Padova), new architecture near the Biancolino Canal. Planimetry dated 1866, view from the bridge towards east. From the work of the student Diego Cavestro, academic year 2010-11.

The student Alice Pegoraro studied in terms of design the degrade in the area between the city walls and the Bisatto Canal, focusing on sports and tourist destinations, favoring the consolidation of walking and cycling and rowing activities (Figures 8, 9, 10).

The project of the student Francesco Dallagà insists in the core of the town of Adria near the theatre, the center of cultural life of the town. The student proposed the demolition of the post-war building adjacent to the theater, replacing it with a smaller volume whose calibrated position allows you to define new ways of relating to the public spaces such as Cavour Square and the garden beyond the theater, inside the residential block. A new minor body with tower inserts precisely over the site of two pre-existing buildings in exact correspondence of the paths of penetration to the garden (Figures 11, 12, 13).

The proposed design of the student Nicola Scomazzon insists in an area on the border of the town of Feltre, near the sixteenth century ancient walls, in correspondence to a convent building of square structure, in part demolished during the Napoleonic age, whose still remains trace in the church of Santa Maria degli Angeli and in the fragment of the cloister arcade. Once isolated, the convent was linked with the town through an ancient route along which was built the sixteenth century Feltre. The project idea aims to find a continuity with the memory of the ancient convent, presenting the theme of the court on which the new volumes and the ancient church stand and organize (Figures 14, 15, 16).

Projects relating to Pontemanco, an ancient village in the South of Padova, and Mirano, a town close to Venice, have focused on the architecture of the old mills that regulated the economy of the place. The tourist potential offered by the town of Pontemanco with the landscape that surrounds it, is remarkable and not exploited (Figures 17, 18).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figures 19, 20: Mirano (Venezia), *Mulini di sotto* area. Planimetry dated 1866; view of Barche Street in 1933 (the mills investigated by students are to the right, partially).

Figures 21, 22: Mirano (Venezia), proposal for a civic centre on the former site of the *Mulini di sotto* area. Views of the new mills from the work of the student Sebastiano Cavaion, academic year 2011-12.

In Mirano the condition of ruin of large milling structure that has been the subject of study requires an effective intervention that restores the role of urban reference, in the context of the border between the Venetian countryside and the water of the lagoon of Venice (Figures 19, 20, 21, 22).

4 Results and discussion

The aim of the course above all was not only historical research and documentation but also to contextualise the future image of the towns in architectural projects, including through its relationship with culture and history, in order to highlight the individuality of the time and space of the places. Consequently, the papers presented by the students could become starting points for in depth study and discussion and also form an instrument for a direct and immediate dialogue with those who care for.

Working with the students has confirmed the natural inclination of the town to change, a point upon which Aldo Rossi dwelt in his essay *Caratteri urbani delle città venete* (The urban nature of the city in the Veneto region, ROSSI, 1970). The writing of Rossi is the contribution of the great architect to the above metioned collection of essays published in 1970 under the title of *La città di Padova*. *Saggio di analisi urbana.* This volume represents a fundamental reference in practical exercise: assuming Padova to be a research laboratory and model, it presents information, descriptions, and methods for the study of city development that are still current. The use of this volume as an instrument of study by the youngest generation has rekindled interest that the trained planners had in those years.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Collected together by Mauro Lena, the essays of Carlo Aymonino (The study of urban phenomena, AYMONINO, 1970), Pasquale Lovero (The relationship between urban morphology and building typology in Nineteenth century Padova, LOVERO 1970), and Sergio Lucianetti (The development of the medieval city, LUCIANETTI, 1970) in addition to the writings of Fabbri and Rossi quoted above have all remained basic contributions not only because of their scientific content but also because of their lucid reading of the town according to converging points of view.

5 Conclusions

As a proposition, in the analysis of the students every thought on the urban spaces is articulated by a significant relationship between architecture and the culture of the city. The spatial aspects and formal image of the transformations have been studied as a premise for the design of the new architecture that has developed as a result of necessity and the events that have occurred in the territory.

References

Aymonino A., 1970, "Lo studio dei fenomeni urbani", *in* Lena M. (ed.), *La città di Padova. Saggio di analisi urbana*, Rome: Officina Edizioni, pp. 11-68.

Fabbri G., 1970, "Campioni di lettura: Via dei Savonarola e Borgo S. Croce", *in* Lena M. (ed.), *La città di Padova. Saggio di analisi urbana*, Rome: Officina Edizioni, pp. 127-192.

Lovero P., 1970, "Rapporto fra morfologia urbana e tipologia edilizia nella Padova dell'800", *in* Lena M. (ed.), *La città di Padova. Saggio di analisi urbana*, Rome: Officina Edizioni, pp. 301-385.

Lucianetti S., 1970, "Lo sviluppo della città medioevale", *in* Lena M. (ed.), *La città di Padova. Saggio di analisi urbana*, Rome: Officina Edizioni, pp. 69-125.

Rossi A., 1970, "Caratteri urbani delle città venete", *in* Lena M. (ed.), *La città di Padova. Saggio di analisi urbana*, Rome: Officina Edizioni, pp. 419-490.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 17 / WORKSHOP 17

Le tiers espace existe-t-il ?

Does third space exist?

Le tiers-territoire de projet comme réponse aux dynamiques métropolitaines ?

Clément Pecqueux
Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille/ Doctorant, Laboratoire INSARTIS
184 Avenue de Luminy – 13009 Marseille, France
clement.pecqueux@gmail.com

Résumé

Depuis 2012, Marseille est sous le feu des projecteurs. Le gouvernement a annoncé la naissance d'une grande métropole : Aix-Marseille Provence. Sur le plan du développement urbain, de nombreuses dynamiques de changement ont déjà fait leur apparition sur le futur territoire de la métropole d'Aix-Marseille Provence, au travers de grandes opérations urbaines comme Euroméditerranée.
MPM (Marseille Provence Métropole) est un territoire de la métropole qui illustre déjà les dynamiques initiées par les projets urbains d'envergure et les projets territoriaux - qui ont pour ambition la ré-articulation des espaces urbains avec les dynamiques territoriales globales - tel le SCOT. Lorsque l'on replace sur l'aire de MPM les périmètres des ces projets, on peut identifier des espaces qui n'entrent pas dans les périmètres prospectifs de ces projets. Ceci signifie-t' il que ces espaces sont des territoires dépourvus d'intérêts dans une construction territoriale plus globale? Comment ces espaces se développent-t-ils alors ? Peuvent-ils être porteurs d'ambitions territoriales globales ?
Nous désignerons ces territoires révélés comme des *tiers-territoires de projet*, c'est-à-dire des espaces mis à l'écart des volontés de faire acte de projet dans le développement de dynamiques territoriales. L'article proposé ici abordera donc cette notion, à la fois dans sa construction sémantique mais également dans ses fondements théoriques. Nous proposons alors d'approcher ces territoires comme des territoires d'entre-deux (entre centres urbains portés par de grands projets et espaces ruraux) et de questionner leurs potentialités en tant que territoires porteurs de dynamiques territoriales globales. Enfin, nous interrogerons la possibilité pour les concepteurs, notamment les architectes, de s'emparer de ces territoires aujourd'hui exclus des dynamiques territoriales afin d'en faire des espaces de projets porteurs d'intérêts métropolitains.

Mots-clefs

Tiers-territoire de projet, dynamiques métropolitaines, concepteurs, compétences

1 Le projet territorial et la naissance d'une métropole

1.1 Contexte de l'émergence d'Aix-Marseille Provence Métropole

Dans les années 1960, l'Etat impose la création d'intercommunalités pour plusieurs grandes villes françaises, renforçant ainsi les volontés de la mise en place d'un système de décentralisation des pouvoirs étatiques vers les entités administratives locales. De fait, tout autour de Marseille, se créent des intercommunalités puissantes, rassemblant les forces économiques, industrielles et culturelles et profitant d'un phénomène de périurbanisation grandissant dans le territoire du

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

bassin marseillais. Mais la ville de Marseille ne prend pas part à ces ambitions de regroupement. Face aux difficultés engendrées par cet isolement, la cité phocéenne impulse, en 2000, la création de Marseille Provence Métropole (MPM), une Communauté Urbaine rassemblant autour d'elle, dix-sept autres communes à proximité.

Ainsi, au début des années 2000, le découpage administratif du bassin marseillais est important : sept intercommunalités ou pays se partagent le territoire d'Aix-Marseille, d'Arles jusqu'à la Ciotat, soit environ soixante-dix communes, certaines restant indépendantes ou hors-système comme Gardanne par exemple. Face à l'émulation provoquée en 2004 par l'annonce et le début des Ateliers du Grand Paris, Marseille et sa région proche voient de nombreux questionnements émerger sur la configuration d'une métropole.

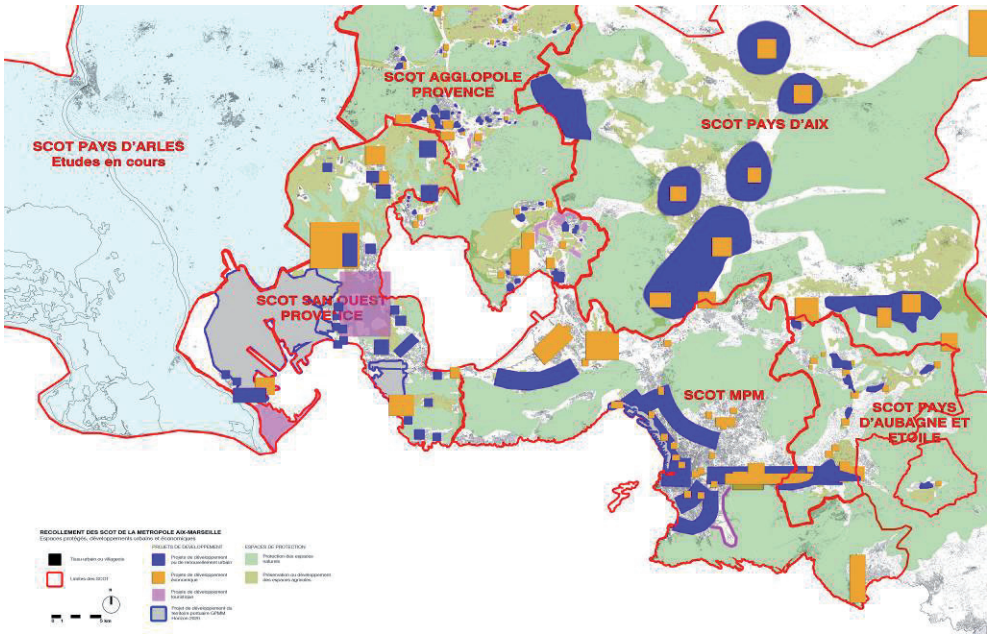
Enfin, en février 2013, après plus d'une année de problèmes sécuritaires et de conflits sociaux à Marseille, le gouvernement annonce officiellement, impose diront certains, la constitution d'une grande métropole pour le bassin marseillais. Pour autant, il est à considérer que le territoire de cette future métropole est déjà depuis un certain temps, le théâtre de nombreux projets et de volontés de dynamiques métropolitaines. Et ceci, tant à l'échelle des communes (projets de requalification urbaine) qu'à l'échelle des EPCI (Schémas de Cohérence Territoriale).

1.2 Le projet territorial et les dynamiques métropolitaines sur Aix-Marseille Provence

Au sein du territoire d'Aix-Marseille Provence, de nombreux projets urbains sont à l'œuvre afin de contribuer à la régénération ou au développement des communes concernées. Les projets les plus emblématiques sont alors les projets Euroméditérrannée 1 et 2 qui concernent le renouvellement urbain de la partie nord de Marseille. Mais d'autres peuvent être cités comme les projets ANRU (Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain) ou bien les projets de requalification de centre-ville comme celui de Port Saint-Louis du Rhône. Une deuxième dynamique est à l'œuvre au sein de ce territoire métropolitain, portée par les projets d'orientation et de développement territoriaux, établis par les SCOT, propres à chacun des EPCI présents sur ce territoire. Sur la carte ci-dessous nous nous attachons à établir une synthèse des dynamiques métropolitaines portées par les SCOT sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 1: Carte de recollement des SCOT sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille



Sources: Clément Pecqueux, d'après le SCOT MPM, le PADD du Pays d'Aix, le PADD du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le PADD Agglopole Provence et le PADD SAN Ouest Provence.

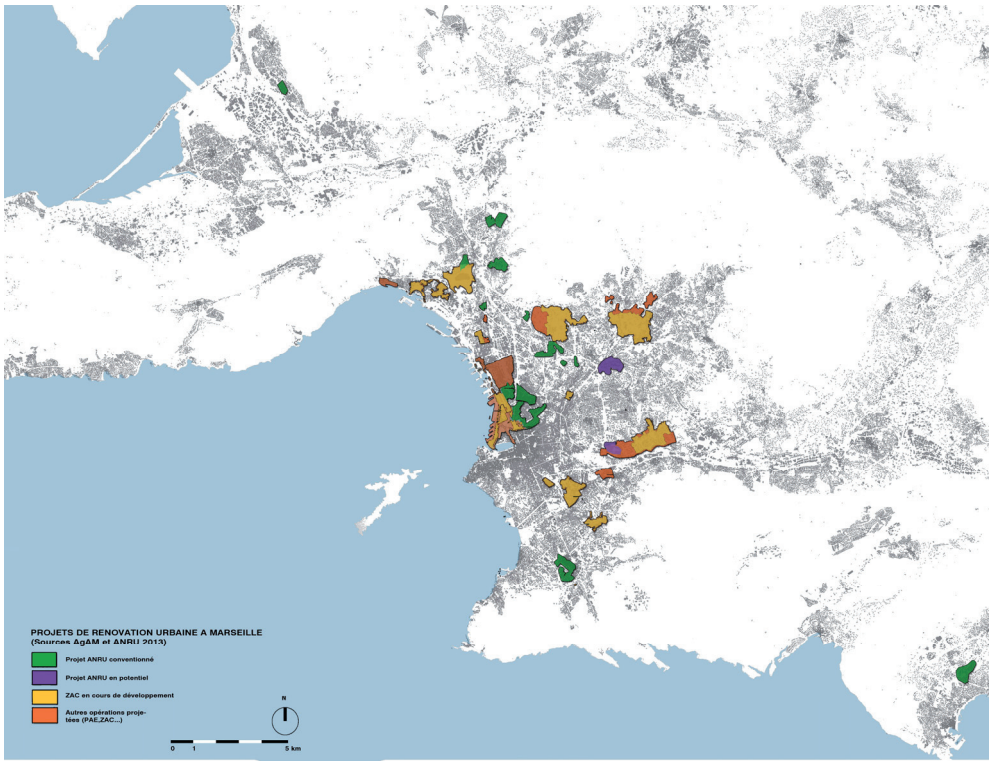
On peut identifier au travers de cette juxtaposition de projets territoriaux que ceux-ci développent des visions prospectives sur la majeure partie du territoire métropolitain mais pas sur sa totalité. Ces projets semblent regrouper différentes dynamiques, tant économiques qu'urbaines ou de protection du territoire. Nous pouvons alors identifier des espaces territoriaux qui semblent dépourvus d'intérêt pour les concepteurs de ces grands projets territoriaux. Comment alors définir ces territoires orphelins d'ambitions de développement ? Nous proposons le terme de ***tiers-territoires de projet*** afin de qualifier ces territoires détachés des visions prospectives sur le territoire métropolitain.

1.3 L'émergence d'un *tiers-territoire de projet*

Afin de cerner les caractéristiques de ces *tiers-territoires de projet*, nous proposons de nous pencher sur le cas de l'aire territoriale de MPM, la communauté urbaine dans laquelle Marseille a une place centrale. Notre choix se porte sur ce territoire puisqu'il est en pleine mutation. Les projets de requalification ont une place importante dans les différentes villes composant MPM et cette communauté urbaine est soumise depuis peu à un SCOT. Lorsque sur la carte suivante nous superposons successivement les limites des interventions de l'ANRU et d'autres grands projets de requalification urbaine (type ZAC) au tissu bâti de l'aire marseillaise, nous nous apercevons qu'une grande partie du territoire de MPM n'est concernée par aucun de ces projets.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 2 : Carte des grands projets urbains et rénovations urbaines _ MPM

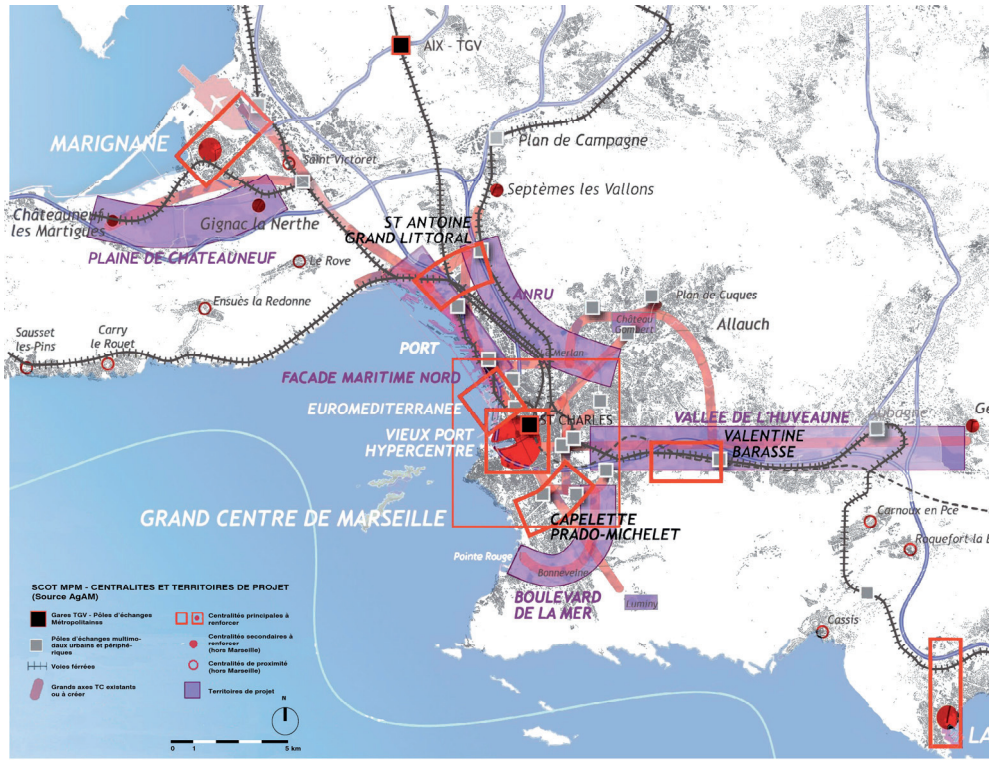


Source: Clément Pecqueux, d'après les données de l'ANRU (Agence Nationale pour le Renouvellement urbain),2013

De même, lorsque nous effectuons l'exercice de superposition du plan de développement urbain prévu par le SCOT de l'aire urbaine de MPM, nous pouvons établir un constat similaire. De nombreux espaces du territoire de MPM semblent laissés pour compte puisque hors du périmètre prospectif de ce document d'orientation.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 3 : Carte de recollement du SCOT Urbain _ MPM



Source: Clément Pecqueux, d'après les données de l'AgAM (Agence d'Aménagement Marseille),2011

Ce travail nous permet de relever deux points importants. D'abord, le fait que les projets urbains sur le territoire l'organisent par morceaux, est ici bien illustré par la disposition des projets ANRU sur le territoire. Ceci, additionné à la temporalité d'émergence et d'opérabilité de ces projets, favorisent la fragmentation, la perte d'une lecture continue du territoire et d'une cohérence globale dans le temps. Le second point vérifiable ici est le caractère unificateur du projet territorial porté par le SCOT. En effet, il apparaît très clairement ici que la zone appelée ANRU par le SCOT vise à englober la majorité des projets en cours ou à venir et cherche à leur donner une cohérence. Il est tout de même à noter ici que ce travail trouve ses limites dans le fait que les périmètres prospectifs schématisés sur ces cartes ne sont pas précis mais tiennent davantage d'une représentation par zones d'action. En effet, le SCOT étant un document d'orientation et d'objectifs de développement sur un territoire, ses limites opérationnelles ne sont pas encore clairement définies. Alors, de nouvelles opérations urbaines, ultérieures, dont les périmètres opérationnels seront bien définis devront permettre, par multiplication sur le territoire, la mise en place des dynamiques et ambitions voulues par le SCOT.

Le SCOT de MPM prévoit également un plan de valorisation et de protection des éléments naturels forts de son territoire (Grands massifs, Parc National des Calanques et espaces d'adhésion). Ils peuvent donc être considérés comme parties prenantes d'un projet global sur le territoire. De même, nous y ajoutons les périmètres soumis à des restrictions quant à la protection du patrimoine urbain et bâti, les espaces non constructibles du fait des risques naturels ou encore les

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

espaces industriels et agricoles font l'objet de visions prospectives quant à leur développement tant économique que territorial.

Par procédé de soustraction de tous ces éléments prospectifs sur le territoire, nous obtenons au final une carte révélatrice des espaces territoriaux hors des prospectives territoriales des grands projets. Evidemment, ces espaces n'en demeurent pas moins soumis à des réglementations urbaines portées par le PLU. Mais il s'agit bien ici, d'identifier les processus de projet à l'œuvre sur le territoire et non pas les limites de documents administratifs opposables au projet.

Figure 4 : Carte de révélation du tiers-territoire de projet

Source: Clément Pecqueux

Que ce soit à l'échelle globale du territoire métropolitain ou bien à l'échelle de la communauté urbaine de Marseille, nous avons pu noter que certaines parties du territoire sont exclues des dynamiques métropolitaines portées par les grands projets d'aménagement des villes et du territoire. On peut alors se demander si ces espaces sont dépourvus d'intérêts dans une construction territoriale globale. Comment ces *tiers-territoire de projet* se développent-ils? Peuvent-ils être porteurs d'ambitions globales ? Ou bien leur mise à l'écart leur est-elle bénéfique ? Sur le terrain, que se passe-t-il dans ces espaces ? Face aux enjeux métropolitains peuvent-ils apporter une réponse économique, urbaine, sociale ou culturelle complémentaire ?

Afin de cerner et de définir cette notion de *tiers-territoire de projet*, nous proposons dans un premier temps d'en identifier la construction sémantique, notamment autour de la notion du *tiers*, et de positionner ce concept au regard

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

d'autres notions déjà établies comme le tiers paysage ou le tiers espace. Ensuite, nous interrogerons ces *tiers-territoires de projet* en tant que territoires d'entre-deux et leur capacité à être ou non porteur de dynamiques territoriales pouvant entrer en résonnance ou en complémentarité avec les dynamiques métropolitaines établies ou à venir. Enfin, nous interrogerons la potentialité de ces tiers-territoires de projet en tant qu'éléments territoriaux saisissables par les concepteurs, notamment les architectes, afin d'en faire des espaces de projets porteurs d'intérêts métropolitains.

2 Qu'est-ce que le tiers-territoire de projet ?

2.1 Construction sémantique et notions territoriales

2.1.1 La notion de tiers

Selon l'Encyclopédie Larousse, le tiers est défini comme « chaque partie d'un tout divisé en trois parties égales » ou bien comme une « personne étrangère au groupe considéré » ou enfin « en droit, toute personne qui n'est partie à un acte juridique, à un jugement et à qui l'on ne peut, par conséquent, les opposer » (LAROUSSE, 2013).

Si l'on considère ces trois définitions, on peut dire que le tiers met toujours trois éléments en jeu et en particulier un élément au regard de deux autres. Ces éléments sont soit considérés à égalité, comme en mathématiques, soit mis en opposition ou en contrepoids les uns vis-à-vis des autres. Que serait alors un tiers-territoire de projet au regard de cette définition ? Il est d'abord nécessaire que celui-ci prenne trois éléments ou groupes d'éléments en considération. Ici, le premier groupe d'éléments considéré dans cette notion est le duo ville constituée/projet urbain. Le projet urbain est ici entendu comme le projet de requalification urbaine au sein de la ville constituée ou bien comme opération nouvelle située en périphérie de celle-ci. De fait, ces projets urbains organisent la ville et son territoire d'inscription par fragments discontinus sans cohérence globale. Le second groupe d'éléments est les projets territoriaux, qui tendent à mettre en cohérence des visions prospectives et des territoires opérationnels, déjà issus de projets éclatés portés par la ville constituée et les projets urbains.

D'autres notions établies ces dernières années sur la thématique du développement territorial ont vu le jour, s'appuyant elles aussi sur la notion du tiers.

2.1.2 Tiers paysage et tiers-territoire de projet

Gilles Clément définit le tiers paysage comme un « fragment du Jardin Planétaire. Le tiers paysage est constitué de l'ensemble des lieux délaissés par l'homme. Ces marges rassemblent une diversité biologique qui n'est pas à ce jour répertoriée comme richesse. Tiers paysage renvoie à tiers-état et non à tiers-monde. Espace n'exprimant ni le pouvoir ni la soumission au pouvoir » (CLEMENT, 2004 : 3).

Le tiers paysage de Clément s'identifie donc au travers de fragments de paysage qui peuvent de retrouver tant dans les plaines agricole qu'au centre des milieux urbains. Et tous sont le refuge d'une diversité biologique. Or, il précise également qu'en « secteur urbain, il correspond à des terrains en attente d'affectation ou en

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

attente d'exécution de projets suspendus aux provisionnements budgétaires, aux décisions politiques » (CLEMENT, 2004 : 5). Clément désigne donc des espaces en transition mais qui font bien objet d'une vision prospective, qui a certes du mal à se concrétiser, mais dont le projet existe, a été validé et va émerger. Demeure donc l'attachement de ces espaces à des territoires plus vastes, animés eux par une vision prospective. Le tiers paysage est donc illustré dans ces propos comme un espace issu d'un oubli ou d'une négligence du politique. De plus, ces espaces se situent aux marges et peuvent emprunter des échelles territoriales plus ou moins importantes.

En conclusion, le tiers paysage est bien une résultante du projet sur un territoire qui visiblement n'a pas été assez précisément pensé pour gérer l'ensemble de son aire opérationnelle, ce qui provoque des espaces délaissés du projet. C'est là que la notion de *tiers-territoire de projet* s'éloigne de la notion de tiers-paysage. En effet, le *tiers-territoire de projet* est potentiellement présent à toutes les échelles territoriales (comme le tiers paysage), sans distinction de milieu (urbain, rural, naturel, agricole, industriel) mais est exclu (contrairement au tiers paysage) de visions prospectives, de visions de projet sur le territoire et sont en marge de leurs périmètres opérationnels. Comme le tiers paysage, le *tiers-territoire de projet* est un espace de rassemblement de la diversité, non pas d'une diversité biologique, mais d'une diversité d'objets territoriaux qui le composent. Ce sont les échelles d'appréhension et de lecture du territoire qui permettront d'identifier la nature de ces objets territoriaux et de repérer les limites des tiers-territoires de projet.

Clément aborde la question du tiers-territoire dans un court paragraphe consultable sur son site internet. Dans un article web (CLEMENT, 2008) en soutient à Europe Ecologie pour les élections régionales dans le Limousin, il écrit : « Le Limousin, en tant que région susceptible d'engager de nouvelles expériences économiques et sociales, trouve une position avantageuse dans la dynamique d'accès à une *autre façon de vivre*. Dans le *délaissement politique* actuel il apparaît comme un refuge aux possibles. De la même façon que le tiers paysage accueille la diversité biologique exclue de partout ailleurs mais prête à inventer de nouvelles configurations, le *tiers territoire* – par exemple le Limousin – accueille de nouvelles façons d'engager l'avenir ».

Ici, Clément n'entre que très superficiellement sur la notion de tiers territoire, sans lui donner de fondement plus précis. Mais il révèle une caractéristique importante que nous reprenons dans nos considérations sur ce tiers-territoire : c'est sa capacité à devenir le théâtre de nouvelles dynamiques prospectives à l'échelle territoriale. En d'autres termes, il évoque sa capacité à être un territoire de projet territorial, ce qu'il n'est pas à l'heure actuelle, d'où la dénomination que nous utiliserons pour parler de ce territoire : le *tiers-territoire de projet*.

2.1.3 Le tiers-territoire de projet est-il un tiers-espace ?

Le tiers-espace tel que l'envisage Martin Vanier fait état d'un espace dont le statut ne tient ni de l'urbain ni du rural (VANIER, 2000). Mais celui-ci est constitué d'une complexité fondamentale, qui l'écarte des conceptions politiques territoriales des années 2000. Cette complexité vient de plusieurs facteurs : manque d'unité spatio-temporelle, une multitude d'acteurs, « mélange de groupes socio-

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

fonctionnels et de générations d'activités aux origines tant urbaines que rurales ». C'est un espace définit à la fois comme territoire et comme réseau : il se construit de façon discontinue le long des réseaux et rayonne à partir des centre urbains majeurs et entre ceux-ci ; c'est un réseau de places, pôles et tissus ; un ensemble d'espaces interstitiels (agricoles, boisés, protégés…) dont la population locale a une conscience plus ou moins aigue. Il est à la fois global et local, ce que Vanier appelle « l'état glocal », c'est-à-dire un état abstrait sans administration propre, existant uniquement dans les instants de régulation concrète qu'il organise avec ce qui l'englobe et/ou ce qui le compose, d'où une véritable « politique des échelles ».

Autrement dit, le tiers-espace est un espace territorial hétérogène organisant l'entre-ville et campagne de manière locale car absent des radars de la politique d'aménagement du territoire. Mais Martin Vanier y intègre tous les éléments constitutifs du territoire qui ne sont pas identifiés par les politiques d'aménagement comme étant de l'urbain ou du rural et qui de fait ne trouve pas un système de régulation politique global. Malgré tout, il semble pouvoir le créer par la mise en synergie des visions économiques et socio-culturelles qui lui sont propres et qui l'entourent. Alors, Vanier intègre dans le tiers-espace les espaces urbanisés en périphérie des villes, les espaces industriels, agricoles, protégés, les espaces de réseaux, des micro-centralités, etc… Or, ces éléments sont organisés politiquement par des visions portées par les localités (communes, EPCI, pays) via les PLU ou les SCOT. Mais cela ne donne pas pour autant à un territoire une cohérence et une vision politique globale et qui l'identifierait dans un contexte territorial tenant ni de l'urbain, ni du rural.

Deux éléments distinguent alors le *tiers-territoire de projet* que nous abordons ici et le tiers-espace de Martin Vanier. D'abord, le *tiers-territoire de projet* n'est pas lié à un territoire spécifique, urbain ou rural. En effet, il s'identifie aussi bien au sein des villes constituées que des espaces ruraux reculés. En fait, il se traduit à toutes les échelles territoriales, seuls ses éléments constituants changent de nature, la notion de « projet » restant le facteur inaltérable au fil de ces changements d'échelles.

Cette notion de projet est d'ailleurs le second élément distinctif du *tiers-territoire de projet* par rapport au tiers-espace. Si le tiers-espace cherche encore son système politique régulateur propre pour tenter de développer une nouvelle aire d'application des politiques d'aménagement, le *tiers-territoire de projet*, lui, s'inscrit déjà dans des aires territoriales dont les dynamiques d'aménagement sont pensées ou en cours et dont certains projets sont portés par la politique locale. Sauf que les périmètres opérationnels de ces projets excluent de fait le tiers-territoire se trouvant en dehors de ces limites conceptuelles. La question ici est alors de savoir comment les *tiers-territoires de projet* peuvent revenir dans le champ de vision des politiques publiques locales déjà constitué grâce à leur prise en main par les concepteurs et experts des territoires (notamment les architectes) et la mise en avant de la légitimité de ces territoires à porter des dynamiques territoriales fortes.

2.2 Le tiers-territoire de projet, un territoire d'entre-deux comme vecteur de dynamiques métropolitaines ?

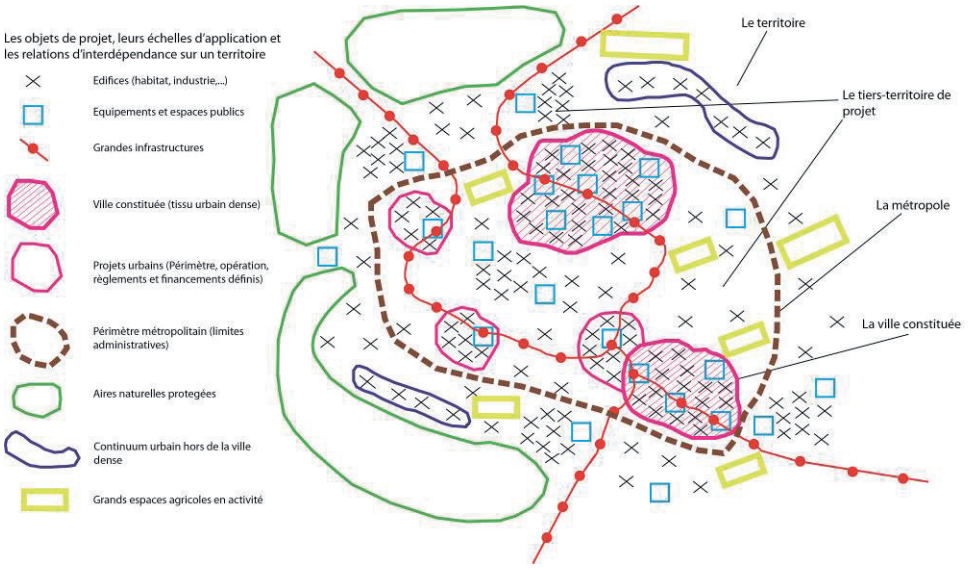
Pour définir les potentialités du *tiers-territoire de projet* d'être porteur de dynamiques territoriales fortes, il convient de nous interroger sur son statut de

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

territoire d'entre-deux, à la fois espace de la ville sans projet et territoire rural loin des dynamiques métropolitaines.

Lorsque l'on s'attache à expliciter ce concept de tiers-territoire au travers d'un outil de représentation graphique, il est possible d'identifier la composition d'un territoire en trois espaces de projet : la ville constituée et les grands projets urbains en cours, le périmètre métropolitain et une aire géographique plus vaste. Ces trois aires territoriales correspondent à trois échelles de projet possibles pour agir sur le territoire.

Figure 6 : Représentation graphique du tiers-territoire de projet



Source: Clément Pecqueux

Ici, le schéma illustre les interdépendances entre les objets constituant les trois aires territoriales identifiées et qui peuvent être porteurs de projets (bâtiments, infrastructures, équipements, espaces publics…) à des échelles différentes, de la ville au territoire métropolitain. Parmi eux, le *tiers-territoire de projet* est repérable à chacune de ces échelles comme un objet territorial potentiellement porteur de ces dynamiques de projet. La nature des objets qu'il englobe varie en fonction des échelles de considération.

Le *tiers-territoire de projet* tend alors à se mettre en position de territoire d'entre-deux : entre les espaces urbains organisés, projetés et les espaces territoriaux portés par des visions métropolitaines. Tout aussi identifiable comme un espace périurbain qu'un territoire de l'entre-ville, il convient alors de redéfinir le *tiers-territoire de projet* au regard de ces notions extrêmement proches.

2.2.1 Le tiers-territoire et la périurbanisation comme projet

Martin Vanier poursuit ses réflexions sur les territoires écartés des prospectives politiques métropolitaines en s'intéressant à la question du périurbain et à sa capacité à être un enjeu pour de nouveaux projets territoriaux (VANIER, 2011). En effet, il note que la nature même du périurbain n'est pas un motif de désespérance

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

dans des volontés de développement territorial. En revanche, il pose comme un écueil le « vide de projet qui porte ces territoires, une sorte de renoncement tacite à prendre place dans l'espace métropolitain en dépit de la réalité ». Pour lui, il est donc indispensable de faire de ces espaces territoriaux des objets de projet, afin qu'ils apportent un fondement à la « pensée intégrée de la ville et de ses territoires ». Pour cela, il est nécessaire de ne plus considérer la périurbanisation comme « hors-jeu dans le champ urbain, disqualifiée par son existence même, indigne de politiques publiques sinon celles de l'empêchement ». Martin Vanier met donc en avant la question du périurbain comme ressource potentielle pour les pouvoirs publics en matière de développement territorial et donc porteur de dynamiques métropolitaines.

Il est ici à noter le rapprochement dans ce domaine à faire avec le *tiers-territoire de projet* comme nous l'envisagions quelques lignes plus haut. Le *tiers-territoire de projet* et la périurbanisation seraient-ils porteurs des mêmes potentialités au regard des dynamiques métropolitaines ? Très certainement, cependant à Vanier de nous avertir : la « figure périurbaine » doit être réintégrée dans les dynamiques métropolitaines mais ceci ne doit pas être synonyme de non contrôle du développement urbain en périphérie des villes et entre les centres urbains. Quoiqu'il en soit, ceci permettra de faire basculer la périurbanisation d'un statut problématique à un statut d'objet de projet, au regard des contraintes qui agissent aujourd'hui sur ces territoires. De ce point de vue, le *tiers-territoire de projet* peut être considéré comme un objet de projet à part entière qui peut porter l'ambition d'un retour au-devant des volontés de développement et dynamiques métropolitaines.

2.2.2 Le tiers-territoire, un entre-ville porteur de projet métropolitain ?

Thomas Sieverts approche lui aussi ces questions de la périurbanisation en publiant ses travaux traitant du statut de la ville de l'entre-deux, l'entre-ville ou ZwischenStadt comme il la nomme (SIEVERTS, 2004 et SIEVERTS, FUZESSERY, 2011). Il la définit comme une « structure constituée de *domaines* dont les usages, les constructions et les topographies restant très hétérogènes se développent sur des territoires très étendus, elles présentent des caractéristiques à la fois urbaines et rurales» (SIEVETS, 2004 : 16). Il précise que la ZwischenStadt est constituée entre le lieu particulier, isolé et les installations toutes identiques produites par la division du travail et l'économie mondialisée. Pour lui, elle se situe entre les espaces de la vie quotidienne, de la proximité et l'espace de la communication, du grand territoire. La ZwischenStadt dispose donc des propriétés de la ville et de la campagne sans être ni l'une, ni l'autre. En revanche, le développement mondialisé des territoires lui offre une place dans tous les pays du monde et l'on y retrouve des caractéristiques communes inhérentes à sa composition: « une structure diffuse et désordonnée de domaines urbains très différenciés, d'où émergent des îlots singuliers, aux tracés géométriques ; une structure sans aucune centralité, mais qui offre, en revanche, une multitude de zones, de réseaux, de nœuds, dont la fonction est plus ou moins fortement spécialisée » (SIEVERTS, 2004 : 17) En somme, c'est une forme urbaine non planifiée et universelle, résultat d'une multitude de prises de décisions non-

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

concertées, individuelles ou collectives, quant au développement des territoires concernés (SIEVERTS, FUZESSERY, 2011).

A bien des égards donc, le *tiers-territoire de projet* qui nous intéresse, revêt des caractéristiques similaires au territoire de l'entre-ville. Mais nous dirons alors qu'il s'en détache par son caractère plus spécifique, plus ciblé sur la question du projet, la ZwischenStadt apparaissant comme une notion globale, générique, résultant de l'inertie mondialisée du développement territorial.

Pour autant, la vision de Sieverts sur la ZwischenStadt comme domaine de projet possible nous intéresse dans la mesure où il interroge l'architecture et l'urbanisme dans leurs outils pour appréhender l'entre-ville comme territoire de projet. En effet, pour lui, si la ZwischenStadt doit être considérée comme un lieu de non-culture, c'est que dans l'interprétation de l'entre-ville, nous sommes arrivés « aux limites des moyens traditionnels de l'urbanisme et de l'architecture » (SIEVERTS, 2004 : 111-114). Il pose alors comme un défi la capacité des acteurs concernés à imaginer une interprétation différente de ces territoires et à élaborer de nouvelles méthodes de projet. En effet, ce genre de paysage urbain ne peut plus être appréhendé par les catégories habituelles de l'architecture et de l'urbanisme, il est alors nécessaire « d'aller en dehors de l'architecture de la ville ». Car, « si l'architecture ou l'espace urbain architecturé figurent encore des éléments isolés et importants, ils ne sont plus capables aujourd'hui de déterminer à eux seuls la forme de l'ensemble de la ZwischenStadt » (SIEVERTS, 2004 : 115).

Sieverts soulève ici une question fondamentale, celle du rôle, des compétences et des outils des concepteurs de la ville et des territoires, notamment urbanistes et architectes, face à ces territoires d'entre-deux, dans la mesure où on les perçoit comme des espaces potentiellement porteurs de dynamiques métropolitaines. C'est exactement le questionnement que nous proposons d'aborder dans le présent article au travers du *tiers-territoire de projet*.

La revue des notions parallèles au *tiers-territoire de projet* nous a permis d'en cerner les limites conceptuelles. S'il partage un certain nombre de caractéristiques et d'objectifs avec les notions développées précédemment, il s'en distingue très nettement notamment quant aux objets territoriaux qui le composent. En revanche, lorsque l'on fait entrer en ligne de compte les prospectives métropolitaines, territoriales, à initier au sein de ces espaces par le projet, le *tiers-territoire de projet* apparait alors comme vecteur des possibles émergences de nouvelles dynamiques métropolitaines et territoriales. Cependant, le repositionnement des concepteurs, notamment architectes, au regard de leurs appréhensions, analyses, méthodes et outils de projet, est une condition nécessaire à l'aboutissement des prospectives territoriales. Nous proposons donc ici d'ouvrir sur ces questions en nous focalisant sur le rapport que peuvent établir les architectes avec ces dynamiques métropolitaines et territoriales à la lumière de leurs compétences et de leurs outils de projet.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3 Le tiers-territoire de projet et l'architecte

3.1 Missions des architectes et territoire

La profession d'architecte est soumise à un code déontologique composé de quarante-huit articles qui régit les obligations des professionnels et les missions qu'ils peuvent effectuer. L'article 2 de ce Code de Déontologie des architectes précise alors que « La vocation de l'architecte est de participer à tout ce qui concerne l'acte de bâtir et l'aménagement de l'espace […] l'architecte peur participer notamment aux missions suivantes : aménagement et urbanisme, y compris élaboration de plans… ». Ainsi, cet article fixe les compétences et missions des architectes alors aptes et légitimes à travailler sur l'objet architectural aussi bien que sur la ville et le territoire.

Pourtant, si l'architecte a compétence à agir sur la plupart des objets urbains et territoriaux, dans le monde professionnel, le territoire dans son ensemble est-il pour eux un concept global ? S'ils pensent des interrelations entre l'artéfact construit et le territoire, il semble que ce n'est que dans une considération formelle, prenant en compte un certain nombre de normes liées au secteur territorial d'implantation du projet. Le projet est alors « un outil d'organisation de la forme urbaine par l'imposition de règles d'ordonnancement spatiales bien définies » (INGALLINA, 2010 : 18-20). De fait, le projet urbain apparaît comme une articulation entre formes et normes. Il est alors clair que cette approche décalée n'est plus en rapport avec les situations actuelles et traduit un manque de recul critique vis-à-vis des modes opératoires d'aujourd'hui dans la création des espaces urbains et territoriaux. Alors, le territoire n'est compris que dans une considération lointaine, comme un facteur extérieur qui influence le projet et la composition spatiale de l'élément conçu. Mais ont-ils une vision générale du territoire et ont-ils une appréhension systémique globale de celui-ci, qui leur permettrait de prendre pleinement part au projet territorial ?

Tout cela revient en quelque sorte à questionner leurs compétences dans la conception de tels espaces de projet. Au regard des compétences qu'ils développent autour de l'artéfact construit, sont-ils en mesure d'appliquer celles-ci sur un autre objet, d'échelle différente, le territoire ?

3.2 Débat et postures

Afin de donner le cadre de la remise en question actuelle du rôle de l'architecte dans les projets territoriaux, il est nécessaire de se pencher sur les débats qui agitent la profession et qui mettent en confrontation les approches professionnelles des praticiens et les approches réflexives de chercheurs ou praticiens-chercheurs dans ce domaine.

Beaucoup d'architectes déplorent le. Le premier à faire le constat du désarroi des architectes qui se trouvent face à une difficulté grandissante, pour eux, à s'affirmer dans les processus de projets territoriaux est le Conseil National de l'Ordre des Architectes. Un "Manifeste pour une architecture responsable dans les métropoles

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

et les territoires"[1] (ORDRE DES ARCHITECTES, 2010); et un "Manifeste pour un aménagement du territoire et un urbanisme maîtrisé"[2] (ORDRE DES ARCHITECTES, 2011) ont alors été publié pour interpeler l'opinion publique sur ces questions. Les architectes sont conscients des enjeux territoriaux d'aujourd'hui et assurent l'importance de l'architecture à ces échelles pour faire perdurer un « cadre de vie auquel les français tiennent particulièrement », de qualité, dans les territoires urbanisés. Mais ils déplorent les failles institutionnelles et les mauvaises orientations données aux grandes lois régissant les conditions d'élaboration des projets sur les territoires. Pour la profession, tout ceci est synonyme de grave manque de compréhension de leur rôle, « pourtant essentiel pour assurer la qualité humaine et esthétique de notre cadre de vie. » Pour autant, si cette situation est perçue par le plus grand nombre comme un fait, de nombreux chercheurs ou praticiens-chercheurs relativisent cette position quasi-victimaire des architectes. Deux postures sont alors très clairement identifiables.

La première consiste pour certains à dire que non, cette situation n'évoluera pas. Le questionnement de la position des architectes au regard des dynamiques territoriales n'est pas possible en l'état, s'ils ne prennent pas conscience de la nécessité de réinterroger leurs outils d'appréhension des systèmes territoriaux. Françoise Fromonot, architecte, enseignante et critique, établit ce constat, en pointant les défaillances, non pas des Institutions, mais bien des architectes eux-mêmes dans les approches territoriales. (FROMONOT, 2012) Elle dénonce en effet « la pause de la culture critique des idées »[3]. Pour Fromonot, le problème ne tient pas d'une nécessaire substitution des modèles esthétiques par de nouvelles formes urbaines à l'échelle du territoire, si « les architectes, plutôt que de se complaire dans le rôle de dessinateurs obéissants de visions civiques absentes, n'entament pas une reconquête de la capacité de réflexion et de proposition qui leur permettra, peut-être, d'influencer une situation qui leur échappe » (FROMONOT, 2012 : 61). Le tourment de la profession d'architecte, prise dans ses contraintes imposées et ses dilemmes, ne peut alors pas envisager la « réinvention de ses outils » pourtant nécessaire.

La seconde posture, plus optimiste quant à elle, met en avant les symptômes d'application de la vision des architectes sur les questions territoriales. Le premier symptôme tient en le fait que de plus en plus de grands projets de développement

[1] Manifeste rédigé par l'Ordre des Architectes à l'attention des architectes sur leur site internet. Basé sur quatre grands axes de réflexion, il dresse un rapide bilan de la position de l'Ordre sur les questions territoriales et le rôle de l'architecture dans ce contexte. Le premier axe fait état de *l'émergence du phénomène métropolitain*, puis le second met en avant la *nécessité de penser globalement la métropole*. Le troisième axe affiche une volonté de solidarité, de respect des territoires, de l'environnement et des générations futures au sein des métropoles ; enfin le dernier axe propulse l'architecture comme garante de la qualité de vie dans les métropoles.

[2] Manifeste co-rédigé par le Conseil national de l'Ordre des Architectes, l'Association des architectes du Patrimoine, l'Association Nationales des Architectes des Bâtiments de France, ainsi que des associations nationales reconnues d'utilité publique formant le G8-Patrimoine. Ce manifeste est directement adressé à l'Etat Français et réclame notamment la juste prise en compte de la voix des associations de défense du patrimoine et du corps des Architectes dans les réformes territoriales, au regard des consignes données par le Conseil d'Etat sur la participation citoyenne.

[3] Conclusion de son article "Manière de classer l'urbanisme" dans la revue Criticat n°8. S'appuyant sur le travail de Françoise Choay dans "Urbanisme, Utopies et Réalités", elle développe sa propre classification et montre les caractéristiques et les limites des urbanismes post-modernes.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

territoriaux sont ouverts à des équipes pluridisciplinaires, possiblement dirigées par des architectes. Le Grand Paris que nous avons évoqué plus haut est l'exemple phare. Dans le cadre de cette consultation internationale en architecture, dix équipes emmenées par des architectes de renom ont eu pour mission d'étudier le territoire de la région parisienne dans son ensemble et de développer des visions prospectives afin de créer les conditions d'émergence d'une grande métropole. Dans le domaine scientifique, la capacité des architectes à interroger le grand territoire et à le prendre comme objet de projet, fait objet de recherche. La recherche menée par l'équipe INSARTIS-INAMA sur "L'Architecture de la Grande Echelle" (AGE) (INSARTIS-INAMA, 2010), s'est donc intéressée à l'architecture de la mobilité et l'a interrogée vis-à-vis de son rapport à la ville, au paysage et au territoire dans son ensemble[4]. Plus que l'interrogation des infrastructures dans leur aspect formel, l'équipe de recherche a tenté de comprendre en quoi l'architecture de la mobilité peut mobiliser les acteurs du territoire concerné, en trouvant une alternative aux schémas classiques du projet d'ingénierie et inscrire le processus de projet architectural à l'échelle du territoire. Ils interrogent donc la place de chacun des acteurs dans le processus de conception et en particulier celle de l'architecte. Yannis Tsiomis, quant à lui, dans sa réflexion sur les grands projets urbains (TSIOMIS, 2007) interroge l'application des compétences de l'architecte à l'échelle de ces projets, en prenant donc la ville comme objet de projet. Mais au-delà de la dynamique proprement urbaine, l'intérêt ici est de comprendre en quoi la juxtaposition des interventions urbaines des architectes leur permet de constituer un continuum et une cohérence territoriale globale. Enfin, au quotidien, dans le champ des grandes agences d'urbanisme, des architectes travaillent en collaboration avec des acteurs concepteurs issus d'autres disciplines connexes (ingénierie, urbanisme, paysage…) et cela abouti à la création de projet territoriaux tel le SCOT. De même, certaines agences d'architecture font le choix d'axer leurs activités sur la conception d'objets territoriaux, telles les infrastructures de transport. Ce dernier point nous paraît alors essentiel à relever. Finalement, la réponse des architectes dans leurs rapports au projet territorial ne réside –t'-elle pas dans leur prise de conscience que leurs compétences de concepteurs sur les artéfacts construits peuvent déjà être vecteur de dynamiques territoriales et métropolitaines ?

3.3 Le tiers-territoire de projet, un espace d'application des compétences des architectes pour agir sur le territoire ?

Cette question appelle à se pencher sur plusieurs domaines de projets et sur plusieurs formes de pratiques professionnelles. En effet, certains architectes travaillent aujourd'hui sur des objets territoriaux tels que les infrastructures de transports. Dans les préoccupations soulevées par l'équipe de recherche

[4]"L'Architecture de la Grande Echelle" est un programme de recherche interdisciplinaire initié par le BRAUP (Ministère de la Culture et de la Communication) et le PUCA (Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de la Mer). La recherche développée par les laboratoires INSARTIS et INAMA, rattachés à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille, s'intitule « L'Architecture de la Mobilité comme fabrique de la Ville, du Paysage et du Territoire : une stratégie intégrative du projet ».

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

INSARTIS-INAMA[5], nous avons vu que ce type de projet sur des objets trans-territoriaux permettaient aux architectes, entre autres, de prendre pleinement part au processus pluridisciplinaire du projet territorial. Il convient donc de questionner ces pratiques architecturales au regard des possibilités qu'elles offrent aux architectes d'agir sur le territoire, du rôle qu'ils jouent dans le jeu d'acteurs à l'œuvre sur ce type d'opérations et des compétences qu'ils savent mettre à profit pour légitimer leur vision prospectives sur ce territoire vis-à-vis de l'expertise des autres acteurs. C'est l'objet du travail de thèse de doctorat que nous menons au sein de l'Ecole d'Architecture de Marseille, intitulé « Les acteurs du projet territorial : quelle position et quelles compétences pour les architectes ? ».

Le cas particulier de travail de conception sur des objets architecturaux trans-territoriaux nous amène à nous poser la question de l'action localisée sur un espace territorial donné ou sur un de ses objets composant, et de l'impact territorial global qu'elle peut susciter. C'est une thèse soutenue par le mouvement des territorialistes italiens, avec pour chef de fil Alberto Magnaghi et son manifeste « Le projet Local » (MAGNAGHI, 2004). Lucile Garçon et Aurore Navarro (GARCON, NAVARRO, 2012) analysent cette mouvance territorialiste en mettant en lumière les points clés de cette pensée nouvelle du territoire qui privilégie l'action locale pour engendrer des dynamiques globales et métropolitaines. Plusieurs points sont alors à retenir. Il s'agit d'une démarche qui induit un nouveau rapport entre nature et société, appelant à une nouvelle représentation du territoire tel un organisme vivant, homogène et cohérent, teinté d'écologie. Portés par un concept d'équité, cette nouvelle territorialisation cherche « à s'opposer au phénomène de hiérarchisation des territoires et réparer la dégradation de la qualité de vie engendrée par l'état de périphéricité » (GARCON, NAVARRO, 2012 : 143). L'intérêt est ici de définir de nouvelles unités territoriales auto-soutenables dans leurs limites respectives où espaces urbains et rurales sont à égalité et en interaction constante. Pour cela, il est nécessaire que le territoire soit compris comme *lieu commun* et que les aménagements faits soient issus d'une réflexion endogène, locale. Ainsi, « l'avenir des territoires dépend des acteurs locaux et de leur culture interprétative » (GARCON, NAVARRO, 2012 : 148).

Les territorialistes nous interpellent donc sur le rôle des acteurs concepteurs locaux, qui par leur représentation et l'action qu'ils portent sur un territoire local, sont en mesure de recomposer un territoire dans sa globalité en y intégrant de nouvelles préoccupations sociales, économiques et environnementales. Par analogie au *tiers-territoire de projet* défini plus haut, peut-on envisager qu'une multiplication des actions par les concepteurs, les architectes particulièrement, sur ces morceaux de territoire aujourd'hui orphelins de visions prospectives, peuvent comme l'envisagent les territorialistes redéfinir les enjeux et influencer le développement du territoire global et ainsi apporter une réponse aux dynamiques métropolitaines déjà en jeu ?

[5] "L'architecture de la mobilité comme fabrique de la ville, du paysage et du territoire : une stratégie intégrative de projet", Rapport final de recherche de l'équipe INSARTIS-INAMA, Programme interdisciplinaire de recherche 3ème session, BRAUP, PUCA, Editions ENSA-Marseille, 2010.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

4 Conclusion

L'émergence de la Métropole d'Aix-Marseille pose de profondes questions quant aux changements inhérents aux dynamiques métropolitaines qu'elle entend amorcer. En témoigne le dernier rapport de l'OCDE (OCDE, 2013)[6], qui aborde les enjeux liés à la nouvelle métropole au travers des constats possibles tant sur les plans urbains, économiques, que sociaux et culturels. Quoiqu'il en soit, ce territoire va subir dans les prochaines années de nombreuses transformations. Face à cela, quel sera le rôle des concepteurs de la ville et du territoire ? Comment les architectes prendront-ils part à la création de ces dynamiques métropolitaines ? Au travers de notre article et des hypothèses que nous avons formulées, nous avons pu circonscrire les enjeux de telles questions tant sur le plan territorial, que sur le plan professionnel.

Sur le plan territorial et de sa constitution, nous avons révélé qu'il existe au-delà des dynamiques territoriales métropolitaines, des territoires hors des limites opérationnelles des grands projets, hors des visions prospectives des politiques et des concepteurs : les *tiers-territoire de projet*. Nous avons alors circonscrit le champ sémantique qui entoure cette notion et nous avons proposé une définition non exhaustive pour caractériser ces territoires. Nous avons également questionné le statut de ces territoires en tant que territoires d'entre-deux. S'ils en partagent certaines caractéristiques, ils sont surtout eux aussi porteurs potentiels de dynamiques de projets territoriaux.

D'autre part, nous avons mis en avant une refonte nécessaire des positionnements professionnels et disciplinaires des concepteurs des territoires et de la ville, en particulier les architectes, s'ils veulent pouvoir prendre part aux réflexions sur ces grands changements métropolitains. Néanmoins, nous avons pu révéler que certaines voies professionnelles pouvaient permettre aux architectes de prendre part au projet d'échelle territoriale. Cela est possible lorsqu'ils s'intéressent à des objets architecturaux trans-territoriaux (comme les infrastructures) qui permettent d'appréhender les enjeux de la complexité territoriale et de proposer de nouveaux rapports entre projet d'architecture et ambitions territoriales.

Ou bien, il est à envisager que les tiers-territoires de projet que nous avons identifié peuvent devenir un nouvel espace territorial d'investigation pour les architectes. En effet, nous pourrions émettre en hypothèse que leurs compétences de projet sur des objets architecturaux classiques comme la maison pavillonnaire, pourraient par multiplication de ces objets sur l'aire territoriale, les amener à faire œuvre de projet global sur ce territoire. Alors, les architectes qui ont et revendiquent des compétences en termes de projet sur de tels objets, peuvent-il par conséquent impulser de nouvelles dynamiques métropolitaines ? Probablement, mais cela suppose de leur part qu'ils portent plus d'intérêts pour des objets territoriaux différents comme les infrastructures ou le pavillonnaire par exemple. Peut-être alors qu'il est nécessaire aujourd'hui de réinterroger les formations universitaires au regard de l'intérêt retrouvé pour ces objets, qui induisent les conditions de prise en main des projets territoriaux par les architectes.

[6] Rapport préliminaire intitulé « Vers une croissance plus inclusive de la métropole Aix-Marseille : une perspective internationale », réalisé dans le cadre de la réunion ministérielle du Comité des politiques de développement territorial de l'OCDE à Marseille les 5 et décembre 2013.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Références bibliographiques

Livres :

Sieverts T, 2004, *Entre-ville, une lecture de la ZwischenStadt,* Marseille: Parenthèses, Coll. Eupanilos.

Magnaghi A, 2004, *Le projet local,* Liège: Mardaga.

Ingallina P, Roncayolo M, 2010, *Le projet urbain,* Paris : Presses Universitaires de France, Coll Que sais-je?

Tsiomis Y, 2007, *Anatomie de projets urbains : Bordeaux, Lyon, Rennes, Strasbourg,* Paris: La Villette.

INSARTIS-INAMA, 2010, *AGE Architecture de la Grande Echelle - L'architecture de la mobilité comme fabrique de la ville, du paysage et du territoire: une stratégie intégrative du projet,* Marseille: ENSA-Marseille.

OCDE, 2013, *Rapport préliminaire - Vers une croissance plus inclusive de la métropole Aix-Marseille: une perspective internationale*, Marseille.

Articles :

Fromonot F, 2012, « Manière de classer l'urbanisme », *Criticat,* n°8, pp. 40-62.

Garçon L et Navarro A, 2012, « La Société des territorialistes ou la géographie italienne en mouvement », *Tracés,* pp.139-151.

Sieverts T, Fuzessery S, Bonzani S, 2011, "Entre ville et campagne, l'avenir de nos métropoles », *Métropolitiques*.

Vanier M, 2011, « La périurbanisation comme projet », *Métropolitiques*.

Vanier M, 2000, « Qu'est-ce que le tiers-espace? Territorialités complexes et construction politique », *Revue de Géographie alpine*, pp. 105-113.

Articles en ligne :

Ordre des Architectes, 2011, « Manifeste pour un aménagement du territoire et un urbanisme maîtrisé », *Ordre des Architectes,* en ligne le 22 juillet 2011, consulté le 16 mars 2013, URL : http://www.architectes.org

Ordre des Architectes, 2010, « Manifeste pour une architecture responsable dans les métropoles et les territoires », *Ordre des architectes,* en ligne le 26 janvier 2010, URL : http://www.architectes.prg

Clément G, 2004, « Manifeste du Tiers Paysage , *Gilles Clément,* en ligne en 2004, consulté le 20 novembre 2013, URL : http://www.gillesclement.com/cat-tierspaypublications-tit-Publications

Clément G, 2008, « Europe Ecologie . Le Limousin et la notion de Tiers territoire », *Gilles Clément*, en ligne en 2008, consulté le 20 novembre 2013, URL : http://www.gillesclement.com/art-376-tit-Europe-Ecologie-Le-Limousin-et-la-notion-de-Tiers-territoire

Site web :

Dicitonnaire Larousse, http://www.larousse.fr/dictionnaires, en ligne le 01 janvier 2013, consulté le 2 septembre 2013.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

ATELIER 18 / WORKSHOP 18

L'État-providence : quand les petites villes jouent dans la cour des grandes

Welfare state: when small towns plays with the big league

Small city and new University. Perspectives and conflicts after the establishment of new public Brazilian universities in small cities

Wendel Henrique Baumgartner
Universidade Federal da Bahia (UFBA)/Department of Geography/Institute of Geosciences
Rua Barão de Geremoabo, s/n – 40.170-020 – Salvador/BA, Brazil
wendel_henrique@hotmail.com

Abstract

In the last eight years there is an increasing process of establishment of new Universities in small and medium-sized Brazilian cities by the Federal Government. The objectives of this public policy are connected with the decentralization of high education (mainly available at the Brazilian biggest cities) and the promotion of urban and regional economic development in these places. It is important to mention that in Brazil there are no differences between towns and cities and for a small city is considered a place with less than 50,000 inhabitants, but this is just an empty number when we consider the regional diversity of the Brazilian's urban network and there are several debates about the 'real' concept of small cities in Brazil, as well as in other parts of the world. Nevertheless, as a geographer, my main research objective, going further the concept of a small cities, is to analyze the spatial, economic and cultural influences of the establishment of public Universities in these spaces, with a stressed focus in the everyday life changes. The Universities are carrying aspects of the contemporary urban life (spatial, economic and culturally speaking) to cities where the rural aspects are still fairly present. These small cities are an open arena where the rurality and urbanity clash. Moving to the empirical level, I bring as a case study, the new born Federal University of Reconcavo da Bahia (UFRB) and the city of Cachoeira, with approximately 16387 inhabitants (the municipality has more 15639 inhabitants), where the Campus of the UFRB was implemented in 2006. This is the predominant public project in the city and the one with the biggest impact in the everyday life and urban morphology because the influx of a new profile of 'outsiders' inhabitants – professors, technical and administrative officers and students.

Keywords

Small city, University, rurality, urbanity, Brazil

Resumé

Petite ville et nouvelle université. Perspectives et conflits après l'implantation de nouvelles universités publiques brésiliennes dans de petites villes
Lors des derniers huit ans, il existe um processos croissant de création de nouvelles universités dans des petites et moyennes villes du Brésil de la part du gouvernement fédéral. Les objectifs de cette politique publique sont en relation avec la décentralisation de l'enseignement supérieur (disponible principalement dans les majeures villes brésiliennes) et la promotion du développement économique urbain et régional dans ces lieux. Il est important de mentionner qu'au Brésil, il n'y a pas de différences conceptuelles entre grande et petite ville. Cette dernière peut être un lieu avec moins de 50.000 habitants, mais c'est un numéro inexpressif quand nous considérons la diversité régionale du réseau urbain du Brésil. Il existe plusieurs débats sur le concept de 'réel' de petites villes du Brésil, tout comme dans d'autres parties du monde. Cependant, en tant que géographe, mon objectif principal d'investigation, au

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

delà du concept de petites villes, est d'analyser les influences spatiales, économiques et culturelles de l'établissement d'universités publiques dans ces espaces, avec un accent sur la vie quotidienne. Les universités entraînent des aspects de la vie urbaine contemporaine (spatialement, économiquement et culturellement parlant) dans les villes où les aspects ruraux sont encore assez présents. Ces petites villes sont une arène ouverte, où la ruralité et l'urbanité se choquent. Au niveau empirique, j'apporte comme étude de cas l'Université Fédérale du Recôncavo de la Bahia (UFRB), récemment créée, et la ville de Cachoeira, avec près de 16.387 habitants (la commune a plus de 15.639 habitants), où le campus de l'UFRB fut implanté en 2006. Il s'agit du plus grand projet public dans la ville et qui apporte le plus d'impact dans la vie quotidienne et la morphologie urbaine, en fonction du flux d'un nouveau type d'habitants 'extérieurs' - professeurs, personnel technique et administratif et étudiants.

Mots-clefs

Petite ville, Université, ruralité, urbanité, Brésil

Zusammenfassung

Neue Universität in der Kleinstadt. Perspektiven und Konflikte nach der Errichtung neuer öffentlicher brasilianischer Universitäten in Kleinstädten.
In den letzten acht Jahren, wurden vermehrt neue Universitäten in kleinen und mittelgroßen brasilianischen Städten von der brasilianischen Bundesregierung errichtet. Die Ziele dieser Politik, stehen in Zusammenhang mit der Dezentralisierung universitärer Bildung (welche bisher hauptsächlich in Brasiliens größten Städten verfügbar ist) und der Förderung städtischer und regionalökonomischer Entwicklung in diesen Gebieten. Es ist wichtig zu erwähnen dass es in Brasilien keinen Unterschied zwischen den Begriffen 'Town" und 'City" gibt. Allerdings gilt es zu beachten dass eine Stadt mit weniger als 50.000 Einwohnern als Kleinstadt, respektive 'Town' verstanden wird. Wobei dies nur eine unbedeutende Nummer ist, sobald wir die regionale Vielfalt des brasilianischen Städtenetzes bedenken und es werden Debatten darüber geführt was als 'wirkliches" Konzept einer Kleinstadt in Brasilien, als auch in anderen Teilen der Welt, zu verstehen ist. Gleichwohl geht mein Hauptforschungsgebiet als Geograph über das Konzept einer Kleinstadt hinaus, und bezieht sich auf die räumlichen, ökonomischen und kulturellen Einflüsse der Errichtung öffentlicher Universitäten in diesen Orten, mit einem Hauptaugenmerk auf die Veränderungen im Alltag der Menschen. Die Universitäten bringen Aspekte des zeitgenössischen städtischen Lebens (räumlich, ökonomisch, kulturell) in Städte, die noch zu großen Teilen unter ländlichem Einfluss stehen. Diese Orte sind Schauplätze wo zu beobachten ist wie ländliche und urbane Lebensweisen aufeinanderprallen. Als empirisches Fallbeispiel, führe ich die neue Staatliche Universität von Reconcavo da Bahia (UFRB) und die Stadt Cachoeira mit ca. 16.387 Einwohnern (das Gemeindegebiet umfasst weitere 15.639) an, in welcher der Campus der UFRB im Jahre 2006 errichtet wurde. Hierbei handelt es sich um das bedeutendste öffentliche Projekt der Stadt und gleichzeitig um Das welches die größten Auswirkungen auf das tägliche Leben und den städtischen Wandel hat, aufgrund des Einflusses einer neuen Art von 'außenstehenden" Einwohnern – Professoren, Technische- und Verwaltungsangestellte und Studenten

Schlüsselworte

Kleinstadt, Universität, Urbanität, Ländlichkeit, Brasilien

Acknowledge

To Capes Agency (Brazilian Coordination for the Improvement of Higher Education Personnel)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

1 Introduction

There are many methodological and theoretical possibilities to discuss the cities, urban space and the relations between rural and urban areas. In this way, I think that is important to start this text trying to clarify which are the points that I would like to point out and the way I decided to conduct our discussion about small cities and the process of urbanization of their space. Our goal is to build a thought, a line of discussion about what are happing in small cities in Brazil, where new public universities have been established in a project of urban and regional development, with more intensity since 2005.

I would like in this paper discuss more the processes than the concepts, or the classification of cities in the cities system. Of course this is not an easy escape from the conceptual problem of definition about what is a small city. The main challenger is to explain that in Brazil every agglomeration of buildings, with any amount of services and any amount of population is considered a city if in this place (defined by the local authority and considered urban[1] by the Brazilian Institute of Geography and Statistics – IBGE, initials in Portuguese) is located a city hall, or in other words, the main administration of a municipality. Territorially speaking, Brazil has three spatial administration levels – the Union or Nation, the States and the Municipalities – with one or more districts, where the 'urban space' in the main district is named city and the 'urban space' in the other districts are named village. So, it is important to mention that in Brazil there is no academic conceptual difference between city and town, there is just a difference between cities (cidades) and villages (vilas), where the first ones are the centers of the municipal administration and the second ones do not have an administration function. In some cases, there are municipalities where the village is bigger in population and economically stronger than the city which it is under administration.

Other huge problem in conceptualize the Brazilian cities is the wide range of regional characteristics, taking as analysis point the functions that place plays in the cities network. Two cities with 30,000 inhabitants, one in the middle of São Paulo State and other in the Amazonas State, can be considered small or medium, respectively, according with the region where it is located and the proximity of other cities. In this way, the search for a definition and classification system of Brazilian cities, based on population range, amount of functions or Gross Domestic Product (GDP), for example, or to define a ranking of cities in a hierarchical

[1] There is no academic logic in the consideration of what is urban or rural in the subdivision of Brazilian municipalities. Every municipality creates a 'line' (urban perimeter) that separates what is urban (where you pay urban taxes for the Municipal Government and where you can create urbanizations) from what is rural (where the taxes are paid to the Federal Government and where you can't create urbanizations). The municipalities inform the IBGE about these limits and the agency counts the population – urban and rural – according with these local criteria. Because it is a local criteria, some municipalities are expanding the urban area to the whole municipality just to increase the amount of taxes paid to the municipality, even if is clear a rural space with no more than 3 thousands inhabitants and a lower demographic density. This is legal and follows the Constitutional rules, but creates an academic problem, because the level of urbanization is not so accurate and makes difficult to propose a classification of cities, because the place with 500 inhabitants is a city as well the place with 10 million.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

position in a rigid classificatory urban system is quite dangerous and complex. We do not deny or discourage these studies, on the contrary, we assume that they are important and we recognize that there are quantitative components which help us to understand the cities, like the population size, income range, education level, life expectancy. I would like to stress that these quantitative elements are important, but I do not mean determinant to understand the processes of production of space in small or even medium-sizes cities, as well the urbanization process in rural spaces and cities filled with rural contents. I am interested in the processes that are taking place in these changing locations, the conflicts and perspectives between the urban and rural contents, at the spatial level, as well in the everyday life sphere. My research is about the expansion of the city space through the fields, the arrival of new urban morphologies, especially in the housing area, new services and commerce, the substitution of rural components in the everyday life, considered in a lot of places as outdated and 'traditional' for new one, connected with the modernity of the global urban sphere that is put in place by the establishment of new universities. More than a classification of cities, the way I choose to follow is the one where we can observe the dialectics between the urbanity and rurality, or between the place and the world (the local and the global, economically speaking). My limitation is that I write from the geographical point of view.

Back in track, another key point here is the articulation of the theoretical, the technical and the empiric levels. This articulation, in my point of view, can avoid theorizing about cities that do not exist, except in the idealized world of theory, denying the empirical (or the 'real' space).

In this text, I am going to present a fragment of a bigger research about the establishment of public universities in small and medium-sized cities in Brazil. This fragment is about a small Brazilian city, and it is not a rule, as I wrote before, but when we talk about a small city in Brazil, we are talking about cities which have a population of more or less than 50,000 inhabitants, but in some regions this is an empty number. This small city, named Cachoeira, is located in Bahia State (Northeast Brazil), in a 110 km from Salvador, the state's capital city. This space is an opened arena, where the rural and urban are clashing, mainly by the established of the Federal University of the Reconcavo da Bahia (UFRB, initials in Portuguese) Campus, in 2006. This case is interesting because this city had been a very important regional center from the Brazilian Colonial period until the begging of XX century, when lost almost all its urban functions and a ruralization process took place there. The period where the city was a centrality in the regional system of cities left in Cachoeira an important and monumental architectural heritage, and this historical set of buildings were patrimonialized by the Brazilian Government in 1971. The monumental aspect of the city filled with rural contents was crystallized. For decades, the rurality had been produced and reproduced in Cachoeira space, until the arrival of a very urban object, the University, with under graduation courses of Journalism, Cinema, Visual Arts, for example.

Before I write more about this case study, it is important to discuss a little bit more about what it is considered rurality and urbanity here, or the archetypes of the urban and rural contents that are present in the production of space.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

2 Rurality and Urbanity

This established of urban objects or infrastructures that promotes the integration of small cities[2] in the contemporary urban space puts in friction a rural content (in its different intensities or ruralities), which fulfilled these cities, and an urban content that arrives with the objects, due the established of new patterns of consumption, housing, new offer of services, new inhabitants from bigger centers, for example.

There are different forms of development/incorporation, or resistance, of this urban world in the small cities, and in this different degree of incorporation we are going to find a huge range in the urbanization process, related with different degrees of urbanity. This range goes from the absolute rurality (the Rural archetype, or 100% Rural) to the absolute urbanity (the urban archetype, or 100% urban). In between these two extreme points there are several degrees of intensity for these contents fulfill the forms, or the cities. For small cities, the 'industrialization' of agriculture is the most common case of the increase of urbanity degree and the substitution of aspects of their rurality. Going beyond the industrialization for rural areas and small cities, I must mention the higher education institutions as bearers of a high degree of urbanity, because the knowledge produced as well the faculty are connected with the advanced produced of the world.

To understand the city's position between rurality and urbanity, or to understanding the processes and contents that animate the city, is a very interesting research theme, that goes further than the classification of cities. It is important to remember that these contents between the rural and the urban archetypes, manifested in their ruralities and urbanities, overlap e coexist in space, often within the same city.

The characterization of these two archetypes is based in the contribution of Henri Lefebvre, specially the book 'Du rural à l'urbain' (From the rural to the urban), published in 1970. In these paper I had used the Spanish version, 'De lo rural a lo urbano', published in 1973. His book was used as well to understand the typical theoretical basis of rurality and urbanity basis. According with Lefebvre, the contents 100% urban or 100%, or the two archetypes of rurality of urbanity, are just potentialities, they exist only in theory, but their gradations are visible on the space. It is important to stress that the idea is not to create or to promote a two-type or dichotomist classification, or something that sounds like a double idealization of urban versus rural. On the Table 1, we present the archetypes, the extremes of this potential content. What is in between the two columns is what is important and what is empirically observable on space. The combinations for the different degrees of urbanity and rurality are mobile and extremely variable. As well, the proper archetype, specially the urban, is in constant changing, adding new possibilities of existence in the process of realization of itself, for example, in the communication field with new technologies from the mobile to the smart phones.

[2] City here is understand as the morphological set of different densities formed by buildings, blocks and circulation routes, configuring or defining a city plan. The city, besides its formal/physical aspect, configure itself in a content (or contents) sphere, defined by its functions, uses, flows that moves and animates the forms in the everyday life. These contents are ranging from the rural to the urban archetype, in a differentiated range of intensities.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Table 1: The archetypes.

Contents	Rural Archetype - Rurality	Urban Archetype – Urbanity
Space	Restricted, local	Large, global
Time	Natural, ciclic, slow	Clock time, linear, fast
Social Organization	Organic	Mechanic
Sociability	Family	Individual
Comunication	Strong	Weak
Information	Weak	Strong
Technical Density	Low	High
City	Meeting place, commerce, religion, value of use, spontaneity; Work	Circulation, services, working place, consumption, programmed appropriation. Product

Source: inspired by LEFEBVRE (1973) and SANTOS (1999).

The rural archetype, the theoretical idealization of the rural way of life, or just the rural content, exists as potentiality and materializes in space (in the countryside as well in the cities) with different intensities named ruralities. The intensity define what and how the spaces of the Rural archetype, producing gradations and different combinations of the process. The 100% rural space where there are 100% of rurality (again present only in the archetype), is a more narrow space, strongly characterized by its local aspect. This 'small' space is the result of difficulties in the transport system and vehicles (animal or mechanic traction), traffic routes and an 'attachment' felling to the place. The time is conducted by nature, which governs aspects of production, mainly linked to agricultural production, and the ordinary issues of daily life (time for sleep, for wake up, for eating). Being a 'natural' time, it is slow, cyclic and repeated by the succession for the seasons. The community builds an organic social organization, creating strong links between the community members, who organize themselves for collective survival, mutual aid to cooperate with the issues/difficulties that arise. In this context, the family is promoting the mediation and the insertion of the individuals in this community. It is very common, when travelling to areas with strong rurality, being questioned what you are doing there, your family name and who your parents are.

The rural archetype is also marked by a strong communication component (SANTOS, 1999), as the form of organization generates a need for exchange between group members without the mediation of technical objects, even because the technique has a low density. Most contacts are face to face, or communication flows through a messenger also close to the group. In this context, and the amount of information, also comparatively, is small, because the interest of the group is related with their own place and their close everyday life. This does not mean, under any circumstances, alienation. It is just one constraint (given by the lack of technical means) or even no interest in an amount of information that have no direct impact on their everyday life.

The city filled by the rural archetype, or better, by the higher degree of rurality, is a space of meeting, sporadic encounters (fairs, street markets, religious festivals,

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

church services, among others), as well for trade and basic bureaucratic or financial activities. The higher the degree of rurality is greater is the connection with the small town. In a big city we can see fragments or lower rurality, especially in older and popular neighborhoods. In the cases where the rurality is higher, the value of use is bigger and the city can be considered a work, in the meaning of being unique.

The urban archetype is a capitalistic production and it is defined by a fundamental element: the capital/resources/money available to its realization. The urban space is marked by fluidity and its extension is global, even as potentiality. This characteristic is related to the development of transportation infrastructure and equipment (larger and more fuel efficient airplanes with a longer range, fast trains, bigger and more efficient ships, highways, airports, ports) and information systems. People who embody the most intense degree of the urban world tend to travel more and international trips become more ordinary and frequent international travel. The time in the urban archetype is fast and people has de felling that it is almost insufficient for the amount of tasks and displacements needed in everyday life. The impression is that 24 hours are not enough to 'live' one day. Indeed, time is marked by the clock, a time built by the society and not nature, and watches have been proliferating in the city (first in churches, factories, railway stations and then to the main streets and finally to our wrists, conducting much of our everyday life). This mechanical aspect of time is also transferred to the social organization, structured by ephemerons interests of the individual life, based on professional or service delivery relationships. The individual satisfaction in social relationships is predominant against collective emancipation. Moreover, the person is the center of sociability in urban archetype. A profession, a job, an address and credit capacity mark the real of social status as well as defining possible living spaces with other individuals in the same income range or position (segregation and fragmentation of urban space). First encounters with other individuals are marked by questions such as: Where do you work? What do you do for living? Where do you live? In higher degrees of urbanity, the family relationship does not matter (except in cases of large enterprises, large fortunes and celebrities), even because the family tends to decrease in size and people are live alone and far from the cities, states or countries of their families. The urbanity is the real of individuality.

The degree of communication in the interpersonal contact is weak, and usually mediated by a specific equipment or object, day-by-day more individual, as the personal phone, personal computer. However, due to the high technical density, the volume of information exchanged, transferred or received is very high. This does not mean that the whole volume is assimilated and has direct links with everyday life or essential aspects of life. The information is produced and transferred instantly, even if this information is not relevant or is outdated in a question of minutes.

The city is the birthplace of urban archetype and has a close relationship with these contents, especially bigger cities, as the metropolis, the industrial cities, and the university cities, the innovative and creative cities. The city space supports the activities of production, circulation and consumption, as well is a space for work and leisure (not free time). The city is produced and consumed according to the intensity of urbanity and the income of its residents and users. The greater degree

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

urbanity is connected with the global metropolis. In the urbanity the exchange value is predominant as well the desire is bigger than the need. The, as well, is a product, merchandise, guided by the exacerbation of its market character and property. The cities are more and more standardized in their morphological component for mass production;

According with LEFEBVRE (1973), the city is a whole and this whole is not reducible to the sum of visible and tangible elements on the ground. The city projects on the ground a society, a social totality or the society as whole, including the culture, institutions, ethics, values and superstructures (the economic and social basis). The city is a space-time (contains History), it is not only a projection of a social structure. The city is not only a product or a work, rural or urban; it is what there is potentially between the work and the product, between rural and urban archetypes.

Cities are not the same and because the number of small cities is much higher, the challenge in understanding them is also higher. This theoretical foundation, however, must be evaluated because, according LEFEBVRE (1973), compared with the ideal archetype (the total city, the 100% urban or 100% rural) most cities appear incomplete. This is why it is important the case studies, to see the differences and repetition of the whole/total process in the specific and particular space. And for a small city, as well for a middle-sized one, is very important to understand its surroundings, its region. SANTOS (2008) builds a synonymic relation between the small city and the local city. According to him, if a local (small) city is near a region of economic dynamism higher is the possibility of this local city become dynamic too. Here resides an interesting question for the local cities, which, SANTOS (2008) said, are poles of diffusion and regulation of the fields. If I look Holambra, as 'local' city, located in the state of São Paulo with 8,184 residents in urban area and 3,115 in rural area (according with the 2010 Demographic Census - IBGE, 2010), I cannot explain its high GDP. Because what explains Holambra is the flower production, and even if Holambra is a small town but it is not local, because the city is putting flowers in the national and international marketing. Of course there are small cities that have a local aspect and a local ratio of influence and centrality. But it is important do no generalize this connection between a small city and a local aspect. There are several examples worldwide about small cities which play an important role in the global urban system.

The same idea applies to small cities that are the home of universities. They can be small, but never local, because the universities are fulfilled of urbanity and, as I wrote, one characteristic of urbanity is the potential connection with the global flows. However, this integration is not pacific, because for one content gets inside a city, other must leave, or start changing towards the new and most of the times stronger content. In a lot of small cities, the local are being changed by the global and the rurality by the urbanity, and now is time to show a specific place or arena where I observe this clash.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3 The small city of Cachoeira and its new University

Cachoeira, according to the more recent demographic census (Brazilian Institute of Geography and Statistics, 2010), had 32026 inhabitants in 2010. In the urban area (the city) there are 16387 inhabitants and 15639 are living in the rural areas of the municipality (Table 2). According to UNDP (PNUD; 2013), the Municipal Human Development Index (IDH-M) increased from 0,598 (1991) to 0,516 (2000) and to 0,647 in 2010, placing the city among the municipalities with medium human development, occupying the position number 3172, between the 5565 Brazilian municipalities. The Cachoeira's population are formed by 16.7% of extremely poor people and 33.8% are 'just' poor.

Table 2: Population evolution of Cachoeira: 1970-2010.

Year	Urban	Total
1970	Data not available	27.382
1980	Data not available	27.953
1991	14.193	28.290
2000	15.831	30.416
2007	16.304	32.252
2010	16.387	32.026

Source: IBGE, 2012.

Figure 1: Location of Cachoeira (BA).

Source: HENRIQUE, 2009.

Cachoeira means 'waterfall' and it explains the important position in the colonial system of cities. The city settled along the Paraguaçu River and because the waterfall in the river a system to change the way goods was transported was built. From the coast of Salvador (the first Brazilian capital city) to Cachoeira all the

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

merchandises were transported by boats, first through the All Saints Bay and then along the Paraguaçu River. In Cachoeira all these goods were disembarked and stored until they could be transported by mules and horses over the countryside land. The opposite had happened too, all goods from the countryside which were transported by animals were embarked onto boats in Cachoeira to reach the Atlantic port in Salvador. Some warehouses, commercial trade places and companies were built in Cachoeira, which became a wealthy and politically powerful city during the colonial age. In addition to its commercial and trade vocation, Cachoeira was in the middle of the biggest colonial fields where sugar cane and tobacco were produced, allowing the economic and political growth of some families. After the colonial period, besides the transport along the river, the railway crossed Cachoeira, which remains as an important center in the region. These particularities of Cachoeira, linked with this economic power during the colonial period and XIX century explains the monumental colonial architectonic site.

All this wealthy economy was ruined during 1950's when the goods transport changed to a road based system. The major roads (BR 101, BR 116 and BR 324) do not cross the city of Cachoeira, which is now separated from the new circulation transport system. All the factories, warehouses and trade centers had closed and the population was obliged to migrate to Salvador and other cities in the region which took the place of Cachoeira as a commercial and trading center. The centrality had moved and with it the urban function and the urbanity retreat and the rurality took place.

The entire old city was ruined economically and materially and trying at least to preserve the ruins, in 1971 the Brazilian Institute of Historical and Artistic Heritage declared Cachoeira as a Monument City, which means that nothing could be changed or demolished. But, if this action was taken to preserve the colonial architecture it was bad for the economy and population who received no money to restore the houses and even the local government received no money to restore public buildings. The crystallization of the city survived through decades.

To overcome this economic stagnation, which persisted for some decades, several actions related to the urban and regional planning and economic development had been implemented in Cachoeira since middle 2000. The three major actions are supported by the Federal Government.

3.1 The Monumenta Program (Ministry of Culture)

This program is an Italian based model for rehabilitation of historical centers financed with resources of IDB (Inter-American Development Bank) and UNESCO support. In the 90's a group of architects went to Italy to learn the techniques for restoration of historical buildings and areas. The program started in Cachoeira in 2004 restoring public buildings, especially the religious ones. After three years, they announced the financial support for private housing rehabilitation giving money to be paid over 20 years without interest. And the biggest project of the Monumenta Program is the rehabilitation on an antique tobacco cigar factory where the new University should have been implemented in 2005. Until now, the Program has invested R$ 30 million (€ 13,5 millions) and finished in 2011.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

3.2 The Program for Ethnic Tourism (Ministry of Tourism)

It is a program directly linked with the tourism sector, designed specially to attract people looking for their African backgrounds (of course outside Africa), specially North-Americans. The Feast of Nossa Senhora da Boa Morte (Our Lady of the Good Death) organized by the Irmandade da Boa Morte (a Sisterhood formed nearly 160 years ago exclusively by black women linked to the Candomblé religion to buy slaves' freedom). The Ministry of Tourism have already invested more than R$ 1,25 million (€ 634,000) in this action in Cachoeira to translate information and to prepare tourist guides and organized the procedures to attract more tourists.

3.3 The installation of the Federal University of Reconcavo da Bahia – UFRB (Ministry of Education)

According to the Institutional Development Plan of this University, the UFRB has the following purposes:

- To generate and to disseminate knowledge in the fields of science, culture and technology;
- Training for the first diploma and provide continued training in different areas of knowledge;
- To perform professional activities and participates in the development of the society;
- To contribute to the development process of the Reconcavo of Bahia, the state and the country, performing a systematic study of their problems and training scientific and technical staff;
- To promote activities opened to the participation of the population in order to disseminate the achievements and benefits of cultural creation, scientific and technological research;
- To promote the education for sustainable development;
- To implement and cultivates ethical principles;
- To preserve broad and diverse exchange of knowledge with society;
- To contribute to the improvement of education at all levels and modalities (UFRB, 2009).

Following these purposes, the conception of UFRB was in 2005 and the establishment of its campus in four initial cities (Cachoeira, Cruz das Almas, Santo Antonio de Jesus e Amargosa) had been started in 2006. Nowadays there is two more campuses (Santo Amaro e Feira de Santana). In Cachoeira, the university is offering the courses of: the courses of Journalism, History, Museology, Social Sciences, Social Work, Cinema and Audiovisual, Visual Arts, Bachelor in Public Managing, Master in Social Sciences and Master in African History.

The establishment of UFRB is the most important public project in the city and the one with the higher impact on the everyday life and urban morphology because of the influx of a new profile of inhabitants – professors, technical and administrative staff and students. Nowadays there are 116 professors (50% with PhD) and 35 administrative and technical employees. As a public university everybody is a public servant. The campus has approximately 1511 students.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

The first big impact in the city was in the housing area, because the lack of planning and other studies for the campus installation. It is important to remember that the city is a historical one and nothing new can be built inside the historical perimeter. The local residents had to move from their houses, mostly of them, rented houses in the city center, to the peripheries of the city, outside the historical area, some areas in natural hazards areas or areas without basic sanitary infrastructure. With the first wave of newcomers, in 2006/2007, the rent for a small house has increased from R$ 200 to R$ 800 (from €87 to €347 or 400%). The only available area to build new houses is more than 5 km from the city, which is not a big distance, but could segregate Old Cachoeira and New Cachoeira.

Another important impact is the 'modernization' of trade and consumption in the city. Old forms, like the street market on Wednesdays (Figure 2), where the local farmers could sell their products without any problems, is losing its place for other types of markets – the supermarket and the delicatessen (Figure 3). In these new forms of market, where everything is industrialized, the local producers and farmers have no access to their products and the local population has no money to buy these more expensive products. The 'evolution' of the market was a 'natural' development after the university, because the faculty has much more money than local population and as urban beings they have other wishes and ways for shopping. The movement from the street market to the supermarket in one of the most visible aspects in the retreat of rurality and expansion of urbanity after the establishment of the UFRB.

SANTOS (1979) wrote that people suffer with adaptations, disappearance or reduction of the 'traditional' activities, due to the breakdown of its central role, which become part of the social field of the poorest sections of the population in the cities. The forces of modernization imposed from within or outside are extremely selective in its forms and effects.

Figure 2: Street market in the city center

High rurality aspect. There small and local farmers could sale and trade their products, that reached the market using mules or old cars as transportation. The products prices were lower and bargain was common.
Source: Author archive, November 2009.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 3 - Inside the delicatessen

A symbol of urbanity. Also located in the city center, the convenience store is well organized, the products are industrialized, mostly of them from other states or even imported, prices are fixed and people can pay with credit card.
Source: Author archive, November 2009.

In each modernization, new items or new areas are reclaimed become part of a new operational space (SANTOS, 1979). The production tends to concentrate at certain points of the territory, but the consumption responds to dispersion forces, and tends to be disperse and reach much more points, but keeping a selectivity aspect, because the ability to consume, qualitatively and quantitatively, is not the same. However, new tastes and news forms of consumption can be diffuse (especially through the TV) on the scale of the country, while traditional tastes remain on the shadows of this economic and social modernization, or as I am bringing in this text, receding in the name of a higher urbanity.

The installation of this new object, the university, has been giving to the city the opportunity to create new functions and to 'modernize' others, increasing the intensity of urbanity. The new residents profile, qualification and specially income, carry too, undoubtedly, the urbanity to this small city. It is observable the changes in city's everyday life, with students parties and meetings, coffee shops, book stores, symposiums, music and literature festivals. As well it is observable a deep changing in the forms of interpersonal relationships amongst those born in these places and the people who came from outside, especially because the different backgrounds and wishes. Some of the interviewed university community as no friends in the local population and just have contact with their colleagues from the university. Most of them do not establish emotional bonds with the city and would like to live in a bigger place, like Salvador.

The establishment of the university is recent, so I still do not have numbers of population growth. In general lines, according with the UFRB statistics, in 2010, the whole university had 9991 students in the first four campuses and 30% were from Salvador or Feira de Santana; 26% from the 4 cities with their campuses; 23%

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

were from other cities in Bahia state; 15% were from other cities in the region; and 6% were from other Brazilian states.

According with SANTANA (2012) the average expenses of UFRB students is approximately R$ 500 (€ 156) monthly. It is important to mention that every public university is free, so this amount of money is just related with the ordinary costs for living. If I multiply this average expense by the average number of students enrolled in the whole university, there is a direct investment of almost R$ 5 million (€ 1,55 million) monthly in the four first cities where its campuses are located. Only the students of the Cachoeira campus apply, monthly, in the local economy R$ 755500 (€ 235716). In an academic year (9 months approximately), these number reach R$ 6,8 million (€ 2,1 million). In salary for the faculty and employees, in Cachoeira, after tax deductions applies almost R$ 1 million (€ 312000) or R$ 12 million (€ 3,75 million), during the year (the faculty and employees stay more time during the year in the city because the vacation time is shorter). The contribution of these groups results in a potential amount of R$ 18,8 million (€ 5,85 million) in one year.

It is important to mention that the professors, everybody originally from other cities, states and countries (because of the qualification in specific areas), as an income 22 times higher than the local population. According with UNDP (2013), the average monthly income of a Cachoeira inhabitant is R$ 368 (€ 114) and the salary of a professor with PhD, starting the carrier, is around R$ 8000 (€ 2500). This number was worst in 2009, where the difference was 25 times.

Other important investment assigned directly by the UFRB is relating to the amount invested in the construction of the first four campuses (Table 3). It is important to remark that this amount of investments is just in construction and renovation and another investment to the starting courses was made to rent classrooms, offices, buildings, spaces for student's dormitory. As well, was necessary to buy furniture, improve electrical installation in these rented building. In some cases, the state's or municipality's government borrow old schools building, that were just used during one certain frame of time, mainly in the morning, to the university, that could concentrate their courses in the night shift.

Table 3: UFRB – Initial investments in infrastructure: 2005-2010

Campus	Investments
Cruz das Almas	R$ 13,9 million (€ 4,33 million)
Santo Antonio de Jesus	R$ 5,7 million (€ 1,78 million)
Amargosa	R$ 4,2 million (€ 1,31million)
Cachoeira	R$ 3,6 million (€ 1,12 million)
Total	R$ 23,9 million (€ 7,42 million)

Source: SANTANA, 2012.

In Cachoeira, besides the UFRB investment in the campus, the Monumenta Program invested more R$ 9 million (€ 2,8 million). In the renovation of the historical building where the university is located.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

In a small city the impact of the university can easily been observed in several areas. The amount of functions, services and commerce had increased. The economic growth is undeniable, businesses were opened and new opportunities appeared. However, the 'development' is bringing other content to the space and conflictions has been produced, putting in the arena the local population, more connected with a space filled with the rurality, typically from a small city and on the other side (or together, to avoid a dualistic interpretation) the people from the university, producing a space more linked with the urbanity and looking for services and a 'big city life'.

We can observe a fracture in the city, with the production of two different spaces: the local population city and the university city. In both spaces, specific aspects of rurality and urbanity, respectively, are present. Can the university transform the small city in a completely urban space connect with the global economy? Or it is just going to be an illusion

The local population, as well the university community, still does not know what the future is bringing to Cachoeira (Figure 4). In other study (2010/2013), about the university (Universität Passau) and the city of Passau (Germany), I observed that this fracture, even after 30 years of installation of that university (much bigger than Cachoeira's Campus), was still alive and just in some events, like the Danube/Inn flooding in 2013, the 2 cities had become one, to surpass the tragedy.

Figure 4 – A graffiti reflecting the population feeling?

UFRB: Dream or illusion, Gothic Vampire
Source: Author archive, September 2008.

4 Final Considerations

There are several possible definitions of city. To COSINSCHIN & RACINE (1998), the city is a morphological, physiognomy, social and cultural complex functionally differentiated and integrated into a network of complementarities which organizes a region and allows its integration into the global economy.

Every city, regardless of size, will be the focus of organization and centralization of one region. Cities have the potential power of articulating elements on the space. This role, as a regional link, remains assigned to the cities. Every city attracts and articulates and can intensify and diversify its functions, leading to a gradual functional expansion, what maybe will improve its role in the cities system, as well

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

could promote a better specialization of its space. Cities with different potentialities of articulation, with different constructions and possibilities, within the urban network and its regions can organize a bigger spatial ratio. Because of these possibilities, large and medium-sized cities have better chances to perform this role. Small cities, most of the times, can be more restricted to their local or regional space, when connected with a high degree of rurality, because of their little functional diversity and incapacity to compete in some aspects with the larger cities, more connected with the urban world and the higher degrees of urbanity.

Other aspect about the small cities is their diversity. Large cities will have a little bit of everything, or much of everything, even leading to homogeneity in the functional aspect. Small cities are much more diverse, because there is a bigger functional differentiation and a higher regional influence: rural or agricultural cities, industrial cities, commercial city, university city, touristic city, dying or flourishing city, among a lot of other adjectives. As well, small cities tend to be characterized by particular elements that at the same time identifies them and creates a strong dependency. Thus, the small city is much more vulnerable in their integration into a larger urban network, because the number of competing cities will be much higher. How to understand and explain these so diverse and multiple cities without falling into empiricism or in the idealization of the small city? Perhaps the biggest challenge for the Geography in the study of small towns is more methodological than theoretical.

Regarding to the establishment of universities in a small city, it is undeniable that the universities can contribute to the educational and cultural development, as well in the economic area, and eventually becoming themselves as the major economic agent. Many universities are major employers in small cities and have larger budgets than the municipality itself. Universities also offer to the city several of its infrastructure and facilities such as auditoriums, libraries, laboratories and sports centers.

The small city and the university can promote a win-win process, but just with a cooperation assignment that can align them in the same way and with the same perspectives of future. The utopia is to keep in mind that a public university belongs to the public and ivory towers in small and poor cities can deny this public aspect. The city should take advantage of the benefits of the university and do not see the university community as a strange body inside their city. So, how to integrate better the city and the university is the question, because once established is quite difficult to the university leave one city.

References

Consinschi, M. & Racine, J.B., 1998, Géographie urbaine. *in:* Bailly, A. (dir.). *Les concepts de la géographie humaine*. Paris: Armand Colin, pp. 123-147.

Henrique, W., 2009, A instalação da UFRB, a ação do Programa Monumenta e o turismo étnico na reestruturação urbana e no cotidiano de Cachoeira-BA: Notas preliminares de pesquisa. *Geotextos* (Salvador), vol. 5, n. 1, pp 89-112.

IBGE (Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística). Censo Populacional do Brasil 2010. consulted on 19.12.2013. URL: www.ibge.gov.br

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

IBGE (Instituto Brasileiro de Geografia e Estatísticas). Cidades@ 2012. consulted on 19.12.2013. URL: www.ibge.gov.br/cidadesat/link.php?codmun=290490.

Lefebvre, H. , 1973, *De lo rural a lo urbano*. Barcelona: Ediciones 62, 261 p

PNUD (Programa das Nações Unidas para o Desenvolvimento), 2013, *Atlas do Desenvolvimento Humano no Brasil. Perfil municipal de Cachoeira/BA*., consulted on 19.12.2013. URL: www.atlasbrasil.org.br/2013/perfil/cachoeira_ba

Santana, E. T. de., 2012, *A Universidade Federal do Recôncavo da Bahia e a Produção do Espaço Urbano-Regional.* Universidade Federal da Bahia, Salvador, 130 p.

Santos, M., 1979, *O Espaço dividido: os dois circuitos da economia urbana dos países subdesenvolvidos*. Rio de Janeiro: Livraria Francisco Alves, 354 p.

Santos, M., 1999, *A natureza do espaço: técnica e tempo – razão e emoção*. São Paulo: Hucitec, 384 p.

Santos, M., 2008, *Manual de geografia urbana*. São Paulo: Edusp, 294 p.

UFRB (Universidade Federal do Recôncavo da Bahia), 2009, *Plano de desenvolvimento Institucional – 2010-2014*. Cruz das Almas: UFRB. consulted on 19.12.2013. URL: www.ufrb.br.

UFRB (Universidade Federal do Recôncavo da Bahia), 2010, *Relatório Anual de Gestão*. UFRB, Cruz das Almas, 219 p.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Governing welfare space. A small Italian town case study

Paola Pellegrini
Professor at Università Iuav di Venezia, Tolentini, Santa Croce 191, Venezia - Italy
paola.pellegrini@gmail.com

Abstract

Udine, a town of almost 100.000 people, in the North-Eastern region of Italy, has recently approved the comprehensive spatial plan of the municipal territory. This planning document and its interpretation of the city allow to introduce some general discourse about small-medium towns today.
The planning instrument declared the city to be a place of conquered welfare and based the project on this statement.
It can be said that this way the plan does not recognize current and long time problems, that are undoubtedly not extreme, not immediately evident in the case of Udine, as happens often in small-medium towns; this way the plan slurs over the effects of the economic crisis, started before the beginning of the plan's work.
The paper argues that the beginning of the end of western welfare system expressed in space could be found in this planning attitude, where exactly the contrary is stated.
spaces.

Keywords

welfare space, municipal plan, economic crisis

1 Premise: a short description of Udine

Udine is the capital of a very large county in North Eastern Italy (*Provincia di Udine* in *Friuli Venezia Giulia* region), 30 km from the border with Slovenia and 90 km from Austria.

The city has 98.780 inhabitants (in 2012) and an average density of 17,4 inhab. per hectare; the urbanized area - according to national statistical survey 2001 - extends for approximately 10 km north-south and 6,4 km east-west, still comprehending large surfaces of agricultural land in the Eastern part of the urban settlement.

Two main phenomena are to mention about the recent population dynamic: from the '80s to 2000 the total population decreased (from 102.000 to 95.000, the majority moved to the suburban areas), since 2000 the total population slightly increased (to 98.000).

This increase is due to immigrants, because the birth rate of Italians is only 1,17 child per woman (9,1 in 1000 inhab.), while that of immigrants is slightly higher; anyhow dead persons are currently more than new born (the death rate in 1000 inhab. is 12).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Even after the economic crisis immigrant foreigners are increasing: in the 2005 they were 8,2%; in 2010 were 13,5% (13.488 units); after the crisis 14%, i.e. 14.038 in 2012.

The city has always been mainly a city of tertiary activities, mainly connected to agricultural production, church services and the administration of the large surrounding province (the Friuli); being in a border region the city hosted many large barracks during the XX century until the '89. Having a scarce industrial production system or entrepreneurial vitality the city has never being very rich and recently the average income (*media reddito IRPEF pro capite dichiarante*) was 27.200 euros each in 2010, 24.100 euros each in 2005.

The city, though, was part of the economic boom of the North-Eastern Italy, where small and medium manufacturing enterprises flourished quickly since the '70s (before this time the region was mainly rural and rather poor). This model of economy growth was called "industrial clusters", as in the neighbour and more famous region Veneto, i.e. concentration of enterprises producing the same good in a circumscribed area, where exchange of information, reciprocal trust in processing methods for sub-supply of semi-processed parts, local work-force were possible. This model guaranteed the growth of the region's GDP (Gross Domestic Product, *prodotto interno lordo*) and high employment level since the recent crisis.

The GDP of the region in 2013 remains negative as well as industrial production; this negative trend continues the de-industrialization of the city and surrounding areas due to the redefinition of the economic basis of cities and to the restructuring of production processes; in Udine the transformation started in the '80s (SAFAU, Bertoli, Domenichelli can be mentioned) dismantling heavy production sites included by that time in the urban periphery.

The economic growth has sustained some sprawling phenomena, not very relevant in quantities if compared to *città diffusa*[1] in the neighbor region Veneto or in Holland, but still artificial land use in 2010 was higher than the national average (7,1% in Italy, 11,3% in Veneto, 9,4% in Friuli, one of the four highest according to *Legambiente* studies[2]).

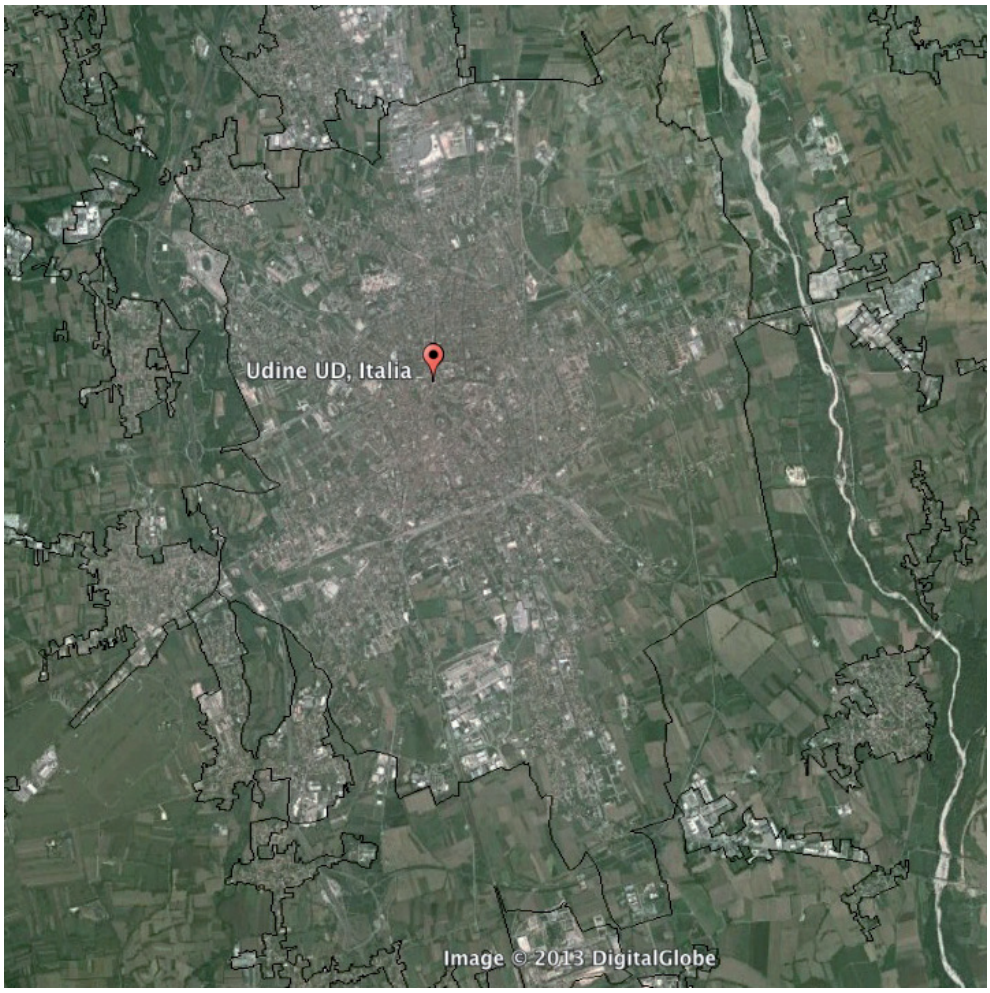
The main element of this scattered development outside historic centre is the realization since the '80s of a sequence of large shopping centres along the main axis connecting the city with the territory. Some of these large warehouses are now dismissed for the excess of offer compared to the request and for the economic crisis. A regional law for re-classifying these un-used commercial and industrial warehouses in rural areas was drafted.

[1] Many books have discussed the subject, see Francesco Indovina (editor), La città diffusa, Daest, Venezia 1990.

[2] Osservatorio Nazionale sui Consumi di Suolo, Primo Rapporto 2009, Dipartimento di Architettura e Pianificazione – Politecnico di Milano, Istituto Nazionale di Urbanistica, Legambiente, 2009; Un'altra casa?, Dossier di Legambiente, 15 Luglio 2010.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 1: Udine and urbanized area ("centri urbani" as defined by ISTAT)



Source: Google Earth with DBPRIOR_1001_URBANIZZATO.kml from IrdatFVG

2 The new comprehensive plan for the city and the welfare/well-being

Udine has approved the *Piano Regolatore Generale Comunale* (the comprehensive spatial plan of the municipal territory) at the end of 2012 (the work started in 2009).

This document and its interpretation of the city is an interesting case study, because of the issues it considered and the solutions proposed.

The line of reasoning of the planning instrument that strikes is the slogan adopted to describe the general condition of the city as well as the main content of the plan at the preliminary stage of the design process: Udine city of well-being "*Udine città del benessere*", declaring this way the city to be a place of conquered well-

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

being and welfare; the main directive, explicited by the major, "we want the city we already have, we just have to enhance it".

From the structuring and preliminary document "The guidelines for the new comprehensive plan"[3], 2010, in the paragraph "The strategies for the municipal territory"[4] the following excerpt can be quoted: "The link among the main issues of the plan is the "managing of wellbeing", i.e. the enhancement and the re-functionalization of the current resources and opportunities in a system."

The plan was elaborated by the town hall technical staff (*Uffici Tecnici Comunali*) with a general introduction and strategic guidelines done by a external consultant equipe, directed by prof. Bruno Gabrielli (which also studied and interpreted the general issues of the city). Almost always this is not the practice, i.e. an external city planner is put in charge completely of the plan and the local administration supervises the works. This choice is due to two reasons: the reduction of available budget and the local administration's will to control each choice of the plan. So it can be said that the plan is direct expression of a clear political approach and line.

Why was this approach adopted? What are the consequences of such an attitude? Can we say that the aim to a better state – or substantially better state - is no more plausible?

From one side Udine and the region Friuli are for sure a virtuous part of Italy considering prosperity[5], meant not only as GDP, but as a combination of health, education, work and time of living, wealth, social network, politics and institutions, safety, landscape and cultural heritage, environment, research and innovation, service quality.

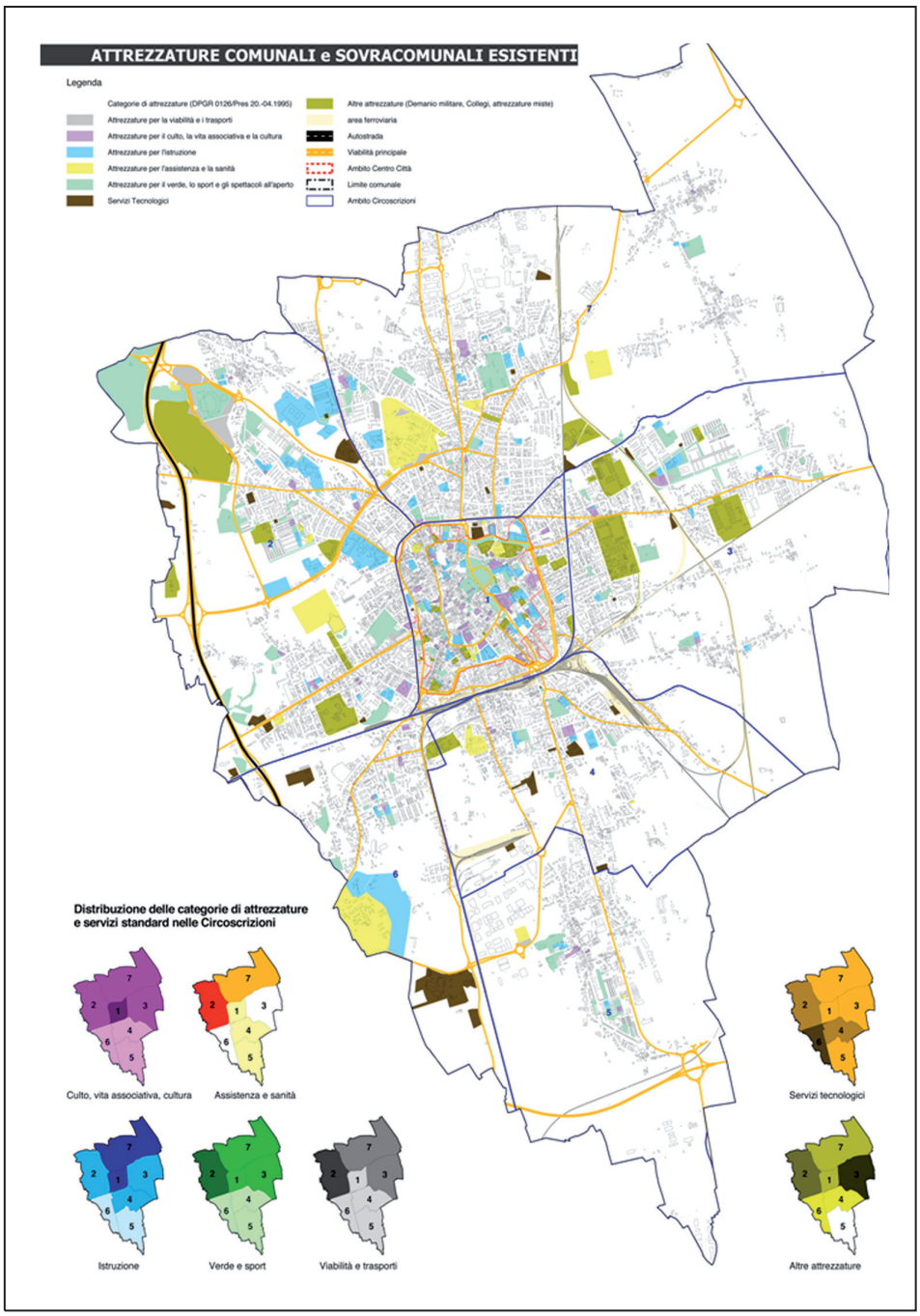
[3] "Le Direttive urbanistiche per il nuovo PRGC", edited by Assessorato alla Pianificazione Territoriale, Comune di Udine, may 2010.

[4] "Le strategie del Piano per il territorio comunale", p.10.

[5] This result was achieved studying 2010 – 2011 statistical data and comparing Italian regions, see BES FVG.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 2: Existing public facilities in Udine



Source: PRGC Udine, Studio preliminare 61, tav.4

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

From another side clues of change are evident: the GDP of the region in 2013 remains negative, the age index (*indice di vecchiaia*) keeps being increasing and by 2020 will be one of the highest in Italy, the enrolment numbers to university diminish, public works expenditure diminishes, a large housing stock is being unsold (impossible to get precise data about it), un-used warehouses are frequent… In Udine, though, as many small cities, problems are undoubtedly not extreme, not immediately evident and slow.

From another side, also, it can be said the urban project, at least in the XX century, is characterized by the effort to give a concrete (spatial) dimension to the research of welfare and freedom[6]. In the plan for Udine this effort and continuous research seems to be no more true or relevant.

For sure in Italy the agreement for stability due to European Community (*Patto di Stabilità Interno*) reduced heavily the available money or possibility to start mortgages of municipalities (in order not to increase debt) and the welfare state is not being financed as it used to be and very often new infrastructures or new facilities are postponed or not even imagined. It could be said, then, that Udine local administration adopted the strategy to transform scarcity into a vision "what can't be cured must be endured".

If this can be said, the declaration of diffuse welfare, convenient for local political reason - if nothing is needed, nothing has to be done, no money has to be spent - could turn into a trap.

This declaration, in fact, corresponds in the general plan for the city to no new roads, no new public garden, no new acquisition, no new facility if not thanks to private money… Can the beginning of the end of western welfare system expressed in space be found in this planning attitude, where exactly the contrary is stated? Is this planning attitude, on the contrary, a brave recognition that the process of continuous development of welfare, we were used to during last decades, can be stop in current condition? Is such an attitude provocative or paradoxical in time of deep crisis? Can be interpreted as the first step towards regression?

Almost no expropriation (apart from those for some new road stretches and the enlargement of a nursery school) is prescribed by the plan, in order to avoid public money expense and uncertainty due to administrative cases, unpredictable in duration and expenses[7]. Apart from areas or building already bought by municipality in the past, every new facility for public use has to be realized by private investment, as defined by what designed in the "*Schede Norma*", highlights

[6] Bernardo Secchi, La città del XX secolo, Einaudi, 2005.

[7] In p. 89 the Relazione Generale of the comprehensive plan states: "Il nuovo Piano è attento alla fattibilità economica delle previsioni pianificatorie e programmatiche.

Le aree private vincolate ai fini dell'esproprio sono state ridotte al minimo e riguardano previsioni di viabilità attuabili nel tempo di validità dei vincoli (5 anni).

Alcune attrezzature e viabilità di progetto sono indicate dal Piano, ma rimandate nel tempo: ciò avviene registrando le previsioni nel Piano Struttura; esse potranno diventare operative, con una con procedura semplificata di variante urbanistica, nel momento in cui l'Amministrazione ne valutasse l'opportunità e attuabilità. La riduzione delle aree soggette a vincolo di esproprio non comporta la rinuncia all'implementazione della dotazione di attrezzature nella città, che viene perseguita a carico delle trasformazioni del territorio negli ambiti regolamentati dalle Schede Norma, che indicano quantità e localizzazione delle aree da cedere al Comune".

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

of the plan regarding some areas to be transformed and considered relevant in the city.

To increase public facilities and infrastructures as/when the city grows the plan has conceived a device: the "*Progetti Norma*", selected private areas where the plan designs in detail which part has to be remised free to the local government if the owners want to develop their property; the government has this way the possibility to realize some public facilities (mainly gardens)[8]. This juridical device has a relation to the resulting form of the new city: the plan defines it "porous", i.e. available for green spaces and continuity "*corridoi ecologici*". It could be said that welfare must be starting from open spaces according to Udine plan, meaning from environmental issues. It could be said that such approach is also due to the fact that local governments have been having more and more problems in mending negative effects produced by real estate development.

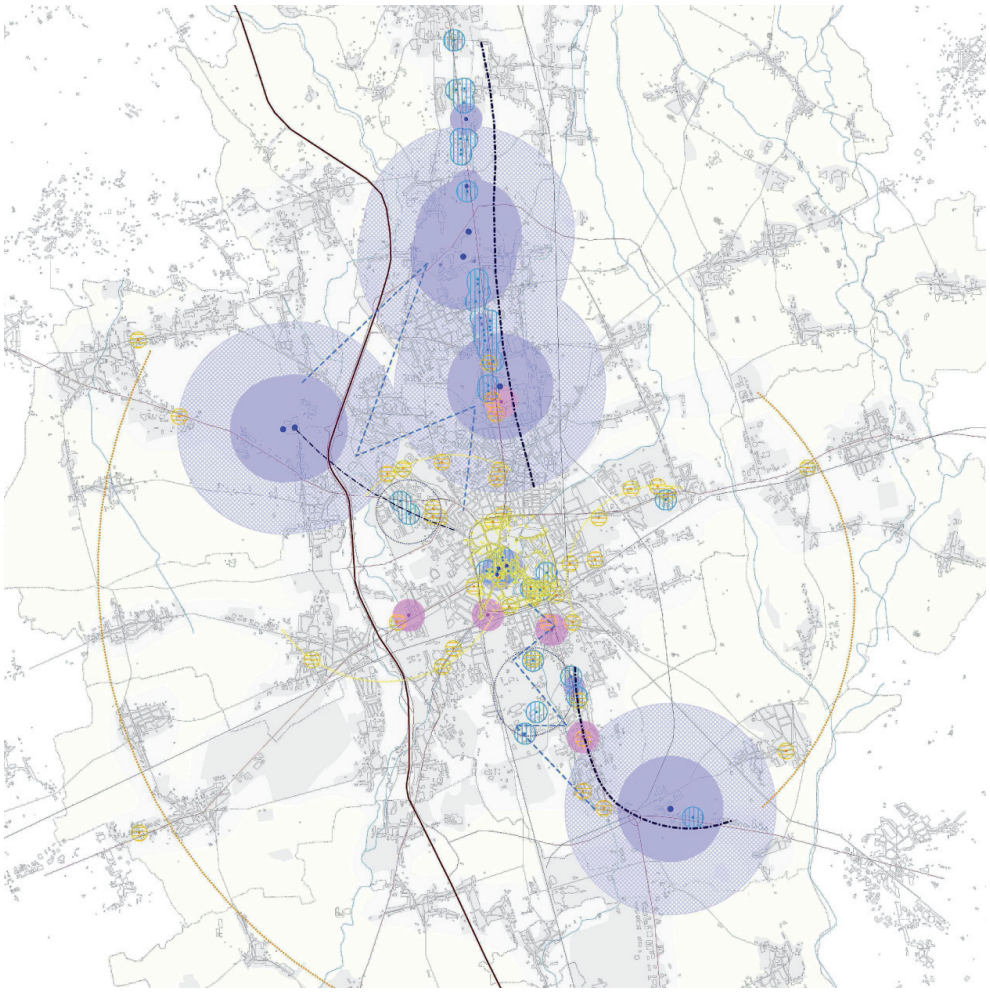
This way almost all of the new welfare spaces is not certain to happen as in the present it depends on investment choices and possibility to obtain convenient return and in the future (near or far) it will depend on public money to realize something.

[8] In p.7 the Relazione Generale states in the paragraph "LE AREE PER SERVIZI. COME RECUPERARLE": "La soluzione del problema è data dal meccanismo che viene posto in essere con i "progetti norma", che riguardano le aree di trasformazione previste nel Piano. Questi progetti sono definiti attraverso "schede norma", che prescrivono le quote delle aree da cedere al Comune per realizzare servizi d'ogni genere nel contesto di un'area (un comparto) destinata ad interventi privati. Si tratta di aree di cessione che il privato è tenuto a cedere se vuole realizzare quelle che sono le previsioni di Piano.

L'edificabilità è infatti estesa all'intero comparto, ma è realizzabile su quota parte dell'area (area di concentrazione volumetrica). Vi è dunque un rapporto molto stretto fra la tecnica giuridica dei progetti norma, la dotazione dei servizi (soprattutto aree verdi) e la qualità ambientale. […] L'intervallo fra aree edificate (aree di concentrazione volumetrica) ed aree libere (aree di cessione) fa sì che si ottenga il risultato di una città "porosa"."

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Figure 3: Shopping centres or commercial strips



Source: PRGC Udine, Report tematici di analisi, p.124

3 The plan, the welfare/well-being and the economic crisis

Articles may be written in French as well as in English.

The economic crisis, started one year before the beginning of the plan's work and soon become an extremely relevant phenomena also in changing cities, could be expected to be considered one of the main issue the plan had to face. In the official document making a synthesis of the analysis (*Sintesi dei report tematici di analisi*) as well as in that explaining the plan (*Relazione Generale*), though, the word "crisis" is not mentioned at all.

The structural document mentions a very negative economic situation and a decrease in the number of enterprises does, but it does not dare an interpretation of the production sector and its phenomena. It can be said that no available public money is the only part of the crisis that is officially accepted by the plan and no long term vision was even tested.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Considering the crisis is a rather demanding task, implying a deep reflection about the meaning of a spatial plan in such a time. The idea of the proper relation between city planning and economic development, meaning mainly how land use can be effective support to economic development, changed over time and if the idea of the plan as promoter of initiatives was frequent in the '60s, it became less and less so in recent years. Anyhow this choice of the plan to overlook the problem is striking because the reaction to the crisis has a great relation to the idea of welfare and to its design or conceptual redefinition.

Strategies of investments in the short and long term and inter-generational strategies should be essential part of any comprehensive spatial plan for a municipality and the "courage" of drafting it is even more important facing a crisis.

Today the economic model of "industrial clusters" and of specialization of production seems to be over and "slow territories", i.e. those remained at the margin of industrialization and not involved in the urbanization process that went with it, are reappraised. Udine can be largely included in such kind of territories and the plan could have, as an example, considered this option for future development direction.

The recognition of diffuse welfare and good living standards is often - in the case of small mainly bourgeois town like Udine - the major assets compared with larger metro cities; what makes these cities competitive is their dimension and ratio between number of inhabitants and public welfare offered, their small town atmosphere, architectural elements and decorum, their low settlement density.

City of slow dynamics, city where every phenomenon is moderate and therefore in danger of being under-estimated as trifling or completely neglected, Udine although presents some issues: some traffic congestion, not efficient and competitive public transit, some housing shortage at convenient prices, limited and scattered green areas, some very large dismissed structures (mainly military barracks) inserted in the urban structure since the first world war, some sprawling areas and inter-closed abandoned agricultural land.

With the approach mentioned - we want the city we already have, we just have to enhance it - the plan slurs over the effects and possible future consequences of the economic crisis, this way the plan does not recognize current and long time problems, this way the plan seems to be a plan of crisis, that is to say not a plan that faces the crisis, but a plan that accepts it and argues that it is not possible or advisable to guide transformation.

For this general planning attitude issues were not enough problematized and conceptually tackled producing scenarios of development, as an example for exploiting the productive agricultural land in-between urban settlement, so peculiar in Udine. General agreed upon elements were tackled instead such as no more new land consumption and the word "scenario" is used as future reality not as exploration of possibilities and options.

Scenario construction in city planning is very useful because of the complexity of the present urban condition, the uncertainty about the future, the possibilities to maintain the future open. Currently we think we are not able to get enough information to describe the inhabited territory, we don't know how the changing economic situation will evolve and how society will react and re-organize itself, we

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

recognize there is a plurality of reasons, so we don't fully understand the present and even less the future. But the future cannot be the current present projected into the future and scenarios area tool to escape from the ideology of the present and contingency9.

This is especially true in Udine considering the large amount of dismissed areas that are included in the urban settlement, mainly military barracks, but also production and commercial area; for these the plan decided not to decide future transformation, adopting the policy of waiting for what the future might bring[10] as there is no general perspective of growth.

4 Tentative conclusion

Udine planning document and its interpretation of the city allow introducing some general discourse about small towns today.

Probably the perspective of growth, which used to lead city planning, has definitively vanished in Italy and in Europe because the economic crisis is not short term and temporary but permanent and structural. This means economy will never reach again the ante 2008 condition and consequently a different city has to be conceived and designed; this mean a strong dis-continuity with the past[11].

A strong discontinuity with the past can also be the fact that the traditional welfare space is changing. Maybe the risk is that in the future small towns will not have the critical mass to finance public services. How long current welfare is conquered for without action (public action)? What level of welfare suits to a new society?

Part of the European population, not only that which has gained a good wealth, has substituted the welfare state policies and institution with the research of a different welfare, tailor-made i.e. and this phenomenon has changed the European city and will change it more in the future.

In Udine some hints of sensibility for these issue though can be found, some small experiments were tried such as public urban vegetable gardens, bike usage support, "*Pedibus*" project to help children to school, the recognition of the environmental value of the "third landscape".

Maybe to face the economic crisis not a "weaker" city planning for a municipality is needed, but one careful not to emphasize uncertainty (and welfare space construction helps spread safety and trust); able to develop precise quantitative

[9] According to Hobsbawn and Augè since the fall of the Berlin wall every thought, every action seems to be flatten to the present. See Eric Hobsbawn, Age of extremes, 1914-1991, 1994; Marc Augè, The future, 2012.

[10] The survey of the production and commercial area was made with the 2007 orto-photos, so not updated and not with capillary on site surveys. See Bruno Gabrielli, Veneto Progetti, IRS, "Dossier sulle aree di trasformazione", 2010.

[11] Arturo Lanzani, introduction to the conference "City planning after the growth" at Politecnico di Milano, 14 June 2012.

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

analysis on the negative phenomena, so that real numbers can support decision, as well as exploring short and long term scenarios and inter-generational strategies (also extreme and radical ones in order to discuss and compare options).

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Table des matières / Table of contents

Avant-propos 3

Foreword 4

Présentation de la conférence 5

Conference presentation 6

Comités / Comittees 7

Sommaire / Contents 9

CONFERENCES 11

François Moriconi-Ebrard 12
Les petites villes : le nombre fait-il le poids ? 12

Jean-Luc Roques 41
La petite ville comme objet ambivalent 41

ATELIER 1 / WORKSHOP 1 51
Faut-il mailler l'ensemble du territoire de petites villes ?
Should distribute small towns through the whole territory?

Marie-Eve Férérol 52
Valoriser les petites villes des espaces interstitiels : une priorité absolue

Luis Miguel Sánchez Escolano 74
Regional Development Around a New Profile of Emerging Mid-Sized Cities. The Case of Níjar (Andalusia, Spain)

ATELIER 3 / WORKSHOP 3 90
La décentralisation créatrice de quelles petites villes ?
What kind of small towns decentralization is creating?

Abdoulay Mfewou, Ibrahim Nchoutnji 91
Migration maraîchère et enjeux fonciers à la frontière de la ville de Yaoundé (Cameroun)

Luis Kevin Goetz 111
Globalisation, dynamiques agricoles régionales et nouvelles fonctions urbaines : l'émergence des villes de l'intérieur du Paraguay

ATELIER 4 / WORKSHOP 4 130
Entre urbain et rural. Villages, bourgs ou petites villes ?
Between urban and rural. Villages, small towns or small cities?

Naima Agharmiou-Rahmoun 131
Une nouvelle génération de villes, les villes-villages : cas de la Kabylie (Algérie)

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Sylvie Fanchette 153
Les clusters de villages de métier, un système urbain non reconnu dans la tourmente de la métropolisation de Hanoi (Vietnam)

Liliane Pierre Louis 174
« Gagner parcelle », mimétisme villageois dans l'ombre de la ville au Burkina Faso

ATELIER 5 / WORKSHOP 5 191
Une société des petites villes ?
A small town society?

François Vienne, Nicolas Douay, Renaud Le Goix, Marta Severo 192
Lieux et hauts lieux des densités intermédiaires : une analyse par les réseaux sociaux numériques

Eduardo Giraldo 216
Maracaibo et Riohacha : les villes et les frontières comme expériences multiples pour les Wayuu

Jacileda Santos 232
The implementation of Special Zones of Social Interest in the city of Mata de São João, Bahia, Brazil

Lolita Voisin, Sylvie Servain-Courant 244
Stratégies territoriales en ville moyenne : la mobilisation du paysage comme enjeu stratégique de territorialisation ?

ATELIER 6 / WORKSHOP 6 262
Session spéciale / Special session
Suburbin (Subaltern urbanisation in India)

Rémi de Bercegol, Shankare Gowda, Shubinder Kaur 263
Aux frontières de l'urbain : la prospérité de Kartarpur, une petite ville-cluster du Pendjab

Gopa Samanta 283
Beyond Metropolitan Shadow: Governing Small Towns in India

ATELIER 7 / WORKSHOP 7 300
Les temps de la petite ville : inertie ou changement ?
Small towns times: inertia or change?

Maximin Chabrol, Loïc Grasland 301
Le rôle des petites villes dans la structuration de la moyenne vallée du Rhône : approche par la mesure de l'entropie relative

Joan Perez, Giovanni Fusco 316
Inde rurale, Inde urbaine: qualification et quantification de l'aptitude au changement des territoires indiens

Philippe Martin, Mounir Redjimi 340
Évolution du réseau de peuplement algérien depuis l'Indépendance
Approches parétienne et fractale parabolique

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

[Table des matières / Table of contents]

ATELIER 8 / WORKSHOP 8 360
L'économie des petites villes en local et mondial : le grand écart ?
The economy of small towns between local and global: the splits?

Momar Diongue, Papa Sakho 361
Diamniadio, une petite ville (carrefour en quête d'une nouvelle identité économique) de la métropole Dakar

Olivier Finance..... 378
Hiérarchie urbaine et ancrage territorial des firmes transnationales étrangères dans le système de villes français : une approche par les lois d'échelle

Jacileda Santos, Leila Mendes Paixão 396
Reorganization of Urban Network: repositioning the City of Cachoeira (Bahia) through tourism

Eliseu Savério Sposito, Paulo Fernando Jurado da Silva..... 408
Small cities and dissemination of industrial production mode. A study of regional character

ATELIER 9 / WORKSHOP 9 426
L'urbain : aux frontières de la mobilité ?
Urban space: at the frontiers of mobility?

Adrien Gonzalez 427
Structures territoriales et dynamiques exopolitaines, le cas du Sud Gironde

Jean-Paul Hubert, Pierre Pistre 444
Pôles ruraux *vs* territoires périurbains : explorations statistiques des dynamiques démographiques et de mobilité des frontières de l'urbain en France métropolitaine

Marcos Timóteo Rodrigues de Sousa, Maria Encarnação Beltrão Sposito..... 474
Mobilité et accessibilité dans l'espace urbain : le cas de la ville de Sao Carlos, État de Sao Paulo, Brésil

ATELIER 10 / WORKSHOP 10..... 488
Aux frontières des métropoles : le périurbain ?
At the frontiers of the metropolises: the periurban space?

Séverine Bonnin-Oliveira 489
Des petites villes dynamisées par la périurbanisation : étude de cas dans les franges de l'aire urbaine toulousaine

ATELIER 11 / WORKSHOP 11..... 508
La fabrique des hiérarchies urbaines. Les pouvoirs publics, chefs d'orchestre ?
The factory of urban hierarchies. Public policies, conductors?

Methiye Gül Çöteli 509
From small villages to quarters: "hit the bottom" of Kayseri metropolitan region

Christian Montès..... 520
Les petites capitales d'Etat aux Etats-Unis : quel effet chef-lieu ?

Hui Cao, François Moriconi-Ebrard 537
Urbanization, Migration, and Growth of Small Cities in Sichuan

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

[Table des matières / Table of contents]

ATELIER 13 / WORKSHOP 13 552
Les petites villes au risque de l'aménagement du territoire
Small towns at risk of town and country planning

Laurène Wiesztort 553
Les petites villes du Nord-Pas-de-Calais au service du bien-être des métropolitains ?

ATELIER 14 / WORKSHOP 14 576
La mise en mouvement des hiérarchies urbaines : l'économie des petites villes comme moteur
Urban Hierarchies in movement: the economics of small towns as a dynamic

Maria Encarnação Beltrão Sposito, Marcio José Catelan 577
Hierarchy and heterarchy in brazil's urban network

Christophe Albaladejo, Laurence Barthe, Roberto Bustos, Mariano Iscaro, Marcela Petrantonio, François Taulelle, ... 596
Les villes petites et moyennes des espaces ruraux pampéens

ATELIER 15 / WORKSHOP 15 614
Session spéciale / Special session
ESPON : Small and medium-sized town in Europe: the ESPON TOWN project

Abdelillah Hamdouch, Ksenija Banovac 615
Is small always beautiful? Perspectives on the socio-economic dynamics of European small and medium-sized towns

ATELIER 16 / WORKSHOP 16 644
Habiter la petite ville : l'urbanisme en réponse
Living in the small towns: urbanism in reply

Andrea Berndgen-Kaiser, ... 645
The future of the post war single family housing estates in Germany? A specific task field for small and medium sized towns?

Inga Dworak, Aleksandra Tomkiewicz 662
City of Lubliniec. Place value in the context of the quality of space

Enrico Pietrogrande, Alessandro Dalla Caneva 683
Studies for the requalification of small towns. Architectural projects and historical sites in the Veneto region, Italy

ATELIER 17 / WORKSHOP 17 693
Le tiers espace existe-t-il ?
Does third space exist?

Clément Pecqueux 694
Le tiers-territoire de projet comme réponse aux dynamiques métropolitaines ?

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

[Table des matières / Table of contents]

ATELIER 18 / WORKSHOP 18 712
L'État-providence : quand les petites villes jouent dans la cour des grandes
Welfare state: when small towns plays with the big league

Wendel Henrique Baumgartner 713
Small city and new University. Perspectives and conflicts after the establishment of new public Brazilian universities in small cities

Paola Pellegrini 730
Governing welfare space. A small Italian town case study

Aucun article ne nous a été rendu pour les Ateliers 2 et 12.
We don't received any paper for the Workshops 2 and 12.
• *ATELIER 2 / WORKSHOP 2*
Les petites villes des Suds : un modèle pour tous ?
Small towns of southern countries: a model for all?
• *ATELIER 12 / WORKSHOP 12*
Session spéciale / Special session
ESPON : Small and medium-sized town in Europe: the ESPON TOWN project

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]

Éditeur : UMR ESPACE – Avignon, Case 19, 74 rue Louis Pasteur, 84029 Avignon Cedex
Collection : Actes Avignon
ISBN : 978-2-9105-4509-1
Dépôt légal Mars 2014

Conception et réalisation : N. Brachet (UMR ESPACE – CNRS)

http://fronturb2013.sciencesconf.org/

[http://www.geo.univ-avignon.fr] & [http://www.umrespace.org/]

[Collection : Actes Avignon - ISBN : 978-2-9105-4509-1]